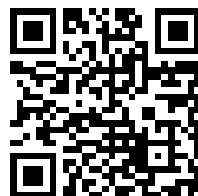

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

The image shows the front cover of a book. The cover is decorated with a traditional marbled paper pattern, featuring swirling, fan-like motifs in shades of deep red, blue, and cream. A rectangular white paper label is pasted in the center of the cover. The label is framed by a thin black border. On the left edge of the cover, there is a small, grey, rectangular tab. At the bottom right corner, there is a small, dark, rectangular object, possibly a piece of tape or a label remnant.

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.

Class



1200
Vol 79
REVUE

DES

QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE PAR M. LE MARQUIS DE BEAUCOURT

QUARANTIÈME ANNÉE

157^e LIVRAISON

1^{er} JANVIER 1906

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

1906

LIVRAISON DU 1^{er} JANVIER 1906

Pages.		
	I. — L'ESSÉNISME.	V. ERMONI.
28	II. — LA VÉNÉRABLE JEANNE, D'ARC PROPHÉTISÉE ET PROPHÉTESSE	J.-B.-J. AYROLES.
57	III. — LES DERNIERS MINISTRES DE L'ALBIGEISME EN LANGUE- DOC. LEURS DOCTRINES	J.-M. VIDAL.
108	IV. — UN CRIME JUDICIAIRE DE LA RÉVO- LUTION. L'EXÉCUTION DES QUATRE CHAPUS DU BOST (11 JUIN 1794)	LOUIS AUDIAT.
137	V. — LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU CLERGÉ ET LA VENTE DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES DANS LA CHARENTE-INFÉRIEURE . .	P. LEMONNIER.
153	VI. — LE GÉNÉRAL BARBANÈGRE (1772- 1830)	JEAN HURABIELLE.
178	VII. — MÉLANGES : LE PREMIER CHEF D'ESCADRE DES ARMÉES NA- VALES DE LOUIS XIV	CH. DE LA RONCIÈRE.
184	QUELQUES LIVRES SUR LA RÉVO- LUTION FRANÇAISE	ALBERT ISNARD.
197	LA RÉVOLTE DU 26 DÉCEMBRE 1825 A SAINT-PETERSBOURG, D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉ- DITS	C ^{te} MARC DE GERMINY.
207	VENCESLAS VLADIVOJ TOMEK . .	H. HANSICK.
214	VIII. — CHRONIQUE.	E.-G. LEDOS.
225	IX. — REVUE DES RECUEILS PÉRIODI- QUES : FRANÇAIS	ALBERT ISNARD.
236	ALLEMANDS	E.-G. LEDOS.
248	ITALIENS.	PAUL ALLARD.
259	BELGES	C. CALLEWAERT.
264	X. — BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE : I. Bi- bliographie; II. Histoire générale; III. Antiquité. Origines chrétiennes; IV. Moyen âge; V. Renaissance. Ré- forme; VI. Dix-septième et dix- huitième siècles; VII. Révolution; VIII. Temps modernes; IX. Géogra- phie. Monographies locales.	

(Voir à la 3^e page de la couverture les titres
des ouvrages analysés)

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

T. LXXIX. 1^{er} JANVIER 1906.

1

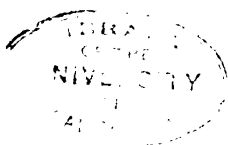
REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

FONDÉE PAR M. LE MARQUIS DE BEAUCOURT

QUARANTIÈME ANNÉE

NOUVELLE SÉRIE. — TOME XXXV

(LXXIX^e DE LA COLLECTION)



PARIS
BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

1906

I.

LE NOM

Le nom même de cette secte n'est pas d'une clarté éblouissante. Les auteurs qui en ont traité les premiers appellent ses adeptes

Geschichtliche Nachrichten aus dem Allerthume über Essäer und Therapeuten, Berlin, 1821. — Credner, *Ueber Essäer und Ebioniten*, dans la *Zeitschrift für Wissen. Theol.*, vol. I^{er}, fasc. 2 (1827), p. 211-264; fasc. 3 (1829), p. 277-328. — Grörrer, *Philo und die alexandrinische Theosophie*, t. II, 1831, p. 299-356. — Dähne, *Geschichtliche Darstellung der jüdisch-alexandrinischen Religionsphilosophie*, t. I, 1834, p. 439-497. — Id., l'article *Essäer* dans l'*Encyclopédie d'Ersch et Gruber*, t. XXXVIII, p. 173-192. — Frankel, *Die Essäer*, dans la *Zeitschrift für die religiösen Interessen des Judenthums*, 1846, p. 441-461. — Id., *Die Essäer*, dans la *Monatschrift für Gesch. und Wissens. des Judenth.*, 1853, p. 30-40, 61-73. — Lutterbeck, *Die neuest. Lehrbegriffe*, t. I, 1852, p. 270-322. — Uhlorn, art. *Essener*, dans la *Real-Encyc. d'Herzog*, t. IV, 1855, p. 174-177. — Zeller, *Die Philosophie der Griechen*, 2^e édit., 1856, part. III. sect. 2, p. 234-292. — Id., *Ueber den Zusammenhang des Essäismus mit dem Griechenthum*, dans les *Theol. Jahrb.*, 1856, p. 401-433. — Ritschl, *Ueber die Essener*, dans les *Theol. Jahrb.*, 1856, p. 315-356. — Id., *Die Entstehung der altkathol. Kirche*, 2^e édit., 1857, p. 179-203. — Mangold, *Die Irrlehrer der Pastoralbriefe*, 1856, p. 32-60. — Hilgenfeld, *Die jüdische Apokalyptik*, 1857, p. 243-286. — Id., dans la *Zeitschrift für wissen. Theol.*, t. I, 1858, p. 116 et suiv., t. III, 1860, p. 358 et suiv., t. X, 1867, p. 97 et suiv., t. XI, 1868, p. 343 et suiv., t. XIV, 1871, p. 50 et suiv., t. XXV, 1882, p. 257 et suiv. — Herzfeld, *Geschichte des Volkes Israel*, t. III, p. 368 et suiv., 388 et suiv., 509 et s. — Jost, *Geschichte des Judenthums und seiner Sekten*, t. I, p. 207-214. — Grätz, *Geschichte der Juden*, t. III (3^e édit.), p. 99 et suiv., 657-663 (4^e édit.), p. 91 et suiv., 697-703. — Ewald, *Geschichte des Volkes Israel*, t. IV, p. 483 et suiv. — Hanischmacher, *De Essenorum apud Judaeos societate*, 1866. — Id., *Essenorum apud Judaeos societatis origines exponuntur et historia*, 1886. — Keim, *Geschichte Jesu*, t. I, p. 282-303. — Weber-Holtzmann, *Geschichte des Volkes Israel*, t. II, p. 74-89. — Derenbourg, *Histoire de la Palestine*, 1867, p. 166-175, 460-462. — Hausrath, *Neuest. Zeitgeschichte*, t. I (2^e édit.), p. 132-146. — Tideman, *Het Essenisme*, 1868. — Id., *Esseners en Therapeuten*, dans la *Theologisch Tijdschrift*, 1871, p. 177-188. — Id., *De Apocalypse van Henoch en het Essenisme*, *ibid.*, 1875, p. 261-296. — Id., *De Esseners bij Josefus*, *ibid.*, 1892, p. 596-606. — Westcott, art. *Essenes*, dans le *Dictionary of the Bible* de Smith. — Ginsburg, art. *Essenes*, dans la *Cyclopaedia of biblical Literature* de Kitto. — Id., *The Essenes, their history and doctrines*, Londres, 1864. — Id., art. *Essenes*, dans le *Dictionary of christian Biography* de Smith et Wace, t. II (1880), p. 198-208. — Benamozegh, *Storia degli Esseni*, Florence, 1865. — Lauer, *Die Essäer und ihr Verhältniss zur Synagoge und Kirche*, Vienne, 1869. — Lipsius, art. *Essäer* dans le *Bibelllexicon* de Schenkel, t. II, p. 181-192. — Clemens, *Die Quellen für die Geschichte der Essener*, dans la *Zeitschrift für wissen. Theol.*, 1869, p. 328-352. — Geiger, *Jüdische Zeitschrift für Wissen. und Leben*, t. IX, 1871, p. 30-56. — Clemens, *Die essenischen Gemeinden*, dans la *Zeitschrift für wissen. Theol.*, 1871, p. 418-431. — Sieffert, *Christus und die Essäer*, dans le *Beweis des Glaubens*, 1873, p. 481-508. — Hamburger, *Real-Enc. für Bibel und Talmud* (art.

tantôt *Esséniens*, tantôt *Esséens*. Josèphe les appelle quatorze fois Ἐσσηνοί, « Esséniens ¹ » ; d'autres fois il les appelle Ἐσσηνοί, « Esséens ² ». Pline les appelle (*Hist. nat.*, V, 17) *Esseni*, et Philon Ἐσσηνοί, « Esséens ». Mais Philon, pénétré de l'esprit rabbinique, se livre à un jeu de mots peu logique et peu plausible ; il dérive le mot Ἐσσηνοί de : ἁγιότης, « sainteté, » au moyen d'un grec altéré ³. Il déclare que, à son avis, ils sont dignes de ce titre ⁴. L'hypothèse de Lucius ⁵, que Philon a pensé à l'hébreu *chasah*, « se réfugier [en Dieu], » n'a aucune vraisemblance. Tout le monde paraît être d'accord pour assigner au mot une origine sémitique ; mais lorsqu'on veut spécifier on ne s'entend plus, et les hypothèses s'amoncellent ⁶. On a pensé surtout à l'hébreu

Essäer), II, 172-178. — Delaunay, *Moines et sibylles dans l'antiquité judéo-grecque*, Paris, 1874. — Lightfoot, *St. Paul's epistles to the Colossians and to Philemon* (2^e édit.), 1876, p. 82-98, 349-419. — Pick, *Die englische Literatur über die Essäer*, dans la *Zeitschrift für die lutherische Theologie*, 1878, p. 397-399. — Demmler, *Christus und der Essenismus*, dans les *Theologische Studien aus Württemberg*, 1880, p. 29 et suiv., 122 et suiv. — Bestmann, *Geschichte der christlichen Sitte*, t. I, p. 308 et suiv. — Lucius, *Der Essenismus in seinem Verhältniss zum Judenthum*, Strasbourg, 1881 (ouvrage important). — Hilgenfeld, *Ketzergeschichte des Urchristenthums*, 1884, p. 87-149. — Id., *Judenthum und Christenthum*, 1886, p. 20 et suiv. — Henle, *Kolossä und der Brief des hl. Apostels Paulus an die Kolosser*, 1887, p. 59-80. — Ohle, *Die Essäer des Philo*, dans les *Jahrb. für prot. Theologie*, 1887, p. 298-344, 376-394. — Id., *Die Essener*, *ibid.*, 1888, p. 221-274, 366-387. — Friedlaender, *Les Esséniens*, dans la *Revue des études juives*, t. XIV (1887), p. 184-216. — Wendland, *Die Essäer bei Philo*, dans les *Jahrb. für prot. Theol.*, 1888, p. 100-105. — Wuku, *Die Essener nach Jos. Flavius und das Mönchthum nach der Regel des hl. Benedict*, dans les *Stud. und Mittheil. aus dem Ben.- und dem Cister.-Orden*, t. XI (1880), p. 223-230. — Weinstein, *Beiträge zur Geschichte der Essäer*, 1892. — Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, t. V (1893), p. 55-77. — Lehmann, *Les sectes juives mentionnées dans la Mischna*, II, dans la *Revue des études juives*, t. XXX (1895), p. 187-203. — Conybeare, art. *Essenes*, dans le *Dictionary of the Bible*, t. I (1898), p. 767-772. — E. Schürer, *Geschichte des jüdischen Volkes im Zeitalter Jesu Christi* (3^e édit.), t. II (1898), p. 556-584 (capital).

¹ *Ant. jud.*, XIII, 5^o (2 fois), 10^o, 11^o ; XV, 10^o, 10^o (2 fois) ; XVIII, 1^o, 1^o ; *Vita*, n. 2 ; *Bell. jud.*, II, 8^o, 8^o, 8^o ; V, 4^o.

² *Ant. jud.*, XV, 10^o ; XVII, 13^o ; *Bell. jud.*, I, 3^o ; II, 7^o, 20^o ; III, 2^o.

³ Οὐκ ἀκριβεί τὸν ὀνόματι Ἑσσηνοί παρ' αὐτοῦ ὁσίοτης (Quod omnis probus liber, 12. — Ce titre, donné communément dans les éditions de Philon, n'est pas très clair. Le vrai titre de cet ouvrage est : *Celui qui cultive en tout la vertu est libre*) ; — τὸν λεγόμενον ὁμιλον τῶν Ἑσσηνῶν ἢ ὁσίων, κ. τ. λ. (*Ibid.*, 13.)

⁴ Καλοῦνται μὲν Ἑσσηνοί, παρὰ τὴν ὁσίοτητα, μοι δοκῶ, τῆς προσηγορίας ἀξιοῦντες. (Fragments conservés par Eusèbe de Césarée, *Praep. evang.*, VIII, 11^o, édit. Gaisford ; Œuvres de Philon, édit. Mangey, t. VI, p. 206.)

⁵ P. 89.

⁶ Cf. Zeller, t. V, p. 234, note 2. où l'on voit qu'on a proposé : *chazan*, « voir, » *sacha*, « purifier, » *chaschah*, « se taire. »

asaya, « médecin; » mais ce mot n'a jamais été employé pour désigner les Esséniens, et ne correspond pas d'ailleurs à leur genre de vie. Philon les appelle simplement « serviteurs de Dieu ¹. » Ce qu'il y a de plus probable (Ewald, Hitzig, Lucius), c'est que le mot vient de l'hébreu : *chdsé*, « fidèles. »

II.

ORIGINE DES ESSÉNIENS

Si le nom de la secte est obscur, ses origines et ses attaches le sont encore plus. Cette question est loin d'être résolue, et ne le sera probablement jamais. Commençons par recueillir dans Josèphe les indications relatives à ce sujet. L'historien juif fait apparaître les Esséniens au temps de Jonathan le Machabéen, vers 150 avant Jésus-Christ ². Au temps d'Aristobule I^{er}, 105-104 avant Jésus-Christ, il mentionne un essénien du nom de Judas ³.

La grande controverse s'est concentrée tout entière sur ce point : l'Essénisme dérive-t-il purement et simplement du judaïsme, ou suppose-t-il, à côté du judaïsme, une influence exotérique ? Les historiens se sont ralliés à l'une ou l'autre de ces deux solutions dont il nous faut esquisser le cadre; nous ajouterons ensuite l'hypothèse qui nous paraît la plus probable et la plus conforme aux documents historiques et aux caractères mêmes de la secte.

1° *Le Judaïsme pur source de l'Essénisme*

Parmi les Juifs, Frankel, Jost, Grätz, Derenbourg et Geiger, et parmi les chrétiens, Ewald, Hausrath, Tideman, Lauer, Clemens, Reuss, Kuenen et Renan ont identifié, quant à la substance, l'Essénisme avec le Pharisaïsme, ou plutôt ils le font dériver du Judaïsme chasidaïque ou pharisaïque. Ritschl, s'appuyant sur l'*Exode*, xix, 6, où il est question d'« un royaume de prêtres, » voit dans les Esséniens un peuple de prêtres. Bestmann, au

¹ Θεραπευταὶ Θεοῦ. (*Quod omnis probus liber*, 12.)

² Κατὰ δὲ τὸν χρόνον τοῦτον τρεῖς αἱρέσεις τῶν Ἰουδαίων ἦσαν, κ. τ. λ. (*Ant. jud.*, XIII, 5^o). — Ces trois hérésies juives sont les Pharisiens, les Sadducéens et les Esséniens.

³ Καὶ Ἰούδαν τινά, Ἐσσηνὸν μὲν τὸ γένος. κ. τ. λ. (*Ant. jud.*, XIII, 11^o); καὶ Ἰούδαν, Ἐσσαῖος ἦν γένος, κ. τ. λ. (*Bell. jud.*, I, 3^o.)

contraire, ne retrouve dans l'Essénisme qu'une pénétration du sacerdoce aaronique. Pour Lucius, les Esséniens sont des fidèles qui, au temps des Machabées, auraient renié le culte du temple de Jérusalem qu'ils regardaient comme illégitime. Hilgenfeld a changé plusieurs fois d'opinion : en 1857, il voyait dans les Esséniens une école d'Apocalypiciens dont l'ascèse aurait consisté à se rendre dignes, par diverses pratiques, suivant *Daniel*, x, 2-3; *IV Esdras*, ix; *Henoch*, 82, 2; 85, 3, des révélations divines. En 1860, il admit la possibilité d'une influence persane. En 1867, il reconnut aussi une influence du Bouddhisme. Quelques années plus tard, il subissait un autre avatar, et synthétisait toutes ces influences; il ne faisait, en cela, que marcher, sciemment ou non, sur les traces de Philon, qui avait donné comme modèles de vie ascétique les Mages persans, les Gymnosophistes indiens et les Esséniens de la Palestine ¹. Enfin il a fini par les rattacher aux Rechabites, qui se seraient retirés dans une localité du nom d'Essa, à l'ouest de la mer Morte, pour y vivre dans la retraite et la solitude. Schürer remarque malicieusement que cette localité a été découverte par Hilgenfeld pour les besoins de sa cause ².

2^o Judaïsme et influence exotique sources de l'Essénisme

Lightfoot ³ reconnaît dans la secte essénienne une influence secondaire du parsisme. Outre le Judaïsme, élément essentiel, Lipsius y voit une influence de la philosophie grecque, ou du parsisme ou du Bouddhisme, mais aussi du paganisme syro-palestinien. Baur, Gfrörer, Lutterbeck, Zeller, Mangold et Holtzmann ont demandé au pythagorisme les caractères qui distinguent l'Essénisme du Judaïsme pur; ils s'appuient sur la remarque de Josèphe disant que les Esséniens menaient le même genre de vie que les Pythagoriciens chez les Grecs ⁴.

¹ 'Ε' Πέρσαις μὲν τὸ Μάγων... ἐν Ἰνδοῖς δὲ τὸ Γυμνοσοφιστῶν... "Ἐστὶ δὲ καὶ ἡ Παλαιστίνη καὶ Συρία καλοκάγαθίας οὐκ ἄγονος, κ. τ. λ. (*Quod omnis probus liber*, 11-12.)

² Dieser Ort Essa westlich vom todtten Meere ist von Hilgenfeld lediglich *ad hoc* erfunden. (T. II, p. 574, note 2.)

³ *St. Paul's epistles to the Colossians and to Philemon*, 2^e édit., p. 355-396.

⁴ Γένος δὲ τοῦτ' ἔστι διαίτη χρώμενον τῇ παρ' Ἑλλήσιν ὑπὸ Πυθαγόρου καταδειγμένη. (*Anl. jud.*, XV, 10^e.)

Pour Herzfeld, c'est un mélange de pharisaïsme, d'idées ultra-pharisaïques, alexandrines, de pythagorisme et de rites égyptiens. Friedländer et Conybeare se bornent à admettre une influence gréco-alexandrine d'une manière générale. Enfin, Wellhausen est partisan de l'influence du parsime et du platonisme.

3^e Critique et solution

Schürer a raison de dire qu'il n'est pas facile de trouver une issue pour sortir de ce labyrinthe ¹. On ne peut que se tenir à des observations générales, mais d'où il est permis de dégager les prémisses d'une solide induction. L'hypothèse de Ritschl, comparant les Esséniens aux prêtres israélites, n'est pas dénuée de tout appui ; les deux ordres ont, en effet, entre eux de nombreuses et fortes ressemblances, comme on pourra s'en convaincre par les développements ultérieurs, mais ils présentent aussi beaucoup de différences ; certains points sont même inexplicables dans cette opinion ; mentionnons principalement le rejet des sacrifices d'animaux, l'abstention du mariage, du serment, autant de pratiques propres aux Esséniens ². L'hypothèse de Lucius est bien moins vraisemblable ; on peut admettre, sans inconvénient, que les Esséniens avaient rompu avec le culte hiérosolymitain qu'ils regardaient comme illégitime. Mais comment de là ont-ils pu arriver à rejeter le mariage, le serment, l'esclavage et le commerce ³ ? Les mêmes raisons valent aussi contre la première hypothèse de Hilgenfeld.

On ne saurait cependant contester que beaucoup s'explique par le pharisaïsme judaïque. Ce qui fait la difficulté de ce problème, c'est sa complexité même. Ce point paraît avoir été négligé par ceux qui lui ont donné une solution simpliste. Ce n'est qu'en combinant les éléments que l'analyse découvre, qu'en coordonnant les différents aspects, qu'on a chance d'arriver à une solution acceptable par la critique, et conforme au milieu historique

¹ Aus diesem Labyrinthe von Anschauungen ist es nicht leicht, einen Ausweg zu finden. (T. II, p. 575.)

² Cf. Zeller, dans les *Theol. Jahrb.*, 1856, p. 413 et suiv.

³ Cf. Schürer dans la *Theol. Literatz.*, 1881, p. 492-496.

où surgit et vécut l'Essénisme. Des infiltrations pharisaïques s'y accusent d'une manière éclatante. Pour citer les deux éléments les plus saillants, le légalisme étroit et la méticuleuse pureté extérieure sont sûrement des emprunts faits au pharisaïsme. On connaît l'attachement fanatique des Pharisiens à la loi de Moïse, et leurs nombreux rites de purification : bains, lavement des mains. Tertullien avait enregistré le fait ¹. L'hérésie des Hémérobaptistes, dont parle saint Épiphane ², ne désigne pas une secte particulière, mais tous les Juifs. Les Esséniens, comme nous l'expliquerons plus loin, se lavaient les mains avant les repas ; c'est là un usage pharisaïque ³. Autre usage pharisaïque : lorsqu'un Essénien avait touché un confrère de degré inférieur, par exemple un novice, il se lavait les mains ⁴. S'il fallait synthétiser ces données, on pourrait peut-être dire que l'Essénisme n'est qu'un Pharisaïsme exagéré. Cela ressortira d'ailleurs plus clairement de ce que nous allons dire. Aussi est-il nécessaire de reprendre plus à fond la question sous un titre spécial. Nous analyserons davantage les données du problème pour arriver à des conclusions plus précises.

III.

NATURE DE L'ESSÉNISME

On peut dire que la pureté de vie était une des préoccupations dominantes des Esséniens. Ce souci explique leur séparation d'avec le reste des hommes et leur organisation en société fermée. C'est pour mener une vie plus pure et plus parfaite qu'ils s'étaient constitués en espèce de communauté, ce qui a porté quelques auteurs à en faire des précurseurs des moines chrétiens. La thèse en elle-même est fausse, bien qu'on puisse re-

¹ Caeterum Israël Judæus quotidie lavat. quia quotidie inquinatur. (*De bapt.*, c. 15, *P. L.*, t. I, col. 1216-1217.)

² *Haer.* XVII, *P. G.* t. XLI, col. 256 : Ἡμεροβαπτισταί, = [καθα] ἡμέραν βαπτίζομενοι, « qui se lavent chaque jour. »

³ *Marc.* vii, 3-4 ; cf. aussi *Matth.*, xv, 2 ; *Luc.* xi, 38. — *Chagiga*, II, 5, prescrit aussi de se laver les mains avant les repas. Cf. Schürer, t. II, p. 577, note 7.

⁴ Cf. Josèphe, *Bell. jud.*, II, 8¹⁰ : Τοσοῦτον οἱ μεταγενέστεροι τῶν προγενετέρων ἐλλατοῦνται, ὥστε εἰ ψάσειαν αὐτῶν, ἐκείνους ἀπολούεσθαι καθάπερ ἀλλοφύλλῳ συμφυρέντας.

marquer entre l'Essénisme et le Monachisme chrétien bien des points de ressemblance. Dans cette vie de communauté ils prenaient leurs repas en commun, où les mets, comme on le verra plus loin, étaient préparés par des prêtres. Avant d'être reçu dans la communauté, on se soumettait à un long noviciat. Le précepte de venir en aide aux indigents rappelle une prescription mosaïque ¹. Tout cela recèle un fond plus ou moins juif.

Mais les divergences apparaissent de tous côtés, légères ou graves, réductibles ou non au Judaïsme, peu importe. Prise en elle-même, la fuite du mariage est hétérogène au Judaïsme. Les livres du Talmud sont trop explicites sur ce point. Le *Jebamoth*, vi, 6, déclare que personne ne peut se soustraire à l'obligation d'avoir une postérité ². Toutefois la défense de s'engager dans les liens du mariage paraît être une conclusion assez logique de certaines prescriptions de la loi; on sait en effet que la loi ordonne de prendre un bain après les rapports sexuels ³. C'est laisser croire que ces rapports souillaient; de là à conclure qu'il fallait s'en abstenir complètement par la fuite du mariage, il n'y avait qu'un pas, et ce pas on le franchit. Josèphe rappelle cette prescription légale ⁴. A cet ordre d'idées se rattachent également leur grande simplicité, leur sobriété exemplaire et leur horreur pour le commerce.

Une différence plus profonde d'avec le Judaïsme semble s'accuser dans la défense d'offrir des sacrifices d'animaux. Mais cette différence n'est ni un abîme ni une complète solution de continuité. Le moralisme des prophètes avait frayé la voie: on avait déclaré à maintes reprises que Dieu n'a besoin ni des sacrifices ni du sang des boucs et des génisses, qu'il demande uniquement la pureté du cœur. Quelle facilité pour arriver à l'interdiction formelle d'offrir des sacrifices sanglants! On n'eut qu'à tirer les conséquences de l'Éthisme prophétique. Une autre pratique les éloignait davantage du Judaïsme: les Esséniens avaient une espèce de culte pour le soleil; ils lui adressaient même une prière toute

¹ Deut., xxiii, 13-15

² Cf. aussi *Kethuboth*, V, 6-7; *Gittin*, IV, 5; *Edujoth*, I, 13; IV, 10.

³ Lev., xv, 16-18; Deut., xxiii, 11-13.

⁴ Η καὶ μετὰ τὴν νόμιμον συνουσίαν ἀνδρὸς καὶ γυναικὸς ἀπολούσασθαι κελεύει ὁ νόμος. (*Cont. Apion.*, II, 24.)

particulière ¹, qui ne ressemble en rien à celle que les Juifs faisaient avant le lever de cet astre. Pourquoi cette prière au roi du jour ? C'est qu'ils voyaient dans le soleil la représentation de la lumière divine. C'est pourquoi ils ne tournaient jamais le dos au soleil. Les renseignements d'Épiphané confirment ce détail ; l'évêque de Salamine dit que le reste des Ossaiens [= Esséniens] s'était mêlé aux Sampsiens [= adorateurs du soleil, ἡλιεῖς] sur les confins de la mer Morte ². Cet usage est l'antithèse de la pratique des Juifs qui, en priant, tournaient le dos au soleil et faisaient face au temple ³. On arrive ainsi à cette conclusion que l'essence de l'Essénisme ne consiste pas dans le Judaïsme pur, mais dans un Judaïsme hybride, mélangé d'éléments étrangers. Mais où la secte a-t-elle pris ces éléments étrangers ? C'est un nouveau pas que la critique ne peut se dispenser de faire. Un mot sur chacune des hypothèses suffira à nous fixer.

BOUDDHISME. — Si l'on considère les rapports qui durent exister, à la suite des conquêtes d'Alexandre le Grand, entre l'Inde et les peuples de l'Ouest, si l'on tient compte de la Relation de Mégasthène, écrite au temps de Séleucus I^{er} Nicator, vers 300 avant Jésus-Christ, à la suite d'un séjour dans les Indes ⁴, on peut regarder comme possible une dépendance de l'Essénisme

¹ Εὐχὴ εἰς τὸν ἥλιον.

² Καὶ Ὀσσαίων τὸ λαῖμα οὐκίτι ἰουδαῖζον, ἀλλὰ συναφθὲν Σαμψίταις τοῖς κατὰ διαδοχὴν ἐν τῷ πέραν τῆς νεκρᾶς θαλάσσης ὑπερκείμενοις. (*Haer.* XX, 3, P. G., t. XLI, col. 273). — Cf. aussi *Haer.* XIX, 2, *ibid.*, col. 264; *Haer.*, LIII, 1-2, *ibid.*, col. 960-961. Schürer observe avec raison, t. II, p. 580, note 17, que, quoi qu'en dise saint Epiphane, on ne peut douter de l'identité des Esséniens et des Ossaiens.

³ Cf. *Ezech.*, VIII, 16-18. Dieu fait un crime aux Juifs de se tourner vers le soleil lorsqu'ils prient. Saint Jérôme fait sur ce passage la remarque suivante : « Praecipiente ipso Domino per Moysen, quod nequaquam in morem gentilium contra Orientem Deum adorare deberent, sed in quacumque fuissent orbis parte.... adorarent contra templum. »

⁴ Voir dans Müller, *Fragm. hist. graec.*, II, 397-439, des fragments de Mégasthène. Sur cet auteur, cf. *Real.-Enc.* de Pauly, IV, 1721; Nicolai, *Griech. Literaturgeschichte*, II, 170; Susemihl, *Geschichte der griech. Litteratur in der Alexandrinerzeit*, I, 547 et suiv. La conscience de ces relations a dû exister : témoin Philon, *Quod omnis probus liber*, 11; Josèphe est plus catégorique : « Si nous avons, dit-il, besoin de la foi des étrangers, jetons les yeux sur les Indiens qui cultivent la sagesse » : Οὐ μὴν ἀλλ' εἰ καὶ τῆς παρὰ τῶν ἀλλοφύλων θεόμεθα πίστεως, βλέψωμεν εἰς Ἰνδοὺς τοὺς σοφίαν ἀσχεῖν ὑπισχυμένους. (*Bell. jud.*, VII, 87.) Sur l'influence des Indiens sur les Grecs, cf. Weber, *Sitzungsberichte der Berliner Akademie*, 1890, p. 901-933; Sylvain Lévi, *Le Bouddhisme et les Grecs*, dans *Revue de l'histoire des religions*, t. XXIII (1891), p. 36-49; Schürer, t. II, p. 581-582.

par rapport au Bouddhisme. Néanmoins, cette dépendance n'est pas vraisemblable; une des pratiques les plus importantes de l'Essénisme, la défense de l'esclavage, est inconnue au Bouddhisme ¹.

PARSISME. — Le Parsisme a bien des pratiques communes avec l'Essénisme; on peut mentionner les ablutions, le port de vêtements blancs du moins pour les Mages, le culte du soleil, la défense des sacrifices sanglants, la doctrine des anges et peut-être la magie. Si l'on tient compte de ces ressemblances, on est porté à admettre comme vraisemblable une influence du Parsisme sur l'Essénisme. Mais sur d'autres points on constate une opposition radicale: tels sont le renoncement au mariage et l'anthropologie tout entière ².

PYTHAGORISME. — L'influence du Pythagorisme est certainement la plus probable. Les ressemblances que l'on relève entre les deux systèmes sont trop nombreuses et trop frappantes pour qu'il soit possible de nier des rapports de dépendance. Les ablutions, l'horreur pour les jouissances sensibles, l'estime pour le célibat, l'usage des vêtements blancs, la défense du serment, la réprobation des sacrifices sanglants et le culte du soleil, autant de points communs et aux Pythagoriciens et aux Esséniens ³.

La conclusion la plus plausible qui découle de cette discussion, c'est que l'Essénisme est une branche séparée du tronc judaïque et greffée sur un tronc gréco-pythagoricien. Mais le Pythagorisme lui-même dépend très probablement des doctrines orientales. On arriverait ainsi à cette opinion moyenne et conciliatrice que l'Essénisme dépend de l'Orientalisme d'une manière éloignée, par l'intermédiaire du Pythagorisme ⁴.

IV.

PRATIQUES ET DOCTRINES DES ESSÉNIENS

Cet ensemble de pratiques et de doctrines leur donne une phy-

¹ Cf. Zeller, t. V, p. 278-279.

² Cf. Zeller, t. V, p. 275.

³ Cf. Zeller, t. V, p. 276, où il discute avec beaucoup de finesse la thèse de Hilgenfeld.

⁴ Cf. Schürer, t. II, p. 583-584.

sionomie tout à fait particulière et constitue leur raison d'être dans le mouvement des idées. L'Essénisme ne fut ni l'effet du hasard ni une création fortuite; il sortit tout entier d'un généreux élan de l'âme et de la volonté, des aspirations de la conscience humaine vers une perfection idéale, et c'est vraisemblablement pour cette raison qu'on en trouve des traces partout, sans que ces traces soient cependant une harmonie préétablie. L'âme humaine, laissée à elle-même, obéit à certaines lois morales qui font sa noblesse et son élévation. Bouddhisme, Pythagorisme, Essénisme, ne sont au fond que l'expression de ces besoins, qu'un effort vers l'idéal. Étudions de plus près la vie et l'idée.

1° Organisation de la vie commune

Philon et Josèphe comptaient de leur temps plus de 4,000 Esséniens ¹. Ils vivaient tous en Palestine ²; on n'en trouve pas trace ailleurs ³. D'après Philon, ils habitaient dans les villages à cause de la simplicité des mœurs et fuyaient les grandes villes à cause de l'immoralité des habitants ⁴; l'air même en était corrompu et engendrait des maladies ⁵. Cependant, le même Philon, dans les *fragments* conservés par Eusèbe, affirme qu'ils habitaient plusieurs villes de la Judée ⁶. Josèphe va même plus loin; à l'en croire, on en trouvait dans chaque ville ⁷. Il y en avait pour sûr à Jérusalem ⁸; ils avaient même donné leur nom à une

¹ Λέγονται τινες παρ' αὐτοῖς [Ἰουδαίῳ] ὄνομα Ἑσσαῖοι, πλῆθος ὑπὲρ τετρακισχιλίου, κ. τ. λ. (Philon, *Quod omnis probus liber*, n. 12). — Καὶ τὰδε πρᾶσσουσιν ἄνδρες ὑπὲρ τετρακισχίλιοι τὸν ἀριθμὸν ὄντες. (Josèphe. *Ant. jud.*, XVIII, 1^{re}). Josèphe est probablement ici l'écho de Philon.

² Le texte de Philon: ἡ Παλαιστίνη καὶ Συρία (*Quod omnis probus liber*, n. 12) doit être corrigé en: ἡ Παλαιστίνη Συρία. Cf. endroit parallèle, *De nobilitate*, n. 6, et Josèphe, *Ant. jud.*, VIII, 10³.

³ Certains auteurs ont pensé trouver des Esséniens convertis dans les ascètes chrétiens de *Rom.* XIV-XV, et de *Col.*, II. Mais la chose n'est pas vraisemblable.

⁴ Οὗτοι τὸ μὲν πρῶτον κωμηδὸν οἰκοῦσι, τὰς πόλεις ἐκτρεπόμενοι διὰ τὰς τῶν πολιτευομένων χειροῦθεις ἀνομίας. (*Quod omnis probus liber*, n. 12.)

⁵ Εἰδότες ἐκ τῶν συνόντων, ὡς ἀπ' αἵρος φθοροποιῶ νόσον, ἐγγινομένην προσβολὴν ψυχῆς ἀνίατον. (*Ibid.*)

⁶ Οἰκοῦσι δὲ πολλὰς μὲν πόλεις τῆς Ἰουδαίας, πολλὰς δὲ κώμας, καὶ μεγάλους, καὶ πολυανθρώπους ὁμίλους. (Édit. Mangey, II, 632, cap. XI.)

⁷ Μία δὲ οὐκ ἔστιν αὐτῶν πόλις, ἀλλ' ἐν ἐκάστῃ κατοικοῦσι πολλοί. (*Bell. jud.*, II, 8⁴.)

⁸ Josèphe, *Ant. jud.*, XIII, 11²; XV, 10²; XVII, 13²; *Bell. jud.*, II, 20⁴.

porte de la ville ¹. On serait donc dans l'erreur si l'on prenait trop à la lettre le texte de Pline, d'après lequel les Esséniens auraient été cantonnés dans le désert d'Engadi ². Dion Chrysostome s'est trompé lorsque, au dire de son biographe Synesius, il a regardé les Esséniens comme une communauté errant autour de la mer Morte ³.

Pour mener plus facilement et plus efficacement la vie de communauté, ils avaient des maisons communes ⁴. Josèphe se borne à dire que, pour les repas, ils se réunissaient dans un local à part où aucun étranger ne pouvait entrer ⁵. Philon ajoute qu'aucun n'avait de maison propre et qu'ils se réunissaient pour leurs réjouissances ⁶. Chaque communauté avait un curateur, auquel elle était tenue d'obéir ⁷. Celui qui voulait entrer dans la secte portait trois insignes : une hachette (ἀξινάριον), une ceinture (περίζωμυ) et un vêtement blanc (λευκὴν ἐσθῆτα). En entrant dans la secte on prêtait le serment d'accomplir plusieurs prescriptions : vénérer Dieu, observer la justice à l'égard des hommes, ne pas juger d'après les apparences, haïr les injustes, etc. ⁸. Philon nous apprend qu'on n'acceptait pas les

¹ ... Ἐπὶ τὴν Ἑσσηνῶν πύλιν, κ. τ. λ. (Josèphe, *Bell. jud.*, V, 4¹.)

² Ab occidente litora Esseni fugiunt usque qua nocent, gens sola, et in toto orbe praeter caeteras mira, sine ulla femina, omni venere abdicata, sine pecunia, socia palmarum. In diem ex aequo convenarum turba renascitur large frequentantibus quos vita fessos ad mores eorum fortunae fluctibus agit. Ita per seculorum milia (incredibile dictu) gens aeterna est. in qua nemo nascitur. Tam secunda illis aliorum vitae poenitentia est. Infra hos Engada oppidum fuit, etc. (*Hist. nat.*, V, 17.)

³ Ὅτι καὶ Ἑσσηνοὺς τοὺς ἐπαινεῖ που, πόλιν ὅλην εὐδαίμονα τὴν παρὰ τὸ νεκρὸν ὕδωρ ἐν τῇ μεσογείᾳ τῆς Παλαιστίνης κειμένην παρ' αὐτὰ που τὰ Σόδομα. (*Synesii opp.*, edit. Petav., 39.) Cf. Schürer. t. II, p. 562, note 6.

⁴ Οἰκοῦσι δὲ ἐν ταύτῳ, κατὰ θιάσους ἑταιρίας καὶ συσσίτια ποιοῦμενοι, καὶ πάντα ὑπὲρ τοῦ κοινωφελοῦς πραγματευόμενοι διατελοῦσιν. (*Philon.* edit. Mangey, II, 633.)

⁵ Εἰς ἴδιον οἶκημα συνίασιν, ἔνθα μηδενὶ τῶν ἑτεροδόξων ἐπιτέτραπται παρελθεῖν. (*Bell. jud.*, II, 8³.)

⁶ Πρῶτον μὲν τοίνυν οὐδενὸς οἰκία τίς ἐστιν ἰδίᾳ, ἣν οὐχὶ πάντων εἶναι συμβέβηκε· πρὸς γὰρ τῷ κατὰ θιάσους συνισκίῃ ἀναπέπταται καὶ τοῖς ἐτέρωθεν ἀφικνουμέναις τῶν ὁμοζήλων. (Edit. Mangey, II, 458.)

⁷ Τῶν μὲν οὖν ἄλλων οὐκ ἔστιν ὁ τι μὲν τῶν ἐπιμελητῶν προσταξάντων ἐνεργοῦσι. (*Bell. jud.*, II, 8⁶.)

⁸ Πρὶν δὲ τῆς κοινῆς ἀψαθθαί τροφῆς, ὄρκους αὐτοῖς ὁμνυσι φρικώδεις, πρῶτον μὲν εὐσεβῆσαι τὸ θεῖον, ἔπειτα τὰ πρὸς ἀνθρώπους δίκαια φυλάξειν, καὶ μὴτε κατὰ γνώμην βλάψαι τινὰ, μὴτε ἐξ ἐπιτάγματος, μισήσειν δὲ αἰετὸς τοὺς ἀδίκους καὶ συναγωνισθαι τοῖς δίκαιοις. (*Bell. jud.*, II, 8⁷.)

jeunes gens ¹. Josèphe déclare cependant qu'on acceptait aussi les enfants, mais pour les préparer au genre de vie propre à la secte ². Josèphe nous apprend que, durant le temps de l'ascèse, ils se partageaient en quatre classes ³ ; il ne spécifie pas quelles étaient ces quatre classes. Schürer ⁴ pense que la première classe comprenait les enfants, les deuxième et troisième les deux degrés du noviciat, et la quatrième les membres définitivement agrégés à la communauté. Les délits des membres de la communauté étaient soumis à un jugement d'au moins cent membres ⁵. Quiconque avait commis une faute grave était expulsé de la communauté ⁶.

Le lien le plus fort qui unissait entre eux les membres de la secte était la communauté des biens ⁷ ; entre eux ils ne vendaient ni n'achetaient, mais ne faisaient que des échanges ⁸. Les chefs étaient élus et étaient astreints au service de toute la communauté ⁹. Josèphe nous dit aussi qu'ils élisaient des hommes bons et des prêtres pour préparer le pain et le repas ¹⁰. Ils versaient à la caisse commune tout ce qu'ils avaient reçu comme récompense ¹¹. Les vêtements mêmes leur étaient communs ; ils avaient

¹ Ἑσσιῶν γοῦν κομιδῇ νήπιος οὐδεὶς, ἀλλ' οὐδὲ πρωτογένειος, ἢ μεिरάκιον, κ. τ. λ. (Édit. Mangey, II, 632.)

² Τοὺς δ' ἄλλοτρίους παῖδας ἐκλαμβάνοντες, ἀπαλοὺς ἔτι πρὸς τὰ μαθήματα, συγγενεῖς ἡγοῦνται, καὶ τοῖς ἡθεσι τοῖς ἰαυτῶν ἐντυποῦσι. (Bell. jud., II, 8^a.)

³ Διήρηνται δὲ κατὰ χρόνον τῆς ἀσκήσεως εἰς μοίρας τέσσαρας. (Bell. jud., II, 8¹⁰.)

⁴ T. II, p. 563-564.

⁵ Περὶ δὲ τὰς κρίσεις ἀκριβέστατοι καὶ δίκαιοι, καὶ δικάζουσι μὲν οὐκ ἐλάττους τῶν ἱκατὸν συνελθόντες. (Bell. jud., II, 8⁹.)

⁶ Τοὺς δὲ ἐπ' ἀξιοχρέοις ἀμαρτήμασιν ἄλόντας ἐκβάλλουσι τοῦ τάγματος. (Bell. jud., II, 8⁹.)

⁷ Νόμος γὰρ τοὺς εἰς τὴν αἵρεσιν εἰσιόντας δημεῖν τῷ τάγματι τὴν οὐσίαν, ὥστε ἐν ἅπασι μὴτε πενίας ταπεινότητα φαίνεσθαι, μηδ' ὑπεροχὴν πλούτου, τῶν δὲ ἑκάστου κτημάτων ἀναμειγμένων μίαν ὥσπερ ἀδελφοὶ ἅπασιν οὐσίαν εἶναι. (Bell. jud., II, 8⁹.)

⁸ Οὐδὲν δὲ ἐν ἀλλήλοις οὔτε ἀγοράζουσιν, οὔτε πωλοῦσιν, ἀλλὰ τῷ χρήζοντι διδούς ἕκαστος τὰ παρ' αὐτοῦ, τὸ παρ' ἐκείνου χρήσιμον ἀντικομίζεται. (Bell. jud., II, 8⁴.)

⁹ Χειροτονητοὶ δὲ οἱ τῶν κοινῶν ἐπιμεληταί, καὶ ἀγείρεται πρὸς ἀπάντων εἰς τὰς χρεῖας ἕκαστος. (Bell. jud., II, 8².)

¹⁰ Ἀποδέκτας δὲ τῶν προσόδων χειροτονοῦσι, καὶ ὅποσα ἡ γῆ φέροι, ἀνδρας ἀγαθοὺς ἱερεῖς τε διὰ ποιήσιν σίτου τε καὶ βραμμάτων. (Ant. jud., XVIII, 1⁵.) — Cf. aussi Philon, édit. Mangey, II, 632.

¹¹ Ἐκ δὲ τῶν οὕτως διαφερόντων ἕκαστος τὸν μισθὸν λαβόντες ἐντὶ διδῶσι τῷ χειροτονηθέντι ταμίᾳ. (Philon, édit. Mangey, II, 633.)

une caisse commune pour les différents besoins : vêtements, nourriture, etc. ¹.

Les vieux étaient secourus par les jeunes, ce qui leur permettait de passer dans la joie les derniers jours de leur vie ². Lorsqu'ils étaient en voyage, ils trouvaient partout l'hospitalité : dans chaque ville, il y avait un officier (κρηδεμῶν), chargé de veiller aux besoins des voyageurs ³. L'ordre de la journée était assez sévère ; on commençait par la prière, après quoi on se livrait au travail ; on se rendait ensuite aux ablutions, puis au repas ; après le repas du jour on retournait au travail, et l'on terminait par le repas du soir ⁴. Suivant Josèphe, la principale occupation était la culture des champs ⁵. Le commerce et la fabrication d'armes de guerre étaient formellement défendus ⁶. On voit donc que tout était minutieusement réglé. Ce seul côté suffit à montrer les points d'attache de l'Essénisme avec le Pharisaïsme.

2° La morale

Les Esséniens étaient des hommes très vertueux. Josèphe les appelle les « meilleurs des hommes pour la conduite ⁷. » Philon est encore plus élogieux à leur endroit ; c'est un vrai panégyrique qu'il leur consacre en peu de mots : ils pratiquaient la piété, la sainteté, la justice, l'économie, les vertus sociales, la science des biens et des maux, etc. ⁸. Leur vie était simple et bien ordonnée : ils fuyaient les plaisirs comme un mal, et pratiquaient la continence et la lutte contre les passions ⁹. En fait

¹ Εἴτ' ἐστὶ ταμεῖον ἐν πάντων καὶ δαπάναι, καὶ κοιναὶ μὲν ἐσθῆτες, κοιναὶ δὲ τροφαὶ συσσίτια πεποιημένων, κ. τ. λ. (*Ibid.*, II, 658-659.)

² Οἱ δὲ δὴ πρεσβύτεροι, καὶ ἂν εἰ τύχοιεν ἄτεκνοι, κατὰπερ οὐ πολὺπαιδες μόνον, ... ἐν εὐτυχιστάτῃ καὶ λιπαρωτάτῃ γῆρᾳ τὸν βίον εὐώθασιν καταλείβουσιν, κ. τ. λ. (*Philon*, édit. Mangey, II, 634.)

³ Κρηδεμῶν δὲ ἐν ἐκείστῃ πόλει τοῦ τάγματος ἐξαιρέτως τῶν ξένων ἀποδείκνυται, ταμειῶν ἐσθῆτα καὶ τὰ ἐπιτήδεια. (*Bell. jud.*, II, 84.)

⁴ *Bell. jud.*, II, 83.

⁵ Τὸ πᾶν πονεῖν ἐν! γεωργίᾳ τετραμμένοι. (*Ant. jud.*, XVIII, 13.)

⁶ Βελῶν ἢ ἀκόντων ἢ ξιφιδίων ἢ κράνους ἢ θώρακος ἢ ἀσπίδος οὐδένα παρ' αὐτοῖς ἂν εὐροις δημιουργόν. κ. τ. λ. (*Philon*, *Quod omnis probus liber*, n. 12.)

⁷ Βέλτιστοι δὲ ἄλλως ἄνδρες τὸν τρόπον. κ. τ. λ. (*Ant. jud.*, XVIII, 13.)

⁸ Παιδεύονται δὲ εὐσέβειαν, δσιότητα, δικαιοσύνην, οικονομίαν, πολιτείαν, ἐπιστήμην τῶν πρὸς ἀλήθειαν ἀγαθῶν καὶ κακῶν καὶ ἀδιαφόρων. κ. τ. λ. (*Quod omnis probus liber*, n. 12.)

⁹ Οὗτοι τὰς μὲν ἡδονὰς ὡς κακίαν ἀποστρέφονται, τὴν δὲ ἐγκράτειαν, καὶ τὸ μὴ τοῖς πάθεσιν ὑποκίπτειν, ἀρετὴν ὑπολαμβάνουσι. (*Bell. jud.*, II, 83.)

d'aliments et de boisson, ils ne prenaient que le juste nécessaire; ils prenaient leur repas dans le silence et la tranquillité; la cause de cela était leur extrême sobriété dans le manger et le boire ¹. Ils comprimaient tout mouvement de colère, et cherchaient à faire régner la paix ². Ils vivaient au jour le jour, se contentant de peu, évitant les excès comme une maladie de l'âme et du corps ³. Ils ne mettaient de côté les habits et les souliers que lorsqu'ils étaient devenus complètement inutilisables ⁴. Ils n'amassaient ni or ni argent, mais se contentaient du strict nécessaire ⁵.

A côté de ces règles générales, on relève une série de préceptes particuliers. C'est comme une espèce de Déontologie. Il nous reste à les passer sommairement en revue. Aucun ne pouvait être esclave, mais tous étaient libres ⁶. Tout ce qu'ils disaient avait plus de force que le serment ⁷. Ils rejetaient les onctions d'huile; et lorsque quelqu'un avait été oint même involontairement, il s'empressait d'essuyer son corps; la gloire consiste uniquement dans le bien ⁸. Avant chaque repas, ils se lavaient le corps dans de l'eau froide ⁹. Ils faisaient de même lorsqu'ils avaient satisfait leurs besoins naturels ¹⁰; de même lorsqu'un Essénien avait touché un confrère d'un degré inférieur ¹¹. Ils regardaient comme un mérite et comme un signe de pureté de porter continuellement des habits blancs ¹²; voilà pourquoi on

¹ Τούτου δὲ αἴτιον ἡ διηνεκὴς νήψις καὶ τὸ μετρεῖσθαι παρ' αὐτοῖς τροφήν καὶ ποτὸν μέχρι κόρου. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

² Ὁργῆς ταμίαι δίκαιοι, θυμοῦ καθεκτικοί, πίστεως προστάται, εἰρήνης ὑπουργοί. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

³ Οἱ δὲ ὁμοδίαίτιοι καὶ ὁμοτράπεζοι καθ' ἐκάστην ἡμέραν εἰσι τοῖς αὐτοῖς ἀσμενίζοντες, ὀλιγαδείας ἐρασταί, πολυτέλειαν, ὡς ψυχῆς καὶ σώματος νόσον, ἐκτρεπόμενοι. (*Philon*, édit. Mangey. II. 634.)

⁴ Οὔτε δὲ ἐσθῆτας, οὔτε ὑποδήματα ἀμείβουσι, πρὶν ἢ διαβράχῃναι τὸ πρότερον παντάπασιν, ἢ δαπνηθῆναι τῷ χρόνῳ. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

⁵ ... Οὐκ ἄργυρον καὶ χρυσὸν θησαυροφυλαχοῦντες, ... ἀλλ' ὅσα πρὸς τὰς ἀναγκαίας χρεῖας τοῦ βίου ἐκπορίζοντες. (*Philon*, *Quod omnis probus liber*, n. 12.)

⁶ Δουλός τε παρ' αὐτοῖς οὐδὲ εἰς ἔστιν, ἀλλ' ἐλεύτεροι πάντες ἀνθυπουργοῦντες ἀλλήλοις. (*Philon*, *Quod omnis probus liber*, n. 12.) — Οὔτε δούλων ἐπιτηδεύουσι κτήσιν. (*Josèphe*, *Ant. jud.*, XVIII, 1^a.)

⁷ Καὶ πᾶν μὲν τὸ ῥηθὲν ὑπ' αὐτῶν ἰσχυρότερον ὄρκου. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

⁸ Κηλίδα δὲ ὑπολαμβάνουσι τὸ ἔλαιον, καὶ ἂν ἀλιφῇ τις ἄκων, σμύχεται τὸ σῶμα· τὸ γὰρ αὐχμὲν ἐν καλῷ τίθενται, κ. τ. λ. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

⁹ Ἀπολούονται τὸ σῶμα ψυχραῖς ὕδασι. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

¹⁰ Καίπερ δὴ φυσικῆς οὐσῆς τῆς τῶν σωματικῶν λυμάτων ἐκκρίσεως, ἀπολούεσθαι μετ' αὐτῇ, καθάπερ μεμιαμένοις, ἔθιμον. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

¹¹ *Bell. jud.*, II, 8¹⁰.

¹² Λευχειμονεῖν τε διὰ παντός. (*Ibid*, II, 8^a.)

commençait par donner un habit blanc à quiconque entraît dans la secte ¹. Le samedi ils s'abstenaient même de satisfaire leurs besoins naturels, comme nous l'avons déjà vu ². Lorsqu'ils prenaient le bain, ils mettaient un tablier autour des reins ³. Ils évitaient de cracher au milieu ou à droite ⁴. Ils fêtaient complètement le mariage ⁵. Josèphe connaît, il est vrai, une fraction d'Esséniens qui admettaient le mariage ⁶; mais ils devaient constituer une infime minorité, puisque Philon déclare expressément qu'aucun Essénien ne contractait mariage ⁷. Ils faisaient des offrandes aux temples, mais s'abstenaient d'immoler des animaux en sacrifices; c'est le motif même qui les avait exclus du temple de Jérusalem ⁸. Il ne leur était pas permis de faire d'autres repas que les repas communs ⁹. Josèphe nous a laissé une courte description de ces repas : les convives sont assis en silence; le boulanger place les pains en ordre ¹⁰, le cuisinier donne à chacun un pot de nourriture ¹¹. Le prêtre bénit les aliments, et il est défendu d'y goûter avant la bénédiction du prêtre ¹²; au commencement et à la fin du repas, ils vénèrent Dieu, comme le dispensateur des aliments ¹³. On avait prétendu aussi, dans les premières recherches, qu'ils s'abstenaient de l'usage de la viande et du vin; mais des études plus soignées ont établi que cela est faux ¹⁴. Un passage de saint Jérôme, interprétant mal Josèphe, avait accrédité cette erreur ¹⁵. Deux témoignages

¹ Τῷ δὲ ζηλοῦντι τὴν αἵρεσιν αὐτῶν.... τὴν αὐτὴν ὑποτίθενται διαίταν.... καὶ λευκὴν ἰσθητὰ δύναντες. (*Ibid.*, II, 87.)

² *Ibid.*, II, 89.

³ Ζωσάμενοι τε σκεπάσασιν λινοῖς. (*Ibid.*, II, 82.)

⁴ Καὶ τὸ πτύσαι δὲ εἰς μέσους ἢ τὸ δεξιὸν μέρος φυλάσσονται. (*Ibid.*, II, 89.)

⁵ Καὶ γάμου μὲν ὑπεροφία παρ' αὐτοῖς. (*Ibid.*, II, 82.) — Cf. aussi *Ant. jud.*, XVIII, 1^a; *Philon*, édit. Mangey, II, 633-634; Plin., *Hist. nat.*, V, 17.

⁶ Ἔστι δὲ καὶ ἕτερον Ἑσσηνῶν τάγμα ... διεσπός.... τῇ κατὰ γάμον δόξῃ. Μεγίστον γὰρ ἀποκόπτειν οἴονται τοῦ βίου μέρος.... τοὺς μὴ γαμοῦντας. (*Bell. jud.*, II, 81^a.)

⁷ Ἑσσαίων οὐδεὶς ἀγεται γυναῖκα.

⁸ Οὐ ζῶα καταθύνοντες, ἀλλ' ἱεροπρεπεῖς τὰς ἐαυτῶν διανοίας κατασκευάζειν ἀξιοῦντες. (*Philon*, édit. Mangey, II, 457.)

⁹ Οὐδὲ τῆς παρὰ τοῖς ἄλλοις τροφῆς δύνανται μεταλαμβάνειν. (*Bell. jud.*, II, 89.)

¹⁰ Ὁ μὲν σιτοποιὸς ἐν τάξει παρατίθῃσιν ἄρτους.

¹¹ Ὁ δὲ μάγειρος ἐν ἀγγεῖον ἐξ ἐνὸς ἐδέσματος ἐκάστῳ παρατίθῃσι.

¹² Προκατεύχεται δὲ ὁ ἱερεὺς τῆς τροφῆς, καὶ γεύσασθαι τινα πρὸ τῆς εὐχῆς ἀθέμιτον.

¹³ Ἀρχόμενοι τε καὶ πυνόμενοι γεραίρουσι τὸν Θεόν, ὡς χορηγὸν τῆς τροφῆς. (*Bell. jud.*, II, 81^a.)

¹⁴ Cf. Lucius, *Die Therapeuten*, p. 38; *Der Essenismus*, p. 56; Schürer, t. II, p. 589.

¹⁵ Josephus in secunda Judaicae captivitatis historia et in octavo decimo an-

nous prouvent assez clairement qu'ils mangeaient de la viande et buvaient du vin : Philon atteste qu'ils avaient parmi eux des bergers ¹; et nous avons déjà entendu Josèphe nous dire qu'ils mangeaient et buvaient ² jusqu'à satiété.

3^e La théologie et la philosophie

Leur corps de doctrine n'est ni très cohérent ni très complet. La chose se comprend d'ailleurs sans peine : les Esséniens, pas plus que les Thérapeutes, n'étaient des spéculatifs; c'étaient des gens pratiques; ils n'étaient pas des dogmaticiens, mais des moralistes ³. Ils poursuivaient presque exclusivement leur propre perfection et le développement de l'ascétisme. Ils eurent néanmoins quelques vues théoriques qu'il faut consigner dans cette étude.

Josèphe paraît leur attribuer une sorte de fatalisme absolu, courbant sous son joug de fer tous les événements de la vie ⁴. Mais Josèphe s'est contredit ou plutôt s'est corrigé lui-même; on voit, en effet, par un autre passage, que ce fatalisme n'est rien d'autre qu'une confiance pleine et entière en la Providence de Dieu, qu'une grande soumission à ses desseins ⁵; c'est aussi une haute vénération pour le nom de Dieu; sur ce point, les Esséniens étaient d'une extrême sévérité; si quelqu'un avait blasphémé le nom de Dieu, il était puni de mort ⁶. Dans leurs réunions, ils lisaient l'Écriture et montraient une prédilection marquée pour le sens allégorique ⁷. Bien qu'exclus du temple, ils envoyaient cependant leurs offrandes, ἀναθήματα ⁸. Il semble

tiquitatum libro et contra Appionem duobus voluminibus tria describit dogmata Judaeorum : Phariseos, Sadducaeos, Essaeos. Quorum novissimos miris effert laudibus, quod et ab uxoribus et vino et carnibus semper abstinuerint et quotidianum jejunium verterint in naturam. (*Adv. Jov.*, II, 14.) — Saint Jérôme a utilisé Porphyre, *De abstinentia*, IV, 11-13.

¹ Οἱ δὲ ἀγέλαρχαι. (Édit. Mangey, II, 633.)

² Τροφήν καὶ ποτόν.

³ *Philon*, édit. Mangey, II, 458 : Τὸ ἥθικόν εὖ μάλα διαπονοῦσιν, κ. τ. λ.

⁴ Τὸ δὲ τῶν Ἑσσηνῶν γένος πάντων τὴν εἰμαρμένην κυρίαν ἀποφαίνεται, καὶ μὴδὲν, ὃ μὴ κατ' ἐκείνης ψῆρον ἀνθρώποις ἀπαντᾷ. (*Ant. jud.*, XIII, 5^a.)

⁵ Ἑσσηνοῖς δὲ ἐπὶ μὲν Θεῷ καταλιπεῖν φιλεῖ τὰ πάντα ὁ λόγος. (*Ant. jud.*, XVIII, 1^a.)

⁶ Σέβας δὲ μέγιστον παρ' αὐτοῖς, μετὰ τὸν Θεόν, τὸ ὄνομα τοῦ νομοθέτου· καὶ ἂν βλασφημία τις εἰς τοῦτον, κολάζεσθαι θανάτῳ. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

⁷ Ὁ μὲν τὰς βίβλους ἀναγινώσκει λαβών.... τὰ γὰρ πλείστα διὰ συμβόλων ἀρχαιοτρόπων ζηλώσει παρ' αὐτοῖς φιλοσοφεῖται. (*Philon*, édit. Mangey, II, 458.)

⁸ *Ant. jud.*, XVIII, 1^a.

même qu'ils avaient conservé le sacerdoce aaronique ¹. Avant le lever du soleil, ils ne disaient rien de profane, mais, comme nous l'avons déjà noté, ils faisaient certaines prières traditionnelles ²; toutefois, cette adoration ne se terminait pas au soleil, mais rejaillissait sur Dieu, parce qu'ils regardaient l'astre du jour comme l'expression de la lumière divine. Ce qui le prouve, c'est que, lorsqu'ils satisfaisaient leurs besoins naturels, ils prenaient des précautions pour ne pas offenser les rayons de Dieu ³. Nous savons par Josèphe que quiconque entrait dans la communauté jurait de ne pas livrer aux autres les dogmes autrement qu'il ne les avait reçus lui-même ⁴. La secte possédait ses livres que chaque membre avait le devoir de conserver ⁵, ainsi que les noms des anges ⁶.

Ils avaient recours à des livres anciens pour y chercher des remèdes pour l'âme et pour le corps ⁷. Leur thérapeutique employait surtout les racines et les propriétés des pierres ⁸. Ils prétendaient connaître l'avenir, et Josèphe affirme qu'ils se sont rarement trompés dans leurs prévisions ⁹. Le même historien va jusqu'à mentionner quelques-uns de leurs prophètes : un Judas du temps d'Aristobule I^{er} ¹⁰, un certain Manahem, du temps d'Hérode ¹¹, un certain Simon, du temps d'Archélaüs ¹².

Les Esséniens professaient aussi l'immortalité de l'âme, et admettaient une vie future d'un genre tout particulier : après la mort, les justes vont au delà de l'Océan, où ils sont à l'abri

¹ Ἀποδέχτας δὲ τῶν προσόδων χειροτονοῦσι, καὶ ὁπόσα ἡ γῆ φέροι, ἀνδρας ἀγαθοὺς ἱερεῖς τε διὰ ποιήσιν σίτου τε καὶ βρωμάτων. (*Ibid.*)

² Πρὶν γὰρ ἀνασχεῖν τὸν ἥλιον οὐδὲν φθέγγονται τῶν βεβήλων, πατρίους δὲ τινας εἰς αὐτὸν εὐχὰς ὥσπερ ἱκετεύοντες ἀνατεῖλαι. (*Bell. jud.*, II, 8^a.)

³ Ὡς μὴ τὰς αὐγὰς ὑβρίξιν τοῦ Θεοῦ, κ. τ. λ. (*Ibid.*, II, 8^a.)

⁴ Μηδενὶ μὲν μεταδοῦναι τῶν δογμάτων ἐτέρως, ἢ ὡς αὐτὸς μετέλαβεν. (*Ibid.*, II, 8^a.)

⁵ Συντηρήσειν ὁμοίως τὰ τε τῆς αἵρέσεως αὐτῶν βιβλία. (*Ibid.*)

⁶ Καὶ τὰ τῶν ἀγγέλων ὀνόματα. (*Ibid.*)

⁷ Σπουδάζουσι δὲ ἐκτόπως περὶ τὰ τῶν παλαιῶν συγγράμματα, μάλιστα τὰ πρὸς ὠφέλειαν ψυχῆς καὶ σώματος ἐκλέγοντες. (*Ibid.*, VIII^a.)

⁸ Ἐνθεν αὐτοῖς πρὸς θεραπείαν παθῶν ῥίξαι τε ἀλεξίτηρισι, καὶ λίθων ιδιότητες ἀνερευνῶνται. (*Ibid.*)

⁹ Εἰσὶ δὲ ἐν αὐτοῖς οἱ καὶ τὰ μέλλοντα προγινώσκειν ὑπὸ χρονοῦνται.... σπάνιον δὲ, εἰ ποτε ἐν ταῖς προαγορεύσειν ἀστοχῆσουσιν. (*Ibid.*, VIII^a.)

¹⁰ Ἰοῦδαν τινά, Ἑσσηνὸν μὲν τὸ γένος. (*Ant. jud.*, XIII, 11^a, Cf. aussi *Bell. jud.*, I, 3^a.)

¹¹ Μανήμος. (*Ant. jud.*, XV, 10^a.)

¹² Σίμων, ἀνὴρ γένος Ἑσσητός. (*Ant. jud.*, XVII, 13^a.) Cf. aussi *Bell. jud.*, II, 7^a.

de la pluie, de la neige et de la chaleur, et où ils respirent un doux zéphyr; au contraire, un réduit obscur et froid est réservé aux méchants, pour y endurer les plus horribles souffrances ¹.

V.

L'ESSÉNISME ET LE CHRISTIANISME

L'Essénisme, dont nous venons d'étudier l'organisation et d'analyser les doctrines, intéresse l'histoire de l'Eglise à un point de vue tout particulier. Il s'agit de savoir s'il a, et dans quelle mesure, des relations avec la religion chrétienne. Ce problème est d'une importance capitale, puisqu'il atteint les origines mêmes du Christianisme. Pour quelques historiens et critiques, Jésus-Christ ne serait qu'un continuateur, un simple adepte de l'Essénisme; son œuvre, qui a eu tant d'influence sur les destinées de l'humanité et qui a opéré la plus vaste révolution morale que l'histoire puisse enregistrer, n'aurait rien d'original, rien de saillant et de méritoire : elle serait tout simplement la continuation historique de l'Essénisme. Dans cette voie on est allé bien loin; d'aucuns ont même fait preuve d'un radicalisme absolu. Jésus-Christ aurait tout pris aux Esséniens : ses rites, ses pratiques et sa morale. Tout dériverait de l'Essénisme. Il ne faudrait pas demander autre chose au Christianisme; il aurait tout au plus apporté quelques légers perfectionnements.

Que penser de cette thèse? C'est avec mesure, calme et impartialité qu'il faut l'apprécier. Il est nécessaire de délimiter les divers aspects du problème et d'éviter les confusions.

Les Esséniens, comme, du reste, tous les Juifs, possédaient un baptême de prosélytisme. Les écrits juifs ne laissent aucun doute sur l'existence de ce baptême. Ce baptême porte le nom de *Tebtlah*. Les écrits juifs déclarent à maintes reprises que trois choses sont nécessaires au prosélyte : la circoncision, le baptême

¹ Καὶ γὰρ ἔρρωται παρ' αὐτοῖς ἡδε ἡ δόξα, φθαρτὰ μὲν εἶναι τὰ σώματα, καὶ τὴν ὕλην οὐ μόνιμον αὐτοῖς, τὰς δὲ ψυχὰς ἀθανάτους· ἀεὶ διαμένειν, καὶ συμπλέεσθαι μὲν, ἐκ τοῦ λεπτοτάτου φοιτῶσας αἰθέρος, ὥσπερ εἰρηταῖς τοῖς σώμασιν ἰσχυρὴν τινι φυσικῇ κατασπωμέναις. Ἐπειδὴν δὲ ἀνεθώσι τῶν κατὰ σάρκα δεσμῶν, οἷα δὲ μακρὰς δουλείας ἀπὸ πρὸς ἀλλήλων, τότε χαίρειν καὶ μετεώρους τρέεσθαι, κ. τ. λ. (*Bell. jud.*, II, 8¹¹.)

et l'offrande de sang ¹. Y a-t-il quelque relation entre ce baptême et celui de Jésus ? Historiquement, rien, ce semble, ne s'oppose à ce que Jésus-Christ se soit approprié le baptême des prosélytes et l'ait élevé à la dignité de sacrement ; cette transformation suffirait à maintenir au baptême chrétien son haut degré de perfection et toute son efficacité dans l'économie du salut. Non seulement la chose n'a rien d'impossible, mais cette hypothèse est encore, toujours au point de vue historique, la plus probable. Elle reste, dans les limites d'une critique sage et sévère. Puisqu'on constate un baptême préexistant, on ne pourrait soutenir que par une hypothèse purement gratuite que Jésus-Christ a institué un baptême complètement nouveau, qu'il a opéré une nouvelle création. Si l'on admet au contraire qu'il n'a fait que surélever un baptême déjà établi, on assure la continuité des phénomènes historiques, ce qui est un avantage considérable pour l'érudition critique. Le caractère sacramentel surajouté à un rite déjà établi suffirait amplement à assurer à l'œuvre de Jésus-Christ la place qu'elle occupe dans l'effacement de la souillure originelle et l'éclosion de la vie surnaturelle.

Un grand nombre des principes moraux propres aux Esséniens se retrouve dans l'Évangile. Cette vérité ne peut être contestée. Mais ce phénomène ne doit pas nous étonner, et rien n'autorise à conclure à un emprunt ou à une dérivation. Les grandes lignes de la morale naturelle sont partout et toujours les mêmes, parce qu'elles ne sont que l'affirmation d'une raison bien ordonnée. Dans ce domaine, on ne peut demander que des progrès accidentels, des précisions et des déterminations qui ne modifient en rien la substance des idées et des doctrines. Les Esséniens n'ont en somme pratiqué que la morale naturelle. On a pu s'apercevoir par le minutieux examen de leur doctrine qu'ils n'ont jamais dépassé les limites de la morale naturelle, que tout homme porte inscrite au fond du cœur. Pourquoi Jésus-Christ n'aurait-il pas pu se rencontrer avec eux sur ce terrain ? N'avait-il pas, lui aussi, les lumières de la raison naturelle ?

¹ Cf. Schürer, t. III, 129-132.

Mais cette morale naturelle elle-même, prise dans sa partie organique, n'a chez les Esséniens ni l'élévation ni la pureté qu'elle a dans l'Évangile. Car dans l'Évangile, sous la féconde et puissante impulsion de Jésus-Christ, elle monte à un niveau bien supérieur, et acquiert un incomparable degré de perfectionnement. De nouveaux horizons s'ouvrent devant elle, et un nouveau souffle la pénètre et l'anime. Ce souffle, c'est l'esprit surnaturel et divin, l'esprit céleste qui est absent de la morale essénienne. Dans l'Évangile, la morale naturelle se transforme et se divinise; elle se vide, pour ainsi dire, d'elle-même pour se remplir de l'esprit d'en haut.

Dans sa Déontologie ou la série des Devoirs et des Obligations, l'Essénisme n'atteint ni à la hauteur ni à la gravité des maximes évangéliques. Cette affirmation est trop claire pour qu'il soit nécessaire de la démontrer. Il contient même des prescriptions ridicules et de méticuleux enfantillages. Que doit-on penser de la prescription qui ordonne de prendre un bain après avoir satisfait ses besoins naturels? Et l'obligation pour un membre d'un degré supérieur de prendre un bain lorsqu'il a touché un membre d'un degré inférieur? Quoi de plus ridicule que de ne pas satisfaire ses besoins naturels le samedi? Rien de semblable dans l'Évangile de Jésus. Tout y est grave, majestueux, simple et sublime, comme il convient à l'enseignement du Fils de Dieu. Entre la morale essénienne et la morale chrétienne, il y a toute la différence qui existe entre une morale humaine, quelque élevée et pure qu'elle soit, et une morale divine.

VI.

L'ESSÉNISME ET LE MONACHISME CHRÉTIEN

On a été infiniment plus affirmatif en ce qui concerne le Monachisme chrétien. Des historiens, qui ont reconnu la transcendence du Christianisme, ont cependant soutenu la réductibilité du Monachisme chrétien à l'Essénisme. A y regarder de près, le Monachisme chrétien ne serait que la survivance ou la transposition de l'Essénisme dans le Christianisme. Le Monachisme, qui a été si florissant dans les premiers siècles de l'Église, ne serait donc qu'une imitation des Esséniens et aussi

des Thérapeutes. Comment faut-il apprécier cette théorie ?

Commençons par quelques concessions. On ne saurait contester qu'il existe des points de ressemblance entre l'Essénisme et le Monachisme chrétien. L'effort constant et inlassable vers la perfection idéale, le détachement le plus désintéressé des choses de ce monde, l'ascétisme, c'est-à-dire la lutte contre les passions de la chair, et surtout le célibat, voilà autant de pratiques communes et aux esséniens et aux moines chrétiens. Mais ces ressemblances impliquent-elles une simple coïncidence ou une dérivation directe ? Nous estimons qu'il n'y a là qu'une simple coïncidence, et qu'on aurait tort d'y voir autre chose. Ces ressemblances s'expliquent très bien par les lois générales de la psychologie et par les mouvements spontanés qui portent les âmes d'élite vers la vertu, vers l'idéal. Voilà pourquoi ces tendances se font jour dans tous les temps, dans tous les pays et dans toutes les religions. « Si l'idée qui fait la base du Monachisme est une idée générale et véritablement humaine, si elle est l'aspiration même de l'amour vers l'union intime avec Dieu par l'abnégation des choses terrestres, nous ne nous étonnerons pas de trouver en dehors du Christianisme des opinions, des faits, des systèmes et des institutions analogues au monachisme, comme par exemple les Nazaréens, les Thérapeutes, les Esséniens chez les Juifs, et d'autres cas de ce genre chez les néo-platoniciens et les païens ¹. »

Ces réflexions sont justes.

Quant aux origines historiques du Monachisme chrétien, elles doivent être cherchées ailleurs : dans l'Évangile même. C'est une plante qui a germé dans le champ du Père de famille, un rameau de l'arbre planté par Jésus-Christ sur cette terre de désolation et d'aridité. Le souffle divin devait porter des fruits abondants. C'est dans l'Évangile prêché par Jésus que l'on trouve le point de départ du Monachisme chrétien. Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater ce fait. Nous ne pouvons pas entrer dans de longs détails d'analyse. Quelques considérations générales mettront ce point en pleine lumière.

Jésus-Christ avait porté au monde une doctrine sublime, une

¹ Wetzer et Welte, *Dictionnaire de théologie catholique*, trad. franç. par Gerschler, t. XV, p. 213.

masse de préceptes dont le Monachisme, état supérieur de perfection, est l'aboutissant fatal et inévitable. Les chrétiens des premiers siècles comprirent la portée de ces enseignements de Jésus et s'attachèrent à les mettre en pratique. C'est, à proprement parler, la première pierre de l'édifice monastique. Il va de soi que dans une étude historique nous ne pouvons pas trop empiéter sur l'exégèse. Jésus-Christ avait promulgué l'admirable discours sur la montagne. Et qu'est-ce que le Monachisme sinon la mise en pratique des maximes de cette incomparable catéchèse? Jésus-Christ avait dit que quiconque veut être son disciple doit se renoncer lui-même, prendre sa croix et le suivre. Le Monachisme est une marche continue dans cette direction : c'est l'imitation de Jésus-Christ par le renoncement à soi-même et la croix. Le baptême lui-même, qui nous fait chrétiens et enfants de Dieu, a comme condensé tous ces élans et toutes ces aspirations dans ces paroles bien connues : « Je renonce au diable, à ses pompes et à ses anges ¹. » N'avons-nous pas là tout ce qu'il faut pour expliquer la genèse du Monachisme? Qui saurait en douter? Il est donc inutile de chercher dans des régions étrangères. Le Christianisme, avec la beauté de sa morale et l'idéal de sa pratique, portait dans ses flancs le Monachisme, comme le germe porte l'arbre tout entier. Il n'a fallu que des circonstances opportunes pour faire éclore ce germe puissant et fécond. Tout s'enchaîne dans la religion chrétienne, et, lorsqu'on a posé les bases, l'édifice s'élève comme par lui-même.

V. ERMONT.

¹ Diabolo et pompae et angelis ejus. (Tertullien, *De spect.*, 4).

LA VÉNÉRABLE JEANNE D'ARC

PROPHÉTISÉE ET PROPHÉTESSE

Lire dans l'avenir des événements au-dessus de toute prévision humaine, c'est la prophétie. L'expression peut s'étendre et s'étendra ici à la manifestation de faits qui, par leur éloignement dans l'espace ou le temps, par leur nature, dépassent la connaissance naturelle de celui qui les révèle. Don divin, il est l'objet de fréquentes contrefaçons, manifestées telles par leur non-accomplissement.

La théologie catholique traite longuement de la prophétie, de ses diverses espèces, des signes par lesquels on distingue une prophétie venant de Dieu des prédictions extraordinaires et surhumaines que peuvent faire les intelligences supérieures à l'homme, et ses ennemies, les démons. Ce serait sortir du domaine des *Questions historiques* que d'aborder des questions réservées aux revues théologiques. Ce sera au lecteur de tirer la conclusion des faits qui vont passer sous ses yeux. Ils sont empruntés aux contemporains. Les références, à moins d'indication contraire, renverront à l'un des cinq volumes de la *Vraie Jeanne d'Arc*, où l'auteur s'est appliqué à réunir tout ce que le xv^e siècle nous a laissé sur la libératrice, et a apprécié la valeur des divers témoignages.

La Pucelle n'a pas été seulement douée à un très haut degré du don de prophétie ; elle est du nombre des rares personnages, dont la venue à la vie et la mission ont été clairement prédites longtemps avant leur naissance. Ces prophéties, confuses avant l'événement, qui justement ne trouvaient qu'une foi flottante auprès des hommes sérieux, préparaient cependant les esprits, à leur insu, à accepter, alors qu'il se produirait, le fait mer-

veilleux, unique dans les annales humaines, qui est l'histoire de la Vénérable Jeanne la Pucelle.

I.

Qu'il courût une prophétie d'après laquelle la France, perdue par une indigne femme, Isabeau de Bavière, serait relevée par une Vierge, et que Jeanne s'en soit prévalu à l'entrée de la carrière, deux témoins, dont rien n'autorise à suspecter la sincérité, l'attestèrent sous la foi du serment au procès de réhabilitation. Ce sont Catherine Leroyer et Durand Loxart. Durand Loxart est ce paysan qui ménagea la sortie de Jeannette, sa parente, de la maison paternelle. Dans sa déposition juridique, il disait : « C'est moi qui allai la chercher dans la maison de son père et la conduisis dans mon habitation. Elle me disait vouloir aller vers le Dauphin pour le faire couronner. *N'a-t-il pas été prophétisé depuis longtemps* (alias), affirmait-elle, *que la France serait désolée par une femme et relevée par une Vierge* (II, 222) ?

Catherine Leroyer a, durant trois semaines, donné l'hospitalité à la jeune fille en voie de chercher, à Vaucouleurs, des guides vers le Dauphin. Dans sa déposition juridique, Catherine disait : « Pendant que sire Robert (de Baudricourt) se refusait à faire conduire Jeanne, je l'ai entendue répéter qu'il lui fallait aller au lieu où se trouvait le Dauphin. *N'avez-vous pas*, disait-elle, *entendu citer la prophétie d'après laquelle la France serait perdue par une femme et relevée par une Vierge des frontières de Lorraine ?* Je me rappelai l'avoir entendue, et j'en fus dans la stupéfaction » (II, 225). Preuve que la prophétie, qui devait pourtant si bien se réaliser, n'avait trouvé auprès de la digne femme, pas plus qu'auprès des contemporains, qu'une faible et superficielle créance.

Il suffit d'ouvrir les registres du Parlement aux Archives nationales, sous le règne de Charles VII, pour trouver, presque dans chaque grave affaire, le nom de Jean Barbin. C'était le grand avocat du temps. Il était présent à Poitiers lorsque Jeanne y fut examinée. Cité au procès de réhabilitation, voici un passage de sa déposition : « Parmi les théologiens interrogateurs de Jeanne se trouvait maître Érault, professeur de théologie.

Érault disait avoir entendu Marie d'Avignon lorsqu'elle était venue vers le roi ; elle lui avait prédit que le royaume passerait par de grandes calamités ; elle avait eu à ce sujet de nombreuses visions. Dans l'une d'elles, plusieurs armes lui furent présentées ; elle en fut effrayée par crainte d'avoir un jour à s'en revêtir. Il lui fut répondu que ces armes n'étaient pas pour elle, *mais pour une Vierge qui viendrait après elle ; elle porterait cette armure et délivrerait la France*. Maître Érault assurait être convaincu que Jeanne était la vierge annoncée par Marie d'Avignon » (IV, 143).

Marie d'Avignon, connue aussi sous le nom de Marie Robine, de La Gasque, fut, sous Charles VI, très renommée comme prophétesse. Il existe encore une preuve matérielle que, trente ou vingt ans avant l'événement, elle a prédit le genre de mort de Charles VII (voir *Vraie Jeanne d'Arc*, t. IV, p. 144). C'est une figure à tirer de l'ombre. Sa prophétie sur la Pucelle est citée par Scipion Dupleix, dans son *Histoire de France* (5 vol. in-folio, 1621) ; par Rapin Toiras, dans son *Histoire d'Angleterre* ; par Bodot de Juilly, *Histoire de Charles VII* (1697) ; par d'autres encore.

Girard Machet, le disciple préféré de Gerson, le confesseur du roi, était réputé un des plus graves et des plus doctes personnages du temps. Il examina longuement la Pucelle avec les maîtres les plus fameux qui s'étaient attachés à la fortune de Charles VII, et voici ce que, à la réhabilitation, Gobert Thibault, écuyer de l'écurie du roi, préposé aux aides dans la ville de Blois, attestait avoir entendu, tant du confesseur du roi que d'autres docteurs : « J'ai entendu feu le confesseur du roi affirmer qu'il avait lu des écrits, dans lesquels on annonçait qu'une Pucelle viendrait et porterait secours au roi.... Le même confesseur et d'autres docteurs, moi l'entendant, disaient croire que Jeanne était divinement envoyée, qu'elle était celle dont parlait la prophétie, et que, vu sa manière de vivre, sa simplicité, sa conduite, le roi pouvait s'en aider ; car ils n'avaient observé en elle rien que de bien, sans quoi que ce soit de contraire à la foi catholique » (IV, 152).

Quel était l'écrit dont il est ici question ? Il semble bien qu'il y en avait plusieurs. Il est vraisemblable que c'est celui qui est attribué à Merlin, et dont Jeanne fut amenée à parler dans son pro-

cès. Interrogée sur l'arbre des dames, ou des fées, le beau May, après d'assez longs détails, elle ajouta :

« Tout près de l'arbre, il y a un bois qu'on appelle le bois Chenu. On le voit de la porte de la maison de mon père, il n'y a pas une demi-lieue de distance ; je n'ai jamais ouï dire qu'il fût fréquenté par dames les fées. Quand je suis arrivée près de mon roi, quelques personnes me demandèrent s'il n'y avait pas dans mon pays un bois que l'on appelait le bois Chenu, parce que, disaient-elles, des prophéties annonçaient que d'auprès de ce bois devait venir une jeune fille, qui ferait des merveilles ; mais je n'y ai pas ajouté foi » (II, 121).

Le grand inquisiteur Jean Bréhal, l'âme du procès de réhabilitation, donne cette prophétie comme ancienne et fort répandue. Pierre Miget, prieur de Longueville-Giffard, qui, avant le retour de la Normandie à la France, était du parti anglais, déposait, à la réhabilitation, avoir lu dans un vieux manuscrit que, d'après Merlin, une pucelle sortirait du bois des chênes, au pays de Lorraine (V, 106).

Dunois, qui rapporte aussi la prophétie dans sa déposition (IV, 187), le grave Thomassin, qui la cite dans son registre Delphinal (III, 258), ajoutent que, d'après la prophétie, la Vierge marcherait sur le dos des archers. Or, l'on sait que les archers faisaient la grande force des Anglais. Leurs traits portaient de loin le désordre dans la cavalerie française, et, quand elle voulait pénétrer dans leurs rangs, elle s'enferrait dans les pieux aigus, armés de pointes de fer, que les archers opposaient au poitrail des chevaux.

Le grand inquisiteur, Jean Bréhal, ne crut pas devoir passer sous silence d'autres prophéties, moins connues. L'on raconte, dit-il, qu'un habile astrologue de Sienne, Jean de Montalcin, écrivit au roi les paroles suivantes : « Votre victoire sera dans le conseil d'une Vierge. Poursuivez votre triomphe jusqu'à la ville de Paris » (I, 494). Conseil excellent, suivi par Charles VII de si mauvaise grâce, qu'il laissa les conseillers qui le gouvernaient ménager un échec à la libératrice sous les murs de Paris.

Bréhal cite encore d'autres prophéties qui, avec des parties obscures, renferment des passages fort clairs. Telle la prophétie d'Engelide, fille d'un roi de Hongrie. Le lis, ou la couronne de

France, y est décrit comme croissant dans un délicieux verger. Des animaux divers, les uns étrangers (les Anglais), les autres nourris dans le verger (le duc de Bourgogne et les seigneurs félons), s'attaquent à ses racines et veulent l'anéantir, quand paraît la Vierge, dont est tracé le signalement suivant, que l'on ne trouve nulle autre part. Elle a un petit signe rouge derrière l'oreille droite, son cou est court, son parler est lent. Elle chassera du verger les bêtes qui le ravagent. Par elle, le gardien du lis, Charles, fils de Charles, sera couronné à Reims d'un laurier fait d'une main non mortelle (I, 607).

Nous ne voudrions pas nous porter garants de cette dernière prophétie, que nous n'avons trouvée mentionnée que dans le mémoire du grand inquisiteur. Il rapporte aussi un chronogramme annonçant l'année de la venue de la libératrice en termes quelque peu énigmatiques, qu'il explique. Encore que la pièce soit citée par le doyen de Saint-Thibaud de Metz (IV, 289), par l'Allemand Hermann Cornecius (IV, 281), par Pancrace Justigniani (III, 588), son authenticité nous paraît suspecte. Un contemporain l'aurait composée dès les premières victoires de la Pucelle, puisque Pancrace Justigniani la transmettait de Bruges à Venise, à son père, dans les premiers jours de juillet. Il avait écrit précédemment que quinze jours avant la nouvelle de la reddition d'Orléans, l'on parlait constamment de prophéties trouvées à Paris, annonçant un revirement de fortune en faveur du Dauphin.

Le comte de Maistre a écrit : « Jamais il n'y eut dans le monde de grands événements qui n'aient été prédits de quelque manière. Machiavel est le premier homme de ma connaissance qui ait avancé cette proposition. Mais si vous y réfléchissez vous-même, vous trouverez que l'assertion de ce *pieux* écrivain est justifiée par toute l'histoire. Vous en avez un dernier exemple dans la Révolution française, prédite de tout côté, et de la manière la plus incontestable » (*Soirées de Saint-Petersbourg*, entretien XI^e).

En faisant ainsi annoncer les grands événements, Dieu montre qu'il en est le maître, et que, sans violenter la liberté humaine, il les dirige à ses fins. C'est un témoignage que la Providence se rend à elle-même.

Vu ce qu'elle présente d'inouï et d'unique dans les annales

humaines, la mission de la Pucelle devait trouver plus difficilement créance. Malgré les preuves de tout genre dont est entourée son histoire, combien, dans la suite des âges et tout particulièrement de notre temps, devaient refuser de l'admettre, devaient l'altérer, en donner des explications inacceptables !

La faire prédire, entourer même sa naissance de signes extraordinaires, dont la signification ne devait être connue que plus tard, c'était un moyen d'empêcher que, sans examen préalable, elle ne fût éconduite comme une vulgaire déséquilibrée. Ce fut le premier mouvement de Charles VII. Beaucoup, dans l'entourage, ne revinrent que lentement de la première impression, qu'on était en présence d'une folle. Tout, sa personne, sa conduite, ses paroles, son passé, tout fut soumis au plus rigoureux examen.

Dans la sentence rendue après plus de trois semaines d'observations et d'enquêtes, les docteurs de Poitiers écrivent : « De sa naissance et de sa vie, des choses merveilleuses sont dites comme vraies » (I, 628). Gerson, dans son traité *de Puella*, dit la même chose par prétermission. « On pourrait encore mettre en avant, écrit-il, bien des circonstances de sa première enfance et de sa vie. Elles ont été l'objet d'études longues, profondes, de la part de beaucoup, *diu, multum, a multis* » (I, 26). A Rouen, l'accusée, dans la séance du 27 février, répondait : « Le roi, avant de me mettre à l'œuvre, eut de bons renseignements sur mes faits » (IV, 9).

Après ces témoignages, il ne semble pas que l'on doive écarter *a priori* par le mot *légende* les quelques faits gracieux, mais peu nombreux, que les contemporains nous ont transmis sur la naissance et les années de la Pucelle à Domremy. Tels ceux que raconte Perceval de Boulainvilliers dans sa lettre au duc de Milan. Boulainvilliers, sénéchal du Berry, chambellan de Charles VII, était à la source des renseignements ; il écrit au lendemain de la victoire de Patay ; le duc de Milan avait un particulier intérêt à être exactement renseigné. Oncle du duc d'Orléans, il était le frère de l'infortunée Valentine de Milan, épouse du duc d'Orléans, dont l'assassinat par Jean sans Peur avait été la première cause de l'atroce guerre sous laquelle la France succombait. Quicherat, Siméon Luce, reconnaissent dans la lettre du

sénéchal un document de première valeur, sauf en ce qu'elle raconte de merveilleux sur la naissance et les premières années, qu'ils qualifient de légende. Nous ne voyons pas pourquoi l'on ne verrait pas dans le récit de Boulainvilliers une de ces choses merveilleuses qui, d'après les docteurs de Poitiers, sont dites comme vraies. Le voici : « La Pucelle est venue à la lumière de cette vie dans la nuit des Épiphanies et, chose merveilleuse, les habitants du lieu de sa naissance sont saisis d'une joie incroyable (*inaestimabili commoventur gaudio*). Ignorant la naissance de l'enfant, ils courent les uns chez les autres, se demandant ce qui est survenu de nouveau. Pour quelques-uns, c'est une cause de nouvelle allégresse. Que dire encore ? Les coqs, comme hérauts de cette nouvelle joie, éclatent en chants qu'on ne leur connaissait pas ; ils se battent les flancs de leurs ailes, et presque pendant deux heures, on les entend pronostiquer le bonheur de cette nouvelle naissance » (II, 242).

Boulainvilliers n'est pas le seul qui parle de cette joie insolite des habitants de Domremy. Elle est décrite avec d'autres prodiges dans un poème qui n'est pas dénué de toute autorité historique. Il se trouve faire partie du manuscrit authentique du procès de réhabilitation compris sous le numéro 5970, fonds latin, de la Bibliothèque nationale. D'après Quicherat, le poète, dont on ignore le nom, a vu la Pucelle, ou fut son contemporain, et le poème tire une valeur historique de l'insertion au procès.

Le poète et Boulainvilliers nous disent que la présence de l'enfant préserva le troupeau de la dent des bêtes carnassières, écarta du bercail et du toit paternel les dévastations des bandes pillardes qui désolaient alors la France.

D'après le faux bourgeois de Paris, qui conteste sans en donner la raison, l'on racontait que les oiseaux des champs venaient, comme privés, manger dans le giron de l'innocente enfant ; privilège que l'on raconte de plusieurs autres personnages innocents comme elle.

Pancrace Justigniani mande à son père que d'après des lettres reçues à Bruges, plusieurs étaient certainement morts de mauvaise mort pour avoir tourné en dérision la jeune fille en instance pour se faire accepter du parti français (III, 574). On en verra un exemple dans le numéro suivant.

Les promesses de la Pucelle étaient humainement si incroyables, qu'il n'est pas étonnant que le ciel ait dû multiplier les signes pour que les intéressés se soient décidés à la mettre à l'œuvre.

La prophétie entendue dans son sens le plus large, le don de prophétie si excellemment accordé à la Vénérable, contribua surtout à lui ouvrir la carrière, l'y maintint durant le temps qu'elle la parcourut, et ne l'abandonna pas devant ses prétendus juges.

II.

Les contemporains ne furent pas moins frappés de l'esprit prophétique de la Vénérable que de ses exploits guerriers.

Elle venait de délivrer Orléans, et de vaincre à Patay, lorsqu'un clerc de Spire composa un mémoire sur les merveilles qui se passaient en France. Il l'intitula : *Sibylla Franciae*.

« Il n'est bruit, dit-il au début, que de la prophétesse de France ; l'on interroge les prêtres. Je réponds : Oui, certes, il y a une prophétesse en France, je n'en doute pas (I, 70) ; » et tout son factum, d'ailleurs fort indigeste, roule sur la prophétie et la prophétesse de France.

A la même époque, un célèbre théologien de Cologne, Henri de Gorkum, écrivait une suite de propositions en faveur de la Pucelle, et contre la Pucelle, encore que l'on voie qu'il incline manifestement en faveur du premier sentiment. Elles roulent sur l'esprit prophétique de la Vénérable non moins que sur ses exploits guerriers (I, 61-63).

Le plus haineux des écrits du temps contre la Pucelle est celui qui est connu faussement sous le nom de journal d'un *bourgeois* de Paris. Lorsqu'il vient à parler de la Vénérable, il débute ainsi : « Il y avait en ce temps une Pucelle, ainsi qu'on parlait aux bords de la Loire, qui se disait prophète. Elle disait : telle chose arrivera » (III, 510).

Moins de dix ans après le supplice du Vieux-Marché, un savant Dominicain allemand, Jean Nider, parle, dans son *Formicarium*, de la jeune fille de France qui jeta tous les royaumes chrétiens dans la stupeur, non moins par son esprit de prophétie que par sa puissance miraculeuse (IV, 284).

La prophétie ouvrit la carrière à l'héroïne. L'on a vu com-

ment elle se donnait à son parent Durand Laxart, et à son hôtesse Catherine Leroyer, comme la Vierge libératrice promise à la France abattue. C'est la prophétie sur les lèvres qu'elle se présentait à Baudricourt vers la fête de l'Ascension 1428. (La fête tombait cette année le 13 mai.) Jeanne nous dit ne l'avoir jamais vu auparavant, et l'avoir reconnu aussitôt, grâce à ses voix qui lui dirent : *C'est lui* (II, 169). Elle venait, de la part de son Seigneur, porter un message et s'annoncer. Bertrand de Poulengy, qui devait être un de ses guides, nous fait ainsi connaître le fond de l'entretien, auquel il fut présent : « Elle disait être venue vers Robert (de Baudricourt) de la part de son Seigneur pour que ledit Robert mandât au Dauphin de bien se tenir, de ne pas engager de combat avec ses ennemis, parce que son Seigneur à elle lui donnerait secours après la mi-carême.... Son Seigneur, disait-elle, veut que le Dauphin soit fait roi et tienne le royaume en commende. Il le sera malgré ses ennemis, et c'est moi, ajoutait-elle, qui le conduirai au sacre » (II, 234).

Il y a là plusieurs prophéties, vérifiées par l'événement. L'avis de ne pas engager de combat avant la mi-carême, ou ne fut pas transmis par le capitaine royal, auquel la jeune fille parut une folle, ou il n'en fut pas tenu compte. Le premier samedi de carême, le 12 février, les Français, six fois plus nombreux que les Anglais, attaquaient à Rouvray Falstof, qui conduisait à l'armée assiégeante un long convoi de vivres, composés surtout de harengs. De là le nom de journée des harengs donné à l'ignominieuse défaite subie, malgré tant d'avantages. Le secours promis arrivait avec la Pucelle le 6 mars, le dimanche après la mi-carême; le 17 juillet, Charles VII, conduit comme par la main par la jeune fille, à travers cent trente lieues de pays ennemi, était sacré à Reims.

Jeanne, après cette première entrevue avec Baudricourt, rentra à Domremy, d'où elle n'a dû sortir que dans la dernière quinzaine de décembre. C'est dans cet intervalle de temps qu'elle disait à Michel Lebuin, la veille de la Saint-Jean, qu'entre Coussey et Vaucouleurs, il y avait une jeune fille qui, avant un an, ferait couronner le roi (II, 207); à Jean Wattering, qui plusieurs fois avait été à la charrue chez son père, qu'elle relèverait le sang royal (II, 206). Ces confidences, dont la Pucelle était très

avare, ont peut-être été amenées parce que Lebuin et Wattering étaient les jeunes gens avec lesquels les parents avaient essayé de fixer la Pucelle au pays, par l'allégation de *flançailles* contractées avec l'un d'eux. Le stratagème s'évanouit devant la cour ecclésiastique de Toul.

Alors qu'elle ignorait comment elle sortirait de Vaucouleurs, elle disait à Jean de Metz : « *Il faut qu'avant la mi-carême, je sois en chemin vers le Dauphin, dussé-je m'user les jambes jusqu'aux genoux* » (II, 231). Elle était en effet en chemin huit jours avant la mi-carême, encore qu'elle n'arrivât que trois jours après. Ce sont les témoins auriculaires de ces prédictions, ceux auxquels elles ont été faites, qui les attestèrent juridiquement au procès de réhabilitation. L'annonce de la honteuse défaite de Rouvray, le jour même où elle était essuyée, à plus de cent lieues de distance, mit fin aux résistances et aux tergiversations de Baudricourt. « *En nom Dieu*, lui dit-elle, *vous tardez trop à m'envoyer ; car aujourd'hui même le gentil Dauphin a subi assez près d'Orléans un grand dommage, et encore sera-t-il taillé de l'avoir plus grand, si vous ne m'envoyez bientôt vers lui* » (III, 67, 144).

L'envoyer vers le Dauphin n'était pas facile. C'était en plein hiver, il y avait de nombreuses rivières grossies ou débordées à franchir. La plus grande partie du pays à traverser était au pouvoir de l'ennemi, et le pays resté français était infesté de bandes de pillards rendus plus audacieux par le désarroi de la cour, porté au comble par la défaite de Rouvray. L'on objectait les périls des chemins. Jeanne répondait qu'on arriverait sans trop de difficultés. Il en fut ainsi. Le récit des guides racontant comment ils avaient, comme miraculeusement, traversé plusieurs fleuves, et avaient échappé à de nombreux périls, fut un des motifs qui firent revenir le roi sur sa résolution de ne pas admettre en sa présence l'extraordinaire jeune fille, dont les promesses semblaient une folie. (IV, 147, 151 ; III, 88).

Sortie de son pays par la prophétie, la prophétie fut un des motifs qui la firent accepter et mettre à l'œuvre par le roi.

Tout le monde sait comment, sans avoir jamais vu le prince, elle alla droit vers lui, alors qu'on essayait de lui donner le change, et qu'il se dissimulait au milieu des courtisans (III, 68, 115, 147, 202, etc.).

Rien de mieux attesté que la révélation des secrets qui suivit la première entrevue. Le fait nous est garanti par le secrétaire du roi, Alain Chartier (II, 253), par les Cousinot, le père et le fils, tous deux de l'entourage de Charles VI, le père était chargé de l'administration des biens des ducs d'Orléans, prisonniers à Londres (III, 69); par le journal du siège (III, 116); par l'aumônier de la Libératrice (IV, 220); par son maître d'hôtel Jean d'Aulon (IV, 206); par Simon Charles, le grand diplomate du temps (IV, 147; par le Vénitien Justigniani, alors à Bruges (III, 584); par le greffier de La Rochelle (III, 203); par l'évêque Basin, sur la foi de Dunois, d'après lequel le tête-à-tête aurait duré deux heures (III, 234); par l'abréviation du procès (III, 331); par Sala (III, 277); par Alain Bouchard (III, 288); par le Mystère du siège (IV, 327); par l'Italien Sabadino (IV, 266). Jeanne, dans ses réponses à Rouen, y fait souvent allusion (V, 230, 247, 255-256, 258).

Justigniani, avons-nous dit, écrivait, sur la foi de lettres reçues à Bruges, que les insulteurs de la vierge étaient frappés de mauvaise mort. Paquerel en rapporte un exemple terrible. Au moment où elle entrait au château, un homme qui était à cheval s'échappa en propos blasphématoires envers Dieu et licencieux à l'endroit de la Vierge. Jeanne lui répondit : *En nom Dieu, tu le renies, et tu es si près de la mort*. Une heure ne s'était pas écoulée que le misérable tombait dans l'eau et s'y noyait (IV, 219). L'auteur anonyme du poème inséré au procès de réhabilitation raconte un fait semblable, si ce n'est pas le même (IV, 341).

La découverte de l'épée dans l'église de Sainte-Catherine de Fierbois fit grand bruit, et ce bruit s'est répercuté dans l'histoire. Jeanne affirme ne l'avoir connue et n'avoir donné l'ordre de la lui apporter que sur l'indication de ses voix. L'école naturaliste lui donne facilement le démenti, et prétend qu'elle l'avait vue dans la halte qu'elle fit au sanctuaire en se rendant à Chinon. Quicherat dit hautement que c'est Jeanne qu'il faut croire à l'encontre des raisonneurs (*Aperçus nouveaux*, p. 70-71).

Longtemps avant d'entrer à Orléans, elle avait prédit qu'elle serait blessée à l'assaut des Tourelles, sans cesser de besogner. Il existe encore une preuve indéniable de la prophétie à la Biblio-

thèque royale de Bruxelles, au tome X, f^o 390, des registres noirs de la chambre des comptes du Brabant. On y lit que le sire de Rosethlaer a écrit de Lyon, à la date du 22 avril, qu'une jeune fille a promis de délivrer Orléans, et qu'elle y sera blessée d'un trait dont elle ne mourra pas (III, 540).

Le don de prophétie l'accompagna dans la carrière guerrière, qu'il avait contribué à lui faire ouvrir. Il était difficile de faire pénétrer des convois de vivres à Orléans, à travers les nombreuses bastilles reliées entre elles, qui étreignaient la ville. A l'observation qui lui en était faite elle répondait : *Nous les mettrons dedans à notre aise, et il n'y aura pas Anglais qui saille des bastilles, ni qui fasse semblant de s'y opposer* (III, 71 ; IV, 189). Cela se vérifia à la lettre, tant pour le convoi amené le 29 avril, que pour celui qui entra le 4 mai au matin. De ce dernier, d'Aulon disait dans sa déposition juridique : « Nous entrâmes sans opposition quelconque » (IV, 209) ; cependant, dit Paquerel, « les Anglais voyaient, entendaient les prêtres qui chantaient, et dans les rangs desquels je portais la bannière. Aucun d'eux ne remua et n'attaqua ni les hommes ni les prêtres » (IV, 225). Quant au convoi du 29 avril, Jeanne, conduite par la rive gauche de la Loire, contre les ordres qu'elle avait donnés, fit de vifs reproches à Dunois. Il fallait passer la rivière, et le vent était contraire à la montée des bateaux qui devaient venir charger les vivres. Après avoir vivement tancé le lieutenant royal, elle promit que la direction du vent allait changer ; ce qui s'effectua sur l'heure. Dunois avoue que ce changement subit lui donna une confiance qu'il n'avait pas d'abord, ou qu'il n'avait que faiblement (IV, 180, 189, 224 ; III, 75, 304).

Des deux hérauts qu'elle avait envoyés aux Anglais porter sa lettre de sommation, les Anglais retinrent l'un, Guyenne, promettant de le brûler sitôt qu'ils en auraient reçu l'autorisation de l'Université de Paris ; ils renvoyèrent l'autre, d'Ambleville, avec commission de porter à la sainte fille les injures qu'ils vomissaient contre elle. Jeanne renvoya d'Ambleville au camp anglais, en lui garantissant qu'il ne lui serait fait aucun mal, et qu'il ramènerait son compagnon. Il en fut ainsi (III, 77 ; IV, 166).

Le mercredi 4 mai, les Français avaient attaqué la bastille Saint-Loup, sans avertir Jeanne, qui s'était jetée sur son lit et

dormait, fatiguée qu'elle était de la course faite de bon matin pour aller à la rencontre du convoi. Les assaillants étaient repoussés avec perte. Soudain, Jeanne, dont l'hôtel était à l'opposé de Saint-Loup, se lève, en s'écriant que le sang français coulait, et qu'elle n'avait pas été avertie; elle réclamait à la hâte son coursier et ses armes. Le fait est attesté par son page Louis de Coûtes (IV, 203), par Jean d'Aulon (ibid., 209), par Paquerel (ibid., 225), tous présents lorsque, à grands cris, elle demandait à être armée; il l'est encore par le greffier Pierre Millet (ibid., 169), par sa femme Colette (ibid., 173), par l'avocat maître Aignan Violle, par les Cousinot, tous renfermés dans la ville (III, 78). Impossible de trouver témoins mieux informés; ce qui n'empêche pas que le fait ne soit ou rejeté, ou passé sous silence dans nombre d'histoires.

Après la victoire de Saint-Loup, le mercredi, elle dit à son aumônier, qui l'a juridiquement attesté, que le lundi il ne resterait pas un seul Anglais devant Orléans (IV, 226). Le lundi il n'y avait d'Anglais à Orléans que les prisonniers.

Jean Chartier rapporte qu'elle sut ce qui avait été arrêté au conseil des capitaines royaux qui avaient délibéré sans elle, et voulaient lui dissimuler une partie de leur plan (III, 151).

Le plus grossier de ses insulteurs parmi les capitaines anglais était Glacéidas. Il avait, à la suite d'une sommation faite par Jeanne, lâché le frein à sa langue ordurière. C'est le haineux chroniqueur connu sous le nom de bourgeois de Paris, qui consigne dans son journal, qu'elle lui répondit que les Anglais partiraient dans peu, mais qu'il ne le verrait pas (III, 517); d'après la chronique de l'établissement de la fête du 8 mai, elle ajouta qu'il mourrait sans saigner (III, 304, 306). Par le fait, il se noya, le pont par lequel il voulait fuir du boulevard dans les Tourelles ayant croulé sous ses pieds.

Elle prédit que le samedi les Anglais seraient chassés des Tourelles, et qu'elle reviendrait par le pont. Cela semblait une double impossibilité, les Tourelles étant réputées imprenables, et le pont, dont trois arches avaient été rompues, ne semblant pas de sitôt praticable. L'événement justifia la double prédiction (IV, 168, 213; III, 81, 178).

Le combat contre les Tourelles, commencé au lever du soleil, durait encore presque jusqu'au coucher. Dunois — il le rapporte

lui-même dans sa déposition, — désespérant de la victoire, avait donné le signal de la retraite ; la Pucelle la fit arrêter, promettant que le fort serait emporté lorsque la queue de son étendard toucherait l'invincible bastille. Le fait arriva comme elle l'avait annoncé (IV, 182, 204 ; III, 81, 82, 125, 178).

La veille elle avait renouvelé à son confesseur Paquerel la prédiction de sa blessure. *Demain*, lui avait-elle dit, *le sang coulera de mon corps au-dessus de la mamelle* (IV, 229). Le trait, dépose Dunois, pénétra d'un demi-pied entre le cou et les épaules (IV, 281).

L'on ne croyait pas possible de conduire le Dauphin à Reims, à travers une étendue de pays, d'Orléans à la ville du sacre, occupée par l'ennemi. Elle n'a cessé de promettre qu'elle triompherait de cette impossibilité, et de combattre les délais toujours persistants opposés à l'entreprise (III, 180, 185, 191 ; IV, 183, etc.).

Au siège de Jargeau, elle vint dire au duc d'Alençon : *Retirez-vous de cette place*, et lui montrant une machine sur le rempart, *sans quoi cette machine vous enlèvera la tête*. Le duc s'écarta ; peu après, l'engin enlevait la tête du seigneur de Ludes qui s'était mis à cette même place. C'est le duc d'Alençon qui, au procès de réhabilitation, narrait le fait dont parlent plusieurs chroniqueurs (IV, 192).

A l'assaut de la même ville, une lourde pierre lancée du rempart précipita Jeanne, du haut de l'échelle où elle montait, dans le fossé. On la crut morte. Soudain, on la vit reparaitre, et on l'entendit crier : *Sus, sus, Dieu a condamné les Anglais ; dès ce moment ils sont nôtres*. A l'instant Jargeau fut pris, dit le même témoin (ibid.). Le fait est aussi rapporté par d'autres contemporains.

Après la prise de Beaugency, les capitaines se demandaient s'il fallait poursuivre l'armée anglaise. *Nous les aurons*, dit Jeanne, *fussent-ils pendus aux nues, et sans grande perte de notre part, le Dauphin remportera la plus belle victoire qu'il ait eue pièce* (jusqu'ici). L'armée anglaise fut comme anéantie ; les pertes des Français furent insignifiantes ; c'est la victoire de Patay (III, 88 ; IV, 185, 148 et *alibi*).

Troyes avait fermé ses portes devant l'armée royale ; l'on manquait de vivres, le conseil délibérait si on ne lèverait pas le siège pour rétrograder ou passer outre. Jeanne entra soudaine-

ment au conseil, où elle n'avait pas été appelée. Elle promit la reddition de la place dans deux jours, si l'on se remettait à elle de la conduite du siège. Cela lui est accordé. Dès les premiers préparatifs commandés par elle, les députés de la ville venaient traiter de la soumission. Le fait est raconté par Dunois lui-même (IV, 185), par Simon Charles (IV, 148), présents à l'événement ; plus longuement par les Cousinot, qui vraisemblablement étaient aussi présents (III, 98).

L'on redoutait la résistance des Rémois, Anglais au possible, dit le chanoine Cocault dans son histoire manuscrite. La Pucelle assurait que non seulement ils ne résisteraient pas, mais qu'ils enverraient des députés au-devant du roi (IV, 169). Par le fait ils apportèrent les clés de la ville à Sept-Saulx, campagne de l'archevêque.

D'Aulon, dans sa déposition, raconte pittoresquement comment, devant Saint-Pierre-le-Mouthier, les assiégeants s'étaient retirés et avaient laissé Jeanne presque seule ; elle ordonna de courir aux fascines pour combler les fossés, assurant qu'on allait s'emparer de la ville. Ce qui arriva (IV, 169).

C'était un magistrat sérieux qu'Alain Bouchard, auteur des *Grandes Annales de Bretagne*. Il dit avoir entendu en juillet 1498, à Compiègne, deux vieillards âgés l'un de quatre-vingt-dix-huit ans, l'autre de quatre-vingt-six, qui lui firent le récit suivant : Jeanne avait communiqué à Saint-Jacques le matin de son entrée (23 mai 1430). Elle s'était retirée derrière un pilier. Plusieurs personnes, parmi lesquelles de très nombreux enfants, la considéraient. Elle se tourna vers eux et leur dit : *Mes enfants et chers amis, je vous signifie que l'on m'a vendue et trahie, et que bientôt je serai livrée à la mort. Ainsi je vous supplie que vous priiez Dieu pour moi ; car je n'aurai plus de puissance pour faire service au roi et au royaume de France* (IV, 290). Les deux vieillards avaient, en 1430, l'un trente ans, l'autre dix-huit. Ils étaient parfaitement en état de comprendre ; et de telles paroles étaient de nature à être retenues, alors surtout qu'elles furent vérifiées dans la soirée de ce même jour. Supposer que Bouchard, ou les deux vieillards ont menti, c'est leur faire une injure gratuite : *nemo reputatur malus nisi probetur*.

IV.

Les prophéties faites au cours du procès, remarquables par leur importance, le sont encore plus par leur authenticité. L'on en chercherait vainement, en dehors de celles dont le Saint-Esprit s'est fait le garant, qui soient à ce point indéniables. Elles sont faites devant une nombreuse assemblée d'hommes de doctrine, écrites au moment où elles sortent de la bouche de l'inspirée, recueillies par des officiers judiciaires, les greffiers du tribunal, à la solde des ennemis de la prophétesse. Cauchon en les laissant relater devait sans doute se promettre que les événements leur donneraient un démenti. Les événements les ont confirmées de point en point.

C'est principalement dans la séance du 1^{er} mars qu'elle fut saisie par l'esprit de prophétie, séance où cinquante-huit assesseurs entouraient l'évêque de Beauvais. Par les questions posées, Jeanne avait été amenée à professer que, s'il y avait plusieurs Papes, ce qu'elle ignorait, pour elle le vrai Pape était celui de Rome. Lecture lui avait été faite de sa fameuse lettre aux Anglais ; à trois mots près, elle en avait reconnu l'authenticité. On y lisait qu'elle venait pour *bouter les Anglais hors de toute France*. Le mauvais vouloir de ceux qui gouvernaient le roi, la trahison, l'avaient empêchée d'accomplir intégralement sa mission. Les Anglais restaient encore bien puissants en France, puisqu'ils possédaient Paris, Rouen, la Normandie. Ils étaient maîtres depuis trois siècles de Bordeaux et des meilleures parties de la Guyenne. Quatre ans après, au congrès d'Arras, Charles VII proposait d'acheter la paix par des concessions si énormes, qu'on est heureux que les Anglais aient préféré rompre les négociations que les accepter. Ce que la Libératrice n'a pas accompli, elle le prophétise. A la suite de la lecture de sa lettre, elle ajoute d'elle-même :

« Avant sept ans les Anglais perdront un gage plus grand que celui qu'ils ont fait devant Orléans. Ils perdront tout en France. Ils éprouveront une perte telle qu'ils n'en auront jamais ressenti de pareille en France. Ce sera par une grande victoire que Dieu enverra aux Français. — Comment le savez-vous? — Je le sais par la révélation qui m'en a été faite : cela

arrivera (en partie) avant sept ans. Je serais bien fâchée que cela fût si longtemps différé. Je le sais par révélation d'une manière aussi certaine que je sais que vous êtes devant moi (V, 224).

Nous avons ici trois prophéties. Le gage plus grand que celui d'Orléans que devaient perdre les Anglais, c'était Paris. Paris redevint français le 14 avril 1436, cinq ans quarante-trois jours après la prédiction. *Ils perdront tout en France.* C'est l'expulsion totale. Elle ne sera l'effet ni d'une alliance matrimoniale, ni d'un traité quelconque, mais celui d'une grande victoire des Français, et d'une défaite des Anglais, telle qu'ils n'en auront jamais subi de pareille en France. Le désastre sera, par conséquent, plus grand que celui de Patay. C'est la prédiction de la défaite de Castillon, le 17 juillet 1453. L'armée anglaise, dit M. de Beaucourt (*Hist. de Charles VII*, V, 266), y fut anéantie. Talbot avait été fait prisonnier à Patay, il fut tué à Castillon avec son fils. Ces prophéties étaient absolues, sans condition ; non seulement l'inspirée n'en met pas, elle est aussi certaine de leur réalisation que de la présence de ceux auxquels elle s'adresse.

Elles devaient faire sur l'assemblée l'effet d'autant de coups de foudre, et y produire un de ces tumultes, un de ces feux croisés de questions, que les témoins attestèrent au procès de réhabilitation. Le procès-verbal s'en ressent. Il y a des omissions ; pas assez pour qu'on n'y voie pas une quatrième prophétie, la reddition de Rouen, à mon avis du moins. Voici le texte :

« Quand cela arrivera-t-il ? — *Je ne sais ni le jour ni l'heure.* — En quelle année ? — *Vous ne le saurez pas encore. Je voudrais bien cependant que cela fût avant la fête de saint Jean.* — Est-ce que vous avez dit que cela arriverait avant la fête de saint Martin d'hiver ? — *J'ai dit qu'avant la Saint-Martin d'hiver, l'on verrait plusieurs choses ; il pourra arriver que ce seront les Anglais qui mordront la poussière.* — Qu'avez-vous dit à Jean Griz, votre gardien, à propos de cette fête de saint Martin d'hiver ? — *Je vous l'ai déjà dit.* — Par qui le savez-vous ? — *Je le sais par les saintes Catherine et Marguerite (V, 224).* »

Elle avait donc dit à son géolier quelque chose se rapportant à la Saint-Martin d'hiver, qu'elle ne répète pas, si ce n'est d'une manière fort vague, ou que le greffier a omis, comme bien

d'autres réponses. — Par le fait, à la Saint-Martin d'hiver, c'est-à-dire le 11 novembre 1449, il se passa un événement de haute importance pour le recouvrement de la France et l'expulsion de l'envahisseur. Le 10 novembre 1449, Charles VII faisait son entrée triomphale à Rouen ; c'était la veille de la Saint-Martin d'hiver ¹. Toute la grande province de Normandie redevenait française dans quelques mois. La Guyenne était conquise dans l'année qui suivit. On regarda comme miraculeuses de si rapides conquêtes. On n'est pas loin de le croire lorsque l'on se reporte à l'époque.

L'expulsion définitive des Anglais qui, Bordeaux les ayant rappelés, n'eut lieu qu'en 1453, plus de vingt ans après la prophétie, aurait pu être effectuée sous un autre roi que Charles VII. C'est à plusieurs reprises que Jeanne dit hautement que ce sera sous Charles VII.

Dans cette même séance du 1^{er} mars, s'engagea le dialogue suivant. — Quelles promesses vous ont faites vos voix ? — *Elles ne m'ont rien promis qu'avec la permission de Dieu.* — Quelles promesses vous ont-elles faites ? — *Ce n'est pas de votre procès ; entre autres choses, elles m'ont promis que mon roi serait rétabli dans son royaume, que ses ennemis le veulent ou non* (V, 227) ; et un peu plus loin dans la même séance : — Vos voix vous ont-elles défendu de dire la vérité ? — *Voulez-vous que je vous dise ce qui regarde mon roi ? Bien des choses ne touchent pas le procès. Ce que je sais bien, c'est que mon roi recouvrera le royaume de France. Je le sais aussi certainement que je sais que vous êtes devant moi. Je serais morte sans la révélation qui me conforte chaque jour* (V, 228).

Elle répétait la même affirmation dans la séance du 13 mars. Pressée sur le signe donné au roi, elle répondait par une belle allégorie : un ange lui avait apporté une couronne : *cet ange disait au roi, répond-elle, qu'il aurait tout le royaume entière-*

¹ La Saint-Martin d'hiver, 11 novembre, fête du bienheureux trépas du grand thaumaturge, est opposée à la Saint-Martin-le-Bouillant, 4 juillet, fête de la translation de ses reliques. Rouen capitula le 29 octobre ; Talbot fut donné en otage, en garantie des conditions de la capitulation. Il fut remis à la garde du fidèle d'Aulon, qui s'était laissé prendre à Compiègne avec celle dont il dirigeait la maison. A l'entrée de Charles VII à Paris, après dix-huit ans d'éloignement, en novembre 1437, d'Aulon tenait la bride du cheval du roi triomphant. La Pucelle ne pouvait pas être mieux représentée.

ment, à l'aide de Dieu, moyennant mon labeur, qu'il me mît en besogne et qu'il me donnât des hommes d'armes (V, 255).

Le promoteur incrimina cette promesse dans l'article XVIII de son réquisitoire. Jeanne répondit : « *Je confesse que de par Dieu je portai des nouvelles à mon roi, que Dieu le ferait couronner à Reims et mettrait hors ses ennemis.... Je parlais de tout le royaume* (V, 319).

Le 13 mars encore, à la question : Dieu hait-il les Anglais ? elle répondait : « *De l'amour ou de la haine que Dieu a pour les Anglais, de ce qu'il fait de leurs âmes après la mort, je ne sais rien; mais je sais bien qu'ils seront chassés de toute France, excepté ceux qui y mourront, et que Dieu donnera victoire aux Français et contre les Anglais* (V, 284).

Le promoteur ayant allégué contre l'accusée la fière lettre aux Anglais s'attira cette réponse : *Si les Anglais eussent cru ma lettre, ils n'eussent fait que sages, et avant qu'il soit sept ans, ils s'apercevront bien de ce que je leur écrivais* (V, 322). Elle avait dit dans une réponse précédente : *Quant aux Anglais, la paix qu'il leur faut, c'est qu'ils s'en aillent en leur pays, en Angleterre* (V, 329).

Elle prédisait la paix d'Arras, dans la séance du 17 mars, par les paroles suivantes : *Vous verrez que bientôt la France gagnera une grande besogne que Dieu enverra aux Français, et tant que tout le royaume en branlera. Je le dis afin que lorsque cela sera arrivé, on ait mémoire que je l'ai dit* (V, 276).

L'expression *gagner une grande besogne* n'indique pas une victoire par les armes, mais bien les heureuses conclusions d'une affaire compliquée. Telle fut bien la paix d'Arras, par laquelle le puissant duc de Bourgogne, détaché du parti anglais, revint à la maison de France, à laquelle il appartenait de très près par sa naissance. Les princesses des deux partis, les légats du Pape avaient fait de grands efforts pour amener cette réconciliation, sans y réussir. Le duc alléguait qu'aux termes du traité de Troyes, il ne pouvait traiter de paix avec le Dauphin viennois — c'est ainsi qu'on nommait Charles VII dans le parti bourguignon — que de concert avec le roi d'Angleterre. Les ambassadeurs anglais ayant quitté Arras, le légat du Pape, Nicolas Albergati, un saint honoré dans l'Église comme bienheureux, fit d'incroyables efforts pour lever les scrupules, vrais ou simu-

lés, du duc de Bourgogne. Il employa raisonnements, prières, menaces, et, dit-on, eut recours jusqu'à de réels miracles. Le duc finit par céder. La réconciliation s'opéra avec une solennité sans pareille le 21 septembre 1435. Les conditions, d'ailleurs fort dures, étaient un bien, puisqu'elles faisaient perdre à l'envahisseur son principal appui.

L'expression : *Tout le royaume en branlera*, est on ne peut plus juste. Ceux qui ne suivirent pas immédiatement le duc dans son retour au devoir ne conservèrent à l'Anglais qu'une fidélité chancelante et douteuse, prêts à l'abandonner dès que l'occasion s'en offrirait, ou qu'ils y trouveraient leur intérêt.

L'inspirée sent si bien l'importance de sa révélation, que, pour la graver dans le souvenir, elle emploie littéralement les paroles par lesquelles Notre-Seigneur recommandait à ses apôtres de se souvenir d'une de ses prophéties (*Joan.*, xvi, 4).

L'inspirée dit que les Français gagneront *bientôt* cette grande besogne. Il n'y a pas de temps dans l'éternité où les prophètes lisent l'avenir; par le fait, la paix d'Arras fut la première des quatre grandes étapes par lesquelles la France fut rendue à elle-même. Elles sont toutes prédites ici: paix d'Arras, 21 septembre 1435; recouvrement de Paris, 14 avril 1436; reddition de Rouen, 10 novembre 1449; victoire de Castillon, 17 juillet 1453; tout cela sous Charles VII. Après la conquête de la Guyenne, les Anglais ne conservèrent que Calais, recouvré seulement en 1552. Mais c'est bien le cas d'appliquer le proverbe : *Parum pro nihilo reputatur*.

La Vénérable a prédit l'époque de son supplice, le caractère de martyre qu'il devait avoir, l'effet qu'il devait produire sur ses ennemis.

Le 1^{er} mars, elle répondait à la question : Quelles promesses vous ont faites vos voix ? — *Elles m'ont promis de me conduire en Paradis ; ce que je leur avais demandé*. — N'avez-vous pas une autre promesse ? — *J'ai une autre promesse ; je ne vous la dirai pas ; cela ne regarde pas le procès*. Avant trois mois je vous dirai une autre promesse (V, 227). Dans trois mois moins un jour, le 30 mai, c'était le bûcher du Vieux-Marché. Quelle était la promesse qui ajoutait à celle du Paradis ? N'était-ce pas d'y entrer par la voie du martyre ?

Le martyre lui fut promis par les voix. Cela résulte claire-

ment de ce qu'elle disait à la séance du 14 mars. Il faut citer le passage tout entier :

« Sainte Catherine m'a dit que j'aurais secours. Je ne sais si ce sera à être délivrée de prison, ou quand je serai en jugement, s'il arrivera quelque trouble par le moyen duquel je pourrai être délivrée; je pense que ce sera l'un ou l'autre. Le plus souvent mes voix me disent que je serai délivrée par grande victoire, et ensuite elles me disent : « Prends tout en gré, ne te chaille pas de ton martyre, tu l'en viendras enfin en royaume de Paradis. » Et cela les voix me le disent simplement et absolument, c'est à savoir sans faillir, et j'appelle ce (l'état présent) martyre pour la peine et adversité que je souffre en la prison, et je ne sais si plus grand en souffrirai; mais je m'en attends à Notre-Seigneur » (V, 262).

Nous avons ici un exemple de ce qu'enseignent les théologiens, que le prophète peut donner à la prophétie une interprétation qui n'est pas la vraie; mais en ce cas, il distingue son interprétation personnelle de la prophétie elle-même, ou il la corrige.

La Vénérable, persuadée que sa mission n'était pas finie, ayant conscience de son innocence, donne au mot *délivrance* un sens qui ne s'accorde pas avec ce que disent les voix. Puisque leurs paroles doivent être prises dans un sens absolu, simplement, le *martyre* doit être pris dans son sens strict; il emporte la mort; ce qui est encore exprimé par ce qui suit: *Tu l'en viendras enfin en royaume de Paradis*; ce Paradis objet de sa part de vœux si ardents, que lorsque les anges la quittaient elle pleurait parce qu'elle aurait voulu qu'ils l'eussent emportée avec eux. Une délivrance par un coup de main, ou un tumulte survenu au moment de la condamnation, n'aurait pas été *la délivrance par grande victoire* pour laquelle un secours particulier de Notre-Seigneur lui était promis. Le martyre proprement dit est une grande victoire; celui de la Vénérable a été si admirable, que des voix fort autorisées ont pu y voir une ressemblance unique avec celui du Roi des martyrs. Quelle plus grande victoire que celle de retourner les cœurs de ses ennemis venus altérés de sa mort, et donnant des larmes à leur victime? Cauchon lui-même ne put s'empêcher de pleurer. Louis de Luxembourg, évêque de Théroutanne, chancelier de la France anglaise, avouait avoir moins pleuré à la mort de son père. Quelle plus

grande victoire que celle de faire proclamer une sainte celle qu'ils venaient de brûler comme une magicienne ?

La Vénérable semble avoir prédit cet effet, lorsque, à propos du signe donné au roi, sans transition, à la manière des prophètes, elle passe au signe qu'elle devait donner par sa délivrance de leurs mains : *Toutefois, le signe qu'il vous faut, c'est que Dieu me délivre de vos mains, c'est le plus certain qu'il puisse vous envoyer* (V, 247). Ce que n'avaient produit ni la délivrance d'Orléans, ni la victoire de Patay, ni le sacre de Reims, ni les autres merveilles de l'incomparable carrière, la mort sur le bûcher l'arracha malgré eux aux témoins du supplice qui, comme Tressait, secrétaire du roi d'Angleterre, s'écriaient, en s'éloignant de ce calvaire : *Nous avons brûlé une sainte.*

Ses voix, sans lui dire expressément qu'elle serait brûlée, le lui insinuaient, ainsi qu'on peut le conclure de ce qu'elle disait le 9 mai. On avait étalé sous ses yeux les instruments de torture, en menaçant de les lui appliquer, sans pouvoir ébranler sa constance. C'est alors qu'elle dit : *J'ai demandé à mes voix si je serais brûlée; elles m'ont répondu de m'en attendre à Notre-Seigneur et qu'il m'aiderait* (V, 290). Ne pas écarter cette horrible perspective, c'était laisser entendre qu'elle lui était réservée.

Dans le cours de son procès, la Vénérable a dit souvent n'avoir demandé pour elle-même que le salut de son âme, et qu'elle en avait reçu la promesse. Le 14 mars, à la suite de la promesse de la délivrance par grande victoire, les interrogateurs lui posèrent la question : Depuis que vos voix vous ont promis que vous iriez en paradis, vous tenez-vous pour assurée d'être sauvée, de ne pas être damnée ? — *Je crois fermement ce que mes voix m'ont dit, que je serai sauvée, aussi fermement que si j'étais en paradis.* — Pareille réponse est d'un grand poids. — *Je l'estime un grand trésor....* La séance du matin se termina sur cette réponse. Elle pouvait donner lieu à des questions de tout point épineuses. Aussi, à la séance du soir, l'accusée se hâta d'ajouter d'elle-même, probablement sur l'avis de ses célestes conseillères : *Quant à la certitude de mon salut, dont j'ai parlé ce matin, il faut ajouter : à condition que je tiendrai le serment et promesse que j'ai faits de garder ma virginité de corps et d'âme* (V, 263).

Les témoins du supplice, même les plus hostiles, tels que le secrétaire du roi anglais, le bourreau lui-même qui désespérait

de son salut pour avoir brûlé une sainte, attestaient que la Vénérable ne s'était pas trompée en se disant certaine d'aller en paradis. *Que je voudrais être là où est son âme !* s'écriait, au milieu d'une grande abondance de larmes, le chanoine Alespée, un des assesseurs de Cauchon (V, 74). *Je voudrais que mon âme fût où je crois que son âme se trouve*, disait à la réhabilitation Martin Ladvenu, qui l'avait confessée et assistée durant le supplice (V, 141). La Vénérable disait elle-même, le matin de ce jour, espérer que le soir son âme serait en paradis (V, 74). L'école catholique a toujours regardé la Libératrice comme une sainte. L'Église, tout nous le fait espérer, confirmera ce sens de ses enfants en l'élevant sur les autels. Il n'est pas de notre sujet de dire pourquoi pareil honneur ne lui a pas été plus tôt décerné. Jeanne avait raison de croire fermement à la parole de ses voix qui lui promettaient le paradis.

Dans la terrible séance du 2 mai, les tortionnaires, pour ébranler sa constance, la menacèrent du feu éternel pour son âme, du feu temporel pour son corps ; elle répondit : *Vous ne ferez pas ce que vous dites, sans qu'il vous en prenne mal pour le corps et pour l'âme* (V, 287).

Sans entrer dans les considérations étrangères à cette Revue sur ce qui fait le vrai bonheur de la vie, pour éviter les longs développements que demanderait l'histoire des nombreux coupables, rappelons seulement quelques faits.

Cauchon mourut entre les mains de son barbier, le 18 décembre 1442. L'apparition de la Pucelle marqua la fin de ses prospérités. Après la délivrance d'Orléans, il avait parcouru la Champagne pour faire renouveler le serment de fidélité à l'Anglais. Le serment prêté avec empressement n'empêcha pas que les villes ne s'ouvrirent comme d'elles-mêmes devant les sommations de l'envoyée du ciel. Par suite de la marche triomphante de la Libératrice, Cauchon était ignominieusement chassé de sa ville épiscopale de Beauvais. Le conseil royal, dont il faisait partie, avait résolu de le faire élever au siège archiepiscopal de Rouen, alors vacant ; ce dessein fut traversé ; et Cauchon, en dédommagement de l'évêché-pairie de Beauvais, dut se contenter de celui de Lisieux. Il ne se hâta pas de payer les annates exigées pour cette translation. Aussi, envoyé à Bâle en 1434 comme ambassadeur du roi d'Angleterre, il y fut excommunié

jusqu'à ce qu'il eût satisfait. L'année suivante, au congrès d'Arras, il rompit les négociations dans l'espérance d'être suivi par le duc de Bourgogne. Il n'en fut rien ; et le voilà brouillé avec le duc de Bourgogne dont il avait été longtemps le favori, séparé de la maison de Bourgogne à laquelle il devait toute sa fortune. Quelques mois après, il était à Paris, se donnant les plus grands mouvements pour retenir les Parisiens dans la fidélité à l'Anglais. Efforts impuissants. A l'entrée de Dunois et de Richemont, il en était chassé encore plus ignominieusement que de Beauvais. Les négociations politiques continuèrent à l'absorber, plus que le gouvernement de son diocèse. En 1440, il traitait à Calais de la délivrance du duc d'Orléans, prisonnier à Londres depuis Azincourt, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans. Il échoua. L'honneur de la réussite passait à d'autres, peu de temps après.

A la réhabilitation, ses petits-neveux se présentèrent. Ce ne fut pas pour défendre la mémoire du grand-oncle ; ils convenaient que le procès avait été œuvre d'iniquité et de haine (I, 622) ; ce fut pour se prévaloir de l'amnistie accordée par Charles VII à la suite du retour de la Normandie, et, à ce titre, pour ne pas être inquiétés dans la possession de l'héritage de celui dont ils renonçaient à défendre l'honneur.

Bien souvent, dans le cours du procès, la Vénérable l'avait averti de la grande responsabilité qu'il assumait ; et le matin du supplice, en le voyant entrer dans sa prison, elle lui avait lancé cette apostrophe : *Évêque, je meurs par vous. J'en appelle de vous devant Dieu*. Puissent les legs pieux de son testament avoir adouci devant Dieu ce que pareille citation a de terrifiant !

Cauchon avait deux hommes à tout faire, le promoteur Jean d'Estivet et le chanoine Loyseleur. Le premier fut trouvé mort dans les ordures d'un colombier, aux portes de Rouen ; le second, Loyseleur, fut frappé de mort soudaine, à Bâle, sous le poids de l'excommunication, encourue pour avoir continué à faire partie de la néfaste et schismatique assemblée, dissoute par Eugène IV.

Une mort soudaine n'est pas un châtiment, lorsqu'elle n'est pas imprévue : ce fut celle de plusieurs saints ; mais elle l'est au plus haut degré quand elle frappe, sans laisser le temps du repentir, des consciences coupables. Dieu seul connaît les consciences des personnages dont la fin vient d'être rappelée.

Nicolas Midi fut un des personnages les plus odieux du drame de Rouen, après les trois qui viennent d'être rappelés. Avant le supplice, il lança les dernières insultes à la victime, dans le discours au peuple qu'il fut chargé de prononcer. Il était, quelque temps après, frappé de la lèpre.

Ne disons rien ni du vendeur de la Pucelle, Jean de Luxembourg, ni du duc de Bedford, morts l'un et l'autre dans la force de l'âge, dans des situations politiques pleines d'anxiété. Contentons-nous de rappeler que la guerre des Deux Roses, de 1454 à 1485, fit de l'Angleterre un immense champ de carnage, que la nation ne trouva de repos que sous la main de fer des Tudors, dont le second, Henri VIII, devait l'entraîner dans le schisme.

Le roi enfant, auquel la Libératrice avait été sacrifiée, mourut à la Tour de Londres en 1470, probablement assassiné, victime expiatoire, car il était personnellement bon.

L'Université de Paris, la grande instigatrice du procès, perdait, en 1446, le premier de ses privilèges, garant de tous les autres, celui, en qualité de fille aînée du roi, de n'être jugée que par le roi. Fatigué de ses exigences vraiment intolérables, Charles VII, malgré ses cris de douleur, la soumit, comme ses autres sujets, à la justice du Parlement, dont jusqu'alors elle avait été au moins l'égale.

Au lecteur de juger si c'en est assez pour justifier les paroles de l'incriminée de Rouen, et y voir une prophétie.

V.

Les ennemis de la Pucelle ne doutèrent pas qu'elle n'eût des vues dépassant la portée naturelle de l'intelligence humaine, puisqu'ils la condamnèrent comme devineresse. Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de rapporter les raisons par lesquelles, à la réhabilitation, les célèbres et nombreux docteurs consultés établirent que ses prophéties ne pouvaient venir que de Celui pour lequel il n'y a ni passé ni avenir, mais un lumineux présent. C'est le fait que nous avons voulu établir ; il est indéniable ; l'esprit de prophétie est un des caractères les plus saillants de la Libératrice, une des causes du concours qui lui fut prêté. Le dissimuler, passer sous silence les preuves si authentiques qui l'établissent, est un procédé antihistorique au

premier chef. C'est celui d'une foule d'histoires écrites de nos jours. Dans la volumineuse *Histoire générale* de MM. Lavisse et Rambaud, dans l'*Histoire de France*, en voie de publication sous le patronage de M. Lavisse, pas trace des prophéties de l'héroïne, pas plus que dans l'*Histoire* de M. Duruy, qui fut ou qui est peut-être encore classique dans l'Université; il en est à peu près de même dans les pages nombreuses, mais vides, que Vallet de Viriville a consacrées à la Pucelle dans son *Histoire de Charles VII*. Pourquoi l'omission de faits si nombreux, si extraordinaires, juridiquement constatés? La prophétie résulte de deux faits qui, chacun pris à part, sont de l'ordre naturel. Plusieurs semaines avant d'entrer à Orléans, Jeanne dit : Non seulement je délivrerai Orléans, mais je serai grièvement blessée à l'assaut de la grande bastille du pont. L'annonce de l'événement est un fait de l'ordre naturel; le futur n'est pas plus difficile à comprendre et à constater que le passé. La blessure et la délivrance sont aussi des faits dont la constatation est de l'ordre naturel. La prophétie résulte de la connexion de l'annonce faite avant un événement impossible à prévoir, et de son accomplissement, qui, dans le cas présent, est rapporté par toutes les histoires. Des historiens racontent la blessure; ils omettent l'annonce faite plusieurs semaines auparavant. L'omission est de tout point arbitraire; l'arbitraire doit être banni de l'histoire; l'arbitraire ne peut rien contre les faits; les faits n'en restent pas moins des faits pour être dissimulés, ou arbitrairement niés. Par la dissimulation ou la négation arbitraire, le naturalisme se condamne lui-même. Quel est le tribunal digne de ce nom qui ne condamne pas la partie convaincue de dissimuler des documents décisifs, ou d'en nier la valeur manifestement probante?

Quicherat n'a pas traité les prophéties de la Pucelle avec le dédain transcendant de ceux qui ne daignent pas même les mentionner, ou ne les mentionnent qu'en les altérant. L'éditeur du double procès connaissait trop bien l'histoire de l'héroïne pour ignorer la place qu'elles y occupent; et il avait trop d'honnêteté pour n'en rien dire dans ses *Aperçus nouveaux sur Jeanne d'Arc*, l'écrit où il essaie d'expliquer naturellement les faits; tentative de tout point malheureuse, tout particulièrement dans l'explication des prophéties.

Le célèbre paléographe le sent si bien qu'il commence par dire

qu'il laissera à d'autres le soin de chercher une explication que personne ne contredise, comme si une explication vraie perdait de sa valeur, pour être contredite par des raisons qui n'en sont pas, sans fondement, contradictoires. Il faut plaindre l'éditeur du double procès de s'être aventuré, malgré sa parole, à en donner de telles. Il écrit en effet :

« En observant la nature de ses prédictions, la raison pourra n'y voir que les événements annoncés par un génie qui, sans se l'avouer, porte en soi la force de les produire..., des pronostics de politique ou de stratégie, comme en ont fait dans tous les temps des hommes d'État supérieurs et de grands capitaines. »

Est-ce que l'érudit professeur pourrait citer un homme d'État, un capitaine, pour supérieurs qu'ils soient, qui aient fait des prédictions rappelant, même de loin, par leur précision, leur nombre, leur clarté, les prédictions de la Pucelle? Qu'une *paysanne* de dix-sept ans, ne sachant ni A ni B, se montre soudainement, sans formation, sans essai préalable, homme d'État et capitaine supérieur, quelle merveille sans pareille! Comment la voyante portait-elle en elle-même la force d'accomplir des faits réalisés après sa mort, tels que la paix d'Arras, la reddition de Paris, de Rouen, l'expulsion totale des Anglais, qu'elle a cependant prédites?

Quicherat continue : « Si elles (les prédictions) se présentent dans l'histoire avec un caractère d'infailibilité qui passe la nature humaine, c'est qu'on n'a enregistré que celles qui se sont accomplies ; mais comme j'ai démontré précédemment que Jeanne a prédit maintes choses qui ne se sont point réalisées, il s'ensuit que le merveilleux de son instinct prophétique se trouve corrigé par la diversité de ses effets. »

Malgré son rationalisme, Quicherat avoue que la Vénérable a fait des prédictions d'un caractère d'infailibilité qui passe la nature humaine. C'est un aveu à retenir; et l'on ne voit pas comment l'acte de ne pas enregistrer celles qui ne se seraient pas accomplies enlève aux autres leur caractère surhumain. Si l'on n'a enregistré que celles qui se sont accomplies, comment l'éditeur du double procès sait-il que la voyante en a fait d'autres? Les greffiers du procès auront donc fait la sélection, et auraient omis les prophéties qui ne devaient pas s'accomplir ?

Ils auraient dû être prophètes, eux aussi, tout comme Quicherat, pour voir, quatre siècles en arrière, ce que les documents ne nous ont pas transmis !

Parmi les prédictions non réalisées, Quicherat cite la non reddition de Paris, où Jeanne avait promis d'introduire le roi. Elle s'en éloigna bien malgré elle. « Elle céda à la force, dit-il, dans une lutte où le public ni elle-même n'étaient pas d'avis que la force pût l'emporter. »

Non seulement la Pucelle avait promis de prendre Paris, mais d'expulser entièrement l'envahisseur, bien plus, de délivrer le duc d'Orléans, prisonnier à Londres. Elle avoue bien nettement cette dernière promesse dans la séance du 12 mars (V, 252). L'expulsion des Anglais de toute France est annoncée dans la lettre de sommation qu'elle leur adressa, jusque dans les réponses faites au promoteur. C'est dans de nombreux documents que nous lisons qu'elle avait promis de mettre le roi dans Paris.

Quicherat constate justement que c'est malgré elle qu'elle s'éloigna des murs de la capitale. *Elle céda à la force*. Mais Jeanne n'avait jamais promis d'exécuter *seule* les merveilles qu'elle promettait. Elle demandait un concours matériel et moral dont Gerson trace les grandes lignes (I, 24). Elle disait au roi qu'elle le conduirait à Reims, *s'il voulait, si volueris*; elle demandait des hommes d'armes : *ils batailleront*, disait-elle, *et Dieu donnera la victoire*. Gerson et Jacques Gelu, dans leurs traités composés après la délivrance d'Orléans, prévoyaient parfaitement que par ses infidélités le parti français avait le triste privilège, la *force*, d'arrêter les faveurs divines. Ils insistent pour qu'il n'en soit pas ainsi. Jacques Gelu veut que l'on suive la direction de Jeanne (I, 31), comme celle de l'ange envoyé par Dieu. Or, cette direction a trouvé, même dès le commencement, des résistances dans les capitaines royaux, humiliés d'être conduits à la victoire par une petite paysanne ; elle en a trouvé à la cour de la part du tout-puissant favori, La Trémoille, le roi de fait à cette époque ; Jeanne en a triomphé jusqu'à Reims. A partir du sacre, surtout des funestes trêves du 28 août, tout est dirigé à l'encontre de ses conseils. C'est de son parti qu'est venu l'échec contre Paris ; l'armée a été ramenée vers la Loire et dissoute malgré elle ; elle a été, durant des mois, condamnée à une oisiveté qui était sa grande douleur ; il est très vraisemblable

qu'elle a été trahie à Compiègne. Dans cet état de choses, ses prédictions ne pouvaient ni ne devaient se réaliser. Jeanne le savait si bien que, au rapport de Thomassin (III, 266), elle disait que si elle devait mourir avant que fût accompli ce pourquoi Dieu l'avait envoyée,... nonobstant sa mort, tout ce pourquoi elle était venue s'accomplirait. Ignorant les conseils d'en haut, durant tout son procès, elle parle comme disposée à poursuivre une mission qu'elle savait n'être pas accomplie entièrement.

Les prophéties de la Pucelle ne sont pas moins étonnantes que ses exploits guerriers. Elles doivent fixer l'attention de tous ceux qui veulent reproduire son histoire et sa figure dans toute leur intégrité.

J.-B. J. AYROLES.

LES

DERNIERS MINISTRES DE L'ALBIGÉISME

EN LANGUEDOC

LEURS DOCTRINES

Pierre Autier, chef du groupe de *Bonshommes*, dont nous voudrions faire connaître les membres et étudier les doctrines, disait un jour à un « croyant » de la secte : « Il y a, dans le monde, deux Églises : l'une qui fuit et pardonne, c'est l'Église cathare ; l'autre qui traque la première, l'atteint et l'écorche, c'est l'Église romaine ¹. » Cette boutade précise assez exactement, sauf quelque exagération dans les termes, la nature des rapports qui existaient, au commencement du xiv^e siècle, entre le catharisme français et l'Église de Rome. La secte néo-dualiste a pris la fuite après une lutte d'un siècle, et les troupes de l'adversaire la débusquent de ses suprêmes retranchements.

Les croisés de Simon de Montfort avaient ruiné sa puissance politique (1209-1229) ². Les grands seigneurs, ses défenseurs enthousiastes des premiers jours, l'abandonnèrent lorsqu'il fut avéré qu'elle ne pouvait plus servir leurs ambitions et que fut

¹ « Due ecclesie sunt ; et una fugit et parcit, et alia tenet et scoriat ; et illa que fugit et parcit, tenet rectam viam Apostolorum, que non mentitur, nec fallit ; et illa ecclesia que tenet et scoriat est ecclesia romana.... » Manuscrit Vatican latin 4030, fol. 247 B, 249 D.

² Sur la croisade albigeoise, voir *Chanson de la croisade*, éd. Meyer, 2 vol. (1875-1879) ; Guillaume de Puylaurens, *Chronique*, dans *Hist. de la France*, XIX, XX ; *Histoire de Languedoc* (éd. Privat), t. VI, VII, VIII. Bibliographie, dans M. A. Molinier, *Les sources de l'histoire de France*, t. III, p. 63-70. Dernier ouvrage publié sur la question, A. Luchaire, *Innocent III. La croisade des Albigeois*. Paris, 1905.

perdue la cause de l'émancipation du Midi. Livrée à ses propres forces, avec son influence religieuse ébranlée, elle se trouva en face d'un ennemi non moins redoutable que les armées de la croisade : l'Inquisition monastique, qui, pour la réduire, usa de moyens lents mais infaillibles.

Depuis l'année 1233, date de l'apparition de cet adversaire, elle avait tous les jours cédé du terrain et semé le chemin de sa retraite des cadavres de ses ministres et de ses fidèles.

A plusieurs reprises, elle avait osé un brusque retour sur ses vainqueurs et connu des jours de représailles et de vengeance ¹. Mais ces demi-succès n'enrayaient point la ruine. Deux ans après le massacre des inquisiteurs à Avignonet, Montségur, dernière citadelle de l'hérésie, tombait au pouvoir des troupes catholiques ; et deux cents hérétiques y périssaient dans les flammes ².

Alors les cathares perdirent tout espoir de conquérir leur liberté religieuse. La plupart des chefs, abandonnant leurs troupes, allèrent chercher en Lombardie et dans les républiques italiennes la sécurité qui leur manquait en France ³. Leur exil eut pour résultat la désorganisation de l'Église cathare. La hiérarchie s'y éteignit dans le dernier quart du xiii^e siècle ⁴. Il n'y eut plus désormais que des hérétiques *parfaits*, ou initiés, et de simples *croyants* : des membres sans tête.

Le *consolamentum*, sacrement d'initiation et de salut, ne fut administré que rarement. Il n'y eut plus de prédications, plus

¹ Arnaud Cathala, inquisiteur, est maltraité à Albi, en 1234 ; l'année suivante, les dominicains sont chassés de Narbonne et de Toulouse, par la populace irritée contre les inquisiteurs François Ferrier et Guillem Arnaud (voir un résumé de ces événements dans H.-Ch. Lea, *Histoire de l'Inquisition au moyen âge*, trad. française, t. II, p. 14-22). Sur le massacre d'Avignonet, voir Percin, *De inquisitoribus Avenioneti occisis*, dans *Monumenta conventus Tholosani ordinis Praed.*, II, p. 198-211 ; *Hist. de Lang.*, VI, p. 738-741 ; VIII, col. 1151-1159.

² Le 14 mars 1244. Guill. de Puylaurens, cap. 46. Doat, XXII, *passim*.

³ Doat, XXV ; *Liber Sententiarum Inquisitionis Tolosanae*, publié par Ph. de Limborch (Amsterdam, 1692), p. 12-14 ; cf. Lea, *Hist.*, II, p. 58.

⁴ Bernard Oliba, dernier évêque cathare de Toulouse, résidait à Sermione, en Italie (Doat, XXV, fol. 243 et suiv.). Le *Liber Sentent.*, p. 14, et le *Registre de Jacques Fournier* (Ms. Vatic. latin 4030), fol. 272 A, nous apprennent qu'au commencement du xiv^e siècle, vers 1308, les cathares du Midi de la France avaient à leur tête un *diacre majeur*, nommé Raymond Isarn, qui résolvait les difficultés, corrigeait les coupables et réconciliait les parfaits déçus de leur état.

de fraction du pain. C'était une religion en deuil. La masse des fidèles, recrutée parmi les humbles, se laissa aller au découragement. L'Inquisition les traquait, ils abjuraient ou partaient pour l'exil ¹. En 1273-1274, à la suite d'une perquisition rigoureuse, ils émigrèrent en foule ², et s'en allèrent à Asti, à Alexandrie, à Pavie, à Milan, à Côme et ailleurs, former, sous la direction de leurs anciens chefs, des communautés indépendantes. Enfin, chez les plus habiles, très rare exception, qui ne furent ni poursuivis ni forcés de s'expatrier, la vieille foi cathare demeura vivante par le souvenir, ou assoupie par le défaut de pratique.

Les inquisiteurs poursuivaient leur œuvre contre les survivants de cette armée en déroute, sans répit et par la force de l'habitude. La lutte étant devenue, pour eux, une nécessité, ils se mirent à molester, par excès de zèle, des populations qui criaient bien haut leur orthodoxie. Jean Galand et Nicolas d'Abbeville mécontentèrent gravement les habitants de Carcassonne ³. Bernard de Castanet se rendit odieux à Albi ⁴; plus tard, Foulques de Saint-Georges irrita les Toulousains ⁵. Ces hommes ardents voyaient des hérétiques partout. La conséquence fut qu'il y eut bientôt, dans le Midi, un puissant parti opposé à l'Inquisition : hérétiques clairsemés et catholiques exaspérés par des poursuites cruelles, qui ne perdirent pas une occasion de protester, et, quand leurs protestations ne suffirent plus, de recourir à l'émeute et à la violence.

Le pire était que les mécontents croyaient pouvoir compter sur l'assentiment royal, Philippe le Bel n'ayant pu s'empêcher de flétrir certains abus qui lui avaient été dénoncés, et de prendre des mesures peu favorables à l'Inquisition ⁶.

¹ Lea, II, p. 51-52.

² En 1272 ou 1273, un groupe de femmes de Caussou (Ariège) prend le chemin de la Lombardie (ms. 4030, fol. 191 C; cf. Doat, XXV, fo. 248 et suiv.; *Liber Sentent.*, p. 12, 13, 75, 76, 81; Lea, II, p. 57-58).

³ Voir notre étude : *Un inquisiteur jugé par ses victimes; Jean Galand et les Carcassonnais* (Paris, Picard, 1903). Nicolas d'Abbeville fut chassé à coups de pierres en 1295 (Bernard Gui, dans *Historiens de la France*, t. XXI, p. 743; *Hist. de Lang.*, IX, p. 157, 196-198).

⁴ Lea, II, p. 83, 90.

⁵ *Hist. de Lang.*, IX, p. 227-228; X, Pr., col. 379-382; Lea, II, p. 88-93.

⁶ Ordonnances du 13 avril et du 14 juin 1291 (*Hist. de Lang.*, X, Pr., col. 273, 274); du 3 janvier 1296 (*ibid.*, col. 274).

L'heure parut bonne aux chefs cathares exilés, pour rentrer en lice et tenter une restauration néo-dualiste. On les vit repasser les Alpes par petits groupes, vers les dernières années du ^{xiii}^e siècle. Ils eurent vite fait de reconnaître leurs vieilles troupes et d'enrôler de nouvelles recrues. La secte eut un regain de vie dans l'ombre et le mystère. Mais l'édifice catholique ne fut pas autrement ébranlé par ce travail souterrain.

Cette dernière période de l'albigéisme est peu connue. Elle ne fut marquée par aucun événement retentissant. Ce fut une assez longue agonie après un suprême effort, qui n'avait fait qu'affaiblir le vaincu en consacrant définitivement le triomphe du vainqueur.

Ce vainqueur fut l'Inquisition, grâce aux hommes énergiques qu'elle eut à sa tête : à Carcassonne, Geoffroi d'Ablis ¹ ; à Toulouse, Bernard Gui (1303) ². A eux seuls, ces deux moines parvinrent presque à dépeupler d'hérétiques tout le Languedoc. Ministres de la secte, croyants, suspects, défilèrent devant leurs tribunaux. Les villes, les villages, les plaines, les montagnes, furent fouillés minutieusement. Des milliers de personnes furent examinées et jugées. Il fallait, coûte que coûte, purger le pays de toute souillure cathare.

Afin d'atteindre le mal au foyer qui en conservait les derniers germes, l'évêque de Pamiers, Jacques Fournier ³, créa, en 1318, dans sa ville épiscopale, une succursale de l'Inquisition de Carcassonne. Pendant sept ans, ce prélat se consacra à réduire les adeptes de l'erreur, qui peuplaient encore les vallées profondes et les villages inaccessibles du pays de Foix.

Les actes du tribunal appaméen, qui remplissent le manuscrit 4030 du fonds latin du Vatican ⁴ ; le registre 4269 (latin) de

¹ Sur cet inquisiteur, voir Quétif et Échard, *Scriptores ordinis Praedicatorum*, t. I, col. 532, 533 ; Ch. Molinier, *L'Inquisition dans le Midi de la France*, (Paris, 1881), p. 124-128 ; Mgr Douais, *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc* (Paris, 1900), t. I, p. cxcviii-cciii.

² Sur ce personnage, voir les ouvrages cités dans la note précédente et surtout : Delisle, *Notice sur les manuscrits de B. Gui*, p. 170-188.

³ Il devint pape en 1334 sous le nom de Benoît XII. Voir Baluze, *Vitae paparum Avenionensium ; Gallia christiana*, t. XIII, 160 ; *Hist. de Lang.*, IX, p. 475-477 ; Eubel, *Hierarchia catholica medii aevi*, t. I, p. 15, 16, 94, 360 ; etc.

⁴ Ce registre a déjà été étudié par M. Ch. Molinier, *Études sur quelques manuscrits des bibliothèques d'Italie*, dans *Archives des missions*, série III, t. XIV (1888), p. 217-279 ; extraits, p. 305 et suiv. Voir aussi Douais, *Documents*, I, p. ciii-cviii ; J.-M. Vidal, *Le tribunal d'Inquisition de Pamiers* (Tou-

la Bibliothèque nationale, qui contient ceux de Geoffroi d'Abblis¹ ; et le *Liber Sententiarum Inquisitionis Tolosanae*, qui n'est autre que le livre des sentences de Bernard Gui, nous permettront de retracer la vie et les travaux des prédicants, auteurs de la tentative néo cathare, et de décrire leurs doctrines.

De l'an 1295 à l'an 1310, la secte ne cesse de progresser, sous la conduite de l'*ancien*, Pierre Autier. La capture de ce chef (1309), qui suit de près l'arrivée de Bernard Gui à l'Inquisition de Toulouse (1308), marque le commencement de la déroute. Les *parfaits* disparaissent, et les croyants abjurent en masse. Je m'attacherai à mettre en relief la figure d'Autier, qui fut l'âme de l'entreprise, et celles de ses principaux collaborateurs.

Il m'a paru qu'il serait intéressant de consacrer, ensuite, un chapitre à un groupe de *faidits*, réfugiés en Espagne, et y vivant pendant quelques années dans la misère et les trances, sous la conduite du dernier des *bonshommes*. Cette petite communauté personnifiera véritablement l'Église fugitive et désolée dont nous parlions en commençant.

I.

L'HÉRÉTIQUE PIERRE AUTIER

Pierre Autier était originaire de la ville d'Ax², vieille station thermale et centre d'importantes transactions commerciales entre l'Espagne, le Val d'Andorre et le pays de Foix. Sa situation au fin fond du Savarthès³, presque où commence la vallée de l'Ariège, au milieu de hautes montagnes, explique que cette localité et la contrée dont elle était le chef-lieu aient résisté

louse, Privat, 1906), p. 2-58; Id., *Émeute des Pastoureaux en 1320*, p. 38-58; *Une secte de spirites à Pamiers, en 1320*, p. 29-65; *La poursuite des lépreux en 1321*, p. 42-59 (Extraits des *Annales de Saint-Louis des Français*, 1899, 1900, 1904, 1905).

¹ Registre étudié aussi par M. Ch. Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, II^e partie, ch. III, p. 107-161. Cf. Douais, *op. cit.*, p. cxcviii-cciii.

² Ax (Ariège), chef-lieu de cant., arrond. de Foix. Sur l'importance de cette ville au moyen âge, voir Marcaillou d'Aymeric, *Monographie de la ville d'Ax* (Toulouse, 1886); en particulier, p. 316 et suiv., les *Coutumes*, en langue romane.

³ Le *Savarthès* est la partie haute du comté de Foix, comprenant les cantons actuels d'Ax, Les Cabannes, Vicdessos, Tarascon et une partie de celui de Foix.

aux efforts de la croisade albigeoise et, pendant longtemps aussi, à ceux de l'Inquisition. Les montagnes sont une puissante défense contre les armées, et les étroites vallées qui les séparent, des refuges sûrs pour les hommes et les idées. A la fin du ^{xiii}^e siècle, l'erreur, pourchassée et réduite dans la plaine, se maintenait opiniâtrément dans la montagne. Les bergers et les laboureurs du comté de Foix entretenaient chez eux un foyer d'hérésie capable d'incendier de nouveau le Languedoc.

Le catharisme était de tradition chez les Autier. Dès 1230, leur maison est ouverte aux ministres de l'erreur ¹, et un membre de la famille, Pierre Autier, peut-être le père de notre hérétique, est lui-même « parfait ². »

On connaît les noms de trois frères ou sœurs du futur chef cathare : Guillem qui, comme lui, embrassa l'état des *parfaits* ; Raymond, croyant sincère ; Raymonde, femme de Guillem de Rodès, de Tarascon, très dévouée à l'hérésie. Une autre de ses sœurs, dont le nom reste inconnu, épousa Jacques Hugues, de Saverdun, pareillement imbu des doctrines de la secte. Les fils et les neveux de l'hérétique, élevés dans ces idées, firent, à leur tour, souche de croyants, et portèrent dans d'autres villages et dans d'autres maisons les vieilles traditions familiales ³.

¹ Doat, XXIV, fol. 267 v^o-268 ; ms. Vat. lat. 4030, *passim*.

² Déposition de Pierre de la Cagne (Doat, XXIV, fol. 269 v^o) : « Petrus Auter d'Ax, hereticus, et socii sui heretici, et Raymundus Auter, filius dicti Petri Auter, jacuerunt per unam noctem apud Perlas in domo ipsius testis. » Rien n'empêche d'identifier ce Raymond Autier avec le frère de notre hérétique (voir note suivante).

³ Il n'est pas inutile de donner les noms des fils et des neveux de Pierre Autier.

a) *Pierre Autier*, marié à *Alazais*, a pour concubine *Moneta* (Bibl. nat., ms. lat. 4269, fol. 19 B).

Enfants : 1. *Jacques*, hérétique parfait (ms. 4269, ms. 4030, Limborch). — 2. *Arnaud* (ms. 4030, fol. 285). — 3. *Jean*. — 4. *Mathilde*, mariée à Pierre Eugène, d'Ax (Limborch, p. 221). — 5. *Gaillarde*, femme de Raymond de Sorèze, tailleur à Toulouse (ms. 4269, fol. 52 B ; Limborch, p. 68). — 6. *Guillemette*, femme d'Arnaud Tisseyre, notaire et quelque peu médecin, à Lordat (ms. 4030, fol. 33, 157 C). — 7. *Na Montanha*, femme de Jean Laurens, d'Ax (ms. 4030, fol. 55 A).

Enfants illégitimes : — 8. *Bon Guillem*, consolé sur son lit de mort (Limborch, p. 76 ; ms. 4030, fol. 459 D, 160). — 9. *Guillemette*, femme de Guillem Caramat, de Tarascon (ms. 4030, fol. 287, 288).

b) *Guillem Autier*, hérétique, marié à Gaillarde, fille d'Arnaud Bénét, d'Ax

Ainsi, avec le cercle de famille s'agrandit le champ d'action de l'hérésie. Ajoutons que les relations d'amitié et d'affaires préparaient aux futurs hérésiarques un terrain non moins vaste et aussi sûr que le précédent. Entre gens de la même bourgade, du même hameau, on se soutient, on garde jalousement les droits, les libertés de la communauté; on s'unit, on conspire pour les défendre. Que l'Inquisition recherche un des leurs compromis ou un hérétique, leur ami, et tous s'offriront à le cacher, à subvenir à ses besoins. Ceux qui furent capables de ce dévouement à l'égard des Autier et de leurs collègues sont légion.

Il faut dire que la situation sociale de la famille Autier, relativement bonne ¹, et la profession exercée par Pierre, avant son entrée dans la secte, n'ont pas peu contribué à fonder sa renommée et à créer ce mouvement de sympathie qui l'entoura jusqu'à sa mort.

Pierre Autier était notaire. Il avait donc quelque instruction et une certaine science du droit : avantages précieux en un temps où l'ignorance était le lot de la plupart, et dans une petite ville de montagne peuplée de pâtres et de laboureurs.

Les relations du tabellion profiteront à l'hérétique. Béatrix, femme de Bérenger de Roquefort, avait connu le notaire à

(ms. 4030, fol. 54). — Enfants : 1. *Arnaud*. — 2. *Pierre* (ms. 4030, fol. 188 B, 196 B).

c) *Raymond Autier*, épouse Esclarmonde, d'Aix (ms. 4030, fol. 55 A; ms. 4269, fol. 6-8). — Enfants : 1. *Marquise*, femme de Pierre de Tignac, croyant, d'Aix (ms. 4269, fol. 28, 29). — 2. *Gaillarde* (Molinier, *L'Inquisition dans le Midi*, p. 148).

d) *Raymonde Autier*, épouse Guillem de Rodès, de Tarascon (ms. 4030, fol. 288 B). — Enfants : 1. *Géraud* (ms. 4269, fol. 1-4). — 2. *Guillem* (ms. 4269, fol. 9-13). — 3. *Pons*. — 4. *Raymond*, dominicain, à Pamiers (ms. 4269, fol. 11 B; ms. 4030, fol. 205 B).

e) Une autre sœur de l'hérétique est mariée à Hugues de Saverdun (Limborch, p. 220). — Enfant : *Guillem* (Limborch, *loc. cit.*).

Signalons plusieurs individus du nom d'Autier, dont la parenté avec ceux qui précèdent n'est point avérée : 1° *Arnaud Autier*, hérétique, dans le Capcir (ms. 4030, fol. 212 B, 284 D). — 2° *Guillem Autier*, de Montailhou, qui comparait en avril et en juillet 1321, devant Jacques Fournier (ms. 4030, fol. 89 D, 90 D), et est condamné, le 2 août, à la prison (Limborch, p. 287). — 3° *Bernard Autier*, de Montailhou, peut-être parent du précédent (ms. 4030, fol. 86). — 4° *Pierre Autier*, dit *Pauc*, d'Aix, qui a épousé Sibille, sœur de Gaillarde, femme de l'hérétique Guillem Autier (ms. 4030, fol. 55 C).

¹ Sibille d'Arques laisse entendre que les Autier étaient riches : « Cum ipsi (Petrus et Guillelmus Auterii) essent clerici et scirent legere et haberent uxores et filios, et divites essent.... » (ms. 4030, fol. 201 C).

propos d'une vente dont elle lui demanda de dresser acte ¹. Dans la suite, elle embrassa la cause du chef cathare avec enthousiasme. Ainsi advint-il de beaucoup d'autres.

Avant son initiation à l'état des parfaits, Pierre Autier avait largement usé de la tolérance laissée par les cathares à leurs croyants dans leur conduite. On sait le nom de sa *druda*, Moneta ², qui fut sans doute la mère des deux fils naturels de l'hérétique. Autier était d'ailleurs d'un âge assez avancé quand il songea à changer de vie. Les croyants en parlent comme d'un vieillard ³.

L'un d'eux fait le récit naïf de cette conversion. « Pierre et Guillem Autier étaient clercs, savaient lire, avaient des enfants et des biens. Certain jour, Pierre feuilletait dans un livre. Survient son frère, à qui il présente le volume, en lui disant d'en méditer tel passage. Guillem, l'ayant lu, déclare que tous deux perdent leur âme en vivant comme ils font. Et Pierre de s'écrier : Eh bien ! frère, allons et cherchons à sauver nos âmes. — Cela dit, ils quittèrent tout et passèrent en Lombardie, où on les fit bons chrétiens. Puis ils revinrent à Ax ⁴. »

Involontairement, on songe à saint Augustin terrassé par la grâce divine, à la suite d'une lecture, et on ne trouve pas invraisemblable l'hypothèse d'une réminiscence voulue par l'hérétique pour frapper l'esprit de ses auditeurs.

Il résulte du récit ⁵ d'un témoin, que les Autier quittèrent le pays vers le 29 septembre de l'an 1296 ou 1297. M. Molinier place leur départ en 1295 et leur retour en 1298 ⁶. Il est difficile

¹ Ms. 4030, fol. 36 D.

² Ms. 4269, fol. 19 B : « Moneta, uxor quondam Rauzini, soror Raymundi Cathalani, notarii de Ax, que erat amica, seu druda Petri Auterii, heretici, antequam esset hereticus. »

³ Limborch, p. 67.

⁴ Ms. 4030. *Conf. Sybillie uxoris quondam Raymundi Petri de Archas*; fol. 201 C.

⁵ Ce témoin raconte, le 3 novembre 1320 (ms. 4030, fol. 158 C), comment Autier vendit son troupeau de vaches, à la foire de Saint-Michel, à Tarascon, le 29 septembre, il y avait alors vingt-trois ou vingt-quatre ans, et partit sans avoir payé ses dettes. Cette disparition accrédita le bruit que le notaire avait fui en prévision d'une lourde échéance (fol. 161 B). Mais il semble que Pierre avait pris ses mesures pour rassurer quelques créanciers. Armand Carot, d'Aix, lui sert de caution pour une somme de 60 sols qu'il devait à quelqu'un (fol. 54 C, 55 D).

⁶ *Op. cit.*, p. 145, 146.

de tirer des données chronologiques très vagues fournies par les témoins autre chose que des conclusions incertaines. Ces gens du peuple ont de la peine à retenir leur âge; peut-on leur demander de dater avec précision un événement lointain auquel ils prirent peu garde? On doit s'estimer heureux quand ils peuvent dire, par exemple : « Il y a de cela vingt ou vingt et un ans environ ¹. »

Pierre partit en compagnie de son frère Guillem, de son fils naturel, Bon Guillem, de sa fille, Mathilde, du mari de celle-ci, Pierre Eugène, et de son amie Moneta ². Ils s'arrêtèrent deux mois à Asti, aux confins de la Lombardie, où ils trouvèrent Pons Arnaud, de Château-Verdun, leur compatriote. Puis ils poussèrent jusqu'à Côme, où, après la probation d'usage, Pierre et Guillaume Autier reçurent l'ordination hérétique ³. Pendant les quatre années que les nouveaux *bonshommes* passèrent au delà des Alpes ⁴, ils se préparèrent à leur mission future, en apprenant des grands chefs de la secte les vraies traditions de la doctrine et des rites cathares. A cette école, Pierre Autier acquit de fortes convictions et cet ardent esprit de prosélytisme qui lui fera mépriser les dangers et les obstacles. Tel était son prestige, de l'exil, que de nombreux croyants du pays de Foix allaient lui apporter l'hommage de leur vénération, avec des secours matériels, et recevoir ses consolations et ses ordres ⁵.

Il ne cessait d'ailleurs d'être en relations avec le Languedoc, par des messagers spéciaux, tels que Guillem Fauquet et Monet, de Verdun ⁶. Son fils naturel, Bon Guillem, était son courrier de confiance. Il lui donna mission de tâter le terrain en Languedoc et dans le comté de Foix, et de savoir si l'heure était enfin venue, pour les hérétiques, d'y reparaitre impunément ⁷.

¹ Il est indispensable de tenir compte de ce procédé pour établir la chronologie de la vie de Pierre Autier; sauf quelques dates certaines, les autres points ne peuvent en être datés que par à peu près.

² Ms. 4030, fol. 161 B; ms. 4269, fol. 19 B; Limborch, p. 220, 221.

³ Ms. 4269, fol. 6 A, 22 A; ms. 4030, fol. 159 C, 288 B, etc.

⁴ « Per quadriennium a tempore recessus ipsorum vel circa, fama fuit in terra quod ipsi revererant et quod erant heretici » (ms. 4269, fol. 52 A).

⁵ Limborch, p. 14, 82; ms. 4030, fol. 50 C.

⁶ Limborch, p. 13, 14. Monet fait quatre fois le voyage d'Italie en Languedoc.

⁷ Il arriva à Lordat (Ariège), chez Arnaud Tisseyre, son beau-frère, vers la Saint-Martin de 1297 ou 1298 (ms. 4030, fol. 160 A, 161 B).

Les résultats de l'enquête ne laissaient pas d'être rassurants. Sans doute, la disparition subite des Autier avait eu la suite qu'il fallait prévoir; le comte de Foix avait confisqué leurs biens pour hérésie ¹. Mais il était vrai, par ailleurs, que l'Inquisition se trouvait enrayée un peu partout. L'agitation hostile dont j'ai parlé n'allait pas en s'apaisant, bien au contraire. Carcassonne, Béziers, Albi, Toulouse, murmuraient sans trêve et éclataient par moments contre les abus ².

Parallèlement à ce mouvement d'indignation reprenait corps, çà et là, le vieux rêve de l'autonomie méridionale : velléité passée de mode, à laquelle certains se refusaient à renoncer par haine des « clercs et des Français ³. »

Somme toute, le Midi était bien agité, et grand était le désarroi régnant dans les esprits. L'heure était propice aux desseins des sectaires, qui allaient pouvoir travailler à la faveur du désordre. Pierre Autier s'adjoignit quelques collaborateurs et repassa les Alpes.

Il portait, comme d'ailleurs Bernard Audouy, de Montaigut, le titre d'*ancien*, tant à cause de son âge avancé que parce qu'il était le chef incontesté de l'Église qui allait renaitre ⁴. Il reparut dans le pays pendant le carême de 1298 ou de 1299 ⁵. Aussitôt commença le dur labeur. Le vieil hérétique s'y consacra d'enthousiasme. Plus que les autres il dut payer de sa personne; car il n'était pas un croyant qui ne fût désireux d'entendre sa parole, d'avoir sa bénédiction, ou du pain rompu par lui; pas un mou-

¹ Le fisc fut quelque peu déçu : « Nec in domo ejus [Auterii] apud Ax fuit aliquid inventum per gentes domini comitis, qui amparaverunt domum ejus » (ms. 4030, fol. 158 D; cf. ms. 4269, fol. 7 B).

² Voir les références données au début de cet article.

³ Voici un curieux écho du mécontentement causé par la domination française en Languedoc et de la rancune que certaines gens gardaient à ceux qui l'y avaient introduite. « Un jour, dit un témoin, Bernard Saisset, évêque de Pamiers (1295-1312), demandait au chevalier Bertrand de Taix quelle était la classe de personnes qui lui inspirait le plus de haine, des clercs ou des Français. Bertrand répondit que c'étaient les clercs, parce qu'ils avaient livré le pays aux Français » (ms. 4030, fol. 289 A). En 1273, un accusé avait dit « quod multum sibi displicebat dominium Gallorum; et quia clerici et Gallici unum erant » (Doat, XXV, fol. 48).

⁴ Dans le pays de Foix, on donne encore le qualificatif d'*ancien*, sans plus, aux personnes d'un âge avancé.

⁵ « Heretici reversi sunt de Lombardia vestiti, in Quadragesima » (ms. 4030, fol. 159 C).

rant qui ne voulût être *consolé* de sa main. Inlassable et courageux, le vieillard n'hésitait pas à affronter les fatigues de longues et pénibles courses, et les dangers d'un apostolat maudit par de clairvoyants et impitoyables ennemis.

L'action de l'hérésie devait rester secrète jusqu'au jour où, le triomphe étant assuré, on confondrait les adversaires impuissants. En attendant, il fallait se cacher : ne voyager, ne prêcher, ne célébrer les rites que la nuit. Le jour on se terrait dans un recoin obscur, chez un ami dévoué. Une sorte de discipline du secret régnait sur les actions, les projets, les paroles et surtout la retraite des hérétiques. Des *nuntii*, ou *ductores hereticorum* ¹, veillaient sur leurs personnes et les accompagnaient dans leurs courses.

Dix ans durant, Pierre Autier et ses compagnons vont mener cette existence errante, à travers les plaines et les montagnes, fuyant à toute alerte, disparaissant d'ici pour se montrer ailleurs : d'une mobilité qui déroutait les agents de l'Inquisition.

Il faut renoncer, faute de données, à suivre chronologiquement ces allées et venues. Je me borne ici à des indications générales et aux principaux événements de la campagne, me réservant de préciser plus loin le champ d'action des hérétiques, de nommer les localités visitées par eux et les familles les plus attachées à leur cause.

Les hérétiques ont coutume d'être deux. Pierre Autier s'adjoint son frère Guillem. Plus tard, il préférera la compagnie de son fils Jacques, ou celle de Pierre Sanche. Dès son retour de Lombardie, après un séjour à Ax, sa patrie, il entreprend la visite du Savarths qu'il ne quittera, durant les années 1299 et 1300, que pour se rendre à Toulouse ². On le verra à plusieurs reprises à Quié, à Tarascon, à Larnat, à Lordat, à Mérens ³.

Un incident survenu dès les premiers temps lui apprit à se

¹ Ainsi, Pierre Bernère, de Verdunet (Limborch, p. 35); Arnaud Sicard, du Born, barbier ordinaire des hérétiques (*op. cit.*, p. 159); Pierre Sanche (p. 69); Na Palharsa de Luzenac (ms. 4030, fol. 158 B); Guillem Maurs (*ibid.*, fol. 152 A).

² Ms. 4030, fol. 55 B.

³ Ms. 4030, fol. 181 C, 296 C; Molinier, *op. cit.*, p. 151. — Toutes les localités nommées ici sont situées dans l'arrondissement de Foix (Ariège) : *Quié*, cant. de *Tarascon*; *Larnat*, *Lordat*, cant. des Cabannes; *Mérens*, cant. d'*Ax*.

méfier des traitres. Un béguin du nom de Guillem Déjean, l'ayant vu à Mérens, s'en alla le dénoncer aux Frères prêcheurs de Pamiers, auxiliaires-nés de l'Inquisition. Il s'offrit à le livrer, pourvu qu'on l'autorisât à passer, aux yeux de l'hérétique, pour un de ses fidèles. Par bonheur pour Autier, son neveu, Raymond de Rodès, dominicain de Pamiers, « espion des hérétiques, » éventa la mèche. Quelques croyants dévoués furent avisés. Ils connaissaient leur devoir ¹. Une nuit, deux d'entre eux, Pierre d'Aire, de Quié, et Philippe de Larnat, saisirent le traître Déjean au pont d'Alliat ², le bâillonnèrent solidement et allèrent le précipiter dans un gouffre des montagnes de Larnat ³.

L'année suivante (1301), dans une cérémonie secrète célébrée à Larnat, Pierre Autier confère l'ordination cathare à son fils Jacques et à son compatriote Pons Bayle, d'Ax, dont la maison devient, dès lors, par les soins de Sybille, mère du nouvel élu, un asile des plus sûrs pour les bonshommes ⁴. Alors, tandis que le Savarthès commence à se réveiller sous l'action des prédicants qui le parcourent, l'*ancien* s'en va porter la bonne nouvelle aux populations du Capcir et de Limoux. Mais l'hiver le ramène à Ax, où nul ennemi n'ira le chercher pendant la mauvaise saison ⁵.

Un message pressant vient l'y trouver, le samedi 3 mars 1302 (n. st.). C'est le comte de Foix, Roger-Bernard III, mourant, à Tarascon, qui le mande à son chevet. L'hérétique accourt en toute hâte, « console » le malade et l'assiste jusqu'à son dernier soupir. C'est là un curieux renseignement. Sybille d'Arques, qui nous le transmet, déclare le tenir de Pierre Autier lui-même ⁶. N'oublions pas, avant de l'accepter, que nul n'avait jusqu'ici sus-

¹ Il sera question ailleurs des recommandations secrètes faites par les parfaits à leurs croyants touchant la vengeance à tirer des traitres ou des suspects.

² *Alliat*, cant. de Tarascon.

³ Ms. 4269, fol. 11, 12, 32 ; ms. 4030, fol. 205 B.

⁴ Ms. 4269, fol. 39 ; ms. 4030, fol. 51 A-B.

⁵ Ms. 4030, 51, 119 B, 117 C ; Limborch, p. 21 ; Molinier, p. 151.

⁶ Voici ce passage important (ms. 4030, fol. 206 B). « Dictus Petrus Auterii dixit ei et dicto Raymundo Petri viro suo... quod Dominus Rogerius Bernardi, comes Fuxi quondam, in infirmitate de qua decessit et in aula castri de Taraschone in qua mortuus fuit, procurante dicto Guillelmo Bayardi fuerat per ipsum Petrum Auterii receptus ad fidem et sectam hereticorum et transiverat per manus ejus, presente dicto G. Bayardi. Et non nominavit dictus hereticus alios, nec etiam dixit modum quomodo intraverat dictam domum ad hereticandum dictum dominum comitem. »

pecté l'orthodoxie de Roger-Bernard. Elle parut inattaquable aux prélats, aux prêtres, aux moines, aux seigneurs, à la foule, qui firent au défunt comte de magnifiques funérailles, dans l'abbaye de Boulbonne ¹. Si le *consolamentum* de Roger-Bernard n'est pas une invention, combien il a dû paraître piquant à l'hérétique de recevoir à merci le puissant seigneur qui naguère s'appropriait son héritage ² !

Cette même année (1302), le vieux ministre poussa une pointe jusque dans le diocèse de Cahors, pour y « hérétiser » deux croyants ³. Mais il ne tarda pas à retourner dans la vallée de l'Ariège, où il passa jusqu'à Pâques de 1303 ⁴.

Cette année, 1303, et les deux suivantes (1304, 1305), il entreprit deux grandes « tournées » en Languedoc, et dans la vallée du Tarn ⁵ ; visita Saint-Sulpice, Mirepoix, le Born, Verlhac-Tescou, Bouillac, Sorèze, Vaure, Rabastens, Mezens, Azas, Saint-Jean-de-l'Herm, Verfeil, Prunet, Lanta et Montaudran ⁶, aux portes mêmes de Toulouse. Il ne laissait pas de revenir hiverner à Ax, où sa présence est signalée à l'époque de Noël 1303, et dans les premiers mois de 1305 ⁷. Entre temps, les fidèles de Tarascon, de Quié, de Larnat, de Prades, recevaient sa visite ⁸.

En 1305, on le vit à Toulouse, avec Jacques, son fils, et le *parfait* Pierre-Raymond de Saint-Papoul ⁹. C'est durant ce séjour dans la capitale du Languedoc que Jacques Autier osa tenir une réunion de croyants dans l'église même de Sainte-Croix ¹⁰. C'est aussi en septembre de cette année que se produisit un événement dont les conséquences auraient pu être fatales à l'hérésie. Jacques Autier et son collègue Prades Tavernier, trahis par un faux croyant, furent livrés à l'Inquisition, qui les incarcéra à Carcas-

¹ *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 232 ; t. X, note x, p. 51-53.

² Nous avons déjà mentionné ce fait.

³ A *Marnhiac* et à *Rougès*, près Montclar, Tarn-et-Garonne (Limborch, p. 137).

⁴ Molinier, *loc. cit.*

⁵ Limborch, p. 134-136, 143, 28, 31, 39, 144, 22, 55-57, 11, 117, 145, 74, 122, 123, 72, 132, 133.

⁶ *Saint-Sulpice, Sorèze, Rabastens, Mezens*, localités du département du Tarn. — *Verlhac-Tescou, Bouillac*, localités du département de Tarn-et-Garonne. — Les autres sont toutes dans le département de la Haute-Garonne.

⁷ Molinier, *loc. cit.*

⁸ Molinier, *loc. cit.* ; ms. 4030, fol. 249, 61, 285, 51.

⁹ Limborch, p. 3, 9.

¹⁰ *Ibid.*, p. 159.

sonne ¹. Cette capture impressionna fort la petite Église cathare. Un groupe de croyants du village d'Arques ², dans le Capcir, pris de peur, coururent se faire absoudre par le pape. Ils rentrèrent à Noël, réconciliés ³.

Cependant, Pierre Autier se cachait dans les vallées du Tarn et de la Garonne. Vers la Toussaint de 1306, il récompensait les services de son *nuntius*, Pierre Sanche, en lui conférant l'ordination hérétique ⁴, chez Raymond Durand, de Beauvais ⁵. Puis il retournait dans le pays de Foix en passant par Toulouse ⁶, et en visitant les groupes albigeois sur sa route.

Rentré dans le Savarthès, il eut la joie de retrouver, à Quié, son fils Jacques et Prades Tavernier, échappés de prison ⁷.

A partir de cet instant, les courses des hérétiques furent moins fréquentes et s'enveloppèrent de plus de mystère, à cause de la vigilance de l'Inquisition devenue plus étroite. Bernard Gui venait d'être promu au tribunal de Toulouse (16 janvier 1307) ⁸ et il mettait tout son zèle à surveiller la plaine, tandis que son collègue de Carcassonne, Geoffroi d'Ablis, fouillait minutieusement le pays de Foix. L'enquête, dont le registre 4269 de la Bibliothèque nationale et le *Liber Sententiarum* présentent un résultat partiel (1308), semble « avoir eu pour but spécial de connaître tous les lieux de refuge où l'on pouvait en ce moment même espérer de saisir Pierre Autier ⁹. » Plusieurs proches parents de l'hérétique et les meilleurs parmi ses adeptes: Raymond, son frère; Géraud et Guillem de Rodès, ses neveux; Pierre Tignac, mari d'une de ses nièces; Philippe de Larnal, Arnaud Piquier, Raymond Vayssière, Raymond Isaure et son père Arnaud, Pierre de Gaillac, notaire, furent interrogés par Geoffroi d'Ablis ou ses lieutenants ¹⁰. Nul ne dévoila la retraite de l'*ancien*.

Le village de Montaillou ¹¹, vrai foyer d'hérésie, dont tous les

¹ Limborch, p. 180, 18, 27, 28; ms. 4030, fol. 247 D, 251 A, 254 B.

² *Arques* (Aude), cant. de Coulza, arr. de Limoux.

³ Ms. 4030, fol. 205 C, 254 B.

⁴ Limborch, p. 80, 86.

⁵ *Beauvais* (Tarn), cant. de Salvagnac, arr. de Gaillac.

⁶ Limborch, p. 68, 152; Molinier, p. 152, note.

⁷ Ms. 4030, fol. 181 D.

⁸ Léopold Delisle, *Notice sur les manuscrits de B. Gui*, p. 179.

⁹ Molinier, p. 156.

¹⁰ Reg. 4269 de la Bibl. nat., et Molinier, *op. cit.*, p. 115, note.

¹¹ *Montaillou* (Ariège), cant. d'Ax.

habitants, moins un, étaient croyants, au dire de Guillem Autier ¹, fut spécialement maltraité. Les gens du Saint-Office s'y présentèrent, en septembre 1308, et en arrêrèrent ou citèrent toutes les personnes au-dessus de quatorze ans, qu'ils emmenèrent à Carcassonne ².

Pas un hérétique ne fut pris dans ce coup de filet. Activement recherchés par les sbires de Bernard Gui, Pierre Autier et Pierre Sanche n'osent sortir de huit mois (29 septembre 1308-18 mai 1309) de la ferme de Bertrand Salas, près de Verlhac-Tescou. C'est là qu'ils donnent les pouvoirs du ministère à Sanche Mercadier, du Born, et que Guillem Autier va leur rendre visite. Pendant la semaine de la Pentecôte, à la nouvelle que l'Inquisition appréhende au corps tous ceux qui peuvent connaître son refuge, le vieux cathare se décide à en changer. Il part, le 23 mai. Peu de jours après, le domicile de Bertrand Salas est envahi et fouillé. Bertrand et sa femme Vidale sont faits prisonniers et interrogés. Mais on ne peut leur arracher une parole dénonciatrice ⁴.

Pierre Autier s'était retiré à Beaupuy ⁵, près Grandselve, chez les frères Maurel ⁶. C'était à l'époque de la Saint-Jean. L'accueil le plus empressé lui fut fait ; il fut entouré de soins et scrupuleusement séquestré. Néanmoins sa cachette fut connue de certains croyants qui vinrent l'y voir ; ainsi Pierre Clayrac de Verlach-Tescou ⁷, Sanche Mercadier, qui lui tint compagnie pendant trois semaines, et sa propre fille Guillemette, avec laquelle l'hérétique se retira vers la fin du mois d'août ⁸.

Peu de jours après, Pierre de Luzenac, avocat sans argent et sans scrupule, traître à l'amitié et au catharisme, les livra tous deux à l'Inquisition ⁹. Bernard Gui, qui venait de lancer (10 août 1309) contre Pierre Autier, Pierre Sanche et Sanche Mercadier

¹ Ms. 4030, fol. 51 B, 55 B.

² *Ibid*, fol. 257 D.

³ Limborch, p. 85, 112, 113, 119.

⁴ Limborch, p. 41, 53, 54.

⁵ *Beaupuy* (Tarn-et-Garonne), arr. de Castel-Sarrasin ; et non *Belpèch*, chef-lieu de cant. (Aude), comme croit M. Molinier (*op. cit.*, p. 157, note 4). « Arnaldus Maurelli ;... qui consuevit morari apud Bellumpodium, prope Grandedsilvam » (Limborch, p. 123 *bis*), et p. 85 : « Petrus Auterii stabat absconditus in domo cujusdam... in Bellopodio, in Vasconia. »

⁶ Limborch, p. 102, 123 *bis*.

⁷ *Op. cit.*, p. 85.

⁸ *Op. cit.*, p. 102, 123 *bis*.

⁹ Ms. 4030, fol. 256 B, 49 D ; Molinier, p. 117, note.

un mandat d'arrêt solennel, dont tout bon catholique devait, au nom de Dieu et pour le salut de son âme, se faire l'exécuteur ¹, pouvait se féliciter de sa riche capture. Les prisonniers, d'abord écroués à Toulouse, furent remis à leur juge naturel, l'inquisiteur de Carcassonne ².

A partir de ce moment, la secte ne connaît que des déboires, et l'Inquisition des succès. Successivement c'est Jacques Autier, c'est Prades Tavernier, c'est Arnaud Marty, c'est Amiel de Perles, c'est Raymond Faure, c'est Guillem Autier, ce sont les collaborateurs les plus fervents du vieux chef qui sont conduits au mur inquisitorial. Il ne reste plus, en 1310, dans le Toulousain, que les deux plus jeunes acolytes d'Autier, Pierre Sanche et Sanche Mercadier, qui bientôt, las d'être traqués comme des bêtes fauves, disparaîtront par le suicide ou la fuite ³.

Cependant l'Inquisition instruisait l'affaire de son vieil ennemi, avec toutes les lenteurs de sa procédure. Elle poursuivait de pair l'interrogatoire de ceux qui avaient eu des relations avec lui, et qui comparaissaient à la fois comme témoins et accusés. Tel était l'ascendant de l'*ancien* chef sur plusieurs de ses croyants, que les juges ne pouvaient leur arracher la moindre insinuation à sa charge. Perrin Maurel, son dernier récéleur, ne consent à parler que lorsque l'hérétique l'a délié de son secret ⁴.

Rien n'est resté des actes de ce procès important, sinon la sentence qui fut rendue le 9 avril 1311, vingt mois après la capture d'Autier. Cela se fit avec quelque solennité, dans la cathédrale de Toulouse. Bernard Gui et Geoffroi d'Ablis s'assirent sur l'estrade avec les vicaires généraux du diocèse, entourés d'abbés, de nobles, d'officiers et de juges civils, de docteurs, de chanoines, de religieux et de clercs ; et, en présence de la foule qui remplissait l'église, ils remirent l'hérésiarque obstiné au bras séculier. C'était le supplice du feu, sauf résipiscence du criminel, *in extremis*, qui lui vaudrait la commutation de la peine capitale en la prison à perpétuité ⁵.

¹ Bernard Gui, *Practica Inquisitionis heretice pravitatis* (éd. Douais), p. 4.

² Ms. 4030, fol. 256 B.

³ Voir, plus loin, les notices sur ces hérétiques.

⁴ Limborch, p. 102.

⁵ Limborch, p. 92; *Practica*, p. 131. Cette dernière clause, que M. Molinier

Pierre Autier se refusa à saisir cette dernière planche de salut. Il monta sur le bûcher ¹; et, avant d'expirer, renouvela sa profession de foi cathare : « S'il m'était loisible de prêcher, tous vous embrasseriez ma foi ² ! » Ce fut le dernier cri de ce vieillard énergique et convaincu, qui, en un temps où l'idée albigeoise semblait éteinte, avait mis une ardeur toute juvénile à la reprendre pour son compte, s'en était fait le propagateur enthousiaste et avait failli la rendre, une fois de plus, redoutable.

J'apprécierai plus loin les résultats de cette campagne. Je consacre d'abord une brève notice aux auxiliaires de Pierre Autier.

II.

MINISTRES ALBIGEOIS, COLLABORATEURS DE PIERRE AUTIER

1° Il en est qui n'eurent avec l'hérésiarque aucun rapport, que nous sachions. Cependant ils ont collaboré à son œuvre, soit en lui préparant la voie, soit en travaillant à côté de lui.

Aymeric Barrot et *Pons Fogassier* parcouraient la province dès l'année 1284 ³.

Raymond Delboc et *Raymond Didier* étaient très répandus dans l'Albigeois, vers la même époque ⁴.

Guillem Pagès et *Bernard Lacoste*, « apôtres » de Carcassonne et du Lauragais, de 1260 à 1284 ⁵.

(*op. cit.*, p. 160) met sur le compte du vif désir qu'avaient les juges de conserver, pour s'en servir à l'occasion, ce condamné particulièrement bien renseigné, paraît avoir été de *stylo et usu Inquisitionis*. On la trouve à la fin de plusieurs sentences semblables à celle-ci (Doat, XXVII, p. 232; XXVIII, p. 158; *Practica*, p. 127, 128, 136, 139; Limborch, p. 288, 291).

¹ Limborch, p. 146 et 179 : « Petrum Auterii quondam hereticum publicum per judicium Ecclesie condemnatum et per secularem curiam igni traditum et combustum, ac omnes alios socios suos.... bonos homines dicis et asseris. »

² Ms. 4030, fol. 199 A : « Petrus Auterii hereticus, qui fuit combustus, quando debuit comburi, dixit quod si permetteretur loqui et predicare populo, totum populum ad suam fidem converteret. »

³ Limborch, p. 2.

⁴ Limborch, p. 219, 248, 269; ms. 11847 et 12856 latins de la Bibliothèque nationale, *passim*. L'Inquisition les avait condamnés comme hérétiques fugitifs, en 1276 (Molinier, *op. cit.*, p. 88, note 2).

⁵ Doat, XXVI, *passim*. Cf. Vidal, *Un inquisiteur jugé par ses « victimes »*, p. 32.

Bernard del Goch, de Cordes, échappé des mains de l'Inquisition, passe en Lombardie, où il est fait hérétique, et retourne dans son pays vers 1280, en compagnie du parfait *Pierre Loubet*. Il « console » plusieurs mourants ¹.

Bernard Laviguerie et *Manfred de Samarl* prêchent et « consolent » également dans le diocèse d'Albi ².

Raymond Isarn est « diacre inajeur » de la secte en Languedoc, au commencement du xiv^e siècle. Son rôle paraît avoir été de résoudre les difficultés dogmatiques et rituelles, de corriger les coupables et de réconcilier les « bonshommes » pécheurs ³.

Guillaume Salles et *Raymond Maestre* se réfugièrent en Sicile ⁴.

Matthieu Germain, neveu de Bernard Audouy, fut fait hérétique en Lombardie ⁵.

Arnaud Autier est un forgeron de Vaulserre, dans le Capcir. Il révèle à un croyant l'existence de neuf ou dix hérétiques parfaits dans ce petit pays, au commencement du xiv^e siècle ⁶.

Arnaud Record, de Caussou ⁷, vers l'an 1300 ⁸.

Je me borne à nommer Isarn de Canoy, Nalasach, Guillem Dayros, Guillem Prunet, Bernard Serrière et Guillem Cuculli, qui parcouraient le Lauragais, de 1250 à 1275 ⁹, et qui n'ont probablement pas connu Pierre Autier.

2° Nous sommes mieux renseignés sur les compagnons et les disciples de l'hérétique.

1. *Pons de Naricha*, d'Avignonet ¹⁰, *socius* de Pons Bayle, avait entrepris, avec lui, un voyage en Sicile pour y rendre visite à un diacre majeur ¹¹. Il fut « hérétisé » par Pierre et Guillem Autier, dans la maison d'Arnaud Isaure, de Larnat,

¹ Limborch, p. 220, 249, 266.

² Limborch, p. 248, 249.

³ Limborch, p. 14; ms. 4030, fol. 272 A.

⁴ Limborch, p. 14.

⁵ *Ibid.*, p. 14, 75, 76, 203, etc.

⁶ Ms. 4030, fol. 212 B, 284 D.

⁷ Caussou (Ariège), cant. des Cabannes, arr. de Foix.

⁸ Ms. 4030, fol. 76 D.

⁹ Doat, XXVI, fol. 82, 92, 97, 153-154, 292-312; XXII, fol. 119.

¹⁰ Avignonet (Haute-Garonne), cant. de Villefranche.

¹¹ Limborch, p. 21, 32, 13, 14.

vers 1303 ¹. Un de ses frères fut condamné au mur en 1309 ². Il n'est presque pas question de lui dans les actes de l'Inquisition.

2. *Pons Bayle*, ou *Sicre*, d'Ax, passe également inaperçu. Il fut initié, comme le précédent, à Larnat, en compagnie de Jacques Autier, en 1301 ³. Sybille Bayle, ou *den Balle*, sa mère, expia sur le bûcher son dévouement à la secte. Elle avait mis son mari à la porte de la maison, car il n'était pas croyant ⁴. L'Inquisition ayant confisqué tous ses biens, son fils Arnaud se fit espion pour les ravoïr; nous verrons dans quelles circonstances ⁵.

3. *Arnaud Marty*, de Junac ⁶, n'est pas moins effacé que les précédents. Il commence par être *nuntius* des hérétiques; puis reçoit l'ordination et devient le collègue de Raymond Faure. Il périt sur le bûcher ⁷. Bernard, son frère, qui avait reçu le *consolamentum*, au cours d'une maladie, comparut devant l'Inquisition de Pamiers, et fut condamné, le 12 août 1324, à la prison perpétuelle ⁸. Guillaume, son autre frère, Blanche et Raymonde, ses sœurs, suspectes d'hérésie, se réfugièrent en Espagne ⁹.

4. *Bernard Audouy*, de Montaigut, affublé, comme Autier, du titre d'*ancien*, ne revint d'Italie qu'après son collègue. Son action fut très restreinte. On le vit néanmoins avec les autres hérétiques, à Toulouse, à Verdunet, aux Cassés ¹⁰ et ailleurs. Quand vinrent les mauvais jours, il reprit le chemin de l'Italie, où il mourut.

5. *Amiel d'Auterive*, de Perles ¹¹, près d'Ax, travaille à côté d'Autier dès le début de la campagne. Au mois d'août 1303, le croyant Pierre Maury le reçoit dans sa bergerie de *Larabas-sola*, près d'Arques ¹². Vers Pâques, et en septembre de l'année suivante, Raymond Faure et lui parcourent le Capcir ¹³. A la suite d'un manquement grave, il va, avec Martin François, de

¹ Ms. 4269, fol. 39 B.

² Limborch, p. 21.

³ Ms. 4269, fol. 39 B.

⁴ Ms. 4030, fol. 116 D, 119, 120.

⁵ Voir plus loin : *L'hérétique Guillem Bélibaste*.

⁶ *Capoulet-Junac* (Ariège), comm. du cant. de Tarascon.

⁷ Limborch, p. 89; ms. 4030, fol. 74 D, 188, 200 B, 281 C.

⁸ Ms. 4030, fol. 275-282; Doat, XXVIII, fol. 71.

⁹ Voir le chapitre consacré à Guillem Bélibaste.

¹⁰ Limborch, p. 6, 11, 15-17, 68, 75, 76, 255.

¹¹ *Perles* (Ariège), cant. d'Ax.

¹² Ms. 4030, fol. 252 B.

¹³ *Ibid.*, fol. 253.

Limoux, se faire réconcilier par Bernard Audouy, en Lombardie ¹.

Sa capture suivit de près celle de Pierre Autier (octobre 1309). Il avait une première fois échappé à Guillem Porcel, de Lugan, suspect mis en liberté sous condition qu'il s'emparerait d'un hérétique ². Le tribunal se vit obligé de hâter la procédure, car Amiel s'était mis en *endura*, et refusait toute nourriture. Irréductible dans son obstination, il fut livré au bras séculier, le jeudi 23 octobre ³.

6. *Philippe Talayrach*, ou *Dalayrac*, de Coustaussa ⁴, se cantonne dans le Capcir, sa patrie. On le signale cependant à Montailou (Ariège) pendant l'hiver de 1305 ⁵ et en 1308 ⁶.

Saisi une première fois par l'Inquisition avec Guillem Bêlibaste, il réussit à s'évader et se réfugie en Espagne. Mais, tandis que Bêlibaste y reste prudemment caché, Philippe revient dans son pays et est arrêté à Roquefort dans le Fenouillèdes ⁷.

Il a des idées singulières sur le mariage et il les expérimente. Ainsi, il engage un croyant à provoquer le divorce de sa sœur, sous prétexte que le mari est un adversaire de la secte ⁸. On lui doit aussi la démonstration, par une fable grossière, de la différence entre l'âme et l'esprit dans l'homme. Nous retrouvons ces théories dans le chapitre consacré aux erreurs des hérétiques.

7. *Raymond Faure*, originaire de Coustaussa, comme le précédent ⁹, reçut l'ordination des mains de Pierre Autier, Pierre Sanche et Philippe Talayrach, dans la maison de Pierre Clayrac, de Verlhac-Tescou, en 1304 ¹⁰. Il visita Cubières ¹¹, avec Amiel,

¹ Limborch, p. 68; cf. p. 14-15, 120, 108. Son frère Vital était un fervent du catharisme (p. 26).

² Limborch, p. 63.

³ Sa sentence est dans Limborch, p. 36, et dans la *Practica*, p. 132. On peut voir dans Limborch, p. 257, celle de Bernard Faure, son guide, ou *ductor*.

⁴ *Coustaussa* (Aude), cant. de Couiza, arr. de Limoux.

⁵ Ms. 4030, fol. 244 D, 245.

⁶ Ms. 4030, fol. 214 A.

⁷ Ms. 4030, fol. 257.

⁸ Ms. 4030, fol. 255 A. Philippe était peut-être le frère de deux hérétiques, nommés Pons et Raymond Dalayrac (Molinier, p. 153, note).

⁹ Ms. 4030, fol. 253 B.

¹⁰ Cette maison fut détruite par ordre de l'Inquisition, en haine de ce rite (Limborch, p. 52, 80).

¹¹ *Cubières* (Aude), cant. de Couiza.

de Perles, à Pâques de 1304, et Montailhou, à diverses reprises, en 1305 et 1308 ¹. Il fut fait prisonnier en octobre 1309. Il se présentait chez Grazide Bolha, de Verdun ², lorsque des gens sortis de la maison se saisirent de lui. Devant les juges, il faiblit et abjura ³.

8. *Pierre Raymond*, de Saint-Papoul ⁴, devait sa popularité à la beauté de son visage. C'est un « bel homme, » dit Pierre Bertrand, des Cassés ⁵. Il s'était réfugié en Lombardie vers 1291, et s'était fixé à Côme avec Bernard Audouy. Il rentra en Languedoc avec l'*ancien*. Guillem Autier et lui visitent plusieurs villages du Savarthès en 1299 : Quié, Larnat, Lassur, Luzenac et Junac ⁶. On le voit à Toulouse, en 1305 ⁷.

Il faut peut-être l'identifier avec un certain Raymond, de Toulouse, qui se cache en Catalogne à partir de 1312 ⁸ et qui mourut vers 1314. Ce Raymond avait été, durant la mission néo-albigeoise, le dépositaire du trésor de la secte, qui comprenait environ 16,000 florins d'or. Quand vint la persécution, Raymond confia son dépôt à un sien neveu, hérétique, qui l'emporta en Lombardie ou en Sicile. L'oncle ne revit ni le neveu ni le magot ⁹.

9. *André Tavernier*, ou Prades Tavernier, ou encore André de Prades ¹⁰, est un vieillard à cheveux blancs, qui était tisserand avant son « hérédication. » Sa fille naturelle, Bonne, femme de Guillem Porcel, de Montailhou, comparut en 1321 devant Jacques Fournier et fut condamnée à la prison ¹¹. On connaît les noms de deux sœurs de l'hérétique : Alazaïs, femme de Bernard

¹ Ms. 4030, fol. 253 B, 244-245, 214 A.

² *Verdun* (Aude), arr. de Castelnaudary.

³ Limborch, p. 59, 89, 115.

⁴ *Saint-Papoul* (Aude), cant. de Castelnaudary.

⁵ Limborch, p. 185.

⁶ Ms. 4030, fol. 275-276. — *Lassur, Luzenac* (Ariège), cant. des Cabannes, arr. de Foix.

⁷ Limborch, p. 3, 9.

⁸ Ce Raymond est originaire d'un village non loiu de Toulouse et près de Castelnaudary (ms. 4030, fol. 128 C). Saint-Papoul est bien cela aussi. Raymond est un homme délicat, ne sachant point de métier. Raymond de Saint-Papoul frappait les croyants par sa distinction. Entré tout jeune dans la secte, il y vécut des aumônes des fidèles plutôt que du travail de ses mains.

⁹ Ms. 4030, fol. 128. Nous retrouverons Raymond de Toulouse en Espagne, en compagnie de Guillem Béliaste.

¹⁰ *Prades* (Ariège), cant. d'Aix.

¹¹ Ms. 4030, fol. 77-79.

Riba ¹, et Guillemette, femme de Jean de Prades ² ; ceux de son frère, Bernard, et de sa nièce, Raymonde, mariée à Bernard Pujol, d'Ascou ³.

Tavernier fréquentait chez les châtelains de Castilverdun ⁴, chauds partisans de l'hérésie, comme lui. Il entreprit, en compagnie de Stéphanie, femme de Guillem Arnaud de Castilverdun, et de son fils, un pèlerinage à Barcelone pour y voir des hérétiques exilés. Mais l'Inquisition les arrêta, leur fit un procès et confisqua leurs biens. A la première occasion (1295), ils s'enfuirent en Lombardie ⁵.

Tavernier ne fut initié à l'état des « parfaits » qu'après le retour de Pierre Autier. Il semble n'avoir pas été dans les meilleurs termes avec l'*ancien*, et son frère Guillem, dont il critique la conduite et l'esprit. Il se repent presque d'avoir embrassé l'état de ces hommes orgueilleux et cupides. Lui, passe pour un paysan simple, illettré, sans relations et sans influence. On l'estimait généralement moins que les Autier ⁶.

Ce n'est pas qu'il demeure inactif. Il voyage beaucoup, surtout dans le Savarthès, et « console » nombre de malades. Il se trouve à Prades, sa patrie, en 1300 ⁷ ; à Ax, en août 1301 ; puis à Arques, où il « reçoit » la mère de Guillem Escaunier et la petite-fille de Raymond Peyre ⁸. En 1302, il console de même Amiel de Rabat ⁹, Esclarmonde Clerc, de Montaillou (en carême) et passe les fêtes de Pâques chez Alazaïs Riba, du même village. Il réside à Montaillou, en janvier et en mai 1303, y fait l'hérétication de Guillem Guilabert et s'en va assister, au temps de la moisson, le mourant Raymond Buscail, de Prades ¹⁰.

En septembre 1305, il est pris par l'Inquisition avec Jacques Autier ; mais ils réussissent à prendre la fuite ¹¹. Guillem d'Aire, de Quié, les cache dans sa maison pendant de longs mois, en

¹ Elle a pour enfants Pons et Guillemette, femme de Pierre Clerc (*Ibid.*, fol. 65 A).

² Elle a pour fils Pierre, prêtre (fol. 65 A, 148 D).

³ *Ibid.*, fol. 200 B.

⁴ *Châteauverdun* (Ariège), cant. des Cabannes, arr. de Foix.

⁵ Ms. 4030, fol. 38 C, 204 B.

⁶ *Ibid.*, fol. 204, 254 A.

⁷ *Ibid.*, fol. 201.

⁸ Ms. 4030, fol. 117-118.

⁹ *Rabat* (Ariège). cant. de Tarascon.

¹⁰ Ms. 4030, fol. 64 A, 77 A, 83 B, 101, 295.

¹¹ Limborch, p. 28, 180 ; ms. 4030, fol. 254 B, 247 D, 251 A.

1306. D'autres croyants les logent, à Quié, à Junac, à Ax et à Arques, pendant les deux années suivantes ¹.

La prise d'André suivit de près celle de Pierre Autier ; et il est probable qu'il périt, comme son chef, sur le bûcher.

Un de ses sermons est analysé par le croyant, Pierre Maury. Il est aussi extravagant que décousu ².

10. *Guillem Autier*, frère puîné de Pierre, épousa Gaillarde Bénét, d'Ax, et en eut au moins deux fils : Arnaud et Pierre, qui, en 1316 et 1317, se cachaient en Espagne par peur du Saint-Office ³. Guillem aimait la plaisanterie et la danse : *Sciebat ducere coreas et solacium ducere* ⁴. Il passait, un jour, sur le bord de l'Ariège avec un groupe d'amis, muni d'un pâté de poissons, lorsque, saisissant un caillou, il s'adressa à un de ses compagnons : « Parions, dit-il, que tu seras incapable de lancer cette pierre dans l'eau ! » L'autre haussa les épaules. Il fut entendu qu'il aurait une part du pâté s'il réussissait. Alors l'hérétique lança lui-même le projectile dans l'eau. Le tour était joué ⁵.

Prades Tavernier, ai-je dit, l'estime peu. Il reste, dit ce collègue, des heures durant à contempler et à manier l'argent recueilli dans ses courses ⁶. D'autres croyants font, par contre, son éloge ⁷.

Bien que placé au second plan, il visite et console beaucoup de croyants. En 1300 et 1301, il est à plusieurs reprises l'hôte de Sybille den Balle, d'Ax, d'Arnaud Isaure, de Larnat, et d'Arnaud Marty, de Junac ⁸. En 1304, il se cache chez les Belhots, à Montaillou, et console Narochoa. Il reçoit Fabrise Marty, de Junac, vers le 6 janvier, et Bona, à la Purification ⁹. En 1305, il reste prudemment caché dans le Savarthès, de préférence chez Guillem d'Aire, de Quié. Toutefois, il va « hérétiser » Alazaïs, femme de Barthélemy d'Ax, vers la Pentecôte ; Raymond Bénét, de Montaillou, au mois de juin ; Guillem Bénét, de la même lo-

¹ Ms. 4030, fol. 181, 186-187, 202 A, 247 B.

² Ms. 4030, fol. 252 D-253 A. Nous l'analyserons ailleurs.

³ Ms. cit., fol. 188 B, 196 B.

⁴ *Ibid.*, fol. 94 A.

⁵ *Ibid.*, fol. 139 A.

⁶ *Ibid.*, fol. 204 B.

⁷ *Ibid.*, fol. 59 C ; cf. Molinier, dans *Archives des missions*, III^e série, t. XIV, p. 288-289.

⁸ Ms. 4030, fol. 117, 51, 275.

⁹ *Ibid.*, fol. 61 A, 74 C, 277 D.

calité, vers la Saint-Michel ¹. En 1306, 1307 et 1308, c'est à Quié, à Junac et à Ax qu'il demeure ².

L'Inquisition ne mit la main sur lui qu'après le mois de décembre 1309 ³. Un prévenu fait allusion à son supplice : *Guillelmus Aulerii... qui fuit postea combustus* ⁴.

11. *Jacques Autier* est le fidèle disciple de son père, qui l'aime et le vante, disant qu'il prêche « comme un ange ⁵. » Pendant le séjour de Pierre Autier en Lombardie, le jeune homme demeure chez Arnaud Dupuy, vignier de Castelbo, et chez Arnaud Tisseyre, de Lordat, son beau-frère ⁶.

Reçu dans la secte par son père et son oncle, en 1301, Jacques devient un prédicant zélé, et accompagne l'*ancien* dans ses courses. J'ai déjà parlé de la réunion nocturne tenue par lui dans une église de Toulouse ⁷. C'était un défi jeté à l'Inquisition.

Aussi, vers le 8 septembre 1305, Prades Tavernier et lui furent-ils arrêtés dans des circonstances qu'il est bon de raconter. Un prisonnier de l'Inquisition, nommé Guillem Peyre, désireux d'être agréable à ses juges, avait juré de leur amener un hérétique authentique. Sorti de prison, avec ou sans leur agrément, il ne tarde pas à rencontrer Jacques Autier et son collègue Tavernier et réussit à leur persuader de se rendre à Limoux pour y consoler un mourant qui les réclame avec instances. A peine sont-ils arrivés dans cette ville, que le traître les fait appréhender par les gens du Saint-Office. Conduits à Carcassonne, les deux *bonshommes* s'échappent du mur après une courte détention ⁸.

On les retrouve, en 1306, à Quié, à Ax et à Arques ⁹. Puis il n'est presque plus question du jeune Autier, jusqu'au jour où il fut repris par l'Inquisition, peu après la capture de son père, dont il partagea la détention et le supplice ¹⁰.

12. *Pierre Sanche*, de la Garde, est, comme le précédent, un

¹ Ms. 4030, fol. 98 C, 297.

² *Ibid.*, fol. 181.

³ Limborch, p. 88.

⁴ Ms. fol. 4030, 210 D.

⁵ *Ibid.*, fol. 202 A.

⁶ *Ibid.*, fol. 157.

⁷ *Ibid.*, p. 159.

⁸ Ms. fol. 4030, 128 A, 251 A, 254 B, 247 D; Limborch, p. 18, 27, 28, 180.

⁹ Ms. 4030, fol. 181 D, 186-187, 202 A, 247 B.

¹⁰ *Ibid.*, fol. 251 A, 210 C; Limborch, p. 60, 64, 68, 74, 75.

fidèle acolyte de Pierre Autier. Simple croyant, sa charge de « ductor, » ou guide du vieil hérétique, lui donne de l'influence : il fait de la propagande dans sa propre famille et auprès de ses amis ¹. Son frère Raymond fut brûlé comme relaps en 1313 ² ; sa sœur Guillemette et son neveu Pierre Bernard de Gomayrac furent revêtus de croix en 1312 ³.

Lui-même fut initié à l'état de perfection par son *ancien*, dans la maison de Durand, de Beauvais, en 1306, vers la Toussaint ⁴. Puis l'hérétique l'emmena dans ses courses à travers le Toulousain et le pays de Foix. En 1308, nous les retrouvons tous deux à Verlhac-Tescou ⁵. Ils se séparent quand le danger devient menaçant. Sanche va s'enfermer dans la maison de Raymond Durand, de Beauvais, où il tombe malade. Il y reçoit, pendant le carême de 1309, les visites de son maître, de Guillem Autier et de Sanche Mercadier. Dès que ses forces le lui permettent, il se réfugie chez sa nièce Guillemette, près de Lavaur ⁶.

Le 10 août, Bernard Gui le désigne nommément comme étant un de ceux dont la capture est particulièrement désirable ⁷. Pierre Autier n'échappe pas à la trahison ; mais lui réussit à mettre en défaut, deux ans et plus, la vigilance des catholiques, sans sortir du pays.

Il passe trois mois (de la fin de septembre 1309 au 2 janvier 1310) chez Pons des Hugoux, près de Tarabel ⁸, où Philippe Dalayrac et Guillem Autier se rencontrent avec lui. Le 2 janvier, dans la nuit, les sbires de l'Inquisition frappent à la porte de la maison. Le faidit n'a que le temps de fuir par un passage secret. Il est sauf ⁹. Son neveu, Bernard de Gomayrac, le recevrait volontiers dans sa métairie, près de Castelmaurou ¹⁰ ; mais c'est courir trop de risques que d'aller séjourner là, et l'hérétique retourne à Verlhac-Tescou (février ou mars 1310) ¹¹. C'est

¹ Limborch, p. 41, 59, 170.

² *Ibid.*, p. 170, 174.

³ *Ibid.*, p. 102-103, 115.

⁴ *Ibid.*, p. 80, 86. — *Beauvais* (Tarn), cant. de Salvagnac, arr. de Gaillac.

⁵ Limborch, p. 85, 112, 113.

⁶ Limborch, p. 48-49, 42.

⁷ *Practica*, p. 4.

⁸ *Tarabel* (Haute-Garonne), cant. de Lanta, arr. de Villefranche.

⁹ Limborch, p. 88.

¹⁰ *Castelmaurou* (Haute-Garonne), cant. de Toulouse.

¹¹ Limborch, p. 102, 108.

pour y rester peu de temps. A la fin du carême, il est à Mourvilles-Basses ¹; et, dans la nuit du vendredi saint, il est reçu chez Raymond Gérard, d'Aurin ², qui le gardera jusqu'à la Toussaint. Il passera les deux derniers mois de cette année chez Raymond de Maureville, à Mourvilles-Basses ³.

Mais son existence, qui s'écoule dans l'ombre et dans des transes continuelles, commence à lui peser. Quand le danger le menace plus prochainement, il songe au suicide : à cette sorte de suicide *rituel* permis à l'hérétique traqué par l'Inquisition. Son hôte lui procure un barbier qui le saigne : *adduxit barbitonsorem ut minueret dictum hereticum* ⁴. On nous assure par ailleurs que le malheureux *procurabat et accelerabat sibi mortem per minutionem et balneationem et frigidationem* ⁵.

On était au mois d'août 1311. Sanche osa pénétrer un jour dans Toulouse, mais en repartit aussitôt pour aller « consoler » Ayceline, mère de Guillem Sicre, de Souliès, près de Ségreville ⁶. Quinze jours après, il fit une deuxième course à Souliès pour « recevoir » Pierre Sicre. La maison du mourant devint son refuge jusqu'à la Toussaint ⁷.

En novembre, il tombe malade chez Raymond Gérard, d'Aurin. Mais l'indisposition est courte. Au commencement de l'Avent, l'Inquisition s'étant emparée d'un croyant qui connaît sa retraite, on s'élève dans la petite communauté. Raymond de Maureville, dévoué jusqu'à la mort, mais trop compromis, confie le parfait à Guillem Sicre, de Souliès. Sanche s'enterre vivant dans une cachette où l'on n'accède que par une brèche pratiquée dans un mur.

Le lendemain de son installation dans ce taudis, son hôte d'hier, Raymond de Maureville, est arrêté. On l'interroge, mais ni promesses ni menaces ne lui font trahir le *faidit*. Sanche peut s'échapper quelques heures avant l'arrivée des gens de

¹ *Mourvilles-Basses* (Haute-Garonne), cant. de Caraman, arr. de Villefranche.

² *Aurin* (Haute-Garonne), cant. de Lanta.

³ Limborch, p. 108, 118, 139.

⁴ Limborch, p. 119, 139. Pierre Autier avait donné l'exemple : Arnaud Sicre, son barbier, « rasisit barbam Petro Sancii heretico pluries et minuit eum, et Petro Auterii similiter rasisit barbam et minuit eum » (p. 159).

⁵ *Ibid.*, p. 139.

⁶ *Ségreville* (Haute-Garonne), cant. de Caraman.

⁷ Limborch, p. 118, 139, 146-147.

l'Inquisition à Souliès. On était aux approches de Noël ¹.

Tous les membres des deux familles les plus dévouées à Pierre Sanche, les Gérard, d'Aurin, et les Sicre, de Souliès, furent arrêtés et mis en demeure de parler. Ils ne s'y décidèrent qu'à la longue : Guillem Sicre, en particulier, ne se rendit que *in corda levatus aliquantulum* ².

Qu'advint-il de l'hérétique ? Traqué de gîte en gîte comme une bête fauve, privé de ses meilleurs amis, bientôt le gîte lui-même lui fera défaut, ainsi que le vivre. Alors il ne pourra manquer de tomber aux mains de ses ennemis, à moins qu'il ne préfère se donner la mort.

13. *Sanche Mercadier* était un tisserand du Born, que Pierre Autier mit au nombre des « bonshommes, » peu de temps avant de tomber lui-même aux mains de l'Inquisition. Cette initiation fut faite dans la maison de Bertrand Salles, de Verlhac-Tescou, en 1309 ³. Mercadier fut le dernier *socius* du vieil hérétique, et, comme son maître, il fut désigné par Bernard Gui aux vigilantes recherches des catholiques. Mais, plus heureux que l'*ancien*, il put se dérober par la fuite. Jean et Arnaud, ses frères, qui l'avaient suivi dans son exil, furent condamnés par défaut, le 7 mars 1316. Son troisième frère, Guillaume, et Bernarde, femme d'Arnaud, reçurent aussi une condamnation ⁴.

14. *Guillem Bélibaste* sera l'objet d'une notice spéciale, à la fin de cet article.

Ainsi, en 1312, la campagne néo-albigeoise est bien terminée. Tous les chefs sont morts ou en fuite. L'Inquisition s'en prend désormais à leurs disciples, dont la plupart détestent leur erreur et reçoivent comme « pénitence » la prison, ou les croix et les pèlerinages ⁵.

¹ *Ibid.*, p. 109, 110, 118, 146-147.

² *Locis cit.*

³ Limborch, p. 41, 51, 53-54.

⁴ *Ibid.*, p. 47, 80, 82, 205, 206.

⁵ J'évalue à cinq cents environ les accusés albigeois dont le *Liber Sententiarum* de Bernard Gui contient les sentences. Trente d'entre eux sont livrés au bras séculier ; soixante défunts sont exhumés ; une vingtaine de maisons d'hérétiques sont détruites. La grande masse des prévenus sont condamnés aux croix et aux pèlerinages, ou à la prison. — On peut consulter le tableau des sentences de B. Gui, dressé par Mgr Douais (*Documents [sur] l'Inquisition*, I, p. ccv). Si nos chiffres diffèrent des siens, c'est que nous n'avons tenu compte, dans notre relevé, que des condamnés albigeois.

Pendant quinze années environ, les tribunaux de Toulouse, de Carcassonne et de Pamiers ne cessent de travailler à extirper les plus petits restes de l'hérésie. Et après le premier quart du xiv^e siècle, le péril albigeois a disparu. Nul effort ne fut fait dans la suite pour le renouveler.

III.

RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE NÉO-ALBIGEOISE

L'action de Pierre Autier et de ses compagnons, autant qu'il est possible d'en juger par les documents que nous possédons ¹, se déploya sur un théâtre relativement vaste, dont il est facile de préciser les limites.

C'est Ax, la patrie des Autier, — et on peut la considérer pour cela comme le chef-lieu du néo-albigéisme, — qui sert de base à tout le mouvement. Elle offre à l'hérétique et à ses adeptes un refuge dont la sûreté est garantie par des liens de parenté et de solidarité très puissants. Aussi les « bonshommes » y reparaissent-ils souvent, jusqu'au jour où une surveillance active de l'ennemi leur en rend le séjour périlleux.

Les Pyrénées, sur lesquelles s'appuient cette ville et le Savarèthes, constituent la limite sud du champ d'action de l'hérésie. Par les cols nombreux qui s'ouvrent dans leur chaîne, il est facile aux ouvriers du dualisme de sortir de ce champ envahi par l'Inquisition et de gagner les plaines de la Catalogne.

Autier franchit au moins une fois le col de Puymorens. Sa présence est notée à *Carol*, aux portes de Puycerda ². Mais il négligea, croyons-nous, la Cerdagne et le Roussillon pour diriger ses efforts vers les plaines du Nord.

¹ En dehors des ms. 4030 de la Bibl. du Vatican, 4269 de la Bibl. nationale (fonds latin), et du *Liber Sententiarum* de Bernard Gui, nous avons tenu compte, pour établir les calculs qui vont suivre, des registres de Doat XXVII et XXVIII. Ces volumes complètent, sur plusieurs points, les registres de Jacques Fournier et de B. Gui. Les actes qu'ils renferment (consultations juridiques, actes de foi, sentences, etc.) se placent entre l'année 1323 et l'année 1329. Au folio 147 du tome XXVII, on lit une liste de cathares pénitents qui déposent leurs croix en 1329. Nul doute qu'ils aient connu Pierre Autier. Et cependant il n'est point question d'eux dans les registres de Fournier, de G. d'Ablis et de Bernard Gui.

² Molinier, *op. cit.*, p. 149.

Son domaine « spirituel » paraît avoir été borné à l'est par le cours supérieur de l'Aude, jusqu'à Limoux, puis par une ligne imaginaire allant, plus ou moins directement, couper l'Agout à Saint-Paul-Cap-de-Joux et rejoindre le Tarn à Albi. Il ne dépassait pas, au nord, Montauban et Castel-Sarrasin, et, à l'ouest, le cours de la Garonne jusqu'à Toulouse, sauf une légère pointe vers Grandselve et Beaupuy.

Il avait ensuite pour limite le cours de l'Ariège jusqu'à sa source. Il comprenait donc le comté de Foix, le Toulousain, le Haut Languedoc, le Bas Quercy, une partie de l'Albigeois, tout le Lauragais, la vallée de l'Aude, le Capcir, une partie du Fenouillèdes, le Donezan et le pays de Sault ¹, théâtre évidemment trop étendu pour que les « bonshommes, » qui n'étaient qu'un petit groupe, pussent, en peu d'années, non seulement en travailler, mais même en parcourir tous les centres habités.

On peut évaluer à cent vingt-cinq les localités où ils avaient trouvé des adhérents. Sur ces cent vingt-cinq villes ou villages visités par eux avec quelque succès, quatre-vingt-quinze environ le furent plus tard par l'Inquisition, qui fit des procès à ceux de leurs habitants qui avaient pactisé avec les ministres de l'erreur.

Quarante-huit de ces localités contaminées sont situées dans le département actuel de l'Ariège, et, plus particulièrement, dans les cantons de la haute vallée (arrondissement de Foix) ².

¹ Jean Maury, interrogé par J. Fournier sur ses relations avec un prêtre du Couserans émigré en Espagne pour cause d'hérésie, prétend lui avoir entendu affirmer « quod plures heretici erant in Carcassesio, in Tholosano inferiori, in Agenesio usque Mirandam et in Caturcino, quam in Savartesio » (ms. 4030, fol. 217 A).

² Nous dressons la liste des localités atteintes par l'hérésie en l'établissant dans le cadre des circonscriptions actuelles.

Département de l'Ariège, arrondissement de Pamiers : Pamiers.

Canton de Mirepoix : Queille.

Canton de Saverdun : Saverdun.

Canton de Varilhes : Varilhes, Dalou, Malléon.

Arrondissement de Foix. *Canton de Foix* : Foix, Celles, Pradières, Saint-Paul.

Canton de Quérigut : Mijanès.

Canton d'Ax : Ax, Ascou, Mérens, Montaillou, Perles, Prades, Sorgeat, Tignac, Vaïchis

Canton des Cabannes : Aston, Bouan, Caussou, Châteauverdu, Larnat, Las-sur, Lordat, Luzenac, Unac, Verdun, Vernaux.

Canton de Tarascon : Tarascon, Arignac, Bédeilhac, Capoulet, Génat, Gournat, Junac, Laburat, Miglos, Ornat, Quié, Rabat, Sabart.

On en trouve presque autant dans la Haute-Garonne et spécialement dans les districts de Montastruc, de Verfeil, de Villemur, de Caraman et de Lanta. Nous en avons relevé une dizaine dans la vallée de l'Aude et le Carcassès : de préférence dans le canton de Castelnaudary. L'arrondissement de Limoux fut surtout atteint dans sa partie montagneuse : Capcir et Saulat.

Dans le pays de Lavaur et l'Albigeois, plus de trente localités furent visitées par les « bonshommes ». Enfin, ceux-ci trouvèrent des sympathies chez les villageois du bas Quercy, de la vallée du Tescou, comme aussi chez ceux du district de Verdun (Tarn-et-Garonne).

Canton de Vicdessos : Goulier, Illier, Siguer.

Canton de Lavelanet : Lavelanet.

Département de la Haute-Garonne. Arrondissement de Toulouse : Toulouse.

Canton de Toulouse-Sud : Montaudran, Beaupuy.

Canton de Toulouse-Centre : Castelmaurou.

Canton de Fronton : Vacquiers.

Canton de Grenade : Grenade.

Canton de Montastruc : Azas, Montastruc, Roqueserrière, Saint-Jean-de-l'Herm, La Solade (comm. de Montpitol).

Canton de Verfeil : Gaure, Serres (comm. de Saint-Marcel-Paulel), Verfeil.

Canton de Villemur : Le Born, Filhols (comm. de Villemur), Mirepoix-sur-le-Tarn, Villemur.

Arrondissement de Villefranche. *Canton de Villefranche* : Lagarde.

Canton de Caraman : Auriac, le Cabanial, Caraman, Francarville, Mascarville, Mourvilles-Basses, Prunet, Ségreville.

Canton de Lanta : Aurin, Bugnac (comm. de Tarabel), Saint-Anatoly, Sainte-Foy-d'Aigrefeuille, Tarabel (les Hugous, les Pujols, etc.).

Canton de Revel : Montégut, Vaure.

Département de l'Aude. Arrondissement de Limoux : Limoux.

Canton de Couiza : Arques, Coustaussa, Cubières.

Arrondissement de Castelnaudary. *Canton du même* : les Cassés, Mas-Saintes-Puelles, Saint-Papoul, Verdun, Villemagne.

Canton de Fanjeaux : Fanjeaux.

Département du Tarn. Arrondissement et canton de Lavaur : Lavaur, Banières, Garrigues, Lagassié (près Garrigues), Lugan, Laval (comm. de Lavaur), Montaucel, Poudeux (id.), Roquevidal, Sênil (comm. de Garrigues), Saint-Sulpice-du-Tarn.

Canton de Saint-Paul-Cap-de-Joux : Saint-Paul-Cap-de-Joux.

Canton de Puylaurens : Appelle.

Arrondissement de Gaillac. *Canton de Rabastens* : Mezens, Rabastens.

Canton de Cordes : Cordes.

Canton de Salvagnac : Beauvais, Montgaillard.

Arrondissement de Castres. *Canton de Dourgne* : Sorèze.

Département de Tarn-et-Garonne. Arrondissement de Montauban. *Canton de Montclar-de-Quercy* : Montclar (hameaux de Marnhiac, Rabinio, Rougès, etc.).

Canton de Villebrumier : Varennes, Verlhac-Tescou, Villebrumier.

Arrondissement de Castel-Sarrasin : Castel-Sarrasin.

Canton de Verdun : Beaupuy, Bouillac, Comberouger.

En recherchant sur une carte géographique les localités dont nous faisons l'énumération en note, on se rendra compte de l'extension territoriale acquise par la secte, mais on remarquera que la majeure partie des centres habités renfermés dans ces limites sont absents de la liste. Beaucoup d'entre eux, sans doute, ne virent même pas d'hérétiques; mais si la plupart demeurent, pour nous, indemnes de toute contamination, c'est peut-être parce que nos documents, qui ne représentent qu'une partie de la procédure, ne nous fournissent pas de quoi prouver le contraire.

C'est pour ce motif encore qu'il nous sera difficile d'évaluer la population cathare sectatrice des Autier et de mesurer les conquêtes de l'hérésie dans chacune des localités nommées. D'ailleurs, en dépit de ses méthodes d'investigation, le Saint-Office ne parvenait pas à tout connaître. Certains obstinés demeuraient muets, qui auraient pu dévoiler des suspects; les croyants les plus avisés avaient soin de se dérober par la fuite, et, de bon nombre d'entre eux, on n'entendait plus parler. Restaient les prudents, qui savaient dissimuler leurs vrais sentiments sous des dehors d'inattaquable orthodoxie et dans le cœur desquels nul ne pouvait lire.

En somme, des croyants de Pierre Autier le nombre est impossible à fixer. Voici cependant le chiffre de ceux dont les tribunaux de Geoffroi d'Ablis, de Bernard Gui et de Jacques Fournier eurent à s'occuper. Nous en avons compté près de six cent cinquante, de 1308 à 1329 ¹. Dix-sept, tous du Savarthès ou

¹ Voici les noms des croyants les plus dévoués :

Az : Sybille den Balle, B. Arqueiator, Raymond Vayssièrre, la maison Gaubert, Simon Barre, P. Pauc. — *Montailhou* : familles Maurry, Clerc, Bellot, Guilabert, Benet, Baile. Marty, Argelir. — *Prades* : familles Buscailh, Savigna, Pélicier. — *Mérens* : Amiel, Dupont.

Tignac : Raymond d'Aire, Bernard Laufre.

Vaichis : Pierre Fons. — *Garanou* : Penavayra.

Luzenac : Palharesa de Luzenac.

Causou : familles Bec, Boret, Record, de Planissoles.

Lordat : familles Tissier, Raymond Sabatier, Arnaud Cougul. — *Château-verdun* : les seigneurs du lieu.

Larnat : Philippe de Larnat, familles Isaure, Regos, Capella.

Verdun : familles Tranier, Bertrand de Perles, Raymond de Verdun, Fabre.

Vernaux et le Puy-Saint-Pierre : famille den Vernaux.

Tarascon : familles Bayard, Piquier, de Rodès, de Gaillac, Arnaud Savigna, Danhasu, Auger, Lombard, Tournier, Caramat.

Quié : maisons d'Aire, Peyre, Hugoul.

du diocèse de Pamiers, comparurent devant G. d'Ablis; soixante-dix, originaires du même pays, furent justiciables du tribunal de Jacques Fournier; cinquante furent graciés en 1329; les autres, pris dans tous les centres d'hérésie, furent condamnés par Bernard Gui.

A ce chiffre de six cent cinquante prévenus, nous ajouterons celui des croyants dénoncés par leurs coreligionnaires, et que les juges saisirent plus tard ou pas du tout. Il est approximati-

Junac : les seigneurs du lieu, familles Marty, Pierre Grate, Baile, Pierre Tailla.

Ornolac : familles Benet, Austatz.

Rabat : le châtelain Arnaud du Castet, Pierre l'Ainé, maisons Pons des Pujols, Regis.

Toulouse : familles de Pranodo, de Sainte-Foi, de Tounis, Contraste, Gach, du Barri, etc.

Montaudran : P. Borrel.

Vacquières : maison Fabre.

Azas : maison de Saysser, Gascon, Hélie, Barbier, etc.

Roquesserrière : maison Tissier.

Saint-Jean-de-l'Herm : famille Dominique.

Verfeil : Michel et Raymond Mirou.

Serres : Toute la famille Gilabert.

Villemur : familles Sicard et Isarn.

Le Born : familles Mercadier, Yvernât, Dominique, Bosc, Fabre Espagnol. Boy. Bayssas, Sicard.

Mirepoix : familles Aliguiet, Maurand, Capus, Duprat, Turquet.

Lagarde : familles Sanche, Mercadier, Guy, Pélicier. — *Francartville* : famille Girard.

Mourvilles : Raymond de Maureville, famille Sicard.

Prunet : familles de la Salvétat, Brun, Sanche.

Aurin : famille Géraud.

Tarabel : familles de More, Boyer, etc.

Les Hugous : famille Hugaus.

Montégut : familles Audouy et de Montégut.

Limoux : Martin François, Pons Coutelier, Guillem Sabathier, etc.

Argues : Raymond Peyre et sa famille, maison Bototh.

Cubières : famille Belibaste.

Saint-Papoul : famille de Pierre Raymond.

Verdun : familles Bernère, Fauquet, Bouilla, Ysabé, Fabre, Nicolas, etc.

Garrigues : femmes Raynaud, de Pibras, Géraud.

Lugan : familles Porcel, Massip.

Saint-Sulpice : Baragnona, familles Raynès, Peyre, de Montcabrier.

Mézens : famille Fabre.

Beauvais : maison Durand.

Montgaillard : famille Mercadier.

Montclar : familles Bertric et de Lanta.

Varennes : famille Gascon.

Verlhac-Tescou : familles Clayrac, Salas.

Verdun-sur-Garonne et Beaupuy : famille Maurel.

Bouillac : familles de Verdun, Bourret, Teulière, Molinier, etc.

vement de trois à quatre cents individus. Nous avons ainsi un total d'un millier de personnes dont on sait qu'elles adhèrent à la secte.

Mais cette évaluation est évidemment en dessous de la vérité, surtout si l'on remarque qu'elle s'étend, comme les documents qui en sont la base, sur une période de plus de vingt années (1308-1329) et si l'on veut bien se rappeler qu'à la parole d'Autier et de ses compagnons, des familles nombreuses, des villages entiers, tels Ax, Montailhou, Junac ¹, se donnaient à l'hérésie. D'ailleurs, le seul fait que l'Inquisition a dû peiner pendant un quart de siècle sans trêve ni repos, et qu'aux tribunaux de Toulouse et de Carcassonne on a dû adjoindre la succursale de Pamiers, pour suffire à la besogne, prouve que les adversaires étaient nombreux et paraissaient redoutables par leur multitude même.

J'ajoute qu'ils ne pouvaient être à craindre que par leur nombre, car leur condition modeste et leur défaut d'influence les rendaient absolument inoffensifs. Si on mesure ses résultats à la valeur intellectuelle et sociale des conquêtes qu'elle fit, la « mission » néo-albigeoise fut peu brillante. Elle n'enrôla que des laboureurs, des pâtres, des artisans, gens grossiers et ignorants qui se laissaient prendre aux facilités nombreuses de la morale des cathares, sans se préoccuper beaucoup de leurs dogmes. Le chiffre des croyants établi tout à l'heure est composé, pour les neuf dixièmes, de gens de cette catégorie. L'autre dixième comprend quelques bourgeois ou propriétaires ayant quelque aisance, de rares représentants de la noblesse rurale, un petit nombre de personnages exerçant certaines professions libérales, et plusieurs membres du clergé. Sur soixante-dix procès faits par J. Fournier à des suspects de catharisme, huit à peine concernent des prévenus ayant une de ces situations ²; tous les autres regardent des gens du peuple, des pauvres.

¹ Ms. 4030, fol. 51 B, 55 B, 274 B, 204 D.

² Deux sont nobles : Béatrix, femme de feu Eudes Glaïzes, et en premières noces de Bérenger de Roquefort, seigneur de Montailhou (fol. 36); Bertrand de Taix, chevalier, de Pamiers, issu d'une famille d'hérétiques (fol. 285). — Il y a ensuite un notaire : Arnaud Tisseyre, de Lordat (fol. 156), et un expert (*peritus*) : Guillaume Gautier, de Tarascon (fol. 309). — Enfin, on y voit quatre ecclésiastiques : Barthélemy Amillat, prêtre espagnol (fol. 45); Amiel de Rieux, vicaire perpétuel d'Unac (fol. 224); Guillaume Auricol, curé de Pradières (fol. 312), et Bernard Franc, clerc de Goulier (fol. 60).

Une proportion semblable et peut-être moindre encore, entre l'une et l'autre de ces catégories, se remarque dans le *Liber Sententiarum* de Bernard Gui, où l'on ne pourrait glaner qu'un petit nombre de noms et de détails dénotant quelque aisance chez ceux à qui ils se rapportent, parmi la multitude de gens de basse extraction et de modeste fortune dont les sentences occupent presque tout le livre.

L'enquête faite par Geoffroi d'Ablis, en 1308, dans la haute vallée de l'Ariège, produisit des résultats à peine différents. Sur dix-sept accusés, deux sont nobles ¹; deux exercent la profession de notaire ²; un autre, celle d'avocat ³; deux appartiennent à la classe des propriétaires aisés ⁴; les autres, à celle des artisans et des cultivateurs.

En dehors des prévenus dont on possède les aveux, et dans ces aveux mêmes, on recueille quelques renseignements sur les convictions religieuses de certains seigneurs et de rares familles nobles du comté de Foix ⁵. Plusieurs officiers et châtelains du comte sont dévoués aux « bonshommes. » Arnaud de Châteauverdun, son sénéchal, appartient à une famille compromise de vieille date : Stéphanie, femme de Guillem-Arnaud de Châteauverdun, et son fils vont à Barcelone, puis en Lombardie, visiter les hérétiques ⁶. Pons-Arnaud de Châteauverdun est déjà en Italie quand Pierre Autier y arrive ⁷. Au dire d'Arnaud Sicre, de Sybille d'Arques et d'autres, Gaillard et Esclarmonde, seigneurs de Junac ⁸; Guillaume Bayard, châtelain de Tarascon ⁹; Guillem-Arnaud du Castet, seigneur et damoiseau de Rabat ¹⁰; Simon Barre, châtelain de Son (Usson), dans le Donezan ¹¹; Phi-

¹ Philippe de Larnat, damoiseau (ms. 4269, fol. 5). Athon du Castet, seigneur de Queille (fol. 43, 44).

² Guillem de Rodès (fol. 9-13) et Pierre de Gaillac (fol. 26-50).

³ Pierre de Luzenac, clerc (fol. 52-55).

⁴ Raymond Autier, frère des hérétiques (fol. 6-8), et Arnaud Isaure (fol. 39, 40).

⁵ Je ne puis donner comme un fait certain l'hérétication du comte de Foix, Roger-Bernard III, quoi qu'en dise Pierre Autier (ms. 4030, fol. 206 B).

⁶ *Ibid.*, fol. 38 C, 204 B.

⁷ *Ibid.*, fol. 160, 161. — « Pontium Arnaldi de Castroverduno condominium dicte ville reputabant quasi seipsos, » dit P. Autier, f. 206 A.

⁸ *Ibid.*, fol. 128 D, 206 A.

⁹ *Ibid.*, fol. 204 D.

¹⁰ *Ibid.*, fol. 235 C, 281 C. Le cadavre de ce seigneur fut exhumé et livré aux flammes. (Fol. 205 C.)

¹¹ *Ibid.*, fol. 158 D.

lippe de Planissoles, seigneur de Caussou ¹, sont attachés à la secte et protègent ses ministres.

Mais que peut cette poignée de petits seigneurs et d'obscurs officiers pour la cause hérétique ? Les puissants, s'il en est encore qui restent fidèles, se gardent de faire parade de leurs sympathies. L'Inquisition les effraie ; ils se mettent à son service. Le comte de Foix y trouve son avantage : les biens confisqués aux coupables lui reviennent, *ratione incursus haereseos*. Roger-Bernard III, qui a peut-être été assisté à sa mort par Pierre Autier, avait mis la main sur les biens de l'hérétique : *Gentes comitis Fuxi occupabant et applicabant sibi bona Petri et Guillelmi praedictorum haereticorum* ². Lui-même ou son fils Gaston confisquèrent plus tard la maison de Sybille den Balle, d'Ax ³, et d'autres ⁴.

Quant aux pauvres châtelains de village, hobereaux, aussi impuissants que timides, ils n'étaient susceptibles d'apporter à la cause hérétique, s'ils l'osaient, qu'un dévouement hypothétique, incapable de grandes choses, et une protection qui ne s'étendait pas au delà de leur modeste sphère d'influence.

On n'était donc plus aux beaux temps où l'albigéisme enrôlait les fils des plus nobles familles du Midi ; où des armées fortes combattaient pour l'idée cathare sous la conduite de chefs redoutés. Aujourd'hui, les descendants de ces familles siègent, aux jours de sermons solennels, à côté des inquisiteurs et approuvent les sentences prononcées contre ceux que leurs aïeux protégeaient.

Cette abstention des grands et des forts fit avorter la tentative. Les petits et les faibles qui restaient constituaient une masse inerte, un corps sans nerfs, incapable de résister au moindre choc, et, plus encore, de prendre une initiative quelconque. Ces braves gens se montraient pleins de courage et de bonnes intentions quand leurs « bonshommes » étaient près d'eux ; dès que ceux-ci eurent disparu, l'indifférence reprit son

¹ Ms. 4269, fol. 2 B.

² Ms. 4269, fol. 7 B.

³ Arnaud Baile, fils de Sybille, se demande « qualiter posset recuperare hospitium maternum, scilicet Sibillie Balle, quod ratione incursus heresis dictae matris suae, dominus comes Fuxi tenebat. » (Ms. 4030, fol. 189 D.)

⁴ Ceux de Raymond Maury, de Montailhou, « immurati, occupata [bona] per dominum comitem Fuxi. » (*Ibid.*, fol. 214 D.)

empire et il ne resta de leurs efforts que de vagues regrets chez ceux qui avaient apprécié les avantages pratiques du catharisme. L'Inquisition eut beau jeu contre de telles gens.

En somme, l'Église albigeoise fondée par Pierre Autier n'eut point de vie sociale ; elle n'osa s'affirmer ou n'en eut pas la force. Elle serait restée dans l'obscurité, comme ceux qui la composaient, si l'Inquisition ne l'avait produite au grand jour pour la supprimer à jamais.

Cette œuvre fut bienfaisante, bien qu'elle ait été menée avec rigueur. Le catharisme avait fait le plus grand mal aux populations du Midi : il avait jeté le trouble dans les idées, le désordre dans les familles, des germes d'anarchie et de mort dans la société : résultats qui s'étaient manifestés pendant plus d'un siècle et que nul effort contraire, ni la force ni la persuasion, n'avaient pu conjurer.

Les néo-cathares du ^{xiv}^e siècle attisaient dans le peuple le foyer encore vivant de tous ces maux ; et qui peut affirmer qu'avec le temps, cette flamme, gagnant de proche en proche, n'eût pas absorbé la société tout entière et fait revivre les tristes jours de la croisade ?

L'Inquisition a écarté ce danger pour toujours.

III.

GUILLEM BÉLIBASTE ET SA PETITE ÉGLISE CATHARE EN CATALOGNE

La mort de Pierre Autier et de ses compagnons marqua la ruine de la secte albigeoise. Les survivants se trouvaient dans l'alternative de paraître devant l'Inquisition, ce qui revient à dire, d'opter entre l'abjuration et le bûcher, ou bien de fuir à l'étranger. Et il leur fallait se hâter de faire choix. Beaucoup n'en eurent pas le temps, surpris qu'ils furent par la rapidité de la répression. Quelques privilégiés du Savarhès, voisins des frontières où expirait le pouvoir inquisitorial, purent les franchir et trouver un refuge au delà des Pyrénées. Ils se rencontrèrent dans l'exil et formèrent, autour d'un « parfait » échappé à l'Inquisition, un groupe mystérieux et toujours tremblant, qui représenta en Catalogne, pendant plus de dix années, l'ancienne

Église albigeoise française. Ils appartenaient tous à des familles jadis dévouées à Pierre Autier. Ils reportèrent, en exil, sur son héritier spirituel, sur Guillem Béliaste, le dévouement dont eux-mêmes et leurs parents avaient entouré le vieil hérétique.

Guillem Béliaste était originaire de Cubières, dans le Capcir ¹. Ses parents ² accueillaient volontiers chez eux les parfaits Pierre, Jacques Autier, Amiel de Perles, Philippe Dalayrac et Raymond Faure ³. Avant son initiation, Guillem exerçait la profession de pâtre dans les bergeries de son père ou ailleurs. Dans une dispute, il tua un de ses pareils et s'enfuit à Rabastens, pour échapper au châtement ⁴.

Cela ne mit point d'obstacle à son ordination, qui dut être faite vers la fin de la campagne d'Autier. Le nouveau « bon-homme, » l'un des neuf ou dix qui se cachaient dans le Capcir, ne joua aucun rôle, que l'on sache, dans cette entreprise. Je ne lui connais qu'un disciple, qui se réclame de lui, en dehors de ceux qui partagèrent son exil : c'est Guillemette Tournier, de Tarascon, relapse, livrée au bras séculier en 1325 ⁵.

N'empêche que Béliaste fut arrêté, vers 1310, avec Philippe Dalayrac et incarcéré à Carcassonne. Il eut la chance de s'évader et il mit la barrière tutélaire des Pyrénées entre le Saint-Office et lui. Il se tint, dès lors, bien caché en Catalogne, sans céder, comme son compagnon Philippe, à la tentation de revoir son pays ⁶.

Son exil commence vers 1312. Il s'appelle tantôt Pierre Béliaste, tantôt Pierre *Penchenier* ⁷, car il fabrique des *pectines textorum* ⁸. Métier spécial, mais peu rémunérateur ! Il en est réduit par moments à reprendre la houlette et à se mettre au service de ses croyants, qui lui soldent ses gages comme à un pâtre vulgaire ⁹. Dès qu'il a recueilli quelque argent, il devient

¹ Ms. 4030, fol. 204 A.

² Son père se nomme Guillem, ses frères s'appellent Raymond, Pierre-Jean, Bernard, Nacavalha (*ibid.*, fol. 250 D, 253 A, B, 268 A).

³ Voir plus haut, notice sur P. Autier.

⁴ Ms. 4030, fol. 256.

⁵ Doat, XXVIII, fol. 132, 158.

⁶ Ms. 4030, fol. 119 C, 257 B.

⁷ *Ibid.*, fol. 154 A, 196 B, 215 B. Il se donne comme originaire de Laroque d'Olmes (fol. 153 C, 154 B), au lieu de Coustaussa (fol. 196 B).

⁸ *Ibid.*, fol. 154 A.

⁹ En 1314, il avait passé trois mois dans les bergeries de Pierre Maury et de Guillem Maurs, près de Tortose (Tarragone), fol. 247 D, 248 A, 258 B, C.

lui-même propriétaire d'un troupeau, quitte à s'en défaire, à l'occasion, pour retourner à ses peignes ¹.

En 1313, on le vit à Flix ², à Lérida, à Tortose ³. Cette dernière ville offrait plus de ressources. Il s'y arrêta deux ans. Enfin, vers 1315, il se fixa à Morella ⁴, bourgade située dans les montagnes de Valence, qu'il ne quitta, pendant six ans, que pour aller présider, dans la ville voisine de San Mateo ⁵, des réunions de croyants ⁶.

Durant les premiers temps de son exil, notre hérétique trouvait quelques consolations spirituelles — supposé qu'il en eût le désir — auprès d'un compagnon d'infortune, « parfait » comme lui : Raymond de Toulouse, peut-être Raymond de Saint-Papoul ⁷. Ils vécurent trois ans ensemble. Mais Raymond était de complexion délicate et peu habitué au travail matériel. Ne sachant aucun métier, il ne parvenait pas à gagner sa vie. Il essaya d'un négoce ambulante ⁸ : mais ses épaules se refusaient à porter de lourds fardeaux. Il dut s'abstenir de tout labeur et compter sur la charité de Bélibaste.

Confiance bien mal placée ! Bélibaste, avare et cupide, refusa de partager son pain avec son frère ; et ils se séparèrent ⁹. Après une maladie causée par les privations et par le regret de n'avoir pu recouvrer le trésor des hérétiques, dont il avait été le dépositaire ¹⁰, Raymond mourut vers la fin de l'année 1314. Bélibaste était accouru à son chevet. Afin de donner le change, un prêtre catholique fut mandé, qui administra au moribond les derniers

¹ Ms. 4030, fol. 154 C.

² *Flix*, prov. de Tarragone.

³ Ms. 4030, fol. 257, 259.

⁴ *Morella*, prov. de Castellon.

⁵ *San Mateo*, prov. de Castellon.

⁶ Ms. 4030, fol. 154 C, 259-260.

⁷ Voir, plus haut, la notice sur Raymond de S.-Papoul. Un croyant, Pierre Maury, fait son portrait : « Poterat esse quasi etatis XL annorum, et erat rubicundus, et habebat aliquos pilos canos, et habebat caput tonsum, et erat aliquantulum altior ipso loquente, et loquebatur lingua Tolosana, quia, ut dicebat, erat natus de Tholosa. » (Ms. 4030, fol. 215 A.) Ailleurs il est donné comme étant originaire d'un village voisin de Toulouse et de Castelnaudary (fol. 128 C).

⁸ « Portabat merserias : scilicet acus et cimum, et tales res viles. » (Fol. 258 B.)

⁹ « Non bene convenerant simul propter expensas, quia.... dictus Guillelmus multum erat cupidus. » (Fol. 259 C.)

¹⁰ Fol. 128 C, 259 C.

sacrements ; et Bêlibaste jeta l'eau bénite sur la dépouille, selon le rite romain ¹.

Désormais, c'était pour Guillem l'isolement « spirituel. » Mais il s'en consola. Il avait su éviter l'ennui de la solitude, en prenant pour compagne une croyante fugitive : Raymonde Marty, femme de Piquier, de Tarascon, qui passait, aux yeux des profanes, pour son épouse et, à ceux des croyants, pour sa servante. En réalité elle remplissait ces deux rôles. Celui de concubine était tenu secret pour les fidèles, à qui l'on ne cessait de prêcher que les « bonshommes » avaient les femmes en horreur : « non tangerent mulierem. » Pour les entretenir dans cette illusion, il n'était pas d'explications naïves qu'on ne proposât à leur piété touchant cette cohabitation suspecte ². Un jour, cependant, une indiscretion fatale commise par Blanche Marty, sœur de Raymonde, fit éclater la vérité. Bêlibaste, embarrassé, s'écria : « Misérable, vous avez troublé le fait de la sainte Église ! » Il fut obligé de se faire *consoler* de nouveau par Raymond, son collègue ³, mais ne continua pas moins à garder près de lui son amie.

Je ne sais quelle fantaisie le prit, un jour de l'année 1318, de donner cette femme en mariage à Pierre Maury, son fidèle croyant, et cela du vivant même du premier mari de Raymonde. Le mariage fut fait selon le rite sommaire des cathares, et les nouveaux époux, qui n'avaient été pour rien dans sa conclusion, cohabitèrent pendant quelques jours. Mais Bêlibaste se ravisa bientôt et rompit l'union, sans autre forme de procès. Le mari

¹ Ms. 4030, fol. 127 C, 128 C.

² Entendons Guillemette Maury s'expliquer là-dessus : « Domini melius se cooperiunt ducendo et tenendo secum mulierem quam aliter ; quia homines videntes quod secum mulieres habent, credunt quod sint eorum uxores et sic non existimantur heretici. Tamen licet habitent simul cum muliere in domo una, tamen nunquam ipsi tanguent eas ; immo si solum extenderent manum ad mulierem ut tangerent ipsas (*sic*), non comederent nec biberent de tribus diebus et noctibus. Et mulier que stat cum domino (Bêlibasta) parat ei coquinam et lectum, et ne perpendatur per vicinos quod non sit dicta mulier ejus uxor, ipse dominus diebus dominicis et jovis emit carnes et portat ei ; et quia cum manu tetigit carnes, tribus vicibus lavat manus suas antequam comedat vel bibat.... Dixit etiam ei quod quando in aliquo loco dictus hereticus trahit moram, in duobus lectis jacent et separatim multum dictus hereticus et dicta mulier ; et quando erant in itinere dicebant de se invicem quod erant conjuges et ponebant se in uno lecto, tamen induti ita quod unus alium in nuda carne non tangebant. » (*Ibid.*, fol. 122.)

³ Ms. 4030, fol. 265 A.

éconduit ajoute que l'hérétique s'était préalablement chargé de l'enfant qui pourrait venir au monde. L'enfant naquit; et il ne paraît pas que Pierre Maury, qui passait pour son père, se soit beaucoup préoccupé de lui ¹.

Guillem Béliaste, paysan grossier et cupide, avait conservé ses défauts et ses vices. Les croyants eux-mêmes déploraient son indignité et son incapacité, et se plaignaient de son avarice ². Ils furent tous scandalisés de sa conduite envers Raymond de Toulouse. Il ne supportait pas d'être traité avec indifférence. Pierre Maury et Raymond Isaure, plus riches que les autres, furent rappelés à l'ordre pour oubli de leurs devoirs et pour ingratitude envers le « bonhomme » insatiable et grondeur ³.

Maury déplore l'ignorance de ce ministre en fait de religion, son impuissance à exposer convenablement la doctrine, et il songe tristement au temps de Pierre et de Jacques Autier ⁴. En fait, les « prédications » de Béliaste ne sont qu'un tissu d'extravagances et de naïvetés. Le cathare exilé nourrit ses ouailles de souvenirs théologiques très incohérents. Maigre bagage, entamé par le temps et qu'il se soucie peu de renouveler! Quand il s'égare, ou demeure à court, son imagination supplée par des contes à dormir debout ⁵.

En pratique, il observe les usages de la secte : jeûnes et abstinences, oraisons de nuit et de jour, du moins lorsqu'il est en compagnie ⁶; bénédiction du pain avant les repas ⁷; *melioramentum*, quand il est abordé par ses croyants ⁸. Surtout, il entretient chez ces derniers la haine de l'Église de Rome, de ses dogmes, de ses pratiques, de ses ministres. Il ridiculise les indulgences, le pape qui les donne sans en avoir le pouvoir, les clercs

¹ Ms. 4030, fol. 128 B, 263 C.

² « Guillelma Maurina conquerebatur de eo quia nimis erat eis minuderius, id est cupidus; et quod propter hoc transiret cum eis de grosso in grosso » (*Ibid.*, fol. 260 A).

³ *Ibid.*, fol. 124 D.

⁴ « Qui modo videt *le be* (haereticum), quod est, et vidit illud quod fuit, crepare deberet; quia dominus de Morelas nescit predicare; sed qui audiebat dominos Petrum et Jacobum Auterii predicantes, illud erat gloria.... » (Fol. 121 C.)

⁵ Je traiterai à la fin de cette étude de la prédication des hérétiques.

⁶ *Ibid.*, fol. 122 C, 123 C.

⁷ *Ibid.*, fol. 121.

⁸ Ms. 4030, fol. 120 C.

qui s'en vont les vendre comme denrées, les fidèles qui se laissent bernier par ces charlatans ¹. Il obtient grand succès quand il invective contre l'Inquisition abhorrée, qui a mis à prix la tête des *faidits* et qui les débusquera peut-être un jour de leurs retraites, par surprise ou trahison. L'évêque de Pamiers, Jacques Fournier, n'est pas moins que l'un des quatre démons ², recteurs de ce bas monde : un suppôt de Satan, hanté par sept esprits malins ³. Démons incarnés, également, ce Gailhard de Pamiès, co-inquisiteur de Pamiers, et ce Geoffroi d'Ablis, dont le corps fut veillé, après sa mort, par les deux esprits infernaux qui l'avaient possédé durant sa vie, et qui apparurent sous la forme de deux chats noirs ⁴ !

Le sentiment qui remplit ces pauvres gens à l'endroit de l'Inquisition, c'est la frayeur. Arnaud Sicre, qui va les trahir, saisit fort bien cet état d'âme et feint de l'éprouver. Il ne peut, dit-il, franchir le col pyrénéen, qui donne accès au comté de Foix, sans sentir ses cheveux se dresser sur sa tête ⁵.

Pour servir de contrepoids à la haine et à la peur du Saint-Office, l'hérétique entretient chez ses fidèles le culte de sa propre personne. Faveur insigne pour eux, de se trouver auprès d'un parfait, seul survivant de la sanglante défaite, seul salut et seul bien ! Tous ont le devoir de se serrer près de lui et de veiller sur lui, pour l'avoir à l'heure de la mort ⁶.

En fait, un groupe de croyants se forme autour du « bon-homme ; » d'autres, plus éloignés, entretiennent avec lui des relations suivies. Comme lui, ils habitent de petites villes, loin des routes fréquentées, d'obscurs villages perdus dans les sierras. Ils y exercent d'humbles métiers : laboureurs, pâtres, artisans rustiques. Certains jours ils se réunissent auprès *du bien*, pour lui rendre leurs devoirs, entendre ses exhortations, parler de la

¹ *Ibid.*, fol. 120, 121.

² Les autres sont le pape, le roi et l'inquisiteur (fol. 132 C).

³ Esperte Cervel lui souhaite de choir dans un ravin (fol. 130 B).

⁴ *Ibid.*, fol. 130 C, 131 A.

⁵ *Ibid.*, fol. 130 B.

⁶ « Non est aliquis, dit Pierre Maury, qui aliquando habuit la *entendensa de be*, qui non libenter velit stare juxta *le be* ; quia, ut dixit, homo nescit quando morietur ; et oportet quod homo conetur quod sit juxta *le be*, ut si contingeret infirmari, posset habere *le be* » (fol. 121 C).

patrie lointaine, de la cause albigeoise compromise et de l'ennemie traditionnelle : l'Inquisition.

Ces exilés sont originaires des centres ariégeois les plus dévoués à l'erreur, et des liens étroits de parenté unissent un grand nombre d'entre eux. Il y a au moins neuf membres de la famille Maury, de Montailhou ; deux de la famille Maurs, du même village ; quatre de la maison Sicre, ou Bayle, d'Ax ; quatre de la maison Marty, de Junac ; trois de la famille Cervel, de Tarascon ; et deux de celle d'Isaure, de Larnat.

Dès qu'elle a découvert la retraite de Bélibaste, Guillemette Maury vient s'installer à San Mateo, à quatre lieues de Morella, avec ses deux fils, Jean et Arnaud, et son frère Pierre. Ceux-ci sont pâtres ; Guillemette conduit des bêtes de somme et les loue pour le transport des grains, du bois, ou d'autres objets ¹. Pierre Maury, son cousin, d'abord berger à Puycerda, mène son troupeau, par étapes, à Flix, à Lérida, à Tortose, et enfin à San Mateo ².

Jean Maury, frère de Pierre, pâtre comme lui, a moins de rapports avec Bélibaste. Il est tenu en suspicion par les croyants, qui ne parlent de rien moins que de le supprimer ³. Néanmoins, c'est un croyant convaincu, plus instruit que les autres, qui suit en partie le règlement de vie des parfaits, et, en l'absence de ces derniers, donne le *consolamentum* aux mourants ⁴.

Mersinde, ou Émersinde Maury, sœur de Guillemette, et Bernard, son gendre, fixés à Beceite ⁵, ont à se garder de Jeanne, leur fille et femme, qui souvent menace de dénoncer leurs relations suspectes ⁶. Mais ils ne perdent pas une occasion de correspondre avec Morella et San Mateo.

Guillem Maurs, Arnaud Maurs et Guillem Bayle, de Mon-

¹ Ms. 4030, *Confessio A. Sicredi*, *passim*.

² Ibid., *Confessio Petri Maurini*.

³ « Tractaverunt de morte ipsius [Joannis] cum hoc deponente [P. Maurino], ne vivens posset eos revelare; quibus hic deponens nullo modo consentiit. » (Ms. 4030, fol. 248 A.)

⁴ Ibid., fol. 131 B, C.

⁵ *Beceite*, province de Teruel.

⁶ « Dictus hereticus dixit quod mala erba esradicanda est de campo et si mala *romengueria*, vel vepres nata esset in hostio domus, scindenda erat et comburenda. Mala autem herba et vepres sunt mali credentes et falsi qui volunt detegere bonos homines et bonos credentes, et destruere ecclesiam Dei. Qui sunt erradicandi et scindendi, id est debent occidi quocumque modo... sive veneno, sive gladio, sive precipitio, vel aliter quocumque modo; et propter hoc dicta Johanna occidenda erat per eos. » (Fol. 127 C D.)

taillou, bergers nomades, ne paraissent presque jamais aux réunions de croyants. Il faut en dire autant de Raymond Isaure, de Larnat, qui réside à deux journées de marche de Morella, et qui ne vient que deux fois l'an visiter l'hérétique. On remarque qu'il sait sa religion et l'expose avec aisance ¹.

Blanche Marty, de Junac, est la sœur de Raymonde, amie de Bélibaste. Elle habite non loin de Morella, peut-être avec son frère Bernard, fugitif aussi, mais qui n'est point très assidu ².

Bernard et Esperte Cervel, et leur fille Mathéa, de Tarascon, ont leur résidence à Lérída et correspondent souvent avec le « seigneur de Morella ³. »

Quatre autres réfugiés n'ont pas de relations avec ce dernier : ce sont Alazaïs Sicre, ou Bayle d'Ax, et ses neveux Bernard, Pierre et Raymonde. On ignore jusqu'à leur domicile ⁴.

Les membres de cette petite Église exilée ont, comme lieu de rendez-vous, la maison de Guillemette Maury, à San Mateo. Mais il n'y a pas de jours déterminés pour les réunions. L'hérétique n'aime guère se déranger : il estime que ces courses à San Mateo sont du temps et de l'argent perdus ⁵.

Quand il consent à perdre l'un et l'autre, sa venue est annoncée aux pâtres, qui accourent, du voisinage, passer la nuit auprès de leur *bonhomme* ⁶. Celui-ci, rentrant pour un moment dans ce rôle, reçoit leurs hommages et leurs présents. Une agape, aux frais tantôt de l'un, tantôt de l'autre, fait partie du programme. Elle est précédée de la fraction du pain et suivie ordinairement d'une instruction. On se sépare tard dans la nuit, et chacun revient à ses moutons.

Si l'hérétique néglige d'aller vers ses ouailles, celles-ci vont lui faire visite à Morella; et c'est dans sa maison que s'accomplissent les rites ordinaires. Ces pèlerinages ne sont pas pour

¹ *Ibid.*, fol. 129 A B. Raymond Isaure avait été poursuivi par Geoffroi d'Ablis (ms. 4269, fol. 30-34).

² Bernard Marty, frère de l'hérétique Arnaud Marty, comparut plus tard devant Jacques Fournier et fut condamné, en 1324, à la prison perpétuelle (ms. 4030, fol. 275 A-282 D; Doat, XXVIII, fol. 71 et suiv.).

³ Ms. 4030, fol. 125 A, 210 A.

⁴ *Ibid.*, *Confessio A. Sicredi*, passim.

⁵ « Et dictus hereticus respondit ei quod non poterat venire frequenter apud sanctum Matheum, quia multum expendebat veniendo et redeundo : et perdo lucrum quod facerem hic; quia oportet quod ego multum laborem ut possim lucrari necessaria pro me, dicta Ramunda et filia ejus » (Fol. 124 D).

⁶ *Ibid.*, fol. 125 A.

lui déplaire, car les fidèles n'arrivent pas les mains vides, et ils se chargent de tous les frais.

Pendant trois ans, rien n'avait troublé la paix de la petite Église, dont le chef et les membres n'avaient qu'une ambition : continuer à passer inaperçus par la médiocrité de leur condition et la dissimulation scrupuleuse de leurs vrais sentiments. L'exil, bien que dur, ne manquait pas de quelque charme. Ils bénissaient le sort qui les avait groupés, parents et amis, ayant *l'entendement du bien*, auprès du *bien* lui-même.

Et celui-ci, quoique souvent grincheux, estimait qu'en effet, tout allait à souhait, et qu'après un passé plein de difficultés, le présent modeste et presque sûr pouvait suffire à ses aspirations. L'avenir de la secte l'inquiétait médiocrement. Toutefois, son égoïsme optimiste lui faisait présager pour elle des triomphes inattendus. Il rêvait, à ses bons moments, d'une guerre sanglante, puis d'un prince aragonais qui ferait manger l'avoine à son cheval sur l'autel de Saint-Pierre de Rome, terrasserait le catholicisme et instaurerait la religion cathare ¹.

En attendant le jour du triomphe, Béliaste jouissait d'une pleine quiétude entre ses peignes et ses moutons. Alors, se glissa parmi ses adeptes celui qui devait être sa perte, et dont le rôle est des plus intéressants à raconter ².

Arnand Sicre, ou Bayle, fils de la célèbre croyante d'Aix, Sybille den Balle, n'avait pas été sans connaître les hérétiques ses compatriotes, mais il s'était peu compromis en leur compagnie. Lorsque l'Inquisition eut confisqué les biens de sa mère, il se mit en quête de les recouvrer. Son frère Pierre lui suggéra de courir à la recherche d'un hérétique et de le livrer au Saint-Office. Pour reconnaître ses services, on lui restituerait son bien. Déjà, un certain nombre de contumaces, comme Pierre et Guil-

¹ « Dictus hereticus dixit semel ei [A. Sicredo] quod inveniebatur quod gens debebat surgere contra gentem et regnum adversus regnum; et quod debebat descendere unus de genere regis Aragonie, qui debebat dare ad comedendum equo suo super altare de Roma. Et tunc, ut dicebat, depressa Romana Ecclesia, ecclesia eorum esset exaltata.... » (ms. 4030, fol. 129 B). D'autres avaient prédit la fin de l'Église catholique; par exemple P. Garcias de Bourguet Nau, de Toulouse, vers 1247. Voir Douais, *Documents*, etc., II, p. 94.

² Le récit d'A. Sicre (ms. 4030, fol. 119 C-133 A) est riche en renseignements sur la vie et la doctrine des cathares. De plus, il nous montre en action un des moyens redoutables de l'Inquisition : l'espionnage et la trahison.

lemette Maury, Raymond Isaure, avaient été nommément dénoncés. Cinquante livres de prime étaient promises pour la capture de chacun d'eux. La prise d'un hérétique vêtu serait évidemment plus appréciée. Arnaud se mit à la poursuite de cette proie devenue rare.

Il avait fouillé, sans succès, le royaume d'Aragon et la Catalogne, lorsqu'il arriva, vers la fin de l'année 1318, las et découragé, dans la ville de San Mateo, où il résolut de prendre du repos. Ayant trouvé un gîte et de l'ouvrage chez un cordonnier de l'endroit, il se mit à confectionner des chaussures. Il travaillait, un jour, dans l'échoppe, lorsqu'une femme passa dans la rue demandant, à la façon des marchands ambulants, si quelqu'un avait du grain à faire transporter au moulin. Sicre apprend que cette femme est originaire du pays de Foix. Intrigué, il court après elle. En quelques instants connaissance est faite. C'est Guillemette Maury.

On échange des visites. Arnaud est mis en relations avec les autres Maury et avec Bélibaste en personne. On est vite lié d'amitié.

Cependant il y a lieu de se méfier du nouveau venu. Le fils de Sybille den Balle possède-t-il *l'entendement du bien*? Grave question, que Guillemette pose elle-même à l'intéressé! Celui-ci déclare avec humeur qu'il est hostile aux hérétiques, à cause du mal qu'ils ont fait à sa maison. Mais c'est un *lapsus*. Notre homme se ravise aussitôt; il songe à sa mission, et qu'il ne trouvera pas, certes, meilleure occasion de la remplir! Le voilà tout entier à son rôle. Il répare son étourderie en disant qu'il n'a point voulu trahir ses sentiments intimes, par prudence, mais qu'il n'hésite plus à se proclamer croyant. Cela paraît satisfaire tout le monde, et dès le lendemain soir il est admis à la réunion secrète.

Il manœuvre, au début, assez gauchement. Il paraît ignorer jusqu'au premier mot de ses devoirs et des usages cathares. Il ne sait ce qu'est le *melioramentum*, et n'adore pas l'hérétique en temps opportun. Cela est grave pour un croyant qui se dit initié de vieille date!

En outre, sous prétexte de générosité, il commet une énorme bêtise, en offrant à Bélibaste un repas dont la viande est le mets principal.

Les croyants, scandalisés et perplexes, l'adjurent de ne point être un de ces faux apôtres qui se glissent parmi les bons pour les trahir. Ils le supplient de ne pas faire mentir son sang, car c'est en souvenir de son frère Pons et de sa mère Sybille qu'il est admis dans l'assemblée des fidèles. Notre homme se le tient pour dit ; il observe et se surveille, apprend le *melioramentum* et n'achète plus que des poissons, flatte l'amour-propre de l'hérétique et multiplie les professions de foi cathare.

En même temps, il songe au moyen d'arriver à son but. Pierre Maury lui demande un jour ce qu'il est venu faire en Catalogne. Il y est venu, dit-il, chercher Alazaïs, sa tante, Raymonde, sa sœur, et Bernard, son frère. Sa famille ayant été dépouillée de ses biens par l'Inquisition, il espère qu'Alazaïs, qui jouit d'une certaine aisance, viendra à son secours. De ce prétexte il saura user pour mystifier l'hérétique. Ses nouveaux amis s'intéressent à ses recherches. Alazaïs et Bernard sont des croyants sérieux ; le devoir de tous est d'aider à les retrouver, pour les rapprocher du *bien*. Arnaud consulte un devin pour connaître la retraite de sa tante. Le devin répond vaguement qu'elle est dans le royaume d'Aragon. Il est décidé qu'Arnaud dirigera ses recherches de ce côté, et que s'il parvient à découvrir les exilées, il les ramènera à San Mateo, auprès du *Seigneur*. De plus, on combine deux mariages : Sicre épousera Mathéa, fille d'Esperte Cervel, et Arnaud Maury, fils de Guillemette, la sœur de Sicre, Raymonde.

Au commencement de 1319, notre espion prend congé et part à la recherche de ses parentes, en réalité à celle du prix de sa trahison.

Au lieu de s'attarder en Aragon, il vient directement dans le pays de Foix, se rend à Pamiers, fait part à l'évêque de sa découverte, et de l'espoir qu'il a de livrer l'hérétique et son groupe.

Jacques Fournier lui remet une somme d'argent, et, faveur très rare, l'autorise à jouer le rôle de croyant, c'est-à-dire à participer aux rites, et à entendre les prédications cathares, sous réserve de ne rien croire de ce qu'il fera ou verra, et de n'user de cette « pieuse fraude » qu'afin de se saisir plus facilement de l'hérétique ¹. On convient qu'il lui suffira de ramener ce dernier

¹ Voir ce passage dans Molinier, *Arch. des missions*, p. 305.

jusque sur les terres du comte de Foix, dont les agents se chargeront de l'arrêter.

Fort de cette garantie, l'espion repasse les Pyrénées et repart à San Mateo quinze jours avant Noël de 1320, après une absence de neuf mois.

Il raconte qu'il a dirigé ses investigations du côté du pays de Pallars, et qu'elles y ont été couronnées de succès. Sa tante et sa sœur vivent heureuses dans une petite ville de cette contrée. Mais la première, vieillie et affligée de la goutte, ne peut, malgré son vif désir, entreprendre le long voyage qui la rapprocherait de Bélibaste. Elle consent au mariage de sa nièce avec Arnaud Maury, à condition que Raymonde reste toujours auprès d'elle. Elle supplie donc le « seigneur de Morella » de venir lui-même présider cette cérémonie dans le pays de Pallars, et de procurer ainsi à sa fidèle croyante la suprême consolation de le voir, de le servir et de partager avec lui sa fortune.

Comme argument décisif, Arnaud Sicre étale devant l'hérétique une somme de douze « agneaux » d'or — le prix du sang ! — que sa tante destine aux frais du voyage, aux nécessités du maître et à la solennité prochaine de Noël. Il insiste à son tour, non sans conjurer hypocritement l'hérétique de réfléchir aux dangers d'une telle démarche.

Bélibaste demanda quelques jours de réflexion ¹. Les Maury de San Mateo l'engageaient à se rendre à l'invitation ; mais Émer-sinde Maury, de Beceite, estimait qu'Arnaud Sicre ne méritait pas pleine confiance, et qu'il fallait, par précaution, vérifier l'exactitude de ses dires. Bélibaste finit par partager l'avis des

¹ Il consulta un devin nommé Galia, sur l'opportunité de ce voyage. « Qui [divinus] accepit unum sotular dicti heretici et a lari in quo faciebat ignem mensurando cum dicto sotulari usque ad portam domus dicti heretici ; et, ut dicebat dictus sortilegus, si tali modo mensurando cum sotulari totum sotulare vel major pars ejus in ultima mensuratione exiret portam dicte domus, significaret quod si dictus hereticus iret, quod non reverteretur ; si vero medietas dicti sotularis remaneret in limen porte, vel totum sotular significabat quod si iret reverteretur. Et quia, ut dixit, mensurando ab igne cum dicto sotulari totum sotular vel major pars ejus exiverat limen porte, dictus sortilegus ei dixerat quod non erat bonum quod dictum viagium faceret. Et cum eodem modo fuisset mensuratus dictus spacijs (sic) cum sotulari dicte Ramunde, que ita longum pedem [non] habebat sicut dictus hereticus, medietas sotularis remansit in limen porte ; et propter hoc dicta Ramunda dictum viagium faceret ... Et propter predictam divinationem vel sortilegium dictus hereticus, ut dixit, timebat ire apud Palhars » (fol. 266 C, D).

Maury de San Maleo, motivé par Pierre : « Si Arnaud Sicre veut nous trahir, que ne le fait-il ici, où nous sommes tous à sa merci ? »

Il fut décidé qu'on se mettrait en route vers la mi-carême (1321). Sicre et Maury se rendraient auparavant à Valence pour y rechercher Bernard Sicre, selon le désir supposé de tante Alazaïs, et le ramener auprès d'elle. Ce voyage n'eut aucun résultat : Bernard était passé en Sicile.

Vers la mi-carême, la petite troupe, composée de Bêlibaste, d'Arnaud Sicre, de Pierre et d'Arnaud Maury, se mit en marche. Le soir du premier jour, elle s'arrêta à Beceite chez Èmersinde Maury ; le deuxième jour, à Asco ¹, pays renommé par ses vins. Arnaud Sicre y fut soumis à une épreuve décisive. Au cours d'un copieux repas, ses compagnons remplissaient fréquemment son verre d'une sorte de *coupage*, dans le but de le faire parler.

Sicre, devinant leurs intentions, roula sous la table, avant l'heure, en simulant une ivresse profonde. On le transporta sur son lit, et Pierre Maury lui glissa à l'oreille la proposition suivante : « Voulez-vous que nous fassions arrêter cet hérétique qui n'est qu'un paysan et ne tient que de mauvais discours ? L'Inquisition nous donnera cinquante ou cent livres de prime qui nous permettront de vivre dans l'aisance, le reste de nos jours. »

L'autre, flairant l'artifice, se mit à bégayer des reproches et à jurer ses grands dieux que jamais il ne consentirait à pareille trahison. Puis il feignit de s'endormir et put entendre, dans la salle voisine, Bêlibaste et Pierre Maury conclure qu'on pouvait se fier à lui.

Le lendemain on s'arrêta, vers midi, à Flix, et le soir à Roca. Le quatrième jour, on passa jusqu'à Lérida, d'où Pierre Maury revint sur ses pas. Le cinquième, les voyageurs étaient près d'arriver dans la localité d'Agramunt ², lorsque deux pies, tournoyant dans l'espace, allèrent se percher sur un arbre en poussant des cris aigus. C'était un mauvais présage et Bêlibaste adjura son compagnon : « Dieu veuille que vous me conduisiez en lieu sûr ! » Arnaud le rassura et ils reprirent leur route. Ils

¹ Asco, sur l'Ebre, prov. de Tarragone.

² Agramunt, prov. de Lérida.

vinrent en trois étapes, par Trequet et Castelbo, à Tirbia ¹, sur les terres du comte de Foix. Dans cette ville, Arnaud Sicre se fit arrêter avec l'hérétique. Celui-ci, se sentant perdu, se mit en *endura*, c'est-à-dire refusa obstinément de se nourrir. Pour le décider à vivre, Sicre feignit un vif repentir et promit de s'employer de toutes ses forces à procurer leur évacion. Sur cette assurance, Bélibaste consentit à ne pas se suicider.

On les conduisit à Castelbo, capitale de la vicomté de ce nom, où ils attendirent que le pape eût ordonné l'extradition de l'hérétique. Alors Arnaud, remis en liberté, se joignit à l'escorte qui conduisit sa victime jusqu'à Carcassonne.

Peu de temps après, le dernier ministre cathare, condamné pour son obstination par sentence de l'archevêque de Narbonne ², fut brûlé à Villerouge ³.

Arnaud Sicre avait fait ses preuves. L'Inquisition jugea que le service qu'il venait de lui rendre méritait d'être solennellement proclamé. Jacques Fournier l'interrogea à Pamiers, le 21 octobre 1321, et recueillit de sa bouche des renseignements du plus haut intérêt touchant les doctrines cathares et les disciples de Bélibaste réfugiés au delà des Pyrénées ⁴. Le 13 janvier suivant, l'évêque et les inquisiteurs Bernard Gui et Jean de Beaune, réunis à Carcassonne, félicitèrent publiquement leur fidèle agent et le déclarèrent indemne de toute faute pour avoir fréquenté les hérétiques; attendu, disaient-ils, qu'il n'est possible de se saisir « de ces fils de ténèbres, toujours dissimulés dans l'ombre, ou cachés dans d'obscures retraites, que s'ils sont trahis par les leurs, ou par des personnes sûres ayant pénétré dans leur intimité ⁵. »

Muni de ces lettres de « quittance, » l'espion reprit sans tarder le cours de ses exploits. Sa trahison avait jeté le désarroi parmi les réfugiés. Guillem Maurs, de Montailou, caché à Puycerda, fut arrêté le premier par Sicre et Guillem Mathieu, d'Ax. Remis à l'évêque de Pamiers par l'inquisiteur de Majorque, il fut jugé

¹ Castelbo, Tirbia, province de Lérida.

² Ms. 4030, fol. 204 A. « Fuit combustus ut hereticus apud Villamrubeam, de mandato Dom. archiepiscopi Narbonensis. » Cf. fol. 267 D.

³ Villerouge (Aude), canton de Mouthoumet, arr. de Carcassonne.

⁴ Ms. 4030, *Confessio Arnaldi Sicredi*, fol. 119 C-133 A.

⁵ Voir le texte de ce document, tiré du manuscrit 4030, fol. 132 D-133 A, dans *Archives des missions*, t. XIV, p. 306-307.

en octobre 1321, et condamné au mur perpétuel, le 5 juillet suivant ¹.

Raymonde Marty, la compagne de Béliaste, et sa fille avaient fui à Peñiscola ²; Pierre Maury à Majorque; Guillemette Maury, ses fils et son frère avaient disparu; Bernard Cervel, Emersinde Maury, Jeanne, sa fille, et Bernard, son gendre, étaient morts; Esperte et Mathéa s'étaient d'abord fixées à Juncosa ³, où Jean Maury fit la connaissance de Mathéa et l'épousa; puis ils s'étaient établis ensemble à Castellidzens ⁴. Arnaud Sicre vint les y arrêter en mai 1323. Il avait mis la main, peu de jours avant, sur son ancien confident, Pierre Maury, revenu de Majorque. Les quatre prisonniers furent remis à l'inquisiteur d'Aragon et incarcérés à Lérida. Guillem Coste et Bernard de Puigcerros, inquisiteurs, les interrogèrent en juillet, août, septembre et décembre. Les dossiers formés de la sorte furent plus tard transmis à l'évêque de Pamiers, qui les fit transcrire en tête des procès de Jean et de Pierre Maury ⁵. A la prière de Jean de Beaune, inquisiteur de Carcassonne, le pape Jean XXII lança l'ordre d'extradition pour les quatre fugitifs, le 8 novembre 1323 ⁶. Il visait surtout les deux frères, particulièrement coupables et susceptibles de fournir des indications sur la secte. Esperte et sa fille pouvaient à la rigueur être jugées à Lérida. Effectivement, l'extradition parait n'avoir eu lieu que pour Jean et Pierre Maury. Remis à Jacques Fournier, les deux croyants comparurent en février, juin et août 1324 et firent des récits fort longs et particulièrement curieux, touchant leur vie dans l'exil ⁷. On les condamna, le 12 août, à la prison perpétuelle ⁸.

Bernard Marty, de Junac, arrêté lui aussi par Arnaud Sicre, à Tarascon (Ariège), reçut la même « pénitence, » ce même jour ⁹.

¹ Sa *confessio* se trouve dans ms. 4030, fol. 152 A-156 D; et sa sentence, dans *Liber Sent.*, p. 295. Cf. ms. 4030, fol. 119 D, 199 C.

² *Peñiscola*, rocher sur le bord de la mer, province de Castellon.

³ *Juncosa*, prov. de Lérida.

⁴ *Castellidzens*, prov. de Lérida. — Sur le sort de ces croyants, voir ms. 4030, fol. 248 B, 211, 212, 213.

⁵ Ms. 4030, fol. 209 C-213 D; 247 A-248 D.

⁶ *Regestum vaticanum* 76, fol. 2, n° 4 de curia.

⁷ Ms. 4030, fol. 213 D-224 B; 249 A-274 D.

⁸ Doat, XXVIII, fol. 66. Leur cas avait été soumis, le 9 août, à une assemblée de juristes et de théologiens. (DOUAI, *La formule Communicato bonorum virorum consilio*, p. 23, extrait du *Moyen âge*.)

⁹ Doat, *loc. cit.* Sa confession est dans ms. 4030, fol. 275 A-282 D.

Pareille condamnation avait été portée, le 19 juin 1323, contre un autre fugitif, Guillem Bayle, que les gens de l'Inquisition saisirent à Sainte-Suzanne ¹.

Quant à Raymond Isaure, à la famille Maury et aux parents d'Arnaud Sicre, ils s'étaient mis sans doute en sûreté dans quelque province reculée de la péninsule. Ils s'y éteignirent obscurément, emportant dans la tombe le secret de leurs croyances et de leurs regrets. — De la petite Église de Guillem Bélibaste, il ne restait plus un seul membre.

Arnaud Sicre, fils et frère de cathares, suspect lui-même d'hérésie, n'avait trouvé rien de mieux, pour se réhabiliter, que de se livrer à l'espionnage pour le compte de l'Inquisition. Je n'ai pu savoir si celle-ci jugea un jour que la dette de famille était suffisamment payée par le dévouement de ce précieux auxiliaire, et si elle finit par lui restituer le patrimoine qu'il avait voulu reconquérir.

Nous n'avons pas à apprécier les procédés dont il usa dans la poursuite de cette conquête; pas plus qu'il n'est utile de peser la responsabilité des inquisiteurs, qui en légitimèrent l'emploi. Ces esprits subtils estimaient que le noble but poursuivi par eux gardait de toute tache d'immoralité les moyens mis en œuvre pour l'atteindre. Ils avaient, au surplus, et qui sait? de bonnes raisons de croire que la foi de leurs agents était assez robuste pour ne pas sombrer dans l'épreuve qu'ils lui faisaient subir, en la fourvoyant, dissimulée sous un vêtement de duplicité, à côté de l'erreur même qu'ils voulaient combattre.

J.-M. VIDAL,

Professeur au grand séminaire de Nice.

¹ Limborch, p. 393. Voir sa confession dans ms. 4030, fol. 197 A-200 A.

UN CRIME JUDICIAIRE

DE LA RÉVOLUTION ¹

L'EXÉCUTION DES QUATRE CHAPUS DU BOST

(11 JUIN 1794)

Dans un article de la *Revue du monde catholique*, tome II, page 13 (6 octobre 1862), intitulé : *Quelques pages d'un vieux journal*, Louis Veuillot a transcrit ce passage de la liste des condamnés à mort sous la Terreur. « Séance du 23 prairial : Chapus du Bost, cinquante-quatre ans, ex-procureur du tyran et, depuis, son commissaire près le tribunal de Cussey (Allier); — J.-S. Teyras, femme Chapus du Bost, cinquante-deux ans; — C.-G. Chapus du Bost, vingt-six ans; — C. Chapus du Bost, quatorze ans; convaincus d'être ennemis du peuple ou entretenant des intelligences avec les ennemis de l'État, en répandant des fausses nouvelles pour alarmer le peuple, en calomniant le patriotisme, » condamnés et exécutés ensemble le même jour. Et Louis Veuillot ajoute : « Ces exécutions par familles ne sont pas rares. Cependant je ne vois que cette seule fois un enfant de quatorze ans jeté à l'échafaud en même temps que son père, sa mère et son frère. Carrier, à Nantes, faisait cela plus souvent. Il a été déposé au procès de Carrier que ses soldats jouaient au volant avec les enfants de *brigands*, se servant de leur baïonnette en guise de raquette ; mais Carrier ne jugeait pas. »

L'étonnement de l'écrivain eût été plus grand s'il eût parcouru

¹ Nous sommes heureux de publier cet article d'un ancien et regretté collaborateur de la *Revue*, M. Louis Audiat. Son fils, M. Gabriel Audiat, a bien voulu revoir le manuscrit et le mettre au point pour l'impression.

seulement toute la liste des victimes du Bourbonnais. Outre les Chapus du Bost, quatre personnes, il y eût vu les Baillard-Trousebois, père, mère, frère, sœur, fille et gendre; il y eût vu les quatre Rougane, les cinq Rollat; il y eût vu les cinq de Pons, dont quatre de la même maison; et si la fille n'eût pas été à l'étranger, l'extermination eût été complète.

Il y a une erreur pourtant : le second des Chapus qui fut condamné à mort avait vingt-quatre ans et non quatorze. Mais, comme nous le verrons, si on laissait de côté deux petits orphelins de onze et douze ans, trop jeunes encore pour la guillotine, l'ennemi de la famille espérait bien — il l'avouait dans une lettre — qu'ils grandiraient vite assez pour être de taille à y monter. C'est qu'il en voulait, nous le verrons aussi, autant aux biens qu'aux personnes.... Et rien que ces deux traits significatifs, et que n'a pas soupçonnés Louis Veuillot, méritent sans doute qu'on fasse à ces Chapus du Bost, qui n'ont laissé qu'un nom de victimes dans l'histoire, l'honneur d'ouvrir et de feuilleter leur dossier.

I.

Faisons d'abord en quelques mots connaître les ouvriers de ce beau massacre : Noël Pointe et François Givois.

L'homme sous les auspices duquel le procès s'ouvrit et dont les délégués arrêtaient la famille du Bost, c'est l'éternel primaire, qui, pour aligner quelques mots sonores, se croit un grand génie, se grise de son orgueil, jette bas ses outils d'ouvrier, se pousse par tous moyens dans la faveur des foules, et devient un despote dès qu'il a une écharpe autour du ventre.

Noël Pointe est un forgeron, qui fait des vers détestables. Le département de Rhône-et-Loire le choisit donc pour son député à la Convention. Il a, naturellement, voté la mort du roi sans sursis et sans appel au peuple. Le 20 juin 1793, on l'envoie à Saint-Étienne. A la séance du 15 octobre, Barère le propose pour commissaire dans la Nièvre et l'Allier; et le 20 brumaire (10 novembre), la Convention, sur la proposition du même, au nom du Comité de salut public, lui accorde des pouvoirs illimités. En frimaire, il fut envoyé dans le Cher. Plus tard, il vota la mise en accusation de Carrier; puis, en signalant les dangers de la patrie, il demanda l'exécution de la loi des suspects.

A son tour, la commune de Nevers le dénonça avec Laplanche, Lefiot et Fouché. Quelques-uns de ses arrêtés furent cassés, le 22 vendémiaire an V.

On pense si ses beaux débuts lui avaient tourné la tête et s'il se crut un personnage. Il prit sa mission révolutionnaire au sérieux. Consciencieusement il destitua, emprisonna et marcha sur les traces de son prédécesseur Fouché, mais à une certaine distance : on a moins d'atrocités à lui reprocher qu'au futur duc d'Otrante.

Une partie de sa fureur démagogique s'exhalait en strophes lyriques. Nul en grotesque n'a surpassé Noël Pointe, et la platitude de ses vers n'a eu d'égale que la bassesse des assemblées populaires qui volaient l'impression de ses stances : on n'avait pas inventé l'affichage. J'ai sous les yeux « *Le masque de l'erreur et de l'hypocrisie déchiré*, ode prononcée à la tribune du temple de la Raison, à Nevers, le 10 nivôse, pour la fête civique célébrée en mémoire de la prise de Toulon, par Noël Pointe, représentant du peuple dans les départements de la Nièvre, de l'Allier et du Cher ¹. »

Le début est topique :

Apollon, ce que tu m'inspires
N'est que l'ouvrage d'un Vulcain.

Et en note il explique naïvement : « Je suis un forgeron qui n'eut jamais d'autres principes que ceux de pétrir le fer. »

Dis-moi ce qu'il faut écrire,
Mais en style républicain.
Si tu me parle en royaliste,
Ou sur un ton fédéraliste,
Crains le courroux d'un montagnard !
Si tu n'es pas vrai sans-culotte,
Je te mets comme une marmotte
Dans la caisse d'un Savoyard.

Pourtant ce forgeron a des prétentions au savoir ; il cite le sonnet de des Barreaux ; il est farci de mythologie :

Là un Rhadamante inflexible
Prêt à nous lancer ses carreaux....

¹ A Moulins, chez Joachim Burelle, imprimeur du département de l'Allier, rue de l'Égalité, petit in-8 de 16 pages. Avec cette mention : « Imprimée d'après la demande du peuple assemblé par arrêté de la Société populaire de Moulins, au nombre de 1,000 exemplaires. »

et il connaît l'histoire naturelle :

Enfans de l'Hydre et de Cerbère,

dit-il aux fédéralistes,

Enfans de l'Hydre et de Cerbère
Vomis du séjour de Pluton,
N'infestez plus notre atmosphère,
Monstres plus affreux que Python.

Il dit « aux modérés et indifférents : »

Vous qui marchez comme le *Cancré*,
Ou qui nagez entre deux eaux,
Faut-il changer de plume et d'encre
Pour vous peindre en faibles roseaux ?....
Vous êtes des caméléons....

Le poète, qui n'a point mis de note pour les enfants de l'hydre et de Cerbère, ce phénomène de tératologie, veut bien nous apprendre que Python est un « serpent monstrueux qui couvrait toute la montagne, » et que le caméléon est un *oiseau* qui change souvent de forme. Mais le cancre, qui rime avec encre, ne serait-ce pas une bête qui, suivant les temps, change de *couleur* ?...

Et ainsi pendant seize pages, vingt-quatre stances de dix vers, où le bon sens et la langue sont traités avec la même désinvolture.... que des têtes d'aristocrates.

Or, pendant qu'occupé d'aligner ces hémistiches et de forger péniblement ces lignes où la raison ne s'accordait pas toujours avec la rime, souvent absente, le rapsode sans-culotte tonnait contre les tyrans, et célébrait « la savante guillotine, » ses lieutenants travaillaient à terroriser le Bourbonnais.

L'un d'eux fut François Givois, procureur-syndic à Cusset, puis procureur général-syndic du département, « agent national » du district de Cusset, commissaire des représentants du peuple dans les districts de Gannat, Cusset, le Donjon ; un terroriste modèle, une bête cupide et féroce, et à qui peut-être on peut faire honneur de la moitié des cent soixante-dix à deux cents victimes que fit la Terreur dans le département de l'Allier. Il y a un comité révolutionnaire à Cusset : il en est l'âme. Ayant en effet, à son retour de Paris en 1792, trouvé président de la « Société populaire » de l'endroit Chauvin de Guérinet, qui

avait été lieutenant général du bailliage de Cusset et était devenu, par l'élection, président du tribunal de district, il l'avait attaqué avec violence, et par ses menaces avait contraint la société à lui ôter la présidence. Cela fait, il n'avait pas cessé de l'accuser comme aristocrate, coupable de « ne dénoncer personne, » et, puisqu'il condamnait parfois des malfaiteurs, de « persécuter les patriotes. » Tant et si bien que ledit Chauvin — ainsi parle la *Liste des victimes du district de Cusset*, que le directoire prit soin, pour la sûreté de notre information, de dresser — « aristocrate sournois et astucieux, lié avec les ci-devant nobles et les gens suspects, fut arrêté par ordre du comité de surveillance de Cusset, destitué par les délégués du représentant du peuple, Noël Pointe, puis mis en liberté par le représentant du peuple Vernerey, et remis en arrestation par le même comité, sur de nouvelles dénonciations. Accusé d'avoir fréquenté les aristocrates et les gens suspects..., d'avoir fait enregistrer la proclamation incendiaire du tyran Capet sur les événements du 20 juin, et d'avoir refusé de signer l'adresse de félicitations sur la mort dudit tyran Capet.... »

En même temps que lui furent poursuivis et emprisonnés et le juge Coinchon, coupable exactement des mêmes crimes, et encore « d'avoir traité un patriote de factieux et d'anarchiste, » d'avoir « favorisé dans ses jugements les aristocrates, » d'avoir « cherché à soustraire les papiers féodaux de la terre de Randon, » etc., et le commissaire du roi près le même district, Chapus du Bost, avec sa famille. Un moment, presque tout le tribunal était en prison.

En prison aussi fut, semble-t-il, tant la liste est longue, la moitié du district : celles-ci, « ex-religieuses, » pour avoir porté leur costume, ou pour avoir adhéré aux principes énoncés dans la lettre fanatique dite *Lettre d'or* ; ceux-ci, Antoine Meilheurat, administrateur du directoire, « pour avoir blâmé la mort du tyran et avili la Convention ; » les deux Marnier, avocats au Parlement de Paris, et leur sœur, « pour avoir manifesté des opinions très inciviques ; » Jean Emmery, domestique d'un guillotiné, pour avoir soustrait des effets nationaux, c'est-à-dire cherché à garder quelques effets à son maître ; beaucoup pour « avoir partagé les opinions » de leur père ou de leur mari ; beaucoup pour être frères, sœurs ou belles-sœurs de prêtres déportés, d'émigrés ou

de guillotiné! Quant aux ci-devant, aux Girard de Saint-Géran, aux de Pons de Cusset et de Prégoulin, aux Rougane de Prinsat, de Vichy, et des Barodines, aux Dussaray de Vignolles, etc., etc., le tribunal criminel de Moulins, mais surtout — car ce tribunal même souvent épuré, c'étaient encore des juges! — la commission temporaire établie par Fouché à Lyon (Ville-Affranchie) et le tribunal révolutionnaire de Paris se chargèrent de les supprimer et de mettre leurs biens en vente.

Or, le dénonciateur acharné qu'on retrouve partout, traquant les femmes et jusqu'aux domestiques, c'est Givois, Givois qui fait des tournées dans les communes pour exciter « les bons citoyens, » provoque les témoignages vrais ou faux, fait arrêter les témoins trop timides, ou les fait chasser « à coups de pied au cul » quand ce sont des femmes enceintes, en disant que « ce qu'elles portent ne vaut pas mieux qu'elles, » Givois qui, chez Ragon, président du Comité révolutionnaire de Cusset, déclare un soir que tous ceux qui ont fréquenté les de Pons seront guillotiné, et qui tient à ne pas mentir....

Il tient aussi à enrichir les siens et à subvenir à sa passion du jeu. On jouait alors à Vichy et à Paris avec autant de fureur qu'aujourd'hui, et Givois était possédé de cette folie : cela explique bien des choses, et en particulier l'exécution des du Bost. Lorsque, après le 9 thermidor, le représentant du peuple Boisset vint dans le pays pour rassurer un peu les honnêtes gens, de toutes parts, et à Puy-Redan, et à Varennes, et à Vichy, et devant cette même « Société populaire » de Cusset, grosse de cent soixante-dix citoyens, la foule, en des réunions dont nous avons les procès-verbaux, dénonça « l'oppression avilissante sous laquelle elle avait gémi. » C'est de ces procès-verbaux signés, du *Secret des horreurs commises dans le district de Cusset dévoilé par la correspondance de Givois* (extrait du registre du district), des *Crimes connus des principaux terroristes et hommes de sang du district de Cusset* (an III, 25 pages) et de l'apologie que le gredin tenta de lui-même : *François Givois à ses concitoyens*, que sort maintenant la vérité accusatrice, — et que sont tirés beaucoup de nos documents.

« Lorsqu'on venait provoquer une dénonciation contre un citoyen, on commençait dans une séance populaire par le classer parmi les aristocrates : on disait qu'il n'y avait que des

contre-révolutionnaires pour parler en sa faveur ; on menaçait de faire arrêter quiconque ne se lèverait pas pour l'accuser, et on mettait ainsi la question aux voix : « Que ceux qui sont d'avis que tel doit être guillotiné, ou que tel est aristocrate, veuillent se lever. » Les citoyens ont déclaré qu'ils étaient tellement effrayés par les exécutions déjà faites et par les menaces qu'on leur faisait, qu'ils se seraient levés pour faire guillotiner l'homme le plus innocent, attendu qu'ils se seraient exposés à périr sans pouvoir sauver celui dont l'arrêt de mort était déjà porté.... »

Or, Givois, l'agent national, est dénoncé comme « ayant fait toute la manœuvre. Dès lors qu'il avait regardé un homme de travers et s'était prononcé contre lui, on le regardait comme un homme mort, et on était obligé de le fuir, fût-il l'homme le plus honnête. Cela pouvait-il être autrement, quand on connaissait l'autorité de Forestier (député de l'Allier à la Convention), son oncle, et les relations de Givois avec Fouquier-Tinville ; enfin, quand on n'avait vu revenir encore aucun de ceux qui étaient envoyés au tribunal révolutionnaire par le district de Cusset ? » (*Extrait du registre de la Société populaire du canton de Puy-Redan, du district de Cusset, séance du 30 brumaire an III*).

Au chapitre des exactions, ainsi que Delan, le médecin devenu maire de Moulins, « qui se rendit propriétaire de plusieurs portions des biens de ceux qu'il a fait assassiner, » il fut établi que les Givois, pauvres comme capucins avant la Révolution, s'étaient enrichis des dépouilles de leurs victimes. Quand ils avaient envie d'un domaine, ils en informaient l'agent national de Cusset, et le propriétaire était perdu. Lui-même....

Givois se défendit cependant et fit valoir ses sacrifices pour la chose publique.

« En entrant dans l'administration, dit-il, je jouissais, outre les bénéfices de mon état, d'un revenu foncier supérieur à mes besoins, puisque la table et le logement ne me coûtaient rien ; j'avais des économies. Eh bien ?

« Eh bien, en sortant du district, le 1^{er} frimaire, mes épargnes et mes revenus étaient dissipés et j'avais pour 8,000 livres de dettes ; j'ai vendu par acte reçu chez Arloing, notaire, ce même jour 1^{er} frimaire, un bien patrimonial moyennant 40,000

livres. J'ai acquitté mes dettes et j'ai placé le surplus sur la première adjudication de domaines nationaux qui s'est faite dans un district étranger à celui où j'avais été fonctionnaire. Je compte, pour achever de solder cette acquisition, sur mes revenus patrimoniaux et ceux de ma femme, et sur la mise en vente, depuis longtemps annoncée, d'une autre propriété qui m'est échue dans le partage de famille. »

Mais quand on dénonce qu'il a envoyé un mandataire pour acheter la propriété des du Bost, il se tait, et quand le président demande pour le compte de qui est faite la dernière surenchère, le mandataire nomme Givois : « C'est juste, dit le président, la dépouille appartient au bourreau. »

Givois, en effet, paya 120,000 francs, et en assignats, une terre dont il tira 300,000 francs.

A ce moment (avril 1793), Givois fut destitué, et sur un arrêté du comité de sûreté générale, on commença contre lui et contre une quinzaine d'autres membres du comité révolutionnaire de Cusset, comme « prévenus de vols, de concussions, de dilapidations, d'actes arbitraires et d'avoir propagé par tous les moyens possibles le système de sang et de terreur, » une instruction qui fut bientôt abandonnée : tant la queue de Robespierre était encore puissante ! Il disparut quelque temps, puis revint à Cusset exercer la profession d'avocat, où il eut pour clients tous les partisans de la Révolution. Enfermé dans son cabinet, il n'en sortait que pour de longues promenades solitaires. Un jour, une main restée inconnue lui tira à bout portant un coup de pistolet, qui lui tatoua affreusement le visage. Il avait marié sa fille à un très honorable médecin d'une ville voisine, où il finit par se retirer. Il mourut dans l'obscurité la plus complète, laissant à ses enfants une aisance.... très honnête. Devant eux, il appela spontanément le prêtre et déplora sa conduite politique. Ses descendants subsistent, et s'ils sont, comme il arrive et comme je l'espère, de fort honnêtes gens, je ne vois pas pourquoi ils rougiraient de valoir mieux que leur auteur....

II.

Voici maintenant qui étaient les Chapus du Bost et ce qui leur arriva.

Étienne-Hubert-Bonaventure Chapus était né, d'après les registres paroissiaux, à Cusset, le 14 juillet 1740, fils de Marie-Thérèse Allemand et de François-Hubert Chapus, docteur en médecine de l'université de Montpellier, conseiller médecin ordinaire du roi et intendant des eaux minérales de Vichy. Il avait vécu à Cusset, où les siens jouissaient d'une vieille considération. Il était seigneur du Bost, d'où son surnom¹; ce qui l'a fait inscrire comme noble par le *Moniteur* du 2 messidor an II (20 juin 1794), annonçant sa condamnation du 23 prairial. Subdélégué de l'intendant à Cusset, quelque chose comme sous-préfet, puis procureur du roi au bailliage (Lettres patentes du 1^{er} octobre 1790), il était, à la formation des tribunaux de district, devenu commissaire du roi. Dans ces diverses fonctions, M. du Bost s'était acquis l'affection de ses concitoyens et avait continué de garder à sa famille l'estime publique qu'elle « méritait par ses mœurs douces et pures, par ses vertus et sa probité. »

Le prétexte de l'incarcération d'Hubert Chapus fut d'avoir fait, à l'audience du tribunal, lire en entier la proclamation de Louis XVI sur les événements du 20 juin, tandis que l'usage était de ne lire qu'en extraits les pièces semblables et les lois. De plus, comme commissaire du roi, Chapus était chargé de faire afficher les proclamations qu'il recevait. Il remplit son devoir en cette circonstance; l'affiche fut lacérée et brûlée par le secrétaire de la municipalité et Chapus eut l'intention de dénoncer le fait au ministre. Voilà tout. Y avait-il là l'ombre d'un délit? L'affaire était si peu importante et un si long temps s'était écoulé depuis, que les acteurs eux-mêmes de la scène ne se la rappelaient qu'imparfaitement. Ainsi, le greffier du tribunal criminel, Antoine Lebeuf, depuis secrétaire-greffier de la municipalité, interrogé le 27 floréal par le comité révolutionnaire de Cusset, répondit qu'il ne se rappelait plus s'il avait lu en entier

¹ Les Chapus, sieurs du Bost, paroisse de Vesse et de Champcourt, près de Cusset, ne furent pas assignés aux assemblées de la noblesse pour les États généraux. Ils faisaient seulement partie des privilèges. Ce qui ne les empêcha pas d'être condamnés comme aristocrates. — J'écris *Chapus* avec un *s*, suivant les signatures originales que j'ai vues partout, notamment à Escurolles (Allier), où, le 20 septembre 1763, E. H. Bonaventure signe, comme parrain, *Chapus Dubost*. Souvent confondus avec des Bost et des du Bost qui ne sont pas les mêmes.

la proclamation, et si Chapus du Bost lui avait ordonné de la lire en entier. Et la veille, François Villard, concierge de la société populaire, déclarait au comité qu'en juin 1792, il avait été mandé par du Bost, pour proclamer et afficher la proclamation du roi ; qu'il obéit « en sa qualité de *précauniseur* ; que du Bost lui demanda pourquoi il l'avait affichée hors de la salle du tribunal, ce qui était cause qu'un patriote l'avait déchirée et fait brûler et que celui qui l'avait fait s'en repentirait ; et que Rougane de Prinsat ¹, cy-devant subdélégué, étant avec lui, tint le même propos au citoyen Villard avec un air courroucé. »

Donc, l'affichage hors du tribunal avait eu lieu à l'insu de du Bost. Quant à la lecture entière, elle avait été faite. Pierre Arboing, membre du comité de Cusset, interrogé le 27 floréal sur ce qui s'est passé « concernant l'enregistrement de la proclamation sur les événements du 20 juin de l'infâme Capet, » répondit : « Je me rendis au tribunal en qualité de défenseur officieux. Chapus du Bost, à cette époque commissaire du ci-devant roi, requit d'enregistrer des lois qui lui avaient été adressées par le ministre ; le greffier fit, comme il était d'usage, la lecture du titre de ces lois ; mais lorsqu'il fut question de l'infâme proclamation sur les événements du 20 juin, il demanda qu'elle fût lue mot à mot, ce qui fut exécuté. Je me rappelle que j'étais à côté de Givois et de Sayet, et que l'un des deux me dit : « Vois-tu comme on a soin de faire lire en entier cette infâme proclamation, qui doit révolter les bons principes des vrais amis de la liberté, et crois-tu, d'après cela, au patriotisme du commissaire ? » Je lui répondis que j'étais indigné qu'on nous fit une lecture entière des lois contenant des principes antirévolutionnaires, tandis qu'on ne nous lisait que le titre des bonnes lois. Il est aussi à ma connaissance que le commissaire Chapus fit afficher cette proclamation et qu'un patriote énergique l'arracha et en fit un autodafé. Le bruit public m'apprit que le commissaire l'avait dénoncé au ministre pour le faire punir ; ce patriote ne fut pas sans inquiétudes pendant quelque temps ; il me communiqua ses inquiétudes et je tâchai de le rassurer sur sa démarche. »

Sur l'ordre du comité révolutionnaire de Cusset, du Bost fut

¹ Le 9 prairial, Villard rectifia cette première déposition et déclara que ce n'était pas Rougane de Prinsat, mais bien feu Lageneste qui se trouvait avec du Bost.

mis en arrestation dans sa maison. A la fin de frimaire (décembre 1793), Agar, délégué du représentant du peuple, Agar, ex-docteur du collège de Moulins, né à Clamecy, que Fouché avait trouvé dans la Nièvre, et envoyé à la commission temporaire de Lyon, lui rendit la liberté. Un mois après, le 26 nivôse (15 janvier 1794), il est envoyé en réclusion à Moulins par les délégués de Pointe, avec une foule d'autres suspects, comme nous l'avons dit, dont le président du tribunal, Chauvin, et le juge Coinchon, coupables des mêmes forfaits que le commissaire. Mais deux jours après arrive Vernerey, revenant de Gannat. Charles-Baptiste-François Vernerey, député du Doubs, avait été envoyé en mission dans le département de l'Allier dans ce mois de nivôse an II. Il vient donc à Cusset le 20 ou le 21 germinal. Il y fait un assez long séjour, voit tout, examine les plaintes et les dénonciations, écoute les réclamations. « Après un mûr examen, dit Givois, après avoir consulté l'assemblée du peuple et entendu les accusateurs et les accusés, il rendit à ceux-ci une éclatante justice, soit dans ses discours publics, soit dans ses divers arrêtés. »

En effet le 28 germinal (17 avril), Vernerey mit en liberté une foule de gens prévenus de crimes civiques. Chapus a rédigé une pétition. Vernerey aussitôt le fait élargir. Le prisonnier, devenu libre, part avec sa famille pour sa maison de campagne à Bost. Mais à peine a-t-il quitté Cusset que Givois, accompagné de vingt-cinq hommes, se rend à Bost et ramène la malheureuse famille. « C'est en revenant de ses vignobles appelés Champcourt, a raconté dans une brochure Loisel d'Orange (page 17), que M. du Bost fut arrêté sans que personne tentât de s'y opposer, sans que les cultivateurs le défendissent. Je vois d'ici le lieu même. M. du Bost allait traverser le ruisseau appelé le Geolant ou Fleurant, lorsqu'il aperçut, à l'extrémité de la passerelle, un lieutenant de gendarmerie qui l'y attendait. M. du Bost franchit la passerelle, fut appréhendé au corps et conduit en sa maison, où on le garda prisonnier avec toute sa famille, puis traîné à Moulins avec sa femme et ses deux fils aînés. La chronique raconte que son troisième fils était si jeune, et sa fille si gracieuse et si charmante, que la main militaire s'adoucit pour eux. On avait, au surplus, le projet de les reprendre plus tard ; « quand les louveteaux, disait-on, auraient grandi, on reviendrait à eux. »

Avait-on trouvé quelques nouvelles charges contre les malheureux ? Non.

• Nous devons faire une remarque essentielle, disent les *Crimes connus*, note 24, page 15; Dubost père a été réincarcéré et condamné pour les mêmes faits qui existaient lorsque Vernerey lui rendit sa liberté. »

Givois a bien écrit que « Dubost fut remis en arrestation sur de nouvelles dénonciations ; » mais il nous livre le secret de la procédure au moyen de laquelle il passa cette fois par-dessus la tête de Vernerey pour aller droit à Fouquier-Tinville et au tribunal révolutionnaire de Paris, quand il ajoute : « Il existait sur le compte de Dubost des dépositions graves et multipliées. Le comité (de Cusset) les envoya, suivant la loi du 18 nivôse, au directoire (de Moulins) qui, d'après la même loi, envoya l'affaire au tribunal révolutionnaire, *attendu qu'il était question de délits contre-révolutionnaires*. Avant d'opérer cette traduction, je communiquai l'arrêté et les pièces au représentant du peuple Vernerey, qui était à Moulins, » — et qui, l'affaire n'étant plus de sa compétence, n'avait plus rien à dire.

C'est ainsi, toujours, qu'il suffit de bien qualifier le délit qu'on veut châtier pour avoir les juges qu'on désire.

Comme « aristocrates, » il eût fallu déférer les accusés au tribunal criminel de Moulins, qui n'était pas sanguinaire et acquittait quelquefois; mais pour complicité — morale — avec les insurgés lyonnais, ils relevaient du comité révolutionnaire de Lyon, tribunal d'exception plus sûr; comme « contre-révolutionnaires, » c'est à Fouquier-Tinville que la loi ordonnait de les expédier.

Une fournée était précisément en partance pour Paris. Après M^{me} Baillard de Troussebois, épouse du comte de Bellecize, dix-huit ans; M^{me} de Lichy, soixante-trois ans; Antoine Barthélemy, procureur du roi à Gannat; André Louher, juge et notaire à Saint-Géraud-le-Puy; Olivier des Paillères, vicaire général à Montpellier; Rollet d'Avaux, premier président à Riom, soixante-dix-huit ans, et sa femme, soixante et un ans; Rougane, curé à Clermont, soixante-dix ans; les deux Toulon, gardes forestiers à Montluçon, et quelques autres, qui avaient été l'offrande du Bourbonnais au Minotaure pendant le mois charmant de floréal, il se préparait pour prairial un convoi nouveau, où

se trouvaient un professeur du collège de Moulins, Chantemerle ; un médecin, intendant des eaux à Vichy, Robert-Antoine Giraud ; un officier de santé à Saint-Géraud, Bouillé ; un notaire de Moulins, Jaroufflet ; un juge à Saint-Pourçain, Lacodre de Montpansin ; les aristocrates Louis-Philibert des Eures, ancien capitaine de chasseurs ; Veytard de Fontbouillant, distributeur de tabac à Cusset ; Rougane de Prinsat, soixante-seize ans, président du bureau de conciliation à Cusset, et les quatre exécrales de Pons de Prégoulin, deux officiers et deux religieuses.... N'était-il pas tout indiqué de se débarrasser du même coup des quatre Chapus du Bost, précisément apparentés aux Rougane et liés d'amitié aux de Pons ?

Le comité ordonne donc une nouvelle enquête. Les témoins qui comparurent furent, d'après la *liste* du district : Jean Bohet, dont je n'ai pas retrouvé la déposition ; le notaire Pierre Arboing, dont j'ai rapporté les paroles ; Villard, le concierge du tribunal et « préconiseur ; » Lebeuf, greffier, dont j'ai transcrit les déclarations assez insignifiantes ; et enfin Christophe Sayet, devenu, pour prix de ses opérations à Cusset, accusateur public au tribunal de Moulins, et dont le *Secret des horreurs* a reproduit, page 36, la déposition, ou mieux le réquisitoire. On y verra très exactement de quoi Chapus du Bost était coupable :

« Aujourd'hui 27 floréal, an deux de la République française, une et indivisible, a comparu Christophe Sayet, ci-devant avoué près le tribunal du district de Cusset, maintenant accusateur public près le tribunal criminel du département de l'Allier, demeurant à Moulins ; lequel appelé devant le comité pour donner sa déclaration sur la publication qu'a fait faire Chapus Dubost, ci-devant commissaire du tyran près le tribunal du district de Cusset, de la perfide proclamation de Capet sur les événements du 20 juin 1792, a dit que, lorsqu'on sut l'insurrection que les braves Parisiens avaient tentée, le 20 juin 1792, contre le tyran, dont les crimes portaient tous les bons citoyens français à désirer la chute, les aristocrates cherchèrent à persuader au peuple que cette insurrection était une révolte contre l'autorité légitime ; et les patriotes, au contraire, ne se consolèrent du mauvais succès de cet événement que dans l'espérance que de nouveaux coups mieux dirigés amèneraient bientôt l'écroulement du trône, où s'asseyait le traître Capet.

« Aussitôt que la proclamation que le tyran avait publiée sur cet événement, dans l'intention perfide et bien connue d'armer les ci-

toyens des départemens contre nos frères de Paris, aussitôt que cette pièce eut été envoyée à Chapus-Dubost, ce commissaire du tyran, tout dévoué à la cause et lié intimement avec tous les aristocrates du pays, ce suppôt de la tyrannie, dont la femme et les enfants sont aujourd'hui incarcérés comme suspects, s'empessa de la faire lire à l'audience du tribunal.

« Jusqu'alors, et depuis, les lois, les proclamations n'avaient été et n'ont été lues que par extrait ; mais le commissaire Chapus demanda expressément que la proclamation en question fût lue en entier ; ce qui eut lieu, au grand scandale des assistans, dont le patriotisme était révolté de la scélératesse qui avait dicté cette proclamation et de la bassesse qui en avait requis la lecture entière ; non seulement la proclamation fut lue, mais encore elle fut affichée sur la place publique. Un patriote, secrétaire de la municipalité, l'arracha avec indignation et en fit un autodafé.

« Le même jour, sur les quatre heures, le déclarant alla chez Chapus-Dubost, pour lui porter en communication les pièces d'un procès ; il trouva Chapus renfermé dans son cabinet avec la femme dudit Chapus, aristocrate forcenée, qui passait pour mener son mari, et avec Rougane-Prinsat, ci-devant subdélégué, ayant pendant quarante ans opprimé le peuple et qui était connu pour être le conseil de son neveu, et même pour exercer, sous le nom de ce neveu très borné, les fonctions de commissaire du tyran. Le déclarant ignore quel était l'objet du rassemblement de ces trois individus et de leur conversation ; mais il a toujours soupçonné qu'on y délibérait sur la brûlure de la proclamation ; il communiqua ses soupçons à quelques personnes ; et un fait qui servit à les confirmer, c'est que, le même soir, le bruit courut que Chapus-Dubost avait dénoncé au ministre le citoyen courageux qui avait fait justice de cette proclamation ; et les deux fils Dubost dirent publiquement que cet acte de patriotisme ne resterait pas impuni ; ce citoyen conçut des craintes, mais il fut rassuré par les patriotes, et bientôt cette affaire s'assoupit, sans doute parce que les affaires de la Cour allèrent de mal en pis.

« Au surplus, a dit le déclarant que son opinion est que Chapus-Dubost, sous un air imbécile, a toujours caché beaucoup d'aristocratie et qu'il n'a cessé de fréquenter les aristocrates les plus forcenés de cette commune.

« Lecture à lui faite de sa déclaration, a dit qu'elle contient vérité, y a persisté et a signé : Christophe Sayet. »

Or, les faits reprochés à du Bost remontaient à près de deux ans ; s'il y avait un délit, il devait être prescrit ; enfin le renvoi

prononcé par Vernerey mettait à néant toute poursuite. Et depuis qu'il était sorti de prison, du Bost ne s'était rendu coupable d'aucun délit. Mais qu'importe la légalité ?

Par suite de ces dépositions, le même jour 27 floréal, le comité donna ordre d'amener Chapus du Bost, âgé de cinquante ans, « taille de cinq pieds, portant perruque, » pour être entendu. Il comparut donc, le lendemain de sa nouvelle arrestation, devant le comité révolutionnaire, répondit qu'il n'avait pas l'habitude de faire afficher hors du tribunal, mais que sur l'observation de Lageneste, juge au tribunal, qui lui dit que le ministre de la justice ordonnait de faire afficher et publier, et, sur la demande de Villard, le préconiseur, il répondit : « Je n'y vois pas d'inconvénient. »

— « Lorsque tu as appris que la susdite proclamation avait été brûlée, n'en as-tu pas donné avis au ministre ? — J'ai cru de mon devoir de le mander au ministre ; mais la personne n'y est pas nommée. On a la lettre que j'ai écrite au ministre. — Pourquoi a-t-il ordonné lecture entière ? — C'était l'ordre du ministre. Du reste, on ne peut lui reprocher ce fait, il a été mis pour cela en arrestation dans sa maison, et la liberté lui a été rendue à la fin de frimaire par Agar, délégué du représentant du peuple. Le 26 nivôse, il a été conduit en la maison de réclusion de Moulins pour le même objet, et Vernerey, représentant du peuple, lui a rendu la liberté pour la deuxième fois par arrêt du 23 germinal. Il n'a jamais eu connaissance que son fils cadet voulût émigrer ; car il est parti à son insu, le 23 juillet 1792, avec un passeport de la municipalité de Cusset ; il a pris un certificat à la section des Halles à Paris, est parti de Paris le 4 août suivant, et est arrivé à Cusset le 8, où le père n'a pas voulu le recevoir, mécontent de son équipée. Du reste, il n'avait presque pas d'argent, ne pouvait aller loin. Il voulait seulement voir l'Assemblée nationale. — C'était Vignolles, ton cousin, suspect et détenu à Lyon, qui était maire alors ? — Je n'en suis pas certain. — Si son fils voyait Fradel guillotiné, qui avait deux fils émigrés ? — Peu. — Sais-tu s'il a dit que tu n'avais pas de reconnaissance à la nation de la place de commissaire, parce que tu la tenais du roi ? — Je doute qu'il ait tenu ce propos. — Ton autre fils, ci-dessus nommé, n'a-t-il pas voulu travailler au district ? — Oui, il y a travaillé six mois gratuitement pour rendre service. — N'a-t-il

pas écrit de la prison de Moulins à sa femme de donner toute sa confiance à Amelot, officier de santé, parce qu'il était le seul qui ne vous eût pas abandonnés ? — C'était le médecin de la maison ; ma fille avait souvent besoin de lui. — N'étiez-vous pas liés tous avec les de Pons, Vignolles, Prinsat et Bouquet, tous reconnus pour aristocrates, et détenus à Lyon, ou morts dans les prisons, et l'un traduit au tribunal révolutionnaire de Paris et un autre déporté ? — Les trois premiers, de Pons, Vignolles et Prinsat, sont nos proches parents. La femme de Bouquet décédée et la mienne étaient très liées ; nous avons vécu d'amitié ensemble. »

Immédiatement, le mandat de comparution est transformé en mandat d'arrêt ; et le malheureux est « prévenu d'avoir attenté à l'anéantissement de la liberté et à la souveraineté du peuple français en faisant afficher et publier une proclamation du roi sur les événements du 20 juin 1792, et d'avoir voulu poursuivre un patriote qui la déchira et la fit brûler. »

Peu après, le 2 prairial (21 mai), un arrêté du district, considérant que les délits imputés aux prévenus sont de la compétence de Paris, envoyait les du Bost au tribunal révolutionnaire. Le 3, Givois le mandait à Vernerey, qui répondit de Moulins, le 7 prairial, « au citoyen agent national du district de Cusset : » « Citoyen, je te renvoie les pièces de Chapus Dubost, que tu m'avais adressées par ta lettre du 3 prairial ; tu sais que l'exécution des arrêtés de ton district t'est confiée, tu donneras les ordres et réquisitions nécessaires en conséquence. Salut et fraternité : VERNEREY. »

La lettre et l'envoi de Givois étaient une ruse. Il ne voulait pas avoir l'air de remettre en question une affaire jugée par Vernerey : il savait bien que la loi était formelle, que personne au monde, Vernerey pas plus que les autres, ne pouvait empêcher un homme traduit par l'autorité compétente au tribunal révolutionnaire de passer en jugement. Le représentant du peuple répondait donc légalement qu'il n'avait rien à voir là.

Givois n'en demandait pas davantage. Dès le lendemain, il écrivait à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire :

« Je t'adresse, ci-joint, quatorze pièces relatives à Chapus-Dubost, ex-subdélégué adjoint, ex-procureur du tyran, et puis son commissaire près le tribunal de Cusset ; à la femme ex-noble de ce Chapus et à

ses deux enfants; ils sont tous neveux et petits-neveux de Rouganne-Prinsat, qui doit être mis en jugement le 21 prairial, et leur affaire est liée avec la sienne; la gendarmerie va faire diligence pour qu'ils arrivent avant cette époque à Paris; plusieurs des témoins sur Prinsat ont des renseignements à donner sur les Chapus-Dubost; le commissaire national a cru, ainsi que moi, que ce serait épargner des frais à la République que d'assigner en même temps et les témoins de Prinsat et ceux de ses neveux. Tous sont sommés de se trouver à Paris le 21, et les accusés y arriveront trois ou quatre jours à l'avance. Avant de les faire partir, j'ai pris les ordres du représentant du peuple Vernerey, qui m'a répondu d'exécuter l'arrêté du district qui les traduit au tribunal révolutionnaire; sa réponse est ci-jointe sous le n° 14. Tu as dû recevoir un gros paquet contenant toutes les pièces de conviction relatives aux Depons; le 5 de ce mois, il a été mis à la poste par mon substitut.

« Salut et fraternité.

F. Givois, *agent national.* »

Étienne Olivier, commissaire national près le tribunal du district, ajoutait : « Aux quatorze pièces que l'envoie l'agent national de ce district, je joins la proclamation du dernier tyran sur les événemens du 20 juin, qui a été consignée sur le registre de ce tribunal. Aussitôt ton envoi reçu, j'ai fait donner les assignations aux témoins qui doivent déposer contre Depons et la famille Rouganne-Prinsat, et Veytard-Fontbouillant; je fais également assigner ceux qui déposeront contre les Chapus père et fils; je te transmettrai par le premier courrier les originaux de ces diverses assignations.

« Salut et fraternité. Signé OLLIVIER, *commissaire national près le tribunal du district de Cusset.* »

Fouquier-Tinville répondit à Givois, de Paris, le 13 : « Citoyen, avec ta lettre du 8 prairial, j'ai reçu les pièces y jointes contre les nommés Chapus Dubost père, ses deux fils et sa femme. Je t'invite à me faire passer toutes les autres pièces, notes et renseignements contre ces prévenus. Je t'invite également à envoyer toujours au tribunal les pièces originales qui constatent les délits, et non des copies sur lesquelles on ne peut juger; et dans les lettres d'envoi de désigner et souligner les noms et qualités des prévenus, et le caractère de leur délit, ce qui est essentiel *pour faciliter et accélérer* les opérations du tribunal. Salut et fraternité. Signé : FOUQUIER. »

Pas n'était besoin de presser Givois. Il semblait craindre qu'un nouveau Vernerey ne vint lui ravir sa proie. Le jour, 8 prairial, où il envoyait les pièces au tribunal, il expédiait à Moulins l'ordre de diriger les personnes sur Paris. Elles y arrivèrent bientôt et furent, le 22 prairial (10 juin), interrogées par Antoine-Marie Maire, juge.

« Dubost père, le premier appelé, a répondu se nommer, etc...

D. S'il n'a pas fait afficher une proclamation liberticide sur les événements du 20 juin ? — R. Qu'il l'a fait afficher par les ordres du ministre.

D. S'il connaissait les nommés Depons ? — R. Oui, et qu'ils sont ses parents.

D. S'il n'a pas assisté aux conciliabules qui se tenaient chez eux, et s'il n'y a pas entendu tenir des propos inciviques — R. Non.

D. S'il a fait choix d'un défenseur. — R. Qu'il nommait le citoyen Duchalleau.

« Lecture faite de son interrogatoire, a dit ses réponses contenir vérité, y a persisté et signé.

« Signé CHAPUS-DUBOST, F. GIRARD, A.-M. MAIRE, A.-Q. FOUQUIER. »

Ainsi, c'est bien avéré ; le crime du magistrat, c'est d'avoir fait lire et afficher les proclamations du gouvernement, comme l'exigeait son devoir. De nos jours on destitue seulement les maires qui n'affichent pas ; c'est un progrès, en attendant mieux.

III.

Pour M^{me} du Bost, c'était un autre grief : femme de son mari, mère de ses enfants, elle devait être non moins coupable. Jeanne-Damienne ou Danielle Teyras de Granval, dit le *Moniteur* du 2 messidor, âgée de cinquante-deux ans, née et demeurant à Cusset, femme de Chapus du Bost, était née non pas à Cusset, mais à Saint-Amand du Puy-de-Dôme.

La *Liste*, signée par les membres du comité révolutionnaire de Cusset, nous donne (p. 12) authentiquement les raisons de son arrestation :

« Jeanne Danielle Teyrat, femme Chapus, née noble ; aristocrate et fanatique, liée avec les ci-devant nobles, les gens sus-

pects, et tante d'émigrés. Arrêtée par ordre des délégués du représentant du peuple, Noël Pointe, et du comité de la surveillance de Cusset, et traduite dans la maison de réclusion de Moulins. Accusée d'avoir professé dans tous les temps les opinions les plus inciviques, d'avoir entretenu ses enfants dans des sentiments de haine contre la révolution, d'avoir engagé son fils cadet à émigrer, et d'avoir coopéré à cacher ses titres féodaux, et à pousser son mari dans les vexations qu'il s'est permises contre les patriotes. Envoyée par ordre de l'administration du district de Cusset, en vertu de la loi du 18 nivôse, approuvée par le représentant du peuple Vernerey, suivant ses lettres des 7 et 10 prairial au tribunal révolutionnaire, où elle a été condamnée à mort le 23 prairial. Les témoins qui ont déposé dans cette affaire sont : Christophe Sayet et Jean-Baptiste Dérangeon ; • les mêmes que nous avons entendus pour le père.

Pour les fils, les griefs sont du même genre. Ils sont deux de vingt-six à vingt-quatre ans, — je n'arrive pas à distinguer l'ainé, — Claude-Gilbert dit Champcourt, et Cosme-Marie, duquel la *Liste* dit ceci, qui est à peu près répété pour l'autre :

« Cosme-Marie Chapus le jeune, ancien commis à la justice de paix, forcé par les patriotes de quitter sa place et partageant les sentiments de ses père et mère ; aristocrate outré, lié avec les ci-devant nobles, ayant tenté d'émigrer. Arrêté par ordre des délégués du représentant du peuple, Noël Pointe, et du comité de surveillance de Cusset, et traduit dans la maison de réclusion à Moulins. Accusé d'avoir déprisé les avantages des armées de la République ; d'avoir cherché à émigrer ; d'avoir constamment décrié la Révolution. Envoyé par ordre de l'administration du district de Cusset, en vertu de la loi du 18 nivôse, approuvée par le représentant du peuple Vernerey, suivant ses lettres des 7 et 10 prairial, au tribunal révolutionnaire où il a été condamné à mort le 23 prairial. Les témoins qui ont déposé dans cette affaire sont Claude Saulnier, vingt-trois ans, confiseur et notable de Cusset ; Martin Neuville, Dérangeon, Gay, volontaire, et François Moreau, musicien. »

Deux des dénonciateurs de Cosme-Marie, Moreau et Saulnier, sont aussi les accusateurs de Champcourt. Saulnier dépose, le 28 floréal an II, au comité révolutionnaire de Cusset : qu'il connaît « les deux fils Dubost pour aristocrates. Il a défendu au

plus jeune l'entrée de sa maison, à cause de ses propos aristocrates, et a ouï dire qu'il avait voulu émigrer et cherchait à se procurer de l'argent. » Il prétend avoir entendu du Bost l'ainé dire, d'un air de mépris, que son père ne tenait pas sa place de la nation ; et plus tard, à propos de la proclamation du 20 juin, déchirée par le patriote Sayet, greffier de la municipalité, il s'écria : « Nous les verrons venir, ces beaux patriotes ! » et différents autres propos très aristocrates qu'il ne se rappelle pas. »

François Moreau, musicien, est plus explicite que le confiseur Saulnier. Il a fréquenté beaucoup Champcourt, causait avec lui de littérature et de galanterie ; mais il voyait là « une famille d'aristocrates d'où partaient des opinions erronées, des préjugés dangereux que Dubost désirait lui communiquer. » S'agissait-il d'un événement heureux pour les patriotes ? il le dépréciait, refusait d'y croire. Au contraire, il exaltait les menées des aristocrates. La mémoire ingrate du témoin ne lui fournit aucune phrase ; mais il se rappelle que Champcourt « avilissait la représentation nationale et préconisait les émigrés. Il me fit confidence d'un voyage à Paris ; mais ne m'en dit pas plus long. » Rougane fils et Champcourt eurent une conversation ; Rougane « prenait le parti des ardents patriotes qui étaient alors en réputation, comme de Marat. » La discussion fut fort vive. Enfin, du Bost aîné apprenait par cœur les feuilles du *Petit Gautier* qu'on nommait *Journal de la cour et de la ville*¹ ; et il avait un plaisir infini à en débiter les sarcasmes, les bons mots et les plaisanteries contre la Révolution.

Pierre Gay, volontaire du détachement de l'Allier, sur l'interpellation faite par le comité, déclare : « Je ne crois pas les fils Dubost patriotes ; les raisons sont que m'étant trouvé quelquefois avec eux, j'ai cru démêler aisément à travers ce qu'ils me disaient, sans néanmoins que leur opinion fût fortement prononcée, que le système de la république ne leur plaisait pas ; je

¹ *Le Journal général de la Cour et de la ville* parut le 15 septembre 1789, sous le titre d'abord de *Magasin historique*, puis de *Journal général dédié au district des Cordeliers*. Son fondateur fut Guillaume-Marie-Anne Brune, le futur maréchal de France, alors typographe et propriétaire d'une petite imprimerie. Les rédacteurs qui restèrent seuls, à partir du 30 octobre jusqu'au 10 août 1792, dernier numéro, furent Jourgniac de Saint-Méard, et Gautier, d'où le surnom de *Petit Gautier* donné à cette feuille royaliste, fort redoutée des révolutionnaires.

déclare au surplus ne me rappeler aucunement, en détail, le peu de conversation que j'ai eu avec eux. »

Martin a cru reconnaître chez Chapus le jeune l'envie d'émigrer. Il a cherché à lui inspirer de l'horreur pour Coblenz, et depuis, ce jeune homme a évité de le voir. « Il me dit un jour : « L'armée des émigrés n'est pas riche ; mais ce sont des hommes sûrs ; vous y voyez des chevaliers de Saint-Louis, le sac sur le dos ; le moindre de leurs soldats ferait un général. » Je ne sais rien de plus sur ce jeune homme, mais je ne le crois pas partisan de notre révolution. »

Pour Jean-Baptiste Dérangeon, membre du comité, il « a connu les deux fils aînés de Chapus Dubost comme des ennemis jurés de la Révolution, élevés par une mère ex-noble et d'une aristocratie outrée ; il est à sa connaissance qu'avant et depuis la Révolution, ils ont toujours fréquenté les aristocrates du pays, tels que les Rougane de Prinsat, les Veytard de Fontbouillant, qui sont actuellement au tribunal révolutionnaire, Dussaroy de Vignolles, détenu à Commune-Affranchie, les Depons père, mère et oncles d'émigrés, ex-nobles ; que le plus jeune fréquentait journellement Fradel, guillotiné ; et ouï dire qu'il avait essayé d'émigrer ; ajoute qu'il a entendu dire à l'ainé sur la place publique de cette commune, vis-à-vis la boutique de Bernard, dont il ne se rappelle pas bien l'époque, que si son père était commissaire du roi, qu'il n'en avait pas d'obligation à la nation ni à la ville, mais bien à sa charge de procureur du roi au ci-devant bailliage royal de Cusset. »

Cette dernière déposition est extraite, page 38, de la correspondance de Givois avec Fouquier-Tinville, transcrite sur le registre du directoire de Cusset, par arrêté du 16 floréal an III, et imprimée dans le *Secret des horreurs*.

C'est uniquement sur ces propos de rue ou d'intimité rapportés par des témoins que leur malveillance et leur déloyauté rendent au moins suspects, que Fouquier-Tinville rédigea son réquisitoire : « Les deux fils Chapus Dubost ont aussi suivi leurs traces dans la carrière de l'aristocratie ; ils fréquentaient souvent les Rougane et les Depons, et assistaient aux conciliabules qui se tenaient dans ces maisons ; ont leurs a aussi (*sic*) entendus tenir des propos contre-révolutionnaires. Après la nomination de leur père à la place de commissaire du tyran, ils se sont vantés

d'un air de mépris de ce que leur père ne tenait pas sa de la nation. A l'époque où leur père fit afficher la proclamation du tyran, on leurs a entendu dire d'un ton tout courroucé : « Nous les allons venir, ses beaux patriotes. » Ils se plaisaient aussi à répandre les plus fausses nouvelles. S'agissait-il d'un événement favorable au parti patriote, ils manifestaient leur tristesse, contestant même la vérité, disant que ses nouvelles ne parloient que d'une source impure, qu'ils n'étaient cités que dans des journaux menteurs ; s'agissait-il de quelques succès des aristocrates, ont les voyaient sourire et marquer leurs joies en les exaltant et en les vantant ; enfin ils se plaisaient à débiter tous les sarcasmes contre-révolutionnaires qu'ils puisaient dans les feuilles de l'infame Gautier dont ils faisaient lecture. »

Nous n'avons pas l'interrogatoire de la mère et des deux fils à Cusset. En subirent-ils un ? En tint-on registre ? En tous cas, celui que subit l'ainé à son arrivée à Paris, le 22 prairial, et que nous avons, signé de Fouquier, Maire et Girard, achève de nous édifier sur la gravité de l'accusation.

« Interrogé s'il connaît les nommés Depons ? — Qu'il les a connus et qu'ils étaient ses parents.

« S'il assistait aux conciliabules qui se tenaient chez eux contre la République ? — Qu'il n'a jamais assisté à aucuns conciliabules.

« S'il n'a pas tenu des propos contre-révolutionnaires ? — Qu'il n'en a jamais tenu.

« S'il a fait choix d'un défenseur ? — Qu'il nommait le citoyen Cézile. »

IV.

Mais que sert d'un défenseur, quand il faut aller vite ? Or, le 8 prairial (27 avril), Givois avait signé cette pièce : « — Célérité — Sûreté. — L'agent national près le district de Cusset requiert le commandant de la gendarmerie nationale à Moulins, en exécution de l'arrêté du district de Cusset du 2 présent mois, de faire conduire de brigade en brigade à la Conciergerie, à Paris, servant de maison de justice près le tribunal révolutionnaire : 1^o Chapus Dubost, ex-commissaire du tyran, à Cusset ; 2^o la femme dudit Chapus Dubost ; 3^o les deux fils desdits Chapus Dubost, lesquels quatre prévenus sont actuellement dans la

maison de détention à Moulins. La gendarmerie sera tenue de faire diligence de telle manière que les quatre accusés arrivent à Paris avant le 15 prairial, présent mois, attendu qu'ils doivent être mis de suite en jugement comme prévenus de conspiration.

« Fait à Cusset, au bureau de l'agent national, le 8 prairial. L'agent national, F. Givois. »

Il y eut un léger retard. Les accusés — on le sait par les pièces des comités de surveillance et les certificats des gendarmes — n'atteignirent Moulins que le 9, furent « déposés » à la maison d'arrêt de Montargis le 17, passèrent à Nemours le 18, et arrivèrent à Paris probablement le 20 ou le 21. Une note, page 53, du *Secret des horreurs commises*, raconte ce fait incroyable : « Les malheureux Dubost avaient été sans doute si bien recommandés à Fouquier-Tinville, qu'ils furent tous égorgés le lendemain de leur arrivée à Paris ; aucune forme n'a été observée. De plusieurs témoins assignés, un seul, leur ennemi, a été entendu. Pouvaient-ils échapper à la fureur et à l'ambition du féroce Givois, qui convoitait leurs biens, dont il s'est effectivement rendu adjudicataire ? »

Cette précipitation dans l'extermination de toute une famille est difficile à croire. On ne peut s'imaginer que des gens qui voyagent depuis douze ou treize jours soient, au débotté, amenés devant un tribunal, et condamnés ; et qu'il se trouve des jurés, des juges, pour, sans les entendre, sans leur donner le temps de se reconnaître, de recueillir leurs moyens de défense, envoyer à la guillotine le père, la mère et les enfants. Et pourtant ce n'est que la vérité. Seulement, une condamnation de ce genre n'est plus un jugement, c'est un assassinat.

Le 22 prairial, Antoine-Marie Maire, juge au tribunal révolutionnaire, fit paraître devant lui les quatre prévenus. Ce Maire, fils, dit-on, de Louis XV et d'une demoiselle du Parc-aux-Cerfs, fut plus tard traduit devant le même tribunal à son tour. Il était prévenu d'avoir signé des jugements en blanc, d'avoir envoyé à l'échafaud des femmes qui se déclaraient enceintes sans vouloir laisser le temps de constater le fait, d'avoir, dans un procès verbal d'audience, le 9 thermidor, fait parler un nommé Marin, exécuté depuis un mois. Comme, avec toutes ces charges, il était au fond moins méchant que Dumas, Foucault, Coffinhal et les

autres, on l'acquitta. Il n'en périt pas moins de male mort. Devenu à moitié fou, il tomba une nuit dans sa cheminée; on le trouva, le matin, la tête dans le feu, complètement calcinée.

Maire était assisté du commis greffier François Girard, qui écrivit les demandes et les réponses. C'était une formalité encore exigée; une loi, que la Convention faisait ce jour même, allait en dispenser; du reste une pure forme : par ce que nous avons cité des interrogatoires, on en a déjà pu juger.

« Et de suite avons fait venir une accusée, qui a dit se nommer Jeanne-Daniel Teyras, femme Chapus-Dubost, âgée de cinquante-deux ans, née à Saint-Amand, département du Puy-de-Dôme, demeurant à Cusset, département de l'Allier.

« D. Si elle ne connaissait pas les nommés Depont. — R. Qu'elle les connaissait.

« D. Si elle n'assistait pas aux conciliabules qui se tenaient chez eux, contre les intérêts du peuple. — R. Non.

« D. Si elle n'a jamais tenu des propos contre-révolutionnaires. R. Aucuns.

« D. Si elle a fait choix d'un défenseur. — Qu'elle nommait Duchateau.

« Lecture faite du présent interrogatoire, a dit ses réponses contenir vérité, y a persisté et a signé. Signé GIRARD, TEYRAS femme CHAPUS DU BOST, A.-M. MAIRE, A.-Q. FOUQUIER. »

Le lendemain, 23 prairial, Fouquier-Tinville rédigeait un court réquisitoire : « Chapus était un des coriffée des conciliabules tenu dans la maison de Depons, » et la lecture et l'affichage de la proclamation du 20 juin « ne permettaient pas de douter qu'il n'ait trempé dans les projets liberticides du tyran. » — Ses deux fils ont aussi... etc.... « Quant à la femme Chapus-Dubost, ses intimes liaisons avec les conspirateurs qui fréquentaient la maison de Depons, qu'elle ne quittait pas non plus, et on l'a souvent entendue déclamer contre la révolution et applaudir à tous les panflets que les aristocrates de cette maison y débitaient contre les patriotes, ne permettent pas de douter de sa haine pour la révolution et la liberté, de son attachement à la tyrannie. »

Il conclut donc à ce qu'« il lui soit donné acte par le tribunal assemblé de l'accusation portée contre les susnommés » — et l'on passe au jugement. Il est probable qu'on ne traina même pas à l'audience l'infortunée famille du Bost. Le procès-verbal

ne fait mention ni des plaidoiries de leurs défenseurs, ni de leur présence. La loi du 22 prairial, votée la veille, et qu'on appliqua le même jour à onze habitants de Pamiers, jugés — ou exécutés — par une autre section, supprimait toutes les formalités inutiles.

« La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes ; elle n'en accorde point aux conspirateurs. » De sorte qu'avant d'être jugé et condamné, on avait déjà décidé que vous étiez conspirateur. Cercle vicieux. Quant aux témoins, il n'en est pas plus question que d'avocat. La loi les avait aussi supprimés. « S'il existe des preuves soit matérielles, soit morales, indépendamment de la preuve testimoniale, il ne sera point entendu de témoins, à moins que cette formalité ne paraisse nécessaire soit pour découvrir des complices, soit pour d'autres considérations majeures d'intérêt public. » Il paraît cependant qu'on en entendit un. Le *Secret des horreurs* dit que c'était « leur ennemi. » Et Givois confirme le fait. « Un très grand nombre de témoins furent assignés pour aller déposer au jour indiqué dans l'affaire des Dubost ; mais la fatale loi du 22 prairial étant intervenue la veille du jugement, le tribunal révolutionnaire, après avoir entendu le premier témoin, se dispensa d'appeler les autres, et procéda de suite au jugement. » Il n'y eut pas de discours de l'accusateur public, de résumé du président, d'interrogatoire avant les débats. Ainsi la nouvelle loi empêchait les concessions miséricordieuses que faisaient quelquefois ou pouvaient faire le président et l'accusateur public, et la confusion qui résultait parfois pour l'un et l'autre des réponses des prévenus ou de leurs explications éloquentes, comme dans l'affaire des Girondins et des Dantonistes.

Le président Dumas, qui ne siégeait jamais qu'avec deux pistolets sur la table, lut donc ce jugement :

« Vu par le tribunal révolutionnaire l'acte d'accusation porté contre les prévenus ci-dessous dénommés, dont la teneur suit : Antoine Fouquier, etc.... l'ordonnance de prise de corps rendue par le tribunal assemblé le même jour contre les prévenus, et le procès verbal d'écrou et de remise de leurs personnes en la maison d'arrêt de la conciergerie.... et la déclaration du jury portant qu'il est constant qu'Étienne-Hubert-Bonaventure Chapus-Dubost, ses deux fils, Jeanne-Daniel Teyras, femme dudit Dubost père....,

sont des ennemis du peuple, savoir lesdits Chapus-Dubost et Teyras en entretenant des intelligences avec les ennemis de l'État, en répandant de fausses nouvelles pour troubler le peuple, en cherchant à égarer l'opinion par des discours perfides, en calomniant et en persécutant le patriotisme; le tribunal, après avoir entendu l'accusateur public en ses conclusions, condamne à la peine de mort lesdits Chapus-Dubost père et ses deux fils, Teyras, sa femme, conformément aux articles V, VI et VII de la loi du 22 prairial.... déclare leurs biens acquis à la République; et ordonne qu'à la requête et diligence de l'accusateur public, le présent jugement sera exécuté dans les vingt-quatre heures, sur la place publique de la Révolution, imprimé, publié et affiché.

« Fait et prononcé le 23 prairial de l'an II de la République française une et indivisible, à l'audience publique où siégeaient René-François Dumas, président, Gabriel Delière et Antoine-Marie Maire, juges, qui ont signé le présent jugement avec le commis greffier. DELIÈRE, DUMAS, MAIRE, PESNE. »

Selon l'usage, les charrettes préparées dès la veille suivant le nombre des prévenus qui devaient être condamnés, attendaient à la porte du tribunal. Les malheureux eurent la suprême consolation de monter ensemble et de pouvoir s'embrasser avant de mourir. Une lutte sublime s'engagea au pied de l'échafaud, raconte Loisel d'Orange, qui tenait le fait d'un témoin oculaire nommé Mailly. Chacune des quatre victimes voulait mourir la dernière et épargner ainsi aux autres la douleur poignante de trois trépas successifs. M^{me} du Bost l'emporta et se montra ainsi digne de la mère des Machabées : « Trois fois elle entendit retentir dans le fond des entrailles ce terrible coup sourd de la hache; trois fois elle vit tomber les têtes et jaillir le sang de ces troncs palpitants et crispés par la mort. » Son tour vint enfin et le cou-teau termina cette effroyable agonie.

V.

Pourtant, malgré toutes ces turpitudes que les pièces elles-mêmes viennent de nous révéler, et les forfaitures dont on a vu le récit, il y a une dernière horreur qui complète l'originalité de cette histoire.

Il restait aux du Bost deux enfants, de onze et douze ans. Leur bas âge les avait sauvés, au moins pour quelque temps. Les tricoteuses elles-mêmes eussent frémi, peut-être, de les voir trainer sur une charrette vers la barrière du Trône. Mais dans la pensée du persécuteur leur destin est dès maintenant fixé. Il leur manque quelques pouces pour l'échafaud : il n'y a qu'à les laisser croître.

Givois écrivait donc confidentiellement à Fouquier-Tinville une lettre que nous avons trouvée dans le dossier :

« Je t'envoie Chapat, sa femme et ses deux fils. Fais-les danser. IL ME RESTE DEUX PETITS CHAPUTONS ; ILS SONT TROP JEUNES. JE TE LES RENVERRAI PLUS TARD. Mon frère Hugues, que je t'envoie en même temps, te dira tout ce qui les concerne. »

Malheureusement, la République ne dura pas assez longtemps. Un an après l'immolation que viennent de raconter les pièces authentiques, le représentant du peuple Guillerant, envoyé en mission dans le département de l'Allier, arrivait à Cusset. A la séance publique du Conseil général du 2 prairial an III, les deux enfants du Bost, survivant à la boucherie de leur famille, demandèrent une justice, hélas ! insuffisante.

Après l'arrestation de leurs parents, Anne et Nicolas Chapus étaient restés enfermés presque seuls dans la maison paternelle. On comprend leurs angoisses. Leurs biens ayant été saisis au profit de la République, les pauvres enfants avaient été obligés d'aller chercher au bureau de surveillance leur bon de pain de chaque jour. Mais quelques ignobles plaisanteries ayant été faites à la jeune fille, elle résolut de mourir de faim plutôt que de s'exposer encore à de tels outrages. Son frère la remplaça ; et plus tard, devenu capitaine du génie, il gardait encore un pénible souvenir de cette cruelle mission.

« Lecture a aussi été faite d'une pétition adressée au représentant du peuple par la citoyenne Anne Chapus, tant en son nom qu'en celui de son frère âgé de douze ans, dont les père, mère et deux frères ont été inhumainement sacrifiés à la passion dévorante du chef du comité sanguinaire de Cusset, de Givois, qui, après avoir commis cet assassinat, s'est rendu adjudicataire de la majeure partie des biens de cette malheureuse famille.

« Elle demande la restitution des biens dont la vente n'est pas

encore faite, ainsi que des meubles qui existent en nature dans les magasins du district; et à l'égard de ceux acquis par le bourreau de ses parents, elle invite le représentant du peuple à examiner dans sa sagesse si elle pourrait y rentrer.

« A la lecture de cette pétition a succédé celle des lettres faisant partie de la correspondance de Givois; la plus vive indignation s'est manifestée dans l'assemblée. »

Le rapporteur, ensuite, fait lecture de l'avis du directoire du district. Il y est dit : « qu'il est dans le cœur de tous les citoyens justes et sensibles d'alléger, autant qu'il est en leur pouvoir, les maux des restes de cette malheureuse famille, sacrifiée à la haine, l'ambition et la rapacité de son bourreau; que l'innocence des père, mère, et des deux frères de la pétitionnaire, fut constatée et prononcée par l'arrêt du comité de sûreté générale qui les mettait en liberté, tandis qu'ils avaient été assassinés juridiquement, sans doute à son insu; considérant enfin que la même loi du 14 floréal adjuge aux familles des condamnés la propriété de leurs biens et semble même l'adjuger irrévocablement, puisqu'elle ne veut point de revision de procès; après avoir entendu le procureur syndic; est d'avis que la pétitionnaire et son jeune frère soient au moins renvoyés en possession provisoire de tout ce qui pouvait appartenir à leurs auteurs et qui peut exister en nature.

« Fait en séance publique et permanente du conseil général, le 2 prairial an III de la République française, à l'unanimité, par les administrateurs Plantade et Coinchon. »

Le procès-verbal ajoute : « Le représentant du peuple, à chaque phrase de la pétition et des lettres, dont la lecture a été faite, a frémi d'horreur; des larmes de sensibilité s'échappaient de ses yeux, ainsi que de ceux de tous les spectateurs; et en confirmant l'avis du directoire, il a témoigné ses regrets de ce que la latitude de ses pouvoirs lui empêchait de suivre les mouvements de son cœur qui le porterait à prononcer en faveur des jeunes Chapus, frère et sœur, la restitution des biens acquis par le bourreau de leur famille; néanmoins, il a invité, et, en tant que de besoin, enjoint au procureur syndic, d'écrire à son collègue de Gannat de faire faire des expéditions de toutes les ventes faites devant le directoire de ce district et au profit des hommes sanguinaires, et ce dans le plus bref délai, pour cette

dite expédition lui être adressée pour en faire tel usage qu'il appartiendra. »

« L'homme sanguinaire » que tout le monde désignait, le « cannibale, » comme l'appelait, en le nommant, Anne Chapus, c'était Givois. Nous avons vu comment il a fini, en jacobin nanti, paisible, et qui fait souche d'honnêtes gens.

Quant aux Chapus du Bost, leur postérité directe est aujourd'hui éteinte.

Nicolas, le petit « chaputon », fut capitaine du génie, épousa Marie-Jeanne-Anne Berlin, et mourut à Riom en 1868, à quatre-vingt-neuf ans. Le seul héritier du nom, Francisque Chapus du Bost, né à Riom en 1820, ses études terminées, entra dans la Compagnie de Jésus, passa sa jeunesse dans les missions étrangères ; puis, rappelé à Clermont-Ferrand, il évangélisa l'Auvergne et les pays voisins, où s'était passé le terrible drame qui avait décimé sa famille. Chassé de France à l'époque des décrets en 1880, il alla en Angleterre et mourut en 1888, à Beyrouth.

Il y a des familles qui sont comme vouées à être victimes. Et la légendaire justice « immanente » des choses est vraiment insuffisante : elle a trop de défaillances.

LOUIS AUDIAT.

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU CLERGÉ

ET

LA VENTE DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

DANS

LA CHARENTE-INFÉRIEURE

I.

Dans ces dernières années, la question de l'étendue de la propriété ecclésiastique, à la fin de l'ancien régime, a été de nouveau soulevée.

Le clergé possédait-il la moitié, ou le tiers, ou le quart, ou même le dixième du sol français ?

La vente des biens ecclésiastiques a-t-elle créé la petite propriété paysanne ?

Depuis longtemps la légende a répondu avant l'érudition et l'histoire. Cependant tous les éléments d'une réponse certaine existent dans les registres des ventes des biens de première origine, conservés aux archives des départements.

Tocqueville, Minzès, Lontschisky, Lecarpentier, qui ont étudié l'état de la propriété foncière en Basse Normandie et en Touraine, dans Seine-et-Marne, dans le district de Tarascon et dans la Seine-Inférieure, ont été amenés à ces conclusions : 1° la propriété du clergé était beaucoup moindre qu'on ne le croit ; 2° les paysans possédaient déjà une grande partie du sol.

J'ai essayé de faire les mêmes recherches pour le département de la Charente-Inférieure. J'ai pris pour modèle le travail de M. Lecarpentier. Je m'étais assigné la tâche d'étudier la totalité du département. Il eût été d'un grand intérêt de faire cette

enquête dans le district de Saint-Jean-d'Angély, où se trouvait la riche abbaye royale des bénédictins de Saint-Maur, dont les biens étaient dispersés en Saintonge et en Aunis ; et dans le district de Saintes, avec son abbaye des Dames, dont l'abbesse, M^{me} de Baudéan de Parabère, nommait, en 1789, à dix-neuf cures du diocèse de Saintes. J'ai dû m'arrêter devant les nombreuses et grandes différences qui existaient dans l'ancienne mesure agraire de Saintonge. La valeur du journal de terre variait quinze fois, passant par degrés de 27 ares 35 centiares à 58 ares 62 centiares, sans qu'il fût possible de déterminer les limites de l'emploi de telle ou telle mesure.

Dans son *Manuel des poids et mesures*, Tarbé des Sablons déclare « qu'il n'était pas rare de rencontrer dans le même canton, dans le même village, deux ou trois mesures différentes, et qui ne ressemblaient en rien à celles des cantons et villages voisins. » Il cite la commune de Brie-sur-Marne, département de la Seine, où l'on faisait usage de cinq arpents différents. On trouverait en Saintonge de nombreux cas semblables. C'est encore la source d'erreurs dans l'estimation des propriétés.

J'ai donc été contraint de borner mes recherches à la province d'Aunis, c'est-à-dire aux districts de la Rochelle et de Rochefort-sur-Mer. Les vieilles abbayes bâties çà et là dans le marais aunisien, le souvenir des guerres religieuses dont cette petite contrée a été le théâtre, ajoutaient à l'intérêt de cette étude.

II.

Avant de donner des chiffres, il est utile, je crois, de résumer, en quelques lignes, la formation et l'histoire de la propriété ecclésiastique dans cette partie de l'ancienne France.

L'Aunis a fourni au département 126,000 hectares, plus du cinquième du territoire. Cette partie du littoral, qui s'étend de l'embouchure de la Charente à celle de la Sèvre niortaise, était jadis très découpée de baies et de golfes. Les eaux de la mer s'enfonçaient au loin dans l'intérieur des terres jusqu'à Luçon, Aigrefeuille et Niort. Pendant des siècles cette plaine marécageuse, insalubre, parsemée de buttes et d'îlots couverts de bois, servit de refuge aux proscrits et aux vaincus. Lentement les

alluvions comblaient les sinuosités profondes du rivage et faisaient reculer l'océan.

L'exploitation de ces terres ne commence qu'au x^e siècle.

C'est l'époque de la fondation des abbayes. La première en date est celle de Saint-Jean-d'Angély au ix^e siècle. L'abbaye de Maillezais fut bâtie au x^e, puis les abbayes de Saintes, de Sablonceaux, de Trizay, de Moutierneuf, de Tonnay-Charente, de Font-Douce, de la Grâce-Dieu, de Saint-Léonard, de Sernaize, de Nuillé, de Charron, s'établirent l'une après l'autre, plus avant dans les marais, et commencèrent au xiii^e siècle le dessèchement de cette grande étendue boueuse de *laisses* de mer.

Les monastères, les prieurés se multiplièrent, enrichis par les libéralités des ducs d'Aquitaine et des comtes de Poitou. Les populations agricoles se groupèrent autour des moines. Nos vieilles églises romanes des Charentes ont été bâties par les abbayes.

En 961, dans un acte du duc d'Aquitaine, Guillaume Tête-Étoupe, il est fait mention, pour la première fois, de la Rochelle, à propos des droits d'ancrage et de lestage prélevés dans les ports de la Saintonge, depuis Blaye jusqu'à la Rochelle. Sur une petite roche (Rupella), entourée d'eau de tous côtés, des proscrits avaient élevé leurs cabanes.

Dans ces terres mouillées, la propriété des moines fut très étendue et peu délimitée.

Au temps des invasions normandes, les établissements religieux eurent beaucoup à souffrir. Pendant les guerres religieuses du xvi^e siècle, les abbayes, les monastères, les prieurés et les cures furent incendiés et ruinés. On lit dans les déclarations de biens, faites par les curés en 1791 : « Les seigneurs s'emparèrent, pendant les guerres de religion, des différents domaines de la cure, ainsi que de la maison curiale, dont à cette époque ils chassèrent le titulaire ; les curés ont été pendant plus de cent ans obligés de louer une maison. »

Il serait intéressant de connaître la propriété foncière ecclésiastique au début de la Réforme, et de la comparer à celle du clergé en 1791. Toutes les révolutions politiques ou religieuses apportent un changement dans la propriété foncière.

Après la prise de la Rochelle (1628), les édits royaux autorisèrent le clergé à rentrer dans la possession de ses biens. Les

grandes abbayes, les riches commanderies du Temple et de Malte recouvrèrent une grande partie de leurs domaines ; les curés ne trouvèrent que des églises et des presbytères en ruines. Les paroisses de la Rochelle, dépourvues de ressources, furent confiées à la congrégation de l'Oratoire et un casuel fut établi.

L'abbaye de Maillezais avait été érigée en évêché en 1317. Le 2 mars 1648, Innocent X transféra cet évêché à la Rochelle. On détacha du diocèse de Saintes le pays d'Aunis et l'île de Ré pour être incorporés au nouveau diocèse.

Le pouillé de la Rochelle, fait en 1729, comptait en Aunis 36 prieurés, dont le revenu variait de 60 à 1,800 livres ; 40 cures, de 300 à 1,200 livres de revenu ; 51 chapellenies, de 16 à 850 livres de revenu. En 1791, le nombre des bénéfices était de 159.

Augustins, Capucins, Carmes, Cordeliers, Jacobins, Lazaristes, Minimes, Oratoriens, Pères de la Charité, Récollets, Ursulines, Dames Blanches, Dames de la Providence, de la Sagesse, de Saint-Vincent de Paul, de la Charité, des Saintes-ClaIRES, avaient un couvent à la Rochelle. Les Capucins étaient encore à Marans, à Saint-Martin-de-Ré, à Tonnay-Charente, à Rochefort. Les Pères de la Charité étaient à Saint-Martin-de-Ré, les Minimes à Surgères. Malgré tous ces couvents, les religieux étaient peu nombreux. Les abbayes étaient désertes. L'abbaye de la Chaulme et l'abbaye de Charron n'avaient plus qu'un seul religieux ; dans toutes les autres, la conventualité avait cessé. Les revenus allaient à des abbés commendataires étrangers au pays.

Il n'entre pas dans ce travail de refaire l'histoire de la nationalisation des biens ecclésiastiques. « Le clergé, dit Lecarpentier, était considéré dans la masse de la nation comme un propriétaire ordinaire, dont les droits n'étaient pas plus discutables que ceux de n'importe quel particulier. Deux arguments décidèrent le vote de l'Assemblée : un argument financier, la nécessité de trouver des ressources extraordinaires pour combler le déficit du Trésor, et surtout un argument politique, le désir, en confisquant les biens du clergé, de lui enlever tout pouvoir politique. Les discours qui décidèrent le vote de la loi et certains articles insérés dans la loi même ne laissent aucun doute sur ce point. »

Notre but est uniquement d'étudier la vente des biens d'église.

III.

Quelle était la propriété du clergé dans les districts de la Rochelle et de Rochefort ?

La division cantonale de ces deux districts a varié depuis 1791, mais leur étendue est, à peu de chose près, restée la même; pour plus de clarté, j'ai adopté la division administrative actuelle.

La vente des biens de première origine commença le 28 janvier 1791 à la Rochelle et se prolongea jusqu'au 31 octobre 1795. A Rochefort, la première vente eut lieu le 31 janvier 1791, et la dernière inscrite est datée du 30 octobre 1794.

Les registres du district de la Rochelle contiennent 441 adjudications, dont 160 pour les ventes d'immeubles appartenant presque tous aux couvents rochelais. C'étaient, outre les bâtiments conventuels, de petites maisons avoisinant les Carmes, les Jacobins, les Augustins et les Dames Blanches, et dont les loyers formaient les principaux revenus de ces religieux. Ces immeubles furent achetés par les petits commerçants de la Rochelle. Les trois principaux acquéreurs sont Trouard, receveur des finances; Chaunin, négociant, et Vatel; le premier acheta le couvent des Capucins pour 44,525 livres; le second, le couvent des Récollets, 31,000 livres; le troisième, le couvent des Ursulines, 51,000 livres.

Le registre des ventes du district de Rochefort contient 217 adjudications, parmi lesquelles 5 ventes d'immeubles et 62 ventes provenant du jardin de Saint-Louis, sis *intra muros*, partagé en parcelles de 50 à 70 toises, pour la construction de maisons dans le prolongement des rues La Forest et Martrou.

Les acquéreurs du jardin, ainsi divisé, furent au nombre de cinquante-trois, quelques-uns ayant acquis deux lots. Voici comment ils se classent par la qualité qu'ils s'attribuent sur l'acte d'achat : propriétaires, 2; marchands, 12; négociants, 4; fonctionnaires, 6; notaire, 1; chirurgiens, 5; apothicaire, 1; artisans, 12; entrepreneurs, 6; de profession inconnue, 4; soit 41 bourgeois pour 12 artisans, 53 acquéreurs sur une population de 20,000 habitants.

IV.

Les recherches sur la superficie de la propriété foncière ecclésiastique non bâtie donnent les résultats suivants :

District de la Rochelle ¹

Cantons	Superficie du canton	Quantité vendue	Rapport entre les deux
La Rochelle { Est	8,264 hect.	101 hect.	1.22 %.
	Ouest	137 —	2.18
Courçon	25,314 —	880 —	3.47
Marans	18,622 —	1,700 —	9.12
La Jarrie	14,304 —	143 —	1
Saint-Martin-de-Ré	3,232 —	49 —	1.51
Ars-en-Ré	4,157 —	117 —	2.83

District de Rochefort

Rochefort { Nord	12,312 hect.	45 hect.	0.36 %.
Sud			
Aigrefeuille	18,354 —	367 —	1.99
Surgères	22,997 —	337 —	1.47
Tonnay-Charente	19,395 —	387 —	1.99

La superficie totale du district de la Rochelle étant de 80,170 hectares, le total de la propriété vendue de 3,127 hectares, le clergé possédait donc dans ce district 3.87 % du territoire.

La superficie du district de Rochefort est de 73,058 hectares, le total de la propriété vendue étant de 1,136 hectare, le clergé possédait dans ce district 1.56 % du territoire.

La réalité est bien éloignée, on le voit, des affirmations des orateurs et des historiens de la Révolution.

Le nombre des ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers, était environ de 150 dans le district de la Rochelle, et de 65 environ dans le district de Rochefort. Il semblerait donc que chaque ecclésiastique dût posséder plus de 20 hectares ou de

¹ Les chiffres de la superficie des cantons sont empruntés à la *Statistique du département de la Charente-Inférieure*, par M. A. Gautier, chef de division à la préfecture, révisée par une commission, et publiée en 1839. Je l'ai choisie parce que c'est le travail le plus sérieux et le plus rapproché de l'époque révolutionnaire.

17 hectares, ce qui dépasse de beaucoup la propriété moyenne des habitants. Je ne compte pas parmi les propriétaires fonciers ecclésiastiques les religieuses, qui, à l'exception des Dames de Fontevrault, étaient employées dans les hôpitaux ou ne possédaient que des immeubles.

Il est nécessaire de distinguer plusieurs sortes de biens ecclésiastiques, et de séparer nettement les biens du clergé régulier de ceux du clergé séculier ; dans ces derniers, il faut ne pas confondre le bien des fabriques, des chapelles, des hospices et des collèges. Si l'on veut rechercher ce que pouvait posséder, en moyenne, une cure d'Aunis, je crois qu'il faut encore mettre à part les biens possédés, dans le marais, par les évêchés de la Rochelle et de Luçon et par les chapitres de la Rochelle, de Luçon et de Limoges.

Nous nous trouvons devant les chiffres ci-dessous :

I. — *District de la Rochelle*

Réguliers	2,290 hect.
Fabriques	97 —
Chapelles	60 —
Évêchés et chapitres	485 —
	2,932 hect.

II. — *District de Rochefort*

Réguliers	970 hect.
Fabriques	33 —
Chapelles	16 —
	1,019 hect.

Le clergé séculier employé au ministère paroissial possédait dans le district de la Rochelle 193 hectares, ce qui, pour 54 cures, donne une moyenne de 3 hectares 60 ares pour chacune.

Dans le district de Rochefort, 43 cures se partageaient 117 hectares, ce qui donnait à chacune une moyenne de 2 hectares 72 ares. Les curés n'occupaient dans le premier district que 6.23 % de la propriété foncière ecclésiastique et 9.15 % dans le second.

En fait de biens ecclésiastiques, beaucoup de curés ne connaissaient que les biens des abbayes et des commanderies, dont les revenus allaient à des abbés commendataires étrangers au

diocèse. Dans ces conditions, ils acceptèrent volontiers d'abandonner des dîmes et un casuel devenus très difficiles à obtenir, et de les remplacer par la possession paisible d'un presbytère et d'un traitement fixe de 1,200 livres. Ils s'attachèrent à la Révolution et la très grande majorité des prêtres d'Aunis prêta le serment à la constitution civile du clergé.

En résumé, les biens fonciers ecclésiastiques ne couvraient que 3.84 % de la superficie du district de la Rochelle, et 1.51 % de la superficie du district de Rochefort. La plus grande partie du sol était aux mains des nobles, des bourgeois et des paysans.

V.

L'Assemblée constituante et la Convention avaient décrété que les biens seraient vendus par parcelles. Elles pensaient que l'intérêt plus divisé deviendrait plus général, et qu'ainsi les efforts du clergé, pour rentrer dans la possession de ses biens, seraient inutiles. La constitution de la propriété foncière en Aunis s'opposait à l'exécution de ces décrets, parce que, d'une part, les biens du clergé séculier étaient morcelés en pièces de terre de quelques journaux dispersés çà et là, et que, d'autre part, les domaines des réguliers étaient situés dans le marais, où l'entretien de la canalisation exigeait la grande propriété.

Les cantons de Marans et de Courçon, où la propriété foncière ecclésiastique était plus grande, sont ceux qui ont, sur une plus vaste superficie, une population moins nombreuse. Dans ce vaste marais, coupé de canaux, le paysan habite des fermes isolées, appelées cabanes. Il en est ainsi dans le marais de Saint-Louis de la Petite Flandre (commune de Muron, canton de Tonnay-Charente), possédé par l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély. Ces propriétés groupaient de 40 à 100 hectares de prés ou de terres labourables. Les détails ci-après s'appliquent à une cabane de 50 hectares. Les bâtiments consistaient dans une grande maison composée de trois ou quatre chambres basses, dont deux à cheminées ; quelques maisons avaient un premier étage, qui formait un grenier. Le tout était bâti en maçonnerie et couvert de tuiles. Les servitudes consistaient dans un four, une étable également couverte en tuiles et quelques autres petits bâtiments couverts en roseaux et en pavés ou *pavas*. La

famille du fermier devait être composée de quatre hommes et de deux femmes travaillant toute l'année; dans le cas d'un nombre inférieur, il fallait y suppléer par des maîtres-valets, qui conduisaient la charrue, par des *tascherons* ou par des servantes. Des ouvriers, étrangers à la cabane, étaient en outre nécessaires pour la récolte des blés.

Les riches négociants, acquéreurs de ces cabanes, conservèrent les anciens fermiers. A la fin du XIX^e siècle, on rencontrait des familles qui se succédaient, dans la même ferme, de père en fils depuis trois siècles.

Le canton d'Ars-en-Ré contenait la propriété ecclésiastique la plus considérable de l'île. C'était le moins peuplé. On y trouvait les marais salants possédés par le collège Mazarin.

Ces marais se divisent par livres. La livre est une étendue de terrain composée de vingt carrés, nommés *aires*, de 5 à 6 mètres de côté, dans lesquels se fait la dernière évaporation de l'eau, et s'achève la cristallisation du sel. Une livre de marais comprend en outre de nombreux fossés, nécessaires à la préparation de l'eau, et qui sont séparés par des levées, qu'on cultive sur tous les points qu'il n'est pas utile de réserver pour le dépôt du sel. Une livre de marais contient environ 50 ares de terrain. Les marais abandonnés, appelés marais-gats, n'ont aucune valeur.

Les marais salants furent partagés en lots de plusieurs livres et acquis par des habitants de l'île de Ré. Ils donnèrent lieu à sept ventes.

Les bois possédés par l'ordre de Malte, dans la commune de Bourgneuf (canton de la Jarrie), furent divisés en 27 parcelles de 6 journaux chacune. Quelques vignes, appartenant aux hospices de la Rochelle et situées à Saint-Maurice et à Lalen, furent partagées en lots de deux journaux.

L'abbaye de Tonnay-Charente eut, en 10 adjudications, 8 acquéreurs. En dehors de ces bois, vignes et marais salants, il n'y eut pas d'autres morcellements.

A la Rochelle, les 3,127 hectares de biens de première origine donnèrent lieu à 336 adjudications, auxquelles prirent part 247 acquéreurs, sur une population de 70,000 habitants. Il n'y eut pas de syndicats d'acheteurs. A peine trouve-t-on une dizaine de cas où deux ou trois acquéreurs s'unissent pour ache-

ter le plus souvent quelques journaux. Mais 18 acquéreurs achetèrent 1,446 hectares, soit presque la moitié de la superficie des biens fonciers ecclésiastiques.

A Rochefort, 4,136 hectares fournirent 113 adjudications, dont profitèrent 101 acquéreurs, pour une population de 52,000 habitants. Dix acquéreurs devinrent propriétaires de 656 hectares, soit les deux tiers environ des biens ecclésiastiques de ce district.

Si, au point de vue de la qualité des acquéreurs, on prend, pour l'étudier séparément, le canton de Tonnay-Charente, qui est celui du district de Rochefort, où se trouvait la propriété foncière ecclésiastique la plus considérable, les acquéreurs, au nombre de 26, se divisent ainsi : notaires, 5 ; négociant, 6 ; marchands, 3 ; bourgeois, 2 ; chirurgien, 1 ; curé, 1 ; officiers, 2 ; cultivateur, 1 ; de profession inconnue, 5.

VI.

Les conclusions qui ressortent de ce travail sont identiques à celles de Tocqueville, de Minzès et de Lecarpentier.

La propriété foncière ecclésiastique était bien moins grande qu'on ne l'a affirmé. Elle était pour le district de la Rochelle de 3.87 %, pour le district de Rochefort de 1.56 % de la superficie totale. C'était peu : mais ces quelques centaines d'hectares ont donné à la Révolution et à l'anticléricalisme leurs partisans les plus constants.

La propriété des réguliers dépassait de beaucoup celle du clergé séculier.

Les immeubles des villes furent achetés par le petit commerce. Les gros négociants se partagèrent les cabanes et les abbayes, et augmentèrent la grande propriété laïque, exempte des charges sociales et se croyant trop souvent exempte de devoirs.

Quelques cultivateurs achetèrent un bout de champ et l'ajoutèrent aux quelques journaux de terre qu'ils possédaient déjà. Les terres, possédées par les nobles, les bourgeois et les paysans, restaient dans un rapport proportionnel sensiblement le même qu'avant la vente des biens ecclésiastiques.

P. LEMONNIER.

APPENDICE N° 1

LISTE DES QUATRE-VINGT-DIX-SEPT COMMUNES DES DISTRICTS DE LA ROCHELLE ET DE ROCHEFORT-SUR-MER, AVEC LA SUPERFICIE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ECCLÉSIASTIQUE NON BATIE DANS CHACUNE D'ELLES.

I. — *District de la Rochelle*

CONTENANT PLUS DE 100 HECTARES

Marans.	853 hect.	42 ares	43 cent.
Andilly.	426 —	56 —	77 —
Charron	327 —		
Saint-Jean-de-Lyversay.	203 —	81 —	63 —
Benon	250 —	8 —	84 —
La Rochelle	117 —		

DE 50 A 100 HECTARES

Saint-Cyr-du-Doret.	86 hect.	65 ares	80 cent.
Ars-en-Ré.	80 —	31 —	
Taugon.	74 —	27 —	87 —
La Ronde.	72 —	82 —	44 —
Angliers	70 —	93 —	18 —
Esnandes	57 —	48 —	93 —
Bourgneuf	55 —	66 —	11 —

DE 25 A 50 HECTARES

Saint-Ouen	49 hect.	66 ares	17 cent.
Nuaillé.	49 —	32 —	86 —
Sainte-Marie.	49 —		
Courçon	46 —		
Saint-Vivien	39 —	66 —	60 —
Anais	33 —	7 —	59 —
Chatellaillon	25 —	22 —	6 —

DE 10 A 25 HECTARES

Les Portes	20 hect.		
Le Gué-d'Alléré.	17 —	57 ares	91 cent.
Loix.	16 —	38 —	95 —
Laleu	10 —	11 —	12 —

DE 5 A 10 HECTARES

Salles-sur-Mer	7 hect.	21 ares	
Perigny	5 —		
Nieuil	7 —		
Cram-Chaban	6 —		
La Laigne.	6 —	66 —	27 cent.

DE 1 A 5 HECTARES

Saint-Médard.	4 hect.		
Villedoux	2 —	66 ares	64 cent.
Marsilly	2 —	35 —	18 —
Lagord	1 —	66 —	65 —
Sainte-Soulle.	1 —	49 —	49 —
La Jarne	1 —	33 —	32 —
La Jarrie	1 —		

DE 0 A 1 HECTARE

Saint-Martin-de-Villeneuve. . .	84 ares		
Ferrières	33 —	33 cent.	
Longèves	33 —	33 —	
Saint Christophe	7 —		
La Couarde	5 —	10 —	
Saint-Rogatien	1 —		

Ne contenant aucune propriété foncière ecclésiastique non bâtie :
Angoulins. — Aytré. — Dompierre. — Puilboreau. — Saint-Xandre.
— Saint-Martin-de-Ré. — La Flotte. — Le Bois. — Clavette. — Croix-
Chapeau. — Vérines-Montroy.

La propriété foncière ecclésiastique n'a pas été énoncée dans la
commune de Saint-Sauveur de Nuaillé. — Saint-Clément-des-Baleines
est une commune de création récente.

II. — *District de Rochefort-sur-Mer*

CONTENANT PLUS DE 100 HECTARES

Muron	250 hect.	30 ares	79 cent.
Surgères	170 —	90 —	37 —
Ciré-d'Aunis	132 —	32 —	10 —
Tonnay-Charente	129 —	27 —	97 —
Landrais	127 —	6 —	98 —
Saint-Pierre-d'Amilly	127 —	6 —	57 —

DE 25 A 50 HECTARES

Bouhet	44 hect.		
Thairé	29 —	89 ares	6 cent.

DE 10 A 25 HECTARES

Yves	18 hect.	33 ares	15 cent.
Virson	14 —	58 —	2 —
Ballon	13 —	24 —	62 —
Péré	12 —	41 —	46 —

DE 5 A 10 HECTARES

Puyravault	8 hect.	41 ares	40 cent.
Ardillières	6 —	66 —	60 —
Loire	6 —	33 —	27 —
Saint-Saturnin-du-Bois	6 —	15 —	78 —
Fouras	6 —		
Puy-du-Lac	6 —		
Breuil-Magné	6 —		
Saint-Clément	5 —		

DE 1 A 5 HECTARES

Le Thou	4 hect.	66 ares	62 cent.
Saint-Georges-du-Bois	4 —	49 —	79 —
Rochefort-sur-Mer	3 —	66 —	63 —
Breuil-la-Réorte	3 —		
Vergeroux	2 —	73 —	14 —
Vouhé	2 —	49 —	74 —
Saint-Mard	2 —		
Aigrefeuille	2 —		
Saint-Laurent-de-la-Prée . . .	1 —	69 —	90 —
Moragne	1 —	49 —	82 —
Forges	1 —	16 —	49 —
Chambon	1 —		
Vandré	1 —		

DE 0 A 1 HECTARE

Saint-Crépin		69 ares	96 cent.
Marsais		66 —	66 —
Saint-Coutant-le-Grand		33 —	33 —
Genouillé		23 —	75 —

Ne contenant aucune propriété foncière ecclésiastique non bâtie :
Lussant, Saint-Germain-de-Marencennes.

Dont je n'ai pu fixer la propriété foncière : l'île d'Aix, Saint-Hippolyte.

APPENDICE N° 2

I. — *Superficie de la propriété foncière ecclésiastique non bâtie appartenant au clergé régulier dans le district de la Rochelle*

Les commanderies du Temple	656 hect.	17 ares	19 cent.
Abbaye de la Grâce-Dieu	580 —		
Ordre de Malte	195 —	32 —	2 —
Abbaye de Saint-Savin	125 —	32 —	8 —
Feuillants de Poitiers.	101 —	66 —	65 —
Abbaye de Charron	100 —		
Collège de Surgères	66 —	66 —	
Abbaye de St-Michel-en-l'Herm	51 —	11 —	
Prémontrés de Paris	50 —		
Prieuré de Saint-Ouen	49 —	66 —	17 —
Hospitaliers de la Rochelle.	43 —		
Abbaye de Trizay	39 —	66 —	27 —
Abbaye de Saint-Léonard	38 —	32 —	95 —
Prieuré d'Ars.	30 —		
Oratoire de la Rochelle	29 —	66 —	65 —
Collège Mazarin.	24 —	10 —	
Prieuré de S ^{te} -Catherine-de-Mag.	20 —	33 —	14 —
Baronnie des Portes	15 —		
Hospice général de la Rochelle	14 —	66 —	52 —
Prieuré de la Cléraie	11 —	20 —	
Augustins de la Rochelle	11 —		
Minimes de la Rochelle	8 —		
PP. de la Charité de la Rochelle	6 —		
Prieuré de Courçon	5 —	33 —	20 —
Prieuré d'Angliers	3 —	93 —	92 —
Abbaye de Nuaille.	2 —	66 —	64 —
Carmes de la Rochelle	2 —	5 —	
Prieuré de Sainte-Marie	2 —		
Prieuré de Nieul	2 —		
Collège de la Rochelle	1 —	66 —	65 —

Prieuré de Périgny.	1 hect.	33 ares	32 cent.
Abbaye de Saunier	1 —		
Prieuré de Sainte-Soulle	1 —		
	<u>2,289 hect.</u>	<u>87 ares</u>	<u>37 cent.</u>

II. — *Superficie de la propriété foncière non bâtie appartenant au clergé régulier dans le district de Rochefort*

Bénédictins de St-Jean-d'Angély.	266 hect.	86 ares	69 cent.
Dames de Fontevault	138 —	81 —	78 —
Minimes de Surgères	137 —	43 —	51 —
Feuillants de Poitiers.	124 —	56 —	76 —
Collège de la Rochelle	123 —	32 —	10 —
Prieuré de Bouhet	43 —	32 —	90 —
Lazaristes de Rochefort	21 —	1 —	77 —
Prieuré d'Yves	18 —	38 —	82 —
Abbaye de Tonnay-Charente . . .	79 —	9 —	89 —
Prieuré de Puyravault	4 —	66 —	62 —
Capucins de Tonnay-Charente . .	1 —	16 —	49 —
Prieuré de Saint-Saturnin-du-Bois	4 —	46 —	49 —
Prieuré de St-Gaudens-de-Fouras	3 —	66 —	63 —
Prieuré de St-Médard-du-Breuil-M.	3 —	66 —	63 —
	<u>970 hect.</u>	<u>47 ares</u>	<u>8 cent.</u>

Les bénédictins de Poitiers possédaient à Saint-Sauveur-de-Nuailé une propriété dont l'acte de vente ne donne pas la superficie, il en est de même pour la superficie possédée par l'abbaye de Montierneuf, district de Rochefort.

APPENDICE N° 3

I. — *Liste par ordre d'importance des dix-huit plus gros acquéreurs du district de la Rochelle*

ACQUÉRISSEURS DE PLUS DE 40 HECTARES AVEC MENTION DE LEUR LIEU
DE RÉSIDENCE ET DE LEUR PROFESSION

Noms	Résidence	Profession	Superficies acquises
Demisy	La Rochelle	Négociant	370 ^h
Thibeaudeau	Villedoux	Fermier	137 32 ^a

Noms	Résidence	Profession	Superficies acquises		
Augonnard	La Rochelle	Négociant	134 ^h		
Main-Thomas	Niort	Négociant	127	21 ^a	49 ^c
Neau	St-Domingue	Avocat	113	32	20
Rigaud et Bayard		Négociants	84		
Garnier			75	54	81
Morin et	} La Rochelle	Négociant	69	32	64
Gastumeau		Ex-chanoine			
Neau	Eslandes		57		
Charruyer	La Rochelle		50		
Rateau	La Rochelle	Négociant	50		
Massias	La Rochelle		50		
Chapron et Pilot	La Rochelle	Marchands	46	66	20
Delétang	La Rochelle	Négociant	41	66	25
Cudorge	La Rochelle	Négociant	40		
			1,446 ^h	5 ^a	39 ^c

II. — *Liste par ordre d'importance des douze plus gros acquéreurs du district de Rochefort-sur-Mer*

Noms	Résidence	Profession	Superficies acquises		
Yvonnet	Saintes	Propriétaire	199 ^h	98 ^a	
Serton et Bonnin		Négociants	138	31	35 ^c
Romme	Rochefort	Prof. d'hyd.	123	32	10
Perault	Rochefort	Propriétaire	100		
Audry	Puyravault	Prop. député	51	22	82
Pelletreau	Rochefort	Négociant	43		
Levallois	Surgères	Notaire	37	32	96
Mesnier	Courçon	Député	34		
Lebouc	Surgères	Négociant	16	74	75
Guiton	Rochefort	Proc.-syndic	12		
			655 ^h	92 ^a	58 ^c

P. LEMONNIER.

LE GÉNÉRAL BARBANÈGRE

(1 7 7 2 - 1 8 3 0)

« J'ai des vivres, de la poudre et de l'honneur :
« je ne me rendrai pas. »
(Réponse de Barbanègre à l'archiduc Jean.)

« Que de belles actions, écrivait Napoléon sur le rocher de Sainte-Hélène, ont été se perdre dans la confusion de nos désastres ou même dans la multiplicité de celles que nous avons produites ! » Et l'auteur du *Mémorial de Sainte-Hélène* se plaît à citer parmi les plus glorieux exploits de ses généraux « l'extraordinaire et singulière défense d'Huningue par l'intrépide Barbanègre. »

Barbanègre, en effet, réalisa à Huningue des prodiges de courage et de stratégie. Une connaissance approfondie de l'art de la guerre, jointe à une bravoure impétueuse, que le danger décuplait, firent de lui un grand capitaine. Son nom brilla d'un vif éclat, non seulement au milieu de nos plus grands triomphes et dans l'ivresse du succès, mais après Waterloo, au soir lugubre de nos désastres.

I. — JOSEPH BARBANÈGRE. — SA FAMILLE. — SES PREMIÈRES ANNÉES

Si vous allez à Pontacq, petite ville du département des Basses-Pyrénées, construite sur un plateau situé à égale distance de Pau et de Tarbes, vous serez étonné d'y apercevoir à la place d'honneur, dans un grand nombre de maisons, le portrait d'un soldat de l'Empire, à la figure rébarbative, au regard altier, aux cheveux en broussaille. C'est l'image populaire de Joseph Barbanègre, à qui ses concitoyens ont voué un culte patriotique.

Dans un vieux quartier fort retiré, presque sombre, au fond d'un jardin et d'un parc aux ombres épaisses, s'élève une belle et grande maison bourgeoise, où naquit celui qui devint plus tard le baron Barbanègre, général de l'Empire, maréchal des camps et armées du roi, chevalier de Saint-Louis, commandeur de la Légion d'honneur et chevalier de l'ordre de Saint-Henri de Saxe.

Ce nom glorieux n'est plus porté aujourd'hui par aucun des parents du général : il a disparu avec son dernier héritier, Edmond, neveu du défenseur d'Huningue, mort en 1885 sans descendance.

Et pourtant, si une famille paraissait devoir durer plus d'un siècle, c'était bien la famille patriarcale des Barbanègre. Quatorze enfants, en effet, dont six garçons, naquirent du mariage de Paul Barbanègre avec Isabeau Fouchet. L'ainée, Marie, naquit le 6 mars 1761. Puis vinrent, par ordre de date : Suzanne, Jean-Paul, Catherine, Suzanne, Catherine, deux jumeaux du nom de Dominique et de Jean-Paul, Marie, Madeleine, *Joseph*, le futur défenseur d'Huningue, né le 22 août 1772, Jean, Jacques et Marie. Plusieurs de ces enfants portent le même nom en souvenir de leurs aînés morts en bas âge.

Très jeune encore, Jean s'engagea dans les armées de la République (1790). Son avancement fut des plus rapides. Il était capitaine à Marengo, en 1800, et colonel à Iéna, où il mourut âgé de trente et un ans à peine, frappé au cœur par un boulet, dans un de ces élans de bravoure qui l'avaient tant de fois fait remarquer. Napoléon, par décret impérial, ordonna que son nom fût inscrit sur l'Arc de triomphe et que l'une des rues aboutissant au pont d'Iéna s'appellerait Barbanègre.

Jacques avait seize ans quand il prit du service, en 1793, au 22^e chasseurs. Quelques années après, il passa au 1^{er} bataillon auxiliaire des Basses-Pyrénées. Il fit toutes les campagnes de l'Empire et parcourut l'Europe dans tous les sens, du Guadalquivir à la Bérésina. A l'âge de trente-huit ans, il était chef de bataillon et officier de la Légion d'honneur, au moment où Napoléon abdiqua.

Jacques Barbanègre, de son côté, remit l'épée au fourreau et se retira dans les Pyrénées où, à l'ombre du clocher natal, il s'occupa paisiblement de ses propriétés jusqu'à sa mort, survenue en 1844.

Le même sang belliqueux coulait dans les veines de Joseph, le onzième et le plus célèbre enfant de cette famille patriarcale. Il en donna bientôt la preuve en prenant, tout jeune encore (1790), un engagement dans la marine. Mais il n'y trouva point sa voie. Après avoir participé à l'expédition dirigée contre l'insurrection des nègres qui nous enleva la colonie de Saint-Domingue, il quitta la marine en 1793 et revint prendre du service dans l'armée de terre.

Tout d'abord canonnier dans la garde nationale de Bordeaux, il entra ensuite dans l'infanterie de ligne et fut nommé, le 12 nivôse an II (1^{er} janvier 1794), capitaine au 5^e bataillon des Basses-Pyrénées.

De Pau, il partit à la tête des volontaires béarnais pour prendre part à la campagne des Pyrénées-Orientales. Ce fut le commencement de sa fortune. Il s'y signala par sa bravoure et de brillants faits d'armes qui le mirent en évidence. Pendant cette campagne qui, d'ailleurs, fut bientôt terminée, Barbanègre reçut une blessure assez grave pour entraîner sa réforme ; on put même croire un moment que sa carrière militaire était définitivement brisée.

II. — BARBANÈGRE ET LES CAMPAGNES DE L'EMPIRE

Mais quand, en 1800, il eut senti ses forces suffisamment rétablies sous l'influence bienfaisante du ciel natal et du climat sédatif des Pyrénées, Barbanègre, plein d'une ardeur nouvelle, reprit les armes pour voler à la défense des frontières menacées par les nations coalisées. Il servit alors comme capitaine dans un bataillon de la Gironde. Quelques années à peine s'étaient écoulées lorsqu'il fut nommé, le 21 janvier 1804, chef de bataillon du corps des chasseurs à pied de la garde des Consuls. Il fut promu colonel du 48^e régiment de ligne le 29 août 1805 : il n'avait que trente-trois ans.

Le 2 décembre 1805, le jeune colonel se couvrit de gloire par une action mémorable. Dès la veille, les hauteurs du petit village de Sokolnitz, non loin d'Austerlitz, avaient été occupées par un corps de 1,800 grenadiers moscovites qui, opérant un mouvement de flanc pour tourner la droite de l'armée française, en avaient délogé l'avant garde du général Savary, et s'étaient

massés sur ce plateau dans le but de se déployer vivement aux premières lueurs du jour. La division du général Friant, dont faisait partie le 48^e de ligne, reçut l'ordre d'attaquer les Russes et de reprendre sans retard les positions perdues. Les fantassins de Barbanègre étaient les premiers à monter à l'assaut du village. D'un élan impétueux le jeune Béarnais, à la tête de ses braves lignards, chargea les grenadiers à l'arme blanche, les chassa du plateau et les mit en pleine déroute non sans leur avoir pris trois drapeaux et quatre canons. Cette action d'éclat, exécutée sous les yeux mêmes de Napoléon, valut, quelque temps après, à Barbanègre la croix de commandeur de la Légion d'honneur et le droit de faire graver trois drapeaux sur ses armes.

Le 14 octobre 1806, dans ces plaines célèbres d'Iéna où son frère Jean, en combattant aux côtés de son illustre compatriote Harispe, resta sur le champ de bataille, le vaillant colonel donna une nouvelle preuve de son énergie intrépide et de son invincible audace. Une nombreuse réserve de troupes de la garde royale prussienne occupait une position d'un très difficile accès. Barbanègre s'y porta vivement avec ses fantassins aux jarrets d'acier, coupe l'extrême droite de l'ennemi, culbute la réserve et la taille en pièces en lui enlevant ses canons. Cette intervention aussi heureuse que prompt valut à Barbanègre les félicitations personnelles de l'Empereur.

Sa bravoure et ses talents militaires eurent lieu de se manifester plus tard pendant la campagne de Pologne. A Nazielt, les dragons français, malgré leurs charges vigoureuses et répétées, n'avaient pu emporter la position ennemie. Barbanègre l'enlève brillamment avec son infanterie.

A Eylau, le 8 février 1807, une blessure grave avait mis hors de combat le général qui commandait sa division. Barbanègre, qui s'était déjà fait remarquer par sa belle conduite, reçoit sur le champ de bataille l'ordre de prendre le commandement : il vole à la tête de ses troupes et les conduit jusqu'aux premières lignes ennemies, à travers la mitraille et les balles qui pleuvent de tous côtés. Ses vêtements sont transpercés, un boulet de canon déchire sa tunique ; mais lui n'est pas atteint. Voulant récompenser tant de bravoure, Napoléon donna à Barbanègre le titre de baron et le grade de général de brigade (avril 1807).

Il fit en cette qualité la campagne de 1809 sous les ordres de Davoust, avec lequel il remporta les victoires de Taun, d'Eckmühl, de Ratisbonne et de Wagram. Dans cette dernière bataille il se distingua par sa bravoure habituelle et de nouvelles actions d'éclat (1809).

Commandant de Cuxhawen, il fut chargé, au mois de novembre de la même année, de faire fortifier les rives de l'Elbe et de s'emparer de l'île de Neuwerck, située à huit kilomètres de son embouchure et qui était alors entre les mains des Anglais. Bien qu'informés des projets de Barbanègre, ces derniers, regardant comme irréalisable l'exécution d'un tel plan, s'endormirent dans une sécurité trompeuse. Mais Barbanègre n'était pas moins habile que brave. Mettant à profit le mouvement de la marée basse, il parvint jusqu'à eux à travers mille obstacles et, à leur grande surprise, s'empara de l'île sans coup férir.

Au cours de la campagne de Russie, en 1812, Barbanègre organisa la régence de Minck, commanda successivement plusieurs villes prises sur l'ennemi et se montra dans cette occasion aussi sage administrateur que tacticien consommé et valeureux capitaine.

Et quand sonna l'heure des revers, quand, aux sanglants reflets de l'incendie de Moscou, la Grande Armée décimée et découragée dut battre en retraite et se replier vers la patrie lointaine, Barbanègre ne cessa pas un seul jour d'être au poste de l'honneur et du danger. Il était à l'arrière-garde, sous les ordres du maréchal Ney : il faisait partie de cette vieille et immortelle phalange de vétérans qui se couvrit de gloire à Krasnoë (16-19 novembre) et au passage du Borysthène. Pendant cette dernière action il se vit dans la pénible nécessité, pour sauver l'armée, de sacrifier tous ses bagages à la cavalerie ennemie ; c'est là aussi qu'il fut blessé de deux coups de biscaïen, l'un au pied gauche, l'autre à la cuisse droite, en combattant vaillamment à la tête des siens.

Deux lettres du général en chef de l'état-major du 1^{er} corps, datées de Stettin, l'une du 10 février 1813, l'autre du 11, l'informaient que le maréchal prince d'Eckmühl lui confiait le commandement de l'une des divisions chargées de s'enfermer dans Stettin pour défendre cette place. Malgré la gravité de ses blessures, il courut sans hésiter au poste du péril et organisa rapidement

un corps de défense sous la direction du général de division baron Grandeau, qui commandait la place. Les assauts réitérés des Allemands, des Suédois et des Anglais obligèrent la place à capituler, le 21 mars 1813. D'après les termes mêmes du traité, la garnison fut envoyée prisonnière de guerre en Prusse, sur la droite de la Vistule, tandis que Barbanègre reçut Rastemberg comme destination. Il n'en fut rappelé que le 19 mai 1814, époque où il fut invité par les autorités militaires de Russie à se rendre à Kœnisberg pour y régler lui-même l'ordre de départ des prisonniers français libérés.

Pendant la première Restauration, le ministre de la guerre, maréchal duc de Dalmatie, désigna le général Barbanègre pour être adjoint au lieutenant général Lecourbe, chargé de l'inspection générale des troupes d'infanterie comprises dans le 10^e arrondissement d'inspection (6^e division).

Le 1^{er} mars 1815, Napoléon, échappé de l'île d'Elbe, débarquait au golfe Juan et le 20 il entra à Paris. Le 23, le ministère était définitivement constitué. Le maréchal Davoust, prince d'Eckmühl, acceptait le portefeuille de la guerre. Le 25, une *Lettre de service* désignait le maréchal de camp, baron Barbanègre, pour être employé en qualité de commandant de la ville d'Orléans et du département du Loiret, en remplacement du maréchal de camp Chassereaux, rappelé à Paris.

Barbanègre ne resta pas longtemps à Orléans.

Le 1^{er} mai, un de ses amis du ministère de la guerre, le comte Leclerc Desessarts, lui écrivait que le commandement d'Huningue lui avait été attribué la veille « comme à un général distingué sur lequel on pouvait compter; car dans un poste de cette importance il fallait un homme ferme, décidé et bien dévoué. » Trois jours après, le prince d'Eckmühl lui notifiait la décision de l'Empereur, et il lui envoyait le 6 mai ses lettres patentes de commandant supérieur de la place d'Huningue.

III. — HUNINGUE

Huningue était alors une ville fortifiée d'une importance capitale, qu'elle devait principalement à sa situation avantageuse sur le bord du Rhin, à l'est de Belfort, clef de la France, et à trois kilomètres de Bâle, clef de la Suisse.

A l'époque du traité de Westphalie, ce n'était encore qu'un petit centre de pêcheurs. Mais Louis XIV et Vauban, s'étant vite rendu compte de tout le parti qu'on en pouvait tirer au point de vue de la défense de l'Alsace et du passage du Rhin, résolurent d'y construire une forteresse ; et lorsque le grand roi alla visiter Huningue le 15 octobre 1681, tous les travaux étaient terminés. Dès lors cette place de guerre joua un rôle considérable dans le mouvement des armées. Un pont de bateaux y faisait communiquer les deux bords du Rhin : pour le mieux protéger, Vauban fit construire dans l'île de Marquisat, près de la rive droite, une tête de pont composée d'un ouvrage à corne, couvert lui-même par un autre ouvrage en avant du petit bras du Rhin. Ce travail important fut rasé et reconstruit à plusieurs reprises dans l'espace d'un siècle. C'est ainsi que les traités de Ryswick (1697), de Rastadt (1714) et d'Aix-la-Chapelle (1751) en avaient exigé la démolition. Toutefois, en 1796, lorsque Moreau repassa le Rhin près d'Huningue, après sa belle retraite à travers la Forêt-Noire, la tête du pont était rétablie et puissamment armée. Moreau en confia la défense à 4,000 hommes sous les ordres du général Abbattucci.

La tête de pont tint en échec pendant trois mois un corps d'armée de 25,000 hommes qui l'écrasa de 80,000 boulets et de 20,000 obus. Obligée de capituler le 2 février 1797, après quarante-six jours de tranchée ouverte, elle fut rasée par les vainqueurs. Mais ses nobles défenseurs, qui avaient fait des prodiges de valeur, obtinrent de se retirer avec armes, bagages et munitions. Ils étaient commandés par le général Dufour ; car le brave Abbattucci n'était plus : dans la nuit du 30 novembre 1796, après avoir résisté victorieusement à un assaut, Abbattucci était monté sur le parapet d'où il contemplait avec une satisfaction mêlée de peine une masse compacte de 2,000 Austro-Hongrois, morts ou blessés, gisant dans le fossé ; tout à coup, à la lueur des feux des batteries, à l'aide desquels l'ennemi protégeait sa retraite, un grenadier hongrois, blessé dans le fossé, l'aperçoit et lui tire un coup de fusil ; Abbattucci tombe frappé à mort. Il avait vingt-six ans.

La tête de pont n'existait donc plus au moment où Huningue fut investie, le 21 décembre 1813, par les troupes du prince de Schwartzemberg. Le colonel Chancel, qui défendait la place avec

3,600 hommes, donna des preuves de la plus grande bravoure. Le siège dura jusqu'au 15 avril 1814. La mitraille avait tout ruiné et la misère la plus affreuse sévissait dans Huningue. Cependant la garnison annonçait la résolution de faire sauter la forteresse et de s'ensevelir sous ses ruines si les conditions de la capitulation imposées par les assiégeants étaient incompatibles avec l'honneur militaire. Le général Zoller, plein d'admiration pour tant de bravoure, autorisa une partie de la garnison à rester dans la place et rendit un hommage éclatant au mérite du colonel Chancel, en le confirmant dans le commandement d'Huningue, au nom de Louis XVIII et des puissances alliées. Ce même colonel prit part au siège de 1815, à titre de commandant d'armes de la place, sous les ordres de Barbanègre.

La population d'Huningue avait donné plus d'une fois des preuves non équivoques de son courage à toute épreuve et de son généreux patriotisme. Pendant ce dernier siège, on avait vu les enfants, les vieillards, les femmes même, malgré des souffrances et des privations extrêmes, aider jour et nuit les combattants en apportant aux batteries de nouvelles munitions au fur et à mesure que s'épuisaient les anciennes ; et « lorsque l'ennemi entra dans la place, tandis qu'il avançait au milieu des débris et des ruines, à travers les monceaux de bombes et de boulets entassés de tous côtés, les braves habitants d'Huningue jetèrent à peine un regard sur ces colonnes victorieuses, protestant ainsi par leur silence de leur dévouement invincible à la patrie ¹. »

Barbanègre, comme on le voit, n'avait qu'à suivre l'exemple de ses aînés. Il n'y faillit pas. L'héroïsme allait devenir classique dans la défense d'Huningue.

IV. — LE GÉNÉRAL BARBANÈGRE A HUNINGUE

Le nouveau commandant arriva dans cette place après avoir parcouru, nous dit sa correspondance, quatre-vingt-seize postes d'Orléans à Paris et de Paris à Huningue. Le 13 mai, il prit le commandement de la garnison ; le lendemain, il en informa le ministre de la guerre et lui donna l'assurance qu'il emploierait

¹ Franck Latruffe : *Huningue et Bâle devant les traités de 1815.*

tous ses soins à mettre la ville, dans le plus bref délai possible, en état complet de défense.

A la vérité, son inquiétude fut grande dès les premiers jours en constatant l'insuffisance des moyens de défense. Elle se montre dans les lettres qu'il écrivit aussitôt au ministre de la guerre, au préfet du Haut-Rhin, au général comte Rapp, commandant la 5^e division sur le Rhin avec quartier général à Strasbourg, et au lieutenant général Lecourbe, commandant le corps d'observation du Jura, dont le quartier général était à Belfort.

Deux faits qui n'étaient certes pas de nature à rassurer le gouverneur d'Huningue venaient de se produire. D'un côté, le 14^e bataillon de la garde nationale lui était envoyé, mais considérablement affaibli. D'autre part, le commandant suisse de la place de Bâle l'avait prévenu (19 mai) que les officiers français ne seraient plus reçus dans Bâle. Par son ordre du jour du 19 mai, Barbanègre défendit en conséquence aux officiers de la garnison d'aller à Bâle et, usant de représailles, interdit l'accès de sa place à tout officier suisse.

Cependant son activité et son zèle allaient grandissant avec le péril : « Je ne sais que penser, écrit-il le 23 mai, de l'état de faiblesse dans lequel on me laisse.... J'écris, je presse, on me promet et presque rien n'arrive ¹. »

« On semble avoir entièrement oublié ma garnison. Je n'ai que quatre petits bataillons de gardes nationales forts ensemble de 1,220 hommes, tandis que leur complet devrait être de 2,880.... Si les événements venaient à me surprendre dans cet état, la place serait fortement compromise ².... »

Barbanègre se hâte en même temps d'organiser tout ce qui doit concourir à la défense de la place. Il lui faut évidemment des hommes ; mais aux hommes il faut des armes et des vêtements ; il faut des approvisionnements pour les habitants aussi bien que pour les troupes ; il faut enfin des remparts en bon état. Aussi, dès son arrivée à Huningue, écrit-il au préfet du Haut-Rhin pour l'informer que les approvisionnements sont loin d'être terminés et que certains entrepreneurs de fournitures,

¹ Lettre au général Rapp.

² Lettre du 13 mai au ministre de la guerre.

restant impayés, refusent de faire de nouvelles livraisons ¹. Il constate que les médicaments et effets d'hôpital manquent complètement : cependant le ministre de la guerre en exige une quantité suffisante pour traiter, le cas échéant, trois cents malades. C'est pourquoi Barbanègre prie avec instance le préfet de faire hâter les versements de ces divers articles, ainsi que des grains, vins, autres denrées et fournitures. Le sage gouverneur ne veut, on le voit, rien laisser à l'imprévu, et sa diligence n'a d'égale que son obéissance aveugle aux ordres de l'Empereur. L'intention du gouvernement était, en effet, que le ravitaillement de la place fût terminé avant le 30 mai. De plus, avant cette date, tous les habitants décidés à s'enfermer dans la ville devaient justifier qu'ils s'étaient approvisionnés de vivres pour un an. Par ailleurs, à partir du 1^{er} juin, il fut défendu à tout militaire ou civil de faire sortir de la place aucune denrée ou munition.

Cependant le général Lecourbe ayant, sur ces entrefaites, réclamé à Barbanègre l'entretien de celles de ses troupes qu'il avait envoyées à Bourglibre, non loin d'Huningue, celui-ci lui répondit que la position dans laquelle il se trouvait lui faisait une loi impérieuse de ménager le plus de ressources possible, et il mit en même temps sa responsabilité à couvert devant le ministre de la guerre.

D'autre part, un complot venait d'être découvert à Strasbourg. Il avait pour but de faire sauter les magasins à poudre. Comme cette tentative criminelle pouvait avoir des ramifications dans d'autres centres, Barbanègre appela toute l'attention du colonel Chancel sur la garde des magasins, dont il fit aussitôt doubler les sentinelles.

Nous touchons à l'échéance fixée par l'Empereur pour le ravitaillement complet de la place en hommes, en munitions et en travaux de défense. Mais Barbanègre est loin d'être satisfait. Sous l'influence des préoccupations patriotiques qui l'assiègent, il écrit plusieurs lettres pour se plaindre du retard et de la négligence dont il est la victime : ses bataillons ne sont pas au complet ; les mobiles chargés de venir les compléter ne se présentent pas ; les désertions se multiplient ; les autorités civiles

¹ Lettre au marquis d'Angosse, préfet du Haut-Rhin.

agissent mollement ; les préfets et sous-préfets font des promesses qui, généralement, ne se réalisent pas ; les ouvriers refusent d'obéir aux réquisiteurs ; les fournisseurs n'apportent que des quantités insuffisantes d'objets, et ces objets sont de mauvaise qualité. Tels sont les principaux griefs de Barbanègre contre les autorités responsables.

Le 3 juin, il manque encore près de 1,000 hommes pour compléter les quatre bataillons de gardes nationaux : les mesures prises pour faire rejoindre les déserteurs et les réfractaires restent sans efficacité. Presque tous les hommes qu'il a fait requérir dans les villages par ses propres détachements ont été amenés de force : ils constatent, en effet, que beaucoup de leurs compatriotes sont restés chez eux, que d'autres y retournent en désertant et ne sont pas punis ; pourquoi ne feraient-ils pas comme eux ? D'autant qu'ils ne sont point habillés, et jusqu'à ce qu'ils le soient, ils ne se considèrent pas comme soldats.

Barbanègre ne se fait point illusion. Il sait qu'il ne faut pas compter sur de tels hommes. « Ma position empire, écrit-il le 3 juin ; j'ai épuisé toute ma rhétorique pour les persuader tous, sans pouvoir y parvenir. Il ne me reste qu'à en rendre compte directement à l'Empereur en lui demandant de me permettre de faire sauter le fort et d'abandonner la place qui ne peut être défendue dans cet état ¹. »

Barbanègre annonçait en même temps que, ne voulant pas être la victime innocente d'un abandon total, il allait envoyer sa démission à l'Empereur.

Le général Lecourbe, à qui Barbanègre avait fait part de ses inquiétudes patriotiques et de l'attaque imminente qui se préparait contre la place, lui répondit qu'avec sa garnison de 2,400 hommes, pourvu qu'elle eût des vivres et des munitions, il saurait bien défendre Huningue et triompher des efforts des assaillants.

Mais, le 9 juin, Barbanègre écrivait au ministre de la guerre que la force effective de sa garnison était à peine de 2,278 hommes, non compris les officiers, que l'expérience passée avait démontré l'insuffisance de plus de 3,000 hommes pour défendre et conserver Huningue et que, depuis lors, les fortifi-

¹ Lettre au préfet du Haut-Rhin.

cations ayant été récemment augmentées d'un ouvrage détaché vers Bâle ¹, il estimait la force de sa garnison inférieure à sa mission et se demandait s'il pourrait remplir exactement l'attente de l'Empereur.

Une telle anxiété, d'ailleurs, ne provenait pas, chez le défenseur d'Huningue, d'un manque de résolution et de courage. Qu'on en juge plutôt. « Si les événements venaient à me surprendre, ajoute-t-il à la fin de sa lettre, je suis sûr d'avance de ne pas perdre mes qualités d'homme d'honneur. »

On sent déjà le réveil soudain du héros.

Le 12 juin, sur le point d'être investi, Barbanègre annonçait à sa garnison et aux habitants que les communications avec Bâle étaient définitivement interrompues.

Cependant, sur un autre théâtre, des événements considérables venaient de fixer le sort de l'Europe. Le 13 juin 1815, sur un ordre du jour du comte Rapp, Barbanègre faisait tirer cent coups de canon pour annoncer la tenue du Champ de mai et l'acceptation de la constitution par le peuple français. L'Empereur était déjà parti le 11 juin, de Paris, pour l'armée : il allait attaquer, avec 118,500 hommes, les 150,000 hommes de Wellington et les 124,000 de Blücher. Quatre jours après, l'armée française remportait la sanglante victoire de Ligny. La garnison d'Huningue reçut ensuite avec enthousiasme la nouvelle de la prise de Charleroi. Mais, le 18 juin, c'était Waterloo ! et, le 25, Napoléon signait la seconde abdication. Barbanègre, informé par le général Lecourbe, réunit le conseil de défense de la place qui, après en avoir délibéré, décida « de prendre toutes les mesures possibles pour conserver Huningue à la patrie. »

Après ces nobles résolutions, Barbanègre fit paraître l'ordre du jour suivant :

« Français, de grands événements viennent de se passer.
« L'Empereur, voulant tout tenter par lui-même pour rendre la
« paix à notre patrie, vient de faire le sacrifice le plus héroïque.
« Il renonce au rang suprême ; il se sacrifie à la haine de ses
« ennemis pour épargner votre sang et les forcer ainsi à mon-
« trer s'ils ont été sincères dans leur déclaration, et si c'est en

¹ Il s'agit ici de la redoute Custine.

« effet à sa personne seule qu'ils ont déclaré la guerre. L'Assemblée nationale a nommé des commissions pour se rendre auprès des puissances alliées et traiter de la paix. La paix est inévitable si nos ennemis n'ont pas été perfides dans leurs proclamations; mais s'ils continuent à nous faire une injuste guerre qui sera sans prétexte, cette guerre deviendra nationale. Alors, braves Français, vous combattrez pour la défense de la patrie, pour le sol qui vous a vus naître, pour votre existence et celle de vos familles. Une grande nation qui défend son indépendance ne peut être subjuguée. Restons donc fidèles à notre poste, attendons le résultat des négociations. Nous avons des armes, des munitions et des vivres en abondance. Soyons sans inquiétude. Continuons à bien servir; rejetons avec indignation toutes les insinuations qui tendraient à nous déshonorer et conservons cette place à la patrie. Français, je compte sur vous; vous pouvez compter sur moi ¹. »

V. — SIÈGE D'HUNINGUE

Le lendemain de cet ordre du jour, la place était investie par une armée de 25.000 Autrichiens, Bavares ou Suisses.

Dès le 25 juin au soir, l'entreprise des vivres et des hôpitaux et généralement toute la partie administrative avait abandonné presque furtivement le service de la place. C'était la réponse des lâches au patriotique appel du général Barbanègre. Il fallut sur-le-champ réorganiser les cadres et en prendre le personnel parmi les habitants. Quatre-vingt-quatre ouvriers bourgeois, maçons, charpentiers, menuisiers, terrassiers, voituriers formèrent le noyau de la compagnie d'ouvriers du génie. Les autres habitants, presque tous des femmes et des enfants, furent partagés en quatorze compagnies pour le service des pompes à incendie, les diverses administrations et le transport des munitions d'artillerie. La plus grande partie des habitants recevaient ainsi des vivres au titre militaire. Ces vivres, d'ailleurs, étaient au complet. Mais il n'y avait point de magasin d'habillement. Il n'y avait point d'argent. Aussi les soldats, pen-

¹ Ordre du jour du 25 juin.

dant toute la durée du siège, furent-ils particulièrement misérables et les travaux allèrent-ils avec une extrême difficulté.

La place avait de l'artillerie ordinaire. Les munitions étaient suffisantes pour occuper le petit nombre de canonniers qui, au lieu d'être 600, chiffre réglementaire, n'étaient tout au plus qu'une centaine, auxquels vinrent s'ajouter plus tard 50 auxiliaires de la garde nationale. Cette artillerie était commandée par le chef de bataillon Lallier, qui s'était distingué pendant le siège de 1814. Le service du génie était dirigé par le major Mécusson. La garnison possédait moins de 50 hommes de troupes de ligne appartenant à plusieurs régiments et enfermés par hasard dans la place : ils sortaient pour la plupart de l'hôpital d'Huningue. Le reste de la garnison se composait de militaires retraités, de quatre bataillons incomplets de garde nationale, d'un certain nombre de douaniers et de gendarmes, troupes sans consistance ni patriotisme, parmi lesquelles la désertion sévit comme un fléau pendant toute la durée du siège.

De quelles angoisses patriotiques le défenseur d'Huningue ne dut-il pas sentir se serrer son cœur en songeant que, malgré toute l'insuffisance et toute la faiblesse d'une telle garnison, il lui faudrait lutter quand même et garder intact l'honneur du drapeau ! Son ingéniosité native lui suggéra mille moyens de suppléer par la ruse à la force écrasante d'un ennemi dix fois plus nombreux.

Barbanègre usa, en effet, de tous les stratagèmes pour laisser ignorer combien faibles étaient les troupes assiégées. On battait continuellement du tambour aux quatre coins d'Huningue. Des postes composés de deux hommes se divisaient ; l'un d'eux s'éloignait à quelque distance, l'autre criait : « Qui vive ? — Ronde-major ! » répondait le premier. Cet artifice souvent répété faisait croire à l'ennemi que des patrouilles nombreuses circulaient sans cesse et que la garnison était considérable. Souvent un factionnaire, en déguisant sa voix et se répondant à lui-même, exécutait seul ce stratagème digne des temps héroïques.

Les troupes autrichiennes qui venaient d'investir Huningue étaient sous les ordres de l'archiduc Jean, qui établit son quartier général à Bâle. Le blocus était commandé par le baron Mariassy.

Le maréchal prince de Schwarzenberg, généralissime des armées impériales autrichiennes, avait lancé, le 23 juin 1815, de son quartier général de Heidelberg, une proclamation aux Français, dénonçant Napoléon Bonaparte comme le seul obstacle perpétuel à la paix, et invitant la France à ne plus obéir à un chef proscrit naguère par elle-même. Adoptant la même tactique, les chefs de troupes ennemies campées dans les environs d'Huningue tentèrent d'inonder les abords de cette place elle-même de journaux et autres imprimés engageant les militaires et les habitants à la révolte et à la désertion.

C'est après avoir ainsi essayé de jeter le trouble dans les esprits que, le 29 juin, l'archiduc Jean invita Barbanègre à traiter de la reddition d'Huningue.

« La France, lui répondit le vaillant capitaine, m'a confié le commandement de la place ; c'est pour la France que ma garnison et moi la défendrons jusqu'à la dernière extrémité. »

Le loyal défenseur d'Huningue percevait ainsi à jour les perfides prétextes mis en avant par l'ennemi et dissipait désormais toute équivoque : il luttait, non pour l'Empereur, mais pour la patrie.

Cependant l'archiduc ne désespérait pas de lui faire entendre raison. Il essaya de lui démontrer l'inanité de ses efforts et recourut même aux exagérations et aux mensonges, prétendant que les autres places avaient déjà subi le joug du vainqueur. « Dans les circonstances présentes, disait-il en terminant, je vous somme de rendre la place et j'attends votre réponse jusqu'à dix heures du soir ¹. »

« Prince, répondit noblement Barbanègre, j'ai des armes, des munitions, des vivres et une brave garnison. De quelque manière que l'ennemi m'attaque, j'ai les moyens de l'en faire repentir, et quelles que soient les chances de la guerre, j'espère être assez heureux pour mériter votre estime et l'estime de tous les hommes d'honneur ². »

Fière réplique et bien digne d'un soldat !

Nos chefs surent-ils toujours conserver, en face des dangers

¹ Lettre du 3 juillet 1815.

² Réponse de Barbanègre à l'archiduc Jean, le 3 juillet.

et des malheurs de cette époque, l'attitude superbe et l'énergique constance dont Barbanègre se revêtait comme d'une cuirasse ? Soucieux seulement des intérêts de la patrie, il eut le courage de fermer l'oreille aux suggestions de l'égoïsme ; il sut rester insensible aux considérations d'ordre personnel et ne voulut écouter que la voix de sa conscience et de l'honneur.

Le 10 juillet, à une nouvelle démarche de l'archiduc Jean, le commandant d'Huningue répondait par un nouveau refus. Sa résolution était inébranlable.

L'investissement d'Huningue entraîna promptement les Bâlois à l'oubli de leurs promesses. Au début des événements de 1815, en effet, ils avaient décidé de garder la neutralité la plus absolue. Mais, en réalité, ils se préparèrent de bonne heure à la guerre. Dès le commencement du mois de juin, Barbanègre apprit qu'ils construisaient des redoutes sur la frontière française. Plusieurs d'entre elles prenaient les proportions de véritables camps retranchés. Le 7 juin, ils commencèrent à travailler aux remparts de la place, et, le 11, ils fermèrent leurs portes. La position de Sainte-Marguerite, qui commandait la ville, fut également fortifiée à l'aide de trois redoutes.

Bâle était, d'ailleurs, l'asile des espions, des émigrés et des transfuges : là s'ourdissaient les intrigues et les complots dirigés contre le gouvernement établi. Barbanègre lui-même avait été pressenti et invité à la défection, à la suite d'une vaine tentative faite par les Bâlois auprès du roi de France pour posséder la forteresse d'Huningue : ceux-ci poussèrent même l'impudence jusqu'à proposer au général de la leur vendre. Barbanègre se contenta de leur envoyer des boulets ¹.

Plus tard, la municipalité de Bâle avait offert 500,000 fr. au commandant d'Huningue, s'il s'engageait à ne point tirer, au cours des hostilités, un seul coup de canon contre la vieille cité helvétique ².

Mais, dès que les Suisses se virent protégés par les armées

¹ Il avait, pour remplir commodément cet office, une redoute avancée, appelée Custine. Dès le 28 juin, celle-ci envoya, sans en avoir reçu l'ordre, plusieurs bombes qui incendièrent un quartier de Bâle. Mais Barbanègre, généreux et loyal, dédaignant les provocations inutiles, fit cesser le bombardement.

² Houssaye : *Figaro* du 16 août 1896.

autrichiennes, dès qu'ils eurent connaissance de la retraite de l'armée du Jura, ils se sentirent animés d'un grand zèle pour les intérêts des alliés et, oubliant les exemples de modération que leur avait donnés Barbanègre, ils semblèrent prendre à tâche de faire des dégâts sur le territoire français. Ils se précipitèrent sur les villages avoisinants, qu'ils incendiaient après les avoir pillés. Indigné de ces atrocités et usant du droit de représailles, Barbanègre donna l'ordre de bombarder la cité perfide. Les Suisses ripostèrent en chargeant leurs armes avec des lingots ; et telle de nos sentinelles reçut trente-quatre blessures d'un seul coup de fusil. Ils détruisirent un moulin français construit sur le Rhin, non que pendant les hostilités il pût être de quelque utilité aux assiégés, mais uniquement parce qu'il appartenait aux habitants d'Huningue.

On le voit donc, les Bâlois avaient pris ouvertement parti contre la France. Ces troupes suisses, que tant de motifs auraient dû attacher à notre pays, oublieuses de leur serment de neutralité absolue, se mêlèrent aux rangs ennemis : dans la journée du 20 juin, en effet, 1,750 Suisses occupaient les tranchées, jetant de grossières insultes à nos corps de garde ¹. Barbanègre était dès lors en droit d'exercer contre Bâle les rigueurs de la guerre et de la traiter en ennemie déclarée.

Ce ne fut pas la seule complication du siège d'Huningue. Une autre difficulté — et l'une des plus grandes — dont eut à triompher Barbanègre, ce fut la défection des troupes, principalement des gardes nationales. Cette désertion, qui avait commencé dans les tout premiers jours du blocus, prit les proportions les plus désastreuses dès que l'on connut les défaites de nos armées dans le nord de la France. Déjà, avant l'investissement, les déserteurs fuyaient par bandes, abandonnant les postes confiés à leur garde. C'est ainsi que la redoute Custine, qui était détachée des fortifications et en était éloignée de près de 200 toises, fut abandonnée par trois canonniers et un peloton de manœuvres que l'on croyait fidèles, mais qui disparurent au premier coup de canon. Les douaniers réfugiés, après avoir favorisé la désertion dont plusieurs d'entre eux avaient donné l'exemple, donnaient aussi celui de la sédition. On dut fermer

¹ Journal du colonel suisse Nuscheler (*Neujahrss-Blatt*, Zurich).

les portes pour empêcher un tel exode. Lorsque la deuxième parallèle fut achevée, l'esprit de désertion s'accrut encore avec l'imminence du péril plus proche : si à ce moment l'ennemi avait été entreprenant, il aurait pu enlever la place d'un coup de main. Pendant les quatre mois de mai, juin, juillet et août, le nombre total des gardes nationales ayant déserté fut de 1,144 hommes. Le jour même de la capitulation, il y eut encore 34 désertions.

« Différentes causes, écrit Barbanègre dans un rapport ultérieur, ont pu produire cette défection : le défaut de confiance « dans le mouvement révolutionnaire qui s'opérait en France, « la contrainte excessive qu'on avait exercée pour les enrôlements des gardes nationales, la confusion qui avait présidé à « leur organisation, le mauvais choix des cadres, la proximité de « leurs foyers, surtout la nouvelle du désastre du Mont-Saint-Jean, les insinuations de l'ennemi et des malveillants, la « misère où chacun était réduit par défaut de vêtements et de « fonds, l'effet du bombardement affreux et d'un danger plus « pressant, en outre, la crainte de donner la mort à leurs parents que l'ennemi faisait inhumainement travailler par milliers à ses tranchées. »

Barbanègre résolut de se montrer sévère pour les déserteurs : il enjoignit aux sentinelles, aux gardes, aux vedettes volontaires, de faire feu sur eux sans merci. Tout déserteur surpris devait être traduit sur-le-champ devant un conseil de guerre spécial, jugé et exécuté dans les vingt-quatre heures. Malgré la rigueur nécessaire de ces mesures, Barbanègre fut obligé plus d'une fois de faire fléchir le Code militaire et d'avoir recours à la clémence.

Sur ces entrefaites, l'armée française ayant prêté serment au Roi, un armistice fut signé le 22 juillet entre l'armée du Rhin et l'armée autrichienne. La suspension d'armes s'étendait à toutes les places ; mais l'officier chargé de la notifier à chacune d'elles n'ayant pu communiquer avec le commandant d'Huningue, celui-ci n'en eut connaissance que bien plus tard, après la capitulation de la place.

Personne, d'ailleurs, ne l'avait informé officiellement des autres événements. Pendant la durée du blocus, il avait bien envoyé plus de vingt affidés, mais aucun n'était revenu. S'il avait appris ce qui s'était passé en France ou à l'étranger, c'était par

l'ennemi lui-même, qui, du reste, avait soin de lui cacher tout ce qui eût pu nuire à ses opérations. Toutefois, au milieu de cette incertitude des hommes et des choses, il sut prendre constamment pour unique guide la voix de sa conscience et du patriotisme le plus élevé.

L'archiduc Jean, après avoir informé Barbanègre du nouvel ordre de choses et lui en avoir présenté les conséquences sous le jour le plus favorable à ses propres desseins, le somma de rendre la place à discrétion. Barbanègre répondit sans ambages que s'il ne pouvait défendre Huningue pour la France et l'Empereur, il la défendrait pour la France et le Roi ¹.

Dès le 14 août, l'ennemi avait ouvert la tranchée, poussant le raffinement de la cruauté jusqu'à employer aux travaux du siège plusieurs milliers d'ouvriers français sur lesquels la place devait nécessairement faire feu. Le bombardement commença dans la nuit du 21 au 22 août, pendant laquelle les Autrichiens firent feu de vingt-huit batteries avec cent trente bouches à feu sur les vaillants défenseurs de la citadelle, tandis que ces derniers visèrent les terrains de constructions.

Le 22 août, à dix heures du matin, le formidable grondement des canons retentit tout à coup d'un autre côté sur la rive droite du Rhin. Ce fut une pluie très précise d'obus et de grenades sur la citadelle. La garnison riposta de façon très vive et avec une continuité si acharnée que quelques-unes des batteries ennemies furent obligées de suspendre leur feu. La redoute Abbatucci, particulièrement visée par l'artillerie autrichienne, fut entièrement trouée par des boulets et des bombes ; l'ouvrage sautait bientôt en l'air avec ses munitions : la garnison qui s'y trouvait passa en grande partie à l'ennemi, qui occupa cette position la nuit suivante.

Le 23, les Autrichiens, après avoir subi des pertes sensibles, recommencèrent le bombardement, auquel les assiégés répondirent énergiquement avec les trente pièces qu'ils avaient dressées sur le front du Rhin. Un grand incendie consuma le magasin au foin et une maison de la porte du Rhin ; mais le feu était principalement dirigé sur le magasin à poudre qui se trouvait dans le bastion du Haut-Rhin.

¹ Lettre de Barbanègre à l'archiduc Jean, 20 août 1815

L'imminence du danger grandissait d'heure en heure. Barbanègre ne voulait cependant pas entendre parler de reddition. Se raidissant obstinément contre la seule idée d'une capitulation possible qu'il écartait comme un cauchemar, il encourageait les siens par son indomptable énergie, les électrisait par des paroles brèves où la bonne humeur le disputait aux élans du plus fier patriotisme, et semait partout une généreuse ardeur mêlée d'une confiance inébranlable dans l'avenir.

On était au 24 août. Le drapeau aux trois couleurs, qui était devenu l'image de la patrie et le symbole de nos gloires par les victoires de la Révolution et de l'Empire, flottait encore fièrement sur la vieille citadelle. Bien persuadé que la France appartenait au Roi, mais ne voulant pas brusquer les opinions de la place qu'il ne connaissait que trop, Barbanègre ne lui avait pas encore substitué le drapeau fleurdelisé. Toutefois, pour enlever même ce prétexte aux assiégeants qui s'ingéniaient à le faire passer pour un rebelle, et profitant de la fête du Roi, il résolut, après avoir pris l'avis du conseil de défense, d'arborer le drapeau blanc ¹.

Cependant les événements se précipitaient et la situation de Barbanègre était devenue critique. Le bombardement durait déjà depuis trois jours sans discontinuer : un déluge de boulets et de mitraille pleuvait sur l'indomptable cité. Nos canonniers, sans doute, faisaient merveille, ils se multipliaient et donnaient des preuves de grande bravoure : ils avaient même réussi à interrompre pendant plus de deux heures le travail des assiégeants. Mais l'argent manquait ; aucun service n'était payé, pas même la solde ; la misère accablait toute la population ; l'incendie et la mort s'offraient de toutes parts. Au dedans, il fallait contenir les factieux, et au dehors, combattre l'armée assiégeante qui, avec des forces immenses et toutes sortes d'avantages, faisait des progrès effrayants.

La majeure partie des citoyens était dans la consternation, tandis que l'autre, remplie de courage, supportait toutes les privations, voyait de sang-froid ses maisons détruites et ne songeait qu'à vaincre. Mais les maladies et les attaques de l'en-

¹ Le drapeau blanc fut renversé trois fois et les officiers chargés de l'arborer coururent un grand danger. (Lettre de Barbanègre au ministre de la guerre. 3 septembre 1815.)

nemi affaiblissaient à chaque heure la petite garnison. Les ressources diminuaient dans une progression effrayante; nul secours à espérer du dehors, nulle communication avec le gouvernement, aucune nouvelle même du reste de la France.... Les gardes nationales fuyaient honteusement devant le péril. La deuxième parallèle était achevée; le feu croisait sans relâche sur tous les points à la fois. Les seuls réduits à l'abri des bombes étaient les souterrains nécessaires aux vivres et aux poudres et les poternes réservées aux piquets de nuit; grâce à un travail acharné de trois mois, Barbanègre avait fait blinder une aile de caserne : c'était le refuge général des habitants; les bombes de douze pouces y tombaient en quantité sans pouvoir l'entamer. Mais l'arsenal et l'hôpital, du côté du fleuve, avaient déjà été réduits en miettes; toute cette partie de la ville souffrait beaucoup, parce que la tête de pont qui la couvrait auparavant était détruite de fond en comble.

Sur le point d'être enlevé de vive force, convaincu d'ailleurs que c'était folie de chercher à défendre Huningue avec une poignée d'hommes qui fondaient journellement dans sa main et qu'il était impossible de lutter à la fois contre le nombre et contre tant d'éléments coalisés, ne voyant pas trop quel bénéfice la patrie pourrait retirer d'un sacrifice plus prolongé, plus sanglant et peut-être suprême, le général Barbanègre se décida à entrer en négociations avec l'ennemi. Il demanda donc un armistice à l'archiduc Jean pour traiter des conditions de la capitulation.

Celui-ci, désireux de son côté de mettre fin à toute nouvelle effusion de sang, y consentit le jour même, 24 août, et donna l'ordre de faire cesser le feu jusqu'au 26 à midi.

« Soyez fermes dans les principes et souples dans les paroles, » tel fut le résumé et l'esprit des instructions que Barbanègre donna aux officiers chargés de traiter en son nom avec les commissaires autrichiens. Ses recommandations aboutirent promptement, grâce à la fermeté des négociateurs français et à la lassitude des troupes ennemies elles-mêmes, trop heureuses d'en finir avec cette lutte épique, à un traité honorable pour les héroïques défenseurs d'Huningue.

Aux termes de ses divers articles, signés le 26 août par les deux parties belligérantes, la place devait être livrée le 28 à

l'archiduc et la garnison en sortir le même jour, lundi, à huit heures du matin, avec tous les honneurs de la guerre, les officiers conservant leur épée. Les troupes françaises étaient renvoyées dans leurs foyers ou derrière la Loire.

« Certain de succomber, écrivait plus tard Barbanègre, j'ai combattu pour la gloire du trône, l'honneur des armes et l'intégrité du territoire. »

VI. — LA SORTIE DE LA GARNISON

On connaît la belle toile où Detaille a immortalisé ce glorieux épisode de notre histoire, la sortie de la garnison d'Huningue. Des écrivains militaires ont osé le traiter de légende. Or, d'après une note manuscrite de Barbanègre, « *la force agissante* de la place ne comptait guère à ce moment que *150 hommes*. » Toutefois, et d'après les calculs les plus probables, fondés à la fois sur les rapports du général Barbanègre et ceux du génie autrichien, le défilé complet devait comprendre environ 350 hommes. Cette petite légion de braves sortit par la porte de France, sur la route directe d'Huningue à Saint-Louis. En tête marchait fièrement le général Barbanègre, l'œil droit malade et couvert d'un large bandeau noir. Puis venait le valeureux colonel Chancel qui, blessé quelques jours avant à la tête par un boulet, portait un bonnet noir. A leur suite, défilaient à pied tous les officiers et soldats. Devant les artilleurs marchaient quatre tambours qui battirent vigoureusement aux champs pendant que leurs compagnons déposaient tranquillement les armes et reprenaient leur place au cri de : « Vive la France ! »

L'armée ennemie était rangée en bataille dans la plaine sur les deux côtés et à peu de distance de la route. Les archiducs Jean et Maximilien, à cheval, entourés de leur état-major, contemplaient cet émouvant spectacle. Au moment où parut Barbanègre, les chefs rivaux se rendirent réciproquement le salut d'usage. Les drapeaux et les étendards des alliés s'inclinèrent à leur tour devant cette poignée de héros. Instinctivement toutes les têtes se découvrirent et un sentiment d'inexprimable émotion étreignit le cœur des assiégeants. Tout à coup de vifs applaudissements éclatèrent. L'archiduc Jean descendit de cheval et vint témoigner d'une voix émue au défenseur

d'Huningue « son estime personnelle pour sa belle conduite et sa profonde admiration pour la noble résistance qu'il avait faite ¹. »

Les alliés entrèrent l'après-midi dans Huningue. Après avoir examiné les travaux de défense et les ruines causées par les bombes, l'archiduc Jean se hâta de faire parvenir à l'empereur d'Autriche les vœux des Bâlois pour la destruction complète de la forteresse. Le traité et la convention du 28 novembre 1815 consacrèrent ces désirs et la place fut rasée. Aujourd'hui l'oubli le plus profond couvre de son triste linceul l'emplacement de ses remparts. Rien ne rappelle plus là-bas l'héroïsme de ses défenseurs de 1796, de 1814 et de 1815. Un deuil suprême lui était réservé : depuis le traité de Francfort, le drapeau de la vieille patrie ne flotte plus sur la cité qui fut témoin de tant d'héroïsme.

VII. — DERNIÈRES ANNÉES DE BARBANÈGRE

En rentrant en France, Barbanègre fixa sa résidence à Paris. Obligé d'être jugé, il rédigea un rapport circonstancié des événements d'Huningue et présenta lui-même sa défense. La commission d'enquête chargée de se prononcer sur les attaques dont il avait été l'objet déclara unanimement, le 25 octobre 1815, que sa conduite et celle de son conseil de défense étaient sans reproche. Cette décision consacrait définitivement la gloire du défenseur d'Huningue.

C'est dans la retraite et loin des camps que Barbanègre vécut paisiblement les dernières années de sa vie. Cependant, au mois de décembre 1818, il fut appelé par rang d'ancienneté à prendre place parmi les maréchaux de camp dans le cadre de l'état-major général de l'armée. Plus tard, des lettres de service, datées du 18 juin 1819, le désignèrent pour l'inspection de l'infanterie. Après avoir rempli ces dernières fonctions pendant un an, Barbanègre fut mis en disponibilité.

Comme il avait toujours vécu en bon soldat, il voulut également mourir en bon chrétien. Aussi est-ce après avoir reçu les sacrements de l'Église avec le plus grand esprit de foi qu'il

¹ Rapport du génie autrichien.

s'éteignit doucement, rue de Richelieu, le 7 novembre 1830, entre les bras de son frère Dominique, ancien receveur général. Il fut inhumé au cimetière de l'Est ¹. Sur la tombe de Barbanègre, le général Larriu, son compatriote et son ancien compagnon d'armes, prononça un discours dans lequel il honorait la mémoire de celui qu'il appelait « l'une des plus brillantes illustrations de notre vieille armée. »

Le général Barbanègre, à l'exemple de plusieurs capitaines renommés, n'était pas marié : il n'eut d'autre foyer que celui de ses parents d'abord, de ses frères ensuite, d'autre amour au cœur que celui de la France plus grande et plus glorieuse. Mais s'il n'eut pas à exercer ses vertus domestiques dans sa propre famille, « quiconque l'a connu, dit un de ses contemporains, sait qu'en lui les qualités de l'homme et du citoyen ne le cédaient en rien à celles du soldat, et que toutes lui avaient également conquis l'affection et le respect. »

Aussi cette noble figure ne sera-t-elle point oubliée, et la postérité a ratifié le jugement de Napoléon sur Barbanègre. Jaloux de perpétuer à travers les âges le souvenir d'un tel héros et de le donner en exemple aux générations futures, les compatriotes du général lui ont élevé, le 16 août 1896, à Pontacq, son berceau de famille, sur la place d'Huningue, en face de l'hôtel de ville, une statue qui le représente debout, tenant l'épée nue de la main droite et regardant fièrement l'ennemi. Sur un des côtés du piédestal, en marbre des Pyrénées, sont gravés des noms fameux qui résument l'héroïque poème écrit par l'épée de Barbanègre ; ils nous rappellent de célèbres faits d'armes qui forment les plus belles pages de l'épopée impériale : Austerlitz, Iéna, Auerstaedt, Eylau, Eckmühl, Ratisbonne, Wagram, Newerck (île), Minck, Borisson, Smolensk, Borysthène (passage du), Stettin, et enfin Huningue. De l'autre côté on peut lire la fière réponse de Barbanègre aux sommations de l'archiduc Jean devant Huningue, qui sert d'exergue à cette biographie et qui constitue, comme on peut le voir par tout ce qui précède, le véritable cachet de la vie et du caractère de notre héros.

¹ Ses restes n'ont pas été transportés au cimetière de Pontacq, sa ville natale, comme le prétend M. Casteig : ils sont encore au Père-Lachaise, sous un modeste monument restauré, en 1887, par le soin des enfants d'Ernest Laborde, ses petits-neveux.

Parmi les reproches qu'on lui adresse, il en est un qui est tout à son honneur : on dit qu'il a trop aimé son drapeau, qu'il a poussé cette idolâtre fidélité jusqu'à l'excès en prolongeant inutilement, en 1815, les discordes civiles et les souffrances d'une population épuisée, en s'acharnant à laisser flotter jusqu'au 24 août sur Huningue le drapeau tricolore. Sublime folie que celle-là ! Oui, certes, Barbanègre eut avant tout et par-dessus tout la religion de la patrie et le culte du drapeau. Et qui oserait s'en montrer surpris ? Ce drapeau, il avait combattu sous ses plis à vingt ans dans l'armée des Pyrénées ; il l'avait suivi plus tard dans son essor victorieux et dans son vol sublime en France, en Allemagne, en Russie ; il l'avait vu couvert de gloire sur les champs de bataille de la République et de l'Empire ; il l'avait protégé, au péril de sa vie, pendant la douloureuse retraite de Russie, sur l'interminable steppe qui va de Smolensk à Stettin ; il l'avait serré contre sa poitrine pour qu'il ne disparût pas sous la neige, qu'il ne fût pas piétiné par les cosaques ou fait prisonnier et emporté comme un trophée de honte dans la capitale ennemie. Le drapeau incarnait vraiment à ses yeux l'image aimée de la patrie et du pays natal ; il lui apparaissait comme le symbole vivant de nos triomphes et de nos deuils ; il était le fidèle résumé de sa vie tout entière. Aussi l'aima-t-il et le défendit-il avec ce patriotisme entêté, ce zèle jaloux, cet acharnement indomptable qui font les vrais héros.

JEAN HURABIELLE.

MÉLANGES

I.

LE PREMIER CHEF D'ESCADRE DES ARMÉES NAVALES DE LOUIS XIV

Notre histoire maritime, si délaissée jusqu'ici, s'enrichit depuis quelque temps de biographies précises et documentées, qui la renouvellent entièrement. Le *Duquesne* de Jal avait été le modèle du genre. Un *Tourville* avait suivi. Mais derrière ces grandes figures du siècle de Louis XIV, se profilaient d'autres silhouettes, qui restaient dans un oubli immérité.

Une région particulièrement riche en corsaires audacieux autant qu'en habiles manœuvriers, la partie de nos côtes riveraine du Pas-de-Calais et de la mer du Nord, a la bonne fortune de compter aujourd'hui des historiographes passionnés pour les gloires de leur petite patrie. Tandis qu'à retracer l'héroïsme des Jean Bart, des Jacobsen et des marins dunkerquois, un ancien commissaire général de la marine, M. Émile Mancel, consacre les loisirs d'une studieuse retraite¹, le même zèle pieux pour les illustrations boulonnaises nous vaut du docteur Hamy² la biographie de Panetié.

François de la Croix Panetié eût été, en d'autres temps, un de nos plus grands hommes de mer. Il n'est resté dans une position subalterne que pour être venu à une époque trop fertile en héros. Excellent chef de file, à Bantry, il guide l'attaque avec un sang-froid et une intrépidité qui décident du sort du combat ; à Béziers, la poupe emportée par une bombe, il refuse de quitter son poste pour ne point troubler l'ordre de bataille ; et, par une diversion habile qui attire à la pour-

¹ *Les Jacobsen*. Dunkerque, 1901, in-8. — *Famille de Jean Bart*, Dunkerque, 1904, in-8.

² E.-T. Hamy, de l'Institut, *François Panetié, premier chef d'escadre des armées navales (1626-1696)*. Boulogne-sur-Mer, 1903, in-8.

suite de sa petite division une des trois escadres ennemies, il empêche la flotte française d'être écrasée par des forces doubles et nous donne un moment à la Hougue un éphémère succès. Malgré tout, Panetié mourut chef d'escadre, premier chef d'escadre des armées navales sans doute, mais sans avoir arboré de pavillon amiral à la corne de son vaisseau.

Je ne retracerai point, après le savant docteur Hamy, la glorieuse carrière du marin boulonnais, son apprentissage à bord des petites frégates *Nostre-Dame* et *Nom de Jésus* ou ses aventureuses campagnes au Spitzberg et aux Antilles. Les minutieuses recherches de M. Hamy aux archives de la marine, dans les papiers de Colbert et dans la riche collection Toussaint, au Havre, ont si bien mis en lumière les moindres épisodes d'une vie bien remplie qu'il serait long de les résumer. Mais la lecture de son ouvrage apporte la conviction que l'histoire de la marine française sous Louis XIV est encore à écrire, puisque la biographie d'un personnage de second plan peut contenir tant d'éléments nouveaux et donner même à certains faits généraux, comme des batailles rangées, un aspect tout différent des versions reçues.

Pour tout dire, il existe, des batailles navales des règnes de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI un recueil de plans officiels, que pas un seul historien, à ma connaissance, n'a encore utilisés. Et pourtant il n'en est pas de plus authentiques : ils sont adressés à Colbert, à Seignelay....; il en est un de la main même de Colbert. Et on en compte jusqu'à vingt pour la même action, la bataille d'Ouessant, dont on peut suivre ainsi d'instant en instant, comme en un kaléidoscope, les phases successives. La découverte que j'ai faite de cet important recueil à la bibliothèque du ministère de la marine, est trop récente pour que le docteur Hamy ait pu en être avisé en temps utile. Aussi est-il nécessaire de dire ici comment l'étude de ces plans fortifie son récit.

Le 22 juin 1669, le corps d'armée que Louis XIV envoyait au secours de Candie entrait dans la petite ville vénitienne, depuis près de trois ans investie par l'armée turque et défendue avec une opiniâtreté héroïque par Morosini.

Trois jours après, Navailles, à la tête des troupes de terre, l'amiral de Beaufort, avec les compagnies de débarquement d'Almeiras, Panetié et autres capitaines, font une vigoureuse sortie; les Turcs, délogés des tranchées de Sabionero, se débandent; la victoire devient certaine, quand l'explosion d'une poudrière jette la panique parmi les assaillants, qui, à leur tour, fuient en déroute. Beaufort ne peut survivre à un tel affront: il se jette en désespéré au milieu des Osmanlis. On ne put retrouver son corps.

Son successeur, le marquis de Martel, et Vivonne, général des

galères, pensèrent réussir mieux en détruisant par un bombardement le camp turc de Saint-André. Vivonne nous a laissé le récit palpitant, que M. Hamy a connu, de cette chaude action du 24 juillet, où deux mille hommes furent abattus par un ouragan de fer et de feu. Mais à la lettre de Vivonne était annexé un des dessins que j'ai retrouvés, représentant la ville, les batteries turques et l'ordre de bataille de la flotte franco-vénitienne durant le bombardement¹. C'est là qu'on peut voir combien le poste d'honneur confié au vaisseau de Comtay d'Humières et de Panetié présentait de danger. A l'extrémité de la ligne de bataille, *l'Estoire* était exposée aux feux d'enfilade des tranchées de Sabionero, non moins qu'au tir rasant des batteries du camp auquel elle faisait face. Elle avait été remorquée jusqu'à une demi-portée de mousquet du rivage par la galère *la Renommée*; chaque vaisseau avait de même reçu les bons offices d'une galère, et s'était mis en travers pour lâcher les doubles et triples bordées de ses flancs, tandis que la galère, à son côté, pointait contre la côte toutes ses pièces de chasse. Épousant la forme du rivage, la ligne de feu formait un demi-cercle² autour du camp de Saint-André.... Ce fut le dernier effort tenté pour sauver Candie. Quelques semaines plus tard, Ahmed Koprilu était maître du boulevard de la chrétienté.

En 1689, Panetié reçut le brevet de chef d'escadre, glorieusement gagné au combat de Bantry. Château Renault venait de débarquer en Irlande le corps d'armée destiné à soutenir Jacques II, quand l'amiral Herbert parut, le 10 mai, à l'entrée de la baie de Bantry. S'il avait deux bâtiments de moins que nous, vingt-deux contre vingt-quatre, ses vaisseaux étaient plus forts que les nôtres, et il avait le vent pour lui. Sans hésitation pourtant, Panetié, qui tenait la tête de notre avant-garde, se jeta avec un vaisseau de quarante-quatre canons contre le premier des bâtiments britanniques, armé de soixante-dix pièces. Approchant sans tirer jusqu'à portée de mousquet, *le François* ouvrit un feu roulant de mousqueterie sur les canonnières anglais et les força à fermer précipitamment leurs sabords. Ayant ainsi réduit au silence les batteries adverses, Panetié fit jouer les siennes, et comme les sept autres vaisseaux de la division Gabaret

¹ . Ordre de bataille de l'armée navale, composée des [14] vaisseaux et [13] galères de France ou [2] vaisseaux et [14] galères de Venise et des galères de Malte, joint à la lettre de M. de Vivonne du 28 juillet 1669, » et adressé à « Monsieur Colbert. » (Bibliothèque du ministère de la Marine.)

² Voici quel était l'ordre de bataille, de gauche à droite : les vaisseaux *l'Estoire*, *le Comte*, *le Forbin*, *le Courtisan*, *le Provençal*, *l'Admiral*, *le Tollon*, chacun d'eux flanqué d'une galère ; un groupe de six galéasses : *le Contre-Admiral*, *le Fleuron*, *la Syrène*, *la Royale*, *Du Lys*, *le Dunkerquois*, *le Croissant*, chacun remorqué par une galère ; deux vaisseaux vénitiens, 14 galères de Venise, de Malte et du pape.

l'imitèrent, toute l'avant-garde ennemie, terriblement maltraitée, dut se replier en désordre. L'amiral Herbert fit de même, avec six cents hommes hors de combat, tandis que nos pertes n'étaient que de cent trente-trois tués et blessés.

Le 10 juillet 1690, la flotte de Tourville prenait contact, près du cap Beachy Head ou Béveziers, avec les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande. Par une rapide conversion de l'ordre de marche par colonnes en ordre de bataille, Tourville aligne sur un seul rang ses soixante-dix vaisseaux, lui au centre, Château-Renault à gauche, d'Estrées à droite; Panetié, comme d'habitude, est à l'endroit le plus exposé, à l'extrême pointe de droite. Les bâtiments légers, frégates et brûlots, ont pris position derrière la ligne, qui les couvre.

Nous possédons deux plans de la bataille de Béveziers, l'un français, l'autre hollandais; ils donnent des deux phases de l'action la physionomie la plus précise¹. L'ennemi était sensiblement d'égale force, ayant cinquante-neuf vaisseaux de ligne et cinquante-trois bâtiments plus petits. Mais ses deux ailes seules, l'escadre bleue de gauche et l'escadre bleue et rouge de droite, vinrent aux prises contre d'Estrées et Château-Renault: l'escadre rouge du centre se déroba, de telle sorte que la flotte ennemie s'étendait en une ligne très lâche, fortement incurvée en son milieu. Tourville profita de cette indécision pour faire déborder l'escadre hollandaise bleue et rouge par la division extrême de gauche, qui devait l'envelopper en la doublant: lui-même, fonçant sur l'amiral Herbert, qu'il forcerait à reculer, achèverait d'enfermer les Hollandais dans un cercle de feu.

Dans la deuxième feuille du plan hollandais, nous voyons la manœuvre en cours d'exécution. Derrière le chef d'escadre de Relingue, la division d'extrême-gauche contourne en ordre de file les Hollandais et, par ce crochet, les place entre deux feux. Ce ne fut point l'amiral Herbert qui sauva ses malheureux alliés d'une ruine complète. Ce fut un calme inattendu.

Pendant ce temps, notre droite contenait l'escadre bleue, dont elle repoussait l'attaque. Panetié était sur le *Terrible*. La poupe de son vaisseau emportée par une bombe, le feu à bord, il refusa de sortir de la ligne, afin de ne point compromettre par là le sort de l'armée navale; il demandait seulement du monde pour éteindre l'incendie, le

¹ C'est dans le portefeuille indiqué ci-dessus, à la bibliothèque du ministère de la Marine, qu'on trouvera la copie du plan hollandais et la « Description du combat naval donné le 10 juillet 1690 entre la flotte du Roy, commandée par le comte de Tourville, vice-amiral de France, et les flottes anglaise et hollandaise, avec les mouvements, manœuvres et l'ordre de marche des vaisseaux, les noms, les canons, les capitaines, les équipages de ceux de la flotte du Roy. » Placard *imprimé*.

quart de son effectif étant hors de combat. Pareille opiniâtreté eut sa récompense. On sait quelle belle victoire nous remportâmes ce jour-là et quelles pertes subirent les coalisés : dix-sept vaisseaux de guerre coulés ou incendiés.

L'année suivante, eut lieu la campagne du large, à l'ouvert de la Manche. Elle ne fut point fertile en sanglantes rencontres, par suite des chassés-croisés des flottes adverses de Russel et Tourville ; un graphique, tracé par un de nos officiers au retour de la croisière ¹, en donne l'explication.

Dans son étude sur *la bataille de la Hougue* ², M. Georges Toudouze a montré quel parti on peut tirer de ces graphiques contemporains pour donner la physionomie d'un combat. Tourville avait reçu, en 1692, de Pontchartrain, l'ordre formel d'appareiller, en quelque état que fût *le Soleil Royal*, et de se mesurer avec les ennemis, en quelque nombre qu'ils fussent. Un contre-ordre expédié par des corvettes ne lui parvint pas. Et voilà comment, le 29 mai, à La Hougue, quarante-quatre vaisseaux français eurent à en affronter quatre-vingt-neuf et à soutenir, avec leurs trois mille cent cinquante-huit canons, le feu de sept mille cent cinquante-quatre pièces.

Maître du vent, Tourville, au lieu de refuser la bataille, arriva hardiment sur l'amiral Russel, posté au centre de l'immense ligne ennemie ; Nesmond tombait en même temps sur l'avant-garde des Hollandais Van Almonde et Schoutbynact qu'il faisait plier ; et l'escadre bleue de Gabaret se portait contre l'arrière-garde d'Ashby. La division de Panetié, placée comme de coutume à l'extrémité de la ligne et en queue de l'escadre bleue, n'avait encore pu gagner son poste de combat, bien qu'elle forçât de voilure, quand le vent tourna et se mit à souffler du nord-ouest. La saute de brise permit aux ennemis, ébranlés par notre fougueuse attaque, de reprendre l'avantage du nombre et de prononcer par les ailes leur mouvement enveloppant. Nesmond, à l'extrême-droite, fut coupé de la ligne par les Hollandais, qui cherchèrent à tourner le gros de notre avant-garde pour se rabattre sur les derrières de Tourville : mais d'Amfreville les contint et les empêcha de progresser, grâce à la violente canonnade des cinq vaisseaux de Nesmond, qui les prenait eux-mêmes entre deux feux.

Dans le même temps, notre aile gauche était amputée de la division Panetié. Dans la fissure qui existait entre les deux divisions d'arrière-garde, toute l'escadre bleue d'Ashby s'était jetée, toutes voiles dehors, coupant Panetié de son chef. Si les vingt-cinq vaisseaux de l'escadre bleue parvenaient à doubler Gabaret, ils rivaient,

¹ Portefeuille déjà cité à la bibliothèque du ministère de la marine.

² Paris, 1899, in-8.

avec les Hollandais de l'escadre blanche, le cercle de mort où notre flotte eût en entier péri. Mais Ashby commit alors une faute insigne, que provoqua une audacieuse manœuvre de Panetié. Il se laissa entraîner avec toute son escadre à la poursuite des trois vaisseaux coupés de la ligne; croyant les tenir à tout instant, il fut leurré, quatre heures durant, par les habiles manœuvres de Panetié, qui lui échappa.

Cette diversion, en réduisant l'énorme disproportion des forces engagées, avait permis à Tourville de résister victorieusement à l'attaque de l'amiral Russel et de lui couler deux vaisseaux. Mais vers cinq heures du soir, l'escadre bleue, cessant sa vaine poursuite, se rabattit avec furie sur Tourville. Sous le feu effroyable de cette division fraîche, le découragement faillit gagner les nôtres. Mais les capitaines relevèrent le moral de leurs hommes. Et le soir venu, la lutte durait toujours. « Le soleil qui venait de se coucher avait laissé l'horizon tout rouge, — écrivait un témoin, — et la fumée du canon s'y mêlant, faisait paraître l'air tout enflammé, de manière que nous ne voyions au travers de cet embrasement que de gros vaisseaux, qui étaient tout en feu par la quantité de canons qu'ils tiraient pour faire approcher leurs brûlots. » Cependant, vers neuf heures du soir, les Anglo-Hollandais plièrent définitivement et, s'abandonnant à la marée, quittèrent le champ de bataille. L'escadre rouge, toujours malheureuse, eut à se frayer un passage à travers les vaisseaux de Tourville, qui la cribla de boulets.

Bien que l'ennemi eût subi des pertes trois fois supérieures aux nôtres, nous étions hors d'état de soutenir contre lui un second combat, et Tourville profita de la nuit pour tenter de se dérober. Mais Russel gardait le contact.

Le Soleil-Royal se trainait. A Cherbourg et Tatihou, une douzaine de vaisseaux s'arrêtèrent pour faire face et pour périr, faute d'un abri, Louvois ayant fait démolir les fortifications commencées par Colbert. Tourville avait amené son pavillon et, par l'apparition d'une flamme au grand mât, donné le signal du sauve-qui-peut.

Ce fut Panetié qui sauva par sa décision la moitié de la flotte; hissant le pavillon de ralliement, il s'engagea avec vingt-deux vaisseaux dans le passage de la Déroute. Ashby commit encore la faute de le laisser échapper, et, le 1^{er} juin, sous la conduite d'un pilote de Saint-Briac, toute notre escadre était en sûreté dans le port de Saint-Malo. Un mois et demi après, l'ennemi tenta vainement de lui donner le coup de grâce : le vieux Rocher le tint en respect.

La croix de Saint-Louis avec le titre de commandeur récompensa les éclatants services de Panetié, qui fut ainsi le premier commandeur de la marine française. Mieux eût valu l'avancer en grade.

Faute d'avoir le commandement de l'escadre bleue, qui restait à Gabaret, et par un excès d'obéissance peut-être, il laissa échapper au combat de Lagos une partie de la flotte hollandaise, dite de Smyrne, dont moitié pourtant, soit soixante-douze vaisseaux, fut prise ou détruite (27-28 juin 1693).

Le meilleur témoignage d'estime, le plus rare, lui vint de l'inepte Pontchartrain. Après avoir gravement offensé le vaillant chef d'escadre en le soupçonnant d'impéritie, alors que Panetié réparait à Saint-Malo les vaisseaux délabrés par la furieuse bataille de La Hougue, le ministre de la marine le pria d'écrire, pour son instruction personnelle, des « mémoires sur les principaux points de la marine. » L'an d'après, Panetié concourait avec Vauban à la défense de Brest ; et l'on sait quelle défaite subit la flotte anglaise dans sa tentative de débarquement à Camaret, en juin 1694. Mille à douze cents tués, noyés ou prisonniers, un général mort, un vaisseau échoué, telles furent les pertes des assaillants ; et la victoire nous coûtait à peine une quarantaine d'hommes.

Le glorieux chef d'escadre mourut en activité de service, déjà septuagénaire, face à l'ennemi, comme il organisait la défense du Havre en 1696, en vue d'un bombardement éventuel. Les gazettes du temps consacrèrent à peine quelques lignes à ce héros. Et il a fallu attendre deux siècles pour qu'une plume autorisée lui rendît enfin justice.

CH. DE LA RONCIÈRE.

II.

QUELQUES LIVRES SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Vorgeschichte der französischen Revolution ¹. — M. Adalbert Wahl nous donne sur la « préhistoire » de la Révolution un essai que préparaient ses travaux antérieurs et notamment un volume d'études sur la matière dont il a été rendu compte dans cette revue (t. LXX, p. 333). Le premier volume de cet essai, — le seul paru, — nous fournit, à titre d'introduction, une étude sur le règne de Louis-XV,

¹ Ein Versuch. — Tübingen, J.-C. B. Mohr, 1905, in-8, xvi-370 p.

puis un aperçu du règne de Louis XVI jusqu'en 1786. Sur plus d'un point, M. Wahl rectifie l'opinion de ses devanciers : tout en montrant le déplorable système financier de l'ancien régime, tout en ne dissimulant pas l'inégalité et l'injustice, dans une certaine mesure, des impôts, il ne tombe pas dans l'exagération de Taine qui fixait à 81.71 % du revenu brut les charges financières qui pesaient sur le petit propriétaire. S'il croit qu'une révolution était inévitable dès la fin du règne de Louis XV, il lui semble qu'elle aurait pu être dirigée et contenue dans de justes proportions ; il rappelle fort justement que le gouvernement royal, loin d'être hostile aux réformes, les provoquait à l'occasion ; il conclut que la cause de la Révolution a été beaucoup plus politique que sociale ; qu'elle a été beaucoup plutôt une lutte autour du pouvoir qu'une poursuite d'intérêts économiques. Il y a, somme toute, assez à profiter à la lecture de cette œuvre.

— *Les Sophistes français et la Révolution européenne*¹. — M. Wahl est naturellement appelé par son sujet à parler de l'influence exercée sur l'opinion et sur la marche des affaires par les écrivains du xviii^e siècle. Combien cette influence devait être nécessairement néfaste, M. Th. Funck-Brentano l'expose dans ce nouvel ouvrage. Dans ce livre de conception neuve et originale, il étudie tour à tour les *hommes de génie* — *les hommes d'esprit* — et *les sectaires de l'ancien régime*. Les hommes de génie, ce sont nos grands politiques ou nos grands écrivains du xviii^e siècle : les Richelieu, les Colbert, les Bossuet, les Pascal, les Domat. Il montre fort bien quel abîme existe entre leur vue claire et nette des choses, entre la fermeté, la justesse, la précision de leur pensée, et la pensée incomplète et pour ainsi dire essoufflée des beaux esprits du xviii^e siècle, les Montesquieu, les Voltaire, les J.-J. Rousseau, les Diderot, les d'Alembert et les Condillac : « les hommes de génie avaient voulu se rendre compte des apparences en étudiant le fond des choses ; les hommes d'esprit prétendaient expliquer le fond en s'arrêtant aux apparences. » Aux hommes d'esprit succèdent les sectaires : Condorcet, Mirabeau, Danton, Robespierre. « Le grand mot de raison humaine... devient déjà son premier acte de foi, vint ensuite et forcément celui des principes naturels à cette prétendue raison.... Ce fut le second acte de foi. Le troisième fut : il y a une raison humaine qui est la même chez tout le monde, et cette raison renferme des principes naturels qui me sont propres à moi comme à tous ; donc leur réalisation est un droit. .. Ce fut le dogme. Il se forma, se développa, à travers la lecture de nos grands sophistes, fortifié par chaque saillie, grandi par chaque illusion. »

¹ Paris, Plon-Nourrit, 1905, in-8, iv-330 p.

— *Condorcet et la Révolution française*¹. — On pense bien que M. L. Cahen, qui dédie son volume à MM. Aulard et Henry Michel, ne juge pas son héros à la même aune que M. Funck-Brentano : « Si certains hommes ont joué un rôle historique plus grand, aucun n'a eu une intelligence plus haute, une âme plus généreuse, un idéal plus noble, un sens plus délicat et plus avisé des nécessités politiques. La France n'a pas eu de meilleur citoyen, ni la démocratie de meilleur serviteur. » Les recherches considérables de M. Cahen lui ont permis d'écrire un ouvrage tout à fait important ; comme le titre l'indique, il s'agit surtout d'étudier le rôle du philosophe dans la Révolution française. Aussi l'histoire de Condorcet avant 1789 est-elle simplement résumée dans les vingt-cinq premières pages de la première partie, dont la suite nous expose l'idéal politique de Condorcet et son système pratique de réformes. Battu dans les élections aux États généraux, malgré sa réputation d'« ami du peuple, » malgré la considération dont il jouissait auprès de la noblesse de Mantes, qui lui confia la rédaction de ses cahiers, Condorcet ne prit pas une part directe aux travaux de la Constituante ; mais il ne se fit pas faute d'exprimer son opinion sur toutes les questions du jour ; et M. Cahen nous fait connaître avec assez de détail sa manière de voir. Sous la Législative, au contraire, et sous la Convention, il prit une part plus directe aux affaires ; là encore, le livre de son nouveau biographe nous apporte tous les éclaircissements désirables pour étudier ses idées et leur répercussion sur les événements. Si Condorcet ne réussit pas à faire prévaloir ses vues, si son projet de constitution échoua, comme son programme d'enseignement, la raison en est, suivant M. Cahen, principalement à son peu de talent oratoire : il ne savait pas mettre dans sa parole cette chaleur qui entraîne la conviction. Notons que M. Cahen combat par des arguments assez forts la légende de l'empoisonnement de Condorcet.

— *Les Orateurs de la Révolution*². — Tel est le sujet d'un ouvrage assez considérable écrit par M. Aulard au temps où il professait la littérature française à la faculté des lettres de Poitiers (1882). Tout en faisant des réserves sur la façon dont il avait conçu jadis ce travail, tout en avouant qu'en le réalisant, il lui est arrivé de ne plus se reconnaître, il a pensé qu'il ne serait pas inutile d'en offrir au public une nouvelle édition, qu'il n'a guère revue et corrigée que pour y ajouter quelques références nouvelles. Il suffit donc ici de signaler à nos lecteurs cette nouvelle édition d'un ouvrage connu et consulté de tous ceux qui étudient l'histoire de la Révolution française. Le

¹ Paris. F. Alcan, 1904, in-8, xxxi-592 p.

² Paris, E. Cornély, 1905, in-8, ii-573 p. avec deux portraits et un fac-similé.

premier volume, qui vient de paraître, est consacré aux orateurs de l'Assemblée constituante. Après deux livres sur les mœurs parlementaires et sur Mirabeau, M. Aulard y groupe les divers orateurs d'après les partis auxquels ils appartiennent, depuis l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche.

— *Politiques d'autrefois. La Fayette dans la Révolution*¹. 1775-1799. — M. Henri Doniol qui, jadis, dans sa grande et solide *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis*, avait donné sur la jeunesse de La Fayette et sur son rôle dans ces événements des renseignements nouveaux et abondants, nous offre sur son rôle dans la Révolution un aperçu rapide. Ce n'est là qu'une simple esquisse qui n'apporte rien de bien neuf et qui est assez mal écrite.

— *Mémoires de M^{me} Roland*². — On sait que sous ce titre inexact il faut entendre tout ce que M^{me} Roland a écrit depuis son incarcération jusqu'à sa mort (1^{er} juin-8 novembre 1793), c'est-à-dire suivant les titres mêmes donnés par elle aux différentes parties de son œuvre : mémoires particuliers, notices historiques, interrogatoire de M^{me} Roland écrit par elle-même, portraits et anecdotes, Brissot, Danton, premier ministre, second ministre, esprit public, seconde arrestation, anecdotes faisant suite à la seconde arrestation. A l'exception des mémoires particuliers où elle raconte sa jeunesse et son enfance, elle a eu surtout en vue de justifier le rôle politique de son mari et le sien. Malgré l'intérêt à la fois historique, littéraire et psychologique de ces *Mémoires*, nous n'en possédions jusqu'ici aucune édition critique : Bosc (en l'an III), Champagneux (en l'an VIII), Barrière (en 1820), avaient, pour différentes raisons, tronqué leurs éditions ; en 1864, Dauban et Faugère en avaient bien publié chacun un texte à peu près complet, mais ils y avaient joint des notes insuffisantes et souvent inexactes. M. Cl. Perroud vient enfin de combler les regrettables lacunes des éditions antérieures en publiant le texte intégral des manuscrits de la Bibliothèque nationale et en l'accompagnant d'études critiques et de notes qui ne laissent dans l'ombre aucun détail capable d'intéresser le lecteur. Après avoir retracé dans un très substantiel récit la captivité de M^{me} Roland, M. Perroud décrit les manuscrits des *Mémoires* et établit l'ordre dans lequel les différentes parties de ces *Mémoires* ont été écrites. La plupart des notes ont été tirées, soit des lettres de M^{me} Roland aux demoiselles Cannet, ses amies de jeunesse, pour la période de sa vie qui va de 1770 à

¹ Paris, A. Colin, 1904, in-16, 139 p.

² Nouvelle édition critique contenant des fragments inédits et les lettres de sa prison. — Paris, Plon-Nourrit, 1905, 2 vol. in-8, avec portraits.

1780, soit des documents du temps. M. Perroud a réuni à part toutes les lettres, à la suite des *Mémoires*, sous le titre de *Lettres de la prison*. Elles constituent comme un second journal de prison, servant de contre-partie au premier. Divers appendices et un index des noms terminent cette belle publication.

— *Assemblée électorale de Paris, 2 septembre 1792-17 frimaire an II*¹. — Étienne Charavay n'avait point terminé son troisième volume des *Assemblées électORALES de Paris* lorsque la mort le surprit. Sa famille, d'accord avec la commission municipale des recherches sur l'histoire de Paris, chargea M. Paul Mautouchet d'achever l'ouvrage commencé. Étienne Charavay avait déjà dressé la liste des électeurs du département de Paris en 1792 : nom, prénoms, qualité, âge et demeure, d'après les documents officiels, avec les renseignements biographiques nécessaires pour l'identification des personnages; il avait fait copier les procès-verbaux des deux sessions de l'assemblée électorale du département, du 2 au 15 septembre 1792 et du 11 novembre 1792 au 5 juin 1793, ainsi que ceux de l'assemblée électorale du district, des 5 et 9 mai 1793; il avait préparé lui-même l'annotation de ces procès-verbaux. Cependant la part qui revient à M. Mautouchet dans l'élaboration du présent volume est encore importante : c'est lui en effet qui a copié les procès-verbaux de l'assemblée électorale du district du 5 juin au 8 août 1793 et des 16 et 17 frimaire an II, réuni la plupart des pièces annexes renfermant des articles de journaux, des adresses au corps électoral, des discours et des listes de candidats, complété l'annotation des procès-verbaux, dressé la *Bibliographie* et la table analytique. Il est enfin l'auteur de la longue préface qui nous retrace l'histoire de l'assemblée électorale élue à Paris en 1792. Pour montrer l'intérêt de ce travail il suffit de rappeler que cette assemblée, soumise à l'influence de Robespierre, eut à élire dans ses différentes sessions : les députés de Paris à la Convention, le procureur général syndic, les administrateurs du département, les juges du tribunal criminel, des tribunaux civils et du tribunal de commerce, les membres des bureaux de paix, le curé de Saint-Augustin, les directeurs des postes. Ajoutons que le soin apporté par M. Mautouchet à l'exécution de sa tâche rend ce volume digne des précédents et de l'érudit dont il porte le nom.

— *Procès-verbaux du comité d'instruction publique de la Convention nationale*². — Bien que M. Guillaume ait dû, à la demande du comité des travaux historiques, réduire le plan de sa publication

¹ Paris, Quantin, 1905, in-8, civ-780 p.

² Tome V : 17 fructidor an II (3 septembre 1794) — 30 ventôse an III (20 mars 1795). — Paris, Impr. nationale, 1904, gr. in-8, LXII-694 p. .

sur le comité de l'instruction publique, le dernier volume paru ne le cède en rien aux précédents au point de vue de l'intérêt. Les procès-verbaux du comité sont toujours suivis de pièces annexes reproduisant le texte des rapports et des décrets ; mais les pièces annexes inédites sont moins nombreuses et les notes plus brèves. Malgré les sacrifices imposés à l'éditeur, rien n'a été omis par lui de ce qui était nécessaire pour que le lecteur puisse se rendre un compte exact de l'activité du comité dans toutes les questions d'ordre général. Une introduction étendue, après nous avoir fait connaître le personnel du comité pendant la période de six mois et demi que comprend le tome V et nous avoir retracé le rôle de la seconde commission exécutive de l'instruction publique, nous fait assister à l'élaboration et au vote des décrets sur les écoles primaires, sur les écoles centrales et sur les écoles spéciales. École centrale des travaux publics, École de Mars, Écoles de santé. Elle nous expose enfin les affaires qui, en dehors de l'enseignement, rentraient dans la compétence du comité de l'instruction publique : lutte contre les anciens cultes, organisation des fêtes décadaires, surveillance des théâtres et de l'Institut national de musique, établissement du système métrique, agrandissement du Muséum d'histoire naturelle, établissement du Conservatoire des arts et métiers, encouragements, récompenses et pensions à donner aux gens de lettres et aux artistes. Il est superflu d'insister sur ce que la publication de M. Jean Guillaume, faite avec autant de soin que de science, apporte de nouveau à l'histoire du mouvement intellectuel sous la Convention.

— *Les Députés au Corps législatif : conseil des Cinq-Cents, conseil des Anciens, de l'an IV à l'an VII*¹. — Cet ouvrage de M. Auguste Kuscinski est appelé à rendre de réels services à ceux qui s'occupent de l'histoire du Directoire. C'est qu'en effet les listes des membres du Corps législatif publiées à l'époque, même celles qui ont un caractère pour ainsi dire officiel, sont insuffisantes au double point de vue de l'exactitude numérique et de l'identification des noms. Les complications du système électoral inauguré par la mise en vigueur de la constitution de l'an III ainsi que les nombreuses invalidations prononcées sous le Directoire ont rendu singulièrement difficile l'établissement de la liste exacte des députés qui siégèrent à chacune des quatre sessions de l'an IV à l'an VII. Si pour l'identification des élus de l'an IV, de l'an V et de l'an VII l'auteur a pu s'en rapporter strictement aux registres de présence, conservés aux Archives nationales et contenant les noms et prénoms écrits de la main même des députés, il a été privé de cette source d'information pour

¹ Paris, Société de l'histoire de la Révolution française, 1905, in-8, xix-419 p.

les élus de l'an VI, et n'a pu identifier bon nombre de personnages obscurs ou d'une notoriété purement locale qu'en se livrant à de longues et pénibles recherches dans les archives départementales. La liste alphabétique des députés du Corps législatif à chaque session est précédée des lois en vertu desquelles se faisaient les élections, et des procès-verbaux des assemblées électorales montrant comment ces lois furent appliquées. A la fin de l'ouvrage se trouvent une liste alphabétique générale des députés ayant siégé au Corps législatif et une liste des élus que des causes diverses empêchèrent de siéger. Ajoutons enfin que le présent volume est précédé d'une bonne introduction qui facilite la lecture des listes et des tableaux et offre une sorte de résumé statistique des élections à l'époque du Directoire.

— *Le Drame de Varennes*. — De la tentative malheureuse faite par Louis XVI pour recouvrer sa liberté d'action et aboutissant à la formation d'un parti puissant nettement hostile à la monarchie, M. G. Lenôtre n'a voulu étudier que la fuite de la famille royale : *Le drame de Varennes*¹. Les historiens de la Révolution avaient surtout recherché les causes et les suites de cet événement, M. Lenôtre a borné son récit au fait lui-même, suivant, pour ainsi dire, heure par heure la famille royale pendant ses angoissantes journées des 20, 21, 22, 23, 24 et 25 juin 1791. Comme il ne pouvait espérer, en un sujet aussi connu, découvrir des épisodes ignorés, il s'est attaché à le renouveler par la précision absolue du détail, et pour cela a eu recours à toutes les sources d'information : archives nationales et départementales, archives privées, mémoires, qu'il a, avec beaucoup d'art, complétées les unes par les autres. Aussi bien son récit, dont une sèche analyse ne pourrait rendre le charme, semble-t-il être l'œuvre d'un témoin du drame qui aurait réussi à tout voir et à tout entendre pendant ces journées de juin si grosses de conséquences, bien plus que celle d'un historien admirablement informé et sachant, avec une surprenante intensité de vie, ressusciter le passé. Nul historien avant lui n'avait montré d'une manière aussi saisissante, par quel fatal enchaînement de petites causes, la tentative de fuite de la famille royale, étudiée avec tant de soin par Fersen, échoua misérablement.

Le récit du drame achevé, M. Lenôtre prend soin de nous faire connaître le sort de tous les personnages de second ordre qui y ont joué un rôle important : Léonard, Sauce, le général Radet, Drouet, Fersen. Léonard, l'artiste capillaire dont toutes les jolies femmes voulaient mettre le talent à contribution, joua un piteux personnage.

¹ Paris, Perrin, 1905, in-8, 402 p.

Ce fut une faute de la part de Marie-Antoinette, qui désirait s'assurer ses services au château de Thonnelle, de l'avoir mêlé à l'affaire. Par poltronnerie ou par légèreté, il sembla prendre à tâche de faire arrêter la voiture royale. Le père Sauce, que son rôle dans la nuit du 21 au 22 devait rendre célèbre, critiqué, discrédité et vilipendé par ses compatriotes, devint une sorte de paria et dut quitter Varennes après toutes sortes de malheurs. En juin 1791, Radet était commandant des canonniers de Varennes ; tout dévoué au roi, il proposa à Damas de l'enlever et de gagner avec lui le campement de Bouillé. L'auteur nous raconte par quelle suite de circonstances ce bourgeois considéré, esprit délicat, causeur agréable, royaliste et catholique, embrassa la carrière militaire et passa injustement dans l'histoire pour un soudard et un mangeur de prêtres. Deux personnes seulement gardèrent de lui un souvenir reconnaissant : Pie VII et le duc d'Angoulême, que, la mort dans l'âme, il avait dû arrêter. Après une fortune brillante autant qu'inespérée, Drouet, ancien sous-préfet de l'Empire, chevalier de la Légion d'honneur, connu sous la Restauration des jours mauvais. Poursuivi comme régicide, il défia toutes les recherches, caché sous un faux nom chez un royaliste ultra, auprès duquel il remplissait les fonctions de lecteur. Après les événements de juin, Fersen brava tous les dangers pour revoir une fois encore Marie-Antoinette en février 1792. Il ne cessa de correspondre avec la reine, prisonnière au Temple, et de lui dicter sa conduite. Sa mort le laissa inconsolable. Accusé du meurtre du prince royal de Suède, soupçonné d'aspirer à la royauté, sans doute dans l'espoir de venger un jour Marie-Antoinette, il fut tué dans une émeute par une populace en délire, le 20 juin 1810.

— *Une Amie de Marie-Antoinette. M^{me} Atkyns et la prison du Temple, 1758-1836*¹. — Lady Atkyns n'était connue jusqu'ici que par les quelques lignes que lui avait consacrées M. L. de la Sicotière dans son étude sur *Louis de Frollé*, et par une correspondance où son nom apparaissait en maints passages, publiée par le P. V. Delaporte dans les *Études* du mois d'octobre 1893. On savait vaguement que, toute dévouée à Marie-Antoinette, elle avait tenté de la faire évader de sa prison, ainsi que Louis XVI et le jeune dauphin. M. Frédéric Barbey a pensé que des renseignements précis sur l'existence de cette Anglaise pourraient éclairer quelque peu la question Louis XVII. Une laborieuse enquête lui fit découvrir chez un notaire de Paris un important dossier concernant M^{me} Atkyns, dont il lui fut permis de prendre connaissance. A côté d'actes de toutes sortes intéressant la

¹ D'après des documents inédits, par Frédéric Barbey. Avec une préface de Victorien Sardou. — Paris, Perrin, 1905, in-8, de xvi-455 p., avec portraits.

situation matérielle de l'amie de Marie-Antoinette, c'était toute la correspondance qui lui avait été adressée de 1792 jusqu'à sa mort. A l'aide de ces documents, complétés par de longues recherches dans les archives publiques et particulières, M. Barbey a entrepris de faire revivre la physionomie de lady Atkyns et de prouver qu'elle était parvenue à arracher de sa prison le malheureux fils de Louis XVI. Charlotte Walpole avait remporté de brillants succès sur la scène du théâtre royal de Drury-Lane, quand elle épousa sir Édouard Atkyns en 1779. Quelques années après son mariage, elle vint s'établir à Versailles, où elle fut bientôt admise dans le cercle d'intimes qui vivait autour de Marie-Antoinette. Présentée à la reine, et dès le premier abord subjuguée par son charme, elle lui voua une amitié sans bornes. Du jour où la famille royale fut enfermée au Temple, elle n'eut plus qu'une pensée : lui rendre la liberté, fût-ce au péril de sa vie. M. Barbey nous retrace les tentatives qu'elle fit dans ce but, aidée par Peltier, rédacteur des Actes des apôtres, le comte L. de Frotté, le futur chef de la chouannerie normande, le baron Louis d'Auerweck, et Yves Cormier, avocat au Parlement de Bretagne. Malgré les intelligences que les conjurés entretenaient au Temple, ils durent renoncer à sauver Louis XVI qui ne voulait pas d'une liberté dont les siens auraient été exclus. Après la mort du roi, lady Atkyns réussit à pénétrer dans le cachot de Marie-Antoinette, mais elle ne put la décider à s'enfuir en changeant d'habits avec elle : la reine ne voulait ni accepter un dévouement qui mettait en danger les jours de son amie, ni abandonner ses enfants. Ce double échec ne la découragea pas et elle n'en travailla qu'avec plus d'ardeur à l'évasion du dauphin. M. Barbey prétend établir qu'elle réussit dans cette partie de sa tâche. Avec la complicité du geôlier Laurent, chargé de la garde du dauphin, le 9 thermidor, un enfant muet, puis un enfant scrofuleux auraient été successivement substitués au dauphin qui, caché dans les combles de la tour du Temple, serait sorti de la prison après la mort de l'enfant scrofuleux, survenue le 8 juin 1795. Mais les gens soudoyés par Cormier qui avaient rendu le jeune Louis XVII à la liberté, au lieu de le remettre entre ses mains, le confièrent à d'autres. Cormier dut avouer à lady Atkyns qu'ils avaient été trompés, et celle-ci déclara plus tard qu'un « pouvoir supérieur au sien » s'était emparé du dauphin. M. Barbey appuie sa thèse sur trois lettres de Laurent à un général inconnu, dont il s'efforce de faire cadrer les données avec les renseignements vagues que fournissent les lettres de Cormier. Or, ces lettres de Laurent, connues seulement par les copies qu'en produisit en 1835 l'avocat de Naundorf, sont fort sujettes à caution, et l'histoire n'en saurait faire état. Jusqu'à ce que de nouveaux documents viennent l'établir d'une façon certaine, l'histoire de la double

substitution reste fort douteuse ; les agents qui reçurent l'argent de lady Atkyns sans livrer le dauphin à son mandataire, peuvent aussi bien n'avoir substitué aucun enfant au dauphin. Ce qui n'est pas douteux, c'est que lady Atkyns, persuadée de l'évasion du dauphin, ne perdit jamais l'espoir de le retrouver, et chaque fois qu'un pseudo-Louis XVII se présenta, elle tint à vérifier par elle-même ses dires et s'assurer s'il n'était point véritablement l'enfant royal. Elle essaya vainement de faire partager sa conviction à Louis XVIII et à Charles X et d'obtenir d'eux le remboursement des sommes qu'elle avait dépensées pour la cause des Bourbons, soit plus de 2 millions. Elle n'obtint que de vaines assurances d'estime et un maigre secours. Ruinée, elle dut, en échange d'une rente viagère, céder son manoir de Ketteringham. En somme, le travail de M. Barbey, en dépit de ses recherches, ne fait pas faire un pas à la question Louis XVII. En tout cas, sa thèse sur l'évasion et l'existence de lady Atkyns aurait gagné à être exposée plus brièvement. Les renseignements qu'il nous donne sur les amis de son héroïne et sur la famille de ces amis sont vraiment superflus. Enfin, en s'étendant aussi complaisamment sur les sentiments qu'ont pu avoir les personnages groupés avec assez d'habileté autour de M^{me} Atkyns, il s'éloigne trop de l'histoire et fait œuvre de romancier.

— *Les seize Carmélites de Compiègne* ¹. — L'histoire si touchante des seize carmélites de Compiègne, comparaissant devant le tribunal révolutionnaire de Paris le 17 juillet 1794, et condamnées comme fanatiques, montant ensemble le même jour sur l'échafaud de la place du Trône, a été négligée par les historiens de la Révolution, Thiers, Louis Blanc et Michelet. M. Ludovic Sciout, dans son *Histoire de la constitution civile du clergé*, ni M. Campardon dans son *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris* n'y font la moindre allusion. Ce glorieux épisode de l'histoire religieuse à l'époque de la Révolution attira cependant de bonne heure l'attention des catholiques. Dès 1803, M. Jauffret, alors vicaire général du cardinal Fesch, archevêque de Lyon, publiait dans le tome II de ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la religion à la fin du XVIII^e siècle*, la *Relation de la fin glorieuse des religieuses de Compiègne*. L'abbé Guillon, qui depuis 1797 amassait des matériaux sur les victimes de la persécution religieuse, fit paraître en 1821 les résultats de ses recherches dans *Les Martyrs de la foi pendant la Révolution française*, où il consacrait une notice aux Carmélites de Compiègne. Enfin, en 1830, M. Villecourt, vicaire général de Sens et supérieur du Carmel de cette ville, éditait, en remaniant l'ouvrage au point de vue du fond et

¹ Paris, V. Lecoffre, 1905, in-18, xxiv-180 p. — Collection *Les Saints*.

de la forme, une *Histoire des religieuses carmélites de Compiègne conduites à l'échafaud le 17 juillet 1794*, écrite à sa prière par la sœur Marie de l'Incarnation, ancienne carmélite de Compiègne, qui avait échappé au sort de ses compagnes par un hasard providentiel. Plus récemment enfin, M. Alexandre Sorel publiait, dans le Bulletin de la Société historique de Compiègne (1878), une notice sur *les Carmélites de Compiègne*, où il mettait à profit de consciencieuses recherches aux archives nationales et aux archives de l'Oise. Depuis cent ans, l'Église veillait sur la mémoire des saintes religieuses mortes pour la foi. Le cardinal Richard ouvrit leur procès le 23 février 1896, et, le 16 décembre 1902, le pape Léon XIII déclara vénérables les seize carmélites. M. Victor Pierre pensa qu'au moment où l'Église venait d'honorer les carmélites de Compiègne, il convenait de rappeler une fois encore leur souvenir. Aussi bien, après les travaux de ses devanciers et les dépositions apportées aux procès canoniques, restait-il encore à l'historien non seulement à préciser certains détails et à élucider plus d'un problème, mais encore à donner quelque relief aux physionomies un peu effacées des carmélites de Compiègne. Admirablement préparé à cette tâche par sa connaissance approfondie de l'histoire révolutionnaire et par ses sentiments chrétiens, M. Victor Pierre a fait à la fois une étude historique et un ouvrage d'édification en écrivant *Les seize carmélites de Compiègne*. Après nous avoir retracé la fondation à Compiègne du monastère de l'Annonciation en 1641 et rappelé les faveurs dont il fut l'objet de la part de la famille royale, l'auteur remarque que de tout temps cette communauté jouit d'une réputation de sainteté parmi les maisons de l'ordre. Entrant ensuite dans le vif de son sujet, il nous donne une notice biographique sur chacune des carmélites qui s'y trouvaient en 1789. L'Assemblée constituante ne tarda pas à ouvrir l'ère de la persécution religieuse. A l'offre qui leur est faite de quitter le monastère, les carmélites répondent en déclarant formellement leur volonté de vivre unies et de garder l'habit de carmélite (5 août 1790). Sans s'inquiéter de leurs vœux, la Législative les expulse (14 septembre 1792) et les oblige à vivre séparées et à prendre l'habit séculier. L'auteur nous retrace la vie de la petite communauté divisée dès lors en quatre groupes proche de l'église de Saint-Antoine, l'arrestation des religieuses sur les ordres du comité révolutionnaire de Compiègne, le 22 juin 1794, leur emprisonnement à la Visitation, leur transfert à la Conciergerie, leur comparution devant le tribunal révolutionnaire le 17 juillet 1794, leur mort sur l'échafaud, leur sépulture dans l'enclos affecté sous la Convention aux victimes de la place du Trône et devenu le cimetière de Picpus. Il ne doute point que l'Église ne proclame bientôt la sainteté des seize carmélites de Compiègne, car —

dit-il — « où trouver, dans un groupe de condamnés de la Terreur, un plus merveilleux accord dans le désir surnaturel du sacrifice, une fidélité plus constante, plus de prudence et plus de fermeté, pareil élan vers une sainte mort, pareille simplicité à s'y soumettre? L'horreur du supplice disparaît dans l'admiration pour les victimes. » — Ce n'est pas sans émotion que nous signalons, à cette place même où les lecteurs de cette Revue ont pendant longtemps admiré l'érudition si sûre de M. Victor Pierre, le dernier ouvrage sorti de sa plume. L'historien qui, toute sa vie, lutta pour la vérité et pour la religion, ne pouvait pas rêver un plus beau couronnement de sa carrière.

Histoire de la Constitution civile du clergé en Anjou ¹. — Curé de la Trinité d'Angers en 1789, Simon Gruget n'abandonna point ses paroissiens au moment de la persécution religieuse. Profitant de ses loisirs forcés, il entreprit la rédaction d'un journal, où il notait chaque jour les faits dont il avait été le témoin. Les fragments de ce journal, parvenus jusqu'à nous et embrassant avec des lacunes la période comprise entre le 11 janvier 1794 et le 8 avril 1795, furent publiés dans la *Revue d'Anjou* par M. l'abbé Longin, aidé de M. Querau-Lamerie. Par les soins des mêmes éditeurs, parut enfin, dans la même Revue, un fragment des *Mémoires* proprement dits du curé de la Trinité, comprenant le récit des événements d'octobre 1793 à avril 1794. Un heureux hasard a permis à M. l'abbé F. Uzureau, directeur de la *Revue d'Anjou*, de retrouver les treize premiers cahiers de ces Mémoires. En les publiant, il apporte un très précieux élément d'informations à ceux qui s'intéressent à l'histoire religieuse de l'Anjou à l'époque révolutionnaire. On trouve, dans ce fragment des Mémoires d'un témoin oculaire et d'une indiscutable bonne foi, un récit complet des troubles qui suivirent en Anjou le vote de la constitution civile et des notes biographiques fort curieuses sur les prêtres de cette province. Il est à regretter que M. l'abbé Uzureau n'ait pas multiplié davantage les notes très précises qu'il a jointes au texte et enrichi cette publication d'une table des noms propres qui aurait rendu les recherches plus aisées.

— *Essai sur les Franciscains d'Alsace pendant la Révolution* ². — Cette étude, faite par le P. Ubald d'Alençon, d'après les notes du P. Apollinaire de Valence, qu'il a eu soin de compléter par des recherches personnelles dans les archives de la Haute-Marne et de l'Yonne, est une intéressante contribution à l'histoire de la Révolution française en Alsace. Elle renferme des renseignements biogra-

¹ Paris, A. Picard, 1905, in-8, 233 p.

² Rixheim, impr. de F. Sutter, 1905, in-8, 110 p. (Extrait de la *Revue catholique d'Alsace*.)

phiques précis sur les Franciscains d'Alsace qui, ne voulant pas prêter le serment exigé par la loi, émigrèrent pour échapper à la déportation ou à la mort, et aussi sur le petit nombre de ces mêmes religieux qui consentirent à prêter le serment et passèrent dans le clergé séculier.

— *Les Dévotes de Robespierre. Catherine Théot. Le Déisme et le culte de la Raison* ¹. — En donnant aux ouvrages qu'il publie sur la société à la fin du XVIII^e siècle ce titre général, *Les romans de l'histoire*, M. Henri d'Almèras indique assez le but qu'il poursuit. Avant toute chose, il entend piquer la curiosité de ses lecteurs en faisant passer sous leurs yeux de pittoresques tableaux du passé, ou en les intéressant aux extraordinaires aventures de ses héros. Sans le chicaner sur le lien un peu factice des différentes parties de son livre, sans lui reprocher de ne nous révéler aucun fait nouveau, ou de n'apporter qu'un résumé incomplet du sujet qu'il traite, reconnaissons qu'il a su, comme il se le proposait, nous présenter, avec les données de l'histoire, une série de récits d'un style agréable et facile : les premières années de Catherine Théot, la folie mystique de M^{lle} Brohon, de la duchesse de Bourbon et de Suzette Labrousse, l'existence agitée de dom Gerle, le culte de la Raison, les dévotes de Robespierre, la fête de l'Être suprême, les bizarres cérémonies imaginées par la Mère de Dieu, les efforts tentés par les ennemis de Robespierre pour le tuer par le ridicule. En appendice, l'auteur a publié quelques textes curieux, mais connus, relatifs au mouvement pseudo-religieux qui se dessina au plus fort de la tourmente révolutionnaire.

— *Émilie de Sainte-Amaranthe* ². — Avec cet ouvrage, M. Henri d'Almèras nous introduit dans le demi-monde sous la Terreur et s'efforce de nous intéresser aux amours de Louise de Sainte-Amaranthe et de sa fille Émilie, devenue un jour M^{me} de Sartine. Mais en dépit de la distinction qu'il prend soin d'établir entre les courtisanes vulgaires et les fantaisistes de l'amour, la mère et la fille, bien que rangées dans cette dernière catégorie, étaient de médiocre vertu et leurs aventures offriraient peu d'attrait, s'il n'en avait pris prétexte pour nous décrire le Palais-Royal à l'époque de la Révolution, avec ses théâtres, ses maisons de jeux et ses lieux de plaisir. Après le roman, l'auteur conte les épisodes tragiques : les dames de Sainte-Amaranthe suspectées d'incivisme, compromises par le chanteur Elleviou que les habitants de Sucs prennent pour Danton, englobées dans la *conspiration de l'étranger* dirigée par le baron J. de Batz,

¹ Paris, Société française d'imprimerie et de librairie (s. d.), in-16, 306 p., avec portrait.

² *Les Chemises rouges. Le Demi-monde sous la Terreur*. — Paris, Société française d'imprimerie et de librairie, 1904, in-16, 313 p., avec portrait.

condamnées à mort et enfin comprises dans la célèbre fournée des chemises rouges, le 17 juin 1794.

ALBERT ISNARD.

III.

LA RÉVOLTE DU 26 DÉCEMBRE 1825 A SAINT-PÉTERSBOURG

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS ¹

I.

Dans l'après-midi du 15 décembre 1825, un courrier russe arrivait à Dresde, apportant au général de Canicoff la nouvelle de la mort de l'empereur Alexandre. Le chevalier de Cussy, premier secrétaire de la légation française, se trouvait en cet instant chez le ministre de Prusse, M. de Jordan, qui occupait le second étage de la maison habitée par son collègue moscovite, et ainsi il apprit immédiatement le grand événement. Il se rendit en hâte chez son chef, le comte de Rumigny ², qui, sur-le-champ, fit partir une estafette pour Metz, d'où le préfet devait envoyer la nouvelle par le télégraphe jusqu'à Paris.

Depuis quelque temps résidait à Dresde une certaine dame Puschkine, veuve d'un général de la garde du tsar. En raison de son deuil récent, M^{me} Puschkine vivait assez retirée avec ses quatre filles, toutes d'une grande beauté ³, et, malgré la juste considération dont jouissait cette famille, personne n'y fréquentait, hormis les membres de la légation française. La raison avouée du séjour des Puschkine dans la capitale saxonne consistait dans un motif de santé : la proximité des eaux de Marienbad. Parmi les bruits divers circulant sur le compte de ces étrangères, un surtout s'était accrédité, donnant

¹ *Souvenirs inédits* du chevalier Cornot de Cussy ; lettres du duc de Rauzan et du comte de Modène au chevalier de Cussy, etc.

² Gendre du maréchal duc de Trévise. Le comte de Rumigny avait débuté dans la carrière diplomatique comme secrétaire de Caulaincourt au Congrès de Châtillon. Pair de France.

³ L'aînée, Olga, épousa le colonel Orphano, aide de camp du fameux Démétrius Ypsilanti.

à leur station prolongée à Dresde un motif empreint de mystère : un exil imposé par Alexandre I^{er}. M^{me} Puschkine était, disait-on, en possession d'un secret d'État échappé à son mari.

Or, à peine avait-il expédié sa dépêche à son gouvernement, M. de Rumigny priait le chevalier de Cussy de porter sur-le-champ la nouvelle à M^{me} Puschkine. A quel mobile obéissait alors le ministre de France ? Comment ce diplomate, si rigoureusement circonspect, se laissait-il aller à l'indiscrétion d'informer, et si vite, des étrangers, d'un grave événement à peine connu par les personnages officiels ?... Croyait-il donc à la réalité du mystérieux secret, et espérait-il que l'annonce subite du décès du tsar provoquerait chez la veuve du général de la garde quelque confiance pouvant intéresser les chancelleries ?... Que les fins diplomates qui n'ont jamais abusé de leurs relations particulières pour servir les intérêts de leur gouvernement jettent au comte de Rumigny la première pierre !....

Quelques minutes après, le chevalier de Cussy était introduit chez M^{me} Puschkine, femme d'un patriotisme ardent et d'une nervosité excessive. A peine eut-elle appris la mort du tsar, la dame russe fondait en larmes et s'écriait d'une voix entrecoupée, mais sans se laisser interrompre : « Au moment où je vous parle, le nouvel empereur, *quel qu'il soit*, est en possession du trône.... Je puis, sans inconvénient, vous révéler un secret.... Et c'est tout ce que ce secret renferme peut-être d'orages politiques qui occasionne ma terreur.... Il y a deux ans, l'empereur Alexandre vint à Moscou et y tint des conseils mystérieux. L'archimandrite fut convoqué, ainsi que plusieurs gentilshommes, dont le général Puschskine. Que se passait-il ?... Les jours suivants, mon mari se montrait soucieux ; son sommeil était agité. Une nuit, il prononça en dormant des paroles qui m'inquiétèrent vivement. Il parlait de la mort de l'empereur...., de tabernacle...., du grand-duc Constantin.... Quand je me décidai à lui dire ce que j'avais entendu, il pâlit beaucoup : — « Ah ! me confia-t-il, c'est un grand secret qui me pèse, qui m'agite et m'inquiète, car je prévois mille maux pour le pays. Comme, dans mon sommeil, tu as entendu des paroles qui pourraient te faire croire que je suis mêlé à quelque sourde menée politique, je dois me justifier à tes yeux en t'apprenant la vérité. Aussi bien, peut-être qu'après avoir déposé mon secret dans ton cœur, mes lèvres ne le prononceront plus.... Voici ce dont il s'agit. Avant d'accorder au grand-duc Constantin la permission d'épouser M^{lle} Grudzienska ¹, on y a mis une condition qu'il a acceptée expressément : le grand-duc renoncerait pour jamais à la couronne impériale. Mais cet engagement d'hon-

¹ En 1820.

neur n'a pas paru suffisant à l'impératrice douairière¹. Souvent, elle est revenue sur ce sujet, tant avec l'empereur qu'avec le grand-duc. Enfin, ce dernier a consenti à ce qu'il fût dressé un acte formel, par lequel il déclarerait abandonner sans espoir de retour, pour lui et sa descendance, ses droits éventuels au trône. Ce document, signé par lui, par l'empereur et par plusieurs hauts personnages, a été déposé dans le tabernacle du grand autel de l'église métropolitaine, après avoir été scellé. Il n'en sera retiré qu'à la mort du tsar.... J'ai été un des témoins de ce dépôt.... C'est un grave événement qui peut être l'origine de terribles malheurs pour la Russie.... Le grand-duc Constantin renonce, en effet, à une chose qu'il ne possède pas. Quand le moment sera venu, qui peut répondre que ce prince — se repentant d'un acte auquel, pourrait-il dire, il a été forcé de donner son adhésion — consentira effectivement à abandonner la couronne?... Or, les masses seront pour lui, car il paraîtra dans son droit. D'un autre côté, si le grand-duc Nicolas se trouve avoir été informé de l'existence d'un acte qui le fait empereur à la mort d'Alexandre, sa première action ne sera-t-elle pas de voler à Moscou et de réclamer le précieux document?... Voilà donc deux drapeaux levés, deux partis aux prises dans tout l'empire!.... » Eh bien! continua M^{me} Puschkine, ce sont toutes ces craintes que me confia mon mari, qui réveillent aujourd'hui mes terreurs!.... »

Le chevalier de Cussy avait demandé et obtenu la permission de faire usage de cette importante révélation. M. de Rumigny n'hésita point à ajouter foi à ce récit et il informa aussitôt le baron de Damas par une dépêche ainsi conçue : « Le chevalier de Cussy me donne, comme ayant une origine digne de foi, la nouvelle que, par un acte déposé, il y a deux ans, dans l'église métropolitaine de Moscou, le grand-duc Constantin a renoncé formellement à la couronne impériale, et qu'en conséquence, le successeur de l'empereur Alexandre sera le grand-duc Nicolas². » On le voit, M. de Rumigny, chef bienveillant, mais prudent, n'entendait point se compromettre. Croyant en l'exactitude de cette importante nouvelle, il ne voulait point cependant en prendre l'entière responsabilité....

En recevant cette dépêche de Dresde, Charles X fit immédiatement chercher le comte de Modène. Ce personnage, qui se trouvait momentanément à Paris, était incontestablement l'homme de France le mieux à même de renseigner le roi sur le crédit à apporter à cette nouvelle émouvante. Fils du gouverneur du Luxembourg avant

¹ On sait que la veuve de Paul I^{er} conserva toujours une grande influence sur ses enfants.

² Dépêche officielle du 15 décembre 1825.

la Révolution, ancien gentilhomme du comte de Provence, M. de Modène, émigré en Russie, remplissait depuis longtemps les fonctions de maréchal de la cour près du grand-duc Nicolas, qui l'affectionnait beaucoup.

« Que pensez-vous de ceci ? lui dit Charles X en lui montrant la dépêche de M. de Rumigny.

— Sire, quelque extraordinaire qu'elle semble, la nouvelle doit être vraie, répondit le comte de Modène, après avoir réfléchi un moment.

Et, pour affermir sa propre conviction et la faire partager à son royal interlocuteur, le vieil émigré, faisant appel à sa mémoire, conta à Charles X certains propos tenus en sa présence par le grand-duc Constantin, propos laissant voir qu'il se savait peu aimé¹ et que la couronne ne lui paraissait qu'un lourd fardeau. Une fois, entre autres, à la suite de bruits de conspiration contre la vie de l'empereur Alexandre, son frère s'était écrié : « Je n'y crois pas. Aussi longtemps que j'existerai, la vie du tsar sera en sûreté, car on aura peur de me voir arriver au trône.... » Puis, quelques instants après, le prince avait ajouté : « Au reste — et l'on s'en doute peut-être — je ne veux pas régner.... La couronne est pour tous les souverains un joug pesant. Pour moi, ce serait un arrêt de mort.... Je ne régnerais pas un mois.... On m'assassinerait.... Prince et premier sujet de l'empereur, on me tolère avec mes défauts ; monarque, les conspirateurs sortiraient de dessous terre tout autour de moi².... »

— Mais, repartit le roi de France, ce changement imprévu dans l'ordre de succession au trône ne peut manquer d'engendrer les plus graves conséquences pour la tranquillité de l'empire moscovite. Que le grand-duc Constantin persiste dans son renoncement à la couronne, il ne s'ensuivra pas que tous les Russes acceptent le nouvel ordre de choses.... Et ce sera peut-être la guerre civile....

— Des Polonais et quelques mécontents pourront, en effet, profiter de l'occasion, répondit Modène, mais le grand-duc Nicolas aura assez d'énergie pour faire face à la situation. Il est de taille à maîtriser une émeute. Il ne la laissera pas dégénérer en révolution....

¹ Dans une promenade dans Varsovie, en 1821, le grand-duc Constantin, pour prouver aux personnes de son entourage combien était réelle l'obéissance passive du soldat russe, fit venir un grenadier. Il lui demanda s'il savait nager et, sur la réponse négative de cet homme, il lui ordonna de s'aller jeter du milieu du pont dans la Vistule. Le pauvre diable obéit et ne reparut plus. (Note du comte de Modène, témoin oculaire. Souvenirs du chevalier de Cussy.)

² La veuve du roi Frédéric-Auguste de Saxe ayant demandé un jour au grand-duc Constantin comment il avait pu renoncer à une couronne aussi belle que celle de Russie : « C'est que, répondit-il, en Russie il faut avoir le col fort, et moi j'y suis un peu chatouilleux. »

Non, lui empereur, il n'y aura point de « quatorze juillet, » encore moins de « dix août.... »

Le comte de Modène tout à coup s'arrêta en se mordant les lèvres.... Charles X s'était levé et lui montrait la porte.... Le frère de Louis XVI n'aimait pas qu'on lui rappelât les mauvais souvenirs de la Révolution....

Au sortir des Tuileries, M. de Modène se croisa avec le duc de Rauzan¹. La nouvelle de la mort d'Alexandre I^{er} courait déjà les ministères.

« Je ne vous fais pas compliment sur votre nouveau maître, dit M. de Rauzan, faisant allusion au déplorable caractère et à la laideur proverbiale du grand-duc Constantin.

— Vous vous trompez, monsieur, le tsar est le plus bel homme de son empire². » Sans faire attention à ce qu'il prenait pour une simple mystification, le duc de Rauzan continua son chemin vers les Tuileries, allant aux informations. Quant au comte de Modène, dès le lendemain il se mettait en route pour rejoindre son poste.

C'est par suite de cet enchaînement de bizarres circonstances que le gouvernement de Charles X fut pressenti avant bien d'autres sur des événements qui allaient menacer la tranquillité de la Russie.

II.

L'annonce du décès du tsar, survenu à Taganrog, le 1^{er} décembre, n'était arrivée que le 9 à Saint-Petersbourg³. Aussitôt, le grand-duc Nicolas, bien qu'il connût l'acte de renonciation⁴, s'était empressé de faire prêter serment à son frère Constantin. Dans sa loyauté, il se refusait à des mesures pouvant entraîner, pour l'empire, les plus fâcheuses conséquences. Si donc le grand-duc Constantin avait éprouvé le moindre regret de son abdication anticipée, rien au monde ne lui était plus facile que de la considérer comme non avenue. En dehors du Conseil de l'empire, on soupçonnait si peu l'existence de cet acte que, au fur et à mesure que l'annonce du décès impérial eut pénétré dans les provinces, les généraux firent prêter serment de fidélité à Constantin, et que les députations de plusieurs

¹ Henry comte de Chastellux. Il prit le titre de duc de Rauzan en épousant M^{lle} de Duras. Directeur des affaires politiques aux Affaires étrangères jusqu'en 1824, il avait résigné ses fonctions lors de la brutale destitution de M. de Chateaubriand par M. de Villèle à cette époque.

² Nicolas I^{er} avait en effet cette réputation.

³ Toutes les dates portées ici sont les dates nouveau style et non celles du style russe.

⁴ L'acte de renonciation datait de 1822. Son dépôt dans l'église métropolitaine de Moscou avait eu lieu en 1823.

grandes villes — voire même de Saint-Petersbourg — arrivèrent à Varsovie, résidence du successeur présumé d'Alexandre. Mais Constantin, de son côté, était résolu à persister dans sa renonciation. De Varsovie, où la nouvelle funèbre était parvenue deux jours plus tôt qu'à Saint-Petersbourg, il avait aussitôt dépêché vers la capitale une lettre confirmant son abdication et rendant hommage à son frère puîné. Il avait fait jurer fidélité à l'empereur Nicolas et refusait de recevoir les députations.

Ces démarches qui faisaient honneur aux sentiments des deux frères : délicatesse d'un côté, franchise et loyauté de l'autre, avaient cependant entraîné cette suite fatale qu'une partie de l'empire avait prêté serment à Nicolas, l'autre à Constantin. Un état de choses aussi bizarre ne pouvait durer. Aussi, quand, le 24 décembre, on apprit à Saint-Petersbourg le renouvellement de l'absolue renonciation du grand-duc Constantin, Nicolas, déjà fort des volontés suprêmes du défunt tsar, n'hésita plus. Il saisit d'une main ferme les rênes du gouvernement et publia son premier manifeste impérial.

Alors se vérifièrent les symptômes alarmants signalés, plusieurs jours auparavant, par M^{me} Puschkine aux représentants de la France en Saxe. La situation faisait la partie belle aux mécontents et à tous les affiliés du vaste complot qui avait menacé les dernières années du règne d'Alexandre. Sous prétexte de soutenir la cause du grand-duc Constantin, une terrible insurrection allait éclater.

Dès le matin du 26 décembre, l'empereur était informé, par le chef de l'état-major de la garde, que quelques compagnies du régiment de Moscou avaient refusé de lui jurer fidélité, et qu'entraînées par leurs capitaines, elles s'étaient emparées des drapeaux apportés devant la troupe pour la prestation du serment. Leur rage ne s'était pas arrêtée à ces manifestations d'indiscipline et d'insubordination. Elles n'avaient pas hésité à marquer qu'elles étaient résolues aux pires excès en massacrant le chef de brigade, le général-major Schenschin, ainsi que le commandant du régiment, le général-major Fridériks. Cette troupe s'était ensuite dirigée « avec le plus indécent tumulte ¹ » vers la place d'Isaac, emmenant de force tous les officiers rencontrés sur son passage.

Nicolas I^{er} ne songeait pas à courber la tête devant quelques rebelles. Il commanda au général-major Neidhart de faire marcher immédiatement contre les mutins le régiment de la garde de Séménovsky, la garde à cheval devant se tenir prête à la première réquisition. Puis, le tsar descendit en personne au corps de garde principal

¹ Les membres de phrase entre guillemets sont les expressions mêmes de la relation officielle adressée par le gouvernement russe à ses représentants à l'étranger.

du Palais d'hiver où se trouvait de service le régiment de la garde de Finlande, auquel il ordonna de charger les fusils et d'occuper les principales avenues du palais.

Bientôt l'empereur apprenait que les compagnies révoltées étaient les 3^e et 6^e du régiment de Moscou. Rangées sur la place du Sénat, elles avaient à leur suite « une tourbe composée d'individus dont l'apparence ne trahissait que trop les criminelles intentions. » Le tsar prescrivit alors au 1^{er} bataillon du régiment de la garde de Préobrajensky de se rendre auprès de lui sur la place du Palais d'hiver, « ce qui fut exécuté avec une célérité incroyable. » Mais en même temps le gouverneur général de Saint-Pétersbourg, le comte Miloradovitch, venait rapporter à l'empereur que la foule faisait retentir l'air des cris de *Vive Constantin !* et Miloradovitch ajoutait respectueusement « qu'une telle conduite annonçait les plus coupables desseins et appelait les mesures les plus promptes et les plus sévères. » Le 3^e bataillon de Préobrajensky et les chevaliers-gardes accouraient en ce moment près du tsar. Ce dernier se portait alors avec un bataillon à la rencontre des rebelles, afin de prévenir la possibilité d'une attaque sur le palais où se trouvaient les impératrices et les autres membres de la famille impériale. Arrivé en face du palais Labanoff, l'empereur entendit des coups de feu. Les rebelles venaient de blesser à mort le comte Miloradovitch. Ainsi tombait sous les balles de ses compatriotes ce brillant général d'avant-garde, le compagnon d'armes et de gloire des Souvarof et des Kutusof, le héros de Giourgévo, de Lutzen, de Bautzen, de Kulm et de Leipzig.

Au même instant arrivait, conduit par le grand-duc Michel, un bataillon du régiment de Moscou, qui sollicita avec les plus vives instances de laver dans le sang des rebelles l'affront imprimé à son uniforme. Cependant l'empereur, tout irrité qu'il fût du meurtre du brave Miloradovitch, eut encore assez de force d'âme pour refréner sa colère. Il voulait tenter jusqu'au bout les moyens de la douceur et de la persuasion. Mais cela n'aurait point fait l'affaire des meneurs. Ce qu'ils désiraient, c'était au contraire du sang, beaucoup de sang entre le tsar et son peuple.... Et l'insolence des rebelles grandissait devant les sommations faites en présence de l'empereur et du métropolitain. Le dernier mot de la défection n'avait pas été dit. Car on vit alors une partie du régiment de grenadiers conduit par trois officiers, passer, drapeaux en tête, du côté des révoltés qui, encouragés par ce renfort, commencèrent les décharges de mousqueterie.

Dans un tel état de choses, l'empereur ne pouvait que se décider à des mesures de sévérité, devenues d'autant plus indispensables « que la lie de la populace, gagnée par l'argent et l'eau-de-vie qu'on lui distribuait, commençait à se joindre aux rebelles. »

Certes, si Nicolas I^{er} eût été jusque-là enclin à la clémence et, par impossible, disposé à composer avec les révoltés, ce dont il venait d'être témoin suffisait pour changer de pareils sentiments. Peut-être alors invoqua-t-il les sombres souvenirs de la Révolution française, les émeutes de 89 et les massacres de 92 ?... Pour avoir reculé devant l'emprisonnement de quelques meneurs, le faible Louis XVI avait perdu le trône et la vie et jeté son pays dans la plus épouvantable des tourmentes.... Non, l'heure n'était pas à la faiblesse ni à la sensibilité.... Aussi bien, devant l'empereur venaient de se ranger la garde à cheval et trois compagnies du régiment de Paulovsky. Le tsar n'avait-il pas à ses côtés ses plus vieux et ses plus fidèles régiments : ceux de Préobrajensky, de Séménovsky et d'Ismailovsky, tous les trois portant des noms historiques du temps de Pierre le Grand ; celui de la garde à cheval illustré à Borodino ; et aussi celui de Paulovsky, aux grands bonnets de cuivre, dont la forme, conservée en mémoire des guerres du dernier siècle, lui avait valu, de la part des soldats de Napoléon I^{er}, le surnom de *Régiment des évêques* !....

Le tsar se résolut donc aux dispositions les plus énergiques. Le régiment de Préobrajensky alla occuper la place de l'Amirauté ; celui de Séménovsky fut réparti sur les voies conduisant au manège de la garde et aux magasins à vivres. Paulovsky était distribué dans la rue Galernaïa ; un bataillon du régiment de Finlande gardait le front d'Isaac. La 1^{re} brigade d'artillerie se tenait prête à agir ; Ismailovsky et les chasseurs de la garde constituaient la réserve. Tout était prêt pour la répression.

Avant d'en venir aux dernières extrémités, Nicolas exigea cependant que la garde à cheval et les chevaliers-gardes cherchassent à effrayer les mutins par une attaque d'ailleurs très difficile, vu le manque d'espace et la position avantageuse des factieux. Mais il était écrit que chaque hésitation de l'empereur dans la voie du châtiment serait suivie d'un nouveau progrès de la révolte. Tandis que la démonstration des chevaliers-gardes échouait, on vit la plus grande partie du bataillon des marins de la garde passer dans les rangs des rebelles.... Où s'arrêterait la défection ?.... Le nouveau tsar allait-il être balayé par une émeute victorieuse ?.... C'est alors qu'il fit avancer quatre pièces chargées à mitraille. Une dernière sommation fut faite aux insurgés de mettre bas les armes. Sur leur refus, l'empereur ordonna de tirer. Dès la deuxième décharge, « toute cette tourbe se dispersa.... » Poursuivis par la cavalerie dans Wassili-Ostroff, le long du quai Anglais et de la rue Galernaïa, les révoltés en fuite se

¹ *Souvenirs intimes* du baron de Bourgoing.

disséminèrent dans les maisons et sur le lit gelé de la Néva. Quatorze à quinze cents des leurs gisaient tués ou blessés.

L'empereur décida que les troupes passeraient la nuit sous les armes pour parer à toute nouvelle tentative de rébellion. Saint-Petersbourg fut gardé militairement. Préobrajensky et les chevaliers-gardes, avec dix pièces de canon, se tenaient devant le Palais d'hiver ; dans la grande Millionna était une partie des chasseurs de la garde avec six pièces. Tant sur la place de l'Amirauté que sur celle d'Isaac, l'aide de camp général Wassiltchikoff avait directement sous ses ordres les régiments de Sémenovsky, d'Ismaïlovsky et de Moscou, et quatre escadrons de la garde avec quatre pièces. A Wassili-Ostroff se trouvaient, obéissant au général Benkendorff, quatre pièces, deux escadrons de la garde, une division de pionniers à cheval et un bataillon du régiment de Finlande. Les Cosaques de la garde patrouillaient dans les autres parties de la capitale.

Cette journée de sédition ne devait pas avoir de lendemain. Dans la nuit même, on arrêtait plusieurs des instigateurs, et d'autres venaient se livrer de leur propre mouvement. Le soir du 27 décembre, l'on put voir rentrer dans leurs casernes, « en implorant pardon et miséricorde, » ces marins de la garde qui, sur la place de l'Amirauté, étaient, en présence du tsar, honteusement passés aux rebelles. La plupart des mutins du régiment de grenadiers suivaient le même exemple et « se rendaient à la clémence de l'empereur. »

Pour l'honneur de l'uniforme russe, il était du reste consolant d'avoir à signaler, en ces tristes heures de révolte, des actes de la plus courageuse fidélité. Le lieutenant Nassakin, avec un détachement du régiment de Finlande, était resté toute la journée de garde au palais du Sénat, entouré de rebelles. Prières, menaces, ceux-ci avaient tout mis en œuvre : Finlande était resté inébranlable. Les mutins n'avaient pas été plus heureux près du bataillon de Pavlovsky occupant les casernes du régiment de Moscou. Dans le régiment de grenadiers la « compagnie de l'Empereur » avait donné un bel exemple en refusant énergiquement de prendre part à la révolte du corps.

Le 28, le tsar passait en revue toutes les troupes et les remerciait du zèle et de la fidélité qu'elles avaient prouvés « au milieu de circonstances si affligeantes et si imprévues. » Sauf les dragons de la garde conservés pour faire le service des patrouilles, tous les régiments qui, sur l'avis de la rébellion, s'étaient rapprochés de la capitale regagnèrent leurs quartiers respectifs.

Ce même jour, l'empereur accordait un généreux pardon aux marins de la garde. Leur drapeau leur fut restitué, après qu'il eut été sanctifié par une bénédiction nouvelle et que le bataillon eut réitéré sa

prestation de serment. Et de même pour le régiment de Moscou et les grenadiers qui, suivant leur propre expression, « avaient été trompés par d'infâmes artifices. » Au soir du 28 décembre, la révolte était définitivement étouffée.

III.

Si le tsar avait usé de clémence envers la masse des rebelles, il n'entendait point faire grâce aux principaux coupables. Déjà la plupart d'entre eux étaient arrêtés, ou sur le point de l'être. C'étaient le journaliste Rileieff, le vice-gouverneur Gorski ; des officiers, comme les trois frères Bestoujef, Southof, Panoff, Karnilovitch et Tébrikoff, et aussi des princes, tels que les Obolensky, les Troubetzkoï et les Odoevsky. La peine de mort, la dégradation ou les travaux forcés en Sibérie, allaient punir les instigateurs de la révolte. On frapperait aussi les chefs de l'*Union* et des sociétés secrètes de Varsovie, Mouravief-Apostol, Pestel, Volkonsky et Bestoujef-Rumine¹.

Disons-le pour la vérité de l'histoire. En cette occasion, la justice impériale — tout comme les autres justices de ce monde — eut à se reprocher certaines erreurs regrettables. Plusieurs noms d'innocents furent portés à côté de ceux des coupables ; celui, par exemple, du grand écrivain Serge Tourguenieff, qui fut à ce point impressionné par cette méprise, qu'il en devint fou !.... Mais, plus que les autres, les patriotes polonais devaient payer leur tribut aux « inexactitudes » quelquefois voulues des listes de conjurés. Peut-on, à ce propos, passer sous silence la malheureuse affaire Kniaséwicz ?.... Depuis 1822, un des plus illustres enfants de la Pologne, le vieux général Kniaséwicz, vivait à Dresde dans une profonde retraite. La police russe n'avait pu rien découvrir de suspect dans les agissements de l'ancien lieutenant de Kosciusko, du rival de gloire des Dombrowski et des Poniatowski. On savait seulement que, dans le fond de son cœur, il souhaitait ardemment la renaissance du royaume de Pologne. De plus, quelques mois avant les événements de Saint-Petersbourg, n'avait-il pas répondu au gouvernement français lui offrant les émoluments arriérés de son grade de la Légion d'honneur : « La France ne me doit rien, car, en combattant pour elle, c'est ma patrie que j'ai cru servir ?.... » Et ne venait-on pas enfin de lire son nom sur un état découvert à Varsovie ?.... Ce nom, ainsi qu'on le sut plus tard, avait bien été porté sur les listes par les conjurés, comme un encouragement pour les patriotes, comme une enseigne, mais cela, sans l'assentiment du

¹ Pris les armes à la main en janvier 1826, dans une insurrection près de Kief, Bestoujef fut pendu six mois après.

vieux soldat. L'occasion était trop belle pour la police russe. Bien que Kniaséwicz ne fût plus sujet du tsar, — car, en venant vivre à l'étranger, il avait abandonné tous ses biens de Pologne au prince Michel Radzivill, son gendre, — ce héros, couvert de blessures dans les batailles de Napoléon I^{er}, était brutalement arrêté en territoire saxon et trainé dans la forteresse de Kœnigstein, où il devait subir une détention de huit mois¹.

Telle fut la part des méprises de la police russe à la suite de la rébellion du 26 décembre 1825. Erreurs déplorables à coup sûr ! Et cependant, le monde d'alors, en dépit des sympathies inspirées par la pauvre Pologne, cette grande sacrifiée des nations, approuva la fermeté déployée par Nicolas I^{er} en ces tristes circonstances marquant le début de son règne. Dans la défense de sa couronne, il s'était inspiré des principes rigoureux d'illustres ancêtres comme Pierre I^{er} et la grande Catherine et, en sauvant son trône, il avait du même coup épargné à la nation moscovite les horreurs de la Révolution. L'exemple de 89 avait profité au jeune empereur. Celui-ci avait justifié la parole du comte de Modène au roi Charles X. Il s'était révélé « de taille à maîtriser une émeute. »

Comte MARC LE BÈGUE DE GERMINY.

IV.

VENCESLAS-VLADIVOJ TOMEK²

La Bohême vient de perdre un de ses fils les plus méritants, un de ces vaillants patriotes qui entreprirent au dernier siècle, avec le suc-

¹ • Le général Kniaséwicz, tout disposé à faire encore le sacrifice de sa vie par patriotisme, est toutefois d'un trop noble caractère pour susciter au gouvernement des embarras et l'inquiéter par de sourdes menées. » (Le chevalier de Cussy, chargé par intérim des affaires de la Légation française à Dresde, au baron de Damas. Dépêche officielle du 28 janvier 1826.)

² V. V. Tomek, né à Králové Hradec (Kœniggrätz), le 31 mai 1818, fils d'un simple artisan, alla, après avoir fait de bonnes études dans sa ville natale, à Prague, où il étudia d'abord la philosophie et ensuite le droit. Se sentant attiré vers l'histoire, il écrivit, à dix-neuf ans, son premier article historique : *La fin du grand roi Otakar*, qui parut dans le périodique illustré

cès que l'on sait, la régénération du peuple tchèque, Venceslas-Vladivoj Tomek, mort à Prague, le 12 juin 1905, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

En examinant la carrière aujourd'hui terminée de cet érudit, on est frappé de rencontrer aux premières et les plus importantes étapes de sa vie le nom du grand Palacky, qui joua dans ses destinées un rôle quasi providentiel.

Ce fut lui qui dirigea ses premiers pas dans la vie littéraire, qui l'initia pratiquement à la méthode historique et qui l'aida enfin de tout l'appoint de son renom à se frayer le chemin dans le monde savant. Il le signala de même au maire de Prague comme le plus capable parmi les littérateurs contemporains d'écrire l'histoire de l'Université de Prague, lorsque la Bohême s'apprêtait à fêter le cinquantième centenaire de la création du célèbre foyer des sciences et des lettres, fondé par Charles IV, et fit si bien que le conseil municipal le nomma, en 1843, historiographe de la ville de Prague. En 1845, il le proposa pour le poste de secrétaire de la *Matice Ceská*¹, et, deux années après, il s'en assura la collaboration à son histoire.

Ce fut dans le salon de Palacky, qui était avant 1848 un des centres intellectuels de Prague, que Tomek fit connaissance de plusieurs hommes appelés à jouer dans la vie politique de la Bohême des rôles importants.

Dès que le gouvernement de Vienne se décida à céder à la volonté des nations réclamant leur part aux affaires publiques, on voit Tomek parmi les députés tchèques groupés autour de Palacky et de Rieger.

Membre du comité national de Bohême, constitué en 1848, il prit part aux travaux des corps législatifs de Vienne et de Kremsier. La violente répression, en 1849, de toute la vie politique en Autriche, rendit Tomek à ses chères études.

les Květy. C'est alors qu'il fit connaissance de Palacky, qui l'attacha à sa famille en qualité de précepteur de son fils Jean. Frappé de la netteté de jugement et des qualités de style du jeune répétiteur, il le marqua pour un poste de confiance, en faisant de lui son secrétaire et puis son collaborateur. En 1843, la ville de Prague le nomma son historiographe, et traça ainsi définitivement sa ligne d'action. La mémorable année 1848 entraîna Tomek, un peu malgré lui, dans le tourbillon de la vie politique. Il fit partie du Comité national, fut nommé député et prit part aux travaux législatifs des assemblées tenues à Vienne et à Kremsier. Quand l'Autriche revint, en 1860, au régime constitutionnel, Tomek siégea à nouveau à la Diète de Prague et au Reichsrath de Vienne. En 1892, l'empereur François-Joseph le nomma membre de la Chambre Haute.

¹ *Matice Ceska* est une association patriotique fondée en 1831, dans le but de travailler au relèvement intellectuel et moral de la nation tchèque par la publication et la diffusion des livres tchèques, amusants et instructifs.

Le comte Léon Thun ¹, ministre de l'instruction publique dans le cabinet Schwarzenberg, prit en affection particulière le jeune savant tchèque et le nomma, en 1849, professeur adjoint d'histoire d'Autriche à l'Université de Prague.

Avant d'ouvrir son cours, Tomek profita d'une bourse de voyage pour visiter quelques villes universitaires à l'étranger. Il courut à Paris, où l'attiraient ses sympathies naturelles aussi bien que les trésors littéraires de la Bibliothèque nationale et de l'École des chartes. Il se rendit ensuite en Allemagne, où il fit connaissance de plusieurs grands historiens du temps, Ranke, Pertz, Waitz et autres.

Bien préparé, il ouvrit en 1851 son cours d'histoire d'Autriche, particulièrement intéressant par l'emploi de la méthode synchronique qu'il appliqua aussi à son *Histoire d'Autriche*, parue quatre années plus tard. Au point de vue politique, il envisageait la monarchie autrichienne comme un assemblage d'individualités historico-politiques, des royaumes et des pays réunis pour la défense des intérêts communs à tous. Cette conception fédéraliste n'était pas, bien entendu, du goût des centralisateurs allemands de Vienne.

Parmi les ouvrages de moins large envergure qui datent de la première période de la vie de Tomek, citons : un *Précis de l'histoire universelle* (1842), une *Histoire populaire de Bohême* ² (1843) et une *Histoire sommaire d'Autriche* (1845) ³. Ces trois ouvrages de vulgarisation des sciences historiques furent publiés par les soins de la *Matice Česká* et parurent dans la *Petite Encyclopédie des sciences*.

Il convient de signaler ici encore la collaboration de Tomek au *Dictionnaire encyclopédique* de Rieger.

La seconde période constitutionnelle qui s'ouvrit en Autriche, en 1860, éloigna Tomek une fois de plus de ses travaux, mais non pas entièrement, car tout en siégeant à la Diète de Prague et au Reichsrath de Vienne, il ne cessa pas de poursuivre les recherches historiques qui lui tenaient tant au cœur. Exempt de tout sentiment ambitieux, il ne se poussait jamais en avant et n'attribuait, en général, à son rôle politique qu'une importance médiocre.

Notons cependant que ce fut dans la maison de Tomek qu'eut lieu,

¹ Tomek était en rapport avec la famille du comte Thun, seigneur de Teschen, depuis 1840. Chargé de mettre en ordre les archives du comte, il écrivit l'histoire de la ville et du domaine seigneurial de Teschen.

² La sixième (dernière) édition de cette histoire parut en 1900.

³ Il publia, sur le même sujet : en 1851, une *Histoire de la monarchie autrichienne*, à l'usage des lycées; elle fut traduite en allemand, en italien, en serbe et en magyar et devint très populaire; en 1858, un *Précis historique de l'Autriche*, et, en 1888, une *Nouvelle histoire d'Autriche*.

le 6 janvier 1861, la première entrevue du comte Henri Clam-Martinitz et du docteur Rieger. L'entente de ces deux hommes d'État ne resta pas, comme on sait, sans influence sur la ligne politique tchèque dans la lutte de la Bohême pour la restitution de ses droits historiques.

Atteint par la limite d'âge, Tomek prit en 1888 sa retraite de l'Université de Prague, mais jouissant, malgré ses soixante-dix ans révolus, de sa belle verdeur d'esprit, il continua, aussi alerte et vigoureux qu'à trente ans, la patiente et laborieuse œuvre, son *Histoire de la ville de Prague*.

Avant d'examiner dans les détails cette œuvre monumentale, arrêtons-nous quelques instants devant son *Histoire de l'Université de Prague*, qui marque la première grande étape dans la vie de l'illustre historien. Pour bien apprécier cette magnifique œuvre, il convient de tenir compte de ce que Tomek abordait ici un terrain vierge, sur lequel aucun écrivain tchèque ne se fût aventuré avant lui, l'histoire de Palacky étant alors encore très peu avancée.

Il fallait donc commencer par poser les premiers jalons, s'appuyer sur des documents épars et en très grand désordre. Les difficultés auxquelles Tomek se heurta dès les premiers pas n'étaient cependant pas pour rebuter son courage ; elles excitèrent au contraire son zèle, de sorte qu'après un travail acharné de sept ans, il s'acquitta tout à son honneur de cette rude tâche.

Grâce à l'ampleur qu'il donna à cet ouvrage, on voit s'y refléter toute la vie nationale à un moment où l'histoire de Bohême arrive au point le plus intéressant de son développement : le puissant mouvement hussite. On croit vraiment assister à cette évolution à jamais mémorable dans l'histoire de Bohême, qui a d'ailleurs sa place assignée aussi dans l'histoire de la civilisation générale.

Tomek écrivit son histoire de l'Université en tchèque et en allemand. L'ouvrage tchèque s'arrête à la proclamation des *compactata*, en 1436. L'édition allemande, plus succincte que la première, va jusqu'aux jours agités de 1848. Elle est divisée en quatre parties : 1° la fondation de l'Université, en 1348, et ses destinées jusqu'à l'exode des Allemands de Prague ; 2° les guerres hussites ; 3° l'Université sous les Jagellons et les premiers Habsbourgs, et 4° la réorganisation de l'Université sous Ferdinand II et son histoire jusqu'à l'an 1848.

L'œuvre capitale de Tomek, son *Histoire de la ville de Prague*, est, en même temps qu'un répertoire très circonstancié des plus importants événements de la commune, un tableau captivant de la vie sociale à Prague, qui était toujours le centre de la vie publique de toute la Bohême. Elle est divisée en six parties dont chacune com-

prend plusieurs volumes ¹. La première partie, qui remonte aux temps préhistoriques de la Bohême, nous montre Prague au moment où la métropole des Tchèques n'était pas encore une ville dans le sens juridique de ce mot; elle va jusqu'au xiii^e siècle, où Prague, entourée de murs et dotée d'une charte et de prérogatives, forme une puissante commune.

La deuxième partie retrace les progrès accomplis en Bohême sous les derniers Premyslides qui favorisaient, comme on sait, l'immigration allemande. On suit les lentes mais constantes modifications que subissent les anciennes institutions autochtones sous l'influence des lois et des règlements importés. Cette partie va jusqu'à la fondation, par le roi Charles IV, de la nouvelle ville, en 1348.

Le danger que présente pour les habitants indigènes l'infiltration germanique dans le pays, fort intense surtout sous la dynastie des premiers Luxembourgs, réveilla chez le peuple tchèque le sentiment national et poussa la bourgeoisie à se constituer en tiers état.

Ce fut grâce au mouvement hussite que cette double émancipation a pu s'accomplir. La description très documentée et détaillée de cette époque de transition fait matière de la troisième partie, la plus intéressante de l'histoire de Tomek, nous montrant l'image fidèle des violentes agitations dont la Bohême était le théâtre au début du xv^e siècle. La quatrième partie trace le tableau de la bourgeoisie arrivée à l'apogée de sa puissance sous Georges de Podiebrad et sous les Jagellons, et finit par la réduction des libertés et privilèges des villes après l'insurrection de 1547 ². La cinquième partie, non achevée, raconte les destinées de la bourgeoisie sous les Habsbourgs, depuis la première moitié du xvi^e siècle jusqu'à l'époque de l'absolutisme éclairé inauguré par Joseph II.

La sixième partie, enfin, devait comprendre le récit des évolutions dont la ville de Prague a été l'objet dans les temps modernes.

¹ Douze volumes ont déjà paru. Dans le treizième volume commence à se dessiner, sous la plume du savant historien, la Prague du xvi^e siècle.

² Très irrité contre l'ancienne noblesse tchèque, Tomek reproche, dans une série de très intéressants articles, parus dans les *Annales du musée de Bohême*, à cette caste orgueilleuse et ambitieuse que, préoccupée uniquement de l'extension de ses pouvoirs, elle n'a jamais songé aux vrais intérêts et à la prospérité de l'État.

Les querelles religieuses ne sont, à ses yeux, qu'un prétexte dont la noblesse s'est servie pour arriver plus aisément à ses fins.

Il ne voit pas d'autres raisons pour les complots qu'elle ourdissait contre le pouvoir de Rodolphe II, de Mathias et de Ferdinand II, révoltes à jamais funestes, parce que ce fut toute la nation tchèque qui devait les expier.

Quant aux émigrés tchèques, après la bataille de la Montagne-Blanche, Tomek déplore que leur amour de la patrie et de la nation n'ait pas été plus fort que les décevantes conceptions des réformateurs religieux.

Pour consolider les bases sur lesquelles il se proposait d'élever ce vaste édifice, Tomek n'hésita pas à consacrer seize ans d'un travail acharné à un autre ouvrage : *Les Fondements de l'ancienne topographie de Prague* (avec trois cartes publiées par les soins de l'Académie de Bohême), qu'il composa à l'aide des anciens registres de Prague.

Grâce à ce travail de bénédictin, qui lui permit d'établir la position exacte de chaque maison, il parvint à reconstruire pour ainsi dire les rues, passages et les divers quartiers de Prague depuis le ^{xv}^e siècle.

L'histoire de la Bohême, de Palacky, et l'histoire de la ville de Prague, de Tomek, sont deux superbes monuments scientifiques élevés l'un comme l'autre à la gloire de la nation tchèque. Ressemblantes au point de vue du sentiment patriotique qu'elles respirent et par le plan tracé de main de maître, ces deux belles œuvres présentent bien des dissemblances de fond et de forme. L'une est inspirée par un austère protestant, d'opinion plutôt libérale, l'autre par un fervent catholique foncièrement conservateur ; voilà la première différence. Quant à la forme, on sait que Palacky, historien de très grande envergure, excelle à peindre de vastes tableaux où la grandeur de conception, la richesse et l'harmonie de couleurs et une savante et artistique disposition contribuent à faire mieux ressortir l'impression générale qui doit s'en dégager, tandis que Tomek est plutôt un miniaturiste dont les images, moins éblouissantes et moins frappantes à première vue, gagnent en intérêt à force d'être mieux étudiées, se distinguant par la netteté d'exécution dans les plus minimes détails réalistes, et surtout par l'empreinte de véracité qu'ils portent.

Les théories anciennes formées *a priori* n'existent pas pour lui ; sa probité le pousse à aller toujours aux sources. Observateur fort intelligent, au regard duquel rien n'échappe, il raconte méthodiquement et jusqu'aux plus minutieux détails les événements, comme s'il assistait à ces drames, et pénètre jusqu'aux plus intimes plis de l'âme des acteurs qui y sont mêlés. Se tenant à la même distance de la haine aveugle et de l'affection exagérée, il ne se départ jamais de sa sereine impartialité, mais il est si sobre de critiques et sème si discrètement ses réflexions, qu'il n'est pas toujours aisé de deviner où vont ses sympathies.

Sur les questions litigieuses, il s'abstient dans la plupart des cas, préférant faire juge le lecteur, qui a l'impression très réelle d'assister aux débats d'un procès où l'accusateur comme l'accusé jouissent d'une égale liberté de s'expliquer et de préciser chacun son point de vue particulier.

Les époques éteintes, avec le bagage des idées et préjugés passés, les grands personnages dominant l'histoire, les mobiles qui les pous-

sont à agir, leurs tendances, leur idéal, tout semble ressusciter, prendre les formes d'une vie réelle et très intense. Malgré le soin anxieux qu'il a de celer ses opinions personnelles, le lecteur attentif ne peut pas ne pas s'apercevoir qu'il est au fond conservateur, défenseur du pouvoir et de l'autorité. De là le peu de sympathies que trouve chez lui tout bouleversement de l'ordre établi, tout mouvement révolutionnaire. De là aussi son intérêt vif et sincère à la grande figure de Huss, tant que celui-ci reste strictement dans son rôle d'apôtre de la réforme morale de l'Église catholique, et qui diminue et se perd dès que Huss se met en révolution ouverte contre l'autorité pontificale. De là, enfin, la sévérité avec laquelle il juge Jean Zelivsky, les Frères Bohèmes et, en général, tous les novateurs.

Néanmoins, son Huss, son Václav IV et son Georges de Podiebrad sont plus grands et plus humains peints par Tomek que par Palacky.

Parmi les ouvrages moins considérables, mais encore fort intéressants, citons son *Apologie de l'histoire de Bohême*, Jean Zizka; une belle monographie du célèbre capitaine hussite, et *les Parlements de Bohême*.

L'*Apologie* de la plus ancienne histoire de Bohême est un ouvrage très important pour quiconque s'intéresse au passé le plus nébuleux de la Bohême. Plus d'une question que Tomek s'attache à résoudre ici est du nombre des plus intéressants problèmes critiques. Il s'oppose notamment aux affirmations de certains historiens prétendant que la Bohême ne formait un duché souverain avec le pouvoir unifié qu'après le x^e siècle et que la conversion des Tchèques au christianisme était due à des missionnaires germaniques. Il reconnaît, par contre, que les anciens ducs de Bohême étaient tributaires des Francs et des Germains, mais il s'ingénie à prouver que ces rapports entre la Bohême et l'Allemagne ne s'appuyaient que sur des traités internationaux. Il insiste particulièrement, pour justifier ses opinions, sur la grande différence qui existait entre les rapports du duc de Bohême et ceux des autres ducs de l'Empire avec l'empereur d'Allemagne, et s'applique à démontrer que les droits de celui-ci étaient restreints à l'égard de la Bohême à la simple investiture du duc élu. Se fondant sur ce fait, il conclut que la Bohême n'a jamais été un fief de l'Allemagne au titre que le sont les pays allemands.

Les feux des derniers rayons d'un si beau couchant n'ont pas duré assez longtemps pour que cet infatigable travailleur, président de la Société historique de Prague, ait pu mettre le mot *fin* à son œuvre capitale.

HENRI HANSICK,

Professeur à l'Académie tchéco-slave de Prague.

CHRONIQUE

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu, le 17 novembre, sa séance publique annuelle, sous la présidence de M. Maxime Collignon. M. Louis Léger a lu un mémoire sur l'invasion tartare dans la littérature russe, et M. Georges Perrot, en sa qualité de secrétaire perpétuel, a lu une notice sur la vie de son vénérable prédécesseur, le regretté Wallon.

Le 1^{er} septembre, M. Holleaux a fait connaître à l'Académie la découverte, à Délos, de 650 deniers au nom de Marc-Antoine. — Les fouilles du P. Delattre, à Carthage, ont mis au jour notamment un nouveau sarcophage et une construction souterraine, qui paraît être une prison militaire du II^e siècle de notre ère. — M. Antoine Thomas a précisé nos connaissances sur un légat de Boniface VIII en Danemark (1295), qui fut tour à tour archevêque de Riga, de Lund et de Salerne; il s'appelait Isarn de Fontiano et était originaire de Fontiès (Fonteianum), près de Carcassonne; on l'a nommé Isarn Tacconi, par confusion avec un contemporain, Isnard Tacconi, Italien d'origine, qui mourut, en 1329, archevêque de Thèbes, tandis que l'archevêque de Salerne mourut en 1310.

Le 8 septembre, M. le docteur Louis Carton a exposé le résultat de ses fouilles à El-Kenissia près de Sousse, où il a entièrement dégagé un sanctuaire punico-romain de Tanit, antérieur à l'époque romaine, très fréquenté et qui subit maint remaniement. Le docteur Carton rapproche de ce sanctuaire d'autres analogues que l'on connaît en Afrique, en Sicile et en Sardaigne, et les curieux édifices de Nora, pris à tort pour une nécropole.

Le 15 septembre, M. Delisle a signalé la découverte, par sir H. Y. Thompson, à Windsor, de dix miniatures exécutées par Jehan Foucquet pour l'illustration du tome II d'un manuscrit des *Antiquités judaïques* de Josèphe, ayant appartenu au duc de Berry et dont le tome I^{er} est à la Bibliothèque nationale. Il a, en même temps, annoncé l'existence, dans la bibliothèque du prince de Wernigerode, d'un livre de prières en français exécuté pour Blanche de France, fille de Charles le Bel et femme de Philippe, duc d'Or-

léans ¹. — M. Clermont-Ganneau a commenté une dédicace gréco-latine d'autel, trouvée en Égypte et émanant de Sulpicien Serenus, vainqueur des Agriophages.

Les 15 et 22 septembre, M. Viollet a lu un mémoire sur les élections épiscopales au ^{xiii}^e siècle. — Le 22 septembre, M. Delisle a communiqué des observations de M. Warner sur la ressemblance entre le Livre d'heures de Sobieski et les Heures de Bedford. — A la même séance et à celle du 29 septembre, M. Léger a lu un mémoire sur le cycle épique de Marko Kralievitch. — M. Clermont-Ganneau a commenté plusieurs inscriptions de la Syrie du nord, et notamment une inscription en vieux français, du temps de Nicole de Lorgue, grand maître des Hospitaliers (1278-1289), relative à la construction d'une barbacane.

Le 6 octobre, le P. Séjourné a communiqué, par l'intermédiaire de M. Clermont-Ganneau, des inscriptions samaritaines et grecques : l'une de ces dernières, qui proviennent de Bersabée, mentionne la *Palaestina salutaris*, limitrophe de la province d'Arabie. — Un manuscrit inédit de J.-J. Boissard (1528-1602), sur lequel M. Hülsen a cru devoir appeler l'attention de l'Académie, et qui contient la copie d'un grand nombre d'inscriptions, est particulièrement précieux pour distinguer ce qu'il y a de faux et d'authentique dans les papiers de cet archéologue ². — M. Hülsen a également retrouvé dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale un fragment d'autobiographie de Boissard, qui lui a permis d'établir, dans la séance du 13 octobre, que cet écrivain avait perdu ses objets précieux, mais conservé ses collections épigraphiques. — M. Tocilescu, résumant les discussions sur l'âge du monument d'Adamklissi, conclut qu'il s'agit d'un trophée de Trajan; il montre que le prétendu tombeau de Cornelius Fuscus est celui d'un chef barbare.

Deux textes, l'un du ⁱ^{er} siècle de notre ère et purement chinois, l'autre du ⁱⁱⁱ^e siècle et bouddhico-chinois, ont été présentés, le 20 octobre, par M. Chavannes comme les plus anciens monuments du cycle des douze animaux en Chine et chez les peuples turcs de l'Asie centrale.

Le 27 octobre, M. E.-F. Gautier a exposé les résultats de sa mission au Sahara : au centre et au sud du désert, il a retrouvé des flèches en silex et des haches en granit poli qui datent de l'époque quaternaire; les vestiges de l'âge de fer consistent dans des tom-

¹ Le fascicule de septembre-octobre de la *Bibliothèque de l'École des chartes* contient une notice de M. Delisle sur ce précieux manuscrit. —

² Ce manuscrit se trouve au département des Imprimés de la Bibliothèque nationale sous la cote Rés. J. 467-468 bis, à la suite de l'ouvrage de Boissard intitulé : *I (VI) pars Romanae urbis topographiae et antiquitatum*, dont il forme la septième partie.

beaux de mobilier assez pauvre, des gravures rupestres libyco-berbères. Longtemps les affluents du lac central de Taoudeni, dont l'un était le Niger, permirent de cultiver le cœur même du Sahara ; c'est quand les chemins se furent ensablés et desséchés que le désert actuel s'établit. — M. l'abbé Bled a retrouvé des lettres closes, écrites pour la plupart par la comtesse Mahaut au maître de Saint-Omer, Bonenfant, de 1316 à 1320. M. Élie Berger, en les signalant à l'Académie, en a étudié l'adresse et les procédés de fermeture.

Une note de M. J. Déchelette, communiquée le 3 novembre, par M. Héron de Villefosse, attribue aux ateliers de la 8^e légion, cantonnés à Nérès au moment de la révolte de Civilis, une antéfixe en terre cuite du musée de Moulins, décorée d'une tête de taureau posée de face, emblème de la légion. — Une inscription de janvier 750 de Rome (4 av. J.-C.), découverte aux environs de Péluse par M. Clédât et communiquée par M. Cagnat, mentionne le don à un dieu d'un autel et d'un trône pour le salut d'Auguste et de sa famille ; C. Turranus était alors préfet d'Égypte. — M. Albertini a exposé les résultats des dernières fouilles d'Elche qui ont mis au jour de nombreux vestiges de l'époque romaine. — M. Labande a lu un mémoire sur les routiers français en Italie au xiv^e siècle.

A la séance du 10 novembre, M. Salomon Reinach a fait valoir des arguments en faveur de l'attribution à l'école de Lysippe et non à celle de Praxitèle de la célèbre Vénus de Médicis : outre les ressemblances que l'on remarque entre cette statue et d'autres œuvres attribuées à Lysippe, une réplique de la Vénus de Médicis conservée à Sienne, au xiv^e siècle, portait sur sa base le nom du grand artiste grec.

A l'Académie des sciences morales et politiques, M. Arthur Chuquet a retracé, dans les séances des 27 août, 2, 9, 30 septembre, la carrière du prince jacobin Charles de Hesse, général au service de la Révolution ¹.

Les 16 et 23 septembre, le même érudit a donné lecture d'une notice sur Camille Desmoulins.

Le 30 septembre, M. Luchaire a retracé l'état politique et religieux de la Hongrie au commencement du xiii^e siècle et les rapports d'Innocent III avec le roi et le clergé de ce pays.

Le 7 octobre, M. des Cilleuls a fait une lecture sur la Chambre de justice de 1601 ; il a montré notamment que Sully menaçait les juges du courroux royal s'ils faisaient justice égale pour tous.

Le 21 octobre, M. Luchaire a étudié les relations d'Innocent III

¹ Cette communication a fourni à M. Chuquet la matière d'un volume qui vient de paraître.

avec le roi de Hongrie Émeric, et les efforts du pontife pour amener les Serbes et les Bosniaques à l'obédience romaine.

Le 8 novembre, M. de Lanza de Laborie a fait une lecture sur les embellissements de Paris sous le premier Empire.

L'Académie des sciences morales et politiques a récompensé au concours du prix Rossi, dont le sujet était une *Histoire économique de la laine*, les mémoires de MM. Émile Lefèvre (1,500 fr.), Daniel Zolla (1,500 fr.) et Genty (1,000 fr.).

Il n'est pas indifférent de mentionner ici le Congrès international pour la reproduction des manuscrits, des monnaies et des sceaux, qui s'est tenu à Liège du 21 au 23 août 1905. Réuni sous les auspices du gouvernement belge et par les soins d'une commission à la tête de laquelle se trouvait notre éminent collaborateur M. G. Kurth, le Congrès était présidé par M. Omont, conservateur des manuscrits de la Bibliothèque nationale et qui s'est acquis des titres spéciaux à la reconnaissance des érudits par diverses reproductions de manuscrits. Le récent incendie de la bibliothèque de Turin a été un douloureux avertissement, qui a rendu plus tangible la nécessité de reproduire par de bonnes photographies les manuscrits les plus précieux de nos grands dépôts publics, comme aussi les chartes et les sceaux exposés à tant de chances de destruction. MM. Prou, Bayot, Alvin et Gaillard ont présenté des rapports, que l'on aura grand profit à consulter, sur l'état actuel des reproductions de manuscrits, de chartes, de monnaies et de sceaux. Il faut espérer que le Congrès portera ses fruits et que des mesures seront prises pour la prompte reproduction d'objets si utiles aux études et notamment à celles qui font ici l'objet de nos préoccupations.

Nous avons annoncé déjà la décision prise par la Société de l'histoire de France de publier un recueil spécial des pièces relatives à la publication des Mémoires du cardinal de Richelieu. Cette décision vient de recevoir un commencement d'exécution. Le fascicule I^{er} des *Rapports et notices sur l'édition des Mémoires du cardinal de Richelieu, préparée pour la Société de l'histoire de France, sous la direction de M. Jules Lair*, vient de paraître (Paris, H. Laurens, 1905, in-8 de 106 p.). Il comprend les pièces suivantes : extraits des rapports de M. Poincaré au nom de la commission de la fondation Debroux, lus dans les séances trimestrielles de l'Institut le 1^{er} avril 1903 et le 23 mars 1904 ; trois rapports de M. Lair sur les principes qui président à la publication et sur l'état des travaux préparatoires ; enfin une série de notes curieuses de M. Robert Lavollée : sur la collaboration de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo, aux *Mémoires* ; sur les manuscrits conservés de ces mêmes *Mémoires*, et sur la collaboration de l'évêque de Saint-Malo à l'*Histoire de la mère et du*

filis. Ce premier fascicule est accompagné d'une série de fac-similés.

Tous ceux qui sont familiers avec les études hagiographiques connaissent le précieux *Sanctuarium* publié à Milan avant 1480, par Boninus Mombritius, qui n'y a pas réuni moins de 319 vies ou passions de martyrs ou de saints. Beaucoup de ces documents, et non des moindres, ne figurent que là, et la critique s'est plu à reconnaître avec quel soin Mombritius a reproduit les manuscrits qui ont servi de base à son travail. Malheureusement, l'époque même à laquelle il a été publié fait du *Sanctuarium* une rareté que l'on ne peut guère consulter que dans les grandes bibliothèques. Ce sera donc un véritable service que les bénédictins de Solesmes réfugiés à Appuldurcombe rendront aux études hagiographiques, s'ils nous donnent la réimpression qu'ils annoncent. Tout en se proposant de reproduire fidèlement le texte de l'incunable, dont ils résoudront les abréviations, mais respecteront la ponctuation et l'orthographe, les nouveaux éditeurs enrichiront leur édition d'un choix de variantes empruntées aux meilleures éditions ou aux manuscrits, et de tables qui faciliteront l'usage du recueil. Le prix de souscription à l'ouvrage, qui formera deux forts volumes gr. in-8, sera de 60 fr. C'est le R. P. Dom A. Brunet, à Appuldurcombe House, par Wroxall (île de Wight), qui reçoit les souscriptions.

Le 6^e fascicule, qui vient de paraître, du *Répertoire des sources historiques du moyen âge. Biobibliographie*, par M. le chanoine Ulysse Chevalier (Paris, Alphonse Picard et fils, octobre 1905, gr. in-8, col. 2777-3288), conduit de LAURENT à NASTAGIO ce précieux ouvrage, indispensable à l'homme d'études. Le savant auteur pense qu'il lui faudra trois fascicules encore pour mener à terme cette nouvelle édition.

Dans une série de notes extraites du *Moyen âge*¹ et de la *Bibliothèque de l'École des chartes*², M. Ferdinand Lot s'efforce de réduire à trois ou quatre personnages les quinze Hilduin que mentionnent les textes du ix^e siècle.

C'est surtout la topographie historique qui est intéressée aux *Mélanges carolingiens*, que le même érudit extrait du *Moyen âge* (Paris, Émile Bouillon, 1905, in-8 de 60 p.). Le premier de ces mélanges est consacré à l'ingénieuse identification du lieu mentionné au ix^e siècle sous le nom de *Veteres domus* ou *Vetus domus* avec Louviers, qui correspondrait à *Locos veteres*. Une seconde identification est celle

¹ *De quelques personnages du IX^e siècle qui ont porté le nom de Hilduin*. Paris, Émile Bouillon, 1903, in-8 de 34 p. — *Sur les Hilduins, note rectificative*. Ibid., 1904, in-8 de 5 p. — ² *Les abbés Hilduin au IX^e siècle, réponse à M. J. Calmette*. Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouverneur, 1905, in-8 de 4 p.

du fameux Pont-de-Pitres avec Pont de-l'Arche. Une troisième note tend à retrouver dans une rivière appelée *Vinglena* la Bresle actuelle. Enfin, le *Pons Liadi*, des Annales d'Hincmar, correspondrait à Pontailler dans la Côte-d'Or.

S'appuyant surtout sur les travaux de MM. F. Lot et R. Merlet, qu'il discute d'ailleurs à l'occasion, M. l'abbé A. Pétel résume l'état actuel de nos connaissances sur les comtes de Troyes au ix^e siècle¹, et notamment sur les deux Aleran, dont le premier exerça le pouvoir comtal en 851-852, tandis que le second, dont M. Lot a fait aussi un comte de Troyes, n'en aurait jamais rempli les fonctions : *Aleran I^{er} et Aleran II, note historique sur les comtes de Troyes du IX^e siècle* (Extrait des *Mémoires de la Société académique de l'Aube*. Troyes, impr. Paul Nouël, 1905, in-8, 41 p.). M. Pétel donne en appendice, d'après les *Études carolingiennes* de feu Giry, quelques actes des comtes de Troyes de 863 à 926.

L'heureux chercheur qu'est dom Germain Morin a retrouvé dans la bibliothèque de Metz trois lettres qui lui permettent de reconstituer, dans une certaine mesure, la figure d'un personnage demeuré jusqu'ici, semble-t-il, inconnu, mais qui dut jouer au xi^e siècle un certain rôle et qui n'est pas un écrivain méprisable² : Walter, longtemps moine à l'abbaye d'Honnecourt, qu'il dut quitter à la suite de déboires, et qui trouva dans l'abbaye clunisienne de Vézelay la paix et la joie qu'il n'avait pas connues dans son premier monastère. La seconde des lettres retrouvées par dom Morin est particulièrement intéressante, parce qu'elle est adressée au fameux Roscelin, avant l'époque de sa condamnation.

Dans un extrait de la *Revue bénédictine*, dom Ursmer Berlière complète les renseignements recueillis jadis par lui³ sur les *Chapitres généraux de l'ordre de Saint-Benoît* (Bruges, Desclée, de Brouwer et C^{ie}, 1905, in-8 de 21 p.). Le savant auteur n'a pas recueilli moins de 94 mentions supplémentaires de 1225 à 1470, dont la plus grande partie se réfère au pontificat de Benoît XII.

La mort sans enfants de Sanche, roi de Majorque, le 4 septembre 1324, ouvrit la porte aux compétitions. Le roi, par son testament, avait bien désigné pour son successeur son neveu Jacques, âgé seulement de neuf ans. En face de cet enfant se dressa comme concur-

¹ Il en établit la série dans l'ordre suivant : Aleran, 851-852; Eudes I^{er}, 852-859; Raoul, 859-866; Eudes I^{er}, pour la seconde fois, 866-871; Eudes II par Boson, 871-877, puis personnellement, 877-881; Robert, 881-886; Alleaume, 886-893. — ² *Un écrivain inconnu du XI^e siècle; Walter, moine de Honnecourt, puis de Vézelay* (extrait de la *Revue bénédictine*, avril 1905, S. I., in-8 de 16 p.). — ³ *Revue bénédictine*, 1901, p. 364-398; 1902, p. 38-75, 268-278, 374-411; *Mélanges d'histoire bénédictine*, 4^e série, 1902, p. 52-171.

rent un autre Jacques, le roi d'Aragon, descendant direct de Jacques I^{er} le Conquérant. C'est sur le testament formel de ce prince que s'appuyaient les prétentions du roi d'Aragon. L'enfant que les Majorcains avaient reconnu trouva dans le souverain pontife Jean XXII, ami de son oncle défunt, un protecteur actif. C'est par l'étude des lettres de ce pape que M. G. Mollat a pu refaire le tableau de ses démarches pour enrayer les efforts de l'Aragonais et assurer la tutelle du jeune prince à Philippe de Majorque : *Jean XXII et la succession de Sanche, roi de Majorque, 1324-1326* (Extrait de la *Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon*. Paris, Alphonse Picard et fils, 1905, in-8 de 31 p.).

L'on savait que Jacques Fournier, qui fut tour à tour abbé de Fontfroide, évêque de Pamiers, puis de Mirepoix, cardinal, enfin pape sous le nom de Benoît XII, avait laissé la réputation d'un savant expert dans toutes les branches de la science sacrée. M. l'abbé J.-M. Vidal, qui a donné, dans la *Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, un précieux recueil des *Lettres communes* de ce pontife, justifie cette réputation de savant dans une curieuse *Notice sur les œuvres du pape Benoît XII* (Extrait de la *Revue d'histoire ecclésiastique*. Louvain, bureaux de la Revue, 1905, in-8 de 37 p.).

M. Henri Clouzot a retrouvé dans la collection Dupuy une copie du xvi^e siècle de la lettre de Rabelais au bailli du bailli des baillis Antoine Hullot. En la publiant, tant en fac-similé qu'en transcription, il en étudie l'authenticité qu'il admet, la date qu'il ramène à l'année 1544 ou 1545, et l'intérêt ; il en prend occasion de signaler les relations de l'auteur de *Pantagruel* avec quelques Orléanais, assez favorables aux nouveautés calvinistes. Il croit aussi pouvoir trancher par l'affirmative la question des rapports de Rabelais avec Calvin¹.

Appelé en 1749, par Charles-Emmanuel III, roi de Sardaigne, à Turin, pour faire profiter le prince héritier de ses instructions sur l'électricité, l'abbé Jean-Antoine Nollet (1700-1770), qui tient une place honorable dans l'histoire de la physique au xviii^e siècle, en profita pour visiter diverses parties de l'Italie. Le récit qu'il a laissé de ce voyage est demeuré manuscrit : il en a seulement tiré lui-même pour les soumettre à l'Académie des sciences des « Expériences et observations. » M. G.-Hector Quignon a pensé qu'il serait intéressant de rapprocher le voyage de Nollet de ceux entrepris quelques années auparavant par Montesquieu et par de Brosses. Il nous offre donc une analyse des manuscrits du docte prêtre, qui s'intéresse plus au côté

¹ *Les amitiés de Rabelais en Orléanais et la lettre au bailli du bailli des baillis* (extrait de la *Revue des études rabelaisiennes*. Paris, H. Champion, 1905, in-8 de 20 p., fac-similé).

scientifique et économique qu'au côté pittoresque des pays qu'il traverse¹.

L'érection d'une statue, sur la butte Montmartre, au chevalier de la Barre a provoqué dans la presse des discussions sur les causes qui ont amené les poursuites contre lui et son exécution. On trouvera l'affaire fort bien résumée dans la petite brochure que publie la maison de la Bonne Presse, à Paris : *Le chevalier de la Barre, son procès, ses bourreaux* (in-16, 30 p.).

Lorsqu'en 1790, le comité des finances crut devoir, pour raison budgétaire, proposer à l'Assemblée nationale la suppression du recueil des *Notices et extraits des manuscrits* dont la publication avait été commencée, en 1787, par l'Académie des inscriptions, ce corps savant s'émut et publia un mémoire pour éclairer l'assemblée et le public sur l'utilité de cette publication. Un des membres de la commission à laquelle avait été confiée la rédaction de ce mémoire, La Porte du Theil, avait, de son côté, rédigé des « Éclaircissements » que M. H. Omont nous fait connaître d'après l'autographe conservé à la Bibliothèque nationale².

La publication, par le comte d'Haussonville, dans la *Revue des Deux Mondes*, de ses études sur *l'Église romaine et le premier Empire* excita singulièrement l'humeur du prince Napoléon. La leçon qu'il essaya de donner au savant historien ayant tourné à sa propre confusion, l'impuissance où il était de punir un adversaire dont la publication faisait paraître au grand jour les lacunes trop voulues de la *Correspondance de Napoléon I^{er}* dont la publication était dirigée par le prince, conduisirent ce dernier à chercher d'autres victimes et à faire porter sa vengeance sur les complices de M. d'Haussonville qu'il pouvait atteindre. Ce sont ses démarches auprès de l'Empereur pour obtenir le châtiment de M. de Laborde, directeur des Archives nationales, et du personnel de cet établissement qu'il soupçonnait d'avoir communiqué complaisamment à M. d'Haussonville des documents compromettants pour la mémoire de Napoléon I^{er}, que M. Eugène Welvert nous raconte dans la *Querelle du prince Napoléon et du comte d'Haussonville* (Extrait de la *Correspondance historique et archéologique*. Saint-Denis, impr. H. Bouillant, 1905, in-8 de 31 p.). Cet incident met bien en lumière dans le prince « quelques-uns des traits les plus frappants de la physionomie morale de son oncle, le soupçon facile, l'insulte prompte, l'intolérance natu-

¹ L'abbé Nollet physicien, son voyage en Piémont et en Italie (extrait des *Mémoires de l'Académie d'Amiens*. Amiens, Yvert et Tellier; Paris, H. Champion, 1905, in-8, 67 p. et pl.). — ² *Mémoire de La Porte du Theil pour la continuation des notices et extraits des manuscrits en 1790* (extrait de la *Revue des bibliothèques*. Paris, E. Bouillon, 1905, in-8, 11 p.).

relle, mais aussi l'idée très haute de la gloire napoléonienne. »
 « Prince de maison souveraine, ajoute M. Welvert, c'était un jacobin. »

M. de Roux publie une conférence donnée par lui à la Ligue de l'Action française, dont il préside le groupe poitevin, sous ce titre qui en explique assez la tendance et l'objet : *La république de Bismarck ou origines allemandes de la troisième république, suivi de la correspondance secrète de Gambetta et de Bismarck traduite en entier pour la première fois et commentée par Jacques Rainville* (Paris, bureaux de la *Gazette de France*, 1905, in-18, 72 p.).

Dans une excellente « Étude historique et économique, » intitulée : *Nations protestantes et nations catholiques : où est la supériorité sociale ?* (Paris, éditions des *Questions actuelles*, 5, rue Bayard, 1905, in-16 de 32 p.), M. Yves de la Brière montre l'inanité, notamment au point de vue historique, du préjugé qui fait du catholicisme une cause de décadence pour les nations, tandis que le protestantisme développerait leur prospérité.

Depuis la publication de notre dernière chronique, la science historique a fait des pertes cruelles. M. Alfred Rambaud, qui est mort le 10 novembre, a exercé autant d'influence par son enseignement que par ses livres. Au lycée de Colmar, à l'École des hautes études, dans les Facultés des lettres de Caen, de Nancy, de Paris, il a communiqué aux auditeurs qui se groupaient autour de sa chaire les résultats d'une érudition variée et solide. L'histoire byzantine, qui attira d'abord son attention, lui doit, avec sa thèse de doctorat sur *l'Empire grec au X^e siècle, Constantin Porphyrogénète* (Paris, 1870, in-8), l'un des meilleurs ouvrages qui aient paru en France sur la matière¹. Avec M. Léger, il a été en France l'un des initiateurs des études russes : dès 1875, il consacrait à la *Russie épique* un gros et savant ouvrage ; son *Histoire de la Russie*, parue en 1878, dans la collection d'histoires publiées par la maison Hachette, sous la direction de V. Duruy, est devenue classique et a eu les honneurs mérités de plusieurs éditions². C'est à lui qu'a été confiée la rédaction des deux volumes relatifs à la Russie dans le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs de France depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution (1800-1891)*. Son excellent ouvrage sur les *Français sur le Rhin, 1792-1804*, son *Histoire de la civilisation*

¹ Sa thèse latine portait également sur un sujet d'histoire byzantine : *De byzantino hippodromo et circensibus factionibus*. — ² Il a aussi donné une part importante de collaboration à l'ouvrage de grande vulgarisation publié en 1892 par la maison Larousse, sous ce titre : *La Russie géographique, ethnologique, historique, administrative, économique, religieuse, artistique, scientifique, pittoresque*.

française, son *Histoire de la civilisation contemporaine en France*, ont eu également les honneurs de plusieurs éditions. Ces deux derniers ouvrages sont plus spécialement destinés à l'enseignement. C'est au grand public, en même temps qu'aux hommes d'étude, que s'adressait l'*Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*, dont il a voulu doter la France de concert avec M. Lavissee. Malgré la part importante qu'il a prise non seulement à la direction, mais à la rédaction même de cet ouvrage, son effort n'a peut-être pas abouti au résultat que l'on pouvait espérer; l'ouvrage est demeuré très inégal et fort imparfait. Nous citerons encore de cet estimable historien, bien que l'ouvrage touche autant à la politique qu'à l'histoire, le livre qu'il a consacré à *Jules Ferry* (1903), dont il fut le collaborateur et dont il était demeuré l'admirateur passionné.

Comme M. Rambaud en France, M. Wilhelm Oncken en Allemagne a pris l'initiative d'une Histoire générale à l'usage du grand public. Mais le plan de l'auteur allemand est beaucoup plus vaste que celui de l'auteur français : il embrasse non seulement le moyen âge et les temps modernes, mais l'antiquité tout entière. L'*Allgemeine Geschichte in Einzeldarstellungen* a sur l'*Histoire générale* l'avantage d'offrir une illustration documentaire fort intéressante, et le désavantage de n'être point pourvue de références. Plusieurs volumes de cette vaste collection, qui manque absolument de proportions¹, comptent parmi les meilleurs produits de l'école historique allemande; ceux que M. W. Oncken a personnellement rédigés (*Zeitalter Friedrichs des Grossen*, 1882; *Zeitalter der Revolution, des Kaiserreichs und der Befreiungskriege*, 1884; *Zeitalter des Kaisers Wilhelms*, 1892), ne sont pas parmi les moins estimables. L'activité de M. Oncken s'était aussi portée sur l'histoire de l'antiquité. A ce point de vue, ses deux ouvrages principaux sont : *Isokrates und Athen, Beitrag zur Geschichte der Einheits- und Freiheits-Bewegung in Hellas* (1862), et *Die Staatslehre des Aristoteles in historisch-politischen Umrissen* (1875).

C'est le doyen et l'un des plus brillants représentants des études assyriologiques en France qui disparaît avec M. Jules Oppert, mort à quatre-vingts ans, le 21 août. Quand il aborda ces études, il s'était déjà fait connaître par ses travaux de philologie arabe, sanscrite et zende. Une étude sur les *Inscriptions des Achéménides* (1852) le fit désigner pour prendre part à l'*Expédition scientifique de Mésopotamie*, dirigée par Fulgence Fresnel, et dont il publia les résultats de 1857 à 1864. Parmi ses travaux assyriologiques, sans nous perdre

¹ Mort le 11 août dernier, à Giessen. — ² On peut lui reprocher notamment de ne pas hésiter à traiter à deux reprises le même sujet.

dans la multitude de mémoires et de dissertations qu'il publia, nous citerons surtout : *Les Fastes de Sargon, roi d'Assyrie*, publiés en collaboration avec M. J. Menant (1863); *Histoire des empires de Chaldée et d'Assyrie* (1866); *Mémoire sur les rapports de l'Égypte et de l'Assyrie dans l'antiquité* (1869). La brutalité qu'il mettait à discuter les travaux de ceux qui ne partageaient pas son opinion lui attira de nombreuses inimitiés; ses querelles avec M. Halévy sont notamment célèbres, et, dans ces derniers temps, son crédit scientifique a été quelque peu ébranlé.

M. Godefroy Cavaignac, qui, comme député et ministre de la guerre, a joué, dans ces dernières années, le rôle que l'on sait, occupait ses loisirs à de solides travaux historiques. Sa *Formation de la Prusse contemporaine* (1891-1898) lui assure une place honorable parmi les historiens de notre époque. Il est mort le 25 septembre dernier.

Bien qu'il se soit surtout fait connaître par des ouvrages de philosophie ou de littérature, M. Amédée de Margerie, mort à la fin de septembre, a droit ici à une mention spéciale. La belle traduction en vers qu'il a donnée de la *Divine Comédie* de Dante est précédée d'une importante introduction historique. Ses ouvrages sur le *Comte Joseph de Maistre* (1883), *H. Taine* (1894), *Saint François de Sales* (1899) se rattachent à nos études et nous rendent particulièrement sensible la perte de cet esprit distingué et de cet érudit délicat.

M. Eugène Veuillot, qui a été enlevé, le 18 septembre, aux lettres françaises, nous appartient aussi quand ce ne serait que par le bel ouvrage qu'il a consacré à la mémoire de son illustre frère *Louis Veuillot* (1899-1904), et dont il n'a malheureusement pas achevé le quatrième volume. Le labeur que lui a demandé l'*Univers*, auquel il collaborait depuis si longtemps et qu'il a dirigé de longues années après la mort de son frère, ne l'a pas empêché d'écrire d'assez nombreux ouvrages, dont plusieurs intéressent nos études, bien que naturellement les préoccupations de la polémique quotidienne y tiennent toujours une large place. Nous citerons seulement : *L'Église, la France et le schisme en Orient* (1855); *Questions d'histoire contemporaine* (1860); *S. Ém. le cardinal Antonelli* (1862); *Mgr de Mérode* (1863); *Mgr Gerbet* (1865); *Le comte de Falloux et ses Mémoires* (1888).

E.-G. LEDOS.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

L'habitude de la transhumance, établie en Italie depuis des siècles, n'est pas due uniquement à la nature du sol et aux conditions climatiques de ce pays. Dans une très intéressante étude, M. A. Grenier, après avoir exposé l'organisation de la transhumance dans l'antiquité et montré combien cette organisation s'est peu modifiée à travers les siècles, recherche les circonstances historiques qui favorisèrent ce mode d'exploitation de la terre¹. Au premier siècle avant l'ère chrétienne, des esclaves, sous la conduite d'un intendant appelé *magister pecorum*, remplaçaient les bergers d'aujourd'hui. L'exploitation des troupeaux était confiée par les grands propriétaires à des *conductores* qui engageaient les pâtres et payaient, pour l'entretien des *calles*, un impôt dit *scriptura censoria*. Cet impôt, affermé aux publicains, était levé par des employés subalternes, les *stationarii*. Ce fut dans la première moitié du second siècle avant notre ère, entre l'époque de Caton et celle des Gracques, que la transhumance s'organisa définitivement en Italie. A ses progrès correspondit toujours la décadence de l'agriculture : aussi fut-elle surtout en usage dans les derniers temps de l'Empire romain, lorsque, par suite des troubles, les espaces incultes devinrent plus nombreux. La lutte qui s'engagea, à Rome, entre l'aristocratie et le peuple, à propos du territoire public, doit être considérée comme un épisode de la lutte perpétuelle entre les éleveurs de troupeaux et les laboureurs. Lorsque la transhumance s'établit en Italie au II^e siècle, ce fut un retour à d'anciennes coutumes : les ancêtres des Romains avaient formé un peuple de pasteurs dont l'histoire primitive se trouve en partie expliquée par la nécessité de la transhumance. C'est ainsi qu'en luttant contre les Sabins, les Latins ne songeaient pas à faire une guerre de conquête

¹ *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'Ecole française de Rome*, mai-août 1905 : *La transhumance des troupeaux en Italie et son rôle dans l'histoire romaine*.

et demandaient seulement la libre pâture dans les montagnes de la Sabine. Sous les Tarquins, les Romains, tournant leur ambition d'un autre côté, adoptèrent les traditions agricoles des Étrusques, qui firent sans doute la conquête du Latium à l'époque de Porsenna. A partir de ce moment, les troupeaux ne sortirent plus des domaines de leurs maîtres jusqu'à l'époque de Caton.

— Dans un livre sur Thomas de la Marche, bâtard de France, M. Boudet, adoptant la version de Geoffroy le Baker de Swynbrook, en avait fait un fils de Blanche de Bourgogne et de Philippe de Valois, né entre 1318 et 1322. M. Henri Moranvillé consacre une intéressante dissertation à la question¹. S'appuyant sur les continuateurs de G. de Frachet et de Guillaume de Nangis, il estime que ce personnage est né de Blanche de Bourgogne, neuf mois après la découverte de l'adultère avec Gautier d'Aunoy, au commencement de l'année 1315, et que son père peut être aussi bien Charles, comte de la Marche, dont Blanche de Bourgogne était encore la femme, que Gautier d'Aunoy. Ainsi s'explique « la politique d'étouffement dont Thomas, héritier possible de la monarchie, a été la victime. »

— On conserve aux Archives du Vatican le registre des lettres expédiées par Pierre Ameil, pendant le temps qu'il fut archevêque de Naples (1363-1365), et durant une partie de son séjour sur le siège archiépiscopal d'Embrun (1365-1369). C'est le registre original sur lequel, avant l'envoi à leur destinataire, les lettres de l'archevêque étaient copiées par un notaire ou secrétaire familial. En attendant que quelque érudit donne une édition intégrale de ce manuscrit, M. Eug. Martin-Chabot en fait ressortir l'intérêt pour l'histoire du royaume de Sicile sous la reine Jeanne, de 1363 à 1365 ; pour l'histoire d'une partie du Dauphiné, de 1368 à 1369, et aussi comme recueil épistolaire d'un prélat français².

— Le clergé de France avait affirmé de bonne heure son indépendance à l'égard de la monarchie et de la papauté. Après avoir exposé ce qu'étaient au xv^e siècle les libertés de l'Eglise gallicane, M. P. Imbart de la Tour suit l'histoire de l'opposition faite en leur nom à la papauté jusqu'à la veille du concordat de 1516³. Ces libertés étaient à la fois une doctrine théologique et un système parlementaire. Partant de ce principe que la souveraineté réside dans le corps social, le gallicanisme théologique conclut à la dualité du pouvoir spirituel et

¹ *Bibliothèque de l'École des chartes*, mars-juin 1905 : *De l'origine de Thomas de la Marche*. — ² *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, mai-août 1905 : *Le registre des lettres de Pierre Ameil, archevêque de Naples (1363 à 1365), puis d'Embrun (1365-1379)*. — ³ *Le Correspondant*, 25 novembre 1905 : *Les origines de la Réforme. Le gallicanisme et la restauration papale. La préparation du Concordat de 1516*.

du pouvoir temporel et, par suite, à leur indépendance réciproque. Mais si le pouvoir du prince est limité par le peuple, qui est au-dessus de lui, de même le pouvoir du pape est limité par le concile général, qui est également au-dessus de lui. C'est ainsi que le pouvoir du pape est « contenu et défini par la législation générale de l'Église » et que « la primauté ne confère point au pape le pouvoir de modifier, dans son intérêt, le statut des Églises particulières. » Le pape n'a donc pas le droit de toucher aux institutions de l'Église gallicane : liberté administrative, liberté fiscale, liberté judiciaire. Œuvre des universités, le gallicanisme théologique, envisagé au point de vue spirituel ou temporel, était la limitation de la toute-puissance, et battait en brèche les théories de la théocratie aussi bien que de l'impérialisme. Le gallicanisme des légistes tirait son origine du droit romain et servait l'intérêt du prince. Le Parlement qui, au nom des franchises ecclésiastiques, restreignait et surveillait la juridiction administrative du pape et se substituait à son autorité judiciaire, détruisait en réalité les libertés qu'il avait la prétention de défendre. Dans sa lutte contre l'opposition gallicane, résumée dans la Pragmatique Sanction de Bourges, le pape trouva un allié dans la royauté et dans le clergé. La royauté, en effet, avait compris que l'opposition commencée contre Rome pourrait un jour l'atteindre, et que l'appui du chef de la chrétienté lui était nécessaire dans ses luttes extérieures et intérieures. M. Imbart de la Tour montre comment, de 1438 à 1516, le pape et le roi poursuivirent un même but : la suppression de la Pragmatique et la signature d'un concordat. Dans le clergé français lui-même, les doctrines gallicanes rencontrèrent d'ardents contradicteurs. Au cours du ^{xv}^e siècle, l'épiscopat perdit peu à peu le goût de l'indépendance et se rapprocha en même temps du roi et du pape, dont les deux pouvoirs pouvaient seuls fortifier le sien. Les chapitres et les monastères, que la Pragmatique avait surtout favorisés, défendirent sans succès leurs privilèges. Divisés les uns contre les autres, les corps religieux n'avaient d'autre ressource que de faire Rome juge de leurs griefs. Seule l'Université réclama l'observation de la Pragmatique, et lutta encore pour les libertés gallicanes. Le Concordat de 1516, conclut M. Imbart de la Tour, fut « l'achèvement inévitable, nécessaire, de la lente évolution qui avait détruit les libertés positives de l'Église gallicane, comme celles de la nation. »

— M. J. Nouaillac essaie de préciser le rôle de Villeroy, l'ancien secrétaire d'État de Charles IX et de Henri III, dans les négociations entre le roi de Navarre et le duc de Mayenne¹. Villeroy appartenait

¹ *Revue Henri IV*, septembre-octobre 1905 : *La fin de la Ligue, Villeroy négociateur des politiques. Essai d'histoire des négociations de 1589 à 1594.*

au parti des politiques et ne désespérait point de voir les deux adversaires conclure un accord qui donnerait satisfaction à la majorité des Français relativement à la question religieuse. Les premières tentatives de conciliation qu'il tenta en août et en septembre 1589 échouèrent par suite de l'intransigeance de Mayenne et des méfiances de Henri de Navarre ; mais elles eurent pour résultat de fortifier les relations entre catholiques royaux et politiques ligueurs et de préparer ainsi l'œuvre de la conciliation générale. A Villeroy revient encore l'honneur de s'être opposé de toutes ses forces aux prétentions de l'Espagne au protectorat catholique. Son *Advis* à Mayenne formula le programme des hommes de paix en 1589. Sans se lasser, il alla trouver Duplessis-Mornay à Soindres, près de Mantes, en mars 1590, pour lui exposer le péril espagnol en même temps que l'impossibilité pour le roi de Navarre d'être maître de la France s'il n'embrassait pas la religion catholique ; et quelques semaines après, le 13 mai, il eut avec le roi de Navarre lui-même une entrevue où, après avoir établi que Mayenne, chef de parti, ne pouvait rien faire sans le consentement des députés, il sollicitait une trêve et les passeports nécessaires.

— En manière d'introduction à un livre qu'il se propose de publier sur la vie de Marie de Médicis, M. Louis Batiffol publie un intéressant article¹ où il marque les principaux traits du caractère de cette reine. Il nous conte l'enfance de la petite princesse de Toscane, qui s'écoule tristement au palais Pitti ; dès son plus bas âge, elle est privée de l'affection et des soins de sa mère, et son père, tout entier à ses plaisirs, n'a pas le loisir de penser à elle ; pour toute compagnie, elle a une petite fille, de trois ans plus jeune qu'elle, Leonora Dori, qui, grâce à son intelligence, à sa gaieté et à son dévouement, prend sur elle dès ce moment une influence prédominante. La mort de son père la mit sous la tutelle de son oncle, le duc Ferdinand, qui lui témoigna intérêt et affection. M^{me} Orsini surveilla avec soin l'éducation de Marie de Médicis, qui devint une jeune fille gracieuse et aimable. Commerçants et banquiers, les Médicis avaient amassé une fortune énorme : aussi, à tous égards, la jeune princesse était-elle un « parti royal. » Les prétendants ne manquèrent pas, mais Marie, inspirée par Leonora, s'était mis en tête qu'elle ne pouvait épouser que le roi de France. De son côté, Henri IV qui, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, avait emprunté des sommes considérables au duc de Toscane, aurait volontiers demandé la main de Marie de Médicis et, dès 1592, le cardinal de Gondî fut chargé par lui de faire des ouvertures en ce sens à la cour de Florence et de parler de l'annulation probable du

¹ *Revue historique*, novembre-décembre 1905 : *Marie de Médicis*.

mariage de Henri IV avec Marguerite de Valois. Les soucis de la politique et sa passion pour Gabrielle d'Estrées vinrent interrompre les négociations. La cour de France et le Saint-Siège, qui redoutaient le scandale d'une union avec la favorite, agirent de concert pour faire ressortir aux yeux du roi les avantages d'une alliance avec la maison de Médicis. Mais celui-ci élevait de si fortes prétentions que le mariage ne se concluait point ; après bien des hésitations, il accepta enfin les 600,000 écus qu'on lui offrait et le mariage fut décidé à la fin du mois de décembre 1599. L'auteur s'attache à nous faire connaître la jeune reine que la France tout entière accueillit avec transport. Il montre que si elle a laissé d'elle dans l'histoire une impression défavorable, c'est que la disgrâce et le malheur portèrent ses défauts à l'extrême et firent disparaître une à une ses qualités. Elle venait en France, animée des meilleures intentions, et, toute à la joie de voir ses espérances se réaliser, elle ne songeait qu'à plaire au roi. Son succès fut complet et le roi se montra fort épris. Il y avait une ombre au tableau : Marie était d'une médiocre intelligence et l'on dut renoncer à la faire assister aux conseils du gouvernement, où elle s'était révélée d'une incapacité surprenante. La mort de Henri IV opéra en elle un changement subit : la passion du pouvoir s'empara d'elle et la saisit tout entière et pour toujours : levée de bonne heure, elle renonce aux distractions pour s'appliquer dès le matin aux affaires. Après avoir fait justice des soupçons que l'on a élevés sur les mœurs de la reine, M. Batiffol nous explique sa religion formaliste, nous initie à ses dévotions spéciales et aux largesses faites par elle aux églises et aux bonnes œuvres.

— *L'enlèvement de M. le Premier*¹, que raconte très joliment M^{me} Arvède Barine, avec force détails puisés aux meilleures sources, est un curieux chapitre de l'histoire des mœurs sous le règne de Louis XIV. Pendant la guerre de la succession d'Espagne, un des régiments de dragons autrichiens campés dans les Pays-Bas était commandé par un Français, du nom de Pierre Guethem. Ancien valet de pied chez le prince de Conti qu'il avait suivi en Hongrie, Guethem, après avoir combattu contre les Turcs, prit goût au métier militaire et, ne jugeant pas utile de revenir en France, puisque aussi bien il pouvait servir l'Autriche, entra dans les armées impériales. C'était l'époque des exploits de partisans : Guethem paria qu'avec quelques dragons il enlèverait un grand personnage sur la route de Paris à Versailles, la plus fréquentée de tout le royaume. Avec vingt-neuf hommes de son régiment, déguisés en marchands, il vint, en effet, sans être inquiété, se poster aux environs du pont de Sèvres, guettant une

¹ *Revue de Paris*, 15 novembre 1905.

occasion favorable. Il avait espéré s'emparer du grand Dauphin ou du duc de Berry : un hasard les sauva du coup de main dirigé contre eux et livra à leur place le marquis de Beringhen, premier écuyer du roi. Séparé de ses gens en un instant et mis dans une chaise roulante, M. le Premier fut emmené le plus galamment du monde vers la frontière (le 24 mars 1707). Cet enlèvement, opéré à quelques kilomètres de la demeure royale, produisit une grande émotion à la cour. Louis XIV craignait que cet événement ne fit de lui la fable de l'Europe. A tout prix il fallait arrêter les auteurs de cette audacieuse entreprise. Pontchartrain donna ordre aux commandants des places fortes de notre frontière de mobiliser des troupes pour arrêter tous les gens suspects qui tenteraient de sortir de France. Guethem et son escorte durent se rendre à un maréchal des logis, qui, avec quelques hommes, avait retrouvé leurs traces. Enchanté des bons procédés dont Guethem avait usé à son égard, Beringhen le ramena avec lui à Versailles et fit de son mieux pour qu'il gardât un bon souvenir de son séjour en France. En attendant qu'il désignât le lieu où il désirait demeurer prisonnier sur parole avant d'être échangé, Guethem fut dix jours durant le héros du jour. M. le Premier le présenta à ses amis, et même à Louis XIV, qui fut charmé de son esprit. Partout l'on vantait son courage et son audace ; mais l'on n'osait plus s'aventurer sans escorte sur la route de Versailles, et le nombre des gardes à cheval qui suivaient à la chasse le Grand Dauphin et ses fils fut doublé.

— Après avoir rappelé comment Bonaparte était parvenu à imposer à l'Italie une constitution de son choix, M. E. Driault examine, dans un nouvel article ¹, le fonctionnement de la nouvelle république. Le Premier Consul, qui entendait faire de la péninsule un des facteurs de sa politique, ne négligea rien pour assurer sa prospérité et la mettre en état de pourvoir à sa défense. Son premier soin fut d'écarter les jacobins du pouvoir et de rechercher l'appui des classes élevées et du clergé. Avec le Saint-Siège, il négocia un Concordat, plus favorable à l'Eglise que le Concordat français. Dans un message au Corps législatif (1^{er} septembre 1802), le vice-président Melzi put, avec juste raison, vanter les résultats obtenus : paix à l'intérieur, permettant au commerce et à l'industrie de se développer ; à l'extérieur, excellentes relations avec les puissances étrangères qui toutes — à l'exception de l'Angleterre — avaient reconnu l'indépendance de la Cisalpine. Cette heureuse situation était due à la seule

¹ *Revue historique*, septembre-octobre 1905 : *Napoléon 1^{er} et l'Italie*, 2^e partie : *Bonaparte et la République italienne*. — Novembre-décembre 1905 : 3^e partie : *Napoléon roi d'Italie*.

volonté de Bonaparte, décidé à faire de l'Italie un pays puissant et fort, en dépit des Italiens eux-mêmes, dépourvus à la fois d'esprit politique et d'esprit national. Tandis que la Consulte tentait d'accaparer tout le pouvoir, et que le conseil législatif s'absorbait dans une stérile opposition, les jacobins et tous ceux qui aspiraient encore à la création de patries particulières s'insurgeaient contre le gouvernement de Milan. Quelques vers contre la domination française, écrits au commencement de l'année par le capitaine Ceroni, de l'armée italienne, produisirent une vive émotion parmi les officiers français. Si l'incident n'eut pas l'importance que lui prêta Murat, dans son désir d'obtenir la disgrâce de Melzi et sa propre élévation, il témoignait en tout cas d'un état d'esprit peu favorable à la France. Sans se laisser émouvoir, le Premier Consul ne laissa pas échapper l'occasion de montrer que, s'il n'hésitait point à réprimer, il savait aussi user de générosité. Pour mettre l'Italie à l'abri d'une attaque possible, il travailla avec ardeur à son organisation militaire, et, malgré le peu d'enthousiasme des Italiens pour la conscription, il parvint, en quelques mois, à mettre sur pied une armée de 18,000 hommes. A la mort du duc de Parme (5 nov. 1802), Melzi demanda l'annexion de ses États à la république cisalpine. Bonaparte connaissait la valeur stratégique de Parme et de Plaisance, d'où il pouvait surveiller les défilés de l'Apennin et, au besoin, tenir en respect la nouvelle république. Après avoir feint quelque hésitation, il transforma le duché vacant en département français. M. Driault fait ressortir la situation difficile au milieu de laquelle se débattait, sans beaucoup de succès, l'honnête Melzi, en butte à la fois aux reproches des patriotes et aux attaques des intrigants.

Le couronnement de Napoléon modifia la situation politique de l'Italie : ce pays devenant une partie de l'Empire, il était impossible que l'Empereur en restât le président provisoire. Dans sa crainte d'une union plus intime avec la France, la Consulte alla au-devant des désirs de l'Empereur en le priant d'accepter la couronne royale et lui proposa un projet de constitution qui modifiait l'organisation du corps législatif et établissait un « magistrat suprême conservateur, » investi de la réalité du pouvoir. Mais Napoléon n'entendait point reconnaître à l'Italie, deux fois prise par les armes, le droit de se donner un roi et des lois. Il avait la ferme volonté d'exercer dans sa plénitude son droit de conquête et de ceindre la couronne des rois lombards. C'est alors seulement qu'il pourrait se considérer comme le maître de l'Europe occidentale et que son titre impérial aurait reçu tout son sens. L'Autriche ne s'était point méprise sur les conséquences de l'avènement de l'Empire ; directement atteinte, elle commença ses armements. Napoléon s'empressa d'as-

sur l'empereur d'Autriche de ses intentions pacifiques et lui fit savoir qu'il pensait donner la couronne d'Italie à son frère Joseph. C'était pour lui un moyen de sonder le cabinet de Vienne et de l'habituer peu à peu à l'idée des changements qu'il méditait. Cependant, ni Joseph, qui voulait réserver ses droits éventuels à l'Empire, ni Louis n'acceptèrent le royaume qui leur était offert. Napoléon exploita habilement ce refus et prétendit faire croire qu'il le mettait dans la nécessité de garder malgré lui la couronne d'Italie. Un second statut constitutionnel, confirmé par sénatus-consulte, proclama l'Empereur roi d'Italie, tout en affirmant le principe de la séparation des deux couronnes de France et d'Italie. Tandis que Napoléon venait se faire couronner à Milan, l'Autriche, qui feignait d'accepter ce nouvel état de choses, s'était hâtée de former une troisième coalition. C'est qu'en réalité cette puissance, comme le montre M. Driault, avait vu clair dans le jeu de Napoléon et savait bien qu'il n'avait jamais songé à préparer l'indépendance de l'Italie, et que son but était d'y fortifier son autorité personnelle pour y trouver un solide point d'appui contre l'Autriche.

— A l'aide de documents originaux, M. Geoffroy de Grandmaison retrace les relations de la France et de l'Espagne au début du premier empire et tente un nouveau récit de la bataille de Trafalgar, où les flottes des deux nations amies furent anéanties par la flotte anglaise¹. Depuis la rupture de la paix d'Amiens, la France et l'Angleterre s'étaient disputé l'alliance de l'Espagne, ni l'une ni l'autre ne voulant souffrir que cette puissance gardât la neutralité dans la lutte gigantesque qui s'app préparait. Plein d'admiration pour Napoléon, Charles IV s'était à peine prononcé en sa faveur, que, sans déclaration de guerre, suivant sa coutume, l'Angleterre se saisit des galions venant du Nouveau Monde. Talleyrand profita de cette attaque pour exiger aussitôt de l'Espagne une déclaration de guerre à l'Angleterre. Malgré les efforts considérables faits depuis quelques mois pour accroître sa puissance sur mer, Napoléon ne se faisait pas illusion sur l'infériorité de sa marine : aussi entendait-il que son allié engageât toutes ses forces et toutes ses ressources. Par l'intimidation et les promesses, il stimula l'activité et le zèle du gouvernement espagnol. Malheureusement, même unies, les flottes française et espagnole étaient bien inférieures à la flotte anglaise. Si notre alliée possédait un corps d'officiers instruits et courageux, ses matelots étaient peu exercés et ses navires mal armés. M. Geoffroy de Grandmaison met en lumière les complications du plan naval de 1805, dont l'échec sauva l'Angleterre d'une invasion. Napoléon ne renonça pas cependant à tenter la

¹ *Le Correspondant*, 10 octobre 1905 : *Le centenaire de Trafalgar*.

fortune sur mer, et, tandis qu'il s'enfonçait en Allemagne avec la grande armée, il envoya à Villeneuve l'ordre de prendre l'offensive, s'il pouvait s'assurer la supériorité du nombre sur son adversaire. Dans le conseil de guerre du 8 octobre, les chefs français et espagnols dévoilèrent la faiblesse de leurs équipages et le mauvais état de leurs vaisseaux ; mais Villeneuve avait une revanche à prendre. Sans tenir compte des avertissements qui lui étaient donnés, il sortit de Cadix le 20 octobre et vint livrer combat à Nelson, à la hauteur de Trafalgar. L'auteur raconte les péripéties de la journée où les adversaires firent preuve d'un égal acharnement et d'un égal héroïsme, continuant la lutte, malgré la tempête et la nuit, jusqu'à l'épuisement complet de leurs forces. Parmi les causes profondes de notre défaite, il signale en première ligne le relâchement de la discipline à bord de nos bâtiments, qui nous mettait dans un état d'infériorité morale manifeste à l'égard de notre adversaire.

— En quelques pages empreintes d'une haute impartialité, M. Eugène Welvert explique la conduite de Carnot après la Révolution, et montre comment, chez lui, le politicien fit tort au soldat¹. Ami personnel de Bonaparte, Carnot revint en France au début du Consulat et accepta le poste de ministre de la guerre. Mais bientôt il s'émut des tendances despotiques du Premier Consul, et, pendant la campagne de 1800, s'entendit avec quelques hommes politiques sur le choix de son successeur. Il revint aux oreilles de Bonaparte que Carnot avait été désigné pour prendre sa place dans le cas où il aurait été défait en Italie. Dissimulant son ressentiment, le Premier Consul attendit le retour de Berthier pour accepter la démission de Carnot, qu'il décida de renvoyer à l'armée comme simple chef de bataillon du génie. L'ancien ministre n'accepta point la situation qui lui était faite et demanda sa mise en non-activité. Élu au Tribunat en 1802, il siégea dans cette assemblée jusqu'à l'époque de sa suppression, se faisant remarquer par son opposition au gouvernement consulaire et impérial, sans que Napoléon, qui avait cessé de le craindre, lui en gardât rancune. Carnot ayant été ruiné par de malheureuses spéculations, l'Empereur lui fit donner une pension de retraite de 10,000 fr. qui, payée depuis le jour où il avait quitté ses fonctions, le mit en possession immédiate d'une somme de 90,000 fr. Cette générosité toucha vivement Carnot ; l'invasion de la France en 1814 lui fournit l'occasion de mettre son épée au service de l'Empereur ; nommé général de division, il organisa la défense d'Anvers. Après la chute de l'Empire, il mit autant d'empressement à se rallier

¹ *Revue historique*, novembre décembre 1905 : *Les révolutionnaires après la Révolution. Carnot.*

à Louis XVIII, qui annonçait un gouvernement libéral, qu'à le combattre, lorsqu'il le vit refuser les libertés promises. Son *Mémoire au Roi* prépara le retour de l'île d'Elbe. Il se dévoua sans réserve à l'Empereur, qui promettait à son tour une constitution libérale, et, comme ministre de l'intérieur, il rappela les préfets au respect des principes de 1789. Après Waterloo, il s'opposa de toutes ses forces à la seconde abdication et engagea l'Empereur à s'emparer de la dictature pour résister une fois encore à l'Europe. Comme membre du gouvernement provisoire, il se déclara pour la continuation de la résistance et contre toute entente avec Louis XVIII. Sous la seconde Restauration, du fond de son exil, il ne cessa de combattre la royauté, et tenta vainement d'intéresser Alexandre au projet, formé par quelques Français réfugiés à Bruxelles, de renverser les Bourbons.

— Dans les nouveaux chapitres de son étude sur l'*Ancien diocèse d'Aire*¹, M. A. Degert nous retrace l'histoire des *Evêques de Gascogne* : Gombaud, Arsius Raca et Raymond le Vieux et Pierre I^{er} (1060-1092), qui prit le titre d'évêque de Marsan.

— M. Louis Jacob entreprend de retracer les longs démêlés auxquels donna lieu l'incertitude des limites entre le Dauphiné et la Savoie². Les premières hostilités commencèrent en 1140 dans la vallée du Graisivaudan. Interrompues et reprises tour à tour, elles aboutirent, vers la fin du XIII^e siècle, au traité du 27 mai 1293 qui annexa la baronnie de la Tour au Dauphiné.

— Bernard de Revel, commandeur de la maison militaire du Temple de Montsaunès, accorda aux habitants de Cadeilhan le droit de faire paître leurs bestiaux dans la forêt du Taisy et d'y couper le bois dont ils auraient besoin. Le souvenir de ces concessions s'est conservé dans la coutume du 10 avril 1305, que publie M. V. Auriol³.

— Les premiers chapitres d'une étude de M. C. Tauzin sur *les débuts de la guerre de Cent ans en Gascogne (1327-1340)* nous font assister aux efforts tentés par Édouard III dès les débuts de son règne pour s'assurer le concours décisif des Gascons dans la lutte qu'il se préparait à soutenir contre le roi de France⁴.

— Le sceau de Jean de Vienne, œuvre italienne, que M. Max Prinert signale aux archéologues, est une preuve des relations artistiques de la France avec l'Italie, dans la première moitié du XIV^e siècle. L'au-

¹ *Revue de Gascogne*, septembre-octobre et novembre 1905. — ² *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 4^e trimestre de 1905 : *Essai historique sur la formation des limites entre le Dauphiné et la Savoie*. 1. *Le Viennois et les comtes de Savoie, des origines au traité de 1293*. — ³ *Revue de Gascogne*, septembre-octobre 1905 : *La coutume de Cadeilhan*. — ⁴ *Ibid.*, septembre-octobre et novembre 1905.

teur accompagne la description de ce sceau de détails biographiques inédits sur le défenseur de Calais, trop souvent confondu avec son neveu Jean de Vienne, amiral de France ¹.

— M. Joseph Beaune retrace la brillante carrière d'Antoine de Raffin, sénéchal d'Agen, capitaine des gardes du roi, gouverneur du Dauphin, fils de Henri II et de Marie de Médicis ².

— Poursuivant ses études sur *la Bretagne au XVI^e siècle*, M. le vicomte Ch. de Calan raconte les troubles qui suivirent l'établissement du culte protestant à Rennes, en 1559, à Nantes, à Vitré et à Châteaubriant en 1560³. Ils étaient généralement provoqués par les actes de vandalisme des protestants, qui brisaient les statues des saints dans les églises. Malgré l'antagonisme entre catholiques et réformés, il n'y eut pas une véritable guerre civile en Bretagne ; aussi les Bretons purent-ils prêter main-forte aux troupes royales qui essayaient de pacifier la Normandie. Pour donner une idée de l'importance des résultats obtenus en Bretagne par la propagande calviniste, l'auteur nous dresse une liste des familles de cette province qui embrassèrent l'hérésie.

— Les importants services que *Jean Friquet* (1593-1667) rendit à l'Espagne comme diplomate mériteraient d'être remis en pleine lumière, et la rapide esquisse biographique que lui consacre M. Émile Brun inspirera, nous l'espérons, à quelque érudit, le désir de retracer en détail la vie de ce « Franc-Comtois madré et subtil ⁴. »

— On doit à M. Jules Schwartz la publication de documents adressés à Louvois par le syndic de Strasbourg, Güntzer, et indiquant la situation financière de cette ville en 1689-1690⁵. Les chiffres fournis au ministre par Louvois semblent indiquer que les finances de la ville étaient demeurées prospères, en dépit de la guerre.

— La relation sommaire du siège d'Embrun en 1692, trouvée dans les minutes de Pierre Rispaud, notaire royal de cette ville, et publiée par M. Thouard, nous fournit des renseignements sur la contribution que la ville dut payer aux armées alliées, et qui fut augmentée d'une foule de frais accessoires ⁶.

— Tulle, capitale du Bas Limousin, siège d'un présidial, était, sous l'ancien régime, une ville commerciale florissante. En 1710, Louis XIV

¹ *Revue numismatique*, 3^e trimestre de 1905 : *Un sceau italien de Jean de Vienne, capitaine de Calais*. — ² *Revue de l'Agenais*, septembre-octobre 1905 : *Deux sénéchaux d'Agenais (XVI^e siècle) : Antoine et François de Raffin*. — ³ *Revue de Bretagne*, août, septembre et octobre 1905. — ⁴ *Les Annales franc-comtoises*, mai-juin 1905. — ⁵ *Revue d'Alsace*, septembre-octobre 1905 : *Les finances de Strasbourg en 1689-1690*. — ⁶ *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 4^e trimestre de 1905 : *Le siège d'Embrun en 1692, d'après Pierre Rispaud, notaire*.

la dota d'une juridiction consulaire qui contribua puissamment à l'essor de son commerce et à sa prospérité. A l'aide des registres des délibérations consulaires, M. le docteur Paul Morély recherche la part que cette juridiction prit à la vie de la cité et le rôle qu'elle joua dans ses affaires intérieures ¹.

— MM. J.-M. et F.-N. Nicollet nous retracent l'histoire de la *faïencerie de la Bâtie-Neuve* qui, créée en 1752, subsista jusqu'en 1795, successivement dirigée par Jean-Michel Hoëz, originaire de Strasbourg, et par Jean-Baptiste Guillemin de Nevers. Dans les quinze dernières années, la faïencerie fut remplacée par de la poterie grossière ².

— Les deux nouveaux chapitres de l'étude de M. René Fage sur *les fêtes, cérémonies et manifestations publiques à Tulle, pendant la période révolutionnaire*, se rapportent aux années 1791 et 1792 ³. On y lira avec intérêt les pages consacrées à l'élection de l'évêque constitutionnel, à la manifestation provoquée par l'arrestation de Louis XVI à Varennes, à l'élection du maire de Tulle, à la plantation de l'arbre de la liberté, à l'enrôlement des volontaires de la Corrèze.

— M. Joseph Rousse publie une notice biographique sur *Deux lieutenants de Charette* : La Moëlle et de Launay, qui, personnages de second ordre, firent preuve d'une rare énergie pendant les années de guerre civile ⁴.

— M. l'abbé F. Uzureau nous donne une liste complète de toutes les paroisses créées successivement dans le diocèse d'Angers depuis le Concordat, et accompagne cette liste de documents relatifs aux circonscriptions paroissiales ⁵.

— L'*Anjou historique* ⁶ publie un mémoire détaillé sur les ponts et chaussées dans le département de Maine-et-Loire, adressé le 17 septembre 1802, par Pierre Montault des Isles, premier préfet de ce département, au ministre de l'intérieur.

ALBERT ISNARD.

II. — PÉRIODIQUES ALLEMANDS (suite)

— Boniface VIII était-il hérétique ? M. Karl Wenck ⁷ pense que l'on a fait trop bon marché des accusations portées contre le pontife et

¹ *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, avril-juin 1905 : *La juridiction consulaire de la ville de Tulle* (1710-1789). — ² *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, quatrième trimestre de 1905. — ³ *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, avril-juin 1905. — ⁴ *Revue de Bretagne*, septembre 1905. — ⁵ *L'Anjou historique*, septembre-octobre 1905 : *Les paroisses du diocèse d'Angers depuis le Concordat*. — ⁶ *Septembre-octobre 1905 : Les ponts et chaussées en Maine-et-Loire sous le Consulat*. — ⁷ *War Bonifaz VIII ein Ketzer ? Historische Zeitschrift*, 1^{re} fasc. du t. XCIV

dont Philippe le Bel se fit l'écho quand il demanda son jugement et sa condamnation. La véracité des témoins qui ont comparu soit à Groseau, soit ailleurs, ne lui paraît pas aussi suspecte qu'à la plupart de ses prédécesseurs. En groupant les assertions des témoins, il en fait comme un corps de doctrine qui se rapproche assez des idées averroïstes. Et comme Boniface VIII a pu se rencontrer à Paris, comme secrétaire du cardinal Simon de Brie (Martin IV), avec Siger de Brabant, qu'il a pu le revoir plus tard à la curie romaine, la genèse de ces idées averroïstes du pape lui semble facile à expliquer. L'article de M. Wenck, assez curieux, n'entraîne pas la conviction.

— D'une curieuse lettre de Jean XXII, que nous fait connaître M. Paul-Maria Baumgarten ¹, il résulte que l'envoi du chapeau rouge aux cardinaux était alors une chose absolument contraire aux usages; les deux seuls cas qu'en allègue ce pape sont ceux de nonces du siège apostolique.

— L'on a voulu voir dans les « questaux » des Pyrénées des serfs non de corps, mais simplement de tenure. Miss Lodge ² montre que l'on ne peut contester l'existence, dans les régions pyrénéennes, d'un servage corporel et personnel; mais il n'en est pas moins certain que les droits du seigneur étaient limités par la coutume et que la condition servile était bien plus favorisée que dans beaucoup d'autres régions; il est curieux de noter que cette supériorité de condition s'exprime même dans les termes dont on use avec les gens de condition servile auxquels on ne refuse pas les titres de « senhors » et de « daunes. » Les mariages mixtes, assez fréquents, tendent aussi à relever la condition du serf. Du reste, aux xiv^e et xv^e siècles, les affranchissements vont se multipliant.

— Le P. Plazid Bliemetzrieder, poursuivant ses recherches sur le grand schisme, s'efforce de faire ressortir le rôle prépondérant qu'a joué, au moment du concile de Pise, l'Université de Bologne en montrant la concordance souvent textuelle de ses décisions avec celles des cardinaux ³.

— Le même érudit commence la publication intégrale ⁴ d'un curieux traité rédigé en 1409, au moment du concile de Pise, par l'abbé Ludolf de Sagan, sur les différentes questions que soulevait le schisme. Connue et utilisée par J. Loserth, ce traité n'avait pas encore été publié.

¹ *Die Uebersendung des roten Hutes : Historisches Jahrbuch*, 1^{er} trimestre 1905. — ² *Serfdom in the Pyrenees : Vierteljahrsschrift für social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1^{er} trimestre 1905. — ³ *Studien und Mittheilungen aus dem Benedictiner- und dem Cisterzienser-Orden*, 4^e trimestre 1904 : *Die Universität von Bologna im grossen abendländischen Schisma*. — ⁴ *Ibid.*, 1^{er} trimestre 1905 : *Abt Ludolfs von Sagan Traktat soliloquium schismatis*.

— Eberhard de Venlo, qui joua, dans la réforme des couvents bénédictins d'Allemagne au x^v^e siècle, un rôle important, avait fait sa profession au monastère de Saint-Jakobsberg, près Mayence, l'un des premiers qui se soient rattachés à la congrégation de Bursfeld. D'après la notice que lui consacre M. Johann Linneborn ¹, il y avait trois ans que le monastère avait formellement prononcé son union avec la congrégation (12 mai 1450) quand Eberhard y reçut la prêtrise (1453). Nommé aussitôt prieur à Johannisberg, il ne tarda pas (9 mai 1456) à être appelé au gouvernement de Jakobsberg. Son administration prudente et énergique fut une bénédiction pour cette maison. La confiance de son ordre l'appela plusieurs fois aux fonctions de définiteur et celle de Pie II à celles de réformateur général et de visiteur des monastères bénédictins d'Allemagne; c'est de son couvent que vint la réforme d'Hirsau et de Gottesau.

— L'accusation si souvent formulée contre Luther d'excès dans le boire et le manger est soumise à un examen impartial par le P. Hartmann Grisar, S. J. ². Tout en faisant la part de l'exagération dans les assertions des auteurs catholiques, tout en montrant qu'ils ont parfois allégué légèrement des textes qui, froidement examinés, ne disent pas ce qu'on leur fait dire et qu'ils n'ont pas toujours suffisamment contrôlé les sources auxquelles ils ont puisé, il établit que l'on ne pourrait justifier complètement le célèbre réformateur du reproche qui lui est adressé, qu'il ne jugeait pas quelques excès, au moins passagers, blâmables, et qu'il ne s'en défendait pas toujours.

— Le comte Sebastian Schlick, auquel Luther dédiait en 1522 son traité *Contra Henricum regem Angliae*, avait peut-être attiré sur lui l'attention du réformateur allemand par l'ordonnance ecclésiastique qu'en cette même année précisément il donnait à sa ville d'Elbogen, en Bohême. Cette ordonnance, — dont le rédacteur Eleutherobius est peut-être le Johannes Freysleben qui devint prédicateur à Weiden, peut-être aussi ce Leonard Eleutherobius qui, après avoir traduit en 1524 un traité de Bugenhagen, s'enrôla dans l'armée des anabaptistes avec son frère Christophe; — cette ordonnance, qu'analyse pour nous M. Otto Clemen ³, trahit sur plus d'un point l'influence des ouvrages du réformateur Karlstadt. Cependant elle s'en écarte aussi sur des points essentiels : par exemple sur la liberté laissée aux fidèles de communier soit sous l'une et l'autre espèces, soit sous une seule, liberté d'où l'on peut conclure

¹ *Studien und Mittheilungen*, 4^e trimestre 1904 : *Ein 50jähriger Kampf um die Reform* (suite). — ² *Der « gute Trunk » in den Lutheranklagen : Historisches Jahrbuch*, 3^e trimestre 1905. — ³ *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1^{er} trimestre 1905 : *Die Elbogener Kirchenordnung von 1522*.

qu'Elbogen n'était point d'origine utraquiste. Sur certains points, comme l'administration du baptême en langue allemande, l'ordonnance d'Elbogen est en avance sur les réformateurs de Wittenberg.

— M. Berbig publie tout un dossier de pièces sur le passage à la Réforme des Franciscains de Cobourg ¹. En 1496, les religieux imploraient le prince électeur pour n'être pas chassés de leur couvent. En 1525, ils cèdent au conseil de ville ce même couvent, parce que la prédication récente de l'Évangile leur a montré combien leur genre de vie était « inutile au salut, » et les a tirés des « ténèbres. » Parmi les pièces que publie M. Berbig, la huitième, qui est un inventaire du couvent, peut servir de témoignage de la pauvreté d'une maison franciscaine à cette époque.

— Zürich a célébré, le 18 juillet 1904, le quatrième centenaire de la naissance de Bullinger, le successeur de Zwingli : l'on a vanté à cette occasion ses idées de tolérance. M. N. Paulus ² montre que le compliment est un peu exagéré à l'adresse d'un homme qui applaudissait au supplice de Servet, qui écrivait que « l'on peut contraindre les gens à la vraie foi, » et qui jugeait ainsi la liberté de conscience : « La conscience est un manteau commode pour les hypocrites et pour ceux qui veulent cacher leurs fautes. Mais où donc est-il écrit que c'est notre conscience et non la parole de Dieu qui doit servir de règle à nos jugements et à nos actions ? »

— Sur la diète d'Augsbourg en 1530, il nous arrive de deux côtés différents des informations nouvelles. M. Stephan Ehse poursuit la publication de la correspondance du cardinal Lorenzo Campeggio ³ : ce sont six lettres à Salviati du 5 juillet au 10 août 1530. A celle du 1^{er} août est annexé un long mémoire des conseillers, des électeurs et des princes de l'Empire, qui tend surtout à une diminution des prérogatives de la cour romaine : que les procès en matière purement civile ne puissent être déferés à la cour romaine ; qu'en matière ecclésiastique, ils n'y aillent qu'en appel ; que le pape ne puisse pourvoir directement aux bénéfices dont le titulaire meurt à Rome ; que les annates soient sinon supprimées, du moins réduites ; que les bénéfices d'Allemagne ne soient conférés qu'à des Allemands, etc. Parmi les points de détail que la correspondance permet de préciser, nous noterons que la première entrevue de Mélanchthon avec le cardinal eut lieu le 5 et non le 8 juillet. — Les documents publiés par

¹ Ibid. : *Reformations-Urkunden des Franziskanerklosters zu Coburg*. —

² *Histor. Jahrbuch*, 3^e trim. 1905 : *Heinrich Bullinger und seine Toleranzideen*.

— ³ *Römische Quartalschrift*, 3^e-4^e trim. 1904 : *Kardinal Lorenzo Campeggio auf dem Reichstage von Augsburg 1530*.

M. Schornbaum¹ sont un peu postérieurs : c'est d'abord un avis de Mélanchthon (24 août 1530) que l'on croyait perdu, et qui est une nouvelle preuve de son désir d'arriver à une entente avec les catholiques ; l'autre pièce est un appendice au rapport des délégués de Nuremberg en date du 18 septembre.

— Après l'insuccès de la diète d'Augsbourg, la ligue des princes protestants à Schmalkalde (décembre 1530) vint créer à l'Empereur des difficultés. Le besoin qu'il avait des princes protestants pour l'élection du roi des Romains le poussait à les ménager. La convocation d'une diète à Spire pour le 14 septembre se vit ajournée d'abord par l'entrevue de Charles avec François I^{er}, puis par le cours des événements. Il n'en est pas moins intéressant de prendre connaissance d'un *Consilium* rédigé à cette occasion, par les théologiens de Wittenberg probablement, suivant l'opinion de M. Karl Graebert². Dans les questions cultuelles, dans celles de la confession, de la juridiction épiscopale, les théologiens luthériens se montrent assez disposés à des concessions pour l'amour de la paix.

— On ne lira pas sans intérêt l'article de l'*Historische Zeitschrift*³, dans lequel M. K. Brandi, s'appuyant sur les dernières publications, expose les événements qui, du traité de Passau, ont conduit à la paix d'Augsbourg.

— L'attitude de Luther dans la question du double mariage de Philippe de Hesse lui a valu généralement le blâme des historiens. M. W. Köhler⁴ est assez porté à excuser le réformateur d'avoir cru pouvoir autoriser la bigamie chez un prince qui se trouvait dans la situation physique et morale du landgrave ; Luther, en théologien, avait traité la chose, dit-il, comme fait un confesseur un cas de conscience, il avait autorisé un mariage secret qu'il jugeait utile à la conscience de son pénitent, mais, distinguant le for intérieur du for extérieur, il n'avait pas autorisé la publicité du mariage ; Philippe, qui ne comprenait pas ces subtilités, qui jugeait qu'une chose permise en secret devait l'être publiquement, laissa s'ébruiter le mariage ; et c'est alors, aux yeux de M. Köhler, que Luther est vraiment coupable, d'avoir voulu nier ce qu'il avait dit, quand il vit que cette publicité pouvait lui nuire.

— Quelque peu de crédit que l'on soit disposé à accorder à l'histoire du concile de Trente de fra Paolo Sarpi, ne peut-on croire que le célèbre servite a disposé de moyens d'information qui nous font

¹ *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1^{er} trim. 1905 : *Zur Geschichte des Reichstages von Augsburg im J. 1530*. — ² *Ibid.* : *Konsilium für den 1531 zu Speier Angesetzten Reichstag*. — ³ T. XCV, fasc. 2 : *Passauer Vertrag und Augsburger Religionsfriede*. — ⁴ *Hist. Zeitschrift*, t. XCIV, 3^e fasc. : *Die Doppelhe Landgraf Philipps von Hessen*.

défaut, et ne doit-on pas accepter son témoignage sur les points où l'on ne peut retrouver sa source ? M. Stephan Ehses¹ le conteste absolument. Il montre par quelques exemples que Sarpi n'a fait que déformer des faits connus par ailleurs, en y ajoutant des circonstances forgées de toutes pièces.

— Lorsque le concile de Trente reprit en 1551 ses séances longtemps interrompues, ce ne fut pas toujours une mince difficulté que le choix des théologiens à y envoyer. M. A. Postina² nous en apporte une preuve dans la lettre par laquelle le P. Alex. Candidus de Gand, religieux carme, essaie d'échapper à cette corvée, et dans celle qu'écrivit l'Université de Cologne pour obtenir que ce professeur ne quittât pas l'Université. Ce fut d'ailleurs une tentative vaine.

— Ce que fut *le commerce français à Madagascar au XVII^e siècle*, M. Henri Froidevaux, l'un des meilleurs connaisseurs de notre histoire coloniale, nous l'expose dans un article nourri de faits³. C'est en 1602, avec l'expédition du *Corbin* et du *Croissant*, envoyés à Sumatra par une compagnie marchande bretonne, et qui relâchèrent trois mois dans la baie de Saint-Augustin, qu'il trouve la première trace d'un commerce embryonnaire des Français à Madagascar. Mais c'est avec la création, en 1642, d'une Compagnie française des Indes orientales que commence la première tentative sérieuse d'exploitation commerciale de l'île. En dépit des efforts de Flacourt, la négligence des directeurs de la Compagnie empêcha la réussite de ces projets. La nouvelle Compagnie établie en 1664, et à laquelle Louis XIV accorda de si grands privilèges, avait reçu la mission spéciale de s'occuper de Madagascar. Là encore le succès ne répondit pas à l'attente. En dépit de l'action intelligente d'agents subalternes, comme François Martin, le futur fondateur de notre domination dans l'Inde, les colons français envoyés dans l'île ne tardèrent pas à voir leurs intérêts négligés et leurs affaires décliner, jusqu'au moment où les indigènes opérèrent un massacre qui amena (1674) l'évacuation de la colonie de Fort-Dauphin.

— Le roi de Danemark, Christian IV, avait fait nommer son fils Frédéric évêque de Verden, en 1623. Bien qu'on n'eût pu obtenir, à la paix de Lubeck, sa renonciation formelle à ce titre, par la seule application de l'édit de restitution l'évêché devait repasser aux mains des catholiques. On vit alors le curieux spectacle d'un chapitre en

¹ *Hat Paolo Sarpi für seine Gesch. des Konzils von Trient aus Quellen geschöpft, die jetzt nicht mehr fliessen ? Histor. Jahrbuch*, 2^e trim. 1905. — ² *Römische Quartalschrift*, 3^e-4^e trimestres 1904 : *Beitrag zur Geschichte des Trienter Konzils*. — ³ *Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1^{er} trimestre 1905.

grande majorité protestant (12 membres sur 15) élisant un évêque catholique, le chanoine comte Berthold de Königsegg. Il est vrai que l'élection était nulle de plein droit; sept membres seulement sur quinze y avaient pris part; des électeurs hérétiques n'avaient aucun titre à élire un évêque catholique, et ils avaient eu bien soin de faire signer à leur candidat la promesse de laisser les choses en l'état au point de vue religieux, et de renoncer à l'évêché, si l'on pouvait faire valoir les droits de Frédéric. Aussi, malgré toutes les démarches et du chapitre et de l'élu, Rome annula-t-elle l'élection. M. Vinzenz Schweitzer, qui nous raconte ces événements, nous dit aussi comment ce fut le candidat de Tilly qui l'emporta sur celui même de l'Empereur¹.

— Johann Dressel, abbé du monastère cistercien d'Ebrach, en Franconie, de 1618 à 1637, a laissé des souvenirs sur les événements dont il fut l'acteur ou le témoin pendant la période suédoise de la guerre de Trente ans. L'on saura gré à M. Franz Hüttner de les avoir tirés de l'oubli², bien que naturellement l'on y trouve surtout des faits de détail.

— C'est aussi à la période de la guerre de Trente ans que se rapportent les lettres de religieuses cisterciennes que met au jour le P. Léopold Schiller³.

— Sans guère apporter dans la question de nouvel élément d'information, le P. Athanasius Zimmermann⁴ s'attache à faire honneur à Charles II d'une politique inspirée par les principes de la plus sincère tolérance. Si le souverain a laissé tomber les mesures de douceur qu'il prenait en faveur des non-conformistes, s'il a accepté les mesures vexatoires et persécutrices dont son Parlement prenait l'initiative, c'est qu'il n'avait pas de moyen de résister à la puissance légale de ce corps politique: il lui aurait fallu abandonner son trône; suivre le courant, tant qu'il était trop fort, était encore le seul moyen de pouvoir le maîtriser en temps favorable.

— Le même écrivain se montre sévère pour Jacques II et pour sa tentative de restauration du culte catholique en Angleterre⁵. Le mauvais exemple de sa conduite ne pouvait que discréditer la cause qu'il prétendait servir; ses maladresses ne firent que nuire à cette cause; on rejeta la faute de son absolutisme sur les croyances qu'il prati-

¹ *Römische Quartalschrift*, 1^{re}-2^e trim. 1905 : *Die Wahl des Grafen Berthold von Königsegg zum Bischof von Verden*. — ² *Studien und Mittheilungen*, 1^{er} trimestre 1905 : *Memorien des Zisterziensersabts Johann Dressel von Ebrach aus den Jahren 1631-1635*. — ³ *Ibid.*, 1^{er} trimestre 1905 : *Aus dem Briefwechsel der Zisterzienserinnen*. — ⁴ *Historisches Jahrbuch*, 3^e trim. 1905 : *Karl II und sein Konflikt mit seinem anglikanischen Parlament*. — ⁵ *Römische Quartalschrift*, 1^{re}-2^e trimestres 1905 : *Jakob II und seine Bemühungen betreffend Wiederherstellung der katholischen Kirche in England*.

quait ; si l'exil lui a créé une sorte d'aurole, l'Église catholique d'Angleterre ne peut oublier que c'est en partie à son administration qu'elle est redevable de la longue oppression sous laquelle elle a longtemps gémi.

— La correspondance du cardinal de Tencin, ambassadeur de la France auprès du Saint-Siège, fournit à M. Peter Anton Kirsch les principaux éléments d'un article dans lequel il nous raconte les efforts faits par la France et l'Espagne pour dissuader Benoît XIV de reconnaître les droits de Marie-Thérèse à la succession de son père. Le pape ne crut pas devoir prolonger longtemps son attitude expectante, mais il refusa de laisser prendre à la nouvelle souveraine le titre d'apostolique, porté depuis saint Étienne par les rois de Hongrie, prétextant qu'une femme n'y avait pas droit.

— Ce sont principalement aussi les dépêches de l'ambassadeur français auprès du Saint-Siège et les lettres de Benoît XIV au cardinal de Tencin qui permettent au même érudit de nous retracer l'attitude de ce pontife dans les élections à l'empire de Charles VII (1742) et de François I^{er} (1745)¹. Les griefs que la papauté avait contre la maison d'Autriche ne pouvaient lui faire voir d'un œil favorable la transmission de la dignité impériale à un prince de cette maison ; et les intérêts de la France ne la poussaient que trop à entretenir chez le Saint-Père ces dispositions hostiles. Sans s'être déclaré ouvertement pour aucun des candidats, Benoît XIV accueillit avec joie l'élection de l'électeur Charles VII de Bavière et s'empressa de le reconnaître. Des maladresses du nouvel empereur, auxquelles s'efforça de parer notre ambassadeur, retardèrent quelque peu l'indult des premières prières. D'ailleurs Charles VII, que le pape appelait *un gran signore, ma povero*, ne tarda pas à mourir et tout fut à recommencer. Cette fois les sympathies du pape allaient, comme celles de la France, à l'électeur de Pologne ; mais rien ne put empêcher le choix de tomber sur François I^{er}. La conduite de l'électeur de Mayence qui, furieux de n'avoir pas obtenu le cardinalat qu'il sollicitait, fit exclure de la diète le représentant du pape, indigna Benoît XIV, qui apporta des délais, dont la France lui sut gré, à la reconnaissance du nouvel élu. Il finit cependant par céder et par accorder même l'indult des premières prières. L'article de M. Kirsch contient naturellement des détails que dans une brève analyse il n'est pas possible de signaler.

— Febronius attaqua avec passion l'« absolutisme » des souve-

¹ *Hist. Jahrbuch*, 2^e trim. 1905 : *Die Anerkennung der Erbreehts Maria Theresias durch den hl. Stuhl*. — ² *Ibid.*, 1^{er} trim. 1905 : *Zum Verhalten des päpstlichen Stuhles bei der Kaiserwahl Karls VII und Franz' I.*

verains pontifes, recommandant aux princes la soustraction d'obédience et jusqu'à l'envahissement du domaine temporel. Les canonistes de son école abondent naturellement dans son sens. Rechberger va jusqu'à reconnaître au souverain le droit d'interdire le recours en cour de Rome. L'immunité ecclésiastique est l'objet d'aussi vives attaques, notamment de la part de van Espen. Eybel regarde le clergé comme un simple corps de fonctionnaires de l'État; aussi reconnaît-il à ce dernier le droit — et Joseph II ne se fit pas faute d'en user — de réduire le nombre des prêtres à de justes proportions. C'est d'après les mêmes principes que Marie-Thérèse et son fils s'ingérèrent dans l'organisation des séminaires, dont le « plan » de Rautenstrauch chassait tous les livres de « moinerie, » et les livres de piété ou manuels des vertus que l'on considérait comme conduisant au « fanatisme » ou à la « misanthropie. » On mit à la tête de ces séminaires généraux des prêtres indignes, comme à Innsbruck le franc-maçon Johann Albertini, que l'on accusait de fréquenter les spectacles et les bals publics, ou, comme à Louvain, Stöger et La Joie qui interdisaient aux diacres et sous-diacres la lecture du bréviaire, et disaient que c'était bien assez de faire le signe de croix à la messe. Les mœurs devinrent telles dans ces séminaires généraux que Léopold II fut obligé de les supprimer. C'est surtout contre les couvents, « asiles du mysticisme et de la superstition, » que s'acharnent les fébronien, qui leur reprochent déjà leurs « millions » En matière matrimoniale, les canonistes du joséphisme, distinguant le sacrement du contrat, proclament qu'il peut exister un mariage effectif sans le sacrement; le côté sacramentel est quelque chose de surrogatoire, laissé à la conscience de chacun. Une partie des canonistes vont jusqu'à proclamer que c'est le seul gouvernement civil qui a droit de créer des empêchements dirimants et naturellement le pouvoir d'en dispenser. Quant aux biens d'église, dont la propriété est reconnue aux communautés auxquelles l'Église appartient, on proclame en faveur de l'État un domaine superéminent; on lui attribue aussi le droit d'en changer la destination. La mainmise par l'État sur l'enseignement des séminaires, le droit qu'il s'arrogea de frapper de la censure et d'interdire tous les livres qui lui déplaisaient formèrent un clergé servile et pétri de doctrines singulières. C'est ainsi que l'archevêque de Königrätz n'hésita pas (1781) à recommander à son clergé d'administrer, sur leur demande, les sacrements aux protestants, en s'abstenant des formules purement catholiques qui iraient contre leurs croyances. Un ancien bénédictin, Werkmeister, qui mourut prédicateur de la cour à Stuttgart, écrivait dans la *Jahrschrift für Theologie und Kirchenrecht der Katholiken* : « Le service du prince passe avant le service de Dieu. »

D'anciens moines, comme Wilhelm Mercy, déclaraient que les vœux perpétuels étaient un reste de judaïsme et de paganisme. Le célibat ecclésiastique rencontrait de violents adversaires. M. Röscher, qui termine ici son intéressante enquête sur le Joséphisme, nous laisse entendre qu'il nous donnera plus tard de nouvelles études sur ses rapports envers le *Kulturkampf* ¹.

— Nous avons eu l'occasion de signaler une étude de M. Alfred Herrmann sur la correspondance de Napoléon I^{er} (tome LXXVIII, page 278), dans laquelle on montrait l'utilité qu'offrirait une nouvelle édition de ce précieux recueil. C'est la même conclusion qui s'impose à la lecture d'un article de M. August Fournier, l'un des meilleurs connaisseurs en Allemagne de l'histoire napoléonienne ². La comparaison qu'il fait des documents publiés soit dans le grand recueil officiel, soit dans les suppléments de MM. Lecestre et de Brotonne, avec les manuscrits — originaux ou copies — conservés aux archives de Vienne, est tout à fait instructive. Elle porte sur 91 lettres, dont 78 à Talleyrand, 12 à Champagny et une à Maret. L'article de M. Fournier sera d'autant plus précieux aux travailleurs qu'il ne se contente pas d'indiquer les divergences entre le texte de Vienne et les textes imprimés ; il reproduit intégralement nombre de documents (plusieurs notamment, qui datent du camp de Boulogne, sont fort intéressants), et cinq fac-similés ajoutent à son travail un nouvel élément de contrôle. Si l'on songe que les seules archives de Vienne contiennent 830 pièces, dont 73 en original et dont 120 paraissent complètement inédites, on sentira plus encore combien il serait urgent d'entreprendre une nouvelle édition intégrale, et faite avec toute la critique qu'exige la science contemporaine, de cette correspondance.

— Friederike Brun, née Münter (1765-1835), tient une place assez considérable dans l'histoire de la littérature danoise et allemande de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e. Ses voyages en Allemagne, en Suisse, en France, en Italie, la mirent en relation avec tout ce que le monde littéraire comptait à l'époque d'illustrations. M^{me} de Staël, qui disait d'elle : « C'est une personne qui est centre parce qu'elle est foyer et que chacun trouve auprès d'elle l'aliment de son âme, » lui apparaissait à elle-même comme « l'idéal de la femme. » « J'aime, ajoutait-elle, son être généreux, hardi, libre, de toute la plénitude du mien. » M. Louis Bobé nous communique, dans la *Deutsche Rundschau* ³, quelques pages inédites de son journal, relatives à son séjour à Iéna, à Weimar, et à Carlsbad en juin-juillet 1795, et à ses

¹ *Kirchenrecht im Zeitalter der Aufklärung* : *Archiv für katholisches Kirchenrecht*, 4^e trimestre 1904 et 1^{er} trimestre 1905. — ² *Zur Textkritik der Korrespondenz Napoleons I*, dans l'*Archiv für österreichische Geschichte*, t. XCIII, 1^{re} partie. — ³ Mai 1905 : *Aus Friederike Bruns Tagebuch*.

rapports avec Schiller, Herder, Wieland et Goethe ; ce dernier surtout lui fournit des observations fort intéressantes.

— Le comte Gustav von Schlabrendorf, « l'une des personnalités les plus curieuses d'une époque où ne manquent point les hommes intéressants en tout genre, » était fils d'un premier ministre de Silésie sous Frédéric le Grand. Admirateur des institutions anglaises, attiré par l'éclosion des idées nouvelles à Paris, où il devait séjourner trente-quatre ans dans la même chambre de l'hôtel des Deux-Siciles, rue de Richelieu, ses relations avec les Girondins le firent emprisonner comme « ami de l'Angleterre et ennemi de la liberté. » Après sa sortie de prison, son commerce intime avec les hommes les plus marquants dans les lettres ou la politique lui assura une influence assez considérable : son originalité le faisait rechercher comme une curiosité ; mais la justesse de son jugement et sa pénétration faisaient aussi demander ses conseils. S'il vivait en ermite, se bornant au strict nécessaire, n'ayant guère d'autre mobilier que ses livres, recevant ses visiteurs dans des vêtements rapiécés et usés, il dépensait sans compter sa fortune pour les pauvres et surtout pour ses compatriotes dans le besoin. Il n'a guère rien publié, en dehors d'un petit pamphlet anonyme, bien vite saisi par la police : *Napoleon wie er leibt und lebt* ; Napoléon, si chatouilleux en ces matières, n'inquiéta pas cependant l'auteur, qui continua de mener à Paris une vie de plus en plus retirée et originale, jusqu'à sa mort, survenue en 1824¹.

— En édictant le blocus continental, Napoléon n'avait pas simplement pour but de fermer aux produits anglais le marché européen, il poursuivait, comme le remarque justement M. Paul Darmstädter², un objet plus positif, qui était d'ouvrir à l'industrie française de nouveaux débouchés pour remplacer le vide produit par la ruine du commerce avec les colonies ; les armées françaises, en même temps qu'elles étendaient l'influence politique de la France, devaient aussi étendre le cercle de son activité commerciale. C'est dans ses relations avec le royaume d'Italie surtout que M. Darmstädter étudie cette politique commerciale de l'Empereur. Des mesures comme le décret du 10 juin 1806, qui interdisaient l'importation en Italie, comme marchandises anglaises, de toutes cotonnades, draps, piqués, basins, etc., de quelque provenance que ce fût, sauf de France, avaient visiblement pour but d'établir un monopole en faveur de ce dernier pays, au détriment des fabricants d'autres pays — tchèques, moraves, saxons, suisses, par exemple. Le 28 décembre 1808, une mesure analogue est prise pour les toiles. Le 20 juin 1807, un traité de commerce entre la France et le royaume

¹ P. Beck, *Gustav Graf von Schlabrendorf : Historisch-politische Blätter*, 1^{er} avril 1905. — ² *Studien zur napoleonischen Wirtschaftspolitik*, II : *Vierteljahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1^{er} trimestre 1905.

d'Italie abaissa de 50 % les droits de douane réciproques sur les objets d'échange les plus importants. La suppression des droits sur la soie italienne à l'exportation en France, tandis que les droits étaient rigoureusement maintenus élevés aux autres frontières, était encore une mesure favorable à l'industrie française. De neuf millions de francs en l'an XI, l'exportation française en Italie monta jusqu'à cinquante-deux millions et demi en 1811. La situation était en réalité beaucoup moins favorable pour l'Italie. Aussi les Italiens cherchèrent-ils à améliorer leurs relations commerciales avec la France, et ils présentèrent en septembre 1810 leurs doléances à l'Empereur. Si celui-ci ne refusa pas d'accéder à quelques unes de leurs sollicitations, les industriels et les fabricants français furent les premiers à s'opposer à ce qu'il multipliât les concessions. Malheureusement, si la politique de Napoléon contribua singulièrement à l'extension de l'industrie française, elle finit par se retourner contre les intérêts commerciaux du pays, tant par l'épuisement économique des contrées dont la France entendait faire le débouché de son industrie, que par la haine et la jalousie que le système éveilla contre elle.

— Quels étaient, en 1848, les sentiments des diverses parties de l'Allemagne relativement à la reconstitution de l'empire allemand ? Il serait utile que l'on procédât pour chaque pays à la même enquête que M. C. Varrentrapp a menée sur la Hesse électorale. Même un patriote comme Karl Bernhardi, qui sentait le besoin de restreindre au profit de l'unité d'action l'indépendance des États particuliers, ne montrait pas d'inclination pour le régime impérial héréditaire. Rommel n'était pas moins catégorique à cet égard. Si Vilmar, dans son journal *le Volksfreund*¹, donnait son adhésion au projet de Dahlmann, qui demandait l'empire héréditaire pour le roi de Prusse, en général l'opinion hessoise se prononçait contre. La *Neue hessische Zeitung* de Friedrich Etker contenait bien un article favorable au projet, mais elle en publiait en même temps trois défavorables ; et parmi eux une vive critique de la plume de Sybel : le plan de Dahlmann lui semblait avoir pour conséquence nécessaire l'exclusion de l'Autriche. Il fallut l'expérience du Parlement de Francfort pour persuader la Hesse de la nécessité d'appuyer ce mouvement réformateur sur la Prusse. Lorsque, dans la séance des États hessois, le président annonça le choix que le Parlement avait fait du roi de Prusse comme empereur, il salua cet événement comme propre à rendre « à la nation allemande le rang que lui assurent parmi les peuples de l'Europe sa puissance et son intelligence. »

¹ *Meinungen in Kurhessen über das deutsche Kaisertum in den Jahren 1848 und 1849 : Hist. Zeitschrift*, t. XCIV, fasc. 1.

— M. Georg von Below avait publié en 1901 une correspondance sur le parlement de Francfort envoyée par Ernst von Saucken Tarputschen à son beau-frère Gustav von Below. Il nous donne aujourd'hui d'autres lettres écrites à sa femme par le même député pendant la même période ¹. La nature même de sa correspondance fait que dans ces lettres Saucken Tarputschen s'étend plus sur le côté extérieur des choses que sur le côté purement politique. Il y a néanmoins plus d'un renseignement à puiser dans ces lignes d'un personnage qui a joué à l'époque un rôle assez important, puisqu'il fut l'un des délégués chargés d'aller notifier à l'archiduc Jean son élection comme administrateur impérial.

— On a souvent reproché à Bismarck la déloyauté de sa conduite vis-à-vis du duc Frédéric d'Augustenburg dans l'affaire du Schleswig-Holstein. Bien qu'il ait toujours prétendu et qu'il ait répété dans ses Mémoires que sa volonté aurait été de donner la principauté de ces pays à ce prince, et que ce qui a fait échouer ce plan a été la mésintelligence de Frédéric avec le roi de Prusse, beaucoup d'écrivains ont cru pouvoir présenter les choses sous un autre jour. M. Adalbert Wahl ² cherche à établir que ce qui a fait échouer le projet, c'est, en effet, non l'action de Bismarck, mais l'attitude de Frédéric, qui, sous l'influence de l'Autriche, refusa de marcher d'accord avec la Prusse.

E.-G. LEDOS.

III. — PÉRIODIQUES ITALIENS

M. N. Feliciani raconte ³ toute la partie de la seconde guerre punique qui eut l'Espagne pour théâtre, depuis la défaite des deux Scipions, en 211, jusqu'au départ d'Asdrubal pour l'Italie, en 208, et fait ressortir l'influence des événements de la péninsule ibérique sur l'issue du grand duel engagé entre Rome et Carthage.

— En quelques pages, le P. Grisar soumet à un nouvel examen la question aujourd'hui résolue du lieu de la crucifixion de saint Pierre ⁴. Il n'a pas de peine à montrer que tous les témoignages anciens sont en faveur du Vatican, et que l'opinion qui place le supplice de l'apôtre sur le Janicule appartient à une époque déjà avancée du

¹ *Deutsche Rundschau*, juillet 1905 : *Aus dem Frankfurter Parlament* — — ² *Die Unterredung Bismarcks mit dem Herzog Friedrich von Augustenburg* : *Hist. Zeitschrift*, t. XCV, fasc. 1. — ³ *La seconda guerra punica nella Spagna*, dans *Studi e Documenti di Storia e Diritto*, juillet-décembre 1904. — — ⁴ *Le antiche testimonianze sul luogo della crocifissione di S. Pietro* ; — *vicende delle tradizioni intorno al luogo della crocifissione di S. Pietro*, dans la *Civiltà cattolica*, 16 septembre 1905.

moyen âge. Il est intéressant de remarquer que plusieurs des plus célèbres humanistes de la Renaissance persistèrent à soutenir la tradition vaticane, bien que de leur temps la croyance populaire au Janicule, que consacra l'élégante chapelle de Bramante, fût devenue générale.

— Le P. Grisar reproduit, d'après les *Ordines romani*, « la plus antique description de la messe pontificale solennelle ¹, » c'est-à-dire de l'office papal, tel qu'il avait lieu au VI^e ou VII^e siècle, et probablement dès le temps de saint Grégoire le Grand.

— Description, par le même savant, de l'oratoire de sainte Silvia, ancienne salle d'une maison romaine, incorporée à l'église du monastère de Saint-Sabas, et décorée de fresques qui, avec celles de Santa-Maria Antiqua et de Saint-Clément, forment un ensemble donnant une idée de la peinture romaine au commencement du moyen âge ².

— Autres notes d'archéologie du P. Grisar : sur un conduit de plomb, portant le nom d'un pape Jean, qui est probablement Jean I^{er} (523-526), et ayant amené dans la basilique romaine de Saint-Laurent hors des murs l'eau destinée aux piscines baptismales et aussi aux bains des clercs et des pèlerins ; — sur la pomme de pin en bronze (*pigna*), qui orne depuis Paul V l'une des cours intérieures du Vatican, après avoir décoré à l'époque païenne une fontaine du Sérapéum de Rome, et avoir été de là transportée, à l'époque carolingienne, dans l'atrium de la basilique de Saint-Pierre ³.

— Excellent résumé, par M. E. Jozi ⁴, des découvertes faites depuis trois ans au cimetière de Commodilla (voir *Revue*, t. LXXXVIII, p. 310). Celles-ci, remarque l'auteur, infirment le canon établi par De Rossi, qu'après 410 les inhumations cessent presque entièrement dans les galeries souterraines, et tout à fait après 454 (*Inscr. christ. urbis Romae*, t. I, p. CVII ; *Roma sotterranea*, t. I, p. 216). Une trentaine d'inscriptions à dates consulaires proviennent de la catacombe de Commodilla : on y trouve une épitaphe de 432 et une de 527.

— Dans un nouveau recueil, organe de la Société historique de Sardaigne, M. A. Taramelli rend compte des découvertes archéologiques faites dans l'île ⁵. A ce propos, il proteste contre la sévérité de

¹ *La più antica descrizione della messa pontificia solenne*, dans la *Civiltà cattolica*, 20 mai 1905. — ² *I lavori a S. Saba e l'oratorio di Silvia, madre di Gregorio Magno ; — dipinti ed iscrizioni di S. Saba*, dans la *Civiltà cattolica*, 15 juillet 1905. — ³ *Conduttura d'acqua d'un' antica basilica di Roma ; — nuovi studii sulla pigna del Vaticano ; — quando la pigna fu collocata ad ornamento dell' atrio di S. Pietro*, dans la *Civiltà cattolica*, 16 septembre 1905. — ⁴ *Le recenti scoperte nel cimitero di Commodilla*, dans *Rivista storico-critica delle Scienze teologiche*, février 1905. — ⁵ *Archæologia*, dans *Archivio storico sardo*, t. I, 1905, fasc. 1-2.

Mommsen, qui refusa l'entrée du *Corpus* aux inscriptions chrétiennes de la Sardaigne. Beaucoup, dit-il, sont authentiques, et l'exploration régulière des catacombes sardes révélera de vrais trésors. Comme avant-goût, il parle d'une catacombe juive explorée il y a quelques années : peut-être, dit-il, y reposèrent des descendants des quatre mille affranchis de race judaïque déportés de Rome en Sardaigne par Tibère (Tacite, *Ann.*, II, 85).

— La tête de saint Barthélemy, vénérée à Pise, est-elle authentique ? C'est peu probable, car le corps du même apôtre, que l'on croit posséder à Rome, dans son église de l'île du Tibre, et dont on peut assez bien suivre la trace d'Asie aux îles Lipari, de celles-ci à Bénévent, et de Bénévent à Rome, a gardé sa tête. Les chroniques qui racontent la translation du chef de saint Barthélemy de Lipari à Pise, en 1035, n'ont guère d'autorité : on trouve ce chef noté dans une liste de reliques de Pise en 1574, mais il n'en est pas question dans une autre liste antérieure de deux siècles et demi, de 1322. Ces raisons rendent fort sceptique le savant archiviste de l'archevêché de Pise, M. l'abbé S. Barsotti ¹.

— Le P. Bonaccorsi étudie brièvement la correspondance de saint Cyprien ², c'est-à-dire les quatre vingt-une lettres écrites ou reçues par lui que nous avons encore, et les soixante-dix autres, maintenant perdues, auxquelles il est fait allusion dans ses écrits. On remarquera que dans ce total de cent cinquante-cinq épîtres, soixante-dix viennent de Rome ou sont adressées à Rome, indice de la situation prépondérante occupée par l'Église romaine. Remarque intéressante : « à peine trouve-t-on, dans la correspondance de Cyprien, quelque allusion fugitive aux multiples hérésies du second siècle. La grande préoccupation de son temps n'est pas le dogme, mais la discipline. » Il en devait être ainsi à une époque de persécution déclarée.

— Comme l'avait fait Mgr Duchesne (*Revue historique*, mars-avril 1905), le P. Fedele Savio conteste les conclusions du livre de M. Babut sur le *Concile de Turin* ³. Il établit que le pape Zosime, créant, en 417, l'évêque d'Arles métropolitain de trois provinces de la Gaule méridionale, ne substitua pas sa propre autorité à celle des canons, mais au contraire déclara son intention d'obéir aux canons par le rétablissement de l'évêque d'Arles dans des droits antérieurs. Il prouve aussi que le concile de Turin se tint bien dans la période 397-402, et non, comme l'a cru M. Babut, en 417, et par conséquent n'a pu protester contre la décision prise en cette dernière année par le

¹ *La Sacra Testa di S. Bartolommeo a Pisa ?* dans *Rivista di Scienze storiche* de Pavie, 30 sept. 1905. — ² *Le lettere di S. Cipriano*, dans *Rivista storico-critica di Scienze teologiche*, juin 1905. — ³ Compte rendu dans *Rivista storica italiana*, juillet-septembre 1905, p. 306.

pape Zosime en faveur du siège d'Arles. Les conséquences que M. Babut a tirées de ces faits pour montrer que la monarchie pontificale s'est formée à une époque récente, avec l'aide des empereurs, par une série d'usurpations successives, tombent par conséquent d'elles-mêmes. Le P. Savio a traité avec plus de détails le même sujet dans deux articles de la *Civiltà cattolica* ¹.

— La *Revue historico-critique des sciences théologiques* contient plusieurs études sur l'islamisme. Il n'y a pas beaucoup à tirer de l'article un peu vague et déclamatoire que M. Turchi intitule : *Observations pour une histoire des origines sociales de l'Islamisme* ². Mais on lira avec fruit celui que M. G. Meloni consacre à *Un précurseur de Mahomet* ³, c'est-à-dire au poète arabe Umayya, contemporain du prophète, qui paraît être resté un simple déiste, ayant des sympathies pour la religion chrétienne, et qui refusa jusqu'à la fin de sa vie de se soumettre à l'Islam. Et l'on sera reconnaissant à M. G. Genocchi de nous avoir donné, en latin, une traduction du petit catéchisme turc, d'après l'édition publiée à Constantinople en 1885-1886 ⁴. Cette traduction, renfermant en quelques pages la substance d'une religion que nous connaissons mal, a la valeur d'un document historique.

— A propos d'une constitution de l'empereur Frédéric II, interdisant aux habitants de Naples, d'Amalfi et de Sorrente le recours, dans leurs contrats ou leurs procès, aux *admesatores* de préférence aux magistrats réguliers, M. A. de Gasparis étudie ⁵ le rôle joué, dans le pays napolitain, par les intermédiaires, arbitres, amiables compositeurs, aux XI^e, XII^e et XIII^e siècles.

— M. A. Soldi publie et commente vingt et un diplômes en langue vulgaire, des XII^e et XIII^e siècles, conservés aux archives épiscopales de Cagliari ⁶. Ils portent l'un ou l'autre de deux sceaux à inscriptions grecques, dont se servaient à cette époque les juges de Cagliari, et qui sont peut-être imités d'un original grec du VIII^e ou IX^e siècle. Ces diplômes sont précieux pour l'étude de la langue et pour les renseignements qu'ils donnent sur les institutions politiques et juridiques de l'île de Sardaigne au moyen âge.

— M. Ezio Ribaldi a rassemblé une sorte de répertoire des sentences

¹ *Il papa Zosimo ed il concilio di Torino*, dans la *Civiltà cattolica*, 5 juin et 1^{er} juillet 1905. — ² *Appunti per una storia delle origini sociali dell' Islamismo*, dans *Rivista storico-critica delle Scienze teologiche*, juillet-août 1905.

— ³ *Un precursore di Maometto*; ibid., septembre 1905. — ⁴ *Il catechismo musulmano*; ibid., mars 1905. — ⁵ *I « mediatores » negli atti contrattuali e giudiziali nei secoli XI, XII e XIII in Napoli, Amalfi e Sorrento*, dans *Studi e Documenti di Storia e Diritto*, juillet-décembre 1904. — ⁶ *Le carte volgari dell' Archivio archivescove di Cagliari*, dans *Archivio storico italiano*, fasc. 2 et 3 de 1905.

du tribunal consulaire de Milan au XII^e siècle, c'est-à-dire à l'époque qui précéda la rédaction des coutumes. Dans la confusion des pouvoirs de ce temps, ce tribunal paraît le principal organe politique, administratif et judiciaire de la commune ¹.

— L'histoire des communes du moyen âge est un des sujets préférés de l'érudition italienne. Les statuts de la commune de Brescia avaient été publiés en 1876, dans le tome XVI des *Monumenta historiae patriae*, d'après un manuscrit incomplet. Ces lacunes n'existent pas dans un autre manuscrit du XIII^e siècle, conservé aussi à la bibliothèque Queriniana, de Brescia. MM. Roberti et L. Torini résument les dispositions des statuts demeurées inédites, et en font ressortir l'importance pour l'histoire des institutions de Brescia ².

— Rien de ce qui touche à l'histoire de saint François d'Assise ne laisse indifférents les érudits. M. P. Fedele publie une convention de 1230 entre le préposé du monastère de Grotta Ferrata et Jacqueline de Settesoli, veuve de Gratien Frangipane. Jacqueline est célèbre comme ayant été l'amie de saint François, qui, à cause de ses qualités viriles, l'appelait « frater Jacoba. » Il lui confia la garde d'un agneau reçu en don. A cette occasion, l'auteur rappelle l'habitude des nobles italiens du moyen âge de nourrir dans leurs maisons non seulement des animaux inoffensifs, mais même des bêtes féroces : c'est ainsi qu'un des ancêtres du mari de Jacqueline, le terrible Cencio Frangipane, dont le palais fortifié couvrait au XII^e siècle une partie de la Voie sacrée, depuis le temple de Vénus et Rome jusqu'au Palatin, possédait une panthère qui, un jour, étrangla une des femmes de la maison ; événement tragique rappelé par un acte de 1209 ³.

— Dans un article trop prolixe et trop personnel, mais fort intéressant, M. Paul Sabatier étudie l'épisode souvent contesté de la visite de Jacqueline de Settesoli à saint François mourant. Le récit de cet épisode par l'auteur du *Speculum perfectionis* émane, dit-il, d'un témoin oculaire, et est préférable aux narrations postérieures des *Tres socii*, de Thomas de Celano, de Bernard de Besse et des *Actus* ⁴.

— Intéressants articles sur les *Fraticelli*. On voit leur réforme, exagération du mouvement franciscain, approuvée par l'austère Célestin V, combattue par ses successeurs, formellement condamnée

¹ *Le sentenze dei consoli di Milano nel secolo XII*, dans *Archivio storico lombardo*, 1905, p. 229. — ² *Le parole inedite del più antico codice statuario bresciano*, dans *Archivio storico lombardo*, 1905, p. 5. — ³ *Il leopardo e l'agnello di casa Frangipane*, dans *Archivio della R. Società romana di Storia patria*, fasc. 1-2 de 1905. — ⁴ *De l'évolution des légendes, à propos de la visite de Jacqueline de Settesoli à saint François*, dans *Bullettino critico di cose francescane*, 1^{re} année, fasc. 1-3 (janvier-mars 1905).

en 1317 par Jean XXII, touchant au schisme et à l'hérésie dans le cours du xiv^e siècle, rentrant dans l'orthodoxie en 1368 avec l'observance de Paul de Trincy, et représentée avec éclat, au xiv^e siècle, dans ce qu'elle avait eu à l'origine de légitime et de bienfaisant, par saint Jean de Capistran et saint Jacques della Marca. L'un de ces articles, relatif aux rebelles de diverses dénominations de l'Ombrie et des Marches, est de M. F. Savini, qui publie une bulle inédite de Boniface VIII contre les Bizochi¹; l'autre est d'un historien très versé dans l'étude des hérésies du moyen âge, M. F. Tocco².

— Les rapports de l'administration communale de Padoue avec le clergé, soit depuis la fondation de la commune jusqu'à la conquête de Padoue, en 1237, par le tyran Ezelino, soit depuis la chute de celui-ci, en 1256, jusqu'au concordat de 1290, sont longuement décrits par M. L. A. Boteghi³. Non seulement le peuple, mais même l'administration communale de Padoue étaient alors très attachés à la religion, très généreux envers les églises et les monastères, et en même temps en lutte avec le clergé tant séculier que régulier, lequel laissait fort à désirer au point de vue de la probité et des mœurs. Peut-être le tableau est-il trop noir : l'auteur reconnaît que, surtout dans la première période, il y avait des clercs vertueux et patriotes, dont les conseils furent fréquemment suivis par les représentants de la cité : c'est ainsi que saint Antoine, qui passa à Padoue les deux dernières années de sa vie, obtint en 1231 un statut mitigeant la rigueur des lois qui frappaient les débiteurs insolvables.

— Compte rendu, par M. V. Marchesi, d'un livre sur *le Saint-Office et la Réforme religieuse à Bologne*⁴, dû à M. A. Battistella. Les revenus du Saint-Office et les honoraires de ses membres étaient « très maigres ; » résumant les recherches de l'auteur sur l'Inquisition italienne au xvi^e siècle, M. Marchesi ajoute : « Le Saint-Office s'acquittait de sa mission avec beaucoup de soin et de scrupule, comme le montrent la durée de chaque procès, la minutie des interrogatoires, le nombre des témoins, l'extrême rigueur dans l'observation des règles de la procédure, le zèle méticuleux avec lequel sont recueillies les preuves *pour* et *contre*, afin d'acquérir une complète et objective conviction de la culpabilité ou de l'innocence des accusés. Toute dénonciation devait être signée du dénonciateur et contenir d'interminables renseignements sur son compte ; il n'était pas permis de recourir

¹ *Sui Flagellanti, sui Fraticelli e sui Bizochi nel Teramano durante i secoli XIII e XIV e una bolla di Bonifacio VIII del 1297 contro i Bizochi ivi refugiati*, dans *Archivio storico italiano*, 1^{re} fasc. 1905. — ² *I Fraticelli*; *ibid.*, 2^e fasc. — ³ *Clero e comune in Padova nel secolo XIII*, dans *Nuovo Archivio veneto*, 1905, p. 215. — ⁴ Compte rendu, dans *Rivista storica italiana*, juillet-septembre 1905, p. 348.

à « de mauvais moyens » pour extorquer à l'accusé la confession de sa faute, confession qui était cependant nécessaire; on n'attachait que peu de valeur au témoignage des proches parents; tout accusé avait la pleine liberté de la défense, et, s'il refusait de s'en servir, le tribunal lui nommait un avocat d'office; enfin la torture, expédient douloureux et blâmable, mais consacré par toutes les législations de l'époque, n'était employée qu'à la dernière extrémité, quand on était en présence d'un mutisme absolu ou d'une obstination invincible. Qu'on ne croie pas que les inquisiteurs, pour la plupart de vieux moines, connaissant le monde, ses misères et ses douleurs, se montrassent toujours inexorables et cruels : soit spontanément, soit par égard pour les prières qui leur étaient adressées, ils mitigeaient souvent les peines : comme l'un d'eux ne craignait pas de l'écrire à la Sacrée Congrégation de Rome, *mieux valait, pour convaincre, la douceur que la rigueur.* » Ces observations, fondées sur une étude minutieuse des textes, sont d'autant plus intéressantes à recueillir que ni l'auteur du livre ni celui du compte rendu que nous analysons ne sont parmi les défenseurs de l'Inquisition.

— M. P. Piccolomini publie deux lettres inédites ¹ de l'hérétique italien Bernardino Tommasini, surnommé l'Ochino, ancien capucin, passé au protestantisme après avoir été l'un des plus célèbres prédicateurs de son ordre. Dans ces lettres, écrites à Genève en 1542, il se justifie d'avoir pris la fuite, et exprime l'espoir que, par Venise, la Réforme pénétrera en Italie.

— La découverte faite par lui, aux archives départementales de la Marne, d'une charte de Jean Galéas Visconti, comte des Vertus ², a donné à M. Henry Cochin l'occasion d'écrire l'histoire de ce comté champenois, constitué par le roi Jean le Bon en dot à sa fille Isabelle, quand elle épousa le souverain de Milan, entré ensuite dans la maison d'Orléans par le mariage de leur fille Valentine, puis dans celle de Bretagne par un autre mariage. Le sceau attaché à cette charte est reproduit par M. Cochin : il diffère des autres sceaux connus de Jean Galéas.

— Sous le règne de Jean Galéas Visconti furent rédigés tardivement, mais sans doute d'après de plus anciennes coutumes, les statuts d'une commune formée par la réunion de deux localités de Lombardie, Dervio et Corenno. M. A. Cavagna Sangiuliani les étudie, d'après une publication de M. E. Anderloni ³. Curieux type de commune rurale, où dans le conseil sont représentés également les trois

¹ *Due lettere inedite di Bernardino Ochino*, dans *Archivio della R. Società romana di Storia patria*, fasc. 1-2 1905. — ² *Jean Galeaz Visconti et le comté des Vertus*, dans *Archivio storico lombardo*. 1905, p. 281. — ³ *Gli statuti di Dervio e Corenno*, dans *Rivista di Scienze storiche* de Pavie, fasc. 2 de 1905.

ordres de la population, et où le vote conforme des représentants de chacun d'eux est nécessaire pour la validité des délibérations.

— On sait que, après l'abolition du servage rural des indigènes, qui disparut au cours du XIII^e et du XIV^e siècle, l'esclavage personnel, restreint aux esclaves importés, se maintint en Italie jusqu'à l'époque de la Renaissance et même jusqu'au XVII^e siècle (voir *Revue*, t. LXXIV, p. 272, 622). M. E. Verga montre ¹ que les villes qui possédèrent le plus d'esclaves furent Venise, Gênes, Lucques, Florence et Naples : il y en eut cependant aussi, en assez grand nombre, à Milan. Les femmes esclaves, surtout, furent nombreuses. Elles étaient généralement traitées avec douceur, bien que leurs mœurs fussent fort exposées. On ne se faisait point scrupule d'acheter ou de vendre des esclaves venus des pays soit païens, soit musulmans. La tache originelle, disait-on, leur enlevait le droit à la liberté. Mais souvent aussi on les faisait baptiser, comme en témoignent les riches archives du « Dôme » de Milan ; les affranchissements aussi étaient nombreux : c'était surtout une pratique fréquente à l'article de la mort.

— Les juifs furent de tout temps tolérés dans l'Italie centrale. Dans ces contrées surtout agricoles, dit M. P. Lonardo ², ils disposaient seuls de capitaux et faisaient le commerce de l'argent. Au XV^e siècle, il n'y avait point de ville ou de village de la province des Marches qui n'eût son juif, banquier ou prêteur sur gages. On en trouve à Saint-Marin dès le milieu du XIV^e siècle. Le banquier juif de la petite république prêtait aux particuliers, et même à la commune. Au XV^e siècle, l'intérêt légal y était de 15 ou même de 20 %, inférieur encore au taux accepté en d'autres contrées de l'Italie. L'Église, qui permettait aux juifs de prêter aux chrétiens, veillait cependant à ce que l'usure ne fût pas trop dévorante. Mais c'est seulement en 1603 que Clément VII autorisa, par un traité avec Saint-Marin, les juifs à y faire la banque. La république les surveillait de près, les obligeant à donner un reçu des gages déposés chez eux, fixant des délais pour la vente de ceux-ci, et, depuis le milieu du XV^e siècle, obligeant les juifs à porter la rouelle jaune sur leurs vêtements.

— Le petit palais, situé à Rome près de la rue des Baullari, et auquel on donne souvent le nom de la « Farnésine de Michel-Ange, » parce qu'il aurait servi de type au palais Farnèse, et aurait eu Michel-Ange pour architecte, en réalité n'a pas été construit sur les plans de Michel-Ange, et n'a pas servi de modèle au palais Farnèse. Mais il a une histoire juridique très curieuse. On a plaidé pendant

¹ *Per la storia degli schiavi orientali in Milano*, dans *Archivio storico lombardo*, septembre 1905. — ² *Gli Ebrei nella Repubblica di S. Marino*, dans *Atti e memorie della R. deputazione di Storia patria per le provincie delle Marche*, nouv. série, t. II, fasc. 11, 1905.

près d'un siècle, devant le tribunal de la Rote, pour savoir qui en resterait propriétaire. Retenons de l'article de M. Gatti ¹ que ce *palazetto* (qu'il ne faut pas confondre avec la Farnésine du Transtévère) est d'origine française, ayant été construit en 1523 par l'ordre d'un clerc de la chambre apostolique, Thomas le Roy, venu à Rome en 1494 avec Charles VIII, et nommé en 1516, par Clément VII, évêque de Dol, nomination que François I^{er} refusa de reconnaître, comme contraire au concordat récemment conclu avec le Saint-Siège.

— Des notes intimes et personnelles, émanées de papes de la Renaissance, sont un document rare. M. L. Frati publie, d'après une copie conservée dans un recueil manuscrit de la bibliothèque de Bologne, deux écrits ² de Paul III (mort en 1549) et d'Innocent IX (mort en 1591). Le premier est une longue note adressée par Paul III à son frère le cardinal Ranuccio Farnese, et relative au choix de son successeur : curieux jugements sur les principaux membres « papables » du sacré collège. Le second se compose de trente-huit maximes, attribuées à Innocent IX. Elles sont d'un homme de grande expérience, mais n'ont cependant rien de très remarquable. Sont-elles authentiques ?

— Aulo Giano Parrasio est un type représentatif des érudits du xvi^e siècle, excellents éditeurs ou commentateurs de textes classiques, mais professeurs avides et jaloux, qui jusque dans la chaire accablent leurs rivaux d'atroces invectives. Tel apparaît ce commentateur de Claudien, cet éditeur de Sedulius et de Prudence, dans le piquant article que M. Louis Delaruelle consacre à son séjour à Milan ³.

— M. E. Robiony publie les instructions données par le duc de Parme, François Farnese, au P. Rossi, chargé par lui, en 1698, d'une mission près du grand-duc de Toscane, Côme III, au sujet de la future succession d'Espagne ⁴. L'intérêt de cette pièce est surtout de montrer que non seulement les grandes puissances, mais encore les petits États se préoccupaient de l'événement attendu, les unes pour satisfaire leur ambition, les autres par un sentiment de conservation personnelle.

¹ *La Farnesina ai Baullari e le sue vicende giuridiche*, dans *Studi e Documenti di Storia e Diritto*, juillet-décembre 1904. — Sur les restaurations faites récemment au *palazetto*, et l'exposition photographique, pleine de renseignements sur l'art italien, qui vient de s'y tenir, voir *la Civiltà cattolica*, 20 mai 1905, p. 456-462. — ² *I ricordi di due Papi*, dans *Archivio storico italiano*, 2^e fasc. de 1905. — ³ *Le séjour à Milan d'Aulo Giano Parrasio*, dans *Archivio storico lombardo*, 1905, p. 152. — ⁴ *Una missione ignorata d'un inviato del duca di Parma, Francesco Farnese, al granduca Cosimo III a proposito delle trattative per la successione di Spagna*, dans *Archivio storico italiano*, 1^{re} fasc. de 1905.

— La république de Venise créa, en 1768, à l'Université de Padoue une chaire de droit public ecclésiastique. Le premier titulaire fut Angelo-Antonio Fabro. Le programme de son cours de 1771-1772, tout imprégné de fébronianisme, amena sa destitution, bien qu'ayant été approuvé par un censeur ecclésiastique. M. Biagio Brugi, qui raconte cet épisode ¹, fait observer que Fabro ne tenait pas un langage différent de celui qui avait cours à la même époque dans les Universités catholiques allemandes. Si l'on se rappelle l'état où était alors réduit le catholicisme en Allemagne, on trouvera dans cette observation une faible excuse.

— M. E. Greppi nous fait connaître ² un historien italien de la seconde moitié du XVIII^e siècle, le jurisconsulte et journaliste milanais Alessandro Verri, qui écrivit à Rome une *Histoire d'Italie*, puis, découragé, ne la publia pas. L'article en reproduit la préface, et analyse avec d'abondantes citations tout l'ouvrage. La science historique a peu perdu à ce que l'ouvrage de Verri, élégant et superficiel, comme tant d'écrits de son époque, soit demeuré inédit.

— Le R. P. Rinieri étudie ³ la sécularisation des domaines ecclésiastiques opérée en Allemagne par la diète de Ratisbonne (1803), à la suite de la paix de Lunéville (1801). Ce changement dans la constitution de l'Empire était depuis longtemps poursuivi par la Prusse : il y a, sur ce point, de curieuses paroles dans la correspondance de Frédéric et de Voltaire. Quand il s'agit, à la paix de Lunéville, d'indemniser divers princes allemands pour les annexions que la France avait faites sur la rive gauche du Rhin, la Prusse, la Russie et Bonaparte s'entendirent, malgré l'Autriche, pour faire supporter aux possessions ecclésiastiques tout le poids de ces indemnités. Évêchés souverains, abbayes, etc., de la rive droite servirent à payer aux princes les pertes subies par eux sur la rive gauche. Des trois électorats ecclésiastiques, un seul fut conservé, celui de Mayence. La balance des forces se trouva complètement changée, puisque, dans le collège appelé à élire l'Empereur, il y aurait désormais six protestants contre trois catholiques, et que dans la diète les protestants disposeraient à l'avenir de soixante-quatorze voix contre cinquante-quatre.

¹ *Una cattedra di diritto pubblico ecclesiastico dello studio di Padova nella secunda metà del secolo XVIII*, dans *Nuovo Archivio veneto*, 1905, p. 273. —

² *Un' opera inedita di Alessandro Verri sulla storia d'Italia*, dans *Archivio storico lombardo*, 1905, p. 95. — ³ *La causa della secolarizzazione dei beni ecclesiastici della Germania*; — *il recesso della Dieta di Ratisbona*; — *il recesso di Ratisbona giudicato della S. Sede, degli storici tedeschi e da Adolfo Thiers*; — *la S. Sede e la secolarizzazione dei principati e dei beni ecclesiastici*; — *i mali effetti delle secolarizzazioni*; — *la fortuna di un Breve pontificio all' imperatore d'Austria*, dans *la Civiltà cattolica*, 15 avril, 20 mai, 17 juin, 15 juillet, 2 septembre, 16 septembre 1905.

« A l'influence catholique de la diète, représentation de tout le corps germanique, fut substituée la domination de l'esprit luthérien; la puissance de l'Empereur fut détruite et remplacée par l'hégémonie de la Prusse : le désir du roi philosophe et franc-maçon Frédéric fut accompli par les soins du Premier Consul de la république française. » Les événements neutralisèrent en partie ce résultat, puisque le collège électoral n'eut plus d'occasion de se réunir. Mais la constitution de l'Allemagne, une première fois ébranlée par la paix de Westphalie, subit pour la seconde fois une altération profonde : si peu édifiants qu'aient été plusieurs des prélats auxquels la diète de Ratisbonne enleva leur souveraineté, l'Église germanique reçut alors un coup terrible. Non seulement les princes protestants, mais des gouvernements catholiques, comme la Bavière, où une grande partie du monde officiel appartenait à la secte des illuminés, fermèrent les couvents, pillèrent leurs biens, dispersèrent les religieux, interdirent les processions traditionnelles, et profitèrent du nouvel ordre de choses pour faire à la religion elle-même une guerre tantôt hypocrite, tantôt violente. Le P. Rinieri raconte le sort incroyable des protestations discrètes et mesurées de Pie VII : à Munich, son bref à l'Électeur fut tenu caché; à Vienne, le premier ministre, comte de Cobenzl, refusa même de remettre à l'Empereur le message pontifical. L'état des affaires religieuses en Allemagne rendait cependant nécessaires des négociations, en vue d'un concordat qui établirait un nouveau *modus vivendi*. Le P. Rinieri montre, dans une autre suite d'articles¹, combien fut impolitique à ce moment l'attitude de l'Autriche, qui persista dans son opposition à Rome, alors que l'intérêt le plus pressant de l'autorité impériale eût été dans une entente cordiale avec la papauté.

— Parlant de la révolution qui, en 1831, éclata à la fois dans tous les États de l'Italie centrale, à Ferrare, à Modène, à Florence, à Parme, à Bologne, le prince de Metternich écrivait : « Toute la révolution d'Italie n'est que l'effet du travail des comités de Paris². » M^{lle} Eugénie Montanari ne cite pas ces paroles dans sa relation du mouvement révolutionnaire à Parme en 1831³; mais elle dit aussi que le signal de toutes les insurrections fut donné par le comité italien de Paris, qui n'était lui même qu'une branche d'un comité cosmopolite établi à Paris et composé d'un petit nombre de représentants des nations latines, ligüés contre la Sainte Alliance. Au contraire de ce qui advint dans d'autres États, la révolution de Parme

¹ *Di un Concordato germanico (1803-1805)*; — *il Giuseppinismo e il Concordato germanico*, dans la *Civiltà cattolica*, 25 octobre, 5 novembre 1905. —

² Cité par Claudio Jannet, *Les sociétés secrètes et la société*, t. III, p. 126. —

³ *Parma e i moti del 1831*, dans *Archivio storico italiano*, 1^{re} et 3^e fasc. 1905.

fut très bénigne : malgré les inconséquences de sa conduite, les Parmesans adoraient Marie-Louise, et c'est à grand'peine que les révolutionnaires parvinrent à les soulever. Il y eut beaucoup d'illuminations, de proclamations, de drapeaux, de revues de garde nationale : on joua à la révolution ; mais, en réalité, le gouvernement provisoire s'occupa plus de garder la place laissée vide par le départ de la souveraine que de se substituer lui-même à celle-ci. Aussi le prompt retour de Marie-Louise dans sa capitale fut-il marqué par de très légères représailles, et le procès fait aux membres du gouvernement provisoire se termina par un acquittement général. — Une pièce très curieuse est la lettre par laquelle Marie-Louise, dès le 29 août 1830, reconnut la royauté de Juillet. Cette lettre est un rare monument d'inconscience. Au lieu des formules banales usitées en pareil cas, la veuve de Napoléon salue avec enthousiasme l'avènement de Louis-Philippe, et ne paraît pas se souvenir que son fils est encore vivant !

PAUL ALLARD.

IV. — PÉRIODIQUES BELGES

Les jeunes travailleurs en quête d'un sujet de travail historique ou critique ne manqueront pas de lire la suggestive conférence donnée par dom Germain Morin, au Séminaire historique de Louvain : *De la besogne pour les jeunes*¹. L'infatigable chercheur y délimite sommairement une quinzaine de sujets de travaux sur la littérature latine du moyen âge. A chaque ligne, on sent la vaste et sûre érudition du savant Bénédictin dans ce domaine où tout le monde le reconnaît comme maître. Ceux qui voudraient suivre la voie tracée et les conseils discrètement donnés par dom Morin s'épargneront bien des peines et des déceptions et fourniront des travaux utiles.

— Le volume de tables des vingt premiers volumes des *Analecta Bollundiana* (1882-1901) est appelé à rendre les plus signalés services à ceux qu'intéresse l'hagiographie. Les *indices* sont au nombre de quatre : table des matières de chaque volume ; table alphabétique de tous les saints mentionnés ; *index locorum et rerum* ; enfin, une liste alphabétique des auteurs dont les ouvrages intéressent l'hagiographie et qu'on peut considérer comme une bibliographie hagiographique des années 1882-1901. L'utilité de cette publication saute aux yeux ; quant à sa valeur, il suffit de dire qu'elle est l'œuvre des Bollandistes.

— D'après l'opinion communément reçue par les chronologistes et

¹ *Revue d'histoire ecclésiastique*. 1905, p. 327-345.

appliquée en pratique par les historiens et les critiques, le style pascal se serait substitué, en Flandre, au style de Noël, dès le commencement du XIII^e siècle. En nous fondant exclusivement sur des données diplomatiques contemporaines, nous avons prouvé que le style pascal a été, tout au plus, une rarissime exception en Flandre jusque dans les tout dernières années du XIII^e siècle. Ce n'est que sous le règne de Baudouin de Constantinople (1194-1212) qu'il devient d'un usage plus fréquent, concurremment avec l'ancien style de Noël qui semble encore prédominer¹.

— Dans sa *Notice sur les manuscrits de la Bibliothèque Vaticane concernant la Belgique*², M. A. Fayen dresse un inventaire sommaire des manuscrits qui appartiennent au fonds de la reine Christine de Suède et qui intéressent la Belgique. *L'inventaire des chartes de l'abbaye de Saint-André du Cateau (1033-1300)* est publié par M. l'abbé Dubrulle³. M. le baron A. van Zuylen van Nyevelt donne un *Aperçu des collections du dépôt des archives de l'État à Bruges*⁴.

— Le manuscrit 15/126 de la bibliothèque publique de Mons, provenant de l'ancienne abbaye de Bonne-Espérance, contient une version latine du *Pasteur d'Hermas*⁵ qui est très apparentée à celle du manuscrit de Saint-Omer (XIV^e siècle), mais qui remonte elle-même à la dernière partie du XII^e siècle. M. Warichez a eu raison de la signaler à l'attention des savants. On sait que le texte grec du *Pasteur* ne nous est pas conservé en entier.

— Deux inscriptions dédicatoires à T. Julius Polemænus, légat de Cappadoce et de Galatie, récemment découvertes à Éphèse, ont permis à M. Franz Cumont de rectifier plusieurs erreurs et de compléter nos connaissances sur *Le gouvernement de Cappadoce sous les Flaviens*⁶. Les gouvernements de Cappadoce et de Galatie, avec tous les territoires qui en dépendaient, ont été réunis entre les mains d'un légat, non pas consulaire, mais prétorien. Contrairement à ce qu'on croyait, l'union a duré sans interruption de 70 à 114. Les légats ont été surtout chargés de la construction de grandes chaussées et de ponts. La facilité des communications amena la prospérité économique, prépara la floraison de l'hellénisme et permit à Trajan d'établir sans combat la suprématie de Rome sur l'Arménie. Les mêmes dédicaces prouvent que la Cilicie formait déjà, sous le règne du dernier des Flaviens, un gouvernement distinct de la Syrie.

¹ *Les origines du style pascal en Flandre*, dans *Annales de la Société d'émulation de Bruges*, 1905, p. 13-26 et 121-143. — ² *Revue des bibliothèques et des archives de Belgique*, 1905, p. 1-11 et 234-243. — ³ *Ibid.*, années 1904 et 1905. — ⁴ *Ibid.*, 1904, p. 433-452. — ⁵ *Revue d'hist. ecclési.*, 1905, p. 281-288. — ⁶ *Bullet. de la classe des lettres de l'Acad. roy. de Belgique*, 1905, p. 197-227.

— Dans ses *Mélanges d'épigraphie chrétienne*¹, dom H. Leclercq traite de l'épigraphie liturgique de la région d'Antioche. Il a relevé surtout les inscriptions que les chrétiens avaient l'habitude de graver sur le linteau de la porte d'entrée des maisons, et dont plusieurs sont à rapprocher de textes liturgiques. Il a rencontré l'*Alleluia*; les formules doxologiques sont fréquentes; d'autres permettent d'interpréter avec plus de certitude les sigles XMI qu'on doit lire Χριστός Μαρίας Γενηθείς; et ΘΥΜΙ = Θεοῦ Υἱὸς Μαρίας Γενηθείς.

— La *Missa latina* publiée en 1557 par Flacius Illyricus, le chef des centuriateurs de Magdebourg, fut pendant des siècles l'objet de controverses dans lesquelles les préoccupations dogmatiques ont eu une trop large part. Le savant liturgiste dom Fernand Cabrol² recherche les origines de cette messe. Le fonds n'en est pas gallican, mais romain; il n'est pas emprunté au gélasien, mais au grégorien; on y a introduit toutefois plusieurs usages gallicans: c'est une sorte de fusion entre les deux rites, qui nous vient du temps et probablement de la cour de Charlemagne. L'auteur pourrait en être le célèbre Alcuin, qui mit la main à toutes les œuvres liturgiques de son temps et qu'on peut tenir pour l'auteur même de la réforme gallicano-grégorienne. La composition de cette messe se placerait, si l'hypothèse est fondée, entre 780 et 796.

— En fait de documents concernant la liturgie gallicane, nous en possédions un certain nombre se rapportant à la messe, nous avons quelques données générales sur l'office; mais, d'un livre d'office gallican proprement dit, pas la plus légère brîbe. Voici que le R. P. Germain Morin a retrouvé des *Fragments inédits et jusqu'à présent uniques d'un antiphonaire gallican*³. Ils sont conservés sur seize colonnes de feuillets de garde provenant d'un manuscrit du VIII^e-IX^e siècle, de l'abbaye de Fleury. Ils contiennent une portion de l'antiphonaire en usage dans une église indéterminée de la Gaule — peut-être de la région ecclésiastique de Lyon-Vienne — avant l'adoption définitive de la liturgie romaine.

— La collection des diplômes du roi de France Philippe I^{er}, conservés en original, vient de s'enrichir d'un nouvel exemplaire. M. l'abbé Ferrant, curé à Harlebeke, a retrouvé l'original du diplôme confirmant, en 1063, la fondation du chapitre d'Harlebeke⁴.

— Dom G. Morin a retrouvé dans un manuscrit de miscellanées de la bibliothèque de Metz trois lettres inédites d'un *écrivain inconnu du XI^e siècle*: Waller, moine de Honnecourt, puis de Vézelay⁵.

¹ *Revue bénéd.*, 1905, p. 429-446. — ² *La Messe de Flacius Illyricus*, *Rev. Bénéd.*, 1905, p. 151-164. — ³ *Revue Bénédictine*, 1905, p. 329-356. — ⁴ *Annales du Cercle historique et archéolog. de Courtrai*, t. II, 1904-1905, p. 244-250. — ⁵ *Rev. Bénédict.*, 1905, p. 165-180.

Dans la première, l'écrivain expose pourquoi il a quitté le monastère de Honnecourt, au diocèse de Cambrai, et comment il a été amené par un « bon Samaritain » — probablement saint Hugues de Cluny — à l'abbaye de Vézelay, où il se trouve parfaitement heureux. La seconde lettre, la plus importante, est adressée à Roscelin, chanoine de Compiègne, le fameux chef des nominalistes : l'auteur lui demande des explications au sujet des erreurs sur la sainte Trinité que l'opinion commence à lui attribuer. La lettre date probablement de l'année 1089 environ. La dernière lettre est adressée à un jeune religieux qui refuse de recevoir les ordres d'un évêque qui s'était montré ouvertement simoniacque. L'auteur des lettres fait preuve de connaissances et de qualités de style et de caractère qui devaient lui assurer une place honorable parmi ses contemporains.

— *Encore Renier de Huy*¹. Après avoir prouvé que c'est à cet artiste du ^{xii}^e siècle que nous devons les magnifiques fonts baptismaux de l'église Saint-Barthélemy de Liège (voir *Revue*, t. LXXV, p. 295), M. Kurth cherche à lui attribuer le célèbre encensoir du musée de Lille.

— La Chronique dite de Baudouin d'Avesnes († 1289) n'est pas sans importance, surtout à cause des généalogies qu'elle fournit. On soupçonnait qu'elle devait remonter jusqu'à la création, mais on croyait un premier volume perdu. M. Bayot vient de montrer l'existence dans neuf manuscrits de *la première partie de la Chronique dite de Baudouin d'Avesnes*².

— De nouveaux fragments du *Spiegel historiael* du poète flamand Jacques Van Maerlant ont été récemment découverts par M. Ch. de Flou³.

— D'une lettre de Clément VI, publiée par M. E. Mollat⁴, il résulte que le Bénédictin Pierre Bersuire, le premier traducteur français de Tite-Live, a été nommé chambrier de Notre-Dame-de-Coulombs, au diocèse de Chartres, le 10 décembre 1349, et qu'il est bien le même personnage que le Petrus Berchorius que l'évêque de Paris fit écrouer quelque temps dans ses prisons en 1350, « pour n'avoir eu les sentiments qu'on doit avoir de la foi. »

— On sait qu'au début du schisme d'Occident, les Flamands se rangèrent catégoriquement sous l'obédience du pape de Rome. Après la mort de l'évêque de Tournai Philippe d'Arbois, son successeur, Pierre d'Aussy, ayant reçu ses bulles du pape d'Avignon, Clément VII, ne fut pas reconnu par les Flamands du diocèse de Tournai, qui se soumirent à l'autorité de Jean de West. Mais celui-ci était-il évêque

¹ *Acad. de Belgique, Bulet. de la classe des lettres*, 1905, p. 227-237. —

² *Rev. des biblioth. et des archives de Belgique*, 1905, p. 419-433. — ³ Extrait des *Jaerboeken der koninklyke Vlaamsche Academie*, 1905, 44 p. — ⁴ *Revue Bénédict.*, 1905, p. 271-273.

ou simplement administrateur du diocèse ? On l'ignorait. Le R. P. Ursmer Berlière ¹ prouve que Jean de West, au sujet duquel il publie dix-sept documents inédits, reçut ses bulles de provision d'Urbain VI et exerça des fonctions épiscopales de 1380 à 1384.

— M. Nap de Pauw ² confirme dans ses grandes lignes, complète et rectifie sur certains points l'article précédent. Il publie, entre autres annexes, l'acte daté du 3 juin 1379, par lequel la très grande majorité du clergé de la Flandre déclare adhérer au pape de Rome, Urbain VI.

— Le R. P. Ursmer Berlière a publié autrefois ³ des renseignements sur la tenue des chapitres provinciaux de l'ordre de Saint-Benoît. Il les complète aujourd'hui en relevant dans les registres de Benoît XII d'Avignon une série d'actes relatifs à la même matière ⁴. Six documents sont publiés *in extenso*.

— MM. V. Fris et A. Heins viennent de publier une intéressante étude sur *Les granges monumentales des anciennes abbayes des Dunes et de Ter Doest, dans la Flandre maritime* ⁵. Le premier retrace à grands traits l'histoire économique des deux abbayes : il nous fait connaître les travaux exécutés par les moines, l'étendue et la géographie de leurs domaines, la prospérité atteinte par les deux monastères, ainsi que les causes qui amenèrent la décadence : les inondations et l'usure. L'étude archéologique consacrée par M. Heins aux fermes et granges encore existantes n'est pas moins remarquable.

— Les fervents de l'histoire de la peinture liront avec autant d'intérêt que de fruit l'article de M. G. H[ulin] de Loo : *L'exposition des Primitifs français, au point de vue de l'influence des frères Van Eyck sur la peinture française et provençale* ⁶.

— Guillaume de la Marck est fameux dans l'histoire sous le nom de *Sanglier des Ardennes*. D'après une lecture faite à l'Académie de Belgique ⁷ par M. le baron J de Chestret de Harneffe, les historiens se sont trompés d'adresse. C'est le frère de Guillaume, Everard, seigneur de Luxembourg, qui a reçu cette qualification, comme le prouvent, entre autres, les monnaies qu'il fit frapper à Liège.

— Une courte notice de M. F. Uzureau sur *l'abbaye de Fontevrault* ⁸ nous fait connaître les revenus de l'illustre abbaye, ses charges, ainsi que sa suppression en 1790.

C. CALLEWAERT.

Bruges.

¹ *Bullet. de la Commiss. royale d'histoire*, t. LXIII, 1904, p. 351-388. — ² *Ibid.*, t. LXIII, p. 671-702. — ³ *Revue Bénéd.*, 1901-1902. — ⁴ *Ibid.*, 1905, p. 377-398. — ⁵ *Bulletin de la Soc. d'hist. et d'archéol. de Gand*, 1905, p. 65-109. — ⁶ *Bulletin de la Soc. d'hist. et d'archéol. de Gand*, 1904, p. 163-205. — ⁷ *Bulletin de la classe des lettres*, 1905, p. 116-123. — ⁸ *Rev. Bénédict.*, 1905, p. 263-270.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — BIBLIOGRAPHIE

Meyers grosses Konversations-Lexikon. 6^{te} Auflage. X. Band. IONIER bis KIMONO. XI. Band. KIMPOLUNG bis KYZIKOS. Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1905. 2 vol. gr. in-8 de 908 p. chacun, cartes, plans, planches et fig.

Herders Konversations-Lexikon. 3^e Auflage. I. Band. A bis BONAPARTE. II. BONAR bis ELDORADO. III. ELEA bis GYULAY. IV. H bis KOMBATTANTEN. Freiburg in Breisgau, Herder, 1902-1905. Gr. in-8. 1,740, 1,758, 1,818, 1,790 col., cartes, planches et fig.

Les deux nouveaux volumes du grand dictionnaire de la conversation de l'Institut bibliographique nous conduisent jusqu'à la fin de la lettre K. Nous ne pouvons que répéter à leur occasion les éloges que nous avons donnés aux volumes antérieurs de cette belle et solide publication.

Les articles importants abondent dans ces deux nouveaux volumes : l'Irlande (22 col. 1/2, carte), l'Italie (55 col. et 5 cartes, plus 23 col. pour la littérature, 3 1/2 pour la langue), le Japon (39 col., carte, 5 col. et 3 pl. pour l'art, 5 col. pour la langue et la littérature), Java (10 col.), la Californie (*Kalifornien*, 7 col.), Kamerun (7 col., carte), le Canada (*Kanada*, 15 col., carte), le Cap (*Kapkolonien*, 9 col. et 2 cartes), le Caucase (*Kaukasien*, 10 col. 1/2, carte), l'Asie Mineure

(*Kleinasien*, 5 col. 1/2, carte), la Colombie (*Kolumbien*, 8 col.), la Corée (*Korea*, 9 col.), la Croatie (*Kroatien*, 10 col. 1/2), sont les principales contrées qui s'y trouvent traitées avec une certaine ampleur.

Parmi les villes, Jérusalem (8 col. 1/2, 3 plans), Carthage (*Karthago*, 5 col., plan), Kassel (5 col., plan), Cologne (*Köln*, 18 col., plan, 3 planches), Constantinople (*Konstantinopel*, 10 col. 1/2, carte), Copenhague (*Kopenhagen*, 7 col., plan et carte), tiennent le premier rang. Moins considérables, mais encore assez développés et accompagnés de grands plans, sont les articles consacrés au Caire, à Karlsruhe, à Kiau tschou, à Kiel, à Coblenze, à Königsberg, à Krefeld. Pour Calcutta et Cracovie, on ne trouvera que de petits plans. Des plans aussi accompagnent et éclairent le récit des célèbres batailles d'Iéna et de Königgrätz ou Sadowa.

Nous mentionnerons encore de bons articles d'ensemble sur l'Islam (7 col.) sur l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem (*Johanniterorden*, 8 col.), sur les Juifs (*Juden*, 27 col.), sur les calendriers (*Kalender*, 11 col.), sur les califes (*Kalifen*, 5 col.), sur l'écriture cunéiforme (*Keilschrift*, 3 col. et 2 fig.), sur la céramique (*Keramik*, 9 col. et 2 pl.), sur l'Eglise, l'histoire ecclésiastique, le droit canon, les États de l'Eglise

(*Kirche*, *Kirchengeschichte*, etc., 31 col. et 4 tableaux), sur les colonies (12 col. et carte), sur le communisme (7 col.), sur le costume (*Kostüm*, 5 col. et 3 pl.), sur la guerre (*Krieg*) et tout ce qui s'y rapporte.

Les Jacques (*Jakob* et *Jakobus*), les Jean (*Johann* et *Johannes*), les Joseph, les Charles (*Karl*), ont fourni encore matière à d'amples articles.

Les notices consacrées à Notre-Seigneur Jésus-Christ (9 col.) et aux Jésuites (*Jesuiten*, 13 col. 1/2) appellent des réserves, comme en général, nous l'avons déjà dit, ce qui a trait au catholicisme.

Au point de vue catholique, le *Meyers grosses Konversations-Lexikon* est dans un état sensible d'infériorité vis-à-vis de l'encyclopédie de Herder, dont la troisième édition est en cours de publication depuis 1902. Nous avons sous les yeux les quatre premiers volumes de cet ouvrage et nous avons pu établir une comparaison.

Il va de soi que, d'une manière générale, le *Herders Konversations-Lexikon*, qui ne doit comprendre que huit volumes au lieu des vingt qu'embrace la publication de l'Institut bibliographique, ne saurait viser à la même ampleur, à la même abondance de détails. Il ne pouvait pas non plus songer à étaler le même luxe de cartes, de plans, d'illustrations de toutes sortes, qui sont un des attraits de l'encyclopédie de Leipzig. Ce n'est pas à dire que l'illustration fasse défaut à l'ouvrage que nous offre la maison Herder; elle est seulement plus sobre, mais, en général, elle est bien choisie et bien appropriée au texte; c'est ainsi, pour prendre un ou deux exemples, qu'aux articles *Jabot*, *Jackett*, une figure fait comprendre de suite au lecteur de quoi il s'agit, au lieu que dans le *Meyers Konversa-*

lions-Lexikon, il faut se contenter d'une simple description.

Des artifices divers, comme l'emploi de signes et d'abréviations, font gagner de la place et ont permis de mettre plus de matière qu'il n'eût semblé possible au premier abord; de même dans les grands articles comme *Afrika*, *Asien*, *Amerika*, etc., le revers des cartes est occupé par des tableaux ou des aperçus qui condensent d'une manière nette et précise les renseignements statistiques ou l'histoire de la découverte du pays.

C'est ce qui a permis de donner à ce qui intéresse plus particulièrement le lecteur catholique une ampleur que l'on regrette parfois de ne pas retrouver dans la grande et belle encyclopédie Meyer. C'est ainsi que l'article *Kardinal*, qui comprend trois quarts de colonne dans celle-ci, en embrasse une et demie dans l'autre; les articles relatifs aux ordres religieux (*Augustiner*, *Benediktiner*, *Dominikaner*, *Franziskaner*, etc.) sont traités beaucoup plus longuement; seul, l'article sur les Jésuites atteint, dans l'œuvre de l'Institut bibliographique, des proportions au moins triples de celles qu'il a dans l'encyclopédie Herder (13 col. 1/2 au lieu de 4).

Tout ce qui a trait à l'archéologie, à la liturgie, au dogme chrétien, est traité ici avec un soin particulier. On nous donne à l'article *Deutschland*, par exemple, une carte par diocèses; et l'on a soin d'indiquer l'organisation catholique des différents pays (à l'article *Ispahan*, par ex.). On groupe, sous le nom des saints, les différents ordres qui les ont pour patrons; c'est ainsi que l'article saint Joseph, qui n'a que dix-huit lignes dans l'encyclopédie Meyer, en atteint cent vingt-deux dans celle de Herder.

L'article sur les congrès catholiques (*Katholikentage*) y est doublé également. Les articles *Amici*, *Baretti*, *Dalmatik*, *Eucharistische Gerölthe*, *Kelche*, etc., sont pourvus de figures qui les rendent plus clairs. Les bulles importantes sont relevées aux premiers mots, qui servent, comme on sait, à les désigner (*Aeterni patris*, par ex.). On trouvera un bon article sur les attributs des saints (*Attribute der Heiligen*). De même, l'article *Christusbilder* fournit toute une série de portraits fort intéressants de Notre-Seigneur. L'article sur les catacombes est deux fois plus gros et est accompagné d'une planche.

D'une manière générale, l'archéologie et l'histoire de l'art sont fort soignées. Voyez les articles *Dürer*, *Eyck*, *Fiesole* et les belles planches qui les accompagnent. Au lieu de grouper, comme l'a fait l'encyclopédie de l'Institut bibliographique, dans de grands articles d'ensemble (*Baukunst*, *Bildhauerei*, etc.), l'histoire et les planches de l'histoire des arts, on a préféré disperser ces renseignements sous des rubriques particulières : *Byzantinische Kunst*, *Gotische Kunst*, *Griechische Kunst*, etc.; les deux systèmes ont leurs avantages.

Naturellement aussi la part est faite plus large aux écrivains catholiques, et des lacunes que nous avons signalées avec regret dans l'encyclopédie Meyer n'existent pas ici.

Par contre, pour nous en tenir aux articles qui touchent de plus ou moins près aux études historiques, les seuls qui doivent faire ici l'objet de notre examen, la publication de Leipzig accuse sur celle de Fribourg une véritable supériorité pour ce qui vise à l'actualité, et aussi, nous a-t-il semblé, pour tout ce qui est du domaine économique.

Le *Herders Konversations-Lexikon* n'a pas pris le même souci de donner à l'histoire la plus contemporaine, qui, en général, intéresse plus directement la grande masse des lecteurs, une place prépondérante. Il serait souhaitable que, sinon dans les volumes subséquents, — Il serait évidemment malaisé de modifier actuellement le plan adopté, — du moins dans une nouvelle édition qui suivra de près celle-ci, nous l'espérons, on avisât au moyen de réparer ce désavantage.

Dans l'état actuel des choses, ces deux dictionnaires ne font pas double emploi; ils se complètent fort heureusement l'un l'autre. La possession du grand ouvrage de l'Institut bibliographique ne rend pas du tout superflue l'acquisition de l'œuvre, plus restreinte dans l'ensemble, de la maison Herder, qui est au contraire indispensable à qui veut avoir un moyen rapide d'information exacte et sûre au point de vue doctrinal sur les choses et les œuvres catholiques.

E.-G. LENOZ.

II. — HISTOIRE GÉNÉRALE

Weltgeschichte, unter Mitarbeit von Thomas Achelis, herausgegeben von Hans F. HELMOLT. Fünfter Band : *Südosteuropa und Osteuropa*. Leipzig und Wien, Bibliographisches Institut, 1905, in-8 de xvi-630 p., cartes et gravures

Dans le tome V de la *Weltgeschichte*,

le septième de cette importante publication (dont le tome II ne nous est jamais parvenu), M. le docteur Hans F. Helmolt et ses collaborateurs se sont efforcés de nous présenter un tableau d'ensemble aussi clair et aussi complet que possible de l'histoire de l'Europe orientale, — au sens le plus

large du mot. — Déjà, dans les deux tomes VII et VIII, précédemment publiés, nous avons trouvé un résumé succinct mais complet, depuis le début du moyen âge jusqu'à nos jours, de l'histoire de l'Europe occidentale; grâce au volume qui vient de paraître, le lecteur de la *Weltgeschichte* possède maintenant un exposé d'ensemble, fondé sur la géographie, des vicissitudes par lesquelles a passé, dans les temps postérieurs à la victoire du christianisme, l'Europe tout entière.

On nous permettra, avant d'indiquer comment a été établi le plan de ce cinquième volume, d'insister quelques instants sur ce que nous venons de dire d'un exposé « fondé sur la géographie. » Là réside, en effet, — nous avons déjà eu souvent occasion de le constater, — une des grandes originalités, un des grands mérites de cette *Histoire universelle*. L'influence du regretté Friedrich Ratzel, dont M. Hans F. Helmolt fut un des disciples les plus fervents et les plus attachés (sa récente étude sur *Amalfi*, dans la *Festschrift* composée à l'occasion du soixantième anniversaire de la naissance du savant professeur, en fournit une preuve nouvelle), domine toute cette publication. au premier volume de laquelle a collaboré Ratzel lui-même. Les pages géographiques et ethnographiques qui, dans le tome V, ouvrent les chapitres consacrés aux Albanais, à l'histoire de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, enfin de l'Europe orientale, d'autres pages encore, en fournissent des preuves abondantes. Rien n'est plus intéressant ni plus nouveau que cette consciencieuse application des doctrines anthropogéographiques à l'étude de l'histoire du monde entier.

Non content de donner à la publi-

cation de la *Weltgeschichte* son unité générale, le docteur Helmolt collabore activement lui-même à sa rédaction. Dans le tome V comme dans quelques-uns des précédents, c'est lui qui s'est chargé de revoir et de mettre au point un chapitre très important que la mort n'avait pas permis au professeur Karl Pauli de parachever. En même temps, il a écrit une partie du chapitre VI, un des plus difficiles et des plus complexes de ce volume, où sont étudiés tant de sujets très complexes et très difficiles. Son rôle demeure donc des plus actifs, et c'est lui qui continue à la fois à porter la responsabilité et à recueillir l'honneur de cette belle publication.

Pour embrasser toutes les questions que soulève l'histoire de l'Europe orientale et sud-orientale, le docteur Hans F. Helmolt a divisé le sujet en sept parties. L'histoire de l'hellénisme, depuis la mort d'Alexandre le Grand jusqu'à nos jours, constitue naturellement le premier chapitre du volume; le professeur Rudolf von Scala a traité ce sujet avec autant de bonheur qu'il en avait eu en racontant (dans le tome IV) l'histoire de la Grèce ancienne. Nous avons tout particulièrement goûté les pages dans lesquelles cet écrivain a montré en Byzance, à l'ancienne époque byzantine, le centre de diffusion de la civilisation pour les pays plus orientaux et plus occidentaux (p. 55 et suiv.). — Au professeur Heinrich Zimmerer a incombé la tâche de montrer l'évolution de la Turquie européenne et de l'Arménie; le dernier paragraphe de son travail, consacré à l'Arménie, constitue une excellente vue d'ensemble, très brève, mais très systématique, de l'histoire de ce pays. — Non moins digne d'in-

térêt est le court chapitre du feu professeur Karl Pauli et du docteur Hel-molt sur les Albanaï (ch. III), dont le mérite est le même que celui des pages sur l'Arménie. — Le docteur Berthold Bretholz a exposé avec beaucoup de conscience, dans la quatrième partie, l'histoire de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie jusqu'à leur union avec l'Autriche en 1526. — Tandis, enfin, que les docteurs Heinrich von Wlislöck et Hans F. Helmolt se consacraient, dans la sixième partie, à la complexe histoire des peuples du Danube (Huns, Bulgares, Roumains, Magyars, Tsiganes; noter particulièrement les quelques pages si intéressantes relatives aux mystérieux Tsiganes), le professeur Wladimir Milkowicz racontait avec beaucoup de soin les vicissitudes multiples par lesquelles passèrent les peuples du sud-est et de l'est de l'Europe, celles de la souche slovène et serbo-croate d'abord (ch. V), celles de la Russie et de la Pologne ensuite (ch. VII). Ainsi se trouve traitée, — sous toutes ses faces, grâce à son cadre ethnographique, — à côté de l'histoire de l'Europe montagneuse de l'ouest (abstraction faite des Celtes, des Germains et des Romains dans l'Europe centrale, ce qui sera la matière du tome VI de la *Weltgeschichte*), — celle de l'Europe plate de l'est.

Nous n'insisterons pas longuement aujourd'hui sur l'intérêt que présente l'illustration *exclusivement documentaire* de ce nouveau volume, qu'une foule de renvois disséminés dans le texte rattachent étroitement à plusieurs des tomes déjà parus; elle est, comme toujours, sobre, mais caractéristique, et les explications qui accompagnent la plupart des planches, — les planches archéologiques et artistiques surtout,

— en rehaussent encore la valeur. Excellentes aussi sont les cinq cartes ou séries de cartes hors texte, et non moins utiles sont les tableaux généalogiques disséminés au cours du volume. Tout, dans le tome V de la *Weltgeschichte*, comme dans les tomes précédents, concourt donc à constituer un ensemble remarquable, dont a déjà commencé de paraître une traduction anglaise, et dont il serait souhaitable qu'on entreprit une traduction française.

HENRI FROIDEVAUX.

Trattato di diritto internazionale pubblico, di Giovanni LOMONACO, prof. di diplomazia e storia dei trattati nella R. Università di Napoli. Napoli, Cav. Nicola Jovene et C^a, 1905, 1 fort vol. in-8 de 772 p.

Dans le bref avertissement au lecteur par lequel s'ouvre ce livre, l'auteur déclare poursuivre un double but: exposer, d'une part, les règles juridiques du droit international public, et démontrer, d'un autre côté, la contribution considérable apportée à cette science par les jurisconsultes italiens. Empressons-nous de dire que ces deux buts ont été atteints. Le second nous paraît mériter d'être signalé d'une façon toute particulière dans une revue française, car il est parfois intéressant et utile de savoir où trouver un résumé limpide, exact et fidèle des doctrines admises par les écrivains d'un pays étranger. Au demeurant, ce serait une erreur de penser que la légitime préoccupation patriotique qui a conduit l'éminent professeur de l'Université de Naples à mettre spécialement en lumière les travaux des jurisconsultes de son pays, lui ait fait négliger les œuvres de leurs ri-

vàux des nations étrangères; il n'en est rien, et c'est bien la science tout entière, quelle qu'en fût la source, exotique ou nationale, qui a été mise à contribution.

A la suite d'une assez vaste introduction historique, et après avoir traité tour à tour de l'existence du droit international, des définitions qui en ont été données, de sa division et de ses sources, M. Lomonaco s'occupe, dans une série de chapitres harmonieusement ordonnés, de l'État en tant que personne internationale, de la souveraineté des États, de leur classification, de leur formation et de leur fin; puis de la théorie générale des droits et des devoirs fondamentaux des États, du droit d'autonomie, d'indépendance, d'égalité, de conservation et de perfectionnement, de commandement et de domaine, du devoir d'assistance réciproque, de celui de protection des nationaux à l'étranger, de celui de maintenir des relations internationales; enfin, de l'acquisition de la souveraineté territoriale, de la liberté de navigation et de la théorie de la mer territoriale. Passant ensuite au droit diplomatique, le savant professeur de Naples en analyse soigneusement les différentes règles et expose minutieusement les fonctions, les pouvoirs, les prérogatives, les obligations, la naissance, la suspension et la fin de la mission des divers agents qui composent ou doivent être considérés comme composant le corps diplomatique. Enfin, après avoir étudié les consulats et envisagé les fonctions et la juridiction des consuls en pays de chrétienté et de non-chrétienté, ainsi que les traités et conventions, les congrès et les conférences, il envisage les solutions amicales ou violentes que sont susceptibles de recevoir les con-

flits internationaux, et consacre une dizaine de chapitres à la guerre, aux principes généraux en matière de guerre, à la pratique de la guerre, à la propriété privée en temps de guerre, à la neutralité et à la neutralisation, à la contrebande de guerre, au blocus, au droit de visite, aux juges des prises, à la fin de la guerre, à la conclusion de la paix et à la théorie du *postliminium* dans les rapports du droit international.

Le nouvel ouvrage de M. G. Lomonaco, il est aisé de s'en rendre compte par ce rapide aperçu, est un manuel très complet, dont le grand mérite est de résumer, en termes très clairs et souvent très élevés, le dernier état de la science. Aussi bien est-il assuré d'un succès égal à celui qu'a si légitimement obtenu son devancier, paru en 1883 et 1884, sous le titre *Istituzioni di diritto civile italiano*, dont une seconde édition en sept volumes in-8 a été rendue nécessaire par le rapide épuisement de son aînée.

P. L.-L.

Le mariage civil, par René LE-MAIRE. Nouvelle édition revue et mise à jour. Paris. éditions des *Questions actuelles*, 1903, in-16 de ix-275 p.

Un ouvrage qui, présenté tout d'abord comme thèse de doctorat devant la Faculté de droit de l'Université de Paris, a été, par elle, récompensé d'une médaille d'or, et qui, à raison de ses qualités mêmes, en est arrivé rapidement à sa seconde édition, n'a pas besoin d'autres recommandations; le double fait que nous venons de signaler suffit à en faire l'éloge sans qu'il soit besoin d'insister autrement. Notre rôle consiste donc moins à parler d'une œuvre déjà connue et

estimée qu'à attirer l'attention sur la seconde édition dont elle vient d'être l'objet, ainsi que sur la revision générale et la mise à jour qui en ont été la suite.

Bornons-nous donc à rappeler que, d'après M. Lemaire, le mariage civil est une « malfaisante institution, » dont la nécessité s'impose de dénoncer les vices et les effets. Tout l'effort de son très intéressant travail, tant dans sa partie historique que dans sa partie critique, vise à ce but. « Le mariage civil est une institution illogique et néfaste, qu'un catholique, aussi bien, d'ailleurs, qu'un protestant ou un israélite, peut être obligé de subir, mais ne doit jamais accepter. »

La thèse suggestive du savant auteur, appuyée sur des références plus abondantes et sur une documentation plus riche encore que dans la précédente édition, est brillamment soutenue; sa défense émane d'un convaincu et d'un sincère; elle pourra passer pour paradoxale aux yeux de certains; sa lecture n'en restera pas moins toujours aussi pleine d'attrait que de profit.

Après avoir montré, dans son introduction, le caractère mixte du mariage, M. Lemaire analyse le conflit des lois civile et religieuse et leur accord avant l'institution du mariage civil; puis, ayant retracé les antécédents directs du mariage civil avec la théorie gallicane et le mariage des protestants, il arrive à l'avènement du mariage civil et à son triomphe sous les lois de la première révolution et sous la législation du Code civil. Il se livre ensuite à la critique légale et morale du mariage civil, ce qui le conduit naturellement à s'occuper du divorce dans ses rapports avec ce mariage civil.

Finalement, il conclut, en invoquant des exemples tirés des législations étrangères, à la nécessité d'une réforme qu'aucun obstacle, à ses yeux, n'empêcherait d'aboutir, et qui consisterait dans l'adoption d'un système comportant une célébration unique qui puisse être, au gré des parties, soit religieuse, soit civile.

Sans aller jusqu'à prétendre que les conclusions de M. Lemaire rallieront à elles toutes les opinions, à tout le moins est-il permis d'affirmer que l'accent de profonde et sincère conviction qui en accompagne l'expression attirera vers elles de nombreux suffrages, et que chacun se plaira à rendre hommage au courageux talent d'un auteur qui ne craint pas, en dépit des circonstances peu favorables du moment, d'affirmer bien haut ses opinions, parce qu'il les considère comme justes et socialement utiles. Qu'il nous autorise à lui offrir ici même le modeste tribut de nos félicitations personnelles.

P. L.-L.

Étude sur la répression des outrages aux bonnes mœurs au point de vue de la nature de l'infraction, de la pénalité et de la juridiction,
par Paul Nourrisson. Paris, L. Larose et L. Tenin, 1905. in-8 de 180 p.

En proposant pour sujet la répression de l'outrage aux bonnes mœurs, l'Académie des sciences morales et politiques demandait aux concurrents une étude à la fois juridique, morale et sociale. La question se présentait, en effet, sous ce triple aspect. Les actes juridiquement désignés sous le titre d'*outrages aux bonnes mœurs* ne doivent pas être

seulement envisagés au point de vue de l'atteinte qu'ils portent aux principes de la morale; ils doivent être considérés aussi au point de vue du trouble qui en résulte pour l'ordre social. Il est donc nécessaire de réprimer ces actes par la loi pénale et, par suite, de les définir au point de vue juridique.

Dans quelle mesure cette répression doit-elle s'exercer? C'est là une question délicate, qui ne peut être résolue qu'en déterminant la nature et le caractère de l'infraction, les pénalités auxquelles peuvent être soumis ses auteurs, les juridictions chargées de les appliquer.

C'est ainsi que se présentait l'étude sur la répression de l'outrage aux mœurs, et les considérations qui précèdent justifient pleinement le plan que M. P. Nourrisson a cru devoir adopter.

Il cherche d'abord à définir la nature de l'infraction dont il s'agit d'assurer la répression; il en détermine les manifestations et montre le nécessité et l'importance à l'heure actuelle de cette répression au point de vue social.

Il examine ensuite quelles ont été les diverses dispositions prises à cet égard par le législateur aux différentes époques de notre histoire contemporaine. Il expose le système qui est présentement en vigueur, quelles pénalités sont applicables, quelle est la juridiction compétente, comment s'exerce la poursuite.

Dans un troisième chapitre, le savant auteur précise les réformes qui lui paraissent nécessaires: réformes pratiques, étant donnée la législation actuelle; réforme législative, en ce qui concerne la détermination plus précise des infractions, la juridiction, les pénalités, le mode de poursuite:

réformes sociales et action morale, qui doivent tendre à réprimer ou à prévenir les actes coupables qui constituent les outrages aux mœurs.

Cette division claire et bien ordonnée a été très exactement suivie par M. Nourrisson, dont le style alerte et vif met en relief les rares qualités de composition et permet de suivre sans fatigue et avec un intérêt croissant la série des instructifs développements. Ajoutons que sa conclusion est qu'il faut faire appel à toutes les forces sociales pour combattre le fléau envahissant de la pornographie, et que l'action de l'État doit se combiner avec celle des particuliers.

Il serait assurément hors de propos de faire ici l'éloge d'un livre dont la haute récompense de l'Académie des sciences morales et politiques a consacré la valeur.

P. L.-L.

La colonisation pratique et comparée. Colonies françaises, colonisation pratique; colonies étrangères, colonisation comparée. Deux années de cours libres à la Sorbonne, par Paul VIBERT (Théodore Vibert fils). Tome I. Paris, Édouard Cornély et C^{ie}, 1904, in-8 de 422 p.

Le volume dont nous venons de transcrire le titre contient le résumé sténographique des vingt leçons du cours libre de colonisation pratique et comparée professé à la Sorbonne, durant l'année scolaire 1900-1901, par M. Paul Vibert. Dans sa pensée ce cours devrait comprendre un cycle de trois années, pendant lesquelles M. Paul Vibert se proposait de faire successivement: l'exposé de la colonisation pratique, en prenant pour champ d'expériences toutes nos colonies, — une étude de colonisation comparée, — une

examinant rapidement les colonies étrangères, » — enfin une revue détaillée « de toutes les productions coloniales et surtout des productions agricoles intertropicales, au double point de vue pratique et comparé. »

Dans quelle mesure un enseignement de ce genre convenait-il à la Faculté des lettres ? Ce n'est pas ici le lieu de le rechercher ; ce qui est certain, c'est que, durant deux années scolaires consécutives, M. Paul Vibert a fait son cours, et que, de 1900 à 1902, il a traité à la Sorbonne les deux premières parties de son programme. En voici le début, dans lequel M. Vibert traite de la colonisation pratique, autrement dit prodigue au Français désireux de se rendre aux colonies les conseils de son expérience, lui fait connaître les lignes de paquebots à utiliser, les époques utiles au point de vue de l'acclimatement, les « vêtements et meubles à emporter ou à ne pas emporter, » les mesures hygiéniques générales à observer dans les colonies, suivant les latitudes, insiste sur l'importance de l'altitude, traite les questions des moyens de communication et de la main-d'œuvre aux colonies, enfin passe en revue les différentes parties de l'empire colonial français. Il n'y a rien là que de la vulgarisation ; c'est un cours qui, par la manière dont il est fait, peut convenir, selon le vœu de l'auteur (p. 22), à des conférences dans nos villages, mais ne se trouve vraiment pas à sa place à la Sorbonne.

Est-il équitable, d'autre part, dans un ouvrage qui prétend être sérieux et impartial, de dire que les villages catholiques de l'Indo-Chine sont des « villages fermés, véritables foyers d'insurrection n'obéissant qu'aux missionnaires » (p. 248) ? M. Vibert

n'aime pas les missionnaires ; c'est son droit ; mais quels faits l'ont autorisé à s'exprimer dans un cours public comme nous l'apprend la sténographie qu'on vient de lire ? De telles paroles ne sont pas dignes d'un cours de Sorbonne, pas plus que ne nous paraissent dignes d'un auteur qui a le respect de son lecteur, ces quelques phrases de la préface de M. Vibert : « Il y a la terrible plaie des congrégations, qui partout enseignent la haine de la république et du monde moderne, et empêchent les indigènes d'apprendre le français, se contentant du latin, comme l'a révélé l'épouvantable croisade de Chine. C'est ainsi que dernièrement un journal étranger nous révélait qu'il y a 24,200 congrégations des deux sexes et 50,000 moines, religieuses, flamidiens, etc., aux colonies. Comment veut-on que notre empire colonial prospère, rongé par une pareille vermine, par un pareil agent de corruption morale et physique ? Si nous ne savons pas réagir, et si un jour nous devons perdre nos colonies, ce serait l'œuvre des congrégations et des moines...., car ces gens seront toujours les éternels ennemis du progrès, de la justice et, naturellement, de la république » (p. 16).

Décidément, M. Paul Vibert ne possède ni la sérénité ni l'impartialité dont ne doit jamais se départir un professeur en Sorbonne

H. F

Mélanges d'étymologie française, par Antoine Thomas. Paris, Alcan, 1902. in-8 de iii-217 p. (Forme le fasc. XIV de la Bibliothèque de la Faculté des Lettres).

Ce volume nous est arrivé trois ans

après son apparition, et il faudrait un romaniste pour en parler avec compétence et critique. Double raison pour nous d'être bref et de nous borner à une simple annonce. Le nom de l'auteur, devenu depuis membre de l'Institut, suffit, du reste, à recommander ce livre où sont discutées des questions menues, quelquefois subtiles, d'étymologie ; car, depuis la mort de Gaston Paris, M. Ant. Thomas est, chez nous, reconnu le maître dans cette science délicate.

Le volume est comme le lexique étymologique de mots rares ou obscurs, discutés séparément ; un très grand nombre de ces notices avaient déjà paru dans la *Romania*. La plupart des mots étudiés sont des termes de métier, ou des noms de plantes ou d'animaux. Comme touchant à l'histoire, dans cette œuvre de linguistique, nous ne pouvons signaler que des noms de fêtes : le provençal *broufounié* (p. 37) et le wallon *treisme* (p. 155, de *tredecima*, le treizième jour après Noël), désignant l'un et l'autre l'Épiphanie, et *chinquème* à Saint-Omer (p. 52, de *quinquagesima*), désignant la Pentecôte. Le terme de *deloir*, étudié dans un appendice, désigne bien le mois de décembre dans des chartes françaises du moyen âge, mais, après avoir réuni les textes et passé en revue les hypothèses émises, M. Thomas n'en propose une nouvelle qu'avec doute. Cette petite dissertation sur le mot *deloir* avait, du reste, déjà paru dans le tome LXII de la *Bibliothèque de l'École des chartes*.

Signalons aussi, page 164, la notice sur le *viery* d'Autun, où l'on a voulu voir la survivance du *vergobretus* mentionné par César ; pour M. Thomas, le *viery* doit son *g* à un rap-

prochement arbitraire » et n'est que le latin *vicarius* (d'où aussi le provençal *viguier*).

Des *indices* très complets (y compris un index géographique) rendent aisé de consulter ce livre pour des recherches de détail.

H. G.

Césarisme et démocratie, par Joseph FERRAND, Paris, Plon-Nourrit, 1904, in-16 de xxxviii-258 p.

L'auteur de cet ouvrage s'est proposé, comme il l'indique en sous-titre, de mettre en lumière « l'incompatibilité de notre régime administratif et de notre régime politique. » Cette discordance a été dénoncée plus d'une fois ; mais elle ne l'a jamais été avec tant de pénétration, de précision et de compétence. M. Ferrand est un ancien préfet. Il connaît donc à fond l'organisme qu'il critique, ce qui n'est pas toujours le cas des réformateurs.

Chez nous, le pouvoir politique dépend du suffrage universel. Tout Français âgé de vingt et un ans a le droit de vote, ce qui donne onze millions et demi d'électeurs. Sur ce nombre, 420,000 fonctionnaires et 460,000 élus (députés, sénateurs, conseillers généraux ou municipaux), au total moins d'un dixième, sont à même de se familiariser avec les affaires publiques. C'est là une anomalie. Si l'on veut tirer le suffrage universel de l'état d'ignorance et d'inexpérience qui fait de lui la proie des politiciens les plus médiocres et les plus dangereux, il importe de l'éclairer. A cet effet, le meilleur moyen serait d'élargir les cadres de nos institutions administratives et d'abandonner à des conseils élus les gestions locales de toute nature,

telles que la préparation et l'emploi des budgets départementaux et communaux, la surveillance des établissements et des travaux publics, l'assistance des pauvres et des infirmes, l'entretien du culte, etc. Grâce à ce système, qu'on peut voir à l'œuvre dans la plupart des pays étrangers, le grand nombre serait mis à même de faire son éducation civique et d'acquérir les connaissances que nécessite le gouvernement du pays par le pays. Du même coup, les représentants de l'État se trouveraient déchargés d'un labeur écrasant et seraient d'autant mieux en mesure de pourvoir à ce qui constitue leur œuvre propre, à savoir la police, la défense nationale et la diplomatie.

Telle est l'idée maîtresse de ce livre, où sont développées enco e bien d'autres vues, toutes marquées au coin du plus ferme bon sens.

H. RUBAT DU MÉRAC.

Miscellanea di storia italiana. Terza serie. Tomo IX (XL della raccolta). Turin, Bocca, 1904, xxxv-463 p.

Ce nouveau recueil de mélanges historiques n'est pas moins intéressant ni moins substantiel que les autres volumes de cette précieuse collection. Il ne comprend pas moins de huit mémoires ou recueils de documents. La plupart intéressent, comme il convient, l'histoire propre du Piémont. M. Domenico Carutti publie (p. 1-57) un très important supplément aux *Regesta Comitum Sabaudiae marchionum in Italia*, depuis leurs plus lointaines origines. M. Stanislas Cordero di Pamparato donne (p. 57-159) un regeste de cent trente-cinq documents, publiés *in extenso* ou par fragments, relatifs à la période

de 1265-1300, qui compléteront les beaux travaux de M. Gabotto. M. Giov. Collino étudie les cartulaires de la *Prevostura* d'Oulx (p. 167-205), M. Poggi publie et commente les anciens statuts de Carpasio du 21 juillet 1433 (p. 209-247), Mario Zucchi fait une histoire complète de Lomello (1476-1796) et reprend même en résumé la période très incertaine de ses origines (p. 271-379). C'est à l'histoire extérieure que se rapporte le mémoire de M. Peragallo : *Cenni intorno alla colonia italiana in Portogallo nei secoli XIV-XV-XVI* (p. 379-462), très important pour l'histoire économique, sociale et artistique. M. Cipolla enrichit d'un important document nouveau la biographie d'Alessandro Guagnini, l'érudit véronais devenu l'historien de la Pologne : une lettre de Jean III, roi de Suède, à la république de Gênes accréditant auprès d'elle Guagnini qui se rendait en Italie pour négocier un traité de commerce entre Gênes et la Suède (28 nov. 1583). Ajoutons un neuvième mémoire : la bio-bibliographie, par M. Manno, du regretté historien niçard Cais di Pierlas (1842-1900), dont l'œuvre, presque toute relative au comté de Nice et comprenant plusieurs volumes importants, compte une quarantaine de numéros (p. 10-165). On voit, par cette simple énumération, tout ce que les historiens du Piémont et de l'Italie auront à prendre dans ce volume.

LÉON-G. PÉLISSIER.

Miscelanea històrica catalana, par F. CARRERAS Y CANDI. 1^{re} série. Barcelona, 1905, impr. de la Casa provincial de Caridad, in-4 de 300 p.

L'auteur de ce nouvel ouvrage s'est

fait connaître du monde savant par la publication d'une vingtaine de volumes, tous consacrés à des études historiques et archéologiques : c'est assez dire qu'il était préparé depuis longtemps à ce genre de travail, qui demande de la patience, de l'érudition et du jugement. Les *Mélanges* que nous présentons ici aux lecteurs de la *Revue* traitent de beaucoup de choses : l'institution des châteaux et de la châtellenie en Catalogne, le palais royal de Martin I^{er} à Bellesguart, la numismatique sarde au xiv^e siècle, les colombiers du moyen âge en Catalogne, les dolmens, les bains, la géomancie populaire du xiii^e siècle, etc., etc. Pour terminer, une chronique très complète de la visite des rois espagnols au sanctuaire de Montserrat, y compris celle d'Alphonse XIII, en 1904, rend cette étude très intéressante et très instructive. Beaucoup de documents à l'appui des dissertations de l'auteur sont insérés intégralement dans le cours de l'ouvrage. On remarquera également un glossaire de mots techniques et anciens à l'usage des lecteurs peu au courant du langage catalan. Je signalerai aussi volontiers la chronique qui a trait au passage de Charlemagne à Montserrat (p. 251), ainsi que l'analyse fort curieuse d'un livre de géomancie, dont, je crois, il n'est fait aucune mention ailleurs, et qui date du moyen âge. Toutes ces études ont dû demander à M. Carreras y Candi beaucoup de temps et d'investigations. La proximité de la Catalogne et ses relations avec la France donnent un attrait particulier à cet ouvrage pour les lecteurs français.

G. BERNARD.

Les Espagnols d'autrefois : récits historiques, par dom J. Rabory. Paris, Savaète, 1905, in-8 de viii-142 p.

Comment le peuple espagnol s'est-il préparé à ce grand et glorieux siècle de Ferdinand le Catholique, qui inaugura l'âge d'or de la Péninsule ? C'est à cette question que répond le beau livre de dom J. Rabory. Pour juger une nation, il faut remonter à ses origines, la suivre dans son histoire, l'étudier dans ses mœurs et ses traditions. En prenant les principaux événements qui se sont déroulés en Espagne, avant, pendant et après la conquête romaine, en passant par les luttes qu'eut à y soutenir le christianisme contre les païens et contre les Maures, l'auteur a tracé un tableau complet, vivant, dégagé de toute équivoque et en parfaite harmonie avec le cadre où il l'a enchaîné. Malgré les influences qu'exercèrent sur tout le pays les divers conquérants qui se disputèrent cette terre précieuse, il est resté des traces indélébiles, dans le nord comme dans le sud ; la langue surtout s'est perpétuée avec une ténacité remarquable : toutes choses bien caractéristiques et dignes d'attention. Dom J. Rabory met en relief toutes ces qualités et, en collationnant les chroniques anciennes, entre lesquelles il sait faire un choix judicieux, il élucide des questions assez mal connues de la plupart des lettrés ; par exemple, celle de la royauté de saint Erménégilde, celle du séjour de Gerbert en Espagne, celle des écoles arabes, etc. Les chroniqueurs espagnols, qui mériteraient de trouver un Dom Bouquet pour réunir leurs récits et en faire un pendant aux *Historiens de France*, sont tirés de l'oubli par notre auteur et jugés comme il

convient. Sans doute, les *Espagnols d'autrefois* ne sont qu'une esquisse rapide, un résumé, un tableau d'ensemble, mais en les lisant, comme on se sent à l'aise! comme on tressaille en parcourant ces pages vibrantes et pleines de vérité, qui peignent si bien l'esprit chevaleresque et patriotique

de nos voisins! Le chapitre vi, qui traite des expéditions de Charlemagne et du pèlerinage de Compostelle, est à signaler : les commentateurs de nos *Chansons de geste* y trouveront des documents nouveaux et précis sur le moyen âge.

G. BERNARD

III. — ANTIQUITÉ. — ORIGINES CHRÉTIENNES

Études sur les religions sémitiques, par le R. P. LAGRANGE. 2^e édition revue et augmentée. Paris, Lecoffre, 1905, in-8 de xiv-527 p.

Les *Études sur les religions sémitiques* ont paru pour la première fois en 1903. Que deux ans à peine aient suffi à rendre nécessaire une nouvelle édition, ce seul fait constitue pour un livre aussi dense une recommandation. Ce succès, d'ailleurs, s'explique et se justifie par le caractère même de l'ouvrage, le seul résumé vraiment scientifique, complet et ordonné, que nous ayons encore aujourd'hui des problèmes qui se posent à propos des religions sémitiques, et des solutions au moins provisoires que l'on peut donner à ces problèmes.

Dans la réédition, le plan et la distribution sont restés les mêmes. Le R. P. Lagrange a eu soin, toutefois, de tenir son volume au courant des progrès réalisés dans le domaine des études sémitiques et, de plus, il y a fait un certain nombre d'additions importantes. Ainsi, l'appendice se trouve enrichi de quatorze nouveaux textes, dont douze inscriptions araméennes, et le corps de l'ouvrage compte deux chapitres entièrement nouveaux : l'un (ch. viii, p. 275-313) sur les *temps sacrés* et, proprement, sur le calendrier et les fêtes qui l'émaillent, leurs variétés et leur signi-

fication; l'autre moins étendu, mais de plus de portée (ch. xii, p. 438-468), sur le *caractère et le développement des religions sémitiques*. C'est là, en effet, que l'auteur s'essaie à une synthèse que les découvertes postérieures forceront sans doute à préciser, mais dont il paraît bien avoir réussi à fixer les grandes lignes. D'après lui, les religions sémitiques, hormis, bien entendu, Israël, que l'on réserve pour une étude à part, ressemblent, par les traits généraux à celles de l'antiquité : comme toutes les autres, elles se présentent sous la forme d'un polythéisme touffu, mêlé de naturisme et d'animisme. Le monothéisme sévère et dogmatique qu'y avait entrevu Renan n'est qu'une pure chimère : les textes ont donné et donnent chaque jour à cette théorie le plus cruel démenti. Peut-être a-t-on le droit d'admettre que le Sémite a du divin une perception plus claire que les autres peuples; mais, là même, les Égyptiens l'emportent sur lui. Ce qui, du point de vue religieux, distingue la race sémite de toutes les autres, c'est que, chez elle, il a été tracé une ligne de démarcation plus nette entre les dieux et les choses : les dieux y sont moins noyés dans la matière et moins mêlés à la nature, moins anthropomorphisés aussi, si l'on peut dire, que les divinités de la Grèce,

par exemple, plus voisins enfin du spirituel. En revanche, la moralité des religions sémitiques est inférieure à celle des autres religions voisines; non que la notion de morale en soit absente, mais nulle part elle n'a été au même degré pervertie : partout où ces religions se sont implantées, elles ont accepté, exigé même, et cela jusqu'à une époque de civilisation raffinée, la prostitution sacrée et les sacrifices humains. Tandis qu'ailleurs ces coutumes abominables sont inconnues ou n'existent qu'à l'état erratique, chez les Sémites elles font partie du système.

A propos du développement des religions sémitiques, le R. P. Lagrange montre qu'il s'est opéré dans des conditions assez déconcertantes pour les théories courantes de l'évolutionnisme. A procéder, en effet, en toute rigueur scientifique, il semble bien qu'il ne soit pas téméraire d'admettre à l'origine du sémitisme religieux un monothéisme réel, et, en tout cas, il paraît bien sûr que l'évolution s'est faite, non dans le sens progressif d'une religion rudimentaire et inférieure devenant peu à peu plus parfaite, mais, tout au contraire, dans le sens opposé. On peut noter que l'Introduction aboutissait déjà à un résultat analogue : l'origine de la religion en général ne s'explique d'une manière vraiment satisfaisante, mis à part l'enseignement exprès de la doctrine révélée, que dans l'hypothèse d'un monothéisme primitif venu à l'humanité par instruction directe de son Créateur. Toujours est-il qu'au cours de leur histoire, ces religions ont versé dans un polythéisme plus ou moins compliqué, mais universel, et que les influences syncrétistes n'y ont plus rien changé d'essentiel.

Quant à savoir si, à l'époque où

paraît le christianisme, elles sont en progrès ou en décadence, il faut examiner au préalable si la notion de Dieu y est plus pure qu'auparavant, les espérances eschatologiques plus fermes, le culte enfin facteur d'idées morales plus élevées. Or, sur ces deux derniers points, il n'est pas douteux que les religions sémitiques soient demeurées misérables : de la vie future, on se préoccupe toujours fort peu, et les débauches rituelles restent aussi révoltantes que par le passé; les sacrifices humains ont cessé, il est vrai, mais tout l'honneur en revient à Rome conquérante, qui ne les tolère plus, non aux goûts indigènes, qui s'en accommoderaient toujours volontiers. Par contre, on a voulu constater un réel progrès dans la notion de la divinité, comme une tendance vers le monothéisme (Ed. Meyer, Nöldeke). Ce point de vue n'est pas soutenable : il provient de préoccupations apologétiques désireuses de présenter le judaïsme et le christianisme comme une sorte d'aboutissement normal du développement religieux des Sémites. Tout ce que les faits permettent d'accorder, c'est que, à l'approche du christianisme, s'est opérée, à la suite de la centralisation politique, une centralisation religieuse : le Bel-Soleil, par exemple, a réussi à s'implanter dans la Syrie et les pays d'alentour, absorbant plus ou moins complètement certaines divinités de même type. Il s'est produit là, somme toute, un phénomène de syncrétisme analogue à ceux que nous constatons justement à la même époque dans tout l'Orient, mais l'idée de Dieu n'en a pas été modifiée; le culte du dieu-soleil s'est superposé aux autres cultes locaux, nulle part il ne les a supprimés tout à fait.

La conclusion qui s'impose, c'est que pour expliquer l'apparition du judaïsme et du christianisme, il faut avoir recours à d'autres influences que celles d'un sémitisme purifié. Les religions bibliques ne se peuvent présenter comme des rameaux naturels du vieux tronc sémite. Elles ont dû, pour vivre et croître, développer des énergies religieuses et morales que le sémitisme est toujours demeuré impuissant à leur donner. De cela on ne pouvait guère douter sérieusement : il faut cependant savoir grand gré au R. P. Lagrange de nous en avoir donné une démonstration si parfaitement lumineuse. Ses *Études sur les religions sémitiques* n'eussent-elles d'autre mérite, qu'elles auraient droit à la reconnaissance de tout chrétien instruit qui se préoccupe des origines divines de sa religion.

Dom E. BOUVET.

Œuvres complètes de Flavius Josèphe, traduites en français sous la direction de Théodore REINACH. Tome III : *Antiquités judaïques*, livres XI-XV. Traduction de Joseph CHAMONARD. Paris, Ernest Leroux, 1904, gr. in-8 de 367 p.

Au fur et à mesure que la publication se poursuit, on reconnaît l'utilité de l'entreprise faite par M. Théodore Reinach de nous donner, sous les auspices de la *Société des Études juives* et avec le concours de plusieurs hellénistes, une bonne traduction française des Œuvres complètes de Flavius Josèphe. C'est qu'en effet il s'agit là d'un auteur qu'il ne suffit pas de consulter à l'occasion, mais que l'on a tout intérêt et tout profit à lire en entier. On ne saurait donc trop applaudir au louable dessein de rendre ainsi à tous le signalé service

de faciliter l'accès d'une lecture souvent impossible à faire dans le texte original. D'autre part, et en se plaçant à un point de vue plus élevé, la science elle-même ne peut que gagner à voir substituer aux anciennes traductions françaises, données d'après de mauvais textes et parfois très approximatives, une traduction rigoureuse, serrant le texte de près et suivant à la lettre, en même temps que les manuscrits, les éditions les plus justement estimées. De la traduction de Flavius Josèphe ont déjà paru la version du tome I^{er}, donnée par M. Julien Weill, celle du tome VII, due à M. Léon Blum, et dont le premier fascicule seul a, jusqu'ici, été publié, celle, enfin, du tome III, dont nous sommes redevables à M. Joseph Chamonard. Celle-ci, aussi exacte que précise et claire, témoigne de la plus scrupuleuse fidélité à l'original. Ajoutons que des notes nombreuses et intéressantes ont été annexées au texte par M. Th. Reinach. Parmi elles, les unes ont trait à l'établissement ou au sens du texte ; d'autres contiennent un commentaire sommaire, mais très substantiel, des chapitres de Josèphe : on y trouve, à côté d'indications sur les sources, une discussion des données chronologiques, une comparaison avec les différents auteurs qui ont rapporté les mêmes faits, et des renvois aux travaux les plus récents. Ce précieux appareil scientifique, qui accompagne de la sorte une traduction que sa consciencieuse solidité suffirait déjà à recommander, l'aidera à mieux faire connaître en France et apprécier à sa valeur Flavius Josèphe, tout en permettant de l'utiliser avec plus de discernement et de connaissance.

P. L.-L.

La famille celtique. *Étude de droit comparé*, par H. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. Paris, Émile Bouillon, 1905, in-8 de xx-221 p.

Ce récent ouvrage de M. d'Arbois de Jubainville, très riche en faits nouveaux, se compose de deux livres.

Dans le livre premier, l'éminent auteur recherche comment était composée la famille ; il étudie sa responsabilité pour crime et analyse la législation des successions.

Il commence par montrer que, d'après le droit irlandais, quatre groupes de parents pouvaient être contraints à payer la composition ; puis, que les branches de la *fine* étaient théoriquement propriétaires indivis de la succession laissée par l'auteur de ces quatre branches, ce qui constitue une analogie avec l'antique propriété collective du sol par la *gens* romaine. — Le droit irlandais connaissant l'expression *comlebad*, qui signifie « lit commun » des cohéritiers, tenanciers d'une propriété indivise, on en pourrait conclure, d'après M. d'Arbois de Jubainville, que la communauté des femmes entre frères a existé d'une manière générale ; par là se trouverait confirmé un texte de César (p. 50).

En Irlande, le système de dévolution était celui que les jurisconsultes anglais ont appelé *tanistry* ; d'après ce système, les dignités indivisibles (royauté, etc.) passaient au membre le plus âgé de la famille.

Dans le droit irlandais, la dot était obligatoire pour que l'union fût régulière ; l'usage, qui en existait chez les Celtes au temps de César, se trouve déjà dans le Code d'Hammurabi, chez les Juifs et chez les peuples dits indo-européens, à l'exception des

Arméniens. Partout, à l'origine, la fille dotée était exclue de la succession paternelle. Chez les Celtes, elle paraît, dès le 1^{er} siècle, avoir hérité à défaut du fils. En Irlande, le droit d'hériter est reconnu au fils de la fille et il semble que les filles héritent à défaut des fils. De toute manière, le père pouvait toujours, par testament, assurer une part de sa succession à ses filles ; toutefois, la propriété que la fille acquerrait ainsi devait revenir aux agnats du père. L'importance du fils de la sœur, attestée dès une époque reculée chez les Celtes continentaux, se constate dans les droits gallois et irlandais, et plus encore chez les Pictes.

Le livre II est consacré au mariage, aux épouses légitimes, aux concubines et aux prostituées.

Les diverses législations relatives au mariage découlent de ce fait social qu'il y a plus de femmes à marier que d'hommes. Ce fait a engendré une difficulté qui a trouvé sa solution soit dans la polygamie, comme chez les Juifs et les Musulmans, soit dans la monogamie, avec un excédent de filles non mariées, de condition plus ou moins précaire, comme chez les Babyloniens et les Indo-Européens. Si les Celtes n'avaient qu'une seule femme légitime, du moins pouvaient-ils entretenir des concubines à côté d'elle.

En Irlande, lorsque la femme légitime était atteinte d'une maladie incurable, le mari avait le droit d'en prendre une seconde ; il pouvait, dans tous les cas, lui adjoindre une concubine, dont l'infériorité de situation est attestée par cette particularité que, si la femme légitime la frappait jusqu'à faire couler le sang, la concubine n'avait droit à aucune indemnité. Le vieux droit irlandais

consacre l'achat primitif de la femme et de la concubine. Chez les Gallois, le prix d'achat de la femme, perçu par le père ou par le parent qui la mariait, était transmis au roi ou au seigneur immédiat qui s'interposait entre le roi et lui. En pays de Galles, le prix d'achat de la femme devenait la rançon du *jus primæ noctis*; ce droit existait encore en Irlande à l'époque où se forma le cycle épique.

Si l'usage du douaire reste inconnu des textes légaux irlandais, il n'est point ignoré des textes littéraires; il fait de bonne heure son apparition chez les Germains, et beaucoup plus tôt encore dans le Code d'Hammurabi. En droit irlandais, tout ainsi que dans ce Code, toute union formée entre homme et femme sans l'assentiment du chef de famille de la femme était nulle quant aux biens, et, si la femme enlevée avait emporté quelques objets de valeur, ils devaient être restitués à sa famille. En Irlande, la femme légitime était considérée comme la propriété du mari qui l'avait achetée de son beau-père; mais elle avait des droits importants; elle avait droit, notamment, à une sorte de composition que devaient lui payer et son mari, s'il prenait une concubine, et cette concubine elle-même.

Le *Senchus Mor* n'admet pas seulement le mariage annuel avec une concubine; il autorise le divorce par consentement mutuel. Dans le pays de Galles, la volonté unilatérale de l'un des époux suffit également à motiver la rupture du mariage, et, en Irlande, le chef de famille est autorisé à exiger une part dans les gains de la prostituée.

Ce livre second se termine par un Appendice, où est étudiée la question

de savoir si les Celtes étaient pédérastes. Différents textes grecs forment contre eux cette accusation; César, en homme réservé et prudent sans doute, ne la reproduit pas. Quant à M. d'Arbois de Jubainville, il conclut que les Celtes ne devaient pas être plus coutumiers de ces vices contre nature que les Grecs et les Romains. Toujours est-il qu'il n'y en a pas de trace dans les textes irlandais.

Tel est, analysé d'une manière beaucoup trop rapide pour n'être pas très incomplète et fort imparfaite, le nouveau livre de l'érudite professeur au Collège de France. Et maintenant, qu'il nous soit permis de terminer en disant, ce sera là notre seul éloge, que l'auteur a su y vaincre la plus grosse difficulté qu'il avait à surmonter : celle de rester égal à lui-même.

P. L.-L.

Les vases céramiques de la Gaule romaine, par Joseph DÈCHELETTE. Paris, 1904. 2 vol. grand in-4 de vi-308 p. et de 380 p., avec planches.

Les volumes du *Corpus inscriptionum latinarum* consacrés à la Gaule viennent de recevoir, peu après leur apparition, un supplément d'une importance considérable dans le travail de M. Joseph Déchelette sur *Les vases céramiques ornés de la Gaule romaine*.

Les produits céramiques gallo-romains forment une contribution précieuse à l'étude de l'antiquité classique. Technique, formes, types ornementaux sont, originairement, autant d'emprunts à des modèles grecs ou italiques sans aucun mélange d'art celtique et d'industrie indigène. Toutefois, la fabrication des vases sigillés ornés ne s'est pas trouvée

soustraite aux conditions ordinaires de l'évolution. Des modifications, des innovations se reconnaissent sur les ouvrages des officines de la Gaule romaine qui les différencient des produits venus d'autres provinces, principalement de l'Orient. Des poinçons nouveaux ont remplacé les poinçons passés de mode. la technique a été dotée de procédés plus variés, cependant l'élément spécifique gaulois, l'« art de la Tène, » ne s'est plus manifesté par aucune survivance ni par aucune renaissance dans l'ornementation des produits céramiques, jusqu'à l'époque des invasions barbares.

Ce qui donne au recueil de M. J. Déchelette une importance capitale pour l'histoire de l'art, c'est l'exécution soignée de 1681, dessins permettant d'innombrables identifications avec les œuvres de l'antiquité. Rapprochée du grand recueil de Clarac ou de l'utile *Répertoire de la statuaire* de M. S. Reinach, la collection des vases céramiques complète, rectifie et explique des fragments demeurés jusqu'à ce jour inintelligibles. Un fragment de bol trouvé à Roanne, orné de rinceaux en volutes terminés par des fleurons, procède de l'art augustéen et permet de préciser certains détails douteux de la décoration ornementale dans les bas-reliefs de l'*Ara Pacis Augustae*. Des moules de vases présentent sur leur frise une décoration qui reproduit exactement celle de certains vases métalliques, en particulier des célèbres patères d'argent du musée de Belgrade. Ou bien encore des sujets de l'époque classique ont subi une déformation qui semble les avoir transformés en sujets nouveaux; par exemple : le sacrifice d'un bouc par deux personnages s'altère au point qu'on peut se demander si cette scène n'est pas devenue sim-

plement, sur un manche d'œnochoé du musée de Boulogne, la représentation d'un bain de pieds.

Les fabricants de moules, ne possédant pas toujours tous les poinçons nécessaires à la figuration d'une scène, substituaient tant bien que mal aux personnages manquants les types plus ou moins similaires. Un fragment de vase trouvé au cours des fouilles du Limes, dans le *castellum* de Wallduern, met sous nos yeux une composition réalisée à l'aide d'un expédient de ce genre. Le potier voulait représenter une scène de l'amphithéâtre offrant le supplice d'une *pila* livrée aux bêtes; faute d'un poinçon représentant une femme nue ligotée et attachée à un poteau, il a fait usage d'une Vénus pudique dont le piédestal tient lieu de l'escabeau des condamnés aux bêtes. Cet exemple est caractéristique; il n'est pas unique, mais il est suffisant pour faire entrevoir ce que l'étude des antiquités peut devoir à une interrogation habile des céramiques de la Gaule. Pour s'en convaincre, on peut parcourir le « Recueil général des types » formé par M. J. Déchelette. Il y a plus, nombre de types peuvent, croyons-nous, être utilisés comme types de transition entre l'art antique et l'art chrétien des sarcophages de la Gaule. Il y a, dans les céramiques, l'explication d'un certain nombre de difformités qu'on s'est habitué, un peu hâtivement, à mettre sur le compte de la seule maladresse des tailleurs de pierres et qui trouvent plus justement leur explication dans l'abaissement du niveau général de toutes les productions d'art. En outre, les sculpteurs gaulois se rattachent encore aux potiers par la coutume des uns et des autres de grouper arbitrairement, au hasard des rappro-

chements, les types et modèles à reproduire. Ce procédé de juxtaposition est surtout sensible sur les sarcophages de la Gaule; ceux de l'Italie se rapprochent au contraire des méthodes en usage chez les potiers d'Arezzo, pour lesquels la décoration ne consiste pas en juxtapositions, mais en compositions d'ensemble. La section consacrée à « Vénus, femmes nues et demi-nues, nymphes, danseuses, » offre quelques types nouveaux qui sont mieux que des variantes de types connus. Par exemple, une Vénus nue, debout sur la jambe droite, réunissant le geste de la Vénus Anadyomène à celui d'Aphrodite nue, détachant sa sandale. Ou bien encore, un groupe tout nouveau d'Eros et de Psyché dépendant certainement du type primitif, dont il s'écarte volontairement par l'interversion des sexes.

Ces observations, minuscules en apparence, peuvent parfois conduire plus loin. C'est ainsi qu'une consultation d'Œdipe, d'un aspect un peu fruste, appelle un rapprochement avec une scène dans laquelle figurent la Vierge et un personnage sous un portique sur une ampoule de la collection du British Museum. Le coq qui occupe l'angle de l'arcature sur cette ampoule est remplacé sur une poterie de Banassac par un oiseau. Plusieurs fragments, dont un provenant de Trion, représentent la rencontre de Bacchus et d'Ariadne. La fille de Minos endormie dans l'attitude antique, étendue, le bras droit ramené autour de la tête, est certainement un des prototypes du Jonas des fresques et de quelques bas-reliefs. Les bustes affrontés de Sérapis et d'Isis remettent immédiatement en mémoire les médaillons de bronze à l'effigie de saint Pierre et saint Paul.

Enfin, Bacchus nouveau-né, allaité par la nymphe de Nysa, et trois personnages dirigés vers le groupe du petit dieu et de sa nourrice, rappellent les compositions chrétiennes de l'adoration des mages.

Un certain nombre de poteries représentent des scènes de combats à l'amphithéâtre. Plusieurs nous montrent des femmes nues livrées aux bêtes, punition réservée aux adultères et plus tard aux chrétiennes; ceci n'ajoute rien à ce que les textes nous font connaître, mais un vase de la collection du docteur Chopard offre une représentation nouvelle. Une femme nue est attachée, les mains derrière le dos, à un poteau lequel est fixé sur un char. Le poteau est cloué au panneau de devant du char, dont un valet d'amphithéâtre a saisi le timon afin de le faire évoluer à grande vitesse à l'instant même où une lionne dressée sur les pattes de derrière déchire l'épaule droite de la victime. C'est un raffinement tout nouveau et qui doit être ajouté aux indications que nous avons recueillies dans un autre travail sur la condamnation *ad bestias*.

Ce dernier monument suffirait à donner la démonstration de la nécessité pour ceux qui étudient l'antiquité, soit au point de vue classique, soit au point de vue national, de mettre à profit le précieux *Corpus* des vases céramiques. Outre les dessins, les descriptions, les histoires des diverses officines fictiles, on trouvera des statistiques à jour et des catalogues d'une admirable minutie de tous les potiers gaulois dans ce livre qui témoigne d'une information complète, d'une critique avisée et d'une conscience scientifique irréprochable.

H. LECLERCQ.

Etudes économiques sur l'antiquité, par Paul GUIRAUD, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Paris, Hachette, 1905, in-12 de 297 p.

Ce livre est un recueil d'articles publiés dans diverses revues. Tous sont reliés par une même idée, dont l'auteur retrouve la trace aux principales époques de l'antiquité classique : c'est que les grands événements de l'histoire ont moins été amenés par des causes morales que par des causes économiques. Les annexions, les conquêtes, la formation de l'unité hellénique ou de l'unité italienne, l'« impérialisme » romain, ne sont que dans une mesure relativement faible les effets de l'ambition politique : c'est la nécessité d'ouvrir des débouchés commerciaux, d'agrandir, selon le mot de Cicéron, « les voies de l'argent, » ou simplement le désir de piller des pays neufs, qui créèrent ces puissances colossales, dont nous apercevons seulement de loin les aspects glorieux et les résultats, en définitive, favorables à la civilisation générale. Qu'il y ait beaucoup de vrai dans cette thèse historique — dont l'humiliant positivisme de notre époque fait sous nos yeux la contre-épreuve — on aurait tort de le contester : mais cependant, il serait, croyons-nous, facile de montrer que, dans l'histoire de l'hellénisme, comme dans celle de la république ou de l'empire romains, les causes morales eurent, en bien ou en mal, beaucoup plus de jeu que ne semble le reconnaître M. Guiraud.

Quoi qu'il en soit, on lira avec grand intérêt ce livre profondément pensé et sobrement écrit, plein tout à la fois d'idées et de faits. En voici les divisions : De l'importance des questions économiques dans l'antiquité ;

— L'évolution du travail en Grèce ;
— L'impôt sur le capital à Athènes ;
— La population en Grèce ; — L'impôt sur le capital sous la république romaine ; — Histoire d'un financier romain ; — L'impérialisme romain.

A ceux qui, corrigeant ou complétant la thèse de l'auteur, voudraient se rendre compte de la répercussion que les questions morales peuvent avoir sur les questions économiques, ou au moins du lien qui les unit, je signalerai le chapitre de *La population en Grèce*. Sur « la natalité des esclaves » et les ignobles moyens employés pour restreindre celle-ci, afin de la régler toujours sur l'intérêt pécuniaire des maîtres, on trouvera les renseignements les plus curieux et les plus tristes : et l'on pourra les comparer avec les doctrines et les préceptes du christianisme, qui, pour l'honneur comme pour le bien de l'humanité, font prédominer la morale sur les avilissantes suggestions de l'intérêt personnel.

PAUL ALLARD.

La province romaine préconsulaire d'Asie, depuis ses origines jusqu'à la fin du haut Empire, par Victor CHAPOT. Paris, Bouillon, 1904, in-8 de xv-573 p.

Le livre très neuf et très précis de M. Chapot est de nature à éclairer ceux qui, dans l'étude de l'administration romaine, seraient enclins à porter des généralisations hâtives. En réalité, une province, dans l'immense étendue de l'Empire, ne ressemblait pas à une autre province : sous la couche de civilisation romaine dont elle était revêtue, elle conservait son individualité propre et même ses institutions originales.

Il en fut au moins ainsi de l'Asie proconsulaire, c'est-à-dire de la vaste contrée qui occupait la pointe occidentale de l'Asie Mineure, et comprenait la Mysie, la Lydie, la Carie et la Phrygie. Non seulement, sous l'autorité du proconsul, elle garda, à peine altérée, sa physionomie traditionnelle, mais encore aucune de ses parties ne perdit les traits qui les distinguaient les unes des autres. L'administration romaine favorisa la civilisation matérielle en créant, à l'intérieur du pays, des routes, des aqueducs et des ponts : elle ne fit pas qu'un Phrygien ressemblât plus que par le passé à un habitant de la Mysie ou de la Lydie, et surtout, elle ne fit pas qu'aucun d'eux, même fervent adepte du culte impérial, devint jamais, par l'esprit et par les mœurs, un Romain.

Telle est l'impression d'ensemble que donne une lecture attentive de ce remarquable ouvrage. Son plan est très simple. Dans une première partie, l'auteur étudie la formation et les vicissitudes générales de la province, et retrace son histoire, d'abord au temps de ses derniers rois, puis sous les premiers gouverneurs romains et les compagnies de financiers qui la mirent au pillage, puis pendant l'ère de paix et de prospérité que lui ouvrit la fondation de l'Empire par Auguste. — Une deuxième partie, les villes et la vie municipale, offre de celle-ci un tableau très détaillé, retraçant tour à tour la situation et les privilèges des cités, la condition de leurs habitants, les assemblées municipales, les magistratures municipales et les liturgies, c'est-à-dire les charges acceptées par les citoyens riches, qui payaient en services publics, souvent fort onéreux, les titres d'honneur dont on

les parait. — Une troisième partie étudie l'administration romaine, donne la liste de ses agents, gouverneurs, questeurs, légats, fait connaître leurs bureaux et décrit tout ce qui est de l'ordre administratif, impôts, monnaies, justice, voirie, armée (il n'y en avait pas dans la province pendant l'Empire, tant elle était bien pacifiée), domaines impériaux, etc. — La quatrième partie fait connaître l'action des Romains sur les religions indigènes, le culte des empereurs, les assemblées provinciales, la question encore fort embrouillée des Asiarques, les fêtes, les jeux et enfin les caractères particuliers du christianisme asiatique.

Ce dernier chapitre est peut-être le plus intéressant de l'ouvrage, car il montre comment, dans l'unité de l'Église universelle, subsistaient les particularités locales. Sur certaines assertions de l'auteur quelques réserves pourraient être faites : mais il y a beaucoup à apprendre dans ces pages. Au sujet des persécutions, M. Chapot se rallie (p. 520), avec raison selon moi, à l'opinion de ceux qui voient un délit dans le seul fait de professer le christianisme. Mais il se trompe quand il dit (p. 522) qu'il n'y eut point de persécution « réglée et systématique » avant Dioclétien : c'est oublier Dèce et Valérien. Une autre erreur (p. 456) est de dire que Marc-Aurèle fit lire dans l'assemblée provinciale d'Asie « son rescrit *De christianis*. » Il n'y eut pas de rescrit *De christianis* rendu par Marc-Aurèle : celui que lui attribue Eusèbe est d'Antonin le Pieux, et encore est-il presque certainement apocryphe.

Quelques fautes d'impression : p. 301, ligne 17, lire *conciliandas* et non *conciendiandae*; p. 429, ligne 24, « son frère » au lieu de « son père. »

PAUL ALLARD.

Carthage romaine, par A. AUDOLLENT. Paris, Fontemoing, 1901, in-8 de xxxi-850 p.

L'Afrique romaine est, depuis quelques années, l'objet d'études persévérantes. Tandis que les uns, comme le P. Delattre ou M. Gsell, fouillent sans relâche son sol, d'autres, comme M. Boissier, M. Cagnat, M. Toutain, M. Monceaux, dom Leclercq, font revivre dans des livres de haute érudition ses souvenirs profanes ou sacrés. Celui que M. Audollent vient de consacrer à Carthage est un véritable monument. Le savant professeur de l'Université de Clermont a étudié si complètement chacun des aspects de son sujet, qu'il semble ne devoir rien laisser à dire après lui ; et il l'a fait avec tant de clarté et d'élégance, que les huit cents pages qu'il a écrites sur l'ancienne rivale de Rome, devenue la vraie Rome africaine, se lisent non seulement sans fatigue, mais encore avec un véritable agrément. Je connais des gens qui n'ont pu aller jusqu'au bout de *Salammbô*, et qui ont lu d'un trait le gros volume de M. Audollent.

Résumer celui-ci est impossible : il faut nous contenter d'en marquer les grandes lignes. M. Audollent fait d'abord connaître l'état de la science, en mettant sous nos yeux les travaux dont, avant le sien, Carthage fut l'objet. Il le fait d'une double manière : en reproduisant (Appendice I, p. 749-825) tous les textes anciens relatifs à la topographie de Carthage romaine, non seulement ceux du haut Empire, mais encore ceux des époques vandale et byzantine, puis tous les textes du moyen âge et des temps modernes jusqu'en 1833 ayant trait non plus à l'histoire de Carthage, puisque la ville était morte sous les coups des Arabes, mais à ce

qui restait de ses ruines. Cette date de 1833 est celle où commence, avec le Danois Falbe, l'étude vraiment scientifique de la région tunisienne : depuis Falbe jusqu'au P. Delattre, que de savants de tous les pays ont essayé de réveiller Carthage ! Pour rappeler les seuls Français, les noms de Dureau de La Malle, Raoul Rochette, Beulé, Guérin, Sainte-Marie, Tissot, restent glorieusement attachés à ces études. Celui qui voudra étudier utilement le beau livre que j'analyse fera bien de jeter d'abord un coup d'œil sur l'appendice dont je parlais tout à l'heure, puis de lire la copieuse introduction dans laquelle sont résumés les travaux des explorateurs modernes : il comprendra mieux ensuite l'histoire et les descriptions archéologiques de l'auteur.

Car l'histoire et la description se mêlent sans cesse dans ces pages, bien que jamais elles ne se nuisent l'une à l'autre. — Un premier livre montre comment fut organisée la conquête, pendant le siècle et demi qui s'écoule entre la date de celle-ci et les commencements de l'ère chrétienne ; trace le tableau de l'époque prospère de Carthage romaine, pendant le 1^{er} et le 2^e siècle de notre ère ; raconte les deux siècles agités qui vont de l'avènement de Gordien à l'entrée des Vandales ; montre Carthage vandale pendant un siècle encore, puis pendant un demi-siècle byzantine, jusqu'à ce que la conquête arabe l'absorbe et la détruise. Commencée à l'an 146 avant Jésus-Christ, l'histoire politique de Carthage romaine se termine à 698, après les plus tragiques et les plus émouvantes vicissitudes. — Le livre deuxième est consacré à la topographie. On peut suivre, à l'aide des deux excellentes cartes qui accom-

pagnent le volume, les chapitres qui décrivent les alentours de la ville, la ville haute, la ville basse, et relèvent en quelque sorte sous nos yeux la cité détruite et ses faubourgs. — Les deux livres suivants résument ce que les textes et les monuments nous apprennent des fonctionnaires municipaux ou impériaux de Carthage, et ce que l'on peut savoir des divers cultes païens — Caelestis, Saturne, Esculape, Sérapis, le culte impérial — qui exaltèrent souvent jusqu'au fanatisme la plèbe carthaginoise.

Le livre cinquième a pour sujet Carthage chrétienne, depuis ses premiers martyrs de la fin du second siècle jusqu'aux martyrs faits par les Vandales; depuis les écrits de Tertullien, le gouvernement ecclésiastique de saint Cyprien, jusqu'aux troubles donatistes et à l'influence de saint Augustin. A l'émotion contenue qui anime ici l'érudition toujours minutieuse et précise, on devine les sympathies religieuses de l'auteur : si son histoire du christianisme africain contient peu de vues nouvelles, et présente parfois quelques longueurs, elle est à tous égards très belle et très grande. — Le livre sixième est tout archéologique : il résume ce qu'on peut savoir de l'architecture, de la peinture, de la sculpture, des arts industriels de Carthage romaine, en insistant beaucoup sur cet art de la mosaïque, qui ne fut nulle part aussi cultivé. — Le livre septième est peut-être le plus original : l'esprit public, la société lettrée, la langue, y sont tour à tour étudiés. M. Audolent consacre aux lettrés païens et chrétiens originaires de Carthage, depuis Apulée jusqu'aux poètes de l'époque vandale, des chapitres littéraires fort piquants : on en peut tirer

cette conclusion, que seul le christianisme mit en valeur l'intelligence et le génie particulier de la grande ville africaine, car Apulée lui-même, le seul lettré païen un peu marquant, fait bien chétive figure auprès de Tertullien, de Cyprien, d'Augustin et même des rédacteurs anonymes de certaines Passions des martyrs africains.

Deux remarques pour finir. — Après avoir lu ce livre, d'une science si pleine et si solide, on constate que M. Audolent ne se croit pas obligé d'affecter à l'égard de certaines sources historiques le dédain intransigeant qui est de mode aujourd'hui. C'est ainsi que malgré le mauvais renom des écrivains de l'*Histoire Auguste* (voir *Revue*, t. LXXVIII, p. 325), il accepte comme authentiques (p. 74-75) aussi bien le récit de Trebellius Pollion sur l'élection de Celsus, revêtu du peplos de Caelestis en guise de manteau impérial, que les lettres citées par Vopiscus comme ayant été écrites par le Sénat romain à ceux de Carthage et de Trèves pour leur annoncer l'élection de Tacite. — Mais je crains qu'il ne se trompe en affirmant (p. 79) qu'en 307 Maximin Daïa résidait en Égypte : le récit de Zosime sur lequel il s'appuie ne dit rien de tel, et il semble bien qu'à cette époque la résidence habituelle du César fût dans ses provinces de Syrie.

PAUL ALLARD.

Dott. Ugo Giri : *In qual tempo abbia scritto Vopisco. Le biografie degli Imperatori. Probabile data di composizione di ogni biografia. L'attendibilità di Vopisco*. G. B. Paravia, Turin, Rome, Milan, Florence, Naples, 1905, in-8 de 85 p.

Le docteur Giri n'a pas de peine à réfuter le paradoxe de Dessau, d'après

lequel ni Vopiscus ni aucun des six écrivains de l'*Histoire Auguste* n'auraient vécu, le recueil entier étant l'œuvre d'un faussaire de la fin du iv^e siècle. Plus laborieusement il s'efforce d'établir contre Mommsen que Vopiscus, l'auteur des biographies d'Aurélien, de Tacite, de Probus, etc., a vécu non au commencement du iv^e siècle, mais vers le milieu de ce siècle, sous le règne de l'empereur Constance II.

Le paragraphe final (p. 75-85), sur la crédibilité de Vopiscus, me paraît excellent. M. Giri reconnaît que beaucoup des documents reproduits dans ses biographies, lettres, discours, sont inventés; mais il pense que dans bien des cas l'invention porte seulement sur la forme et la mise en scène, tout en reposant sur des traditions ou des pièces vraies. Il en est même qui sont tout à fait exacts, fond et forme. « Telle lettre insérée par Vopiscus, et jugée fausse, ne me paraît point telle, » dit-il; et il ajoute : « En somme, pour les pièces rapportées par Vopiscus, mon avis est que parmi les renseignements qui s'y rencontrent, il y en a de bons et de mauvais, qu'une critique sagace et prudente doit chercher à discerner, et qu'en somme on en peut tirer plus de fruit que le pessimisme des critiques ne le ferait croire. » A l'appui de sa protestation contre « le dédain olympien » de ceux-ci, il cite la récente découverte d'un *aureus* de Saturninus, qui confirme le récit de Vopiscus sur l'élection de ce tyran, contesté par la critique allemande.

Le docteur Giri ne paraît pas connaître les *Études sur l'Histoire Auguste* de M. Lécivain, parues cependant un an avant son mémoire.

PAUL ALLARD.

La sainte Vierge, par René-Marie DE LA BROISE. Collection « Les Saints. » Paris, Lecoffre, 1904, in-12 de vi-250 p.

D'après les volumes qui y ont déjà paru, il semble que le but de la collection des *Saints* est de nous les présenter en pleine lumière d'histoire. Les siècles se sont emparés de ces figures et les ont peintes sous les vivantes couleurs que leur piété leur inspirait; il appartenait à celle de notre temps de s'efforcer de dégager simplement et sobrement l'enseignement de leur vie, telle que les documents les plus authentiques nous permettent de la reconstituer.

N'était-il pas difficile et presque impossible de traiter de ce point de vue la vie de la sainte Vierge? Les seuls documents authentiques d'histoire que nous ayons sur elle sont les quelques renseignements que nous fournissent les Évangiles, renseignements à dessein fort brefs, selon la remarque de Pascal : « Tout par rapport à Jésus-Christ. » M. de la Broise, qui a donné en 1898 deux articles sous ce titre : « Comment écrire la vie de la sainte Vierge? » ne l'a pas cru, et il a pensé pouvoir écrire cette vie en trois parties « traitées simultanément et se compénétrant, car elles donnent dans leur ensemble la vraie connaissance de la sainte Vierge. »

Pour l'exposé historique des événements de la vie de la sainte Vierge, l'auteur a largement usé des Évangiles apocryphes, et leurs légendes sont si gracieuses qu'on le lui pardonnera volontiers, et qu'on ne songerait même pas à le lui reprocher s'il avait toujours gardé une grande prudence de langage. Mais il lui arrive parfois de donner comme certaines des opinions qui ne sont que possibles : je ne lui apprendrai rien en

lui disant que beaucoup de bons esprits, avec un certain nombre de Pères, tiennent pour un premier mariage de saint Joseph, d'où seraient issus les « frères du Seigneur. » Peut-être aussi les arguments tirés de révélations privées ou de sermons du moyen âge ne sont-ils guère probants au point de vue historique.

La seconde partie consiste à « donner quelque idée de l'âme de Marie et de sa vie intérieure. » Ici encore, et sans entrer dans le détail, il faut noter le même manque de nuances en ce qui concerne les opinions théologiques.

« Troisièmement enfin, il faut exposer le rôle joué par Marie dans le plan divin de l'Incarnation et de la Rédemption. » L'auteur cite avec amour les passages prophétiques qui s'appliquent à la sainte Vierge au sens littéral ou même accommodative. Ces passages sont assez nombreux pour qu'il ait pu sacrifier Jérémie, xxxi, 21-22, dont il semble difficile, après le travail de M. Condamin, de soutenir la valeur messianique.

R. L.

A critical dissertation on the Athanasian Creed, by D. W. OMMANNEY. Oxford, Clarendon Press, 1897, in-8 de xiii-560 p.

L'ouvrage de M. Ommanney, encore qu'ancien de quelques années, n'a pas perdu sa valeur; on a pu faire, avec plus ou moins de succès, de nouvelles hypothèses sur ce document célèbre: il restera à l'auteur le mérite de l'avoir étudié dans son origine et dans son histoire avec un soin et un luxe d'érudition qui n'ont pas été dépassés.

La première partie, *Documentary Evidence*, est consacrée à étudier

toutes les citations qui ont été faites du Symbole, tous les manuscrits qui contiennent le texte, au moins les manuscrits importants, les commentaires ou expositions qui en ont été donnés, enfin les différentes versions qu'on en a faites.

La deuxième partie, sous le titre de *conclusions*, contient des études sur la langue, la date, l'auteur, les titres, le texte et l'usage du Symbole. La langue originale est le latin, il n'y a plus guère de divergences sur ce point; c'est vers le ^v^e siècle qu'il en faut chercher l'auteur, et enfin entre saint Hilaire d'Arles, Vincent de Lérins et Cassien, qui paraissent à M. Ommanney les candidats les plus sérieux, c'est Vincent de Lérins qui lui semble avoir les meilleurs titres. Mais, comme nous l'avons dit, ce n'est qu'une hypothèse assez vraisemblable: on continuera à la discuter.

L'appendice, qui est fort intéressant, contient quelques *excursus* sur le fragment de Trèves, la *confessio fidei* de l'Ordo de Sarum, les psautiers latins, la version grecque du *Credo* et quelques autres textes.

Cette étude est conduite d'un bout à l'autre avec beaucoup de patience et d'ingéniosité; elle restera comme un des bons travaux de l'érudition anglaise contemporaine.

G. .

Saint Jean Damascène, par V. ERMONI. Collection « La pensée chrétienne. » Paris, Bloud, 1904, in-12 de 331 p.

Confiée à M. l'abbé Ermoni, l'édition de saint Jean Damascène s'est trouvée en d'excellentes mains. Son ouvrage est d'un maître. Il se divise en deux parties: *La philosophie de saint Jean Damascène* et *La théologie*

de saint Jean Damascène, qui embrassent toute la doctrine du grand docteur grec. Une introduction de quatorze pages prépare le lecteur à comprendre l'économie du livre. Les copieuses citations qui constituent le fond de l'œuvre sont d'ailleurs précédées d'une courte note explicative.

L'indication des chapitres de la seconde partie fera voir quelle est la manière de l'auteur : I. *Les sources de la théologie*; II. *La foi*; III. *La Trinité*; IV. *La condition primitive de l'homme et la chute*; V. *Les anges*; VI. *L'Incarnation*; VII. *La christologie*; VIII. *La mariologie* (M. Lejay proteste contre ce néologisme, à propos de l'ouvrage de M. Turmel; il paraît qu'il faut écrire : *Mariologie*); IX. *Les sacrements*; X. *Les fins dernières*; XI. *La communion des saints*. Et chacun de ces chefs comporte des subdivisions plus ou moins nombreuses, sous lesquelles se rangent les extraits des divers traités de saint Jean Damascène.

M. Ermoni n'a pas manqué de relever l'importance de l'œuvre philosophique et théologique de saint Jean Damascène. Si Aristote a pénétré la doctrine chrétienne en Orient et y a pris droit de cité, c'est à Jean qu'il le doit. A cet égard, Jean de Damas est un précurseur de Thomas d'Aquin. Et cette œuvre de « christianisation de l'aristotélisme » n'a pas été une entreprise facile à réaliser. Il ne manque pas de bons esprits qui, aujourd'hui encore, estiment que la doctrine du Stagirate est foncièrement incompatible avec la pensée chrétienne. On ne s'étonnera donc pas qu'avant de recevoir le baptême de la scolastique, elle ait eu à subir diverses condamnations. L'œuvre d'adaptation due à Jean Damascène en est d'autant plus intéressante à étudier.

T. LXXIX. 1^{er} JANVIER 1906.

Jean a donné à un de ses livres, au plus important, le titre de *Source de la science*. Après une introduction purement philosophique, l'ouvrage contient un exposé de toute la théologie chrétienne. C'est sans doute ce qui valut à l'auteur d'exercer une influence si considérable sur la théologie de l'Eglise grecque. Les orthodoxes lui ont évidemment emprunté sa théorie sur la procession du Saint-Esprit. On sait que, d'après lui, le Saint-Esprit ne procède pas du Père et du Fils, mais du Père par le Fils (cf. Ermoni, p. 182). Et cela est d'autant plus surprenant que l'illustre défenseur des images fait quelque part profession de « ne rapporter que ce qui lui a été enseigné par les maîtres antérieurs. » Il relève notamment de Grégoire de Nazianze, de Basile et d'Épiphane. Or, ces Pères enseignent plutôt que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils; saint Épiphane est même le créateur du *Filioque*. Ce point de doctrine méritait peut-être que M. Ermoni lui consacra une petite note. On serait curieux de savoir comment Jean est devenu infidèle à ses maîtres et a entraîné ainsi les Grecs à sa suite.

M. Ermoni reconnaît l'authenticité des trois homélies de Jean Damascène sur « la Dormition de la sainte Vierge. » C'est à cet ouvrage que l'Eglise emprunte les leçons du second nocturne pour l'office de l'Assomption. Nous avons été un peu surpris de n'en pas rencontrer quelque extrait dans le chapitre consacré à Marie. M. Ermoni voudra sans doute combler cette lacune dans une prochaine édition.

E. VACANDARD.

Histoire d'Héraclius, par l'évêque Sebéos, traduite de l'arménien et annotée par Frédéric MACLER. Paris, Leroux, 1904.

Cette histoire de l'évêque Sebéos a pour l'histoire religieuse du VII^e siècle une importance très grande. Contemporain et témoin oculaire des événements qu'il rapporte, l'évêque Sebéos est pour son époque une source précieuse. Sans doute, en utilisant son travail, il faut le critiquer et soumettre parfois à un contrôle sévère les renseignements qu'il apporte, mais il n'en reste pas moins qu'il est le seul écrivain arménien du VII^e siècle qui raconte les premières invasions des Arabes en Arménie, et un des seuls qui nous retracent avec autant d'abondance les luttes, les querelles et les difficultés de l'Eglise à son époque.

C'est vers la fin du VII^e siècle que Sebéos écrivit son histoire. Elle part des dernières années du V^e siècle (457-484), et s'arrête en 661. Publiée pour la première fois en 1851, elle fut traduite en partie par Dulaurier en 1859, et, complètement, en russe par Patkanov, en 1862, qui donna une nouvelle édition du texte arménien en 1879. C'est sur cette édition qu'a été faite la traduction de M. Macler. Deux index terminent ce travail : l'un des noms propres, l'autre des termes techniques. Nous aurions aimé en trouver un troisième qui eût fait fonction de table analytique. Il est, en effet, regrettable que le traducteur n'ait pas reproduit à la fin de son volume le sommaire de chaque chapitre. Il eût évité au chercheur une perte de temps bien inutile.

ALBERT VOGT.

IV. — MOYEN AGE

Les Templiers (1116-1312), par Armand RASTOUL, Paris, Bloud et C^{ie}, 1905, in-12 de 63 p. Collection « Science et Religion. »

M. Rastoul ne pouvait avoir la prétention, dans cet opuscule, de nous retracer l'histoire des Templiers. La fin de cet ordre a fait naître bien des controverses ; les uns l'absolvant de tous les crimes dont il était accusé ; les autres prenant à la lettre tous les témoignages qui lui furent défavorables. M. Rastoul a voulu, au milieu de ces contradictions, au moins dégager les quelques points qui semblaient hors de discussion. Pour y arriver, il a retracé en quelques pages l'histoire de l'ordre, mettant surtout en relief les différents rôles que les Templiers jouèrent au moyen âge. Il examine ensuite leur procès et, se fondant sur

les principaux aveux faits par la majeure partie d'entre eux surtout dans certaines provinces, il conclut que l'abolition de l'ordre du Temple était juste et qu'en le supprimant, l'Eglise ne faisait que se conformer à la loi organique de son histoire.

J. VIARD.

Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs, par le R. P. MORTIER. T. II : 1263-1323. Paris, Picard, 1905, in-8 de 597 p.

Lorsqu'un ordre religieux possède une organisation hiérarchique comme celui des Dominicains, l'histoire de ses supérieurs généraux devient, par la force des choses, l'histoire de l'ordre tout entier. C'est ce que le

R. P. Mortier a compris. Dans ce deuxième volume, qui termine le premier siècle de l'ordre des Frères Prêcheurs, il étudie les généralats du bienheureux Jean de Verceil, de Munio de Zamora, d'Étienne de Besançon, du bienheureux Nicolas Boccasino, qui fut le pape Benoît XI, d'Albert de Chiavari, de Bernard de Jusix, d'Aymeric Plaisance, de Bérenger de Landore et d'Hervé de Nédellec. Chacun d'eux a sa notice biographique. Mais l'auteur s'occupe avant tout de l'action sur les destinées de l'ordre, c'est-à-dire de leur gouvernement. L'état de la discipline, de l'étude, du ministère apostolique, le mouvement des provinces, les chapitres provinciaux, les faits dans lesquels l'autorité doit intervenir, les relations avec le saint-siège et les évêques, la conservation des privilèges, la participation de la famille religieuse à la vie générale de l'Église, tout cela et d'autres choses encore entrent dans son plan. Le difficile en pareil cas est de se borner. Le P. Mortier a su le faire en laissant dans l'ombre une multitude de détails sans intérêt pour l'historien ; ce qui lui a permis de donner le développement qu'elles demandent à des questions importantes. Voici quelques-unes de celles qu'il a eu à traiter : la participation des dominicains à la prédication de saint Louis, leurs missions en Orient, le rôle qu'ils ont eu à jouer au concile de Lyon, les origines du tiers ordre, l'attitude très sage des Frères Prêcheurs pendant le différend de Boniface VIII et de Philippe le Bel, l'absentement du maître général Aymeric dans le procès des Templiers et la défense des privilèges contre les attaques de certains évêques. L'érection du tombeau de saint Dominique et la canonisation de saint Thomas sont

deux événements qui intéressent leur famille religieuse au plus haut point ; ils méritent le chapitre spécial que l'auteur a cru devoir leur consacrer.

Ce volume, sans présenter le même intérêt que le précédent où l'on assistait à la naissance, à l'extension et à l'organisation de l'ordre, nous montre l'œuvre de saint Dominique poursuivant sa mission. Elle garde la fraîcheur et la vigueur de la jeunesse. L'historien constate bien des écarts, conséquences inévitables de la faiblesse humaine. Ils s'accordent avec une réelle intensité de vie surnaturelle. Cependant, lorsque approche le terme de ce premier siècle, on entrevoit déjà les premiers signes d'une décadence. Le P. Mortier leur consacre tout un chapitre, dans lequel il s'exprime avec une loyauté parfaite.

Les noms d'hommes et de lieux abondent dans ce volume. On regrette que l'auteur n'ait pas ajouté une table onomastique à la table des matières. Il la réserve sans nul doute pour la fin de son ouvrage. Mais dans les travaux de cette nature il serait bon de multiplier les tables, au risque de les répéter. Les travailleurs ne s'en plaindraient jamais.

J. BESSÉ.

Die Publizistik zur Zeit Philipps des Schönen und Bonifaz VIII, par M. Scholz (fait partie des *Kirchenrechtliche Abhandlungen* publiées par Ulrich Stutz ; fasc. 6-8). Stuttgart, Enke, 1903, in-8 de xiv-528 p.

L'ouvrage de M. Scholz constitue une très importante contribution à l'histoire des idées politiques au moyen âge. Il avait le choix entre deux plans. Il pouvait, comme M. Mirbt l'a fait pour un sujet voisin

dans sa *Publizistik im Zeitalter Gregors VII.*, passer en revue successivement les principaux problèmes agités au début du *xiv^e* siècle, et rapprocher les différentes opinions soutenues sur chaque point. A côté de certains avantages, cette méthode offre l'inconvénient que les questions étant étroitement liées les unes aux autres, et la plupart des traités ou pamphlets les abordant toutes, le contenu de chacun d'eux se trouve comme morcelé et dispersé; il devient très difficile de s'en faire une idée d'ensemble. Ce que s'est au contraire proposé avant tout M. Scholz, c'est précisément d'exposer le contenu des pamphlets d'une façon plus complète et plus systématique qu'on ne l'avait fait jusqu'alors. — Il a donc rédigé une série de notices, donnant, après des indications biographiques sur l'auteur, une analyse détaillée et suivie de chaque écrit. La difficulté, dans bien des cas, de dater les œuvres avec une exactitude absolue l'a empêché de les ranger par ordre chronologique. Il les a classées en quatre groupes, d'après le parti auquel elles se rattachent. Les écrits étudiés sont : I. *Groupe des partisans de l'absolutisme pontifical* : le *De ecclesiastica sive de summi pontificis potestate* de Gilles de Rome; — le *De regimine christiano* de Jacques de Viterbe; — le *De potestate papae* de Henri de Crémone; — une dissertation anonyme sur la bulle *Clericis laicos*; — et quelques petits écrits d'Agostino Trionfo (sa grande *Summa de potestate papae* appartient à une époque postérieure); II. *L'opposition oligarchique au sein du Sacré Collège*, représentée par le cardinal Jean le Moine et par les Colonna; III. *L'épiscopalisme gallican*, dont le porteparoles est Guillaume Durand dans

son *De modo concilii generalis celebrandi*; IV. enfin le *parti royal* : la *Quaestio in utramque partem*, écrit quelquefois attribué au temps de Charles V, et à Raoul de Presles; M. Scholz démontre qu'il est sûrement du temps de Philippe le Bel; l'auteur est un juriste français; on ne peut préciser davantage; — la *Quaestio de potestate papae*, également anonyme; — le *De potestate regia et papali* de Jean de Paris; — la *Disputatio inter clericum et militem*; — enfin les écrits de Flotte, de Nogaret et de Pierre Dubois. Étant donné qu'il s'agit d'œuvres dont une bonne partie sont ou presque inconnues, ou encore inédites, ou mal publiées, et dans des recueils que tout le monde n'a pas sous la main, rien que par ses analyses copieuses M. Scholz aurait rendu grand service aux historiens qui ont besoin de s'orienter rapidement dans cette littérature; et au moins tant que des éditions meilleures et plus abordables n'en auront pas paru. Mais il va de soi qu'il ne s'en est pas tenu là, et qu'il a fait œuvre personnelle en comparant entre eux les divers traités, en notant les oppositions radicales qui les séparent ou les nuances légères qui les distinguent, en signalant les traces de leur diffusion, et l'action qu'ils ont exercée les uns sur les autres, en montrant enfin dans quelle mesure ils dépendent des polémiques antérieures, dans quelle mesure au contraire ils ont influé sur les grandes controverses politico-religieuses du *xiv^e* siècle et de l'époque du grand schisme. Ses conclusions tendent à faire remonter plus haut qu'on ne l'a dit parfois l'origine de certaines thèses. Ainsi le rôle de Marsile de Padoue — encore considérable — fut surtout de réunir en système des idées isolément lancées

avant lui. Plus étroits encore sont les rapports d'Occam avec ses prédécesseurs français du temps de Philippe le Bel; il soulève les mêmes problèmes, encore que ses solutions soient plus radicales. Enfin les théories conciliaires du temps du schisme avaient eu aussi des précurseurs un siècle auparavant.

Un appendice donne le texte de quelques écrits inédits : le *De potestate papae* de Henri de Crémone, la dissertation sur la bulle *Clericis laicos*, et trois œuvres d'Agostino-Trionfo : le *Tractatus brevis de duplici potestate prelatorum et laicorum*; le *De potestate collegii mortuo papa*; et le *De facto Templariorum*.

E. JORDAN.

—

JANSEN : Papst Bonifatius IX (1369-1404) und seine Beziehungen zur Deutschen Kirche (Studien und Darstellungen aus dem Gebiete der Geschichte, t. III, fasc. 3-4). Fribourg, Herder, 1904. in-8 de xi-213 p.

Le présent travail est, à tous égards, excellent. Il est fondé, en ce qui concerne l'ensemble de l'Allemagne, sur le dépouillement des collections imprimées et, en ce qui concerne particulièrement la Bavière, sur des recherches dans les archives de ce pays et aux Archives vaticanes. C'est donc une enquête locale, mais conduite avec une connaissance parfaite de l'histoire générale et un constant souci de contribuer à l'éclairer. Un premier chapitre, résumé d'ensemble du règne de Boniface IX, et notamment de sa politique italienne et de sa politique dans l'affaire du schisme, est naturellement le moins original; il était indispensable cependant, s'il est vrai que les difficultés terribles contre lesquelles eut à se

débattre le pape sont la seule excuse des actes de son administration. Les quatre chapitres suivants traitent des réserves, provisions et incorporations — de la nomination aux évêchés et aux abbayes; — de la Chambre apostolique et de ses rapports avec l'Allemagne; — des indulgences et du jubilé. Les conclusions de M. Jansen sont très sévères. Boniface, par exemple, pour multiplier savamment les occasions de percevoir des taxes, ne recule pas devant les mesures les plus incohérentes en apparence, mais en réalité calculées et intéressées; il accorde, révoque, renouvelle, aux mêmes ou à d'autres, concessions et privilèges, sans s'inquiéter de créer une incertitude générale des droits, sans se soucier des innombrables procès qui en sont la conséquence. De même, en matière d'élection, et toujours dans un intérêt fiscal, c'est chez lui presque un principe de rejeter toutes les élections, même les plus canoniques, et de pourvoir directement aux vacances. Sur ces points, il n'a guère fait que continuer, en les aggravant, les exemples de ses prédécesseurs. Mais dans la question des indulgences, il a tristement innové. S'il n'a jamais, dans ses bulles, faussé la doctrine catholique, s'il a toujours maintenu la nécessité des dispositions intérieures, de la confession et du repentir (M. Jansen le justifie d'avoir employé l'expression théologiquement incorrecte d'*indulgentia a poena et a culpa*), il a insisté beaucoup plus que de raison sur les conditions matérielles et notamment sur les aumônes; il a, le premier, envoyé des agents spécialement chargés de les provoquer et d'en discuter le montant; il a ainsi, le premier, fait des indulgences une exploitation financière; en accordant les faveurs du jubilé à des villes ou

à des pays en dehors de Rome, il a excité les convoitises des autorités locales, très intéressées à obtenir ce privilège, parce qu'une part du produit des offrandes leur revenait toujours; il le leur a concédé, en effet, au prix de honteux marchandages; s'il n'a pas strictement vendu les indulgences à ceux qui les gagnaient, il en a bien vendu la concession — le mot n'est pas trop fort — à ceux qui en partageaient avec lui le bénéfice. Si l'on songe à l'importance qu'a prise, dans la crise de la Réforme allemande, cette question des indulgences, on admettra, avec M. Jansen, que le pontificat de Boniface IX est un point tournant dans l'histoire religieuse de l'Allemagne.

Indispensable pour l'étude de l'administration pontificale à la fin du moyen âge, ce livre fait le plus grand honneur à la *Görres-Gesellschaft*, sous les auspices de laquelle il paraît.

E. JORDAN.

Diario del concilio di Basilea, di Andrea Gattari (1433-1438), pubblicato con uno studio introduttivo e con note dal Dr Giulio Coggiola. Bâle, 1903, in-4 de XLIV-66 p. (extrait de *Concilium Basiliense, Studien und Quellen zur Geschichte des Konzils von Basel*. Bd. V.).

M. Coggiola édite, d'après le manuscrit unique et assez défectueux conservé à la bibliothèque Marciana, le journal de Gattari, déjà connu dans une certaine mesure par une traduction allemande parue dans le *Basler Jahrbuch* en 1885. Document, au total, d'importance médiocre pour l'histoire, et duquel l'éditeur lui-même convient que la langue « et la saveur de terroir lui donnent un intérêt spécial. » Gattari, de la famille

des chroniqueurs de ce nom (et qui a lui-même passé longtemps pour l'auteur d'une chronique que M. Coggiola restitue à son frère Bartolommeo), avait accompagné à Bâle, comme sénéchal, l'ambassade que Venise y envoyait. Dans sa position subalterne, il a su, en somme, bien peu de chose des négociations politiques. C'est surtout d'après d'autres sources que M. Coggiola a pu écrire une intéressante introduction sur les efforts tentés par Venise auprès du concile, soit en faveur du pape Eugène IV, soit pour son propre compte, dans ses démêlés avec le patriarche d'Aquilée, qui avait réussi à intéresser à sa cause les Pères de Bâle. — Une planche reproduit le portrait de l'ambassadeur vénitien Capodilista, d'après une miniature du *Codice Capodilista* de Padoue.

E. JORDAN.

Analekten zur Geschichte des Franciscus von Assisi, par H. BÖHMER, professeur à Bonn. Tübingen et Leipzig, Mohr (Paul Siebeck), 1904, in-8 de LXXII-116 p.

Les *Analekten* de M. Böhmer contiennent les opuscules de saint François d'Assise; la *Regula Poenitentium*, jadis éditée pour la première fois dans les *Opusculs de critique historique*; quelques témoignages touchant la règle des Mineurs; le miracle des stigmates et le genre de vie du *Poverello* et de ses premiers compagnons; à la fin, p. 123 à 141, une précieuse chronologie d'histoire franciscaine embrassant une période comprise entre les années 1182 et 1340.

M. Böhmer range parmi les opuscules douteux la lettre *ad populum rectorum*, celle à saint Antoine de Padoue, la prière *Absorbeat* et l'exposi-

tion de l'oraison dominicale. Il regarde enfin la *Regula poenitentium* comme inauthentique. Il est impossible, en ces quelques lignes, d'entrer dans le dédale de ces questions. Une simple comparaison avec le travail similaire des Pères de Quaracchi (cf. *Rev. des quest. hist.*, juillet 1904, p. 333) montrera que ces derniers, sur M. Böhmer, ont l'avantage d'une critique textuelle mieux établie. Par contre, M. Böhmer a mieux vu l'unité morale qui existe entre ces opuscules et la vie de François d'Assise, le grain abondant de vérité historique que renferment ces paroles, ces prières, ces règles, ces lettres, cet office de la Passion sortis du cœur du séraphique Père. En eux, il distingue trois catégories : la première contient les écrits où le *Poverello* parle comme chef d'institution ; dans la seconde sont rangés ceux où il s'entretient fraternellement et individuellement avec ses frères pour les instruire ou les conseiller ; dans la dernière enfin, il ne pense qu'à lui-même ou à son Dieu. Ces considérations synthétiques sont justes et dignes d'être approuvées.

Mais pour quelle raison M. Böhmer s'est-il montré sévère pour certains textes ? Wadding donne une lettre *ad universos custodes* (*Opuscula*, p. 54). Quel motif la fait rejeter ? On sait par Celano que François écrivit une lettre à Frère Jacqueline, et les *Actus* donnent un texte de cette lettre. Ne convenait-il pas d'étudier ce texte ? On ne dit rien non plus de la prière en temps de maladie (cf. S. Bonav., *Leg. maj.*, XIV, 2), ni du testament d'avril 1226 rapporté dans le *Speculum Perfect.*, p. 175, de l'édit. Sabatier. Puisque M. Böhmer attache tant d'importance au *Speculum Perfect.*, tout en le considérant

comme une compilation du *xiv^e* siècle, il aurait dû s'expliquer là-dessus. Pour ces raisons, et aussi à en juger par certaines indications, je crains bien que M. Böhmer n'ait écrit son volume un peu à la hâte. A la page LXX, il cite la production très étrange de l'abbé Doreau et la qualité de l'épithète *populär* ! Cf. *Études franciscaines*, t. X, p. 538-540.

P. UBALD D'ALENÇON.

La bienheureuse Jeanne-Marie de Maillé, par le R. P. Léopold DE CHÉRANCÉ. Paris, Poussielgue, 1905, in-16 de xvi-288 p. (T. XVII de la *Nouvelle bibliothèque franciscaine*.)

On connaît la manière du brillant hagiographe qu'est le R. P. Léopold de Chérancé. Il a traité comme son *Saint François* sa *Bienheureuse Jeanne de Maillé*. Ce nouveau livre est une attachante étude de mœurs religieuses à la fin du *xiv^e* et au commencement du *xv^e* siècle. On peut lui faire toutefois un reproche. C'est de n'avoir pas étudié assez à fond la question du « Tertiairat » de son héroïne. Elle fut, dit le nécrologe des Cordeliers de Tours, *sepulta in habitu*. De quelle date est ce nécrologe ? Jeanne de Maillé vécut pendant près de trente années pour ainsi dire commensale des Mineurs de Tours. Pas de doute qu'elle ne se soit imprégnée à fond de l'esprit franciscain. Mais fut-elle tertiaire ? Ni Gonzague (1587) ni Wadding ne l'affirment ; ils se contentent de répéter la formule de l'obituaire : *Sepulta in habitu*, formule qui doit se compléter ainsi : *Sancte Clare*, et non pas : *Tertii Ordinis*, comme le démontre une étude comparative avec d'autres

obituares, avec celui d'Angers par exemple. Gonzague écrit : *In habitu nostri Instituti*, p. 672, édit. de 1587 du *De orig. seraph. relig.* Le premier qui range la bienheureuse au rang des tertiaires est le P. Corneille Thielmans (cf. Servais Dirks, *Hist. litt. des Obs. de Belgique*, p. 159), dans ses *Vies flamandes des saints des ordres séraphiques*, dont la première édition est de 1615. Il fut suivi par le P. Arthur du Moustier, *Martyrol.*, 2^e édit., 1653, p. 136 (la première édition est de 1638), par le P. Mathurin Le Heurt, dont le livre fut imprimé à Angers en 1644 chez Pierre Vaudran, et par le P. Jean-Marie de Vernon, *Hist. gén. du tiers ordre*, Paris, 1667, t. II, p. 110, qui dit : « Ses images mesme la représentent ainsi habillée [en tertiaire] comme on le voit au commencement du petit livre de sa vie imprimé en la ville d'Angers : c'est une traduction d'un ancien manuscrit composé en latin peu de temps après sa mort [par le P. Martin de Boisgaultier]. » Cf. Wadding, *Ann. min.* an. 1288, n. 39, et S. Bonaventure, *Opera omnia*, Quaracchi, VIII, 368.

Pour éclairer la question, rappelons qu'aux siècles qui précédèrent le xvi^e, le tiers ordre, sauf en Espagne, fut singulièrement négligé. A tel point que le chapitre général tenu à Tolède en 1633 disait : *Tertius Ordo negligentia Fratrum nostrorum praesertim adeo defecisse dignoscitur ut in aliquibus Provinciis et Nationibus extinctus fere videatur* (Dominicus a Gubernatis, *Orbis seraph.*, Rome, 1685, t. IV, p. 29).

Il serait bon que les hagiographes modernes étudiassent leurs sources d'une façon plus serrée.

P. UBALD D'ALENÇON.

Institut historique belge de Rome. Inventaire analytique des « Libri obligationum et solutionum » des archives vaticanes, au point de vue des anciens diocèses de Cambrai, Liège, Thérouanne et Tournai, par le R. P. Dom Ursmer BEAULIÈRE. Paris, Champion, 1904, in-8 de xiv+315 p.

Les évêques auxiliaires de Cambrai et de Tournai, par le même. Paris, Champion, 1905, in-8 de x-178 p.

I. Le savant et laborieux recteur du nouvel Institut historique belge a inauguré la série de ses travaux par une œuvre des plus utiles. Son inventaire des *Libri obligationum et solutionum* commence en 1296 sous le pontificat de Boniface VIII, et se termine le 16 décembre 1548. Le nombre des pièces analysées est de 1,955. Elles intéressent les évêchés, des abbayes de divers ordres, des collégiales, des églises paroissiales. Le titulaire de chaque bénéfice est toujours indiqué avec ses nom et prénoms ; ce qui permet de rectifier et de compléter les listes. C'est le principal avantage à retirer de ces publications. On y trouve aussi de précieux renseignements sur les relations fiscales qui existaient entre Rome et les diverses parties de la chrétienté. C'est ce qui a déterminé Dom Berlière à étudier dans son introduction l'histoire de la fiscalité pontificale pendant le moyen âge. Une publication dans le genre de celle-ci, pour être pratique, doit se distinguer par la concision et la clarté de l'analyse. Ces deux qualités frappent, dès la première page, ceux qui ont en mains l'inventaire des *Libri obligationum*. Il est complété par une table des noms de lieux et de

personnes où rien n'est omis. Cela suffit pour rendre facile et prompt l'usage de ce recueil. Cette table peut servir de modèle. L'auteur publie en appendice trente documents inédits empruntés aux *Libri obligationum*.

II. Le Glay, dans son *Cameracum christianum*, et Sanderus, dans sa *Flandria illustrata*, ont donné des listes fort incomplètes des évêques auxiliaires qui ont exercé leur ministère dans les diocèses de Cambrai et de Tournai. Dom Berlière les corrige et les complète, grâce à un dépouillement consciencieux et très étendu des documents imprimés, des monographies et des archives locales. Ses recherches aux Archives du Vatican lui ont permis de recueillir une bonne moisson de faits et de documents. Ses listes commencent pour Cambrai en 1228, et pour Tournai en 1294. Ces prélats appartiennent généralement aux ordres de Saint-Dominique, de Saint-François ou du Mont-Carmel. Chacun d'eux a sa notice plus ou moins développée. L'auteur fournit d'abord quelques renseignements biographiques, puis il donne leur registre, ou énumération des actes de leur ministère dont il reste un souvenir. Ce travail, malgré d'inévitables lacunes qui seront ultérieurement comblées, est une très utile contribution à l'histoire de ces deux diocèses. Dans son introduction, le P. Berlière publie une bibliographie historique des évêques auxiliaires, fournie surtout pour les diocèses d'Allemagne.

J. BESSE.

Histoire de l'abbaye des Célestins de Villeneuve-lez-Soissons, par l'abbé R. ROUSSEL. Soissons, G. Nougarede, et Paris, A. Picard et fils, 1904, in-8 de iv-266 p. avec planches

Les religieux de l'ordre fondé par Pierre de Murrone avant son avènement à la papauté, en 1294, sous le nom de Célestin V, étaient répartis dans des couvents, gouvernés par des prieurs, et non dans des abbayes sous la direction d'abbés. Je ne m'explique donc le titre que M. l'abbé Roussel a donné à son livre que parce que l'usage était sans doute, dans le Soissonnais, d'appeler l'*abbaye* des Célestins le *couvent* de Villeneuve-lez-Soissons. Ce titre n'en est pas moins faux, et il me semble que l'auteur aurait dû nous en avertir dès les premières lignes de son avant-propos.

Le couvent des Célestins de Villeneuve-Saint-Germain, autrement dit Villeneuve-lez-Soissons, fut fondé par Enguerrand VII de Coucy, comte de Soissons, en 1390. Il fut supprimé, en même temps que les deux autres couvents que possédaient les Célestins au diocèse de Soissons, par bref du pape Clément XIV en date du 30 septembre 1773. Peu de temps après, l'ordre lui-même des Célestins disparaissait en France, où il existait depuis l'an 1300.

L'histoire du couvent de Villeneuve n'offre pas de particularités notables. M. l'abbé Roussel n'en a pas moins bien fait de consacrer à ce souvenir d'un passé que les événements qui se déroulent sous nos yeux nous font chaque jour regretter davantage, de consacrer, dis-je, aux Célestins de Villeneuve une monographie bien faite, accompagnée de pièces justificatives bien choisies, et ornée de

planches qui sont pour augmenter encore l'intérêt de son petit livre.

ARMAND D'HERBOMEZ.

Histoire critique de Godefroid le Barbu, duc de Lotharingie, marquis de Toscane, par Eugène Dupréel. Uccle, Fr. Wauters, 1904, in-8 de 159 p.

Les aventures de Godefroid le Barbu, qui fut le grand-père de Godefroid de Bouillon, ont été réellement extraordinaires. On a vu ce prince, vers le milieu du xi^e siècle, tenir parfois un rôle de premier plan, se rebeller contre les Empereurs, faire sa paix avec eux, passer de la puissance à la disgrâce, perdre son duché de Lothier, acquérir, comme en compensation, le marquisat de Toscane, mourir enfin, en 1069, dans son duché recouvré de Basse Lorraine. M. Eug. Dupréel a parfaitement raconté tout cela, et son livre, publication de l'Université de Bruxelles, dédiée au savant professeur de cette Université, M. L. Vanderkindere, est vraiment louable. Il était, je crois, difficile de mieux faire, et si je trouve que M. Dupréel n'a peut-être pas assez insisté sur les relations de Godefroid le Barbu avec le roi de France Henri I^{er}, en revanche, d'autres épisodes de la vie du duc de Lothier sont ici pour la première fois bien éclaircis. Parmi les épisodes, je signale celui du mariage de Godefroid avec sa cousine Béatrice, la veuve du marquis Boniface de Toscane. M. Dupréel indique que ce mariage fut un mariage d'amour et laisse clairement entendre qu'il fut consécutif à un sombre drame dans lequel le marquis Boniface perdit la vie. Je pense qu'il est dans le vrai. En tout cas, les raisons qu'il donne à

l'appui de son hypothèse sont bien pour la faire admettre. Cette excellente monographie est complétée par des registes où sont reprises toutes les mentions que l'on peut trouver du duc Godefroid le Barbu dans les textes anciens, depuis 1025 jusqu'à 1069.

ARMAND D'HERBOMEZ.

Codex diplomaticus Mœno-francofurtanus. Urkundenbuch der Reichsstadt Frankfurt, herausgegeben von Joh. Fr. BÖHMER, 2^e édition publ. par Friedrich Lau. T. II. Francfort-sur-le-Mein, Jos. Baer et C^{ie}, 1905, in-4 de vii-643 p.

C'est en 1836 que J.-F. Bœhmer a publié son Cartulaire de Francfort. L'édition en était très médiocre et l'on conçoit qu'à Francfort on ait senti le besoin de la refaire. Le soin de la réédition a été confié à M. Fr. Lau, qui a fait paraître en 1901 un premier volume comprenant tous les documents des années 794 à 1314. Il nous donne en 1905 un deuxième volume qui s'arrête à 1340. On peut juger, par ce seul énoncé, que la nouvelle publication triplera, si elle ne la quadruple, celle de Bœhmer, qui faisait tenir en un seul volume tous les documents recueillis par lui pour les années 794-1400. L'édition de M. Lau n'est pas seulement supérieure par la quantité des documents publiés, elle l'est aussi par la qualité. Elle est loin cependant d'être irréprochable. La ponctuation, très irrégulière, y est souvent insuffisante, Ex. : la première ligne du n^o 361, où il manque au moins deux virgules. Puis M. Lau, qui imprime *grossos Turonenses* (n^o 248), imprime tout à côté, dans la même pièce, *libras hallenses*. Pour

quoi ? Je suis d'avis qu'il faut imprimer les désignations monétaires avec des lettres capitales, de façon que ces noms géographiques puissent figurer à la table onomastique, où leur présence me paraît des plus utiles. Mais d'autres pensent autrement, et c'est leur droit. En revanche, un droit qu'un éditeur n'a pas, c'est celui de ne pas choisir et d'imprimer, comme M. Lau, tantôt *denariorum Coloniensium* (n° 100), tantôt *librarum hallensiam* (n° 12). Autre question de lettres capitales : dans le n° 357, au lieu de *sancte Marie ad Gradus*, il eût fallu imprimer *Sancte*. Il s'agit d'un nom propre de lieu, Saint-Mariengreden, et non d'une sainte femme nommée Marie. Dans un autre ordre d'idées, je signale qu'un *Dyethmarus, episcopus Gabulensis*, est appelé par M. Lau, dans le sommaire en allemand dont il fait précéder la charte latine, l'évêque de Gabala. Je ne comprends pas cette traduction en grec. Il s'agit de cette ville, au sud de Laodicée, que les Francs appelaient Gibel ou Zibel, et il eût fallu selon moi traduire *Gabulensis* par son équivalent arabe moderne Diebel, ou, comme disent les Allemands, Djebela, et non par Gabala. Ces critiques minutieuses sont appropriées à la science allemande, qui se pique, parfois avec quelque raison, de publier les documents avec un soin méticuleux. On m'excusera de les avoir faites et de n'avoir fait que celles-là. J'aurais pu, en effet, les multiplier et, notamment, prendre à partie la table, qui m'a paru souvent défectueuse. Mais je ne veux plus allonger ce compte rendu.

AMAND D'HERBOMEZ.

Mediaeval Manchester and the Beginnings of Lancashire, par James Tait. Manchester, the University Press, 1904, in-8 de xii-212 p., cartes et fac-similé (Publications of the University of Manchester, Historical series, n° 1).

Ce livre, qui inaugure la série des publications historiques de l'Université de Manchester, est constitué, comme l'indique son titre, par la réunion de deux études différentes, l'une relative à l'histoire de Manchester au moyen âge, l'autre aux débuts du comté de Lancastre.

La première de ces études est de beaucoup la plus importante ; dans ses quatre chapitres, M. James Tait, le professeur d'histoire ancienne et d'histoire du moyen âge de l'Université de Manchester, a retracé l'histoire de la grande ville commerçante du nord-ouest de l'Angleterre entre le xi^e et le xiv^e siècle, s'attachant avec beaucoup de soin et de perspicacité à distinguer du manoir la ville elle-même, et à concilier la possession de la ville par les bourgeois avec cette décision positive de l'année 1359 qui en fait seulement un marché. Une étude minutieuse de la charte octroyée en 1301 par Thomas Grelley aux bourgeois de Manchester, une comparaison perpétuelle de ce document avec les chartes plus anciennes de Salford et de Stockport, — chartes qui se ressemblent singulièrement, et dont la seconde, octroyée vers 1230 par Randle de Blundeville, comte de Chester, aux habitants de Salford, servit de modèle à Thomas Grelley, — et une série de notices biographiques sur la première branche des seigneurs de Manchester, celle des Grelleys, terminent cette intéressante étude, de composition un peu lâche, qu'illustrent une carte de la seigneurie

rie de Manchester vers 1320, un facsimilé de la charte de Salford et plusieurs tableaux généalogiques.

Pour être moins considérable que la précédente, l'étude sur les origines du comté de Lancastre (p. 149-197) n'en mérite pas moins de retenir l'attention. M. Tait y a montré avec finesse par quelle évolution graduelle le comté de Lancastre, un des plus anciens de l'Angleterre, a été formé par la réunion de districts qui semblaient devoir suivre des destinées différentes, et a pris place parmi les divisions administratives officielles du pays. Il y a indiqué aussi, — et par là ce second travail est en étroite connexion avec le précédent, — quelle était la condition des barons du Lancashire, des barons de Manchester comme des autres, et a prouvé que, dans l'époque immédiatement postérieure à la conquête normande, les barons ne relevant pas directement de la couronne étaient beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense généralement. Pour préciser son texte davantage encore, M. Tait a dressé, à l'aide du Domesday Book, une carte très claire du nord-ouest de l'Angleterre en 1086.

Quelque succinct que soit ce résumé, il permet de saisir la valeur de l'ouvrage de M. Tait. Ce premier volume des publications historiques de l'Université de Manchester constitue vraiment une contribution intéressante à l'histoire de l'Angleterre nord-occidentale au moyen âge.

HENRI FROIDEVAUX.

Enea Saverio di Porcia degli Obizzi. I primi da Prata e Porcia (1164-1338). Udine, Delbianco, 1904, in-8 de 147 p.

A l'occasion du mariage de M. Ciotto avec la comtesse Lucrezia di Porcia e Brugnera, M. Antonio de Pellegrini publie ce mémoire d'histoire généalogique composé au XVIII^e siècle, par Enea Saverio di Porcia (1739-1813), dont on ne sait à peu près rien, mais que Verzi, auteur de la *Storia della Marca Trevigiana e Veronese*, cite avec estime. Ce mémoire comble une lacune regrettable dans l'histoire de la famille des comtes de Prata-Porcia et Brugnera, et continue les études antérieures sur les deux fameux Guecelletto da Prata. Il éclaire en même temps quelques points importants de l'histoire du Frioul. L'éditeur a enrichi de notes ce mémoire, et y a ajouté une collection assez importante de documents originaux, de 1181 à 1366. L'exhumation de ce vieux manuscrit intéressera l'histoire généalogique et l'histoire locale, mais on ne peut que le signaler ici brièvement.

L.-G. P.

Giuseppe Biadego: Per la storia della cultura veronese nel XIV secolo. Alberico da Marcellise, maestro di grammatica e cancelliere scaligero. Venise, Ferrari, 1904, in-8 de 17 p.

M. Biadego, dont on connaît les beaux travaux sur la Renaissance italienne, a présenté à l'Institut vénitien des sciences, lettres et arts, le 31 janvier 1904, des recherches intéressantes sur un personnage peu connu et digne de l'être davantage, le grammairien fonctionnaire Alberico da Marcellise, et a publié sa communication dans les Actes de l'Institut et à part. Ce personnage apparaît

dans le dernier tiers du xiv^e siècle, à Vérone, à la cour des Della Scala, dont il est l'homme de confiance et parfois l'ambassadeur (auprès de Charles IV et auprès du podestat de Vérone, le comte Riccardo de Langusco), et il y meurt le 6 septembre 1398, ayant fait fortune comme professeur de grammaire. (Dommage qu'il n'ait pas laissé son secret à ses successeurs!) Il a écrit, pour la naissance de Canfrancesco, fils d'Antonio della Scala et de Samaritana da Polenta, une *congratulatio*, qui est son principal titre littéraire, caractéristique, mais fort médiocre et fort obscure. M. Biadego a publié, en appendice, le contrat de mariage et l'inventaire du mobilier de Alberico : il y a quelques renseignements utiles sur le mobilier scolaire au xiv^e siècle; le maître siégeait sur une *calhedra magna*, ses auditeurs se groupaient sur huit *banche a scolis cum tribus travesellis*; il possédait des manuscrits en assez grand nombre, pour une valeur de deux cents livres. Il est vrai que leur emploi était assez inattendu : plusieurs étaient déposés en gages (*qui sunt in pignore*), chez des créanciers. La physionomie de ce maître grammairien méritait d'être esquissée; elle ajoute un trait peu banal au tableau de la cour lettrée et splendide des Della Scala.

L.-G. P.

une déposition faite par *Cristofforus Columbus civis Janue*, alors établi à Lisbonne et devant bientôt y retourner, comme témoin à la requête de Ludovico Centurione. Il s'y dit âgé de vingt-sept ans *vel circa*. — Un autre document, antérieurement publié par Staglieno, permet d'établir, d'après le style notarial de Gênes, que le 31 octobre 1470, Christophe Colomb était *major annis decem novem*, c'est-à-dire âgé de dix-neuf ans révolus. La comparaison des deux actes montre que Christophe Colomb, le 25 août 1479, n'avait pas atteint sa vingt-huitième année; que le 31 octobre 1479 il avait atteint sa vingt-huitième année; que par conséquent il est né entre le 26 août et le 31 octobre 1451. L'argument tiré des formules notariales, très finement analysées, paraît fort sérieux, et cet acte de 1470 est d'un grand poids pour fixer à 1451 la naissance de Christophe Colomb. Pour faire admettre complètement sa théorie, M. Assereto devrait mieux prouver : 1° l'identité des noms *Cristoforus Columbus* et *Christofforus de Columbo*, sous lesquels apparaît le personnage dans ces deux actes; 2° l'identité du Christophe Colomb représentant de Centurione à Lisbonne. Les raisons qu'il apporte à l'appui de la thèse de l'identité sont fortes et vraisemblables. On voudrait cependant qu'elles fussent plus décisives encore.

LÉON-G. PÉLISSIER.

La data della nascita di Colombo accertata da un documento nuovo, per Ugo ASSERETO. La Spezia, Fr. Zappa, 1904, in-8 de 16 p.

Ce document est conservé à l'Archivio di Stato de Gênes, *notaro Gerol. Ventimiglia*, filza 2da (1474-1504), n° 266, en date du 25 août 1479. C'est

Mémoires de Philippe de Commines, nouvelle édition, par B. DE MANDROT, dans *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*. Paris, Picard, 1901-1903, 2 vol. in-8 de cxi-475 et 483 p. et 1 carte.

La nouvelle édition que M. de Man-

drot donne des Œuvres du célèbre chroniqueur est une des meilleures publications de la collection dont elle fait partie. Une recension des plus exactes et des plus minutieuses des manuscrits, un soin méticuleux de l'annotation, des choix heureux de variantes, recommandent ce travail. Dans une longue introduction, l'auteur a esquissé heureusement la vie de l'écrivain, ses succès, ses déboires.

En essayant de dégager sa mémoire des inculpations dont il fut l'objet, il étudie la valeur du témoignage de l'auteur, fixe la date de composition des deux parties de son travail à 1489 et 1498, en étayant son affirmation de preuves sérieuses, et enfin fait une étude critique des divers manuscrits. Une bonne bibliographie, une excellente table complètent cette édition, qui semble définitive. L. M.

V. — RENAISSANCE. — RÉFORME

Martial Dougl : Au temps de Pétrarque. Paris, Fontemoing, 1905, in-12 de 355 p. Collection Minerva.

Dans la *Secunda Vita Innocentii VI*, il est fait rapidement mention d'une bande de malfaiteurs, appelés *Alparughe* ou, plus exactement *Alperughe*, qui sévissait à Avignon, en 1359, et dont le pape fit faire justice. M. Dougl imagine que ces « Alparuches » ourdirent un complot contre la papauté elle-même, onze ans plus tôt, sous Clément VI, et c'est l'histoire de cette conspiration avortée qui nous est contée dans cet intéressant roman. La réalité et la fiction sont mêlées ici d'une manière assez heureuse, sans qu'il soit toujours possible, même à un lecteur averti, de les distinguer. L'Avignon du « temps de Pétrarque » ne semble pas avoir de secrets pour M. Dougl, qui a su tirer des chroniques et des documents de l'époque une foule de traits pittoresques; le tableau qu'il a tracé des mœurs d'alors présente un grand caractère de vraisemblance; il est coloré et plein de vie. On pourra trouver toutefois qu'il insiste avec une certaine complaisance sur la corruption de la cour pontificale sous

les papes avignonnais, et son portrait du camérier Stéphane, évêque de Saint-Pons, — personnage bien connu, dont il fait, peut-être pour les besoins de sa cause, un cardinal, — me paraît fort poussé au noir, pour ne pas dire à la charge (voir, par exemple, p. 133). Dans la société des « Alparuches », telle que la suppose l'auteur, se trouvent réunis, rapprochés par la communauté des intérêts, des hommes d'ailleurs assez étrangers les uns aux autres : victimes des précédents pontificats, qui couvent dans l'ombre leur vengeance; Italiens, qui veulent mettre fin à l'exil de la papauté; grands seigneurs provençaux, lésés dans leurs droits, jaloux de la faveur insolente dont jouissent les Gascons : cela est assez bien vu. Le décor est des plus romantiques : logis louche, à double issue, également favorable aux amours clandestines et aux complots ténébreux; mystérieux corridors; portes secrètes; escaliers dérobés; étroit souterrain rejoignant les deux rives du Rhône. L'auteur, qui nous fait assister à toutes les horreurs d'une messe noire, semble nous promettre, à plusieurs reprises, une scène d'envoûtement; cette scène, il ne la donne

pas. Jacques de Cabassolle, seigneur de Rochemaure, est, de tous les conjurés, la figure la plus étudiée et la plus intéressante; engagé le dernier et malgré lui dans la société infernale, il se trouve être, finalement, le plus ardent à la lutte; victime de son audacieuse imprudence, il échoue et périt misérablement, noyé dans le fleuve par les émissaires du camérier. Le seigneur de Rochemaure est, dans le roman, frère de ce Philippe de Cabassolle, évêque de Cavallon, qui fut l'un des plus intimes amis de Pétrarque, et nous sommes ramenés ainsi en pleine réalité. Ni Pétrarque ni l'évêque ne trempent dans le complot, qu'ils ne paraissent même pas soupçonner; mais s'ils ne prennent à l'action aucune part ou qu'une part bien indirecte, ne nous plaignons pas de la belle place que M. Douël leur fait dans son livre. Le joli chapitre intitulé « Vaucluse, » qui, sans eux, n'aurait pas de raison d'être, repose et rafraîchit l'imagination et fait l'effet d'une éclaircie entre les sombres épisodes « nocturnes » qui précèdent et les scènes diaboliques de « la grande nuit, » qui vont suivre. Enfin, si l'auteur a choisi la date de 1348, c'est que la peste noire et la mort de Laure tentaient sa plume de narrateur; sa description de la peste est vraiment émouvante et rappelle, par plus d'un trait, le célèbre prologue du *Décameron*. D'une manière générale, la couleur de ce roman, malgré d'évidentes exagérations, paraît assez juste; nous ne reprocherons pas à M. Douël d'avoir pris avec la vérité d'assez grandes libertés; un roman historique ne saurait être jugé d'après les mêmes principes de critique qu'un livre d'histoire. Cependant, il semble qu'avec plus d'at-

tention, quelques *lapses* auraient pu être évités. C'est ainsi que l'auteur donne (p. 283) de l'*Éminence* à un évêque nouvellement promu, nullement cardinal, lequel, en revanche, s'adressant à un cardinal (p. 352), lui dit : « Votre Grandeur. » Cela n'est pas bien grave, voici qui l'est davantage. A propos de l'exil de la papauté à Avignon et des origines de cet exil, M. Douël s'exprime ainsi (p. 62) : « La faute irréparable qui avait été commise..., c'avait été d'appeler, *pour la première fois*, un cardinal français au trône, comme on l'avait fait pour Clément V. » C'est là un mauvais argument, et l'auteur paraît oublier ici, — sans remonter plus haut dans l'histoire, — les papes français de la seconde moitié du *xiii^e* siècle, Urbain IV, Clément IV, Martin IV. Clément V n'était pas, il s'en faut, le *premier*.

L. AUVRAY.

Die Römische Curie und das Concil von Trent unter Plus IV; Aktenstücke zur Geschichte des Concils von Trent, publiés par Josef Susta, sous les auspices de la commission historique de l'Académie impériale des sciences. Tome I. Vienne, Hölder, 1904, in-8 de xcn-370 p.

Le concile de Trente est à l'ordre du jour. Parallèlement à la grande collection des *Acta* que publie la *Görres-Gesellschaft*, l'Institut autrichien à Rome, sur l'initiative de M. de Sickel, a entrepris de mettre au jour une autre série de documents sur l'histoire de la dernière période du concile (1562-1563). Le premier volume a paru. Il s'ouvre par une préface de M. de Sickel où l'illustre savant donne libre cours à sa reconnaissance sincère et émue pour

Léon XIII, qui non seulement a rendu l'entreprise possible par l'ouverture des Archives vaticanes, mais l'a spécialement autorisée et encouragée. Il a pris aussi cette occasion pour rappeler, d'une façon piquante pour qui a fréquenté les Archives, les améliorations constantes et progressives qui y ont été réalisées : meilleure organisation matérielle, relâchements opportuns d'un règlement trop strict pour être applicable, libéralisme de plus en plus accueillant du personnel.

La publication a été préparée par le travail collectif des membres de l'Institut autrichien ; l'éditeur responsable est M. Susta.

L'introduction explique l'économie de ce premier volume. Il va de mars 1561 à janvier 1562 ; il forme donc comme une espèce de préface aux volumes suivants. Durant ces onze mois, bien que le concile eût été convoqué pour Pâques 1561, il n'y a ni congrégations ni sessions ; les membres présents sont encore peu nombreux ; ce nombre s'accroît lentement ; tout l'intérêt se concentre sur les négociations que le pape entretient avec les souverains catholiques et par lesquelles il cherche à obtenir, avant tout, qu'ils envoient à Trente les prélats de leurs États. De là vient que des deux catégories de documents que contient la collection (elles sont nettement séparées, la seconde servant comme d'appendice à la première), la seconde, pour ce premier volume, est la plus considérable.

Ces deux catégories de documents sont :

1° La correspondance de la cour de Rome avec les légats chargés de la présidence du concile, aussi bien les *proposte*, ou lettres émanées de la curie (on distingue les *proposte in*

commune destinées à tous les légats, et les lettres adressées à chacun d'eux en particulier), que les *riposte*, ou réponses desdits légats. Ces pièces sont classées suivant un ordre au premier abord singulier, mais qui ne laisse pas d'offrir des avantages. Les *riposte* sont rangées par ordre chronologique de date d'envoi ; et parmi elles sont intercalées les *proposte*, à la date, non où elles ont été expédiées, mais où les légats les ont reçues. Ce plan a été dicté sans doute par une préoccupation que M. de Sickel avoue dans sa préface avoir quelque peu inspiré son travail, et qui a aussi suggéré le choix du titre. Le problème historique qu'il s'est surtout proposé d'éclaircir est celui de savoir dans quelle mesure le concile a été libre, dans quelle mesure il a obéi à la pression du pape. De ce point de vue, les lettres pontificales, en un certain sens, ne datent que du jour où, arrivées aux mains des représentants du pape, elles ont réglé leur conduite, et, par leur entremise, pu influencer sur le concile.

2° D'autres pièces, rangées celles-là dans l'ordre chronologique pur et simple, qui sont propres à éclairer les négociations relatives au concile ; la plupart sont empruntées à la correspondance de la curie avec les nonces de France et d'Espagne (les nonciatures d'Allemagne ayant déjà été exploitées pour d'autres publications).

L'édition a naturellement été conduite avec le souci de la perfection — sans minutie pédante — que l'on peut attendre d'un travail accompli sous la direction de M. de Sickel. Chaque pièce est accompagnée d'une copieuse annotation qui la commente et en précise la portée ; beaucoup de documents, autres que ceux qui figu-

rent pour eux-mêmes dans le recueil, ont été utilisés pour ces notes.

Il ne peut être question, dans un simple compte rendu, de signaler tout ce que les textes mis au jour apportent aux historiens de renseignements nouveaux. On y voit à plein le jeu égoïste des puissances, leurs tergiversations et leurs prétentions; — les embarras de la cour de Rome, obligée parfois, pour tromper l'énervement de ses propres légats, réduits à l'oisiveté à Trente, de leur cacher l'état vrai des négociations; — les efforts du pape pour limiter d'avance l'activité du concile aux questions dogmatiques, et se réserver à lui-même la question de la réforme; — les tentatives en sens contraire de certains prélats ultramontains (cf., p. 135, une lettre très remarquable et très libérale du cardinal Seripando); — les mesquines rivalités de préséance qui viennent détourner l'attention des affaires sérieuses. On y trouvera aussi de curieux détails sur l'administration financière du concile (frais de chancellerie, secours alloués aux évêques pauvres pour frais de voyage et de séjour), — sur l'Index (ici encore, p. 83, un malicieux passage de Seripando), — sur les origines de l'imprimerie pontificale, — sur les pourparlers engagés avec certains théologiens protestants pour les amener au concile, — sur les troubles suscités par le baianisme à l'Université de Louvain, — sur la situation religieuse de la France (p. 302, une lettre où le légat en France, cardinal de Ferrare, note le réveil de ferveur provoqué chez les catholiques par réaction contre les protestants).

E. JORDAN.

Lettres de Catherine de Médicis, publiées par le comte BAGUENAUT DE PUCHESSE. T. IX : 1586-1588. Paris, Impr. nat., 1905, in-4 de xix-603 p.

La correspondance de la reine Catherine de Médicis, dont la publication, commencée par le comte H. de la Ferrière, se termine par les soins du comte Baguenault de Puchesse, est aujourd'hui tout entière à la disposition des lecteurs éclairés. Un volume supplémentaire est encore sous presse et viendra bientôt, nous l'espérons, faciliter l'usage et augmenter la valeur de cette magnifique édition, qui restera un document indispensable à la connaissance exacte de la seconde moitié du xvi^e siècle, cette époque de notre histoire remplie de tant de désastres et d'événements tragiques. Le tome IX, comprenant les trois dernières années de la vie de Catherine, est, malgré la perte de quelques-unes des pièces les plus importantes de sa correspondance, rempli de lettres du plus haut intérêt historique. Ce sont celles adressées au roi Henri III et à ses ministres Villeroy et Bellièvre, qui doivent surtout être signalées. Comme il n'est point douteux qu'elles ne révèlent sans déguisement les vues politiques et le fond de la pensée de la reine mère, rien ne peut faire connaître aussi bien son véritable caractère et les sentiments auxquels elle obéissait.

Il faut le dire, ils n'ont été ni bien compris ni exactement jugés par la généralité des historiens. On nous représente sans cesse Catherine de Médicis comme le type de la duplicité la plus raffinée, de la perfidie la plus odieuse, de l'ambition la plus dénuée de scrupules. Cependant, quand elle s'adresse, sous le secret de l'État, à

son fils préféré et aux deux ministres qui lui étaient le plus dévoués et qui avaient la plus grande part dans sa confiance, elle ne laisse jamais transpirer le moindre vestige de pareils sentiments. Elle se montre constamment préoccupée d'un désir ardent de soulager les souffrances du peuple, de maintenir la grandeur de la France et de défendre l'intégrité du pouvoir royal, et persuadée, comme tous les esprits clairvoyants, de l'inséparable unité du but où tendait cette triple aspiration.

Pourquoi Catherine a-t-elle été si mal jugée ? Il est facile de se l'expliquer en lisant sa correspondance. L'héritière des Médicis nourrissait la plus profonde conviction de la supériorité de ses talents pour la diplomatie ; elle se croyait seule en état de mener à bien une négociation difficile ; le succès lui en paraissait assuré du moment qu'elle était entre ses mains : c'était dans les affaires publiques la part qu'elle revendiquait toujours ; il ne lui semblait pas qu'on pût la lui disputer. Elle se faisait à cet égard la plus grande des illusions. Femme, et à ce titre fort impressionnable, elle ne manquait jamais, dans une négociation prolongée, de subir profondément l'influence des caractères plus fermes contre lesquels elle avait à lutter. C'est ainsi qu'essentiellement dévouée au maintien de l'autorité royale, et sincèrement animée du désir de faire respecter les droits de la justice, elle finissait par sacrifier ces intérêts sacrés au désir de voir aboutir la négociation dont elle tenait tous les fils. Puis, après avoir fait les concessions les plus inadmis-

sibles, se trouvant en présence d'autres nécessités politiques, voulant mener à bien d'autres négociations non moins embarrassantes, elle se voyait amenée à regarder comme non avenues les promesses qu'elle avait contractées, et restait enfin plongée dans un dédale d'engagements opposés les uns aux autres. Après avoir subi hors de toute raison les exigences du parti protestant, elle céda complètement à celles des Ligueurs, sans retirer de ces complaisances contradictoires d'autres fruits que la haine et le mépris de tous. Elle finit par perdre ainsi jusqu'à la confiance du roi son fils, sur lequel le poids de ses fautes politiques retombait lourdement.

En dehors de ce côté désastreux de sa vie publique, il faut reconnaître dans Catherine de Médicis beaucoup des qualités d'une grande reine. Sa correspondance nous montre avec quel soin infatigable elle tenait ses yeux ouverts sur tous les dangers de l'État, s'efforçant sans relâche d'y porter remède, et de suppléer par sa prévoyante activité à l'indolence insouciant de son fils Henri III.

Tous ceux qui ont souci de notre histoire nationale accorderont à M. Bagnenault de Puchesse une large part de reconnaissance pour avoir conduit à son terme la laborieuse publication de cette vaste et si instructive correspondance. Ce IX^e volume renferme cinq cent vingt-huit lettres de la reine Catherine, suivies de soixante-neuf pièces justificatives, dont plusieurs offrent le plus haut intérêt.

L. DE N.

VI. — DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES.

Nécrologe des Frères Mineurs Capucins de l'ancienne province d'Aquitaine, comprenant la Guyenne, la Gascogne et le Béarn (1582-1790), par le P. IRÈNÉE D'AULON. Carcassonne, Bonnafous, 1904, in-8 de 81 p.

La première partie indique les couvents de l'ancienne province où se trouvent les sépultures de presque tous les religieux mentionnés dans le nécrologe; l'auteur a suivi en ce paragraphe le livre du P. Apollinaire de Valence, *Histoire des Capucins*, dans la collection *Toulouse chrétienne*, 3 vol. in-8. La seconde partie comprend le nécrologe de 1582 à 1781, et la troisième partie une période dite révolutionnaire. A vrai dire, celle-ci ne contient guère que les noms des Capucins par ordre alphabétique, noms de famille et de religion, date de naissance et couvent occupé par eux en 1790. Les documents qui ont servi à ce travail sont le registre des annales de la province, conservé à la mairie de Bordeaux, qui va jusqu'en 1781, plus deux listes officielles conservées aux archives générales de l'ordre, l'une de 1643 (ou 1642, cf. p. 62), l'autre de 1754, enfin les registres des noviciats de Cahors et de Condom. On eût aimé une exposition plus nette de ces sources. Il n'eût pas été difficile de donner la cote exacte de ces pièces. Dans la liste d'errata, l'auteur doit ajouter ce qui concerne la date de naissance des PP. Édouard de Paris (n° 2081) et Elzéar de Sonnevillle (n° 2085).

Somme toute, travail utile et honnêtement fait. Parmi les curiosités, je

relève un fils de Marguerite de Valois, première femme de Henri IV (n° 231), un artiste peintre qui orna la plupart des couvents d'Aquitaine (n° 240, P. Luc de Rouen) et beaucoup de religieux morts au service des pestiférés.

P. USALD L'ALENÇON.

Œuvres de saint François de Sales, évêque et prince de Genève et docteur de l'Église. Édition complète d'après les autographes et les éditions originales, etc. T. XIII. Lettres, vol. III. Paris, Vitte, 1904, in-8 de xxiii-462 p.

Le P. Navatel, S. J., que des études faites en vue d'une thèse sur sainte Jeanne de Chantal avaient heureusement préparé à cette tâche, continue la belle édition des Œuvres de saint François de Sales, déjà parvenue, sous une autre direction, jusqu'au XIII^e volume. Qu'on ne s'étonne pas trop du léger retard subi par cette publication. Outre que la dispersion des maisons religieuses et des riches documents littéraires possédés par certaines d'entre elles a nuï à la célérité du travail, on reconnaîtra vite, à la lecture de ces pages, quels labeurs considérables a souvent dû coûter, même à un homme très informé, la mise au point de quelques notices, l'identification de tels ou tels personnages, les aperçus variés sur l'histoire religieuse qu'il fallait nécessairement évoquer à chaque pas. Nous ne citerons que pour mémoire les exigences d'une critique vraiment pénétrante et les recherches linguis-

tiques provoquées par le style original et si curieusement farci d'antiquité qui régnait encore en maître au commencement du xvii^e siècle. — Cette série de lettres s'étend entre janvier 1605 et avril 1607. L'éditeur fait justement remarquer que ce n'est pas uniquement le charme de l'expression, l'art dans l'exposition ou la finesse des jugements qui font leur importance, mais plutôt la lumière qu'elles projettent sur l'histoire du sentiment religieux à l'aube du grand siècle. Les correspondants du saint sont nombreux et variés, mais quelques-uns d'entre eux nous deviennent vite familiers, comme cette Rose Bourgeois, abbesse de Puits-d'Orbe, rétive à la direction de François, dont la mansuétude ne vaincra jamais les bizarreries. Plus consolante fut M^{me} de Charmoisy, cette âme si noble, pour laquelle furent condensés ces chapitres admirables de direction douce et entraînant qui sont devenus l'*Introduction à la vie dévote*. Mais que dire des lettres à M^{me} de Chantal et du large, profond, viril enseignement mystique qu'elles dégagent ? — L'âme sacerdotale de Monsieur de Genève se montre partout avec une candeur, une fraîcheur, dont les expressions débordent de poésie et de bonté. Les jolis mots, les réflexions piquantes, les descriptions pittoresques, la tendre émotion qui forment la trame de ces délicats petits chefs-d'œuvre, leur donnent un charme littéraire et une beauté captivante. Quelle noblesse, quelle douce quiétude, quelles consolantes maximes ! Combien, en face de cette haute et reposante sérénité d'une belle âme, les passions vulgaires, les haines féroces, la littérature avilissante de notre époque, font triste figure ! Lisez et relisez ces suaves lettres de saint François de Sales, il vous semblera

respirer la fraîcheur reposante de l'oasis après l'épuisement brûlant d'une longue traite au désert.

G. PÉLIS.

La mission de Jean-Jacques Olier et la fondation des grands séminaires en France, par G. LETOURNEAU, curé de Saint-Sulpice. Paris, Lecoffre, 1906, in-12 de xii-378 p.

Le livre de M. l'abbé Letourneau a un but nettement apologétique. Il se propose de répondre aux diverses accusations qui ont été portées dans ces dernières années contre l'organisation et la direction des séminaires, telles que les ont comprises depuis le xvii^e siècle les congrégations françaises, Saint-Sulpice en particulier. La première partie de l'ouvrage résume l'histoire générale de la fondation des grands séminaires en France ; la deuxième, plus étendue, est spécialement consacrée à ce qui regarde la mission de M. Olier et le séminaire de Saint-Sulpice. Viennent ensuite des *observations* où l'auteur discute certaines objections faites au système sulpicien ; un *épilogue*, qui est l'apologie de Saint-Sulpice par Fénelon ; enfin, trois pièces en *appendice*, dont la troisième, une note sur les séminaires d'Italie, est la plus intéressante.

De la première partie, je ne dirai pas grand'chose. Ces messieurs de Saint-Sulpice tiennent essentiellement à ce qu'aucun grand séminaire n'ait réussi et même n'ait été complètement organisé dans notre pays avant celui de M. Olier, au début de 1642. Il faudrait entrer sur ce point dans des discussions si minutieuses de dates, de fondations, de règlements, pour aboutir à un résultat fort médiocre, que mieux vaudrait laisser dormir

cette controverse. Tout au plus reprocherai-je à M. l'abbé Letourneau de n'être pas tout à fait juste à l'égard de l'Oratoire. Non seulement il ne reconnaît pas que Saint-Magloire était organisé dès 1640, mais même pour la période postérieure à 1642, la date décisive selon lui, il dit en parlant du P. Eudes : « Il demeurerait constant que l'Oratoire n'avait pas travaillé efficacement à fonder les séminaires diocésains en France » (p. 92). Et là-dessus il donne la liste des séminaires sulpiciens, des séminaires lazariques, des séminaires eudistes, des séminaires jésuites, passant purement et simplement sous silence la liste des séminaires oratoriens.

Encore la liste des séminaires eudistes est-elle enrichie d'un certain nombre d'écoles de *pauvres clercs* qui n'étaient pas de vrais grands séminaires. Mais laissons cette querelle.

Le véritable objet et l'intérêt pratique du livre de M. Letourneau, c'est de montrer que si les séminaires français sulpiciens et autres n'ont pas réalisé la lettre des instructions du concile de Trente, ils en ont réalisé l'esprit et les intentions. Sur ce point, M. Letourneau a pleinement gain de cause. Il est impossible de rêver séminaires et directeurs plus dévoués à l'épiscopat et exaltant davantage le pouvoir de l'évêque. Si les chanoines ont été écartés du contrôle et de la direction, c'est en vertu de raisons majeures que leur attitude au xvii^e siècle ne rend que trop péremptoires. De plus, grâce à l'esprit qui a régné dans les séminaires, la réforme voulue par le concile de Trente s'est accomplie. Quand on compare le clergé tel qu'il sortit des mains de Saint-Sulpice, de l'Oratoire, de Saint-Lazare, des Eudistes, avec le clergé de l'époque antérieure, on ne

peut que témoigner une profonde reconnaissance et une vive admiration à ceux qui ont été les promoteurs de cette œuvre. L'état lamentable du clergé avant l'institution des séminaires, dans la première partie du xvii^e siècle, n'est que trop prouvé ; le chapitre iii de la deuxième partie du livre de M. Letourneau l'établit une fois de plus en racontant les fondations des grands séminaires acceptés par MM. Olier, de Bretonvilliers, Tronson. En réalité, l'institution de prêtres destinés à la direction des grands séminaires et formés *ad hoc* a été bienfaisante ; il n'y a d'ailleurs aucun rapport entre les congrégations séculières telles que les comprit le xvii^e siècle et les ordres religieux proprement dits, à qui peut-être en effet il eût été mauvais, et non pas seulement difficile, de confier la formation des clergés diocésains.

Que ce système ait présenté quelques inconvénients, c'est certain, et M. Letourneau l'avoue ; mais les inconvénients sont inférieurs à ceux des autres systèmes. Ce système ayant produit ses fruits, il est évident aussi qu'on trouve dans le clergé diocésain de dignes continuateurs de l'œuvre de leurs maîtres ; mais, sans ces maîtres, qu'eût été le clergé diocésain ? Parents et maîtres travaillent à se rendre inutiles ; mais sans eux, que serait devenu l'enfant ?

Le livre de M. Letourneau soulève de très intéressantes questions sur le régime et la direction intérieure des séminaires. Il ne serait pas à sa place dans une Revue de ce genre de les discuter. Disons du moins que, pour ce qui concerne les différences entre les séminaires français et les séminaires italiens, les nombreuses et curieuses lettres que l'auteur a reçues d'évêques italiens semblent

bien établir que plus d'un, de l'autre côté des Alpes, regarde d'un œil d'envie l'organisation des séminaires français. Le cardinal Vannutelli, préfet de la Congrégation du Concile, a accepté la dédicace de l'ouvrage; ceci même est assez significatif.

ALFRED BAUDRILLART.

La société française, du XVII^e siècle au XX^e siècle, par Victor du BLED. 4^e série. *XVII^e siècle. La société et les sciences occultes. Les couvents de femmes avant 1789. Les libertins et Saint-Evremond. La Grande Mademoiselle. L'amour platonique au XVII^e siècle.* Paris, Perrin, 1904, in-12 de 309 p.

M. Victor du Bled continue sa cueillette d'anecdotes à travers les siècles et s'attache à nous faire connaître, sous une forme enjouée plutôt que grave ou sévère, les habitudes sociales de nos aïeux. Il faut lui savoir gré de ne pas engendrer la mélancolie; mais peut-être, sous l'ironie plaisante de la forme, cache-t-il un certain pessimisme foncier, de nature à jeter le discrédit sur des institutions ou des faits de couleur moins sombre en réalité.

Si les domaines des abbayes excitaient la cupidité des grands seigneurs, parfois aussi les « unions de bénéfices » avaient leur raison d'être plausible. M. du Bled cite la sécularisation de l'abbaye de Déols au profit de Henri II de Bourbon-Condé. Mais Grégoire IX avait en vue la fondation d'un collège à Châteauroux, et l'affaire, telle qu'elle a été racontée tout au long par le duc d'Aumale (*Princes de Condé*, III, 142 et seq.), semble assez légitime. Plus loin, il rappelle les trop fameux scandales donnés à Maubuisson par Henri IV et la fausse abbesse installée, d'ordre royal,

dans le monastère; mais dès la fin du XVII^e siècle, les documents les plus confidentiels conservés aux Archives nationales ne reprochent plus aux habitantes de l'illustre abbaye que leur esprit janséniste. Dans une de ses charmantes études, le P. Baesten a fait jadis de cette maison un tableau plein d'édification. Même remarque pour Fontevrault, qui ne fut pas toujours le cénacle littéraire mais un peu mondain de la sœur de M^{lle} de Montespan. L'époque de Francoise de Rochechouart, où furent élevées les filles de Louis XV, n'en donne qu'une excellente idée. Au sujet des chapitres nobles, M. du Bled reconnaît avec raison que les abbesses étaient purement séculières et les chanoinesses aussi (p. 150). Il ajoute, avec M. Gabriel Prevost, qu'il serait injuste de mettre sur le compte des vraies religieuses les faiblesses de ces dames, et avec Taine, « qu'en général, abbesses et chanoinesses usent très charitablement de leur fortune, contribuent à la prospérité des pays où se trouvent leurs maisons et qu'elles furent regrettées en maints endroits. » Il me semble cependant que le tableau d'ensemble est trop poussé au noir. Je pourrais citer le P. Dorigny qui, dans son *Histoire de l'institution de la congrégation de Notre-Dame* (Nancy, 1719), vante la piété et l'exactitude au service divin, à Épinal, à Bouxières, à Remiremont. M. du Bled se contente d'écrire qu'à Remiremont « on choisit l'abbesse parmi les princesses du sang royal » (p. 150). Quelle belle page il aurait pu ajouter sur la dernière abbesse avant la Révolution, cette princesse Louise-Adélaïde de Condé, élue en 1786 et qui mourra fondatrice des Bénédictines du Temple à Paris! Quel magnifique exemple

à développer que celui d'une princesse plus illustre encore, Madame Louise de France, la fille de Louis XV, se faisant carmélite à Saint-Denis pour expier les fautes de son père ! Mais M. du Bled n'était pas tenu de composer un recueil de lectures à l'usage des communautés religieuses, et son but était surtout de faire ressortir la « physionomie spéciale » des couvents d'alors (p. 107). Or, il entend par là ces « compromis perpétuels entre la vie religieuse et la vie séculière » qui transformaient parfois ces pieux asiles en retraites provisoires ou définitives pour les personnes du monde, voire en maisons de réclusion. Je regrette qu'à sa bibliographie copieuse il n'ait pas ajouté les *Chroniques de l'ordre des Carmélites* : il y eût trouvé plus d'une contribution à l'appui de sa thèse et, au besoin, quelque correctif.

HENRI CHÉROT.

La milice en Lorraine au XVIII^e siècle, par Pierre Boyé. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1904, in-8.

M. Boyé prélude au grand travail qu'il prépare sur les La Galaizière et sur l'intendance de Lorraine au XVIII^e siècle par des études de détail, dont quelques-unes ont été analysées ici même. A l'aide des archives du ministère de la guerre, de celles des départements de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, à l'aide surtout de la très précieuse *Description de la Lorraine et du Barrois*, encore inédite, du subdélégué Nicolas Durival, M. Boyé fait aujourd'hui revivre la milice dans son organisation, dans son fonctionnement, comme aussi dans l'aversion qu'elle inspirait à des populations cependant militaires

dans l'âme. Cette aversion est d'ailleurs bien explicable, car si Louis XV ne se fit pas faute, malgré les stipulations expresses du traité de Meudon qui lui assurait la succession du duché après la mort de son beau-père, de lever en Lorraine des troupes de milice à son profit exclusif, du vivant même de Stanislas, si la Lorraine fournit plus de miliciens qu'aucune autre province, et cela au point d'en être totalement ruinée et de souffrir cruellement du manque d'hommes, le régime de sa milice ne différait, en outre, de celui des milices françaises que par un accroissement de charges pour le pays : c'est ainsi que les deux régiments de Royal-Barrois et de Royal-Lorraine furent exclusivement recrutés parmi les miliciens, ce qui avait pour résultat de multiplier les levées ; que la durée du service fut, en 1748, réduite de six à cinq années, sauf en Lorraine ; que les frais d'armement et de grand équipement, mis, dans le royaume, à la charge du trésor royal, furent imposés, dans le duché, aux communautés, parfois aux miliciens eux-mêmes.

Cependant, le « commissaire départi » La Galaizière ne cessait de résister aux exigences du ministère français de la guerre, faisant valoir les graves inconvénients du régime, dressant une liste officielle des exemptions, presque la seule et certainement la plus équitable et la plus logique qui existât alors, puis la modifiant en 1755, afin de « ménager à tout prix » les laboureurs, qui avaient été primitivement sacrifiés aux artisans des villes et à cette classe que M. Boyé appelle très exactement l'« aristocratie de la roture ». L'action intelligente et habile de La Galaizière apparaît encore dans les opé-

rations du recrutement, dont M. Boyé fait voir le fonctionnement, en même temps qu'il expose les fraudes employées par les miliciens pour se soustraire aux obligations du service.

Cette étude fort attachante aurait été heureusement complétée par la mise en lumière d'une sorte d'institution qui paraît avoir échappé à la perspicacité de M. Boyé : je veux parler des assurances mutuelles que contractaient les « garçons » d'un village « propres à tirer à la milice » pour assurer quelques ressources à celui d'entre eux qui tomberait sous le sort, et dont on trouve fréquemment la trace dans les registres du *Contrôle des actes* ; le 4 mai 1741, par exemple, les six miliciables d'Abainville-aux-Forges (Meuse, arr. de Commercy, cant. de Gondrecourt) s'engagent à payer chacun 10 livres à celui d'entre eux qui devra partir (Arch. de la Meuse, C 1418, fol. 22). Tel qu'il est, le travail de M. Boyé apporte une importante contribution à l'histoire militaire, administrative et même politique de la Lorraine durant les années qui précédèrent et qui suivirent immédiatement sa réunion à la France.

ANDRÉ LESORT.

Les salines et le sel en Lorraine au XVIII^e siècle, par Pierre Bory. Nancy, Crépin-Leblond, 1904, gr. in-8.

Le travail que M. Boyé vient de consacrer aux salines lorraines du XVIII^e siècle vient bien à son heure, quand il n'est partout question que de monopoles et de régies nationales ou municipales ; à l'aide d'une extrême richesse d'informations puisées aux sources les plus autorisées et rigoureusement contrôlées, il nous

montre successivement l'organisation industrielle des salines et l'exploitation commerciale et fiscale de leurs produits, et ses constatations sont lamentables. Si le travail des *podles* assure la subsistance d'un personnel assez important, la manière dont il est conçu a, par ailleurs, les plus tristes résultats ; une consommation considérable de combustible dépeuple les forêts et donne lieu aux spéculations les plus scandaleuses sur la vente des bois, la nécessité de l'approvisionnement entraîne l'établissement de servitudes, de flottages très pénibles pour les bûcherons des Vosges et pour les riverains de certains cours d'eau, l'entretien des chemins aboutissant aux salines impose aux populations locales des charges infiniment supérieures aux avantages que leur procure le voisinage d'un centre industriel, et l'insuffisance des moyens de transport a pour conséquence le charriage par corvées ; on jugera de l'étendue du mal quand on songera aux deux cent cinquante mille journées de corvées imposées à la Lorraine, à la fin de l'ancien régime, pour le charroi des salines.

Ces abus n'allaient pas nécessairement avec l'exploitation des puits salés : on le vit bien quand, malgré les fermiers généraux, diverses modifications heureuses furent introduites, telles que l'emploi des bâtiments de graduation en 1737 et de la houille en 1780 ; mais, le plus souvent, le zèle, l'intelligence et la science de l'intendant La Galaizière et des ingénieurs Gautier et Perronet échouèrent devant la mauvaise volonté de la ferme, qui, principalement par l'écoulement de ses produits à l'étranger, réalisait d'énormes bénéfices au détriment des provinces lorraines.

La délivrance du sel donnait lieu à des formalités compliquées et vexatoires, — dont on parvenait cependant à se libérer parfois, moyennant quelques largesses envers le personnel, — et, de ce côté encore, les efforts éclairés de l'intendant ne purent même intéresser à la cause du bien public le contrôle général des finances, qui avait trop besoin des faveurs de la ferme pour essayer d'introduire au profit de l'État un contrôle et une réglementation des salines. On comprendra donc le mécontentement extrême des populations, qui, tout en payant le sel un prix inférieur à celui du reste de la France (31 l. 5 s. le quintal, au lieu de 62 l. dans les pays de grande-gabelle, mais de 16 l. dans les pays de quart-bouillon), pouvaient à peine s'en procurer les quantités nécessaires à leur consommation, et ne recevaient en tout cas que le rebut de la fabrication, le reste étant conservé pour la vente extérieure. Que l'on ajoute à ces abus ceux d'une procédure extraordinaire, en matière de justice forestière comme de faux-saunage, et l'on aura le tableau exact des misères qu'entraînait avec elle la régie des salines en monopole par la compagnie des fermiers généraux.

En dehors de cette sombre, mais exacte peinture, M. Boyé nous initie encore aux détails techniques de l'industrie qu'il étudie, et il fait revivre sous nos yeux le fonctionnement administratif des salines et de la gabelle. Son travail présente donc le plus vif intérêt au point de vue de l'histoire économique et administrative de l'ancienne France.

ANDRÉ LESORT.

Histoire de la Compagnie royale des Indes Orientales, 1664-1719, par Jules SOTTAS. Paris, Plon-Nourrit, 1905, in-8.

On connaît peu le détail de l'intéressante et malheureuse histoire de la *Compagnie des Indes Orientales*. L'auteur nous en trace les péripéties depuis sa fondation, en 1664, jusqu'à l'époque de sa transformation en la fameuse *Compagnie des Indes*. On la voit se créer, s'organiser et faire ses premières expéditions peu rémunératrices. Les continuels déficits sont comblés d'abord et par les actionnaires, et par le roi lui-même, qui a pris la Compagnie sous sa protection directe. Les actionnaires se dégoûtent de l'entreprise et la Compagnie s'appauvrit de plus en plus. Colbert et Seignelay ne peuvent l'arrêter dans la pente rapide qui la mène à sa perte.

En 1685, l'état des choses exige sa réorganisation ; douze gros actionnaires en deviennent les directeurs. Tout d'abord, ils tâchent d'augmenter son extension en allant jusqu'au Siam ; mais bientôt une révolution dans ce pays enlève toute espérance d'y établir le commerce, dont il était permis d'attendre quelque avantage. En 1690, s'ouvre une nouvelle phase d'insuccès, présentant les indices d'une décadence qu'on ne saurait enrayer, mais au cours desquels la Compagnie voit quelques rares beaux jours. De 1690 à 1697, l'on fait trois armements mixtes, militaires et commerciaux. Les résultats sont au-dessous des espérances, la guerre de la Ligue d'Augsbourg ayant momentanément anéanti le commerce en Orient et apporté l'insécurité sur les côtes. On comptait, pour relever le mauvais état des affaires, sur les

captures des vaisseaux hollandais, mais comme elles se réduisirent à peu, la déception fut grande, et dès lors s'ouvrit l'ère des emprunts annuels, qui se répétèrent jusqu'à cinq fois. Telle était la situation précaire quand éclata la guerre de la succession d'Espagne. La décadence s'accrut. En vain les Malouins essayèrent-ils encore de remonter l'entreprise; il leur fallut reconnaître que tout relèvement était devenu impossible.

En 1719, la *Compagnie des Indes Orientales* possédait : sur la côte de Coromandel, Pondichéry et la loge de Masulipatam; au Bengale, le comptoir de Chandernagor et les loges de Balassor et de Cassembazar; sur la côte de Malabar, Calicut. Ceci lui permit de fusionner, par décret du Conseil d'État du 17 juin 1719, avec la *Compagnie d'Occident* et celle de *Chine* pour former désormais la *Compagnie des Indes*.

L'auteur a divisé son travail en trois parties. Les première et troisième constituent, à proprement parler, l'histoire de la *Compagnie des Indes Orientales*. La deuxième est remplie par le *Journal d'un voyage aux Indes Orientales*, du 25 février 1690 au 20 août 1691. C'est l'œuvre, au jour le jour, du sieur Grégoire de Challes, écrivain du roi à bord de l'*Écueil*, dans l'escadre de M. du Quesne, neveu du grand marin de ce nom. Ce journal est extrêmement amusant. Il donne l'existence à bord d'un voilier, et mille péripéties tiennent l'attention du lecteur en éveil. Le récit est fort suggestif et vivant.

Cet ouvrage, des plus documentés, semble renfermer tout ce qu'il est possible de désirer connaître sur une entreprise à grande envergure, dont Louis XIV attendait, comme résultat

pratique, le développement du commerce français aux Indes et au Siam et, par suite, la création d'un vaste empire colonial.

Vicomte DE NOAILLES.

Un régime qui finit. *Études sur les pays qui ont formé le département des Hautes-Pyrénées*, par L. RICAUD. Paris, Champion, 1905, in-8 de 182 p.

Sous ce titre, heureusement précisé par le sous-titre, M. L. Ricaud nous fait connaître, à la veille de la Révolution, l'état et l'organisation des pays dont fut composé le département des Hautes-Pyrénées. La Bigorre a fourni le noyau principal autour duquel sont venus s'annexer, en tout ou en partie, les Quatre-Vallées, le Nébouzan, l'Armagnac, l'Astarac, Rivière-Verdan, le Comminges, etc. Pour chacun d'eux l'auteur délimite, avec beaucoup de précision, leur étendue, et énumère leurs divisions et subdivisions, les communautés ou paroisses de leur ressort selon leur diverse condition de pays d'élections ou de pays d'états; il étudie leur régime avant ou après la création des assemblées provinciales de 1787, ou la composition, les attributions et le fonctionnement des assemblées d'états (Nébouzan, Quatre-Vallées, Bigorre). Viennent ensuite l'administration municipale, l'organisation si compliquée des justices royales, seigneuriales ou spéciales, et enfin l'organisation religieuse de ces pays compris en grande partie dans le diocèse de Tarbes avec quelques enclaves ou parcelles des diocèses d'Auch et de Comminges; pour chacun d'eux, nous avons les divisions en archidiaconés et archiprêtres, le personnel, les corps séculiers ou ré-

guliers, le bureau des décimes. Des renseignements sur les circonscriptions et les opérations électorales de 1789 terminent le volume.

L'auteur est ici sur un terrain qui lui est familier : ses travaux sur la Révolution en Bigorre, sur les Représentants en mission dans les Hautes-Pyrénées, nous avaient déjà montré en quel contact intime il était entré avec les sources de l'histoire révolutionnaire ; l'étude critique de celles qu'il utilise ici et par laquelle il débute, la discussion souvent minutieuse qu'il en fait au cours de son ouvrage, suffiraient pour donner pleine confiance, quand même il ne s'y joindrait pas la connaissance personnelle des pays décrits. Sans aller jusqu'à demander à l'auteur des renseignements sur l'état matériel et moral de ces pays, puisque son cadre ne le comportait pas, j'estime que quelques indications historiques n'eussent pas été superflues. A voir les bizarreries de cet échiquier géographique, que fait encore mieux ressortir la première carte coloriée dont M. L. Ricaud accompagne son livre, on a l'impression que certains de ces morcellements fantaisistes sont l'effet d'événements historiques qu'on serait heureux de connaître. Cette légère lacune n'enlève rien, ou bien peu de chose, au mérite d'une étude qui reste l'une des contributions les plus importantes et les plus sûres à l'histoire de notre géographie et de nos institutions politiques à la fin de l'ancien régime.

A. DEBERT.

Mémoires du comte Valentin Esterhazy, avec une introduction et des notes par Ernest Dauter. Ouvrage accompagné de trois gravures hors texte. Paris, Plon-Nourrit, 1905, in-8 de LII-360 p.

L'introduction de ces *Mémoires* est écrite de main de maître. Elle contient trois lettres inédites de Marie-Antoinette, et quelles lettres ! Il faut les lire pour les apprécier. Elle relève les côtés intéressants de la publication : vie d'un officier à la guerre de Sept ans, physionomie de l'armée, manière de faire les campagnes, idées courantes parmi les militaires, tribulations d'un émigré, diplomatie à la cour de Catherine II. Elle signale des lacunes intentionnelles : Esterhazy a été du nombre des quatre gentilshommes attachés à la reine, en avril 1779, lorsqu'elle fut atteinte de la rougeole ; il a dû être documenté mieux que personne au sujet de Fersen. Et sur ces deux points, comme sur quelques autres encore, il est muet ou à peu près.

A vrai dire, le personnage lui-même n'est pas sympathique. Il a des succès partout : à la guerre, à la cour, et même, malgré sa laideur, en bonne fortune. Charges, dignités, cordon bleu, tout lui arrive comme par enchantement. Il a racheté ses fredaines de jeunesse par un attachement sérieux et tendre à sa femme, de vingt ans plus jeune que lui. Mais, en Russie, Rostoptchine lui a fait une réputation d'intrigant. Rostoptchine, on le sait, est mauvaise langue et déteste les étrangers ; son jugement est donc sujet à caution. Il n'en reste pas moins vrai qu'Esterhazy a accepté des dotations — et pour quels mérites ? — de Catherine II et de Paul I^{er}, et qu'il a tourné le dos à Paul, tant que ce-

lui-ci était en disgrâce, pour ne pas démeriter de Catherine. Coïncidence fâcheuse, qui mérite d'être éclairée. Peut-être le meilleur moyen d'y jeter un rayon de lumière serait-il de publier les lettres d'Esterhazy sur la cour de Russie qui sont en la possession de M. Ernest Daudet. Jusque-là on devra s'abstenir d'un verdict définitif.

PIERLING.

Michel Baron, acteur et auteur dramatique. Thèse pour le doctorat d'Université présentée devant la Faculté des lettres de Grenoble, par Bert Edward Young, professeur à l'Université Vanderbilt. Paris, Fontemoing, 1905, in-8 de 326 p., avec un portrait de Baron.

On doit des égards particuliers et même quelque gratitude aux étrangers lettrés qui non seulement viennent en France briguer nos titres universitaires, mais qui prennent nos grands hommes pour la matière de leurs travaux. Et Michel Baron n'est sans doute qu'un quart de grand homme, moins que cela encore, un simple nom parmi les comédiens et les auteurs comiques qui furent la suite de Molière : mais on sait assez que c'est de ce menu gibier que sont habitués à se contenter les candidats au doctorat.

Il est vrai aussi que par un certain tic commun à presque tous les auteurs de monographies, M. Young a grossi démesurément son personnage. Je ne croirai jamais que la comédie de Baron, *l'Homme à bonnes fortunes*, mérite une étude de cinquante pages ; que, pour être son chef-d'œuvre, elle puisse être appelée « un chef-d'œuvre, » et qu'on la mette, fût-ce seulement pour la technique

dramatique, au-dessus « des comédies de Shakespeare, des chefs-d'œuvre de Victor Hugo et même de ceux de Molière ; » encore moins qu'on puisse ranger son auteur parmi les hommes capables « de contribuer dans une large mesure au total de la perfection humaine ou du bonheur humain. »

Je note d'ailleurs que la principale source où M. Young a puisé les éléments de sa biographie, c'est, avec beaucoup d'ouvrages de seconde main, la *Vie de Molière*, par Grimaire, fort suspecte, et dont Boileau a dit que « ce n'est pas un ouvrage qui mérite qu'on en parle. » Son information directe elle-même n'est pas toujours très précise ni très sûre : tout Parisien serait sans doute étonné d'entendre parler des Archives nationales *du quai Henri IV*, et des pièces qu'on y trouve, *sous le côté Y*, 231.

Pourtant ce livre a été fait avec conscience ; il contient sur Baron tout ce qu'il n'était pas trop difficile de trouver dans les *Dictionnaires des théâtres*, ou les *Anecdotes dramatiques* ; toutes ses pièces : *l'Andrienne*, *l'École des Pères*, le *Jaloux*, la *Fausse prude*, etc., sont copieusement analysées ; le style est, pour un étranger, plus qu'honorable ; et nous aurions mauvaise grâce à nous montrer plus sévères que la Faculté de Grenoble.

G. AUDIAT.

L'auberge des princes en exil, anecdotes de la cour de Bruxelles au XVIII^e siècle, par Ernest Gossart. Bruxelles, Weissenbruck, 1905, in-12 de 230 p.

La Belgique a toujours été largement hospitalière ; mais c'est au

xvii^e siècle qu'elle a mérité d'être surnommée l'auberge des princes en exil. L'archiduc Albert et l'infante Isabelle avaient donné à leur cour de Bruxelles un éclat tout particulier, et dans les fêtes splendides qui ont célébré naguère le soixante-quinzième anniversaire de l'indépendance nationale belge, cette heureuse époque a été justement rappelée par un des groupes les plus brillants du cortège historique qui s'est déroulé dans les rues de la capitale. Après eux, l'archiduc Léopold et don Juan d'Autriche, sans avoir le même éclat, continuèrent cependant leurs traditions de magnificence et de largesse. Et le voisinage de la France, les querelles et les guerres qui agitaient alors ce pays, donnaient lieu souvent d'exercer cette largesse. Les vaincus se réfugiaient aux Pays-Bas et y étaient généreusement reçus. On y voit arriver tour à tour Henri de Condé et sa femme que poursuit l'amour du Vert-Galant, Marie de Médicis et son fils Gaston d'Orléans, fuyant la domination de Richelieu, le duc Charles de Lorraine et ses sœurs, chassés de leur capitale : singulière figure que ce duc achetant son duché par un mariage, puis laissant sa femme pour se remarier à la belle Béatrix de Cusance, jetant l'argent à pleines mains dans des fantaisies luxueuses qui enthousiasment les Bruxellois, mais excitent le mécontentement et la jalousie des princes espagnols. Après lui, ce sont les fils de Charles I^{er}, chassés par Cromwell, le Grand Condé vaincu dans les guerres de la Fronde, Christine de Suède qui vient soi-disant à Bruxelles pour faire son abjuration, mais qui passe surtout son temps en controverses avec les Pères Jésuites, et en interminables parties de billard

où elle est fort habile. Tous ces grands personnages jouissaient largement de l'hospitalité belge, donnaient et recevaient des fêtes dont les descriptions remplissent les livres et les mémoires du temps. Il y eut là, pour les Pays-Bas, une période de richesse et de plaisirs dont M. Gosart a bien fait de retracer et de conserver le souvenir ; les jolies gravures dont il a orné son livre en augmentent encore l'intérêt.

N'oublions pas non plus parmi les hôtes passagers — et ceux-là forcés — de la Belgique au xvii^e siècle, M. et M^{me} Deshoulières enfermés dans la prison d'État de Vilvorde, et dont l'auteur nous raconte d'une façon amusante la piquante évasion.

MAX. DE LA ROCHESTERIE.

Charnacé et l'alliance franco-hollandaise (1633 - 1637),
par Jean DE PANGE. Paris, Picard, 1905, in-8 de xiv-157 p.

Il faut savoir gré à M. Jean de Pange de nous avoir fait connaître avec quelque détail le rôle joué par le baron de Charnacé, à l'époque de Richelieu, dans la conclusion de l'alliance franco-hollandaise qui fut signée en 1635 et qui dura jusqu'au règne personnel de Louis XIV. Grâce à cet érudit et aux documents manuscrits et imprimés qu'il a consultés, nous savons maintenant combien il fut difficile à Charnacé, par suite de la prépondérance de la province de Hollande, — favorable à une trêve que proposaient les commissaires belges autorisés par le roi d'Espagne à négocier avec les Hautes Puissances, — d'amener les Pays-Bas à s'unir à la France contre l'Espagne. A force de persévérance et d'habileté, et avec l'aide du stathou-

der, Charnacé parvint enfin à faire rompre les négociations entamées en vue d'une trêve, à déterminer l'accession de la province de Hollande au projet d'un traité de subsides, puis à faire signer aux Pays-Bas, d'abord le traité de subsides du 15 avril 1634, ensuite le traité d'alliance du 8 février 1635. Deux ans et demi plus tard, après avoir conclu avec les États généraux le traité complémentaire du 6 septembre 1636, Charnacé, qui (M. Jean de Pange le rappelle dans son introduction) avait déterminé le cardinal de Richelieu à rechercher l'alliance des puissances protestantes du nord de l'Europe, périssait glorieusement au siège de Bréda (3 septembre 1637).

Grâce à sa prudence, grâce à sa sagesse, en amenant Richelieu à vouloir constituer les provinces belges en une république indépendante, Charnacé avait rendu possible l'alliance franco-hollandaise. Après la mort du grand cardinal, d'autres idées prévalurent; on ne rêva plus qu'annexion formelle, et dès lors fut compromise l'œuvre du baron de Charnacé, que Louis XIV et Colbert ruinèrent irrémédiablement un peu plus tard. Si éphémère qu'elle ait été, cette œuvre fut bonne et produisit d'excellents résultats; aussi mérite-t-elle d'être bien connue. C'est ce qu'a fait M. Jean de Pange, dont le travail consciencieux, mais susceptible d'être complété sur plus d'un point, est précédé, en manière de préface, d'une courte notice biographique écrite sur son aïeul par le marquis de Charnacé.

HENRI FROIDEVAUX.

Aus den Briefen der Herzogin Elisabeth Charlotte von Orléans an Etienne Poller de Bottens [1684-1711], herausgegeben von S. HELLMANN. Tübingen, gedruckt auf Kosten des litterarischen Vereins, 1903, in-8 de xviii-131 p.

M. Jules Chavannes a déjà publié, en 1874, dans la *Revue suisse* (t. XLIX-L), la partie de cette correspondance qui demeurerait, en original, entre les mains des petits-neveux du destinataire, et qui se trouve aujourd'hui en la possession de M. Henry Chavannes, à Pully, près Lausanne. Le présent volume contient, en outre, la partie, beaucoup plus étendue, qui est déposée, en copies, à la bibliothèque de Munich.

Toutes ces lettres ont été écrites en français — le français de Madame! — Elles ont, pour l'histoire, l'intérêt très particulier de montrer presque à nu les sentiments de cette princesse, touchant la religion : « Elles donnent à connaître, disait leur premier éditeur (*Revue suisse*, XLIX, 655), mieux qu'aucune autre des correspondances d'Élisabeth-Charlotte, la religion qui demeurerait, en réalité, au fond de son cœur. » Ce que démontre, en réalité, cette correspondance, c'est la presque parfaite incrédulité de Madame; mais, pour la plupart des protestants de langue française ou suisse, on est toujours assez bon chrétien, pourvu qu'on renie la foi catholique de ceux qui ont été les pères communs de ces mêmes protestants et les nôtres. Or, chez Élisabeth-Charlotte, comme chez tant de protestants de son époque, et chez la plupart des calvinistes de la nôtre, la religion est toute négative, en fait de dogme, et ne présente plus rien de positif que l'hostilité contre l'Église catholique,

au point que l'on peut dire que le calvinisme ne vit plus que de cette hostilité même. C'est en ce sens que Madame est demeurée calviniste - au fond du cœur, - car elle n'éprouve, envers l'Église où elle a été malheureusement contrainte d'entrer, qu'une version évidente. Quant à sa fameuse « franchise, » il faudra bien reconnaître un jour, documents en mains, qu'elle ne valait guère mieux que sa religion. Brutalité n'est pas franchise : cette qualité ne se peut allier avec la calomnie, que cette méchante femme maniait, peut-on dire, la plume à la main, si aisément, mais si secrètement. De son propre aveu, par exemple, afin de plaire au Roi, elle a tout tenté pour se faire bien venir de M^{me} de Maintenon, qu'elle maltraitait néanmoins, dans ses lettres, d'une manière qu'on ne peut autrement qualifier que d'ignoble.

Jean-Pierre Polier, d'une famille anoblie du Rouergue, ayant apostasié, s'était réfugié à Genève, au milieu du xvi^e siècle : il était passé au service de l'Électeur palatin, en qualité de conseiller d'État. Sous Charles IX, l'ambassadeur du Roi en Suisse avait pour secrétaires, à la veille de la Saint-Barthélemy, trois protestants, que les Cantons catholiques nommaient « les trois anabaptistes... personnes scandaleux, » et que la ville de Soleure expulsa : Polier était l'un d'eux. (Rott, *Hist. de la représentation diplomatique*..., II, 89.) Il était alors bourgeois de Bâle : il mourut bourgeois de Lausanne en 1602; son fils Jacques épousa Françoise Loys, d'une riche famille de négociants de cette ville, de laquelle est issu, au xviii^e siècle, Sébastien-Isaac Loys de Vuarrens, alias *Warrens*, époux de l'amie de Jean-Jacques, et qui a relevé, de nos jours, le

nom de Chandieu. Ils eurent pour fils Jean-Pierre Polier, bourgmestre de Lausanne, lieutenant-colonel des milices du pays de Vaud, auteur de livres théologiques - d'un mysticisme exalté - (Haag, *La France protestante*, VIII, 27 A), qui fut le père d'Étienne Polier.

Étienne Polier, né en 1620, mort célibataire en 1711, fut nommé, en 1657, gentilhomme de la chambre de l'Électeur palatin; en 1663, premier écuyer ou maître d'hôtel d'Elisabeth-Charlotte. Il la suivit en France, lors de son mariage avec Monsieur, en 1671, mais sans situation officielle. Il demeurait à Paris, près le Palais-Royal, rue de la Boucherie, et Madame correspondait fréquemment avec lui, lorsqu'elle s'éloignait : ses lettres à ce vieux serviteur sont des plus intimes. En 1703, elle remplace sa signature par les initiales E. A., pour signifier : *Estime* et *Amitié*; l'année suivante, elle ajoute un R, qui veut dire : *Reconnaissance*, Étienne Polier de Bottens était, comme son père, un *piétiste* sincère, qui faisait le possible pour amener son illustre pupille d'autrefois à des sentiments plus religieux, et qui paraît avoir vraiment souffert de ceux qu'elle ne craignait pas de lui découvrir. Or, l'incrédulité de Madame était d'autant plus difficile à vaincre qu'elle datait de son enfance : « J'advoue, écrit-elle, le 25 décembre 1709, que les plaissanteries que j'avois ouy faire mon pere mesme, avoit fort esbranlée ma foy et jettes dans des furieuses incertitudes.... »

Rappelons, en terminant, que c'est à un prédicant de cette famille Polier de Bottens que Voltaire trouva plaisant de faire composer les articles : *Mages, Magie, Magicien, Messie*, pour l'*Encyclopédie*. (Voir Godet,

Histoire littéraire de la Suisse française, 2^e édition, p. 252.)

HYAUX DE LANDOILE.

Geschichte der politischen Beziehungen Siebenbürgens zu England, von Dr. David ANGAL. Budapest, 1905, in-8 de 104 p.

Ce travail, écrit originairement en hongrois, a paru dans l'*Oesterreichische-ungarische Revue* (t. XXII, livr. I-VI). L'auteur entreprend de montrer que les relations des rois d'Angleterre avec les princes de Transylvanie ont eu une importance que nous ne connaissions pas; il a dû, pour mener son œuvre à bonne fin, recourir à des sources difficilement accessibles, et met au jour un chapitre nouveau de l'histoire diplomatique de l'Europe.

A vrai dire, le livre ne donne pas tout ce que promettait la préface : sans doute Jean Zapolya a cherché un appui, au xvi^e siècle, chez les princes qui avaient adopté comme lui le protestantisme, mais on ne voit pas très bien que ses avances aient été favorisées. Pendant la guerre de Trente ans, les Bathory ont cherché leur avantage dans les dissensions qui divisaient l'Europe, mais, engagés dans leur lutte avec les Turcs, ils ne pouvaient être que d'un médiocre secours pour les adversaires de la maison d'Autriche. On sait que Tékély (ou Tököly) et Fr. Rakoczi furent employés par Louis XIV et reçurent de lui des encouragements sonnants; il paraît qu'en même temps les princes de Transylvanie envoyaient des ambassades à Londres; je ne crois pas qu'ils aient reçu d'ambassadeurs anglais, à moins qu'on ne donne le titre d'ambassadeurs à des agents subalternes qui,

résidant à Constantinople pour guetter l'occasion de conquérir quelque privilège pour le commerce de leurs compatriotes, ont pu, en même temps, lier quelques relations avec une nation belliqueuse et hardie, qu'on pouvait jeter à un moment donné sur les Turcs ou sur les Impériaux, pour faire une diversion ou simplement pour saisir le prétexte de jouer le rôle avantageux du pacificateur. C'est l'histoire de ces envoyés officiels ou de ces négociateurs occasionnels que M. Angyal raconte avec abondance et agrément; on la lira avec profit, à condition de n'y chercher que ce qui s'y trouve.

P. PISANI.

Clemens VIII und Jakob I von England, von Arnold Oskar MEYER. Rom. Verlag von Loes. Her und Co., 1904, in-8 de 41 p.

Nous avons autrefois signalé la curieuse lutte dogmatique de Jacques I^{er} d'Angleterre et de Bellarmin, si bien étudiée par le P. de la Serrière. Nous nous trouvons ici en présence du même prince, quelques années plus tôt, se montrant au premier aspect sous un jour bien différent, mais laissant peu à peu paraître sa véritable nature. Avec Marie Tudor, l'espérance du retour de l'Angleterre dans le sein de l'Église romaine s'était éteinte; la mort de Marie Stuart vint détruire le dernier rempart auquel s'appuyaient les ruines chancelantes du catholicisme. Mais, à l'issue du trop long règne d'Élisabeth, Clément VIII put espérer que Jacques Stuart suivrait l'exemple de Henri de Bourbon. Jacques VI d'Écosse sembla, en effet, autoriser ces beaux rêves par une certaine inclination personnelle et surtout par habileté politique.

L'envoi du catholique écossais John Ogilvy comme agent diplomatique à Rome était bien capable d'y susciter de brillantes perspectives (1595). La cour pontificale se tint pourtant d'abord sur une très grande réserve. Quatre ans plus tard, elle fut davantage séduite par une lettre adressée au pape avec le titre de « Beatissime Pater » et la signature du roi « obsequentissimus Filius, » où celui-ci, qui avait besoin de l'appui du saint-siège pour faciliter son accession au trône d'Angleterre, demandait, en outre, le chapeau pour l'évêque de Vaison, un Écossais du nom de William Chrisholm, un de ses parents. C'étaient bien là des démarches autorisant à croire à la possibilité d'une conversion éventuelle. Le pape n'eut pas la naïveté de se laisser jouer et ne commit pas non plus la maladresse de se montrer ridicule : il séria ses réponses en trois brefs adressés l'un au roi, un autre à l'archiprêtre chef de la hiérarchie romaine en Angleterre, le dernier aux catholiques laïques. On comptait pourtant à Rome arriver à tirer un jour parti de ces relations ; malheureusement, la diplomatie du roi était irrémédiablement entachée de duplicité et de fourberie. L'auteur fournit de cette triste vérité des preuves trop évidentes dans la comparaison qu'il établit entre l'édition première de l'œuvre du roi, *Basilicon* (Édimbourg, 1599), inconnue du pape, l'édition de Paris (1603) envoyée officiellement au saint-père, et l'édition de 1604, nettement hérétique, mise à l'index. — M. Meyer apporte une grande réserve dans ses affirmations et ses jugements, il les appuie toujours sur des documents qu'il commente avec autant de sincérité que de sage perspicacité.

G. PÉRIES.

Giovanni BONACCI : *Saggio sulla « Istoria civile » del Giannone*. Firenze, Bemporad, 1903, in-12 de viii-204 p.

Le Napolitain Pietro Giannone, qu'on a surnommé au XVIII^e siècle le Voltaire de l'Italie, passe depuis longtemps pour un des champions, des martyrs et des précurseurs de l'esprit laïque et libéral en Italie, et son *Istoria civile del regno di Napoli* jouit d'une réputation universelle et classique. Le petit volume de M. Bonacci bouleverse ces opinions et démontre que l'*Istoria civile* est une compilation, pour ne pas dire un plagiat sans valeur, et que Giannone fut toujours le courtisan des théories et des hommes au pouvoir, à Naples comme à Venise, en Autriche comme en Piémont. Dans une courte introduction, il résume ce que les critiques ont pensé de l'*Istoria* (les catholiques comme Manzoni hostiles, les libéraux favorables). Il examine ensuite (p. 50-99) et à fond les sources de divers livres de l'*Istoria* et montre que Giannone a souvent copié des pages entières de ses prédécesseurs, tels que Buffler, N. de Jamsilla, Angiolo di Costanzo, Guichardin, G. Rosso Parrino, Notarcastaldo : chroniqueurs médiévaux, publicistes du *cinquecento*, compilateurs modernes, il puise à pleines mains partout. Il copie souvent mal, ne comprenant pas toujours le sens de ses textes et écorchant parfois les noms propres. Il y a, p. 57, 59, 66, 80, 82, 91, des confrontations convaincantes entre le texte de Giannone et ceux de Buffler, Costanzo, Guichardin ou Miccio, et p. 93, 94, 98, 99, etc., des *tables de plagiat* non moins édifiantes. Le livre XXXV est examiné à part dans un plus grand détail, p. 99-115 ; il n'en reste pas grand'chose d'original. Dans une

seconde partie, non moins minutive ni moins solide, l'auteur examine les opinions et doctrines de Giannone sur des points particuliers d'histoire et de droit, notamment sur les matières ecclésiastiques, l'investiture du royaume, la légation apostolique, les tribunaux ecclésiastiques, la censure. Bonacci n'a pas de peine à montrer les contradictions et les incohérences de Giannone. Il étudie ensuite la question plus générale de la sincérité de Giannone, repousse l'explication de l'hypocrisie ou des précautions oratoires qu'a employées Giannone par les nécessités du moment; dans l'*Istoriacivile*, celui-ci emploie un langage médiéval, il contredit son *Istoria civile* dans sa *Legasia*, dans son *Triregno* manifeste des opinions athées; à Venise, il déclare n'avoir exprimé sur le domaine de l'Adriatiques des idées antivénitienues que par nécessité, comme sujet de Charles VI, etc. Bonacci conclut que ces hésitations perpétuelles, pendant de longues années, entre les premières et les dernières œuvres, ces fluctuations entre des idées incohérentes, ne sont pas le fait d'une âme élevée et d'une conscience ferme. Il montre que c'est l'opportunité politique extérieure qui a fait le succès et la célébrité de cette œuvre médiocre et de cet écrivain sans valeur, et que si Giannone fut à plaindre comme opprimé et comme prisonnier politique, il n'était pas cependant un grand publiciste ni un profond philosophe-historien.

L.-G. P.

Antonio PILOT : *Ancora del broglio nella repubblica veneta. La teoria del broglio nella repubblica veneta. Disordini e sconcerti del broglio nella repubblica veneta.* (Extraits de l'*Ateneo Veneto*, année XXVII, 1904, vol. II, fasc. 1-3.) Venise, Tip. Orfanotrofio di A. Pellizzato, 1904.

M. Pilot s'occupe spécialement de l'histoire du *broglio*, c'est-à-dire des intrigues et de la corruption politique dans la république de Venise, et s'attache à publier les documents qui l'éclaircissent. Il a découvert dans le Cod. Cicogna (980) 3182, à Venise, trois « capitoli » populaires du commencement du xvi^e siècle (1603, août) et il les publie avec d'abondants commentaires et de verbeuses introductions où il y a beaucoup de déclamation. Ces trois poèmes d'un auteur anonyme sont des témoignages intéressants sur les progrès qu'avaient déjà faits les mauvaises mœurs politiques dans la Dominante. L'éditeur aurait bien fait de les publier ensemble, puisqu'ils forment visiblement une série continue, et de les situer avec plus de précision dans la suite de l'histoire de Venise.

L.-G. P.

Fritz GEIS : *Die Durchführung der kirchlichen Reformen Josephs II im vorderösterreichischen Breisgau* (16 und 17 Heft (des) *Kirchenrechtliche Abhandlungen*). Stuttgart, Enke, 1905, in-8 de xiv-248 p.

Le « Joséphisme » ne date pas de Joseph II, comme on l'imagine couramment. L'empereur sacristain a seulement imprimé au système de Marie-Thérèse une direction personnelle accentuée, mais l'idée première était bien celle de la grande impératrice-reine : faire concourir toutes les

forces de l'État (et parmi elles la religion) à son développement, pour le bien final des sujets. Le docteur F. Geier met encore ses lecteurs en garde contre l'opinion non moins généralement admise que le Joséphisme n'est autre chose que l'application pratique des principes du fébronianisme. En effet, si le fébronianisme veut l'indépendance aussi grande que possible des Églises locales vis-à-vis du pape, il réclame la même liberté en face du prince séculier qui n'est considéré que comme le protecteur des droits de la religion. Mais le ministre Kaunitz, qui dirigea pendant quarante ans la politique de l'Empire, n'était pas homme à remplir un tel rôle. Les amis qui l'inspiraient : Voltaire, Diderot, d'Alembert, les juristes « naturalistes » ou jansénistes dont il s'entourait : Rigger l'ancien, A. von Martini, J. von Sonnenfelds, Gerhard van Swicken, laissent assez deviner quel gallican irréductible présidait aux destinées religieuses du pays. Tous ces hommes professaient la suprématie des princes sur les choses sacrées et ils eurent, pour appliquer leur théorie, le concours de canonistes nombreux, parmi lesquels il faut signaler Pehem, Riegger le jeune, Rechberger. Gmeiner résume ainsi la thèse schismatique qui devait avoir une si funeste et si durable action (*Institutiones Juris Eccles.*, Graz, 1782, § 279) : « Jus efficiendi ne efficacissimum finem civitatis promovendi medium frustratur rationem sui in essentia imperii civilis habet, atque ideo jus est majestaticum. Religio est efficacissimum finem civitatis promovendi medium atque adeo ad jura pertinet majestatica efficiendi, ne medium hoc frustratur et inane reddatur, etc.... »

De tous les pays de l'Empire, ce fut le Brisgau qui présenta le plus d'obstacles à la réalisation de la réforme joséphiste, à cause des enclaves religieuses qu'y possédaient les cinq diocèses de Strasbourg, Bâle, Coire, Constance et Augsbourg, dont les évêques n'étaient pas sujets autrichiens. Le principe impérial y reçut sa première application par la « territorialisation » de l'Église qu'on s'efforça de soustraire le plus possible à la dépendance du pape en rompant d'une part l'attache des familles religieuses avec les autorités extérieures de leur Ordre pour en constituer une province nouvelle et autonome, et en brisant d'ailleurs les liens qui unissaient les paroisses séculières du Brisgau avec les doyens étrangers. M. Geier précise bien la vraie condition faite au clergé dans l'État. On a cru voir l'épiscopatisme favorisé par l'autorité civile, dit-il, parce que le droit d'accorder certaines dispenses réservées à Rome se trouvait maintenant attribué à l'évêque, ou encore parce que les exemptions des Ordres religieux étaient supprimées ; mais, on ne l'a pas assez remarqué, du même coup, la nouvelle législation détruisait le pouvoir judiciaire et coactif de l'évêque, s'ingérait dans les questions financières du diocèse et imposait la dure introduction du « placet » séculier pour les actes de gouvernement épiscopal. Par ailleurs, le bas clergé était militarisé avec le système centralisateur d'un séminaire général, par la sécularisation de son traitement substitué aux anciens modes bénéficiaires et par mainte autre mesquine habileté bureaucratique. L'empereur visait surtout à détruire l'influence des cloîtres par une foule de fastidieuses ingérences dans les moindres détails de la vie

religieuse autant que par les tracassières lois d'amortissement. Il y a beaucoup à apprendre dans ce travail, où l'auteur ne se défend pas toujours assez d'une certaine partialité en faveur de l'État, mais où il est néanmoins facile d'extraire la juste notion d'une politique dont se sont inspirés, hélas ! d'autres pays et d'autres personnages pour continuer ailleurs contre l'Église une lutte injuste et funeste dont les résultats ne sont que trop sensibles aujourd'hui.

G. PÉREZ.

La conquête de l'Ouest. Des Alleghany au Mississippi (1769-1777), par le président Th. ROOSEVELT. Traduction Albert SAVINE. Paris, Dujarric et C^e, 1905, in-18 de xvm-347 p.

M. Albert Savine, à qui nous devons déjà la traduction de différents volumes écrits naguère par le président Th. Roosevelt, a entrepris de nous en faire connaître l'œuvre historique aussi bien que les récits de chasse et les descriptions des prairies. Aussi traduit-il actuellement son histoire de *La conquête de l'Ouest*, c'est-à-dire de la conquête des pentes occidentales des Appalaches et des Alleghany et de l'expansion progressive des Américains dans les vallées des affluents gauches du Mississippi. De cette intéressante histoire, fort mal connue en France, voici le premier volume, consacré aux premières tentatives des Américains pour passer de l'autre côté des monts entre 1769 et 1777, et pour s'établir dans les pays arrosés par l'Ohio, le Kentucky et leurs affluents.

On lira cet ouvrage avec un intérêt soutenu, non seulement à cause du sujet que traite l'auteur, mais aussi

à cause de la manière même dont il le traite. Le président Roosevelt, en effet, dont *La conquête de l'Ouest* est dédiée à Francis Parkman, n'a rien négligé pour jeter une vive lumière sur l'histoire des pionniers américains du Far West ; non content de consulter tous les ouvrages d'ensemble, toutes les monographies qui avaient paru sur le sujet jusqu'à la fin de 1888, il a recouru aux sources elles-mêmes, publiées ou encore inédites, susceptibles de jeter quelque lumière sur un point quelconque de son sujet, et, pour critiquer les uns et les autres, il a fait appel à son expérience personnelle de la vie de la frontière. « Il y avait naturellement, déclare-t-il à la fin de sa préface (p. xvii-xviii), dans la vie d'un éleveur de bestiaux des Grandes Plaines et des Montagnes Rocheuses, plus d'un trait qui la rendait différente de celle d'un *back-woodman* des forêts des Alleghany un siècle auparavant ; néanmoins, les points de ressemblance étaient de beaucoup les plus nombreux et les plus frappants. Nous gardions nos troupeaux de bêtes à cornes marquées au fer rouge et de chevaux à long poil ; nous chassions l'ours, le bison, l'élan, le daim ; nous établissions le gouvernement civil et abattons les individus malfaisants, blancs et rouges, sur les rives du Petit-Missouri et parmi les pentes boisées, escarpées, des montagnes de la Grosse Corne, exactement comme l'avaient fait les pionniers qui, cent ans auparavant, avaient construit leurs cabanes en troncs d'arbres le long de la Kentucky et dans les vallées des Grandes Montagnes Fumées. »

Cette connaissance pratique de la vie des pionniers américains, voilà ce qui, non moins que la conscience et

l'ingéniosité des recherches, donne une très grande valeur au travail du président Roosevelt. Ne peut-on pas trouver que l'auteur, tout en se défendant de justifier les cruautés de ses compatriotes, en prend trop facilement son parti? qu'il les excuse plus qu'il ne convient? Telle est du moins l'impression que nous avons

ressentie en lisant avec soin ce curieux ouvrage, très bien documenté, dont la traduction — à laquelle il est regrettable que l'éditeur n'ait pas ajouté une carte — vulgarisera dans notre pays la connaissance d'un remarquable épisode de l'histoire coloniale du nouveau monde.

HENRI FROIDÉVAUX.

VII. — RÉVOLUTION

Ernest DAUDET : Histoire de l'émigration pendant la Révolution française. T. II : Du 18 fructidor au 18 brumaire. Paris, Hachette, 1905, in-8 de 454 p.

Ce second volume contient l'histoire de l'émigration depuis le 18 fructidor jusqu'au 18 brumaire, d'un coup d'État à l'autre. Deux faits surtout dominant cette période : le mariage de Madame Royale et les combinaisons tentées par Louis XVIII pour remonter sur le trône. M. Daudet les a racontées avec sa compétence ordinaire et avec un luxe de détails empruntés aux documents précieux dont il a eu communication : les papiers de Louis XVIII et de son favori, le comte d'Avary. Le mariage de Madame Royale fut long à se conclure, non pas qu'il y ait eu hésitation de la part de la princesse ou du duc d'Angoulême ; Marie-Thérèse de France, Madame Thérèse, comme on l'appelait, accepta tout de suite le projet de son oncle. Mais délivrée par l'Autriche, remise à l'Autriche, elle était un peu à la merci de l'Empereur, et il paraît certain, malgré les démentis officiels, que la diplomatie autrichienne rêvait une autre union pour l'orpheline, un mariage avec un archiduc. Le roi déméle l'intrigue, la princesse refuse de s'y prêter, et,

après de longues négociations pour arriver à quitter Vienne, épouse enfin son cousin, évitant ainsi le danger d'un nouveau prétendant à la couronne de France. Mais cette couronne allait échapper longtemps encore à son légitime héritier. Louis XVIII, cependant, s'épuisait en combinaisons, formait des comités, nouait des relations de tous côtés, assez souvent, malgré sa clairvoyance, dupe d'intrigants et de faiseurs. Après la catastrophe de Brottier et de la Villehervois, le comité de Paris fut quelque temps à se reconstituer. Il le fut enfin avec des éléments supérieurs, avec des hommes comme Royer-Collard, Clermont-Gallerande, l'abbé de Montesquiou. Mais ce comité n'était pas le seul ; il y en avait un en Suisse, il y en avait un autre à Londres, il y avait des agents en Souabe et à Hambourg, et, comme il arrive trop souvent dans les partis vaincus, tous ces comités, tous ces agents se jalouaient, se dénigraient, se contrecarraient. Un instant pourtant, Louis XVIII crut toucher au but. Après une négociation malheureuse avec Barras, qui n'avait été qu'un chantage, des hommes connus, des généraux illustres, se ralliaient à la royauté : Pichegru, Willot, Dumouriez, et s'apprêtaient à combattre pour elle ; la

marche victorieuse de Souvaroff semblait assurer le succès. Mais les victoires de Moreau et de Masséna refoulèrent les armées russes, et Bonaparte, au 18 brumaire, mit la main sur la France. Le roi, pourtant, ne se découragea pas encore; il chercha à agir sur le Premier Consul par Berthier, par Lebrun, par Joséphine; il lui écrivit même: « Vous ne pouvez, lui dit-il, être que Yonk ou César! » Bonaparte préféra être César. Malgré cet insuccès, le caractère de Louis XVIII grandit dans l'œuvre de M. Daudet; il a pu avoir des illusions, mais il fut admirable de dignité et de fermeté.

MAX. DE LA ROCHESTERIE.

F. UZUREAU : Histoire du Champ des martyrs; en visite au Champ des martyrs, 1906, in-12 de 223 p.

Ce Champ des martyrs n'est pas celui de Sainte-Anne d'Auray, mais celui d'Avrillé, près Angers. C'est là qu'en 1794, en neuf fusillades, du 12 janvier au 16 avril, furent massacrées plus de deux mille personnes, hommes, femmes et enfants. Le nombre exact, on ne le connaît pas, et on ne le connaîtra jamais, les bourreaux ayant pris le soin d'interdire qu'on le relevât : ils refusèrent de donner des levées d'écrou aux gardiens des prisons où étaient enfermées les malheureuses victimes. Qu'étaient ces victimes? A quel monde appartenaient-elles? Assurément, pas au monde aristocratique; on ne rencontre certainement pas un nom noble sur cent. Pour les hommes, c'étaient des tisserands, des cordonniers, des tonneliers, des maçons, des vigneron, des laboureurs surtout; pour les femmes, des fileuses, des dévideuses, des marinières, des

domestiques, des fermières. La République, régime démocratique par excellence, s'attachait à épurer le peuple. Le motif de la condamnation est à peu près toujours le même : « Fanatique, brigand par dévotion insoutenable, est allé entendre la messe des brigands prêtres, n'a jamais été à la messe d'un curé constitutionnel. » Sur un certain nombre des plus notables, M. l'abbé Uzureau donne quelques détails circonstanciés, qui ne sont eux-mêmes que le résumé de notices plus considérables consacrées à ces personnages dans diverses revues, la *Vendée historique* et surtout l'*Anjou historique*, auxquelles l'auteur a collaboré. Les interrogatoires portent presque tous sur la question religieuse. C'est donc bien pour avoir confessé et défendu leur foi que ces hommes et ces femmes ont été massacrés; de là le nom de Champ des martyrs donné au théâtre de leur supplice; de là aussi l'ordonnance de Mgr l'évêque d'Angers pour introduire leur cause en cour de Rome, ordonnance dont le texte termine ce volume. Espérons que ces vœux du catholique Anjou seront exaucés.

Mais avant de terminer ce trop court compte rendu du beau livre de M. Uzureau, citons un fait curieux, qui s'est d'ailleurs reproduit en ce siècle à Marseille. Les malheureux prisonniers étaient tellement entassés dans les différentes maisons de détention, ils manquaient tellement des soins les plus élémentaires et crouissaient dans une telle saleté que les maladies pestilentielles sévissaient parmi eux; les médecins se plaignaient; les administrateurs ne savaient à quels saints se vouer. Heureusement, parmi les captives se trouvaient plusieurs Filles de la Charité, arrêtées pour refus de serment; c'est

à elles qu'on eut recours; on les transféra dans la prison la plus contaminée, au Calvaire; en trois semaines, la prison fut purifiée, et l'administrateur Trotouin était forcé de reconnaître que les soins des religieuses avaient « chassé l'air pestilentiel. » Qu'advint-il de ces saintes filles? M. l'abbé Uzureau ne le dit pas : il est probable qu'en récompense elles furent guillotonnées; c'était la reconnaissance des Francastel, Vacheron, Goupil et autres tyrans de la ville d'Angers.

MAX. DE LA ROCHESTERIE

Joliclerc, volontaire aux armées de la Révolution. Ses lettres (1793-1796), recueillies et publiées par Étienne JOLICLER, avec une Introduction et des notes par Frantz FUNCK-BRENTANO. Paris, Perrin, 1905, in-16 de 256 p., avec 8 grav.

C'est assurément une figure originale que celle de l'auteur de ces lettres qu'un parent bien inspiré a récemment publiées, avec une Introduction savoureuse et des notes de M. Frantz Funck-Brentano. Mais cette figure est-elle tout à fait sympathique? On me permettra, sur ce point, d'émettre quelques réserves.

Je conviendrai volontiers que Joliclerc était un patriote sincère, mais il m'apparaît entaché de jacobinisme. Et puis, pour sa mère, il n'a pas toujours le respect que ses compatriotes, — surtout ceux qui, comme lui, sont originaires des hautes montagnes du Jura et du Doubs, — professent d'habitude pour leurs ascendants en général. Sans doute, la brave femme est « intéressée, » comme l'on dit dans la région pour qualifier une personne dont le second des péchés ca-

pitaux semble bien près d'être le péché mignon; mais appartient-il à un fils, — un fils unique, — de le reprocher fréquemment à sa mère, et de si dure façon? Notez que notre soldat, François-Xavier Joliclerc, est une manière de sans-souci qui, au milieu de privations de toutes sortes, ne rêve que bonne chère. La dive bouteille, que sa bourse peu garnie ne lui permet pas de caresser à son gré, est, pardessus tout, en grande estime chez ce montagnard qui n'a pu voir des vignes qu'en descendant dans le « bon pays. »

Le préfacier ne nous dit pas où Joliclerc a fait ses études : cela eût été cependant intéressant. A lire sa correspondance, où perce de temps à autre un bout d'oreille anticléricale, bien que l'on y trouve des traces d'esprit religieux quand même, je me demande si l'éducation du personnage n'aurait pas été faite dans quelque petit séminaire comtois....

M. Funck-Brentano admire un peu trop son héros, duquel il n'aperçoit ou ne veut pas apercevoir les gros travers : c'est du moins mon avis. Il convient toutefois de lui savoir gré, ainsi qu'à M. Étienne Jolicler (sans le c final), de nous avoir donné là un livre curieux, très curieux même et attachant, qui servira également à l'historien et au psychologue désireux d'examiner, d'après le spécimen Joliclerc, l'état d'esprit des volontaires, parfois assez involontaires, dont étaient composées les armées de la Révolution.

ER.-CH. GAUDOT.

A colony of émigrés in Canada, 1793-1816, by Lucy Elizabeth Textor (University of Toronto studies [History and Economics], vol. III, n° 1). Toronto, the University Library, 1905, in-8 de xii-86 p., carte.

Quelque considérable que soit l'*Histoire générale des émigrés* publiée, entre 1884 et 1890, par le regretté Henri Fourneron, une histoire complète et critique de l'émigration française à l'époque révolutionnaire demeure toujours à écrire, et ne semble même pas — tant sont nombreux les côtés encore fort mal connus de cette histoire — pouvoir être dès maintenant entreprise. Sans doute, de toutes récentes publications ont fait réaliser d'indéniables progrès à cette partie de l'histoire contemporaine; mais elles ont, d'autre part, contribué à faire mieux comprendre l'importance et la difficulté, la complexité aussi de ce vaste sujet. C'est encore là ce qui ressort du très intéressant travail de M^{lle} Lucy Elizabeth Textor sur la colonie fondée, en 1798, par des émigrés, dans le comté canadien de Simcoe.

Le dessein primitif de l'auteur était beaucoup plus vaste : M^{lle} Textor ne se proposait rien moins que de traiter d'ensemble l'histoire des émigrés français passés au nouveau monde à l'époque révolutionnaire; mais elle ne tarda pas à reconnaître, avec un grand bon sens, que ce champ, à peu près vierge de toute investigation sérieuse, était démesurément étendu, et qu'entreprendre de coordonner les différentes parties de ce sujet constituait une tâche hérissée de difficultés. Renonçant donc provisoirement à son premier projet, M^{lle} Textor a restreint ses visées et a simplement fait porter son effort sur

un épisode presque ignoré, dont des lettres originales et différents documents de première main lui permettaient de retracer l'histoire.

Dès l'année 1792, une requête de l'évêque de Québec, Mgr Hubert, qui, manquant de prêtres catholiques, avait demandé au gouvernement britannique l'autorisation de faire venir des membres du clergé exilé pour répondre aux exigences de son diocèse, avait suggéré au gouvernement de Georges III l'idée de fonder au Canada une colonie de nobles et de prêtres français émigrés; mais les événements militaires qui se produisirent durant l'été de 1793, soit sur les frontières, soit en France même, ayant fait revivre chez les exilés l'espoir de rentrer promptement dans leur patrie, aucun prêtre ne voulut plus traverser l'Atlantique. Du moins le Canada fut-il dès lors considéré, par les émigrés, comme une terre promise, où, dès 1793, Charles Grant, vicomte de Vaux, puis, l'année suivante, le comte de Mertois-Saint-Ouen, projetèrent successivement de se rendre; mais l'un et l'autre étaient incapables de pouvoir rien entreprendre sans l'assistance pécuniaire du gouvernement britannique, et celui-ci, accablé par la lourdeur de ses dépenses militaires, n'ayant pu leur fournir de subvention, aucun des deux projets ne reçut le moindre commencement d'exécution.

Il n'en fut pas de même pour celui que soumit, vraisemblablement en l'année 1797, Joseph-Geneviève, comte de Puisaye, au cabinet de Saint-James. Après avoir, durant les premières années de la Révolution, pris une part active à la Chouannerie, le comte de Puisaye, à qui le désastre de Quiberon ne permit pas d'exercer ses fonctions de commandant en chef

des émigrés, se décida, le jour où il se vit endisgrâce auprès de Louis XVIII et complètement discrédité par ses agents, à reprendre les idées qu'avaient un instant agitées, cinq ans plus tôt, les ministres anglais, et forma à son tour le projet de conduire et d'installer à demeure une troupe d'émigrés au Canada. C'est, dans son plan, aux frais du gouvernement britannique que les futurs colons, — d'anciens soldats organisés militairement et commandés par des officiers émigrés, à la tête desquels sera placé un colonel ne relevant que du gouverneur de la colonie, — passeront en Amérique; on leur donnera des terres qu'ils défricheront et sur lesquelles ils construiront les bâtiments nécessaires; on subviendra à toutes leurs dépenses pendant les trois premières années consécutives à leur prise de possession du sol; ensuite les nouveaux propriétaires supporteront eux-mêmes la charge des dépenses qu'entraînera le développement de leur établissement. Pour rembourser au gouvernement britannique les frais de leur transport au Canada, les émigrés supporteront sur leurs propriétés nouvelles une taxe spéciale, mais ils ne seront soumis à aucun impôt avant le moment où ils auront fini d'acquitter cette dette.

Dès que Puisaye — qui comptait le premier ministre Pitt parmi ses amis et qui vivait dans une étroite intimité avec le secrétaire d'État pour la guerre, Windham, — vit son plan approuvé par ceux auxquels il le soumit, il se préoccupa de son exécution. Assez rapidement, il groupa autour de lui un certain nombre d'émigrés, officiers, sous-officiers, particuliers et serviteurs — quarante-quatre en tout, — qui tous, hommes et femmes,

le reconnaissaient pour leur chef. Jean-Yrieix de Beaupoil, marquis de Sainte-Aulaire, le comte et le vicomte de Chalus, d'Allègre de Saint-Tronc, Coster de Saint-Victor, le lieutenant-colonel de Marzeul, Laurent Quitton — Saint-Georges de son nom de guerre, — étaient les personnages les plus remarquables de ce petit groupe qui, parti de Weymouth dans les derniers jours de juillet 1798, arriva à Québec le 7 octobre suivant.

Soit par terre, soit par la voie fluviale, les émigrés gagnèrent Montréal et Lachine, puis la modeste bourgade de Kingston, centre commercial important où ils reçurent un cordial accueil. Tandis qu'ils s'y reposaient de leurs fatigues, leur chef, Puisaye, se rendait à York (aujourd'hui Toronto), dont les premières maisons sortaient seulement de terre, où n'existaient encore ni église ni école, et qui, cependant, était déjà la capitale du Haut Canada. C'est dans les environs de cette localité que des terrains devaient être allotés aux membres de la colonie; Puisaye y obtint vingt-deux lots de deux cents acres chacun, situés le long de Yonge Street, une des deux grandes artères projetées par le lieutenant gouverneur du Haut Canada, le général Simcoe, comme devant traverser toute la province, l'une du nord au sud, l'autre d'est en ouest, et s'entre-croiser à York. Ces terrains devaient constituer, dans la pensée du chef des émigrés, le noyau d'une ville à laquelle Puisaye donna immédiatement le nom de Windham, en témoignage de reconnaissance pour le ministre qui avait prêté aux émigrés un constant appui; mais c'est seulement au printemps de l'année 1799 que les colons vinrent prendre possession de leurs terres.

Alors commence la douloureuse histoire des mécomptes de ces gens sans la moindre expérience ni des pays où ils venaient s'établir ni du genre de vie qu'ils voulaient y mener. Quelques émigrés, désillusionnés (le marquis de Sainte-Aulaire, sa femme et son fils, son cousin Gui de Beauvoir et Coster de Saint-Victor), s'étaient déjà, durant leur séjour à Kingston, séparés de Puisaye; d'autres firent de même après un court séjour sur le terrain qui leur avait été concédé; d'autres encore ne tardèrent pas à chercher dans le commerce une diversion au dégoût que leur inspirait la vie pastorale. Bientôt, il ne leur resta plus que la ressource de louer leurs terres à des colons plus expérimentés.

Ainsi se justifèrent les prévisions

pessimistes qu'un marchand de Queenston, Robert Hamilton, avait énoncées au sujet des émigrés français dès le 1^{er} novembre 1798, dans une lettre au gouverneur intérimaire du Haut Canada, l'honorable Peter Russell; aussi comprend-on que presque aucun souvenir — pas même le nom de Windham — ne subsiste au Canada de la colonie qu'y conduisit Puisaye, et qui, en définitive, y échoua misérablement. C'est donc une véritable résurrection, dans tous les sens du mot, que nous devons à M^{me} Lucy Elizabeth Textor : dans son travail très consciencieux et très méthodique nous nous plaisons à voir le début d'une série de monographies sur l'émigration française en Amérique à l'époque révolutionnaire.

HENRI FROIDEVAUX.

VIII. — TEMPS MODERNES

Les passages du pape Pie VII dans la Nièvre, 1804-1812,
par J.-M. MEUNIER. Nevers, Vallière, 1904, in-8 de 108 p.

Le centenaire de la venue du pape Pie VII en France pour le couronnement de Napoléon a été commémoré dans nombre de sanctuaires où il s'était arrêté un instant pour satisfaire la tendre piété des foules. M. l'abbé Meunier a élargi un peu le cadre de son sujet en étendant à tout un département les recherches que les orateurs ou chroniqueurs locaux intéressés par cet anniversaire avaient plus ordinairement circonscrit dans des limites restreintes. Il a donc eu soin de relever, dans les archives de Nevers et dans les délibérations des conseils municipaux des villes les plus importantes du département, les traces de

ce premier voyage, et il a ajouté des renseignements très circonstanciés, empruntés à la tradition locale et même à de précieux souvenirs de famille, sur la seconde traversée effectuée par l'infortuné pontife alors que, traité en malfaiteur public, il était brutalement entraîné vers ce palais de Fontainebleau qui allait lui servir de prison. Le contraste entre les deux voyages est on ne peut plus tranché. L'auteur donne une foule d'indications de détail sur les événements, les individus et les localités, qui font de ces épisodes une contribution aussi intéressante qu'utile à l'histoire religieuse. Deux portraits de Pie VII, l'un de 1804, l'autre de la fin de son règne, une vue du monument élevé à Tronsanges en 1867, en souvenir de la halte du saint-père, et une carte de la Nièvre complètent

cette plaquette, où l'on trouvera réunies documentation soignée, rédaction agréable et saine édification.

G. PÉNIS.

Les premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers, par F. UZUREAU. Angers, 1901, in-8 de 106 p

Cette étude a pour objet les mesures prises par le gouvernement du Premier Consul pour rétablir la paix religieuse dans le département de Maine-et-Loire, devenu diocèse d'Angers. Une enquête fut faite, en janvier 1802, par ordre de Portalis : des trois évêques dont l'ancien territoire formait le nouveau diocèse, celui d'Angers, M. de Lorry, avait donné sa démission : il devait être nommé peu après au siège de la Rochelle, qu'il n'occupa que quelques semaines; les évêques de Nantes et de la Rochelle avaient au contraire résisté à l'invitation du saint-père, et, refusant leur démission, encourageaient la désobéissance d'un certain nombre de prêtres. Le 9 avril, fut nommé évêque d'Angers l'ancien évêque constitutionnel de Poitiers, dont le frère, M. Montault des Isles, était préfet de Maine-et-Loire; c'était d'ailleurs un constitutionnel peu dangereux, car depuis son incarcération à la Conciergerie, en 1793, pour refus d'abdication, il était revenu à d'autres sentiments et avait racheté ses erreurs par un repentir exemplaire. Il n'en eut pas moins à subir, de la part de quelques-uns de ses prêtres, des affronts qu'il supporta avec une douceur et une humilité évangéliques; il gagna ainsi l'affection, l'estime et le respect de tous ses diocésains, qui le pleurèrent sincèrement quand il

mourut en 1839. Il eut à restaurer un grand nombre d'églises détruites pendant les guerres civiles; il eut surtout à apaiser les discordes en réconciliant les deux clergés, celui qui avait prêté serment et celui qui l'avait refusé : ni d'un côté ni de l'autre on ne fit preuve de beaucoup de bonne volonté; l'obstination farouche des uns, l'intransigeance impitoyable des autres, rendirent la mission de l'évêque d'autant plus difficile que des esprits inquiets lui reprochaient sans cesse son passé et affectaient de le regarder comme leur prisonnier. La volonté du Premier Consul était cependant formelle, et les deux partis devaient se partager les divers emplois : la bonté, l'humilité et la prudence de l'évêque amenèrent la pacification, peut-être plus difficile à obtenir à Angers que dans n'importe quel autre diocèse.

M. Uzureau a raconté cette histoire en employant les documents qu'il a eu la patience, la perspicacité et la bonne fortune de découvrir : les listes qu'il publie seront consultées avec fruit par tous ceux qui voudront étudier l'histoire religieuse des provinces de l'Ouest pendant la Révolution.

P. PISANI.

Napoléon et sa famille. Paris, Maison de la Bonne Presse, s. d. [1904], gr. in-8.

La collection des *Contemporains* est formée de livraisons séparées qui paraissent chaque semaine. On les réunit ensuite par volumes, selon les sujets et les époques. Aucun de ces divers tomes ne présentera plus d'unité et de cohésion, malgré les différentes plumes appelées à le composer, que celui-ci, consacré à *Napoléon et sa famille*. L'Empereur paraît, entouré de tous les siens, depuis sa mère,

Légitima Ramolino, jusqu'à son neveu Jérôme, et successivement défilent, sous les yeux du lecteur : les impératrices Joséphine et Marie-Louise, Napoléon II, tous les frères et sœurs : Joseph, Lucien, Louis, Jérôme, Élisabeth, Caroline, Pauline, l'oncle le cardinal Fesch, les beaux-enfants Eugène de Beauharnais et Hortense, puis le neveu Napoléon III et le prince impérial.

A Napoléon I^{er}, naturellement, est réservée la plus grande place : six fascicules, et après lui, Napoléon III, avec trois livraisons, est la figure la plus largement traitée. Cette dernière biographie offre un résumé très impartial de la vie mouvementée d'un prince justement discuté ; elle est traitée avec ampleur et sous une forme très littéraire : c'est la meilleure du recueil. Dans tous les chapitres, les dates sont exactes, les citations appropriées au sujet et des gravures (d'une valeur inégale), des portraits (plusieurs médiocres), des cartes, facilitent la lecture de ces livraisons faites pour la vulgarisation historique et atteignant très bien leur but. — Livre commode pour les recherches de seconde main et à recommander.

G.

Les Bonaparte en Suisse, par Eugène de Budé. Genève, Henri Thünic, et Paris, Félix Alcan, 1905, in-12 de 312 p.

Quand il n'y aura plus de bonapartistes nulle part ailleurs, on en trouvera encore à Genève, et, chose singulière ! c'est surtout parmi les représentants des vieilles familles calvinistes d'origine française qu'ils se présentent. C'est précisément le cas de M. Eugène de Budé. Il y a là

comme une protestation de leurs descendants contre l'opposition acharnée qu'ont faite les pères à la politique du Premier Consul et de l'Empereur.

M. de Budé a réuni dans ce volume divers articles parus à Lausanne dans la *Bibliothèque universelle et Revue suisse* et dans la *Revue historique vaudoise*. Il s'est borné à quelques additions qui lui ont été fournies par des documents communiqués depuis la publication première.

Deux de ces études, les deux dernières, ne sont pas consacrées à des membres de la famille Bonaparte, mais à de fidèles serviteurs de Napoléon ; l'auteur a estimé qu'elles avaient leur place marquée dans son ouvrage. Les autres, dont il a fait, comme de celles-là, d'ailleurs, autant de chapitres, ont pour titres : *Napoléon en 1797 et en 1800* ; *Joséphine (1810-1812)* ; *Marie-Louise* ; *la reine Hortense* ; *le roi Joseph*, *le roi Jérôme*, *Thibaudeau*, *Hulin* ; *Louis-Napoléon Bonaparte* ; *le duc de Bassano* ; *le maréchal Ney, son séjour présumé en Suisse, 1815*.

En novembre 1797, Bonaparte traversait la Suisse pour se rendre au congrès de Rastadt et passait à Carouge, qui appartenait alors au département français du Mont-Blanc, à Genève, à Coppet, à Rolle, à Morges, à Lausanne, à Mondon, à Morat, à Berne, à Soleure, à Liestal, à Bâle, d'où il gagna Rastadt. Partout, il fut salué par les autorités locales et souvent avec un certain enthousiasme. On fêtait en lui le général déjà hors de pair, sous lequel on pressentait le dominateur. La deuxième visite de Bonaparte en Suisse eut lieu en 1800. Il organisait alors des forces pour frapper à l'improviste un grand coup au delà des Alpes. De ce rassemble-

ment, qui avait lieu derrière le Jura, le Premier Consul vint à Genève dans la nuit du 9 mai. Il reçut le lendemain les autorités, qui lui furent présentées par le préfet du Léman. Il était descendu dans la maison de M. de Saussure, que la veuve du célèbre savant avait mise à la disposition de son collègue de l'Institut national. Le 11, il quittait Genève, et prit la route de Lausanne, où il passa les cinq journées suivantes, recueillant les renseignements les plus précis sur le passage du Grand Saint-Bernard. Il en partit définitivement le 16 pour remonter le Bas-Valais et rejoindre son armée prête à franchir le fameux passage.

L'impératrice Joséphine, enthousiasmée de la beauté du site de Prégny-la-Tour, avait fait acheter ce domaine après son divorce. Elle y passa, au cours des années 1810 à 1813, tout le temps qu'elle n'employait pas en voyages dans l'intérieur de la Suisse ou en Savoie. Le 21 octobre 1812, elle prit la route de Lyon et ne revint jamais dans son château de Prégny, dont la reine Hortense hérita en 1815 et qu'elle a possédé jusqu'en 1817.

En 1814, tandis que Napoléon, après sa première abdication, était emmené à l'île d'Elbe. Marie-Louise, avec son fils, prenait tranquillement la route de Vienne, se dirigeant sur Bâle par Dijon et Belfort. Après un court séjour à Schoenbrunn, elle eut bientôt à traverser la Suisse pour se rendre à Aix-les-Bains. Elle arriva à Lausanne le 9 juillet 1814, à Genève le 10, employa quelques jours à une excursion qui avait pour but les glaciers du Faucigny, et repartit le 17 pour Aix. Quelques semaines plus tard, l'ex-impératrice faisait encore une courte halte à Genève avant de

retraverser la Suisse. Elle ne devait y revenir que quinze ans plus tard, en 1829. C'est alors qu'elle fut sur le point d'être expulsée.

L'histoire du séjour de la reine Hortense en Suisse, de 1815 à 1835, année de sa mort, était trop connue pour donner à M. de Budé l'occasion d'écrire grand'chose de nouveau. Il en était de même des divers séjours de Louis-Napoléon Bonaparte.

Le roi Joseph s'était retiré avec sa famille en Suisse, après la première abdication de l'Empereur; il y fit l'acquisition du château de Prangins. Il ne trouva pas dans ce séjour la tranquillité qu'il y était venu chercher. Sa vie ne se passait pas seulement en visites agréables à Coppet ou à Allaman; il était exposé à toutes sortes de tracasseries. De faux rapports trompaient continuellement à son sujet les autorités de France ou de Suisse. Il finit par s'échapper secrètement de Prangins, à l'époque du retour de l'île d'Elbe, et rejoindre Napoléon à Paris. Après les Cent Jours, il passa en Amérique; mais on le rechercha longtemps en Suisse, et ses frères Lucien, Louis et Jérôme eurent le même sort. En même temps qu'aux membres de la famille impériale, on donnait la chasse à des hommes qui, comme Thibaudeau et Hulin, avaient donné des preuves d'attachement à Napoléon.

Dans son chapitre VII, l'auteur raconte la poursuite par les autorités bernoises du duc de Bassano, et, dans le VIII^e, celle du maréchal Ney, que le gouvernement français croyait réfugié en Suisse après Waterloo.

Dr J. MEYNIER.

Bonaparte et Moreau, par Ernest PICARD, chef d'escadrons d'artillerie breveté. Paris, Plon, 1905, in-8 de xv-443 p.

En cet ouvrage, méthodiquement conçu et soigneusement documenté, le commandant Picard a entendu préciser les relations qu'eurent ensemble, depuis le 18 brumaire jusqu'au 15 février 1804 (date de l'arrestation du vainqueur de Hohenlinden), Bonaparte et Moreau.

On sait que Moreau avait accepté, lors du coup d'État, d'occuper le Luxembourg avec un détachement de la 96^e demi-brigade et de s'assurer des personnes de Gohier et de Moulin. Quoi qu'en ait dit Barras dans ses *Mémoires*, si souvent fantaisistes, Moreau ne nourrissait à cette époque aucun sentiment d'animosité ni de suspicion contre Bonaparte. Les deux généraux se connaissaient d'ailleurs depuis peu de temps; ils n'avaient pas les mêmes conceptions politiques, et ne pratiquaient pas d'une manière identique le culte des idées révolutionnaires, mais ils étaient tous deux révoltés contre les agissements des directeurs.

Il est d'ailleurs indéniable que le pays et l'armée accueillirent avec une satisfaction non dissimulée le coup de force de brumaire.

Moreau, chargé de réorganiser l'armée du Rhin, conserva d'abord des rapports amicaux avec le Premier Consul; mais lorsque fut créée l'armée de réserve et que Bonaparte manifesta l'intention de commander toutes les forces destinées à opérer sur le Rhin et en Suisse, Moreau déclara qu'il ne servirait pas sous ses ordres.

Ce projet n'eut pas de suite; le commandant de l'armée du Rhin eut

le loisir de mettre à exécution le plan de campagne qu'il avait arrêté contre les Autrichiens, bien que le Premier Consul en eût critiqué les grandes lignes. Cependant Moreau dut détacher de son armée 20,000 hommes qui allèrent opérer en Italie sous Bonaparte.

Les opérations de l'armée du Rhin, prudemment conduites, furent couronnées de succès. Les victoires de Hochstaedt et de Hohenlinden — dont on eût pu tirer peut-être meilleur parti, — consacrèrent la gloire militaire de Moreau et menèrent nos soldats aux portes de Vienne. Le général victorieux, adulé pendant son séjour à Paris, poussé par une femme et une belle-mère aussi susceptibles qu'ambitieuses, se crut appelé à jouer un rôle politique important et à devenir le rival de Bonaparte. Il n'avait ni l'envergure ni le tempérament nécessaires pour entreprendre une pareille lutte. Le Premier Consul le fit compromettre dans l'affaire de l'abbé David et le brisa.

Le commandant Picard, qui paraît être un officier républicain des plus ardents, a voulu, au cours de son ouvrage, soutenir la thèse que si Moreau s'éloigna de Bonaparte au point de devenir son ennemi mortel, c'est parce qu'il blâmait sa politique et condamnait le pouvoir personnel comme contraire aux principes de la Révolution.

A l'appui de ce dire, il invoque une phrase de Carnot sur les « préventions » de Moreau contre le gouvernement (p. 246); c'est peu, et l'on peut citer des correspondances entières du commandant de l'armée du Rhin, où il approuve les actes du Premier Consul.

C'est donc à des motifs intéressés

mais très humains, et non à des convictions politiques divergentes, qu'il faut attribuer la rupture des relations entre les deux généraux.

Si le commandant Picard a soutenu une opinion qui n'est qu'une hypothèse sans fondement, il a tout au moins le mérite d'avoir fait avec autant de compétence que de soin l'histoire de la campagne de l'armée du Rhin. Les opérations y sont relatées avec méthode et discutées sagement au point de vue tactique et stratégique.

Une carte d'ensemble et plusieurs croquis permettent au lecteur d'en suivre utilement les moindres détails.

ROGER LAMBELIN.

La Campagne de Marengo,
par le commandant DE CUGNAC,
avec 21 cartes et plans. Paris, Cha-
pelot, 1904, in-8 de xi-252 p.

On doit au commandant de Cugnac un très important ouvrage : *Campagne de l'armée de réserve en 1800*, publié sous la direction de la section historique de l'état-major de l'armée.

Personne n'était donc mieux préparé pour discuter et préciser la stratégie et la tactique qui aboutirent à la bataille de Marengo, et pour en tirer ensuite des conclusions d'ordre général.

Napoléon, dans ses dictées de Sainte-Hélène, Thiers et la plupart des écrivains militaires ont en quelque sorte « idéalisé » les batailles de la Révolution et de l'Empire, atténuant les fautes commises, attribuant au génie du chef des conceptions imaginées après coup, et ne tenant grand compte ni de l'imprévu ni du « fait » de la Providence.

Parmi les légendes accréditées au sujet de la campagne de Marengo, il en est trois que détruit complètement le commandant de Cugnac, en s'appuyant sur d'irréfutables documents et sur de logiques déductions.

Tout d'abord le récit de la non-concentration à Dijon de l'armée de réserve et de sa réunion secrète à Genève est absolument contredit par tous les documents officiels qui figurent dans les archives de la guerre.

Le passage du Grand Saint-Bernard ne présentait pas les difficultés prodigieuses que nous dit la légende, et n'eût pas suffi à immortaliser Napoléon et ses troupes. Le passage du Simplon exécuté dans la même campagne, par la division du général Balthencourt, comportait des obstacles matériels bien plus considérables.

L'éclair de génie attribué à Desaix quand il revint sur San Giuliano est également du domaine de l'imagination. Le jeune général avait reçu l'ordre formel du Premier Consul de faire demi-tour, et il l'exécuta simplement.

Le gain de la deuxième bataille de Marengo, suivant de près la perte de la première, est dû à une charge opportune de la cavalerie de Kellermann et à une inexplicable panique des troupes autrichiennes : telle est la vérité. Cette conclusion est également celle qui ressort du *Marengo* du docteur Alfred Herrmann (Munster, 1903), qui mit à contribution la *Campagne de l'armée de réserve* en même temps que de nombreuses sources allemandes et italiennes.

Des cartes et croquis très soignés facilitent la lecture de l'ouvrage si complet et si décisif du commandant de Cugnac.

ROGER LAMBELIN.

Napoléon et l'Angleterre (1803-1813), par P. COQUELLE. Paris, Plon, 1904, in-18 de iv-295 p.

L'histoire des relations diplomatiques de la France et de l'Angleterre de 1803 à 1813 était jusqu'à présent peu et mal connue. En mettant à contribution des documents en partie inédits trouvés dans les Archives nationales et dans celles des Affaires étrangères et du Foreign Office, M. Coquelle est parvenu à la dégager et à la fixer d'une manière qui semble définitive.

Les lettres du général Andreossy au Premier Consul, les notes du cabinet anglais datées des 26 avril et 7 mai 1803, établissent nettement que Napoléon fut responsable de la rupture de la paix d'Amiens. C'est également à ses sautes d'humeur, au manque de suite révélé dans ses instructions, qu'il faut attribuer l'échec des négociations de 1806 et l'insuccès de la médiation autrichienne de 1807-1808.

La diplomatie occulte de 1810 a fourni à M. Coquelle les éléments de plusieurs chapitres pleins d'intérêt sur le plan conçu par Fouché à l'insu de Napoléon, et auquel collaborèrent Fagau et Labouchère.

Enfin, le récit détaillé des négociations de Morlaix si heureusement entamées sur l'initiative du marquis de Wellesley par MM. Mackensie et Moustier, et qui ne purent aboutir, montre une fois de plus que l'Empereur n'avait, en ce qui concerne la direction des affaires extérieures, ni la souplesse, ni le tact, ni la continuité de vues dont tant de souverains firent preuve pour le bien de leurs peuples.

Cette démonstration valait d'être faite, et, avec M. Coquelle, nous estimons que ce n'est pas porter atteinte

à la gloire de Napoléon que de « ramener ses actes à leurs justes proportions. »

ROGER LAMBELIN.

1815. La seconde abdication. La Terreur blanche, par Henry HOUSAYE, de l'Académie française. Paris, Perrin, 1905, in-16 de 602 p.

On retrouve dans ce troisième volume, consacré par M. Henry Houssaye à l'histoire de l'année 1815, les qualités et les défauts que nous avons eu l'occasion de signaler : une parfaite méthode, une documentation judicieuse, une clarté lumineuse d'exposition, mais aussi une partialité manifeste en faveur de Napoléon, et un parti pris non dissimulé contre les Bourbons et les royalistes. Heureusement, l'éminent historien est assez scrupuleux pour citer copieusement les sources contemporaines relatives aux événements qu'il étudie, et le lecteur, en les analysant lui-même, peut rectifier les jugements incomplètement ou faussement motivés.

S'emparant des opinions émises par les écrivains et les pamphlétaires républicains et bonapartistes, M. Houssaye soutient la thèse que les Bourbons étaient foncièrement impopulaires et que les baïonnettes étrangères purent seules imposer à la France leur gouvernement.

Et cependant les documents indiscutables qu'il met à contribution établissent que, après Waterloo, la grande majorité des sénateurs et des députés voulaient à tout prix être délivrés de Napoléon. Dans le pays, partout où les populations pouvaient exprimer librement leurs sentiments, elles appelaient de tous leurs vœux la Restauration monarchique.

Le duc d'Otrante et Talleyrand n'avaient ni convictions ni préjugés politiques, Davout n'aimait guère les Bourbons, et ces trois hommes, déterminés par des mobiles différents, mais également instruits de l'état de l'opinion, crurent que le pays voulait la royauté légitime et secondèrent ses vues en contribuant utilement à la faire proclamer.

Le récit de la seconde abdication est puissamment dramatique, et M. Houssaye l'a fort habilement mis en valeur. L'odyssée de la Malmaison à Rochefort présente également un vif intérêt. M. Silvestre, dans un récent ouvrage (*De Waterloo à Sainte-Hélène*, Alcan, 1904), en avait fait d'ailleurs une étude approfondie dont les principaux passages s'harmonisent avec les conclusions formulées dans 1815, et sont fondés sur les mêmes documents.

Quant à la *Terreur blanche*, M. Houssaye semble s'être appliqué à en exagérer la portée, à en dénaturer le caractère, ce qui ne nous paraît pas digne de son talent d'historien.

Comprimées pendant toute la durée de l'Empire, persécutées et molestées durant les Cent-jours, les populations royalistes du Midi se livrèrent à quelques représailles regrettables sans aucun doute, mais auxquelles l'écrivain impartial doit accorder des circonstances atténuantes.

Avant de juger les actes de violence qui troublèrent le Midi du mois d'août au mois d'octobre, il faudrait examiner les actes d'oppression et de persécution tyranniques qui les provoquèrent.

Quant au procès de Ney, dont on peut déplorer l'issue tragique, il faut reconnaître qu'il fut régulièrement conduit, et que le maréchal put se

défendre en toute liberté, par lui-même et par l'organe de ses éloquents défenseurs. Pourrait-on en dire autant du procès du duc d'Enghien ?

N'en déplaise à M. Houssaye, la Restauration mérita le beau nom qu'elle porte dans l'histoire. Elle refit la France ruinée par la Révolution et l'Empire, et pendant quinze ans lui donna la liberté, la justice, dont elle était depuis longtemps privée.

ROGER LAMBELIN.

Napoléon homme de guerre, par Henry HOUSSAYE, de l'Académie française. Paris, H. Daragon, 1904, petit in-16 de 66 p.

Élégante plaquette, ornée d'une eau-forte et de dessins de Charles Morel, consacrée par M. Henry Houssaye à la gloire militaire de Napoléon. Ce n'est pas, à proprement parler, une étude historique, mais un portrait d'un genre spécial, où les moindres traits sont mis en lumière et qui ne comporte pas d'ombres. Autour du portrait, une série d'anecdotes, dont beaucoup tiennent plus de la légende que de la réalité, tendent encore à agrandir, à diviniser presque, la figure de l'Empereur.

ROGER LAMBELIN.

La critique de la campagne de 1815, par A. GROUARD, ancien élève de l'École polytechnique. Paris, Chapelot, 1904, in-8 de xiv-271 p.

Après l'ouvrage de M. Houssaye, qui a mis à contribution toutes les études antérieures et un grand nombre de documents nouveaux, l'histoire de la campagne de Waterloo paraît définitivement fixée. Cependant

l'auteur de 1815, qui est un merveilleux coloriste et un excellent metteur en scène, a réparti les responsabilités du désastre entre l'Empereur et ses lieutenants d'une façon qui peut être contestée; il a interprété en des termes prêtant à discussion certains ordres de mouvement et diverses dépêches émanant soit de Napoléon, soit du chef d'état-major, soit des commandants de corps d'armée. Il y a là matière à des recherches assurément très techniques, mais qui comportent des enseignements.

M. Grouard reconnaît d'ailleurs loyalement qu'il n'apporte dans ce travail sur la stratégie napoléonienne aucun document nouveau. Il se borne à discuter sur des faits acquis, s'adressant simplement à la logique et au bon sens de ses lecteurs.

Sa conclusion, conforme aux idées émises par Charras et Jomini, est que les principales fautes commises par Napoléon pendant cette dernière campagne lui sont personnellement imputables.

Les considérations que fait valoir M. Grouard concordent d'ailleurs, sur certains points, avec celles que j'ai développées en 1899, dans un article consacré à « Waterloo » et publié dans la *Revue des questions historiques* (nouvelle série, t. XXII, p. 506 et suiv.).

ROGER LAMBELIN.

Le soldat impérial (1800-1814), par Jean MORVAN. T. I^{er}. Paris, Plon, 1904, in-8 de vii-520 p.

Par analogie avec les remarquables travaux de M. Albert Babeau sur la *Vie militaire sous l'ancien régime*, M. Jean Morvan a entrepris de faire connaître quelle était l'existence du soldat sous le Premier Empire.

S'aidant des nombreux *Mémoires et Souvenirs* publiés depuis quelques années, compulsant les correspondances des héros de la grande armée, M. Morvan a pu corriger sur bien des points les allégations des documents officiels. L'examen des « petits côtés » de l'histoire modifie souvent les jugements acquis, et permet d'approcher plus près de la réalité des choses.

Dans ce premier volume, l'auteur, après un court aperçu de l'organisation militaire de la monarchie et de la révolution, est entré dans le vif même de son sujet et a tour à tour étudié le *Soldat impérial* dans les multiples manifestations de son état.

Le recrutement et la conscription; le matériel (habillement, armement, remonte); l'instruction des différentes armes; la solde et les vivres; l'administration, font l'objet des différents chapitres de l'ouvrage et sont traités avec un souci constant de la documentation et de la précision.

Peut-être les détails sont-ils un peu fastidieux en raison de leur accumulation même. Il n'a pas fallu moins de soixante pages pour établir que l'habillement des soldats de Napoléon laissait grandement à désirer, et que les uniformes de tous les corps, sauf la garde, étaient disparates, insuffisants, parfois lamentables.

Quoi qu'il en soit, M. Jean Morvan fait tomber bien des illusions, et les documents qu'il a compulsés avec autant de conscience que de sagacité montrent que les héros de l'épopée impériale, si admirables aux jours de bataille — ces grandes représentations de l'histoire militaire, — étaient moins brillants dans la coulisse, en garnison, en marche, en cantonnement.

« Ce soldat forcé, peu vêtu, médio-

crement armé, mal monté, superficiellement instruit, payé par aventure, nourri au hasard, entraîné par des généraux peu scrupuleux et souvent dépouillé par ceux-là mêmes qui devaient le pourvoir » (p. 513), n'en est que plus intéressant à étudier, en raison de ses défauts et de ses vices, et comme élément d'un organisme qui fut si puissant pendant quinze années.

Le soldat napoléonien, pour se mouvoir à l'aise, pour jouer son rôle, profita des réserves accumulées dans l'Europe centrale par une longue période de paix. Le jour où ces réserves s'épuisèrent, commença pour lui la décadence, prélude de l'effondrement du système politique dont il était l'unique soutien. ROGER LAMBELIN.

Journal de l'expédition d'Égypte, de Jean-Pierre DOGUEREAU, publié avec une introduction et des notes, par C. DE LA JONQUIÈRE, chef d'escadrons d'artillerie. Paris, Perrin, 1904, in-8 de 430 p.

Jean-Pierre DoguerEAU, dont le commandant de la Jonquière publie le *Journal* sous les auspices de la section historique de l'état-major de l'armée, était lieutenant d'artillerie quand il s'embarqua pour l'Égypte, en mai 1798. Attaché comme officier d'ordonnance au général Dommartin, il se distingua à la bataille des Pyramides, où il commanda l'artillerie légère de la division Bon. Nommé capitaine, il prit part à la campagne de Syrie comme chef d'état-major de l'artillerie et assuma la tâche laborieuse d'assurer le transport des pièces et des munitions à travers cinquante lieues de désert.

Rentré en Égypte après l'échec subi par Bonaparte à Saint-Jean-d'Acre, il y servit deux ans sous les ordres de

Kléber et de Menou : il ne fut rapatrié qu'après la capitulation d'Alexandrie.

Les *Souvenirs* de DoguerEAU sont à la fois sobres et précis. Peut-être attache-t-il une importance excessive aux conditions matérielles de son existence, mais ses récits sont consciencieux et rigoureusement véridiques. Les nombreux *Mémoires* publiés depuis quelques années sur l'expédition d'Égypte n'en infirment aucun détail.

Les postes occupés par DoguerEAU lui permirent de se rendre compte non seulement des faits de guerre, mais de leurs causes et de leurs conséquences. Il eut souvent l'occasion d'approcher le général en chef, et son témoignage corrobore celui des historiens qui ont établi qu'en allant en Syrie, Bonaparte ne songeait nullement à conquérir Constantinople ou l'Inde, mais qu'il voulait simplement, par une vigoureuse offensive, prévenir une attaque des Turcs contre l'Égypte.

Le commandant de la Jonquière a fait précéder et accompagner le *Journal* de J.-P. DoguerEAU d'une substantielle introduction et de notes explicatives présentant un réel intérêt documentaire. L'ouvrage est orné d'un portrait de l'auteur d'après un dessin de Dutertre, et contient une reproduction de la carte dressée par Paultre, qui fut aide de camp du général Kléber. ROGER LAMBELIN.

Histoire du 17^e régiment de cavalerie polonaise (1812-1818), par le comte Joseph Tyszkiewicz. Cracovie, Anczye, 1904, in-4 de 99 p.

Le comte J. Tyszkiewicz, après de minutieuses recherches, a constitué

les éléments de l'histoire du régiment de cavalerie polonaise, créé en 1812 par son arrière-grand-père, le comte Michel Tyszkiewicz.

Lorsque Napoléon occupa Wilna, où il s'était fait précéder par les lanciers du prince Radziwill, un gouvernement lithuanien fut constitué et décida la formation d'une armée destinée à s'agréger à celle des Français. Michel Tyszkiewicz fut un des grands seigneurs qui s'offrirent à lever des troupes à leurs frais.

Quel fut le rôle joué par le régiment de cavalerie dont il fut le chef pendant la campagne de Russie ? L'auteur n'a pu réunir sur ce point que des renseignements vagues et contradictoires. En 1813, les 17^e et 19^e régiments (lanciers) furent fondus ensemble et placés sous les ordres du général Bourcier. Ils opérèrent sous les ordres de Davout, pour dégager la rive gauche de l'Elbe, se trouvaient en Danemark en 1814, et rentrèrent ensuite dans le duché de Varsovie.

Une série de pièces et documents terminent cet ouvrage luxueusement édité, illustré de plusieurs photographies, dont une du comte Michel, d'après un portrait de Kaniewski, et de nombreux dessins et croquis.

ROGER LAMBELIN.

Les Allemands sous les aigles françaises : *Le contingent badois*, par le commandant SAUZEY, de « La Sabretache », avec une préface de J. Margerand. Paris, Chapelot, 1904, in-8 de ix-172 p.

Le commandant Sauzey a entrepris une fort intéressante étude sur les troupes allemandes de la Confédération du Rhin qui servirent la France impériale de 1806 à 1813.

L'histoire du contingent badois est particulièrement attachante ; elle

montre comment l'entraînement, l'exemple, l'excellence du haut commandement, peuvent améliorer une troupe, et de médiocre la rendre solide et aguerrie.

Après avoir montré peu d'aptitudes militaires en 1805 et 1806, le contingent badois ne se distingue pas beaucoup au siège de Dantzig, bien qu'il soit commandé par le grand-duc héréditaire, mais à Holm, il reçoit le baptême du feu en pleine campagne. En 1808, il se comporte très bravement en Espagne ; en 1809, il se distingue à Essling et à Wagram ; en 1812, il fut à peu près anéanti et eut la gloire de défendre contre les Russes les rives de la Bérésina.

Le livre du commandant Sauzey est très consciencieusement documenté ; il est illustré de nombreux portraits et croquis, et se termine par un résumé des sources iconographiques à consulter relativement aux uniformes des troupes badoises, et par une liste des officiers badois tués au service de la France, empruntée à l'ouvrage de M. A. Martinien.

ROGER LAMBELIN.

Le maréchal Lefebvre, duc de Dantzig (1755-1820), par Joseph WIRTH. Paris, Perrin, 1904, in-8 de xi-526 p.

Cette biographie détaillée du maréchal Lefebvre a obtenu une mention honorable en 1903 au concours du prix Bordin, décerné par l'Académie des sciences morales et politiques. M. Joseph Wirth a étudié son héros sous tous ses aspects et s'est attaché à mettre en valeur, et même à exalter ses qualités, sa bravoure, sa générosité, sa simplicité, son dévouement à sa famille, à ses amis, à ses soldats. Il a voulu aussi faire con-

naitre la véritable physionomie de la maréchale, sensiblement défigurée par le roman et la pièce : *Madame Sans-Gêne*.

Ainsi que l'a déclaré M. Arthur Chuquet, le rapporteur du prix académique, l'œuvre de M. Wirth témoigne « d'un grand labeur, d'une exactitude consciencieuse, d'un vif amour de la France et de l'Alsace. » Elle n'est pas cependant sans présenter certaines imperfections. J'ai noté quelques redites, des négligences matérielles — le nom du général de Reiset est orthographié *Reisset* (p. 371) — de plus, pour faire ressortir l'intégrité et la scrupuleuse délicatesse du duc de Dantzig, le biographe a parlé des brigandages d'Augereau, de Masséna et d'autres généraux du premier Empire. C'était son droit, mais il eût dû documenter de façon précise ses assertions à leur sujet et citer ses sources d'information.

Cet ouvrage, qui a sa place marquée dans les bibliothèques publiques et régimentaires, est orné d'un beau portrait du maréchal.

ROGER LAMBELIN.

Le général Fabvier. Sa vie militaire et politique, par A. DEBIDOUR.
Paris, Plon, 1904, in-8 de iv-520 p.

Peu d'existences furent aussi remplies, aussi mouvementées que celle du général Fabvier. Né à Pont-à-Mousson, appartenant à une bonne famille lorraine, Charles Fabvier fut élevé par un vieux prêtre qui lui apprit les sciences exactes. Reçu à l'École polytechnique en 1802, il fut nommé officier d'artillerie. C'est devant Ulm qu'il reçut le baptême du feu. D'Allemagne il fut envoyé en Dalmatie, chargé d'une mission à Constantinople et adjoint à l'ambas-

sade du général de Gardane en Perse. A son retour d'Ispahan, où il avait vainement tenté de réorganiser l'armée du shah, il se rendit en Pologne.

Nommé aide de camp de Marmont, il le suivit en Espagne ; puis il rejoignit la grande armée à la Moskowa, fut blessé à l'attaque de la grande redoute et nommé chef d'escadrons. Nous le retrouvons colonel au 6^e corps pendant la campagne de France. Au retour des Bourbons, il entre aux gardes du corps, devient chef de partisans en Lorraine pendant les Cent jours et est mis en demi-solde sous la seconde Restauration.

Alors il se fait conspirateur et a maille à partir avec la justice. Non content d'intriguer en France avec La Fayette, il cherche à organiser militairement les révolutionnaires réfugiés en Espagne et prend part à la triste affaire de la Bidassoa.

L'échec de ses entreprises politiques le décide à se rendre en Grèce, où il combat pendant trois ans contre les forces turco-égyptiennes, et où il éprouve aussi de multiples déboires qui n'abâtissent pas son énergie.

Le gouvernement de Charles X ne lui garda pas rancune de ses actes d'hostilité et de haine. Fabvier fut cependant enchanté du gouvernement de juillet, qui le nomma lieutenant général et pair de France. Mécontent de la révolution de 1848, il se rallia volontiers au régime impérial et mourut en 1855.

La carrière militaire du général Fabvier, le culte touchant qu'il avait voué à la duchesse de Frioul, qui devait devenir sa femme, rendent ce vigoureux soldat sympathique à bien des titres, mais il me semble que son biographe eût pu relater avec moins d'éloges ses aventures politiques. Fabvier fut en effet un don Qui-

chotte de moyenne envergure dont La Fayette, Manuel et les patriotes grecs exploitérent tour à tour la générosité, la naïveté et l'orgueil. Son contentement de soi-même, ses prétentions réformatrices, ses ambitions électorales, provoquent le sourire plutôt que l'admiration, et dans les théories qu'il se plaisait à développer dans ses Souvenirs, dans sa correspondance et ses brochures, il y a beaucoup d'incohérence et peu de jugement.

M. Debidour est un historien de mérite, qui a tiré un excellent parti des documents pour la plupart inédits mis à sa disposition, mais le souci de sauvegarder la gloire de son héros ne l'obligeait pas à reprendre contre la Restauration des accusations odieuses dont il a été depuis longtemps fait justice. Les pamphlets de Paul-Louis Courier et les chansons de Béranger ont été des armes perfides dont l'opposition libérale s'est habilement servie, mais ce ne sont pas des preuves à invoquer à l'appui d'une thèse.

Les lettres échangées entre Fabvier et ses amis précisent sur plusieurs points importants les démarches équivoques — pour ne pas dire la trahison — du duc d'Orléans au moment des préliminaires de la guerre d'Espagne et à la veille de la révolution de 1830. A cet égard, M. Debidour a donc apporté une contribution intéressante à l'histoire générale de notre pays.

ROGER LAMBELIN.

Le général Ordonneau (1770-1855), par Albert TERRADE et Henri ALLORGE. Paris, Émile-Paul, 1904, in-8 de 120 p.

Fils d'un aubergiste de Saint-Mau-

rice, bourgade voisine de la Rochelle, Ordonneau était commis marchand en 1789. Il s'engagea en 1792, fut nommé sous-lieutenant en 1793, et devint lieutenant général sous la Restauration. Ce ne fut pas un de ces soldats illustres qui exercèrent de hauts commandements ou jouèrent dans certaines batailles un rôle décisif, mais il se conduisit toujours en brave officier, ne reçut pas moins de huit blessures au cours de sa longue carrière et son nom est gravé sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

MM. A. Terrade et H. Allorge ont trouvé dans les Mémoires du temps, dans les archives de la guerre, assez de documents pour reconstituer la biographie d'Ordonneau.

C'est à la protection efficace et persistante du général Duhesme, dont il fut aide de camp, que le jeune officier rochelais dut ses premiers grades. Sa carrière fut traversée de quelques incidents pénibles pendant qu'il servait en Espagne et qu'il commandait l'île de Ré. Au point de vue militaire, c'est en 1814, lorsqu'il était à la tête d'une brigade, sous les ordres d'Augereau, qu'il se distingua particulièrement.

Son caractère n'était pas égal à sa bravoure. Intéressé, vaniteux, il quémandait et réclamait constamment quelque chose : suppléments de solde, congés, grades, décorations. En politique, il se prosternait avec ferveur devant les gouvernements nouveaux, comptant sur son zèle pour obtenir quelque avantage. A force d'intriguer, il obtint de la Restauration le titre de baron auquel il adjoignit une particule pour vieillir sa noblesse. Cela n'empêcha pas le général baron d'Ordonneau d'accueillir plus tard avec enthousiasme la monarchie de juillet et la république de 1848.

Au cours de cette biographie, MM. Terrade et Allonge ont éprouvé le besoin de blâmer l'intervention française en Espagne de 1823. La seule raison qu'ils donnent à l'appui de leur critique est « que nous aurions mieux fait de rester chez nous et de ne pas aller nous mêler des affaires des autres. » Dois-je avouer qu'elle me paraît insuffisante ? La campagne d'Espagne fut au contraire éminemment politique ; elle ne nous coûta que des pertes insignifiantes et fit honneur au gouvernement qui l'avait entreprise.

ROGER LAMBELIN.

Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration. *Mémoires inédits* du général marquis Amand d'Hautpoul, publiés par le comte Fleury. Paris, Émile-Paul, 1904, in-8 de vi-547 p.

Parmi les figures militaires de la première moitié du xix^e siècle, il en est peu d'aussi sympathiques que celle du marquis Amand d'Hautpoul, et ses *Souvenirs*, publiés par les soins du comte Fleury, outre qu'ils sont d'une lecture attachante et parfois émouvante, apportent une contribution des plus utiles à l'histoire de la Révolution et de la Restauration.

Les années de jeunesse du jeune Amand d'Hautpoul, les luttes et les soucis de sa famille pendant la Terreur, les études qu'il entreprit sous la direction de M. Liautard — le futur fondateur du collège Stanislas, — son stage à l'École polytechnique et ses cours à l'École d'application de Metz : tout cela est relaté avec une sincérité, un charme naïf, une précision dans les détails que l'on retrouve rarement dans les Mémoires de l'époque.

Officier d'artillerie en 1802, d'Hautpoul est envoyé au camp de Boulogne. Il aime le monde, la danse, la société des femmes, et il passe fort agréablement les heures de liberté que lui laisse son service. Bien qu'affilié à la franc-maçonnerie — pour augmenter ses relations, — il garde fidèlement les sentiments religieux que lui ont légués ses parents.

Il prend part à la campagne d'Allemagne, rejoint l'armée à Ulm avec sa batterie d'artillerie à cheval, et assiste à la bataille d'Austerlitz dans les rangs de la division de cavalerie du général Nansouty. A l'issue de la guerre, il est nommé lieutenant dans la garde, ce qui lui confère le grade de capitaine.

C'est là que s'arrête la première partie des *Souvenirs*, et il y a lieu de le regretter.

La deuxième nous conduit aux journées de juillet. D'Hautpoul est alors général et il commande l'École d'état-major. Les insurgés sont maîtres de Paris ; on massacre les Suisses et les soldats de la garde restés dans la capitale. Sommé d'amener son drapeau, d'Hautpoul refuse et, avec ses officiers élèves, il se replie sur l'hôtel des Invalides, où le général de La Tour-Maubourg résiste avec une noble énergie. Le récit de cette défense des Invalides est une page superbe d'éloquence et de vrai patriotisme.

Fidèle à la monarchie légitime, le général d'Hautpoul refusa de servir le gouvernement de Louis-Philippe. Il fut appelé ensuite à diriger à Prague l'éducation du Duc de Bordeaux, et resta auprès du jeune prince jusqu'en 1834.

Ayant beaucoup vu, étant doué d'un jugement très sûr et d'une conscience droite, l'auteur des *Souve-*

nirs a laissé des récits et formulé des opinions politiques et militaires méritant en tous points d'être retenus.

ROGER LAMBELIN.

L'Ile de France sous Decaen, 1803 à 1810, par Henri PRENTOUT. Paris, Hachette, 1901.

Nos colonies de récentes dates — l'Indo-Chine, le Congo, Madagascar — ont largement fait parler d'elles et absorbé l'opinion publique depuis qu'y flotte le drapeau national ; mais, seuls, des cataclysmes tels que l'éruption de la montagne Pelée à la Martinique, quelques tremblements de terre, des incendies, rappellent de temps à autre au grand public l'existence de nos anciennes possessions, vieux bijoux trop oubliés du royaume de France. Quant à ces terres éloignées, passées sous la domination étrangère, ne sont-elles pas totalement inconnues des générations actuelles ? Leur nom même ne réveille plus aucun souvenir. *Maurice*, jadis *Ile de France*, en est un frappant exemple. Des études géographiques nous apprennent sommairement qu'elle est voisine de la *Réunion*, jadis *Ile Bourbon*. Voilà tout ; et l'on trouve superflu d'approfondir l'histoire de cette colonie anglaise, qui cependant, vu son incomparable situation, joua un rôle de premier ordre lorsque nous disputions l'empire des Indes et celui des mers à nos voisins d'outre-Manche. *L'Ile de France*, lorsqu'on doublait le cap pour se rendre en Orient, était l'avant-poste tout indiqué de nos comptoirs établis sur les côtes de Coromandel, de Malabar et du Bengale. Ses gouverneurs étaient soigneusement choisis ; les troupes y tenant garnison étaient fort nombreuses et

toujours prêtes à s'embarquer pour arracher quelques nouveaux postes aux Anglais ou pour défendre les nôtres attaqués.

Les documents abondent, inédits la plupart. C'est dans leur masse qu'a puisé l'auteur, afin d'écrire une histoire détaillée entre deux dates, de 1803 à 1810, sous l'administration et le commandement du général Decaen. Ce travail de haut intérêt, bien compris dans ses grandes lignes, non seulement nous fait percevoir la vie, les mœurs, l'administration et le système de défense de *L'Ile de France*, mais encore nous porte à la Réunion, à Madagascar, aux Indes, et traite de questions indispensables à l'intelligence du rôle qu'eut à jouer notre ancienne et brillante colonie, aujourd'hui bien déchue.

L'ouvrage de M. Henri Prentout — un in-8 de 688 pages avec appendices — a été couronné par l'Académie française.

Vicomte DE NOAILLES.

La France, l'Angleterre et Naples, de 1803 à 1806, par Ch. AURIOL. Paris, Plon, 1905, 2 vol. in-8.

L'auteur veut expliquer comment Napoléon prit la résolution et fut en mesure de placer son frère Joseph sur le trône de Naples. Afin d'atteindre son but, il emploie le moyen le plus sûr et le plus scientifique : il produit les documents et les laisse parler. Pour la facilité de cette lecture, il encadre d'un récit généralement court les pièces qu'il fournit et il les accompagne de notes. Les sources où a puisé M. Auriol sont le Foreign Office pour la correspondance de lord Elliot, le conseiller de l'Angleterre auprès du roi et de la reine de Na-

ples; les archives de Naples pour les lettres de la reine Caroline, du marquis de Gallo, du prince de Luzzi, de Circello et surtout de Tatitscheff, ministre de Russie; notre dépôt du quai d'Orsay pour les dépêches de M. Alquier, ministre de France à Naples. Il nous donne aussi un grand nombre de lettres, de notes, de rapports du général Gouvion Saint-Cyr, de Talleyrand, des ministres anglais, etc.

Après une introduction sur les événements de 1759 à 1802, qui précèdent et expliquent la période même objet de son travail, M. Charles Auriol prend la chronologie mois par mois de chaque année. Après les négociations relatives à l'île de Malte, la rupture de la paix d'Amiens, l'ouverture des hostilités entre la France et l'Angleterre, l'entrée à Naples des Français (armée du général Gouvion Saint-Cyr), la médiation russe, le renvoi d'Acton, l'avènement de Napoléon à l'Empire, les oscillations de la cour de Naples suivant les préparatifs du camp de Boulogne, les manœuvres de notre flotte à Toulon, la venue de Napoléon à Milan (à qui les Bourbons napolitains reconnaissent avec peine le titre de roi d'Italie), les espérances de la troisième coalition, l'échec de Trafalgar, l'auteur donne d'abondants détails sur les deux traités signés avec la Russie, le 20 septembre 1805, et le 22 septembre avec la France, par la cour de Naples, traités contradictoires; puis, dès le lendemain de l'arrivée des Russes, l'imprudence belliqueuse du roi Ferdinand à la veille d'Austerlitz; l'entrée de Masséna, l'invasion du royaume, le départ de la reine Caroline à Palerme, la nomination du roi Joseph.

M. Auriol a composé, dès 1898, son travail; par suite, quelques rensei-

gnements acquis postérieurement à l'histoire lui font défaut; mais ils n'influent en rien ses conclusions et ses déductions. Son étude est tout à fait importante, intéressante et conduite habilement. Il a fait un usage heureux des documents anglais en particulier et des lettres de la reine Caroline, il a fourni aux historiens des renseignements dispersés jusqu'ici. De nombreuses notes, quelques notices biographiques, des rapprochements de textes, complètent bien ces deux volumes, à qui il manque seulement, pour avoir toute leur utilité, une table nominative.

GEOFFROY DE GRANDMAISON.

Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles, 1768-1814,
par André BONNEFONS. Paris, Perrin, 1905. in-8.

M. André Bonnefons avait étudié « un allié de Napoléon » dans Frédéric-Auguste, le premier roi de Saxe; aujourd'hui il retrace la vie d'une « ennemie de Napoléon: » Marie-Caroline, archiduchesse d'Autriche, reine de Naples, qui fut en effet l'adversaire peut-être le plus irréductible de la République française et de l'Empire parmi tous les souverains de l'Europe de son temps. M. Bonnefons apporte ici les mêmes qualités et je dirai les mêmes défauts que dans sa précédente étude historique: une loyauté parfaite, des sentiments élevés, le souci constant de la vérité, mais aussi une sorte d'indulgence aimable qui affaiblit sa critique et enlève de la virilité à ses conclusions. Sous ces réserves, il convient de louer son étude, d'une lecture facile et agréable, à laquelle on voudrait des notes, des références précises, des citations plus documentaires.

Les divers chapitres décrivent successivement la cour des Deux-Siciles dans les premières années de la Révolution française; la rupture avec la Convention terminée par le traité de paix de 1798; les rapports avec le Directoire, la crise belliqueuse et profonde de la « République parthénopéenne » avec Championnet; la réaction royaliste, l'entente avec la France; la chute d'Acton qui en est la conséquence; les oscillations entre les influences de Paris et de Londres; le traité fameux de neutralité à l'automne de 1805, sitôt violé que signé par la reine; la déchéance des Bourbons de Naples, leur existence en Sicile, la fermeté intrépide de Marie-Caroline pendant que son royaume est aux mains soit de Joseph, soit de Murat; enfin ses derniers jours à la cour d'Autriche et sa mort au moment où le Congrès de Vienne se préparait à lui rendre son trône.

G. DE G.

Joachim Murat (1767-1815), par Jules CHAVANON et Georges SAINT-YVES. Paris, Hachette, 1905, in-18 de v-358 p.

Ce travail collectif se présente au public avec une « couronne » de l'Académie des sciences morales et politiques; et ce témoignage honorable parle en faveur des auteurs. Toutefois on peut estimer que leur étude est hâtive, incomplète, même pour le cadre restreint qu'ils se sont assigné, et faite sur des documents de seconde main; beaucoup des documents cités par MM. Chavanon et Saint-Yves, sur la foi d'autrui, n'ont pas été consultés directement par eux. C'est un grand tort. J'en veux pour exemple le seul chapitre relatif au séjour de Murat à Madrid, comme

lieutenant de l'Empereur. Par deux fois, les auteurs, dans l'indication de leurs sources bibliographiques, en commettant l'erreur de nommer « Gonzale O'Farel » le général Don Gonzalo O'Farill, prouvent qu'ils n'ont certainement pas lu le *Mémoire* justificatif qu'il publia en 1815 (et non pas des *Mémoires*, comme ils disent). Pour eux, la petite villa de Chamartin, aux environs de Madrid, est un « château, » et le général Duhesme, gouverneur de Barcelone, devient Duchesne, etc. J'arrête ici ces simples remarques, qui obligent à blâmer la rapidité de ce travail, où du moins des réflexions sagaces et un enchaînement heureux des faits laissent aussi la part de l'éloge et justifient la récompense de l'Institut.

Les treize chapitres comprennent : Les années de jeunesse; — Murat à l'armée d'Italie et en Égypte; — Brumaire et le mariage de Murat; — Le commandement en Italie; — Le grand maître de la cavalerie; — Le grand-duc de Berg; — Le réve polonais; — En Espagne; — Roi de Naples; — La campagne de Russie; — La crise; — La défection; — Le dénouement.

G. DE G.

Jules Michelet, études sur sa vie et ses œuvres, avec des fragments inédits, par Gabriel Monod. Paris, Hachette, 1905, in-16 de 383 p.

M^{me} Michelet, en mourant, a confié à M. Gabriel Monod les papiers posthumes de son mari et le soin d'en tirer parti pour la biographie de l'illustre historien. Ce n'est pas cette biographie que nous donne ici M. Monod, mais des études et des morceaux détachés qui peuvent aider à la constituer. Bien souvent, il laisse la parole

à M. ou à M^{me} Michelet, et il a fait à leurs journaux intimes de larges et précieux emprunts; c'est par eux-mêmes qu'il raconte en partie des tranches de leur vie.

On a parfois accusé M^{me} Michelet, dans la publication qu'elle a faite d'œuvres posthumes de son mari, de s'être substituée à lui, d'avoir rédigé partiellement ou complètement des pièces qu'elle mettait sous son nom. M. Gabriel Monod, dans l'introduction de son livre, élucide cette question. Il ne conteste pas que la veuve de Michelet se soit crue autorisée, après la mort de son mari, à compléter de simples ébauches esquissées par lui; pouvait-elle oublier qu'il avait écrit dans son *Journal*: « Elle est plus moi que moi-même ? ». L'étude des manuscrits a permis à M. Monod d'établir à peu près exactement quelle est la part de M^{me} Michelet dans cette œuvre posthume. Pour tel volume, comme les *Soldats de la Révolution*, elle « n'a été qu'un éditeur scrupuleux; » tel autre, comme *Rome*, a été « d'un bout à l'autre composé » par elle. Cette introduction forme donc une page curieuse d'histoire littéraire.

Le volume lui-même se compose de cinq chapitres : I. Michelet et l'Italie; II. Michelet de 1838 à 1842; III. Le père de J. Michelet; IV. Yves-Jean-Lazare Michelet; V. Michelet et George Sand.

Le premier chapitre, qui est un mémoire composé pour le congrès international d'histoire tenu à Rome en 1903, et dans lequel M. Monod s'attache à démontrer l'influence exercée sur Michelet par sa « mère et nourrice » l'Italie, la part que tient dans sa formation intellectuelle et morale l'Italie, tant par sa littérature antique et moderne que par son sol, son climat et ses habitants, ce

chapitre 1^{er} est complété par un appendice de lettres et documents inédits : fragments de journal, correspondance, surtout avec le célèbre Michel Amari.

Deux autres chapitres de ce volume sont également pourvus d'appendices : le second, du journal de voyage en Allemagne, en 1842; le quatrième, du journal de voyage en Belgique.

Le second chapitre nous retrace la crise douloureuse que traversa Michelet après la mort de sa première femme, Pauline, et pendant sa liaison avec M^{me} Dumesnil.

Le troisième chapitre met en évidence la place tenue dans la vie de l'historien par son père, le rôle de cet ancien imprimeur qui n'avait guère d'autre foi qu'une invincible croyance dans le génie et l'avenir de son fils, et qui ne reculait devant aucune peine pour lui épargner tout souci matériel.

Dans le quatrième chapitre, en tête duquel M. Monod a mis le nom symbolique de l'enfant issu de la seconde union de Michelet avec M^{lle} Mialaret, c'est aux commencements de cette union qu'il nous fait assister, aux difficultés mêmes qui entravèrent dans le début, en dépit d'un profond amour réciproque et d'une égale bonne volonté, la fusion complète de deux âmes qui devaient cependant si parfaitement s'entendre.

La correspondance de George Sand avec Michelet, qui fait le fond du dernier chapitre, laisse voir qu'il ne s'est jamais établi entre eux une parfaite sympathie. « Il y avait certaines incompatibilités entre eux, — entre leurs caractères comme entre leurs idées. »

La publication de M. Gabriel Monod est particulièrement intéressante pour nous faire mieux connaître la psycho-

logie du grand écrivain : les qualités et les défauts de son esprit et de son cœur apparaissent ici en pleine lumière ; on y saisit notamment sur le vif son extrême sensibilité, et cette ardeur passionnée qu'il a su communiquer à ses écrits et qui les rendent si vivants, si humains. Cette passion même était à son jugement le calme et la sérénité nécessaire ; le sentiment lui tient trop souvent lieu de raison,

dans ses appréciations notamment sur le catholicisme, dont il témoigne, ici comme ailleurs, une parfaite intelligence, qu'explique la pauvreté de sa science théologique. Si contestables d'ailleurs que soient les idées de Michelet, il n'en reste pas moins un écrivain qui touche, remue et fait penser ; et les études que M. Monod lui consacre sont fort suggestives.

E.-G. LEDOS.

IX. — GÉOGRAPHIE. MONOGRAPHIES LOCALES

Les régions de la France : I. *La Gascogne*, par L. BARRAU-DIHIGO, précédé d'une introduction générale : *La synthèse des études relatives aux régions de la France*, par Henri BEER. II. *Le Lyonnais*, par Sébastien CHARLÉTY. III. *La Bourgogne*, par A. KLEINCLAUSZ. Paris, Léopold Cerf, 1903, 1904, 1905, 3 vol. in-8 de 80, 38, 81 p. (Publications de la *Revue de synthèse historique*).

La suite de monographies provinciales dont la publication est entreprise par la *Revue de synthèse historique* est appelée certainement à rendre de grands services. Les érudits qui s'occupent de l'histoire d'une province y puiseront souvent de précieux renseignements. Ils se rendront facilement compte, à l'aide de ces opuscules, des principaux travaux déjà parus sur leur région, verront les lacunes qui existent encore dans son histoire et pourront ainsi mieux orienter leurs recherches dans un sens plus profitable aux études historiques. Nous attirons donc avec plaisir l'attention des historiens sur les fascicules déjà parus et qui sont consacrés à la Gascogne, au Lyonnais et à la Bourgogne. En tête du premier fascicule, M. Beer explique, dans une introduction générale, le

but de ces monographies. Elles tendront, dit-il, à fixer, en ce qui concerne les régions de la France, l'état du travail, les résultats acquis, ce qui reste à faire. Au point de vue bibliographique, on ne cherchera pas à dresser des bibliographies complètes, mais à indiquer les organisations existantes, les ressources principales dont on dispose. Nous voyons, en examinant chacune des monographies parues, que leurs auteurs se sont conformés à ce programme. Au point de vue bibliographique, par exemple, MM. Barrau-Dihigo et Kleinclausz sont plus riches que M. Charléty. Ce dernier, ayant déjà fait une bibliographie critique de l'histoire de Lyon en deux volumes, s'est contenté d'y renvoyer d'une façon générale ; c'est ce qui explique les petites dimensions de son opuscule. Au contraire, dans les deux autres brochures, une large part est faite à la bibliographie. On annonce un grand nombre d'autres volumes en préparation ; nous ne pouvons que souhaiter de voir cette collection s'enrichir rapidement de travaux semblables à ceux que nous venons de signaler.

J. VIARD.

J.-D. HAUMONTÉ : Plombières ancien et moderne. Edition refondue et augmentée, avec gravures et plans, par Jean Parisot. Paris, H. Champion, 1905, in-8 de m-423-6 p. et pl.

Si nous en jugeons d'après la bibliographie placée à la fin de ce volume, on a déjà beaucoup écrit sur Plombières et sur ses eaux, et depuis plusieurs siècles (cette bibliographie comprend en effet 415 numéros); nous ne pensons pas cependant que jusqu'alors on ait donné un travail aussi complet et aussi intéressant sur cette charmante station thermale. En 1865, M. Haumonté, maire de Plombières, avait publié la première édition de cet ouvrage. M. Parisot, son petit-fils, en donne aujourd'hui une nouvelle édition très augmentée et surtout enrichie d'une quantité d'illustrations qui en font un charmant volume. Quand on le parcourt, on se rend facilement compte de la vogue dont jouirent ces eaux depuis les Romains jusqu'à nos jours,

Les Romains, grands constructeurs de thermes, avaient exécuté d'importants travaux pour capter les nombreuses sources qui jaillissent dans la vallée de Plombières et y installer de vastes et confortables piscines. Au moyen âge et jusqu'au xvii^e siècle, ce furent encore ces piscines qui servirent en grande partie aux personnes venant dès le commencement du mois de mai chercher la guérison des maux qui les tourmentaient. Au xvii^e et surtout au xviii^e siècle, sous le règne de Stanislas, la station de Plombières eut une plus grande vogue. Le roi de Pologne, devenu duc de Lorraine, s'attacha à rendre pour ses petites-filles le séjour de Plombières le plus agréable pos-

sible. De nombreuses améliorations furent apportées tant aux thermes qu'à la ville. Aussi, à la fin du xviii^e siècle, Plombières eut une grande vogue. Malheureusement survint la Révolution, qui arrêta cet essor, et il faut aller jusqu'au règne de Napoléon III pour retrouver une nouvelle période des plus florissantes. On peut dire que c'est de cette époque que date la prospérité de cette station. De grands travaux furent exécutés pour capter les sources, aménager les thermes, donner à la ville un aspect plus propre, la doter d'une nouvelle et superbe église. Enfin, à partir de cette date, l'élan fut donné, et si l'année terrible de 1870 est venue le ralentir, il ne l'a pas entravé. Plombières est devenu maintenant une des principales stations thermales de France, où chaque année des milliers de personnes vont chercher la santé. L'ouvrage de M. Parisot vient bien à point pour faire connaître aux étrangers tout le chemin parcouru depuis les Romains jusqu'à nos jours et leur faire apprécier le confort dont ils jouissent aujourd'hui.

J. VIARD.

Andegaviana, 3^e série, par F. Uzureau. Paris, Picard. Angers, Siraudau, 1905, in-8 de 511 p.

M. l'abbé Uzureau rend de réels services aux historiens qui auront à s'occuper de l'Anjou, en publiant les mélanges intitulés *Andegaviana*, dont nous signalons aujourd'hui la troisième série. On a ainsi sous la main une véritable mine de renseignements sur cette province. Si, d'une façon générale, ce recueil contient des notices sur toutes les différentes époques de notre histoire, on doit cependant reconnaître que la

plus large part est faite à la période révolutionnaire. Il ne faut pas s'en plaindre, ce volume n'en est que plus intéressant. Nous ne pouvons mieux faire que de signaler quelques-uns des chapitres les plus curieux et les plus importants qu'il contient. Si nous suivons l'ordre chronologique, nous trouvons successivement des notes sur le Bon-Pasteur d'Angers aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles, sur des visites pastorales de différents évêques de la Rochelle, en 1706, en 1728, en 1739, sur les paroisses du diocèse d'Angers avant le Concordat, sur la municipalité d'Angers pendant la Révolution, sur les fêtes civiques à Angers pendant la même période; sur les Vendéens du district de Saint-Florent-le-Vieil en 1793. Il faut signaler aussi toutes les notices consacrées aux différentes victimes de la fureur révolutionnaire. La dernière note concerne des faits de 1859. Nous ne pouvons que souhaiter vivement de voir bientôt apparaître une quatrième série renfermant une aussi grande variété de notes.

J. VIARD.

La frontière d'Argonne (843-1689); procès de Claude de la Vallée (1838-1861), par Henri STEIN et Léon LE GRAND. Paris, Picard, 1905, in-8 de viii-326 p.

« Ce n'est qu'une courte page de l'histoire générale des efforts que la royauté française a poursuivis pendant de longs siècles pour réformer une délimitation qui remontait à la dislocation de l'ancien empire de Charlemagne, et pour rendre à notre pays les limites naturelles dans lesquelles se renfermait autrefois la Gaule. » Mais c'est une page excellente que celle qui vient d'être ainsi

consacrée par MM. H. Stein et L. Le Grand à l'histoire de la réunion du Clermontois à la couronne de France. C'est par le traité des Pyrénées, en 1659, que la possession du comté de Clermont en Argonne fut définitivement reconnue au roi Louis XIV. Jusque vers le milieu du *xvi^e* siècle, on admettait de toutes parts que ce comté était terre d'Empire. Mais certain procès bruyant, intenté dans le second tiers de ce *xvi^e* siècle à son prévôt de Clermont par le duc de Lorraine, jugé contre ce prévôt, Claude de la Vallée, et porté par lui en appel par-devant le Parlement de Paris, fut l'occasion d'une levée de boucliers en faveur du Clermontois terre de France. Pour des raisons politiques, la revendication du comté de Clermont par les rois de France n'eut pas lieu cependant avant le règne de Louis XIII, qui, en 1632, s'empara par la force de ce comté. Telle est l'histoire que nous rappellent MM. Stein et Le Grand en quelques pages sobres, précises, lumineuses, qui servent de préface à toute une série de documents présentant, pour la plupart, un intérêt de premier ordre. Je crois inutile de dire que ces documents ont été recherchés et groupés avec la sagace habileté et publiés avec la scientifique précision que l'on connaît aux deux savants archivistes des Archives nationales.

ARMAND D'HERBOMEZ.

Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises (1492-1664), par Jacques DE DAMPIERRE. Paris, Picard, 1904, in-8 de xi-239 p. (*Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des chartes*, VI.)

C'est un travail extrêmement utile,

et vraiment digne de tous les éloges, que l'*Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises*. Combler une lacune de notre littérature historique en dressant une bibliographie sérieuse et en rédigeant une consciencieuse étude critique indiquant à quelles sources et dans quels dépôts il convient de chercher les éléments de l'histoire des Antilles françaises jusqu'en l'année 1664, voilà ce qu'a voulu faire, — et ce qu'a fait effectivement, — M. Jacques de Dampierre, auquel nous sommes maintenant redevables d'un ouvrage digne d'être rapproché tout au moins d'une partie des *Notes pour servir à l'histoire, à la bibliographie et à la cartographie de la Nouvelle-France*.

Cet *Essai*, — qui débute par une introduction dans laquelle l'auteur, après avoir indiqué son but et défini sa méthode, énumère avec beaucoup de précision les principales bibliographies ayant servi à l'établissement de son travail, — se divise en trois parties qui traitent successivement des sources *descriptives*, des sources *narratives* et des sources *diplomatiques* de l'histoire des Antilles françaises. Nous n'insisterons pas ici, encore que M. Jacques de Dampierre tienne très judicieusement pour « le premier devoir de l'historien... de bien connaître le pays même où se déroulent les événements qu'il rapporte, d'en étudier le sol et le climat, les ressources de son terroir et le tempérament de ses habitants » (p. x), sur la première partie du livre de M. de Dampierre ; il nous suffira de constater qu'elle contient une bibliographie choisie, méthodique et chronologique des sources descriptives se rapportant au pays étudié, à son climat et à ses maladies, à ses productions et à ses habi-

tants ; on y trouvera aussi (§ 2) une bibliographie de même nature sur l'histoire de la géographie des Antilles.

Il convient d'examiner de plus près les deux dernières parties, dans lesquelles M. Jacques de Dampierre a abordé la matière même de son sujet, je veux dire l'histoire des origines de la colonisation française aux Antilles entre les années 1626 et 1664, de la promotion de Richelieu à la surintendance de la navigation et du commerce jusqu'à l'application généralisée du système colonial de Colbert. C'est sur cette période que notre auteur a fait porter son principal effort et qu'il nous fournit une foule d'indications extrêmement précises. L'entreprise n'était pas sans présenter de grandes difficultés, par suite de l'appauvrissement très réel et de plus en plus accentué des bibliothèques européennes en livres précieux sur l'Amérique, — on sait que ces ouvrages tendent de plus en plus à émigrer dans les bibliothèques du nouveau monde, — par suite aussi de la disparition ou de la dispersion des documents diplomatiques relatifs à la primitive histoire des Antilles françaises. Si M. Jacques de Dampierre n'a pas eu la bonne fortune de voir tous ses efforts ni toutes ses investigations couronnées de succès, du moins a-t-il été assez heureux pour parvenir à dresser un inventaire à peu près complet des sources narratives françaises de première main traitant de cette histoire. Les pièces, les chroniques, tout ce qu'il a pu examiner, il l'a non seulement inventorié, mais étudié avec la plus minutieuse attention et le sens critique le plus affiné ; aussi l'*Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises* contient-

il sur les rédacteurs connus ou inconnus de ces documents, — sur le P. du Tertre, en particulier, dont M. J. de Dampierre rapproche très justement l'*Histoire générale des isles de Saint-Christophe.... et autres dans l'Amérique*, édition de Paris, 1654, et le manuscrit 9319 des nouvelles acquisitions françaises de notre Bibliothèque nationale (p. 102-105), qu'il date de 1648 (p. 106-107), — une foule de renseignements et d'indications biographiques, bibliographiques et critiques du plus haut prix. Des études sur les sources narratives étrangères (espagnoles, anglaises, hollandaises), — aussi importantes que les sources françaises pour l'histoire de l'arrivée et de l'établissement de nos compatriotes aux Antilles, — et sur les principaux ouvrages français de seconde main, complètent la deuxième partie du travail de M. de Dampierre. — Non moins intéressante et non moins pleine d'indications nouvelles, est la troisième partie, consacrée aux sources diplomatiques de l'histoire des Antilles françaises. Si notre laborieux chercheur n'a pas, plus que nous n'y sommes parvenu nous-même, eu la joie de retrouver les papiers du surintendant Fouquet ni ceux de son père, du moins a-t-il mis la main, aux Archives du ministère des colonies, sur

un registre de la plus haute importance pour l'histoire des Antilles françaises avant Colbert (« Ordres du Roy et autres expéditions de la Compagnie des Isles de l'Amérique de 1635 à 1647, avec les actes d'assemblée tenues (sic) par cette Compagnie pour ce qui concerne ses affaires particulières depuis 1635 jusqu'en 1648 »), car là, et là seulement, se trouve le texte des instructions données par la Compagnie à ses agents, et des « actes d'assemblée, » des délibérations de la Compagnie.

Ces brèves indications suffisent à montrer la valeur, l'intérêt et la nouveauté de l'*Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises*; c'est, n'en déplaise à la modestie de l'auteur, mieux qu'un simple essai de critique méthodique. • Puisse M. Jacques de Dampierre, qui a si bien débuté dans l'historiographie coloniale, poursuivre avec persévérance ses études dans ce champ encore trop peu défriché, et ne pas tarder à nous donner, outre la publication critique des précieux documents qu'il a découverts aux Archives coloniales, cette histoire des origines de la colonisation française aux Antilles que, mieux que personne, il est capable de raconter !

HENRI FROIDEVAUX.

Le Gérant : L. PIQUET.

LES

RESPONSABILITÉS DE LA FRANCE

DANS

LE SCHISME ANGLICAN

Il s'est formé à Paris, dans les derniers mois de l'année 1897, sous le haut patronage de Léon XIII, des cardinaux Richard et Vaughan et sous la direction effective des prêtres de Saint-Sulpice, une ligue de prières pour le retour de l'Angleterre à la foi catholique. A ceux qui s'étonnaient qu'on eût songé à demander à des Français de prier pour une nation qui a toujours été leur rivale et très souvent leur ennemie acharnée, les promoteurs de l'association répondaient par d'excellentes raisons d'ordre surnaturel qui, toutes, se ramènent à ceci : L'Église catholique comprend et respecte les susceptibilités du patriotisme, mais elle unit, par-dessus les frontières tracées par les jalousies, les rivalités, les intérêts de ce monde, les âmes de ses fidèles dans un même élan vers une patrie commune et définitive qui est le ciel. Les fondateurs de la ligue auraient pu opposer à leurs contradicteurs une raison non moins excellente d'ordre naturel et politique. La France a été, de 1530 à 1534, ce sont les années décisives dans l'histoire du schisme anglican, l'arbitre de la question religieuse en Europe. Or, pendant ces années critiques, elle a donné à Henri VIII un appui matériel et moral dont il avait un besoin si absolu pour séparer l'Église d'Angleterre du Saint-Siège que, cet appui venant à lui manquer, il lui aurait été impossible, de son propre aveu et de l'aveu des historiens anglais, de se soustraire à l'obédience de Rome.

Les documents officiels et originaux qui contiennent la preuve de cette intervention de la France se trouvent réunis dans une publication relativement récente faite sous les auspices du gouvernement anglais. Celui-ci a envoyé dans toutes les capitales de l'Europe des missions chargées de rechercher et de copier, dans les différentes archives, les pièces présentant quelque intérêt pour l'histoire d'Angleterre. Ces pièces, dépêches diplomatiques, instructions aux ambassadeurs, ou correspondances de personnages importants, proviennent des collections anglaises, des archives du Vatican, de Vienne, de Paris, de Venise, de Madrid, etc.; elles sont rangées par ordre chronologique, sans distinction d'origine. En ce qui concerne Henri VIII, la publication a commencé en 1862; le vingt-septième volume, grand in-8, vient de paraître, et le règne n'est pas épuisé. Tout n'est pas parfait, comme bien on le pense, dans une œuvre si vaste. Les savants, par exemple, qui ont copié, à la Bibliothèque nationale, les manuscrits français de ce temps-là, n'ont pas toujours réussi à rendre, dans la traduction anglaise, les finesses et les nuances de notre langue du xvi^e siècle; il est certain, en particulier, que le français passablement entortillé de Jean du Bellay, chargé à plusieurs reprises de missions très importantes, leur a joué plus d'un mauvais tour. Telle qu'elle est, cette publication constitue une source d'information d'une valeur inestimable ¹.

I.

Les relations de François I^{er} avec Henri VIII remontent aux premières années de son règne. Quand les électeurs allemands

¹ Le titre de cette publication, commencée par J. S. Brewer, continuée par J. Gairdner, a changé : le dernier volume paru est intitulé : *Calendar of letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII, published by the authority of the lords commissioners of his Majesty's treasury under the direction of the master of rolls* (de 1509 à 1543). Londres, 1862-1902.

Le présent travail étant fait entièrement à l'aide de documents contenus dans cette publication, l'auteur a dû renoncer à donner les références; elles auraient exigé la moitié de chaque page. Les citations sont faites d'après la traduction anglaise; cependant, pour des textes très importants comme les instructions de la cour de France à ses ambassadeurs à Londres, la version anglaise a été collationnée avec les manuscrits de la Bibliothèque nationale. L'auteur a trouvé plusieurs de ces textes fidèlement reproduits par M. Paul Friedmann dans son remarquable ouvrage : *Lady Anne Boleyn*, en anglais, in-8. Londres, 1884.

eurent donné la couronne impériale à Charles-Quint, il avait très bien compris que son heureux rival dirigerait son principal effort contre la France et chercherait à la démembrer pour réunir ses États épars sur les frontières de notre pays. Parmi les alliances possibles, celle de l'Angleterre lui avait paru la plus précieuse, parce que les Anglais pouvaient faire une diversion efficace, dans l'hypothèse d'une guerre franco-espagnole, du côté des Pays-Bas, possession de la maison d'Autriche. Henri parut charmé, au camp du Drap d'or, de la fastueuse hospitalité de la cour de France, mais, à peine rentré dans ses États, il acceptait les propositions de Charles-Quint qui avait, lui aussi, recherché son amitié. En 1523, les Anglais, exécutant un plan combiné avec leur allié et un traître, le connétable de Bourbon, entraient en Picardie et lançaient, sans résultats pratiques, leur avant-garde dans la vallée de l'Oise jusqu'à onze lieues de Paris.

En apprenant le désastre de Pavie, Henri VIII ordonna des réjouissances publiques et congédia officiellement les deux envoyés français en résidence à Londres, Jean-Joachim Passano et le président de Rouen, Brinon; il faisait annoncer, en même temps, une grande expédition contre la France. En secret, il prenait des dispositions exactement contraires. Le roi était toujours à court d'argent; l'alliance espagnole lui avait coûté de grosses sommes sans lui apporter, en compensation, de sérieux avantages. Or, à ce moment, Louise de France, régente du royaume pendant la captivité de son fils, lui faisait offrir, en échange d'une neutralité bienveillante, des avantages pécuniaires qui parurent très appréciables au monarque besogneux. Les envoyés français, secrètement retenus à Londres, signaient, le 30 août 1525, le « Traité de l'obligation. » La France reconnaissait à Henri VIII une dette de deux millions de couronnes, payable par annuités de cent mille écus. Le premier ministre anglais, cardinal Wolsey, avait prié qu'on lui fit un don, et que les arrérages de sa pension lui fussent payés. Les négociateurs français prirent l'engagement de lui remettre, par semestres, la somme totale de 123,885 couronnes, à peu près 675,000 fr.

Bientôt, les rôles se trouvèrent renversés et ce fut Henri VIII qui rechercha l'alliance française. A partir de 1529, le désir de répudier sa femme domine complètement sa politique. Il avait

épousé, avec dispense du pape, une très jeune princesse, veuve de son frère Arthur, mort à quatorze ans ; elle lui avait donné des fils qui étaient tous morts peu de temps après leur naissance ; une fille, la princesse Marie, avait seule survécu. Le roi, d'ailleurs très épris d'une jeune Irlandaise, Anne Boleyn, ne pouvait plus espérer qu'il lui naitrait un héritier, et s'était avisé de faire prononcer, après dix-huit ans d'union, la nullité de son mariage, sous le prétexte que Rome n'avait pas eu le droit de lui accorder la permission d'épouser la veuve de son frère. Catherine d'Aragon avait refusé de reconnaître, sur la question de la validité de son mariage, la juridiction de l'archevêque de Cantorbéry et de deux légats ; enfin, poussée à bout, elle en avait appelé à Rome.

Le pape Clément VII, un honnête homme, était fort embarrassé. Catherine était la propre tante de Charles-Quint, qui avait embrassé délibérément sa cause et pressait le pape, par ses envoyés à Rome, de prononcer la sentence. Celle-ci ne pouvait qu'être contraire aux désirs du roi d'Angleterre, et c'est précisément ce qui rendait très difficile la position du Saint-Siège ; Henri VIII menaçait de faire un schisme si Rome n'annulait pas son mariage. D'autre part, le roi ne pouvait pas songer à précipiter les choses en répudiant, de sa propre autorité, la tante de l'empereur ; mieux que personne il savait que son royaume, dont la population n'atteignait pas quatre millions, qui n'avait ni flotte importante ni armée solide, ne pouvait affronter la lutte avec Charles-Quint, dont les États comptaient soixante millions d'habitants. Au premier signal, la flotte hollandaise, maîtresse de la mer, aurait débarqué sur les côtes anglaises des vétérans allemands et espagnols à qui rien n'aurait pu résister. La politique de Henri VIII, dans ces circonstances critiques, consista à retarder la sentence par tous les moyens, jusqu'au moment où, après avoir séparé en fait par une série de mesures législatives l'Église d'Angleterre du Saint-Siège, il lui fût possible de se séparer de sa femme, en se passant du pape et sans s'exposer à une guerre. L'alliance française avait, dans ce plan, un prix inestimable. Henri se préoccupait beaucoup d'obtenir parmi les corps savants de l'Europe des consultations favorables à son divorce ; l'Espagne, les Pays-Bas, l'Allemagne, s'étaient prononcés en faveur de Catherine ; restaient la France

et l'Italie, que les agents anglais essayaient de gagner à prix d'or. La Sorbonne, consultée, s'était abstenue d'émettre une opinion, mais les facultés de théologie de Poitiers et d'Angers avaient reconnu la validité du mariage. Si les autres universités françaises suivaient cet exemple, la cause de Henri était discréditée; François I^{er} pouvait seul arrêter ce dangereux mouvement d'opinion. En Italie, l'influence française était encore plus indispensable. Toute la péninsule était divisée en deux camps, impérial et français; dans chaque ville, le roi et l'empereur comptaient des partisans et des pensionnaires. Le roi d'Angleterre n'avait pas de parti dans ce pays et ses agents ne pouvaient s'y livrer à leur honteux marchandage, sans l'appui de la France. A Rome même, le sacré collège était divisé en deux factions, impériale et française, que séparait un petit groupe de cardinaux neutres. Il n'y avait pas de faction anglaise. Enfin, François I^{er} pouvait peser efficacement sur le pape et le contraindre par ses menaces à trainer les choses en longueur. Charles-Quint n'avait pas de prétexte d'intervenir les armes à la main, tant que sa tante garderait officiellement le titre et les honneurs de reine; d'ailleurs, la situation géographique de ses États lui permettait difficilement d'entrer en campagne contre la France et l'Angleterre. Il serait, lui aussi, réduit à l'inaction par l'alliance franco-anglaise.

II.

Le gouvernement anglais se montrait, dès le début de l'année 1530, très aimable à l'égard de la France; les papiers diplomatiques en contiennent plusieurs preuves, celle-ci parmi d'autres : une contestation s'était élevée à propos d'un petit territoire aux environs de Calais, alors possession anglaise. Henri, d'ordinaire très chatouilleux sur ses droits, donna pleine satisfaction aux Français en déclarant qu'il leur permettrait plutôt de lui prendre un arpent de terre qu'à ses sujets de s'approprier un pied du sol français.

François I^{er} répondait à ces avances; les théologiens de la Sorbonne, rudement malmenés par ses ministres, déclarèrent, irrégulièrement d'ailleurs, la nullité du mariage de Catherine. Quarante-trois docteurs avaient protesté contre cette déclara-

tion, mais elle ne put être retirée parce que les registres avaient été emportés ; d'autres universités françaises, stimulées sans doute par les mêmes moyens, donnèrent des consultations favorables.

Au mois de janvier 1531, Bryan, envoyé du roi d'Angleterre à Paris, reçoit de son maître l'ordre de prier « son bon frère » le roi de France d'intervenir à Rome. Il réussit à rejoindre François I^{er} qui chevauchait à travers les forêts de Saint-Cloud et de Saint-Germain et rendit compte, le 20 janvier, de sa mission. Elle avait très bien réussi ; le roi avait parlé du divorce « avec un intérêt qui ne laisse rien à désirer et a dit que nous ne demanderions rien qui ne nous soit accordé et que, pour appuyer votre cause, il perdrait volontiers une once de sang qui lui servirait à écrire au pape de sa propre main. »

Le cardinal de Grammont écrivit, en effet, de la part du roi, à Clément VII. Celui-ci répondit courtoisement qu'il ferait tout pour sauvegarder les droits de Henri VIII.

En septembre, le bruit se répand que le pape est sur le point de prononcer la sentence contre le roi d'Angleterre. François s'émeut et écrit, le 26, à M. de Dinteville, évêque d'Auxerre, son agent à Rome ; il ne peut croire que le pape commette « une si évidente injustice » et suggère que la cause soit jugée dans une ville neutre. Les cardinaux de Lorraine et Grammont écrivent dans le même sens.

Dinteville rend compte, le 7 février 1532, de l'impression produite par les lettres royales. Clément a fait une réponse très satisfaisante ; Charles-Quint le presse de se prononcer, mais, à la prière du roi de France, il s'abstiendra, comme il a fait depuis quatre ans. Comme le pape s'était montré surpris de l'insistance du roi très chrétien, l'évêque d'Auxerre lui avait dit « qu'il désirait lui montrer que l'amitié des deux rois était telle que les affaires de l'un étaient plus que les affaires de l'autre. »

Henri était enchanté de « son bon frère » qui lui donnait un appui beaucoup plus efficace qu'il n'avait osé l'espérer. Gardiner, son ambassadeur en France, fut prié de lui envoyer le portrait de François et ceux de ses enfants.

Le roi d'Angleterre, pour s'assurer que François ne lui ferait pas défaut au moment critique, désira conclure un traité d'alliance offensive et défensive. Les conditions en furent réglées

par Gardiner et la Pommeraye, notre envoyé à Londres. La France s'engageait à fournir à l'Angleterre, si elle était attaquée par Charles-Quint, cinq cents lances et une flotte montée par quinze cents hommes; si notre pays était attaqué, l'Angleterre devait lui fournir une flotte de même force et cinq mille archers. Le traité fut signé le 30 avril.

III.

Des bruits inquiétants arrivaient de nouveau de Rome : le pape avait, par deux brefs paternels, enjoint à Henri d'éloigner Anne de la cour et de reprendre Catherine, bannie de sa présence depuis le mois de juillet 1531. On disait que Clément VII, dont les remontrances n'avaient produit aucun résultat, se préparait à lancer l'excommunication contre le roi d'Angleterre. Celui-ci résolut de parer le coup en intimidant la cour de Rome par une entrevue avec François I^{er}, entrevue qui montrerait l'indissoluble union des deux rois. On commença d'en parler au mois d'août ; il fut fait, à cette date, dans les « Cinq ports, » une enquête sur l'état de la flotte ; la cour faisait demander combien de temps il faudrait pour préparer le transport en France de mille à douze cents personnes. Le projet n'était pas populaire en Angleterre ; quand la question se posa au conseil, le roi fut à peu près seul de son avis et s'emporta violemment contre Suffolk qui avait osé le contredire. François n'avait pas oublié l'entrevue du camp du Drap d'or, dont les résultats n'avaient pas compensé les frais ; il mit peu d'empressement à correspondre au désir de son allié. Son ambassadeur, La Pommeraye, vint régler en France les détails de la rencontre. Henri abandonnait ses ridicules prétentions au trône de France, et se déclarait disposé à traiter le roi de France en suzerain.

Henri souhaitait vivement que sa favorite fût du voyage. Il venait de la créer marquise de Pembroke ; sa compagnie lui était devenue indispensable ; de plus, il espérait que son allié, en la traitant comme la reine future, inclinerait ainsi une partie de l'opinion en sa faveur. Guillaume du Bellay fut envoyé à Londres, porteur d'un message qu'on pouvait interpréter comme une invitation adressée à la favorite. Henri exprima alors le désir qu'une Française de haut rang vint recevoir la marquise à son arrivée sur le continent. François n'était guère scrupuleux sur

les questions de morale, mais il était trop gentilhomme pour proposer ce rôle à la reine Éléonore. Son allié avait prononcé le nom de Marguerite de Valois. Cette princesse était l'ennemie mortelle de Charles-Quint, mais son honnêteté avait été révoltée des procédés employés, dans l'affaire du divorce, par les agents anglais ; elle déclina la proposition. Notre ambassadeur proposa alors la duchesse de Vendôme. Anne Boleyn avait passé sa jeunesse à la cour de France ; elle savait que la duchesse en avait longtemps alimenté la chronique scandaleuse ; elle préféra n'être reçue par personne.

Le roi d'Angleterre et sa suite abordèrent à Calais, le 11 octobre 1532 ; François, retenu près de sa femme qui venait de mettre au monde un enfant mort-né, n'arriva que le 19 à Boulogne. Henri, laissant Anne à Calais, puisque aucune des princesses françaises n'était venue lui souhaiter la bienvenue, s'avança vers Boulogne suivi de cent quarante lords et chevaliers, magnifiquement équipés, et d'une escorte de six cents chevaux. Le roi de France, avec une suite à peu près semblable, l'attendait à la limite de son territoire, ayant à ses côtés le roi de Navarre, le cardinal de Lorraine et le duc de Vendôme. Les deux rois s'embrassèrent à cinq ou six reprises ; les seigneurs de leur suite firent de même. Après avoir chevauché plus d'un kilomètre la main dans la main, ils s'arrêtèrent pour prendre des rafraîchissements et furent rejoints par le dauphin, le duc d'Orléans, le duc d'Angoulême, quatre cardinaux et mille cavaliers. Les deux cortèges, fondus en un seul, firent leur entrée dans Boulogne, salués par les acclamations de la foule et les salves de l'artillerie ; les gardes française, écossaise et suisse faisaient la haie le long des rues de la ville.

Le roi d'Angleterre resta trois jours à Boulogne et s'étudia à gagner à sa cause le prince et son entourage. Il offrit des pensions à plusieurs personnages français, Anne de Montmorency, Chabot de Brion, du Prat, Jean du Bellay, Jean Joaquin de Vaulx. François I^{er} les autorisa seulement à recevoir, en une fois, une somme d'argent déterminée. Henri s'arrangea de façon à faire gagner d'énormes enjeux aux seigneurs français qui jouaient aux cartes et aux dés avec les grands d'Angleterre.

Dans la journée du vendredi, les deux rois s'acheminèrent vers Calais. Avant d'entrer dans la ville, François envoya à Anne

Boleyn, par un de ses courtisans, un bijou de prix. Dimanche, après dîner, des dames masquées vinrent danser avec les Français ; Henri fit bientôt enlever les masques, la favorite fut présentée à François qui dansa avec elle et parvint, à force de courtoisie, à lui faire oublier la mortification qu'elle avait essuyée. « Le roi de France, dit la relation d'un diplomate anglais, portait un pourpoint tout couvert de pierres précieuses et de diamants évalués à 100,000 livres sterling et sa suite dépassait de beaucoup en luxe le cortège anglais. » Il y eut ce même jour des combats d'ours et de taureaux, « des luttes entre Anglais et Français. Ces derniers étaient tous des prêtres et des hommes forts et vigoureux ; pourtant, ils tombèrent maintes fois. » Les rois avaient assisté à une messe dans leur chapelle respective, installée pour la circonstance à droite et à gauche du maître-autel. A l'évangile, le roi de France vint embrasser son allié et les seigneurs de sa suite donnèrent le baiser de paix aux lords anglais. Le lendemain, François regagna Boulogne et partit aussitôt pour Amiens.

IV.

La noblesse anglaise, qui n'avait pas approuvé le voyage de Calais, répandit le bruit, dès la rentrée du souverain à Londres, que l'entrevue n'avait pas réussi au gré de ses désirs. On disait que le roi aurait voulu épouser la marquise pendant sa visite sur le continent et qu'il en avait été empêché par l'attitude de « son bon frère » le roi de France. Celui-ci avait consenti sans peine à danser avec la favorite, mais il avait trop l'instinct du gouvernement et de ses responsabilités pour insulter gravement l'empereur en la reconnaissant comme reine. Il avait, du reste, promis à son voisin un appui dont les effets se firent très vite sentir. Les cardinaux de Tournon et Grammont étaient envoyés à Bologne, où l'empereur et le pape allaient se rencontrer. Ils emportaient des instructions énergiques, datées d'Amiens, 13 novembre : « Ils devront déclarer que les deux rois sont si étroitement unis que les intérêts des deux sont les mêmes et que si le pape les pousse à entreprendre quelque chose contre lui, il peut en résulter de grands dommages. » Les envoyés avaient ordre de signifier que si des censures étaient

prononcées contre le roi d'Angleterre, il irait à Rome bien accompagné ; les deux souverains demanderaient la réunion d'un concile dans le délai maximum de onze mois ; enfin tout envoi d'argent au Saint-Siège serait interdit. « Les cardinaux devront faire ce qu'ils pourront dans l'affaire du roi d'Angleterre, comme s'il s'agissait d'une affaire de leur maître. » Ils devaient conseiller fortement à Clément VII de ne pas user de rigueur et proposer une entrevue entre le pape et François I^{er} où tout pourrait s'arranger. Afin de mieux disposer le pontife, on lui demandait la main de sa nièce Catherine de Médicis pour un fils du roi de France.

A Rome, l'entrevue de Calais avait produit une profonde sensation ; la cour pontificale se rendait compte que les menaces de schisme, peu sérieuses si Henri était seul, devenaient très graves du fait de son alliance avec son puissant voisin. Les agents impériaux redoublèrent d'activité ; l'un d'eux, le docteur Ortiz, parvint à obtenir de Clément VII, à la date du 13 novembre, un bref conçu en termes un peu plus forts que les deux précédents, relatifs au concubinage ; il était enjoint au roi d'Angleterre, sous peine d'excommunication, de chasser sa maîtresse, de reprendre Catherine près de lui, enfin, il lui était interdit de conclure un nouveau mariage avant le prononcé de la sentence papale. C'était la réponse de Charles-Quint à la manifestation de Calais.

Les ambassadeurs français arrivèrent à Bologne en janvier 1533 ; le pape et l'empereur continuaient encore leurs pourparlers, où il était question de la guerre contre les Turcs, de la situation religieuse de l'Allemagne, d'un concile général et de l'affaire du divorce. Charles-Quint était un protecteur peu accommodant ; dans les premières années de son pontificat, Clément ayant voulu inaugurer une politique d'indépendance à l'égard de la maison d'Autriche, l'empereur l'avait puni en laissant saccager la Ville éternelle par les bandes du connétable de Bourbon, qui avaient tenu, durant plusieurs mois, le pape enfermé au château Saint-Ange. L'arrivée des Français lui permit d'échapper aux exigences de Charles ; il refusa positivement des points qui étaient presque accordés, et promit secrètement de se rencontrer avec François quand l'empereur aurait quitté l'Italie. Charles avait demandé pour un de ses parents la main de la

duchesse d'Urbain, nièce du pape ; celui-ci répondit qu'elle était promise au duc d'Orléans. Dans l'affaire du divorce, l'influence de François I^{er} prima tout à fait celle de son rival, pour les raisons suivantes : celui-ci désirait sincèrement la réunion du concile ; le pape n'en voulait pas, et sur ce point, malgré leurs récentes menaces, les deux rois pensaient comme lui. Clément avait fait demander à l'empereur si, dans l'hypothèse où une sentence serait rendue contre le roi d'Angleterre, il en assurerait l'exécution par la force. « Que le pape fasse son devoir, avait fait répondre Charles, et je saurai faire le mien. » Plus tard, son ambassadeur avait déclaré que son maître n'interviendrait pas par les armes.

De Bologne, les cardinaux français expédiaient à leur maître les meilleures nouvelles : « Le pape fera tout ce qui est en son pouvoir pour le roi d'Angleterre, par égard pour vous. Il vous prie de le faire savoir discrètement au roi. Je suis certain que le pape acceptera votre requête. »

V.

Henri, pusillanime par nature, devenait hardi depuis qu'il se sentait vigoureusement soutenu par son allié. Aux conférences de Calais, celui-ci lui avait renouvelé le conseil, insinué autrefois par l'intermédiaire de Jean du Bellay, d'épouser, sans plus de cérémonie, la marquise de Pembroke. En présence d'un fait accompli, le pape se résignerait peut-être à un mal nécessaire ; Charles serait moins hostile, et, du reste, François était là pour neutraliser sa mauvaise volonté. Au commencement de l'année 1533, la favorite annonça au roi qu'elle espérait un enfant, dès lors le mariage s'imposait si on voulait assurer le trône au fils attendu ; il fut célébré dans le plus grand secret, vers le 25 janvier, par un frère de l'ordre de Saint-Augustin, Georges Brown, au dire de l'ambassadeur espagnol, Eustache Chapuis. Ce prêtre peu scrupuleux fut largement récompensé de sa complaisance.

L'archevêque de Cantorbéry, Warham, était mort au mois d'août 1532 ; pendant une année, ce vieillard, pourtant affaibli par l'âge, avait empêché que le divorce ne fût prononcé en Angleterre ; Henri était déterminé à lui donner un successeur prêt à exécuter ses volontés. Il choisit Thomas Cranmer. Ce théolo-

gien avait pris ardemment parti pour le roi, dans la question du divorce; le poste d'aumônier du frère d'Anne Boleyn avait récompensé son zèle. Attaché à la cour après 1530, il avait rempli avec distinction plusieurs missions diplomatiques en Allemagne et en Italie, et contribué à acheter des consultations favorables aux projets de son maître. Un envoyé anglais lui apporta à Mantoue l'ordre de rentrer en Angleterre. En acceptant, sans l'avoir désiré, assure-t-on, l'archevêché de Cantorbéry, il se trouvait à la merci du roi. Quelques personnes de la cour savaient que le nouveau primat s'était marié pendant un séjour en Allemagne; à la première velléité de résistance, il serait facile de le faire déposer et de lui appliquer les peines prévues par les lois de l'Église. Ces résistances n'étaient pas à craindre; Cranmer avait une intelligence vive et souple, mais toute sa vie mettra en évidence son peu de courage et sa bassesse d'âme. Les bulles furent demandées pour lui. Chapuis supplia Charles-Quint de s'y opposer; il ne fut pas écouté. Cranmer avait, pendant son séjour à la cour impériale, chaleureusement soutenu la cause de Catherine; le nonce à Londres, savamment circonvenu, n'envoya pas de mauvais renseignements; Clément VII, à qui Henri faisait dire à cette époque, par un de ses ministres et par les envoyés français à Bologne, qu'il accepterait de défendre sa cause devant deux cardinaux, dans une ville neutre, redouta probablement un conflit qui l'eût rendu intraitable. Charles dut penser que son ambassadeur avait exagéré les choses. Quoi qu'il en soit, Cranmer fut préconisé dans le consistoire du 21 février; quelques jours après, ses bulles étaient remises aux envoyés anglais, non sans quelques chicanes, peu dignes, relativement aux droits dont Henri lui-même avait fait les avances.

Rome se félicitait de la bonne volonté du roi d'Angleterre; le nonce, de Burgo, était admirablement reçu à la cour. Le 8 février, invité à assister à l'ouverture du parlement, il fut placé à la droite du trône, l'ambassadeur de France étant à gauche. Même cérémonie deux jours après, suivie cette fois d'un grand dîner en son honneur. Ces manifestations trompaient le nonce et le pape; elles servaient surtout à tromper les Anglais, à déconcerter les honnêtes gens de l'opposition, parce que le parti de la cour s'efforçait de montrer, dans l'attitude du nonce,

l'approbation donnée par le chef de l'Église aux projets de Henri, et cela au moment précis où le parlement allait couper les derniers câbles qui unissaient encore Rome et Cantorbéry.

Un homme ne se faisait aucune illusion sur les intentions du roi et sur le but de l'alliance française, c'était Eustache Chapuis. Il suppliait son maître d'obtenir sans délai la sentence définitive, comme le seul moyen d'éviter un schisme : « Le nonce (il était enfin désabusé) a dit qu'il n'y a pas d'autres moyens de détacher le roi de l'alliance française, si ce n'est le règlement de cette affaire, car son amitié avec la France a pour seule cause l'appui qu'il en espère en cette affaire. » Cela était écrit le 9 février ; le 3 du même mois, un diplomate français, Montpesat, avait dit : « Le roi est déterminé à amuser le pape avec de bonnes paroles jusqu'à ce qu'il trouve un moyen de finir cette affaire. »

VI.

Dans les premiers mois de l'année 1533, l'alliance française avait donné ses premiers résultats ; elle avait permis à Henri VIII d'épouser Anne Boleyn — le mariage allait être rendu public — sans exposer son royaume à la colère de Charles-Quint ; elle lui avait permis aussi de braver les censures de Rome. Le pape et l'empereur étaient réduits à l'inaction par l'attitude résolue de la France. Ces avantages étaient achetés au prix d'une sujétion assez humiliante à l'égard de notre pays, dont l'Angleterre était, sur le continent, l'humble cliente ; en Italie comme en Allemagne, ses agents recevaient leur mot d'ordre de nos envoyés. L'alliance française avait été conclue, sous l'influence personnelle de la favorite et du roi, par Norfolk et ses amis, les conservateurs. Or, en mars 1533, l'influence de celui-ci à la cour est très sensiblement amoindrie ; Cromwell commence à diriger toute la politique extérieure ; il se rend bien compte que l'alliance française est encore une nécessité politique, mais il s'efforce de rendre à son pays un peu d'indépendance vis-à-vis de son alliée. De leur côté, les conseillers de François I^{er}, dont plusieurs, tel Anne de Montmorency, sont de sincères catholiques, commencent à s'effrayer des rapports venus de Londres, qui représentent une rupture définitive avec Rome comme imminente ; ils trouvent qu'on a assez ennuyé le pape. Le roi lui-

même, dont les convictions religieuses sont cependant peu profondes, ne veut pas de schisme, il songe toujours à reconquérir le Milanais et cherche, dans ce but, à lier partie avec Clément VII. Les intérêts de la France et de l'Angleterre ne sont plus identiques; l'ère des difficultés entre les deux alliés va commencer.

Au milieu du mois de mars, lord Rochford, frère de la favorite, arriva à Paris, chargé d'une mission confidentielle. Le roi faisait dire qu'il avait épousé la marquise de Pembroke, suivant le conseil que son « bon frère » lui avait donné à Calais; le mariage devait être rendu public à Pâques; François était prié de garder jusque-là le plus grand secret. Un enfant allait naître: l'ambassadeur devait s'employer à faire reconnaître par le roi de France la validité du mariage et la légitimité de l'enfant à naître. Henri demandait à son allié de faire dire au pape que son fils, le duc d'Orléans, n'épouserait jamais sa nièce si la cour de Rome ne consentait pas à admettre, dans les discussions sur le divorce, un envoyé du roi, à titre non de fondé de pouvoirs, mais de simple représentant, puisque le roi refusait de se défendre. Il demandait, en outre, que François subordonnât l'action de ses envoyés auprès du Saint-Siège aux ordres des agents anglais.

Il était évident que François I^{er} ne pouvait pas accorder toutes ces demandes; il aurait, en agissant ainsi, rendu impossible et son entrevue avec le pape et le mariage, auquel il tenait beaucoup, de son fils avec la nièce du pontife; de plus, Clément VII aurait été rejeté du côté de Charles-Quint, pour le plus grand péril de la France. François I^{er}, dans sa lettre du 20 mars à son ambassadeur à Londres, répondit qu'il avait donné l'ordre aux cardinaux de Tournon et Grammont de prier le pape d'admettre le représentant de son allié ou, du moins, de ne pas donner une solution négative à cette demande avant leur prochaine entrevue. Les envoyés devaient de nouveau intimier à Clément que les deux rois « sont si unis, que François prendra à cœur comme fait à lui-même tout déplaisir causé à Henri. » Il n'était pas question des autres demandes; le roi de France se bornait à dire que l'entrevue avec le pape ayant été décidée à Calais, il ne pouvait pas la rendre impossible.

La mission Rochford avait abouti à un échec; Henri VIII eut le bon sens de ne pas se fâcher et de reconnaître que son allié

avait fait tout ce qu'il pouvait raisonnablement faire. Celui-ci, du reste, eut bientôt l'occasion de se plaindre à son tour. En mai 1533, l'archevêque Cranmer commença à instruire, devant son tribunal, la cause du divorce, avec l'intention, hautement avouée, de se passer de Rome. L'ambassadeur français, Dinteville, alla trouver Henri et le pria de remettre le prononcé de la sentence après l'entrevue entre Clément VII et son maître. Le roi refusa; Anne, qui avait intérêt à ce que le jugement en sa faveur fût hautement proclamé, devint hostile à l'influence française. Cependant, lorsque, proclamée reine, elle se rendit, le 31 mai, en grande pompe à Westminster, Dinteville précédait, à côté de Cranmer, le carrosse de la favorite. Quelques négociants français, en résidence à Londres, ouvraient le cortège; aucun gentilhomme de notre pays n'avait voulu prendre part à ces fêtes. L'ambassadeur espagnol écrivait à son maître, à propos de ces fêtes auxquelles la France participait officiellement en la personne de son envoyé : « Tout le monde est étonné; cela semble un rêve, et même ceux qui y prennent part ne savent s'ils doivent rire ou pleurer. »

Le couronnement de la nouvelle reine avait eu lieu le 1^{er} juin; son oncle, le duc de Norfolk, chef du parti conservateur, arrivait ce même jour à Amiens, accompagné de lord Rochford et de nombreux gentilshommes. Il était chargé de représenter son maître à l'entrevue entre le roi de France et le pape. La rencontre venait d'être ajournée. Norfolk demanda de nouvelles instructions. Il reçut des ordres, datés du 14 juin, qui lui enjoignaient de dissuader François de voir le pape et de lui faire prendre, à l'égard du Saint-Siège, des mesures violentes. Si le projet n'était pas abandonné, le ministre anglais devait accompagner le roi et le prier de ne pas conclure le mariage du duc d'Orléans avec la nièce du pontife, tant que son allié n'aurait pas obtenu un règlement avantageux de l'affaire du divorce. Henri se répandait en lamentations sur son infortune : le roi de France lui avait conseillé, prétendait-il, de divulguer son deuxième mariage, et maintenant il se préparait à conclure un arrangement particulier avec le pape. Il affirmait, en terminant, sa volonté de ne pas revenir sur ses actes; que « son bon frère » fasse annuler son mariage avec Catherine; c'est l'unique moyen de le retenir dans l'obéissance du pape.

François connaissait les instructions de l'ambassadeur et n'était pas pressé de le recevoir. La cour était en voyage; Norfolk la rejoignit le 10 juillet à Riom, en Auvergne. Le roi lui déclara que l'entrevue aurait lieu, puisqu'elle avait été décidée aux conférences de Calais, et que le représentant de son allié était moralement obligé d'y assister. La cour se rendait à Marseille par le Languedoc; Norfolk, accompagné de Jean du Bellay, évêque de Paris, et de plusieurs gentilshommes français de haut rang, prit la route plus commode de Lyon et du Rhône. Le 21 juillet, comme ils « entraient, raconte du Bellay ¹, dedans la ville (de Lyon), les accompagnans les gens de ladite ville et gouverneur en grand honneur, voicy un gentilhomme qui venait de Rome en poste et extrême diligence devers le roy d'Angleterre qui vient dire à l'oreille du duc de Norfoc quil sen alloyt signifier au roy d'Angleterre comment sentence avait esté donnée contre luy par le pape Clément.... Et lui en baille une petite letre dont le povre duc demeure si estonné que soudainement cuyda defaillir, et ayant dit ceste nouvelle a levesque de Paris apres estre le mieulx rassuré quil peult se retirat secretement au logys et commencent à communiquer par ensemble [quel remede se pourrayt trouver ».

La sentence dont le courrier était porteur avait été rendue le 11 juillet. Le pape avait appris, le 31 mai, le jugement rendu, le 23, par Cranmer, qui proclamait nul et de nul effet, dès le début, le mariage de Henri avec Catherine. Cette usurpation des pouvoirs du Saint-Siège, en montrant le lamentable échec du système des concessions et de l'indulgence, irrita vivement le pontife, qui aussitôt chercha à détacher François I^{er} du roi d'Angleterre, en lui promettant Calais s'il consentait à s'unir à Charles-Quint pour l'exécution des décrets pontificaux. Il confia ce projet au comte de Cyfuentes, ambassadeur d'Espagne. Celui-ci se borna à répondre que la question était des plus importantes et refusa de prendre aucun engagement: la maison d'Autriche tenait beaucoup à ce que Calais restât aux mains des Anglais. D'autres propositions papales n'eurent pas un meilleur sort; Clément se décida alors à se passer de l'empereur; le

¹ Bibliothèque nationale, manuscrits Dupuis, 83, fol. 53. « Mémoire pour le fait d'entre le pape et le roi d'Angleterre auquel le roi s'estoit entremis. »

11 juillet, à la suite de plusieurs réunions des cardinaux, il promulgua, en plein consistoire, une sentence annulant la procédure de l'archevêque de Cantorbéry, et déclarant que Henri, Anne et Cranmer avaient encouru les peines dont il les avait menacés dans ses précédents brefs. Il leur ordonnait, sous peine d'excommunication, de défaire, dans l'espace de six semaines, tout ce qui avait été accompli illégalement.

La première pensée de Norfolk, qui désirait sincèrement éviter une rupture définitive avec Rome, fut de courir à Londres pour essayer d'arracher Henri à l'influence de Cromwell. Jean du Bellay parvint à le retenir en rédigeant, au nom de François I^{er}, une protestation formelle contre son départ. Lord Rochford fut envoyé en Angleterre et communiquait au roi, le 28 juillet, la sentence du saint-siège. Celui-ci fut atterré parce que François I^{er} semblait peu disposé à reprocher au pape l'acte si grave du 11 juillet. Cromwell et ses amis relevèrent son courage, après quelques jours de complet désarroi. Puisque l'alliance française perdait de son efficacité, un agent secret fut envoyé en Allemagne avec mission de conclure un traité avec l'électeur de Saxe, le landgrave de Hesse et les autres princes de la ligue de Smalkalde ; Christophe Mundt fut chargé de conquérir la cour de Bavière, catholique, mais ennemie acharnée de la maison d'Autriche. Le 30 juillet, lord Rochford reprenait le chemin de Lyon ; il apportait à son oncle, Norfolk, l'ordre d'insister vivement auprès du roi de France pour le faire renoncer à l'entrevue avec le pape, et, dans l'hypothèse où ses représentations ne seraient pas écoutées, de rentrer en Angleterre. Norfolk eut de longs entretiens avec François I^{er}, à Montpellier. Le roi n'admit pas un instant la possibilité de renvoyer l'entrevue, mais il prêcha la modération avec tant de chaleur que le duc promit de faire envoyer à sa place un autre ambassadeur muni de pleins pouvoirs. Il réussit, en effet, à faire nommer Gardiner, évêque de Winchester, qui s'embarqua pour la France le 3 septembre. Cromwell avait trouvé le moyen d'éloigner successivement, aux heures décisives, ses deux rivaux en influence, Norfolk et Gardiner, en les chargeant de missions dont l'échec était d'avance certain.

VII.

Le pape débarqua près de Marseille le 11 octobre ; les négociations s'ouvrirent le 16. Clément repoussa, comme il fallait s'y attendre, la requête du roi d'Angleterre qui avait demandé l'annulation de la sentence du 11 juillet et un jugement en sa faveur sur le fond même de l'affaire. Dès le 17, un courrier portait à Henri ces mauvaises nouvelles. François avait promis de trouver un moyen de contenter son allié. A sa prière, Clément consentit à ce que la cause fût de nouveau instruite en France par des légats, sous la condition que le roi se soumettrait à la sentence finale et reconnaîtrait, dans ses États, l'autorité du Saint-Siège. Au moment de signer ce compromis, l'envoyé anglais, qui avait affirmé être investi de pleins pouvoirs, déclara que ses instructions, vagues et générales, ne l'autorisaient pas à prendre des engagements au nom de son maître. François avait été joué par « son bon frère » ; il en fut exaspéré et signifia à Gardiner qu'il ne s'emploierait plus désormais en sa faveur. Les deux souverains s'occupèrent du mariage du duc d'Orléans avec Catherine de Médicis ; l'accord se fit très rapidement.

Cependant Guillaume du Bellay s'était rendu officieusement auprès de Gardiner et l'avait décidé à demander à son souverain les pouvoirs nécessaires à la conclusion du compromis recommandé par le roi de France. Le courrier porteur de ce message arriva à Londres le 1^{er} novembre. Henri avait reçu le 25 octobre la lettre écrite par Gardiner le 17 ; il avait blêmi, au dire d'Eustache Chapuis, en lisant la note de son envoyé et s'était répandu en injures violentes contre le pape, en récriminations amères contre son allié. Cromwell et ses amis l'encourageaient dans ces dispositions. Aussi le compromis proposé fut-il rejeté sans examen. Le jour même de l'arrivée du courrier de Gardiner, un envoyé spécial quittait l'Angleterre porteur de la réponse négative et de nouvelles instructions rédigées en termes durs. Elles contenaient une violente critique des actes du roi de France et se terminaient par ces mots : « En appeler, si besoin est, à un concile général, ce qui effraie le pape par-dessus toute chose. »

Le courrier anglais, traversant toute la France en cinq jours, arrivait le 6 novembre à Marseille. Gardiner et son collègue le

docteur Bonner jugèrent qu'il était urgent de signifier sans retard l'appel au prochain concile général que leur maître avait fait solennellement mais secrètement, le 29 juin, en présence de l'archevêque d'York. Ces sortes d'appels étaient rigoureusement interdits, parce qu'ils auraient rendu impossible toute discipline ecclésiastique. La réunion d'un concile étant un événement très rare, les parties n'auraient rien eu à craindre durant leur vie. La signification de l'appel constituait, dans ces circonstances, une insulte des plus graves envers l'hôte de François I^{er}. Celui-ci, mis au courant des ordres reçus par les Anglais, mais en termes si vagues qu'il déclara plus tard n'avoir pas saisi toute la portée de leurs paroles, déclara à Gardiner ¹ : « Votre roi se croit un homme sage, mais il n'est qu'un sot. Il travaille dans l'intérêt de Catherine ; car il avoue, par cet appel, connaître la sentence du 11 juillet et n'en faire nul cas. Qu'il apprenne que, si sa conduite lui vaut l'excommunication, j'ai déclaré et je déclare ne point vouloir l'assister contre le pape. »

Le 7 novembre, François se fit annoncer chez le pape. Il le trouva avec le docteur Bonner, qui avait amené Girolamo Penizzone à titre de témoin. L'Anglais avait commencé la lecture de l'appel ; dès que le pontife avait compris la portée de cet écrit, il avait interrompu la lecture et qualifié durement la conduite du roi d'Angleterre. François, survenant à ce moment, avait reçu les plaintes très vives de Clément. J. du Bellay les rapporte ainsi dans le mémoire déjà signalé et dont nous modernisons le style par trop archaïque : « Étant votre hôte, je laisse introduire chacun sans exiger l'observation du cérémonial en usage à Rome. Se fiant là-dessus, ces docteurs ont pénétré chez moi sans permission de valet ou d'huissier et se sont comportés avec une audace qui, à Rome, leur eût été fatale. J'ai mis de mon côté un extrême bon vouloir, au contraire du roi d'Angleterre. Vous le devriez tenir pour ennemi et vous retourner contre lui avec le Saint-Siège apostolique. »

François I^{er} fut exaspéré par la démarche de Bonner. Il eut une violente dispute avec les envoyés anglais ; la relation que ceux-ci envoyèrent le 13 novembre à leur maître peint au vif

¹ Cyfuentes à Charles-Quint, 9 novembre 1533. British Museum, add. mss. 28586, fol. 62, cité par M. Paul Friedmann.

le déplaisir du roi de France : « Plus je m'efforce de vous concilier la faveur du pape, plus vous travaillez à la perdre.... Si j'avais eu connaissance de votre projet de signifier l'appel, vous ne l'auriez jamais fait. J'allai chez le pape pour prendre une décision dernière dans votre affaire ; à mon arrivée, je trouvai un individu lisant une intimation. Quand j'eus appris du pape de quoi il était question, j'ai été grandement honteux de mon ignorance. J'avais amené le pape à des concessions telles que je n'aurais pu, sans honte, rien désirer de plus.... Vous voyez l'effet de vos intrigues. Ceux-là refusent qui devraient accepter.... Vous demandez un concile général, et cela l'empereur le demande aussi. Je suis sur le point de séparer le pape de l'empereur et vous le poussez dans ses bras. Mon frère peut-il réunir un concile à lui seul ? Il est clair que vous avez tout perdu. Et tordant ses mains : « Je donnerais, dit le roi, une grande somme d'argent pour ne m'être jamais mêlé de cette affaire. »

François mit tout en œuvre pour calmer le pontife et lui promit même de retirer son appui à Henri VIII ; il demandait, comme prix de l'abandon de l'alliance anglaise, la ville de Calais ; les deux principaux ministres français, Anne de Montmorency et l'amiral Chabot de Brion, acceptaient le marché. Clément ne fit aucune objection. Il sonda de nouveau, à ce sujet, Cyfuentes. L'ambassadeur espagnol éluda la question, comme il l'avait déjà fait l'été précédent. D'autre part, la cour de France se rappelait qu'un de ses agents secrets, Merveille, venait d'être exécuté à Milan par les impériaux, et elle connaissait à cette date la substance de la très remarquable délibération prise par le Conseil de Castille quand on eut appris, en Espagne, le sanglant affront fait à Charles-Quint dans la personne de sa tante par la proclamation solennelle d'Anne de Boleyn comme reine d'Angleterre. L'envoyé espagnol à Londres, Eustache Chapuis, suppliait son maître de déclarer immédiatement la guerre. C'était, à son avis, le seul moyen de sauvegarder la dignité et les intérêts de Charles. Le conseil se prononça nettement contre la guerre. Dès lors, le roi de France considéra qu'il ne gagnerait rien à abandonner l'alliance anglaise ; il fit même comprendre à Clément qu'une rupture ouverte serait funeste aux intérêts du Saint-Siège. « Son bon frère » ne lui avait pas caché, raconte Jean du Bellay, que si le roi de France l'abandonnait, il

reprendrait Catherine, garderait Anne pour maîtresse et, d'accord avec l'empereur, ferait la guerre au pape et à la France. L'attitude équivoque du principal intéressé, qui n'avait pas bondi à la nouvelle de l'affront fait à sa tante, autorisait ces craintes. François s'appliqua à renouer ses relations avec Henri, et Clément, après avoir repoussé comme illégal l'appel des Anglais, remonta, le 11 novembre, sur la galère qui l'avait amené, sans avoir réussi à défaire entièrement les nœuds de l'alliance franco-anglaise. Elle était pourtant bien fragile, vers le milieu de novembre 1533. Notre ambassadeur à Londres, Jean de Dinteville, avait eu plusieurs discussions très orageuses avec le roi ; sa situation était si intenable qu'il avait demandé à rentrer en France. Il eut, à son audience de congé, le 9 novembre, une dernière explication très violente. Henri mentit impudemment, accusa François I^{er} de trahison et de fourberie, et ces invectives devaient continuer plusieurs semaines après le départ de l'ambassadeur. Les ministres anglais essayèrent de calmer Dinteville, Anne s'y employa aussi ; grâce à ces interventions, la séparation fut à peu près d'une correction.... diplomatique. Dès qu'il eut touché le sol de France, Dinteville envoya à sa cour une relation détaillée des derniers événements. Elle aurait pu suffire à provoquer la fin de l'alliance et la rupture des relations, mais le moment était mal choisi ; François domina sa colère et essaya d'un raccommodement.

VIII.

Ce fut Jean du Bellay que la cour choisit comme médiateur ; il s'était lui-même offert, pendant l'entrevue de Marseille, à s'interposer de nouveau auprès de Henri VIII. Il emportait des instructions détaillées dont le titre seul indique suffisamment l'objet principal : « *Mémoire des points que M. du Bellay, évêque de Paris, aura à toucher au Roy d'Angleterre, pour imputer aux ministres d'Angleterre la rupture de la négociation poursuivie par François I^{er} vers le pape, pour le Roy d'Angleterre.* » (Bibl. nat. Manuscrits Dupuis, 33.)

Les instructions résumaient d'abord tout ce que François avait fait depuis quatre ans pour soutenir son allié dans la question du divorce ; elles insistaient longuement sur la dupli-

cité des agents anglais, sur la violation des lois de l'hospitalité commise à Marseille et sur le préjudice causé par là aux intérêts français : « car depuis la rupture (provoquée par la signification de l'appel), il (le roi) n'a pas osé insister pour qu'on lui remit les villes de Livourne, Parme et Plaisance qui lui ont été offertes, de sorte que, à cause de sa fidélité à son allié, il a donné à son second fils une fille sans dot. Ce que, du reste, il supporterait volontiers, mais il lui paraît étrange de ne recevoir en retour que plaintes et récriminations. »

Du Bellay devra dire « que le roi ne doit pas supposer que François a assez peu de jugement pour ne pas s'apercevoir, d'après les conversations qu'il a eues, à Marseille, avec les envoyés anglais, que Henri n'a aucune envie d'aboutir dans cette affaire avec le pape. Quand il a dit cela aux envoyés, ils l'ont reconnu et ont souri. L'évêque pourra avertir le roi à ce propos, comme si cela venait de lui-même, que si Henri désire conserver l'amitié du souverain le plus puissant de la chrétienté, il ne doit se conduire d'une façon si étrange et si soupçonneuse. »

Le négociateur devait dire au roi que le pape avait offert à François le duché de Milan, s'il voulait, en gardant la neutralité, permettre au pontife et à l'empereur de se venger du roi d'Angleterre; il devait rappeler comment la France avait préféré l'alliance anglaise à ces avantages, et essayé de réconcilier l'Angleterre avec le Saint-Siège. Pour conclure, du Bellay devait proposer une alliance défensive entre les deux rois et Clément. Si Henri refusait, l'évêque était autorisé « à lui déclarer que François serait prêt à l'aider, dans l'hypothèse où la guerre serait déclarée contre lui à cause du mariage et des censures, et cela suivant les arrangements » conclus auparavant, à charge de réciprocité.

L'évêque partit sans délai; près de Calais, il croisa Dinteville qui accourait en poste avertir la cour de la situation religieuse de l'Angleterre. Elle était désespérée; le parlement se préparait à rendre définitive la rupture avec Rome; Henri était en rébellion ouverte contre la suprématie du Saint-Siège. Du Bellay connaissait admirablement la cour d'Angleterre et son roi, en particulier. Celui-ci essaya de récriminer contre son allié; l'envoyé français l'arrêta aussitôt par la menace d'une guerre im-

médiate. Mon maître, dit-il, pardonne à la passion ¹, « mais il n'y a pas un homme au monde qui puisse l'accuser d'avoir dépassé, de l'épaisseur d'un cheveu, les limites tracées par son honneur. C'est pourquoi du Bellay demanda à Henri.... de retirer les expressions de ce genre s'il en avait employé, parce qu'il n'ignorait pas comment François avait coutume de répondre à de pareilles attaques. » Il dit encore que « le roi ferait tout pour Henri, excepté mettre en péril son honneur et sa conscience. » A ce propos, il protesta fièrement contre une proposition honteuse qu'on n'avait pas craint de faire à son maître. Henri avait suggéré, pendant l'entrevue de Marseille, de s'assurer de la personne du pape jusqu'à ce que l'affaire du divorce fût conclue : « pour toutes les richesses du monde, François I^{er} ne violera pas l'hospitalité, la loyauté et l'honneur. »

Le roi d'Angleterre promit au négociateur français de rester dans l'obédience de Rome si le pape annulait, avant Pâques, la sentence du 11 juillet, s'il déclarait nul son mariage avec Catherine et confirmait sa nouvelle union. Si ces conditions n'étaient pas remplies au bout de neuf semaines, le schisme serait officiellement proclamé.

Du Bellay était arrivé à Londres le 17 décembre : il partit le 29, en grande hâte, pour aller conférer avec les ministres français. Henri aurait été enchanté d'apprendre que le pape acceptait ses propositions; mais il ne pouvait vraiment pas l'espérer; aussi continua-t-il, après le départ de l'envoyé français, de tout préparer en vue de la rupture.

Du Bellay trouva la cour de France à Pied-de-Pappe, près d'Avignon. De concert avec son maître et Anne de Montmorency, il résolut d'essayer un dernier moyen de conciliation. Arrivé à Rome le 2 février 1534, il représenta fortement au pape et au consistoire les dangers que le schisme de l'Angleterre ferait courir à la chrétienté. Il proposa à Clément de remettre l'affaire du divorce à des délégués qui se réuniraient à Cambrai. Le pontife se montra bien disposé et demanda le temps de réfléchir. Le 8 février, l'évêque de Paris, écrivant à François I^{er}, se montrait plein d'espérance; il priait qu'on préparât tout en

¹ Du Bellay, « Mémoires pour le fait d'entre le pape et le roi d'Angleterre, auquel le roy s'estoit entremis. » Fol. 61.

vue du procès qui allait s'ouvrir à Cambrai. Il demandait à Castillon, notre ambassadeur à Londres, de faire prolonger le délai de neuf semaines primitivement accordé par Henri. Le roi d'Angleterre promit d'attendre jusqu'à Pâques et d'envoyer un excusateur à Cambrai. Du Bellay était enchanté; sa correspondance des mois de février et de mars montre qu'il n'avait aucun doute sur le succès de ses négociations. Il ne soupçonnait pas que Clément et Henri se jouaient de lui. L'un et l'autre savaient parfaitement que la sentence définitive du Saint-Siège sur la question du divorce ne pouvait qu'être favorable à Catherine. Dans le consistoire du 11 juillet 1533, où le pape avait prononcé l'excommunication contre Henri, Anne et Cranmer, les cardinaux s'étaient occupés secrètement du mariage anglais et ils avaient décidé que le Saint-Siège avait le droit d'accorder la dispense permettant le mariage avec la veuve d'un frère défunt. Les arguments du roi d'Angleterre étaient par là même renversés. Cette décision lui avait été communiquée, dans le plus grand secret, ainsi qu'à Charles-Quint. Du Bellay, qui l'ignorait totalement, ne pouvait comprendre pourquoi Henri refusait d'être jugé à Rome et pourquoi le pape, tout en lui permettant de soulever des objections contre la validité de la dispense, faisait hâter le procès et ne montrait qu'une médiocre confiance dans les belles promesses venues d'Angleterre. Un détail, pourtant, aurait dû éveiller les soupçons du négociateur : le Sacré Collège comptait huit cardinaux français. Or aucun d'eux ne se trouva dans la Ville éternelle au moment où le consistoire allait prononcer une sentence d'un intérêt capital pour leur souverain. En votant pour le roi d'Angleterre, ils auraient manqué à leur conscience ; en votant contre, ils auraient trahi leur devoir politique. Ils aimèrent mieux s'abstenir.

Le dernier consistoire s'ouvrit le 23 mars, à dix heures du matin; du Bellay, de plus en plus optimiste, n'attendait pas, ce jour-là, un résultat définitif. A partir de midi, la curiosité, puis l'émotion s'emparèrent de tous ceux qui suivaient cette grave affaire; les cardinaux, chose inouïe, avaient laissé passer l'heure du diner et continuaient leur délibération dans le huis clos le plus strict. A cinq heures, les portes s'ouvrirent et on apprit qu'ils avaient rendu la sentence. Le cardinal Trivulzio, ami de la France, avait proposé, au début, que le prononcé du jugement

fût ajourné; sa motion avait été repoussée par 19 voix contre 3. Enfin, après de longues discussions, l'union de Henri et de Catherine avait été déclarée valide, à l'unanimité.

L'évêque de Paris fut stupéfait de cette sentence; il se demanda vainement qui l'avait trahi et, dans l'impossibilité où il se trouvait de comprendre l'attitude des cardinaux amis de la France, il finit par s'imaginer que le jugement avait été rendu avec l'assentiment de son maître, et que Trivulzio avait obéi à des instructions inconnues de lui. Du Bellay, mécontent du pape, du Sacré Collège et des ambassadeurs espagnols qui se moquaient de lui, annonça le 24, dans un billet laconique adressé à François I^{er}, que sa présence étant désormais inutile, il se proposait de quitter Rome sans délai. Tout le monde, disait-il, sera, du moins, forcé d'avouer que « François I^{er} a tout fait pour éviter une rupture définitive. » Il ne pouvait mieux caractériser le côté à la fois noble et chimérique de la mission qu'il venait de conduire à son échec inévitable. Le chapeau cardinalice allait bientôt récompenser le zèle très réel déployé en cette affaire par l'évêque de Paris.

Henri n'avait pas attendu la sentence du pape pour rompre les dernières attaches avec le Saint-Siège. Le jour même où se réunissait le consistoire, les Communes adoptaient en troisième lecture un bill ratifiant le mariage de Henri avec Anne, et proclamant leur fille Élisabeth héritière du trône. Henri avait promis à l'ambassadeur de France que le Parlement siégerait jusqu'après Pâques, afin d'attendre les résultats des négociations poursuivies par du Bellay. Or, il le prorogea le 30 mars, six jours avant la fête, et il en approuva tous les actes. Le schisme était, à cette date, un fait accompli. A l'extérieur, Henri continuait son œuvre de duperie; les docteurs Corne et Renett étaient envoyés à Rome à titre d'excusateurs. Du Bellay, en route pour la France, les rencontra à Bologne et les engagea à rebrousser chemin. Ils avouèrent n'avoir reçu aucun pouvoir. Leur mission était une pure comédie.

IX.

La sentence que le pape lança contre le roi schismatique sembla retrancher pour plusieurs années l'Angleterre de la politique

des grands États européens ; elle donna un coup mortel à l'alliance franco-anglaise. La rupture, pourtant, n'eut rien de brusque. Au lendemain de la sentence, deux envoyés français, Morette et la Pommeraye, se rendirent en toute hâte à Londres. Leur mission est restée en partie mystérieuse. Après leur retour à Paris, deux ambassadeurs anglais, lord Rochford et sir William Fitzwilliam, vinrent conférer avec les ministres français. On parla d'une prochaine entrevue entre les deux rois, puis, brusquement, le projet fut abandonné. Les agents espagnols en étaient cause. L'empereur avait refusé de s'engager à exécuter par la force la sentence portée contre le mari de Catherine d'Aragon : les armes diplomatiques lui parurent préférables et il essaya de séparer Henri et François. Le comte de Nassau vint, de sa part, à la cour de France ; il proposait de marier le duc d'Angoulême, fils du roi, à la princesse Marie, fille de la reine répudiée. Anne de Montmorency avait seul reçu la confiance de ce projet. Charles-Quint, revenant à la charge, ordonna à son agent de s'en ouvrir à François lui-même.

Cromwell eut vent de la mission secrète du comte de Nassau ; il n'en connaissait pas l'objet ; le fait seul que le comte avait reçu un accueil très sympathique lui causa une vive inquiétude, bien qu'il affectât d'en parler en public avec la plus grande indifférence. Il fallait détruire la fâcheuse impression produite dans les chancelleries européennes par l'annonce d'un rapprochement entre le roi de France et l'empereur. François fut prié d'envoyer à Londres une mission très spéciale. Le grand amiral Chabot de Brion accepta d'en être le chef et partit accompagné de plusieurs seigneurs de haut rang. Le gouvernement anglais les reçut avec des honneurs inaccoutumés. Des proclamations avertirent le peuple de s'abstenir, au passage des Français, de toute manifestation peu courtoise ; lord Rochford, frère de la nouvelle reine, vint les attendre à Douvres ; près de Londres, le duc de Norfolk, entouré d'une foule de grands seigneurs, vint les saluer au nom de son maître et les conduisit au palais royal de Bridewall, qui était mis à leur disposition. Les plus grandes dames de l'aristocratie avaient été priées de se rendre aux fêtes données en l'honneur du grand amiral.

Chapuis ne savait absolument rien sur le but de la mission française. Mais ce fin diplomate s'aperçut bientôt que Brion ne

paraissait pas content. Il gardait, aux fêtes données en son honneur, une attitude indifférente et semblait fuir la cour. Son séjour fut de courte durée, et marqué par plus d'un incident fâcheux. La veille de son départ, il assistait, à côté de la reine, à un bal très brillant. Anne fut prise, sans raison apparente, d'un accès de fou rire. L'amiral fronça les sourcils, et demanda : « Eh quoi ! Madame, est-ce de moi que vous riez ? » La reine essaya de s'excuser, mais elle n'eut pas la certitude d'y avoir réussi. Au moment de quitter Londres, Brion tint à montrer son mécontentement. L'ambassadeur espagnol avait demandé la permission de venir le saluer. Quand il entra dans le salon du palais de Bridewall, le grand amiral de France, qui avait autour de lui tous les hauts personnages de la cour, et notamment Cromwell, se dégagea brusquement, vint au-devant de Chapuis, le reçut avec la plus exquise politesse et, l'entraînant dans l'embrasure d'une fenêtre, il lui parla longuement des avantages d'une entente franco-espagnole.

La mission dont il était chargé avait abouti à un échec complet. Ses instructions lui ordonnaient de demander la main de la princesse Marie pour le duc d'Angoulême, après avoir réclamé en sa faveur une déclaration de légitimité. Enfin, il devait insister vivement auprès de Henri pour qu'il rentrât dans l'obédience du Saint-Siège. Le roi d'Angleterre refusa par deux fois d'engager la conversation au sujet du mariage proposé. Comme Brion insistait : « Vous plaisantez, lui dit Henri, ou vous parlez de votre propre autorité. » L'envoyé dut lui montrer ses instructions scellées du grand sceau de France. L'étonnement du roi était très naturel. Son seul ami et allié, celui qui l'avait constamment protégé depuis quatre ans, lui proposait de légitimer la fille de Catherine que lui, son père, avait fait déclarer, moins de trois mois auparavant, inhabile, de par sa naissance, à lui succéder. Il répondit à l'amiral qu'il donnerait la princesse Marie au duc d'Angoulême, à condition que les deux jeunes gens renonceraient au trône d'Angleterre et que « son bon frère » obtiendrait de Paul III, qui avait succédé à Clément VII, l'annulation de la sentence portée par le dernier pape. Puis, comme Brion avait négligemment laissé entendre que si la main de Marie était refusée, l'empereur serait heureux de donner au fils de François 1^{er} l'infante de Portugal, le roi

offrit la petite princesse Élisabeth, fille de la nouvelle reine, âgée de quelques semaines. Il promettait, si sa proposition était agréée, de renoncer à son titre de roi de France.

Le grand amiral était rentré à Paris dans les premiers jours de décembre 1534. Henri VIII attendit une réponse pendant tout le mois de janvier ; il était dans la plus grande inquiétude. Tout son royaume était contre lui ; les premières mesures de rigueur et de persécution avaient soulevé l'opinion publique, au point qu'un grand nombre de membres du Parlement rendaient visite en secret à l'ambassadeur espagnol et lui déclaraient qu'ils n'attendaient qu'un signe de l'empereur et l'assurance de son appui, pour se lever ouvertement contre le tyran. François I^{er} tenait de nouveau dans ses mains le sort de son allié ; une simple déclaration de neutralité aurait suffi à le perdre. Dans son impatience, le roi invectivait si durement notre ambassadeur, Morette, que celui-ci prit le parti de ne plus se rendre à la cour. Enfin, le dimanche 31 janvier, Palamèdes, trésorier de Bretagne, membre de la mission Chabot de Brion, arrive à Londres et est aussitôt introduit auprès de Henri. Les lettres dont il est porteur ne sont pas très satisfaisantes, mais François, quoique à regret et comme malgré lui, reste fidèle à l'alliance ; la rupture tant redoutée n'aura pas encore lieu. Dans ses conversations avec l'envoyé français, Henri cherche à amener son allié à reconnaître la légitimité de sa fille Élisabeth ; il essaie aussi, par des arguments pratiques, de le pousser au schisme : il a augmenté de 500,000 écus son revenu annuel, en s'emparant des biens de l'Église ; une opération semblable augmenterait de 2,000,000 d'écus celui de son allié.

Il avait été convenu que la question du mariage serait traitée dans une conférence qui se tint, à Calais, en mai 1535. Les plénipotentiaires anglais se déclarèrent prêts à accorder la main d'Élisabeth au duc d'Angoulême, pourvu que le roi de France reconnût la validité du deuxième mariage de son allié, en s'engageant à le défendre contre le pape et le concile, et qu'il prit, dans son royaume, un certain nombre de mesures contre l'Église. La conférence fut écourtée et finit mal ; les délégués anglais rentrèrent à Londres si mécontents que Cromwell, effrayé, fit des ouvertures à l'ambassadeur espagnol. La reine Anne s'abstint d'inviter notre représentant à une fête où l'étiquette lui donnait une

des premières places ; le 17 juin, un ordre royal ordonnait de mettre Calais en mesure de repousser une attaque éventuelle. L'évêque de Tarbes, envoyé à Londres à la place de Morette, se présente à plusieurs reprises chez Cromwell, chargé des relations extérieures ; il n'est pas reçu ; il invite le ministre à sa table et essuie un refus. François 1^{er} négocie de son côté avec l'empereur ; ses envoyés commencent à dire hautement que leur maître pourrait bien permettre au pape de lancer les censures contre Henri VIII et délier ses sujets du serment de fidélité. Les envoyés anglais à Rome se plaignent des procédés de leurs collègues français : des moines carthusiens ont été mis à mort pour avoir refusé de reconnaître le roi comme chef suprême de l'Église d'Angleterre. On met tout en œuvre pour éviter que ces exécutions ne soient connues à l'extérieur ; ce sont les ambassadeurs français qui en répandent la nouvelle dans Rome et ils ne cachent pas leur indignation. Toute la cour de France s'intéresse au sort du noble vieillard qui a résisté, avec une invincible fermeté, aux fantaisies matrimoniales et schismatiques du roi ; François 1^{er}, le grand amiral, Jean du Bellay, intercèdent pour lui, et quand ils apprennent que la tête du cardinal Fisher a été tranchée par la main du bourreau, ils sont saisis d'horreur.

A tous ces indices, les observateurs perspicaces, comme Chappuis, reconnaissent que l'alliance franco-anglaise a vécu, malgré les affirmations des personnages officiels qui déclarent que rien n'est changé dans les relations entre les deux pays. Quelques dépêches de l'évêque de Faenza, chargé par le pape de porter à Fisher, enfermé à la Tour, le chapeau cardinalice et d'intéresser François 1^{er} au sort de ce grand évêque, nous apprennent quels étaient, en juin 1535, les sentiments de la cour de France. Le 5 juin, il a causé avec François 1^{er}, qui a promis d'intervenir en faveur de Fisher, et a ajouté : « Le roi d'Angleterre est l'ami le plus désagréable qui soit au monde ; il est tantôt capricieux, tantôt obstiné et fier, de sorte qu'il est presque impossible de le supporter. Parfois il me traite presque comme un sujet.... c'est l'homme le plus étrange du monde.... Je crains que je ne puisse rien faire de bon avec lui, mais il faut bien que je le supporte, ce n'est pas le moment de perdre ses amis.... Il y a deux jours, le roi était très en colère contre les ambassadeurs anglais.... J'ai causé avec le grand maître (Anne de Montmo-

rency), qui a dit que les Anglais desiraient que le roi fit des choses qui blessaient sa conscience ; mais ils ne doivent pas espérer que les Français feraient quelque chose contre l'Église, ils la défendraient plutôt contre ses oppresseurs. En fait, le roi d'Angleterre est furieux et désespéré parce que les Français ne veulent pas l'imiter et qu'il est seul de son opinion. »

Il n'entre pas dans les limites que nous avons fixées à ce travail d'exposer les incidents grands et petits qui provoquèrent la fin de l'entente franco-anglaise. Dans les derniers mois de l'année 1535, la guerre s'était rallumée entre François I^{er} et Charles-Quint ; aux termes du traité de 1532, l'Angleterre devait nous fournir un nombre déterminé de lances garnies ; elle ne tint pas ses engagements. Aussi, lorsque, sur l'initiative du pape, les deux adversaires conclurent la trêve de Nice, en juin 1538, Henri VIII fut complètement sacrifié par son ancien allié à qui Charles-Quint promettait le duché de Milan. Les deux souverains réconciliés firent preuve, pendant quelque temps, d'un dévouement entier à la cause de l'orthodoxie. Le roi d'Angleterre, très inquiet, offrit alternativement et sans succès sa main à une princesse de France ou d'Autriche, afin de s'assurer un appui sur le continent. Son ennemi Jacques V d'Écosse épousait une fille de François I^{er}, puis une sœur des Guise. Notre ambassadeur à Londres, Castillon, étudiait le plan d'une invasion de l'Angleterre par les Écossais, les Français et les impériaux réunis. Pendant qu'on faisait les préparatifs de cette croisade, Paul III donna le titre de légat pour l'Angleterre au cardinal Pole, parent et adversaire déclaré de Henri VIII. François I^{er} lui offrit un asile dans ses États, mais tous ces efforts devaient être vains. La situation avait bien changé depuis cinq ans : le roi de France n'était plus l'arbitre de la question religieuse en Europe. Il portait la peine de sa politique extérieure incohérente, capricieuse et trop absorbée par le désir de s'assurer le Milanais.

J. TRÉSAL.

LES

ESCLAVES EN ITALIE

DU XIII^e AU XVI^e SIÈCLE

Le servage prit fin en Italie vers le milieu du xiii^e siècle ; il ne s'y était jamais, à vrai dire, beaucoup développé, même dans les provinces du nord, car les habitants des villes, si nombreuses en cette région, cultivaient eux-mêmes leur banlieue ¹. Dans le reste du pays, la culture était restreinte et, au surplus, il y avait peu de grands propriétaires terriens. Le régime agraire italien ne ressemblait en rien à celui des autres nations.

La ville de Padoue décréta, en 1233, l'émancipation des serfs ; la ville de Brescia accorda, en 1239, aux serfs de l'Église tant de droits qu'elle en fit presque des hommes libres ² ; une ordonnance dut même être portée, en 1254, pour leur interdire l'accès des magistratures ³. En 1256, la commune de Bologne racheta tous les serfs, hommes et femmes, qui se trouvaient sur son territoire, moyennant le prix de dix livres pour les adultes et de huit livres pour les enfants de moins de quatorze ans. Leur nombre s'éleva à 5,807, répartis entre 403 maîtres dont quelques-uns possédaient jusqu'à 100 et 200 serfs ⁴. On menaçait de la

¹ J. Yanoski, *De l'abolition de l'esclavage ancien au moyen âge*, Paris, 1860 ; appendices, p. 141. Zanelli, *Le Schiave orientali a Firenze nei sec. XIV e XV*, Florence, 1885.

² « Item quod servi ecclesiarum admittuntur ad agendum et defendendum, et testificandum, testamenta facere possunt, et judicare possunt.... » Statuts de Brescia, publiés par Odorici, *Storie Bresciane*, VII, 131. Une des clauses de la convention conclue en novembre 1203, entre le peuple d'Assise et les comtes, porte que le servage rustique sera maintenu. P. Sabatier, *Vie de saint François d'Assise*, p. 15.

³ Cibrario, *Della Schiavitù e del servaggio*, Milan, 1868, I, 510.

⁴ Ghirardacci, *Storia di Bologna*, Bologne, 1596, lib. VI, p. 190. Le texte de

peine de mort tout homme qui consentirait désormais à devenir le serf d'un autre homme. Enfin, en 1289, le peuple florentin, assemblé dans l'église de S. Pietro in Scheragio, vota que « nul citoyen, quels que soient son rang et sa dignité, ne pourrait acheter ou vendre, sous n'importe quel prétexte, des *hommes de famille* ¹ ou fidèles, des colons temporaires ou perpétuels; » en même temps étaient abolies toutes les restrictions à la liberté et au statut des habitants de la ville et du district; l'amende infligée aux contrevenants était de mille livres; toutefois, la commune se réservait le droit d'acheter des colons ². Cette loi, contraire à la noblesse, fut sans doute une conséquence de la révolution populaire accomplie en 1282 ³.

Le servage se conserva un peu plus tard au sud, où les barons normands avaient apporté leurs coutumes ⁴. En Savoie également, on en trouve quelques traces à des époques récentes. Charles III dut rendre trois édits (1551), afin d'empêcher la création de nouveaux serfs. Un édit, publié en 1762, affranchit gratuitement les serfs de la couronne ⁵.

L'esclavage domestique, au contraire, prit une grande extension en Italie et s'y perpétua longtemps, parce que l'Italie, de même que l'Espagne ⁶, la Provence ⁷ et le Roussillon ⁸, où l'on employa également des esclaves, étaient en relations constantes

l'ordonnance se trouve dans Muzzi, *Annali di Bologna*, I, 479. Cf. Antonio Savioli, *Annali Bolognesi*, Bassano, 1784, vol. III, part. I, p. 300.

¹ *Uomini di masnada*.

² Agostino Zanelli, *Le Schiave orientali a Firenze*, Florence, 1885, p. 1 et suiv.

³ Villari, *La Repubblica fiorentina, al tempo di Dante*, 1869 (*Nuova Antologia*). Lanzani, *Il Comune e le Signorie*, Milan, p. 719.

⁴ J. Yanoski, *loc. cit.*

⁵ A. Tourmagne, *Le Servage antique et moderne*, Paris, 1879, p. 542.

⁶ Avila, *Histoire de Philippe III*, II, 142. Une ordonnance de Philippe V, rendue en 1712, expulsa d'Espagne les Maures « libres ou châtés, » mais autorisa les maîtres qui possédaient des esclaves musulmans à les conserver. Cf. E. Biot, *De l'abolition de l'esclavage ancien en Occident*, Paris, 1840. M. le docteur Ettore Verga, l'érudit directeur des Archives milanaïses, vient de publier dans l'*Archivio Lombardo*, an. 1905, fasc. VII, une intéressante étude sur les esclaves orientales dans le Milanais. Dans le préambule de cette étude, il arrive à des conclusions, relativement à la condition générale des esclaves en Italie, sur lesquelles nous sommes heureux d'être d'accord avec lui.

⁷ Ducange, au mot *Sclavis*, cite un acte de vente passé à Marseille en 1358 : *Venditio de quadam sclava nuncupata Bonacolestis 28 ann. pretio 60 florenorum auri fini de Florentia*.

⁸ A. Brutails, *Étude sur l'esclavage en Roussillon*, Paris, 1886.

avec les grands marchés de l'Orient. Seulement, en Italie, les esclaves n'étant utilisés que pour le service de la maison, on ne recherchait guère que des femmes, soit que leur docilité, leur activité, leurs qualités convinsent mieux aux travaux qu'on leur demandait, soit que l'on craignit d'introduire dans les familles les hommes à demi sauvages qu'on pouvait seuls se procurer ¹. En fait, Masuccio (1476) parle, dans sa vingt-cinquième nouvelle, des esclaves « qui exerçaient le métier de portefaix et jouissaient de la faveur des dames ². » Quoi qu'il en soit, il y avait à Gênes, en 1468, sur 1,518 esclaves, 63 hommes seulement. A Florence, sur 339 ventes, 26 seulement concernent des enfants mâles et des jeunes gens ³.

D'abord, ce fut l'Italie qui fournit d'esclaves les autres pays méditerranéens. Au VIII^e siècle, des marchands vénitiens parcouraient le pays, en quête d'esclaves des deux sexes qu'ils allaient revendre sur la côte d'Afrique; le pape Zacharie racheta ceux qui avaient été achetés à Rome, et leur rendit la liberté ⁴; tout au contraire, le pape Jean XII (956-964) fut accusé par ses contemporains d'avoir livré pour de l'argent des chrétiens aux infidèles. Luitprand, ambassadeur du roi Bérenger, offrit à l'empereur de Constantinople, en 948, quatre esclaves italiens mutilés ⁵. D'ailleurs, les Byzantins venaient habituellement en Italie acheter des esclaves. Les rois normands défendirent ce trafic en Sicile; ils ordonnèrent que celui qui aurait vendu un homme libre serait obligé de le racheter de ses deniers, ou, si cela n'était pas possible, deviendrait l'esclave des parents les plus proches de celui dont il avait aliéné la liberté ⁶.

¹ S. Bongi, *Le Schiave orientali in Italia*, Nuova Antologia, 1866, p. 218. Lazari, *Del Traffico e delle condizioni degli schiavi in Venezia, nei tempi di mezzo*. Miscell. di storia italiana, vol. I, Turin, 1862, p. 470. Infessura, p. 29, 31, rapporte que les esclaves volaient et pillaient dans les environs de Rome; on en pendit un certain nombre en 1433.

² On n'était pas toujours très sévère à leur endroit : trois esclaves qui s'étaient concertés en 1525 pour enlever une jeune fille n'eurent qu'une amende de cent florins à payer. Le jugement ne dit pas ce qui devait advenir au cas très probable où ils n'auraient pu trouver cette somme. Florence, *Archivio di Stato. Principato, Sentenze degli otto di custodia*, vol. 2710, fol. 35, 28 décembre 1535. Voir, au sujet de leur caractère, plus loin.

³ Zanelli, p. 43. Cibrario, vol. I. Bongi, p. 242.

⁴ Duchesne, *Liber pontificalis*, I, 433.

⁵ Daru, *Histoire de la République de Venise*, I, 107. Cf. Lazari, *Del Traffico e delle condizioni degli schiavi*.... Miscellanea di storia italiana, vol. I, 1862, p. 467.

⁶ Guillaume Libri, *Histoire des sciences mathématiques en Italie*, Paris, 1838,

Ce n'est pas à dire qu'il n'y eût des esclaves en Italie. Une loi de Théodose donna le droit à tout propriétaire de prendre dans ses domaines des serfs pour les affecter au service de sa maison ¹. A partir du XI^e siècle, il est fait assez fréquemment mention d'esclaves; un homme se donne comme esclave, en 1018, à un sous-diacre de Ferrare, parce qu'il ne peut lui rembourser trente livres ²; en 1031, saint Léon IX déclare que les femmes qui auraient forniqué avec des prêtres deviendraient esclaves du palais de Latran ³; au XIII^e siècle, les actes de cession, les brefs pontificaux ayant trait à des esclaves, deviennent nombreux ⁴. En 1287, le Sénat de Venise porta une loi contre les esclaves qui s'entremettaient en faveur de leurs maîtres. Le pape Célestin V décida, en 1294, que les enfants d'esclaves seraient esclaves, quel que fût leur père ⁵.

Toutefois, le nombre des esclaves semble avoir été restreint antérieurement au XIV^e siècle, quand, par suite de l'aisance que le commerce commença à répandre et de la disette de bras qu'amenèrent les terribles épidémies de cette époque et surtout la peste noire de 1348, l'Italie se mit à importer abondamment l'élément servile ⁶. Les esclaves provenaient surtout des rives de la mer Noire, de l'Asie Mineure et de la péninsule balkanique, en petite quantité d'Arabie. Gênes possédait un comptoir à

t. I, p. 87, note 1, II, 510. Cf. Muratori, *Annali d'Italia*, VIII, 87, an. 960: Bouquet, *Rerum gallicarum script.*, Paris, 1838, vol. V, p. 588; Bossi, *Storia d'Italia*, XII, 25; XIII, 27, 486.

¹ Tourmagne, *L'Esclavage*, p. 212.

² Muratori, *Antiq. Ital.*, diss. XIV, t. I, 837.

³ Zamboni, *Gli Ezzelini, Dante e gli schiavi*, Florence, 1902, p. 254.

⁴ Zamboni en donne une liste chronologique, p. 444 et suiv.

⁵ Tourmagne, *L'Esclavage*, p. 217. A Florence, tout au contraire, le fils ou la fille d'un homme libre et d'une esclave naissait libre (statuts de 1415). Voir plus loin. Il semble que dans les guerres de ville à ville si fréquentes au XIV^e siècle, on réduisait en esclavage les prisonniers. Par exemple, Cola di Rienzo, après avoir mis à mort Montreale, affirme qu'il avait vendu comme esclaves deux mille femmes. *Vita di Cola di Rienzo*, Bracciano, 1624, p. 259. Dans les *Cento novelle antiche*, qui remontent pour la plupart au XIII^e siècle, il est dit que les trois enchanteurs qui se présentèrent devant l'empereur Frédéric II étaient accompagnés de *schiavine* (conte XXI).

⁶ Matteo Villani dit, liv. I, cap. 4, qu'à la suite de cette épidémie, tous les artisans abandonnèrent leurs anciens métiers. Barberino parle, *parte XIV*, des esclaves, mais ne dit rien qui mérite d'être rapporté: *Viene la parte decima quarta, — che tratta della schiava, overo ancilla, — che alquanti chiaman serva*. Boccace fait assez fréquemment mention d'esclaves, notamment: Jour. II, nov. 6; Jour. V, nov. 6, 7.

Tanaïs, près de la ville actuelle d'Azov, où étaient amenées les femmes capturées en Circassie, en Géorgie, en Arménie, en Russie et surtout en Tartarie, car c'est de là qu'il en venait le plus ¹. Les actes de vente étaient passés devant le consul (acte de 1367). Kaffa, aujourd'hui Féodosia, dans la Tauride, était également un marché important ².

C'était par Gênes, Venise, Ancône et Amalfi que les trafiquants introduisaient habituellement leurs captives. Venise ayant mis une taxe de cinq ducats sur chaque esclave importé, à la suite de la guerre malheureuse de Chioggia (1381), en tira cinquante mille ducats par an, durant les années 1414 à 1423 ³; il arrivait donc en Italie, par cette seule voie, dix mille esclaves annuellement. Les marchands d'esclaves étaient d'importants personnages; l'un d'eux, Agostino Davanzi, de Modène, qui résidait à Ancône, vint à Florence en 1367 pour régler devant un notaire, selon la coutume, la vente de quelques esclaves; il en profita pour conclure d'autres affaires; une fillette de neuf ans fut vendue par lui vingt florins; quelques jours après, il en vendit une autre, de neuf ans également, à un prix qui n'est pas indiqué, puis il vendit à deux frères, moyennant soixante-quinze florins, deux femmes dont l'une avait vingt ans et l'autre trente ⁴. A Gênes, Bartolomeo Amigi, qui s'intitule *mercator sclavarum*; à Florence, Schiosi, *venditor sclavarum populi sancti Remigii*; à Lucques, Nicola et Lando Lemmi, exerçaient le même trafic ⁵. Au commencement du xv^e siècle, Averando et Cosme de Médicis entretenaient des représentants attirés à Venise et ailleurs pour leur procurer des esclaves ⁶.

¹ G. Muller, *Documenti sulle Relazioni delle città Toscane coll' Oriente....* Florence, 1879. Lazari, p. 491. Zanelli, p. 16. Cf. Heyd, *Le Colonie commerciali degli Italiani nel Medioevo*. Trad. G. Muller, Venise, 1866, II, 40. — Sur 339 esclaves vendues à Florence en 1366, et durant les années suivantes, on en compte 259 Tartares, 27 Grecques, 7 Russes, 7 Turques, 3 Esclavons, 3 Circassiennes, 3 Bosniaques, 1 Arabe, 1 Sarrasine, 1 Cardiate.... Zanelli, p. 36. Cf. Muller, *Documenti....*, p. 475.

² Galeazzo Cartaro, *St. Padovane*; Muratori, *R. Italic. Script.*, XVIII, 285; Bongi, p. 241.

³ Bongi, p. 242. Cf. Daru, *Histoire de la République de Venise*, III, 80.

⁴ Zanelli, p. 37.

⁵ Zanelli, p. 38.

⁶ Molmenti reproduit, 2^e édition, p. 601, un compte des frais occasionnés par un convoi d'esclaves. Le document porte la date de 1588 et le traitant était Giovanne Andrea Dernice, Vénitien :

Florence promulgua en 1366 un règlement destiné à garantir les trafiquants contre la fuite et « les fourberies » des esclaves ¹. La seule condition imposée était que les esclaves n'appartiendraient pas à la religion chrétienne, encore s'agit-il là plutôt d'une restriction de forme imaginée pour colorer d'un semblant de légitimité ce négoce que d'une véritable limitation du droit de trafiquer, car même quand l'esclave devenait chrétien, il ne recouvrait pas pour cela sa liberté ². Il y a plus; le roi de Naples, qui voulait que les juifs fussent bien traités et favorisés dans ses États, leur avait accordé que les esclaves qui s'enfuiraient de chez eux, sous le prétexte de se faire chrétiens,

Barques, nourriture et chevaux	l. 73 8
24 sacs pour les chaînes	28
Nourriture et logement.	32
Barques et nourriture depuis Fiume	16 10
A Trieste, pour douze colliers et autant de menottes	63
21 paires de chaînes à 20 solidi.	31 10
Pour le port de ces objets à Cavalò	9
Au chancelier pour les actes d'achat.	21
Au géolier	26
Nourriture des traitants, gardiens et esclaves	234
Barques depuis Fiume, nourriture des esclaves et des gardiens	30
Achat de treize esclaves hommes et d'une femme, à savoir : sept à 40 ducats, cinq à 35 ducats, un à 25 ducats et un garçonnet à 14 ducats de 6 livres, soit 494 ducats qui font.	2,964
Loyer de la chambre et de lits à Segna	24
A Trieste, pour nourriture et pour les cinq hommes pris comme gardiens	92
Pour les cinq soldats pris comme gardiens à Segna, à 12 l. par homme.	60
Nourriture et deux chambres	21 8
Donné pour l'ouverture de la porte	1
Pain, vin, etc.	19 4
Frais de transport jusqu'à Goro	172 12
Total.	3,919 13

Suivent deux autres comptes semblables.

¹ Zanelli, p. 24.

² Statuts de Florence de 1415, Fribourg, 1789, lib. III, Rub. 186 (vol. I, p. 385).

De sclavis et servis, et eorum materia. Cuilibet, undecumque sit, et cujuscumque conditionis existat liceat ducere libere et impune in civitatem, comitatum et districtum Florentiae sclavum. sclavos, servum, servos, cujuscumque sexus existant qui non sint catholice fidei et christianae, et ipsos tenere, habere et alienare quocumque titulo alienationis, et cuilibet liceat ab eis recipere et habere et tenere. Et praedicta intelligantur de sclavis et servis infidelibus ab origine suas natiuitatis, seu de genere infidelium natis etiam si tempore quo ad dictam civitatem, comitatum, vel districtum, ducerentur essent christianae fidei, seu etiam si postea quodcumque fuerint baptizati, quo non obstante possint retineri et alienari. Et praesumatur ab origine fuisse infidelis si fuerit de patribus et genere infidelis oriundus.

leur seraient restitués, et qu'on ne pourrait leur accorder leur liberté même en en remboursant la valeur à leurs maîtres ¹. C'était une doctrine généralement admise. Sacchetti assurait en 1470 que l'incroyance première était une tache indélébile ². « Un esclave, dit-il, ne peut pas plus se faire chrétien qu'un prisonnier ne peut souscrire valablement un acte; autant baptiser un bœuf. Ne serait-ce pas, au surplus, en lui ôtant la peur du bâton, lui donner occasion de commettre toutes sortes de mauvaises actions? » Le roi d'Aragon, Alphonse 1^{er}, déclare dans une *Provision* donnée à Naples, le 12 juillet 1445, que les Sarrasins et autres mécréants sont, de par le droit naturel, voués à la servitude ³. L'Église ne mettait aucun obstacle à l'esclavage. De même qu'en Roussillon, on voit des prêtres acheter des esclaves même baptisés ⁴, de même en Italie les ecclésiastiques ⁵, les moines et même les nonnes employaient des esclaves ⁶. On a prétendu que durant la guerre que fit aux Florentins le pape Clément V, à la suite de la prise de Ferrare, il autorisa la réduction en esclavage des prisonniers (1308) ⁷. Un bref daté du 20 juin 1481 légitima les échanges et le trafic des esclaves ⁸.

Le 3 février 1488, cent Maures esclaves, envoyés au Souverain Pontife par le roi d'Espagne, firent leur entrée dans Rome, tous revêtus d'un costume uniforme, avec un anneau de fer au cou et une chaîne qui allait de l'un à l'autre; le 4 mars suivant, ils furent présentés au pape, qui les répartit entre les cardinaux et ses familiers ⁹.

¹ Naples, *Arch. di Stato. Cancell. Aragonese partium*. Vol. IV, fol. 45, an. 1488. *Rex Sicilie...*

² *I Sermoni Evangelici*, Florence, 1857, p. 94.

³ *Servituti ex natura subjecti*. Brutails, p. 6. Cf. Jovianus Pontanus (Pontano), *De Obedientia*, liv. III, cap. 1 : *An homo cum liber natus sit domino parere debeat*.

⁴ Brutails, p. 8, note 7, 8.

⁵ Muratori, *Antiq. Italiae*, I, 156 et 164, diss. XIV et XV; il s'agit dans le premier acte de serfs (année 1135); dans le second (1194), d'esclaves; il y est déclaré que leur descendance doit rester dans la servitude perpétuelle.

⁶ Molmenti, *La Storia di Venezia*, cap. XII, p. 293. Zamboni, *Gli Ezzelini*, p. 212, 247.

⁷ Marcello, *Vite de' Principi di Venezia*, Venise, 1557, p. 65. *Sabellici Opera*, Bâle, I, 538; II, 595. Marini, *Storia civile e politica del commercio de' Veneziani*, vol. V, lib. III, cap. 1. La bulle citée ne figure pas dans le grand bullaire et semble apocryphe.

⁸ *Archiv. Stor. capit.*, cred. III, vol. LXXXVIII, fol. 181.

⁹ *Diarium di Nantiporto*, Muratori, *R. Italic. Script.*, III, 2, 1106. « Maure »

En 1501, après la prise et le sac de Capoue par les Français et les soldats de César Borgia, beaucoup de femmes furent vendues à Rome comme esclaves à vil prix ¹; les documents judiciaires montrent qu'il y eut des esclaves à Rome durant tout le xvi^e siècle ².

Au xv^e et au xvi^e siècle, on trouve des esclaves dans presque toutes les villes d'Italie. A Florence, le 21 juillet 1460, les consuls de la mer avaient bien interdit aux capitaines qui faisaient le commerce dans le Levant d'en ramener des esclaves, à peine de cent florins d'amende « pour chaque tête de femme ³ »; une ordonnance du 15 juin 1526, dans laquelle les esclaves sont compris parmi les marchandises qu'on ne pouvait assurer sans les spécifier, prouve qu'il avait été tenu peu de compte de cette prohibition ⁴. D'ailleurs, de nombreux exemples montrent que l'usage des esclaves fut général alors par toute l'Italie.

Le prix des esclaves est connu par de nombreux documents. En 1156, Sibilla de Tassano lègue à son mari Bojamonte trente livres, à charge par lui de donner la liberté à sa servante ⁵; s'il s'y refusait, le legs devait être réduit de dix livres. Dans un contrat de vente daté de 1269, un peintre cède son esclave « de teint olivâtre », elle était apparemment tartare, au prix de seize livres genevoises. Dans son *Memoriale*, Baldovinetti ⁶ rapporte

était un terme générique équivalant à Africain; on disait un « Maure noir. » Cf. Orano, *Il papato e la Schiavitù*, et Zamboni. Orano rappelle un passage de Muratori : « Nullis canonibus legibus sublatus est servorum usus. » En 1446, le sénat de Venise promulgua une loi défendant de vendre des esclaves chrétiens aux Dalmates et aux Ragusins, parce que ceux-ci les revendaient aux musulmans.

¹ Fr. Guicciardini, *Historie*. I, 411. Cf. Jacopo Nardi, liv. IV, p. 124. Burckhardt, trad. franç., II, 350, appendices, citant *Études sur l'Allemagne d'autrefois*, 1874, dissertation de Wattenbach, *Le commerce des esclaves*, p. 37.

² Rome. *Arch. di Stato, Investigationes*, vol. XXXVIII, p. 181, 16 mai 1562. *Alli C. Saccoccus*, Prot. 1520, p. 472, même année; p. 771, id.

³ Muller, *Documenti sulle Relazioni delle Città Toscane coll' Oriente*, Florence, 1879, p. 295.

⁴ Pardessus, *Collection des lois maritimes*. IV, 436.

⁵ Zamboni, *Gli Ezzelini*..., p. 411, 415, 417, 440 et suiv.

⁶ Florence, Bibl. naz., *Memoriale* de 1354 à 1389, en deux parties. Titre de la première : *Al nome de Dio. Amen. Questo è 'l Memoriale | di Nicholo d'Alesso Borghini de Baldovinetti | fallo di sua propria mano di certe sue ricordanze segute si come in esso si contiene* La seconde partie, qui commence fol. 41, porte : *Al nome di Dio e di Madonna santa Maria | vergine madre di Cristo e de beate apostoli | et di tutti santi et sante della corte di para | disio, questo quarto e libro si è di messer Nicholo d'Alesso Borghini de Baldovinetti | matricolato a l'arte del Cambio*. Cette dernière partie commence à l'année 1384 et

qu'il acheta en l'année 1376, au prix de trente-cinq florins, une esclave dont il ne peut préciser le nom, Tiratea ou Doratea, dit-il, âgée de dix-huit ans et d'origine russe; afin de n'avoir pas à payer un droit de mutation trop élevé, il déclara l'avoir payée vingt-cinq florins seulement, en sorte que les frais de l'acte, taxe, commission au courtier, salaire du notaire, ne s'élevèrent qu'à un florin, mais l'esclave ayant été vendue « presque nue, » il fallut l'habiller, ce qui coûta quatre florins. Trois ans après, Baldovinetti la revendit trente-six florins ¹.

En 1380, il en acheta une blanche, venant de la Tartarie, qui lui fut cédée pour la somme de 45 florins; le vendeur était un marchand vénitien; comme cette esclave était, elle aussi, à peu près nue, il fallut dépenser deux florins pour la vêtir ².

En 1388, autre achat; cette fois Baldovinetti se procure une Bosniaque de seize ans, « presque nue, » il dut la payer soixante florins, car sans doute son aisance augmentant avec le temps, il se montrait de plus en plus exigeant sur le choix de ses servantes ³.

Miliadusso Baldicione de Casalberti, citoyen de Pise, qui vivait vers le même temps, note dans ses souvenirs ⁴, en l'année 1371, l'a-

s'arrête au 30 mars 1389. On lit, fol. 30, que Nicolo Baldovinetti fut créé chevalier en grande pompe et mourut capitaine de Pistoia le 12 février 1391.

¹ MCCCLXXVI. Ricordansu che di II di magio anno dello chonperai una schiava fiorini XXXV da Bartolomeo d'Arigles da Vinegia, la quale schiava avea nome Tiratea, overo Doratea, tartara da Rossia, giovane di XVIIII anni o piu, fu il sensale Cioci disse la charta flor XXV per la gabella. Costommi tra la carta e la senseria e gabella flor II. Costommi vesterla che l'ebbe quasi ingniuda da flor IIIJ°, monta in tutto fiorini XL d'oro. Carta per mano di ser Albigo del Mastro Sinibaldo. Fol. 25.

² Richordanza che di XXVIIIJ° di novembre anno detto (1380) chonperai una schiava fiorini quaranta cinque d'oro, ed a nome Domenicha è de pelle bianca è de Prezina de Tartaria. Chonperala da Bartolomeo d'Arigho da Vinegia, mercatante di ciò, il quale per sua scritta promise la difesa in tutto e stete di ciò bisognava in presenza di Cioci chocone di ciò e di Giovanni da Perogia chostommi tra senseria e altre spese, anzi la potessi avere in casa flor IJ d'oro, ed ebila quasi ingniuda che venue in tutto fiorini XLVIJ°. Fol. 32.

³ Veronicha schiava. — Richordanza che, a di XVIIJ° di novembre anno detto (1388), chonperai da Bonarota di Simona di Bonarota una schiava fiorini sesanta d'oro, di Bosana, overo Tartaria, diè per me i detti denari Gianichino Marini. La della schiava avie nome Veronicha, folla chiamare Veronicha, giovane di XVI anni o circha, comperala quasi ingniuda. Il ropradetto Bonarota scrisse di sua mano la difesa come nella scritto fitta in questa facta si contiene distestamente più cose per mia sicurita (fol. 67). Le Bonarota désigné dans ce passage est le bisaïeul de Michel-Ange.

⁴ Publ. par Bonaini, *Archiv. stor. Ital.*, ser. I, app. vol. VIII, Florence, 1850, p. 50.

chat d'une esclave tartare de dix-huit ans, nommée Verdina, qui lui coûta 20 florins, et il ajoute : « Moi, Miliadusso, j'ai juré entre les mains du prêtre Jacopo de ne jamais la vendre, et ce même jour, le prêtre Jacopo admit ladite Verdina comme catéchumène ¹. » Verdina fut revendue néanmoins, « parce qu'elle avait un caractère intraitable, » non sans que son maître se fût fait relever de son serment par l'archevêque de Pise ; Miliadusso gagna même 8 florins sur son prix d'achat.

En 1368, l'exécuteur testamentaire de Baldichini, Giacomo Rossi Bonaparte, donne au médecin qui l'avait soigné 40 florins pour ses honoraires, dont 32 en numéraire et 8 représentés par l'esclave du défunt. En 1379, à la suite d'un enlèvement, on estime une esclave « de la nation des Tartares » à 40 florins que le séducteur doit rembourser au propriétaire. En 1387, une esclave tartare est vendue 64 florins ². Tels sont les prix à Florence.

A Gênes, en 1389, une esclave de trente ans est vendue 75 livres, une autre plus jeune 50 livres en 1371.

A Venise, le coût d'une esclave variait, vers la fin du xiv^e siècle, entre 20 et 30 ducats d'or ³.

Dans le Véronais, une esclave « convenable et d'âge légitime » était évaluée 100 petites livres véronaises ⁴.

A Bologne, un soldat habille une esclave d'une « clamyde et d'une capuce d'homme » et la vend 15 ducats ⁵.

Quelquefois, lorsqu'il s'agissait de femmes d'un mérite exceptionnel, de chanteuses sarrasines, par exemple, le prix qu'on en exigeait devenait excessif ; c'est ainsi qu'une esclave fut vendue à Palerme, en 1387, « avec tous ses ornements, vêtements et autres ajustements, » 800 florins, c'est-à-dire près de 20,000 fr. ⁶.

Au xv^e siècle, les prix augmentèrent ; le port de Tanais avait été pris par les Mogols le 4 août 1410, Kaffa succomba un peu plus

¹ Le texte porte : *Insantae*, ce qui semble vouloir dire qu'elle fut introduite dans le saint lieu. Note de Bonaini, p. 60.

² Florence, *Archiv. di Stato, Sentenze del capitano Cante de Gabrielli*, 1378-1379, quad. VII, p. vi. Bongi, p. 224.

³ Zamboni, p. 415. Vente d'une esclave tartare âgée de moins de seize ans, 25 ducats (1367) ; vente d'une esclave de seize ans, 32 ducats (1368)...

⁴ Marcotti, *Donne e Monache*, p. 408.

⁵ L. Frati, *La Vita privata*, p. 165.

⁶ Zanelli, p. 47.

tard ; en 1453, la chute de Constantinople ferma cet entrepôt qui avait succédé aux deux premiers, et les Turcs, maîtres de la mer Noire, retinrent pour leur propre usage les esclaves qu'on amenait de l'intérieur sur le littoral. En 1429, une esclave russe de vingt-quatre ans, ayant des cheveux blonds, ce qui en rehaussait sans doute la valeur, est vendue 85 florins ¹ ; en 1441, une autre esclave russe est vendue 132 florins. A Florence, en 1429, une esclave russe de dix-sept ans est vendue 87 ducats ; en 1435, une Tartare de seize ans est vendue 75 ducats ; en 1469, une Circassienne de vingt-cinq ans est vendue 60 ducats ². A Bologne, le prix d'une Circassienne était de 108 écus en 1426. Une esclave de dix ans valait 45 ducats en 1452 ³. A Florence, Cino Rinuccini paya 61 florins 13 livres 4 soldi une esclave de vingt-huit ans (1462) et 74 florins 10 livres 5 soldi, une esclave russe du même âge, appelée Caterina, qu'on lui envoya de Venise ⁴.

A Venise, où le marché se tenait sur la place S. Giorgio in Rialto, les prix variaient entre quarante et soixante ducats ⁵. Un droit de cinq ducats était perçu sur chaque esclave importé ⁶ ; il fallait une autorisation pour faire sortir des esclaves du territoire vénitien ⁷. Enfin, une ordonnance datée du 17 août 1458 défendit complètement l'exportation des esclaves sous le prétexte que, dans les autres villes italiennes, à Florence, à Sienne, à Bologne, on les retenait esclaves toute leur vie ; en fait, Venise ne voulait pas se voir privée, au profit des autres villes, de sa domesticité servile ⁸.

¹ Bongi, p. 226.

² Lazari, p. 473.

³ Zanelli, p. 47.

⁴ *Ricordi storici*, Florence, 1840, p. 252.

⁵ Molmenti, *La Storia di Venezia*, p. 330. Une esclave russe de trente trois ans fut vendue 60 sequins, en 428. Voir *Histoire de la République de Venise*, III, 80.

⁶ Décret du 3 janvier 1438.

⁷ Autorisation accordée en l'année 1456. Zamboni, p. 421.

⁸ Venise, *Archivio di Stato, Senato Mar.* Reg. 6, carte 136.

Prix d'esclaves donnés par Cibrario, *Economia politica*, II, 401 :

Année 1248.	A Gênes, esclave sarrasine vendue à un juge.	237 livres
—	Esclave de Grenade, dite Azota.	165 —
—	Esclave de Valence, dite Cizia	382 —
—	Esclave blanche dite Axieta	361 —
Année 1249.	A Gênes, esclave sarde, dite Susanna	371 —
Année 1253.	A Gênes, esclave appelée Simonetta	413 —
—	Esclave sarrasine, dite Fatima	454 —

L'âge avait une grande influence sur la valeur des esclaves ; c'est vers seize ans qu'elles atteignaient leur plus haut prix, puis il diminuait, plus rapidement d'ailleurs pour les noires que pour les Circassiennes ¹. A vrai dire, il n'existe presque pas d'acte de cession d'esclaves âgées de plus de quarante ans, soit qu'elles fussent, à ce moment, devenues impropres pour le service, soit que la plupart eussent obtenu leur liberté ; soit encore, ce qui devait être souvent le cas, que le changement de climat, les fatigues et les mauvais traitements les eussent fait périr prématurément ². Le plus grand nombre de ventes se rapportent à des esclaves de quinze à vingt-cinq ans ³. Les nourrices se payaient fort cher ⁴.

Les actes de cession étaient très explicites touchant l'état physique des esclaves, tantôt ou vendait « avec garanties, » tantôt « sans garanties ; » dans certains actes, par exemple, il est déclaré que l'esclave est « saine de tous ses membres, exempte d'infirmités et de tares, tant apparentes que cachées » (1368) ⁵, ou encore qu'elle est « pure et nette de tout vice, et surtout de tout mal caduc et de tout défaut caché ⁶ ; » d'autres contrats, au contraire, portent que l'esclave est vendue « avec toutes ses tares

Année 1259. A Gênes, esclave sarrasine, dite Mariame	371 livres
Année 1367. Prix de deux petites esclaves achetées à Constantinople par Amédée VI, 72 peperi d'or	437 —
Année 1434. Giacomo de Bigli, de Milan, vend une esclave tartare de dix-neuf ans, dite Marta.	1,268 —
Année 1439. A Bologne, le docteur Bartolomeo Lambertini vend à un aubergiste une esclave de vingt ans, ayant de bons yeux, entière et saine, duc. 58	1,268 —
Année 1446. Une esclave de quarante ans	481 —

¹ Zanelli, appendice, p. 103. Lazari, p. 470. Bongi, p. 224.

² Cibrario, I, 190.

³ Zanelli, p. 45. Sur 339 ventes faites à Florence, 19 se rapportent à des esclaves de douze à quatorze ans, 38 à des esclaves de dix-huit ans, 56 à des esclaves de vingt ans, 23 à des esclaves de vingt-deux ans. Ettore Verga, dans l'étude citée plus haut, rapporte la vente d'un enfant « éthiopien » amené de Tunis qui avait quatre ans ! On lui fit prêter serment qu'il avait été acheté. Les ventes d'esclaves aussi jeunes sont exceptionnelles.

⁴ Molmenti, p. 292. Voir p. 31.

⁵ *Sana omnibus suis membris, infirmitatibus et magagnis tam publice quam occultis*. Le vocable *magagna* se rencontre dans les actes notariés de cette époque et même dans l'*Enfer*, ch. XXXIII, v. 152 ; *Purg.*, ch. VI, v. 110 ; il implique un défaut, un vice. Zanelli, p. 48 ; Molmenti, p. 294, note 2.

⁶ *Nitida et munda ab omni vitio et specialiter morbo caduco, et alio vitio occulto*, ou encore : *sana a malo caduco, a malo capitis et brachiorum et tibiarum et corporis*. Molmenti, p. 294, note 2.

et toutes ses qualités, patentes ou secrètes ¹ » (1392), ou « avec tous ses défauts et chacun de ses défauts, vices et infirmités visibles ou cachées.... telle qu'elle est. » Quelquefois même, l'esclave est vendue « comme un sac à os, » formule qui était de style notarial et que l'on rencontre assez fréquemment dans les contrats de louage. Le mal que l'on redoutait le plus était l'épilepsie, auquel les esclaves paraissent avoir été assez sujets. Il est très fréquemment stipulé que l'esclave en est indemne ². En Catalogne, c'était un cas de rescision ³.

Dans une vente faite en 1269, il est rappelé que l'esclave est consentante ⁴. Parfois même, la vente est volontaire; Maria de Scutari abdique sa liberté et s'impose « la servitude illimitée » pour la somme de dix ducats par an ⁵.

En 1338, la vente d'une esclave enceinte est conclue avec cette condition que ni le cédant ni aucune autre personne ne susciterait d'ennui à l'acheteur du chef « de la créature à naître ⁶. » Souvent, dans les ventes d'esclaves enceintes, il est stipulé qu'en cas de mort dans les quinze jours précédant ou suivant l'accouchement, l'acheteur sera remboursé du prix payé par lui, à moins toutefois qu'il ne soit prouvé que l'esclave a succombé aux mauvais traitements de son nouveau maître. Le fait de ne pas déclarer qu'une esclave était enceinte au moment de la vente entraînait la nullité de la vente; ainsi, un prêtre ayant cédé à un autre prêtre une esclave qui fut trouvée enceinte dut en rembourser le prix ⁷. A Florence, en 1456, un marchand obligea un de ses confrères à reprendre, moyennant le prix qu'il l'avait payée, soit trente florins, une

¹ *Cum omnibus et singulis vitiis et magagnis et infirmitatibus, latentibus et manifestis, et pro talis qualis est....*

² *Et specialiter a morbo caduco, secundum usum Venetiarum. Specialmente dall' infermità che si chiama il male maestro.* Zanelli, p. 48. *Sana et integra mente et corpore et omnibus suis membris tam occultis quam manifestis, et maxime a morbo caduco, secundum usum terrae.* Libri, II, 513.

³ Brutails, p. 26. On trouve, dans le *Corpus inscriptionum latinarum*, t. III, des contrats de vente contenant les mêmes indications.

⁴ *Janue 6 aprilis 1269. Ego Johannes Curlasperus, pinctor, vendo et cedo et trado tibi, Larfranco Pignatario, sclavam meam unam olivegnam, nomine Beatricem, presentem et vollenlem.... pro precio librarum sexdecim Janue.*

Appunti artistici sopra Levanto, Lettere del Panto Varini. Gênes, 1870, p. 117, doc. XXXV. Molmenti, p. 115.

⁵ Lazari, p. 488.

⁶ Lazari, p. 472. Bonghi, p. 227.

⁷ Molmenti, p. 293.

esclave qu'il lui avait vendue en lui affirmant qu'elle avait dix-huit ans et qu'elle était « saine, » et qui était accouchée au bout de trois mois; le vendeur fut contraint en outre de payer six livres et treize solidi pour les frais de l'accouchement, après quoi on lui rendit l'esclave ¹.

Parfois l'acquéreur s'oblige à faire baptiser l'esclave qu'il achète et à lui donner un nom déterminé; l'esclave tartare Tallomilect est vendue avec la condition qu'elle s'appellera au baptême Cristina (1367) ²; la fille tartare Clocaton dut recevoir le nom de Marie (1396); dans un contrat de vente d'une famille entière, moyennant la somme de cent vingt-deux ducats (1444), il est dit que le père Balaban s'appellerait Graziano, sa femme Caterina, l'un de leurs fils Nicolo et l'autre Francesco ³.

Les cessions se faisaient souvent, comme on a vu, par l'intermédiaire d'un courtier; sa commission était variable : 30 solidi sur 38 florins, 35 solidi sur 42 florins. La commune percevait d'autre part un droit fixe sur les ventes : à Lucques, il était d'un florin; le courtier était responsable du paiement de cette somme; à Florence, la taxe était variable; il existait également une taxe de ce genre à Ferrare en 1479 ⁴; à Venise, à la suite de la guerre de Chioggia (1381), on dut imposer une capitation de trois livres d'argent par mois pour chaque esclave ⁵.

Les esclaves étaient une nécessité domestique; on les employait aux gros travaux du ménage, et il y en avait généralement une par maison ⁶; à Gênes, en 1468, 1,188 maîtres se par-

¹ Zanelli, p. 49, et doc. II, p. 104.

² Ettore Verga, art. cité.

³ On rencontre les noms suivants avant le baptême : Cali, Cadobalda, Stimati, Zoniack, Crantri, Poconella, Cubada, Mulicana, Jusi, et après, Lucia, Caterina, Maria, Marta, Maddalena, Margherita, Giovanna, Cristina. *Cali* est évidemment le féminin du substantif grec *καλός*, bon. Zanelli, p. 59. Lazari, p. 474.

⁴ *Ricordi di Miliadusso Baldiccone de Casalberte Pisano*, Archiv. Stor. Ital., ser. I, ap. vol. VIII, Florence, 1850, p. 50. Cf. Zanelli, p. 38.

⁵ Daru, *Histoire de la république de Venise*, III, 80. Galeazzo Cataro, *St. Padovane*. Muratori, *R. Italic. Script.*, XVIII, 285.

⁶ Excepté dans les maisons princières; par exemple, il y avait quatre esclaves dans la domesticité de Cosme de Médicis. Fabronius Angelus, *Adnotationes et monumenta ad magni Cosmi Medicei vilam pertinentia*. Pise, 1788, vol. II, p. 256, note 141. *Ricordo di tutte le donne che furono vestite per le dette esquis*.

Caterina ebbe panno braccia	10	} schiave.
Crestina	10	
Caterina	10	
Rita	10	

ageaient 1,518 esclaves ; dans les pièces de procédure où il est parlé d'esclaves, on trouve presque toujours cette mention « l'esclave, » comme s'il était admis qu'il n'y en eût qu'une ¹ ; l'exemple de Baldovinetti montre qu'on les achetait le plus jeunes possible et qu'on les revendait dès que leurs forces commençaient à décliner, ce qui généralement ne tardait guère ².

Dans toutes les classes de la société, on possédait des esclaves ³ ; les épiciers, les armuriers, les courtiers, les médecins, les changeurs, les lainiers, en avaient, de même que les ecclésiastiques et les grands seigneurs ⁴. On prenait une esclave en entrant en ménage ; Alessandra Macinghi negli Strozzi écrit à son fils en 1465 : « Comme tu vas te marier, j'ai pensé qu'il te fallait une esclave. J'ai Margherita qui est active ⁵.... » Parfois on les employait à la cuisine, souvent comme nourrices ⁶. Il s'en trouvait toujours dans la suite des grands. Lorsque Eleonora d'Aragon s'en fut épouser le duc Hercule de Ferrare (1473), elle emmena « son esclave ⁷, » et il en fut de même d'Isabella d'Aragon quand elle épousa, en 1488, Giangaleazzo Sforza ⁸. Cette même princesse demanda, en 1491, à son agent à Venise, de lui procurer une esclave « plus noire que celles qu'il lui avait envoyées auparavant » et, en 1497, elle le charge de lui acheter une « Moresque ⁹ » de six à huit ans, qu'elle comptait offrir à

¹ « L'esclave et moi nous étions à la fenêtre, » dit la chambrière d'une courtisane romaine dont la maison avait été attaquée à coups de pierres (1553). Rome, *Archiv. di Stato. Invest.*, vol. 40, p. 201. Cette mention est fréquente.

² Voir plus haut.

³ Gio Maria Cecchi (1518-1587) dit dans le prologue de sa comédie *la Schiava* (Milan, 1883, p. 171) : « Qui peut mieux servir un homme qui aime ses aises qu'une belle et jeune esclave ? Le nom d'esclave ne doit pas épouvanter, mais rassurer le maître, puisqu'il sera assuré qu'elle sera à lui, et qu'on ne pourra la lui enlever, comme il arrive des servantes. »

⁴ Zanelli, p. 93.

⁵ C. Guasti, *Lettere di Alessandro Strozzi*, Florence, 1877, p. 474. Cf. p. 137, 274, 280, 304. Page 155, elle parle d'une esclave très voleuse qu'on va envoyer de Florence à Naples pour la vendre, et elle met en garde son fils (20 juillet 1459).

⁶ Zanelli, p. 43. Marcotti, *Donne e Monache*, p. 409. Le médecin lucquois Jacopo Coluccini Bonaire loue son esclave comme nourrice à Simone Ridolfini moyennant deux florins d'or par mois, somme d'ailleurs fort élevée. Bonghi, p. 230.

⁷ Gandini, *Isabella, Beatrice e Alfonso d'Este infanti*, Modène, 1896, p. 11.

⁸ Luzio e Renier, *Buffoni, nani e schiavi*, Nuova Antol., ser. III, vol. 35, p. 139.

⁹ On a vu plus haut ce qu'il fallait entendre par Maure et Moresque.

la comtesse de Montpensier, Chiara Gonzaga, fille du duc de Mantoue, laquelle la voulait jeune, afin de pouvoir la façonner à sa guise. On fit présent, en 1522, à Isabella de Mantoue, d'une Moresque de dix-sept ans, arrivée depuis peu de Barbarie, assez agréable de visage bien qu'elle eût la lèvre inférieure un peu épaisse, ne buvant pas de vin et supposée vierge.

Les chambres d'esclaves étaient fort pauvrement meublées; dans l'inventaire de l'une d'elles, dressé en 1445, ne figurent qu'un lit avec son sommier et une couverture, aucun siège, aucun ustensile n'est mentionné ¹.

Le maître avait les droits les plus étendus sur son esclave, le *merum imperium*. Les statuts de certaines villes reconnaissent expressément au maître le droit de châtier, de frapper ses esclaves ²; la législation des autres villes et les contrats de cession l'impliquent. Au reste, la plupart des esclaves mises en vente portaient des cicatrices qui provenaient sans doute des mauvais traitements que leurs convoyeurs ou leurs premiers maîtres leur avaient fait subir ³. Le maître pouvait faire incarcérer son esclave pour aussi longtemps qu'il lui plaisait ⁴. Au surplus, les esclaves avaient mauvaise réputation : « Ma servante est une Circassienne, et toutes sont vicieuses, » lit-on dans une comédie ⁵.

Les ventes étaient faites « avec pleine autorité, » pour le nouveau possesseur, « de garder l'esclave, d'en jouir, de la donner,

¹ C. Merkel, *I beni della famiglia di Puccio Pucci fiorentino*, Bergame, 1897, p. 188.

² *Statuta civitatis Galesii*, 1576, fol. 41.

³ On a vu de quelle façon on les enchainait dans le transport.

Ce droit avait néanmoins des limites. En 1222, un habitant de Venzone (Vénétie) ayant frappé son esclave Anna d'un coup de couteau, deux chirurgiens furent appelés, qui déclarèrent qu'elle n'était pas en péril de mort, et l'affaire n'aurait pas eu de suite si la fièvre ne s'était pas manifestée. Il fallut une nouvelle consultation de deux autres chirurgiens qui affirmèrent que la fièvre ne résultait pas de la blessure pour que le maître ne fût pas poursuivi. Marcotti, *Donne e Monache*, p. 408. A Gênes, quand un esclave avait mérité une peine sévère, on le déportait aux îles Baléares, où il était employé à porter du sel. Bandello, part. III, nov. 21. Burckhardt, II, 350.

⁴ Registres florentins de *Stinche* cités par Zanelli, p. 77. L'incarcération durait de quinze jours à trois mois et la mise en liberté est souvent subordonnée à la restitution d'un objet volé.

⁵ *Fabula di Cephalo*, composée par Nicola de Correggio, 1496, II^e acte. Bandello, part. III, nov. 21. Zamboni, p. 423, fait aussi allusion au caractère intraitable des esclaves.

de la céder, de la vendre, de l'aliéner, de la mettre en gage, de la louer, d'en disposer par testament tant en ce qui concernait le corps qu'en ce qui concernait l'âme ¹. »

Le droit de location s'exerçait assez fréquemment ; en 1422, un maître cède pour trois ans, moyennant vingt ducats d'or, une esclave qui lui appartenait, avec faculté de la punir, de la frapper et de la sous-louer ² ; dans le cas où elle mourrait pendant le temps de la location, il ne devait être payé au propriétaire aucune indemnité. A Florence, en 1415, « l'usufruit » d'une esclave de haute taille et ayant des cheveux blonds était payé la somme de trente-cinq florins pour quatre ans, mais avec la condition qu'à l'expiration de ce laps de temps, l'esclave recevrait sa liberté.

Dans les relevés du cadastre, les esclaves étaient classés après les marchandises, sous la même rubrique que les bœufs, les chevaux et « autres bêtes. » Dans les saisies, on les séquestrait comme le reste des biens du débiteur ³. A Gênes, ceux qui cherchaient à s'enfuir étaient marqués à la joue ⁴.

La libération était assez souvent stipulée comme condition de vente, ou par testament. Marco Polo accorda, par testament, la liberté à l'un de ses esclaves (1323) ⁵. Plusieurs testaments, rédigés dans la première moitié du xv^e siècle, contiennent des legs de trente, quarante ou soixante florins destinés à assurer la libération d'esclaves. En 1434, le marquis dal Portico accorda la liberté, du consentement de son fils, à une esclave, fille d'une ancienne esclave lui ayant appartenu, ainsi qu'aux enfants qu'elle avait et pourrait avoir, la dégageant formellement « de tout lien de servitude ⁶. »

Le cas que voici montre bien comment et pour quelles raisons s'accomplissaient généralement les affranchissements ; un certain Nicola, citoyen de Florence, avait projeté de donner la liberté à son esclave en récompense des services rendus par

¹ Zanelli, p. 54. Cf. texte d'un acte de vente fait dans l'île de Négrepont qui relevait de Venise (1448).

² Bongi, p. 230.

³ Libri, II, 514.

⁴ Bongi, p. 241.

⁵ Daru, III, 80.

⁶ Zanelli, p. 82 et suiv. Cf. Gaye, *Carteggio*, I, 360, affranchissement d'un esclave nègre par testament. Florence, 1490.

elle à lui, à sa mère donna Costanza et à toute sa famille ; mais il mourut de la peste avant d'avoir pu réaliser son projet. L'esclave devint la propriété de sa mère, qu'elle servit « fidèlement et avec sollicitude » pendant neuf années encore, après quoi donna Costanza la loua pour quatre ans moyennant 35 florins. Ayant ainsi avisé à son intérêt, elle songea au vœu de son fils, et, le 11 octobre 1436, elle accorda la liberté à son esclave qui l'en implorait à genoux : *Genuflexam petentem et hop-tantem* ¹.

Giulia Gonzaga, si fameuse pour sa beauté, légua, en 1566, son esclave Cintia à Vespasiano, en lui enjoignant de lui rendre la liberté, de lui donner une dot et lui trouver un mari, à la condition toutefois que Cintia consentit à dévoiler à Vespasiano un secret qu'elle n'avait jamais voulu lui révéler à elle-même. Giulia eut regret par la suite de cette curiosité posthume, et, dans un codicille, annula toute clause restrictive ². A Florence, Lemmo di Balduccio délivrait deux esclaves par son testament ³.

La libération était parfois la récompense d'un bon allaitement ⁴. En 1435, un acheteur s'engage à accorder la liberté à une esclave ainsi qu'à ses fils, après qu'elle aura allaité puis soigné pendant quatre ans un enfant ; en 1446, un acte de vente porte qu'une nourrice noire, cédée au prix de 40 ducats, sera libérée au bout de cinq ans ⁵. L'évêque de Concordia, en Vénétie, accorda l'affranchissement à une esclave, à condition qu'elle demeurerait à son service comme servante libre sa vie durant ⁶.

Les conservateurs romains s'étaient arrogé le droit d'accorder la liberté à tout esclave qui viendrait la solliciter au Capitole, et

¹ Florence, *Archiv. di Stato, Prov. S. Matteo, Atto notarile rogato da Filippo Monteraspolo*. Zanelli, p. 87.

² J. Affo, *Memorie di tre Principisse di casa Gonzaga*, p. 46.

³ Testament publié à Florence en 1822, p. 113. Cf. Naples. *Arch. di Stato. Cancell. Aragonese partium*, vol. III, fol. 44, en 1483.

⁴ Bongi, p. 238, 230.

⁵ Voici la confirmation d'un acte d'affranchissement, apposée par le maître au-dessous du texte rédigé par le notaire :

Jo. Antonio di Giovanni soprascritto, libero la sopradetta schiava del vincolo della perpetua servitùdine e però cancello questa carta e donole la libertà e voglio chella sia libera di sua persona epperò io qui scritto di mia mano propria (14 avril 1386). Zanelli, p. 51.

⁶ Marcotti, *Donne e Monache*, p. 407, citant d'autres exemples analogues, sans donner de dates ni de sources.

le pape Paul III reconnut et confirma ce privilège par un bref daté du 27 juin 1535 ¹. Toutefois, il est à présumer qu'ils n'en usaient qu'avec une grande réserve, car autrement il n'y aurait pas eu d'esclaves à Rome, et il y en eut presque toujours, comme on a vu.

D'ailleurs, le pape revint lui-même sur sa décision en 1548 ², en conséquence de quoi le conseil communal prit une délibération, le 12 janvier suivant, autorisant les habitants à acheter et à posséder des esclaves ³. Le moment était favorable, en effet; Carlo Sforza avait récemment remporté d'importants succès sur les Turcs; il avait capturé bon nombre de prisonniers qui venaient d'être débarqués à Civita-Vecchia, et les Romains tenaient à profiter d'une si bonne occasion ⁴.

Pendant le pouvoir pontifical ne tarda pas à permettre de nouveau aux conservateurs de rendre libre tout esclave qui se présenterait à eux s'il se faisait baptiser; la bulle *Dignum*, du pape Pie V, reconnut le droit qu'avait le sénateur, « par privilège pontifical et en vertu de son pouvoir impérial, » d'affranchir les esclaves qui venaient à lui : le pape l'invita même à leur conférer le titre de citoyens (1566) ⁵.

La manumission s'accomplissait de la manière suivante : l'esclave se présentait devant le premier des conservateurs qui, après avoir pris connaissance de son certificat de baptême, lui imposait les mains sur la tête en disant : *Esto liber* ⁶.

¹ *Confirmatio antiqui Pontificii et imperialis privilegii pop. Roman. quod mancipia, seu servi confugientes ad Urbis conservatores libertatem acclamant si christiani fuerint libertatem consequantur et liberi sint.... Archiv. stor. Capit., Cred. V, vol. II, fol. 8. Cf. délibération du conseil communal en date du 20 novembre, portant que : Benchè l'uffizio del sacro senato della camera di Roma et di essa città e conservatori per antiqua consuetudine istituito, over special privilegio, tutti gli schiavi di qualunque sesso con concederli il privilegio della patria e libertà romana dal nodo della servitu.... Archiv. stor. Capit., Cred. I, vol. XXXVI, fol. 458.*

² Le rédacteur du grand bullaire n'a pas reproduit cette bulle, ni la précédente, *Uti otiosas* (t. VII, p. 482, note 1); elle se trouve dans Fenzonio, *Adnotationes in statuta Urbis*, p. 706.

³ *Archiv. stor. Capit., Cred. VII, vol. I, fol. 3.*

⁴ P. Alberto Guglielmotti, *Guerra di Pirati*, Florence, 1876, t. II, p. 175.

⁵ Bullaire, VII, 482. Cf. Bulle *Licet omnibus* de 1570. *Bullaire*, VII, 972. Il y avait compétition de pouvoir entre le sénateur qui alors était le représentant du pouvoir pontifical et les conservateurs, dont la nomination appartenait encore au peuple; c'est pourquoi le pape reconnaît au sénateur un droit qu'exerçaient effectivement les conservateurs.

⁶ Bonghi, 244.

Ces affranchissements se pratiquaient encore couramment au ^{xvii}^e siècle, soit qu'il s'agit d'esclaves au service de maîtres italiens, ou plus probablement de captifs faits sur les musulmans et amenés à Rome ¹.

Toutefois, les affranchis ne constituèrent jamais en Italie une classe particulière.

Les esclaves ne pouvaient ni posséder, ni trafiquer, ni tester, ni hériter ²; la *capitis diminutio* existait pour eux dans toute sa rigueur; on ne leur reconnaissait aucune personnalité, aucune existence civile; leur témoignage n'était pas recevable en justice, excepté dans certains cas particuliers. Le fils d'un esclave naissait esclave, excepté à Florence ³. Défense était faite de les épouser; la preuve en est en ce qui concerne tout au moins la Vénétie, que le grand conseil dut prendre une délibération spéciale en 1327 (12 mars) pour autoriser les mariages entre esclaves et vilains dans l'île de Candie ⁴.

A Gênes, un homme libre ne pouvait épouser une esclave que

¹ *Archivio stor. capitolino*, Cred. XI, vol. XXII, fol. 10, à la date du 10 avril 1663.

Comparuit coram Illmis Dñis conservatoribus in Capitolio et publica audientia Carolus sancta Maria, antea vocatus Amet, filium quod. Ossan Rodianus aetatis suae ann. 21 vel circa olim mancipium rev. dñi Faustini Sciara Archidiaconi Melitensi parvae staturae, et flexis genibus petiit libertatem, quam conservatores docti prius de ejus baptismo, ei benigne concesserunt, litterasque patentes necessarias et oportunas in forma tradi mandaverunt, praesentibus Dño Lelio Herculeo substituto fiscali et Julio de Benedictis, notario, testibus.

Ibid., fol. 85, le 16 mai 1670.

Comparuit in Capitolio in publica audientia, coram Illmis Dñis Conservatoribus Anna Carracciola, olim Soldana nuncupata, filia q. Papar Turca, aetatis suae annorum triginta circa, mediocris staturae, olim mancipia dñi Mutii Maceri romani, et flexis genibus petiit humiliter libertatem quam praefati Illmi Dñi Conservatores, docti per ipsam ex fide sacrosanctae baptismis se esse christianam, benigne concesserunt, praesentibus Dño Francisco Paduano, et Sancte Vespasiano testibus.

Les textes du même genre sont nombreux.

² Cependant, il y a des exemples de maîtres faisant des legs à leurs esclaves: le doyen du chapitre de Cividale laisse à son esclave une rente de quatre boisseaux de grain et de six barils de vin, à condition que, le jour de sa mort, elle visitât sa tombe, et que, durant la première année, elle la fit encenser selon la coutume. Marcotti, *Donne e Monache*, p. 407.

³ Zanelli, 62. A Villatta, dans la Marche Trévise, un noble ayant eu un enfant d'une esclave, toute la noblesse se réunit pour obtenir que la mère et l'enfant fussent déclarés libres, mais on dut consentir à enfermer à perpétuité l'enfant dans un couvent. Marcotti, *Donne e Monache*, Florence, 1884, p. 405.

⁴ Bonghi, p. 238.

si son maître y consentait ; en cas d'infraction, l'amende était de 350 livres, si l'esclave était blanche, et de 250 livres seulement si elle était noire.

Rien n'empêchait, au contraire, les esclaves affranchies de se marier ; parfois les maîtres leur constituaient d'avance une dot. Valisnieri reconnaît avoir reçu cinquante florins comme dot de sa femme auparavant esclave, somme que lui avait léguée sa maîtresse à l'effet de faciliter son mariage (1444) ¹. Il y a des exemples de maîtres fournissant à leurs esclaves un trousseau, un manteau fourré de renard, deux paires de serviettes, deux paires de draps, deux manteaux ².

Mais, comme il y avait très peu d'hommes esclaves, les mariages ne pouvaient manquer d'être rares ; d'autre part, leur situation exposait les esclaves à bien des complaisances, et elles devinrent, principalement dans les classes moyennes, un élément de désordre dont les législateurs eurent à s'occuper. Une loi vénitienne, datée du 10 août 1237, prononça la peine de la fustigation et de la marque contre les suborneurs d'esclaves ³ ; une autre, moins sévère, portée en 1374, leur infligeait trois mois de prison ⁴. A Florence, des sentences rigoureuses frappaient ceux qui avaient enlevé des esclaves. En 1372, un homme, ayant détourné une esclave grecque « pour son usage et convenance, » fut condamné à cinq cents livres d'amende et à restituer l'esclave. En 1376, trois complices s'entendirent pour l'enlèvement d'une esclave, qui résista et appela, selon la formule d'alors, *Accurri homo* ; cette violence est punie d'une amende de six cents livres ⁵. La même année, le ravisseur d'une Tartare eut à payer deux cents livres. Parfois on entrait en composition. Lorenzo Luziano écrit dans ses Mémoires qu'il a obligé un homme qui avait rendu mère une de ses esclaves, à lui faire une reconnaissance de trente florins, « non pour avoir la somme, dit-il, mais pour lui inspirer plus de retenue à l'avenir ⁶. »

¹ Bongi, p. 239.

² Marcotti, *Donne e Monache*, p. 407. Maestro Pietro, grammairien, affranchit son esclave et lui constitue une dot. *Ibid.*

³ Lazari, p. 481.

⁴ Cibrario, I, 182.

⁵ Florence, *Archivio di Stato. Sentenze del capitano N. Ruffo, del 1372*, fol. 42, et *Sentenze del capitano Gio Bertoli del 1376*, fol. 49, 83. Cf. *Sentenze del capitano Cante de Gabrielli del 1378*, quad. VIII, p. vi.

⁶ Zanelli, p. 66.

En 1539, une tentative d'enlèvement d'une esclave est punie de dix florins d'amende ¹.

Les statuts de 1415 ordonnent que celui qui aurait rendu mère une esclave paie à son propriétaire une compensation de la diminution de valeur que la grossesse a fait subir à l'esclave, le tiers de ce qu'elle valait antérieurement ².

Comme les enlèvements continuaient néanmoins, la Balia décida, en 1452, que les coupables seraient pendus « et obligés de restituer l'esclave ; » toutefois, s'ils ne l'avaient gardée que deux jours, la peine était réduite à une amende de deux cents livres ; celui qui pénétrait dans une maison avec la pensée de détourner une esclave était passible d'une peine sévère. En 1435, le juge « collatéral, » sorte de substitut du juge ordinaire, appliquant les statuts de 1415 et les aggravant même, obligea un homme qui avait rendu une esclave enceinte à verser à son maître le tiers de sa valeur, plus cinq florins pour les frais d'accouchement.

A Lucques, dans un cas semblable, un accord intervint entre le suborneur et le propriétaire, qui accepta 9 écus, dont 3 pour les dépenses nécessitées par l'accouchement ³. Le coupable s'en tirait à bon compte, car les statuts de 1372 ordonnaient que le suborneur payât une amende de 100 livres, et prit pour lui l'esclave après en avoir payé deux fois le prix au propriétaire, si celui-ci était disposé à la vendre ⁴. Les statuts de 1526 portent l'amende à 200 livres et déclarent que le suborneur devra payer au propriétaire trois fois le prix. On en croyait le serment du propriétaire, s'il était homme de qualité et avait bonne réputation ⁵.

A Ferrare, le coupable devait simplement rembourser au propriétaire le prix de son esclave, même s'il l'avait débauchée dans sa propre maison. Si c'était le maître qui avait abusé de

¹ Florence, *Archivio di Stato*, Sentenze degli Otto di Custodia, vol. 2710, fol. 187, 21 août 1539. Un complice est condamné à la même amende.

² Liv. III, Rub. 186. « ...*Et quia ex partu deterior efficitur serva, teneatur idem ingravida solvere domino, vel possessori ejusdem servae, tertiam partem ejus, quod ante partum predictum valebat. Et quod fuerit gravida ex aliquo certo termine, stetur assertionem dictae servae cum duobus testibus de publica voce et fama probantibus.* »

³ Zanelli, p. 107, 66.

⁴ Zanelli, p. 61.

⁵ Lib. IV, cap. 103. Imprimé à Lucques en 1536, fol. 216.

son esclave contre sa volonté, il devait payer 20 livres d'amende. Chose à remarquer, on tenait comme suffisant le témoignage de l'esclave elle-même ¹.

Toutes ces dispositions n'empêchaient pas la débauche des esclaves. Sur 165 enfants apportés à l'hospice de Sienne dans les premières années du xv^e siècle, 55 étaient nés esclaves, 16 de mères libres, 94 d'inconnues. En deux ans, il y eut, dans la famille Guingi, sept naissances d'enfants ayant pour mères des esclaves ². Carlo de Medici serait le fils d'une esclave circassienne achetée à Venise, en 1427, pour Cosme ³.

Il y a quelques exemples de pères demandant à reconnaître leurs enfants ou leur faisant un legs. Rinieri Guicciardini, lequel devint prêtre puis tourna mal, était le fils de Luigi Guicciardini et d'une esclave nommée Margherita ⁴. Un père légua ainsi, en 1443, 400 florins au fils d'une esclave qu'il avait rendue mère ⁵. Les statuts de Florence de 1415 imposaient au père le devoir de subvenir à l'entretien de son enfant, en même temps qu'ils déclaraient libre l'enfant d'une esclave et d'un homme libre ⁶.

Il ne faut pas attribuer à la beauté particulière des esclaves les entreprises si nombreuses dont elles étaient l'objet. Les descriptions qui figurent fréquemment aux actes de vente les représentent comme petites de taille, presque toujours marquées de cicatrices ou quelquefois de la petite vérole, de teint olivâtre, et ayant les traits épais. Telle esclave, vendue à Florence en 1366, est dite : de hauteur moyenne, à peau blanche, avec une cicatrice sur le nez, et deux autres plus petites sur la

¹ Statuts réformés en 1567, Rub. 104, fol. 154.

² Bongi, p. 229. On comprend que, cela étant, les femmes esclaves pouvaient remplir les fonctions de nourrice plus fréquemment que ne l'aurait laissé présumer le petit nombre des mariages avec les esclaves hommes amenés en Italie.

³ Litta, *Fam. de Med.*, Tav. VIII. Elle mourut en 1492. Enlèvement à Naples avec des bijoux. Naples, *Arch. di Stato Cancell. Partium*. Vol. VI, fol. 142, an. 1492.

⁴ Guicciardini, *Ricordi di famiglia, Opere inedite*, X, 57.

⁵ Bongi, p. 239, 236.

⁶ Lib. III, Rub. 186. « *Et si quis servam allerius ingravida verit, teneatur agnoscere et nutrirī facere partum dictae servae suis sumptibus et expensis, et etiam pro sumptu dictae sclavae in partu solvere domino ipsius florenos quinque.... Et partus natus sequatur conditionem patris, et si ex patre libero nascatur, talis natus liber efficiatur ipso facto, et sit in omnibus et per omnia ac si ex libera famula natus esset.* »

joue droite, les sourcils réunis, le nez gros, des tares aux doigts et des cicatrices sur l'épaule gauche. Telle autre, de dix ans, avait la peau olivâtre, avec une grande cicatrice au-dessus du sourcil gauche, une autre cicatrice sur la joue gauche près du nez, le nez camus. Elle fut achetée 29 florins (1367). Une autre avait la peau olivâtre, une cicatrice sur la tempe droite, les yeux enfoncés et louches; une autre, âgée de vingt ans, avait le nez épaté, les lèvres grosses et coupées d'une cicatrice, le lobe des oreilles large, la peau brune et trouée de petite vérole ¹; d'autres avaient un bras plus long que l'autre, les yeux louches. Et elles se vendaient bien pourtant; celle qui avait les bras inégaux coûta quarante-deux florins plus cinquante solidi au courtier ².

En marge de son mémorial, Baldovinetti a tracé le profil des esclaves dont il faisait l'acquisition, et ses représentations montrent, quelle que soit la part qu'on fasse à l'inhabileté du dessinateur, que les descriptions des actes notariés ne faisaient pas tort aux esclaves ³.

Dans une période de plus de trente années, il n'est fait mention, dans les registres florentins, que d'une seule esclave « belle de corps, » *pulchra corpore* ⁴.

L'emploi des esclaves ne disparut, ce semble, que vers la fin du xvi^e siècle ⁵. Dans les pièces de théâtre italiennes composées

¹ Zanelli, p. 41, 42, 43.

² Lazari, p. 472.

³ Dans le portrait supposé de Lucrèce Borgia ou de Laura de' Dianti par le Titien, qui a fait partie de la galerie du Régent puis de la collection Herbert Cook de Richmond, on voit à ses côtés un esclave d'une dizaine d'années, avec le type africain, cheveux crépus, lèvres épaisses (Yriarte, *Autour des Borgia*, p. 124, reproduit ce tableau). On voit aussi un enfant esclave dans les noces de Cana, à gauche; le type est le même. On en voit un autre dans la collection Gaignères qui est au Cabinet des Estampes. Les représentations d'esclaves sont d'ailleurs très rares dans les tableaux italiens.

⁴ Zanelli, p. 43.

⁵ Luzio et Renier, *Nuova Antologia*, ser. III, vol. XXXV (1891), p. 137. D'ailleurs, les statuts des diverses cités, rédigés dans la première partie du xvi^e siècle, comprennent presque toujours des articles ayant trait aux esclaves, *schiave*, tandis que ceux qui furent publiés après cette époque n'en font plus mention, bien qu'il y soit question de servantes, *famulae*. Exemples: *Statuta Caesanae*, 1589; *Statuta Mutinae*, 1590. Cependant les statuts de Gènes, publiés en 1588, montrent qu'il s'y trouvait encore des esclaves. Pardessus, *Lois maritimes*, IV, 438-580. Grazzini, surnommé Il Lasca (1503-1583), dit dans le prologue de la *Sorcière*: « A Florence, on ne vit pas comme on vivait à Rome ou à Athènes, nous n'avons pas d'esclaves. » Cf. Cantù, VIII, 255.

au cours du XVI^e siècle, dans *La Cassaria* d'Arioste (1503), et dans *La Talanta* de l'Arétin (vers 1542), par exemple, il est question d'esclaves et de marchands d'esclaves, de même que dans la pièce de Beltrame, *l'Inavertito* (1629), dont Molière s'est inspiré pour *l'Étourdi* ¹.

Les deux cent huit esclaves que ramena la flotte de Cosme I^{er} quand elle eut triomphé en 1605 de celle des Turcs, et pris la ville de Prévesa en Albanie, furent dirigés sur Messine, où on les vendit environ 300 francs par tête ; un petit nombre seulement vinrent à Livourne, preuve que l'esclavage avait à peu près cessé à cette époque en Toscane, mais qu'il se maintenait en Sicile. Il y disparut aussi, ce semble, vers la fin du XVI^e siècle ².

Lorsque le docteur Pagni fut reçu en 1665 par le bey de Tunis, celui-ci dit qu'il honorait son maître le grand-duc parce que dans ses États les musulmans étaient bien traités ³ ; mais il faisait évidemment allusion aux captifs faits dans les guerres barbaresques, et auxquels, à Rome et en Toscane, on accordait la liberté après les avoir baptisés en grande pompe. Pour cette époque, on ne retrouve plus d'acte de vente et il semble bien qu'en effet il n'y eut plus alors en Italie, à proprement parler, d'esclaves attachés au service domestique ⁴.

E. RODOCANACHI.

¹ Dans le *Merchant of Venice*, Shakespeare fait dire à Shylock (acte IV, sc. 1) :
You have among you many a purchas'd slave
Which, like your asses and your dogs and mules
You use in abject and in slavish parts
Because you bought them....

En Angleterre, les vagabonds étaient condamnés à être réduits en esclavage par une loi portée en 1547.

² Article G. Conti, dans *Il secolo XX*, an II (1902), n. 13, p. 219.

³ Pagni, *Lettere*, Florence, 1829, p. 18.

⁴ Voir cependant Zamboni, p. 455 et suiv., où il cite des cas d'esclavage au XVII^e et au XVIII^e siècle et même en 1848 !

LA

SECRÉTAIRERIE PONTIFICALE

SOUS PAUL IV

L'organisation de la secrétairerie pontificale au xvi^e siècle n'est connue jusqu'à présent que très imparfaitement. M. Th. von Sickel a fourni sur ce sujet quelques données, mais il fait remarquer lui-même qu'en raison de l'instabilité de l'institution, des transformations qu'elle subit à cette époque, il est nécessaire d'en suivre pas à pas le fonctionnement ¹. Souvent les organes qui dureront définitivement existent, mais ils n'ont pas encore trouvé leur nom : c'est le cas pour le cardinal secrétaire d'État. Des attributions qui seront plus tard nettement définies sont encore confondues ; la division du travail est imparfaite. Nous avons suivi le conseil du savant autrichien, en limitant nos recherches au pontificat de Paul IV.

I

Le document le plus intéressant que l'on connaisse, sur le fonctionnement de la secrétairerie apostolique au xvi^e siècle, est un mémoire rédigé en 1574 par Giovanni Carga ². L'au-

¹ Sickel, Ein « Ruolo di famiglia » des Papstes Pius IV, dans les *Mittheilungen des oesterreichischen Instituts für Geschichtsforschung*. XIV Band, p. 578. L'auteur revient sur le même sujet, dans les *Römische Berichte I*, publiés dans les *Sitzungsberichte der Kaiserl. Akademie der Wissenschaften*. Wien. Bd CXXXIII, p. 40 et suiv. Il dit entre autres choses : « Viel umfassende Studien wird es erfordern, das neue Secretariat.... durch alle seine Wandlungen hindurch zu verfolgen. » — Voyez aussi l'essai d'Ant. Pieper sur la secrétairerie de Paul IV, dans son ouvrage : *Legaten und päpstlichen Nuntien*, p. 184-189.

² Informatione del secretario e secretaria di Nostro Signore et di tutti gli offitii che da quella dipendono del Sgr Giovanni Carga. Publié par Laemmer, *Monumenta Vaticana*, appendix II, p. 457 et suiv. L'auteur déclare au début

leur avait passé sa vie dans les bureaux de la secrétairerie ; déjà en 1536 il figure sur les « Ruoli di famiglia, » en qualité de familier de Jean-François Commendone, qui est lui-même secrétaire du pape ¹. Et quand il écrivait, l'affaiblissement de sa vue, presque la cécité, l'obligeait à abandonner sa carrière. Nul n'était mieux qualifié pour donner son avis sur une institution dont une longue expérience lui avait fait connaître tous les rouages.

Dans son mémoire, qui a surtout un but pratique, il insiste sur la nécessité d'introduire des réformes et signale celles qui lui paraissent les plus urgentes, mais il réserve aussi une place à l'histoire de la secrétairerie. Il remonte jusqu'à Martin V, « le premier qui assure aux secrétaires des émoluments sur certaines expéditions : » à cette époque, sont secrétaires du pape tous les hommes distingués par leur expérience et leur culture intellectuelle, qui vivent à Rome et peuvent servir utilement le Saint-Siège. Calixte III, par une disposition confirmée par Pie II, réserve ce titre à six personnages. Enfin Innocent VIII forme un vrai collège de secrétaires, composé de vingt-quatre membres, en plus des six qui étaient déjà en fonctions : la charge était vénale, mais les candidats devaient être agréés par le collège et réunir certaines conditions d'âge et de science. De plus, le pape se réservait le droit de nommer un « *secretario domestico*. » Dans le principe, les attributions de cette institution furent considérables ² : ses membres intervenaient dans toutes les grandes affaires du gouvernement de l'Église, aussi bien dans les affaires politiques que dans celles qui avaient un caractère strictement religieux. Quand Léon X créa la secrétairerie des brefs, que Paul III institua le tribunal de l'Inquisition ³, leur rôle perdit

qu'il y a lieu de s'étonner « che tra tanti scrittori, che di se hanno lasciato memoria honorata nella corte di Roma, nessuno ritenga nome d'haver scritto della secretaria et del secretario di N^{ro} Sig^{ro}. » Ce mémoire est analysé par Sickel dans les *Römische Berichte*, loc. cit.

¹ Bibl. vatic., *Ruoli di famiglia di Paolo IV*, t. 272 v^o.

² Voir la bulle du 31 décembre 1487, par laquelle Innocent VIII institue le collège des secrétaires. *Bullar.* V, p. 330-338, éd. Turin.

³ Dès le début l'Inquisition se distingua complètement de la secrétairerie apostolique : elle eut le caractère d'un tribunal chargé de veiller au maintien de la foi, à la répression des hérésies. Nous n'aurons donc pas à nous en occuper. Entre les deux organismes, il n'y a rien de commun. Voir la bulle de Paul III instituant l'inquisition. *Bullar.* VI, p. 344 et suiv.

beaucoup de son importance. D'autre part, le secrétaire domestique avait pris une influence toujours grandissante, au détriment de celle de ses collègues. La concentration de l'autorité en un petit nombre de mains et la division du travail avaient enlevé au collège sa raison d'être : au temps de Carga, il n'était plus qu'un corps sans vie, qui, de sa puissance d'autrefois, n'avait conservé que des privilèges honorifiques et le droit de toucher les rentes qui représentaient l'intérêt du capital que chaque membre avait versé pour acheter sa charge.

Nous avons nommé le secrétaire domestique : c'est lui qui donne à l'institution créée par Innocent VIII son importance durable. Pour la direction de la politique pontificale, nul personnage n'exerce une plus grande influence : vivant dans l'entourage immédiat du pape, il est appelé à donner son avis sur les affaires importantes qui se présentent au jour le jour, il rédige les minutes de la correspondance politique avec les légats, les nonces, les princes ou leurs ministres. Même quand les papes, cédant à des préoccupations de népotisme, créent un organe intermédiaire entre eux et le secrétaire domestique, celui-ci conserve toute son influence, sinon sur le pape, du moins sur le cardinal neveu, dont il devient comme le substitut. A lui seul il absorbe toute l'autorité attribuée primitivement au collège des secrétaires et, pour remplir sa tâche énorme, il se voit obligé de se faire aider par un nombre plus ou moins grand d'employés subalternes dont les fonctions sont diversement importantes, et qui tous lui obéissent.

Qu'on le note bien, les secrétaires des brefs, auxquels Léon X a donné le titre de « *secretarii domestici*, » ne sont pas compris dans ce groupe d'officiers placés sous l'autorité immédiate du secrétaire intime. Avec ce dernier, ils doivent entretenir des rapports de bonne intelligence, mais tout se borne à cela, il n'existe entre eux aucun lien de dépendance. Ils dépendent *dalla viva voce del papa*.

Un collège de trente secrétaires, qui n'ont plus qu'un titre honorifique, le groupe des secrétaires des brefs, dont le nombre n'est pas déterminé, le cardinal « surintendant, » qui est le bras droit du pape pour la direction de la politique, le secrétaire intime, sorte de substitut du cardinal, et, sous les ordres de ces deux hauts dignitaires, des fonctionnaires subalternes, tels sont les élé-

ments essentiels dont se compose la secrétairerie apostolique, d'après la description de Carga.

Établissons le contrôle de ces renseignements et, à l'aide des documents du temps ¹, examinons dans quelle mesure la secrétairerie de Paul IV était adaptée, dans son organisation et son fonctionnement, au type que nous a décrit Giovanni Carga.

II

Au temps de Paul IV, il semble que la présence d'un cardinal à la direction des affaires politiques est considérée comme une tradition définitivement consacrée : dans un passé tout voisin, on avait eu les exemples de Julien de Médicis, d'Alexandre Farnèse, d'Innocent del Monte ². Quelques jours après son avènement, Paul IV, sans doute au grand étonnement de ceux qui s'étaient habitués à voir en lui le représentant le plus austère du parti réformateur, avait élevé à la dignité cardinalice son neveu, Carlo Carafa. A la fin de juillet, il faisait savoir aux différents nonces qu'il « associait le nouveau cardinal à la conduite des affaires et négociations concernant l'Église et le Saint-Siège, » il les invitait à lui adresser désormais leur correspondance et à lui donner la même confiance qu'au pape lui-même ³. Le nonce de France, en envoyant ses félicitations au nouvel élu, donne bien la mesure de l'influence qu'il est appelé à exercer lorsqu'il dit que « Sa Sainteté lui a imposé la charge la plus

¹ Je m'aiderai dans cette étude des *Ruoli di famiglia* de Paul IV qui sont conservés à la Bibliothèque vaticane, des correspondances diplomatiques des ambassadeurs résidant à Rome et des registres de bulles et de brevets conservés aux Archives vaticanes. J'ai retrouvé plusieurs recueils de documents originaux qui avaient été formés à l'occasion du procès du cardinal Carlo Carafa : ils m'ont fourni des renseignements précieux. A dessein, je ne me suis pas servi d'ouvrages de seconde main.

² Sur le rôle joué dans la secrétairerie par les cardinaux Julien de Médicis et Alexandre Farnèse, voir A. Pieper, *Zur Entstehungsgeschichte der ständigen Nuntiaturen*, p. 4-7. Pour Innocent del Monte, voir le même, *Die päpstlichen Legaten und Nuntien....*, p. 121 et suiv.

³ Voir entre autres le bref au nonce de France, Sébastien Gualterio, du 25 juillet 1555. « Eum (Carolus Caraffam) in partem harum curarum et negotiorum nostrorum ad eandem ecclesiam sedemque apostolicam pertinentium.... vocavimus. Quare cum is propterea ad Circumspectionem tuam in praesenti scribat ac deinceps in posterum nostro nomine scripturus sit, etsi id per te facturum fuisse confidimus, volumus tamen ut eandem prorsus fidem eius literis habeas quam nostris haberes. » *Archives privées de la famille Gualterio, à Bagnorea. Orig.*

importante de toutes ses affaires ¹. » Il est considéré comme le lieutenant du pape, sur lequel celui-ci se décharge d'une partie de ses occupations et de ses soucis. Il est le « surintendant, » pour employer l'expression dont Carga se sert dans son mémoire.

Le cardinal Carafa a eu l'occasion de s'expliquer lui-même, dans un mémoire justificatif, sur la nature de ses fonctions : elles étaient aussi importantes que variées. Voici les passages les plus saillants de ce mémoire pour la question qui nous occupe : « Quand il a plu à Notre-Seigneur de me confier la direction générale des affaires (*darmi la cura della somma delle cose*), j'ai procédé de la manière suivante : d'abord j'ai réparti les charges du gouvernement (*la cura de negocii*) de cette façon : à Mons. della Casa, toutes les affaires d'État, à Mons. d'Avignon, toutes les affaires de l'État ecclésiastique, à M. Silvestro Aldobrandini, les affaires fiscales et beaucoup d'autres choses concernant Rome ou le dehors qui se rapportaient au criminel, aussi certaines affaires civiles quand il m'est arrivé d'avoir besoin de son concours.

« Chaque matin, quand je ne devais pas donner audience aux ambassadeurs des princes, j'avais l'habitude de recevoir ces ministres, afin que chacun me rendit compte de ce qui s'était passé de nouveau depuis la matinée précédente. Quand il s'agissait de questions importantes, le plus ordinairement je les exposais en présence de tous, afin que chacun pût donner son avis....

« Quand arrivaient des lettres, fût-ce même au moment de ces délibérations, j'interrompais mes occupations jusqu'à ce que je les eusse lues, afin de prendre sans retard les mesures nécessaires, lorsqu'on me signalait des cas urgents.

« Jen'ai jamais voulu apposer ma signature au bas des lettres sans les avoir lues en entier, mot à mot, non seulement pour ne pas m'exposer à être trompé, mais encore pour savoir ce qui avait été écrit quand arrivaient les réponses ². » D'autres pas-

¹ Gualterio à Carafa. Di Poysi a 21 d'agosto 1555. *Arch. vatic. Nunzial. di Francia*, t. XIX, f. 1, orig. Il annonce qu'à la cour de France, on s'est grandement réjoui en apprenant « che S. Santità habbi imposto a lei la più importante carica di tutti i suoi negotii. »

² Ce mémoire est inséré dans le *Liber iurium*, recueil des documents qui ont servi à composer les actes du procès des Carafa en 1560-1561. Cette collection, qui contient des textes du plus grand intérêt pour l'histoire du

sages de ce mémoire permettraient de prouver que le cardinal avait la haute surveillance sur la justice, les finances, les approvisionnements. Pour ce qui concerne la secrétairerie, nous pouvons compléter et préciser ce qui vient d'être dit par un document tout semblable rédigé quelques années plus tard. Il nous renseigne sur les attributions du cardinal Alexandrin, le neveu de Pie V : il est qualifié *generalis superintendens omnium negotiorum universalis Ecclesiae et totius status ac Almae Urbis*. C'est déjà le cardinal *sopraintendente* de Carga. Comme surintendant de l'Église universelle, on lui attribue spécialement la faculté « de pouvoir écrire aussi bien aux légats *a latere* et aux cardinaux S. R. E. qu'aux nonces et aux autres commissaires envoyés auprès de l'Empereur, des rois et princes chrétiens, de donner des ordres dans ces lettres comme par commandement du pape « et vivae vocis oraculo, » également de recevoir et d'ouvrir les lettres écrites au pape par ces mêmes légats ou nonces, d'écrire à tous les autres fonctionnaires, quels qu'ils soient, et d'ouvrir leurs lettres ¹. »

En fait, ces remarques s'appliquent aussi bien au cardinal Carafa qu'au cardinal Alexandrin. Nous avons vu quel était le sens des instructions envoyées aux nonces en juillet 1555 : les correspondances diplomatiques du pontificat de Paul IV, qui sont encore conservées en original, sont toutes adressées au cardinal Carafa ². Les lettres et instructions aux nonces et autres

pontificat de Paul IV, est conservée en original aux *Archives du Vatican. Miscellanea*, X, 197. — Il en existe une copie bien connue aux archives d'État de Rome.

Le mémoire, dont il est ici question, porte le titre : *Sumario dell' attioni di Mons. Ill^{mo}*. Il n'est pas signé. Au dos, on lit cette note écrite de la main du notaire : *Ostensa Ill. cardinali Carafe ut in suo const^o die 12 aug. 1560*.

L'hypothèse, admise par G. Coggiola (*Sull' anno della morte di mons. della Casa*, p. 8-11), qui attribue ce mémoire à Antonio Carafa, marquis de Montebello, est insoutenable. Ce frère du cardinal ne joua jamais qu'un rôle secondaire. Durant la légation de France, ce fut le duc de Paliano qui eut la haute direction de la politique, « Subintrando al cargo di tutte le facunde. » Voy. entre autres, dépêche de Navagero du 18 avril 1556. Venise, Arch. d'État. *Dispacci al Senato*, t. VII, f° 151 v°.

¹ Cette pièce n'est pas signée; elle est intitulée : *Summarium facultatum Ill. et R. Card. Alex.* Arch. vatic. *Varia politic.*, t. LXXIX, f° 319.

² Il va sans dire que cette remarque ne s'applique pas aux six derniers mois du pontificat, pendant lesquels le cardinal Carafa vécut en exil à Cività Lavinia et à Marino. Ce n'est pas le lieu d'indiquer ici les fonds où se trouvent les correspondances diplomatiques des nonces sous Paul IV. Pour cette pé-

agents du Saint-Siège portent de même sa signature ¹. Bien plus, il a une influence prépondérante dans la nomination de ces agents. Au début du pontificat, il maintient en France le nonce nommé par Jules III : ainsi l'exige sa politique pleine de dessous. Quand la rupture entre l'Espagne et le Saint-Siège est un fait accompli, il le remplace par une de ses créatures. Mais pour arriver à ses fins il doit jouer d'habileté. De la cour de France, à la fin de sa légation de 1556, il propose la candidature de l'archevêque Orsini, prélat fort en faveur auprès de Henri II et du connétable. Or, le pape lui fait savoir qu'il préfère un auditeur de rote, Mons. Oradino, qui fait partie de la suite du légat. C'est un choix qui déplaît au cardinal : le 31 juillet, il écrit à son frère, le duc de Paliano, pour lui marquer son étonnement : « Mgr Oradino est un homme sur la fidélité duquel on peut compter, mais il me paraît si froid, si délicat au physique, si peu éveillé, si peu apte à pénétrer les tendances (*humori*) de cette cour, que je ne pense pas qu'il puisse faire notre service.... Il est déjà parti pour Lyon, il doit être maintenant à Avignon. Puisque son voyage est déjà si avancé, je prendrai la liberté de le ramener à Rome ; si Sa Béatitude y tient, il sera toujours temps de le renvoyer ². » Cette tactique lui réussit à merveille : à défaut d'Orsini, il obtient l'envoi en France de César Brancatio, un de ses plus dévoués serviteurs.

Il use très largement du système des agents extraordinaires, et ceux-là sont particulièrement de ses amis, des hommes attachés à sa fortune par la communauté des intérêts. Comme sa politique est fondée sur la dissimulation et la poursuite d'intérêts de famille peu conciliables avec les intérêts généraux de l'Eglise, ses agents ne connaissent qu'une partie de sa pensée ³.

riode, ces documents sont très dispersés : on les trouve surtout dans les Archives du Vatican et à la Barberini. Beaucoup d'originaux restent encore à découvrir, s'ils existent.

¹ Les lettres du cardinal aux nonces sont beaucoup plus rares que les lettres des nonces au cardinal : comme ensemble à peu près complet, on ne possède guère, jusqu'à présent, que sa correspondance avec J.-F. Commendone, envoyé extraordinaire à Venise, en 1556. Arch. vatic. *Lettere dei Principi*, t. XXII.

² Card. Carafa al duca di Paliano. Di Parigi, l'ultimo di luglio 1556. Orig. Arch. vatic. *Miscell.* X, t. CXCVII, fo 341 v^o-342.

³ Sur les procédés de la politique de Carafa, voir notre article : *La question de Sienne et la politique du cardinal Carlo Carafa*, dans *Revue bénédictine*, 1905, fasc. de janvier, avril et juillet.

Le nonce Sébastien Gualterio travaille de la meilleure foi du monde à la conclusion de la paix entre la France et l'Empereur, et en même temps Annibal Rucellai, puis le duc de Somma, négocient les conditions d'une ligue offensive de la France et du pape contre Charles-Quint ¹. Quand les négociations sont d'une gravité exceptionnelle, au moins à son point de vue, il ne laisse à personne le soin de les conduire ; il se fait attribuer les facultés de légat *a latere* ².

Les ambassadeurs résidant à Rome sont en relations continues avec lui. Paul IV n'accorde audience que très difficilement, surtout dans les deux dernières années de son pontificat : c'est au cardinal qu'ils s'adressent, en son absence au duc de Paliano ³. Même quand ils ont vu le pape, ils font part au neveu du sujet et du résultat de leur conversation ; parfois aussi le pape lui-même les renvoie au cardinal comme étant mieux qualifié pour discuter et régler l'affaire dont il s'agit ⁴. Il est compris au nombre des cardinaux *di palazzo*, c'est-à-dire de ceux qui sont logés au Vatican, il occupe les appartements Borgia : c'est là qu'il donne ses réceptions, qu'il offre une hospitalité splendide aux grands personnages qui viennent à Rome et dont il lui importe de gagner les bonnes grâces ⁵.

¹ Sur les négociations de Rucellai et du duc de Somma, voir G. Duruy, *Le cardinal Carlo Carafa (1519-1561). Étude sur le pontificat de Paul IV.* Hachette, 1882. — La correspondance diplomatique de Séb. Gualterio est conservée aux Arch. vatic. *Varia politic.* t. CXXV, copie.

² Le cardinal remplit à trois reprises les fonctions de légat : en France (de mai à septembre 1556), à Venise et en Italie (de décembre 1556 à mars 1557), à la cour de Bruxelles (d'octobre 1557 à avril 1558).

³ Souvent les lettres des ambassadeurs, en particulier celles de l'ambassadeur vénitien, Navagero, sont remplies par la relation de leurs conversations soit avec le pape, soit avec le cardinal Carafa.

⁴ Voir, par exemple, lettre de l'évêque d'Anglone au duc de Ferrare, du 7 mars 1557.

⁵ Les appartements Borgia étaient déjà occupés par Innocent del Monte sous Jules III ; à l'avènement de Paul IV, l'ainé de ses neveux, Jean Carafa, plus tard duc de Palliano, s'y installa : « Il conte ha havuto le stantie della torre Borgia ove stava il card' di Monte, » écrit au duc de Parme, Fr. Franchino, le 25 mai 1555 (Parme, *Carteg. farnes.*). Son cadet, quand il fut mis à la tête du gouvernement pontifical, quelques jours plus tard, le remplaça. Il y était encore en janvier 1559, au moment de sa disgrâce. L'ambassadeur de Ferrare écrit, le 25 janvier : « Il lier l'altro N. S.^{re} fece concistorio .. nelle stanze di Torre Borgia di dove fece rimover et levar di sua comissione il cardinale Carafa... » (Modène, Arch. d'État. *Amb. Est. Roma.* B. 36.)

Les principaux hôtes du cardinal furent Pierre Strozzi, en février 1556 ; le duc de Guise, en mars 1557 ; le duc d'Albe, en septembre 1557.

Entre le pape et le cardinal existent des rapports journaliers et empreints de la plus grande intimité. Dès le début, Paul IV comble son neveu de faveurs, il se laisse éblouir par ses qualités d'intrigant souple et débrouillard. Il professe pour lui une admiration profonde, qu'il ne prend pas la peine de dissimuler : au dire de Navagero, « il le dépeint comme l'homme le plus éminent qui ait jamais été au service du siège apostolique ¹. » Dans la gestion des deniers publics, il lui attribue le mérite d'une intégrité dont les autres neveux de pape n'auraient jamais donné l'exemple ². Les absences du cardinal se prolongent-elles, il est en proie aux plus terribles inquiétudes, c'est à croire qu'il le considère comme l'homme nécessaire. En juin 1556, quand la situation devient à Rome de plus en plus tendue avec les Espagnols, Silvestro Aldobrandini écrit au cardinal, qui est retenu en France : « Il est nécessaire que Votre Seigneurie Illustrissime s'acquitte de sa mission le plus promptement possible et hâte son retour. Quand vous écrirez, donnez-en l'espérance ici à Sa Béatitude pour la tranquilliser : il est visible qu'elle ne peut se défendre de quelque anxiété, ce qui pourrait porter atteinte à sa santé ³. » Et quand il est parti pour Bruxelles, à la fin de 1557, son confident, le cardinal Vitelli, lui écrit : « Durant ces trois jours qui se sont écoulés depuis mon arrivée, j'ai eu l'occasion de converser chaque soir avec Sa Sainteté durant quatre heures ; tous ces entretiens commencent et finissent par un souvenir à Votre Seigneurie Illustrissime ; ce saint vieillard n'a pas d'autre jouissance que de parler de vous ⁴. » Pendant ces absences et surtout dans les jours qui précèdent le retour, nombre d'affaires restent en suspens : pour les terminer, on attend le cardinal. En janvier 1557, le pape remet à son retour l'examen des propositions de paix que l'Espagne a transmises par l'intermédiaire de Francesco Pacecho ⁵. En février 1558, l'évêque de Sutriano, qui attend impatiemment sa nomination à un poste

¹ Alberi. *Relazioni degli Ambasciatori Veneti al Senato*, ser. II, vol. III, p. 384.

² Navagero al Senato. Di Roma alli 22 agosto 1556. — Venise, arch. d'État. *Dispacci al Senato*. Roma, t. VII, f° 280 v°.

³ Silvestro Aldobrandini al card. Carafa. Di Roma il di 21 di giugno 1556. Orig. — Arch. vatic., *Miscellanea. Arm.* X, t. CXCVII, f° 136 v°.

⁴ Card. Vitelli al card. Carafa. Di Roma alli XVII di novembre 1557. Orig. — Barberini, lat. 5711, f° 194.

⁵ B. Navagero al Senato. Di Roma alli 27 febbraio 1557. Venise, Arch. d'État. *Dispacci*, Roma, t. VIII, f° 135 v°-136.

de l'État ecclésiastique, écrit tout désolé à son protecteur, le cardinal Farnèse : « Toutes les expéditions, toutes les provisions qui sont à faire pour des postes vacants, sont différées jusqu'au retour de Mons. Illustrissime et Révérendissime Carafa ; et ainsi il faut avoir patience ¹. »

Quand il revint de sa légation à Bruxelles, Carafa semble avoir atteint au suprême degré de sa faveur et de sa puissance. Le pape ne s'était jamais intéressé à la politique que par accident, en homme « qui n'entend la conduite des affaires d'État qu'en gros comme philosophe ². » A cette époque, après l'échec lamentable de ses projets contre les Espagnols, il en était dégoûté. Il consacra toute son attention, toute son énergie, à la réforme de l'Église. Dans sa charge il distingua deux parts : la fonction purement religieuse et spirituelle, les obligations politiques et temporelles. De ces dernières il se déchargea complètement sur son neveu. Voici sur ce point le témoignage de l'ambassadeur ferrais : « Mons. Illustrissime Carafa tient en main la somme de toutes les affaires ; le duc de Palliano et tous les autres ont été mis de côté, et en même temps on persévère à croire que Sa Sainteté veut se dépouiller totalement des affaires et s'occuper uniquement des réformes, des consistoires, des congrégations de l'Inquisition, et de l'audience publique une fois le mois ³. » Et dans une lettre suivante, il fait allusion à « la suprême autorité que Notre-Seigneur a donnée à Mons. Illustrissime Carafa, laquelle ne pouvait être plus grande ⁴. » Ce renseignement

¹ Il vesc° di Satriano (*sic*) al card. Farnese. Di Roma alli 14 di febbraio 1558. Orig. Parme, arch. d'État, *Carteg. farnesiano*.

² Jugement du diplomate français, Charles de Marillac, reproduit par P. de Vaissière, dans son livre : *Charles de Marillac, ambassadeur et homme politique*..., 1510-1560, p. 326 et 327.

³ « Mons. Ill^{mo} Caraffa ha la summa di tutti li negotii in mano, et il S. Duca di Palliano et ogni altro stanno da banda, et pur persevera l'opinion che S. S^{ta} se habbia totalmente a spogliar de negotii et attender solo alle reformationi concistori congregationi dell' inquisitione et udiienza publica una volta il mese. » Vesc° d'Anglone al D. di Ferrara. Roma, mercoledì alli XI maggio 1558. Modène, Arch. d'État. *Amb. Estensi*. Roma, B. 36.

⁴ Le même. Roma il di VIII giugno 1558. Orig. *Eod. loc.* Ascanio Celso (agent des Farnèse) confirme ces renseignements : « Carapha fa careze a romani e cortegiani et vole attendere a molte facende et l'autorità è suprema perchei il papa è la data intiera : lui solo negotia et governa.... Napoli sempre col Papa il quale va spesso in Belvedere et di poi li concistorii congregatione di inquisitione, audienze publice, il resto Carapha attende a risolvere et ispedire. » Celso al card. Farnese. Di Roma ultimo di aprile 1558. Orig. Parme, *Carteg. farnesiano*.

est précieux : il témoigne que la charge de secrétaire d'État, toujours considérable, fut particulièrement importante sous Paul IV. En fait, à cette époque, la direction de la politique pontificale fut entre les mains du cardinal Carafa. L'idée dominante de cette politique, la lutte contre l'Espagnol envahisseur, appartenait au pape : son neveu se chargea de l'interpréter et de l'exploiter à sa façon ¹. Cette toute-puissance même rendit plus accablante sa subite et relentissante disgrâce de 1559.

L'autorité que Carafa attribue au cardinal « surintendant » correspond assez bien, nous semble-t-il, aux faits que nous venons de relever. Voici comment il s'exprime :

« La signature et la surintendance des expéditions faites par le secrétaire intime est la plus grande grâce, le plus insigne témoignage de faveur que puisse accorder le pape. Il a l'habitude de donner cette charge au cardinal qui lui est le plus cher, le plus étroitement attaché, même par les liens de la parenté. C'est comme son disciple, « quem prae caeteris diligit et cui revelat secreta et commendat matrem. » Il lui donne la voix (*dandogli la voce*) et la puissance (*la podestà*), il lui révèle le fond de sa pensée (*l'intrinseco della mente*) dans toutes les négociations que Sa Sainteté conduit comme vicaire du Christ. Armé de cette autorité, le cardinal exerce un contrôle supérieur (*sopraintende*), il signe les lettres secrètes qui ont été rédigées et qui lui sont présentées par le secrétaire intime, lettres adressées aux nonces et à d'autres ministres, grands personnages ou princes, de même celles qu'il écrit au nom du pape ou qui sont expédiées avec son sceau. C'est avec lui que les nonces sont en correspondance, de lui qu'ils dépendent. Avec lui, de vive voix et par écrit, traitent les ambassadeurs des princes, les cardinaux et autres ministres chargés de négociations. Pour rendre compte des affaires en cours, il a avec le pape, autant qu'il le veut, des conférences longues, secrètes et fréquentes ². »

III

Aux côtés du cardinal *sopraintendente* apparaissent deux groupes d'assistants : les secrétaires particuliers et les secré-

¹ Sur le rôle politique du cardinal Carafa et sa manière d'interpréter les intentions de son oncle, voir notre article déjà cité.

² *Opus citat.*, p. 467.

taires *a litteris italicis*. Les premiers ne semblent pas être revêtus d'un caractère officiel, ils sont comme les serviteurs du cardinal ; les seconds au contraire constituent, au su de tous, un des rouages les plus importants de cet organisme déjà si puissant qu'est la secrétairerie pontificale.

Massarelli, dans son Journal, note que le samedi 13 juillet 1555 a été publiée la liste des personnes que le pontife admet dans son intimité, au nombre de ses familiers. Après les camériers, les écuyers, les chapelains, les palefreniers, il mentionne trois secrétaires pour les lettres en forme de bref (*a litteris in forma brevis*), et six secrétaires pour les lettres italiennes (*a litteris italicis*). Plus tard nous aurons l'occasion de marquer la différence qui existe entre les deux catégories. Provisoirement nous ne nous occuperons que des secrétaires *a litteris italicis*. Les six titulaires mentionnés par Massarelli sont les suivants : « Jean, archevêque de Bénévent ; Antoine, évêque de Pola ; François Commendone, Vénitien ; Jérôme Soverchio, Vénitien ; Triphon Bencius, d'Assise, et moi Angelo Massarelli, de Santo-Severino dans le Picenum, qui, par la grâce de Dieu, ai déjà rempli les fonctions de secrétaire sous trois papes, Jules III, Marcel II, Paul IV, et dans trois conciles généraux, celui de Trente sous Paul III, de Bologne sous le même Paul, et enfin de Trente secundo sous Jules III ¹. »

Cette énumération ne nous renseigne pas sur le degré d'autorité dont jouissait chacun de ces dignitaires. La question se pose de suite : existait-il entre eux des rapports de subordination ? Et encore : est-il possible de distinguer parmi eux ce secrétaire intime auquel Carga attribue une si grande influence ?

On sait comment Paul IV, pour reconnaître la part que les Farnèse avaient eue à son élection, leur avait témoigné, au début de son pontificat, une confiance presque illimitée. Il leur avait déclaré qu'il les considérait comme ses propres neveux ². Il avait été jusqu'à proposer au cardinal Alexandre de prendre en main la haute direction des affaires ³. Celui-ci, tout en décli-

¹ Arch. vatic. Concilio, t. CXLIII, n° 31.

² « Disse (il papa) ancora che l'ha per proprii suoi nepoti. ... » Franchino al Duca di Parma. Di Roma alli 25 di maggio 1555. Orig. Parme, *Carteg. farnesiano*.

³ « Hier hebbe da far assai a difendersi dal carico de i negotii che la S^a S. le voleva dare... » Buoncambi al D. di Parma. Di Roma 25 di maggio 1555. *Eod. loco*.

nant ces offres, avait largement usé de son crédit, qui devait être aussi passager qu'étendu. Il avait en quelque sorte présidé à l'installation, à la mise en train du gouvernement central de l'Eglise, au début du nouveau pontifical ¹. Sur sa recommandation, les plus hautes fonctions avaient été attribuées à ses protégés, entre autres l'office de secrétaire à Mons. della Casa et à Mons. de Pola ². Ces nominations avaient eu lieu à la fin de mai, avant l'élévation au cardinalat de Carlo Carafa. Celui-ci ne tarda pas à écarter discrètement son dangereux rival ³. En juillet, la faveur du cardinal Farnèse avait cessé ; mais plusieurs de ses protégés restèrent en place et entrèrent pleinement dans la clientèle de leur nouveau patron. Ce fut le cas en particulier des secrétaires que nous avons nommés ; des renseignements précis permettent d'attribuer à l'un d'eux, à Giovanni della Casa, archevêque de Bénévent, le titre et l'autorité de secrétaire intime.

Le *ruolo di famiglia*, publié en juillet 1555 par l'évêque de Cénéda, maître de maison ⁴, suggère une première remarque. Della Casa est mentionné parmi les prélats en compagnie de l'évêque de Pola : tous deux sont distingués par la même qualité : *secretario*, ils ont à leur service le même nombre de quatre sous-secrétaires. La différence apparaît quant au nombre de chevaux qui sont mis à la disposition de l'un et de l'autre : della Casa en a trois, l'évêque de Pola seulement deux ⁵. L'ambassadeur de Ferrare permet de supposer que cette différence n'est pas sans importance, quand il écrit à son maître, quelques jours après la publication du « ruolo » : « Mgr della Casa est

¹ Voir sur ce point G. Coggiola, *I Farnesi e il Ducato di Parma e Piacenza durante il pontificato di Paolo IV*, 1905, vol. I, p. 29-30. Extrait de *l'Archivio storico per le Provincie Parmensi*. Nuova serie, vol. III, 1903.

² Voir lettres de Franchino (citées par Coggiola), du 17 mai, et de Vincenzo Buoncambi, du 1^{er} juin, au duc de Parme. Orig. Parme, *Carteg. farne-*
stano.

³ Voir Coggiola, *op. cit.*, p. 81.

⁴ Comme l'on sait, le *ruolo di famiglia* était publié par le maître de maison, quand il entrait en charge. Il y eut, sous Paul IV, trois maîtres de maison, et, par conséquent, trois *ruoli* : le premier publié, le 13 juillet 1555, par Michel della Torre, évêque de Cénéda ; le second, le 7 avril 1557, par Domenico del Nero, protonotaire ; le troisième, le 15 août 1558, par Bernardino Cirillo, commandeur de l'hôpital du Saint-Esprit et protonotaire. Sur ces *ruoli*, sur la différence entre *ruoli* du maître de chambre et *ruoli* de la chancellerie, voir l'étude citée de Th. von Sickel.

⁵ Biblioth. vatic., *Ruoli di Paolo IV*, f^{os} 103 et 408.

également admis comme secrétaire principal (*per secretario principale*) de Sa Sainteté auprès du cardinal Carafa ¹. »

En 1561, lors du procès des Carafa, Marcus Veltius, avocat du duc de Paliano, pour soustraire son client à la responsabilité des actes qu'on lui imputait, rappela les principes d'après lesquels était conçue l'organisation de la secrétairerie pontificale : « Depuis une centaine d'années, dit-il, les Pontifes régnants sont censés avoir leurs secrétaires particuliers ; chargés de la correspondance, c'est à eux qu'il appartient d'envoyer des instructions ou de répondre aux demandes d'information. Ils rédigent eux-mêmes les lettres, ou les font rédiger et transcrire par des scribes, ou secrétaires, ou substituts quelconques. Mais tout ce qu'ils écrivent ainsi, ou dictent, ou font écrire concernant les affaires et intérêts du Pontife, du Siège apostolique ou de l'État ecclésiastique, est censé avoir été écrit, dicté et expédié par l'ordre et la volonté du pape lui-même. » Et il ajoutait : « Paul III, après son élection au souverain pontificat, choisit et députa comme son secrétaire le R. P. D. Giovanni della Casa, archevêque de Bénévent. Et celui-ci, tant qu'il vécut, fut secrétaire dudit pontife et exerça les fonctions de cette charge, envoyant des instructions, donnant des réponses au nom et par ordre du pape : tant qu'il vécut, il ne cessa pas d'être tenu pour secrétaire du pape, c'est de notoriété publique. » Il tirait cette conclusion qu'on ne pouvait alléguer contre son client des documents qui avaient été écrits ou dictés par le secrétaire officiel du pape ².

Giovanni della Casa, l'auteur du *Galateo*, appartient surtout à l'histoire de la littérature italienne : toutefois, dans la dernière année de sa vie, il se donna entièrement à la politique. Ennemi déclaré des Médicis et apôtre passionné de l'antique liberté florentine, il se distinguait parmi ces « fuorusciti » florentins qui formaient à Rome un groupe compact. Il n'eut aucune difficulté à embrasser les plans politiques du cardinal Carafa, à

¹ Il vesc° d'Anglone al D. di Ferrara. Roma die 24 julii 1555. Orig. Modène, Amb. Estensi. Roma, B. 34. — Voy. Pieper, *Die Legaten und päpstlichen Nuntien*, p. 185, et la notice de J.-B. Casotti sur Mons. della Casa, dans *Opere di Monsignor Giovanni della Casa*, t. V, p. 95-159. Venise, 1729.

² Mémoire en faveur du D. de Paliano. Arch. vatic., *Miscellanea*, XI, t. CXIV, n° 10.

seconder ses vues intéressées, à épouser sans réserve ses querelles. Pendant les deux premières années du pontificat de Paul IV, l'objectif principal des intrigues du cardinal fut la possession de l'État de Sienne ; c'était également le but de Cosme de Médicis. En soutenant son maître, Giovanni della Casa contrariait les plans du duc de Florence ; il n'en demandait pas davantage. Aussi, bien souvent, dans la correspondance des agents florentins à Rome, on recueille des plaintes sur l'influence souveraine qu'exercent les bannis, et entre autres Giovanni della Casa, dans les conseils du pape. Voici par exemple comment Gianfigliazzo renseigne son maître en mai 1556 : « Quand on voit que le pape se gouverne d'après le cardinal Caraffa et Pietro Strozzi, sans compter l'intervention de Mons. della Casa et de M. Silvestre Aldobrandini, on peut facilement imaginer que toute sa politique ne tend à d'autre terme qu'à des machinations contre Votre Excellence ¹. »

L'intérêt unissait étroitement les deux hommes. D'après toutes les vraisemblances, seul le premier secrétaire fut mis pleinement au courant des projets et des espérances de Carafa. Le secret et la parfaite intimité sont les notes caractéristiques de leurs relations. Toutes les lettres diplomatiques passent par leurs mains et souvent n'en sortent pas. En septembre 1556, Commendone avait été envoyé en mission spéciale à Venise : il était chargé de solliciter le concours de la Seigneurie en faveur du Saint-Siège, dans le cas où la guerre continuerait avec les Espagnols. C'était une matière délicate. Il s'acquittait de son mieux de son mandat, mais comme il était Vénitien, il craignait que sa correspondance ne fût connue de ses amis ou de ses parents. Aussitôt Carafa le rassure : « Vos lettres, lui répond-il, ne sortent pas des mains de Mgr della Casa ; elles ne sont lues que par Monseigneur et par moi ². »

S'agit-il de documents qu'il importe de conserver, c'est à la garde de Mons. della Casa qu'il faut les confier ³.

¹ Gianfigliazzi ab D di Fiorenza. Di Roma el di 15 di maggio 1556. Orig. — Florence, Arch. d'État, Mediceo, t. MMMCCLXXV. — Cf. lettre du même du 15 août 1556. Orig. *Eod. loco*, t. MMMCCLXXVI.

² Deciferato (orig.) de le lettere del card. Carafa di 7 ottobre 1556 al Commendone. — Arch. vatic. *Lettere dei principi*, t. XXII, n° 84.

³ Il s'agit d'une lettre du nonce de Bruxelles, Hieronimo Muzzarelli, archevêque de Cousa, peu bienveillante pour Carafa. Le cardinal écrit de France à

Si la prudence politique conseille de prévenir les indiscretions, on enlèvera à d'autres secrétaires la rédaction de pièces qui seraient de leur compétence et on l'attribuera à Mons. della Casa. Au lendemain de la trêve de Vaucelles, pour céder aux instances du duc de Ferrare, qu'il faut à tout prix retenir dans l'alliance du Saint-Siège, le pape fait rédiger le bref qui lui confère le titre de capitaine général de la ligue. Mais il y aurait inconvénient à ce que le public ait connaissance de cette concession, tant que les Français n'ont pas manifesté leur intention de rompre la trêve. Aussi le cardinal a-t-il soin de mettre au courant son frère Antoine qui doit présenter le document au duc : il le lui fait parvenir par son secrétaire André Sacchetti, avec une lettre dans laquelle on lit : « Notre Seigneur a voulu que l'expédition de ce bref se fasse le plus secrètement possible. A cause de cela, il a donné à Mons. della Casa le soin de l'expédier et de le signer, bien que pour l'ordinaire il ne soit pas député à l'expédition des brefs ¹. »

Toute la correspondance politique de 1555-1556, dans laquelle il est possible de surprendre les arrière-pensées du cardinal Carafa et le secret des intrigues qu'il ourdissait, a été l'œuvre de Mons. della Casa. Nous y reviendrons dans la suite.

Le premier secrétaire intime de Paul IV mourut à la tâche. Au mois de juin 1556, le sous-maitre de maison, G. Andrea Calligari, écrivait à Commendone : « Mons. della Casa est malade de goulte, de dysenterie et de fièvre : il est en danger de mort ². »

son frère : « Le quali lettere Vostra Eccellenza faccia ben custodire da Monsignor mio de la Casa.... » Di Parigi, l'ultimo di luglio 1556. Orig. — Arch. vatic., *Miscellanea* X, t. CXCVII, fo 342.

¹ « Perchè Nostro Signore hà voluto che il breve passi più secreto che sia possibile ha concesso a mons. della Casa che lo spedisca et sottoscriva lui, anchora che non sia deputato per l'ordinario all' espeditione de brevi. » Copia (officielle) di lettera del cardinale Carafa al S. Don Antonio di 28 febraro 1556. — Modène, Arch. d'État, *Principi esteri*, Roma. B^o 59.

Le bref en question, signé *Io Beneven'*, est conservé en original au même dépôt, *Eod. loco*, B^o 42. Il est daté du 26 février. Trois autres brefs (orig.) adressés au duc de Ferrare — l'un du 14 mars et les deux autres du 15 septembre 1556 — sont également signés par G. della Casa. Ils concernent tous la constitution de la ligue. Un autre, du 3 décembre 1556, qui règle l'étendue des pouvoirs dont jouit Hercule d'Este comme capitaine général de la ligue, est signé : *Fr. Spinius*. Or, Spini n'était pas secrétaire des brefs, mais secrétaire particulier du cardinal Carafa. Son intervention s'explique de la même manière que celle de Mons. della Casa.

² G. And. Calligari al Commendone. Di Roma alli X di giugno 1556. Orig.

Il mourut le 14 novembre, au moment où son maître allait jouer le coup le plus hardi de cette politique périlleuse et peu honnête, qu'il avait conseillée ¹.

Son successeur fut Silvestre Aldobrandini, le père du futur Clément VIII. Banni lui aussi de Florence, adversaire acharné du nouveau régime institué dans sa patrie, il partageait les pensées politiques, les passions de Giovanni della Casa. Célèbre par sa science de jurisconsulte, il était à Rome, dès avant l'avènement de Paul IV, l'avocat officiel du roi de France ². Ces antécédents lui gagnèrent bientôt la confiance particulière, l'affection du cardinal Carafa. Dès le mois de novembre 1556, un agent des Farnèse, Vincent Buoncambi, prévoit qu'il obtiendra le poste d'avocat fiscal qui vient de vaquer par la mort d'Antonio Gabriele. « Car outre qu'il mérite cette dignité, il est fort bien vu par Mons. R^{mo} Carafa ³. » Tous ceux qui observent les événements à Rome s'accordent à reconnaître le progrès de cette faveur. En mai 1556, l'ambassadeur florentin constate avec dépit que « M. Silvestre Aldobrandini jouit aujourd'hui d'une grande autorité auprès du pape ⁴. » En juillet, B. Navagero déclare aux chefs du Conseil des dix : « Je sais à quoi m'en tenir sur ce point : il n'y a pas en cette cour un homme en qui l'illustrissime Caraffa mette davantage sa confiance que dans M. Sylvestro ⁵. » Et en octobre, parlant d'Aldobrandini, il ajoutera : « Il peut être

Arch. vatic., *Lettere dei Principi*, t. XXIII, n° 14. Le 26 août, l'ambassadeur de Ferrare écrit également de Rome : « Mons. della Casa sta molto male.... dubitasi assai della vita sua.... » Modène, Arch. d'État, *Ambasc. Est. Roma*. B. 34.

¹ G. Coggiola : Sull' anno della morte di Mons. della Casa, 1901. — A noter à ce sujet l'erreur du « Ruolo di famiglia : » parmi « li diminuti » du 20 janvier à la fin de décembre 1556, il note « Mons. della Casa morto a di 16 del detto » (novembre). — *Loc. cit.*, f° 135.

² En octobre 1554, il est avocat de la France dans le procès contre le comte de Bagno. Cf. Serristori al D. di Fiorenza. Di Roma li 3 d'ottobre 1554. Orig. Florence. Arch. d'État, *Mediceo*, 3273, f° 677. Le 17 août 1555, il écrit au roi, à la reine, à l'évêque de Saint-Papoul. Il rappelle les services qu'il a rendus au roi comme avocat, comment en particulier « S. M. ha havuta dall' industria mia la confirmatione de privilegii di Savoia, cosa stimatissima da lei. » Il s'étonne donc de n'avoir pas été compris « in una grossa distribuzione. » Florence, Bibl. Riccardiana, t. MMCXXX, f° 43-47, orig.

³ Di Roma, 26 di ottobre 1555. Orig. Parme, *Carteg. farnes.*

⁴ Di Roma el di 23 di maggio 1556. Orig. Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXV.

⁵ Di Roma, alli 4 luglio 1556. Orig. Venise, Arch. d'État. Dispacci. Roma al consiglio dei X. B. 24, f° 38.

qualifié le second personnage après le cardinal ¹. » Cette faveur croissante coïncide avec les événements qui déterminent la reprise des projets du cardinal Carafa contre l'Espagne et contre Florence : l'incident de la porte Sainte-Agnès, l'investiture de Paliano au profit de Jean Carafa, la légation du cardinal en France. C'est Silvestre Aldobrandini qui, le 21 juin, écrit à Rome cette fameuse lettre qui, en faisant connaître au cardinal les agissements des Colonna, lui fournit un prétexte d'orienter dans un sens tout autre que pacifique ses négociations à la cour de France ². C'est lui qui, le 27 juillet, en plein consistoire, appuie la protestation du procureur fiscal et demande qu'on instruisse un procès contre l'Empereur et son fils le roi d'Angleterre, coupables de soutenir les sujets rebelles du pape ³. On peut dire que dès cette époque il est initié, au même titre que Mons. della Casa, aux secrets de la politique antiflorentine du cardinal Carafa. Il supplée déjà le prélat malade.

Sur sa nomination définitive au poste de secrétaire intime, on possède les renseignements les plus précis. Mons. della Casa était mort le 14 novembre ; le 28, Silvestre Aldobrandini écrivait à Commendone, qui était toujours à Venise : « La mort de notre Mons. della Casa a donné occasion à Mons. Illustrissime mon patron de me témoigner combien il estime ma fidélité et mes services : il m'a confié le soin de ses affaires. En conséquence, le cardinal étant à Porto et n'ayant pas peut-être la facilité de vous écrire, je prends sur moi de dire à V. S. R. que nous avons reçu ses dernières lettres du XXI ⁴. » On le voit, il entre immédiatement en fonctions.

L'ambassadeur florentin confirme le même jour cette nouvelle à Cosme de Médicis, qui ne pouvait y rester indifférent : « M. Salvestro (*sic*) Aldobrandini a été fait secrétaire majeur ou premier secrétaire — *segretario mabbior* (*sic*) *overo primo segretario* — de N. S. en remplacement de Mons. della Casa ⁵. »

¹ Navagero au Sénat. Rome, 1^{er} octobre 1556. — *Calendar., Venice*, VI, I, p. 656.

² Arch. vatic., *Miscellanea*, X, 197, f^o 134-137, orig.

³ Navagero au Sénat. Rome, 27 juillet 1556. *Calendar.*..., *loc. cit.*, p. 548.

⁴ Silv. Aldobrandini à Commendone. Di Roma, alli 28 di novembre 1556. Orig. prop. manu. — Arch. vatic., t. XXII, n^o 97.

⁵ Gianfigliuzzi al D. di Fiorenza. Di Roma alli 28 di novembre 1556. Orig. Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXVI.

L'évêque d'Anglone, écrivant à son maître, lui fait en post-scriptum la recommandation suivante : « Quand on écrit à l'Aldobrandino, qu'on lui donne le titre de secrétaire de N. S., il y a droit ¹. » Les Farnèse reçoivent une information semblable : « M. Silvestre Aldrobandini (*sic*), leur écrit Fulvio Orsini, a déjà eu le chiffre et est intronisé secrétaire en chef, *segretario in capite* : il aura à son service Sacchetti et non pas Martio ². »

Dès lors il exerce officiellement et publiquement le rôle qu'il remplissait officieusement depuis la maladie de Mons. della Casa. On sait combien, dans la carrière politique du cardinal Carafa, cette période (novembre 1556-mars 1557) fut particulièrement féconde en incidents, en négociations compliquées. Pendant qu'il est à Venise, à Ferrare, à Bologne, c'est Silvestre Aldobrandini qui reste à Rome le confident et l'interprète de ses intentions et de ses projets. « De toutes les choses qui se passent ici au jour le jour, je vois que M. Silvestre fait un résumé, un mémoire pour tenir au courant Votre Seigneurie Illustrissime et Révérendissime, » lui écrit Pierre Strozzi ³.

Aldobrandini a sa place dans le conseil particulier établi par le pape après le départ du cardinal pour régler « ce qui se rapporte à la guerre et aux autres entreprises ⁴. » Mais au sein de ce conseil il fut bientôt le seul à représenter les intérêts de son maître. Ce fut la cause de son malheur. Il se heurta à l'hostilité du duc de Paliano, dont les ambitions étaient plus modestes et plus prudentes que celles de son frère ; il s'attira surtout l'inimitié de certains conseillers de Paul IV, surtout de Bartolomeo

¹ Vesc. d'Anglone al D. di Ferrara. Di Roma, 28 dicembre 1556. Orig., Modène. Arch. d'Etat, *Amb. Estensi*. Roma, B. 34.

² Fulvio Orsino al card. Farnese. Di Roma il 28 di novembre 1556. Orig. Naples, Arch. d'Etat. *Carteg farnesiano*, fasc. 720. Dans les *Ruoli di famiglia*, est mentionné parmi les *agionti a tutto victo dalli 20 di gennaro a tutto dec. 56.... M. Silvestro Aldrobrandino (sic) secro adi 8 del detto (dicembre)*. Bibl. vatic., *loc. cit.*, f° 154 v°.

³ Pietro Strozzi (*sic*) al cardinale Carafa. Di Roma alli 30 di dicembre 1556. Orig., Bibl. vatic.; Barberini, lat. 5706, f° 260.

⁴ « S. S.^{ua}.... doppo la partita del R^{mo} card. Caraffa ha ordinato che insieme col duca di Palliano ogni di si consultino le occorrentie della guerra et altre facende, et con S. S. Ill. intervenga il mareschial Strozzi, il marchese di Montebello, Sr Camillo Orsino, l'arcivescovo d'Avignone, Mons^r de Lansach, M. Barth^e di Benevento et l'Aldobrandini. » Vescovo d'Anglone al D. di Ferrara. Modène, *loc. cit.* — Cf. dépêche de Giantigliazzi au D. de Florence du 2 janvier 1557. Orig. Il nomme, en plus des noms déjà cités, l'ambassadeur de France, qui était alors M. de Selve. Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXVI.

di Benevento, alors tout-puissant, et de tous ceux qui avaient intérêt à opposer d'autres intrigues aux intrigues du cardinal Carafa ¹.

Le 30 janvier 1557, l'ambassadeur florentin annonçait à son maître comment, au dire du cardinal Carpi, on apprendrait bientôt que « M. Salvestro Aldobrandini *darebbe delle schene in terra*, et se trouverait dans la disgrâce du pape ². » Quand le cardinal Carafa revint à Rome, le 2 mars, le pape ne voulait plus entendre nommer Aldobrandini ; il l'avait renvoyé à sa maison et le bruit courait que Carafa recevrait l'ordre de l'emprisonner au château Saint-Ange ³. On l'accusait « d'avoir ouvert les lettres du duc de Florence, de recevoir des pensions et des présents, en particulier de la famille Farnèse, de semer la discorde entre le cardinal et son frère le duc de Paliano. » Carafa ne négligea rien pour sauver son conseiller et son ami : « Votre Sainteté, dit-il au pape, me le donna pour premier secrétaire et presque pour père ; il me semble qu'il serait à propos de faire une enquête sur les accusations portées contre lui, et alors de le punir. » Mais le pape était au comble de l'irritation : peu s'en fallut que le cardinal ne fût entraîné, comme ses ennemis le désiraient,

¹ Sur l'inimitié qui existait entre Aldobrandini et Bartolomeo di Benevento, voir entre autres, dépêches de Gianfigliuzzi du 30 janvier 1557. Orig. Florence, *loc. cit.*, et de B. Navagero au Sénat, du 12 mars 1557, publiée dans les *Calendar of State papers. Venice*, t. VI, II, p. 970-972. A cette époque, le duc de Paliano se déclarait nettement partisan de la paix, attitude qui ne pouvait se concilier avec celle de son frère. Voir lettres de Navagero au Sénat du 27 février et du 13 mars 1557. Venise, Arch. d'Etat. *Dispacci al Senato*, t. VIII, f° 135 v° et 144.

² Lettre citée de Gianfigliuzzi du 30 janvier 1557.

³ Après avoir constaté que Carafa est inabordable, l'ambassadeur de Ferrare en cherche les causes : « Si pensa che sia sopra la promotion de cardinali, ma di più che S. S^{ua} è in tanta colera verso l'Aldobrandino che havea data commissione a S. S. R. che lo facesse metter prigione, et che di quà nasce tutta la sua mala satisfatione.... Impero si sa che S. S^{ua} non vuole udir nominar detto Aldobrandino, anzi che lo rimandi a casa sua et se lo levi dappresso, la causa non si sa in altro modo se non che vi sono state date delle fiancate di mala sorte come homo venale, et che si era arrogato tanto che commetteva a giudicii ordinarii che facessero et dicessero in favor et disfavor come ad esso pareva, usando sino il nome di S. S^{ua} et che pigliava per bocca assai, oltra che è stato scoperto che il card. Farnese da sei mesi in quà ha dato 200 ducati di pensione a suo figl^o, et il card. Cesis altrettanto ; talmente che questa cosa ha alterato tanto di più l'animo di S. S^{ua} assomigliandolo ad Ambrosio che fu seg^{to} di papa Paulo III che pigliava pensioni da principi, quale per tal causa poco meno che non morì in prigione dove stette molti anni. » Vesc^o d'Anglone al D. di Ferrara. Di Roma, di 6 marzo 1557. Orig. — Modène, Arch. d'Etat, *Ambasc. est.*, Roma. B. 35.

dans la disgrâce de son favori. « Quand je commande, lui répondit le pape, on ne doit rien ajouter ; cardinal, faites ce que je vous dis et conformez-vous à ma volonté ¹. »

Il évita à son ami la prison ; ce fut tout. Aldobrandini vécut désormais en homme privé et mourut l'année suivante, le 6 juin, sans s'être jamais remis des émotions de sa disgrâce éclatante ².

Lui donna-t-on de suite un successeur ? Je n'ose guère trancher la question. La complexité de la politique pontificale durant cette période, ses incessantes variations, permettent de supposer que le cardinal Carafa ne trouva personne qui fût capable de comprendre ses plans, surtout qui voulût les approuver et ainsi se rendre digne de son entière confiance. D'après un renseignement transmis aux Farnèse par leurs agents de Rome, Aldobrandini aurait conservé le soin des affaires personnelles du cardinal et, en outre, « la charge de rédiger les dépêches de France ³. » Une indication plus précise semble bien établir qu'entre le mois de mars et celui d'octobre 1557, le poste de secrétaire intime resta vacant. A cette dernière date, Paul IV nomma à ces hautes fonctions Aloysio Lipomano, évêque de Vérone. Or voici en quels termes l'ambassadeur florentin s'exprime au sujet du nouveau dignitaire : « Il est secrétaire en chef, en la place de Mgr della Casa et d'Aldobrandino ⁴. » Il est naturel de supposer que cette énumération est complète, et qu'après Aldobrandini, il y eut un intérim qui fut rempli soit par les prélats qui appartenaient déjà à la secrétairerie, soit, encore plus, par les secrétaires particuliers de Carafa.

Le dernier secrétaire intime de Paul IV fut Aloysio Lipo-

¹ Navagero au Sénat. Rome, 12 mars 1557. Dans *Calendar*, loc. cit., p. 970-972, citée par Pieper, *Op. cit.*, p. 188. Dans cette lettre, on trouve des détails assez complets sur la disgrâce d'Aldobrandini. A noter les circonstances dans lesquelles se fit la réconciliation de Carafa avec son oncle. Navagero tenait ses renseignements d'un ami intime d'Aldobrandini.

² « Hieri M. Sylvestro Aldobrandini (sic) fu sepolto essendo la sera dinanti passato al altra vita, dove molti mesi prima si pensava che dovessi incaminarsi, per esser tanto mal effetto, che era miracolo il vederlo in vita. » Vesc' d'Anglone al D. di Ferrara. Roma, il di VIII giugno 1558. Orig. — Modène. Arch. d'État. *Ambasc. Est.*, B. 36.

³ Pacifico Arditi (agent florentin à Parme) al D. di Fiorenza. Di Parma martedì mattina penult^o di marzo 1557. Orig. — Florence. *Mediceo*. t. XDIX, f^o 465.

⁴ Gianfigliuzzi al D. di Fiorenza. Di Roma el di 25 di novembre 1557. Orig. — Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXVII.

mano, évêque de Vérone. Depuis longtemps ce prélat s'était distingué dans les hautes fonctions qu'il avait remplies : il avait été chargé sous Paul III de missions en Portugal, en Écosse et en Allemagne. Sous Jules III il fut un des présidents du concile de Trente. C'était l'un des plus zélés et des plus en vue parmi ces hommes d'Église qui soupiraient après la réforme catholique et qui, sans se lasser, en préparaient le succès ¹. Dès le début de son pontificat, Paul IV l'envoya en Pologne en qualité de nonce ² ; au mois de juin 1557, il reparut à Rome, appelé par le pape, qui lui témoigna la plus grande faveur ³. En octobre, il était nommé « premier secrétaire. » Il était Vénitien. B. Navagero, tout heureux de voir un de ses compatriotes appelé à exercer une influence décisive sur la direction de la politique pontificale, s'empressa de communiquer la nouvelle à la Seigneurie : « J'ai écrit il y a déjà plusieurs mois que le Révérend évêque de Vérone serait mandé à la cour pour être nommé premier secrétaire et avoir le poste qu'occupait Mons. della Casa. C'est maintenant chose faite. Je l'avais entendu dire, et Sa Seigneurie en personne me l'a confirmé, ajoutant des paroles très respectueuses et affectueuses à l'adresse de Votre Sérénité. Ici le Pontife et toute la cour l'estiment grandement comme un prélat plein de doctrine, de bonté et de religion ⁴. » Le nouveau dignitaire jouit de la même autorité que ses prédécesseurs : par exemple, quand Paul IV institue un conseil de hauts personnages chargés de régler, durant l'absence de Carafa, les affaires concernant Rome et l'État ecclésiastique, l'évêque de Vérone en fait partie ⁵.

¹ Voir l'article qui lui est consacré dans le *Kirchenlexicon*, t. VII, col. 2084-2085. L'auteur a omis de mentionner sa mission en Écosse, en 1548. Le *Carteggio farnesiano* de Naples renferme un certain nombre de documents relatifs à ces négociations.

² Bref de nomination du 6 juillet 1555. Arch. vatic., Arm. 44, 4. f° 88.

³ B. Navagero al Senato. Di Roma alli 26 giugno 1557. Venise, Arch. d'État. Dispacci al Senato, t. IX, f° 63 v° : « Gionse qui domenica il R. vescovo di Verona.... E' stato abbracciato et accarezzato assai da S. B., l'ha fatto desinare col R^{mo} di Napoli, e poi gli ha dato audienza per due hore. » — Cf. lettre de Giusti au secrétaire du card. Farnèse, Gherardino, du 23 juin 1557, dans le *Carteggio farnesiano* de Naples : la correspondance de P. de Giusti a été classée à part.

⁴ Navagero al Senato. Di Roma alli 16 ottobre 1557. *Loc. cit.*, f° 200 v°. — Cf. lettre du 23 octobre de l'évêque d'Anglone. Modène, Arch. d'État. *Amb. estensi*. Roma, B 35.

⁵ Gianfigliuzzi al D. di Fiorenza. Di Roma el di 25 di novembre 1557. Orig. — Florence, *Mediceo*. 3277.

Toutefois il convient de noter une différence importante. La nomination de Lippomano reflétait l'esprit qui devait animer et inspirer le pontificat de Paul IV durant sa dernière période. Aux hommes politiques, qui servent surtout des intérêts personnels ¹, succède un évêque qui a déjà fait ses preuves comme réformateur. Ses relations avec le cardinal Carafa perdront le caractère d'intimité qu'elles avaient sous ses deux prédécesseurs : le cardinal, pour la réalisation de ses projets, se servira de ses hommes à lui. Le secrétaire majeur sera le secrétaire du pape plus que du cardinal surintendant, à l'inverse de ce qui était précédemment et de ce qui aurait dû être ; et à l'inverse encore du passé, le secrétaire intime s'occupera très peu de politique et beaucoup de réformes religieuses. Dans ce cas apparaît l'instabilité qui règne encore dans le fonctionnement de la secrétairerie, dans la délimitation des fonctions de chacun. Il faut noter de plus que le cardinal Carafa partit pour sa légation de Bruxelles au moment où Lippomano entra en fonctions : il ne revint à Rome que le 23 avril 1558. On sait comment il fut disgracié et envoyé en exil au mois de janvier 1559. Ce fut le cardinal de Naples qui le remplaça, au moins en partie, à la tête de la secrétairerie ² : c'est à lui, par exemple, qu'est adressée la correspondance des nonces soit pendant la légation de Bruxelles, soit après les événements de janvier 1559. Lippomano ne fut donc en rapports directs avec Carafa que pendant quelques mois. Il resta à son poste jusqu'à la fin du pontificat : il mourut le 15 août 1559, quelques jours avant Paul IV ³.

IV

Parmi les six secrétaires *a litteris italicis* nommés dans le

¹ Sur le rôle de Giov. della Casa et d'Aldobrandini, voir le jugement sévère de B. Navagero, dans sa Relation au Sénat. Alberi, *Relazioni degli ambasciatori veneti*, ser. II, t. III, p. 405.

² Il serait trop long d'étudier le fonctionnement des gouvernements provisoires qui furent établis à Rome soit durant les légations du cardinal Carafa, soit après sa disgrâce. Il y aurait là matière à une étude particulière. Qu'il suffise de dire que les fonctions du cardinal étaient réparties entre plusieurs personnes avec contrôle mutuel : ce fut le principe du *Sacro consiglio*.

³ Pasino de Giusti a G. Lolgi. Di Roma a di 16 d'agosto 1559. Orig. — Parme, Arch. d'État. *Carteg. farnesiano*. Lipomano avait été transféré par Paul IV à l'évêché de Bergame en juillet 1558. Voir brefs du 25 juillet au clergé de Bergame et du 29 juillet donnant à l'évêque la faculté de prendre possession de son siège. Arch. vatic., Arm. 42, 11, f^o 288 et 292.

« ruolo » de 1555, un au moins occupe une place à part et exerce une influence prépondérante. Quels rapports a-t-il avec les cinq autres ? Et entre ces derniers existe-t-il des liens de subordination ?

Il convient de remarquer d'abord que Triphone Bencio est chargé d'un service tout spécial : il s'occupe de mettre en chiffres les dépêches confidentielles, de déchiffrer celles qu'on reçoit : dans le « ruolo » de 1555, on le distingue nettement de ses collègues par cette qualification *per le Ziphère* ¹. C'est une fonction qu'il exerçait de vieille date ; il figure déjà sur les *Ruoli* de Jules III ².

Hieronymo Soverchio figure comme secrétaire à la suite de Massarelli dans le *ruolo* de 1555, mais seulement dans celui-là ³ : dans les documents, il n'a pas été possible de retrouver de traces de son activité.

Angelo Massarelli est bien connu par la part qu'il a prise au concile de Trente ; durant le pontificat de Paul IV, au contraire, il semble s'effacer, son rôle n'est pas défini. Seulement, lors de la constitution du *Sacro Consiglio*, il reparait sur la scène en qualité de secrétaire du nouveau gouvernement ⁴. Il serait na-

¹ Bibl. vatic., *loc. cit.*, f° 409.

² Bibl. vatic., *Ruoli di famiglia di Giulio III*. Bencio est mentionné comme secrétaire déjà dans le *Ruolo* du 20 mars 1552, f° 143 ; il est maintenu dans celui du 11 juillet 1554, f° 49.

³ Bibl. vatic., *Ruoli di Paolo IV*, f° 409. On ne trouve plus mention de Soverchio dans les remaniements qui ont été faits du *ruolo* de l'évêque de Cénéda, ni parmi les *aggiunti* ni parmi les *diminuti*. Il ne figure pas non plus sur le *rotulus cancellariae*, f° 285 v°-286. — En revanche, il est mentionné sur le *ruolo* de Jules III, en 1552, et dans le *Rotulo della famiglia da vestirse in obitu della se. me. di papa Giulio III*, comme camérier, *loc. cit.*, f° 72.

⁴ Sur Angelo Massarelli, voir Merkl, *Concilium Tridentinum.... Tomus I diariorum, pars prima*, p. xci et *Philippi Bonamicii. De claris pontificiarum epistolarum scriptoribus*, Romae, 1770, p. 243-245. Bonamici, qui est d'ailleurs fort incomplet, ne s'occupe guère que des secrétaires des brefs. Le fait qu'il mentionne prouverait que Massarelli ne se rattachait pas directement à ce que nous appelons aujourd'hui la secrétairerie d'État. Dans son *Diario* (Arch. vatic., *Concilio*, 143, f° 43 v°), il écrit : « Hodie 29 septembris (1556), in festo S. Angeli, R^{mus} card. Caraffa mandavit nomine Pontificis dividi inter D. Antonium Florellum et me Angelum Massarellum portionem secretariatus, quam habebat D. Binus de Binis : cum prius die lune preterito nos eidem cardinali Sanctitas Sua multis paternis verbis commendaverit, et antea, die 19 eiusdem sabbati, scripturis seligendis (sive plurimum commendata) prefecisset : quod et die dominici 16 augusti mihi presignaverat. » Bini, secrétaire des brefs, mourut le 7 août 1556 ; il était sans doute également membre du collège des secrétaires ; par *portionem secretariatus*, il faudrait entendre la rente qui lui était attribuée en cette dernière qualité. Nous verrons que Massarelli ne paraît pas au nombre des secrétaires des brefs.

turel d'en déduire qu'il n'appartenait pas au cercle des intimes du cardinal Carafa. Dans tous les cas, il est certain qu'il figure sur les *Ruoli* de Paul IV en qualité de secrétaire et que le pape lui témoigna sa faveur en lui accordant, en décembre 1557, l'évêché de Tèlese ¹. On peut se demander si toutes ses fonctions ne se bornèrent pas à préparer la continuation du concile qui était toujours à l'ordre du jour : dans ce cas, il n'appartiendrait que par accident à la secrétairerie pontificale.

Restent l'évêque de Pola, Antonio Elius, et l'évêque de Zante, J.-Fr. Commendone : les documents nous permettent de reconnaître le caractère particulier de leur rôle et de leur influence.

Parmi les fonctionnaires « qui servent dans la secrétairerie » et dont l'énumération se trouve dans Carga, c'est à eux sans doute que convient la qualité de « *sostituti o coadjutori maggiori* ². » Il est d'abord à remarquer que, par rapport à leurs trois collègues que nous venons de mentionner, ils occupent une situation supérieure : l'évêque de Pola a sous ses ordres quatre secrétaires. Commendone, quand il est nommé évêque de Zante, lui est assimilé. Quand Domenico del Nero devient maître de maison, tous deux ont également à leur service le même nombre de chevaux, « *due cavalli*. » Massarelli au contraire, jusqu'à sa nomination à l'épiscopat, n'a que deux secrétaires et ne peut disposer que d'un cheval ; Soverchio et Bencio ont seulement un secrétaire et un cheval ³. On pourrait croire encore que Carga avait en vue l'exemple d'Antoine Elius et surtout de Commendone quand il écrivait que la secrétairerie est une pépinière de nonces, l'école spéciale où ils peuvent le mieux se former, et encore que les nonces sont « les secrétaires absents du pape ⁴. » Interpréter la pensée du pape, ou plutôt du cardinal surintendant, dans des missions extraordinaires, le plus sou-

¹ Voy. *Ruolo di Paolo IV*, f^o 409, 270, 189 v^o, 543 v^o. Chose à noter dans le *ruolo* de la chancellerie composé sous l'administration de l'évêque de Cénédà, on ne donne pas les noms de ses secrétaires, comme pour ses collègues. F^o 253 v^o, sous le titre : « 1557. *Seguita la famiglia agionta a tutto villo dalli 8 di giugno 1557 successive*, on lit : *p. R. episcopo Thilesio absente remansil unus famulus*. On ne saurait dire à quel voyage il est fait ici allusion.

F^o 255 v^o, après qu'il a été fait évêque, on adjoint deux secrétaires aux deux qu'il avait déjà.

² Carga, *Op. cit.*, p. 463.

³ *Ruolo di Paolo IV*, f^o 403, 189 v^o, 409.

⁴ Carga, *Op. cit.*, p. 464.

vent de courte durée, telle est, semble-t-il, leur fonction. Et en cela ils se distinguent très nettement du secrétaire intime, qui lui, au contraire, ne quitte jamais Rome.

Commendone, sous Jules III, figure sur le *ruolo di famiglia* de 1554, simplement parmi les *camareri* (*sic*) ¹. Mais déjà en 1552 il avait accompagné à Bruxelles le cardinal Dandino, envoyé en qualité de légat pour traiter de la paix ². A la mort d'Édouard VI, en juillet 1553, il a une première occasion de faire connaître ses brillantes qualités : au lendemain de l'avènement de la reine Marie, il est député à Londres par son patron pour s'informer de la situation exacte. Au bout de quelques jours, il revient et en hâte se rend à Rome, où il fait son rapport. Le tact, la sagesse, dont il fait preuve en cette circonstance, lui méritent les félicitations de Jules III : il avait trente ans. En 1554, il s'acquitte d'une mission en Portugal. A l'avènement de Paul IV, il figure sur la *notula delli raccomandati* ³, et cette recommandation est prise en considération : il est compris dans le *ruolo* du 13 juillet au nombre des secrétaires, c'est la récompense des services qu'il a déjà rendus au Saint-Siège ⁴. Dans le consistoire du 25 octobre 1553, Paul IV confirmait cette faveur en lui donnant l'évêché de Zante et les revenus d'une cure qui venait de vaquer dans le diocèse de Vicence ⁵. B. Navagero, toujours heureux de signaler les faveurs faites à ses compatriotes, écrit à ce propos : « Le Révérend Commendone est grandement aimé non seulement par Sa Sainteté, mais par tous les personnages de cette cour, à cause de sa culture étendue et fine, et aussi à cause de ses mœurs, de sa vie bonne et sainte ⁶. » Au mois de juin de l'année suivante il accompagna le cardinal de Pise dans sa légation de Bruxelles ; il était désigné pour résider en Angleterre en qua-

¹ Bibl. vatic., *Ruolo di Giulio III*, f° 71.

² Voir correspondance de Dandino, Arch. vatic., *Nunziatura di Fiandra*, t. II, orig., et du cardinal Polus à l'époque de sa légation. *Nunziatura d'Inghilterra*, t. III, orig., — et l'instruction de Jules III à Polus du 20 septembre 1553. Arch. vatic., *Borghese*, I, t. VI. Reg. orig. Cf. l'article du *Kirchenlexicon*, t. III, col. 695-699, incomplet pour le rôle de Commendone durant le pontificat de Paul IV.

³ Bibl. vatic., *Ruolo di Paolo IV*, f° 26.

⁴ *Eod. loco*, f° 409. Cf., f° 189 v°, et 543 v°, les *ruoli* de Domenico del Nero et de Bernardino Cirillo.

⁵ Navagero al Senato. Di Roma, 26 ottobre. — Venise, Arch. d'État. *Dispacci al Senato*. Roma, t. VII.

⁶ Lettre de Navagero du 19 octobre. *Eod. loco*, f° 23.

lité de nonce ¹. On sait comment échoua cette légation. A peine rentré à Rome ², Commendone était envoyé à Ferrare, Parme et Venise, avec mission de disposer les esprits, surtout les Vénitiens, à une intervention en faveur du pape ³. Il ne revint qu'au mois de juin 1557 ⁴. Jusqu'à la fin du pontificat de Paul IV, il figure sur les *ruoli di famiglia* en qualité de secrétaire.

Comme nous l'avons vu, Antonio Elio, évêque de Pola, appartenait au groupe des clients du cardinal Farnèse : ce fut sur la recommandation de ce dernier qu'il fit ses débuts à la curie en qualité de secrétaire ⁵. Son rôle fut de tout point semblable à celui de Commendone, avec cette nuance, toutefois, qu'il semble plus initié aux pensées intimes du cardinal Carafa et à sa politique intéressée. Tandis que Commendone accompagne le cardinal de Pise à Bruxelles en 1556, il va, lui, en France avec Carafa ⁶. Il fait également partie de sa suite dans les légations de Venise et de Bruxelles ⁷. En septembre 1556, puis en février 1557, il précède de quelques jours son maître à Rome, chargé de mettre par avance le pape au courant de ses négociations ⁸.

Néanmoins, malgré ces marques de confiance, son influence ne peut être assimilée à celle du secrétaire intime : il ne con-

¹ Navagero au Sénat. Rome, 30 mai 1556; *Calendar*...., *loc. cit.*, p. 468.

² Dans le *Ruolo* de Paul IV, on note : Seguitano li aggiunti da 20 gennaio 1556 successive.... Mons. Comendone reversus eadem die (x sett.), *loc. cit.*, f° 152 v°. Le cardinal de Pise avait rejoint le cardinal Carafa à Lyon; ils revinrent à Rome ensemble.

³ Le 13 septembre, le duc de Paliano écrit au duc Octave Farnèse pour lui annoncer la venue de l'agent pontifical. — Lettre orig., Arch. vatic., *Lettere dei principi*, t. XXII, n° 77. — La lettre de créance du cardinal Carafa est du 16. — Orig., *eod. loco*. Cf. lettre de l'évêque d'Anglone au duc de Ferrare du 15 septembre, et la correspondance de Carafa avec Commendone. *Lettere dei Principi*, t. XXII, Orig. L'adresse est libellée : « Al molto Rever. S^r come fratello Mons^r il vesc^o Comendone segretario di N. S^{re}. »

⁴ Note du *Ruolo* de Paul IV, sous le titre : « 1557. Seguita la famiglia agionta a tutto vitto dalli 8 di giugno successive.... Mons. Comendone ritornato alli 22 del detto giugno. » F° 252 v°.

⁵ Voir ci-dessus.

⁶ Navagero al Senato. Di Roma alli 23 maggio 1556. Venise, Arch. d'État. *Dispacci al Senato*. Roma, t. VII, f° 191.

⁷ Gianfigliazzi al D. di Fiorenza. Di Roma el di 19 di dicembre 1556. Orig. — Florence. *Mediceo*, t. MMMCCLXXVI.

⁸ En 1556, il avait été chargé d'une mission à Parme. Voir lettre du duc Octave au cardinal Carafa du 14 septembre 1556. Orig. — Bibl. vatic., Barberini, lat. 5705, f° 59, et lettre de Gianfigliazzi du 5 septembre. Florence, *loc. citato*. Sur la mission de l'évêque de Pola à la fin de février 1557, voir notre article cité, *Revue bénédictine*, 1905, p. 402.

nait qu'en partie le but des négociations auxquelles il est mêlé, et souvent il en ignore complètement l'intention. Lui-même s'est expliqué sur le rôle qu'il joua, par exemple, lors de la légation de France. Voici en quels termes il fit sa déposition en 1560, devant les juges du cardinal Carafa : « J'accompagnai le cardinal Carafa en France, je savais et j'avais entendu dire qu'il y allait pour négocier la paix et la réunion d'un concile.... J'écrivais les lettres concernant les affaires publiques de la paix et du concile, mais je ne fus jamais au courant des choses secrètes, je n'écrivis rien touchant ces affaires. Le cardinal, pour ces questions de caractère secret, se servait d'Annibal Rucellai, ou bien encore de Sacchetti ou de M. Alessandro, son secrétaire. Le cardinal ne me fit jamais savoir qu'il fût question d'obtenir la rupture de la paix. Mais moi, voyant qu'on s'occupait d'autres affaires et qu'on se servait d'autres secrétaires, je fis cette supposition que les questions de la paix et du concile n'étaient pas les seules qui fussent agitées. Quand j'ai vu les conséquences de ces négociations, je me suis rendu compte que mes conjectures pouvaient être vraies ¹. »

L'examen des documents, où l'on reconnaît l'écriture de l'évêque de Pola, confirme l'exactitude de cette déposition ², et il n'y a pas lieu de s'en étonner. Au moment où les Farnèse opéraient un mouvement de conversion vers l'empereur, leur ancien client devait éprouver de la répugnance à embrasser aveuglément les intérêts français.

Après la disgrâce de Silvestre Aldobrandini, le rôle de l'évêque de Pola à la secrétairerie semble avoir été plus important qu'auparavant. D'après certaines indications, qui toutefois ne sont pas assez précises pour entraîner la conviction, il serait permis de croire qu'il fit l'intérim de secrétaire intime. L'ambassadeur de Ferrare, très mécontent alors du cardinal Carafa, se plaint, entre autres griefs, que ses lettres sont ouvertes et il ajoute : « Bien qu'elles soient en chiffres, l'évêque de Pola les ouvre et les déchiffre comme s'il avait la clef sous les yeux ³. » C'est lui qui fait aux ambassadeurs les communications qui les

¹ Archiv. vatic., *Miscellanea*, XXI, 114, f° 40.

² Voir, par exemple, deux lettres conservées dans Barberini, lat. 5717.

³ Vesc° d'Anglone al D. di Ferrare. Di Roma die xxx martii 1557. Orig. — Modène, Arch. d'Etat. *Amb. Estensi*. Roma. B. 35.

concernent ¹. Durant cette période (mars-octobre 1557), on ne voit pas qu'il ait quitté Rome. Au contraire, immédiatement après la nomination de l'évêque de Vérone, il reprend son rôle de « secrétaire absent. » Il accompagne le cardinal Carafa à Bruxelles ² ; à peine de retour à Rome, en mai 1558, il est envoyé en mission auprès du duc d'Urbin ³ ; en juin, il négocie à Naples avec Jean Manriquez et Marc-Antonio Colonna ⁴. Dans toutes ces affaires il agit en serviteur entièrement dévoué aux intérêts des Carafa et son rôle est plus aisé, puisque Carafa et Farnèse sont désormais ralliés au parti impérialiste. Quand, en juillet 1558, le cardinal S. Angelo renonça en sa faveur au patriarcat de Jérusalem, il fut admis sans difficulté à entrer en possession de cette dignité ⁵. Il figure encore sur le dernier *ruolo* de Paul IV publié par Bernardino Cirillo en août 1558, il fut même maintenu lors du remaniement qui en fut fait en janvier 1559 ⁶. Fut-il, dans la suite, enveloppé dans la disgrâce du cardinal Carafa ? On ne le saurait dire. Toutefois il semble plus vraisemblable qu'il dut quitter Rome pour se conformer aux règles sévères établies par Paul IV, touchant la résidence des évê-

¹ B. Navagero al Senato. Di Roma alli 24 di luglio 1557. — Venise, Arch. d'État, *loc. cit.*, f° 94.

² Dépêche de Navagero du 16 octobre.

³ Il Duca d'Urbino al card. Carafa. Di Pesaro il di x maggio 1558. Orig. — Barberini, lat. 5703, f° 77. A ce sujet, l'évêque d'Anglone écrit à son maître, à la date du 11 mai : « Domenica mattina il vesc° di Pola fu espedito in diligentia.... si è inteso che è ito al Duca d'Urbino et credesi per conto del parentato della sua figliola con il figlio del Duca di Palliano. » — Modène, *loc. citat.*, B. 36.

⁴ Marc Antonio Colonna al card. Carafa. Da Napoli li vi di guigno 1558. Orig. — Barberini, lat. 5706, f° 1. — L'évêque d'Anglone écrit de même, le 5 juin : « Il vesc° di Pola che ando a Napoli (luni di passato) dal Sr Don Giovan Mandriquez non è ancor ritornato; che rissolutione habbian da pigliar questi SS. per anco non se ne intende cosa alcuna. — Orig. Il s'agit de la compensation de Paliano. — Modène, *eod. loco*.

⁵ Vesc° d'Anglone al D. di Ferrara: Roma mercorei alli xx luglio 1558. Orig., Modène, *eod. loco*. Le cardinal S. Angelo se fit longtemps prier avant d'accorder cette grâce. Voir lettre du cardinal Carafa au cardinal Farnèse du 22 janvier 1557, de Bologne. Orig. A noter ce passage : « Non so se la S^{ta} S. havesse approvata la mia intercessione et la deliberatione di V. S. Ill. per altra persona più che di quello che l'ha fatto per il vesc° di Pola, il quale posso anche liberamente dire, che merita favore et gratia da V. S. Ill. non meno stando con S. B. et con me, che se 'l assistesse al servitio di lei propria per la sollecitudine et affettione, che mostra di continuo nelle cose sua.... » Naples, *Carteggio farnesiano*, fasc. 716.

⁶ *Ruolo di Paolo IV*, f° 457 v° et 602 v°.

ques. En juin 1559 il gouverne son diocèse de Pola ¹, il n'est plus secrétaire.

Parmi les diplomates qui furent au service du Saint-Siège durant le pontificat de Paul IV, aucun, à l'exception des deux prélats que nous venons de signaler, n'est considéré comme appartenant à la secrétairerie.

V.

À côté de ces hauts dignitaires, il convient de mentionner d'autres agents, qui, selon les apparences, n'étaient pas revêtus d'un caractère officiel ², mais qui ont joué un rôle d'autant plus considérable qu'il était plus secret. Nous entendons parler des secrétaires particuliers du cardinal Carafa et des agents spéciaux qu'il a utilisés suivant les circonstances, pour le besoin de certaines causes. Dans les *Ruoli* de Paul IV on n'en trouve pas mention ; il faut recueillir leurs noms dans les documents du temps. Comme secrétaires particuliers de Carafa, nous avons noté Alessandro Martio, Francesco Spini et Andrea Sacchetti.

Alessandro Martio appartenait à la cour romaine déjà au temps de Jules III : dans les *Ruoli* de ce pape il est mentionné tantôt parmi les *secretarii*, tantôt parmi les *camareri* ³. Sous Paul IV, dès le mois de novembre 1559, il est désigné comme « segretario del car. Caraffa ⁴. » Il accompagne son maître dans sa légation de France ; il est mentionné, en même temps que Sacchetti et Annibal Rucellai, parmi les intimes du cardinal, chargés de s'occuper de ses affaires les plus secrètes. Mais au lieu que ses compagnons sont désignés par leur nom tout court, lui est appelé *M. Alessandro suo segretario*. Qu'on se reporte à la déposition de l'évêque de Pola, que nous avons citée tout au long. Il n'accompagna pas le cardinal dans sa légation de Venise. Resté à Rome, il fut entraîné dans ce parti du duc de Paliano qui réussit à ruiner le crédit de Silvestro Aldobrandini. Carafa ne lui pardonna pas cette infidélité ⁵.

¹ Il patriarca di Jerusalem al card. Farnèse. Di Polo, 29 giugno 1559. Orig. — Parme, *Carteg. farnesiano*.

² Le *rotulo cancellerie* de 1556 mentionne bien, au nombre des cardinaux *palatini*, le cardinal Caraffa *nepote*, mais il ne donne pas l'énumération des fonctionnaires subalternes qui servaient sous ses ordres, *loc. cit.*, f° 528.

³ *Ruolo di Giulio III*, f° 156, 143, 345, 71.

⁴ Serristori al Duca di Fiorenza, 21 novembre 1555. *Mediceo*, MMMLXXIV, f° 498, orig.

⁵ Hieri... si seppe che mando (il card. Carafa) prigionero M. Alessandro

Quelques jours après la disgrâce du secrétaire intime, il était lui-même destitué de ses fonctions et emprisonné à *Torre di Nona*. Aux yeux du pape et du public, Carafa motiva cette mesure sévère en alléguant des indécidables, des permissions indues accordées à prix d'argent ; mais les observateurs bien informés ne se trompèrent pas sur ses vrais mobiles ¹. L'importance de Martio est attestée par le fait qu'il avait sous ses ordres deux secrétaires qui furent emprisonnés en même temps que lui, et qu'aussitôt après son arrestation Carafa ne laissa à personne le soin de recueillir les papiers qui étaient en sa possession ².

Selon toutes les apparences, le successeur de Martio fut Francesco Spini : au début de juin 1557, c'est lui qui est chargé de faire connaître au duc de Ferrare la détermination prise par le duc de Guise et l'embarras où se trouve le pape. Le duc, dans sa réponse, désigne expressément l'agent du cardinal, « M. Francesco Spini, segretario di V. S. Ill^{ma} » ³. Navagero lui donne exactement le même titre et nous le représente comme chargé de lui transmettre les instructions de son maître ⁴. Quand il meurt le 30 août 1557, le secrétaire de l'ambassadeur florentin écrit à son sujet : « Il y a deux jours, est passé à une meilleure vie M. Francesco Spina, Florentin, secrétaire de l'Ill^{mo} Carafa, élève

Martio suo segretario ne si sa la causa, salvo ch'è si dice ch'esso, per haver cura del dar le licenze dell' uscir di Roma, ne haveva fatte molte d'importanza et per danari, se ben non si crede perch'è certo portava nome d'huomo daben' et pero deve esser caso d'altra consideration... Altri dicono che detto Martio per le persecutioni che ha havuto M. Silvestro Aldobrandino, mentre che predetto Ill. card. era fuori a mesi passati, che esso se la intendeva con l'Ecc^{mo} di Paliano et con il S^r Bartolomeo da Benevento autore della detta persecution, la quale è tanto pesuta a S. S. R. che cerca farne vendetta per ogni via. Vesc^o d'Anglone al D. di Ferrara. Roma, die 15 maggio 1557. Orig. — Modène, Arch. d'État. *Amb. Est.* Roma. B. 35. — Voir lettre de B. Navagero au Sénat dans le même sens, du 15 mai 1517. *Calendar*..., VI, II, p. 1092. Martio ne resta en prison que quelques semaines, mais il ne rentra pas en grâce. Pasino di Giusti écrit, le 26 juin 1557 : « Alessandro Marcio è uscito di prigione e del servitio del cardinale, el quale se ne va per Roma in habito succinto pieno di mesticia col capo chino, che è una compassione di vederlo. » Orig. — Naples, *Carteg. farnesiano*. *Carteggio* aussi à part. Il reparait sur la scène en 1561-1562, à l'occasion du procès des Carafa. Il est consulté sur l'authenticité des pièces à conviction.

¹ En plus des deux lettres citées du 15 mai, voir celles de Vincenzo Buoncambi (*Carteg. farnesiano* de Parme), et de B. Gianfigliuzzi (Florence, *Mediceo*, 3877), également du 15 mai.

² Voir lettre citée de Navagero.

³ Il D. di Ferrara al card. Carafa. Da Ferrara li V di giugno 1557. Orig. — Bibl. vatic. Barberini, lat. 5701, f° 85.

⁴ B. Navagero au Sénat. *Calendar*..., *loc. citat.*, p. 1234.

de Mons. della Casa.... » Ce dernier trait suffit pour nous renseigner sur ses tendances et ses sympathies ¹.

Il fut remplacé par un autre Florentin, Andrea Sacchetti. De bonne heure ce dernier avait reçu des témoignages de la confiance de Carafa. Il l'avait accompagné dans la légation de France et avait été initié à ses intrigues. C'est lui qui, en juillet, est dépêché au cardinal de Pise pour lui porter l'ordre de rebrousser chemin ². En novembre 1556, aux conférences d'Ostie, il est encore aux côtés du cardinal, il fait la navette entre Ostie et Rome pour conjurer le pape de permettre au cardinal Santa Fiora de prendre part aux négociations. C'est lui qui rapporte le texte de la trêve de quarante jours ³. Il suit encore Carafa dans la légation de Venise ⁴.

Mais c'est surtout après la mort de Spini qu'il paraît au premier plan : pour ne citer qu'un exemple, il signe avec son maître les capitulations secrètes de Cavi ⁵. Dans la mauvaise fortune, après la disgrâce de 1559, il resta fidèle au cardinal Carafa. La plupart des lettres que ce dernier écrivait de Civita Lavinia et de Marino ont été dictées à Sacchetti ⁶.

Ces trois agents étaient reconnus publiquement comme les secrétaires du cardinal Carafa. Il en est un autre, qui n'apparaît jamais avec un titre quelconque ⁷, et qui cependant joua à la secrétairerie un rôle plus considérable encore ⁸ : nous entendons parler d'Annibal Rucellai. Neveu de Mons. della Casa, qui devait lui laisser en mourant sa grande fortune ⁹, il prit, dès le début

¹ Antonio Babbi (en l'absence de Gianfigliuzzi) al D. di Fiorenza : il di pmo di settembre 1557. Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXVII.

² Giac. Soranzo (ambassadeur vénitien en France) au Sénat. *Calendar*...., VI, I, p. 549.

³ Navagero au Sénat, 25 novembre 1556. *Calendar*..., VI, II, p. 811 et 823.

⁴ Gianfigliuzzi al D. di Fiorenza. Di Roma el di 19 di dicembre 1556. Orig. — Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXVI.

⁵ Voir le texte original de la capitulation de Cavi. Arch. vatic., *Miscellanea*, X, 197, f. 347.

⁶ Voir, par exemple, lettres de Carafa au cardinal Farnèse. Naples, *Carteg. farnesiano*, fasc. 715 et 716. Carafa avait aussi un sous-secrétaire, l'« Urbino », qui fut arrêté en même temps que lui, en juin 1560. Marc-Ant. da Mula al Senato. — Venise, Arch. d'État. *Dispacci al Senato*, t. XIII, f. 35.

⁷ Dans les *Ruoli* de Paul IV, on ne trouve aucune mention de Rucellai.

⁸ Dans le sommaire des actes du procès des Carafa, il est fait plusieurs fois allusion au grand crédit dont jouissait, auprès du cardinal, Rucellai : « Cuius opera in scribendo et in rebus secretis tam diu usus fuerat. et signanter diu erat in Gallia. » Arch. vatic., *Miscellanea*, XI, 114.

⁹ «... Esso Annibal et fratello restaran suoi heredi (di Mons. della Casa).

du pontificat de Paul IV, une part active aux négociations qui s'engagèrent alors entre la France et le Saint-Siège. Au milieu de septembre 1555, il est envoyé en mission extraordinaire à la cour de Henri II, pour préparer les voies à une alliance entre les deux puissances. Cette démarche est suivie du voyage des cardinaux de Lorraine et de Tournon à Rome ¹.

Il retourne en France en 1556, à l'occasion de la légation du cardinal Carafa : on savait que ce dernier « voulait se servir de lui comme secrétaire ². » De fait, toute la correspondance du cardinal avec le duc de Paliano pendant son séjour en France est écrite de la main de Bucellai ³. Il devait sa haute faveur à son oncle ; après la mort de ce dernier, il disparaît presque de la scène. Dans la légation de Venise, c'est lui qui apporte de Rome au cardinal la permission de faire à la Seigneurie les offres les plus étendues, d'aller jusqu'aux limites des concessions possibles ⁴. Dans la suite, je perds la trace du rôle qu'il joue comme homme politique ⁵ ; sous Pie V, il était entré au service de la France ⁶.

Les documents ne permettent pas de dire si d'autres personnages ont joué un rôle analogue à celui de Rucellai, celui d'un

la quale è una relevantissima heredità et passará li 100 mila scudi contanti per quello che herede. » Il vesc° d'Anglone al D. di Ferrara. Di Roma, il dì 26 agosto 1556. Orig. — Modène, Arch. d'État. *Amb. estensi*. Roma, B. 34.

¹ Voir, sur ces négociations, Duruy, *op. citat.*

² Au moment du départ du cardinal, il était malade. Il partit seul, le 29 mai 1556 : « Userà gran diligenza per giongere in tempo tanto più che 'l cardinale vuole oprarlo per secretario. » B. Navagero al Senato. Di Roma alli 30 maggio. — Venise, Arch. d'État. *Dispacci al Senato*, t. VII, n° 201.

³ Cette correspondance est conservée presque en entier et en original. Arch. vatic., *Miscellanea*, X, t. CXCLVII.

⁴ Thomasso d'Ancona al card. Farnese. Di Venetia el dì 2 gennaio 1557. Orig. — Parme, Arch. d'État, *Carteggio farnesiano*.

⁵ En novembre 1558, on voit qu'il s'occupe de faire imprimer les œuvres de son oncle. De Parme, on lui écrit le 8 novembre : Ho ricevute le cose vulgari di Mons^r suo buona memoria, le quali V. S. mi ha mandate per M. Piero da Gagliano, laudando la sua resolutione d'haver fatto lor l'honor che meritano et, perchè le ho vedute molto volentieri, la prego a mandarmi le latine quando saranno stampate, che me ne fara grandissimo piacere. » Cette pièce, intéressante pour l'histoire littéraire, est la minute d'une lettre adressée « al S^r Annibal Rucellai. » Suivant toutes les vraisemblances, elle est du cardinal Farnèse. — Parme, *Carteggio farnesiano*.

⁶ Voir, par exemple, lettre d'Ascanio Celso du 19 octobre 1567, di Roma. — Parme, *Carteggio farnesiano*. — et dépêche de Paolo Tiepolo, ambassadeur vénitien à Rome, du 18 octobre 1567. — Venise, Arch. d'État. *Dispacci al Senato*, Roma, t. XVII, n° 249.

agent dépourvu de tout caractère officiel, et néanmoins initié aux combinaisons les plus secrètes de la politique de son maître ¹.

De même que le cardinal surintendant, les hauts personnages de la secrétairerie ont à leur service et sous leurs ordres directs un nombre déterminé d'agents subalternes. Mons. della Casa, l'évêque de Pola, Commendone, Massarelli quand il est créé évêque, en ont chacun quatre, Bencio un seul. Le *ruolo* de la chancellerie pour l'exercice de l'évêque de Cénéda — le seul qui ait été conservé — donne les noms de ces fonctionnaires d'ordre inférieur ² : aucun — autant que j'ai pu le constater — n'a joué, pendant le pontificat de Paul IV, un rôle quelque peu important et personnel. Ils ne sont pas à assimiler comme influence aux trois secrétaires du cardinal Carafa qui ont été mentionnés plus haut.

Faut-il identifier ces employés avec les ministres « qui servent dans la secrétairerie » et dont Carga donne l'énumération ³ ? Je ne saurais le dire. Les indications de Carga sont fort générales et assez confuses. Qu'entend-il par « *secretarii delle provincie, secretarii latini, secretarii di complimento* ? » Ne fait-il pas ici allusion aux secrétaires des brefs dont nous aurons à parler ? Du moins, sous Paul IV, nous ne voyons pas que le travail fût réparti entre les secrétaires d'après une distribution géographique, en sorte que chacun d'eux eût sous sa juridiction un nombre déterminé de provinces. On peut croire qu'en plus des sous-secrétaires, il y avait des « archivistes, des conservateurs des lettres, des conservateurs et des distributeurs des mémo-

¹ Lodovico Antinori, par exemple, qui était, lui aussi, un des hommes de confiance de Carafa, est désigné comme « *creato del cardinal Carafa*. » « *auditor di Carapha* » (Asc. Celso et card. Farnèse, di Roma a li 23 di novembre 1558. *Carteg. farnes.* de Parme), jamais comme secrétaire.

² Bibl. vatic., *Ruolo di Paolo IV*, f^o 270 273 et 285 v^o-286. A noter, parmi les secrétaires de Mons. della Casa, Erasmo Gemini de Césis, que nous retrouverons plus loin ; parmi ceux de Commendone, Johanne Carga, Ant. Maria Gratiano.

³ Voici le texte de Carga : « *Li ministri che servono la secretaria sono li sostituti o coadjutori maggiori et secretarii delle provincie, li secretarii latini, li secretarii di complimento, li secretarii delle cifre, gli archivisti che sono custodi delle lettere e scritture che vanno e vengono in secretaria, li custodi e distributori de memoriali, li scrittori delle lettere in netto, li quali anco son registratori di esse ; il maestro delle poste et suoi officiali.* » Giov. Carga, *Opus citat.*, p. 163.

riaux, des expéditeurs des lettres au net qui en même temps les enregistrent. » Cela peut être ; mais les documents ne permettent pas de l'affirmer, et il reste que ces fonctions peuvent avoir été remplies par les sous-secrétaires. Les renseignements que l'on trouve à ce sujet dans les *ruoli di famiglia* se rapportent évidemment à la secrétairerie des brefs. D'autre part, il est certain que c'était le maître de maison qui était chargé de fournir à la secrétairerie le papier, l'encre, la cire et tout le matériel nécessaire ¹.

VI.

Nous avons nommé les archivistes. La question se pose : est-il possible de reconstituer les archives de la secrétairerie pontificale sous Paul IV ? Que sont devenues les correspondances qui étaient adressées au cardinal surintendant par les agents du Saint-Siège, légats, nonces, envoyés extraordinaires, par les princes et leurs ministres ? Le cardinal et son secrétaire intime entretenaient eux-mêmes une correspondance considérable : était-elle enregistrée ou du moins en conservons-nous les minutes ? Enfin est-il possible de mettre la main sur les instructions, mémoires, avis consultatifs dans lesquels on serait à même de saisir sur le vif les vues, les projets des directeurs de la politique pontificale à cette époque ?

Giovanni Carga, dans son mémoire, touche cette question de la conservation des documents officiels. L'idée qu'il nous donne des usages observés de son temps à la secrétairerie est celle du désordre le plus complet : « Les papiers d'État sont censés appartenir aux fonctionnaires de la secrétairerie, passent entre les mains de leurs héritiers et finissent par être dispersés. On les achète et on les vend publiquement. Les princes étrangers et des personnes privées en forment des archives à Rome, les hérétiques eux-mêmes en ont des copies qu'ils font imprimer en

¹ Sur ce point, nous avons le témoignage du sous-maître de maison, Giov. Andrea Caligari (mentionné dans le *Ruolo* de l'évêque de Cénéda, sous la rubrique « Diversi maggiori.... M. Andrea sotto maestro di casa cum 2 et 1. » *Loc. citat.*, f° 165. Voici ce qu'il écrit, le 3 juin 1556, à son protecteur Commendone : « Io ho provisto di carta, filo, inchiostro et cera in Palazzo et farò ogni opera perchè alcuni, che cercano occasione di lamentarsi, non habbiano attacco ragionevole di gridare. » Et encore, le 12 juin : « La secretaria sta assai mal fornita benchè al conumar de la carta pare che ci siano più facende che mai. » Orig. — Arch. vatic., *Lettere dei Principi*, t. XXIII, n° 3 et 6.

les falsifiant et en les accompagnant de remarques pernicieuses. » Contre un tel abus il s'élevait vivement et il demandait qu'on confiât au collège des secrétaires le soin « de recueillir tous les papiers concernant la secrétairerie, non seulement ceux qui sortent de la plume et des mains du secrétaire secret, qui ont l'intérêt de l'actualité, mais tous les autres registres et lettres de papes, de légats, de nonces, de gouverneurs et des autres personnes qui sont en correspondance avec la secrétairerie ¹. »

Ce tableau si peu flatté n'est que trop vrai en ce qui concerne le pontificat de Paul IV. Le fonds des nonciatures aux archives du Vatican ne conserve pas une seule collection des correspondances diplomatiques de ce temps : on en trouve bien quelques débris dans les autres fonds du même dépôt ², mais c'est une bibliothèque privée, la Barberini, qui fournit la plus abondante contribution ³.

¹ Carga, *op. citat.*, p. 480. Cf. sur cette question Th. von Sickel, *Römische Berichte*, *loc. citat.*

Il est curieux d'opposer à cette négligence les règles sévères qui étaient observées, par exemple, à la chancellerie des Médicis. En juin 1556, l'ambassadeur florentin, Gianfigliuzzi, trouva, dans l'appartement de son secrétaire, Camillo Titio, qu'il venait de congédier et contre lequel on relevait certaines irrégularités, des papiers officiels. Voici comment il s'en explique dans une lettre du 7 juin à son gouvernement : « Ho trovato anchora in uno suo armario (du secrétaire) copie di lettere che sono le bozze per metter dappoi al registro et sono di mesi 15 o 16, et ciascuno mese e legato, disperse con un pocho di spaglio et sono del 1550 et 1551; penso sieno di mano del Bonanni. Ma non mi so imaginar come Camillo le habbia in mano et a che effetto se le salvi apresso di se, perchè ordinariamente, come le lettere si sono messe al registro, sarebbe subito la bozza a stracciare, ma mi imagino che quando el Bonanni si parti malato di quà che tali scritture Camillo vi ponessi su le mani; el fine lo debbe saper lui. Mi maraviglio bene che el Bonanni havendole messe al registro non le stracciassi.... Havendone lette qualchuna ho trovato che vi sono ragionamenti co'l Sigr Giovan Bat. di Monte et co'l papa pur d'assai importanza.... mi è parso strana cosa che in mano di uno ministro resti tali copie di lettere, rispetto che, se si fusse partito (come spesso interviene nei ministri) con qualche mala satisfatione o per meglio patto havessi trovato di achommodarsi con persona che tenessi la parte franzese, posseva pur portar secho tali lettere et mostrarle. » Orig. — Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXVI. Pareilles obligations n'étaient pas imposées aux agents pontificaux du xvi^e siècle : aujourd'hui encore, c'est dans les archives de leur famille, quand elles existent, qu'on a le plus de chance de trouver leurs papiers.

² Nous n'entrerons pas dans les détails : c'est aux éditeurs des nonciatures qu'il appartient de faire ce travail. Je dirai seulement que, pour Paul IV, presque tous les fonds des archives du Vatican sont à explorer.

³ Il y a aussi quelques lettres originales à la bibliothèque Borghèse, main-

Toutefois, il importe de distinguer les usages qui étaient observés du vivant du pape et les licences qu'on prenait à sa mort. La soustraction des documents et leur dispersion se produisaient, semble-t-il, ou bien à la fin du pontificat, ou bien au terme de la carrière d'un ministre puissant. Des renseignements précis permettent d'affirmer que le cardinal Carafa veillait avec une certaine sévérité au bon fonctionnement de la secrétairerie et à la conservation des documents *che vivono nella penna et nelle mani del segretario secreto*, pour employer la jolie expression de Carga. Il a eu l'occasion de s'expliquer à ce sujet. Le duc de Guise, lorsqu'il arriva à Rome en mars 1557, se plaignit amèrement que beaucoup de promesses, faites jadis à son maître, fussent restées lettre morte : entre autres choses, il réclamait la remise de Cività Vecchia et d'Ancône comme places de sûreté. Le cardinal protesta contre cette prétention. Plus tard, il disait à ce sujet à l'ambassadeur vénitien : « Outre que je suis très réservé quand il s'agit de faire des promesses, en raison de la situation que j'occupe, je garde copie de tout ce que je négocie, de ce que je dis ou de ce que j'écris. Aussi j'ai des armoires pleines de registres tenus mois par mois ; il y en a un pour l'Espagne, un autre pour Venise et ainsi de suite pour les différents pays, si bien qu'il est très facile de vérifier un fait donné. Je lui montrai donc une lettre que j'avais écrite à l'ambassadeur français, M. d'Avanson, aussitôt après son départ, pour répondre à la même requête qu'il m'avait adressée au sujet de ces forteresses. » Cette lettre, formulée en termes généraux, exprimait l'assurance que l'armée française trouverait dans les États de l'Église toutes les garanties de sécurité, mais ne spécifiait pas en particulier la remise de telle ou telle place forte ¹.

Il est possible de contrôler l'exactitude des affirmations du cardinal Carafa. Nous avons déjà fait allusion à la disgrâce éclatante qui l'atteignit en janvier 1559. Sous le successeur de Paul IV, une épreuve plus dure encore l'attendait : accusé d'avoir abusé de l'influence que lui donnait sa haute situation, il fut soumis à un rigoureux procès. En mars 1561, le puissant cardinal surintendant était déclaré coupable des accusations

tenant réunie, comme la Barberini, aux dépôts du Vatican. J'ai trouvé la minute d'une lettre du cardinal Carafa dans les *Carte Strossiane*, à Florence.

¹ Navagero au Sénat. Rome, 21 mai 1557. *Calendar....*, VI, II, p. 1100.

portées contre lui, condamné à mort et exécuté dans les prisons du château Saint-Ange. Au moment de sa disgrâce, il avait eu grand soin de mettre ses papiers en lieu sûr ¹, mais les juges de 1560 ne mirent pas moins de sollicitude à en retrouver la trace. Les recherches s'étendirent en dehors de Rome : une perquisition faite à Naples amena la découverte de deux coffrets pleins d'objets ayant appartenu aux Carafa et aussi de papiers ². Sous Pie V, les documents concernant les Carafa avaient été rassemblés au château Saint-Ange, dans deux caisses. L'évêque Ferratino, chargé d'instruire la cause de la revision du procès, les eut à sa disposition. Pour faciliter sa tâche, le pape lui donna faculté de contraindre, sous les peines les plus graves, quiconque possédait des papiers relatifs à cette affaire, fût-ce un cardinal ou un prince, à les lui livrer ³. Quand le procès de revision fut terminé et que les Carafa eurent été réhabilités, il ordonna que les actes du procès fussent détruits.

¹ Questi signori Caraffi hanno finito di partirsi hoggi.... questa mattina S. B. mandò il maestro di casa a far sgombrar la guardaroba di Caraffa et a pigliar le chiavi delle stanze sue.... Nella guardaroba vi era poco o niente, che la maggior parte d'essa, inanzi la partita del cardinale, fù sgombrata et salvata in casa di Sarmoneta (*sic*) et d'altri amici suoi. • Bernardino Pia (agent des Gonzague) à Cesar Gonzaga. Di Roma il dì 4 di febraro 1559. Orig. — Parme, Arch. d'État. *Carteggio Gonzaga*. — Dans la suite, le cardinal Gaddi, créateur de Carafa, se chargea de conserver chez lui une partie au moins de ses papiers. Voici ce qu'il écrit de Rome au cardinal Carafa, le 15 mars 1559 : « Non si mancarà di far quanto V. S. Ill. comanda delle scritture et robbe che stavono (*sic*) sotto la custodia di M. Luca et hora si serbano in casa mia, et farò vedere tutto che c'è che tocca a lei et si metterà da banda. » Orig. — Bibl. vatic., Barberini, lat. 5710, f° 49.

² • Del cardinal Caraffa si dice che sta di mala voglia per vedere ogni dì disamine et ogni dì portar robe in castello; in vero che a Napoli in un monasterio si sono trovati due scrigni pieni di ogni bene et anchora di ogni male, come dire certi stravaganti brevi et scritture. Queste cose si dicono qui per banchi. • Guglielmo Martelli al card. Farnese. Di Roma alli 15 di luglio 1560. Orig. Parme. *Carteg. farnesiano*. — A la même date, un autre agent des Farnèse, l'évêque Zambeconi, fait allusion à la reconnaissance qui doit se faire, ce jour-là, 15 juillet, « di robbe prohibite delle scritture et robbe trovate prese dall' Odoscascho dentro un monasterio in Napoli pur di questi signori. » Orig. *Eod. loco*.

³ L'ambassadeur vénitien, Tiepolo, après avoir annoncé que l'évêque Ferratino succède à Palantieri comme gouverneur de Rome, ajoute : « Il quale sollicita a riveder la causa de Caraffi morti a lui commessa; per il qual effetto sono state cavate di castello due casse di scritture, et il pontifice li ha dato facultà di poter astringer sotto grandissima censura qual si voglia persona, anchor cardinale et principe, a dar fuor le scritture che havesse in proposito di questa causa. » Paolo Tiepolo al Senato. Di Roma. 28 dicembre 1566. Minute. Venice, Arch. d'État. *Dispacci al Senato*, t. XVI, f° 489.

L'ordre, toutefois, ne fut exécuté qu'incomplètement : en 1631, Felice Contelori trouvait dans la *guardarobba* du pape un sommaire des actes du procès ¹. Cette découverte causa une grande surprise. Une copie de ce sommaire faite à cette même époque porte en tête la note suivante : « Pie V, sous peine même de confiscation des biens, ordonna que tous les documents — originaux aussi bien que copies — concernant la cause des Carafa fussent livrés entre les mains de Baldo Ferratino, évêque d'Amelia, puis fit brûler le procès fait sous Pie IV. Aussi a-t-on été fort étonné de retrouver le présent sommaire dans la garde-robe de Notre-Seigneur ; il n'y en a aucun souvenir ni dans les Archives du château Saint-Ange ni dans les Archives du Vatican ². »

De plus, Duruy avait signalé, aux Archives d'État de Rome, un recueil de documents en copie, tous relatifs aux Carafa. Il en avait indiqué l'intérêt, sans en reconnaître parfaitement la nature. J'ai eu la bonne fortune de trouver aux Archives du Vatican l'original de ces précieux documents : un rapide examen m'a permis de me rendre compte que je me trouvais en présence du *liber iurium*, c'est-à-dire du recueil des documents qui avaient servi à constituer les actes du procès, des pièces à conviction ³. Cette collection est complétée par une autre du même genre que le cardinal Carafa lui-même présenta aux juges pour appuyer les revendications de ses défenseurs ⁴.

¹ Arch. vatic., *Miscellanea*, XI, 114. — Le sommaire des actes du procès remplit les cent cinquante-sept premiers feuillets. Au deuxième feuillet de garde, on lit la note suivante écrite de la main de Contelori : *Trovati nella guarda robba*. Le reste du manuscrit est rempli par des mémoires composés par les défenseurs des Carafa ; cette partie n'est pas paginée. En tête du premier mémoire, on lit, encore de la main de Contelori : 1631. *Trovate in una cassa nell' archivio delli libri de conti della Camera. Felice Contelori com^o*. — Ce manuscrit n'a pas encore été signalé jusqu'à présent.

² Bibl. vatic., Barber., lat. 5752. Le manuscrit est relié aux armes d'Urbain VIII. Scarabelli, dans son édition de Pietro Nores, avait signalé une copie de ce genre à la bibliothèque de Cortone : il la croyait unique. A la Bibliothèque et aux Archives du Vatican, j'en ai trouvé plusieurs autres.

³ Arch. vatic., *Miscellanea*, X, 197. — Sur le plat de la reliure, on lit en caractères à moitié effacés : 8. 10. 23, br. *Liber iurium coram R^{mo} Governatore* (plusieurs mots illisibles) *contra Ill^{ms} et R^{mos} Dnos Car. Carolum Carafam, Alfonso Neapolitanum, Leonardum de Cardine, Ferrant. Garlonium et complices. Societas charitatis Romae*.

⁴ Bibl. vatic., Ottoboni, 2348, f^{os} 286-418. En tête du recueil de ces documents originaux, on lit la note suivante : *Lettere repetite pro parte card. Caraffe in eius causa con. Fiscum de quibus in actis*.

Ces deux sources, sommaire des actes et *liber jurium*, fournissent sur la secrétairerie pontificale des renseignements d'un grand intérêt. Outre les documents du *liber jurium*, les actes reproduisent ou analysent nombre de pièces qui étaient conservées dans les registres de la secrétairerie. Ils ont soin d'indiquer le titre de ces registres, de sorte qu'il est possible d'en dresser une liste, incomplète sans doute, mais suffisante pour confirmer les dires du cardinal Carafa touchant l'enregistrement et la conservation des papiers officiels. Nous avons relevé les titres suivants :

MDLV et MDLVI. Registro di lettere et altre scritture secrete scritte da Mons. della Casa in nome dell' Illustrissimo cardinale Carafa dalli XI agosto 1555 fino alli 4 di aprile 1556, n° P° 1.

N° 3. Registro di lettere scritte per mano d'Aniballe (sic) Rucellai a nome dell' Illustrissimo cardinale Carafa dopo la tornata di S^a S^{ria} Illustrissima di Francia a Roma dalli 6 di settembre fino alli 17 novembre 1556 ².

N° 4. Lettere scritte a nome di Mons. Illustrissimo cardinale Carafa nel viaggio di Venetia ³.

1555. Registro di lettere pubbliche scritte da Mons. della Casa in nome dell' Illustrissimo cardinale Carafa delli 16 di luglio fino all' ultimo di 8 octobre 1555 ⁴.

MDLVI. Registro di lettere pubbliche scritte da Mons. della Casa in nome dell' Illustrissimo cardinale Carafa dalli 4 genaro sino alli 13 di maggio 1556, n° 3° ⁵.

1556. Registro di lettere scritte da Mons. della Casa in nome dell' Ecc^{mo} il Sr Duca de Palliano, n° 2 ⁶.

¹ Arch. vatic., *Miscellanea*, XI, 114, f° 5, 10, 122.

² *Eod. loco*, f° 3, 53, 128 v°.

³ *Eod. loco*, f° 8, 52, 144. Folio 52, on a ajouté : Andrea Sacchetti, segretario.

⁴ *Eod. loco*, f° 20.

⁵ *Eod. loco*, f° 21 v°-22.

⁶ Le titre de ce registre est rapporté sous des formes un peu différentes : au folio 24, tel que nous l'avons donné ; au folio 26 : 1556. Registro di lettere et altre scritture secrete scritte da mons^r della Casa in nome dell' Ecc^{mo} S^{re} Duca di Palliano, mentre il cardinale Carafa stette in Francia, n° 2. — Au folio 39 v° : 1556, n° 2. Registro di lettere et altre scritture secrete scritte da Mons. della Casa in nome dell' Ecc^{mo} S^{re} Duca di Palliano. — Même titre au folio 72 v°. Ces variantes permettent-elles de décider la question de savoir si, pendant la légation du cardinal Carafa en France, on tint au Vatican un double registre : l'un des négociations secrètes, l'autre des négociations rela-

Registro intitolato : Venetia, Ferrara et ad altri principi lettere scritte di Mons. Illustrissimo Caraffa ¹.

Il est à noter que tous ces registres, sauf celui du voyage de Venise, appartiennent à la période de l'administration de Mons. della Casa ². Que sont-ils devenus ? Jusqu'à présent personne n'a su le dire ³. Un seul a été livré au public, et, à en juger par le nombre de copies qui en a été fait, il a eu un succès considérable. C'est celui que nous avons cité en premier lieu, dans lequel est reproduite la correspondance politique du cardinal Carafa depuis le 11 août 1555 jusqu'au 4 avril 1556. Dans les œuvres de Mons. della Casa, ce registre est publié ordinairement sous le titre : *Istruzioni e lettere scritte a nome del cardinale Carafa* ⁴.

Les renseignements que nous pouvons tirer du *Liber jurium* pour l'histoire de la secrétairerie sont plus importants encore. En premier lieu, les documents originaux qui constituent ce recueil de 585 feuillets appartiennent presque exclusivement à la secrétairerie ; dans la masse des papiers officiels, on a fait un triage sans se préoccuper de maintenir la classification primitive ⁵. On y trouve des lettres de nonces, la correspondance en

tives à la paix et au concile ? Nous ne le pensons pas, nous voyons là une simple négligence de transcription. Pour tirer de ce détail un argument probant, il faudrait au moins que le titre du folio 24 spécifiât : Registro di lettere pubbliche, en opposition à : Registro di lettere segrete.

¹ *Eod. loco*, f° 131.

² On peut supposer que ces registres étaient restés à la secrétairerie après la mort de mons. della Casa : selon toutes les probabilités, les papiers de ce dernier devinrent la propriété d'Annibal Rucellai. Dans un billet (orig.) qui n'est pas daté, mais qui doit être postérieur à la disgrâce des Carafa, Sacchetti fait allusion aux « scritture di mons.^{re} della Casa » qui sont en sa possession, et il annonce au sous-secrétaire Urbino : « Quando che verrete quà vele darò, ma che mene sia fatta la ricevuta sì come si fece al S. Anibale. » Arch. vatic., *Miscellanea*, X, 197, f° 15.

³ D'après le Dr G. Coggiola, M. le marquis Ricci Paracciani, de Rome, posséderait certains papiers de Mons. della Casa, *Sull' anno della morte di Mons. della Casa*, p. 5. J'ai, pour ma part, retrouvé, aux Archives du Vatican, quelques documents originaux qui serviront à corriger utilement les textes publiés.

⁴ La dernière édition est celle de Milan, 1806, t. IV. Il n'est guère de bibliothèque en Italie qui ne possède un ou plusieurs exemplaires des *Istruzioni e lettere scritte a nome del card. Caraffa* ; mais on n'en a pas encore découvert le texte original.

⁵ Sur la plupart de ces documents, *a tergo* on trouve certaines cotes, certains signes, lettres ou chiffres, qui, sans doute, se rapportent à la classification ancienne. Presque tous portent, de plus, une des signatures suivantes : *And. Ant. Pier.* Cette dernière remarque s'applique à tous les documents

original et presque au complet du cardinal Carafa durant sa légation de France, des mémoires confidentiels, — què Mons. della Casa intitule *Discorsi*, — le texte original des capitulations — publique et secrète — de Cavi, des lettres des gouverneurs et fonctionnaires de l'État ecclésiastique, etc. Le recueil conservé dans le fonds Otloboni est de même nature. Ces documents, en même temps qu'ils représentent une portion importante et très précieuse des Archives de la secrétairerie, permettent d'apprécier la fonction qui est attribuée à cette institution, dont nous avons décrit les organes. Toute l'action politique du Saint-Siège se résume en elle ; ceux qui en ont la direction n'ont pas le rôle secondaire de simples expéditeurs. Ils occupent une place considérable dans le gouvernement de l'Église : d'eux, en grande partie, dépend l'orientation de la politique pontificale.

De plus, ce recueil, en raison des circonstances particulières dans lesquelles il a été formé, nous donne des éclaircissements très sûrs et très précis sur le point spécial que nous étudions ici. C'était un ensemble de pièces à conviction : les juges avaient le devoir d'en vérifier scrupuleusement l'authenticité. Chaque document porte *a tergo* une note rédigée par le *notarius actuarius*¹ et destinée à en préciser la valeur. Or, parmi les attestations relatées dans ces notes, on trouve en particulier les dépositions de témoins qui reconnaissent l'écriture du secrétaire chargé de rédiger le document ou de le mettre au net. Ainsi sur la lettre de Silvestre Aldobrandini du 21 juin 1556 on lit : « *Die 31 decembris 1561 recognitum per D. Alex. Martium esse manu D. Silvestri Aldobrandini* ². » Une dépêche de Carafa, envoyée de Chantilly le 24 juillet 1556, porte la mention : « *Recognitum per D. Petrum Gagliani esse scriptum manu Hannibalis Rucellai* ³. » Au dos de l'instruction du cardinal Carafa au duc de Somma du 5 mars 1556, on lit : « *Recognit. esse manu Erasmi tunc secretarii D. de la Casa per Ill. D. Patriarcham Hieronymum prout in suo*

sortis de la secrétairerie et aujourd'hui dispersés de divers côtés. Faut-il identifier ces signatures avec celles d'Andrea Sacchetti, d'Antonio Elio, de Pier Gagliani ? Je n'oserais le décider.

Pier Gagliani, suivant les apparences, était au service d'Annibal Rucellai.

¹ Ce notaire s'appelait Aloysius de Turre.

² Arch. vatic., *Miscellanea*, X, 197, f° 137.

³ *Eod. loco*, f° 337.

examine 18 augusti 1560 ¹. » Nous savons en effet, par les *Ruoli di famiglia*, qu'Érasme Gemini de Césis était au service de Mons. della Casa. Grâce à ces indications, nous apprenons à connaître l'écriture des fonctionnaires de la secrétairerie et à savoir par qui ont été écrits les principaux documents originaux que nous possédons. Le *Discorso notabilissimo* pour recouvrer Sienne est de la main d'Annibal Rucellai : de lui aussi l'*Istruttione vulgare del card. Carafa*, le *Memoriale* concernant la flotte turque, la correspondance du cardinal Carafa durant sa légation de France. L'*Istruttione data a Annibale Rucellai la prima volta che andio in Francia* est du secrétaire Érasme : de même le *Memoriale* donné au même Rucellai et aussi les instructions au duc de Somma. La lettre du 21 juin 1556 au cardinal Carafa est bien attribuée à Silvestre Aldobrandini. Nous sommes également fixés sur les caractères de l'écriture de l'évêque de Pola, d'Andrea Sacchetti, de Mons. della Casa, etc.

En résumé, nous sommes loin de pouvoir reconstituer, au moins pour le présent, toutes les archives de la secrétairerie d'État sous Paul IV ; il est fort à craindre que beaucoup de documents n'aient été détruits après le procès de revision ordonné par Pie V, que d'autres ne restent encore longtemps perdus dans des collections privées. Néanmoins, en additionnant ce qui se trouve dispersé, en tenant compte surtout de ce qui a été recueilli à part lors du procès des Carafa, on constate que la partie principale de ces archives existe encore.

VII.

Au début de ce travail, nous avons fait, à plusieurs reprises, allusion à la secrétairerie des brefs. Carga met à part cette institution, dont il fait remonter l'origine à Léon X et qu'il considère comme le premier démembrement de la secrétairerie primitive, fait au détriment du collège des secrétaires ². Existait-il sous Paul IV une secrétairerie des brefs jouissant de son autonomie, ayant son fonctionnement à part, destinée à remplir un service déterminé ? Et si elle existe, en quoi se distingue-t-elle de la secrétairerie que nous venons d'étudier ?

Massarelli, en notant dans son journal la publication du pre-

¹ *Eod. loco*, n° 143.

² Carga, *op. cit.*, p. 458.

mier *ruolo* de Paul IV, mentionne très distinctement trois secrétaires des brefs, « III secretarii a litteris in forma brevis, videlicet Episcopus Larinensis, Franciscus Binus et Antonius Floribellus. » Après eux, il nomme les six secrétaires « a litteris italicis ¹. »

Ces indications s'accordent pleinement avec celles que fournissent les « ruoli di famiglia, » à part cette seule différence que les « ruoli » mentionnent un nom de plus, celui de Cesare Grolerio.

Enfin, les registres des brefs de Paul IV confirment ces attestations : ils ne portent pas d'autres signatures que celles des fonctionnaires que nous venons de citer ; beaucoup des minutes qu'ils renferment sont entièrement de leur main. Nulle part n'apparaît dans la rédaction de ces documents l'ingérence d'autres ministres ².

Les mêmes documents témoignent de la distinction essentielle qui était établie entre secrétairerie des brefs et secrétairerie tout court. Inutile de revenir sur le texte de Massarelli, il est assez clair. Dans les « Ruoli, » tous les évêques sont rangés sous le même titre : *Prelati*; et de même tous les secrétaires sous la rubrique : *Secretarii*.

Il est toutefois à noter qu'au moins dans le premier *ruolo*, celui de l'évêque de Cénédà, on s'est préoccupé d'éviter le plus possible les confusions. Ainsi, parmi les prélats, Mons. della Casa et l'évêque de Pola sont distingués par ce simple titre : *secretario*. Barengo, lui, est qualifié *secretario de brevi*. De même, Commendone, Massarelli, Soverchio, sont mentionnés sans épithète; à eux convient par excellence celle qui est en tête de la liste : *secretarii*. Au contraire, à la suite des noms de Bini et de Grolerio, on lit : *per li brevi*. Les uns sont secrétaires par excellence, les autres secrétaires des brefs ³.

Supposons que cette distinction n'existât pas : nous ne manquerions pas de rencontrer parmi les papiers de cette section que nous avons déjà appelée la secrétairerie d'État des pièces rédigées et signées par ceux que nous considérons comme secrétaires des brefs. Et réciproquement, dans les registres des brefs, nous de-

¹ Arch. vatic., *Concilio*, 143, f° 31.

² Les brefs de Paul IV sont conservés en minutes dans six registres. Arch. vatic. Arm. 42, t. VI à XII. Ils sont classés d'après l'ordre chronologique. Un registre à part (Arm. 44, t. II) renferme les brefs aux princes.

³ Biblioth. vatic., *Ruoli di Paolo IV*, f° 408-409.

vriens reconnaître plus d'une fois l'écriture de Mons. della Casa, ou de Silvestre Aldobrandini, ou de l'évêque de Pola. Or, sauf de très rares exceptions que nous aurons l'occasion de signaler, il n'en est pas ainsi. Dans les deux administrations, but, procédés, personnel, archives, tout est distinct. Cette constatation s'accorde avec le témoignage de Carga : « Les secrétaires domestiques, dit-il, vivent en bonne intelligence avec le secrétaire intime, mais ne dépendent de lui en aucune façon. Ils dépendent de la voix *viva* du pape. »

On pourrait nous objecter que les personnages, connus pour avoir exercé l'office de secrétaires des brefs, sont ordinairement désignés avec le titre *secretario domestico*. C'est le cas de Baringo et de Giov. Francesco Bini dans la *notula delli raccomandati per la famigliarità infrascritta con N. S.* ¹. Dans la bulle par laquelle le pape lui confère l'évêché de Lavello, Fiordibello est qualifié *secretarius domesticus et familiaris continuus commensalis noster*. On pourrait multiplier les exemples. Ne devons-nous pas identifier ces personnages avec le *secretario domestico* d'Innocent VIII ², et conclure que, sous Paul IV, le nombre des secrétaires domestiques était indéterminé ? Carga nous fournit l'explication de cette difficulté. Après avoir rappelé comment la secrétairerie des brefs avait été démembrée par Léon X de l'ancienne secrétairerie d'Innocent VIII, il ajoute : « Ainsi, les affaires d'un caractère secret, réservées jusqu'alors à un seul secrétaire, furent réparties, en ce qui concernait le service des brefs, entre d'autres qui s'appelèrent secrétaires domestiques ou secrets. Et, selon toute vraisemblance, ce fut ce qui amena le secrétaire institué par Innocent à prendre le titre de *intimo* et en dernier lieu de *maggiore* ³. »

Pour prévenir toute autre objection, nous rappellerons le fait

¹ *Eod. loco*, f° 51.

² Th. von Sickel est tombé dans cette confusion. D'après une liste fournie par le *ruolo* de la chancellerie de 1556 (*Ruolo*, f° 495 v°), il compte six secrétaires domestiques sous Paul IV, et, faisant allusion à l'importance de cette charge ainsi divisée entre plusieurs titulaires, il ajoute « was der Autorität des Amtes nur Abbruch gethan haben kann. » Sickel, *Ein Ruolo di famiglia des Papstes Pius IV. Mittheilungen....*, loco citat., p. 580. — D'une manière générale, il n'a pas établi la distinction entre secrétaires des brefs et secrétaires tout court. Pieper n'arrive pas non plus à des conclusions précises, et, dans les détails, commet plusieurs erreurs.

³ Carga, *Opus citat.*, p. 458.

anormal de Mons. della Casa signant un bref adressé au duc de Ferrare : nous avons donné l'explication de cette exception, nous pourrions la répéter ici, à l'appui de notre thèse, puisque, à cette occasion, le cardinal Carafa spécifiait que « pour l'ordinaire Mons. della Casa n'était pas député à l'expédition des brefs ¹. »

Il importe de signaler un autre cas qui fut une exception au sens absolu du mot. Durant les deux dernières années du pontificat de Paul IV, il y eut une véritable ingérence du secrétaire majeur, Aloysio Lippomano, dans la secrétairerie des brefs. Le 20 novembre 1557, Navagero écrivait au Sénat : « Le pontife a donné au Rév. évêque de Vérone le poste, qu'avait défunt M. Bino, de secrétaire des brefs, et, autant qu'il l'a donné à entendre, il veut que Berengo (*sic*) et les autres lui obéissent ². » De fait, depuis le 14 novembre 1557, on trouve la signature de l'évêque de Vérone au bas de certains brefs, plus particulièrement destinés aux princes. Cette intervention ne doit pas étonner ; elle a des relations étroites avec la préoccupation de la réforme catholique qui dominait alors le pape. De plus, elle ne paraît pas avoir modifié sensiblement le fonctionnement habituel de la secrétairerie des brefs ; Barengo en particulier semble avoir conservé toute son importance. Toutefois, c'était une dérogation passagère à des usages qui étaient déjà devenus presque des règles : il était indispensable de la signaler.

Voyons maintenant les secrétaires des brefs dans l'exercice de leurs fonctions : ce sera le meilleur moyen de nous en faire une idée exacte et complète, et en même temps de confirmer ce que nous venons de dire au sujet de la distinction entre secrétairerie des brefs et secrétairerie proprement dite.

Il est possible de dresser avec sûreté la liste des secrétaires des brefs sous Paul IV : les *Ruoli di famiglia* d'une part, les registres des brefs d'autre part, fournissent des renseignements qu'on peut contrôler et vérifier les uns par les autres. Cet examen donne les noms suivants : Jean Barengo, évêque de Larino ; Jean-François Bini, Antoine Fiordibello, depuis 1558 évêque de Lavello, et César Grolierio ³. Bini mourut en août 1556 ;

¹ Voir ci-dessus.

² Navagero al Senato. Di Roma alli 20 novembre 1557. Venise, Arch. d'État. *Dispacci*. Roma, t. IX, f° 19 v°.

³ Bibliothèque vatic. *Ruolo di Paolo IV. Ruolo de l'évêque de Cénèda*, f° 408,

nous avons vu comment son héritage fut recueilli par l'évêque de Vérone en novembre 1557. Jean Barengo meurt, lui aussi, en juin 1559, deux mois avant Paul IV ; il est remplacé par François Aragonia ¹. Tel est, croyons-nous, tout le haut personnel de la secrétairerie des brefs sous Paul IV. Dans le *ruolo* de 1556, on trouve bien mentionné parmi les secrétaires, à la suite de Fiordibello, un certain Augustino Foglietta ² ; mais c'est la seule fois qu'on rencontre ce nom, il ne figure pas sur les deux derniers *ruoli*, pas même sur le *rotulo* de la chancellerie de 1556, qui correspond à celui du maître de maison. Dans le registre des brefs, aucune trace de lui. La même incertitude entoure un certain Marcus Sylvius : à l'inverse du précédent, il est mentionné, avec deux sous-secrétaires, dans le *rotulo* de la chancellerie ³, mais il ne figure pas dans le *ruolo* du maître de maison. Dans le *ruolo* de Domenico del Nero, il était classé parmi les *extra ordines*. Nous sommes, semble-t-il, en droit de conclure que ces deux personnages, en supposant qu'ils aient jamais appartenu à la secrétairerie des brefs, n'y firent qu'une courte apparition.

Jean Barengo appartenait de vieille date à la secrétairerie pontificale : déjà dans un *ruolo* de Jules III, du 20 janvier 1551, il est classé parmi les prélats, il a à son service quatre sous-secrétaires et trois chevaux ⁴. Il reparait avec les mêmes qualités dans les autres *ruoli* de Jules III, qui ont été conservés, celui du 20 mars 1552 et celui du 11 juillet 1554, également dans le *Rotulo della famiglia da vestirse in obitu dela se. me. di Papa Julio III* ⁵.... A l'avènement de Paul IV, il est compris dans la *Famiglia antiqua palatina*, et, par conséquent, tout désigné à l'attention du nouveau pape ⁶. Le *ruolo* du 13 juillet 1555 le main-

409, 273, 285 v°-286 et 495 v°. *Ruolo de Domenico del Nero*, f° 189 v° et 190 v°. *Ruolo de Bernardino Cirillo*, f° 602 v°-603.

¹ « Alli 7 mori Mons. Barengo di due terzane et quella sera N. S^o deputò l'Aragonia in loco suo et già ha communicato ad esercitare l'offitio. » Gio. And. Caligari a Commendone. Di Roma alli 10 di giugno 1559. Orig. — Arch. vatic. *Lettere dei Principi*, t. XXIII, n° 27. Cf. lettre de Marchio Valerio au card. Farnèse. Orig. de la même date. Parme, *Carteg. farnes.*

² *Eod. loco*, f° 409.

³ *Eod. loc.*, f° 286 et 495 v°.

⁴ Bibl. vatic., *Ruolo di Giulio III*, f° 180. Il est à noter que son nom a été ajouté en marge parmi les prélats ; de fait, il fut élu évêque de Larino en cette année 1551. Voy. Gams, *Series episcoporum*, p. 889.

⁵ *Eod. loco*, f° 143, 47, 210, 70.

⁶ *Eod. loco*, *Ruolo di Paolo IV*, f° 51.

l'int à son poste ; il l'occupa jusqu'à sa mort, arrivée le 7 juin 1559 : « Dans sa profession, écrivait l'ambassadeur de Ferrare, c'était un homme d'une grande valeur ¹. » Il avait été enlevé en quelques jours ; le dernier bref signé par lui est du 20 mai, le premier souscrit par son successeur, François Aragonia, est du 26 du même mois ². Celui-ci était donc entré en fonctions avant d'être nommé officiellement, il y resta jusqu'à la mort de Paul IV.

Jean-François Bini appartenait au groupe d'humanistes qui reconnaissaient pour leur chef le cardinal Sadolet : déjà en 1535, Antonio Fiordibello, secrétaire du cardinal, lui écrivait de Carpentras, comme à un maître, pour soumettre à son appréciation quelques-unes de ses compositions ³. Il était alors chanoine de Saint-Laurent *in Damaso*, plus tard il passa à Sainte-Marie Majeure ⁴. Il obtint les fonctions de secrétaire à la fin du pontificat de Jules III. Le 25 novembre 1554, le nonce de France, Sébastien Guallerio, lui écrivait de Paris pour le féliciter *della elezione fatta di lei all' offitio del segretario* ⁵. Après l'avènement de Paul IV il est, comme Barengo, compris dans la *Famiglia anti-qua palatina* en qualité de *secretario domestico* ; nous avons déjà dit qu'il figure sur le premier *ruolo* avec le titre spécial *per li brevi* ⁶. Il mourut le 7 août 1556 : « Le Pontife, avec toute sa cour, écrit Navagero, en a éprouvé une grande douleur ; car c'était un homme de bien et très instruit ⁷. » Nous avons vu comment il fut remplacé par l'évêque de Vérone, après que son poste fut resté vacant pendant plus d'une année.

¹ Il vesc° d'Anglone al D. di Ferrara. Di Roma il dì 7 giugno 1559. Orig. — Modène, Arch. d'État. *Amb. Estensi*. Roma, B. 36. — Gams le fait mourir en 1555.

² Arch. vatic. Arm. 42, t. XII, n° 162 et 163.

³ Antonio Fiordibello al Reveren. Signor mio M. Gian. Francesco Bini can° di S. Lorenzo in Damaso a Roma. Di Carpentras, alli XXIII di luglio 1535. Orig. — Bibl. vatic., Barberini, lat. 5278, f° 57. — Voy. Philippe Bonamici. *De claris pontificiarum epistolarum scriptoribus* : Romae, 1770, Cet ouvrage, fort incomplet, renferme des notices sur Bini (p. 238-240), Tripho Bencius (p. 240-241), Massarelli (p. 243-245), Glorierio (p. 247-248), et Fiordibello (p. 248).

⁴ Voir, par exemple, un bref du 29 avril 1556. Arch. vatic. 42, 17, f° 243.

⁵ Vescovo di Viterbo a M. Francesco Bini. Di Parigi, 25 di novembre 1554. Arch. vatic. Pio 259, f° 17 v°.

⁶ *Ruolo di Paolo IV*, f° 51 et 409, — et autre lettre de l'évêque de Viterbe, du 17 juillet 1555, pour le féliciter « della confirmatione dell' offitio suo. » Orig. — Arch. vatic. Cast. S. Angelo, arm. VIII, ord. II, t. IV, f° 132.

⁷ Navagero al Senato. Di Roma alli 8 agosto 1556. — Venise, Arch. d'État, *Dispacci*. Roma, t. VIII, f° 268.

Un troisième secrétaire « a litteris in forma brevis » est nommé par Massarelli, c'est Antonio Fiordibello. En 1555, il avait derrière lui tout un passé qui semblait avoir été comme une continuelle préparation au rôle qu'il était appelé à remplir. Nous avons déjà fait allusion à la lettre par laquelle, encore débutant dans la carrière, il soumettait ses essais au jugement de François Bini. En 1545, il était encore secrétaire du cardinal Sadolet ¹. On peut supposer qu'à la mort de son maître, arrivée en 1547, il passa directement au service du cardinal Polus. Dans tous les cas, en 1553, il était au nombre de ces secrétaires, tous hommes distingués, qui accompagnèrent le cardinal dans sa légation d'Angleterre : en août et septembre 1553, il est à Bruxelles, chargé de donner des informations sur ce qu'il voit et ce qu'il entend dans ce centre important de la politique européenne ². En 1555, au moment de l'élection de Paul IV, il avait été envoyé à Rome pour s'acquitter d'une mission spéciale auprès du pape : celui-ci le retint à son service ³. Dans le rôle de juillet 1555, il figure déjà au nombre des secrétaires. Il fut maintenu dans son office jusqu'à la fin du pontificat, et Paul IV voulut sans doute reconnaître ses bons services en lui donnant, en 1558, l'évêché de Lavello ⁴.

Cesare Grolierio n'est pas cité par Massarelli, mais il est mentionné dans le *ruolo* rédigé sous l'administration de l'évêque de Cénédà. Dans les registres des minutes des brefs, on ne trouve sa signature pour la première fois que le 29 octobre 1555 ⁵. Il est permis d'en conclure que sa nomination n'eut lieu qu'après la première publication du *ruolo* de Michel della Torre. Il appartenait déjà à la secrétairerie de Jules III depuis 1552 ⁶, et il resta dans son office jusqu'à la mort de Paul IV.

Au sujet de ces quatre personnages, qui tous, dès le premier

¹ Le 21 avril 1545, Paul Sadolet lui écrit : Al R. M. Ant. Fiordibello, segretario del R^{mo} Sadoletto. Orig. — Naples, Arch. d'État. *Carteg. farnesiano*, fasc. 707.

² Voir lettres du cardinal Polus à cette époque, *passim*. — Arch. vatic., *Nunziatura d'Inghilterra*, t. III, Orig.

³ Voir la lettre par laquelle il annonce au pape qu'il accepte d'entrer à son service. — Originale, mais non datée. — Arch. vatic. Castel. S. Angelo, arm. VIII. Ord. II, t. III, f° 76.

⁴ La bulle de concession de l'évêché de Lavello est datée « 1557. nono kal. septembris. » Arch. vatic., *Regesta vatic.*, 1852, f° 69-72.

⁵ Arch. vatic. Arm. 42, 6, n° 298.

⁶ *Ruolo di Giulio III*, f° 143 et 149.

abord, se recommandent par leur passé et par une longue expérience, se pose la même question que pour les membres de la secrétairerie d'État : jouissaient-ils de la même autorité ? ou bien existait-il entre eux une certaine hiérarchie ?

Les documents que nous possédons s'accordent à attribuer à Jean Barengo une place à part, supérieure à celle de ses collègues : il semble avoir la même influence à la secrétairerie des brefs que Mons. della Casa à la secrétairerie d'État. Au début, il est le seul prélat ; c'est une distinction qu'il conservera jusqu'à la nomination de l'évêque de Vérone au poste laissé vacant par la mort de Bini, jusqu'à l'élection de Fiordibello à l'évêché de Lavello. Les *ruoli* lui attribuent quatre sous-secrétaires : Bini n'en a que trois, Fiordibello deux, Groliero un seul. Quant aux chevaux, Bini en a, comme lui, deux à sa disposition ; Fiordibello et Groliero n'en ont qu'un ¹.

Un examen rapide des registres des bulles et des brefs de Paul IV permet d'apprécier le rôle considérable et tout à fait à part joué par Jean Barengo. Trois personnages interviennent dans la signature des bulles secrètes : le cardinal Fredericus Cesium en sa qualité de sommist, l'un des secrétaires domestiques, enfin, sans doute, l'un des *scriptores bullarum*. A part de très rares exceptions, Barengo signe comme secrétaire domestique ². C'est lui, dans tous les cas, qui est chargé de la rédaction et de l'expédition des bulles les plus célèbres du pontificat de Paul IV. En mai 1557, il tient en réserve, prête à être publiée, la bulle que le pape avait l'intention de lancer contre Philippe II pour le priver de ses royaumes ³. En décembre 1558, c'est lui qui rédige la bulle dirigée contre les cardinaux qui ambitionnent la papauté. Le texte définitif n'est établi qu'après beaucoup de modifications et d'hésitations,

¹ Voir *Ruolo di Paolo IV, loco citat.*

² Voir les souscriptions des bulles secrètes de Paul IV conservées dans Reg. vatic., t. 1850, 1851 et 1852. — Au contraire, pour l'expédition des bulles ordinaires, il n'intervient presque jamais. La minute des bulles secrètes est souvent entièrement de sa main.

³ « Questa congregazione generale de cardinali di questa sera si va credendo che sia per la privation del re Filippo, et così po esser perchè il Barengo mi ha confirmado che la bolla è ispedita da lui, non sapendo però se la publicara così tosto, finchè non si veda qualche segnalato progresso di Mons. di Guisa nel regno di Napoli... » Il veseo d'Anglone al D. di Ferrara. Di Roma, alli 5 maggio 1557. Orig. — Modène, *Amb. Est.*, Roma B. 35.

« le pape veut changer quelques clauses, retrancher certains détails, en ajouter d'autres. » Le 20 décembre, Barengo a déjà présenté son texte deux fois, ce n'est que le 4 février qu'il est imprimé et publié ¹. Les autres secrétaires, au contraire, ne signent que rarement, et pour des bulles d'importance secondaire, relatives, par exemple, à des concessions de bénéfices. Ce que nous disons des bulles s'applique également aux brefs. A part de rares exceptions, ces documents portent la signature de Barengo, plusieurs sont entièrement rédigés de sa main. Si l'on s'en tient à la série principale de ces documents, conservés aux archives vaticanes en six volumes, on constate que Bini a souscrit, c'est-à-dire expédié le bref, seulement neuf fois, Fioridibello, huit fois, et toujours collectivement avec Barengo, Groliero, six fois. Toutes les autres pièces sont l'œuvre de Barengo. Son successeur François Aragonia jouit de la même autorité : tous les brefs des deux derniers mois du pontificat de Paul portent sa signature ².

L'importance de Barengo et sa supériorité sur ses collègues se révèlent encore à l'occasion des cérémonies publiques ou de circonstances extraordinaires dans lesquelles le pape intervient, entouré de toute sa cour. Une place à part est faite aux secrétaires domestiques, presque toujours Barengo est distingué comme le chef des autres, de même qu'il est appelé à jouer un

¹ « Con questo spazzo non ho molto che dirle di novo, senon che la bolla de ambito che publicò ultimamente N. S. non è ancora data alla stampa et il Barengo l'ha riportata già due volte disopra da S. S^{ta} la qual come s'intende vuol mutar alcune clausole et levarne et aggiongervene qualch'altre.... » Bernard. Pia (agent des Gonzague à Rome), à Cesar Gonzaga. Di Roma il 20 decembris 1558. Orig. — Le 31 décembre, il écrit encore : « Quattro di sono N. S. fece tagliar la bolla de ambito ordinando al Barengo che rifacesse la minuta volendo aggiongervi alcune clausule più gagliardi di quelle che vi erano dentro. » Orig. Enfin, le 4 février, il annonce que la bulle est imprimée. — Parme, Arch. d'Etat. *Carteg. Gonzaga*.

² Arch. vatic. Arm. 42, t. VI à XII. Le secrétaire n'appose sur la minute qu'une signature abrégée. La comparaison entre les minutes et les originaux permet d'identifier avec sûreté ces signatures. J'ai fait cette comparaison avec les brefs originaux conservés à Modène dans les Archives ducales d'Este et avec ceux des archives privées de la famille Gualterio. Voici le résultat de cet examen.

Jo = Jo. Barengus.

J. Fr. Bin. = J. Fr. Binus.

Florebellus = Ant. Florebellus.

Coe : Grolier' = Coe : Grolierius.

F. Arag. ou F = Fran^o Aragonia.

rôle spécial attestant son grade plus élevé. S'agit-il, par exemple, de l'audience publique, cette institution de Paul IV destinée à contrôler les actes des fonctionnaires, nous apprenons « qu'aux pieds de Sa Sainteté étaient assis ses secrétaires, avec plumes, encrier et papier, lesquels prenaient acte de toutes les décisions de Sa Sainteté ¹. » Mais c'est « le Révérend Barengo qui prend les pétitions des mains des plaignants, qui lit à haute voix leurs noms et ceux des accusés, lui enfin qui dicte aux secrétaires la sentence du pape ². »

Dans le consistoire du 27 janvier 1559, pour donner plus de solennité à la décision par laquelle il a dépouillé ses neveux de toutes leurs charges et les a chassés de Rome, pour que cet acte soit constaté par écrit, Paul IV fait appeler, avec plusieurs autres dignitaires de la cour, Barengo ³. Dans ce cas celui-ci semble personnifier tout le groupe des secrétaires domestiques. Tout au plus pourrait-on dire que Bini a quelquefois rempli un rôle analogue, mais dans des circonstances moins solennelles, par exemple à l'occasion de la réception des ambassades d'obédience qui se succèdent à Rome durant la première année du pontificat. C'est lui qui, à plusieurs reprises, est chargé, au nom du pape, de répondre aux vœux et aux protestations de dévouement des ambassadeurs. Il s'acquitte de ce rôle avec les députés de Florence ⁴ et du roi de Pologne ⁵ : l'abstention de Paul IV, qui est voulue et significative, donne lieu aux commentaires.

¹ Gianfigliuzzi al D. di Fiorenza. Di Roma il dì 30 di gennaio 1557. Orig. — Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXVI.

² Navagero au Sénat. Rome, 30 janvier 1557. *Calendar....*, VI, II, p. 936.

³ Gio.-Ant. de Tassis al cardinale Farnese. Di Roma, li 29 di gennaio 1559. Orig. — Parme, *Carteg. farnesiano*. — Le pape a dépouillé ses neveux de toute autorité et les a condamnés à sortir de Rome. « Et perchè cio constasse in scritto fece chiamare il governatore, il datario, il Barengio, il vice regente della Camera et il S. Ferrante de Sangro.... »

⁴ Les vœux des ambassadeurs avaient été exprimés par « il dottor Guicciardino, quale è il più vecchio. » Le pape fait répondre par « M. Bino, segretario, che li piaceva la debita obediencia del Duca, che gli piaceano molto più gli effetti corrispondenti alle parole e che si ricordi quel che promette.... Furono notate per quest' occasione due cose l'una la forma della riposta, l'altra che sia stata fatta da un segretario, non da S. S^{ma}. » Navagero al Senato. Di Roma alli 24 gennaio 1556. — Venise, Arch. d'Etat. *Dispacci*. Roma, t. VII, f° 99 v°.

⁵ Dépêche de Navagero au Sénat du 5 mai 1556. *Eod. loco*, f° 179 v° Il remarque : « Il Pontefice non ha risposto esso come è solito farsi all' ambasciatori che fanno loro stessi l'orationi, mass^a ambasciatori di Re, ma l'ha fatto dire da M. Bino segretario. »

Dans les relations journalières avec le pape, on aperçoit moins bien la distance qui existe entre Barengo et Bini : n'est-ce pas le propre des secrétaires domestiques de vivre dans l'intimité du pape ? Tous deux habitent au Vatican ¹ ; ils doivent se tenir constamment à la disposition de leur maître. Quand celui-ci donne audience, il n'est pas rare qu'il les fasse appeler et qu'il les charge séance tenante, en présence du solliciteur, d'expédier telle ou telle affaire. L'ambassadeur vénitien a demandé au nom de la Seigneurie certaines indulgences : Barengo est aussitôt mandé et le pape le prie de laisser de côté toute occupation, d'expédier au plus vite cette faveur, d'y employer tous ses subordonnés ². Il s'agit d'une exemption de décimes que le pape vient d'accorder à la République ; l'ambassadeur demande que l'expédition du bref se fasse le plus tôt possible, et le pape « ordonna qu'on appelât aussitôt ou Barengo ou Bino ³. » Il serait facile d'alléguer plusieurs autres exemples semblables ⁴. Ce qu'il importe de noter, c'est que, dans ces cas, le pape recourt à peu près indistinctement aux services de Barengo ou de Bino. Au contraire, nous n'avons jamais noté qu'il ait usé de la même manière de faire avec Fiordibello et Groliero. C'est un détail qui, ajouté à ceux que nous avons relevés plus haut dans les *ruoli*, nous porte à croire qu'également entre Bini et ses deux collègues il existait un rapport de supérieur à inférieurs.

Peut-être faut-il admettre que Bini et ses deux inférieurs étaient spécialement chargés des brefs aux princes et aux grands personnages. Cette supposition est confirmée par l'examen d'un volume, classé en dehors de la série principale, dont presque toutes les pièces sont signées par eux, et à partir de novembre 1557 par Aloysio Lipomano. Barengo, tout au contraire, n'inter-

¹ En avril 1557, on donne au cardinal Vitelli « la stanza in palazzo, quella dove steva M. Bino. » Pasino di Giusti al Ghierardino. Di Roma alli 14 d'aprilie 1557. Orig. — Naples, *Carteg. farnesiano*.

² Navagero au Sénat. Rome, 29 mars 1557. *Calendar...., loco citat.*, p. 991.

³ Navagero al Senato. Di Roma alli 5 maggio 1556. — Venise, Arch. d'Etat, *loc. citato*. f° 176 v°.

⁴ Il semble qu'ils avaient la garde de certains papiers concernant plus spécialement les affaires religieuses. Au cours d'une audience, le pape veut montrer à Navagero une lettre du clergé de Tolède remplie de plaintes au sujet des charges financières dont on accable l'Eglise en Espagne : « Chiamò M. Bino secretario e me la fece dare » Lettre de Navagero au Sénat du 1^{er} mai 1556, *loc. citat.*, f° 166 v°.

vient là que très exceptionnellement ¹. Ce seraient les brefs secrets : et de fait, Fiordibello est qualifié par l'ambassadeur de Ferrare : *secrettario de brevi secretti di S. S^{ua}* ².

Au surplus, les secrétaires des brefs sont les interprètes obéissants de la pensée du pape : ce qui les distingue essentiellement des hauts personnages de la secrétairerie d'État, c'est qu'ils ne jouissent d'aucune initiative dans l'exercice de leurs fonctions. Impossible, pour eux, de se livrer aux changeantes combinaisons de la politique, de concevoir des plans compliqués et secrets où la défense des intérêts les plus élevés et les plus sacrés peut masquer des préoccupations de l'ordre le plus inférieur. Leur tâche est limitée et nettement définie : ils ne trouvent pas les idées, ils les formulent, ils exécutent des ordres.

En principe, ils dépendent uniquement *dalla viva voce del papa*. En réalité, ils obéissent à tous ceux qui détiennent une portion de l'autorité, qui peuvent se présenter comme les intermédiaires, les délégués ou les représentants du pape.

Les minutes des brefs, dont la collection forme comme les archives de la secrétairerie des brefs, fournissent sur ce point des renseignements très précis et très intéressants. Assez souvent la minute ne porte que la signature abrégée de l'un des secrétaires ; il est à croire que, dans ce cas, le pape lui-même a ordonné de vive voix d'expédier le bref. Parfois, à côté de la signature du secrétaire, on trouve celle du cardinal Puteo : *J. Card. Puteo*, et, dans certains cas, pas toujours, elle est accompagnée d'une courte formule : *potest expediri*, ou *minuta est bona* ³. C'est le *laissez-passer* d'un juge suprême qui est chargé de contrôler et de certifier à la fois la légitimité et la validité des actes de son subalterne. Au cardinal Puteo, croyons-nous, s'applique cette remarque de Carga : « Les secrétaires domestiques dépendent de la vive voix du pape et, dans certaines questions plus difficiles et plus importantes, d'un cardinal député par Sa Sainteté qui est dit avoir la signature des brefs secrets ⁴. »

¹ Arch. vatic., arm. 44, t. II

² « Il Fioridibello Modenese, suddito di V. Ecc. et veramente suo buon servitore, che fù creato del cardinale Sadoletto et hora è secrettario de brevi secretti di S. S^{ua} come fù già detto cardinale. ... » Vesc^o d'Anglone al D. di Ferrara. Di Roma il dì 3 novembre 1557. Orig. — Modène, Arch. d'État, *loco citat.*

³ Arch. vatic., arm. 42, t. VI et suiv., *passim*.

⁴ Carga, *op. citat.*, p. 458. Voy. le bref de Jules III à Puteo, du 8 juillet

A côté de Puteo, apparaît un autre cardinal dont la signature a également pour effet de valider et d'authentifier l'acte au bas duquel elle est apposée : c'est l'un de ceux qui appartiennent à la signature : jusqu'en février 1556, le cardinal Saraceno, après lui et jusqu'à la fin du pontificat, le cardinal de Trani ¹. Ils emploient des formules plus solennelles que Puteo : *Feci verbum cum sanctissimo D. N. Et Sanctitas Sua mandavit expediri*, ou *Expediatur de mandato D. N. P. P.*, ou *Concessum ut petitur in presentia D. N. P. P.* Il s'agit évidemment de brefs qui ont été expédiés en présence du pape et des cardinaux de la signature. Ce sont ces mêmes cardinaux qui signent les *motu proprio*, et, dans ce cas, ils font précéder leur nom de la formule : *Placet D. N. PP.*, ou *Placet motu proprio D. N. PP.*

Au bas des minutes des brefs, on peut relever les noms de plusieurs autres cardinaux, mais leur intervention a un tout autre caractère que celle des précédents. Ils se présentent à titre de témoins prêts à certifier l'exactitude de tel fait donné, non pas à titre de fonctionnaires ayant autorité pour valider un acte. Par exemple, les habitants d'Ancône ont sollicité la confirmation d'un privilège qui leur permet d'exporter une certaine quantité de grains ; le cardinal de Médicis, qui a le gouvernement de la ville, se porte garant du privilège : *Est expediendum quia hactenus est observatum* ². Mais c'est l'archevêque d'Avignon, Annibal Bozzuto, qui, en sa qualité de surintendant de l'État ecclésiastique, donne l'*expediatur*. Et le dataire, intermédiaire du pape pour la concession des faveurs, signe avec lui. S'agit-il de privilèges à accorder à des religieux ou à des ordres religieux, la cause est appuyée par leurs cardinaux protecteurs : Barthélemy de Macerata, de l'ordre des Mineurs, a demandé la faculté de pouvoir faire la visite de certaines provinces de son Ordre ; le cardinal Carpi atteste : *Videtur concedendum*.

1552. Il le nomme « in revisorem et correctorem minutarum, super quibus brevia nostra secreta expediri solent, quod officium bo. me. Marcellus card. Crescentius dum viveret obtinebat. » Il lui assigne un traitement semblable à celui de son prédécesseur de « centum scuta auri in auro singulis mensibus.... » Arch. vat. 41, t. 65, n° 466, min.

¹ Le cardinal Saraceno fut privé de sa place à la signature en février 1556. A la date du 6 février, Gianfigliuzzi écrit au duc de Florence : « Ha levato S. S^a di signatura il cardinale Saraceno et messo in suo luogo il cardinale di Trani, di che SSR. si tien molto offesa. » Orig. — Florence, *Mediceo*, t. MMMCCLXXV.

² Bref du 6 juillet 1555. Arch. vatic. 42, t. VI.

R. Cardinalis de Carpo protector. Et Puleo accepte : *Potest expediri*. La signature de Barengo veut dire qu'il a expédié le bref conformément à l'ordre reçu ¹.

Tous les hauts fonctionnaires interviennent ainsi auprès du cardinal de la signature des brefs ou des secrétaires domestiques, les uns se portant garants des intentions du pape, les autres se prévalant de leur autorité pour ordonner eux-mêmes l'expédition du bref. Nous nous bornerons à quelques exemples :

Il s'agit, en janvier 1556, d'obtenir la prorogation de l'impôt d'un sou sur la livre de viande. Silvestre Aldobrandini, qui n'est encore qu'avocat fiscal, chargé par le cardinal Carafa d'exercer la haute surveillance sur la justice, expose le cas au cardinal Puleo dans ces termes : *Placuit S^{mo} D. N. facere hanc prorogationem, ideo placeat R^{mo} D. meo apponere manum, additis vel mutatis quae sibi videbuntur, salva substantia prorogationis*. Le cardinal concède par sa simple signature ².

Comme il est question très souvent de concession de faveurs, le dataire intervient fréquemment, soit comme personnage principal, soit pour confirmer ce qui a été déclaré par un de ses collègues. Les formules qu'il emploie sont ordinairement impératives, il parle directement au nom du pape : *Sanctissimus D. N. mandavit expediri confirmationem*. Même remarque pour l'archevêque d'Avignon, surintendant de l'État ecclésiastique.

En février 1557, Silvestre Aldobrandini signe de son titre de *secretarius* et emploie la formule : *Expediatur de mandato sanctissimi D. N.* ³. C'est une des plus fréquentes.

Pour les questions concernant même indirectement le maintien de la foi, comme par exemple l'approbation de constitutions religieuses, l'inquisiteur intervient avec pleine autorité. Voici ce que nous lisons au bas d'un bref qui, sur la demande du cardinal Dandino, accorde aux Servites la confirmation de certaines constitutions : *De mandato Sanctissimi D. N. ego fr. Michael Alexan. vidi constitutiones de quibus supra et vise sunt*

¹ Bref du 8 juillet 1555. *Eod. loco*.

² Bref du 11 janvier 1556. *Eod. loco*, t. VII, n° 13.

³ Voir, par exemple, bref du 30 mai et du 6 juin 1555. *Eod. loco*, t. VI.

bone catolicæ et pro religionis conservatione, ideo potest expediri ¹.

L'autorité du cardinal Carafa se manifeste dans les formules qu'il emploie. En novembre 1556, il se sert de la formule bien connue : *Expediatur de mandato Sanctissimi D. N.* ². Mais en août 1558, il fait rédiger le texte du bref par son secrétaire et il l'envoie ainsi, signé par lui et contresigné par Sacchetti. Il commande en son propre nom : *Mandamus desuper expediri brevem* ou *Expediatur p. breve* ³. Le duc de Paliano, au contraire, est beaucoup plus modeste : il adresse sa requête à Barenco : *Molto R. Mons. Barenco, V. S. si contenti far spedir un breve del tenor di sopra notato, che così è mente di N. S. di Palazzo alli 29 di dicembre 1557. Come fratello Il Duca di Paliano* ⁴.

Le billet suivant est dans le même style : il est adressé par le cardinal Carpi aux *RR. SS. segretarii* : « *VV. SS. saranno contente di far spedir un breve per l'apertura delle casse della S. Casa di Loreto secondo il solito per la festa prossima di San Giovan Battista et me le raccomando. Di Casa alli 9 di giugno 1556* ⁵. » On voit, par cet exemple, que pour les affaires de peu d'importance et prévues d'avance, les secrétaires pouvaient d'eux-mêmes pourvoir à l'expédition du bref.

On le voit, le secrétaire est avant tout expéditeur ; le véritable auteur du bref, celui qui fournit les idées à formuler, c'est le pape ou l'un des hauts fonctionnaires qui entourent le pape. Le cardinal Carafa peut même se permettre de présenter le bref tout formulé. Le secrétaire sortirait de son rôle et prendrait une grave responsabilité s'il faisait une expédition sans s'être assuré que le pape l'approuve et la désire. François Aragonia faillit encourir une responsabilité de ce genre et être pour cela impliqué dans le procès des Carafa. Paul IV, la veille de sa mort, avait fait donation à son neveu, le cardinal Alfonso Carafa, d'argent, de livres et de certains objets qui se trouvaient dans

¹ Bref du 23 février 1557, *Eod. loco*, t. IX, n° 53.

² Bref du 29 novembre 1556. *Eod. loco*, t. VI, n° 327.

³ Bref du 7 août 1558. *Eod. loco*, t. XI, n° 207. Voir aussi le n° 246.

⁴ Bref du 3 janvier 1558. *Eod. loco*, n° 3.

⁵ Ce billet est à part ; le bref en minute qui y est joint est du 10 juin. *Eod. loco*, t. VII, n° 218.

sa chambre. Dans la suite, on prétendit que le cardinal avait arraché cette donation subrepticement à son oncle mourant, et ce fut sous le coup de cette accusation qu'il fut poursuivi en 1560. François Aragonia avait rédigé et expédié le bref de donation ; n'était-il pas complice ? Voici comment il se justifia dans une lettre adressée de Tolède à son fils, le 22 mai 1560 :

« Quant à ce que vous m'écrivez du bruit qui s'est élevé au sujet du bref du Révérendissime de Naples, j'en suis fort étonné. Il est bon que vous sachiez comment les choses se sont passées. Avant la mort du pape, le cardinal me fit appeler dans la chambre du mourant et me dit, de la part de Sa Sainteté, d'expédier un bref conforme au contenu que vous connaissez. Je répondis que cette relation de Sa Seigneurie ne suffisait pas, attendu qu'elle était intéressée dans cette affaire. Alors il appela le sieur Antonio Carafa, échanson de Sa Sainteté, Don Jérémie et le médecin M. Antonio di Pavia, afin qu'ils témoignassent de la volonté de Sa Sainteté. Tous ensemble me certifièrent que le pape avait fait la susdite donation, et moi par précaution je me fis faire une attestation, souscrite par les susdits témoins, des intentions de Sa Sainteté ¹. »

Ce texte est intéressant parce qu'il confirme l'exactitude de la parole de Carga : *dipendono dalla viva voce del papa*. Ils ne dépendent des autres fonctionnaires que dans la mesure où ceux-ci représentent le pape et reproduisent fidèlement ses intentions.

Comme leurs collègues de la secrétairerie d'État, les secrétaires domestiques avaient à leur service un nombre déterminé de sous-secrétaires : nous en avons déjà parlé. À côté de ces fonctionnaires subalternes, il en est d'autres, également mentionnés dans les *ruoli*, qui, d'après toutes les apparences, devaient avoir des relations plus ou moins étroites avec la secrétairerie des brefs. J'ai relevé, par exemple, sous le titre *Officiales maggiori*, dans le *ruolo* de l'évêque de Cénédà : *3 scrittori de brevi, 2 registratori de supplicationi, 1 registrator in secretaria apostolica, 1 prosumista delle bolle p. camera*, et de plus, dans

¹ Francesco Aragonia a Nicolo Aragonia Referendario di N. S^{re} figlio cariss^{mo}. Di Toledo a XXII di maggio 1560. Orig. — Arch. vatic., *Miscellanea*, X, 197, f^o 475.

le *rotulo* de la chancellerie, *1 revisor delle supplicationi. 1 custos registri bullarum*. Dans ce même *rotulo* de la chancellerie ¹, en même temps que les titres des fonctions, nous avons les noms de ceux qui les remplissaient, les noms aussi des sous-secrétaires. Tous ces employés sont distincts les uns des autres et ont leur tâche déterminée. Un sous-secrétaire, par exemple, aide le secrétaire dans la rédaction des minutes, le travail de copie et de mise au net revient sans doute au *scrivitor dei brevi*.

VIII.

Pour être complet, il nous reste à examiner la situation faite au collège des secrétaires fondé par Innocent VIII. Peut-on dire qu'au temps de Paul IV il était tombé dans cet état de décadence auquel Carga fait allusion ? N'est-ce plus qu'une institution qui existe encore, mais qui ne fonctionne pas ?

Au dire de Carga, toutes les fonctions des membres du collège se réduisaient de son temps « à mettre la main à l'expédition des bulles et à tenir note des taxes. »

Un examen rapide des quarante-neuf registres (1805 à 1854) — dits *Regesta vaticana*, — qui contiennent la collection des bulles de Paul IV, amène aux constatations suivantes : les bulles secrètes sont presque toutes signées, souvent rédigées par Barengo ; sa signature figure à la fois à la fin du document, et au début en marge. Les autres bulles, qui ont ordinairement pour objet des concessions de pensions, bénéfices ou autres faveurs, portent en tête un nom qui, à l'inverse de ce qui se constate dans les bulles secrètes, ne figure plus parmi les quatre ou cinq signatures de la fin. Je crois pouvoir admettre que ce nom est celui de l'un des membres du collège des secrétaires. Voici mes raisons : ces signataires du début n'appartiennent certainement pas à un groupe limité dans son nombre, comme le sont les diverses sections de la secrétairerie étudiées précédemment ; dans le seul registre 1805 je compte dix-huit noms qui reviennent à tour de rôle, dans le registre 1831 deux autres en plus, et deux autres encore dans le numéro 1849. Nous sommes bien près d'arriver au total de trente membres fixé pour le collège des cardinaux. De plus, parmi ces noms, je rencontre celui de

¹ Bibl. vatic., *Ruolo di Paolo IV*, fo¹ 114, 153, 169, 305, 307, 315, 466.

Galeazzo Rotulus, dont nous pouvons affirmer avec certitude qu'il appartenait au collège; celui de Michel-Angelo Spata, dont Paul IV dit, dans une bulle du 24 juin 1558 : « qui de numero secretariorum nostrorum participantium existit ¹; » ceux encore de Barbadico, Melchiorio, Delphyno qui, dans les *Ruoli de famiglia*, sont classés parmi les *camereri* avec le titre *S^{re} secretario Barbadico*, etc. ². — Il faut croire d'ailleurs que cette intervention n'est pas d'une très grande importance, car parfois à la place de la signature on lit cette note : *sine secretario*. Le secrétaire a fait défaut, on a passé outre. — Dans le registre 1834, le fait se reproduit à dix reprises. Enfin, parmi les signataires, nous relevons les noms d'hommes influents, qui remplissent par ailleurs des fonctions importantes et qui évidemment ne sont secrétaires que par accident : par exemple Prospero Santa Croce, qui a été récemment nonce en Allemagne et en France; Hieronimo Martinengo, qui a rempli les mêmes fonctions auprès du Roi des Romains Ferdinand; César Grolierio que nous connaissons comme l'un des secrétaires des brefs; Hugo Buoncompagno — le futur Grégoire XIII — référendaire de grâce et de justice et, à la fin de 1558, vice-gérant de la Chambre apostolique. Évidemment ces personnages ne sont secrétaires qu'à titre extraordinaire et — nous pouvons le conclure d'après ce que nous savons — à titre de récompense.

De plus, que ces titres supposent de grosses prébendes, cela paraît de notoriété publique. En juillet 1557, quand meurt le secrétaire apostolique Galeazzo Rotulo, le gardien du registre des bulles, Pasino de Giusti ³, note le fait comme un événement qui a son importance : le défunt a laissé le secrétariat au pape avec des vacances pour une somme de 4,000 écus ⁴. Quelques mois après, le pape concède le secrétariat à Bartolomeo di Benevento, l'un de ses ministres, dont la faveur est alors très grande. Et le fait est encore noté : « Le pontife, écrit Navagero,

¹ *Reg. vat.*, 1854, f° 319.

² *Bibl. vat.*, *Ruoli di famiglia*, f° 162.

³ *Rotulo di Paolo IV*, f° 307 : « Passinus de Justis, custos registri bullarum. » Ce personnage appartenait à la clientèle du vice-chancelier, cardinal Farnèse. Sa correspondance avec le secrétaire du cardinal, Ghierardino, est conservée dans le *Carteggio farnesiano*, à Naples et à Parme.

⁴ Pasino di Giusti al Ghierardino. Di Roma alli 28 di luglio 1557. Orig. — Naples, arch. d'État, *Carteggio farnesiano*.

a donné au commissaire général un secrétariat vacant par la mort d'un Espagnol, Galeazzo Rotulo; il le lui a concédé sa vie durant et celle de son fils ¹. »

Il est très intéressant de connaître les conditions dans lesquelles a été faite cette donation, telles que nous les révèle la bulle de concession. Le pape, par cette faveur, veut reconnaître les mérites de Bartolomeo di Benevento et de son fils Jean-Baptiste, et les services qu'ils ont rendus au Saint-Siège. En conséquence, il enjoint à Baldo, évêque de Lipari, qui remplit les fonctions de vice-chancelier, de prendre ses mesures pour qu'ils soient admis à prendre possession du susdit office et à en exercer les fonctions, et cela en dépit des constitutions et ordonnances apostoliques, malgré le serment du collège desdits secrétaires. « Car, ajoute-t-il, nous avons appris qu'en vertu de l'institution de ce collège, des privilèges et indults qui lui ont été concédés, il est prévu expressément que les charges de secrétaires ne pourront être obtenues que par des clercs et aussi par des prélats pourvus de certains titres et qualités indiqués dans ces privilèges. Et si ceux qui les ont obtenues contractent mariage, il est convenu que, *eo ipso*, ils perdent leur charge et en sont privés. En conséquence, par l'autorité des présentes, par une faveur spéciale, nous accordons à Bartolomeo et à Jean-Baptiste le privilège de pouvoir, bien que laïques, obtenir cet office, l'exercer et en percevoir les revenus; en outre, nous concédons que Jean-Baptiste puisse, avant ou après la mort de son père, librement et licitement contracter mariage, même avec une veuve, et néanmoins conserver son office ². »

De telles dérogations aux règles primitives ne pouvaient manquer d'enlever à l'institution le prestige et la dignité qui avaient fait sa force. Un autre fait, qui se passe aussi sous Paul IV, rend compte d'une des doléances de Carga. On se demande ce qu'il veut dire quand il déplore que les postes de secrétaire « sont occupés même par l'hôpital du Saint-Esprit, et par la Compagnie du Sauveur, et par le chapitre de Saint-Eustache ³. » En voici l'explication. Le pape désire enrichir l'hôpital

¹ Navagero al Senato. Di Roma, il primo di gennaio 1558. — Venise. arch. d'Etat *Dispacci*. Roma, t. IX, f.° 41.

² Arch. vatic., *Regest. vatic.*, 1851, f.° 357-358.

³ *Opus citat.*, p. 459.

du Saint-Esprit *in Saxia de Urbe* où s'exercent les principaux offices de la charité chrétienne. Or, Jules Ricci de Montepulciano avait offert, au temps de Paul III, de céder audit hôpital son office de secrétaire avec tous ses privilèges et ses revenus, contre une compensation de 8,000 écus. L'affaire était jusqu'alors restée en suspens. A la fin de mai 1559, Paul IV publie un bref par lequel il attribue l'office à l'hôpital moyennant le versement de 8,000 écus. Le « précepteur » de l'hôpital, Bernardino Cirillo, représentera la maison dans les réunions, il remplira les fonctions qui reviennent aux membres du collège et touchera les revenus qui sont attachés à ce titre, « comme si en tout et pour tout il était lui-même un des secrétaires et possédait personnellement cet office. » Le pape commandait aux autres secrétaires de le recevoir dans leur collège sous les peines canoniques et nonobstant les constitutions antérieures ¹.

La situation du collège des secrétaires sous Paul IV correspond donc exactement à ce que nous dit Carga. Les deux exemples que nous avons cités prouvent que le pape, bien loin de songer à relever son autorité, le considérait comme un corps sans vie, utile tout au plus à relever l'éclat des cérémonies d'apparat, digne de considération uniquement en raison des revenus qu'il possédait.

Le résultat de cette étude sera de confirmer la valeur historique du mémoire de Giovanni Carga, en ce qui concerne le pontificat de Paul IV. Le fait principal qu'il nous semble utile de dégager, de mettre en évidence, plus que ne l'a fait Carga, est la distinction essentielle, nettement définie, qui existe dès cette époque entre la secrétairerie d'Etat et la secrétairerie des brefs. Ce sont deux rameaux qui ont germé sur le même tronc, mais qui tendent de plus en plus à s'isoler, à se séparer. Chacun de ces organismes forme un tout complet, distinct par son fonc-

¹ Archiv. vatic., *Regest. vatic.*, 1852, f^o 219-222. A noter un passage de cette bulle où sont énumérées les différentes fonctions qui peuvent être attribuées aux membres du collège : «.... Bussolis per collegium ipsum secretariorum fieri consuetis imbussolare debeat, necnon officia magistratus seu mensariatus honores et exercitia per alios secretarios sortiri solita, tam in cancellaria quam in camera apostolicis et processionibus aliisque locis publicis et privatis, sortiatur illaque gerat et exerceat... »

tionnement, son but, son personnel, ses procédés, ses archives. Qu'on analyse un mémoire de Giovanni della Casa et puis un bref de Giovanni Barengo, l'on saisira toute la différence. D'un côté, la politique avec ses exigences, ses contingences, la part laissée aux passions et aux intérêts humains ; de l'autre côté, les mille détails de l'administration intérieure de l'Eglise, le souci des réformes religieuses, le règlement d'affaires d'ordre ordinairement spirituel. Dans chacun de ces organismes, enfin, la hiérarchie est nettement constituée : secrétaires sans épithète et secrétaires domestiques ne jouissent pas tous du même degré d'autorité, mais tous, dans la cour pontificale, comptent parmi les hauts dignitaires. Ils disposent de riches revenus¹, vivent dans l'intimité du pape, sont à même d'agir efficacement sur l'orientation de la politique pontificale, sur l'attribution des offices et des faveurs. On pourrait dire qu'en même temps qu'une administration, c'est une école où se forment ceux qui sont appelés à jouer un rôle dans le gouvernement central de l'Eglise.

D. RENÉ ANCEL, O. S. B.

¹ Voir, dans la bulle par laquelle le pape accorde à Fiordibello l'évêché de Lavello, la liste des bénéfices dont il jouit déjà. — Arch. vatic. *Regest. vatic.*, 1852, f^o 69-72.

En annonçant la mort de Bini, Navagero ajoute : « Si dice che per la sua morte entrerà nella camera apostolica un 5 mila scudi. » Di Roma alli 8 agosto 1556. — Venise, arch. d'Etat. *Dispacci al Senato*. Roma, t. VIII, f^o 268.

Nous avons vu que la fortune de Mgr della Casa était évaluée à une somme considérable.

LES

ORIGINES DE LA COLONISATION

ET LA

FORMATION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

A SAINT-DOMINGUE ¹

Jusqu'en 1789, l'histoire de notre colonie française de Saint-Domingue, au contraire de celle de la Martinique ou de la Grenade, ne présente que peu de faits saillants au point de vue politique et militaire. Mais elle offre en revanche un intérêt tout particulier en ce qui touche une autre question : celle de la colonisation et, plus spécialement, celle de la formation de la société colonialesous l'ancien régime. Comment s'est créée cette société ? Quelle a été, dans sa naissance et son développement, la part respective de l'initiative individuelle et de l'action gouvernementale ? Ce problème, si intéressant qu'il puisse être, n'a cependant été résolu jusqu'à présent que de façon très superficielle. Les uns, exaltant outre mesure l'esprit d'aventure, les qualités d'expansion des Français d'autrefois, amoindrissent et réduisent

¹ Cet article fait partie de l'étude que l'auteur prépare en ce moment sur *Saint-Domingue : la société et la vie créoles sous l'ancien régime*. A ce sujet, il resterait infiniment reconnaissant à ceux qui liront ces pages de toutes les indications et communications qu'ils pourraient et voudraient bien lui donner ou lui faire d'ouvrages, de mémoires, de lettres, de notes, de papiers de famille intéressant nos anciens colons de Saint-Domingue, ou se rapportant même en général à la vie coloniale d'autrefois.

Ce m'est un devoir, d'autre part, au début même de la publication de ces études, de remercier bien vivement M. Tantet, chef du bureau des archives au ministère des colonies, de la si large hospitalité qu'il m'a offerte, des précieux renseignements qu'il m'a fournis et du si aimable et constant intérêt avec lequel il a guidé mes recherches dans les admirables archives dont il a la garde.

à trop peu l'œuvre colonisatrice propre de l'ancienne monarchie; les autres, par contre, glorifiant inconsidérément cette œuvre, diminuent volontiers le mérite qui doit revenir à la nation elle-même.

Ces exagérations ou ces erreurs proviennent généralement de ce fait que leurs auteurs ne tiennent pas un compte suffisant des détails de notre histoire coloniale et se préoccupent peu de faire la différence des temps. Or là plus qu'ailleurs, les généralisations sont dangereuses. A telle époque, la France a pu, par suite des circonstances, avoir un esprit colonisateur très vif et spontané, et le rôle de l'État n'être que secondaire; à une autre, cet esprit a pu s'affaiblir et l'expansion française ne se soutenir que grâce à d'habiles procédés gouvernementaux; à une autre enfin, un courant d'émigration a pu renaître en dehors de toute action officielle. Et c'est précisément l'intérêt de l'histoire de Saint-Domingue de nous présenter l'illustration de ces divers âges de notre développement colonial avec une netteté peu commune: l'âge héroïque et brutal des flibustiers, qui répond au plus célèbre mouvement d'extériorisation de la France, au ^{xvii}^e siècle; — l'âge que j'appellerai celui de la colonisation gouvernementale, c'est-à-dire le temps où l'intervention de l'État doit suppléer à la défaillance dans le pays de l'esprit d'émigration; — l'âge enfin de la nouvelle poussée colonisatrice, peu étudiée et mal connue jusqu'ici, qui, vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, entraîne régulièrement vers les pays d'outre-mer une partie de la noblesse de France.

I.

Sur les origines de la colonisation française, deux théories sont en présence. Les uns, faisant remonter au commencement même du ^{xvi}^e siècle la date de notre premier mouvement d'expansion, prétendent que ce mouvement, brillamment inauguré par les Cartier et les Roberval, vit son essor brisé par les guerres de religion et qu'aussitôt après, il le reprit; les autres, restant sceptiques sur la réelle portée colonisatrice des voyages de circumnavigation ou de commerce des marins du ^{xvi}^e siècle ¹, croient au contraire que les guerres civiles, loin de nuire

¹ • Il y a longtemps, écrivait, au commencement du ^{xvii}^e siècle, Marc Lescarbot, il y a longtemps que nos roys.... ont esté invités à estendre leurs

au développement colonial, l'ont accéléré et presque créé, soit en renforçant les causes primitives des entreprises des navigateurs du xvi^e siècle, soit en donnant naissance à de nouveaux et très puissants motifs d'émigration, si bien que, d'après eux, du commencement du xvii^e siècle seulement datent les premières tentatives de colonisation dignes de ce nom. Je dis tout de suite que cette seconde opinion me paraît la plus conforme aux faits.

Que d'abord le mobile capital qui, dès le xvi^e siècle, poussa tant de hardis « compagnons » au dehors de France se soit trouvé singulièrement fortifié à la suite des guerres religieuses, la chose est indéniable. Ce mobile, on le connaît : c'était le désir de disputer à l'Espagne les richesses du nouveau monde qu'elle était seule à exploiter. Mais est-il besoin de dire quelle popularité avait dû donner à ces entreprises le spectacle d'une nation qui, pendant près d'un quart de siècle, avait jeté sans compter, en France et aux Pays-Bas, les revenus immenses de ses colonies ? D'autre part et surtout, tandis que, pendant la première moitié du xvi^e siècle, l'état de prospérité et de richesse de la France n'avait point été pour encourager beaucoup les desseins aventureux, la ruine totale de la fortune publique et privée du royaume au sortir des luttes religieuses devait éveiller bien des initiatives et allumer bien des convoitises.

Mais en dehors des raisons économiques, les guerres civiles fournirent à l'émigration d'autres raisons qui lui avaient jusque-là manqué et sans lesquelles, à vrai dire, il n'y a point de mouvement de colonisation véritable : des raisons sociales. On

bornes et former à peu de frais des empires nouveaux à eux obéissants par des voies justes et légitimes. Ils y ont fait quelques emplois en divers lieux et saisons. Mais après avoir découvert le pays, on s'est contenté de cela » (*Histoire de la Nouvelle-France*, par Marc Lescarbot, nouv. éd., 1866, publiée par Edwin Tross, t. I, p. III-IV).

« Ce que Jacques Cartier, aussi bien que François I^{er}, remarque un écrivain de nos jours, rêvaient comme tous les chercheurs de terres nouvelles au xvi^e siècle, ce n'était pas un sol vierge à défricher et à conquérir.... c'était le chemin du pays des épices, c'étaient au moins les mines d'or et d'argent qui commençaient à faire la fortune de l'Espagne. » (Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, 1888-1891, 2 vol., t. II, p. 146). Et ailleurs : « Nos premières tentatives de colonisation officielle, dit le même auteur, remontaient au temps de François I^{er}. Mais elles avaient eu pour but beaucoup moins l'occupation de terres nouvelles et l'exploitation de leurs richesses que la découverte d'une route plus directe vers les Indes. ce rêve de tous les navigateurs du xvi^e siècle » (Pigeonneau, *La politique coloniale de Colbert*, dans les *Annales de l'École des sciences politiques*, 1886, p. 487-488).

s'attendrait plutôt à ce que je dise : des raisons religieuses. A la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e, un parti se trouvait, en effet, qui aurait pu tenter avec quelques chances de succès, semble-t-il, la fortune des lointaines émigrations. C'est le parti protestant. Ce parti sortait, en somme, vaincu d'une lutte de quarante années et n'ayant obtenu pendant cette lutte que des succès passagers, après, qu'une tolérance provisoire ; il paraissait devoir posséder ce qu'il fallait pour réussir à créer des établissements comparables à ceux des dissidents anglais. Pourtant, et c'est là une preuve de l'inconsistance du protestantisme français, il ne devait rien sortir des tentatives de colonisation protestante, alors même que leur promoteur se nommât Coligny ¹.

Restent donc les raisons sociales dont je parlais. Ces raisons doivent être cherchées dans le bouleversement général qui suivit les troubles religieux, quand tout un monde de capitaines, d'aventuriers, d'étrangers, qui, pendant près d'un demi-siècle, avaient vécu sur le pays et de ses guerres, se trouvèrent tout à coup inoccupés et sans emploi, placés en face d'une autorité qui renaissait forte et absorbante et furent amenés à envisager l'émigration comme le seul moyen de continuer la vie d'alertes, de liberté, de licence même, qu'ils avaient menée précédemment, à la considérer, par là même, comme une véritable expatriation. Car, si assurément l'esprit de lucre et de gain peut bien donner naissance à l'esprit d'aventure, des sentiments plus profonds, tels que ceux que je viens d'indiquer, sont seuls capables de susciter des départs sans esprit de retour.

¹ Je sais bien que l'on rejette généralement sur Villegaignon et sa trahison l'échec de ces tentatives, au moins celui de l'expédition du Brésil. Mais, comme l'a très bien démontré M. Heulhard, dans son beau livre sur Villegaignon, « c'est la minorité calviniste qui, divisée en elle-même, image de la confusion et de la discorde, coupa immédiatement en deux une colonie déjà faible par la disparate de ses éléments primitifs et qui ne pouvait vivre que de discipline et d'autorité. » Et si l'on prétend que « les calvinistes auraient peut-être abouti si Villegaignon eût laissé faire Coligny, que dire alors des expéditions de Jean Ribaut et de Laudonnière en Floride, expéditions bien protestantes celles-là, dont l'initiative et la responsabilité appartiennent bien à l'amiral ? Les expéditions de 1562 et 1564 ne sont-elles pas également funestes ? Ne sont-ce pas mêmes disputes entre chefs, mêmes intrigues, mêmes trahisons ? .. Pourtant, voilà des entreprises bien conformes au dogme protestant, avec de bons ministres, de bons psaumes unanimement chantés, de beaux sermons, auxquels nul ne contredisait. Et la troisième expédition de 1567 avec le capitaine Gourgues a-t-elle mieux réussi ? » (A. Heulhard, *Nicolas de Villegaignon*, 1897, p. 208-209). Sur les divisions des protestants en Floride, cf. Gaffarel, *Histoire de la Floride française*, p. 36, 89, etc. . .

Quoi qu'il en soit, la colonisation des Antilles et en particulier celle de Saint-Domingue, au xvii^e siècle, nous offre une singulière confirmation des idées que je viens d'exposer. Nulle part, en effet, les divers mobiles qui pouvaient pousser alors nos nationaux hors de France ne se peignent mieux que dans l'histoire des flibustiers et des boucaniers, nulle part n'apparaissent d'une façon plus violente et plus heurtée les causes profondes du mouvement colonial du xvii^e siècle.

Il est difficile de bien préciser les origines de nos premiers établissements dans cette île de Saint-Domingue occupée par les Espagnols depuis 1492, et dont la population primitive avait été rapidement détruite et absorbée par eux. On s'accorde en général à reconnaître que des colons français et anglais, chassés de Saint-Christophe par l'amiral espagnol Federico de Tolède, en septembre 1629 ¹, furent les premiers Européens qui disputèrent aux Espagnols la possession de la partie occidentale de Saint-Domingue et de la petite île de la Tortue, située au nord de la grande île ². Je crois même qu'en précisant plus qu'on ne l'a fait encore, on peut dire que les Français s'établirent de préférence sur la côte ouest et les Anglais dans la Tortue. Bien que cette dernière île soit considérée d'ordinaire comme le berceau le plus ancien de notre domination à Saint-Domingue, il semble, en effet, d'après les documents anglais qui nous sont par-

¹ C'est au moins la version des PP. Le Pers et Charlevoix, qui est aussi adoptée par H. Lorin, *De praedonibus insulam sancti Dominici celebrantibus saeculo septimo decimo*, p. 6. — M. Guët, *Origines de la Martinique ; le colonel François de Collart et la Martinique de son temps*, p. 18, prétend qu'un certain Levasseur, le même dont il sera question plus loin, ayant cédé à M. d'Esnam-buc ses droits sur Saint-Christophe, moyennant 3,000 livres, lui demanda, en 1627, de le faire transporter avec ses compagnons à la Tortue, qui aurait été dès lors occupée par lui. Qu'il y ait eu un accord entre Levasseur et d'Es-nambuc au sujet de Saint-Christophe, la chose est indéniable (Cf. l'extrait du Registre de la Compagnie des Iles d'Amérique, donné par Guët, *Op. cit.*, p. 40-41). Mais je ne sais sur quels textes le même auteur s'appuie pour affirmer la venue de Levasseur à la Tortue en 1627. Il est peut-être permis de dire qu'il y avait déjà en 1629 à la Tortue d'autres Européens que les Espagnols ; du moins ces derniers en étaient-ils alors les maîtres officiels.

² Les quelques pages qui suivent ont été rédigées à l'aide des histoires classiques des PP. du Tertre, Le Pers, Charlevoix, Labat, mais aussi et surtout, comme on le verra, à l'aide des documents anglais analysés dans les *Calendars of State papers, colonial series*. Ces documents contemporains, dont la valeur ne peut être contestée, n'avaient point été, il semble, utilisés jusqu'ici pour l'histoire des origines de Saint-Domingue. On verra la remarquable confirmation que ces documents apportent au récit du P. du Tertre, trop dédaigné par Charlevoix.

venus, que nos rivaux en colonisation en ont seuls contesté la possession aux Espagnols jusqu'en 1640. Dès 1631, la compagnie réorganisée l'année précédente en Angleterre, sous le nom de *Compagnie de la Providence et des îles de l'Association* ¹, s'occupe des colons de la Tortue, des moyens d'en grossir le nombre ², commissionne le capitaine Hilton comme gouverneur et, en cas de mort ou d'absence de celui-ci, le sieur Christophe Wormeley ³. C'est sur ce dernier qu'à la fin de 1634 ou au commencement de 1635, les Espagnols reprennent l'île ⁴. D'après les PP. Le Pers et Charlevoix, un certain Willis l'aurait, dès cette même année, reconquis sur les Espagnols. Ce Willis est peut-être un personnage que les documents anglais appellent Samuel Filby et qui joua certainement un rôle en ces parages et en ces années, sans qu'on puisse le bien préciser ⁵. Dans tous les cas, l'occupation espagnole ne dura pas bien longtemps, puisque la Compagnie anglaise ayant, en avril 1635, envoyé un nouveau gouverneur, Nicolas Riskinner ⁶, « dans le cas où l'île ne serait pas désertée par les Anglais ⁷, » elle apprenait, au mois de mars 1636, que Riskinner avait bien pris possession de son poste, mais

¹ « Patent to Robert, Earl of Warwick, Henry, Earl of Holland, William Lord Say and Sele, Robert Lord Brooke, John Roberts, sir Ben. Rudyerd, etc., and others hereafter to be joined with them, of incorporation by the name of the Governor and Compagny of Adventurers for the plantation of the Islands of Providence, Henrietta, and the adjacent islands. » (*Calendar of State papers, colonial series, 1574-1660*, edited by W. Noël Sainsbury, Londres, 1860, p. 123). Dans les registres de délibérations de la Compagnie, l'île de la Tortue est appelée dès lors île de l'Association. — Sur les origines de la Tortue, Du Tertre n'affirme rien. Il commence seulement son récit en 1640, disant : « Il y avoit déjà quelques années que les Anglais s'étoient établis dans l'île de la Tortue. » (Du Tertre, *Histoire générale des Antilles, 1667-1671*, t. I, p. 169). Cela ne contredit pas ma supposition.

² *Minutes of a general court for Providence island*, 19 mai 1631 (*Calendar...*, 1574-1660, p. 130); *Minutes of a court for the isle of Tortuga*, 16, 23, 27 juin, 1^{er}, 4, 6, 21 juillet (*Ibid.*, p. 131-133).

³ *Minutes of a court for the isle of Tortuga*, 6 juillet 1631 (*Ibid.*, p. 132).

⁴ Dans le registre des délibérations de la Compagnie de la Providence et île de l'Association, à la séance du 19 mars 1635, un certain Perry, nouvellement arrivé de la Tortue, informe la Compagnie que l'île a été reprise par les Espagnols (*Ibid.*, p. 200). A la séance du 10 avril, les nouvelles données par une dame Filby confirment ce dire (*Ibid.*, p. 201). Là-dessus, la Compagnie destitue Christophe Wormeley de sa fonction de gouverneur « pour la couraïse et négligence qui lui a fait perdre l'île » (*Ibid.*).

⁵ Cf. *Calendar...*, 1574-1660, p. 145, 146, 201.

⁶ *Minutes of a Committee for Association Island*, 17 avril 1635 (*Ibid.*, p. 202).

⁷ La Compagnie au capitaine Bell, gouverneur de la Providence, 20 avril 1635 (*Ibid.*, p. 203).

qu'il était mort à la Tortue trois mois après son arrivée ¹. Le mois suivant, était nommé à sa place un certain William Rudyerd ², auquel succéda le capitaine Flood ³.

Que font cependant les Français? Ils ne semblent point avoir d'autre objectif encore que de se maintenir sur la côte occidentale où ils se sont fixés. Eux aussi, d'ailleurs, sont en lutte acharnée avec les Espagnols et la redoutable « cinquantaine ⁴, » et c'est seulement après 1640 qu'ils paraissent assez solidement établis pour pousser plus loin leurs desseins. En 1641 ⁵ exactement, on les voit entrer en compétition avec les Anglais et les Espagnols et leur disputer à leur tour la possession de la Tortue. Un certain Levasseur, appuyé par le commandeur de Poincy, gouverneur de Saint-Christophe pour l'ordre de Malte, s'empare de la petite île et en reste maître pendant près de dix ans ⁶. En 1654, MM. de Fontenay et de Tréval, qui l'y ont remplacé ⁷, en sont chassés, il est vrai, par les Espagnols ⁸, que remplacent, en 1656, un Anglais, Elias Watt — appelé par le P. du Tertre Eliazouard ⁹ — et son gendre, le capitaine James ¹⁰. Mais la même

¹ *Minutes of a Committee for Providence Island*, 26 mars 1636 (*Ibid.*, p. 226-227).

² *Minutes of a court for Providence Island*, 14 mai 1636 (*Ibid.*, p. 233), et *Minutes*..., 3 juin 1636 (*Ibid.*, p. 236).

³ *Minutes*..., 25 juin 1640 (*Ibid.*, p. 314).

⁴ Troupe de 500 miliciens, divisée en cohortes de 50 hommes, créée par les Espagnols spécialement contre les boucaniers.

⁵ En décembre 1640, on considérait encore en Angleterre la Tortue comme occupée par les Anglais (*Calendar*..., *Minutes of a court for Providence Island*, 26 décembre 1640. p. 316).

⁶ Sur Levasseur, cf. Lorin, *Op. cit.*, p. 7-8, 11-14, et *A relation concerning Tortugas*..., by Abraham Langford, 1664, dans *Calendar of State papers, colonial series, America and West Indies*, 1661-1668, édité par Noël Sainsbury, n° 818.

⁷ Lorin, *Op. cit.*, p. 15-16.

⁸ Qui l'occupaient en 1655. Tous les auteurs sont d'accord là-dessus : Du Tertre, Le Pers, Charlevoix. Cf. encore *A brief account of the Island Tortudos*..., dans *Calendar*..., 1661-1668, n° 817.

⁹ C'est à propos de cette occupation de la Tortue par Elias Watt que Charlevoix critique le plus vivement l'exactitude du récit de Du Tertre. M. Lorin avait déjà (*Op. cit.*, p. 18) admis la version de ce dernier qui, comme il le dit, a ici une autorité particulière, ayant connu la plupart des personnages de cette histoire. Les documents anglais, qui restituent son véritable nom à Eliazouard, confirment entièrement le récit de Du Tertre (*A brief account of the island Tortudos*, 1664, dans *Calendars*..., 1661-1668, n° 817, et *A relation concerning Tortugas*..., by Abraham Langford, 1664? *Ibid.*, n° 818).

¹⁰ Simple nom de guerre évidemment. « C'était, dit un document anglais que j'ai déjà cité, un pauvre gentilhomme en détresse, colonel dans l'armée du Roi, banni d'Angleterre et qui avait épousé la fille de Watt » (*A brief account*..., *Ibid.*, n° 817).



année, un gentilhomme français, Jérémie Deschamps, seigneur du Raussel, se fait donner (novembre 1656) une commission de gouverneur par la cour de France ¹, passe en Amérique, dissimulant sa qualité, obtient du colonel d'Oyley, gouverneur de la Jamaïque, une commission au nom de l'Angleterre, prend la place de Watt et de James et ne tarde pas à proclamer la Tortue acquise au roi de France ². De 1661 à 1663, plusieurs tentatives sont faites par les Anglais pour la ressaisir ³. En dépit de tout, la Tortue et la côte de Saint-Domingue restent décidément terres françaises et le resteront, grâce aux successeurs de Du Raussel, les Ogeron et les Du Casse ⁴. Bon gré, mal gré, les Espagnols

¹ La Commission du premier commandant pour le Roy de l'île de la Tortue, M. Jérémie Deschamps, sieur de Moussac et du Raussel, 26 novembre 1656, est publiée dans Moreau de Saint-Méry, *Lois et constitutions des colonies des îles de l'Amérique sous le vent*, t. I, p. 81-82.

² Ces faits rapportés par Du Tertre, *Hist. des Antilles*, t. III, p. 135 et suiv., sont exactement confirmés par les documents anglais. Un « ordre » du roi d'Angleterre, du 19 février 1662, déclare que, « suivant le mémoire présenté par Thomas, lord Windsor, gouverneur de la Jamaïque, un Français (du Raussel), qui est maintenant gouverneur de la Tortue et qui a eu commission du colonel d'Oyley, à cette époque gouverneur de la Jamaïque, sur la recommandation du Conseil d'État d'alors, refusant aujourd'hui d'obéir aux ordres du gouverneur de la Jamaïque, lord Windsor est autorisé à user de rigueur pour le réduire » (*Calendar*..., 1661-1668, n° 233).

³ La première fut faite, à la fin de 1661 vraisemblablement, par le colonel Arundell, sur l'ordre de lord Windsor. C'est même à la suite de l'échec et de l'emprisonnement d'Arundell à la Tortue que lord Windsor envoya à sa cour le mémoire auquel il est fait allusion dans la pièce citée à la note précédente. Après la réception de l'ordre du Roi du 19 février, une nouvelle attaque contre la Tortue fut combinée entre le colonel Samuel Barry (celui que Du Tertre appelle Bari), le capitaine Abraham Langford et le capitaine Robert Munden. Cette attaque échoua. Langford réussit seulement à prendre pied sur la côte Saint-Domingue, et à se faire proclamer gouverneur du Petit-Goave, « développant le premier l'étendard royal à Hispaniola. » Ce succès, d'ailleurs, ne paraît pas avoir eu de lendemain (Proclamation du gouverneur de la Jamaïque du 16 décembre 1662, dans *Calendar*..., 1661-1668, n° 390; lettres d'Abraham Langford à Clément de Plenneville, du Petit-Goave, 16 mai 1663, — où il dit qu'il attend de pied ferme les habitants de la Tortue, les « Tortudions, » s'ils osent venir l'attaquer, — et de Clément de Plenneville à William Morrice, secrétaire d'État, du 8 juin, dans *Calendar*..., n° 474 et 474-1).

Du reste, comme le remarque avec beaucoup de sagacité Du Tertre, ces entreprises diverses contre la Tortue ne furent jamais sérieusement et officiellement appuyées par le gouvernement anglais, qui effectivement, d'après une lettre publiée dans le *Calendar* déjà cité, paraît s'être soucié assez peu d'« engager son honneur et de risquer une rupture avec la France » pour une proie aussi « peu importante » que la Tortue (Lettre du Dr Henry Stubbs à William Godolphin du 3 octobre 1664, dans *Calendar*..., n° 819). Il est intéressant de comparer ce qu'a deviné Du Tertre de la politique anglaise (*Hist. des Antilles*, t. III, p. 138) avec ce que nous en révèle cette lettre.

⁴ Par acte du 15 novembre 1664 (Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitu-*

doivent nous accepter pour voisins. Près de la moitié de l'ancienne Hispaniola devient notre Saint-Domingue français, aujourd'hui Haïti ; l'autre moitié demeure à ses anciens maîtres, mais leur échappera finalement comme à nous : c'est actuellement la République dominicaine.

Une foule de questions se posent sur les premiers colonisateurs de Saint-Domingue français ¹. Leurs occupations, on les connaît. Ils étaient flibustiers ou boucaniers : les boucaniers s'adonnant à la chasse des bœufs sauvages, dont ils préparaient les cuirs, ou à celle des cochons sauvages, dont ils boucanaient et fumaient la chair ; les flibustiers poursuivant sans trêve dans

tions..., t. I, p. 128-130), la Compagnie des Indes occidentales acheta, on le sait, la Tortue à Du Rausset pour en donner le gouvernement à d'Ogeron. Du Rausset était alors à la Bastille. Pour expliquer cet emprisonnement, Du Tertre avait supposé que, ne trouvant pas assez avantageuses les offres de la France, il avait proposé au gouvernement anglais de lui vendre la Tortue. Cette hypothèse est confirmée par deux lettres de lord Hollis à M. Henry Bennet, secrétaire d'État, des 26 mars et 9 avril 1664, où Du Rausset est dit expressément avoir offert de remettre la Tortue entre les mains du gouvernement anglais, à la condition qu'on lui remboursât 6,000 livres sterling. Ces lettres sont publiées dans F. Ravaissou, *Les Archives de la Bastille*, 1868, t. III, p. 436 et suiv. Mais dans le même ouvrage, est donné (p. 437) une lettre de du Rausset à Colbert, qui prouve que le séjour de la Bastille l'avait ramené à de meilleures résolutions. Il céda ses droits à la France pour 15,000 livres et sortit de prison le 15 novembre (Funck-Brentano, *Les lettres de cachet à Paris, étude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille*, 1903, in-fol., p. 26, n° 265). L'acte de « prise de possession de la Tortue et de la côte Saint-Domingue par M. d'Ogeron, gouverneur pour la Compagnie des Indes occidentales, » est du 6 juin 1665 (Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. I, p. 146-147).

¹ Il ne peut être question de donner ici une bibliographie complète de l'histoire des flibustiers et des boucaniers. En dehors des ouvrages de Du Tertre, *Histoire générale des Antilles*, déjà citée, de Le Pers, *Histoire manuscrite de Saint-Domingue* (Bibl. nat., fr. 8992), de Charlevoix, *Histoire de l'île espagnole ou de Saint-Domingue*, Amsterdam, 4 vol. in-12, 1733 (t. III), de Labat, *Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique*, 1722, 6 vol. in-12 (le manuscrit sur lequel a été faite l'impression est aux Archives nationales, K 1212), on peut consulter sur cette question : Alexandre-Olivier Exmelin, *Des aventuriers qui se sont distingués dans les Indes*, traduit du néerlandais, Trévoux, 1774, 2 vol. in-12 (la première édition en hollandais date de 1674 ; le livre fut traduit en espagnol en 1681, puis en anglais sur ce texte : une réédition de cette dernière traduction anglaise a paru à Londres en 1893, in-8) ; Ravenau de Lussan, *Journal du voyage fait à la mer du Sud avec les flibustiers de l'Amérique en 1684 et années suivantes*, Paris, 1689, in-12 ; J. W. Archenholtz, *Histoire des flibustiers*, traduit de l'allemand, Paris, 1804, in-8 ; James Burney, *History of the buccaneers of America*, Londres, 1902, in-12 (cette histoire fut publiée pour la première fois à Londres en 1816) ; Léon Vignols, *La piraterie sur l'Atlantique au XVIII^e siècle*, Rennes, 1890, in-8 ; Lorin, *Op. cit.* ; Gabriel Marcel, *Les corsaires français au XVI^e siècle dans les Antilles*, Paris, 1902, in-8 ; Funck-Brentano, *Les brigands*, Paris, s. d., in-4, p. 117-180.

la mer des Antilles les vaisseaux espagnols qui revenaient vers l'Europe chargés des dépouilles du nouveau monde. Mais les boucaniers précédèrent-ils les flibustiers, ou ceux-ci furent-ils antérieurs à ceux-là ? Flibustiers et boucaniers se divisèrent-ils dès l'origine en deux sociétés distinctes, ou bien les uns et les autres exercèrent-ils concurremment les mêmes métiers ? Tous problèmes insolubles et offrant en vérité assez peu d'intérêt. Ce qu'il importerait plutôt de connaître, c'est la vie même que menaient ces hommes pendant les années d'indépendance absolue qui précédèrent la reconnaissance de l'autorité du roi de France, vie primitive et à demi sauvage, mais aussi pittoresque, — au moins d'après le peu qu'on en sait, — qu'il s'agisse des flibustiers ou des boucaniers : les uns habitant au milieu des bois ou des savanes, dans des cases faites de branchages à la manière des sauvages, vêtus de haillons sordides, imbus et poisseux du sang des animaux, les cheveux hérissés ou noués sur la tête, la barbe inculte et longue, coiffés d'un sorte de « cul de chapeau » à visière, chaussés de souliers de peau de porc, toujours armés de quatre ou cinq coutelas et de longs fusils, — dits boucaniers, — au canon de quatre pieds et demi de long, et, ainsi accoutrés, passant leur temps à la poursuite de leur gibier, à de longues buveries et ripailles, ou encore en de sanglantes escarmouches contre les Espagnols, vivant généralement unis, mais prompts à de terribles colères, qui se terminent par des duels au fusil sans merci ; — les autres, les flibustiers, partant un beau matin à quinze ou vingt sur un chétif canot fabriqué par eux, s'emparant bientôt d'une barque de pêche, puis l'abandonnant à son tour pour se ruer en un de ces forcenés assauts dont ils ont le secret sur l'objet final de leurs convoitises, quelque gros navire lourdement chargé dont ils se partagent la dépouille, menant aujourd'hui une vie dont ne voudrait pas le dernier des matelots, le lendemain dissipant follement leur part de butin en de somptueuses orgies, bientôt de pirates se transformant en conquérants, pilliers de villes, dévastateurs de provinces, héroïques bandits « d'une bravoure féroce et capricieuse, » auxquels il ne manqua peut-être qu'un chef pour accomplir de grandes choses !

Tel nous apparaît ce monde des flibustiers et des boucaniers de Saint-Domingue, dans sa physionomie générale au moins, car

nous ne pouvons naturellement qu'être bien imparfaitement instruits des idées, des sentiments, de l'état d'esprit de ces extraordinaires aventuriers.

Du peu que nous savons d'eux ressort bien cependant ce que je disais tout à l'heure des causes de l'émigration française au cours du xvii^e siècle. La haine héréditaire et désintéressée de l'Espagne dont on fait souvent honneur aux flibustiers, en particulier à ce Montbars qui, dès sa jeunesse, avait puisé dans les récits de Las-Casas de quoi alimenter la férocité dont il devait faire preuve un jour, cette haine, est-il besoin de le dire, est insuffisante à expliquer l'existence et la carrière qu'ont embrassées ces hommes. En revanche, comme je le remarquais, l'espoir d'enlever à l'Espagne l'exclusive et fructueuse exploitation des trésors du nouveau monde semble avoir été l'une des causes déterminantes de la fondation de nos colonies antillennes, en particulier de Saint-Domingue. Comme le dit excellemment M. de Dampierre, « cette fondation eut pour cause la mésaventure de corsaires malheureux qui, rejetés par les Espagnols dans les Iles du Vent, eurent l'idée de s'établir définitivement dans ces dernières. Les documents relatifs à la guerre sans merci que les Espagnols faisaient aux navires de toutes nations qui osaient trafiquer aux Indes occidentales sont ainsi d'un grand intérêt pour l'histoire de l'origine des établissements européens dans ces parages. Ils expliquent en effet comment les marchands, traqués de toutes parts, ont été amenés à s'établir fortement en quelques endroits et, d'autre part, ils mettent en lumière les principes barbares et toujours repoussés par les autres nations, en vertu desquels les Espagnols prétendaient avoir le droit de traiter en pirates tous les Européens trouvés au delà des tropiques, non moins que la manière dont ils appliquèrent parfois ces principes aux colonies européennes naissant en ces parages ¹. » Cela est tellement vrai qu'en 1699 encore : « Je ne regarde pas, écrivait Du Casse, je ne regarde pas cette colonie de Saint-Domingue par la culture du sucre, indigo et tabacs, ny autres denrées qui se font dans l'Amérique, mais comme une place d'armes pour unir à la monarchie française les importantes clefs du Mexique, du Pérou

¹ *Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises (1492-1664)*, par Jacques de Dampierre, Paris, 1904, in-8, p. 62-63.

et du royaume de Santa-Fé ¹, » les clefs des royaumes de l'or, entendait-il dire ainsi sans aucun doute.

Mais ce qui se révèle le mieux peut-être dans le retour volontaire à la vie de nature de tant d'aventuriers, c'est bien cette impatience de la règle et de l'autorité, cette inquiétude du joug, ce désir de liberté absolue et illimitée, nés de l'ordre même qui renaissait sur le continent. Liberté de tout genre : liberté politique, car ces hommes déclaraient volontiers « qu'ils ne devoient d'obéissance qu'à Dieu, après qui la terre où ils étoient n'avoit d'autres maîtres qu'eux-mêmes pour l'avoir conquise au péril de leur vie sur une nation qui l'avoit usurpée elle-même sur les Indiens ² ; » liberté sociale, car entre eux tous les rangs sont confondus, à ce point que des gentilshommes comme Du Rausset et Ogeron ont mené la vie de boucaniers ³ ; liberté religieuse, car si, en général, ils se disaient catholiques, « la religion conservoit sur eux fort peu de ses droits et ils croyoient faire beaucoup que de n'avoir pas entièrement oublié le Dieu de leurs pères ⁴ ; » liberté légale, car « de lois ils n'en reconnoissoient point d'autres qu'un assez bizarre assemblage de conventions qu'ils avoient faites entre eux et dont ils avoient formé une coutume qu'ils regardoient comme la règle souveraine ⁵ ; » liberté morale, enfin, complète et sans frein : à ce dernier point de vue ils présentent, exagérés et grossis, les traits de caractère des hommes de ce xvi^e siècle qui venait de finir, une jovialité grossière, une brutale loyauté, un mépris cynique de la femme, caractéristique de l'esprit d'un autre âge. Et tout cela indique bien encore une fois les causes morales profondes qui éloignaient ces hommes d'un pays où l'ordre renaissait et les poussaient vers celui où ils étoient assurés de trouver plus que l'indépendance, la plus complète licence.

Toutefois, si nous devons considérer les flibustiers et les boucaniers de Saint-Domingue comme les fondateurs de la plus belle de nos colonies d'Amérique et les en nommer « les pères, » suivant un mot qui revient souvent sous la plume des premiers

¹ Lettre de Du Casse au ministre, du 13 janvier 1699 (Archives du ministère des colonies, correspondance générale, Saint-Domingue, C^o, vol. IV).

² Le P. Le Pers, *Histoire de Saint-Domingue*, Bibl. nat., fr. 8992, fol. 252 v^o.

³ Le P. du Tertre le dit expressément pour Du Rausset (*Hist. des Antilles*, t. III, p. 135), pour Ogeron (*Ibid.*, p. 140-141).

⁴ Charlevoix, *Histoire de l'île espagnole ou de Saint-Domingue*, t. III, p. 56.

⁵ *Ibid.*

gouverneurs, il faut reconnaître aussi que pareil titre, ces premiers gouverneurs aidèrent bien à le mériter à leurs administrés. A des hommes que poussait et qu'inspirait un désir, et comme une soif, d'absolue liberté, ou que guidaient des instincts de pillage, des chefs comme Ogeron, Du Casse et tant d'autres surent inspirer les qualités qui font les véritables colonisateurs et avant tout l'attachement au sol. Par une adroite politique, en effet, ils arrivèrent d'abord à grossir ce noyau trop petit de vrais colons qui s'était formé sous le nom d' « habitants, » et qui, délaissant les entreprises de la flibuste, furent les premiers cultivateurs du sol de Saint-Domingue. Faisant allusion au peu d'importance des établissements français en 1664 : « Je donnerais bien aucunes fois, écrivait Ogeron, tout le bien que j'ai à ceste coste pour un teston ¹. » Moins de dix ans après (1671), un mémoire de M. de Gabaret constate que « dans le cul-de-sac de Saint-Domingue, » on compte 1,200 habitants contre 500 à 600 flibustiers et 100 boucaniers ², et une correspondance d'Ogeron estime qu' « il y a bien 2,000 hommes habitués dans l'île de Saint-Domingue ³. » En 1684 enfin, une lettre de M. de Cussy, gouverneur, annonce que plus de la moitié des flibustiers se sont faits habitants ⁴.

¹ Extraits d'une lettre d'Ogeron, du 15 septembre 1664, de la côte de Saint-Domingue (Arch. du min. des colonies, Corr. gén., C^e, vol. I).

² Mémoire de M. de Gabaret, chef d'escadre du Roi, du 4 juin 1671 (*Ibid.*).

³ Mémoire d'Ogeron, de septembre 1671, envoyé à la Cour par M. Renou, major du gouvernement de la Tortue (*Ibid.*).

⁴ Mémoire de M. Pierre-Paul Tarin de Cussy, du 24 août 1684 (*Ibid.*). Ce même mémoire évalue les forces des flibustiers à « 17 vaisseaux armés de 328 canons et montés par 1,875 hommes. » En 1681, « les officiers du Conseil, joints avec les principaux habitants, représentent à M. Colbert » que la population totale de la colonie est de 7,848 âmes, dont 4,000 Français. Cette pièce est une preuve de plus à l'appui de l'opinion de Moreau de Saint-Méry, qui affirme qu'il y eut un « Conseil » à Saint-Domingue antérieurement à 1685, date de la reconnaissance officielle par la Cour d'une assemblée de la colonie. Il cite, pour confirmer son dire, un arrêt au civil « d'un conseil de Léogane, composée d'officiers de milices et d'habitants », du 1^{er} février 1682 (Moreau de Saint-Méry, *Lois et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent*, t. I, p. 363-364); un arrêt criminel du « Conseil de Saint-Domingue, » du 26 août 1681 (*Ibid.*, p. 397-398); enfin un arrêt de police du même Conseil, du 31 octobre 1684 (*Ibid.*, p. 403). Comme on le voit, les « représentations » du Conseil que nous citons sont quelque peu antérieures au premier acte du Conseil de Léogane publié par Moreau de Saint-Méry.

Quoi qu'il en soit de cette question, il doit y avoir un *lapsus calami* dans ce chiffre de 7,848, ou bien il faut considérer les recensements de cette époque comme très approximatifs, car un « dénombrement » de mai 1681 constate qu'il y a à Saint-Domingue 6,648 personnes se répartissant ainsi : 1,421 mai-
tres de cases; 435 femmes; 438 enfants; 477 serviteurs et gens libres;

Tous les auteurs sont d'accord sur l'un des moyens employés avec le plus de succès par les gouverneurs pour en arriver à leurs fins. Mais tous n'en rendent pas compte dans les mêmes termes. Il est amusant d'entendre Moreau de Saint-Méry nous exposer gravement que « pour transformer les intrépides conquérants de Saint-Domingue, Ogeron invoqua le secours d'un sexe puissant qui sait partout adoucir l'homme et augmenter son penchant pour la sociabilité, » et nous raconter comment « il fit venir de France des êtres intéressants, de timides orphelins, pour soumettre ces êtres orgueilleux accoutumés à la révolte et pour les changer en époux sensibles, en pères de famille vertueux ¹. » Ce n'est là pourtant qu'une vérité que le même Ogeron exprimait sous une forme plus brutale lorsqu'il s'écriait : « Corbleu ! je ferai venir à tous ces coquins des chaînes de France ! » « Chose, ajoute le P. Le Pers, qui nous rapporte ce propos, que l'on ne comprit pas alors, mais dont le mystère ne tarda pas à se développer par l'arrivée d'un navire chargé de cinquante filles. » La colonie reçut ainsi, dit-il galamment, « l'unique et dernier ornement qui lui manquait. » « Il n'y avoit encore en effet, prétend le même auteur, aucune femme à la côte de Saint-Domingue, et il n'y en avoit que quatre ou cinq à la Tortue, bien que le nombre des aventuriers qui avoient établi leur demeure en ces lieux fût de 4,000 ². »

Mais la politique des premiers gouverneurs ne se borna pas à des manœuvres de cette nature. On les vit, comme Ogeron

1,565 engagés et gens libres ; 1,063 nègres ; 725 négresses ; 314 négrillons ; 210 mulâtres. Dans cette population, les Français capables de porter les armes sont dits être au nombre de 2,970, et les sibiustiers au nombre de 1,000 à 1,200. Ce chiffre de 1,000 à 1,200 n'est qu'en apparence contradiction avec celui que j'ai donné plus haut de 1,875 en 1684, car les sibiustiers, est-il besoin de le dire, formaient une population essentiellement flottante. C'est ainsi qu'au mois d'octobre 1693, « il y a plus de 700 hommes en mer » (Lettre de Du Casse, 18 octobre 1693, aux A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^e vol. II). Le dénombrement de mai 1681 compte à part 8 prêtres desservant 13 chapelles.

¹ Moreau de Saint-Méry, *Description de la partie française de Saint-Domingue*, 1875-1876, in-8, t. I, p. 8. — Wimpffen, dans son *Voyage à Saint-Domingue*, est, je crois, plus près de la vérité, lorsqu'il écrit : « On envoya aux premiers habitants de Saint-Domingue des catins de la Salpêtrière, des salopes ramassées dans la boue, des gaupes effrontées dont il est étonnant que les mœurs, aussi dissolues que le langage, ne se soient pas plus perpétuées qu'elles n'ont fait chez leur postérité » (Wimpffen, *Voyage à Saint-Domingue*, 1788, t. I).

² Le Pers, *Op. cit.*, Bibl. nat., fr. 8992, fol. 252 v^o.

encore, aller jusqu'à consentir personnellement des avances d'argent aux colons pour leur permettre de commencer des exploitations ¹; dévoués intermédiaires entre la colonie et la Cour, ils obtinrent, d'autre part, de celle-ci des facilités commerciales destinées à encourager les habitants et qui ne leur eussent, sans eux, jamais été accordées; par-dessus tout, ils surent joindre à une autorité très ferme un sens et comme un art tout particulier de manier les singuliers sujets qui étaient les leurs.

« Lorsque quelque flibustier, raconte Le Pers, alloit trouver Du Casse pour lui demander de l'argent qu'il prétendoit lui être dû : « Je sais bien, coquin, lui disoit-il, que, quand tu es en arrière de moi, tu me traites de chien, de rouge et de voleur. Mais je m'en moque. Si tu n'es pas content, prends mon épée et enfonce-la-moi dans le corps ! Pour de l'argent, je n'en ai point et tu n'en auras point ² ! » Ce mot peint mieux que de longs développements le système de gouvernement à la fois brutal et paternel adopté par les chefs primitifs de la colonie ³.

II.

Si habile cependant que nous apparaisse la conduite des Ogeron et des Du Casse, leur action devait nécessairement avoir un terme. D'une part, ils ne pouvaient se flatter d'inspirer des goûts champêtres à tous les flibustiers, de tous les transformer en habitants, — et cela est tellement vrai que beaucoup parmi ceux-ci reprennent à l'occasion sans répugnance leur ancien métier, un instant abandonné; — d'autre part, eussent-ils pu réussir à anéantir la flibuste, ils ne l'auraient pas voulu. Après la paix de Nimègue, la Cour les presse de porter le coup de grâce

¹ Charlevoix, *Op. cit.*, t. III, p. 84.

² Le Pers, fol. 273.

³ Rude est d'ailleurs la tâche de ces premiers gouverneurs mal secondés, ou mieux pas secondés du tout. En 1681, M. de Pouancey, neveu d'Ogeron, demande à la Cour l'établissement de deux petites garnisons de 25 hommes, « car, dit-il, c'est ravalier la qualité du gouverneur que d'estre contraint d'aller lui-mesme se saisir d'un voleur, d'un séditieux, d'un ivrogne ... De plus, il n'y a pas de prison... et le gouverneur se voit forcé de servir de prévost, de géôlier et de sentinelle » (Lettre de M. de Pouancey, du 30 janvier 1681, aux Arch. du min. des col., Corr. gén., Saint-Domingue, C^e, vol. I). M. de Pouancey fut nommé « gouverneur de l'île de la Tortue et de la coste de Saint-Domingue, » le 16 mars 1676, après la mort de son oncle (Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. I, p. 296-297).

à la course, et eux de répondre : les corsaires détruits, qui défendra la colonie ? Ce qui reste de flibustiers est en effet la plus sûre garantie de l'île contre les incursions toujours à craindre des aventuriers d'autre nation ¹.

En réalité, à l'époque où nous sommes arrivés, c'est-à-dire à la fin du xvii^e siècle, les gouverneurs de Saint-Domingue comprennent que le possible a été fait, que les éléments assimilables de la population conquérante ont été fixés, et ils se tournent vers la métropole pour tenter d'y faire de nouvelles recrues ². Malheureusement, alors, un arrêt semble se produire dans l'expansion française. L'initiative individuelle qui, pendant près d'un siècle, avait entraîné tant de hardis compagnons vers les Indes occidentales paraît défaillir. Les temps héroïques sont passés où une colonie comme Saint-Domingue avait pu se former seule, passé aussi le temps où Ogeron pouvait, sur la seule confiance qu'inspirait son nom, décider chaque année deux cents ou trois cents Français à passer à Saint-Domingue ³.

¹ Constatant, un peu prématurément sans doute, dès 1689, la décadence de la flibuste à Saint-Domingue, M. de Cussy écrivait à un de ses correspondants, le sieur April : « J'ai détruit la flibuste parce que la Cour l'a voulu, et je n'en suis venu à bout qu'avec bien de la peine. Je voudrais à présent n'y avoir pas réussi, car il y auroit à cette coste dix ou douze bons navires et quantité de braves gens dessus » (Lettre de M. de Cussy, sans date, mais vraisemblablement de 1689, aux Arch. du min. des col., Corr. gén., C^o, vol. II). — Un rapport de Du Casse de 1691 déplore de même « la perte des flibustiers » (Mémoire de Du Casse, du 23 novembre 1691. *Ibid.*).

² Si quelques-uns des premiers gouverneurs regrettent que l'importation des nègres ne soit pas plus considérable, la plupart se plaignent plus justement des trop rares arrivées d'Européens. « La Compagnie du Sénégal, écrit notamment M. de Cussy en 1685, envoie 150 nègres par an, ce qui sera le moyen de diminuer cette colonie, car les Français négligeront de faire venir des engagés qui leur coûtent plus » (Lettre de M. de Cussy à M. de Seignelay, du 18 octobre 1685 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. I). Cf. les mémoires de Du Casse des 15 et 23 novembre 1691 (*Ibid.*, vol. 2) ; la lettre de M. de Brach, lieutenant de roi, de Léogane, du 25 novembre 1701 (*Ibid.*, vol. V) ; la lettre de M. de Charitte, lieutenant de roi au Cap, du 22 décembre 1711 (*Ibid.*, vol. IX).

³ Dans un mémoire remis à Colbert par Ogeron en 1669, pendant un de ses séjours en France, mémoire cité par Charlevoix (*Op. cit.*, t. III, p. 109) : « J'ai, dit ce gouverneur, fait passer chaque année à mes dépens à la Tortue et coste Saint-Domingue 300 personnes. » De fait, lorsqu'en cette année même 1669, il revint à la Tortue, où il débarqua en septembre, il emmenait avec lui 225 hommes, « dont il n'est mort personne, » disait-il dans une lettre au ministre, du 23 septembre (A. M. C., Corr. générale, Saint-Domingue, C^o, vol. I). Il faut lire, d'ailleurs, le mémoire remis par lui en 1668 au capitaine commandant son navire *la Nativité*, pour apprécier les qualités de cet administrateur de premier ordre. Ledit mémoire est curieux par les détails qu'il

Beaucoup que tentaient jadis l'espoir d'une fortune rapide, l'appât d'audacieux coups de main, la perspective de fructueuses rapines, ne sont plus guère séduits par la vie de travail régulier qu'on leur propose ; si rémunératrice qu'on la leur fasse espérer, les résultats des nouvelles cultures sont encore lointains et douloureux. Il faut bien le dire, la date de la décadence de la flibuste répond à celle d'un ralentissement indéniable dans nos entreprises coloniales.

On fait généralement dater et dépendre de la mort de Colbert cette interruption de notre développement extérieur. Mais si elle se produisit à peu près vers l'époque de la disparition du grand ministre, il n'y a là, je crois, qu'une simple coïncidence. Le mérite de Colbert est d'avoir protégé et encouragé le magnifique mouvement colonisateur du xvii^e siècle ; mais ce mouvement, il ne l'avait pas créé, il s'en était fait simplement l'auxiliaire ¹. Après lui, au contraire, c'est au gouvernement, au gouvernement seul, que revient désormais la lourde tâche de soutenir l'œuvre considérable qu'avaient entamée et comme mise en train des volontés individuelles, et c'est après lui seulement que commence véritablement l'âge de la colonisation d'État.

Quelques historiens ont beaucoup vanté la politique coloniale

nous fournit sur un transport d'émigrants à cette époque. « Les passagers, y est-il dit, devront être traités avec toute la douceur possible, sans permettre que les matelots les frappent sous prétexte de les châtier.... Ils auront la liberté de s'aller divertir à terre.... Ils auront des nattes et pourront se faire faire des matelas.... Il y aura des bailles suffisamment pour faire tremper les chemises et les caleçons.... Avant le départ, on payera au capitaine ou au commis la quantité d'eau-de-vie que chacun voudra dépenser pendant la traversée. Elle leur sera ensuite fournie tous les jours.... Il sera acheté quantité d'oignons et d'herbes fortes pour faire faire de grands potages, parce qu'il n'y a rien qui rafraîchisse davantage... Le jour du départ, on tuera du bétail... On aura du gru au matin, à midi des pois avec potages, et au soir du lard... L'on fera mettre dans le navire quantité d'œufs, de beurre, de moutons et volailles pour faire des bouillons aux malades, qui seront couchés dans la chaloupe. Elle sera sur le pont, couverte d'une bonne toile goudronnée.... Les malades auront des couvertures et des matelas » (*Ibid.*).

¹ « Si on veut comprendre Colbert, dit M. Pigeonneau, il faut se souvenir tout d'abord qu'il n'a été ni le fondateur ni le maître de notre empire colonial. Il a eu à compter avec deux puissances qui ne lui ont laissé qu'une liberté d'action incomplète : la tradition et la volonté de Louis XIV » (Pigeonneau, *La politique coloniale de Colbert*, dans les *Annales de l'École des sciences politiques*, 1886, p. 487). Bien que grand admirateur de Colbert, M. Pigeonneau reconnaît que le célèbre ministre de Louis XIV sut surtout admirablement mettre à profit l'incomparable mouvement d'expansion dont, comme tous les hommes d'État de sa génération, il avait pu apprécier la force (*Ibid.*, p. 487-509, *passim*).

de l'ancien régime, beaucoup trop à mon avis et très souvent à des points de vue auxquels elle ne mérite aucun éloge. Les traits caractéristiques de cette politique sont, on le sait :

1° Un système commercial particulier, dit *exclusif* ;

2° Une protection très large donnée par l'État aux Compagnies de commerce ;

3° Une méthode de peuplement spécial.

Je n'ai point la prétention de faire ici l'exposé d'une aussi vaste question. Prenant comme exemple Saint-Domingue, je voudrais seulement montrer auxquelles de ces diverses conceptions coloniales de la monarchie doivent aller nos blâmes, et auxquelles revenir nos éloges.

On ne peut, il me semble, se faire une idée plus juste du système commercial mis en pratique par l'ancien régime vis-à-vis de ses colonies qu'en le comparant à celui que la France d'aujourd'hui adopterait à l'égard d'un pays nouvellement découvert. Que faisons-nous, — que ferions-nous, dirais-je peut-être plus justement, étant donné l'encombrement de la planète, — lorsque les premiers nous entrons en relations commerciales avec une contrée jusque-là inexplorée et fermée ?

1° Nous nous efforçons d'écarter les acheteurs étrangers, pour avoir les produits de la région à meilleur marché, et d'éloigner les vendeurs, pour placer plus avantageusement nos produits ;

2° Nous cherchons surtout à réaliser un commerce d'échange pour éviter la sortie de notre argent ;

3° Enfin, nous tendons à réserver à notre industrie nationale le produit exclusif de la « manufacture » de nos importations.

Sans se rendre compte que les colonies ne sont qu'un prolongement de la mère patrie, que leur enrichissement est celui de la métropole, c'est exactement sur les mêmes principes que l'ancien régime règle son commerce colonial.

1° En vertu de défenses multipliées, tout négoce des colonies avec les étrangers est formellement interdit, parce qu'un tel négoce ferait hausser le prix des denrées de la colonie, soit en vertu de la loi de l'offre et de la demande, soit parce que, proposant de payer ces denrées en argent, les concurrents exotiques pourraient obtenir la préférence sur les nationaux ¹.

¹ Il m'est impossible, cela va sans dire, d'énumérer tous les actes par les-

2° C'est en effet contre ses seuls produits et ses produits en nature que l'État veut obtenir les fruits de ses colonies. Les colons livrent ces fruits aux commerçants de France, qui leur donnent en échange tout ce dont ils ont besoin : nécessaire et superflu. Les choses sont sur ce point de bonne heure poussées si loin que, dès 1699, une ordonnance du 4 mars « défend, sous quelque prétexte que ce soit, l'importation des espèces d'or ou d'argent dans les Iles au lieu de marchandises et d'embarquer d'autres monnoies que celles qui sont absolument nécessaires pour les dépenses imprévues des bâtimens, à peine de confiscation des espèces excédentes, de 3,000 livres d'amende contre les propriétaires des espèces et de six mois de prison contre les capitaines 1. »

3° Enfin, sous le prétexte qu'il est contraire au commerce que les matières premières aillent alimenter les fabriques étran-

quels le Roi interdit le commerce étranger dans ses colonies, et en particulier à Saint-Domingue. L'édit général d'octobre 1727 résuma pourtant assez complètement la législation antérieure et fut assez peu modifié dans la suite, pour qu'en 1771 encore Petit (*Droit public et gouvernement des colonies*, 1771, t. II, p. 385 et suiv.) le considère comme formant la base du droit en ces matières.

Voici les trois premiers articles de cet édit :

« Article I^{er}. — Défendons à tous nos sujets dans notre royaume et dans les colonies soumises à notre obéissance de faire venir des pays étrangers et colonies étrangères aucuns nègres, effets, denrées et marchandises pour être introduits dans nosdites colonies, à l'exception, néanmoins, des chairs salées d'Irlande.

« Article II. — Défendons.... à nosdits sujets de faire sortir de nosdites isles et colonies aucuns nègres, effets, denrées et marchandises, pour être envoyés dans les pays étrangers ou colonies étrangères. Permettons néanmoins aux négocians français de porter en droiture de nos isles d'Amérique dans les ports d'Espagne les sucres de toute espèce, à l'exception des sucres bruts, ensemble toutes les marchandises du cru des colonies.

« Article III. — Les étrangers ne pourront aborder avec leurs vaisseaux ou autres bâtimens dans les ports, anses et rades de nos isles.... » (Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*...., t. III, p. 224-236).

¹ Ordonnance du Roi du 4 mars 1699 (Moreau de Saint-Méry, *Lois*...., t. I, p. 625), citée par Petit, *Op. cit.*, t. II, p. 361-362. — « La France, dit cet auteur, manqueroit son principal objet dans l'établissement de ses colonies, c'est-à-dire le débouché de ses marchandises, dont les retours en denrées de ces pays fournissent à la balance de son commerce avec l'étranger en Europe, si l'armateur pouvoit n'emporter que de l'argent et ne se procurer son chargement qu'avec de l'argent, ou si, d'un autre côté, l'habitant pouvoit déboucher ailleurs ses denrées et se procurer les marchandises de France avec de l'argent. Le commerce de la France avec les colonies doit donc être et ne sauroit être qu'un commerce d'échange, c'est-à-dire un troc des marchandises à importer de France avec les denrées à exporter de chaque ile, et non un commerce en espèces monnayées » (*Ibid.*, p. 360-361).

gères, on voit l'État interdire la sortie du royaume du principal produit des colonies, des sucres, avant qu'ils aient été raffinés par les raffineurs métropolitains; et dans le but de réserver à la seule industrie du royaume le bénéfice de cette transformation, on le voit peu après imposer aux sucres raffinés dans ses colonies des droits d'entrée considérables ¹.

Je le répète, vis-à-vis d'un pays neuf à exploiter commercialement, on n'agit pas aujourd'hui autrement que n'agit notre ancien gouvernement vis-à-vis de ses colonies. Les déplorables résultats de ces théories ont été trop souvent exposés pour que j'y revienne. Je me contenterai d'en signaler pour Saint-Domingue quelques-unes des conséquences les plus typiques.

La première est la perte fréquente d'importantes masses de denrées dont le commerce national, pour une raison ou pour une autre, refuse de se charger et que les étrangers acquerraient volontiers si l'autorisation leur était donnée de commercer avec la colonie. Dès 1715, ainsi, les habitants de Saint-Domingue demandent la permission de vendre aux Anglais et aux Hollandais, « qui en font un grand trafic ², » les sirops ou mélasses retirés de leurs sucreries, « produits avec lesquels ils ne font que de la guildive et qu'ils jettent en grande partie, ce commerce devant leur rapporter plus de 600,000 livres ³. » Ce n'est pourtant qu'en 1763 que des lettres du Roi autorisent l'échange avec l'étranger, — et encore dans un port spécialement désigné, le môle Saint-Nicolas, — des sirops et mélasses contre un certain nombre de produits strictement énumérés ⁴.

¹ *Histoire législative des Antilles, ou Annales du Conseil souverain de la Martinique*, par Pierre-Régis Dessalles, avec des annotations d'Adrien Dessalles, t. I (seul paru), 1847, p. 265-266. — Cf. Arrêt du Conseil d'État du Roi, du 18 avril 1682, portant que les sucres raffinés venant de l'Amérique paieront pendant deux années huit livres d'entrée par cent pesant (Moreau de Saint-Méry, *Lois....*, t. I, p. 368-369); et arrêt du Conseil du 21 janvier 1684, qui « défend à tous les sujets de Sa Majesté, habitants des isles et colonies françaises de l'Amérique, d'établir à l'avenir aucune raffinerie esdites isles et colonies » (*Ibid.*, t. I, p. 395-396).

² Lettre de M. de Blénac, premier « gouverneur des Isles-sous-le-Vent, » et de M. Jean-Jacques Mithon, premier « intendant de justice, police et finances » à Saint-Domingue, de Léogane, 20 juillet 1715 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XI).

³ Mémoire anonyme et sans date (*Ibid.*, vol. XII). Ce mémoire est confirmé par une lettre du marquis de Châteaumorand, déjà nommé alors gouverneur en remplacement de Blénac, datée de la Rochelle, du 8 septembre 1716 (*Ibid.*).

⁴ Les lettres du Roi, du 18 avril 1763, autorisent l'échange des sirops et mé-

Mais sur le commerce même des produits recherchés par les armateurs de France, est-il besoin de dire quelle répercussion ont les principes étroits exposés plus haut ? La plus sensible est l'avilissement désastreux pour les colons du prix de ces produits. Tout y concourt. En premier lieu, et sans qu'il soit besoin d'insister, la position privilégiée des nationaux qui restent maîtres de l'offre, et en abusent à tel point qu'en 1689, pour ne citer qu'un exemple entre mille, des navires vendent à Saint-Domingue une aune de toile 60 livres de tabac, « en sorte qu'un pauvre habitant est contraint de donner tout le travail de son année pour 17 ou 18 aunes de toile ¹. » Si les habitants, déclarent du reste nettement MM. de Blénac, gouverneur, et Mithon, intendant, en 1716, si les habitants avoient la liberté de vendre aux Anglais leurs indigos et leurs sucres, comme ils le disent, cette isle regorgeroit d'argent, puisqu'ils font valoir 6 à 7 piastres le cent de sucre qui ne vaut ici que 9 livres, et 4 livres l'indigo qui n'y vaut de 50 à 52 sols, et les habitants n'auroient pas leurs sucreries pleines de sucres et de sirops qui s'y perdent ². Mais, — détail moins apparent à première vue, — à l'abaissement des prix contribue aussi la défense dont je parlais tout à l'heure, portée en faveur de l'industrie métropolitaine, de laisser ressortir les sucres bruts hors du royaume. « Ce n'est pas tant, en effet, écrivent encore MM. de Blénac et Mithon, ce n'est pas tant la contrebande anglaise qui ruine notre colonie. Évidemment le sucre est surabondant en France. Les négocians ont acheté des sucres bruts à 17 et 18 livres le cent, qui, de 36 livres qu'ils valoient en France, sont tombés à 20 et 22 par la quantité qu'il en est entré dans le royaume, plus forte de beaucoup que n'en peut être la consommation. Il faudroit admettre la liberté de sortir les sucres bruts hors du royaume; c'est le seul moyen de rétablir un commerce avantageux. Nous ne perdons point de vue la conduite des Anglais, nos voisins, pour soutenir leur commerce et faire fleurir leurs

lasses contre les produits suivants : bœufs vivants, cochons vivants, moutons, cabris, volailles, chevaux, mulets, riz, pois, légumes et fruits verts, blé d'Inde ou d'Espagne, avoine, son, planches et soliveaux, merrain, briques, calèches et cabriolets (*Ibid.*, vol. CXV).

¹ Lettre de M. de Cussy, du 25 avril 1689 (*Ibid.*, vol. II).

² Lettre de MM. de Blénac et Mithon, de Léogane, 1^{re} juillet 1716 (*Ibid.*, vol. XII).

colonies. Celles-ci leur produisent plus de sucre brut que nos colonies et l'Angleterre en fait une moindre consommation que la France. Cependant le débouchement qu'ils donnent à ces sucres dans les pays étrangers en soutient le prix ; il a valu, dans le cours de cette année, à la Jamaïque 32 livres le cent, et est à 48 livres en Angleterre, au lieu qu'il ne vaut dans nos colonies que 11 livres, et en France 20 à 22 livres ¹. » Et lorsque, devant ces faits, les réclamations des colons deviennent trop vives et pressantes, sait-on quel remède apporte l'État à une aussi grave situation, et quelle satisfaction il donne à ces réclamations ? Il leur répond par l'ordre transmis aux gouverneurs de restreindre la production, d'enjoindre aux habitants « de ne faire que 700 milliers de tabac ², » de limiter le nombre des sucreries, pour cette raison « que les autres colonies en font assez pour le royaume ³ ! »

Toutefois, plus extraordinaire encore est la position prise par le gouvernement, mis en face d'une autre question, celle des monnaies. Il est entendu que les colons, aussi bien que les négociants de France, doivent opérer par échange le troc de leurs produits respectifs. Mais si la chose est presque toujours possible aux uns, on ne réfléchit pas qu'elle est souvent impraticable aux autres. Comme l'observe très bien le gouverneur

¹ Lettres des mêmes, du 6 novembre 1716 (*Ibid.*).

² « Le défaut de consommation et la non-valeur des tabacs de Saint-Domingue estant provenus de l'excès des plantations et de la fabrique.... » (Arrêt du Conseil du 20 juin 1698. Archives nationales, E 1904). « Pour établir, expose le même arrêt, la quotité de ce que chacun des habitants pourra planter de tabac pour composer ladite quantité de 700 milliers, il sera fait annuellement par chacun des cultivans, dans le temps qui sera prescrit, une déclaration de la portion de tabac que chacun entend planter » (*Ibid.*).

³ « J'ai vu, écrit le ministre à Du Casse, le 26 février 1698, j'ai vu, en examinant l'état de la cargaison qui m'a été renvoyée du bâtiment *le Dauphin*, arrivé dans la rade de la Rochelle, qu'il a rapporté une quantité considérable de sucres ; et il paraît, par ce qu'on écrit à M. Bégon, qu'on se propose de s'appliquer beaucoup à cette culture dans Saint-Domingue. Comme elle ne peut être que très préjudiciable aux colonies de l'Amérique, s'en fabriquant assez considérablement dans les isles du Vent pour juger qu'il y en aura bientôt plus qu'il ne peut s'en consommer dans le royaume, et qu'ainsi ce sera un nouvel excédent, l'intention du Roy est que vous détourniez les habitants de cette vue, qui ne peut jamais leur être aussi avantageuse que la culture de l'indigo, du coton.... » (Lettre du ministre à Du Casse, du 26 février 1698, dans Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. I, p. 582-583). Cf. la lettre de Du Casse au ministre, du 22 septembre 1698 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. IV).

marquis de Sorel, en 1722, « un marchand de nègres ne peut vendre aux gros habitans tous ses nègres en sucre, parce que quelque prix que les nègres puissent valoir, il auroit des produits de la vente des effets trois fois plus qu'il n'en pourroit rapporter et qu'il feroit un très mauvais retour. Il faut donc qu'il compose avec le sucrier, et fasse son marché deux tiers en argent et le tiers en sucre ¹. » Ce qui se produit là pour les nègres se réalise de même lorsqu'il s'agit de frets d'objets manufacturés dont la valeur en produits naturels équilibre mal très souvent un chargement de retour ². D'où il résulte que, s'il peut bien en principe ne point entrer d'argent dans la colonie, il en sort continuellement, et que de bonne heure l'État est obligé d'intervenir. Que fait-il alors ? Il s'en tient parfois à des mesures timides, comme lorsqu'il fait frapper et exporter aux Iles une monnaie spéciale ³, à moins qu'entrevoiant enfin le seul moyen d'attirer le numéraire, il n'autorise provisoirement, à Saint-Domingue, le commerce avec l'Espagne, pays réputé d'argent ⁴.

Si cependant le protectionnisme aveugle de l'ancien régime ne peut lui valoir et ne lui vaut plus en effet aujourd'hui que des blâmes ⁵, il n'en est pas de même des encouragements et

¹ Lettre de M. de Sorel, de Léogane, du 22 novembre 1722 (*Ibid.*, vol. XX).

² L'ordonnance du 6 octobre 1720 expose dans ses considérants qu'il n'y a plus de numéraire dans l'île, et que les négociants de France ne veulent en échange de leurs marchandises que de l'argent (Moreau de Saint-Méry, *Lois et constitutions*..., t. II, p. 701 et suiv.). — En 1721, M. de Sorel, gouverneur, ayant ordonné qu'à l'encontre de ce que voulaient les capitaines marchands, les paiements des colons se fissent en nature, pour empêcher l'argent de sortir de la colonie, les capitaines refusent de vendre leurs marchandises, sauf aux habitants qui s'engagent à payer en argent (Lettre de l'intendant Duclos, de Léogane, 22 février 1721. A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XIX).

³ Voir dans Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. I, p. 188-189. la déclaration du 19 février 1670.

⁴ Voir un arrêt du Conseil du 27 janvier 1726 (*Ibid.*, t. III, p. 155), et un mémoire du Roi, du 28 octobre 1727, dans lequel il autorise le commerce avec l'Espagne, « commerce d'autant plus utile, y est-il dit, qu'il n'y a point d'autre expédient pour introduire de l'or et de l'argent dans les colonies » (*Ibid.*, t. III, p. 237). — « Nous ne connaissons que le commerce avec l'Espagne qui puisse remédier à cet inconvénient [le manque de monnaie], » écrivent encore, le 4 avril 1786. MM. de la Luzerne et Barbé de Marbois (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. CLVII).

⁵ Je dis : aujourd'hui, et pourtant, après la notion générale que j'ai donnée de la politique de notre ancien gouvernement en ce qui touche son commerce avec les colonies, on appréciera la critique lumineuse qu'en fait dès 1772 un gouverneur de Saint-Domingue, M. de Vallière : « Le commerce de France.

des privilèges accordés par lui aux célèbres entreprises connues sous le nom de Compagnies de colonisation, qui trouvent encore d'ardents apologistes leur attribuant volontiers toute la gloire de nos succès coloniaux d'antan ¹. Je ne voudrais pas m'inscrire en faux d'une manière générale contre cette opinion, ni condamner péremptoirement le deuxième des principes sur lesquels a reposé notre ancien système de colonisation ; mais il me sera bien permis de dire qu'à Saint-Domingue au moins, et à l'époque où nous sommes arrivés, ces Compagnies me paraissent n'avoir joué qu'un rôle sinon néfaste, du moins fort peu glorieux.

Remarquons d'abord que le régime des Compagnies n'a été appliqué pour la première fois à Saint-Domingue qu'en 1664. Or, si auparavant, sous Henri IV, sous Richelieu et pendant même la minorité de Louis XIV, le monopole commercial concédé à ces grandes entreprises peut se justifier par ce fait qu'elles étaient alors un moyen d'encourager la découverte, d'activer l'occupation et la mise en valeur de terres nouvelles, de favoriser même, si l'on veut, l'émigration de capitaux toujours timides, à la fin du XVII^e siècle, il faut bien le reconnaître.

écrit à cette date M. de Vallière, le commerce de France croit, et on a fait tout ce qu'il falloit pour le lui persuader jusqu'à présent, que les colonies ne sont faites et créées que pour enrichir la métropole, sans que, de son côté, elle eût la peine de contribuer aux moyens de faire naître ces richesses, dont elle veut jouir exclusivement. Si le commerce de France vouloit être de bonne foi, il conviendrait qu'il craint moins l'importation étrangère que l'exportation à l'étranger. Il voudrait que, sans peine et sans y contribuer qu'autant que son avantage, s'y trouveroit, tous les sucres et autres productions de ce pays passassent à la métropole. Ils ont certainement raison, si on pouvoit cultiver et recueillir sans moyens. Encore que le commerce de France fût en droit d'exiger pareille chose, au moins faudroit-il qu'il procurât les moyens d'extraire tout ce que cette colonie immense est en état de produire de richesses, et l'on m'assure qu'il ne vient pas dans une année dans cette colonie, à beaucoup près, la quantité de navires qu'il faudroit pour enlever les deux tiers des productions qu'on y recueille • (Lettre de M. de Vallière, du 17 mai 1772, vol. CXLII).

¹ M. Pauliat, dans un livre (*La politique coloniale de l'ancien régime*, 1887), dont la documentation insuffisante peut être dangereuse, car elle lui donne une apparence scientifique, alors qu'il est surtout un livre à thèse et de circonstance, M. Pauliat s'est fait le défenseur enthousiaste des Compagnies de colonisation. J'aurai l'occasion, d'ailleurs, de revenir sur ce travail. Sur les Compagnies, l'ouvrage général le plus consciencieux, le plus impartial, et dont je ne crois pas que les conclusions puissent être détruites par la masse des documents qui restent inédits, me paraît être celui de M. Chailley-Bert, *Les Compagnies de colonisation sous l'ancien régime*, 1899.

« presque aucune de ces raisons ne tient plus debout ¹. » Comme le dit très bien M. Chailley-Bert, « les premières Compagnies privilégiées (sous Henri IV et Louis XIII) ont découvert des terrains à coloniser ; les secondes (sous Louis XIII et la Régence) les ont peuplées ; les troisièmes, depuis Louis XIV, ont fait surtout du commerce ². » Rien n'est plus vrai : les Compagnies dites de colonisation ne sont plus, dès les dernières années du xvii^e siècle, que des Compagnies de commerce, et c'est bien sous ce dernier nom, qu'on le note, qu'elles sont en quelque sorte venues jusqu'à nous, et qu'on les désigne aujourd'hui le plus couramment. Or, sous ce dernier aspect, que sont-elles ? Pas autre chose, il me semble, qu'un procédé volontiers employé par l'État pour exagérer encore le régime commercial qui devait lui permettre de tirer le meilleur profit, à son point de vue, s'entend, de ses colonies. Interdire là, comme il le fait, le négoce libre aux nationaux eux-mêmes, au profit d'une Compagnie privilégiée qui reste seule maîtresse du commerce, et d'accorder telles permissions qu'il lui plaît, à qui il lui plaît, n'est-ce pas en effet, pour le pouvoir, un moyen de restreindre et de circonscrire encore une concurrence dans la demande qu'il estime toujours susceptible de faire hausser les prix des denrées importées dans la métropole ? Et avoir dans ses colonies des agents que le propre intérêt de la Compagnie qu'ils représentent encourage à se montrer impitoyables à l'égard des fraudeurs, n'est-ce pas, d'autre part, une réelle sécurité pour un gouvernement dont la méfiance est sans cesse en éveil, — les textes le prouvent, — vis-à-vis de ses gouverneurs, lesquels, selon lui, ne prohibent jamais assez sévèrement le commerce des interlopes ? Eu égard à ces *avantages*, on consent donc à fermer les yeux sur la véritable exploitation des colons qui résulte d'une telle politique, exploitation que l'on considère comme le dernier mot de l'habileté dans l'application d'un système dont, dès lors, les Compagnies ne font plus que surveiller la bonne et rigoureuse exécution et qui enferme le commerce de nos colonies dans le cercle le plus étroit qu'il soit possible d'imaginer.

¹ Chailley-Bert, *Op. cit.*, p. 179.

² *Ibid.*, p. 172

L'on prétend bien, il est vrai, qu'il est exagéré de dire qu'à dater de l'époque que j'indique, les Compagnies ne rendirent plus que des services de ce genre, car alors encore, assure-t-on, elles contribuèrent puissamment au peuplement et à la mise en valeur des colonies.

Cette opinion ne vient-elle pas, toutefois, de ce qu'on juge trop souvent les Compagnies non d'après les résultats obtenus par elles, mais d'après leur programme, je veux dire leur *charte*? Sur le vu de son acte de constitution, l'on fait ainsi volontiers à la Compagnie, dite *Compagnie de Saint-Domingue*, fondée en 1698, l'honneur de la regarder comme l'une des plus heureuses tentatives de l'État pour achever d'asseoir son influence à Saint-Domingue ¹. De fait, le projet d'établissement de la Compagnie est plein de promesses. Il s'agit, y est-il dit, « de transporter une nouvelle et forte colonie dans la partie sud de l'île, qui n'est occupée par personne, et de rendre ladite colonie assez considérable pour être supérieure aux établissements des Espagnols ². » Beau programme en vérité, mais à l'égard duquel le gouverneur de Saint-Domingue lui-même, l'illustre Du Casse, reste dès l'abord assez sceptique. « L'établissement que l'on va commencer, écrit-il en effet, est très vaste et je puis dire que c'est la plus belle portion des François en l'île espagnole. Les Anglois l'avoient reconnue telle il y a longtemps et ils ont toujours eu la pensée de s'en emparer. Ils en auroient fait une colonie considérable, au lieu que les François n'y feront que languir ³. » C'était prévoir juste, et il faut lire la lettre écrite au ministre par M. de Paty, commandant la partie de l'ouest et du sud de l'île, pour apprécier enfin justement ce que valurent trop souvent en fait ces fameuses Compagnies coloniales de l'ancien régime, dont on nous vante si pompeusement l'action bienfaisante. Critiquant la « Compagnie de Saint-Louis » et « les ordres ridicules des directeurs qui sont à Paris, qui ne servent qu'à faire rire le pu-

¹ En donnant le texte de la charte de cette Compagnie, M. Pauliat s'extasie ainsi devant la haute sagesse qui inspira les différents articles de ce document : « Il est probable, dit-il, que cette charte sera jugée comme encore plus curieuse que les précédentes, en raison de ses dispositions relativement aux cultures et à l'élevage des bestiaux ! » (Pauliat, *Op. cit.*, p. 238).

² « Projet pour l'établissement de la Compagnie de Saint-Louis, » sans date (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. IV).

³ Lettre de Du Casse, du 27 juin 1698 (*Ibid.*).

blic, voulant enseigner aux peuples de l'Amérique la manière de défricher leurs terres, la plantation de leurs vivres, la manière d'élever des chèvres et des cochons ¹, » « si cette Compagnie, écrit M. de Paty, avoit été gouvernée par des gens de commerce, au lieu d'être régie par des gens d'affaires, elle seroit une des plus florissantes de l'Amérique; au lieu que, ayant été régie par des gens d'affaires, ils y ont donné peu d'attention, outre que ces messieurs sont dans l'usage que, quand ils mettent un écu dehors, ils le voient revenir au bout de l'an avec trois autres en croupe. Il n'en est pas de même des colonies que l'on établit. Il faut semer pendant dix ans pour faire une ample récolte... Ils ont un faiseur de mémoires à Paris, qui s'est imaginé qu'il suffit d'envoyer des mémoires pour entretenir une colonie.... Il faut que ce faiseur de mémoires soit d'une ignorance crasse sur les affaires de l'Amérique. De trois cents et tant de mémoires, il n'y en a pas un seul qui se puisse mettre en pratique. Il propose de raffiner les sucres en pains carrés comme des briques de savon. Il faut demander à tous les raffineurs de France si cette méthode est praticable. Il veut enseigner aux habitants le défrichement de leurs terres, et pour mettre cette méthode en pratique, trente nègres ne feroient pas l'ouvrage de deux. Il veut enseigner la méthode de planter des patates. Si on la pratiquoit, on n'en recueilleroit jamais de fruits. Il veut que l'on sache combien un nègre doit manger de patates par jour. Il y a des patates qui sont grosses comme les deux poings et il y en a d'autres qui ne sont pas plus grosses que le pouce ². » Veut-on savoir d'ailleurs le résultat final des opérations de la Compagnie en ce qui touche la question qui nous intéresse en particulier, la question de peuplement? La Compagnie s'était engagée à transporter quinze cents blancs et trois mille nègres dans l'espace de cinq ans et, après les cinq ans, cent blancs et deux cents nègres tous les ans. Or, un mémoire de 1717 des habitants du quartier du fonds de l'Ile-à-Vache constate qu'à cette date la Compagnie n'a introduit à Saint-Domingue que quatre cents blancs au lieu de deux mille neuf cents et que des cinq mille trois cents nègres

¹ Lettre de M. de Paty, de l'Artibonite, du 28 avril 1719 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XVI).

² Lettre de M. de Paty, du fort Saint-Louis, 21 juin 1719 (*Ibid.*).

qu'elle devait fournir, elle n'a pas importé la moitié ¹. Il faut avouer qu'il serait difficile, après cela, de voir dans l'établissement de la Compagnie de 1698 le plus brillant effort colonisateur de la monarchie à Saint-Domingue. Et y a-t-il lieu de s'étonner de la joie qui salua l'écroulement de cette Compagnie en 1720 et le retrait définitif de son privilège fait par l'État en 1724 à la Compagnie des Indes, qui lui avait succédé dans l'île ?

Mais si ses pratiques commerciales, aussi bien que la protection accordée par elle aux Compagnies, ne doivent valoir décidément que des critiques à la monarchie, par quoi donc, au point de vue qui nous occupe, méritera-t-elle nos éloges ? Très franchement, je répondrai que ces éloges ne me semblent pouvoir mieux s'adresser qu'au dernier des trois principes dont s'inspira notre ancienne politique coloniale, je veux dire à sa méthode de peuplement, ou plus explicitement à la très réelle et féconde activité qu'au temps où nous sommes arrivés, elle sut déployer en faveur de l'émigration humaine opposée à cette émigration des capitaux que si excessivement on veut souvent qu'elle ait réalisée par le moyen des Compagnies. Sans même parler — ce n'est point ici le lieu — de son constant souci de multiplier aux îles « l'espèce des nègres esclaves, » c'est-à-dire, en somme, d'y multiplier la main-d'œuvre nécessaire au développement de la culture en des colonies de plantations — politique qui, nous le verrons, quelque paradoxal que cela puisse paraître, ne fut pas, comme on le prétend trop souvent, la cause première de la ruine de Saint-Domingue — mais à envisager seulement la ferme impulsion qu'il donna à l'émigration de ses nationaux, il faut ici, en effet, reconnaître bien haut le mérite de l'ancien régime. Au moment où, comme je le remarquais, semblait tari le flot d'émigration du xvii^e siècle, l'objectif du gouvernement devait être de parer quand même au peuplement de ses nouvelles colo-

¹ P. Bonnassieux, *Les grandes Compagnies de commerce. Étude pour servir à l'histoire de la colonisation*. 1892, in-8, p. 419.

² La concession retirée le 2 avril 1720 à la Compagnie de 1698 fut attribuée le 10 septembre suivant à la Compagnie des Indes (Voir l'arrêt du Conseil, du 10 septembre 1720, dans Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. II, p. 692-696). Mais les troubles que cette nouvelle cession occasionna entraînèrent sa révocation en 1724, et depuis lors il ne fut plus question de Compagnie à Saint-Domingue (Petit, *Droit public des colonies françaises*, 1771, t. I, p. 91 et suiv.). Beaucoup d'auteurs voient dans ce fait, avec raison, me semble-t-il, l'une des causes de la prospérité inouïe de Saint-Domingue.

nies, d'empêcher, coûte que coûte, qu'elles fussent désertées. A cela le gouvernement ne manqua pas, et de cela Saint-Domingue nous offre un très vivant et très saisissant exemple.

Autant on a exalté la protection bienfaisante, dit-on, accordée par notre ancienne monarchie aux Compagnies coloniales, autant on a injustement rabaisé son système de peuplement. Ce système consista, on le sait, en une sorte d'enrôlement obligatoire des colons, de racolement forcé des émigrants opéré parmi les éléments jugés inassimilables de la population métropolitaine : gens sans moyens d'existence ou sous le coup de poursuites, débiteurs insolvables, aventuriers, individus véreux et tarés qu'on dirige de force sur les colonies, ou à qui l'on montre le chemin de l'émigration comme la seule route qui leur reste ouverte ; application, en somme, de cette idée, dont il est difficile de contester la justesse, que ce qui importe à un moment donné, c'est moins la qualité que la quantité des nationaux qui doivent aller au loin représenter le pays. L'on n'ignore pas, d'ailleurs, quelles virulentes apostrophes a soulevées ce procédé de l'ancien régime, et les belles phrases faites sur les rafles ordonnées par Law et Choiseul pour peupler la Louisiane et la Guyane, erreurs qui, affirme-t-on, ont plus fait pour ruiner l'avenir colonial de la France que le traité de 1763 ¹ ! Mais peut-être, en parlant ainsi, n'a-t-on pas assez réfléchi qu'il n'y eut, dans ces deux cas toujours cités, que la mise en pratique hâtive et exagérée d'un principe qui, poursuivi d'une façon plus raisonnée et plus régulière, put donner ailleurs, comme par exemple à Saint-Domingue, des résultats tout autres ².

¹ Léon Deschamps, *Histoire de la question coloniale en France*, 1891, p. 241.

² Je sais bien que je soutiens là une opinion très hétérodoxe et condamnée par nombre d'auteurs. « Il est une mesure, écrit notamment M. Chailley-Bert, qu'on a louée ici et là critiquée, qui me semble à moi détestable : c'est celle qui a consisté à envoyer même par force aux colonies les vagabonds et les criminels de droit commun » (Chailley-Bert, *Op. cit.*, p. 70). Cependant ces mêmes auteurs vantent volontiers à l'occasion le « système des engagés, » et approuvent les encouragements donnés par l'État à l'émigration de ces individus qui acceptaient par avance de se mettre pendant trois ans, ou trente-six mois (d'où leur sobriquet de *Trente-six mois*), au service d'un colon, moyennant les frais de leur passage et le versement d'une somme fixe à leur libération. Or, il faudrait une bonne fois s'entendre sur ces engagés et le monde où ils se recrutaient d'ordinaire. Sous le prétexte que des gens comme le chirurgien Esquemeling ou comme Raveneau de Lussan ont été des engagés, on se représente volontiers ces gens-là comme des « nationaux » très hono-

Manquant du recul nécessaire pour juger de la politique de leur gouvernement, les représentants de la France à Saint-Domingue, au commencement du XVIII^e siècle, ne le cèdent guère généralement, en leurs doléances, aux plus farouches détracteurs de Law et de Choiseul. Leur correspondance en fait foi. Elle s'exhale en continuelles lamentations sur les envois qui leur sont faits de France. « Il ne vient du royaume, écrit l'un d'eux, que des misérables sans chemise que la contagion tue ou accable, » ou bien « des gens impropres : les uns usés de vieillesse et de débauche, les autres prisonniers, les autres enfants à charge aux familles par la crainte que leurs méchantes inclinations ne les exposent au supplice ¹. » « Ces peuples, mande un autre, sont un ramas de garnements de toutes les provinces,

rables, auxquels il ne manquait que la fortune pour réaliser leurs rêves de colonisation. En réalité, Esquemeling et Ravenau de Lussan ne paraissent avoir été, l'un qu'un « amateur, » l'autre qu'un fils de famille en quête d'aventures ; ce qu'il dit de lui-même le prouve assez (Ravenau de Lussan, *Op. cit.*, p. 1 et suiv.). La plupart des engagés étaient en effet au-dessous, très au-dessous de ces deux types (Cf., ci-après, l'appréciation qu'en donne un gouverneur de Saint-Domingue). Au vrai, beaucoup n'étaient pas autres que ces vagabonds sur le sort desquels on s'apitoie et dont on condamne d'ordinaire sur un ton si indigné la relégation, et beaucoup ne devaient pas appartenir à une catégorie sociale très différente des hommes racolés pour l'armée, puisqu'une ordonnance du Roi, du 17 novembre 1706, constate que « la levée des engagés est devenue difficile par les recrues qui se font en ce moment pour les armées » (Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. II, p. 83-84). Cf. dans Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. I, p. 220-221, un arrêt du Conseil de la Martinique, du 16 février 1671, qui condamne des vagabonds à servir comme engagés. Dès lors, tous les éloges que l'on accorde au système des engagés peuvent aller au système de peuplement qui fut celui de l'ancien régime et qui serait, même de nos jours, j'ose le dire, le meilleur à adopter au point de vue des intérêts de nos colonies... et de la métropole, si nous prétendions encore créer des colonies de peuplement, ce à quoi nous avons renoncé, fort sagement du reste, disent quelques-uns.

A condamner le système de la transportation de force, il ne faudrait pas exagérer, d'ailleurs, comme le fait M. Pauliat. Cet auteur se déclare, — à contre-cœur évidemment, — hostile à ce système favori de la monarchie. « Il n'est pas besoin de dire, remarque-t-il, quels déplorables colons ces malheureux [les *récidivistes*] devaient faire, lorsqu'on les avait envoyés aux colonies et qu'ils étaient remis en liberté après cinq ans de galères. » Pourtant, ajoute-t-il, « il est probable qu'ils durent être la pépinière où se recrutèrent ces hommes de sac et de corde auxquels on donna à cette époque [vers 1661, si j'entends bien] le nom de boucaniers et de filibustiers et qui, pendant près de soixante ans, vécurent en véritables forbans dans les Antilles » (Pauliat, *Op. cit.*, p. 282. C'est donner là aux boucaniers et aux filibustiers de Saint-Domingue une bien peuglorieuse et bien récente origine.

¹ Lettres de Du Casse du 1^{er} septembre 1698 et du 13 janvier 1699 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. IV).

sans éducation et sans connaissance de leurs devoirs ¹. » « Certes, renchérit un troisième, les colonies n'ont pas coutume de se peupler par gens de mœurs bien épurées, » mais « ici il ne se trouve que gens ramassés de toutes parts que le libertinage et quelquefois de mauvaises actions contraignent d'y reléguer ². » Et tous de conclure : il nous faudrait des artisans, de bons paysans de France, et on ne nous envoie que le rebut de la population, « la Cour regardant ce pays comme une décharge des libertins du royaume.... Il vaudrait mieux y faire passer des gens d'honneur, afin de pouvoir corriger, par leurs exemples et leurs bonnes actions, les malheureuses dispositions de la plus grande partie de notre jeunesse, portée naturellement au libertinage plus qu'en tout autre pays du monde, tenant en cela, tant du côté paternel que du maternel, de leurs premiers parents fondateurs de la colonie ³. » Mais si certes il était louable de souhaiter des éléments de colonisation plus honorables, il eût été juste aussi de reconnaître que paysans et ouvriers, « gens d'honneur et de vertu, » restant indifférents aux avantages de l'émigration — les documents sont là pour le prouver ⁴ — la politique du gouvernement était ce qu'elle pouvait être, et avant de condamner sur ce point les procédés de l'ancien régime, nous devons, nous, modernes, ne pas oublier que c'est à des procédés analogues que les Anglais doivent aujourd'hui l'Australie ⁵.

Un seul, peut-être, parmi les premiers gouverneurs de Saint-Domingue, semble avoir entrevu les résultats que devait produire à la longue un système trop décrié. Ce gouverneur était, il est vrai, Du Casse. Sans doute, pas plus que les autres, il ne s'abstient, à ses heures, de plaintes et de protestations. « C'est un hasard, écrit-il en 1699, quand un engagé projette un éta-

¹ Lettre de M. Joseph Donon de Galliffet, lieutenant de roi au Cap, du 22 juillet 1699 (*Ibid.*).

² Mémoire de J.-J. Mithon, premier intendant de Saint-Domingue, du 6 janvier 1712 (*Ibid.*, vol. IX).

³ Lettre de MM. de Sorel, gouverneur, et François de Montholon, intendant, de Léogane, 13 juillet 1722 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XX).

⁴ Cf. notamment la lettre de Du Casse du 10 mars 1700 (*Ibid.*, vol. V). — Un mémoire du même, du 12 juillet 1692, constate qu'un ouvrier gagne à Saint-Domingue un écu par jour (*Ibid.*, vol. II). En 1724, un charpentier se paie 10 livres par jour.

⁵ Paul Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*, p. 256.

blissement. Les gens qu'on nous envoie sont si rebutés du travail de la terre et de la misère qu'ils ont soufferte, qu'ils prennent volontiers tout autre parti par préférence. » Pourtant, ajoute-t-il, « les îles se formeront de cette manière, par une suite de temps considérable ; la succession de vingt hommes en établira un, et insensiblement elles deviendront florissantes ¹. » C'est bien, en effet, ce qui se réalisa, et assez vite. Mais il faut avouer que, comme je le disais, la quantité des colons est très disproportionnée à leur qualité, et que c'est vraiment un singulier monde que celui qui, pendant la première moitié du XVIII^e siècle, se superpose ainsi peu à peu au monde déjà si étrange des flibustiers et des boucaniers. Un coup d'œil jeté sur cette société nous en convaincra, et ce coup d'œil, il serait dommage assurément de nous en priver.

« De tous les besoins de la colonie, écrit un gouverneur, il n'y en a point de plus pressant que d'établir des prisons et des geôliers, » car, ajoute-t-il, « il faut ici tenir aux gens le cordeau roide ². » Ne voyons là aucune exagération. Les mêmes choses nous sont confirmées par d'autres. « Tout le monde à Saint-Domingue, dit M. de Galliffet, en 1701, court à ses propres affaires ou à ses plaisirs, préférablement au service, et l'habitude de ce procédé-là estant établi en règle estimée si juste qu'on passeroit pour tyran si on entreprenoit de le changer en religion, en discipline, en justice et en police, on ne peut imaginer un pays plus licencieux ³. » L'on se doute d'abord que, même transformés en habitants, beaucoup de flibustiers n'ont répudié complètement ni l'esprit ni les mœurs de leur ancienne profession. Je le disais tout à l'heure, certains ne répugnent nullement à reprendre à l'occasion leur première manière de vivre, et cela forme une population amphibie ⁴, c'est bien le cas de le dire, de mœurs extrêmement libres. Il n'est pas un habitant qui refuse une avance à un flibustier ou qui, du moins, ne lui accorde toute sa sympathie. « On ne sauroit croire en

¹ Lettre de Du Casse, du 1^{er} mars 1699 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. IV).

² Lettre de Du Casse, du 27 juin 1698 (*Ibid.*).

³ Lettre de M. Joseph de Galliffet, gouverneur intérimaire de la colonie, du 15 mai 1701 (*Ibid.*, vol. V). Galliffet mourut à Paris en 1706 (Charlevoix, *Op. cit.*, t. IV, p. 208).

⁴ Le mot est de Burney, *History of the buccaneers of America*, p. 40.

effet, écrit un gouverneur, l'indulgence qu'on a ici pour les forbans. On les y regarde comme on regarde en France la jeunesse qui s'enrôle pour faire une campagne. Une partie des anciens habitants a fait ce métier. Tout le monde leur donne retraite et protection ¹. » Quant aux boucaniers, s'ils ont diminué dans de plus notables proportions que les flibustiers, ils subsistent encore en groupes isolés, vivant par bandes dans les bois sous le nom de « gens des bois, » « garçons chasseurs et volontaires, » « gens fort libertins, accoutumés à la débauche et à vivre indépendants ². »

A ce fond de la population primitive viennent donc, comme je le disais, s'adjoindre peu à peu les arrivants d'Europe. Or, à voir quels ils sont, on ne trouve pas forcée l'indignation des gouverneurs à leur endroit. Ce sont d'abord les « engagés, » c'est-à-dire ces misérables dont chaque navire en partance se charge et qui, n'ayant pas les moyens de payer leur passage, acceptent par avance d'être, à leur arrivée, vendus en quelque sorte pour trois ans à des habitants qui les traitent aussi durement que leurs esclaves et ne leur remettent, leur temps fini, qu'une indemnité dérisoire, « gens qu'on prend sous les halles, fainéans qui s'abandonnent au moindre mal ³ » et que le métier de « régaleur, » c'est-à-dire de vagabond, tente beaucoup plus que le travail de la terre ⁴. On pourrait espérer mieux d'une autre catégorie d'émigrants : les protestants. Mais il paraît n'en être venu que bien peu à Saint-Domingue. En 1687 seulement, j'en vois débarquer 58 ⁵. Et sait-on en quelle compagnie ils arrivent ? En compagnie de 18 forçats condamnés à vie, de 12 qui

¹ Lettre de M. de Galliffet, du 15 mai 1701 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. V).

² Mémoire de M. de Gabaret, chef d'escadre du Roi, du 4 juin 1671 (*Ibid.*, vol. I). Cf. : Lettre de M. de Cussy, du 3 mai 1688 (*Ibid.*) ; lettre de M. de Charritte, lieutenant de roi au Cap, du 22 décembre 1711 (*Ibid.*, vol. IX). En 1736, il se trouve encore de ces « gens des bois ou chasseurs » dans le quartier du Cap (Lettre du marquis de Fayet, du 12 juin 1736. *Ibid.*, vol. XLIII).

³ Lettre de Du Casse, du 10 novembre 1693 (*Ibid.*, vol. II).

⁴ « Entre la baie de Saint-Marc et les montagnes, écrit M. de Cussy, vivent 160 chasseurs, qui font subsister la plus grande partie des habitants du Cul-de-Sac.... Mais, parmi eux, il y a des jeunes gens sortis d'engagement appelés *régaleurs* ou *fénians*, lesquels, aussitôt qu'ils ont gagné une arme, se mettent parmi les chasseurs, sur la chasse desquels ils s'attendent pour vivre sans s'ingérer d'en aller chercher eux-mêmes » (Lettre de M. de Cussy, du 3 mai 1688. *Ibid.*, vol. I).

⁵ *Ibid.*

n'ont pas fini leur temps et de 20 faux-sauniers. Ce sont là, du reste, ordinaires envois, En 1686, M. de Cussy, prenant livraison de 150 galériens : « J'en aurois eu 300, écrit-il, que je les aurois placés ; ce sont des gens industriels et les habitants sont fort contents d'eux ¹. » Ce qui, soit dit en passant, jette un jour assez singulier sur une population susceptible de se contenter d'un tel cadeau ! Un honnête homme est d'ailleurs exposé, à Saint-Domingue, à bien des promiscuités de ce genre, sans même s'en douter quelquefois. Voici, par exemple, un galérien évadé, dont on ne découvre la véritable qualité que longtemps après son établissement, et qui est devenu d'ailleurs un citoyen si honorable et si riche qu'il peut acheter sa grâce 10,000 livres, « lesquelles 10,000 livres, mande le gouverneur, M. de Sorel, seront employées à bastir des prisons au cul de sac ². » On ne pouvait donner à ces fonds une meilleure affectation. Un autre, condamné à mort par contumace et exécuté par effigie, acquiert dans l'île, où il s'est réfugié, un joli bien, et meurt possesseur de vingt-deux nègres, sans avoir jamais été inquiété ³. Le gouvernement ferme d'ailleurs les yeux aussi bien que les habitants, et, pour éviter les poursuites, il suffit à un autre criminel de changer de nom ; « bien qu'il soit connu de tout le monde dans son quartier », il est suffisamment protégé par cette simple modification d'état civil ⁴. Qu'on joigne à ces étranges colons les jeunes gens que leurs familles expédient à Saint-Domingue, n'en sachant plus que faire, comme ce M. de Bragelonne envoyé par ses parents, « qui ne devroient jamais le rappeler, n'y ayant pas un pays au monde de si méchant exemple ⁵, » ou comme ce M. Le Roy de Valleroy qui, venu à Saint-Domingue en 1710, est successivement maçon, charpentier, précepteur, économiste, titulaire d'une « bandollière » de maréchassée, se fait voiturier et colporteur, tient les comptes d'un cabaretier et finit par s'engager, pour désertre en 1728 ⁶ ; — qu'on y ajoute les soldats libé-

¹ Lettre de M. de Cussy, du 13 août 1686 (*Ibid.*, vol. I). Cf. la lettre du même, du 13 août 1689 (*Ibid.*, vol. II).

² Lettre du marquis de Sorel, du Cap, le 1^{er} août 1719 (*Ibid.*, vol. XVI).

³ Lettre de M. de Rochallart, gouverneur, du 25 août 1730 (*Ibid.*, vol. XXXII).

⁴ Lettre de M. Maillart, intendant, du Petit-Goave, août 1744 (*Ibid.*, vol. LXV).

⁵ Lettre de Du Casse, du 12 juillet 1692 (*Ibid.*, vol. II).

⁶ Lettre de M. Duclos, intendant, avril 1728 (*Ibid.*, vol. XXVIII).

rés ou déserteurs, qui presque tous se font « chasseurs, » et qui sont nombreux, à en juger au moins par les continuels envois faits par les gouverneurs à la Cour de procédures de désertion ; — qu'on mette en ligne de compte, enfin, les nègres libres et les mulâtres, « qui sont encore, écrit un gouverneur découragé, ce que nous avons ici de meilleur ¹, » et l'on ne taxera pas d'exagération, je pense, les constatations de M. de Brach, lieutenant de roi à Léogane, qui écrivait en 1700 : « Il n'y a aucun homme dans cette colonie qui ne se croie plus que nous officiers du Roy, quoiqu'ils ne soient pour la plupart que des engagés, banqueroutiers, ou gens de sac et de corde, galériens qui se sont sauvés ici ou y ont esté envoyés, gens sans honneur et sans vertu ². »

En fait, l'esprit et les mœurs de cette population sont ce qu'on peut supposer, exécrables.

L'esprit, d'abord, et il faut tout le sang-froid des gouverneurs pour prévenir de continuels soulèvements. « Cette colonie, mande Du Casse, n'ayant esté formée que selon le caprice de chaque particulier, elle a subsisté dans le désordre ³. » Les habitants de Léogane sont complètement indisciplinés, ceux du Cap « sont des brigands qui ne reconnoissent ni l'autorité ni la raison ⁴. » En un mot, l'insolence et la mutinerie sont partout. La liberté du commerce et la suppression des Compagnies sont bien les prétextes invoqués lors des révoltes de 1670 et de 1722, mais là-dessous couve autre chose. En 1670 déjà, d'« étranges discours » circulent dans l'île sur l'oppression où sont réduits les habitants ⁵. « Ce n'est plus seulement contre la Compagnie qu'en ont ces peuples, écrit d'autre part M. de Sorel, en 1723, c'est contre l'autorité du Roy ; ils demandent l'exemption de tous droits, le commerce ouvert avec toutes les nations et une li-

¹ Lettre de M. de Fayet, gouverneur, du 13 décembre 1736 (*Ibid.*, vol. XLIII).

² Lettre de M. de Brach, lieutenant de roi à Léogane, août 1700 (*Ibid.*, vol. V).

³ Rapport de Du Casse, de 1692 (*Ibid.*, vol. II).

⁴ Rapport de Du Casse, du 15 mai 1691 (*Ibid.*).

⁵ L'esprit des nouveaux colons est, du reste, aussi mauvais que celui des anciens. Dans son mémoire de septembre 1671 : « Les derniers arrivés, rapporte Ogeron, ont dit que la révolte n'auroit pas été vaincue, s'ils avoient été là » (Mémoire d'Ogeron, de septembre 1671, envoyé à Colbert par Renou, major du gouvernement de la Tortue. *Ibid.*, vol. I).

berté républicaine ¹. » En 1693, année de la plus grande cherté du pain à Paris, un certain Le Febvre « disoit dans une auberge de la capitale que, s'il avoit seulement cinquante hommes capables de révolution comme lui, il feroit bien donner du pain au peuple. » Ce Le Febvre, maintenant citoyen de Saint Domingue, est l'un des principaux meneurs du désordre et l'on peut juger des autres par celui-là ².

Avec de telles dispositions, on le comprend, tout est prétexte à insurrection. En premier lieu, donc, les réglemens commerciaux. Et s'il faut avouer que sur ce point le protectionnisme étroit du gouvernement donne quelque légitimité au mécontentement des colons, il faut reconnaître aussi l'incroyable mépris de toute autorité avec lequel ceux-ci prétendent imposer leurs revendications, ne reculant ni devant le meurtre ni devant l'incendie pour les faire triompher ³.

Autre sujet constant de révolte : l'établissement et le paiement des impôts. Les deux conseils supérieurs de Léogane et du Cap prétendent avoir la liberté de consentir l'impôt comme représentants des habitants « auxquels ce privilège a été donné en considération de la conquête que leurs pères ont faite de l'île par leurs propres armes ⁴. » Cet impôt n'étant qu'une sorte de don gratuit, chacune des séances des Conseils où il s'agit de le fixer est marquée par des scènes tumultueuses, et s'achève généralement dans un concert d'injures atroces à l'adresse du gouverneur et de l'intendant. Et le pouvoir doit bien souvent s'incliner, car à la moindre velléité de résistance, la canaille, dont est abondamment pourvu le pays, fait cause commune avec les Conseils, organise de bruyantes protestations, affiche partout des placards, ameute les habitants le dimanche. Que gouverneurs et intendants tiennent bon, il est d'ailleurs un autre genre de protestation, c'est de ne pas payer, et la chose est

¹ Lettre de MM. de Sorel, gouverneur, et de Montholon, intendant, du 20 mai 1723 (*Ibid.*, vol. XXI).

² Lettre des mêmes, du 20 mars (*Ibid.*).

³ Voir l'histoire des révoltes de 1670 et de 1723, dans Charlevoix, *Op. cit.*, t. III, p. 112 et suiv.; t. IV, p. 221 et suiv.; et un curieux récit de celle de 1723 dans [Nougaret], *Voyages intéressans dans différentes colonies*, 1788, p. 185-200.

⁴ Lettre de MM. de Sorel, gouverneur, et Mithon, intendant, du 3 janvier 1720 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XVII).

si courante qu'à peine songe-t-on à s'en étonner. « L'usage est qu'on fasse publication, à la tête des milices, lors des revues, à tous les habitants d'avoir à payer, dans trois mois du jour de cette publication, leurs droits aux receveurs ¹. » Mais c'est là avertissement dont les naïfs seuls tiennent compte, chacun payant quand il veut et payant si mal, qu'en 1733, il est dû ainsi 1,700,000 livres d'arriéré aux caisses publiques ².

Avec aussi peu d'empressement la population s'acquitte d'un autre devoir : le devoir militaire. Cela répond à un trait caractéristique de cette population, son manque d'esprit guerrier et patriotique. Sur ce point, gouverneurs et intendants ne tarissent pas. Tous constatent « le peu de goût que l'on a pour la guerre dans la colonie, » et combien Saint-Domingue diffère, à ce point de vue, des îles du Vent ³ ; cela de très bonne heure. « La garde ordinaire de la milice, écrit, dès 1702, M. de Galliffet, est insupportable aux habitants qui, pour s'y soustraire, émigrent dans les quartiers écartés ⁴. » Ces sentiments se traduisent dans l'attitude des miliciens. « De tous les peuples qui sont au monde, mande Du Casse à son gouvernement, ceux qui composent cette colonie sont les plus mal disciplinés. Je les ai vus sous les armes comme dans une foire, n'ayant pas le moindre principe de discipline, tous nuds pieds, sans espées et des fusils mal en ordre.... Je ne me flatte pas de leur inspirer de la vertu ni de l'honneur ; il en est peu qui le cognoissent ⁵. » Cinquante ans après, les choses n'ont pas beaucoup changé, ni la discipline fait de grands progrès, puisqu'à la revue des milices du quartier des Vases, M. Binau, aide-major de Léogane, « faisant l'instruction, » un milicien, nommé Milon, ne craint pas de sortir des rangs, criant : « A bas Binau ! A moi les garçons ! Faisons M. Nodel notre capitaine ⁶ ! » Qu'attendre du reste de gens qui, à chaque instant, « comparent le sort et la fortune des colonies angloises

¹ Lettre de Charles Brunier, seigneur de Larnage, capitaine des vaisseaux du Roi, gouverneur, et de Simon-Pierre Maillart, intendant, du 15 mars 1742 (*Ibid.*, vol. LXI).

² Lettre de M. de Fayet, du 24 novembre 1733 (*Ibid.*, vol. XXXVII).

³ Voir notamment les lettres de M. de Larnage, des 8 août, 30 juin, 31 octobre 1744 (*Ibid.*, vol. LXIV) et 15 mars 1746 (*Ibid.*, vol. LXIX).

⁴ Lettre de M. de Galliffet, de Léogane, 22 novembre 1702 (*Ibid.*, vol. VI).

⁵ Rapport de Du Casse, du 15 novembre 1691 (*Ibid.*, vol. II).

⁶ Lettre de MM. de Larnage et Maillart, du 12 juin 1741 (*Ibid.*, vol. LIV).

auxquelles la guerre n'apporte la moindre altération, par le moyen des nombreuses escadres qui y sont permanentes, avec l'anéantissement total des leurs, et la destruction presque entière de notre commerce ¹ ; » qui, « à l'approche des plus petits canots, amis ou ennemis, ne cherchent qu'à sauver leurs nègres et leur bagage dans les bois, sans s'embarrasser de la garde du pays, qu'ils abandonnent à la discrétion de la plus faible troupe qui se présente ² ; » « qui laisseroient faire les Anglois, si ceux-ci leur promettoient de ne pas troubler leurs propriétés ³. » — Les flibustiers eux-mêmes, qu'on estimerait avoir dû être animés, à l'origine au moins, de sentiments plus nobles, ne semblent pas se distinguer beaucoup des autres. « Si même ils avoient connaissance, écrit Du Casse, que la colonie deust estre attaquée, ils ne rentreroient pas pour cela.... et sans le mal qu'ils font aux ennemis, il seroit très avantageux qu'il n'y en ait aucun dans ceste colonie ⁴. » Car, il ne faut pas s'y tromper, c'est « leur seul libertinage qui les guide et les attire partout où ils trouvent du vin et des femmes ⁵ ». « Les flibustiers ne sont plus flibustiers, mais pirates écumeurs de mer ⁶. » Si bien que, pour obtenir d'eux un service quelconque, il faut bientôt les payer. Une ordonnance de MM. de Choiseul et Mithon, du 9 septembre 1709, promet 600 piastres, une fois données, ou 150 livres de rente viagère aux « boucaniers ou flibustiers » qui combattront pour la France ⁷, et cette perspective de pouvoir se dire un jour flibustier en retraite ou boucanier pensionné ayant paru probablement trop lointaine et aléatoire à nos hommes.

¹ Lettre de M. de Larnage, du Petit-Goave, du 28 octobre 1744 (*Ibid.*, vol. LXIV).

² Lettre de M. Louis-Marin Buttet, major à Saint-Louis, du 13 avril 1747 (*Ibid.*, vol. LXXI).

³ Lettre de M. Maillart, intendant, du Fort-Royal, 13 mai 1748 (*Ibid.*, vol. LXXIII). « La milice bourgeoise, écrit vers la même date M. Dubourg, juge à Léogane, ne doit point être mise en ligne de compte bien importante pour la défense des foris et batteries, pas même pour celle d'un autre cartier que le leur. Ancor, je ne sçay, Monseigneur, comme ils s'en tireroient si l'attaque estoit opiniastre. Il y a quelques braves gens parmi eux, mais le nombre en est si petit qu'il ne vaut pas la peyne d'en parler » (Lettre de M. Dubourg à M. de Conflans, gouverneur, 28 mai 1748. *Ibid.*, vol. LXXIII).

⁴ Lettre de Du Casse, du 10 novembre 1693 (*Ibid.*, vol. II).

⁵ Du même, du 2 février 1697 (*Ibid.*, vol. III).

⁶ Du même, du 19 mars 1700 (*Ibid.*, vol. V).

⁷ Ordonnance du comte de Choiseul-Beaupré et de M. Mithon, du 9 septembre 1709 (Moreau de Saint-Méry, *Lois....*, t. II, p. 166-167).

l'intendant Maillart, en 1747, le temps ayant marché, propose de leur accorder des avantages plus immédiats. On n'obtiendra rien d'eux, écrit-il, si l'on ne consent « à payer tous les six jours 6 livres, faisant une piastre à chaque flibustier, frère de la coste et autres gens de mer, par forme de prêt et avance pour leur solde ; à leur faire distribuer la ration en pain frais ou biscuit, viande fraîche ou viande salée, poisson ou légumes ; à donner même ration aux capitaines de flibustiers, et en outre 3 escalins, faisant 45 sols, par jour de solde ¹. » Quand on voit la triste décadence à laquelle sont réduits ceux dont les glorieux prédécesseurs avaient fondé la colonie, on peut aisément se figurer quelle est la valeur guerrière du reste de la population !

A l'esprit public — civique ou militaire — de cette population répondent des sentiments et des mœurs tout à fait à l'unisson. Ces gens-là n'ont qu'une idée : faire fortune, et faire fortune au plus vite. « La plupart des habitants, écrit l'intendant Saint-Aubin, en 1731, ne songent qu'à travailler à acquérir du revenu pour se retirer ensuite en France ². » « Les privilèges et les distinctions, écrit de même un peu plus tard le gouverneur, M. de Larnage, ne sont point l'attrait de nos colons ; ils n'en sont point susceptibles, n'étant réveillés que par leur intérêt... Chacun ne pense qu'à gagner, fût-ce et surtout au détriment du voisin ³. » En fait, l'on est étonné des fortunes qui s'édifient en moins de deux générations. En 1701, « il y a dans l'île trente-cinq sucreries roulantes, vingt autres prêtes à rouler dans trois mois, et quatre-vingt-dix de commencées ⁴. » En 1752, on compte trois cent six sucreries dans le ressort du conseil supérieur du Cap et deux cent trente trois dans celui du conseil de Port-au-Prince ⁵. Or, en 1699, une sucrerie moyenne rapporte déjà plus de 10,000 écus par an ⁶, et de ce fait la valeur de la propriété augmente dans de telles proportions qu', comme l'écrit M. de

¹ Mémoire de M. Maillart, intendant, 1747 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C⁹, vol. LXX).

² Lettre de M. Tesson de Saint-Aubin, intendant, du Petit-Goave, 27 juin 1731 (*Ibid.*, vol. XXXIII).

³ Lettre de M. de Larnage, de Léogane, 6 novembre 1740 (*Ibid.*, vol. LII).

⁴ Lettre de M. de Galliffet, du 24 septembre 1701 (*Ibid.*, vol. V).

⁵ Mémoire de MM. Dubois de La Motte, gouverneur, et J.-B. Laporte de Lalanne, intendant, du Port-au-Prince, 2 novembre 1752 (*Ibid.*, vol. XC).

⁶ Lettre de M. de Galliffet, du 27 décembre 1699 (*Ibid.*, vol. IV).

Galliffet, en octobre 1700, « on refuse présentement 2,000 écus d'une habitation qui a été achetée, il y a dix-huit mois, 70 écus, et bien qu'on n'y ait fait aucun travail ¹. » 40,000 écus, c'est d'ailleurs ce que dépensent annuellement nombre d'habitants ². Aussi les gouverneurs ne tarissent-ils pas sur la richesse et l'opulence, le luxe et la magnificence des colons. Dès 1730, ils nous dépeignent la large existence que mènent sur leurs habitations les propriétaires, « qui vivent si aisément qu'ils peuvent nourrir du superflu de leur table et du reste du bouillon de leur pot » des parasites sans nombre, dont le toit abrite sans distinction tous ceux qui viennent y demander l'hospitalité ³, dont les femmes, habillées de taffetas et d'étoffes de prix, excitent l'envie et la cupidité de ceux qui arrivent ⁴. « Il est incroyable d'ailleurs, écrit Larnage en 1739, quelle mollesse a engendrée ici la richesse. Personne ne se passe ici de chaise roulante. Il y en a plus de trois mille dans le pays et on voit jusqu'à des ouvriers qui en ont ⁵. » Ce détail est à noter, car justement à cette date il n'y a pas à Saint-Domingue plus de trois mille blancs, chefs de famille ⁶.

Comment se créent si rapides fortunes ? Là-dessus gouver-

¹ Du même, 10 octobre 1700 (*Ibid.*, vol. V).

² « Il y a des subalternes et des habitants à Léogane qui ne dépensent pas moins de 10,000 écus par an » (Lettre de M. de Châteaumorand, gouverneur, du Cap, 15 janvier 1717. *Ibid.*, vol. XIII).

³ Critiquant l'établissement projeté d'une maison de charité à Léogane. « cela ne feroit, écrit l'intendant Saint-Aubin, qu'augmenter le nombre des paresseux et ne pourroit que diminuer la charité des habitants. L'expérience prouve qu'il n'y a pas un pauvre dans cette colonie, qui ne trouve une retraite dans le besoin, et surtout lorsqu'il se présente malade chez un habitant. Nous en avons même plusieurs qui ont assez de charité pour rechercher les malades, et qui en retirent plusieurs dans leurs habitations. Ces endroits sont connus des pauvres gens. Et enfin il n'y a point d'habitant, même ceux qui envisagent l'embarras que causent les malades, qui n'en prenne un chez lui lorsque l'occasion se présente, et cela avec d'autant plus de plaisir que ce n'est pas une dépense pour lui, et particulièrement ceux de la plaine de Léogane qui vivent si largement.... » (Lettre de Saint-Aubin, du Petit-Goave, 27 juin 1731. *Ibid.*, vol. XXXIII). J'ai voulu citer cette lettre, parce qu'elle confirme le fait que j'avance et parce que, aussi, elle fait ressortir un trait honorable de cette population si singulière par d'autres côtés.

⁴ Un des grands griefs des habitants contre les directeurs de la Compagnie des Indes fut ce propos qu'on rapporta d'eux, que « l'on voyoit à Saint-Domingue bien des femmes vêtues de soie et de taffetas qui, dans peu, seroient fort heureuses d'avoir de la toille de halle pour se couvrir » (Lettre de MM. d'Arquyan et Duclos, du Cap, 24 novembre 1722. *Ibid.*, vol. XX).

⁵ Lettre de M. de Larnage, du 28 décembre 1739 (*Ibid.*, vol. L).

⁶ *Ibid.*

neurs et intendants gardent à bon droit un entier scepticisme. « On ne connaît guère, écrivent-ils, la source d'un bon nombre ¹. » La plupart sont sans doute des fortunes agricoles et beaucoup sont dues au travail acharné des premiers colons. Mais combien d'autres dont il ne faudrait pas trop approfondir l'origine ! Cela achève de peindre le singulier état d'esprit de la colonie. Tel ou tel gros habitant n'est pas moins considéré, bien qu'il soit à peu près de notoriété publique que le point de départ de son rapide enrichissement est la fraude de quelque arpenteur qui a volontairement fermé les yeux sur la validité d'un titre de concession ². D'autres doivent leur aisance à pire : comme ce Saint-Martin l'Arada, l'un des plus gros habitants du quartier de l'Artibonite, possédant plus de deux cents nègres, auquel son mariage avec une négresse, propriétaire d'une trentaine d'esclaves, a seul permis de parvenir à la situation qu'il occupe ³ ; ou comme ce Gascard-Dumesny, qui, épousant une négresse de soixante-douze ans, « veuve d'un certain Baptiste Amat, lequel avait laissé à sa négresse un bien de 1 million, » devient, de garçon chirurgien qu'il était, un notable colon ⁴. Mais ceux dont l'élévation apparaît la plus impudente et dont l'espèce se multiplie dans l'île sont les procureurs aux vacances successorales, exécuteurs testamentaires et fondés de procuration des héritiers de France. Sans que ses agissements semblent soulever aucune protestation parmi les habitants, le sieur Mignot, procureur aux vacances à Saint-Marc depuis 1723 jusqu'en 1738, n'a encore rendu en 1742 aucun compte ⁵. « Quant aux exécuteurs testamentaires, écrit l'intendant Maillart, à cette même date de 1742, ils jouissent tranquillement du bien des défunts qui leur avoient donné leur confiance, pour la disposition du bien qu'ils laissoient, la plupart n'ayant même pas écrit aux héritiers de France ni satisfait aux legs portés par les testa-

¹ Lettre de M. Maillart, intendant, du Petit-Goave, 16 mai 1744 (*Ibid.*, vol. LXV).

² « Les concessions, écrit M. d'Arquyan, gouverneur, ont de tout temps été mal données, mal expliquées, mal délimitées.... C'est ce qui cause les troubles et les procès » (Lettre de M. d'Arquyan, du 22 mai 1741. *Ibid.*, vol. IX).

³ Lettre de MM. de Larnage et Maillart, de Léogane, 28 mars 1741 (*Ibid.*, vol. LIV).

⁴ Lettre de M. Le Normant de Mézy, ordonnateur au Cap et subdélégué de l'intendant, 16 janvier 1742 (*Ibid.*, vol. LX).

⁵ Lettre de M. Maillart, intendant, Petit-Goave, 26 avril 1742 (*Ibid.*, vol. LVI).

ments, se contentant de payer les créanciers sur les lieux ; et à l'égard des héritiers qui ont été instruits de leurs successions, ils n'ont pu tirer encore aucun compte de ces exécuteurs sur différents mauvais prétextes ¹. Il en est de même de ceux qui sont chargés des procurations des héritiers de France et qui, après avoir touché tout ou partie des sommes..., n'en sont pas plus fidèles à en remettre le produit.... Une succession de plus de 300,000 livres, dont avoient été chargés deux porteurs de procurations, a été ainsi entièrement dissipée par eux, et si bien qu'ils sont morts tous les deux insolubles. Dans un article du compte qu'on les avoit enfin forcés à rendre, ils disoient avoir employé pour 22,000 livres d'herbes pour leurs chevaux dans les voyages qu'ils prétendoient avoir fait à Léogane ². » Il est courant, d'ailleurs, de voir des « fermiers et des débiteurs de successions » achetant cyniquement des habitations avec les revenus de la succession ³. Et rapportant ce trait d'un « économe » qui, son maître et sa maîtresse étant morts, passe en France et achète 20,000 livres aux héritiers une succession qui en vaut 200,000, « ces choses, ajoute l'intendant Lalanne, se renouvellent ici fréquemment ⁴. »

Sur la « bonne gestion » des fortunes, les idées, on le conçoit, sont aussi larges que sur leur acquisition. La contrebande est, entre autres, la moindre des peccadilles que se permettent les plus notables habitants, contrebande de leurs produits ou contrebande des nègres. Ils s'en excuseraient, s'il en était besoin, sur les mille entraves mises au commerce par le régime de protection et de privilège du gouvernement ; mais combien daignent le faire ! Et lorsqu'il s'agit non plus simplement de contrebande, mais de fraudes sur les ventes, les colons se justifient volontiers en accusant les négociants de leur en donner les premiers l'exemple. Toute source de profits paraît bonne à presque tous. On voit, écrit M. de Fayet, gouverneur en 1735, on

¹ Un nommé Perisse, institué légataire universel d'un certain Cocard, dans le quartier Saint-Marc, au bout de six ans n'a encore ni prévenu la famille du défunt ni payé aucune charge de la succession (Lettre de M. Maillart, du Petit-Goave, 16 mai 1744. *Ibid.*, vol. LXV).

² Lettre de M. Maillart, intendant, du 26 avril 1742 (*Ibid.*, vol. LVI).

³ Lettre de J.-B. Laporte de Lalanne, intendant, du 25 mai 1751 (*Ibid.*, vol. LXXXV).

⁴ Lettre du même, du 28 juillet 1752 (*Ibid.*, vol. XCI).

voit de gros habitants acheter en fraude des nègres aux Anglais, les revendre à terme avec 100 % de bénéfice aux petits habitants. Si le nègre périt, ils poursuivent ces petits habitants qui, ne pouvant payer, abandonnent leur terre ¹. Un autre abus, contre lequel luttent vainement gouverneurs et intendants, est la vente à maison ouverte par les propriétaires d'eau-de-vie de canne, guildive ou tafia, habitude qui est la source de continuels désordres ².

L'extraordinaire absence de tout scrupule et de toute gêne envers qui que ce soit, trait caractéristique de cette population, laisse facilement supposer les mille différends qui surgissent journellement entre ses membres. En fait, il est peu de pays d'un plus mauvais esprit et plus processif. Neuf fois sur dix, ce sont des questions d'argent qui divisent les habitants; car, chose curieuse, en ce pays où l'existence nous apparaît si facile, la question d'argent semble plus irritante que partout ailleurs. C'est que, tout en vivant largement, somptueusement même, ces colons souffrent d'un mal cruel et singulier : le manque d'argent. « La plupart des habitants, écrit M. de Sorel, sont toujours sans argent, quoiqu'ils fassent des revenus considérables ³. » Nous savons déjà la cause de cette apparente contradiction. Il faut la faire remonter à la politique commerciale du gouvernement et au principe maintenu par lui qu'aux Iles tout négoce doit s'opérer par échange. « Dès l'établissement des colonies, marquent MM. de Larnage et Maillart, en 1745, le commerce de l'Amérique n'a été qu'un troc respectif des denrées du pays contre les marchandises d'Europe, dans lequel il n'a jamais dû être question d'argent, puisqu'il ne s'en fait pas dans le pays et que celui d'Espagne, qui est le seul qui y paroisse, n'y vient que par accident ⁴. » Cette lettre de Larnage fait allusion aux réclamations des négociants exigeant leur paiement en numéraire et aux fins de non-recevoir des habitants. Fins de non-

¹ Lettre de M. de Fayet, du Petit-Goave, 24 avril 1735 (*Ibid.*, vol. XLI).

² Voir notamment la lettre de M. de Paty, lieutenant de roi, de Léogane, 11 septembre 1700 (*Ibid.*, vol. V), et celle de M. de Galliffet, du Cap, 20 mars 1701 (*Ibid.*).

³ Lettre de MM. de Sorel et Mithon, Léogane, 28 mars 1720 (*Ibid.*, vol. XVII).

⁴ Lettre de MM. de Larnage et Maillart, du Petit-Goave, 21 avril 1745 (*Ibid.*, vol. LXVI).

recevoir que ceux-ci opposent d'ailleurs à leurs créanciers, négociants ou autres, avec le plus beau sang-froid et la plus entière liberté du monde. « Tous les colons, écrit M. de Fayet, doivent deux fois plus qu'ils n'ont.... Il est d'usage ici, en effet, que, quand on a presté, on ne rend point, que, quand on achète un terrain ou une habitation, on ne la paye jamais 1.... » Les gens s'embarrassent peu de même de remettre les fonds avec lesquels ils ont créé leurs établissements et bien qu'ils y vivent grandement 2. Cela d'une façon si générale qu'une certaine dame Forcade qui, depuis 1739, a fait plus de 360,000 livres de revenu, se trouve, en 1742, n'avoir pas payé un seul de ses créanciers, nombreux pourtant 3. On devine, dès lors, les contestations et les débats quotidiens qu'engendre pareille situation. « Je ne vois, écrit encore M. de Fayet, je ne vois que gens qui demandent après avoir obtenu des sentences et des arrêts du Conseil. Mais si on se présente pour les mettre à exécution, les nègres domestiques travaillent au jardin, et il est défendu de les saisir; on ne garde point de meubles.... Les huissiers sont d'ailleurs des fripons qui prennent des deux mains.... De plus, l'usage des lettres de change et billets à ordre ne porte point les juges à ordonner le par-corps, grand inconvénient pour la colonie, car l'habitant se porte à faire tous les billets qu'on veut, sachant qu'il évitera toujours de payer 4. » Beaucoup de querelles se vident, du reste, ailleurs qu'en justice, et l'on ne compte pas les scènes violentes qui éclatent à tout instant entre créanciers et débiteurs. Pour une question d'intérêt assez minime en vérité, M^{me} de Graff, veuve du célèbre corsaire 5,

¹ Lettre de M. de Fayet, du Petit-Goave, 27 avril 1733 (*Ibid.*, vol. XXXVII).

² Lettre du même, 4 février 1733 (*Ibid.*).

³ Lettre de M. Maillart, intendant, de Léogane, 7 mars 1742 (*Ibid.*, vol. LIX).

⁴ Lettre de M. de Fayet, du Petit-Goave, 4 février 1733 (*Ibid.*, vol. XXXVII).

⁵ « Laurens-Cornille Baldran, sieur de Graff, escuyer, lieutenant de roy en l'isle de Saint-Domingue, capitaine de frégate légère, chevalier de Saint-Louis » (ainsi est-il qualifié dans les pièces officielles), est resté illustre dans les annales de la flibuste. Originaire, dit-on, des Pays-Bas, il avait épousé en premières noces à Tenériffe, en 1674, une certaine Françoise-Pétronille. Mais par sentences successives du juge ecclésiastique de Tenériffe (23 mai 1689), du vicaire général de l'évêché des Canaries (10 février 1690), du vicaire général de l'archevêché de Séville (23 février 1691), il avait obtenu la nullité de cette première union et s'était marié en secondes noces avec Marie-Anne Dieuleveult, originaire de Normandie, le 28 mars 1693 (Cf. Charlevoix, *Op. cit.*, t. IV, p. 56). Il en eut deux enfants, un fils mort en bas âge et une fille,

accoste ainsi dans la rue le chevalier de Galliffet, le traite « de chien, de rouge, » et prenant un balai des mains d'une servante, se précipite sur lui. L'autre tombe sur son adversaire à coups de canne et la lutte reste indécise ¹.

« Il y a ici, constate un gouverneur, il y a ici beaucoup de cervelles épuisées par la boisson et par la fumée du tabac ², » et il semble voir là une excuse à d'aussi étranges mœurs. C'en est bien une en effet, la boisson au moins. Le vin coûte cher : il vaut à certains moments jusqu'à 120 écus la barrique ³. Aussi se rattrape-t-on sur d'autres liquides, sur l'eau-de-vie surtout. Bienheureux temps que celui d'Ogeron ! L'on importait encore la précieuse liqueur ! Dès lors pourtant, le premier gouverneur de l'île se félicitait de l'interdiction du commerce étranger, « ne seroit-ce, dit-il, que pour empêcher l'introduction de l'eau-de-vie, à l'aide de quoi les colons augmentent leurs désordres ⁴. » Cela n'est rien cependant comparé à la consommation d'alcool qui se fait lorsque, les sucreries étant organisées, la colonie se suffit désormais à elle-même. « Il est ordinaire, écrit un intendant, de voir des gens boire cette eau-de-vie, qu'ils appellent guildive, et qui est d'une force et d'une âcreté peu communes, avec autant de facilité et aussi abondamment que l'on boit du vin dans le royaume ⁵. » J'ai dit plus haut que tous les habitants sucriers débitent sans vergogne leurs tafias. Pourtant le nombre des cabarets est déjà respectable. En 1709, les droits payés par eux sont considérés comme un des bons revenus de la colonie, 10,000 livres, alors que le budget en recettes se

Marie-Catherine, âgée de onze à douze ans en 1705. Il mourut le 24 mai 1704 (Arrêt du Conseil d'Etat, qui rend à la dame de Graff et à sa fille les biens du feu sieur de Graff, 9 décembre 1705. Cet arrêt, qui se trouve aux Archives nationales, série E, vol. 1933, a été publié avec quelques erreurs et sous la date du 2 décembre, par Moreau de Saint-Méry, *Lois.....* t. II, p. 42-45). La fille de Graff épousa un M. de Songé; en 1709, je trouve ce gentilhomme tirant sur sa belle-mère, M^{me} de Graff, pour 38,000 livres de lettres de change (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, vol. VIII).

¹ Lettre de M. de Choiseul-Beaupré, de Léogane, 29 août 1708 (*Ibid.*, vol. VIII). L'épithète de « rouge, » injure très courante aux Iles, doit être une allusion.... désobligeante à l'adresse des premiers habitants.

² Lettre de M. de Choiseul-Beaupré à M. de Charritte, du 22 mai 1710 (*Ibid.*, vol. IX).

³ Lettre de M. Maillart, intendant, du Petit-Goave, 10 août 1744 (*Ibid.*, vol. LXV).

⁴ Lettre d'Ogeron, du 23 septembre 1669 (*Ibid.*, vol. I).

⁵ Lettre de Duclos, intendant, du 30 juin 1721 (*Ibid.*, vol. XX).

monte à peine à 60,000 livres ¹. Quarante ans après, ces droits, mis en ferme, rapportent plus de 70,000 livres ². Et il ne s'agit là que des établissements autorisés. Une foule d'autres leur font concurrence, en particulier « les académies où l'on joue des jeux deffendus et où l'on vend du café et des liqueurs ³. » Rien qu'au Cap, il y a dix maisons de cette espèce en 1745, et le nombre s'en multiplie tellement que, dix ans après, il y en a plus du double. Vainement l'autorité s'émeut, fait fermer ces tripots. Contre la fureur du jeu qui emporte les habitants, elle ne peut pas plus lutter que contre leur intempérance. « Les trois-dés, le tapetingue, le passe-dix, les deux, le quinquenove, le mormonique, le hoca, la bassette, le pharaon, le lansquenet, la duppe, le biribi, la roulette, le pair ou non, le quinze, les petits paquets ⁴, » sont les jeux qui passionnent ces aventuriers venus aux Iles dans l'espoir d'une fortune facile et que tente, dès leur arrivée, ce moyen sinon toujours de s'enrichir, au moins quelquefois de subsister.

De la démoralisation qui accompagne ces habitudes d'ivrognerie et de désordres est-il besoin de parler ? Cette démoralisation est à peu près générale. Sur la foi de quelques naïfs auteurs, on pourrait s'imaginer nos colons comme des modèles d'austérité et de continence. On nous dépeint généralement les boucaniers comme se passant habituellement de femmes, et le P. Le Pers les félicite bonnement « de ne point s'embarrasser ainsi d'un meuble inutile, devant être encore plus des soldats que des habitants ⁵. » Ce paraît être de même, pour les gouver-

¹ A cette date, les droits sur l'indigo sont de 38,136 livres, les droits de boucherie de 6,425, les droits des cabarets 9,938, les produits des ventes d'aggrès et munitions de magasins de 4,038, en tout 58,537 livres (*Ibid.*, vol. VIII, *in fine*).

² Lettre de M. de la Porte-Lalanne, du Port-au-Prince, 31 janvier 1751 (*Ibid.*, vol. LXXXVII).

³ Lettre de M. de Montholon, intendant, du Petit-Goave, 10 janvier 1752 (*Ibid.*, vol. XXV).

⁴ Lettre de M. de Vaudreuil, 10 mars 1755 (*Ibid.*, vol. XCVI). — Il n'est pas, du reste, jusqu'aux dettes de jeu qui ne se règlent en nature. En 1706, le Conseil du Cap condamne le sieur Gachet, poursuivi pour dette de jeu par le sieur Saleran, « à payer à ce dernier mille livres de sucre, et en l'amende de mille autres livres de sucre, applicable aux réparations du palais du Cap, et ce, attendu que la dette de 90 barriques est causée par le jeu » (Arrêt du Conseil du Cap, du 4 mai 1706, dans Moreau de Saint-Méry, *Lois*..., t. II, p. 71).

⁵ Le Pers. *Op. cit.*, fol. 253.

neurs, un sujet toujours nouveau d'étonnement que cette rareté de l'élément féminin dans l'île. Adressant à la cour, en 1681, le dénombrement de la colonie, Cussy constate que, contre un nombre de 2,970 Français capables de porter les armes et de 1,000 à 1,200 flibustiers, il n'y a que 435 femmes ¹. — « Nous avons trouvé dans ce quartier du Cap, écrivent d'autre part, en 1684, MM. Saint-Laurent et Bégon, que les habitants n'ont presque point de femmes ². » Plus de cinquante ans après, en 1742, Larnage note encore qu'au fonds de l'île-à-Vache, « sur 120 habitants qu'il a vus placés là, on ne compte que 4 femmes et 3 filles à marier ³. » Mais sans parler des mœurs spéciales que peut nous laisser soupçonner cette disette, ne nous faisons pas illusion sur elle. C'est une disette de femmes blanches dont il s'agit, et l'île semble assez bien pourvue d'espèces d'autres couleurs : d'Indiennes d'abord, « que l'on prend dans les courses et qui deviennent les plus grandes louves du monde, infectant tous les jeunes gens, flibustiers ou autres, en sorte qu'ils sont tous perdus quand ils demeurent un mois avec elles ⁴. » Nos colons sont même gens à se contenter de moins. « Nous ne voyons dans ce pays-ci, écrit M. d'Arquyan en 1713, que négresses et mulles à qui leurs maîtres ont troqué la liberté en échange de leur pucelage ⁵; » et l'intendant Montholon déclare, en 1724, que, si l'on n'y prend garde, les Français deviendront rapidement comme les Espagnols leurs voisins, dont les trois quarts sont de sang mêlé ⁶. De fait, en 1734, M. de Rochallart observe qu'au quartier de Jacmel, à la revue qu'il a passée, il a

¹ Lettre de M. de Cussy, du 29 mai 1681 (*Ibid.*, vol. I).

² Mémoire de MM. de Saint-Laurent et Bégon, du 26 août 1684 (*Ibid.*).

³ Lettre de M. de Larnage, du fonds de l'île-à-Vache, 2 juillet 1742 (*Ibid.*, vol. LVIII).

⁴ Mémoire de M. de Cussy, du 18 octobre 1685 (*Ibid.*, vol. I).

⁵ Lettre de M. d'Arquyan, du Cap, 20 février 1713 (*Ibid.*, vol. X). A en croire, d'ailleurs, la chronique scandaleuse, M. d'Arquyan n'aurait pas été plus que les autres à l'abri de toute faiblesse de ce côté ([Nougaret], *Voyages dans diverses colonies*, p. 206). En 1687, M. de Cussy proposait d'envoyer vendre au dehors les mulâtresses espagnoles, qui causaient le plus de démoralisation dans la colonie (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^e, vol. I). Et en 1713, MM. de Blénac et Mithon écrivent : « Le nombre des garçons est plus considérable que celui des filles, ce qui jette les garçons dans le désordre par des concubinages presque publics avec des négresses et des mulâtresses » (Lettre du 10 août 1713. *Ibid.*, vol. X).

⁶ Lettre de M. de Montholon, de Léogane, 4 octobre 1724 (*Ibid.*, vol. XXIII).

remarqué que « presque tous les habitants sont mulâtres ou en descendent ¹. » Cela nous prouve que les pénalités édictées, dès les premières années de la colonie, contre « les maîtres faisant des enfans à leurs négresses ², » ne furent point très rigoureusement appliquées. Le pouvoir d'ailleurs ne se montre pas toujours impitoyable, à en juger au moins par ce gouverneur qui plaisante agréablement sur les mœurs d'un certain Depas, de Saint-Louis, « qui s'est amusé à faire quelques mâles et femelles à une négresse pour laquelle il a des bontés ³. » L'exemple vient même quelquefois de haut, et à un moment M. de Galliffet, lieutenant de roi au Cap, est menacé d'être inquiété pour s'être violemment emparé d'une négresse, « la plus belle de quatre ou cinq qui le gardent autour de son lit ⁴. » L'amour noir, au surplus, n'inspire pas que des passions illégitimes. La cupidité aidant, j'en ai donné plus haut des exemples, il trouve parfois sa consécration dans le mariage. « Dans quatre mois, écrit M. de Cussy, en 1688, il s'est fait vingt mariages d'habitans avec des mulâtresses ou des négresses ⁵. » « Le désir des biens que l'espèce noire acquiert plus aisément par économie, constate longtemps après un autre gouverneur, déterminera en effet insensiblement tous les blancs qui, sans fortune, passent en ce séjour à en avoir par ces mariages avec des négresses, mariages que les religieux desservant les cures ne font pas difficulté, par principe de religion et souvent par intérêt, de célébrer. Je me figure que devant Dieu ceste espèce est reçue égale à la nostre et on ne peut par des ordres supérieurs empêcher ces unions. Mais je pense que si le Roy déclaroit tous ceux qui feroient ces sortes de mariages et les suittés qui en viendroient inhabiles à posséder aucune charge, et qu'il fut en même temps ordonné de faire servir dans la milice parmi les noirs ceux des blancs qui seroient unis à des négresses ou mulâtresses, ce seroit un frein qui empêcheroit ces sortes d'alliances ⁶. »

¹ Lettre de M. de Rochallart, gouverneur, du 5 juillet 1734 (*Ibid.*, vol. XXXIII).

² Cette décision fut prise par MM. de Saint-Laurent et Bégon en 1684 (*Ibid.*, vol. J).

³ Lettre de M. de Larnage, de Léogane, du 17 juillet 1743 (*Ibid.*, vol. LXI).

⁴ Lettre de M. Auger, gouverneur, 22 mars 1704 (*Ibid.*, vol. VII).

⁵ Lettre de M. de Cussy, du 3 mai 1688 (*Ibid.*, vol. I).

⁶ Lettre de M. de Rochallart, gouverneur, du 5 juillet 1734 (*Ibid.*, vol. XXXIII).

En général, toutefois, les choses ne vont pas si loin, je veux dire jusqu'au sacrement, car « la commodité du libertinage éloigne nombre d'habitans du mariage ¹, » même avec des femmes blanches. Il faut dire à leur décharge que celles qu'on envoie pour peupler la colonie ne semblent pas faites pour les tenter beaucoup ni surtout pour devenir des mères de famille bien exemplaires. Les gouverneurs le constatent trop souvent. « S'il vous plaît, écrit M. de Galliffet au ministre, s'il vous plaît d'envoyer ici cent filles, elles s'y plairont fort, pourvu qu'on n'envoie pas les plus laides de l'Hôpital, comme on a accoutumé ². » « Il seroit à propos, observe plus gravement M. de Pouancey, gouverneur de l'île de la Tortue et de la côte de Saint-Domingue, en 1681, il seroit à propos qu'il vinst icy des femmes, afin d'y attacher des habitans et d'y attacher des ménages ; mais il vaut mieux n'en point envoyer que d'en faire passer de débordées, comme l'on fait. Elles ruinent la santé des hommes et leur causent tant de chagrin que souvent ils en meurent, outre qu'elles font cent autres désordres ³. » « Il nous faudroit au moins 150 filles, mandent de même un peu plus tard MM. de Blénac et Mithon, mais nous vous supplions de n'en faire prendre aucune comme d'ordinaire des mauvais lieux de Paris ; elles apportent un corps aussi corrompu que leurs mœurs, elles ne servent qu'à infecter la colonie et ne sont nullement propres à la génération. On en a fait l'expérience à la Martinique et ici ⁴. » Et en 1743 encore, Larnage, se plaignant qu'on lui expédie des filles « dont l'aptitude à la génération est pour la plupart détruite par un trop grand usage », constate les effets déplorables de cette pratique. « Les vrais colons, dit-il, ne se font que dans le lit. » Or, beaucoup des nouvelles arrivées se livrent à la débauche et ne peuplent point, encombrant ainsi la colonie sans profit ⁵. Il y a bien, il est vrai, un autre groupe dont on pourrait espérer mieux. Ce sont les filles créoles. Mais elles non plus ne semblent pas très portées vers le mariage. « Tout

¹ Lettre de MM. de Larnage et Maillart, du 15 mai 1742 (*Ibid.*, vol. LXI).

² Lettre de M. de Galliffet, du 27 décembre 1699 (*Ibid.*, vol. IV).

³ Lettre de M. de Pouancey, du 30 janvier 1681 (*Ibid.*, vol. I).

⁴ Lettre de MM. de Blénac et Mithon, de Léogane, 10 août 1713 (*Ibid.*, vol. X).

⁵ Lettre de M. de Larnage, du 22 avril 1743 (*Ibid.*, vol. LXI).

d'abord, écrit M. de Charritte, gouverneur du Cap en 1711, ces filles sont pleines d'un si grand mépris pour les garçons qui ont même origine qu'elles, qu'elles préfèrent un homme d'Europe qui n'aura rien à un du pays qui feroit leur fortune, et celui-cy en fait de mesme à l'esgard des filles. J'ajouteray qu'elles ont tant d'ambition et de vanité qu'elles ne veulent des maris s'ils ne leur donnent la qualité de Madame. Voilà, à ce que je croy, assez d'obstacles pour faire connoître qu'il ne tient à moy s'il y a tant de garçons et de filles créoles à marier dans ce quartier; et je pourray en ajouter encore d'autres du côté de celles-cy, si je n'appréhendois de dire que la plupart sont persuadées que la chasteté n'est point une vertu; et s'il y en a quelqu'un que nos missionnaires aient mises dans une autre croyance, elles s'y relâchent facilement à l'exemple de leurs mères, qui ont plus travaillé à l'augmentation de la colonie qu'à son édification ¹. » En somme, conclut M. de Charritte, ce qui vaudrait le mieux peut-être serait de créer des institutions de jeunes filles où celles-ci seraient « sévèrement élevées et contenues » par des religieuses et où s'adresseraient tous ceux qui voudraient épouser d'honnêtes femmes. Projet auquel, quelques années plus tard, revient M. de Sorel. Toutefois, ajoute-t-il, il faudrait que pareilles institutions fussent bien closes et entourées de murailles, car grande est ici la malice des gens ². Et pour achever de peindre le monde féminin de Saint-Domingue, je dirais bien qu'en 1737 l'intendant La Chapelle écrivait à la Cour que sa femme repassait en France, « parce que, dit-il, il n'y a pas au Petit Goave une seule compagnie en femmes qu'elle puisse veoir ³, » si, hélas ! il n'apparaissait bien des documents que la société des officiers, en particulier celle de M. de Rance, déplaisait beaucoup moins à cette dame, et si le pauvre intendant n'était par là même suspect d'un triste et ordinaire aveulement ⁴.

Comment s'étonner, d'ailleurs, de l'état moral du pays, lors-

¹ Lettre de M. de Charritte, lieutenant de roi au Cap, du 23 juin 1711 (*Ibid.*, vol. IX).

² Lettre de MM. de Sorel et Duclos, de Léogane, 26 novembre 1721 (*Ibid.*, vol. XIX).

³ Lettre de M. Daniel-Henry de Besset, seigneur de la Chapelle-Milon. intendant, du Petit-Goave, 28 juillet 1737 (*Ibid.*, vol. XLVI).

⁴ Lettre de M. de Larnage, du Petit-Goave, 22 décembre 1737 (*Ibid.*)

qu'on songe que cette population n'est retenue par rien, ni par la loi religieuse ni par la crainte salutaire de la justice.

Il est incroyable d'abord « quelle indifférence ont les peuples de ces contrées pour le spirituel ¹. » Les rapports religieux sont là pour nous le prouver. Les habitants répugnent ainsi tellement à s'approcher des sacrements qu'il est souvent difficile de trouver pour parrains des individus ayant fait leurs pâques. Aussi beaucoup d'enfants se passent-ils de baptême ou bien sont ondués par dérision dans des repas de débauche ². Une preuve matérielle des dispositions religieuses des colons est, du reste, l'état de délabrement de leurs églises, « qui, en 1711, ne sont pour la plupart que de fourches en terre et couvertes de paille qu'on prendroit plus tost pour des granges que pour des églises. A Léogane, le dimanche, on aperçoit vingt-cinq ou trente carrosses ou chaises devant la porte d'une étable où l'on vient adorer Dieu, et l'on ne peut voir sans indignation, d'un côté, le Seigneur dans l'opprobre et, de l'autre, la magnificence et le luxe des habitants ³. » Les ministres du culte, il est vrai, ne sont pas toujours d'un zèle très apostolique. En 1681, « la plupart des prêtres actuellement dans l'île sont aussi débauchés que les autres, le plus grand nombre estant des apostats sortis de leur couvent par libertinage ⁴. » Bientôt après arrivent heureusement des capucins, des jacobins, des jésuites, qui, en général, ont meilleure tenue. Ce sont pourtant mœurs spéciales que celles de ce religieux qui vole ses bestiaux à un confrère et le roue de coups, chante une grand'messe en l'honneur des forbans flibustiers ⁵, et manœuvres bien peu édifiantes que celles de cet autre qui baptise jusqu'à sept ou huit fois les mêmes nègres, « au moyen d'une légère rétribution qu'il en retire et que ces esclaves

¹ Lettre du même, de Léogane, 25 juin 1743 (*Ibid.*, vol. LXI).

² Lettre de MM. de Rochallart et Duclos, du 14 avril 1728 (*Ibid.*, vol. XXVIII). — En 1743, Larnage est obligé de rappeler sur ce point les habitants à leur devoir (Ordonnance de M. de Larnage sur les baptêmes, du 11 octobre 1743, dans Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. III, p. 768).

³ Lettre de MM. de Paty, gouverneur particulier de Léogane, et Mithon, intendant, 3 juillet 1711 (*Ibid.*, vol. IX).

⁴ « Mémoire des officiers du Conseil joints avec les principaux habitants, » 1681 (*Ibid.*, vol. I).

⁵ Lettre de M. de Galliffet, du 22 août 1701 (*Ibid.*, vol. V).

ves payent volontiers parce qu'ils font de ce sacrement un amusement ¹.

Mais si l'attitude des représentants de l'Église n'est pas faite pour en imposer beaucoup aux colons, que dire de celle des juges ? Le Conseil supérieur du Petit-Goave, créé en 1685 ², et le Conseil supérieur du Cap, constitué en 1701 ³, sont les tribunaux d'appel desquels relèvent les justices royales des principaux quartiers ⁴. Il y a donc assez tôt à Saint-Domingue une hiérarchie judiciaire tout à fait imposante en principe, mais combien peu, hélas ! en réalité. C'est que conseillers et juges pris dans la population, ne s'en distinguent à peu près en rien. « On est obligé, écrit Galliffet en 1699, d'établir des gens sans aucune éducation ou d'assez mauvais sujets dans les judicatures ⁵. » On appréciera sans peine le bien fondé du premier de ces griefs en apprenant que, trois sièges s'étant trouvés vacants au Conseil du Petit-Goave, dont celui du sieur Boisseau, président, c'est un gros embarras pour Du Casse que d'y pourvoir. « A peine, dit-il, trouvons-nous des gens qui sachent lire et écrire et, à dire vrai, ledit Boisseau ne savoit ni l'un ni l'autre ⁶. » Mieux vaut encore cette ignorance que l'immoralité du sieur La Jouprière, aussi conseiller au Petit-Goave, convaincu de viol dans des circonstances particulièrement répugnantes ⁷, ou que l'inconduite du sieur Perret, autre conseiller, qui se soule dans les tripots du Cap avec les flibustiers ⁸. « La plupart des officiers de jus-

¹ Lettre de M. de la Porte-Lalanne, intendant, de Léogane, 19 avril 1751 (*Ibid.*, vol. LXXXVII).

² Ce Conseil, créé en août 1685 au Petit-Goave (Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. I, p. 428-430), fut transféré en août 1697 à Léogane (*Ibid.*, p. 571), puis rétabli au Petit-Goave, de nouveau transféré à Léogane en 1713 (*Ibid.*, t. II, p. 401-402), réinstallé au Petit-Goave en 1723 (*Ibid.*, t. III, p. 45), fixé enfin à Léogane, le 12 janvier 1738 (*Ibid.*, t. III, p. 491-492) ; il devint, en 1749, conseil du Port-au-Prince (Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. III, p. 891).

³ Édit de création d'un Conseil supérieur au Cap, juin 1701 (Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. I, p. 666-668).

⁴ L'édit de 1685, portant établissement d'un Conseil souverain, avait créé en même temps quatre sièges royaux : le premier au Petit-Goave, le deuxième à Léogane, le troisième au Port-de-Paix, le quatrième au Cap (Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. I, p. 428-430). Le nombre de ces sièges s'augmenta naturellement dans la suite.

⁵ Lettre de M. de Galliffet, du 27 décembre 1699 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. IV).

⁶ Lettres de Du Casse, du 12 juillet 1692 et du 23 février 1693 (*Ibid.*, vol. II).

⁷ Rapport de M. de Cussy, du 19 novembre 1689 (*Ibid.*, vol. II).

⁸ Lettre de MM. de Paty et Mithon, du 3 juillet 1711 (*Ibid.*, vol. IX).

tice des Conseils et des juridictions, écrit du reste d'une façon générale M. de Châteaumorand, sont d'une ignorance crasse. Ces corps sont de plus mal composés, les membres en étant pris de la lie du peuple, quelques-uns d'entre les flibustiers, d'autres d'entre les gens de métier sans étude et sans éducation, qui n'ont aucun principe d'honneur et d'équité. Ils s'autorisent de leur dignité pour ne pas payer leurs dettes. L'un, juge du Roy au Cap, n'a pas hésité à affirmer une fausse propriété sous la foi du serment, et s'attribue des biens dans des adjudications ou baux à ferme judiciaires ; un autre, procureur au Cap, s'est fait adjuger sous le nom d'un valet une ferme de mineur. Il va du reste en un carrosse qui lui coûte 4.000 livres ¹. » A peu près vers la même époque, il faut lire le tableau suggestif que nous trace d'une chambre de justice M. d'Arquyan : « C'est une vision burlesque qu'une pareille chambre, écrit-il ; l'un rend une sentence la pipe à la bouche ; le procureur du Roy, revêtu toujours d'une veste et d'une culotte de toile, équipage indécent, accompagné d'un gros baston, montre un sang-froid admirable à souffrir que les parties l'appellent fripon, voleur, scélérat ². »

On s'imagine volontiers, après cela, que ces juges sont mal placés pour se montrer impitoyables à l'égard de leurs justiciables. Aussi bien font-ils preuve de la plus extraordinaire mansuétude. Le Conseil souverain du Petit-Goave abandonne ainsi les poursuites engagées contre une femme qui avait empoisonné, puis étranglé son mari ; absout un homme coupable de viol sur une fille de neuf ans ³. A Léogane, un individu, ayant blessé mortellement un nègre d'un coup de pistolet, est condamné, « après huit mois de longueur affectée par le juge et le procureur du Roy, » à 100 livres d'amende, et un autre, « ayant percé tout le corps d'une jeune esclave de onze ans à coups d'épée, » s'en tire avec 600 livres d'amende ⁴.

Il serait injuste de nier qu'avec le temps la situation ne soit pas allée s'améliorant. Pourtant nous trouvons par la suite d'assez amusants exemples du recrutement et de l'esprit de la ma-

¹ Lettre du marquis de Châteaumorand, du 19 mars 1717 (*Ibid.*, vol. XIII).

² Lettre du comte d'Arquyan, du 1^{er} août 1711 (*Ibid.*, vol. IX).

³ Lettre de M. de Galliffet, du 27 décembre 1699 (*Ibid.*, vol. IV).

⁴ Lettre du même, du Petit-Goave, 24 janvier 1703 (*Ibid.*, vol. VI).

gistrature de la colonie. En 1746, le procureur du Roi au Petit-Goave est un ancien geôlier de prison, et les membres du Conseil supérieur s'en étant pudiquement plaints à M. de Larnage, celui-ci leur conseille de ne pas toucher cette corde, de peur de trouver quelque doyen de leur corps dans le même cas ou dans un pire ¹. Un autre, nommé la même année conseiller assesseur au Conseil du Cap, est un contumace, retour de la Louisiane ². Un troisième, greffier de la juridiction du Fort-Dauphin, vers 1750, est un ancien tenancier de maison de jeu, qui, revenant à ses premières amours, « donne à manger, à boire et à jouer au pharaon sur le tapis de l'audience même. » Le sieur Michel-Paulin Lacombe, sénéchal de Jacmel, et ses greffiers, véritables concussionnaires, ne craignent point enfin de se faire allouer 19,455 livres de frais de voyage, d'apposition de scellés et d'inventaire à l'occasion de l'ouverture aux Ances-à-Pitre d'une modeste succession n'excédant pas 30,000 livres ³. Et le pouvoir reste justement si peu sûr de l'indépendance et de l'intégrité d'une telle magistrature que ce Saint-Martin l'Arada, dont je parlais plus haut, ayant, en

¹ Lettre de M. de Larnage, du 1^{er} mars 1746 (*Ibid.*, vol. LXIX).

² Lettre du même, du 7 mars 1746 (*Ibid.*).

³ On croirait que j'exagère, si je ne citais des textes. Les voici. Un « Extrait des minutes du Conseil supérieur du Port-au-Prince, du 6 décembre 1784, » constate que le sieur de Saint-Lary, habitant aux Ances-à-Pitre, étant mort, le curateur a requis le transport du sénéchal de Jacmel sur les lieux pour apposer les scellés et procéder à l'inventaire, et que ce sénéchal a compté, pour lui et « autres gens de justice, » 10,370 l. pour apposition des scellés, et 8,458 l. pour confection d'inventaire, ce qui, avec les accessoires, a fait monter les frais à 19,455 l. Dans le même acte, sont reproduits les « extraits des procès-verbaux d'apposition des scellés et d'inventaire » rédigés par Lacombe, et où sont tarifés ses seuls honoraires. Je donne ces extraits textuellement :

« Au juge, pour deux jours et deux nuits employés au transport aux Ances-à-Pitre, par mer et par terre, retour au Boucan-Brique [habitation de Lacombe] pendant une nuit entière et une partie de la journée et neuf heures de vacation 2,730 l.

« Au juge, pour transport de Boucan-Brique au quartier des Ances-à-Pitre (voyage imaginaire, soit dit en passant, puisqu'il est constaté que le juge a, durant un seul et même séjour aux Ances, procédé à l'apposition des scellés et à l'inventaire), pendant une grande partie du jour et une nuit entière, retour dudit lieu pendant deux jours et deux nuits, à cause du mauvais temps, et vacations 3,625 l. »

Or, sait-on à combien le Conseil du Port-au-Prince réduit la note ? A 322 l. pour l'apposition des scellés et 403 l. pour l'inventaire. Le sénéchal de Jacmel est d'ailleurs, de ce fait, simplement interdit pour trois mois et condamné à rembourser un trop-perçu de 5,630 livres (Extrait des minutes du Conseil supérieur du Port-au-Prince, du 6 décembre 1784, et lettre de M. de Bellecombe, gouverneur, du 25 décembre 1784. *Ibid.*, vol. CLVI).

1741, commis d'atroces sévices sur ses nègres ¹, gouverneur et intendant n'osent insister pour le faire citer en justice. Comme, disent-ils, nous aurions trouvé dans ses juges une opposition constante à lui infliger d'autres peines qu'une amende, nous avons préféré fixer nous-mêmes le taux de cette amende et la proportionner aux besoins d'argent de la colonie. Ils font donc payer 150,000 livres à ce Saint-Martin sans même, du reste, oser lui infliger la honte de rendre publique sa punition. On convient que l'amende sera censée être un don spontané. En fait, dans un acte en bonne et due forme, le sieur Saint-Martin. « considérant la fortune immense qu'il a amassée en son quartier de l'Artibonite et ne croyant pouvoir en faire un meilleur usage et plus convenable que d'en employer une partie à la défense de ce quartier, » déclare que « de son bon gré, propre mouvement, pure et franche volonté, il fait don et donation à la caisse de la colonie de la somme de 150,000 livres, laquelle a été comptée réellement ². » Il n'est pas exagéré de dire qu'un pareil acte est bien le plus significatif indice qu'on puisse imaginer de l'état moral de toute une société.

Mais il est à Saint-Domingue un monde aussi fantaisiste au moins que le monde judiciaire : c'est celui des comptables. Là nous touchons aux dernières limites de l'imprévu. « On ne peut donner une idée, écrit en 1733 M. de Fayet, de la mauvaise foi, — et je n'en excepte presque personne, — de tous ceux qui ont manié jusqu'à ce jour les deniers du Roy ³. » Le sieur Les-carmottier doit ainsi à la caisse de la colonie environ 300,000 livres, le sieur Gabet à peu près autant, et le sieur deCuvray, receveur général des droits d'octroi, exactement 321,400 livres. M. de Saint-Aubin était aussi un gros débiteur du roi ; il vient malheureusement de mourir, et il ne faut pas compter sur ses héritiers pour désintéresser l'État, car « sa veuve a renoncé à la

¹ « Il a exercé contre cinq de ses nègres, écrivent MM. de Larnage et Maillart, un genre de supplice dont il n'est point malheureusement l'inventeur et qui étoit déjà connu et pratiqué dans le quartier ; ce supplice étoit une mutilation complète. On ne pourroit réellement punir plus sévèrement des noirs. Et les chirurgiens lui ont donné des certificats disant que cette mutilation n'étoit qu'une opération nécessaire ». Lettre de MM. de Larnage et Maillart, de Léogane, 28 mars 1741. *Ibid.*, vol. LIV).

² Il n'est pas jusqu'à cette dernière affirmation qui ne soit fausse, car on accorde à notre homme trois termes pour se libérer (*Ibid.*, vol. LIV).

³ Lettre de M. de Fayet, du Petit-Goave, 17 avril 1733 (*Ibid.*, vol. XXXVII).

succession, suivant l'usage ordinaire de la colonie en pareil cas. » En général, du reste, « les receveurs se contentent de dire qu'ils doivent, qu'on leur doit, et sans épurer leurs comptes, ils vivent tranquilles chez eux ¹. » Certains font même preuve d'un cynisme plus révoltant. M. du Coudray, receveur de l'octroi du Petit-Goave, ayant été convaincu d'un détournement de 320,000 livres au moins, « nous lui demandâmes, M. le gouverneur et moi, écrit l'intendant Duclos, ce qu'il avoit fait de sommes si considérables ; il nous répondit qu'il ne croyoit pas devoir plus de 280.000 livres, qu'il avoit employées à l'achat de son habitation, de laquelle somme il pouvoit *peut-être* se trouver redevable, mais que le surplus devoit être dû par ses commis ². » Le *peut-être* est admirable ! Celui qui, toutefois, fait preuve du plus beau sang-froid est un certain Fleury, ordonnateur au Cap. Estimant ses appointements insuffisants, il décide de s'accorder, sans en rendre compte à personne, un supplément de traitement. Il expédie et signe donc une ordonnance sur laquelle il reçoit 27,000 livres, somme dont ensuite il se donne imperturbablement quittance à lui-même ³. Que faire devant pareille inconscience ? En 1746, le sieur Dubourg, receveur, convaincu de vol, est bien condamné à être pendu, « premier exemple, écrit M. de Larnage, que le Conseil ayt donné de sévérité contre les vols et divertissemens de deniers publics ⁴. » Mais de telles punitions sont rares et les Conseils manifestent, en général, la plus grande répugnance à sévir ⁵. Aussi préfère-t-on encore exi-

¹ Lettre de M. de Fayet, du Petit-Goave, 17 avril 1733 (*Ibid.*, vol. XXXVII).

² « Procès-verbal dressé par M. Duclos, le 10 avril 1734 » (*Ibid.*, vol. XL).

³ Lettre de M. Jacques-Alexandre de Bongars, président au parlement de Metz, intendant, août 1766 (*Ibid.*, vol. CXXIX).

⁴ Lettre de M. de Larnage, du 8 mars 1746 (*Ibid.*, vol. LXIX).

⁵ Une lettre de l'intendant Barbé de Marbois nous explique sans détours pourquoi. Le receveur général des droits municipaux du ressort du Port-au-Prince ayant, en 1785, rendu ses comptes de 1782, avec trois ans de retard, « cela m'a donné, écrit Barbé-Marbois, quelques inquiétudes. J'ai donc, continue-t-il, proposé au doyen du Conseil, qui est l'inspecteur de cette caisse, d'en faire l'inspection. Ce magistrat.... m'a observé que cette inspection, quoique de droit, n'avoit jamais eu lieu, qu'elle auroit quelque chose d'odieux s'il s'y portoit de son propre mouvement ; il a lui-même demandé qu'il lui fût enjoint par un arrêté de la Cour d'y procéder. L'affaire mise en délibération, j'ai été surpris de ne trouver que le commandant général et un seul conseiller de mon avis sur une question aussi simple. Tous étoient d'avis que l'inspection étoit de droit et seroit très utile, mais l'on proposa d'en fixer le jour, ce qui équivaldroit, selon moi, à un avertissement au receveur

ger simplement des coupables restitution partielle ou totale de leurs rapines. Le sieur Desportes, receveur de l'octroi au Cap, qui a détourné près de 200,000 livres, est ainsi condamné à amortir chaque année, au moyen des revenus de son habitation, la dette qu'il a contractée vis-à-vis du Trésor ¹. Tolérance qui achève de donner une idée des mœurs publiques de la colonie, de ces mœurs publiques qui, répondant aux mœurs privées que j'ai dites, faisaient demander au chevalier de Madaillan, sous-ingénieur au Cap, à repasser sans délai en France, « dans l'impossibilité où il est, exposait sa requête, de faire son devoir de chrétien à Saint-Domingue, et dans la crainte où il se trouve de succomber aux mauvais exemples qu'il voit régner dans la colonie ². »

III.

C'est en 1750 que M. de Madaillan écrivait cette lettre édifiante et découragée. Et certes, après avoir regardé vivre, comme nous l'avons fait, d'après les documents, le monde hétérogène que je viens de décrire, après avoir considéré le disparate assemblage qu'il offre, tenter d'atténuer le témoignage du bon chevalier semblerait presque un paradoxe. Dirai-je pourtant qu'à cette date de 1750, les constatations attristées de cet homme vertueux me paraissent déjà d'un pessimisme un peu trop amer ? Non que je veuille assurément m'inscrire en faux contre la mauvaise réputation que garda toujours le peuple de Saint-Domingue, ni prétendre que cette colonie devint jamais

de se tenir en règle pour ce jour-là. La plupart des autres conseillers objectèrent que l'injonction d'inspecter étoit superflue, puisque l'inspecteur en avoit le droit. Quelques-uns prétendoient que ce seroit lui faire une injure et que ce seroit même offenser le comptable par un soupçon peut-être injuste. C'est ainsi que, par des motifs qui ne sont même pas spécieux, le Conseil se refuse à enjoindre au doyen de faire son inspection, tandis que celui-ci refuse de la faire si on ne lui enjoint. De la sorte, l'inspection n'aura pas lieu.... Et la chaleur avec laquelle cette affaire a été débattue par quelques membres du Conseil m'a, je l'avouerai, donné quelques soupçons qu'ils sont débiteurs de la caisse municipale et qu'ils craignent qu'à l'inspection on n'y trouve leurs bons pour partie d'environ 400,000 livres que le receveur doit avoir, d'après les aperçus que je me suis procurés.... » (Lettre de M. Barbé de Marbois, intendant, du Port-au-Prince, le 27 novembre 1785 (*Ibid.*, vol. CLVI).

¹ Lettre de M. de la Porte-Lalanne, intendant, de Léogane, 10 janvier 1751 (*Ibid.*, vol. LXXXVII).

² Lettre de M. de Conflans, gouverneur, de Léogane, 21 mars 1749 (*Ibid.*, vol. LXXXI).

l'asile de la moralité et de l'honnêteté. Mais, malgré tout, un fait reste indéniable : c'est qu'à l'époque où nous sommes arrivés, s'affirme et grandit dans l'île l'influence d'un nouvel élément qui peu à peu s'y était infiltré et qui, s'il ne put, par suite des circonstances, transformer, comme il en eût été capable et comme la chose eût été nécessaire, la société de Saint-Domingue, devait du moins exercer sur elle une très réelle influence. Ce nouvel élément, c'est la noblesse émigrée de France, qui, d'abord perdue et comme noyée dans le flot si mêlé des arrivants d'Europe, réussit enfin à se faire une place à part dans la colonie et à se distinguer de cette tourbe sans honneur, sans consistance et sans passé, qu'est la société que j'ai jusqu'à présent seule décrite.

S'il est une loi qui ressort de l'étude attentive des questions de colonisation, c'est bien celle-ci, qu'un mouvement colonisateur a d'autant plus grande chance de se développer normalement et d'arriver à son plein épanouissement qu'il est tenté par des individus unis entre eux par des liens plus étroits, liens sociaux ou religieux ; en d'autres termes, que le succès d'une émigration dépend surtout de la cohésion morale, de la parfaite communauté d'idées et de sentiments de ceux qui l'entreprennent ¹. Or, ce qui frappe, à considérer le monde que j'ai précédemment peint, c'est précisément le manque à peu près complet d'unité. Que sont tous ces aventuriers que, suivant l'expression d'un gouverneur, « les vaisseaux vomissent chaque jour dans la colonie ² » ? Des hommes très divers d'origine et d'aspirations, dont les motifs d'expatriation nous apparaissent purement forcés ou accidentels, ou tout au moins très personnels. Et s'il

¹ « Les mobiles qui poussent à une expatriation définitive, écrit M. A. Girault, sont plus rares et moins variés que les autres. Il n'y en a, pour ainsi dire, qu'un : une situation intolérable faite dans la mère patrie à une partie des habitants, soit par un excès de population, soit par des persécutions politiques ou religieuses, soit par une crise économique intense.... Ce mobile, il faut le remarquer, agit d'ordinaire non sur des individus isolés, mais sur un groupe d'individus qui se trouvent dans des conditions identiques : la classe sociale, victime de la crise ou de la persécution, se sépare alors du reste de la nation... » (Arthur Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 2^e éd., t. I, p. 14). Par les pages qui suivent, on se rendra compte que plusieurs des traits de cette analyse peuvent s'appliquer à l'émigration de la noblesse de France.

² Lettre de M. Charles-Théodat, comte d'Estaing, gouverneur, du 2 mars 1766 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. CXXVIII).

faut bien reconnaître que le singulier état social que j'ai retracé n'a guère ses causes ailleurs que dans la violation de la loi que j'indique, il faut avouer aussi que les choses devaient changer, le jour où une classe unie et forte de traditions communes, comme l'était la noblesse de France, devait s'habituer à prendre les routes de l'émigration. J'ai volontiers reconnu le mérite réel qu'avait eu la monarchie à entretenir toujours, à alimenter sans défaillance le courant d'émigration qui semblait tari au commencement du XVIII^e siècle. Je peux dire, dès à présent, que sa plus grande erreur et sa faute capitale en matière de colonisation fut précisément de ne pas comprendre quel précieux auxiliaire aurait pu être pour elle à un moment donné la noblesse, quels services celle-ci eût été capable de rendre à l'œuvre colonisatrice de la France.

On a déjà noté bien souvent que notre ancienne aristocratie ne répugna point à s'expatrier. Mais l'on croit avoir tout dit lorsque, avec un mot sur le droit d'ainesse et ses conséquences pour les cadets et un autre sur l'esprit d'aventure des gentilshommes, on a rendu compte de ces tendances ¹. Je crois, pour ma part, que cette émigration a eu des causes beaucoup plus profondes, causes économiques, sociales, politiques, et qui n'apparaissent à Saint-Domingue d'une façon si saisissante qu'il me tarde enfin d'y arriver.

Que devint la noblesse de France au XVIII^e siècle, je l'ai dit ailleurs et montré comment cette noblesse se trouva alors ruinée par le plus désastreux concours de circonstances qui se puisse imaginer, privée par le pouvoir central de toute autorité politique et administrative dans les provinces, détournée par là même de sa vie et de ses habitudes traditionnelles, asservie enfin à des obligations militaires qui achevèrent de lui ravir son indépendance ². Eh bien, je vois dans cet ensemble de faits des raisons autrement fortes pour expliquer l'émigration de la noblesse que celles que l'on allègue d'ordinaire pour en rendre compte et, à vrai dire, l'histoire de cette émigration ne m'apparaît pas autre

¹ Il faut bien d'ailleurs que le droit d'ainesse ait été pour quelque chose dans l'émigration de la noblesse, puisque, on doit le remarquer, cette règle de notre ancien droit coutumier n'a jamais été en vigueur à Saint-Domingue.

² P. de Vaissière, *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, 2^e éd., 1904, p. 213-260.

que l'histoire des efforts instinctifs tentés par l'aristocratie française pour reconquérir, loin de la mère patrie, la situation matérielle, sociale et politique qu'elle y avait perdue.

Richelieu, de qui date l'abaissement de la noblesse de France, s'il ne pouvait de son temps même embrasser toutes les phases de sa prochaine décadence, avait pu entrevoir du moins, de son vivant, le plus immédiat danger qui la menaçait, et il avait songé à remédier à la ruine matérielle des gentilshommes en les tournant vers les entreprises lointaines ¹. Il avait été peu entendu. Pourtant la pauvreté devait bien être la raison primordiale de l'émigration de la noblesse. Du moins est-ce la première que notent à Saint-Domingue les gens bien placés pour en juger. « Les officiers qui passent en cette colonie, écrit M. Auger en 1705, n'y viennent que parce qu'ils ne peuvent plus subsister dans le royaume ². » Un de ces officiers, M. Joseph de Paty, fait la même remarque en 1720. « Tous les officiers qui viennent servir dans l'Amérique, dit-il, ne prennent ce parti que parce qu'ils sont nés sans bien et qu'ils espèrent y trouver des secours qui les mettront en état de servir dignement le Roy ³. » Remarquez le terme dont se servent les auteurs des deux lettres dont je viens de citer quelques lignes : les officiers. Ce n'est guère, en effet, à un autre titre qu'au titre militaire que les gentilshommes s'expatrient d'abord ⁴, et nous ne les voyons qu'exceptionnellement au début « passer aux îles » pour s'y livrer au commerce ou à l'agriculture même.

Aussi leur émigration marque-t-elle peu à l'origine et ne trouvent-ils que d'assez insuffisantes compensations à leur expatriation. Ils sont partis pour fuir la misère, et c'est la misère qui les attend trop souvent aux colonies. La correspondance des gouverneurs de Saint-Domingue nous édifie sur ce point. Étant donnée la cherté de la vie, écrivent-ils, les appointements du Roi ne peuvent nourrir un officier plus de trois mois ou même

¹ Vicomte d'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. III, p. 221.

² Lettre de M. Auger, gouverneur, de Léogane, 13 juillet 1705 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. VII).

³ Lettre de M. de Paty, lieutenant de roi à Léogane, 8 juillet 1720 (*Ibid.*, vol. XVIII).

⁴ *L'Ordre du Roi pour l'embarquement des premières troupes réglées par lui envoyées aux îles* est du 24 mars 1666 (Moreau de Saint-Méry, *Lois. constitutions....*, p. 151-152).

de deux, ces appointements suffisant à peine quelquefois à payer un loyer ¹. Quant à la nourriture, « les enseignes mêmes ne peuvent vivre avec un morceau de bouilly, qu'il ne leur en couste 4 livres par jour ². » Or, comme les lieutenants de roi touchent une solde de 1,100 livres ³, que les majors en reçoivent une de 800, et que ce sont là des privilégiés puisqu'ils font partie de l'état-major, on peut se figurer aisément que les simples officiers des troupes réglées en sont à l'aumône et « tombent par là même dans le mépris parmi des habitants aisés, qui ont des équipages et vivent bien chez eux ⁴. » Les choses sont poussées à ce point qu'il n'est pas rare de voir des gentilshommes désespérés se faire casser ou abandonner sans congé leur poste pour retourner en France ⁵.

D'assez bonne heure, toutefois, la vie large et facile de ces colons qui les accablent de leurs dédains parait avoir ouvert les yeux de nos hommes. En considérant ce que pouvaient en ce pays insolent de fertilité l'initiative et le travail, beaucoup devaient se demander pourquoi ils ne suivraient pas l'exemple qui leur était offert, et beaucoup le suivirent en effet. Peu à peu, donc, on voit ces parias reprendre courage. Certains se décident à aller réaliser au pays ce qui peut leur revenir de leur petit avoir pour l'appliquer à Saint-Domingue à quelque heureuse entreprise et, passant en France, en reviennent avec un capital qui leur permet de créer une modeste exploitation ; d'autres, obtenant un secours du ministre, achètent une pacotille dont ils se défont à l'arrivée et dont le produit leur fournit la première mise de fonds nécessaire à leurs projets ; d'autres sollicitent une concession toute nue et, par une admirable industrie, arrivent petit à petit à la mettre en valeur : il en est

¹ Lettres de Du Casse, du 2 octobre 1692 (*Ibid.*, vol. II), et du 15 octobre 1698 (*Ibid.*, vol. IV).

² Lettre de M. de Galliffet, du Petit-Goave, 24 janvier 1703 (*Ibid.*, vol. VI). A ce moment, un baril de farine vaut 30 écus à Saint-Domingue ; une barrique de vin, 40 écus ; une poule, 32 sols ; un chapon, 48 sols ; un coq d'Inde, 3 écus (*Ibid.*).

³ C'est la solde de M. de Paty, au Petit-Goave, et il paie 800 livres pour le loyer de sa maison (Lettre de M. de Paty, 30 juin 1711. *Ibid.*, vol. IX).

⁴ Lettre de MM. de Blénac et Mithon, de Léogane, 10 août 1713 (*Ibid.*, vol. X).

⁵ Mémoire de M. de Paty, du 25 mai 1707 (*Ibid.*, vol. VIII) ; et mémoire de M. Deslandes, faisant fonction d'intendant, du 20 février 1707 (*Ibid.*).

même parmi eux de peu scrupuleux qui vont jusqu'à employer leurs soldats au défrichement du terrain qu'ils ont reçu ¹ ; d'autres enfin, ne regardant pas de trop près à la famille et aux ancêtres, deviennent possesseurs d'importantes plantations par d'avantageux mariages ; « les mariages, seul moyen qu'un officier ait de faire fortune à l'Amérique ², » écrit naïvement l'un d'eux. De fait, l'on voit un comte de Maillé qui, venu à Saint-Domingue, veuf d'une demoiselle de Furstemberg, comtesse d'Hénin, est fort heureux d'y épouser en secondes noces la fille d'un voyer de la colonie, M^{lle} Brossard, qui lui apporte un bien de 200,000 livres et doit en avoir autant après la mort de son père ³.

Remarquons-le, ce mouvement d'implantation de la noblesse dans la colonie s'accroît d'assez bonne heure. « Les officiers, dont beaucoup sont habitants...., » écrit dès 1700 M. de Galliffet ⁴. En 1713, le gouverneur de Blénac constate de même que les officiers ne pouvant vivre avec leur solde, « la plupart ont des habitations et font même de la dépense pour soutenir la dignité de leur caractère ⁵. » Dix ans plus tard, l'intendant Montholon déclare que « le moindre capitaine d'infanterie a six chevaux et une chaise roulante ⁶, » et crierait pour peu au scandale. On s'aperçoit bien, d'ailleurs, des liens nouveaux qui les attachent au sol à ce détail que les pétitions se multiplient d'officiers demandant à « servir dans les quartiers où sont situées leurs plantations. » Cela, dès lors, entre en ligne de compte dans les propositions des gouverneurs. M. Pierre de Rance, lieutenant de roi au fonds de l'Île-à-Vache, ne demande rien autre chose que d'être maintenu dans son poste, car il demeure à quatre lieues du bourg, sur son habitation qu'il s'occupe de faire valoir ⁷. M. de Champfleury, major à Saint-Marc, « est retenu de même dans son quartier par son goût, son attachement à sa famille et

¹ Lettre de M. de Galliffet, du 26 décembre 1700 (*Ibid.*, vol. V).

² Lettre de M. du Jarriay, major au Cap, du 12 août 1732 (*Ibid.*, vol. XXXVI).

³ Lettre de MM. de Vaudreuil et Lalanne, du Port-au-Prince, 14 mars 1754 (*Ibid.*, vol. XCIV).

⁴ Lettre de M. de Galliffet, du 26 décembre 1700 (*Ibid.*, vol. V).

⁵ Lettre de M. de Blénac, de Léogane, 10 août 1713 (*Ibid.*, vol. X).

⁶ Lettre de M. de Montholon, du Petit-Goave, 12 septembre 1723 (*Ibid.*, vol. XXII).

⁷ Lettre de MM. Dubois de Lamotte et Lalanne, du Port-au-Prince, 14 mai 1753 (*Ibid.*, vol. XCIII).

par la modicité de sa fortune, » qui ne lui permettrait pas de vivre, s'il abandonnait à d'autres la surveillance de ses intérêts ¹ ; M. Lambert, qui commande l'artillerie de la colonie avec rang de lieutenant de roi, et habite à l'Artibonite sur son bien, ne voudrait sous aucun prétexte s'en éloigner, tout absorbé qu'il est par son exploitation ². M. Charles-Gabriel Bizoton de la Motte, lieutenant de roi à Saint-Marc, pourrait enfin être nommé au même titre au Cap, s'il ne préférerait demeurer dans un quartier où il a sa plantation ³. En revanche, M. Buttet, major au Fort-Dauphin, se plaint continuellement d'être si loin du quartier de la Grande-Terre où il a la sienne, qu'à peine peut-il y passer en tout un mois par an ⁴ ; et M. de Sédières souhaiterait vivement d'être nommé major au Port-au-Prince, car « il s'est marié dans ce quartier et y a son bien, sa fortune.... qui le mettroit à portée de remplir cette majorité avec la dignité qui convient à un homme dont la naissance et les sentiments sont également distingués ⁵. » Les réclamations de ce genre se multiplient même à un tel point qu'on finit par faire un mérite à un officier d'accepter sans objection les garnisons successives qu'on lui assigne. Il arrive d'ailleurs un moment où, leur fonction militaire nuisant à leurs occupations de propriétaires, beaucoup préfèrent la résigner dès avant la retraite pour accepter seulement un grade dans la milice de leur quartier ⁶. M. Joseph-Gabriel de Marmé, capitaine d'infanterie, sollicite de la sorte un commandement de milices dans le quartier de Nippes, où est sise son habitation ⁷. M. de Lantagnac, aide-major du Port-au-Prince, abandonne le service pour aller vivre sur la terre que sa femme lui a apportée

¹ Lettre de M. Joseph-Hyacinthe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, du Port-au-Prince, 7 novembre 1754 (*Ibid.*, vol. XCII).

² Du même, septembre 1753 (*Ibid.*, vol. XCIII).

³ Du même, 8 octobre 1753 (vol. XCIV).

⁴ Lettre de M. Marin Buttet, lieutenant de roi au Fort-Dauphin, du 30 juillet 1732. Dans cette lettre, M. Buttet signale « des officiers qui vivent sur leurs habitations, quoique éloignés de sept ou huit lieues de leurs postes » (*Ibid.*, vol. XXXVI).

⁵ Lettre du marquis de Vaudreuil et de M. Lalanne, du Port-au-Prince, 14 mars 1754 (*Ibid.*, vol. XCIV).

⁶ Une ordonnance du Roi, du 22 novembre 1702, porte « qu'aucuns habitants des isles ne pourront être nommés pour officiers de milices que dans les quartiers où ils feront leur résidence actuelle » (Moreau de Saint-Méry, *Lois....*, t. I, p. 696).

⁷ Lettre de MM. de Larnage et Maillart, du 22 février 1746 (*Ibid.*, vol. LXXXIX).

en dot et devenir capitaine de milices de sa paroisse ¹. Le sieur Pillat, capitaine des troupes réglées, demande sa retraite, la croix de Saint-Louis et le commandement du quartier où ses biens sont situés, soit comme major honoraire, soit comme commandant de milices ². M. de Fontenelle réclame une faveur analogue « pour éviter les différentes garnisons qui le retiennent loin de sa plantation ³. » Si bien même que le commandement est obligé de rappeler à beaucoup d'officiers que leur premier devoir n'est point de songer à leurs intérêts territoriaux, mais à leurs obligations militaires. S'autorisant de la conduite de M. Louis Devaux de la Martinière, lieutenant de roi au gouvernement de Saint-Louis, qui depuis deux ans n'a pas quitté son habitation, M. d'Argout, commandant en chef la partie sud de Saint-Domingue, croit devoir enjoindre à ses subordonnés de faire au moins de fréquentes apparitions, sinon de longs séjours, dans les villes et les bourgs, centres de leur autorité ⁴.

Je disais tout à l'heure que l'émigration de la noblesse française aux colonies pouvait s'expliquer par la possibilité qu'elle offrit à cette noblesse de rester fidèle à la vie des ancêtres et pour ainsi dire de se survivre à elle-même par delà les mers. Ne voit-on pas déjà dans le fait de ces officiers, s'absorbant dans l'exploitation de leurs plantations, se rattachant d'eux-mêmes à la terre, comme un retour naturel à l'existence traditionnelle des gentilshommes de France, que les circonstances ont désormais rendue impossible dans la mère patrie? Vivre du sol et sur le sol, telle avait été la coutume qui, pendant de longs siècles, avait fait la force de l'aristocratie et qu'avait interrompue le mouvement social, politique, économique que j'ai retracé ailleurs. Transplantés en un monde où ne s'est point encore fait sentir la répercussion de ce mouvement, on voit les gentilshommes revenir spontanément aux habitudes primitives des ancêtres; comme eux, ils redeviennent terriens et ruraux, et comme eux, — la chose est à noter par contre partie, — ils se laissent peu séduire par le séjour des villes. Assez vite, en

¹ Lettre de M. de Vaudreuil, du Port-au-Prince, 31 août 1753 (*Ibid.*, vol. XCIII).

² Du même, 9 octobre 1753 (*Ibid.*).

³ *Ibid.*, vol. CXIX.

⁴ Lettre de M. Robert d'Argout, major des troupes de la partie du sud, de Saint-Louis, 14 décembre 1760 (*Ibid.*, vol. CVIII).

effet, on voit naître à Saint-Domingue, entre la population des cités et des bourgs et les planteurs vivant sur leurs « places, » la même scission, la même sourde rivalité qui, jadis, avaient séparé dans le royaume les gentilshommes de campagne des citadins. La ville est, à Saint-Domingue, le séjour des « petits blancs, » épithète dédaigneuse sous laquelle on comprend tous ceux qui subsistent du commerce, de l'industrie ou de la chicane. Les gentilshommes n'y fréquentent guère, préférant une existence isolée et fière sur leurs exploitations aux promiscuités de ces agglomérations nouvelles. « Les villes, écrit Malouet, dans son mémoire sur Saint-Domingue, ne sont établies dans cette île que pour le service des habitants, dont elles sont les magasins et l'entrepôt. Là se trouvent les marchands, les artisans, les juges, notaires, médecins. Il n'y a ni nobles, ni rentiers, ni beaux esprits ¹. » Dans ces goûts et ces répugnances de la noblesse coloniale, tout un passé ne se révèle-t-il pas vraiment, et n'est-ce pas, en somme, l'exacte restitution de la vie sociale des gentilshommes d'autrefois que nous avons sous les yeux ?

¹ P.-V. Malouet, *Collection de mémoires sur les colonies*, 5 vol., Paris, 1802 ; Saint-Domingue, t. IV, p. 126. — Dès 1700, M. de Galliffet signale l'insolence des officiers vis-à-vis des « bourgeois » (Lettre de Galliffet, du Cap, 10 octobre 1700. A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^e, vol. V). Et voici une anecdote qui nous prouve que soixante ans après les choses n'avaient guère changé. Elle est tirée d'une lettre de M. Fournier de la Chapelle, membre de la Chambre d'agriculture, à M. de Gabriac, son confrère, et datée du 13 novembre 1762. « Le sieur..., écrit M. Fournier, tient boutique de marchandises au Cap. Un officier fut pour y lever des étoffes. L'étoffe choisie, l'officier voulut la faire emporter par son tailleur qui étoit présent. Le marchand demanda le paiement. L'officier s'emporta sur ce qu'on faisoit crédit à un tas de manans, disoit-il, et sur ce qu'on le refusoit à des officiers. Enfin il paya. Le marchand prend l'argent et lui dit : « Monsieur, ce n'est pas tout. Vous me devez encore un premier habit » et ma marchandise ne sortira pas que je ne sois soldé. » Nouvel emportement de l'officier, qui paie cependant encore cette première dette et emporte son habit en insultant le marchand. Ce dernier va porter ses plaintes à M. de Béon, lieutenant-colonel du régiment de Boulonnais. L'officier soutient, au contraire, avoir été l'insulté. Cela n'est guère croyable. M. de Béon prend le témoignage de deux officiers présens, entre autres, M. de Lautray. Il se trouve, par ces informations, que le marchand est un insolent. M. de Béon le fait venir et lui ordonne la prison. Le marchand, au lieu de s'y rendre, va trouver M. de Belzunce au Trou. Celui-ci lui dit que cette affaire étant civile, il auroit dû s'adresser à M. l'intendant. Mais puisque cette affaire a été par-devant M. de Béon, il faut qu'il suive les ordres donnés et se rende en prison. On a eu beaucoup de peine à l'en faire sortir au bout de cinq à six jours » (*Ibid.*, vol. CXIV).

² Quelques auteurs, entre lesquels M. Pauliat, ont soutenu que la noblesse

Chose qui n'est pas pour surprendre, ce retour normal à la tradition vaut à nos exilés de retrouver par delà les mers les avantages et les privilèges que leur avait assurés jadis dans la métropole leur étroit attachement au sol et dont ils

de France n'a que fort peu émigré aux colonies. Cet auteur ne laisse pas cependant que d'être embarrassé du grand nombre de noms de l'ancienne aristocratie que l'on retrouve aux îles. Mais voici comment il explique le fait. Je ne donne, du reste, ces considérations légèrement fantaisistes qu'à titre de curiosité. « Sans doute, écrit M. Pauliat, sans doute, dans une certaine mesure, il serait permis de nous opposer un chiffre comparativement élevé de noms d'anciennes familles que l'on a retrouvées là-bas. Mais si l'on y veut bien réfléchir, on comprend tout de suite que l'existence de ces noms n'a pas dû avoir d'autre cause que celle même qui a fait donner des noms de localités de France à tant d'endroits de nos colonies, c'est-à-dire que ce fut le désir chez les colons venant en bande de conserver le souvenir du pays natal et d'en avoir avec eux un semblant de réduction. Il est donc presumable que, dans le principe, ces noms furent donnés par leurs camarades à quelques colons, et que ces noms, qui n'étaient alors que des surnoms ou sobriquets, finirent à la longue par rester à leurs descendants, lesquels, bien entendu, par la suite, durent les porter de très bonne foi, sans croire à une usurpation » (Pauliat, *La politique coloniale de l'ancien régime*, p. 127-128). — M. Chailley-Bert a reconnu avec autrement de sens historique et de sagacité le rôle qu'a joué la noblesse de France dans la formation de la société à Saint-Domingue. « Habitants et négociants, écrit-il, étaient deux classes, on pourrait dire deux ordres de la population de Saint-Domingue. Les habitants se composaient de simples colons ou d'anciens fonctionnaires, ou d'anciens officiers retirés du service de la colonie et ayant une habitation, c'est-à-dire une exploitation agricole. A l'heure actuelle, où la plupart de nos fonctionnaires coloniaux reviennent en France vivre de leur retraite, on ne se fait pas l'idée du nombre et de la qualité des fonctionnaires et des militaires retirés qui se fixaient alors dans la colonie. Nous en trouvons une indication dans le procès-verbal d'une assemblée coloniale qui se tint en juin 1764. Parmi les habitants, nous relevons les noms suivants : M. le marquis de Chastenoye, ancien lieutenant au gouvernement général, habitant au quartier Morin ; M. (Joseph) de la Case, ancien gouverneur honoraire, habitant au même quartier ; M. le comte de Choiseul, chevalier de Saint-Louis, ancien lieutenant de roi au Fort-Dauphin, aussi habitant du quartier Morin ; M. de Glapion, chevalier de Saint-Louis, ancien lieutenant de roi, habitant à Jacquезy ; M. le comte d'Hericourt, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie, habitant au Morne Rouge ; M. de la Vit, chevalier de Saint-Louis, ancien commandant des Quatre-Quartiers, habitant au quartier Morin ; M. le comte d'Osmond, habitant à Maribaroux ; M. de Saint-Michel, ancien officier des troupes, habitant à la Petite-Anse ; M. de Raunay, ancien capitaine des troupes de la colonie, habitant au Cap ; M. de la Taste, chevalier de Saint-Louis, ancien commandant de milice, habitant au quartier de Maribaroux ; M. Millot, ancien commandant de milice, habitant au quartier de la Petite-Anse ; M. de Minière, ancien commandant de milice, habitant au quartier de la Grande Rivière... » (Chailley-Bert, *Administration d'une colonie française sous l'ancien régime. Saint-Domingue*, dans l'*Économiste français* du 12 novembre 1892. Cf. le *Procès-verbal de l'Assemblée du Conseil supérieur du Cap et des divers ordres de son ressort composant l'Assemblée coloniale tenue au Cap* du 11 au 14 juin 1764, dans Moreau de Saint-Méry, *Lois...*, t. IV, p. 740 et suiv.).

avaient été là si radicalement dépouillés. Je veux parler de la part très large qui leur est faite encore à Saint-Domingue dans la conduite des affaires du pays. A l'origine, le commandement des différents quartiers de l'île avait été donné de préférence aux anciens conquérants : le gouvernement du Cap à M. de Graaf, le célèbre flibustier ; celui du Port-de-Paix à M. Bernanos, ancien corsaire ; celui de la Côte du Sud à l'illustre aventurier Grammont. Mais insensiblement, à ces gens furent substitués des officiers du Roi. Ces officiers jouent d'abord un rôle assez effacé. N'étant pas « habitants, » ils encourent, comme je le disais, les dédains de la population. Mais lorsque, à leur tour, de sérieux intérêts les rattachent au pays, leur situation s'affermir, et leur influence va grandissant. Assez tôt on voit poindre l'autorité qu'ils sont destinés à prendre dans le monde si mêlé que j'ai dépeint, autorité militaire, administrative et judiciaire même, très comparable — toutes proportions gardées — à celle exercée aux siècles passés en France par les gentilshommes de province.

Autorité militaire d'abord. Tandis, en effet, que, dans le royaume, leur qualité de soldats ne vaut plus aux nobles aucune influence politique et sociale, maintenant qu'un officier n'est plus qu'une unité armée, que les titres de gouverneurs de province, de capitaines de places, ne sont plus qu'honorifiques, aux colonies subsiste encore l'ancienne conception qui, au xvi^e siècle, faisait du gentilhomme l'auxiliaire de la royauté en temps de guerre et en temps de paix. Lieutenants de roi, commandants-majors, capitaines de quartier, sont des soldats, mais aussi des représentants permanents de l'autorité. Ce sont eux qui défendent le pays contre l'ennemi et maintiennent la discipline des troupes, et ce sont eux en même temps qui ont charge d'entretenir le bon ordre dans leurs circonscriptions, qui y exercent la police, y dissipent les attroupements, y arrêtent les désordres, y répriment la contrebande, ont l'œil sur les agissements des gens de couleur, et peuvent seuls notamment les autoriser à se réunir pour leurs danses ¹, organisent les chasses aux nègres marrons. Lorsqu'une maréchassée est créée dans l'île, sans

¹ Ce droit très important leur est reconnu par une ordonnance du Roi du 11 mars 1758, « attribuant aux commandants et officiers des états-majors la police des danses des gens de couleur et celle des spectacles. »

contestation jusque vers 1750 ¹, eux seuls ont le droit de réquisitionner cette troupe, et bien après, ils conservent en fait ce privilège, « l'espèce de gens qui composent la maréchassée étant des coureurs de bois, des chasseurs qu'il seroit dangereux de laisser commander par les officiers de juridiction ². » Les capitaines de milice dispersés dans l'île remplissent chacun en leur paroisse une mission identique. A les voir opérer en particulier, ceux-là, il est impossible de ne pas songer aux seigneurs de village du vieux temps. Même vie, même rôle. Que les Anglais fassent une descente dans l'île comme en 1748 au fort Saint-Louis ³, on les voit abandonner leurs plantations, se mettre à la tête de la milice de la paroisse, aller servir le temps nécessaire, puis, la campagne terminée, retourner chez eux où les réclament le soin de leurs cultures et les autres devoirs de leur charge ⁴.

¹ Le règlement du 31 juillet 1743, exposé en 1751 MM. Dubois de Lamotte, gouverneur, et de Lalanne, intendant, porte que les officiers de justice demanderont au commandement de faire marcher la maréchassée. Il y a deux ans, ajoutent-ils, MM. de Conflans et Maillart prirent sur eux, pour simplifier les choses, d'accorder aux officiers de justice chargés de la police de réquisitionner la maréchassée sans en demander l'autorisation au commandement (Lettre de MM. Dubois de Lamotte et de Lalanne, du Port-au-Prince, 1751. *Ibid.*, vol. LXIX. Ce volume est mal numéroté dans la collection de la Corr. gén. et interrompue dans la série le cours de l'année 1746).

² Lettre de M. de Vaudreuil, du Port-au-Prince, 12 septembre 1753 (*Ibid.*, vol. XCIII).

³ Sur la prise du fort Saint-Louis par les Anglais en 1748, voir les vol. LXXIV à LXXIX de la Corr. gén. de Saint-Domingue.

⁴ Ce que je dis là des gentilshommes de Saint-Domingue, on peut le dire plus justement encore de ceux de la Martinique, où l'esprit militaire fut toujours plus vif qu'aux îles sous le Vent, comme en témoigne le dicton populaire : « Noblesse de Saint-Christophe, soldats de la Martinique, bourgeois de la Guadeloupe, flibustiers de Saint-Domingue, paysans de la Grenade » (Cf. lettre de M. de Larnage, du 15 mars 1746. *Ibid.*, vol. LXIX). Le meilleur exemple que l'on en puisse donner est bien ce François de Collart qui, « recherchant avec ardeur, disent ses états de service, toutes les occasions de se signaler, » se distingue comme volontaire à la prise de Saint-Eustache en 1689, comme capitaine de milices à la reprise de Saint-Christophe sur les Anglais, la même année, à la défense de la Martinique en 1693, à celle de la Guadeloupe en 1703, à Saint-Christophe encore en 1706, comme colonel enfin dans la campagne des Antilles sous Cassard, en particulier à la prise de Curaçao (1713). Au retour de chacune de ces campagnes, le bon gentilhomme regagne en hâte ses plantations, s'occupant sans relâche de les faire valoir, prêtant, sans compter, dans son quartier, son concours au gouvernement, notamment lors de la révolte de 1717, « pendant laquelle il court plusieurs fois risque de la vie en voulant faire rentrer le peuple dans son devoir : » colon aussi actif et méritant que vaillant soldat, et perpétuant mieux que personne les vieilles traditions de la noblesse française. Il a d'ailleurs à la Martinique d'honorables imitateurs dans les divers représentants des anciennes familles :

En effet, ces officiers, les plus haut placés comme les plus bas, n'ont pas qu'un rôle militaire ; ils détiennent aussi des pouvoirs administratifs fort étendus. Jusque vers 1703, personne ne les leur dispute réellement, et si, à partir de cette date, un intendant s'efforce d'attirer à lui l'administration tout entière ¹, ils restent en revanche pour longtemps les seuls intermédiaires entre l'intendant et la population. Alors donc qu'en France un gentilhomme, fût-il un gros seigneur, tremble devant l'intendant de sa province, à Saint-Domingue les moindres commandants-majors, capitaines de quartier ou de milices, sont ses collaborateurs, et ses collaborateurs fort indépendants, je dois le dire, d'autant plus indépendants qu'ils se sentent indispensables. Qui, en effet, sinon eux, président les assemblées d'habitants ; ont la « police ecclésiastique, » la « police extérieure du culte » et une sorte d'autorité en tout ce qui concerne l'accomplissement régulier du service religieux dans le quartier ou la paroisse ; ordonnent des corvées, veillent au bon entretien des chemins et à ce que les prestations de nègres y soient portées en temps utile et sans fraude ; sont consultés sur l'octroi des concessions ; édictent les règlements d'irrigation ; fixent la date et la tenue des marchés ; ont la surveillance des « hattes » ou parcs à bestiaux ; font les dénombremens ou recensements ; dressent les statistiques industrielles, commerciales ou agricoles demandées par les gouverneurs et les intendants ; établissent les listes d'imposés ? L'administration financière est en effet tellement rudimentaire, pénètre si peu dans le pays, que c'est uniquement sur les officiers-majors ou de milices que l'on doit compter pour la confection des rôles de la capitation des nègres, pour la fixation des droits des cabarets, et la levée des divers octrois en général ².

les Baillardel de Lareinty, les du Buq et tant d'autres (J. Guët, *Les origines de la Martinique, le colonel François de Collart et la Martinique de son temps*, 1893, *passim*).

¹ Jusqu'à cette date de 1703, il n'y eut pas d'intendant spécial à Saint-Domingue, mais seulement un intendant des îles françaises de l'Amérique. En 1703, le Roi nomma le sieur Deslandes commissaire-ordonnateur faisant fonction d'intendant à Saint-Domingue (Moreau de Saint-Méry, *Lois...*, t. I, p. 711 et 718). Ce dernier mourut en 1707 (*Ibid.*, t. II, p. 110-111). Le sieur Jean-Jacques Mithon, nommé lui aussi commissaire ordonnateur faisant fonction d'intendant, le 6 juillet 1708 (*Ibid.*, t. II, p. 119-121), ne reçut une commission d'intendant que le 9 août 1718 (*Ibid.*, t. II, p. 621-623).

² Il n'est pas une de ces attributions dont l'existence ne nous soit révélée

Ce que je dis de l'administration financière à ce sujet, je pourrais le dire avec plus de vérité encore de l'administration judiciaire, où les officiers jouissent, en plein xviii^e siècle, à Saint-Domingue, de prérogatives qu'à peine à la même époque, dans la métropole, pourrait-on imaginer avoir jamais été prérogatives de gentilshommes. Jusqu'en 1685, date de l'établissement du Conseil supérieur du Petit-Goave, il n'y eut dans l'île qu'une juridiction, la militaire. Mais si, après cette date, il se crée, comme je l'ai dit, une hiérarchie judiciaire, en dépit des efforts de leurs rivaux, les officiers conservent une autorité de principe et de fait vraiment remarquable : de principe, car le gouverneur général, les gouverneurs particuliers, deux lieutenants de roi et deux majors gardent, dans la circonscription de chacun des deux Conseils, droit de séance et voix délibérative aux assemblées de ces Conseils ¹ ; de fait, car sous prétexte de flagrants délits, au criminel, d'arbitrages, de tentatives de conciliation ou de cas spéciaux ², au civil, un très grand nombre des causes viennent par-devant le militaire. « Actuellement, écrit en 1755 M. de Lalanne, intendant, M. de Sédières, qui commande au Port-au-Prince, et M. de Périgny, qui y fait les fonctions d'aide-major, jugent plus de procès et de différens en deux jours que

par les ordonnances et règlements ou par la correspondance des gouverneurs et des intendants.

¹ Lettre de M. de Montholon, intendant, du 31 mai 1725 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XXV).

² Tels que les différends entre habitants et engagés, telles encore que les questions d'état, celles-ci fort graves en des colonies où le moindre soupçon de mélange de sang suffit à faire perdre à un individu ses droits civiques et politiques, et aussi ses droits militaires, puisqu'il ne peut plus servir dans la milice dès qu'il est reconnu comme homme de couleur. C'est même cette dernière considération qui justifie la compétence que s'attribuent sur ce point les officiers commandant les milices, et qu'ils conservent sans contestation jusqu'en 1763. Un gouverneur nous indique très bien comment alors se réglaient ces questions. Avant cette date de 1763, écrit M. de Nolivos, « les difficultés en ce genre n'en avoient que le nom ; la prompte et bonne décision les rendoit très rares. On les jugeoit militairement, et ce jugement valoit bien celui des tribunaux, quoiqu'il se rendit gratis. Un habitant alors étoit-il soupçonné de n'être pas de sang pur, on demandoit où son père avoit monté. Le soupçonnoit-on de s'être mésallié, on demandoit où avoit monté le père de sa femme. Une pareille enquête, faite au milieu d'un quartier assemblé et sous les armes, étoit plus propre à découvrir la vérité que toutes les enquêtes faites judiciairement » (Lettre de Pierre-Gédéon, comte de Nolivos, du Port-au-Prince, 10 avril 1770. *Ibid.*, vol. CXXXVIII). On verra plus loin que les milices ayant été provisoirement supprimées en 1763, ce droit des officiers de juger au front des milices le fut aussi, mais pour leur revenir bientôt après.

le sénéchal n'en décide en une semaine d'audience. Les officiers-majors des autres postes en usent de même ¹. » Et en 1760, le successeur de Lalanne, M. de Clugny, écrit de même : « Les différens commandans de quartier et lieutenans de roy des places, loin de se renfermer dans les bornes des fonctions de leur état militaire, ne cessent de s'attribuer les droits des juges ordinaires; ils attirent à eux la plupart des contestations, rendent des jugemens tant en matière civile que criminelle.... et s'arrogent même le droit de prononcer contre les débiteurs des ordonnances de payer sous peine de prison ². » Le plus grave, ajoutent ces messieurs, est que la faveur des plaideurs va à ces tribunaux extraordinaires. Mais au fait, cette préférence n'a rien qui puisse étonner et s'explique aisément par deux raisons : la première, c'est que les habitants trouvent ainsi un moyen d'abréger les longueurs de la procédure que rendent ailleurs interminables la passion ou la mauvaise foi des juges ³; la seconde, c'est que seuls en réalité les verdicts militaires portent sûrement avec eux leur sanction. La force armée étant entre leurs mains, la maréchaussée ne marchant, comme je le remarquais plus haut, que sur leur réquisition, les juges militaires peuvent en effet rendre illusoires les décisions des magistrats civils, en paralyser indéfiniment l'exécution ⁴, tandis qu'au contraire « ils n'oublient jamais de joindre à leurs sentences la contrainte par corps, » ou « de rendre exécutoires leurs juge-

¹ Lettre de M. de Lalanne, du Port-au-Prince, 17 février 1755 (*Ibid.*, vol. XCVII).

² Lettre de M. Etienne-Bernard de Clugny, baron de Nuits-sur-Armançon, intendant, du Cap, 25 décembre 1760 (*Ibid.*, vol. CVII).

³ « Le négociant et l'habitant riche, écrit Clugny lui-même, se plaignent rarement de ces voies irrégulières, parce que, bien loin d'en être la victime, ce sont eux qui y ont recours et qui y rencontrent toujours un moyen d'abréger les longueurs de la procédure ordinaire » (Lettre de M. de Clugny, du Port-au-Prince, 15 juillet 1761. *Ibid.*, vol. CVIII).

⁴ Des archers de la maréchaussée de Léogane, requis par le prévôt de prêter main-forte pour exécuter une ordonnance de l'intendant contre un habitant, refusent ainsi de marcher, disant que les officiers de milice leur ont défendu, sous peine de les faire pourrir à la barre, d'obéir à leur prévôt avant que celui-ci ait pris les ordres des officiers (Lettre de M. Maillart, intendant, 25 août 1740. *Ibid.*, vol. LXV). M. de la Chapelle, intendant, rapporte que le marquis de Fayet, gouverneur, « a coutume de dire à ceux qui s'adressent à lui pour avoir exécution de jugement : « Vous vous êtes pourvu en justice. Eh bien! allez dire au juge qu'il vous fasse payer! » (Lettre de M. de la Chapelle, 28 juillet 1737. *Ibid.*, vol. XLVI).

mens sous la peine du cachot ¹. » En 1735 encore, ne vont-ils pas jusqu'à exiger que les huissiers n'instrumentent point sans leur autorisation ² !

Que l'on proteste tant que l'on voudra contre d'aussi exorbitants privilèges dans l'ordre militaire, administratif ou judiciaire ! Ils existent, et il se trouve des voix assez hardies et courageuses pour ne pas craindre de les justifier auprès du pouvoir même. Oui, écrit le gouverneur Bart, en 1761, oui, « une branche de l'autorité est entre les mains du militaire ; c'est une suite de l'origine et de l'établissement de la colonie ; c'est une nécessité même eu égard à son état actuel. 8,000 blancs en tout, capables de porter les armes, sont disposés le long d'une côte qui a plus de 300 lieues de circuit. Près de 200,000 noirs, leurs esclaves et leurs ennemis, ou qui peuvent le devenir, sont autour d'eux le jour et la nuit. Il est donc nécessaire que ces 8,000 blancs ³ soient armés et leurs armes sont encore bien faibles

¹ Lettre de M. de Clugny, intendant, du Cap, 25 décembre 1760 (*Ibid.*, vol. CVII). L'année suivante, le même M. de Clugny constate que les commandants militaires se sont arrogé le droit de rendre contre les débiteurs des ordonnances de payer, sous peine de prison, dans le cas où la loi ne donne aux créanciers d'action que sur les biens et souvent au préjudice des compensations légitimes que les débiteurs pouvaient avoir à opposer (Lettre du même, du Port-au-Prince, 16 juillet 1761. *Ibid.*, vol. CVIII).

² Mémoire du Roi au marquis de Fayet, du 2 août 1735 (*Ibid.*, vol. XLII).

³ Je n'ai pas trouvé, à cette date de 1761, de recensement de Saint-Domingue me permettant de contrôler les chiffres donnés par Bart. Mais voici deux dénombremens de 1753 et de 1775 qui s'accordent bien à peu près avec ces chiffres et montrent dans quelles notables proportions s'accroît vers ce temps la population de Saint-Domingue, la population noire surtout.

Recensement de 1753 (joint à la lettre de M. de Lalanne, du 7 octobre 1754.

Ibid., vol. XCV) :

Villes et bourgs	38
Eglises	45
Hôpitaux	10
Prêtres	60
Hommes portant armes	4,639
Garçons portant armes	1,853
Garçons au-dessous de douze ans.	1,695
Femmes mariées et veuves	2,314
Filles à marier	774
Filles au-dessous de douze ans.	1,524
Mulâtres et nègres libres portant armes	1,332
Mulâtres et nègres libres au-dessous de douze ans.	1,009
Mulâtresses et négresses libres mariées et veuves	1,587
Mulâtresses et négresses libres au-dessous de douze ans.	804
Nègres esclaves	76,895
Négresses esclaves	50,891

contre la trahison de leurs esclaves, qui peut rendre les femmes et les enfants même autant à craindre que les plus forts d'entre eux. Ces 8,000 blancs ainsi répandus ne sont point des hommes nés dans le pays, retenus par le lien de la patrie et du sang. Ce sont des hommes que l'intérêt a appelés de diverses parts. Ces hommes ainsi armés ne sont point dans des villes et des bourgs et bourgades, où la nombreuse société fasse la sûreté réciproque, où des juges attentifs exercent une police exacte. Ils habitent au contraire çà et là, et y vivoient dans une espèce d'indépendance funeste à la société et à l'État même, si des rameaux de cette autorité militaire ne se subdivisoient pour s'étendre partout et y porter le principe de la subordination qui maintient tout dans l'ordre. Chaque petit quartier reconnoît donc un chef dans le plus ancien capitaine de milices. C'est lui qui distribue les ordres qui lui sont envoyés par le commandement pour le Roy, pour les travaux publics, pour la perception et le recouvrement des droits dus au Roy, pour la police des habitans en cas de rixes et de différends entre eux, pour la discipline des esclaves, pour le service militaire en temps de paix comme en temps de guerre. Ces petites puissances se partagent le soin de veiller et rendent exactement compte des moindres ordres qu'ils donnent. Ils ne s'immiscent point tant qu'on le dit dans les affaires civiles, à moins qu'ils ne reçoivent de leurs supérieurs quelques ordres pour procurer l'exécution des jugemens. Les procès vont leur train, sans qu'ils s'en meslent autant qu'on veut. Mais il n'en est pas de même des

Négrillons	19,713
Négrilles	17,360
Recensement de 1775 (<i>Ibid.</i> , vol. CXLIV).	
Hommes portant les armes	7,912
Femmes mariées ou veuves.	3,428
Garçons portant armes	1,519
Garçons au-dessous de douze ans.	1,735
Filles à marier	1,562
Filles au-dessous de douze ans.	1,442
Blancs à gages.	2,840
Mulâtres et nègres libres.	3,219
Mulâtresses et négresses libres.	2,678
Nègres	119,832
Négresses	91,242
Négrillons	27,177
Négrilles	23,220

rixe et voies de fait. Ils les arrêtent et il est aisé de juger combien leur entremise est utile dans un pays où tout blanc est armé et doit l'être, où l'on parcourt 30 lieues sans trouver ni siège de juridiction ni juge pour veiller à quelque police que ce puisse être ¹. »

Croirait-on cette page, où sont si fermement déduites les raisons de « la supériorité exécrée du militaire, » croirait-on cette page écrite en 1761 ? En nous exposant le rôle en apparence si modeste du capitaine de milices, ne nous décrit-elle pas en réalité un ordre de choses dont on n'a plus idée en France, et qui fut pourtant l'ordre de choses établi au plus beau temps de la monarchie, au temps de cette monarchie tempérée qui, s'appuyant sur la noblesse comme sur son plus ferme soutien, avait la noblesse pour la représenter dans la moindre paroisse du royaume, où le seigneur de village était vraiment le plus sûr auxiliaire d'un gouvernement qui, respectueux d'un long passé, ne croyait pouvoir confier à des mains plus dignes et plus paternelles la tâche de gouverner sous lui ? Et si cet ordre de choses, si glorieux pour l'aristocratie, et qui doit lui rester si cher, survit encore ou, pour mieux dire, ressuscite à Saint-Domingue au xviii^e siècle, alors qu'il n'est plus qu'un vain souvenir dans la mère patrie, peut-on s'étonner que les gentilshommes de France aient entrevu, ainsi que je disais, dans l'émigration comme une prolongation possible d'un genre de vie, d'un rôle social, d'une influence politique disparus et regrettés, et que ces gentilshommes aient été nos meilleurs et nos plus vaillants colonisateurs ? Encore une fois, c'est avant tout son indépendance, son indépendance perdue, qu'instinctivement la noblesse française tenta de retrouver aux colonies, et du mouvement d'expansion de cette noblesse au xviii^e siècle, ces causes profondes méritaient peut-être d'être rappelées.

De même, cependant, que l'influence politique, dont elle avait joui autrefois en France, avait valu à l'aristocratie une autorité morale incontestable, de même la situation qu'elle sut de bonne heure se créer à Saint-Domingue devait lui attirer dans la colonie une considération particulière et lui permettre de

¹ Lettre de Philippe-François Bart, capitaine des vaisseaux du Roi, gouverneur, du Port-au-Prince, 14 septembre 1761 (*Ibid.*, vol. CIX).

prendre peu à peu sur le monde qui l'entourait le plus heureux ascendant. Je le disais tout à l'heure, et l'on doit maintenant plus aisément s'en convaincre, cette noblesse de France unie, disciplinée, traditionnelle, ne pouvait manquer de devenir un élément d'ordre et de civilisation. Cela, un gouverneur, M. de Larnage, le devina de bonne heure. Exposant au ministre, en 1746, les raisons qui l'engageront toujours, dit-il, à favoriser les projets d'établissement des officiers dans l'île, soit qu'ils demandent à servir dans les quartiers où ils possèdent des biens, soit qu'ils sollicitent leur passage des troupes réglées dans la milice, on ne saurait trop, en effet, ajoute-t-il, encourager pareils desseins, car « ces officiers, qui restent dans le pays, y forment vraiment un levain d'habitans de meilleure estoffe que celle de nos premiers et vénérables auteurs ¹. » Un levain, aucune expression ne pouvait être plus heureusement choisie pour exprimer quel ferment était nécessaire à la transformation de la masse sans cohésion qu'était encore, à cette date de 1746, la population de Saint-Domingue. C'est la même idée qu'exprimaient, moins fortement, un certain Barthou, ancien procureur du roi au Cap, qui constatait, en un mémoire daté de 1764, que « la quantité de personnes comme il faut passées depuis quelques années à Saint-Domingue avoit singulièrement policé le pays ². » Et si l'on doutait de la valeur de ces témoignages, aux singuliers types que j'ai esquissés tout à l'heure il suffirait d'en opposer quelques uns empruntés à notre noblesse d'outre-mer pour comprendre quels modèles les uns purent être pour les autres. Parmi tant de gentilshommes transplantés à Saint-Domingue, il est vraiment des figures du plus admirable relief. Voici, au premier rang, M. Joseph de Paty, simple lieutenant d'infanterie en 1693, mais que, dès cette année, met hors de pair sa belle défense du Port-de-Paix contre les Espagnols ³. La poitrine traversée d'un coup de feu, jetant le sang à pleine bouche, il est fait prisonnier par les ennemis et mérite ce magnifique éloge de Du Casse : « Je racheterois le sieur de Paty de mon sang et de trois années de mes travaux, car cet officier a

¹ Lettre de M. de Larnage, du Petit-Goave, 6 mars 1746 (*Ibid.*, vol. LXIX).

² Mémoire sans date (*Ibid.*, vol. CXX).

³ Charlevoix, *Op. cit.*, t. IV, p. 62-75.

combattu comme un héros ¹. » Dans les fonctions qui lui sont ensuite confiées de gouverneur du Petit-Goave, de commandant des parties de l'ouest et du sud, dans celles de gouverneur particulier de Léogane, puis de lieutenant au gouvernement général, Paty se montre d'ailleurs administrateur aussi habile et zélé qu'il avait été soldat courageux. On a pu s'en rendre compte par tant d'extraits de lettres de lui que j'ai cités ². — De la même génération et de la même école est M. Pierre de Charritte, honoré de la croix de Saint-Louis dès 1698, lieutenant de roi, puis gouverneur particulier au Cap de 1701 à 1716, entre temps gouverneur général intérimaire, enfin lieutenant au gouvernement général ³. Singulière physionomie que celle de ce gentilhomme biscayen, auquel une mâchoire emportée à la guerre donne une expression farouche, connu dans la colonie pour sa haine des gens de justice et « procureurs ⁴, » qui lui fait proposer sans ambages à la Cour la suppression du Conseil du Cap ⁵ et généralement de tous les tribunaux civils, mais dont on n'ose blâmer la franchise, eu égard aux services qu'il rend sur la frontière espagnole. — Je pourrais citer encore M. Étienne de Chastenoye, qui, venu à Saint-Domingue en 1697, y sert sans interruption jusqu'en 1749, notamment comme lieutenant de roi, puis gouverneur particulier au Cap, trois fois gouverneur intérimaire, en 1732, 1737 et 1746, « méritant partout, au cours de sa longue carrière, le respect des officiers et la confiance des habitants ⁶; » mais il me tarde d'arriver à la plus

¹ Lettre de Du Casse, du 30 août 1695 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^e, vol. III).

² Il mourut le 17 octobre 1723. Voir plusieurs lettres de lui dans les vol. V, VI, VIII, IX, XV, XVIII de la Correspondance générale, et cf. Moreau de Saint-Méry, *Lois*..., t. I, p. 646, 652, 656, 662; t. II, p. 267, 268, 295-296, 299, 348, 439 et *passim*; t. III, p. 64.

³ Il mourut au Cap, le 16 octobre 1720 (Lettre de M. de Sorel, du 13 novembre 1720. A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^e, vol. XVIII). Voir des lettres de lui dans les vol. V, VI, VII, VIII, IX, XII, et cf. Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. II, p. 45, 81, 241, 273-276, 300-307, 309-311, 318, 323; t. III, p. 284. Cf. Dufau de Maluquer, *Armorial de Béarn*, t. I, p. 168-169.

⁴ Se plaignant du sieur Vincent, procureur général au Conseil du Cap, qui a empiété sur ses fonctions : « Que je ne le trouve plus sur mon chemin, écrit-il, endossé avec sa robe rouge!... Jamais le tropique n'a fait tourner de cervelle de la force qu'est la sienne » (Lettre du 20 janvier 1702. Corr. gén., Saint-Domingue, vol. VI).

⁵ Rapport de M. de Charritte, du 20 août 1712 (*Ibid.*, vol. IX).

⁶ Voir des lettres de M. Étienne Cochart, seigneur de Chastenoye, dans les vol. XXXVI, XLVII, LXVI, LXIX, LXXII de la Corr. gén. de Saint-Domingue,

curieuse sans contredit et la plus caractéristique figure de ces temps héroïques de la colonie, celle de M. Jean-Joseph de Brach, qui se trouve à un moment le doyen non-seulement des officiers, mais de tous les habitants, puisque, né vers 1660, entré au service comme garde-marine en 1680, débarqué à Saint-Domingue aux dernières années du xvii^e siècle ¹, il y meurt seulement en 1755, presque centenaire, sans qu'il paraisse l'avoir jamais quitté. D'abord lieutenant de roi à Léogane, puis gouverneur de Saint-Louis, il ne se retire du service qu'en 1745, à quatre-vingt-cinq ans ², et on le voit en 1749 encore présider le conseil de guerre chargé de juger l'affaire du fort Saint-Louis. Figure des vieux temps que ce gentilhomme ardent, ombrageux et bouillant, mais plein d'honneur, de franchise et de loyauté. On l'accuse « de mener dans son quartier le monde à coups de canne et de fouet, » et il ne croit pas devoir s'en disculper ³. Aussi ferme d'ailleurs vis-à-vis de ses chefs que de ses subordonnés, il resta longtemps célèbre dans la colonie par ses démêlés avec M. de Galliffet. En 1702, M. de Galliffet ordonne à M. de Brach de quitter sur-le-champ Léogane pour se rendre au Port-de-Paix ⁴. L'autre ne se presse pas d'obéir, alléguant le règlement de ses affaires personnelles. Nouvelle lettre de Galliffet lui enjoignant de tout abandonner. Cette lettre vaut au gouverneur, dont on soupçonne les origines, la nerveuse et jolie réponse que voici. Oui, M. de Brach a reçu l'ordre de quitter Léogane. « Mais, ajoute-t-il, vous vous êtes trompé, Monsieur, si vous m'avez cru party. On ne peut pas régler les affaires dans un jour.... Je suis honnête homme; ainsy, Monsieur, je ne veux emporter le bien d'autrui.... Si j'étois le fils d'un juif ou le petit-fils, j'aurois toujours mes coffres

et cf. sur lui, Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. II, p. 585; t. III, p. 96 et suiv., 101, 127, 133, 156, 201, 378, 381, 394, 415, 436, 457, 470, 480. Il se démit de ses fonctions en faveur de son fils, Achille Cochart, marquis de Chastenoye, qui fut nommé gouverneur du Cap le 1^{er} novembre 1749 (*Ibid.*, t. III, p. 890). Ce dernier épousa une demoiselle Le Tonnelier de Breteuil (*Ibid.*, t. IV, p. 3). Voir, sur lui, Moreau de Saint-Méry, *Ibid.*, t. IV, p. 208, 231.

¹ Lettre de M. de Brach, de Saint-Louis, du 4 mars 1735 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, vol. XLII).

² Lettre de M. Laporte-Lalanne, intendant, du Port-au-Prince, 20 décembre 1755 (*Ibid.*, vol. XCVIII).

³ Lettre de M. de Galliffet, de Léogane, le 30 août 1702 (*Ibid.*, vol. VI).

⁴ *Ibid.*

pleins, comme ces gens-là ont ordinairement de rapine et d'insure. Mais comme je suis le fils d'un honnête homme, je retire ce qui m'est dû pour payer ce que je dois ¹. » Que celui qui parlait ainsi à un gouverneur ne se gênât pas pour déclarer qu'il n'avait pas « connu un intendant ou un commissaire qui ne fust un voleur à pendre ², » personne ne s'en étonnera. On lui passe d'ailleurs ses boutades, se rappelant les services qu'il a rendus à la colonie naissante, et connaissant son caractère resté si vif qu'à soixante et onze ans, au sortir d'un repas sans doute trop plantureux, il offre le combat à un officier « qui lui a crotté sa chemise » à table ³. Retiré dans les dernières années de sa vie sur sa plantation, il monte chaque matin à cheval pour visiter ses cultures et ordonne lui-même tous ses travaux ⁴, réalisant ainsi mieux que personne le type de ces gentilshommes campagnards des anciens temps de la France, dont j'évoquais plus haut le souvenir.

Et ces témoins des premiers âges de la colonie ont d'honorables successeurs, sinon toujours héritiers de leur impétueux courage, de leur fougueuse ardeur, continuateurs au moins de leurs traditions d'honneur, de loyalisme, de dévouement au pays. « Dans le quartier voisin du Cap où il commande, écrit M. de Chastenoye, en 1732, M. du Castaing, capitaine de cavalerie, s'y comporte comme pourroit faire un des meilleurs officiers majors, y maintenant la paix, le bon ordre et accommodant bien des discussions ; actif, vigilant à exécuter les ordres qu'on lui

¹ Lettre de M. de Brach à M. de Galliffet, du 5 septembre 1702 (*Ibid.*).

² Lettre de M. de Chastenoye, du Cap, 12 mai 1732 (*Ibid.*, vol. XXXVI).

³ *Ibid.*

⁴ « Il avoit poussé sa carrière jusqu'à cet âge de cent cinq ans (*sic*), écrit l'intendant Lalanne, sans essayer la plus légère infirmité et l'on ne peut dire que sa bonne santé fût le fruit de sa continence ni celui du ménage. Il jouissoit depuis cinquante ans de sa fortune, et depuis ce temps il ne s'étoit rien refusé » (Lettre de M. de Lalanne, du Port-au-Prince, 30 décembre 1755. *Ibid.*, vol. XCVIII). Le vieillard se tua bien malencontreusement en tombant d'une chaise où il était monté pour prendre un livre dans sa bibliothèque. Mais il semble que Lalanne exagère en lui donnant cent cinq ans. Larnage écrivait qu'il avait quatre-vingts ans en 1741, et lui-même constatait en 1735 qu'il avait commencé à servir en 1680 (Lettre de M. de Brach, de Saint-Louis, 4 mars 1735. *Ibid.*, vol. XLII). Il serait né, d'après cela, vers 1660. Voir des lettres de lui dans les volumes V, VI, XLII de la Corr. gén. de Saint-Domingue, et cf. sur lui, Moreau de Saint-Méry. *Lois*..., t. I, p. 642-644, 652, 656, 663, 666, 686-688, 692; t. II, p. 66, 108, 131, 162-164, 206, 439; t. III, p. 444.

envoie et sachant se faire obéir ; vivant d'ailleurs très honorablement, ayant toujours défrayé tous les officiers et partie des habitans de son quartier, particulièrement les malaisés, quand il a esté question de détachemens, où il est toujours des premiers, et de marcher sur la frontière ¹. » Voici d'autre part l'éloge qu'en 1761, M. Bart, gouverneur général, fait du sieur Alexandre d'Hanache, « capitaine de cavalerie du quartier des Gonaïves, dont il a eu précédemment le détail en qualité d'aide-major des milices. » « C'est, dit-il, un très bon gentilhomme, qui est dans le pays depuis plus de trente-cinq ans. Il est parvenu, par la culture de sa terre et ses travaux, à se procurer une fortune honnête. Mais l'usage généreux qu'il en fait journellement depuis vingt ans, en la sacrifiant au public, la restreint à ne pouvoir suffire qu'à peine au soutien d'une famille composée de plusieurs enfans dont les aînés sont déjà au service. Le bien du sieur d'Hanache est en effet situé sur le passage de communication du Cap avec les parties de l'ouest et du sud, dans un lieu où le dernier aventurier aussi bien que les chefs de la colonie ne peuvent passer sans devenir ses obligés, par les secours de toute espèce que l'on ne peut recevoir que de lui et qui sont indispensables pour franchir un défilé long, pénible, impraticable. Ces secours sont le gîte, la table, les chaises, les chevaux de selle, les chevaux de charge et les nègres pour la conduite, que ce bon gentilhomme met sans compter à la disposition de tous ². »

Que tant d'exemples de courage, d'honneur, de fierté, de désintéressement, n'aient point produit leur effet dans le monde, si étrange qu'il fût, de Saint-Domingue, il serait difficile de le nier. Chose curieuse, la question se posa d'ailleurs dans la colonie même en 1762. Dans un curieux débat, engagé à cette date, entre le Conseil supérieur du Port-au-Prince et François Bart, gouverneur général, les deux parties exposaient, en de longs mémoires, et parmi beaucoup d'autres choses, les événements qui, à leur avis, « avoient peu à peu changé la face de la colonie, fait disparaître la rouille des premiers temps, s'adoucir les

¹ Lettre de M. de Chastenoye, du Cap, du 27 juin 1732 (A. M. C., Saint-Domingue. C^o XXXVI).

² Lettre de Philippe-François Bart, du Port-au-Prince, 28 août 1761 (*Ibid.*, vol. CIX).

mœurs, les hommes se policer et, perdant les usages licencieux de leurs origines, en perdre jusqu'au souvenir. » Mais, chacun attribuant ces résultats à des causes bien différentes, l'un, le Conseil, ne voyait, dans la métamorphose des anciens flibustiers en un « peuple d'élite, » que la haute et bienfaisante autorité des Conseils supérieurs, des sièges royaux, de la « glorieuse » magistrature de Saint-Domingue, en un mot ¹ ; l'autre, le gouverneur, soutenait que, s'il y avait eu amélioration, il était plus que présomptueux d'en attribuer l'honneur au seul ascendant du corps judiciaire, qu'elle se rattachait à bien d'autres choses, en particulier à l'influence que l'élément militaire, c'est-à-dire les gentilshommes émigrés de France, avait pris de bonne heure dans l'île. « Le Conseil, écrivait M. Bart, fait à sa manière un parallèle de la férocité des flibustiers, de la rusticité et simplicité des premiers colons, avec le *peuple d'élite* qui compose aujourd'hui la colonie de Saint-Domingue. Il fixe l'époque de cette métamorphose au temps de l'établissement fait par Sa Majesté, en 1685, d'un Conseil souverain et de quatre sièges royaux. Mais quel est l'écrivain assez peu judicieux pour attribuer le changement dans les mœurs à l'établissement des tribunaux, assez ignorant de l'histoire pour n'avoir pas eu lieu de reconnaître que c'est à la puissance d'un peuple, à la richesse publique et particulière, à l'exemple de ceux qui sont à la tête du gouvernement, à l'augmentation de son commerce, à la communication avec la métropole, que cette civilisation et adoucissement des mœurs sont dus. .. Quelques-uns des juges, devenus riches habitants, ont pu, il est vrai, contribuer à cette civilisation ... Mais en supposant qu'ils aient donné quelques exemples de belles mœurs, ils avaient, dans ces exemples, été précédés de bien loin par les officiers militaires qui ont gouverné la colonie et manié toutes les parties de son administration plus de trente ans auparavant qu'il y eût aucun tribunal établi ². »

Est-il vraiment possible, je le demande, d'indiquer plus précisément et plus finement le rôle de la noblesse dans la formation de la société française à Saint-Domingue, de cette noblesse autour de laquelle se groupèrent peu à peu, sans doute, pour

¹ Remontrances au Roi du Conseil supérieur du Port-au-Prince, 1761 (*Ibid.*, vol. CXI).

² Réponse de M. Bart aux remontrances du Conseil, 27 janvier 1762 (*Ibid.*).

faire corps avec elle, tous ceux que les sentiments, sinon la naissance, en rapprochaient, mais qui fut toujours le modèle auquel tint à honneur de se conformer la meilleure partie et la plus saine de la population, et qui, à Saint-Domingue aussi bien qu'ailleurs, doit être considérée comme l'agent le plus actif de la civilisation française ; de cette noblesse dont l'influence morale fut si indéniable que la qualité de gentilhomme en arriva à devenir, aux îles, le synonyme du titre d'honnête homme ¹ ; de cette noblesse, enfin, dont le rôle eût pu être bien plus fécond si, dans un stupide aveuglement, la monarchie n'avait adopté à son égard la plus déplorable politique, et engagé contre elle la lutte la plus néfaste.

IV.

Que le pouvoir ait dû être heureux de trouver dans l'aristocratie d'outre-mer non seulement un auxiliaire actif et énergique dans le gouvernement militaire et administratif de la colonie de Saint-Domingue, mais aussi une force capable d'imposer à la population de hasard qui s'y trouvait groupée l'esprit et les sentiments qui lui manquaient, c'est ce qu'il semblerait à peine nécessaire de dire. Il n'en fut rien cependant, et autant la politique coloniale de l'ancienne monarchie avait été, comme je le remarquais, avisée et prévoyante dans la poursuite de son plan de peuplement, autant elle parut frappée de cécité quand, s'offrant à elle le meilleur instrument qu'elle pût souhaiter pour parachever son œuvre, elle le repoussa et le brisa. Entre les deux sociétés qui s'étaient formées à Saint-Domingue, l'une composite agglomérat des éléments les plus hétérogènes, l'autre bloc solide et cohérent, la protection, les faveurs, les encouragements de l'État semblaient devoir être nécessairement acquis à la seconde. A quoi s'applique l'État pourtant ? A abaisser, à ruiner l'influence de ces gentilshommes qui l'eussent si puissamment secondé. Avec un implacable acharnement, il va jusqu'à s'allier contre eux à la partie la plus basse de la population ; et l'on essaierait vainement de s'expliquer cette attitude,

¹ C'est de là, au reste, et non d'ailleurs que viennent, je crois, les prétentions bien connues des colons à être tous gentilshommes.

si l'on ne reconnaissait bientôt qu'il n'y a là qu'un épisode, non certes le moins émouvant, de cette lutte acharnée que si imprudemment la monarchie mena contre la noblesse pendant plus de cent cinquante ans. A un siècle de distance, en plein XVIII^e siècle, et comme en raccourci et en ramassé, l'histoire intérieure des colonies, et tout particulièrement celle de Saint-Domingue, nous offre la continuation de ce combat sans merci d'où la monarchie était sortie triomphante dès la fin du XVII^e siècle sur le continent, dont elle devait sortir triomphante encore à Saint-Domingue, mais pour mourir, ici et là, de son triomphe.

De bonne heure, à Saint-Domingue, s'éveilla la méfiance du pouvoir vis-à-vis des gentilshommes. Elle se manifeste officiellement dès 1719 par l'ordonnance interdisant aux officiers de l'état-major « de faire désormais aucune habitation dans la colonie ¹, » mesure dont ce que j'ai dit plus haut des avantages que leur vaut leur situation d'habitants permet facilement d'apprécier la portée pour ces officiers ². C'était, en réalité, ruiner leur crédit matériel, — car en les réduisant à vivre de leurs appointements, on devait les forcer à contracter des dettes infinies, — mais leur autorité morale aussi. « En France, remarque très finement, à ce propos, M. de Sorel, gouverneur en 1720, les biens et fonds de terre ne mettent point les gentilshommes en concurrence avec les paysans, » car sur ces derniers, les nobles, même sans possessions territoriales, gardent toujours le prestige de leur nom. Dans ce monde de Saint-Domingue au contraire, où l'estime et la considération vont beaucoup plus à la fortune qu'à la naissance et aux titres, la pauvreté est une cause de mépris, la richesse conférant à peu près seule, aux yeux de beaucoup, l'autorité et le pouvoir ³. C'en est assez pour faire comprendre l'accueil réservé dans la colonie à cet inique et maladroit règlement qui, d'ailleurs, ne paraît pas avoir pu être sé-

¹ Ordonnance du Roi, du 7 novembre 1719 (Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. II, p. 655-656).

² En 1720, M. de Paty proteste ainsi contre l'obligation qu'on lui impose de vendre son bien et déclare qu'il renoncera plutôt à ses fonctions de lieutenant de roi : « Je me suis si fort acquis l'estime générale des peuples, écrit-il fièrement, que je n'ai pas besoin de la dignité de gouverneur pour la conserver » (Lettre de M. de Paty, de Léogane, 8 juillet 1720. A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XVIII).

³ Lettre de M. de Sorel, du 24 juillet 1720 (*Ibid.*, vol. XVII).

rieusement appliqué, puisque, trois ans après sa promulgation, l'intendant Montholon, choqué « du luxe de messieurs les officiers, » insistait infructueusement pour qu'il fût remis en vigueur ¹.

Mais déjà des projets plus dangereux se préparaient contre l'élément militaire et une lutte plus générale s'organisait, lutte tout à fait semblable à celle dont le royaume avait été naguère le témoin, alors que, systématiquement écartée des affaires par les fonctionnaires civils de tout ordre auxquels la monarchie donnait désormais sa confiance, la noblesse d'épée s'était trouvée réduite à l'impuissance. On a bien souvent rappelé et raconté les interminables débats qui s'élevèrent aux colonies entre gouverneurs et intendants, entre fonctionnaires civils et militaires, mais l'on n'a pas assez pris garde, je crois, en les exposant, qu'on assistait là à l'exécution du même plan qui déjà était réalisé en France : la subordination raisonnée de la noblesse au pouvoir central et à ses agents.

Dès qu'un intendant est établi à Saint-Domingue, c'est-à-dire dès le commencement du XVIII^e siècle, on peut dire que le duel est engagé. Dès lors on entend les nouveaux porte-paroles de la royauté revendiquer àprement leurs droits, empressés à signaler les moindres défaillances, les plus insignifiants abus de pouvoir de leurs rivaux, « les messieurs de l'état-major. » Contre eux, ce sont perpétuelles doléances. « Ils regardent, écrit l'intendant Duclos en 1736, ils regardent la colonie comme une place de guerre et les habitans comme des soldats qui n'ont d'ordre à recevoir que d'eux seuls ². » Or s'il se peut, renchérit La Chapelle, successeur de Duclos, que « cette dureté du gouvernement militaire ait esté bonne et mesme nécessaire dans les commencemens, » elle n'a plus aujourd'hui de raison d'être. Mais ces « messieurs veulent toujours rester maîtres de toutes les affaires ³. » Aussi, rien ne leur répugne davantage « que de reconnoître l'autorité d'un intendant, et ils regardent comme humiliant pour eux qu'il leur soit par lui ordonné quelque chose....

¹ Lettre de M. de Montholon, du Petit-Goave. 12 septembre 1723 (*Ibid.*, vol. XXII).

² Lettre de M. Duclos, intendant, du 19 avril 1736 (*Ibid.*, vol. XLIII).

³ Lettre de M. de la Chapelle, intendant, du 25 octobre 1736 (*Ibid.*, vol. XLIV).

Ils pensent aussi toujours que de leur ôter la connoissance des affaires civiles et contentieuses qu'ils prennent chacun dans leur commandement, c'est leur ôter le crédit et la considération dans laquelle ils prétendent que le bien du service exige qu'on les maintienne ¹. » « Cependant, ajoute l'intendant Maillart, le Roy ne sauroit jamais être bien servi dans ce pays si l'autorité des intendans et la dignité, ainsi que la supériorité de leur fonction, n'est généralement reconnue et maintenue dans toute son étendue ². » Puis ce sont griefs particuliers. Protestations d'abord contre l'entrée et la voix délibérative accordées dans les Conseils supérieurs aux officiers de l'état-major. Que ce privilège soit laissé au gouverneur général et aux gouverneurs particuliers, passe encore ! Mais qu'on l'enlève aux deux lieutenants de roi et aux deux majors qui en jouissent, « car ces messieurs, qui ont toujours été attachés au service militaire, n'ont ny étude ny expérience pour l'administration de la justice ³ ! » Ont-ils plus de droits à exercer la police, la petite police, au moins, c'est-à-dire tout ce qui concerne les rixes, les querelles, les cabarets, les réparations de rues, les femmes de mauvaise vie, les marchés ? Évidemment non, car la « police particulière doit être confiée aux juges ordinaires sous l'inspection de l'intendant ⁴. » Ces juges, on les met, d'ailleurs, dans l'impossibilité de remplir même leur charge de justice, « obligés qu'ils sont de renvoyer les parties qui s'adressent à eux par-devant les officiers majors, lorsque, sur la demande de la partie adverse, ces messieurs ont pris connoissance d'une affaire, ou s'ils ne le faisoient pas, de s'exposer aux traitemens les plus durs, à des citations au Petit-Goave qui les ruinent, et à mille indignités ⁵. » Plus violentes

¹ Lettre de M. Maillart, intendant, du Petit-Goave, 17 mars 1743 (*Ibid.*, vol. LXI).

² Lettre du même, 20 juillet 1745 (*Ibid.*, vol. LXVI).

³ Lettre de M. de Montholon, intendant, du Petit-Goave, 31 mai 1725 (*Ibid.*, vol. XXV).

⁴ Lettre de M. Duclos, intendant, du 19 avril 1736 (*Ibid.*, vol. XLIII), et lettres de M. de Lalanne, intendant, du Port-au-Prince, du 27 mars et du 7 octobre 1754 (*Ibid.*, vol. XCV).

⁵ Lettre de M. de la Chapelle, intendant, du 22 octobre 1736 (*Ibid.*, vol. XLIV). — Le principe, expose aigrement La Chapelle, est que les officiers peuvent être amiables compositeurs des contestations qui surgissent entre habitants, mais seulement du consentement des deux parties. Or, ajoute-t-il, voici comment les choses se passent : « Une des parties s'adresse d'abord à un officier de milice, lequel rend son ordonnance. Si la partie adverse ne veut point y acquiescer, il lui est ordonné de se rendre devant l'officier

encore, on le devine, sont les dénonciations des sous-ordres. « M. Butlet, major au Fort-Dauphin, écrit un certain Croisœuil, juge du même quartier, M. Butlet m'a dit cent fois qu'il avoit icy la mesme autorité que M. le général, que tout y résidoit en luy, que tout y dépendoit souverainement de luy, qu'il pouvoit tout ce qu'il vouloit, que les ordonnances du Roy, toutes les loix et usages du royaume n'étoient point faits pour les officiers majors de l'Amérique, qu'ils sont absolus dans leurs commandemens, et que, s'ils en doivent quelque compte, ils le rendent tel qu'ils le veulent ¹. » Vers la même date, un sieur Le Mayeur, juge au Cap, envoie, lui aussi, sa plainte au ministre contre « messieurs les officiers qui prétendent qu'il ne doit pas y avoir, en ce pays, d'autre justice que la leur..., qui disent que je ne suis juge que des matières dont ils veulent bien me renvoyer la connaissance ². » Et les approbations que donne le pouvoir à des Croisœuil, à des Le Mayeur, — nous avons vu quelle sorte de gens c'est là, — leur sont un encouragement. En 1735, un mémoire du Roi enjoint au marquis de Fayet, gouverneur, d'avoir à réprimer les excès de pouvoir des lieutenants de roi et officiers-majors ³. Nouveau mémoire dans le même sens adressé à M. de Larnage, en 1738 ⁴. Les intendants se sentent dès lors si bien soutenus qu'à peine M. de la Chapelle dément-il le propos qu'on lui prête que « le pouvoir ne veut désormais des gouverneurs à Saint-Domingue que comme rois de théâtre ⁵. »

major commandant, sous peine de désobéissance. Refuse-t-elle de s'y rendre dans le moment? Elle y est trainée par les archers, et là le jugement préparatoire est de passer plusieurs jours en prison. De là, sur la plainte portée par l'officier major, cet homme est mandé au Petit-Goave, où souvent, sans être écouté, il subit encore plusieurs jours de prison; après quoi on lui dit d'aller plaider tant qu'il voudra » (Lettre de M. de la Chapelle, du Petit-Goave, 18 avril 1736. *Ibid.*, vol. XLIII).

¹ Plaintes de M. Barthélemy Croisœuil, juge au Fort-Dauphin, contre les officiers des états-majors, et en particulier M. Butlet, 30 avril 1734 (*Ibid.*, vol. XL). Cf. les arrêts du Conseil supérieur du Cap sur l'affaire Croisœuil, des 3 janvier et 4 mai 1735, dans Moreau de Saint-Méry, *Lois, constitutions*..., t. III, p. 412-414.

² Lettre de M. Le Mayeur, juge au Cap, à M. de Fayet, 14 mars 1735 (A. M. C., Corr. gén., Saint-Domingue, C^o, vol. XLII).

³ Mémoire du Roi au marquis de Fayet, 2 août 1735 (Moreau de Saint-Méry, *Lois*..., t. III, p. 433).

⁴ Mémoire du Roi, du 30 septembre 1738, à MM. de Larnage et Maillart (Corr. gén., vol. LVIII).

⁵ Lettre du marquis de Fayet, du Petit-Goave, 25 juillet 1737 (*Ibid.*, vol. XLVI).

Contre ces menées, ces empièlements, ces manœuvres, nos gentilshommes, je dois le dire, se défendent bien, bien mieux peut être que ne l'avaient fait leurs ancêtres en de pareilles circonstances. Ils voient clairement d'abord à quoi veut en venir le pouvoir civil. « Autrefois, écrit M. de Fayet, dès 1736, tout le détail de l'île regardoit les gouverneurs et insensiblement MM. les intendans s'attribueront tout ¹, » et en 1750 encore, M. de Conflans ne craint pas de dire que « toutes les affaires doivent se traiter militairement dans la colonie ². » Il faut voir d'ailleurs avec quel dédain gouverneurs et officiers traitent les intendants : M. de Rochallart, désignant dans sa correspondance officielle elle-même l'intendant Montholon sous le nom méprisant de « l'écrivain ³, » et jurant que, si un intendant s'avisait de faire une information secrète sur son compte, « comme M. Milhon l'a fait sur le compte de M. de Choiseul, » il le ferait mettre au cachot ⁴ ; M. de Fayet, déclarant « qu'il estoit estonnant que les officiers vissent un intendant à moins que ce ne fût pour manger, quand ils n'en avoient pas ailleurs ⁵, » « que toutes les lettres et instructions de ces messieurs estoient des styles de bureau dont on prenoit et laissoit ce que l'on vouloit ⁶ ; » un simple major à Saint-Marc, M. de Champfleury, prétendant que « l'intendant n'est même pas en droit de faire mettre un habitant en prison ⁷, » et se vantant publiquement une autre fois d'avoir traité M. Maillart « comme un laquais ⁸. » Quant aux juges et autres fonctionnaires civils, aux « commis, » le militaire nourrit pour eux le même mépris que pouvait avoir à l'égard des gens de loi un gentilhomme du xvi^e siècle. « Il semble, écrit Du Casse, dès 1698, qu'on veuille faire de l'Amérique un pays de chicane comme la Normandie ; il l'eust pourtant fallu bannir

¹ Lettre du même, 12 juin 1736 (*Ibid.*, vol. XLIII).

² Lettre de M. de Conflans, gouverneur, à M. de Vaudreuil, 9 juillet 1750 (*Ibid.*, vol. LXXXIII).

³ Lettre de M. de Rochallart, du 15 mai 1726 (*Ibid.*, vol. XXVI).

⁴ Lettre de M. de Montholon, du Petit-Goave, 10 janvier 1725 (*Ibid.*, vol. XXV).

⁵ Lettre de M. de la Chapelle, intendant, du 28 juillet 1737 (*Ibid.*, vol. XLVI).

⁶ Lettre du même, 14 mars 1737 (*Ibid.*).

⁷ Lettre de MM. Dubois de Lamotte et Lalanne, du Port-au-Prince, 1^{er} mars 1752 (*Ibid.*, vol. XC).

⁸ Lettre de M. de Larnage, de l'Acul du Petit-Goave, 20 juillet 1745 (*Ibid.*, vol. LXVI).

comme une contagion, car je ne vois dans la justice que rapine et intérêts sordides ¹. » Un de ses successeurs traite le lieutenant de juge et le procureur du Roi de Saint-Louis « de gens sans foy ni loy et de menteurs, » et déclare que l'intendant fait courir un grave danger à la colonie « en mettant, comme il le fait, toute l'île en procureurs ². » Au sieur Dumesnil, procureur du Roi au Port-au-Prince, qui s'avise de défendre devant lui un de ses subordonnés : « Votre juge, répond M. de Vaudreuil, est un fin fripon en société de dix-huit ou vingt personnes, et vous pareillement, et l'intendant [M. de la Porte-Lalanne] est encore le plus grand. Il n'est fait que pour enrichir des gueux. Mais j'arrêterai tous ces brigandages, en embarquant pour France le maistre et les valets, piés et mains liés ³. » Répondant enfin aux représentations très vives faites, le 2 août 1735, aux officiers de l'état-major par le Roi, et qui lui ont été transmises, M. Buttet, major au Fort-Dauphin, proteste énergiquement auprès du ministre « contre l'autorité qu'on veut retirer au militaire pour la donner à des gens de justice et de finance, sangsues publiques, détenteurs des deniers du Roy, à un tas d'avocats, de sollicitateurs et d'huissiers. » On connaîtra bientôt, mais trop tard, ajoute-t-il, le défaut de la manœuvre qu'on veut faire en dépouillant le corps militaire de tout pouvoir dans la colonie pour en revêtir les seuls ennemis du Roy, je veux dire messieurs les magistrats ⁴. » D'ailleurs, tous ces officiers ne se bornent point aux paroles, mais opposant une résistance acharnée à tant de sourdes menées, ils défendent si énergiquement leurs privilèges et leur situation que vers 1750 encore, nous l'avons vu, ces privilèges ne sont point trop entamés ni cette situation trop compromise.

A cette époque toutefois, les patientes menées des intendants sont déjà bien près de triompher. Première victoire significative, ils parviennent, en 1753, à faire dépouiller les officiers-majors des troupes et des quartiers d'une partie de leurs attributions

¹ Lettre de Du Casse, du 27 juin 1698 (*Ibid.*, vol. IV).

² Lettres du marquis de Fayet, des 28 avril et 2 juillet 1737 (*Ibid.*, vol. XLVI).

³ Lettre de M. Dumesnil, procureur du Roi au Port-au-Prince, 22 février 1755 (*Ibid.*, vol. XCVIII).

⁴ Lettre de M. Louis-Marin Buttet, major au Fort-Dauphin, 10 avril 1736 (*Ibid.*, vol. XLV).

militaires et, par là même, de leur autorité, par la création, qu'ils obtiennent de la Cour, de deux majors des troupes centralisant entre leurs mains tout ce qui touche à la police et à la discipline du militaire ¹. Ce succès est bientôt suivi d'un autre plus décisif : la suppression des milices arrachée au ministère par l'intendant de Clugny.

Ce Clugny, le même qui fut plus tard contrôleur général, devait jouer à Saint-Domingue le rôle le plus néfaste. Dès son arrivée, en 1760 ², nous le voyons déployer à l'égard des officiers un zèle emporté. Sa correspondance est remplie contre eux d'accusations venimeuses et basses. Mais, plus audacieux que ses prédécesseurs, il ne se borna pas à des plaintes et sut dresser contre le pouvoir militaire la plus habile machination. Le 24 mars 1763 il obtient donc de la Cour la suppression des milices ³. Or, d'après ce que j'ai dit du rôle des capitaines de milices dans les quartiers et les villages, on peut facilement supposer quelle pensée avait guidé Clugny. Supprimer les milices, c'était supprimer les capitaines, et supprimer les capitaines, c'était enlever enfin au militaire le pouvoir qu'il détenait depuis si longtemps, et qui désormais, paraît-il, était incompatible avec le bonheur et les intérêts de la colonie. « Aux temps anciens, disent des mémoires inspirés par Clugny, la colonie de Saint-Domingue, composée d'un tas d'aventuriers que l'envie de s'enrichir et une humeur belliqueuse y avoient rassemblés, n'étoit point telle qu'elle se montre aujourd'hui. Des hommes errans, accoutumés aux coups de main, indisciplinés, en petit nombre et réunis en peu de lieux, avoient besoin pour être contenus de loix simples dont l'exécution fût soudaine, de loix du moment. Dans ces temps, un gouvernement militaire convenoit à des hommes mili-

¹ Règlement provisoire de M. Dubois de Lamotte, gouverneur, du 15 février 1753, et Mémoire du Roi, du 13 septembre (Moreau de Saint-Méry, *Lois*...., t. IV, p. 114-116 et 129-130). L'un des deux postes, celui du Cap, fut donné à M. de Fresne; l'autre, celui du Port-au-Prince, à M. Robert d'Argout, le même qui devint gouverneur général le 28 février 1777 (*Ibid.*, t. V, p. 762) Cf. la lettre de protestation de M. de Glapion, major du Port-au-Prince, du 24 mars 1753 (*Ibid.*, vol. XCIV).

² Sa commission est du 1^{er} janvier 1760 (Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. IV, p. 300-301).

³ Ordonnance du Roi touchant le gouvernement civil de Saint-Domingue, du 24 mars 1763 (*Ibid.*, t. IV, p. 538-566). Cette ordonnance fut complétée par celle du 1^{er} février 1766 (*Ibid.*, t. V, p. 13-27).

laires, et comme l'éducation et les sentimens qu'elle inspire ne cimentoient point les liens de la société, la contrainte devoit la resserrer, afin que cette société imparfaite pût subsister.... Mais si les milices ont été nécessaires lorsque la colonie n'étoit encore peuplée que des gens qui en avoient fait la conquête, et qui ont été longtemps obligés de veiller continuellement à sa défense, aujourd'hui c'est le gouvernement civil qui doit présider seul à la conservation de la société, lorsqu'elle n'est pas attaquée ¹. » Ce gouvernement civil, il importe donc de le substituer au plus tôt au gouvernement militaire qui vient de disparaître, dessein que, sans même consulter la Cour, Clugny se met en devoir de réaliser. « La suppression des milices, expose-t-il en une note, a entraîné nécessairement de nouveaux arrangemens. Les commandans de ces milices tenoient à l'administration civile par les détails dont ils étoient chargés dans leurs arrondissemens. C'étoient eux qui ordonnoient des corvées, de la réparation et entretien des chemins ; ils recevoient les recensemens, et avoient la manutention de la police dans leurs quartiers. Il a fallu suppléer à ces différentes fonctions, et préposer des gens qui fussent chargés de les remplir dans une forme plus régulière et plus municipale. C'est à quoi les gouverneur et intendant ont pourvu par deux ordonnances, par lesquelles ils ont établi des syndics dans les différentes paroisses, et déterminé leurs fonctions ². » Et lorsque le gouverneur, dont la signature semble

¹ Cf. Remontrances au Roi du Conseil supérieur du Port-au-Prince, 1761 (*Ibid.*, vol. CXI), et mémoire de M. Marcel, conseiller au même Conseil, du 16 novembre 1768 (*Ibid.*, vol. CXXXIV).

² « Observations adressées au ministre sur l'ordonnance du Roi du 24 mars 1763, supprimant les milices » (*Ibid.*, vol. CXVI).

L'ordonnance de MM. de Belzunce et Clugny portant établissement de syndics dans les paroisses, est du 17 juin 1763 : « Le Roy, y est-il dit, ayant, par son ordonnance du 24 mars, attribué à l'intendant pour l'administration civile les détails et l'autorité des intendants des généralités, et étant nécessaire de pourvoir au défaut d'officiers municipaux dont cette ordonnance suppose l'existence et de se rapprocher de l'ordre intérieur du royaume, pour le logement des gens de guerre, les corvées de nègres, les fournitures de voitures et de bestiaux, nous avons cru, pour remplir ces vues et nous conformer autant qu'il étoit en nous aux intentions de Sa Majesté, devoir établir dans les villes et les différentes paroisses des personnes qui, sous le nom de syndic, fussent spécialement chargées de ces objets et de quelques autres relatifs à l'administration civile. Par ce nouvel arrangement, nous avons lieu de nous promettre de l'égalité et de l'ordre dans les logemens, de l'exactitude et de l'utilité dans les corvées, de la précision et de l'équité dans les fournitures des voitures et des bestiaux. Cet établissement nous procurera en même

avoir été surprise, veut réunir une assemblée de la colonie pour connaître enfin les vrais sentiments des habitants, le mémoire remis comme instruction aux députés des quartiers du fonds de l'Île-à-Vache, des Anses, de Tiburon, des Cayes, mémoire qui nous est parvenu, et qui, sans nul doute, fut rédigé sous l'inspiration de Clugny, nous laisse mieux encore découvrir son dessein. « La milice, est-il exposé dans ce mémoire, la milice, sous quelque forme qu'elle se présente, soustrait à tout moment le citoyen à l'empire des loix pour le transporter sous celui de la discipline militaire. Or, dès qu'on cesse d'être sous la loi, on est dans l'anarchie et dans l'esclavage. Les députés devront donc insister sur l'établissement de l'administration municipale, qui peut seule être substituée à l'administration militaire qui résulte nécessairement de la milice.... Ce sera toujours, en effet, de l'établissement du gouvernement municipal que dépendra le succès de tout ce qui sera proposé pour l'avancement de la population, du commerce, des arts et de l'agriculture ; lui seul, dans chaque quartier, peut, en père de famille, veiller continuellement sous l'inspection des chefs, et donner à tous ces objets une attention qui ne sera point interrompue par d'autres soins ¹. »

Ce triomphe du pouvoir civil sur le militaire se marque d'ailleurs autre part que dans les pièces officielles. Il apparaît bientôt dans le « mépris » dont les moindres agents de ce pouvoir font preuve vis-à-vis des représentants les plus haut placés de l'état-major. M. d'Estaing, gouverneur, de passage aux Cayes, ne peut ainsi obtenir à loger et à coucher qu'en menaçant le syndic de le faire mettre en prison, tant s'affirme opi-

temps les moyens de donner aux habitants de cette colonie une marque de la confiance que nous avons en leur zèle, en leur abandonnant la nomination des sujets qu'ils croiront les plus propres à remplir ces fonctions » (Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, p. 594 et suiv.).

D'autre part, par une ordonnance du 18 juin 1763, Clugny, déclarant insuffisante la création faite par l'ordonnance du 24 mars de deux subdélégués principaux de l'intendant, créa un troisième subdélégué principal au Cap et des subdélégués particuliers au Cap, au Fort-Dauphin et au Port-de-Paix (*Ibid.*, p. 601-602).

¹ « Mémoire sur l'inutilité et le danger du rétablissement de la milice » remis comme instruction aux députés envoyés par les quartiers du fonds de l'Île-à-Vache, des Anses, de Tiburon, Marcheterre, et ceux de la ville des Cayes à l'assemblée convoquée par M. le prince de Rohan, qui s'est tenue le 10 décembre 1766 » (*Ibid.*, vol. CXXVII).

niâtre la mauvaise volonté de cet homme ¹. M. de Saint-Victor, major au Cap, s'étant permis de parler un peu rudement à un certain Mousselte, employé au détail de la guerre, l'autre le prend de haut, proteste de ses droits en un ridicule langage : « Les citoyens ne sont point aux ordres du militaire.... La justice venge les hommes outragés, maintient le bon ordre et ne canonise point l'oppression ². » Un huissier du Cap se fait enfin un malin plaisir « d'enlever, sous le nez de M. de la Ferronnays, sa voiture, au moment qu'il donnoit la main à une dame et qu'elle levoit le pied pour entrer dedans ³. »

D'où vient l'insolence de ce syndic, de ce commis, de ce recors ? Tout simplement de ce qu'ils prétendent avoir leur part dans la victoire de l'intendant, et à bon droit, car ils ont été ses plus fidèles alliés. Il faut bien le dire, en effet, c'est en s'appuyant sur la partie la plus basse de la population, sur ces conseillers aux Conseils que j'ai montrés trafiquant sans vergogne de leur mandat et de leur dignité, sur ces juges « sortis de la lie du peuple ou perdus de dettes ⁴, » sur ces fonctionnaires prévaricateurs, que Clugny a triomphé. Aussi de la désorganisation du gouvernement de la colonie est-il plus responsable qu'aucun de ses prédécesseurs. Ceux-ci, si acharnés qu'ils fussent contre le militaire, avaient toujours hésité, en particulier, à faire cause commune avec les deux Conseils. Lui, sans scrupule, avait déchainé les passions de leurs membres, excité en sous-main leurs prétentions, attisé leurs haines. On a des preuves certaines de ses manœuvres. Une lettre du gouverneur Bart est, à ce point de vue, accablante pour lui ⁵, et d'Estaing peut, de son côté, l'accuser justement « d'avoir contribué plus que personne au renversement des anciens principes des colonies ⁶. »

Si, d'ailleurs, on jugeait tels griefs exagérés, on trouverait facilement de quoi les justifier dans le déplorable état de choses qui succéda au proconsulat de Clugny. Moins de quatre ans après tant de belles réformes, un intendant, — je dis bien un

¹ Lettre de M. Charles Théodat, comte d'Estaing, du Cap, 15 janvier 1766 (*Ibid.*, vol. CXXVIII).

² Réclamation du sieur Mousselte, 1767 (*Ibid.*, vol. CXXXI).

³ Lettre de M. d'Estaing, du 1^{er} octobre 1764 (*Ibid.*, vol. CXX).

⁴ Mémoire de M. Bacon de la Chevalerie à M. de Choiseul, Fontainebleau, 13 octobre 1763 (*Ibid.*, vol. CXVI).

⁵ Lettre de M. Bart, du 22 septembre 1761 (*Ibid.*, vol. CIX).

⁶ Lettre de M. d'Estaing, du Cap, 2 mars 1766 (*Ibid.*, vol. CXXVIII).

intendant, — M. de Bongars, demandant son rappel, écrivait : « L'administration est dans un désordre dont je ne puis pas être témoin plus longtemps. Je n'ai de véritables reproches à me faire que de mon trop de ménagemens pour les Conseils.... L'autorité que s'arroe quelquefois le militaire n'est rien; un mot seul en est le frein. L'autorité qu'usurpent les Compagnies n'est jamais sans conséquences. Elle va toujours croissant ¹. » Et quelques années plus tard : « Il est temps, plus que temps, écrivait l'intendant, M. de Vaivre, d'arrêter les entreprises du Conseil du Cap. L'administration s'avilit chaque jour par les droits qu'il usurpe. Ce n'est plus un conseil occupé des affaires contentieuses, c'est un conseil d'administration portant un œil jaloux et curieux sur toutes les opérations des chefs, s'immisçant dans tout ce qui lui est étranger, opposant des défenses à leurs ordres, refusant d'enregistrer leurs réglemens, abusant contre eux du sens des ordonnances du Roy, et cherchant à inspirer le même esprit au Conseil supérieur du Port-au-Prince.... Ah! Monseigneur, quelle compagnie! quelle profanation du nom de magistrats dont ses membres sont honorés! Je rougis d'être leur chef ². »

Entre temps, du reste, ce n'est pas seulement l'administration qui est « tombée dans le désordre, » c'est la colonie tout entière. Lorsque enfin la Cour s'aperçoit des déplorables conséquences du gouvernement de Clugny et qu'effrayée elle se décide à faire un pas en arrière, à rétablir les milices ³, à rendre à l'état-major ses anciens pouvoirs ⁴, l'insurrection éclate de tous côtés dans l'île. Quels en sont les meneurs? Des membres des deux Conseils, des juges, des hommes de loi, des notaires, des procureurs. Quels en sont les champions? Uniquement des gens de basse naissance, « particuliers obscurs et sans éclat »

¹ Lettre de M. Alexandre-Jacques de Bongars, président au parlement de Metz, intendant, du Port-au-Prince, 6 juillet 1768 (*Ibid.*, vol. CXXXIII).

² Lettre de M. J.-B. Guillemin de Vaivre, conseiller du Roi au parlement de Franche-Comté, intendant, du Port-au-Prince, 1^{er} avril 1775 (*Ibid.*, vol. CXLIV).

³ L'ordonnance rétablissant définitivement les milices est du 1^{er} avril 1768 (Moreau de Saint-Méry, *Lois...*, t. V, p. 166-173) Cf. lettre du Roi au prince de Rohan, du 17 avril 1768 (*Ibid.*, p. 175-176).

⁴ Ordonnance du Roi portant rétablissement des états-majors à Saint-Domingue, du 15 mars 1769 (*Ibid.*, t. V, p. 231-232) Ces deux ordonnances du 1^{er} avril 1768 et du 15 mars 1769 furent complétées par celle du 20 décembre 1776 (*Ibid.*, t. V, p. 748-751).

Dans le quartier des Anses, par exemple, nous trouvons au nombre des rebelles : Jean-Pierre Mallet, « dont l'origine de la fortune est incertaine ; » Dugué, Thibaud, Mirandès, tous trois juifs portugais ; Descure de Lesparre, notaire ; François Dodeville, économe ; Collin, maître d'armes ; Flamand, tailleur ; Paris, cordonnier ; Pessin dit La Lime, garçon boucher ; Beau-regard, ancien soldat ¹. Dans le quartier du Cul-de-Sac, « si, écrit de même M. de Rohan, les habitans, qui ont organisé cette révolte, ne tiennent à aucunes alliances en France, et n'ont souvent d'autre recommandation que celle de leur fortune, j'ai eu, par contre, la satisfaction de voir que les plus anciennes familles, qui tiennent à la France par des alliances ou par leurs parens qui sont au service, n'avoient point trempé dans la révolte ². » Une lettre un peu postérieure de M. de Solon, habitant du fonds de l'Île-à-Vache, adressée à M. d'Argout, confirme la vérité de ces dires : « Vous savez aussi bien que moi, mon général, écrit M. de Solon, vous savez aussi bien que moi, qui suis un des plus anciens habitans de ce quartier, y ayant trente-cinq ans que je n'en suis sorty et quarante-cinq que je le connois, l'origine de tous ces coquins qui ont occasionné ces troubles, que nous pouvons avancer avec justice que c'est la plus vile canaille d'origine qu'on puisse estre, dont les pères et les mères ont esté laquais ou servantes ou mesme d'un estat plus vil ³. » L'on se rend bien compte au surplus de l'esprit qui anime les révoltés à ce détail que leur premier soin est de se présenter dans les habitations de tous les officiers de milices des quartiers pour leur demander leurs commissions, leurs habits d'uniformes et leurs armes ; à la moindre résistance, ils les en dépouillent de force et ne se retirent généralement qu'après avoir tout saccagé ⁴.

¹ Lettre de M. de Chamoux, capitaine de milices, à M. d'Argout, des Anses, 29 mars 1769 ; — de M. Lobinois, au même, de Cavaillon, 26 mars 1769 (*Ibid.*, vol. CXXXV).

² Lettre de M. de Rohan, du Port-au-Prince, 25 décembre 1768 (*Ibid.*, vol. CXXXII).

³ Lettre de M. Benech de Solon à M. d'Argout, du fonds de l'Île-à-Vache, 20 septembre 1773 (*Ibid.*, vol. CXLII).

⁴ Dans le quartier des Anses, « M. de la Roque cadet, n'ayant pas voulu rendre sa commission ni ôter son habit uniforme, les révoltés se jettent sur lui, le lui déchirent, ainsi que sa chemise qu'ils mettent en morceaux » (Lettre de M. d'Argout, du 19 mars 1769. *Ibid.*, vol. CXXXV). Ses voisins, M. Merlet de Fontenille et M. de Mausigny, ont à peu près le même sort (Lettre de M. Lobinois à M. d'Argout, de Cavaillon, 26 mars 1769. *Ibid.*). « Ils

La fermeté des chefs militaires, quelques concessions faites à propos, quelques punitions exemplaires aussi ¹ réussissent sans doute à ramener la paix. Mais la paix à peine rétablie, on s'occupe de faire renaitre la guerre. Dès 1771, l'intendant Montarcher reprend les déclamations accoutumées contre la tyrannie de l'état-major. « Depuis que les milices sont rétablies, » il se plaint de voir « les officiers dépouiller tous les jours les juges ordinaires de leurs attributions, » « ceux-ci et les particuliers écrasés sous une autorité arbitraire et menaçante, » « le pouvoir militaire énerver tous les ressorts du corps politique. » Et revenant aux errements de Clugny, il propose « de créer dans chaque paroisse un subdélégué, qui seroit en quelque sorte le représentant de l'intendant comme le commandant de milices le seroit du général. Chacun recevrait les ordres de son chef. Le subdélégué concurretoit avec le commandement dans toutes les parties d'administration communes, telles que les chemins, etc....; il seroit chargé de la police des corvées; correspondroit avec les officiers d'administration pour la partie des finances, les recensements, etc.... Il seroit, en un mot, l'homme de confiance de l'administration de la paroisse. Au-dessus de ces subdélégués seroient les subdélégués principaux qui concurretoient avec les officiers majors à l'administration commune ². » Plus vive encore est l'indignation de M. de Kerdisien-Tremais, commissaire-ordonnateur au Cap. « De la faiblesse et de la soumission aveugle de M. l'intendant Bongars à M. de Nolivos, il est résulté, écrit-il, que le militaire, déjà maître par état des

arrivèrent chez moi, écrit M. de Chamoux parlant des rebelles, me demandèrent ma commission et mes armes, puis se saoulèrent en chantant les chansons les plus impudiques, faisant des propositions obscènes à ma femme et à ma sœur, et je ne puis passer sous silence que Mallet, leur chef, était résolu pendant la nuit de violenter mon épouse » (Lettre de M. de Chamoux à M. d'Argout, des Anses, 29 mars 1769. *Ibid.*).

¹ Je fais allusion ici à l'acte de vigueur accompli par M. de Rohan, gouverneur, contre le Conseil supérieur du Port-au-Prince, le 7 mars 1769. Ce jour-là, la salle des séances étant cernée par une troupe de grenadiers, Rohan y pénétra à la tête de quelques soldats déterminés, criant : « Ah ! mes bougres, je vous apprendrai à être rebelles aux ordres du Roy ! Allons, vite ! point de ménagement pour ces bougres-là ! » Puis faisant empoigner, séance tenante, les plus mutins, il donne l'ordre de les conduire immédiatement à bord du *Saint-Jean-Baptiste* alors en rade, qui appareille immédiatement pour France (Représentations des conseillers du Conseil supérieur du Port-au-Prince à la Cour, 1769. *Ibid.*, vol. CXXXVII).

² Lettre de M. Jean-François Vincent, seigneur de Montarcher, intendant, du Cap, 16 novembre 1771 (*Ibid.*, vol. CXL).

troupes et par l'ordonnance des milices de tous les habitants tant des villes que des campagnes, s'est encore facilement emparé de toutes les parties de l'administration. Je dis de toutes, parce que les personnes chargées de détails qui n'appartiennent point à ce corps peuvent désormais se regarder... comme dans un état très passif. Et non seulement la puissance militaire est parvenue à tout envahir, comme je viens de le dire, mais elle a encore voulu le faire connaître par un appareil qui pût en imposer : outre les soldats de la légion, messieurs les commandants en second et lieutenans de roy ont encore à leur porte chacun un mulâtre de piquet, un cavalier de la maréchaussée et un archer de la police. Tout ce qu'il y a de gens instruits¹ se croient déjà réduits au sort des colonies espagnoles, où l'honneur, la vie, la fortune du citoyen se trouvent à la discrétion des gouverneurs et de leurs créatures² ! »

En un mot, la lutte reprend et se poursuit entre « le militaire » et « le civil, » pour durer d'ailleurs autant que la colonie elle-même, qu'elle entraîne tout droit à sa perte. De la perte de Saint-Domingue on a rendu responsables les noirs, les mulâtres. Ils n'ont point été les vrais coupables. Les vrais coupables furent ceux qui, systématiquement, enlevèrent toute force et toute autorité au seul pouvoir capable de contenir une société encore en formation comme l'était la société de Saint-Domingue, au pouvoir militaire, qui s'appuyèrent contre lui sur la plus vile partie de la population.³ Ces meneurs de désordre, ces fauteurs d'anarchie, ces intrigants, ces factieux, dont un intendant avait fait un jour ses auxiliaires, nous les retrouverons aux plus sombres heures de la révolution de Saint-Domingue. Ce sont eux qui acclameront avec enthousiasme les sacrés principes de liberté et d'égalité, sans d'ailleurs vouloir, le moment venu, les mettre en pratique ; eux qui s'acharneront à jeter à bas le gouvernement militaire ; eux, enfin, qui se détruiront et se

¹ C'est-à-dire de ce que nous appellerions aujourd'hui des « intellectuels, » car dans une lettre de la même année : « Il n'est personne dans cette colonie, écrivent MM. de Nolivos et Montarcher, qui s'applique à l'étude des lettres ou des sciences. Chacun s'occupe de sa fortune uniquement et tous sont partagés entre la culture et le commerce » (Lettre de MM. de Nolivos et Montarcher, du 20 décembre 1771. *Ibid.*, vol. CXL).

² Lettre de M. de Kerdisien-Tremais, commissaire-ordonnateur au Cap, 14 mai 1771 (*Ibid.*, vol. CXL).

proscriront les uns les autres au nom de la fraternité. En sorte que, si l'on a pu dire qu'en écartant volontairement de toute participation à la chose publique la noblesse du royaume, le trône s'était privé en France du plus sûr de ses appuis, on peut affirmer aussi justement qu'en consentant dans la plus belle de ses colonies à la destruction, à l'abaissement de l'élément d'ordre et de règle qu'y était la noblesse d'outre-mer, la monarchie prépara de ses propres mains la ruine de Saint-Domingue, et fut en partie responsable du désastre qui devait nous enlever « la perle des Antilles. » En 1773, M. Berquier, capitaine de milices au quartier de Jérémie, écrivait à M. d'Argout ces lignes prophétiques : « La colonie est plus foible qu'elle ne l'a jamais été ; et la plus désagréable et la plus sottè condition aujourd'hui qu'un fidèle sujet du Roy puisse avoir à Saint-Domingue est celle d'officier de milices, qui est détesté et abhorré du reste des humains, et mortifié par tous les gens de justice quand ils en trouvent la plus petite occasion. On ne craint pas de dire hautement que le Roy ne vouloit pas le rétablissement des milices, qu'il a si peu désapprouvé la résistance qu'ont faite les habitans qu'il vous a désapprouvé, vous, Monsieur, ainsi que M. le prince de Rohan, et qu'il a rétabli l'honneur des conseillers du Conseil supérieur du Port-au-Prince, qu'il a reconnus innocens.... Jugés du rôle que nous jouons dans notre quartier, M. de Spechbach ¹ et moi, malgré tout ce que nous avons fait pour détourner les habitans de la révolte et les dérober au déshonneur.... Je maudis tous les jours l'instant où j'ai formé le projet de venir en ce pays, et de m'y voir confiné pour le reste de mes jours, car je vous avouerai que je tremble de nous voir au premier jour sous la bannière ennemie. L'Anglois ambitieux convoitise cette triste colonie, que je vois sans force ni sans défense. Je lis dans les cœurs, et j'y vois écrits tous les malheurs dont nous sommes menacés ². » Moins de vingt ans après, ces sinistres prédictions devaient point par point se réaliser !

PIERRE DE VAISSIÈRE.

¹ M. de Spechbach, chevalier de Saint-Louis, commandant les milices du quartier de la Grande-Anse (Moreau de Saint-Méry, *Op. cit.*, t. V, p. 669).

² Lettre de M. H. Berquier à M. d'Argout, de Jérémie, 11 octobre 1773 (A. M. C., corr. gén., Saint-Domingue, vol. CXLII).

LES PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES

SOUS

L'ANCIEN RÉGIME ET JUSQU'AU CONCORDAT

I.

Organisation sociale de l'Église. — Les bénéfices : leur histoire, leurs abus. — L'intervention de la Royauté.

La puissance sociale possédée par l'Église dans l'ancienne France semble avoir été le plus précieux auxiliaire du rôle moral et civilisateur que le catholicisme avait assumé. Sortant du domaine du dogme pur et simple, l'Église imposait son influence dans les arts, les sciences, la littérature. Elle enrichissait l'intelligence humaine et semblait même se réserver les travaux de l'esprit auxquels était propice la paix des cloîtres, à une époque où les guerres incessantes absorbaient les activités individuelles.

Mais elle ne se contentait pas de cette suprématie intellectuelle. Elle possédait une organisation politique et sociale qui faisait maintes fois échec aux pouvoirs des rois et des grands feudataires. Cette organisation sociale, elle la propagea dans le peuple. Elle fut l'inspiratrice, peut-être même la cause efficiente des corporations et des confréries du moyen âge. C'est, en effet, dans le souffle de foi qui passa sur la France aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles que prit naissance, sous les arceaux gothiques des nouvelles basiliques, l'organisation corporative.

Des métiers intéressés au bâtiment, la solidarité professionnelle passa peu à peu dans les autres corps d'État. Les coutumes et les manifestations religieuses de ces associations fai-

saient participer l'Eglise à la vie sociale du peuple ; l'organisation économique était le cadre populaire de la religion.

L'Eglise avait mis ainsi son empreinte dans les diverses manifestations de l'existence nationale. Son influence incontestée était d'ailleurs facilitée par ses immenses richesses, qui égalaient, si elles ne dépassaient pas, les richesses royales.

Cette fortune avait comme contrepoids la charge presque complète de l'assistance ; et ce fardeau lui-même était un moyen d'exercer une influence plus grande en ayant une sorte de monopole charitable sur la foule des pauvres et des déshérités. On donnait à l'Eglise pour que l'Eglise donnât aux pauvres ; c'est ce qui explique en partie l'accroissement des biens ecclésiastiques.

Dans un « corps » ainsi organisé, la condition matérielle de chacun de ses membres, c'est-à-dire des prêtres, devait être prévue. Leur avenir devait être assuré ; il eût été illogique qu'une institution si puissante et si charitable laissât de côté ses auxiliaires, lorsque l'âge et les infirmités les rejetaient eux-mêmes dans la catégorie des déshérités.

L'Eglise n'écarta pas un tel souci, et dans tout le moyen âge on retrouve des secours et des pensions ecclésiastiques. Toutefois, ces allocations finirent par se confondre avec le régime des « bénéfices » et des abus se produisirent. Les dignitaires du clergé savaient se mettre à l'abri du besoin ; les petits, les modestes prêtres étaient parfois condamnés à une vie d'expédients, en présence d'un avenir très aléatoire. Il fallut promulguer en leur faveur une législation de protection, et les plaintes qui s'élevèrent de ce côté ne furent pas sans importance, comme nous le verrons plus loin, dans la chute de l'ancienne organisation de l'Eglise.

La fonction sacerdotale entraînait autrefois la possession d'une propriété territoriale. Les évêques étaient à cet égard de puissants propriétaires fonciers. Le pouvoir royal lui-même leur accordait des « bénéfices. » A leur tour, les évêques concédaient aux prêtres la jouissance d'une partie de ces biens.

Les « bénéfices » viendraient donc de sortes de récompenses accordées d'abord par les puissants ou le pouvoir royal aux évêques ou aux grands dignitaires de l'Eglise, — hommes qui, sous la robe ecclésiastique, portaient la cuirasse du guerrier, —

puis concédées en seconde main aux prêtres ou dignitaires d'ordre inférieur. Les récompenses accordées aux soldats romains portaient également le nom de bénéfices ; on en a fait l'origine des fiefs du moyen âge ; le même mot fut utilisé dans l'ordre religieux.

« L'usage des bénéfices, écrit Durand de Maillane ¹, fut amené par le fait que les évêques trouvèrent plus avantageux de faire administrer les biens des cures par les curés titulaires. Mais cette administration ne donnait aucun droit sur les biens. » D'après M. d'Héricourt (*Lois ecclésiastiques*), « un bénéfice ecclésiastique est le droit que l'Église accorde à un clerc de percevoir une certaine portion de revenus ecclésiastiques, à condition de rendre à l'Église les services prescrits par les canons, par l'usage ou par la fondation, » et Barbosa le définit ² : « Jus perpetuum quoad ipsum accipientem, spiritualibus annexum, ad percipiendos redditus ecclesiasticos ratione spiritualis officii, ecclesiastica auctoritate constitutum. » D'après le même auteur, le plus ancien document où l'on trouve le mot « bénéfices » est un canon du concile de Mayence tenu en l'année 813.

Le bénéfice ne comportait pas seulement la jouissance d'une propriété territoriale ; il consistait dans le droit de percevoir des oblations, des dimes, des prébendes ³, etc. Peu à peu, ce droit de jouissance, qui était simplement personnel, devint réel. Les possesseurs de bénéfices considérèrent ces droits comme étant une véritable propriété ; ils firent l'emploi de ces revenus suivant leur conscience, sans en rendre compte à personne.

L'ecclésiastique de l'ancien régime n'était donc pas seulement un administrateur spirituel, ayant charge d'âmes, mais aussi un administrateur temporel ayant charge d'intérêts purement matériels. Aussi, par la force des choses, le droit de juridiction appartenait-il à certains grands dignitaires. Au *bénéfice* était le plus souvent attachée une *dignité* qui donnait un rang et des préroga-

¹ *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, par E. Durand de Maillane, avocat au Parlement d'Aix, v° Bénéfice. Chez Benoit Duplain, libraire, rue Mercière à l'Aigle, Paris, 1770

² Barbosa, *Traité de droit ecclésiastique*.

³ La prébende était le droit de percevoir certains revenus dans une église cathédrale ou collégiale. Il pouvait y avoir prébende sans canoniat, mais il n'y avait pas de canoniat sans prébende.

tives dans l'Église. Il y avait les *dignités* concernant les chapitres ¹ (telles que les prélatures, les patriarchats, les primaties, les archevêchés et évêchés), il y en avait aussi dans les églises collégiales (prévôts ou doyens des prieurs) et dans les églises cathédrales (archiprêtres, archidiaques). D'après Rebuffe, le droit de juridiction était attaché à la *dignité* : *Dignitas vero dicitur quaedam praeeminentia cum jurisdictione*, etc. ... Il y avait toutefois, parmi les *dignités*, des distinctions qui prenaient le nom de *personat* et qui n'entraînaient pas le droit de juridiction : *Personatus est habere praeeminentiam in Ecclesia sine jurisdictione*, écrit Rebuffe. Dans ce dernier cas, le bénéficiaire exerçait un *office*, c'est-à-dire administrait les biens ecclésiastiques sans posséder de juridiction.

L'Église formait donc un pouvoir, pouvoir qui n'hésita pas, en maintes circonstances, à contrecarrer ou à entrer en lutte avec le pouvoir royal et qui formait, à proprement parler, un État dans l'État. Dès lors, cet État devait se préoccuper du sort et de l'avenir de ses dignitaires ou fonctionnaires de tous ordres. L'État civil n'avait pas à intervenir sur ce point.

Aussi l'Église accordait-elle des pensions et des secours à ses vieux serviteurs. Cette assistance ecclésiastique se manifestait de deux façons : par des rémunérations accordées sur les fonds généraux dont l'Église disposait. Cette première catégorie de pensions prenait le nom de « Pensions sur le clergé. » Elles ressemblaient à de véritables allocations accordées par un État à ses fonctionnaires âgés ou infirmes.

La seconde forme est plus intéressante, parce qu'elle se réfère à l'organisation même de l'Église à cette époque, et parce

¹ Il y avait des chapitres dans les églises cathédrales et dans les églises collégiales. Les membres de ces chapitres possédaient une hiérarchie qui se manifestait par des titres spirituels ou *canonicals* leur assurant une place particulière dans les chœurs et dans les chapitres des églises et leur donnant aussi le droit de percevoir des prébendes. L'église cathédrale ou épiscopale est l'église de l'évêque. Le chapitre qu'elle renferme est la réunion des chanoines, sorte de conseil épiscopal. Un certain nombre de prérogatives lui étaient concédées. Exemple : le droit de lever et de percevoir des dîmes ; la conservation des saintes huiles ; le droit de lever les corps dans les différentes paroisses de la ville pour les ensevelir, etc. Les églises collégiales sont composées de plusieurs chanoines qui forment un corps ou un collège. C'est là une sorte de chapitre inférieur comme préséance à celui de l'église cathédrale.

qu'elle donna lieu à de curieux abus. Elle consistait en des retenues faites sur les revenus des *bénéfices* en faveur de personnes autres que celles qui possédaient ces bénéfices. L'ecclésiastique qui cessait d'exercer le ministère sacré, qui ne pouvait plus administrer son bénéfice, se faisait accorder une pension par son successeur ou par celui qui administrait les biens qu'il quittait ¹.

L'origine de ces pensions est fort lointaine, aussi lointaine que celle des *bénéfices* dont elles étaient tirées.

En 451, le concile œcuménique de Chalcédoine déposa l'évêque d'Antioche, nommé Domnus. Maxime, son successeur, demanda que Domnus pût jouir pour son entretien d'une partie des revenus de l'Église d'Antioche. Les Pères du concile et les magistrats séculiers louèrent fort cette conduite et laissèrent à Maxime le soin d'accorder ce qu'il jugeait utile pour l'entretien de Domnus.

Cet exemple fut considéré comme un précédent digne d'être suivi. Aussi, lorsque le même concile déposa deux prétendus évêques d'Éphèse, leur laissa-t-il néanmoins la dignité épiscopale et une pension de 200 sols d'or (soit 1,600 livres) sur les revenus de cette Église.

D'après Jean Diacre, le pape saint Grégoire faisait donner des pensions aux évêques « lorsque la guerre les obligeait à quitter leurs Églises, ou lorsque des maladies incurables les contraignaient à demander un successeur. Il étendait cette faveur aux prêtres et aux clercs, même lorsqu'ils devaient quitter leur ministère pour cause d'indignité. Dans ce dernier cas, ils étaient envoyés dans un monastère où on leur faisait payer une pension par l'Église d'où ils sortaient. »

Mais, dès le milieu du ^{vi}e siècle, l'usage des pensions ac-

¹ Les Mémoires du clergé, t. XI, col. 918, considèrent ces pensions comme des charges imposées par le roi sur les fruits d'un bénéfice. Elles continueraient de frapper le bénéfice même au cas de vacance : « Pensio est certa portio ex aliqua mensa vel beneficio ex causa ad tempus non in perpetuum, separata. » — « Pensio dicitur a pendeo, pendes, quia pendet a beneficio a quo detrahitur, sicut usufructus a proprietate » (Rebuffe, *De pacif. possess.*, (n. 93 et seq.). Cf. *Dictionnaire raisonné de droit et de jurisprudence en matière civile ecclésiastique*, par M. l'abbé J. H. R. Prompsault, publié par M. l'abbé Migne, aux ateliers catholiques, rue d'Amboise, au Petit-Mont-rouge, barrière d'Enfer de Paris. 1849. T. III. V^e Pensions ecclésiastiques, p. 95.

cordées sur les bénéfices engendra les plus criants abus ¹.

Il n'était pas rare qu'un curé fût appelé par son évêque, soit pour remplir une mission nécessaire à l'administration de l'Eglise épiscopale, soit pour occuper un poste de faveur. Le plus souvent, ces curés obtenaient de conserver, à *titre de récompense*, une partie des revenus de l'église qu'ils quittaient. De cette façon, ils touchaient des émoluments à l'occasion de charges qu'ils n'exerçaient plus. Le concile de Mérida, en 666, fit un règlement sur cet usage, mais ne put l'abolir.

Certains curés abusèrent du droit qui leur était ainsi accordé. Ils se désintéressèrent de leur église, la quittèrent même et y placèrent un vicaire qui avait non seulement la mission de remplir leur office, mais aussi de leur verser une pension. Cette suppléance était assez recherchée; mais les curés demandèrent des pensions de plus en plus élevées, absorbant ainsi la plus grande partie des revenus de l'église et réduisant le vicaire à la *portion congrue*. Ce poste de vicaire était parfois comme mis aux enchères et donnait lieu à des marchandages peu édifiants où le cens promis croissait avec les désirs des concurrents. Une seconde fois le concile intervint; le pape Alexandre, au concile de Latran, voulut faire prohiber de tels usages. On interdit aux évêques et aux abbés d'imposer aux églises de nouveaux cens ou de s'approprier une partie de leurs revenus. Ce fut peine inutile.

Les bénéfices donnaient encore lieu à d'autres abus. C'est ainsi que lorsque plusieurs bénéfices étaient concédés au même titulaire, ce dernier les résignait, mais en se réservant de copieuses pensions. Cette pratique, tout humaine fût-elle, était condamnée par les canonistes et la décrétale du pape Innocent, qui traitait ces prêtres de simoniaques, « sauf dans le cas où la réserve des fruits aurait été faite avec juste cause et antérieurement à la démission ou collation. »

¹ Ces abus furent tels qu'on traite l'usage de ces pensions avec les termes les plus flétrissants : « *Pensio est plaga foetida ex percussione nervi ecclesiastici similitudinariae inflicta, beneficium sine ordinis obligatione, fructus sine labore manducatus, praemium sine opere, beneficium sine onere, medulla tritici, adeps frumenti, butyrum de armento, lac de ovibus, meracissimus sanguis uvae, mel de petra et oleum de saxo durissimo, videlicet de patrimonio Christi qui est petra, seges sine vomere, messis sine semine.* » (Basset, l'aidoyer 19. *Defin. Can., v° Pensions, n. 24.*)

Le schisme d'Avignon ne fit qu'augmenter ces abus. « On ne vit plus dès lors que des fermiers, plutôt que des desservants, dans les églises ¹. »

Pour couper court à ces usages, Charles VI prit un parti aussi héroïque que pratique ; il ordonna, par un édit du 6 octobre 1385, que « toutes ces réserves et pensions seraient saisies et mises sous sa main. » L'édit fut sans doute mal appliqué, car les conciles de Constance et de Bâle durent édicter de nouvelles interdictions à cet égard. Le concile d'Aix, tenu en 1585, déclara simoniaques « les pensions et les contrats de pensions sur bénéfices, dont la concession n'aurait pas été faite avec l'autorisation du Saint-Siège. » Ce fut, dit-on, du Vair, évêque de Lisieux, qui introduisit cette clause dans les actes de concession, pendant qu'il était garde des sceaux. Elle fut généralement employée dans la suite. Seulement, il arrivait parfois que si la cour de Rome refusait d'approuver de telles pensions les Parlements ou le Grand Conseil n'en ordonnaient pas moins le paiement par arrêté. L'autorité civile aidait à tourner les prescriptions de l'autorité religieuse.

D'autres fois, le contraire se produisait. Le pape autorisait et les Parlements « foudroyaient » ces concessions ; témoin cet arrêt du Parlement de Toulouse, « rendu contradictoirement en l'année 1493, veille de la Purification, qui tient pour non avenue une bulle du pape autorisant la sœur Jeanne de Cardaillac, abbesse du monastère du Vieux-Mur, à résigner son abbaye en faveur de sa sœur, avec réserve de tous les fruits, de toute la juridiction, correction et autres prééminences abbatiales et droit de regrès, dans le cas où elle viendrait à mourir ou à se retirer. »

Comment déraciner un usage tellement ancré dans les mœurs religieuses et civiles que les autorités de l'un et de l'autre côté étaient impuissantes à s'entendre et à arrêter une jurisprudence commune ? Un moyen se présentait : celui de limiter la pension pouvant être réclamée à une église.

Charles IX avait déjà obtenu sur ce point une certaine amélioration. Son ambassadeur au concile de Trente, M. de Lansac, fit prendre la décision suivante aux Pères du concile,

¹ Durand de Maillane, *op. cit.*

« s'accommodant aux circonstances et aux malheurs des temps : »

« Au reste, toutes lesdites églises cathédrales, dont le revenu annuel, selon la juste évaluation, n'excède point la somme de 1,000 ducats, et les paroissiales qui ne passent pas de même 100 ducats, ne pourront être chargées à l'avenir d'aucune pension ni réserve de fruits. »

Les rois de France eurent à revenir sur ce principe par de nombreuses ordonnances. Louis XIV en rendit une le 4 octobre 1670 ; puis il codifia tous les documents législatifs concernant la question des pensions ecclésiastiques et promulgua, en juin 1671, une loi générale, qui fut enregistrée au Parlement le 21 juin, et au Grand Conseil le 13 juillet 1671.

Voici cette loi, qui précise bien l'utilité de ces pensions, indique les abus auxquels donnèrent lieu les cessions de bénéfices, et détermine avec autant de netteté que possible les conditions requises pour obtenir ces pensions :

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : à tous présents et à venir, salut.

« Bien que la création des pensions sur les bénéfices, cures et prébendes, qui requièrent une résidence et un service actuel et continu, soit contraire à l'ancienne discipline de l'Église et à la pureté des canons, et qu'elle n'ait été tolérée, dans la suite des temps, que, pour de très justes considérations, particulièrement à cause du *grand âge et de l'infirmité de ceux qui avaient desservi longtemps leurs bénéfices*, et ne se trouvaient plus en état d'en faire les fonctions ; néanmoins cet usage, favorable en son origine, a depuis dégénéré en de grands abus. par l'ouverture qu'il a donnée à une espèce de commerce des cures et prébendes, en les faisant passer en différentes mains, avec rétention de pensions excessives et beaucoup au delà d'une légitime proportion : ce qui a mis les titulaires hors d'état de les servir avec l'assiduité et la décence qu'ils doivent, et donné lieu à plusieurs contestations suivies de différents arrêts, tant de notre Conseil que des autres Compagnies de notre royaume ; ce qu'étant directement contraire à l'esprit des canons, des conciles et des décrétales, comme aussi aux libertés de l'Église gallicane, nous avons estimé nécessaire de retrancher les abus qui s'y sont glissés, en renouvelant les dispositions faites par les canons.

« A ces causes, et autres considérations à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, statué et ordonné, et par ces présentes signées de notre main, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît, que ci-après les titulaires pourvus de cures, de prébendes ordinaires ou théologiques dans les églises cathédrales ou collégiales, ne pourront les résigner, avec réserve de pensions, qu'après les avoir actuellement desservies pendant le temps et espace de quinze années entières, si ce n'est pour cause de maladie ou d'infirmité, connue et approuvée de l'ordinaire, qui les mette hors d'état, le reste de leurs jours, de pouvoir continuer de faire les fonctions et desservir leurs bénéfices; et sans néanmoins qu'audit cas les pensions que les résignants retiendront puissent excéder le tiers du revenu desdites cures et prébendes; le tout sans diminution ni retranchement de la somme de 300 livres, qui demeurera aux titulaires desdites cures et prébendes pour leur subsistance par chacun an, franche et quitte de toutes charges, sans comprendre en ladite somme le casuel et le creux de l'Eglise ¹, qui appartiendra pareillement aux curés, ensemble les distributions manuelles qui appartiennent aux chanoines; et quant aux pensions qui se trouveront avoir été ci-devant créées sur les cures et sur les chanoinies et prébendes des églises cathédrales ou collégiales en faveur des résignants, nous voulons et ordonnons qu'elles soient réduites au tiers, sans diminution desdites 300 livres, ainsi qu'il est exprimé ci-dessus, nonobstant tous traités et concordats pour cause de procès, résignations, permutations, demande en regrès, faute de paiement desdites pensions, et tous cautionnements desquels nous avons déchargé et déchargeons les obligés. »

Cette loi donnait satisfaction aux légitimes besoins des prêtres âgés ou infirmes, et était une véritable délivrance pour de pauvres curés qui, auparavant, se trouvaient réduits à la « por-

¹ Par casuel ou creux de l'église, on entend les rétributions accidentelles que reçoivent les curés dans leurs paroisses; c'étaient des *oblations*, c'est-à-dire des offrandes volontaires faites à l'autel ou hors de l'autel, au plat, à la quête, ou au tronc, par dévotion, ou pour l'administration des sacrements ou pour quelque autre cause pieuse.

Durand de Maillane, *op. cit.*, v^o Oblations.

tion congrue » par les exigences des pensionnaires, dont la situation était souvent peu intéressante.

Elle n'en souleva pas moins d'amères récriminations. Son texte ne semblait viser, en effet, que les pensionnaires des cures et prébendes ; mais nous avons vu plus haut que d'autres offices ou distinctions entraînaient des bénéfices, et, par conséquent, pouvaient donner lieu à cession et à pension. C'est pourquoi, aussitôt après la promulgation de la loi de 1671, nous voyons la levée en masse et les réclamations des ecclésiastiques pensionnés sur les « dignités, » « personats, » « semi-prébendes, » « chapelles » et « autres bénéfices non cures. » « Sans doute, prétendaient les mécontents, notre charge nous impose bien l'obligation de la *résidence*, condition prévue dans l'édit de 1671, mais cet édit ne mentionne littéralement que les cures et prébendes, il ne parle pas de nos fonctions particulières, nous sommes donc hors la loi, et nos pensions, bien qu'excédant le chiffre indiqué dans l'édit, ne peuvent être réduites. »

C'était là l'une de ces chicanes qui foisonnent dans les annales de l'ancienne jurisprudence ; nous ne voulons pas dire par là que notre procédure actuelle ait fait sur ce point beaucoup de progrès. Quoi qu'il en soit, les protestataires pouvaient arguer du principe que la loi tolère ce qu'elle n'interdit pas, et Louis XIV dut revenir sur sa précédente décision. Par une déclaration du 9 décembre 1673, enregistrée au Grand Conseil le 13 et au Parlement le 5 février 1674, le roi étend formellement l'édit de 1670 à tous les bénéfices. « Nous avons dit et déclaré, et par ces présentes signées de notre main, disons et déclarons, en interprétant ledit édit, que notre intention a été qu'il ait lieu, tant pour les *prébendes ordinaires ou théologiques* que pour toutes les autres dignités, *personats, semi-prébendes, vicairies, chapelles et autres bénéfices* des églises cathédrales et collégiales, qui requièrent résidence, de telle dénomination et qualité qu'ils puissent être, » etc....

« Ces deux règlements, — écrit Durand de Maillane, en 1770, — ont toujours été exécutés. » — Ils n'en donnèrent pas moins lieu à de multiples applications de jurisprudence.

La fameuse question de la régale, qui passionna tant l'Église de France vers l'époque de ces édits, a des accointances assez intimes avec cette question des pensions ecclésiastiques. Ces

pensions étaient en effet concédées sur les bénéfices ; or, la régale était le droit pour le roi « de conférer certains bénéfices dépendant de la collation des évêques, quand ils vaquent ou qu'ils se trouvent vacants dans le temps de la vacance du siège épiscopal, avec l'administration des fruits et temporel de l'évêché ¹. »

Les auteurs du XVIII^e siècle n'ont que des notions obscures sur l'origine de la régale ; mais selon M. d'Héricourt, « cette ignorance ne donne aucune atteinte au droit pris en lui même. » Il était d'ailleurs de bonne politique de ne pas contester un tel droit. « Les archevêques, évêques et chapitres de quelques provinces, et particulièrement de celles de Languedoc, Guienne, « Provence et Dauphiné, » qui s'en prétendaient exempts, s'attirèrent une déclaration royale (édit du 10 février 1673) qui ne permettait pas de réplique :

« Malgré que ce droit ait été déclaré nous appartenir universellement, par arrêt de notre parlement de Paris de l'année 1608 (24 avril), disons et déclarons le droit de régale nous appartenir universellement dans tous les archevêchés et évêchés de notre royaume, terres et pays de notre obéissance, à la réserve seulement de ceux qui en sont exempts à titre onéreux..., » etc. ².

Louis XIV savait réduire les plus récalcitrants et n'admettait point de contestations sur de tels chapitres. Sur ce point comme sur celui des pensions, la jurisprudence eut des principes tirés de textes législatifs aussi précis qu'impératifs.

Les pensionnés connurent la limite de leurs droits et leurs légitimes revendications purent avoir gain de cause, sans risquer de se heurter, tantôt à l'autorité ecclésiastique, tantôt à l'autorité des parlements.

¹ Durand de Maillane, *loc. cit.*

² En janvier 1682, Louis XIV rendit un édit « concernant l'usage de la régale, » où il déterminait toutes les règles relatives à l'exercice de son droit. Voir aussi « la déclaration du clergé de France touchant la puissance ecclésiastique » du 19 mars 1682 et l'édit qui suivit cette déclaration le 23 mars 1682.

II.

La période révolutionnaire. — Les pensions de la Constituante. — Le silence du Concordat. — Rapide retour aux temps actuels.

Lorsque les représentants du peuple furent portés au pouvoir par le flot révolutionnaire, ils aperçurent, à côté de la puissance royale abattue, la puissance de l'Église qui subsistait debout.

Frapper de suite un tel organisme, ce fut sans doute la volonté de beaucoup. Une sorte d'hésitation s'empara néanmoins de la majorité et l'Église put croire que la tourmente révolutionnaire l'épargnerait. Mais les réclamations du petit clergé, pressuré et souvent réduit à la « portion congrue » par les lourdes pensions qu'il devait payer à des supérieurs hiérarchiques, attirèrent l'attention de l'Assemblée constituante. Au lieu de la transformation brutale, on chercha une amélioration à un régime qui, après avoir traversé tant de siècles, jouissait encore de sa force acquise.

La nuit du 4 août 1789 vit disparaître les privilèges, et pourtant un décret du 11 août déclarait que « nul ne pourrait posséder plusieurs pensions sur bénéfices, si elles excédaient la somme de 3,000 livres ¹. » L'Église, à ce moment encore, possédait donc ses bénéfices et son ancienne organisation.

La Constituante se rendit bientôt compte que la puissance de l'Église n'était pas seulement morale, mais matérielle, et que le meilleur moyen de porter atteinte à une puissance morale, qui s'exerçait sur la majorité des citoyens, était de détruire sa puissance matérielle. Dépossédée de ses bénéfices et de ses richesses, privée de ce monopole de l'assistance qui la rendait si populaire, l'Église devait ne plus inquiéter jamais les pouvoirs laïques. Et c'est pourquoi le décret des 2-3 novembre 1789 déclara les biens ecclésiastiques propriétés nationales :

« ARTICLE PREMIER. — Tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir, d'une ma-

¹ Voir les décrets des 5 janvier 1790, 5 février, 24 juillet, 3 et 6 août 1790, concernant les séquestres de pensions, la déclaration des pensions existantes, les « portions congrues » des titulaires des bénéfices, le mode de paiement des pensions, etc...

« nière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, sous la surveillance et d'après les instructions des administrateurs des provinces.

« ART. 2. — Dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucune cure moins de 1,200 livres par année, non compris le logement et les jardins qui en dépendent. L'État s'impose les mêmes obligations en abolissant les dîmes ¹. »

La nation, d'après ce décret de la Constituante, se reconnaissait donc bien la débitrice de l'Église. Elle prenait à sa charge l'entretien des ecclésiastiques et l'assistance des pauvres, comme contre-partie de la dépossession territoriale dont l'Église était frappée.

Mais il restait les ecclésiastiques âgés ou infirmes, et qui, par ce fait, ne rentraient pas dans la catégorie des desservants en activité. Ces ecclésiastiques, nous le savons, avaient droit à des pensions, d'après la jurisprudence nettement affirmée par les ordonnances de Louis XIV. Devait-on les rejeter, s'en désintéresser? La Constituante ne le crut pas; et, moins de dix mois après la confiscation des biens religieux, elle rendit le décret des 12 juillet, 24 août 1790, où l'on trouvait au titre III les articles suivants :

« ART. 9. — Les curés qui, à cause de leur grand âge ou de leurs infirmités, ne pourraient plus vaquer à leurs fonctions, en donneront avis au directoire du département qui, sur les instructions de la municipalité et de l'administration du dis-

¹ Les dîmes de toute nature et les redevances qui en tiennent lieu furent abolies par le décret du 21 septembre 1789, « sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte divin, à l'entretien des ministres de l'autel, » etc. — La loi du 10 février 1791, qui confisquait les immeubles affectés à l'acquit des fondations, des messes et autres services, prévoyait également une indemnité sous la forme de « l'intérêt à 4 %, sans retenue, du produit net de la vente desdits biens. » — La loi du 18 août 1792 supprima toutes les congrégations séculières et confréries. Par le décret du 28 messidor an XIII, les biens et rentes provenant des confréries furent transmis aux fabriques. — Art. 1^{er}. En exécution de l'arrêté du 7 thermidor an XI, les biens non aliénés et les rentes non transférées provenant des confréries établies précédemment dans les églises paroissiales appartiendront aux fabriques. (V. avis du Conseil d'État du 28 août 1810, Duvergier, 2^e édition, portant que les biens des confréries appartenant aux fabriques, les membres de ces confréries n'ont aucun droit d'en disposer.)

« trict, laissera à leur choix, s'il y a lieu, ou de prendre un
« vicaire de plus, lequel sera payé par la nation, sur le même
« pied que les autres vicaires, ou de se retirer avec une
« pension égale au traitement qui aurait été fourni au vicaire. »

« ART. 10. — Pourront aussi les vicaires aumôniers des hôpi-
« taux, supérieurs de séminaires et tous autres exerçant des
« fonctions publiques, en faisant constater leur état de la manière
« qui vient d'être prescrite, se retirer avec une pension de la va-
« leur du traitement dont ils jouissaient, pourvu qu'il n'excède
« pas la somme de 800 livres. »

Ces dispositions, tout en engageant l'avenir, semblaient viser surtout les titulaires déjà en possession d'une pension. Une phrase d'un autre décret des 6, 11, 24 août 1790 précise bien notre opinion à cet égard : « Les titulaires sont renvoyés au directoire du district dans lequel se trouvaient les biens *sur lesquels leurs pensions étaient assises*. » C'est aussi l'avis de MM. Léon Béquet, conseiller d'État, et Paul Dupré, conseiller d'État honoraire : « Ces pensions, écrivent-ils ¹, étaient toutes spéciales, destinées à s'éteindre progressivement et à disparaître complètement, et ne constituaient en aucune façon un système de retraite. »

Une série de décrets vint donc déterminer les conditions de liquidation et les modes de paiement de ces pensions. C'était là un énorme travail; à peine fut-il achevé qu'une autre série de décrets détruisit toutes les dispositions prises, réduisit et même supprima les pensions. Caprice peu surprenant à une telle époque, qui se manifesta, en particulier, par les décrets des 5 brumaire (26 octobre 1793), 21 frimaire et 17 ventôse de l'an II.

La Convention rétablit ces pensions par la loi du 18 fructidor an II (4 septembre 1794) :

« ART. 1^{er}. — Les ci-devant ministres du culte, religieux et religieuses, pensionnés de la République, toucheront, sans délai, chez les receveurs de district, l'arriéré des sommes qui leur sont dues en exécution des décrets précédemment rendus et continueront à l'avenir à être payés par trimestre, sur le même pied. »

¹ *Répertoire du droit administratif*, t. IX. v° Cultes. Pensions et secours. Paul Dupont, éditeur, 1891.

Le travail rejeté par caprice, mais heureusement conservé dans les cartons de l'administration, vit le jour et fut appliqué. L'Almanach du clergé, de 1793, nous donne le tableau de ces pensions.

Règlement des pensions ecclésiastiques d'après la qualité respective des ayants droit

		QUOTITÉS DES PENSIONS EN RAISON DE L'ÂGE au 23 novembre 1793	
Lois du 24 août 1790 et du 2 frimaire an II.	Curés, vicaires et desservants de cures.	Au-dessous de 50 ans.	267 ^r
		A 50 ans accomplis.	333 ^r
		A 70 ans accomplis.	400 ^r
	Bénéficiers dont le revenu a été liquidé à 800 fr. et au-dessus.	Au-dessous de 50 ans.	267 ^r
		Et au-dessus de cet âge indistinctement.	333 ^r
	Pour tous les autres bénéficiers dont le revenu net est inférieur à 800 fr., la pension est toujours du tiers de ce revenu.		
Lois du 26 février 1790 et 2 frimaire an II.	Religieux, prêtres profès.	Mendiants.	Dans les trois âges ci-dessus.
			233 ^r 267 ^r 333 ^r
		Rentés.	Comme les bénéficiers.
			267 ^r 333 ^r
Lois du 14 octobre 1790 et 16 août 1792.	Religieuses de chœur professes.		Au-dessous de 40 ans.
			167 ^r
			De 40 à 60 ans . . .
			200 ^r
			De 60 ans et au-dessus
			233 ^r
	Sœurs converses professes.	Le tiers des fixations primitives dans les	
		trois âges attribuées	
		aux religieuses de chœur.	
			111 ^r 133 ^r 144 ^r

En 1792, le chiffre total de ces pensions atteignait 80,000,000. En 1838, il n'était plus que de 2,500,000. Le décès des titulaires ou leur rentrée dans les fonctions actives du ministère ecclésiastique et aussi, selon l'abbé Prompsault ¹, les « réductions autorisées par les lois de finances subséquentes, » amortissaient rapidement la dette reconnue par l'Assemblée constituante et la Convention.

¹ *Dictionnaire raisonné de droit et de jurisprudence*, 1849. Cf. également *Traité de l'administration du culte catholique*, par A. Vuillefroy, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Joubert, éditeur, 1842.

Le sujet spécial que nous avons désiré traiter dans cet article nous interdit des digressions sur la situation morale et politique de l'Église pendant toute la période révolutionnaire. Il était seulement bon de signaler que la législation de cette époque s'était vivement préoccupée de l'avenir des ecclésiastiques âgés et infirmes, alors que plus tard, dans des périodes plus paisibles, des périodes où les gouvernants affectaient l'attachement à l'Église, l'on ne se tourmenta pas de la situation précaire des vieux serviteurs de la religion.

Cette question ne fut d'ailleurs pas envisagée au moment où le gouvernement français et le Pape conclurent un *modus vivendi* qui séparait le passé du présent et laissait espérer pour l'avenir une ère de paix. La convention passée à Paris le 26 messidor an IX, entre Pie VII et Bonaparte, et qui devint, après les ratifications échangées à Paris le 23 fructidor an IX, la loi relative à l'organisation du culte, du 18 germinal an X (8 avril 1802), ne porte aucun engagement de l'État vis-à-vis des retraites ou des pensions ecclésiastiques ¹. Il y était simplement dit à l'article 14 : « Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les paroisses seront compris dans la circonscription nouvelle ². »

C'était sans doute insuffisant au point de vue de la question que nous avons examinée. Cette omission fut en partie réparée plus tard. Les limites de cet article nous interdisent de prolonger cette étude pendant le siècle dernier. Nous ne pouvons que mentionner le décret du 13 thermidor an XIII qui, s'il avait été bien appliqué par le clergé, pouvait lui permettre de pourvoir aux besoins des ecclésiastiques âgés et infirmes, au moyen des caisses diocésaines. Disons aussi que Napoléon III fonda, en 1853, la caisse générale des retraites ecclésiastiques, qui fonctionne encore aujourd'hui.

Les préoccupations qui, à cet égard, avaient assailli les révolutionnaires de 1789 ne semblent pas troubler nos législateurs

¹ Documents historiques : Concordat du 13 février 1813, dit de Fontainebleau, et décret du 25 mars 1813 qui prescrivait son exécution. Concordat passé à Rome le 11 juin 1817, qui abrogeait formellement celui de l'an X, mais qui n'a pas reçu d'exécution.

² Les traitements des ministres protestants furent fixés par un arrêté du 15 germinal an XII. La loi du 8 février 1831 mit les traitements des ministres du culte israélite à la charge de l'État.

d'aujourd'hui. Dans l'empressement apporté à déraciner l'idée religieuse elle-même, à peine une pensée d'*humanité provisoire* s'est-elle glissée dans le texte de la loi de Séparation, en faveur des prêtres actuels.

En présence de telles tendances, le clergé catholique peut se demander avec anxiété quelle sera, pour lui, l'issue de cette lutte engagée contre la religion. Nous nous garderons bien de douter du triomphe des idées de justice et de vérité, car nous croyons à l'éternité de l'Église. Mais la perspective d'une période plus ou moins longue, plus ou moins cruelle, de désorganisation religieuse doit faire réfléchir le clergé sur la nécessité de sortir des lois d'exception dans lesquelles il s'est plu jusqu'ici. Par une suprême habileté politique, on fait un code spécial pour la religion et ses prêtres, de sorte qu'une sur-enchère de sectarisme peut facilement violer ou modifier ce code sans porter directement atteinte à l'ensemble des institutions nationales.

Tout autre serait la situation du clergé s'il cherchait à assurer son avenir au moyen de la législation de droit commun. Associations, sociétés de secours mutuels, caisses de retraites, peuvent être utilisées par lui.

On hésiterait peut-être alors à toucher à de semblables institutions, car il y aurait un contre-coup immédiat et profond sur des groupements de même nature, qu'un gouvernement doit ménager s'il désire rester populaire.

Les ecclésiastiques les plus modestes gagneraient à une telle organisation de ne pas voir leur existence matérielle soumise aux multiples aléas contre lesquels le commun des mortels peut chercher des garanties. Au lieu d'attendre des secours et des pensions, que la loi mesure avec parcimonie, le clergé catholique pourrait trouver dans notre législation sociale les moyens de venir en aide aux ecclésiastiques âgés et infirmes.

Certains diocèses sont entrés dans cette voie et nous faisons des vœux pour que leur exemple soit suivi ¹.

E. DEDÉ,

Avocat à la cour de Paris.

¹ Voir notre article sur *Les Retraites ecclésiastiques et la Mutualité sacerdotale*, publié par la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1905.

UN SOLDAT D'AUTREFOIS

BUGEAUD EN 1815 ¹

I.

A la chute de l'Empire, en 1814, Bugeaud, nouvellement promu major, commandait provisoirement le 14^e de ligne, qui faisait partie de l'armée de Catalogne, aux ordres du maréchal Suchet, duc d'Albuféra. Il n'avait pas encore dix ans de services ni trente ans d'âge ; mais il comptait de nombreuses actions d'éclat, et, particulièrement apprécié de Suchet, il paraissait destiné à une brillante carrière. Toutefois il n'était qu'à demi satisfait. Engagé volontaire en 1804, il avait eu des débuts difficiles, et ce n'est qu'en 1809, après le siège de Saragosse, qu'il avait conquis le grade de capitaine. Blessé au combat de Puls-tuck, en 1806, et mal guéri à l'expiration de son congé de convalescence, il s'en était vu refuser la prolongation et avait envoyé sa démission qui, heureusement, n'avait pas été acceptée. L'armée d'Espagne, dans laquelle il servait depuis 1808, guerroyait loin des yeux de l'empereur, c'est-à-dire sans stimulant ; sous un chef que le duc de Feltre, ministre de la guerre, n'aimait pas et dont, par conséquent, les propositions d'avancement passaient difficilement ² ; et enfin contre des bandits, des prêtres, des femmes fanatisés, — ennemi terrible, sans contredit, mais bien humiliant tout de même pour ces fiers régiments qui ne s'étaient jusque-là mesurés qu'avec les plus belles troupes

¹ Archives du ministère de la guerre, *dossier du maréchal Bugeaud*. Archives nationales, F¹ du, B 21.

² A la suite du combat d'Ordal (septembre 1813), où Bugeaud s'était couvert de gloire comme chef de bataillon, le duc d'Albuféra l'avait proposé, et à plusieurs reprises, pour colonel ; mais le ministre s'était borné à le nommer major et à lui envoyer de banales félicitations.

de l'Europe. Si vous ajoutez que Bugeaud appartenait à une famille noble, dont plusieurs membres, pendant la Révolution, avaient péri, les armes à la main, pour la cause royale, vous saurez déjà quelques-unes des raisons pour lesquelles le major du 14^e de ligne vit rentrer les Bourbons avec moins de déplaisir que la plupart de ses compagnons d'armes.

Vingt ans plus tard, quand son nom commença à s'imposer à l'attention publique; quand son attitude provocante à la tribune de la Chambre (où il représentait la Dordogne) lui eut aliéné l'opposition; quand il eut consenti à garder la duchesse de Berry, captive à Blaye, et qu'il eut tué en duel un de ses collègues qui lui avait jeté à la face l'épithète de geôlier, la presse, fouillant dans son passé, y retrouva l'histoire de cette première volte-face, et elle ne manqua pas de lui en faire un grief de plus. On oubliait, ou plutôt, comme dans toutes les polémiques de presse, on feignait d'oublier que Bugeaud avait alors agi comme presque tous ses camarades de l'armée, et que, délié du serment de fidélité qui l'attachait à l'empereur, rien ne l'empêchait de continuer à servir la France sous ses nouveaux maîtres. On ne savait pas, ou, si on le savait, on faisait comme si on ne savait pas, qu'il était né gentilhomme, mais pauvre, et le dernier d'une famille de quatorze enfants; qu'élevé parmi des paysans et comme eux, il n'avait eu, pour ainsi dire, ni foyer ni éducation, et qu'il devait tout à l'armée. Soldat dans l'âme, il aimait son régiment par-dessus tout au monde, et son régiment le lui rendait. Et cette union, cimentée par des années de souffrances et de dangers communs, il aurait dû la rompre, par prévision, pour fermer la bouche plus tard à quelques journalistes? La vraie, la suprême raison de sa conduite en 1814, elle est là : servir l'empereur ou le roi, que lui importait au fond? L'essentiel à ses yeux était de ne pas se séparer de ses frères d'armes, et, plus heureux que beaucoup d'autres, il y réussit.

C'est à Orléans que le 14^e de ligne alla tenir garnison. Cette ville était alors animée de sentiments très royalistes, et la population n'en ménageait pas l'expression. Par politique autant peut-être que par conviction, et pour son régiment tout autant que pour lui-même, Bugeaud crut bon de faire chorus avec elle. Mais, politique ou conviction, le fait est que bien peu d'officiers

de l'ancienne armée impériale donnèrent, sous la première Restauration, des gages aussi multipliés et aussi éclatants de leur attachement à la royauté, et que bien peu obtinrent d'elle, en retour, plus de faveurs. C'est des mains mêmes de la duchesse d'Angoulême, venue à Orléans pour cette cérémonie, que le 14^e de ligne reçut son nouveau drapeau. Le 20 mai, les officiers du régiment adressèrent une pétition au roi pour que le major Bugeaud, leur commandant provisoire, fût élevé au grade de colonel : bien qu'il eût deux concurrents déjà pourvus de ce grade, il fut confirmé le 9 août dans son emploi. Huit jours plus tard, le colonel « titulaire » du 14^e de ligne avait « l'honneur de solliciter la croix de Saint-Louis », et il signait sa demande : Bugeaud, *marquis* de Lapiconerie ¹. Cette distinction lui était accordée le 20 août, et, le 3 octobre suivant, il était admis solennellement dans l'ordre. Parmi d'autres manifestations, on cite encore de lui cette adresse au roi, datée d'Orléans, le 21 août 1814 :

« Sire,

« Les officiers et soldats de votre 14^e régiment d'infanterie de ligne attendaient avec la plus grande impatience leur nouvelle organisation qui vient d'être terminée par M. le lieutenant général Dupont-Chaumont, pour renouveler un serment déjà gravé dans tous les cœurs, celui d'être fidèles à Votre Majesté jusqu'à la mort.

« Vous trouverez toujours en nous, Sire, des sujets entièrement dévoués à la patrie et au souverain qui en est le père. »

Pour lier ainsi sa fortune à celle des Bourbons, il fallait que Bugeaud eût bien peu songé à l'éventualité d'un retour de Napoléon. Cependant, il était en marche avec son régiment pour gagner Lyon, et, de là, la frontière des Alpes où devait se masser un corps d'observation destiné à tenir en respect Murat et

¹ La signature habituelle de Bugeaud est *Bugeaud* tout court. Toutefois, sous les deux Restaurations et dans ses rapports avec les autorités, il signa ses lettres : *BUGEAUD de Lapiconerie* ; encore la disposition graphique de ce dernier nom dénote-t-elle quelque hésitation, quelque gêne, car il est écrit en lettres sensiblement plus petites que le premier, le seul, d'ailleurs, qui soit accompagné du paraphe réglementaire. Mais, parmi les nombreuses lettres autographes de Bugeaud qui me sont passées sous les yeux, c'est ici la seule fois que je l'ai vu se qualifier de *marquis*.

les révolutionnaires d'Italie, quand, à l'étape de Montargis, lui parvint la grande nouvelle du débarquement de l'empereur. Aussitôt la plus vive agitation s'empara du régiment. Entraînés par les bourgeois, les soldats se répandirent dans les cabarets, acclamant Bonaparte et se livrant à de nombreuses libations en son honneur.

Il n'y avait pas six mois que Bugeaud, recevant la croix de Saint-Louis, avait juré, les deux genoux en terre, d'être, selon la vieille et saisissante formule du serment, « fidèle au Roi ; de ne jamais se départir de l'obéissance qui lui était due ; de garder, défendre et soutenir de tout son pouvoir l'honneur de Sa Majesté, son autorité, ses droits et ceux de la couronne envers et contre tous ; de ne jamais quitter son service pour aller à celui d'aucun autre prince.... » Et combien d'autres promesses du même genre n'avait-il pas faites depuis un an?... Pour un homme comme lui, jeune, ardent, ambitieux, passionné de gloire militaire, on peut deviner quelle lutte commença, dès lors, entre son devoir et son inclination. Si bien garnie que soit la crèche, le cheval de bataille n'entend pas sans frémir la trompette guerrière, sans trouver pesante la chaîne qui l'attache à l'écurie.

Longtemps il résista cependant, avec sang-froid, avec fermeté, avec un courage de plus en plus méritoire, car la poussée des événements et des hommes croissait d'heure en heure. Toutes les mesures propres à calmer l'effervescence de ses soldats, à les maintenir dans l'obéissance et la discipline, il les prit loyalement et énergiquement. Dès le premier jour, c'est-à-dire lorsque le 14^e de ligne était encore à Montargis, il fit battre le rappel et, devant le régiment assemblé, il lut l'ordre suivant :

Soldats, on prétend que Napoléon a débarqué à Fréjus. Cet événement serait funeste à la France, si elle n'avait pas des soldats fidèles à leurs serments et à leurs devoirs. Vous n'écoutez point, j'en suis sûr, les séductions que quelques malveillants pourront diriger contre vous. Vous avez trop d'honneur pour abandonner des drapeaux que vous avez juré de défendre. Je compte sur vous comme sur moi-même. Nous ferons notre devoir en toute occasion. Vive le Roi !

Il eut ensuite un long entretien avec les officiers pour leur

tracer une ligne de conduite conforme à leurs serments ; il ordonna des patrouilles partout où la troupe, continuant sa route, devait s'arrêter, et il consigna tous les établissements publics sur son passage. Jusqu'à Joigny, les populations se montrèrent assez calmes ; mais là les opinions favorables au retour de l'empereur se manifestaient déjà hautement, et plus il avançait dans l'intérieur de la Bourgogne, plus les esprits témoignaient d'exaltation. Bien que ses soldats ne pussent, malgré toutes ses précautions, manquer de subir le contre-coup de ce mouvement, ils portaient cependant encore la cocarde blanche, quand ils arrivèrent, le 13 mars, à Avallon, et même leur vue fit rentrer les trois couleurs qui avaient reparu dans cette ville. A en croire les royalistes du lieu, notamment l'hôte même chez qui le colonel était descendu, le 14^e de ligne aurait pu sauver la France. Informé par une dépêche du maire de ce qui se passait à Avallon, le général Boudin, qui commandait le département à Auxerre, envoya, le 15 au matin, au colonel Bugeaud l'ordre de quitter immédiatement la ville et de se joindre aux troupes qu'on s'efforçait de rassembler pour couvrir et défendre Paris. Bugeaud n'avait qu'à simuler un départ et, en revenant par les bois qui entourent Avallon, il se serait facilement rendu maître de Napoléon, car, lors de son entrée dans cette ville, le lendemain, à deux heures de l'après-midi, l'empereur n'avait pour toute escorte que deux cents hommes seulement. Évidemment, rien n'était plus facile en soi qu'un tel coup de main, et même rien de plus aisé pour un chef tel que Bugeaud, qui était précisément et qui fut toujours un guerrier à coups de main. Si l'idée de tenter pareille aventure lui traversa l'esprit ; s'il put s'imaginer un instant que le sort de l'empereur, et tout ce qui en dépendait dans le monde, était attaché à sa décision, quel dut être son trouble ! Mais, pour réussir, il eût d'abord fallu un régiment absolument sûr. Ce n'était plus le cas du 14^e, et le colonel ne le savait que trop bien. La preuve, c'est que, sans attendre les ordres du général Boudin et sentant lui-même ses soldats trop mal disposés pour les rapprocher davantage de l'empereur, il avait pris sur lui de les faire rétrograder par la route de Paris et de fuir ainsi la contagion.

Cn se préparait au départ, lorsqu'un avant-coureur de Napoléon, le général Girard, pénétra dans Avallon, proclamant

que la France n'avait plus d'autre souverain que l'empereur, et qu'il arrivait. Bugeaud s'était enfermé dans son logement et ne voulait voir personne. Le général Girard, forçant sa porte, s'enferma avec lui. Que se passa-t-il entre eux ? Ni l'un ni l'autre ne l'ont dit. Mais d'après la suite des événements, il semble facile de reconstituer l'entretien. Il fut convenu, — non sans peine, tout l'indique, de la part de Bugeaud, — que le mouvement sur Paris se poursuivrait, le colonel persistant à considérer sa troupe comme battant en retraite, et le général la regardant comme une avant-garde de l'empereur, la fortune se chargeant de décider entre eux. En même temps, un officier du 14^e de ligne, — envoyé par qui ? on ne sait, mais par le général, cela n'est guère douteux, — partait au-devant de l'empereur pour lui annoncer que le régiment était à ses ordres.

Le jour même, la troupe se remit en marche, son drapeau blanc toujours déployé, non plus vers Lyon, mais sur la route d'Auxerre, c'est-à-dire vers Paris. De violents murmures s'élevèrent dans les rangs lorsqu'on vit la tête de la colonne s'engager sur ce chemin. Cependant, avec de la fermeté, Bugeaud et ses officiers étaient parvenus à faire cesser ce mouvement d'indiscipline, quand, au bout de quelques heures, le général Girard les rejoignit. Aussitôt tous les soldats crièrent : « Vive l'empereur ! » et entourèrent leur colonel, le suppliant de les ramener du côté de Lyon. Bugeaud obtint à grand-peine qu'on irait jusqu'à Vermenton, lieu de l'étape. Là, on apprit simultanément que Bonaparte devait coucher le soir même ¹ à Avallon, et que le corps d'armée parti de Besançon avait pris la cocarde tricolore. Ces nouvelles achevèrent de monter la tête aux soldats. Ils envoyèrent à leur colonel une députation pour lui déclarer « qu'il leur en coûterait beaucoup de lui désobéir, mais

¹ « L'aigle volant de clocher en clocher » allait cependant un peu moins vite que les faiseurs de nouvelles : c'est seulement le lendemain, 16 mars, que Napoléon arriva dans cette ville. Empruntons encore à la relation de l'hôte royaliste de Bugeaud, qui nous a déjà servi, l'amer récit de l'entrée de l'empereur à Avallon : « Bonaparte est arrivé à deux heures, la ville était remplie d'habitants de la campagne attirés par la foire de carême qui se tenait ce jour-là. Le nouveau souverain a paru aux fenêtres de l'hôtel de la Poste où il était logé et a fait un air gracieux à son bon peuple. Mais en voyant si peu de bourgeois sous ses fenêtres, un officier de la suite laissa échapper ces mots : « C'est ici comme à Lyon, nous avons pour nous les troupes et la canaille. »

qu'ils étaient résolus à attendre l'empereur et qu'ils le suppliaient de ne pas les abandonner, désirant faire la guerre sous ses ordres. » En racontant plus tard ces événements et arrivé à ce moment décisif : « Je l'avouerai, dit Bugeaud, cette unanimité des soldats et l'enthousiasme du peuple de la Bourgogne me firent croire que le mouvement était le même dans toute la France. Je me laissai ébranler, malgré que je reconnusse parfaitement que nous allions nous engager dans une lutte terrible et trop inégale; mais je ne doutais plus, d'après la disposition des esprits, de l'installation de Bonaparte sur le trône de France, et je sentais qu'il était urgent qu'on pût disposer de suite d'une force suffisante pour s'opposer aux Anglais et aux Prussiens qui touchaient nos frontières. L'envie de préserver mon pays d'une invasion étrangère acheva de me déterminer. Ne pouvant plus d'ailleurs l'empêcher, je permis de porter la cocarde aux trois couleurs que beaucoup de soldats avaient déjà reçue des habitants. » Quand l'empereur arriva à Vermenton, il fut reçu solennellement par le préfet de l'Yonne, Gamot, beau-frère du maréchal Ney, venu d'Auxerre pour lui faire sa soumission; le 14^e de ligne bordait la haie et présentait les armes. Ainsi fut consommée la défection de Bugeaud ¹.

II.

Mais le colonel du 14^e de ligne avait donné trop de preuves, des preuves trop récentes et trop retentissantes de son attachement à la royauté pour que le nouveau gouvernement pût s'abstenir d'y prendre garde. Au duc de Feltre, royaliste converti, avait succédé, comme ministre de la guerre, le prince d'Eckmühl que la Restauration avait disgracié et ramené, par suite, avec empressement au service de l'empereur, le prince d'Eckmühl dont on sait, au surplus, si le cœur était accessible

¹ Quelques jours auparavant, et dans une situation identique, un autre colonel, le colonel Durand, du 11^e de ligne, alors en garnison à Chambéry, avait agi tout autrement. Appelé à Grenoble pour s'opposer à la marche de Napoléon, il n'avait pu empêcher son régiment de passer à l'empereur; mais lui-même était demeuré fidèle au roi et avait suivi le général Marchand dans sa retraite. Ce qui accentue la différence, c'est que Durand avait épousé la fille d'un ex-conventionnel régicide, devenu fonctionnaire impérial, Réal, président de chambre à la cour de Grenoble.

aux raisons de sentiment. Sur l'avis de la commission chargée par lui d'éplucher les dossiers des officiers suspects, et sans lui tenir aucun compte de sa conduite à Avallon, non seulement Davout retira à Bugeaud le commandement de son régiment, mais il le cassa de son grade de colonel qu'il tenait de Louis XVIII, le remit simple major, comme avant le retour des Bourbons, et l'envoya en non-activité. Ce coup inattendu remplit de stupeur et celui qu'il frappait et tous ceux qui, dans l'armée, le connaissaient. Les généraux Girard et Grouchy, sous les ordres desquels il servait pour le moment, le grand maréchal Bertrand qui savait ce que l'empereur lui devait depuis le 15 mars, enfin le maréchal Suchet, protestèrent à l'envi et avec une vivacité peu commune : « J'apprends à l'instant, écrit ce dernier à Davout le 5 mai, j'apprends à l'instant avec une vive surprise que le colonel Bugeaud, commandant le 14^e de ligne, a été mis à la demi-solde et remplacé dans son régiment. Ce ne peut être que par erreur. Le 14^e de ligne a été conduit par son colonel au-devant de l'empereur jusqu'à Avallon. Le colonel Bugeaud est le premier colonel de l'armée sous tous les rapports. J'ai eu l'honneur d'en entretenir l'Empereur hier qui m'a promis de l'y maintenir. Le comte de Lobau avait prié l'Empereur de nommer ce colonel maréchal de camp en récompense de l'état surprenant, de la tenue et de l'instruction de son brave régiment. Je ne crains point de vous assurer que la présence du colonel Bugeaud à la tête de 14^e régiment en double la force. J'ai employé dans plusieurs actions et assauts le colonel Bugeaud et il s'en est acquitté (*sic*) avec honneur et intelligence. Je vous prie donc de demander avec instance que l'ordre donné soit rapporté sur-le-champ. » Malgré ce témoignage, il fallut encore que Grouchy, après une revue de rigueur et deux heures de manœuvre, garantît que Bugeaud était apte à diriger un régiment, pour que son cher 14^e de ligne lui fût restitué. Mais alors la réparation fut aussi éclatante que l'affront avait été cruel. Le 9 mai, l'empereur lui fit expédier la lettre suivante :

Monsieur le colonel Bugeaud, j'ai été satisfait de votre conduite.

C'est à tort qu'on vous a ôté le commandement du 14^e régiment de ligne avec lequel vous m'avez rejoint à Auxerre. J'ai

ordonné qu'il vous soit rendu, et, comme preuve de ma satisfaction, je vous ai nommé commandant de la Légion d'honneur.

Ainsi rentré en grâce, ainsi honoré de la bienveillance impériale (il n'était que simple chevalier de la Légion d'honneur moins d'un an auparavant), un soldat comme Bugeaud devait brûler de se distinguer de nouveau en face de l'ennemi.

L'occasion ne tarda pas.

Le maréchal Suchet, à qui l'empereur venait de confier le commandement de l'armée des Alpes, tint à emmener avec lui un officier dont il estimait, on a vu à quel point, la valeur. En le plaçant à l'avant-garde et en le chargeant de défendre l'entrée de la Savoie, il lui donnait une nouvelle marque de sa confiance et les moyens d'acquérir de nouveaux titres de gloire. Le 14 juin, lisons-nous dans ses états de services, chargé de l'attaque de gauche sur la ligne piémontaise, il s'empara de Conflans, battit les chasseurs Robert et le régiment de Piémont ; il fit deux cents prisonniers, tua ou blessa six cents hommes. Rencontrant par hasard deux cavaliers isolés qui s'enfuyaient, il les arrêta et les désarma. La capture ne manquait ni d'importance ni d'imprévu : c'étaient MM. de Polignac et de Macarthy, commissaires de Louis XVIII auprès de l'armée austro-sarde. Le 23, il enleva une compagnie ennemie à Moutiers. Mais c'est le 28 qu'il se signala par un des plus beaux faits d'armes de sa carrière. Tandis que la délégation du 14^e de ligne qui était allée à Paris pour assister à la distribution des aigles, rentrait au régiment, Bugeaud recevait la nouvelle du désastre de Waterloo et apprenait, en même temps, qu'il allait être attaqué sur son front par toute la division du général Trenck, pendant que le général Bubna, qui commandait en chef le corps d'armée ennemi, essaierait de le tourner et de le déborder par une vallée latérale. Vainement demanda-t-il des ordres et des renforts. Le maréchal Suchet se préparait à déposer les armes et non plus à combattre ; il le laissa libre d'agir selon son inspiration. Bugeaud prit son parti. Rassemblant d'abord le régiment, il lut lui-même le bulletin de Waterloo et fit recevoir le nouvel étendard : « Soldats du 14^e, dit-il d'une voix forte, voici votre aigle ! C'est au nom de la patrie que je vous la présente, car si l'Empereur, comme on assure, n'est plus notre souverain, la

France reste ! ! C'est elle qui vous confie ce drapeau ; il sera toujours pour vous le talisman de la victoire. Jurez que tant qu'il existera un soldat du 14^e, aucune main ennemie n'en approchera ! » « Nous le jurons ! » s'écrièrent tous les soldats, et les officiers, sortant des rangs, brandirent leurs épées et s'écrièrent, eux aussi : « Nous le jurons ! » A peine avait-il eu le temps de ranger pour le combat les 1,500 hommes et les 40 chevaux qui composaient tout son effectif, qu'il fut assailli par 7,000 Piémontais et Autrichiens. Trois fois il perdit et reprit, à la tête de ses grenadiers, le bourg de l'Hôpital ², ce qui ne l'empêcha pas de culbuter dans l'Isère une colonne de 2,000 hommes qui commençait à le tourner. Après une lutte de sept heures, plus heureux que Léonidas, il resta enfin maître du terrain, ayant tué ou blessé 1,500 à 2,000 hommes et fait 600 prisonniers. Enhardi par ce succès, Bugeaud voulait à son tour prendre l'offensive et changer la retraite de l'ennemi en déroute. A l'aide des renforts et des munitions qu'il avait enfin obtenus, il s'apprêtait à chasser les Austro-Piémontais de la nouvelle position qu'ils avaient prise en arrière du premier champ de bataille, lorsqu'un officier d'état-major accourut lui annoncer une suspension d'armes ³.

Victoire « blessée à mort, » cette mémorable affaire avait le double défaut d'arriver trop tard et sur un champ d'opérations secondaire. Si elle mûrit le génie militaire de Bugeaud, elle n'augmenta pas sensiblement sa gloire naissante, car le petit bruit s'en perdit dans le grand tumulte de Waterloo, et loin de servir à son avancement, elle eut pour son avenir les plus déplorables conséquences. Alors, en effet, qu'il avait reçu l'ordre d'aller combattre Napoléon, il s'était replacé sous ses drapeaux ;

¹ « La France reste. » Faut-il rappeler que c'est le mot même du duc d'Aumale dans le procès Bazaine. — du duc d'Aumale, le disciple de Bugeaud ?

² On sait qu'aujourd'hui le bourg de l'Hôpital et celui, tout voisin, de Confians n'existent plus à l'état de communes distinctes. Ils ont été réunis pour former une seule localité, Albertville, chef-lieu d'arrondissement du département de la Savoie.

³ L'ordre, daté de Montmélian, 28 juin 1815, et apporté à Bugeaud sur le champ de bataille, était écrit au crayon. Il existe toujours aux archives du ministère de la guerre, dans le dossier de l'illustre maréchal, avec les plis encore visibles qu'il avait pris dans la sabretache de l'estafette. Ce n'est pas sans émotion qu'on ose toucher à ce vénérable chiffon de papier qu'ont tenu, les premières, ses mains encore toutes palpitantes de la chaleur d'un pareil combat.

alors qu'il savait l'empereur une seconde fois vaincu et déchu, il avait fait reconnaître la nouvelle aigle et livré bataille sous son égide. Les serments qu'il avait prêtés aux Bourbons, les faveurs qu'il avait obtenues d'eux, il avait tout oublié. Les Bourbons lui pardonneraient-ils ? Cela n'était guère probable, et Bugeaud lui-même y comptait peu, car, dès le 3 août, il annonçait, dans une lettre à l'une de ses sœurs, qu'il pressentait sa mise en réforme. Mais s'il est vrai que les grands hommes aident à leur destinée, on peut dire de Bugeaud, plus peut-être que de beaucoup d'autres, qu'il a fait, et conquis, et mérité la sienne. Trempé par dix années de guerres (et de quelles guerres !), le ressort déjà si solide que la nature avait mis en lui avait acquis une vigueur, une résistance à toute épreuve. Celle-ci fut aussi longue que pénible. Elle ne parvint cependant pas à abattre son âme courageuse, et, soit pour rester, soit pour rentrer dans cette armée dont on le chassait, nous allons voir avec quelle ardeur, quelle obstination, quelle confiance, il lutta de la première heure à la dernière.

III.

On sait que l'armée, telle que Napoléon l'avait faite, fut licenciée dès les premiers jours de la seconde Restauration. En attendant « les ordres du gouvernement, » les officiers furent renvoyés « dans le lieu de leur domicile, » et une grande commission, chargée d'examiner leurs dossiers, devait désigner ceux d'entre eux qui pourraient être appelés à composer les cadres des nouvelles légions départementales substituées aux anciens régiments. Bugeaud alla se fixer à Excideuil, dans la Dordogne, pays de sa famille.

Mieux que personne, le maréchal Suchet savait quelle perte serait pour l'armée la disgrâce d'un pareil soldat. Le 16 septembre 1815, en adressant au ministre de la guerre l'état nominatif des officiers sous ses ordres qui se retiraient, son patriotisme, autant que sa reconnaissance, lui dicta une note qu'on lit sur la feuille concernant Bugeaud :

« Il est rare de trouver un chef plus propre à commander un corps. Ses talents militaires, sa bravoure souvent éprouvée, la précision et le coup d'œil qu'il a montrés dans toutes les cir-

constances, lui ont mérité les éloges de MM. les maréchaux et généraux sous lesquels il a servi. Le 14^e régiment de ligne, qu'il a administré pendant dix-huit mois, ne laissait rien à désirer sous le rapport de la tenue, de la discipline et du bon esprit qui le faisaient remarquer. Les qualités dont il a fait preuve lui avaient attaché tous ses officiers et soldats, qui le regardaient comme un père ¹. La confiance qu'ils avaient en lui doublait (dans les affaires où le régiment s'est trouvé) sa force physique. Toujours il a donné le premier l'exemple d'une bravoure telle qu'il savait enlever son régiment et faire de chaque soldat un héros. »

Et quelques jours plus tard, dans une lettre particulière, après avoir expliqué que la défection de Bugeaud au 15 mars était due à un entraînement excusable, il ajoutait : « Le colonel Bugeaud est un des officiers les plus distingués que j'aie connus sous tous les rapports, et je suis persuadé que si Votre Excellence lui confie le commandement d'une légion, elle sera très satisfaite de lui et aura souvent occasion de rendre au Roi un compte avantageux de son dévouement et de sa manière de servir.... » De son côté, Bugeaud ne restait pas inactif. Il écrivait lui-même au ministre une longue épître où, malgré sa répugnance à parler de sa personne, il se croyait obligé de raconter toute sa vie militaire, afin qu'il pût juger s'il était digne d'être maintenu en fonctions. En même temps, il adressait au maréchal duc de Bellune, président de la commission d'examen des officiers, un mémoire non moins long, où il s'étendait surtout sur sa conduite au retour de Bonaparte et jusqu'à la fin des Cent-Jours. Or le ministre, c'était de nouveau le duc de Feltre, dont nous connaissons déjà les dispositions peu bienveillantes pour les protégés de Suchet ; il devait sa fortune d'abord à Carnot, qui l'avait employé pendant la Révolution au bureau topographique de l'armée, et plus tard à Napoléon, dont il avait été longtemps le ministre de la guerre. Quant au duc de Bellune, c'était Perrin dit Victor, qui avait débuté comme tambour dans l'armée de l'ancien régime, s'était rengagé en 1792 et

¹ N'est-il pas curieux de voir, dès 1815, le jeune colonel mériter du soldat ce nom de *père* qui caractérisait si bien ses relations avec lui, ce nom familial qu'il devait rendre légendaire vingt-cinq ans plus tard, sous les tentes d'Afrique ?

avait reçu de l'empereur la plupart de ses grades et tous ses titres, sauf un, celui de frère d'un conventionnel qui avait voté la mort de Louis XVI. De tels hommes avaient des gages à fournir au nouveau gouvernement : l'indulgence leur était interdite ¹.

L'affaire du colonel Bugeaud fut une de celles que la commission expédia seulement dans sa séance du 16 juillet 1816. Si l'attente s'était prolongée, la décision fut prompte : sans égard aux états de services d'un officier que tous ses chefs proclamaient un des plus brillants de l'armée, sans considérer les circonstances de sa défection, la commission, s'en tenant au fait brutal, émit l'avis que Bugeaud était un des officiers « dont les torts étaient les mieux prouvés, » et en conséquence il fut définitivement maintenu en non-activité.

Les officiers en demi-solde n'étaient pas tout de suite rayés des contrôles : pendant un laps de temps déterminé, une partie, bien faible à la vérité, des emplois vacants, étaient réservés à ceux que le bon plaisir ministériel, la recommandation, la faveur, le caprice ou le hasard voudraient bien rappeler à l'activité. Avec son imperturbable confiance en la fortune et son ardent désir de réussir, Bugeaud se remit tout de suite à l'œuvre. Une de ses sœurs, M^{me} Sermensan, connaissait le nouveau ministre de l'intérieur, M. Lainé. C'était un homme de talent, du caractère le plus honorable, d'un dévouement éprouvé à la monarchie et dont la parole, pour cette triple raison, était alors très écoutée dans les conseils du roi. Si la cause de l'ex-colonel n'était pas désespérée, elle ne pouvait guère avoir de meilleur avocat.

L'intervention de Lainé en sa faveur a laissé des traces dans la demande en réintégration qu'il s'était chargé de faire passer lui-même au ministre de la guerre, et dans une longue lettre que Bugeaud lui écrivit en même temps pour le remercier et lui fournir des renseignements nécessaires au succès de cette démarche. Mais elle en a laissé une autre plus profonde et

¹ Par incapacité, mollesse ou toute autre cause, le maréchal Victor, chargé à la fin de 1813 de défendre l'Alsace, s'était très mal acquitté de cette mission et avait ainsi compromis le succès de la campagne de France. Il avait reçu pour ce motif quelques coups de boutoir comme Napoléon aux abois savait en donner ; aussi est-ce un des maréchaux de l'Empire qui mirent le plus d'empressement à passer au service des Bourbons.

plus marquante à la fois. Du fond de la retraite où la méfiance de la Restauration le confinait dans une demi-disgrâce, Suchet, l'éternel défenseur de Bugeaud, n'hésita pas à lui apporter une fois encore l'appui de son témoignage. Avec la sobriété de mots qui sied au soldat, mais avec l'accent de la vérité, le maréchal rendait à son ancien compagnon d'armes le plus bel hommage qu'il pût souhaiter. Quels parchemins, en effet, quels titres de noblesse valent ces quelques lignes :

Monsieur le ministre [de l'intérieur].

Vous honorez de votre bienveillance le colonel Bugeaud qui commandait l'ex-14^e régiment d'infanterie de ligne. Je le présente à Votre Excellence comme le meilleur colonel de l'armée. Il a fait sa carrière sous mes yeux ; sa valeur égale ses connaissances militaires et son amour pour la discipline. Il doit son grade à ses services. C'est l'officier que je chargeais avec le plus de confiance d'entreprises difficiles ; il en est toujours sorti avec gloire, et je n'en connais pas de plus digne d'être à la tête d'un corps, en paix comme en guerre.

Ses sentiments sont ceux d'un bon Français qui aime son Roi et sa patrie et les servira avec dévouement. Je me plais à lui rendre tous ces témoignages. Le colonel Bugeaud a presque toujours servi sous mes ordres. S'il a pu être entraîné dans un moment difficile, il faut en accuser son amour excessif pour la gloire et pour son régiment, qu'il chérissait autant qu'il en était chéri et qu'il avait formé. L'intérêt que Votre Excellence voudra bien lui accorder pour lui procurer de l'emploi me sera aussi agréable qu'il honorera ce brave officier que j'aime et que j'estime et qui, à coup sûr, est impatient d'effacer ses torts par un dévouement sans bornes.

Je suis, etc.

Le maréchal duc d'ALBUFÉRA.

Il n'est pas jusqu'au comte Jules de Polignac, le prisonnier de Bugeaud au combat de Conflans, qu'on n'ait associé à cette campagne en sa faveur. Mais ni le comte de Polignac, ni M. Lainé, ni le maréchal Suchet ne réussirent à triompher des préventions du ministre de la guerre : « Je vais me faire rendre compte de la situation de cet officier supérieur, — répondit, le 26 novembre, le duc de Feltre à M^{me} Sermensan, suivant l'ordi-

naire formule qu'emploie l'administration pour déguiser un refus, — et si je puis lui être utile, je serai très aise de faire en cela une chose qui vous soit agréable. » Et voilà comment furent éconduits les solliciteurs.

Après cet échec, Bugeaud comprit qu'il n'avait plus qu'à se croiser les bras et à attendre. Mais, pour un homme comme lui, se croiser les bras était une posture intolérable. Dans ses courses à travers l'Europe, sa curiosité sans cesse éveillée, son intelligence toujours en travail avaient récolté une foule d'observations sur toutes les branches de l'activité humaine. Un penchant naturel, peut-être les souvenirs d'une jeunesse passée au milieu des champs, l'avaient incliné de préférence vers les travaux rustiques, et il s'était particulièrement intéressé aux divers procédés de culture qu'il avait vu pratiquer çà et là. Il avait ainsi acquis, en matière agronomique, des connaissances précieuses et bien rares pour l'époque, fondées sur l'étude directe et comparée des méthodes les plus variées et de leurs résultats. Il résolut d'en tirer profit dans le Périgord, sa petite patrie, alors une des contrées de la France les plus arriérées à cet égard. Un riche mariage qu'il fit en 1818, et qui mit à sa disposition de grandes propriétés foncières, lui permit d'appliquer en grand ses idées sur les questions d'exploitation rurale, et l'on put croire que, désormais, l'ancien colonel du 14^e de ligne, absorbé par l'amélioration de la race chevaline, la propagation des prairies artificielles, l'organisation des comices agricoles et autres occupations du même ordre, était à jamais perdu pour l'armée. Mais, sous la peau du laboureur, le cœur du soldat battait toujours, et bien douloureusement. Comme pour tous ses camarades, les « demi-soldes, » qui vivaient de souvenirs et se consumaient de regrets, la nostalgie du régiment gâtait sa vie. Que de fois ne redemanda-t-il pas du service ? En 1818, lors de son mariage ; en 1823, lors de la campagne d'Espagne ; en 1824, à l'avènement de Charles X. Écoutez seulement cette prière qu'il adressa alors au ministre de la guerre : ne dirait-on pas la plainte d'un blessé ?

Monseigneur,

Depuis 1815, je vois avec douleur s'écouler mes plus belles années dans un repos qui m'éloigne d'une armée que je regar-

dais comme une seconde famille. Je souffre d'être privé des occasions de réparer envers les Bourbons un moment d'erreur et de servir ma patrie que je chéris. J'ai sollicité de l'emploi sous deux de vos prédécesseurs.... Aujourd'hui que tout annonce une réconciliation générale, aujourd'hui que S. A. R. Mgr le Dauphin, après avoir conduit l'armée à la victoire, accorde une protection égale aux militaires (de toutes les époques) dévoués au Roi, je viens, empli d'espoir, demander à Votre Excellence de me remettre en activité.... Ce qui dirige ma démarche, c'est l'ardent désir de consacrer les années qui me restent à servir mon Roi et mon pays....

Il revient encore à la charge en 1827, mais pour la dernière fois. L'année suivante, il passe dans la position de réforme, qui lui ôte tout espoir, en sorte que, sans la révolution de 1830, c'est là que se brisait définitivement une des plus belles, une des plus originales, une des plus illustres fortunes militaires du siècle, et, qui sait? l'Algérie était peut-être encore à conquérir.

EUGÈNE WELVERT.

MÉLANGES

I.

LA LETTRE DU CHRIST TOMBÉE DU CIEL

LE MANUSCRIT 208 DE TOULOUSE

Une prétendue lettre du Christ, tombée du ciel et relative à l'observation du dimanche, a été mise en circulation depuis treize siècles au moins, et continue, de nos jours encore, à alimenter la crédulité populaire. On la retrouve, avec des modifications, motivées par les diverses circonstances de temps et de pays, dans toutes les langues et chez tous les peuples : en latin, espagnol, allemand, français, anglo-saxon, grec, slave, éthiopien, arabe, syriaque, jusque dans les Indes, chez les chrétiens syro-malabares. Mentionnée pour la première fois à la fin du ^{vi} siècle, elle se réimprime encore, paraît-il, à Jérusalem, pour l'usage des pèlerins grecs, et l'on assure qu'elle « obtient toujours un vif succès dans la Russie méridionale, comme aussi chez les Polonais, les Tchèques, les Bulgares et les Roumains ¹. »

Le P. Hippolyte Delehaye, S. J., auquel j'emprunte les notions qui précèdent, a essayé, il y a six ans, une étude d'ensemble sur les nombreuses copies connues de la lettre du Christ. Il discute les hypothèses émises par les érudits sur la date, la langue primitive, le lieu d'origine de l'apocryphe ; sa conclusion est que, dans l'état actuel de nos connaissances, ces points ne peuvent être fixés : les données sont

¹ *Note sur la légende de la lettre du Christ tombée du ciel*, par le P. Hippolyte Delehaye, S. J. Bruxelles, 1899, in-12, p. 45. Le P. Delehaye a encore consacré quelques lignes à cet apocryphe dans les *Analecta Bollandiana*, t. XX (1901), p. 101-103, à propos d'un fragment copte, attribué à saint Pierre d'Alexandrie par M. Carl Schmidt. Il n'a pas de peine à établir, par les termes mêmes du fragment, l'inexactitude de cette attribution ; mais, ajoute-t-il, « il semble bien que la lettre sur l'observation du dimanche ne se présente nulle part dans un contexte d'une couleur aussi antique. »

trop incomplètes; les matériaux publiés, trop rares et en trop mauvais état, et, cependant, ajoute-t-il, « le nombre des manuscrits de la lettre doit être relativement considérable, et des recherches méthodiquement ordonnées en feront probablement surgir beaucoup ¹. » Il lui semble, néanmoins, que la pièce a dû être composée en Occident plutôt qu'en Orient.

Le savant hollandiste n'a pu utiliser une copie de la lettre céleste, que possède la bibliothèque de Toulouse, ms. 208, ancien III, 135, fol. 101-104. Il ne l'a connue que d'une façon très vague et sans profit aucun pour son étude ². Ce sera donc rendre un service, bien modeste d'ailleurs, à la science, que de publier ce document ³.

La recension toulousaine est du XIII^e siècle. Si on la compare aux textes ou aux extraits que donne le P. Delehaye, elle apporte quelques éléments nouveaux ⁴. Le thème principal est, sans doute, l'observation du repos dominical, qu'il faut garder de la neuvième heure du samedi jusqu'au lundi, *ab hora nona sabbati usque in diem lune luce clara coruscanti*, et cela sous les menaces les plus sévères. Mais la pièce renferme d'autres prescriptions et d'autres menaces : il faut également, le vendredi, réciter des litanies, jeûner et prier ; anathème à qui recevra l'eucharistie dans des sentiments de colère contre son prochain ; anathème à qui exigera le serment, ou prononcera un jugement, le jour du dimanche ; anathème au prêtre qui, connaissant cette lettre, ne la lira pas au peuple ; anathème enfin, bien entendu — comme dans toutes les recensions — à qui n'ajoutera point foi à cette lettre écrite de la main même du Christ.

Parmi les fléaux déchaînés contre les violateurs des préceptes divins, est mentionnée à deux reprises l'invasion des Sarrasins.

A remarquer encore l'opposition entre les juifs, observateurs fidèles du sabbat reçu de Moïse, et les chrétiens, infidèles au baptême qu'ils ont reçu du Christ en personne.

Un terme — le 10 septembre — avait été fixé pour la vengeance divine : « Cogitavi etiam in decimo die mensis setembris, ut disperderem.... omnes animas viventes ; » mais le fléau a été détourné par l'intercession de la Vierge et des anges.

¹ *Ibid.*, p. 43.

² *Ibid.*, p. 17-18.

³ Nous avons récemment copié, à la Bibliothèque nationale de Madrid, une autre recension, espagnole celle-là, de la lettre apocryphe ; nous espérons la publier à bref délai.

⁴ Les premières lignes du manuscrit de Toulouse sont identiques à celles du manuscrit 12315, fonds latin, de la Bibliothèque nationale, citées par le P. Delehaye (p. 16-17) ; mais il en va tout autrement de la conclusion. Il semble donc bien que ce soient deux textes différents.

D'autres observations pourraient être faites ; celles qu'on vient de lire suffiront à marquer les différences qui distinguent la recension toulousaine des recensions déjà connues, et à en justifier, aux yeux des érudits, la publication intégrale.

En bien des endroits, le texte est fautif ; des phrases sont incomplètes et obscures ; l'orthographe est souvent défectueuse. Je reproduis fidèlement le manuscrit, me contentant, par les crochets et les parenthèses, d'indiquer les additions et les soustractions réclamées par le sens ou par la grammaire.

ERNEST M. RIVIÈRE, S. J.

LA RECENSION TOULOUSAINE DE LA LETTRE DU CHRIST TOMBÉE DU CIEL

Epistola Domini nostri Ihesu Christi descendens de celo super altare sancti Petri in Ierusalem in tabulis marmoreis, et lumen de ea egrediebatur sicut fulgur. Angelus autem Domini eam tenebat in manibus, et omnis populus cum videret eum ¹, prae timore ceciderunt in facies suas, et clamantes dicebant : Kirie, Kirie, Kirie.

Epistola vero Domini nostri Ihesu Christi sic dicebat : Quia vidisti[s], filii hominum, quod prius mandavi vobis, et non credidistis, et ideo quia increduli exististis ² omnes, et diem meum sanctum dominicum non custodistis, nec etiam de aliis peccatis vos (non) penituit, quae innumerabilia perpetrastis ; nam celum et terra(m) transibunt, verba autem mea non preteribunt, vel non transibunt. Ego adimplevi vos frumento et vino, et vos cum abstulistis ab oculis vestris propter peccata vestra et diem meum sanctum dominicum non custodiendo. Quare mandavi super vos Saracenos et alias gentes quae vestrum sanguinem [effuderunt] et in captivitatem quamplures vestrum duxerunt, et terremotus, et fames, bruscos (*sic*), serpentes, locustas, murices et omnia mala ostendi vobis propter diem meum sanctum dominicum, quem non custodistis. Ostendi insuper vobis grandines, coruscationes et infirmitates validas et multa alia mala propter peccata vestra et diem sanctum dominicum ; sed obdurastis corda vestra, et noluistis audire vocem redemptionis vestre. Propterea misi super vos multas tribulationes et fer(r)as pessi-mas, quae devoraverunt filios vestros. Deinde dedi vobis siccitates validas, et iterum pluvias multas, ita ut flumina exirent de locis suis et totam terram absorberent. Deinde misi super vos gentes malas, quae vestrum sanguinem effuderunt, multos captivando ; tribulationes et plorationes multas induxi super vos, et feci vos comedere lignum aridum propter iniquitates vestras et diem sanctum dominicum, quem non observastis, sicut vobis precepi : et ideo, perfidi et increduli, non memoramini quod ira Dei venit super vos propter iniquitates, quas fecistis super terram. Propterea cogitavi vos delere desuper

¹ Ms. cum videret eum.

² Ms. estitistis.

terram propter incredulitatem vestram, et tamen vos noluistis intelligere verba mea sancta, sicut in euangelio locutus sum, quod celum et terra transibunt, verba autem mea non preteribunt vel non transibunt; ideo verba et precepta mea mandavi vobis, etc., et tamen vos non creditis neque custoditis diem sanctum dominicum.

Et ideo vos quare ponitis manum in crucem Domini nostri Ihesu Christi, et dicitis quia fratres sumus? Vos autem non estis fratres, sed inimici, et vos facitis compatres, et tamen eos non tenetis, sicuti decet. Proinde cogitavi ut disperderem corpora vestra de terra, et tamen me penituit, non propter vos tamen, sed propter multitudinem angelorum meorum, qui ceciderunt sub pedibus meis, rogantes pro vobis, ut averterem iram meam a vobis, et sicut placatus misericordiam feci super vos, et vos, contra, malum operari non destitistis. O miseri, ge[ni]mina viperarum, torpissime generatio prava et incredula, dedi legem in montem Sinai per Moysen, et tenuerunt diem sabbati, et non dimiserunt usque adhuc: vobis dedi baptismum meum per memetipsum, et non tenuistis, nec mandatis meis obedistis, nec diem sanctum dominicum, qui est resurrectio mea, observastis, neque festivitates sanctorum meorum honorastis.

Ideo iuro vobis per dexteram meam et brachium meum excelsum, si vos non penituerit, et diem meum sanctum non observaveritis et etiam festivitatem sanctorum meorum, mittere habeo super vos iram meam, bestias et lupos, ut manducent infantes vestros, et faciam ut moriamini sub pedibus equorum Saracinarum et gladio barbarorum propter sanctam resurrectionem meam, quam cotidie violatis. Amen, amen dico vobis, quia si non custodieritis diem sanctum dominicum ab hora nona sabbati usque in diem lune luce clara coruscant[i] et sancti cumpatres et fratres qui ponunt manum in Christi crucem, sed non observantes; et in die veneris letanias facientes ieiunando et orando, credite quia si ista et mea precepta [non] observaveritis, mittere habeo super vos lapides igneos et desuper aquam ferventem. Cogitavi etiam in decimo die mensis setembris, ut disperderem desuper terram omnes animas viventes, sed per intercessionem matris mee et sanctorum cherubin et seraphin, qui die ac nocte me rogarent (*sic*) pro vobis et non cessant, vobis spatium y[n]dulse et misericordia[m] feci vobis. Nunc autem iuro vobis per sanctos angelos meos atque archangelos, si non custodieritis sanctum diem meum dominicum, perdam vos de terra, ut non fiat amplius de vobis memoria super terram. Amen, amen dico vobis, quia si conversi fueritis et discesseritis (*sic*) ab operibus vestris malis, et custodieritis diem sanctum dominicum, qui est resurrectio mea, mittam in vos benedictionem meam, et producet terra fructum suum, et silvas fructificabo, et implebitur terra gloria mea, et adducam super vos letitiam magnam cum multa habundantia, ubi nova comprehendatis, vetera relinquentes, et pacificabo gentes, ut in pace et sine sollicitudine vivatis, et avertam iram meam a vobis, et faciam vos bene vivere omnibus diebus vite vestre, et implebo domos vestras omnibus bonis, et, cum veneritis ad iudicium, retribuam vobis mercedem, et gaudebitis cum sanctis meis omnibus in secula seculorum, amen. Et si diem meum sanctum dominicum non custodieritis, iuro vobis quia mittere habeo super vos bestias quas nunquam vidistis et vola-

tilia, et commutabo lumen solis in tenebras, ita quod unus interficiet alterum, propter diem meum dominicum, et avertam faciem meam a vobis, ut fiat plangens magnus et nox¹ turbida in vobis et destruantur² anime vestre ab igne qui non habet finem, et inducam super vos gentes³ terribiles que vobis nunquam parcent, sed destruent omnes provincias vestras propter peccata vestra et diem sanctum dominicum, quem non custodistis.

Si fuerit aliquis homo qui non crediderit istam epistolam, anathema sit, et confusus a facie Patris mei qui est in celis; et qui crediderit eam, venit benedictio mea super totam domum eius.

Et iterum precipio, si quis habuerit iracundiam cum alio homine, et accesserint (*sic*) ad corpus meum acc[essu]piendum, anathema sit. Similiter, qui habuerit rixam cum alio homine, et voluerit⁴ accipere eucharistiam meam, vadat et requirat pacem cum quo rixatus est, et si ille pacem facere noluerit, ille tamen qui petit eum, a peccato liberatus est, et tunc vadat et communicet. Et ille qui in die dominico fecerit iurare hominem, maledictus sit. Et ille qui iudicaverit iudicia in die dominico, anathematizatus sit. Scitis quia ego sum qui potestatem habeo super omnem creaturam, que in celis et in terris et in mari et in omnibus abissis vivit, et omnes contremescunt meam potestatem et diem sanctum dominicum in quo requiescet (*sic*). Et vos cum sitis perfidi et negligentes, non intelligitis quod posthac debeat corpori vestro et indulgentiam peccatorum: unde pleni pro nimia stultitia requiem corpori vestro temporalem cognoscitis, et illam requiem, que est vita eterna, quare non cognoscitis? Sed dico vobis, intelligite timorem Domini, et precepta mea observate, et diem meum sanctum dominicum custodite⁵; dies enim omnes mei sunt et tempora, et ego feci ea et tradidi vobis, ut cognoscatis, ad utilitatem vobis esse concessa, et cum hoc sit quod omnis creatura cognoscit creatorem suum, et vos miseri, et sine intellectu, quare non cognoscitis creatorem vestrum? Amen dico vobis, melius vobis esset, si nati non fuissetis, quam vitam eternam non possideatis, quia dies dominicus est omnium corporum, et in eo die indigni etiam per misericordiam accipiunt indulgentiam de omnibus peccatis suis, et vos miseri non cognoscitis requiem vestram, quam per diem dominicum et festivitates omnium sanctorum meorum animabus vestris invenietis.

Et quia vel quicumque sacerdos habet hanc epistolam scriptam, et non legerit eam coram populo suo, et abscondit eam in domo sua, ipse est inimicus Dei, et legem meam non custodit. Sunt enim⁶ quidam qui volunt fieri sacerdotes, ut manducent populum, et mandatum meum nolunt⁷ custodire, nec verba mea predicare. Ideo supradicta mala atque tormenta erunt super capita eorum in die iudicii.

Si vero vocem meam et precepta mea observaveritis, et conversi ad me

¹ *Ms.* nos.

² *Ms.* destruentis.

³ *Ms.* gens.

⁴ *Ms.* noluerit.

⁵ *Ms.* custodire.

⁶ *Ms.* Sed enim.

⁷ *Ms.* manducet.... noluit.

fuertis ex toto corde vestro, non disperdam vos in secula seculorum. Immo per dexteram meam iuro vobis et brachium meum excelsum, et etiam per virtutes angelorum meorum, si diem meum sanctum dominicum custodieritis, amen dico vobis, omnia que promisi vobis adimplebo. Et qui vadit ad ecclesiam in die sancto dominico, et elimosinam atque caritatem cibi egen- tibus fecerit, amen dico vobis, laborem suum adimplebo, et debitum ei reddam in die iudicii, et partem habebit cum omnibus sanctis. Hoc iterum precipio, quia qualiscumque homo vestra (?) tulerit, venit ira Dei super eum, et, nisi desierit, sit anathema in secula seculorum, amen. Et qui non ambu- laverit ad ecclesiam in die sancto dominico et aliis festivitibus sanctorum meorum cum tota familia sua que in domo eius est, et oblationem Deo Patri ibi non dederit, anathematizatus sit. Et qui venerit ad ecclesiam die sancto dominico, et ibi elemosinas pauperibus erogaverit, et oblationes dederit, habeant (sic) misericordiam a Patre meo qui est in celis.

Et cum lecta fuisset epistola ab angelo, qui eam tenebat in manibus, venit vox de celo dicens : Credite, credite, impii et duro corde, creatorem vestrum, qui ¹ istam epistolam mandavit vobis ; ad quem speratis fugere ? Certe nullus se abscondere posset ante faciem meam. Tunc erexit se pa- triarcha cum omni clero suo ² et cum omni populo qui erant ibi. Et ait angelus : Audite, populi, et intelligite, quia vobis iuro per virtutem Domini nostri Ihesu Christi, et per genitricem eius Mariam, et per omnes choros angelorum, et per virtutes sanctorum, et per coronas martirum, quoniam ista epistola non est de manu hominum scripta, sed a summis ³ celorum venit de manu Domini nostri Ihesu Christi, et qui non crediderit eam, ana- thema sit, et ira Dei veniat super eum, et pereat cum tota domo eius, et indulgentiam non habebit in vitam eternam ; et qui eam scripserit et trans- miserit, habebit vitam eternam.

(Biblioth. de Toulouse, ms. 208 (ancien III, 135), fol. 101-104.)

II.

PIERRE DE COLMIEU, ARCHEVÊQUE DE ROUEN

SON PAYS D'ORIGINE

M. Paul Viollet, ayant à parler, dans son intéressant mémoire sur *l'Infaillibilité du pape et le Syllabus* ¹, d'un personnage connu à

¹ Ms. que.

² Ms. Tunc eressisse patriarcha cum omni crero suo qui et cum omni populo....

³ Ms. assumis.

⁴ *L'Infaillibilité du pape et le Syllabus, étude historique et philosophique*, Paris, Lethielleux, 1904.

Rouen sous le nom de Pierre de Colmieu, n'ose accepter le vocable reçu et se rejette sur l'équivalent latin : Pierre *de Colle Medio*, qu'il identifie (d'une façon dubitative) avec *Colle di Mezzo*, sans plus d'indication ¹. C'est poser à nouveau la question, maintes fois débattue, du lieu d'origine de ce Pierre *de Colle Medio* qui devint archevêque de Rouen en 1236 ². M. le chanoine Ulysse Chevalier la croyait évidemment résolue lorsqu'il écrivait dans son *Répertoire (Bio-bibliographie, au mot Pierre de COLMIEU)* que ce prélat était originaire de *Colle di Mezzo*, bourg de l'Abruzzi citérieure. M. Paul Viollet n'a pas la même assurance. Et il a eu certainement raison de ne pas s'en rapporter à l'identification que propose le *Répertoire des sources historiques du moyen âge* ³.

Le principal document qui a servi à alimenter le débat sur le pays d'origine de *Petrus de Colle Medio* est la notice que l'un de ses contemporains lui a consacrée dans le *Livre d'ivoire*, recueil de pièces concernant la cathédrale de Rouen et ses pontifes ⁴. Cette notice débute ainsi :

Hanc sedem Petrus Medio de Colle subivit.
In quo jus, pietas, ratio, lex, gratia vivit.
Ortu Campanus, sensu Cato, dogmate canus ⁵.

¹ *Ouv. cit.*, p. 42 et 43.

² L'élection de *Petrus de Collemedio* eut lieu le vendredi dans l'octave de Pâques (4 avril) 1236. Il refusa le siège que lui offraient les Rouennais. Mais l'affaire fut portée à Rome, et le pape Grégoire IX le força d'accepter au nom de la sainte obéissance : ce qu'il fit à Paris, dans la maison des Templiers, pendant l'octave de la Saint-Denis. A partir de cette date, il gouverna son diocèse tant au spirituel qu'au temporel. Mais il ne fut sacré que le 9 août suivant, veille de la Saint-Laurent, dans la cathédrale de Rouen. *Chronicon triplex* (ms. Y 124 de la bibliothèque municipale de Rouen), p. 129; cf. Labbe, *Bibliotheca manuscripta nova*, Paris, 1657, t. I, p. 376.

³ A ce propos, M. Viollet nous écrit : « Il y a trente ans, je traduais (dans mon étude sur la Pragmatique de saint Louis), comme tous mes devanciers, de *Collemedio* par *de Colmieu*. Depuis lors, les élèves de l'École de Rome et Hauréau ont traduit *Colle di Mezzo*, que j'ai accepté avec un point d'interrogation. Le *Colle di Mezzo* doit-il définitivement être rejeté ? Où est Colmieu ? J'attends votre sentiment. » Lettre du 30 octobre 1904.

⁴ Ms. Y 21 de la bibliothèque municipale de Rouen. La notice consacrée à Pierre de Colmieu termine une série de petites notices plus courtes qui regardent ses prédécesseurs à partir de saint Mellon et même, de seconde main, à partir de saint Nicaise.

⁵ Ms. cité, p. 40. Les vers sont léonins ou bien riment deux à deux. En voici la suite :

Cujus larga manus, ad summa negotia Janus,
Inclitus athleta fidei, propria nece spreta,
Sulcans classe freta, fuit hostis preda quieta,
More rapax pardi, tulit hunc Urbs et sibi cardī
Nalem fecit eum, vidue rapiens Helyseum.

Dom Pommeraye les cite exactement, sauf le second vers, où il substitue *fulsit à vivit* (*Histoire des archevêques de Rouen*, Rouen, 1667, p. 468). Ughellus

Nous trouvons ici le nom du pays natal de Pierre et le nom de sa province. Les deux sont à identifier.

Commençons par la province. Est-ce la Champagne, ou la Campagne romaine ?

Nombre d'auteurs, Bzovius, Ciaconius, Frison, César Alexis ¹, Dardré ², Denyau ³ et les Bénédictins du *Gallia christiana* opinent pour la Champagne (française). Ces derniers le font même avec une certaine désinvolture et d'un ton décidé, dédaignant d'examiner les raisons que les frères Scévola et Louis de Sainte-Marthe avaient alléguées pour justifier une opinion contraire : *Petrus de Colle Medio*, écrivent-ils, *sic dictus a vico ejusdem nominis in Campania, ut fertur, aut Bria posito, unde oriundus erut, quanquam volunt Sammarthani Campaniam illam Italiae esse, non Franciae* ⁴. On ne s'explique guère la légèreté avec laquelle ces critiques supposent que *ortu Campanus* peut se traduire par *natif de la Brie*. Il est vrai qu'ils ne citent même pas la notice officielle qui fait de Pierre de Colmieu un *ortu Campanus*.

Plus heureux furent les savants qui placèrent en Italie et dans la Campanie, ou mieux dans la Campagne romaine, le berceau du futur archevêque de Rouen. De ce nombre sont les auteurs des deux premiers *Gallia christiana*, Robert ⁵ et les frères de Sainte-Marthe ⁶. Ils s'autorisent pour cela, non seulement de la notice du *Livre d'ivoire*, mais encore d'un document que leur fournit Ferdinand Ughellus (ou Ughelli) dans son *Italia sacra*. Celui-ci fait remarquer que le pape Innocent IV, en plusieurs de ses lettres adressées à Jean, fils d'Odon, de la famille des seigneurs de Frosinone, et notamment dans une lettre datée de Lyon, 1^{er} octobre 1450, *kalendas octobris, Pontificatus octavo*, signale le lien de parenté, *consanguineum*, qui unit son correspondant à Pierre de Colle Medio ⁷. Frosinone est une ville

(*Italia sacra*, t. I, p. 299) et les frères de Sainte-Marthe (*Gallia christiana*, en 4 vol., t. I, p. 586) craignaient sans doute qu'on ne comprît pas le mot *Urbs* : ils l'ont, en tout cas, remplacé par le mot *Papa*.

¹ Cités par dom Pommeraye, *ouv. cit.*, p. 461. Dom Pommeraye, disons-le en passant, donne un assez bon résumé de la vie de Pierre de Colmieu. Sa principale source est le *Chronicon triplex* ou *Annales Rothomagenses*.

² *Chronologie historique des archevêques de Rouen* (ouvrage posthume), 1618, p. 243.

³ *Rothomagensis cathedra*, Paris, 1633. L'auteur invoque les *Cartulaires* de Rouen ; mais il se garde bien d'en citer aucun.

⁴ *Gallia christiana*, t. XI, col. 63.

⁵ *Gallia christiana*, en un volume, Paris, 1626.

⁶ *Gallia christiana* (en 4 vol.), t. I, p. 586.

⁷ « Id ex multis epistolis Innocentii IV ad Joannem Odonis praenobilis viri ex dominis Frusinonis filium scriptis, in quibus consanguineum citius cardinalis episcopi Albanensis (Pierre de Collemedio, après avoir été archevêque de Rouen, devint, sous Innocent IV, cardinal évêque d'Albano), clarissime

de la province — et à soixante-quinze kilomètres sud-est — de Rome, sur la ligne du chemin de fer de Rome à Naples. Que les seigneurs de cette cité aient eu un parent tout proche, « consanguin, » dans la Campagne française, cela est possible sans doute, mais ne rentre guère dans l'ordre des probabilités. Il est bien plus naturel de penser que ce proche parent était un Italien et un habitant de la Campagne romaine, comme le dit expressément Ughellus¹. Et voilà expliqué l'*ortu Campanus* du *Livre d'ivoire*. L'on comprend que dom Pommeraye ait adopté ce sentiment, à la suite de « Messieurs de Sainte-Marthe ». Aux partisans de cette opinion, on n'a, jusqu'à présent, opposé rien de sérieux. C'est donc, à ce qu'il semble, un point acquis.

Mais s'il est assez facile de déterminer la province à laquelle appartient par sa naissance Pierre de *Colle Medio*, il est beaucoup plus malaisé de retrouver la ville, le bourg ou le village qui lui a donné le jour.

Il n'y a pas d'hésitation sur le nom latin de ce pays. Tous les documents où il figure ont la même orthographe : *Medio de Colle*, dit le *Livre d'ivoire*, par une inversion que nécessitait la mesure du vers ; *de Colle Medio*, portent unanimement les documents en prose, tels que les bulles de Grégoire IX, insérées dans différents recueils², les *Annales* de la cathédrale de Rouen que nous a conservées le *Chronicon triplex*³ et enfin la notice consacrée par Ughellus aux évêques d'Albano⁴.

Il y a lieu, cependant, de mentionner ici un document qui semble modifier la physionomie du vocable : *de Colle Medio*. Les *Gesta d'In-*

patet, maxime in epistola Lugduni kalendas octobris data, Pontificatus 8 in Regesto Vaticano. » *Italia sacra*, t. I, p. 299. Nous n'avons pas été assez heureux pour retrouver ces lettres dans le *Registre* d'Innocent IV, publié par Samuel Berger.

¹ *Italia sacra*, loc. cit.

² « Il me semble que MM. de Sainte-Marthe décident la question, lorsqu'ils assurent que notre prélat naquit à Colmedio, en la campagne de Rome, et allèguent pour preuve qu'en plusieurs lettres du pape Innocent à Jean, sorti de la noble race des seigneurs de Frusin (lisez Frosinone) au même territoire, ce gentilhomme est qualifié parent de Pierre de Colmieu, sur quoi on peut voir Ferdinand Ughellus dans son *Italie sacrée*, lorsqu'il traite des évêques d'Albe (Albano). » *Histoire des archevêques de Rouen*, p. 461.

³ Voir les deux lettres de Grégoire IX, adressées *Dilecto filio Magistro Petro de Collemedio, capellano nostro, Apostolicæ sedis legato* : la première *XIV kalend. octobris, pontificatus anno quarto* ; la seconde *VII idus julii, pontific. anno quinto*, D'Achery, *Spicilegium*, t. III, 1^{re} édit., p. 472-473 ; éd. 1723, p. 603. Voir une lettre de Grégoire IX à saint Louis, en date de *VIII idus aprilis, pontif. anno octavo* : « Nos enim dilectum filium magistrum Petrum de Collemedio, capellanum nostrum, praepositum ecclesiae Sancti Audomari. » Raynaldi, *Annales eccles.*, Cologne, 1693, t. XIII, p. 414, ad ann. 1234, n. 12.

⁴ Ms. Y 124 de la bibliothèque municipale de Rouen, fol. 129, ad ann. 1236. Cf. Labbe, *Bibliotheca manuscripta nova*, t. I, p. 376-377.

⁵ *Italia sacra*, t. I, p. 299.

nocent III signalent des seigneurs de la Campagne romaine, *Lando et fratres ejus*, qui, sous le nom de *Collis de Medio*, pourraient bien être les ancêtres de l'archevêque de Rouen ¹. Il est vrai que certains manuscrits présentent les mêmes personnages avec la dénomination courante et plus probable : *de Colle Medio* ². On peut donc s'en tenir à cette forme latine du lieu d'origine de notre archevêque.

Si l'on prenait à la lettre le texte de Ferdinand Ughellus, *de Colle Medio* serait même le nom vulgaire du pays : *Ex oppido*, écrit-il, *vulgo de Collemedio dicto* ³.

Il y a peut-être là une indication à suivre. Dans des lettres du bailli de Rouen, de 1286, nous écrit M. Charles de Beaurepaire ⁴, Pierre de Colmieu est désigné sous le nom de *Petri de Colemede quondam Rothomagensis archiepiscopi* ⁵. « Colemede » ne serait-il pas la forme francisée de « Collemedio ? » J'inclinerais d'autant plus volontiers à le penser que je retrouve la même terminologie dans les archives municipales de Saint-Omer. On sait que Pierre de Colmieu avait été prévôt de Saint-Omer ⁶, avant d'occuper le siège épiscopal de Rouen. La prévôté échut plus tard à un autre Italien, Stefano Colonna — de la grande famille des Colonna — qui eut pour vicaire un parent, probablement le descendant d'un frère de notre archevêque. Or, à la date du 11 décembre 1851, je relève cette mention caractéristique : « Guis de Collemede et Reniers Zapelein, vicaires d'Estevene de le Colombe (ailleurs « de le Columpne »). « De Collemede, » « Estevene, » « de le Columpne, » ce sont évidemment les formes francisées des noms italiens de *Collemedio*, *Stefano*, *Colonna*. Bref, aux XIII^e et XIV^e siècles, les Rouennais et les habitants de Saint-Omer ont traduit *Petrus* et *Guido de Collemedio* par « Pierre » et « Gui de Collemede. » « Collemede » semble donc bien venir directement de « Collemedio. »

¹ « Cum nobiles viri, Lando *Collis de Medio* et fratres ejus, deposuissent domino papae querelam de Bartholomeo et Jonatha dominis Varniae et Gabbriani, quod partem terrae spectantem ad ipsos per violentiam delinèrent, » etc. *Gesta Innocentii papae*, ad ann. 1203, cap. clxxxiv; Migne, *Patr. lat.*, t. CCXIV, col. 180 et 181.

² Voir la note de l'éditeur des *Gesta*, qu'il serait trop long de rapporter ici. *Loc. cit.*, col. 180.

³ *Italia sacra*, t. I, p. 299.

⁴ Lettre du 9 août 1905.

⁵ Ce document fait partie du fonds du chapitre de la cathédrale : nous n'avons pu en avoir la cote.

⁶ On a des statuts de la collégiale de Saint-Omer promulgués sous la prévôté de *Petrus de Collemedio*, en 1227, *Archives du chapitre*, G 338.

⁷ *Archives municipales de Saint-Omer*, LXXXV, 3, résumé dans Giry, *Analyse et extraits d'un registre des archives municipales de Saint-Omer*, n° 72. Cf., pour le nom français de Stefano, un accord du 10 juillet 1367. *Archives du Chapitre*, cart. G 53, f° 116.

Qu'est devenu en italien le vocable « de Collemedio ? » On suppose généralement qu'il s'est converti en *Colle di Mezzo*. Et c'est en partant de cette donnée que les critiques ont cherché à retrouver le pays natal de Pierre de Colmieu. M. Ulysse Chevalier l'a ainsi identifié avec le seul *Colle di Mezzo* que mentionnent les *Dictionnaires de géographie*¹.

Mais cette identification est illusoire. Ughelli a fait remarquer que l'*oppidum* où naquit Pierre de Collemedio était situé dans la « Campagne romaine ». Or, le *Colle di Mezzo* auquel nous renvoie M. Chevalier est un bourg de la province de Chieti, à trente-six kilomètres de Vasto, dans l'Abruzze citérieure. Nous sommes ainsi loin de compte et tout à fait désorientés.

Les *Gesta* d'Innocent III, rapprochés des documents cités par Ughelli, offrent quelque chance de nous remettre sur la vraie voie. D'une part, en effet, nous connaissons la position de Frosinone, où les de Collemedio avaient des parents ; d'autre part, nous savons que Varni, dont les seigneurs eurent un procès avec Lando et ses frères de Collemedio, est un hameau de Galliciano du Latium, voisin de Palestrina. Nous voici de la sorte en pleine Campagne romaine. Il est vraisemblable qu'il faut situer dans cette région, comprise entre Palestrina et Frosinone, ou dans les alentours de cette région, la patrie de l'archevêque de Rouen.

Sur les lèvres des Rouennais, *Petrus de Colle Medio*, après avoir fait Pierre de Collemedio, est devenu Pierre de Colmieu. Toutefois, au xvi^e siècle, certain auteur, qui voulait, à tout prix, faire de notre archevêque un Champenois, a traduit de *Colle Medio* par *Collumiers*². Il faut sans doute voir dans cette hardiesse une tentative d'érudit, en quête d'étymologie. Mais son entreprise n'eut pas de succès. A partir du xvii^e siècle, l'usage prévalut d'appeler *Petrus de*

¹ M. Luchaire (*Innocent III, Rome et l'Italie*. Paris, Hachette, 1904, p. 55) écrit *Colmezzo*, et raconte en cet endroit le démêlé des frères de Collemedio avec les seigneurs de Varni et de Gabriano, d'après les *Gesta* d'Innocent III, cités plus haut.

² « Ex oppido vulgo de Collemedio dicto, quod in Romana Campania jacet. » *Italia sacra*, t. I, p. 299. La campagne romaine, ou « la campagne de Rome, s'étend entre Rome et Terracine, c'est-à-dire jusqu'à la frontière du ci-devant royaume de Naples. Toutefois, comme c'est une appellation géographique et non une division politique ou administrative, les limites ne sauraient en être rigoureusement définies. On peut dire qu'elle répond en général à l'ancien Latium. » *Dictionnaire de géographie*, de Vivien de Saint-Martin.

³ Dadré, *Chronologie historique des archevêques de Rouen*, Rouen, in-12, 1618 (œuvre posthume), p. 242-243. Collumiers équivaut sans doute à Coulommiers, qui se trouve dans la Brie et auquel pensèrent, si nous ne nous trompons, les Bénédictins du *Gallia christiana*. A l'époque gallo-romaine, Coulommiers (Columiers ?) existait déjà sous le nom de *Columbarium*.

Colle Medio « Pierre de Colmieu. » Dom Pommeraye et Farin, à cet égard, firent loi ¹.

Et il n'y a pas de raison, selon nous, d'abandonner ce vocable pour adopter un équivalent italien qui ne répond à aucune réalité précise. Le *Colle di Mezzo* que les érudits modernes ont mis en circulation a l'inconvénient de faire penser à un bourg connu qui déroute l'imagination et la transporte près de l'Adriatique. Si nous ne pouvons déterminer qu'approximativement le lieu où naquit *Petrus de Colle Medio*, « Pierre de Collemede, » comme on disait au XIII^e siècle, « Pierre de Colmieu, » comme disent maintenant les Rouennais, ne perdons pas au moins de vue que l'illustre archevêque, plus tard cardinal évêque d'Albano et fondateur du collège d'Albane, près de la cathédrale de Rouen, est *ortu Campanus*, c'est-à-dire originaire de la Campagne romaine.

E. VACANDARD.

III.

LA CROISADE DES ALBIGEOIS

M. Luchaire ² vient de consacrer à la croisade des Albigeois le second volume de son histoire d'Innocent III. Conçu d'après la même méthode que le premier, ce nouveau livre appelle les mêmes réserves et mérite les mêmes éloges.

Tout appareil critique en est banni. Sauf deux ou trois exceptions, aucune note ne justifie le contenu du texte ; aucune référence ne nous renvoie aux documents et aux auteurs que M. Luchaire a consultés. C'est une réaction contre l'érudition lourde et indigeste qui a longtemps surchargé d'annotations, de renvois et d'*excursus* pédantesques nos livres d'histoire. D'autre part, le passé de l'auteur nous est un garant suffisant de sa valeur et de sa probité scientifique. On peut le croire sur parole.

Malgré tout, nous regrettons qu'il ait poussé cette manière d'agir jusqu'à ces dernières limites. Le lecteur exercé aime à savoir comment a été composé l'ouvrage qu'il étudie et à saisir en quelque sorte

¹ Dom Pommeraye, *loc. cit.* ; Farin, *Histoire de la ville de Rouen*, 3^e édit., 1731. p. 465.

² *Innocent III. La croisade des Albigeois*, 1 vol. in-16. Paris, Hachette.

sur le vif, avec les procédés de l'auteur, l'élaboration du livre. C'est pour lui un moyen de reconnaître s'il a sous les yeux une compilation plus ou moins érudite, ou une œuvre originale directement puisée aux sources authentiques ; si l'historien s'en est tenu à des documents déjà connus ou si, voulant apporter une nouvelle contribution à la science, il a fouillé les archives et leurs trésors inédits. N'est-il pas juste, par ailleurs, de rendre hommage — ne serait-ce que par une note — à des devanciers dont on a utilisé les études et dont on s'est approprié la « substantifique moelle ? » Et puisque M. Luchaire s'est servi du *Cartulaire de saint Dominique* pour décrire les mœurs et les menées des Albigeois aux alentours de Castelnau-dary et de Fanjeaux, n'eût-il pas été équitable de rappeler le dominicain ainsi mis à contribution, le P. Balme ?

Ainsi compris, le livre de M. Luchaire est un exposé excellent de l'état actuel de la question albigeoise. Écrit avec précision et élégance, il se lit avec intérêt et nous ne sommes nullement étonné de la faveur qu'il a trouvée en dehors du cercle étroit des érudits. Ce n'est pas un mince mérite que de tenir sous le charme d'un récit rigoureusement scientifique et d'intéresser à des histoires lointaines les amateurs intelligents mais superficiels d'actualités parfois frivoles.

M. Luchaire aurait pu faire encore mieux. S'il avait approfondi encore davantage les sources originales, il aurait pu répondre à certaines questions d'une manière encore plus précise et plus neuve ; et ainsi, sans rien sacrifier de son charme, son œuvre aurait fait faire à la science historique de nouveaux progrès. Lorsque nous le voyons décrire en moins de dix pages (p. 12-21) les croyances, les mœurs, l'organisation et les rites des Albigeois, nous ne pouvons pas nous empêcher de regretter cette brièveté vraiment excessive. Un mouvement religieux et social qui a eu d'aussi importantes conséquences, et qui a amené tous les événements que le livre décrit, méritait une étude plus complète et plus approfondie. Pour la faire, nul n'était mieux qualifié que M. Luchaire. Il lui suffisait de parcourir les registres de l'Inquisition conservés à la bibliothèque de Toulouse et à la Bibliothèque nationale dans le fonds Doat. Pourquoi s'en est-il tenu aux études sérieuses, sans doute, mais un peu vieilles, de Schmidt ?

Ces recherches lui auraient prouvé qu'avec leur dualisme, leur docétisme, leur morale farouchement pessimiste, leurs doctrines anarchistes, les cathares n'étaient pas plus chrétiens que les adorateurs d'Ormuzd et d'Ahriman, les fakirs de l'Inde, les fatalistes de l'Islam, et il n'aurait pas écrit (p. 46) cette phrase : « Innocent III est le premier pape qui ait invoqué fréquemment le bras séculier et imaginé cette chose inouïe, une croisade intérieure, la guerre faite à un peuple chrétien, parce qu'il avait cessé d'être catholique. »

P. 8, M. Luchaire se demande dans quelle proportion se trouvaient les Albigeois en face des catholiques, et il répond par des raisonnements approximatifs à cette question ; car, dit-il, « elle est decelles que l'histoire ne résoudra jamais avec certitude. » S'il avait compulsé les registres de l'Inquisition, M. Luchaire aurait été plus catégorique. Les interrogatoires des hérétiques et leurs réponses parfois si précises lui auraient permis de faire d'une manière assez complète la carte de l'hérésie dans le Midi de la France et la statistique approximative des forces cathares dans la plupart des villages du haut Languedoc.

A la page 31, M. Luchaire cherche à « définir l'état d'esprit des barons du Languedoc. » A ses yeux, « l'erreur des promoteurs de la croisade des Albigeois fut de croire que cette féodalité, parce qu'elle patronnait l'hérétique, avait embrassé l'hérésie. » Une fréquentation plus grande des registres de l'Inquisition lui aurait prouvé qu'une erreur aussi grossière n'a pas été commise. Il aurait saisi sur le vif la distinction entre les adhérents à la secte, ou Croyants, et les initiés, ou Parfaits. Il aurait vu que les Parfaits n'étaient qu'une élite aussi restreinte que fanatique, mais qu'autour d'eux, obéissant aveuglément à leurs ordres, se groupait la masse des Croyants. Ces Croyants, les documents les lui auraient montrés se recrutant dans toutes les classes de la société et surtout dans les rangs de la noblesse ; et ces constatations lui auraient expliqué pourquoi Raymond VI pouvait renier officiellement une secte à laquelle il n'avait pas été affilié par l'initiation complète des Parfaits, mais dont il restait un Croyant entièrement dévoué.

Ce qu'il y a de vraiment nouveau dans le livre de M. Luchaire, c'est le ton résolument impartial dont il traite une question jusqu'à nos jours si controversée. Les passions soulevées par la croisade des Albigeois ne sont pas encore calmées. Tour à tour, Simon de Montfort a été un saint ou un cruel aventurier, les Albigeois des martyrs ou des malfaiteurs, selon les convictions ou les préjugés des écrivains qui nous les décrivaient. Une histoire impartiale de leurs luttes semblait impossible. M. Luchaire a voulu nous la donner. Dirai-je qu'il y a pleinement réussi ? On pourrait sans doute trouver dans son volume des expressions ou même des passages qui témoignent peut-être de peu de sympathie pour l'Église. Mais s'il en est ainsi, nous devons rendre d'autant plus hommage à la réelle impartialité de l'ouvrage, qu'elle a été résolument voulue. Il nous suffira d'en citer quelques exemples.

A maintes reprises, M. Luchaire trace d'Innocent III un magnifique portrait. Cette belle figure l'attire et il sent plusieurs fois le besoin d'en compléter la beauté et d'en parachever la ressemblance par

de nouveaux traits. Il se refuse (p. 47) à voir dans ce pape le fanatique aux vues étroites, à l'âme orgueilleuse, au cœur sec, que nous décrivait les historiens libres penseurs, et il distingue soigneusement les violences de ses écrits et la modération de sa conduite. Par une remarque aussi fine que vraie, il observe qu'il faut agir ainsi à l'égard de tous les papes du moyen âge, pour les bien juger : « La correspondance pontificale, dit-il, était alors pour les fidèles un instrument d'édification, un organe destiné à l'expression de la loi et des principes. C'est ici surtout qu'il importe de tenir compte de l'écart qui peut séparer la théorie de la pratique. Les papes les plus fougueux, les plus intransigeants, l'ont été moins en actes qu'en paroles. Les plus modérés, les plus conciliants, se croyaient de temps à autre obligés de prendre des attitudes et de parler au peuple sur le ton comminatoire des prophètes de l'Ancien Testament. » On ne saurait mieux comprendre ni mieux définir la distinction depuis si longtemps admise par les théologiens entre l'absolu et le relatif, les nécessités des principes et la relativité de la politique, la *thèse* et l'*hypo-thèse*.

Ailleurs, M. Luchaire nous montre Innocent III combattant le catharisme « non seulement comme opposé à la vérité évangélique, mais encore au nom de la philosophie pure, *par un appel à la raison humaine* » (p. 53), et ainsi il nous présente comme un penseur, comme un philosophe, invoquant contre l'hérésie les arguments naturels de l'intelligence humaine, ce pape dont d'autres dénonçaient auparavant l'illuminisme. Il n'est pas loin d'ailleurs de reconnaître lui-même la force de ces raisons. Après avoir reconnu que la religion cathare était fondée sur un principe radicalement contraire à celui de la doctrine chrétienne ¹, » il ne manque pas de signaler son fanatisme farouche et son caractère antisocial. « Dans une telle croyance, la perfection, c'est d'agir en pur esprit. L'albigéisme condamne en théorie le mariage, la procréation, la famille. » Une telle constatation justifie déjà dans une certaine mesure la répression que la société du moyen âge a exercée contre les cathares ; sans tirer lui-même la conclusion, M. Luchaire la suggère.

A maintes reprises aussi, l'auteur insiste sur le rôle modérateur d'Innocent III. « Dans la législation comme dans les lettres de ce pape, il n'est nullement question de la mort pour les hérétiques » (p. 57), et s'il est vrai que trop souvent les Albigeois ont été victimes de cruautés que ne réclamaient ni la conservation sociale ni le code pénal du

¹ Après cette affirmation si nette et si vraie, comment M. Luchaire a-t-il écrit ailleurs que les Albigeois étaient des *chrétiens* qui avaient, aux yeux des croisés, le tort de n'être pas *catholiques* ? Il nous semble qu'il y a là deux affirmations contradictoires.

temps, il faut, dit M. Luchaire, en rendre responsables les croisés de Montfort et non le chef de l'Église. Plus loin, lorsqu'il est question de la dépossession des seigneurs du Midi, en particulier des comtes de Toulouse, M. Luchaire accentue cette opposition entre la rapacité et les violences des barons du nord et l'esprit de justice d'Innocent III ; et il prouve que si la croisade dégénéra en guerre de conquête et la défense de l'orthodoxie en une vulgaire spoliation, ce fut contre le gré de l'Église romaine, trahie par ses mandataires infidèles, l'abbé de Cîteaux et Simon de Montfort. « L'abbé de Cîteaux et son parti n'avaient pas seulement à lutter contre l'hérétique, mais contre les catholiques modérés, gens à scrupules, ennemis des mesures extrêmes, et contre ce pape, observateur trop méticuleux des formes judiciaires et qui semblait se refuser à la proscription » (p. 158). Cette affirmation est précieuse ; car elle met à néant toutes les accusations de cruauté que des historiens passionnés ont lancées contre l'Église à propos de la croisade, et elle transforme en responsabilités particulières et individuelles la responsabilité collective qu'on voulait lui faire porter. Ce sera l'honneur de M. Luchaire d'avoir rendu à la vérité un hommage aussi impartial.

Malgré les réserves que nous avons faites, son livre nous apparaît donc comme une œuvre de solide érudition et de grande bonne foi, deux qualités qui se complètent à merveille et qui suffisent pour donner à une œuvre historique une incontestable valeur.

JEAN GUIRAUD.

IV.

DU RANG DE M^{me} DE MAINTENON A LA COUR DE VERSAILLES

APRÈS SON MARIAGE AVEC LOUIS XIV

Que M^{me} de Maintenon ait été unie à Louis XIV par un mariage secret, peu de temps après la mort de Marie-Thérèse, c'est ce qui semble n'avoir fait de doute pour aucun de leurs contemporains. On se disait tout bas les noms des témoins de cet événement singulier. Harlay, archevêque de Paris, et le P. de la Chaise durent, l'un recevoir les serments des époux, l'autre célébrer la messe nuptiale devant M. et M^{me} de Montchevreuil, Bontemps, le fidèle valet de chambre du roi, et Nanon Balbien, femme de chambre de la mariée,

« fille aussi capable que qui que ce soit de garder un secret et dont les sentiments étaient fort au-dessus de son état » (M^{me} de Caylns). Il ne paraît pas aussi certain que Louvois ait assisté à la cérémonie.

Le mariage ne fut jamais déclaré et ne pouvait pas l'être. C'est en ce sens seulement qu'il était regardé comme « problématique » à la cour. « On respectoit en M^{me} de Maintenon le choix du roi, sans la traiter de reine » (*Sevigniana*). Situation unique, qui faisait écrire par Godet des Marais à son illustre pénitente : « Vous êtes à la place des reines et vous n'avez pas plus de liberté qu'une petite bourgeoise. »

On se souvient du gracieux tableau tracé par M^{me} Dunoyer, racontant la visite de la comtesse d'Exeter à Versailles. M^{me} de Maintenon se disposait à partir pour Marly avec Louis XIV. « Elle se plaça dans le fond du carrosse à côté du roi et, comme elle reconnut la dame anglaise en passant, elle la salua avec un de ces sourires sérieux où il entre de la douceur et de la majesté. La comtesse fut enchantée de cet air de modestie qui accompagnait toutes ses actions. Elle lui trouva de beaux yeux, la physionomie fine et un je ne sais quoi que les années ne peuvent ôter, et qui est préférable à la plus grande beauté. Elle ne paraissait pas occupée de sa grandeur et elle semblait donner toute son application à examiner si le roi était dans une situation commode. Dès qu'elle fut assise, on lui apporta son ouvrage, qui était un morceau de tapisserie ; elle prit en même temps ses lunettes et, après avoir levé les glaces du carrosse, elle se mit à travailler. »

A défaut de la preuve absolue du mariage, qu'on n'aura sans doute jamais, les *Mémoires* de M^{lle} d'Aumale, publiés récemment par MM. d'Haussonville et Hanotaux, fournissent un témoignage moral des plus importants. Tel détail révélé par la secrétaire et confidente ne laisse pas de doute sur la nature des rapports qui existaient entre Louis XIV et Françoise d'Aubigné. « Un jour que le roi avoit pris médecine, M^{me} de Maintenon étoit seule avec lui et, comme il faisoit fort chaud, le roi étoit un peu découvert dans son lit pour prendre l'air. Monsieur y entra, le roi lui dit : « De la manière dont vous voyez que je suis devant M^{me} de Maintenon, vous pensez bien ce qu'elle m'est. » Celle-ci n'en usait pas autrement avec Louis XIV. « Elle s'habilloit et se déshabilloit dans sa chambre, quoique le roi y fût. Il est vrai que c'étoit avec toute la bienséance et la modestie qui convenoit. Je marque cela pour faire voir la manière familière dont elle vivoit avec lui (qui ne pouvoit convenir qu'à une femme). »

Deux fois seulement, Louis XIV sembla la vouloir traiter en reine. Ce fut au camp de Compiègne, lorsque, debout, le chapeau à la main, et elle dans sa chaise, la glace levée, il lui expliquait les opérations militaires, ou encore lorsque, la faisant peindre en sainte Françoise

Romaine par Mignard, il lui permit de revêtir le manteau d'hermine. Mais ce n'étaient là que des éclairs qui dissipaient un instant l'ombre mystérieuse où elle s'enveloppait. De titre, elle n'en avait point et n'en voulait point avoir. C'était toujours la marquise de Maintenon.

Quel rang occupait-elle dans cette cour formaliste, où l'étiquette et les préséances jouaient un si grand rôle ? Question intéressante à laquelle il nous semble avoir trouvé une solution dans un acte notarié, qui ne doit pas être le seul à porter la particularité qui nous a frappé. Nous voulons parler du contrat de mariage du marquis de Gondrin avec M^{lle} de Noailles¹.

Le duc et la duchesse de Noailles, auteurs d'une nombreuse lignée, avaient su caser avantageusement leurs enfants. Des filles, l'une avait épousé, en 1687, le comte de Guiche, une autre le marquis de Coëtquen (1696), une autre encore, à quatorze ans et demi, le comte d'Estrées (1698). La même année, leur fils, le comte d'Ayen, qui devait hériter du titre ducal, s'était marié avec la nièce de M^{me} de Maintenon. Une quatrième fille était devenue marquise de la Valière (1698), et une cinquième marquise de Lavardin.

Touchant de si près au roi par deux de ces alliances, la duchesse de Noailles rêvait de s'en rapprocher encore par le mariage de sa sixième fille avec le petit-fils de M^{me} de Montespan. Elle rencontra d'abord quelque difficulté de la part du cardinal de Noailles, qui ne se souciait pas, disait-on, de voir sa nièce devenir la bru d'un homme (d'Antin) qui ne brillait pas par son courage, et la petite-fille d'une ancienne maîtresse du Roi². Mais les résistances de l'archevêque de Paris cédèrent bientôt devant la volonté de sa belle-sœur, qui gouvernait toute la famille, et sans doute aussi devant les avantages de l'alliance. De son côté, M^{me} de Maintenon s'employait à faire aboutir une affaire que son ancienne rivale semblait avoir à cœur. Elle fit donner à la future marquise de Gondrin la charge qu'avait sa nièce dans la maison de la duchesse de Bourgogne. Le mariage une fois décidé, elle écrivait à la princesse des Ursins : « Vous direz bien, Madame, que voilà un tour de bonne parente (la charge abandonnée par sa nièce) ; mais que ne ferai-je pas pour faciliter un mariage qui plaît à M^{me} de Montespan ?.... Une de nos dames du palais, allant lui en faire compliment, la trouva entre des citrouilles, des choux, et

¹ Archives nationales, Y 279, fol. 316 v°. Nous avons sous les yeux la copie qui se trouve également aux Archives de l'Aude, registre des insinuations de la sénéchaussée du Lauragais, B. 2006. M. de Boislisle, qui cite la première de ces deux copies dans son *Saint-Simon* (t. XIV p. 261), n'a pas relevé la particularité que nous signalons plus loin. Nous n'avons pas trouvé la minute du contrat chez le successeur des notaires qui ont reçu l'acte.

² Bibliothèque nationale, ms. fr. 12694, p. 19.

pour 8,000 fr. de diamants qu'elle donne à la mariée. » Nous verrons bientôt que la somme était bien plus considérable.

Le contrat de mariage, reçu par M^{re} Brière et Bellanger, conseillers du roi, notaires gardes-notes et gardes des scels au Châtelet de Paris, fut fait et passé le 24 janvier 1707, au château de Versailles pour Sa Majesté, princes et princesses du sang et de sa « maison royale, » pour les seigneurs et dames comparants à Paris, en leurs demeures, et pour les parties au palais archiépiscopal.

En tête figurent M^{me} de Montespan, le marquis et la marquise d'Antin, le duc et la duchesse de Noailles, stipulant pour les futurs. Puis viennent les témoins du mariage : le Roi, le dauphin, le duc et la duchesse de Bourgogne, le duc de Berry, la duchesse d'Orléans, douairière, le duc et la duchesse d'Orléans, le prince et la princesse de Condé, le duc et la duchesse de Bourbon, le duc et la duchesse du Maine, le comte de Toulouse, en un mot, la maison de France, princes et princesses du sang, légitimes ou légitimés, et immédiatement après eux, comme faisant suite, « très haute et très puissante dame Françoise d'Aubigné, marquise de Maintenon et de Mézières. »

Pour quel motif occupe-t-elle ce rang privilégié ? Ce n'est pas à titre d'alliée ou d'amie des futurs. Car elle vient avant toute la parenté, avant la duchesse de Mortemart douairière et la duchesse d'Uzès, bisaïeule et aïeule du marié, avant les oncles et tantes, avant les frères et sœurs. Moins encore figure-t-elle ici comme favorite. Cela eût été par trop choquant. C'est donc bien l'épouse légitime, mais non déclarée, qui s'efface devant les membres de la famille royale, mais qui s'adjoint à eux et qui a le pas sur les plus grands seigneurs, sur les proches eux-mêmes, sans qu'aucun y trouve à redire. Il y a là, ce nous semble, une indication intéressante et une preuve morale nouvelle du mariage de la veuve Scarron avec Louis XIV.

Les Noailles donnaient à leur fille 300,000 livres. Mais on sent bien que cette somme n'était là que pour la galerie. Car 200,000 livres consistaient en « biens et effets » dont on devait fournir le délaissement à la naissance du premier enfant, 50,000 en nourriture et logement pendant sept années, 30,000 en trousseau. Les 20,000 restant devaient être payées seulement après la mort du duc et de la duchesse. Le marquis de Gondrin constituait à sa future épouse un douaire préfixe de 8,000 livres avec habitation dans un de ses châteaux. M^{me} de Montespan faisait don à son petit-fils de la somme de 100,000 livres. Elle y ajoutait un cadeau vraiment royal, consistant en « tous les diamants et pierreries mentionnés au mémoire joint à la minute des présentes, qui contient l'estimation qui en a été faite par les sieurs (*sic*) Laurent Rondé et Marie-Anne Masse, veuve du sieur Le Vasseur, marchands joailliers à Paris, montant à la somme

de 93,800 livres. » Malheureusement, ce mémoire s'est perdu avec la minute.

Le marquis et la marquise d'Antin donnaient à leur fils, en pleine propriété, les marquisats, terres et seigneuries de Montespan, d'Antin et de Gondrin, situés en Guyenne et en Languedoc, ainsi que le duché d'Épernon, en Beauce, et, en compensation de l'usufruit qu'ils se réservaient de ces terres, ils abandonnaient, jusqu'à concurrence de 10,000 livres, les revenus du duché de Bellegarde, près de Montargis. La marquise d'Antin donnait encore 100,000 livres pour sa part. Toutes ces terres, sommes d'argent, voire les diamants et pierreries, étaient, suivant l'usage du temps, chargés d'une substitution graduelle et perpétuelle de mâle en mâle et d'ainé en aîné, pourvu toutefois qu'il n'y eût point de fille. Car, en ce cas, l'aînée de ces filles devait avoir le droit de prendre pour 48,000 livres de diamants et pierreries, suivant l'estimation.

Par une coïncidence assez curieuse, la marquise de Gondrin, veuve au bout de quelques années, devait contracter un second mariage assez semblable à celui de M^{me} de Maintenon. Elle épousa secrètement, le 2 février 1723, le comte de Toulouse, fils de Louis XIV et de M^{me} de Montespan, et, par conséquent, oncle de son premier mari. Plus heureux que le duc du Maine, le comte de Toulouse, que Saint-Simon, malgré sa haine pour les bâtards, appelle « l'honneur, la vertu, la droiture, l'équité même, » avait vu son titre de prince du sang confirmé au lit de justice de 1718. Il attendit la mort du Régent pour déclarer son mariage. La comtesse de Toulouse tint une cour à Rambouillet qui rivalisait avec celle de Sceaux. Devenue veuve une seconde fois, elle fit un grand personnage à Versailles. De son mariage avec le fils de Louis XIV est né le vertueux duc de Penthièvre.

LÉON CHARPENTIER.

CHRONIQUE

Parmi les communications faites pendant le dernier trimestre à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, les suivantes nous paraissent devoir être mentionnées ici.

Le 24 novembre, M. Héron de Villefosse a communiqué deux lettres du R. P. Delattre, relatives à la découverte à Carthage d'un sarcophage colossal de marbre blanc, dont la cuve seule pèse de 4,000 à 5,000 kilos, dont le couvercle de 2^m75 de long sur 1 mètre de large est décoré de onze acrotères et de peintures aux frontons.

C'est sur une autre découverte du P. Delattre que M. Ph. Berger a retenu quelque temps l'attention de ses confrères à la séance du 8 décembre : un sarcophage du III^e siècle avant l'ère chrétienne a livré une pierre gravée hébraïque du VI^e au VII^e siècle, au nom de Joab et historiée au milieu du chaton d'un ange aux ailes éployées ; M. Berger a montré l'intérêt qu'il y avait à voir un Carthaginois portant une bague juive vieille de trois ou quatre cents ans, comme aujourd'hui l'on se pare d'objets de la Renaissance. — Les fouilles exécutées en 1905 à Délos, sous les auspices du duc de Loubat, dont M. Maurice Holleaux a entretenu l'Académie, ont amené le déblaiement de l'agora des Italiens, du portique de Philippe et du quartier du théâtre ; parmi les textes épigraphiques, les plus intéressants sont une dédicace d'Antigone Doson, roi de Macédoine, et une loi relative à la vente du bois et du charbon à Délos.

Le 15 décembre, ce sont les fouilles du monument d'Auguste à la Turbie (Alpes-Maritimes) qui ont fait les frais de la séance. M. Babelon, président de la Société française des fouilles archéologiques, à laquelle est due la reprise de ces fouilles, en a exposé les résultats en lisant un rapport de M. Philippe Casimir qui les dirige.

A la séance du 5 janvier, M. Salomon Reinach a recherché pourquoi Vercingétorix renvoya sa cavalerie d'Alésia. Il eût semblé naturel que, n'ayant de vivres que pour un mois, il eût gardé ces chevaux pour subvenir à la nourriture de ses troupes. Mais les Gaulois n'étaient pas hippophages ; M. Salomon Reinach montre que ce point leur était commun avec la plupart des peuples de l'antiquité qui ne se décidaient pas, même en cas d'extrême besoin, à manger du che-

val, si ce n'est à la suite d'un sacrifice, et à titre d'animal sacré; c'est la raison qui explique les instructions données à saint Boniface par les pontifes romains d'interdire l'hippophagie.

L'étude faite le 12 janvier par M. Antoine Thomas d'une liste de noms d'animaux due à Polémus Silvius (449 apr. J. C.) en fait ressortir l'intérêt pour expliquer un certain nombre de mots français ou provençaux (*gamox*, chamois; *gaius*, geai; *plumbio*, plongeon; *tazo*, taïsson [blaireau]). M. Babelon a communiqué une monnaie grecque nouvelle au nom d'Hippias, le tyran athénien, expulsé en 511.

Un nouveau manuscrit (XI^e ou XII^e siècle) des œuvres mathématiques de Gerbert, récemment acquis pour la Bibliothèque nationale et sur lequel M. Omont a, le 26 janvier, attiré l'attention de l'Académie, présente quelque intérêt pour l'histoire des sciences par les opuscules inédits qu'il contient et par les variantes importantes qu'il offre pour des œuvres déjà connues. — Depuis le moment où les rois d'Ourse sont emparés de l'hégémonie de la Chaldée, les dieux gravés sur les cylindres chaldéens portent généralement un simple turban au lieu de la coiffure à cornes de taureau. M. Heuzey pense que ce fait trouve son explication dans la tendance du roi d'Our à se faire décerner les honneurs divins; en donnant aux dieux leur propre coiffure, ils auraient établi une confusion à leur profit, et ce seraient eux qui, sous l'apparence de la divinité, recevraient l'adoration. — Des bornes à inscriptions découvertes dans la Tunisie et signalées par M. René Cagnat établissent qu'en l'an 29 de notre ère, la légion III Augusta a procédé à un arpentage et à une division du territoire.

Le 2 février, M. Haussoullier a signalé la découverte à Babylone de trois nouvelles inscriptions grecques, dont la plus curieuse relate une distribution de prix au gymnase de la ville en l'an 110 avant notre ère. — M. Cagnat a montré que l'édifice du forum de Pompéi, que l'on prenait pour un temple des dieux de la ville, est en réalité la bibliothèque, comme le prouve la comparaison avec les bibliothèques de Timgad et d'Éphèse. — D'un passage de la relation de la persécution lyonnaise de 177, dans lequel une esclave chrétienne déclare que les chrétiens s'abstiennent du sang des animaux, M. S. Reinach croit pouvoir conclure à l'existence dans la ville de Lyon d'une boucherie et par conséquent d'une communauté juives.

Une note du R. P. Delattre, communiquée le 9 février par M. Héron de Villefosse, annonce la découverte à Utique, dans la propriété du comte de Chabannes, d'une nouvelle nécropole punique et d'une maison romaine ornée de fresques et de mosaïques. — On voit, par un texte de Valère Maxime, que Jupiter Sabazius fut identifié avec le Jahvé Sabaoth des Juifs. M. Franz Cumont montre que les monuments du dieu phrygien portent des traces nombreuses des croyan-

ces juives ; il retrouve ce mélange d'éléments bibliques et païens dans la célèbre fresque de Vincentius en la catacombe de Prétextat. — Il semble résulter d'une communication du commandant Espérandieu sur les fouilles du mont Auxois que les ruines d'Alésia existent encore à quelques centimètres du sol et qu'il suffirait de quelques recherches pour reconstituer le plan de l'*oppidum*.

A la séance du 16 février, M. Salomon Reinach a communiqué le texte et la traduction par M. Seymour de Ricci d'un fragment de l'historien grec Sosylos, récemment déchiffré par M. Wilcken, et qui relate une bataille navale livrée en 217 avant l'ère chrétienne, à l'embouchure de l'Èbre, entre les Carthaginois et les Romains, et terminée à l'avantage de ceux-ci, grâce à une heureuse manœuvre de leurs alliés marseillais.

A l'Académie des sciences morales et politiques, le 13 janvier, M. Léon Lallemand a étudié le coucher, la nourriture et le service médical dans les hôpitaux du moyen âge, montrant que partout l'hospitalisé est traité comme le maître de la maison.

L'Académie des sciences morales et politiques met au concours les sujets suivants : I. prix ordinaire (2,000 fr., 31 décembre 1908), *Du régime de centralisation dans l'administration de la France depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la fin du XIX^e siècle* ; II. prix Bordier (2,500 fr., même délai), *Prépondérance française en Occident sous les quatre premiers Valois* ; III. prix Saintour (3,000 fr., même délai), *Le Parlement de Paris depuis l'avènement de Charles VI jusqu'à la mort de Henri II* ; IV. prix Rossi (4,000 fr., même délai), *Histoire économique de la soie*.

Le sujet du prix ordinaire, à l'Académie des inscriptions, pour l'année 1908 (délai : 31 décembre 1907), est une étude sur le préfet du prétoire au IV^e siècle.

L'Académie royale de Belgique met au concours pour le prix Gantrelle à décerner en 1908 (3,000 fr.) : *l'Histoire du paganisme dans l'empire d'Orient depuis le règne de Théodose le Grand jusqu'à l'invasion arabe*.

Nous avons parlé à nos lecteurs dans notre dernière chronique du Congrès international pour la reproduction des manuscrits, des monnaies et des sceaux, tenu à Liège en août 1905. Nos lecteurs trouveront dans le *Discours prononcé à la séance d'ouverture* par M. H. Omont (Bruxelles, impr. Polleunis et Ceuterick, s. d., in-8 de 6 p.), une rapide esquisse de l'histoire de la reproduction des manuscrits depuis la tentative du P. Rosweyde en 1626.

C'est pour ce Congrès que MM. René Poupardin et Maurice Prou ont dressé une *Liste des recueils de fac-similés de chartes* (Extrait des *Actes du Congrès*. Bruxelles, Polleunis et Ceuterick, 1905, in-8 de

41 p.) qui ne comprend pas moins de cent quarante-trois articles (en y comprenant trois *addenda*). La liste, qui laisse de côté « les fac-similés isolés publiés dans des livres ou insérés dans des revues, » comprend au contraire : « 1° les recueils de fac-similés où sont réunies des reproductions de manuscrits proprement dits et de chartes ; 2° les recueils de fac-similés exclusivement consacrés à des reproductions de documents d'archives ; 3° les ouvrages auxquels sont annexés, en nombre, des fac-similés de documents d'archives. » Les ouvrages sont « répartis par pays en prenant pour base de la classification le lieu de publication et dans chaque pays l'ordre chronologique. »

Au même congrès se rattache le recueil qu'entreprend la maison Misch et Thron, de Bruxelles, sous le titre de *Codices belgici selecti, fac-similés des manuscrits des bibliothèques belges*, et sous le patronage de l'éminent conservateur des manuscrits de la Bibliothèque royale de Bruxelles, le P. Van den Gheyn ; nous le signalons ici d'autant plus volontiers que deux des six manuscrits inscrits dès à présent à son programme intéressent directement nos études : la reproduction du manuscrit original de la *Chronique de Gilles le Muissis* (Bibl. roy. de Bruxelles, n° 13076, xiv^e s.), qui nous sera présentée par le P. Van den Gheyn, et la reproduction du manuscrit autographe de la *Chronique de Sigebert de Gembloux* (Bibl. roy. de Bruxelles, n° 18239-18240, xii^e s.), dont la notice sera faite par M. l'abbé Cauchie. Pour pouvoir rendre plus accessible cette collection, les éditeurs ont décidé qu'aucune reproduction ne dépasserait l'in-4 ; s'il s'agit de reproduire un manuscrit de format supérieur, on accompagnera la réduction d'une ou plusieurs planches de grandeur naturelle.

Au même ordre d'idées se rattache la publication par M. H. Omont (Paris, impr. Berthaud, in-8) d'un fac-similé réduit de l'*Histoire des Francs de Grégoire de Tours* (ms. latin 17654 de la Bibl. nationale).

La Société de l'histoire de France a décidé la publication par MM. Bourrilly et Vindry d'une nouvelle édition des *Mémoires* des frères du Bellay, qui comportera trois volumes, dont le premier est actuellement sous presse. Elle a également envoyé à l'impression le premier volume des *Mémoires* de Richelieu, dont nous avons à diverses reprises entretenu nos lecteurs.

L'on ne peut que se féliciter de voir MM. Gaston Brière et Pierre Caron et leurs collaborateurs, poursuivre avec persévérance l'œuvre utile qu'ils ont entreprise par la publication annuelle de leur *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France*. On regrette seulement qu'ils ne puissent parvenir à mettre plus rapidement à la disposition des travailleurs ce précieux instrument de travail : la sixième année, tout récemment parue (Paris,

Édouard Cornélis, 1905, in-8 de xxxiii-361 p.), se rapporte seulement à l'année 1903. Il est vrai que les difficultés de la tâche excusent ce long retard. On pourra constater avec plaisir que les auteurs ont tenu dans ce nouveau volume la promesse qu'ils nous avaient faite dans le précédent de rétablir les trois sections relatives à l'histoire des sciences, — à l'histoire littéraire — et à l'histoire de l'art, supprimées pour des raisons d'économie. Le répertoire de 1903 nous met donc pour ces trois sections au courant du mouvement de la publication pendant les années 1902 et 1903. Les auteurs ont conservé, et ils ont bien fait, leurs cadres de classement, fort commodes, et que complètent d'ailleurs fort heureusement leurs tables alphabétiques des noms d'auteurs, des noms de personnes et des noms de lieux. Nous leur signalons seulement une bizarrerie inadmissible qu'ils ne renouvelleront pas, nous l'espérons, dans les prochains volumes : c'est de classer les saints non pas à leur nom propre, ce qui est la règle catholique, ni à leur nom de famille, ce qui pourrait aussi se défendre, mais au mot *saint* ! Et puisque nous en sommes à l'article des saints, nous ne voyons pas bien quel titre ont à figurer dans un répertoire *français* saint François-Xavier, saint Alphonse de Ligouri, ou saint Léonard de Port-Maurice. Nous attirerons aussi l'attention des auteurs sur la correction des noms étrangers et même français¹.

La Société d'histoire moderne, sous les auspices de laquelle se publie ce répertoire, se préoccupe de mettre à la disposition des travailleurs d'autres instruments de travail. Elle annonce, dans ce sens, une liste sommaire des ministères français de la Révolution jusqu'à nos jours ; en même temps elle publie une *Concordance des calendriers républicain et grégorien* de l'an II à l'an XVII (Paris, George Bellais, 1905, in-8 de 59 p). M. Caron s'est appuyé surtout sur des considérations typographiques pour pousser jusqu'à l'an XVII cette concordance, alors que le calendrier a été rayé à la fin de l'an XIII de l'usage officiel. Une notice préliminaire, courte mais substantielle, donne l'histoire sommaire du calendrier et les renseignements nécessaires pour l'usage de la concordance.

Nous signalons volontiers à nos lecteurs l'appel qui est fait, par la *Science sociale* de M. Edmond Demolins, à tous les collaborateurs de bonne volonté. Il s'agit d'une enquête sociale menée dans le monde entier pour déterminer et décrire les régions connues communément sous le nom de pays, c'est à-dire de ces petites circonscriptions territoriales qui « forment les subdivisions naturelles de la contrée ou de

¹ Par exemple, n° 1119, il faut lire *Kretschmar* et non *Kretschman* ; n° 3148, *Stoullig* et non *Stoulling* ; n° 3979, *Birch Hirschfeld* et non *Birsch Hirschfeld*. Ces erreurs sont maintenues à la table.

la province » et qui « présentent des caractères communs et des conditions de vie uniformes. » Les quatre questions de l'enquête sont les suivantes : 1° Quelles sont la dénomination, l'étendue et les limites géographiques de votre « pays » ? 2° Quelles sont les conditions de lieu qui caractérisent votre « pays » ? 3° Quels sont les principaux travaux développés par ces conditions de lieu ? 4° En quoi ces conditions de lieu et de travail influencent-elles l'état social du « pays », de manière à en former une unité distincte et un type à part ? Ceux de nos lecteurs qui seraient tentés d'apporter à cette enquête leur part de collaboration pourront demander à M. Edmond Demolins, aux bureaux de la *Science sociale*, 56, rue Jacob, à Paris, le programme-questionnaire développé, qui contient aussi les conditions de la collaboration.

M. Ciro Trabalza a inauguré, le 15 janvier dernier, la publication d'une revue mensuelle pérugine et ombrienne. *Augusta Perusia, rivista di topografia, arte e costumi dell' Umbria* (Perugia, Unione tipografica cooperativa, 7 fr. 50 par an), fait naturellement, dans ses colonnes, une part à l'histoire et à l'art de l'Ombrie.

Le rapport sur les travaux du séminaire historique de l'Université catholique de Louvain augmente tous les ans d'importance, preuve de l'activité croissante de cette institution sous la direction de M. le chanoine Cauchie. Parmi les travaux des membres du séminaire dont le rapport de 1904-1905 nous offre le résumé¹, nous signalerons une série d'études sur le gallicanisme et le protestantisme français, un tableau par le R. P. Remi de Smedt du mouvement franciscain au XIII^e siècle, un excellent exposé par M. A. Fierens des débats sur les sources primitives de l'histoire franciscaine et un aperçu de l'abbé A. Monin sur l'Inquisition.

M. Georg Erler entreprend la publication d'un recueil de mémoires sur l'histoire de la Basse Saxe et de la Westphalie. Les *Beiträge für die Geschichte Niedersachsens und Westfalens* (Hildesheim, August Lax) paraîtront par fascicules indépendants (6 ou 8 par an), dont chacun contiendra un travail particulier. La collection sera inaugurée par une histoire des corporations ouvrières d'Hildesheim au moyen âge par M. Moritz Hermann, et par une étude de M. Bruno Engler sur l'administration de Münster de 1802 à 1813.

On ne saurait trop recommander la lecture du curieux volume du docteur Naegeli-Åkerblom : *Quelques résultats de l'examen des preuves historiques employées par les auteurs traitant de l'hérédité*, dont la seconde édition vient de paraître (Genève, impr. W. Kündig et fils, 1905, in-16 de 84 p.). On y constatera l'extraordinaire légèreté

¹ Université catholique de Louvain. Séminaire historique. Rapport sur les travaux pendant l'année académique 1904-1905 (Louvain, typ. de Joseph Van Linthout, 1905, in-16 de 117 p.).

avec laquelle ont été rédigés des ouvrages qui malheureusement font autorité, comme les *Études de la sélection de l'homme*, du docteur Paul Jacoby. Le docteur Naegeli-Åkerblom montre par des exemples probants et multiples que non seulement Jacoby est criblé d'erreurs, mais que trop souvent il ne se fait pas scrupule de supprimer des faits qui le gênent ou de baser des conclusions sur des faits qui ne sauraient leur servir de fondement, comme lorsque pour prouver l'infécondité d'une race, il indique gravement comme « morte sans enfants » une princesse décédée à douze ans !

La Collection Custodi à la Bibliothèque nationale se compose de trois séries, dont la seconde (quatorze volumes de mélanges sur l'histoire d'Italie) et la troisième (Archivio sforzesco en trente-trois volumes) sont suffisamment connues des érudits et ont fait l'objet de bons inventaires de MM. Gaston Raynaud et Mazzatinti, tandis que les vingt-deux volumes de la première série, qui comprennent les documents autographes, manuscrits ou imprimés, recueillis par Custodi en vue de la nouvelle Biographie italienne qu'il méditait, n'ont encore fait l'objet d'aucun inventaire. C'est cette lacune que comble M. Lucien Auvray dans une série d'articles du *Bulletin italien* qui viennent d'être réunis dans un tiré à part (Bordeaux, Feret et fils ; Paris, Albert Fontemoing, in-8 de 137 p.). Il nous donne par la même occasion, sur l'historique de la collection et sur la vie de Custodi, des renseignements précieux.

Nous avons déjà signalé (t. LXXVIII, p. 620) le mémoire fourni par M. Louis Demaison aux *Travaux de l'Académie de Reims* sur l'*Instruction dans les campagnes des environs de Reims au XV^e siècle*. Il nous suffira donc aujourd'hui de mentionner le tirage à part qui vient d'en être fait (Paris, impr. de l'Académie, 1905, in-8 de 29 p.).

Poursuivant des travaux justement estimés sur le Parlement de Paris, M. Félix Aubert nous montre l'ingérence, au XVI^e siècle, de cette grande compagnie dans toutes les affaires de la ville de Paris : *Le Parlement et la ville de Paris au XVI^e siècle* (Extrait de la *Revue des études historiques*. Mai à octobre 1905. Paris, Alphonse Picard et fils, in-8 de 79 p.). Police, voirie, approvisionnement, hygiène, enseignement, jeux et spectacles, finances, défense de la ville, tout est du ressort du Parlement, rien n'échappe à son contrôle, et il ne recule pas devant des détails, allant par exemple jusqu'à ordonner la destruction des jeux bâtis et édifiés dans les faubourgs de Paris, sous prétexte que les étudiants s'y livraient avec trop d'ardeur au jeu de paume au détriment de leurs études.

On est en général sévère pour André d'Orléans, que l'on rend responsable de la fuite honteuse dans les eaux de Prévessa, le 27 septembre 1538, de la flotte de la ligue chrétienne devant celle des Turcs : les

uns lui reprochent d'avoir voulu exposer la flotte vénitienne, poussé par la rancune génoise contre Venise ; les autres supposent qu'il aurait reçu de Charles V des ordres lui défendant d'engager le combat. M. Gaetano Capasso nous paraît être dans la plus juste note quand il attribue cette fuite lamentable (*Andrea d'Oria alla Prevesa*. Extrait des *Rendiconti del R. Istituto lombardo*. Milano, tip. Turati, 1905, in-8 de 18 p.), non à des ordres de l'empereur ni à un dessein arrêté chez d'Oria d'éviter la bataille, mais à la simple crainte qu'il eut de compromettre les forces chrétiennes dans un engagement où il ne se croyait pas sûr de la victoire.

M. Henri Clouzot donne un heureux complément à sa note, signalée dans notre dernière chronique, sur les *Amitiés de Rabelais en Orléanais*. Il a retrouvé le *Véritable nom du seigneur de Saint-Ayl* (Extrait de la *Revue des études rabelaisiennes*. Paris, Honoré Champion, 1905, in-8 de 16 p.). C'est Étienne Laurens, ou plutôt Lorens, dont il nous retrace avec précision la carrière. Des documents retrouvés par M. Soyer aux archives du Loiret établissent, entre autres, la présence de Lorens à Saint-Ay le 25 mars 1542 ; et M. Clouzot croit pouvoir dater désormais la lettre de Rabelais au bailli du bailli des baillis du 1^{er} mars 1542 ; contrairement, en effet, à ce qu'il avait dit dans sa première brochure, Rabelais revint en France l'hiver de 1541-1542, à la suite de Langey.

Un ingénieur civil tullois, M. Victor Forot, qui emploie ses loisirs à préparer une histoire de la Révolution dans sa ville natale, en détache quelques chapitres sous ce titre : *Épisodes révolutionnaires. L'année de la peur à Tulle* (Paris, Paul Chéronnet, 1906, in-8 de 116 p., avec 1 planche). Il y a réuni quelques documents intéressants, notamment sur l'affaire de Favars, qui occupe deux chapitres sur cinq et 80 pages sur 116 de son ouvrage ; mais il nous semble que dans l'usage qu'il en fait et dans l'appréciation qu'il nous donne des événements, son optique a été quelque peu troublée par ses sympathies pour les idées nouvelles et par sa tendance à tout condamner des hommes et des institutions de l'ancien régime.

La disparition des procès-verbaux de la Société populaire de Metz, livrés en 1796 à l'arsenal de la place pour en faire des gargousses, rendait assez difficile la tâche que se proposait M. Léon Bultingaire d'en retracer l'histoire. Cependant, à l'aide de la correspondance échangée par cette société avec le Club des Jacobins de Paris auquel elle s'affilia dès l'origine (1790), des extraits de procès-verbaux qu'elle faisait imprimer dans certaines circonstances et dont plusieurs ont été conservés, des procès-verbaux de la Convention et des actes du Comité de salut public avec lesquels elle entretenait de fréquents et cordiaux rapports, il a pu nous donner sur le *Club des Jacobins de*

Metz une notice assez intéressante (Paris, Champion; Metz, Vanière, 1906, in-8 de 105 p.), de laquelle il semble résulter que les jacobins messins se montrèrent moins exaltés et moins furieux que ceux de Paris. Épurée par Genevois, puis par Mazade, la société fut définitivement dissoute à la suite du décret d'ordre général pris par la Convention.

Sous ce titre : *Un seigneur picard pendant la Révolution* (Extrait du *Bulletin mensuel de la Société d'histoire et d'archéologie du Vimeu*. Saint-Valery-sur-Somme, impr. Ricard-Leclercq, 1905, in-8 de 10 p.), M. le comte de Saint-Pol nous donne quelques renseignements sur l'un de ses ancêtres, Charles-Bernard de Brossard, comte de Saint-Léger, chevalier de Saint-Louis, arrêté en 1794 comme ci-devant noble, malgré les certificats de résidence qui lui avaient été délivrés, malgré aussi son empressement à se conformer à la loi en déposant à la municipalité ses titres et papiers féodaux.

M. Georges Pariset nous retrace les curieuses et romanesques *Aventures de Louis-François Vanhille, prisonnier de guerre chez les Anglais de 1806 à 1814* (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Stanislas*. Nancy, impr. Berger-Levrault, 1905, in 8 de 43 p.). « Prisonnier de guerre et prisonnier de droit commun, prisonnier sur parole et prisonnier en confinement, prisonnier dans la métropole et aux colonies, prisonnier en dépôt et sur les pontons, il avait expérimenté exactement tous les modes de détention usités en Angleterre et son aventureuse captivité est comme le raccourci des milliers d'autres captivités où tant de Français perdirent alors la santé et la vie. » On voit de suite quel intérêt ce récit présente à qui veut pénétrer davantage dans la vie des prisonniers français en Angleterre sous le premier Empire.

La maison de la Bonne Presse poursuit toujours avec un égal succès sa publication des *Contemporains*, où le lecteur trouve des biographies de personnages plus ou moins célèbres, avec des références qui lui permettent de contrôler le travail qui lui est offert et, s'il le désire, de compléter par de plus amples lectures les renseignements qui lui sont donnés. La vingt-septième série, qui vient de paraître (Paris, gr. in-8), présente la même variété que les précédentes. Les hommes politiques y coudoient les savants, les philosophes s'y rencontrent avec les poètes et les romanciers, les artistes avec les explorateurs ou les missionnaires ¹.

¹ Barnave, par H. Argos; Horace Bénédicte de Saussure, l'amiral Bouët-Willamez, Paul Delaroche, par J. d'Erlo; Alfred de Vigny, Millevoys, par E.-G. Bangor; Ballanche, M^{me} de la Valette, le général Daumesnil, Camille Jordan, Tœppfer, par J. de Beaufort; Barye, par E. Angelo; Grétry, Weber, par J.-M.-J. Bouillat; Lhomond, par Delafosse; Gramme, par L. Bertoye;

Il existe en Abyssinie des groupements juifs connus sous le nom de Falachas : longtemps ignorés, ils ont été retrouvés à la fin du XVIII^e siècle par les voyageurs européens ; à plusieurs reprises, dans le cours du siècle dernier, les Juifs d'Europe ont formé des projets et même réalisé des tentatives pour entrer en relations avec leurs frères éloignés. M. Joseph Halévy a rapporté d'une enquête là-bas quelques documents comme des « Prières » et des « commandements du Sabbat. » M. Jacques Faitlovitch, chargé, sur l'initiative du baron Edmond de Rothschild, d'une nouvelle mission dans le pays, vient de publier sous forme de rapport ses *Notes d'un voyage chez les Falachas (juifs d'Abyssinie)* (Paris, Ernest Leroux, 1905, in-8 de 27 p.).

Mgr Albert Battandier, en publiant la neuvième année de son *Annuaire pontifical catholique* (Paris, maison de la Bonne Presse, 1906, in-16 de 706 p.), peut à bon droit se féliciter que cet utile répertoire, s'il n'arrive pas à la perfection, en approche du moins un peu plus chaque année. Les encouragements qu'il a reçus du Souverain Pontife et de nombreux évêques et l'accueil que sa publication reçoit du public lui sont une garantie de son utilité. Les notices contenues dans l'annuaire de 1906, qui méritent ici une mention spéciale, sont les suivantes : le rite ambrosien et son calendrier ; — le palais apostolique du Quirinal ; — les papes du VIII^e siècle ; — les anciens évêchés d'Italie ; — l'Église en Russie ; — l'évangélisation du Maroc.

La maison de la Bonne Presse, 5, rue Bayard, à Paris, a eu l'heureuse idée de publier dans le format commode de ses éditions des Questions actuelles le *Livre blanc du Saint-Siège. La séparation de l'Église et de l'État en France. Exposé et documents* (in-16 de 174 p.). Ce petit volume n'a pas seulement l'intérêt de l'actualité ; il est aussi et demeurera un document historique et c'est son titre à être signalé ici — Il en est de même d'une autre publication de la même maison qui forme le troisième fascicule des *Textes législatifs* : *La séparation des Églises et de l'État, loi du 9 décembre 1905 et dispositions législatives qui y sont visées* (in-16 de 48 p.). On y trouvera groupés notamment le Concordat, les articles organiques, la loi sur les associations et la loi contre l'enseignement congréganiste.

E.-G. LEDOS.

Géricault, par H. Escoffier ; Claude Bernard, par A. Acloque ; Charles Dickens, le R. P. Mathieu, par Salvator Peitavi ; la princesse de Lamballe, par le baron de Maricourt ; le R. P. Lourdre, par L. Le Croisé ; Dupuy de Lome, par W. de Fonvielle ; Bonald, par Lissorgues ; Barthélemy de Lesseps, par La Tour Madure. — ¹ Le fasc. 1 était consacré à la *Nouvelle loi militaire*, et le fasc. 2 à un recueil de documents officiels sur les *Associations et Congrégations*.

Les lecteurs de la *Revue* s'associeront à la douleur que nous avons éprouvée en apprenant la mort de Madame la Marquise douairière DE BEAUCOURT, décédée au château de Morainville (Calvados), le 18 février.

Associée à toutes les pensées et à toutes les œuvres du regretté fondateur de la *Revue des questions historiques*, Madame la Marquise de Beaucourt avait continué à entourer celle-ci d'une sollicitude éclairée. Nous adressons un respectueux hommage à la mémoire de cette grande chrétienne, qui fut une femme d'une haute intelligence et d'une rare distinction.

P. A.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

I. — PÉRIODIQUES FRANÇAIS

Dans toutes les sociétés primitives, celui qui voulait faire valoir son droit ou reconnaître son innocence s'est soumis à l'épreuve qui peut entraîner la mort, épreuve de l'eau chaude ou de l'eau froide, du feu ou du poison. Avec une civilisation plus avancée, cette croyance s'imposa chez les différents peuples que le meilleur moyen de terminer un litige était d'obliger la divinité de prendre parti pour la justice. M. G. Glotz consacre une intéressante étude à l'institution des ordalies en Grèce¹. L'ordalie apparaît en Grèce à l'époque préhistorique, lorsque les groupes familiaux, les *génè*, suppléent aux cités qui ne sont pas encore constituées et que le droit n'est pas distinct de la religion. A l'origine, on ne reconnut aux dieux d'autres attributs que la force et la puissance. Ils ne s'inquiètent point, pense-t-on, de faire triompher la justice, mais de défendre le petit groupe d'individus auxquels ils ont accordé leur protection. La pureté du sang constitue la noblesse, et par suite l'innocence, tandis que la divinité laisse périr misérablement la vile créature qui l'invoque tout en étant d'un autre sang. Les étrangers, les femmes et les enfants, déshérités de la société primitive, sont appelés à se justifier au péril de leur vie. Après avoir énuméré les cas qui étaient susceptibles d'ordalie, M. Glotz montre comment cette institution était à la fois une preuve et une sentence. Suivant que le malheureux qui s'est abandonné à la discrétion des dieux a des chances de survie plus ou moins grandes, l'épreuve peut être considérée comme un moyen de procédure ou comme une peine. Aussi l'ordalie primitive constitue-t-elle à la fois un système de procédure criminelle et de droit pénal. La légende grecque prouve les rapports étroits de l'ordalie avec les idées religieuses. C'est ainsi que les Grecs avaient une préférence marquée pour les ordalies qui s'harmonisaient avec leurs croyances de l'au delà. Le lieu et le mode de l'épreuve variaient selon les conceptions que les peuples se faisaient de la vie future. De même les ordalies par la mer exercèrent une impression profonde sur la conscience hellénique. Lorsque, les cités

¹ *Revue historique*, janvier-février 1906 : *Les ordalies en Grèce*.

étant organisées, la justice et la religion cessèrent de se confondre, la preuve et la peine furent distinctes. Les ordalies, qui, sans un miracle, devaient amener la mort, étaient réservées aux exécutions capitales, tandis qu'un simple simulacre ou un symbole oral suffisaient pour la preuve. La religion grecque conserva l'ordalie dans un grand nombre de consultations mantiques et de solennités rituelles. Enfin, dans la vie publique, plusieurs institutions ne furent que des ordalies mitigées; telle, par exemple, la docimasie, ou examen des magistrats, qui suivait leur nomination.

— Ce fut seulement sous la dynastie carolingienne que l'onction, d'origine hébraïque, fut en usage en Gaule dans le couronnement des rois. Boniface donna l'onction à Pépin pour rendre sa personne inviolable et sacrée et empêcher toute revendication de droits de la part des Mérovingiens. La consécration des empereurs par le pape comportant seulement l'imposition de la couronne, la bénédiction et la remise des insignes impériaux, on peut se demander si Charlemagne et ses successeurs reçurent l'onction. Examinant les textes relatifs au couronnement des empereurs carolingiens, M. René Poupardin établit que, le 25 décembre 800, Charlemagne ne reçut point l'onction¹. Louis le Pieux reçut l'onction des mains de Hadrien I^{er}, en qualité de roi d'Aquitaine, mais rien ne prouve que cette cérémonie ait été renouvelée lorsqu'il reçut la couronne impériale. La question demeure également douteuse pour Lothaire. Lothaire II reçut l'onction des mains de Serge II, lors de son couronnement comme roi d'Italie, en 844. Le témoignage des annales de Saint-Bertin, d'une lettre de Nicolas I^{er} aux évêques de France, et d'une lettre d'Anastase le Bibliothécaire à Basile le Macédonien prouve que lors de son couronnement comme empereur en 850, Louis II reçut de nouveau l'onction sainte. Quant à Charles le Chauve, il est absolument certain qu'il fut oint comme empereur à Rome en 875. M. Poupardin remarque que si les textes manquent de précision en ce qui concerne Charles le Gros, Arnulf, Gui et Louis de Provence, il est assez vraisemblable que l'usage de l'onction se soit maintenu sans interruption jusqu'à Bérenger, qui fut consacré par l'huile sainte, et qu'en reprenant le rite de l'onction, lors de son avènement à l'empire, Otton le Grand n'ait fait que restaurer une vieille tradition carolingienne.

— On doit à M. Louis Davillé une excellente étude sur *le Pagus Scarponensis* ou Scarponnois, qui occupait la partie septentrionale de l'ancienne cité de Toul et l'extrémité sud-ouest de celle de Metz². L'administration de ce *pagus* était confiée à un comte résidant à

¹ *Le Moyen Age*, mai-juin 1905 : *L'onction impériale*. — ² *Annales de l'Est et du Nord*, janvier 1906.

Scarponne, aujourd'hui simple hameau dépendant de Dieulouard, et il semble bien que le *Pagus Scarponensis* avait les mêmes limites que le *Comitatus* du même nom. L'auteur passe en revue, en suivant leur ordre chronologique d'apparition dans les documents, les localités qui faisaient partie du Scarponnois. Sans le suivre dans ses identifications, notons seulement qu'à la fin du ^x^e siècle, Scarponne, située sur la rive gauche de la Moselle, était encore une forteresse importante et dépendait du diocèse de Toul; et qu'à partir de 1604, par suite d'un changement dans le cours de la Moselle, Scarponne, devenue le hameau de Charpeigne, fit partie de l'évêché de Metz. Le travail de M. Davillé est accompagné d'une carte très claire qui en facilite beaucoup l'intelligence.

— Après avoir tenté de s'emparer de la Lotharingie, Louis IV d'Outremer, harcelé par Hugues le Grand, avait été réduit à signer une trêve avec Otton I^{er} (940), puis à conclure la paix avec lui (942), et enfin à implorer son secours contre les menées du duc des Francs. On sait qu'en dépit de sa détresse, Louis IV n'en demeura pas moins le maître de quelques territoires lorrains, qui, à sa mort, revinrent en partie à son fils Lothaire. M. R. Parisot établit qu'après ses tentatives de 939-940, Louis IV avait maintenu son autorité sur une partie du Hainaut, de la Hasbaye, du Masalant, du Mouzonnois et du Barrois¹. Il estime que le roi d'Allemagne, libre de recouvrer toute la Lotharingie, consentit à en céder une partie à son rival, par considération pour sa sœur Gerberge, devenue l'épouse du roi de France, dont ces *pagi* constituaient en quelque sorte la dot. Pour des raisons que l'on ne connaît pas, dès 944, le Hainaut, la Hasbaye et le Masalant avaient fait retour à Otton. En 956, Lothaire possédait encore le Mouzonnois, mais en 959, il dut, pendant la régence de Gerberge, renoncer au Barrois et peut-être aussi au Mouzonnois pour obtenir un appui dans sa lutte contre les fils de Hugues le Grand.

— A partir de la seconde moitié du ^{xii}^e siècle, l'élection des évêques fut réservée aux chapitres, qui peu à peu ne consultèrent plus ni évêques, ni abbés, ni seigneurs de la province et se dispensèrent de l'approbation du peuple. Ce droit des chapitres reçut sa sanction officielle au concile de Latran, de 1215. M. l'abbé A. Clergeac recherche comment il fut exercé en Gascogne². De graves abus résultèrent en maintes circonstances du manque de concorde qui régnait dans les élections. Les chapitres de Gascogne se virent trop

¹ *Annales de l'Est et du Nord*, janvier 1906 : *De la cession faite à Louis d'Outremer par Otton I^{er} de quelques pagi de la Lotharingie (Lorraine) occidentale (940-942)*. — ² *Revue de Gascogne*, février 1906 : *Les nominations épiscopales en Gascogne aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles*.

souvent réduits à en appeler au pape, qui devait alors user de son pouvoir de juridiction suprême et se réserver les évêchés vacants.

— M. Paul Sabatier publie deux bulles des papes Clément IV et Innocent IV, très intéressantes pour l'histoire franciscaine¹. La première, du 12 février 1265, étant considérée comme fausse par les frères de l'Observance, les Conventuels obtinrent de Benoît XIII la nomination de trois experts qui en proclamèrent l'authenticité en 1728. Cette authenticité fut également affirmée par Sbaralea, qui publia la bulle *Obtentu* dans son *Bullaire*. De leur côté, les frères mineurs de l'Observance n'ont cessé de considérer ce document comme apocryphe, et M. Paul Sabatier se range à leur avis. La seconde bulle, découverte dans les archives d'Assise, en date du 8 août 1250, est, suivant l'éditeur, « d'une importance tout à fait exceptionnelle pour les relations de l'Église de Rome avec l'Orient, les missions franciscaines, pour l'histoire d'Innocent IV et de Jean de Parme. »

— M. Ch. de La Roncière nous donne une intéressante étude sur la marine française vers le milieu du xvi^e siècle². Dès le début de son règne, Henri II, en qui l'auteur n'hésite pas à reconnaître un précurseur de Colbert, arrêta un vaste plan de construction navale. Au mois de mars 1549, six vaisseaux neufs, construits par Jean de Clamorgan, sortaient des chantiers normands de Beurepos, et, au printemps de l'année suivante, une escadre de croiseurs, construits sur le modèle de la row-barge anglaise qui avait fait ses preuves à la bataille de Wight, venait augmenter la puissance de notre marine de guerre. En quelques années, notre flotte avait été pourvue de cinquante bâtiments neufs capables de porter une dizaine de mille hommes. Henri II voulut aussi protéger notre littoral et eut l'idée d'employer au travail des fortifications les chiourmes des galères du Ponant. Aussi, en peu de temps, les bastions d'Ambleteuse, de Boulogne, de Dieppe et du Havre furent-ils réparés ; les ports de Brest, Granville, Nielles, Grandcamp, Neufville et Cherbourg mis en état de défense et l'île de Sercq transformée en forteresse. Le commandement de nos vaisseaux laissait fort à désirer : Henri II disgracia Tournon, Grignan et La Garde et pourvut Leone Strozzi de la charge de capitaine général des galères et mit Claude de Savoie à la tête de l'amirauté provençale. En pleine paix, deux galères françaises ayant été poussées par la tempête sur les côtes de Sardaigne, leur équipage avait été accablé de mauvais traitements par les Impériaux. Lorsqu'au

Revue historique, novembre-décembre 1905 : *D'une bulle apocryphe de Clément IV, déclarée authentique par la curie sous le pontificat de Benoît XIII, et d'une bulle authentique d'Innocent IV retrouvée à Assise.* — ² *Bibliothèque de l'École des chartes*, novembre-décembre 1905 : *Henri II, précurseur de Colbert.*

mois de juillet 1548, André Doria voulut mouiller près du château d'If, Strozzi, décidé à faire respecter nos eaux territoriales, vint lui barrer la route, et, sans combat, par l'énergie de son attitude, le contraignit à prendre le large. Strozzi avait formé le dessein de s'emparer de l'infant Philippe qu'André Doria devait ramener d'Espagne en Italie. Mais la réunion, sous le commandement de Doria, de toutes les divisions navales de la Méditerranée rendit ce coup de main impossible. Au mois de juillet 1551, le général de nos galères espérait prendre sa revanche en attaquant au passage la flotte impériale qui devait conduire à Barcelone le roi de Bohême, les princes d'Espagne et de Savoie. L'insubordination de Pontevès de Carcès, que Strozzi dut en pleine mer suspendre de ses fonctions et faire reconduire à terre, compromit le plan de la campagne. La brusque apparition des quarante galères de Doria à Porquerolles, le 9 juillet 1551, empêcha notre flotte de rien tenter. Quelques semaines plus tard, Strozzi, de retour à Marseille, dut même se défendre contre les attaques des soldats de Carcès. Bientôt victime des criminelles intrigues d'une coterie, menacé de destitution, Strozzi résolut de quitter la France, et, franchissant à force de rames la chaîne du port de Marseille, dans la nuit du 16 septembre 1551, se rendit à Malte. Le départ de Strozzi compromit irrémédiablement les réformes navales de Henri II.

— Le dernier article de M. le vicomte Ch. de Calan sur *la Bretagne du XVI^e siècle*¹ nous fournit, avec d'intéressants détails biographiques, la liste des familles nobles qui, pendant un temps plus ou moins long, professèrent le calvinisme. L'auteur en compte jusqu'à soixante-dix-sept, ce qui est une preuve certaine que la noblesse bretonne fut sérieusement atteinte par la propagande calviniste.

— Au nombre des correspondants de Peiresc se trouvait un P. Colombin, de Nantes, capucin depuis 1619, et qui fut missionnaire en Guinée. Le savant conseiller au parlement de Provence l'avait prié de lui adresser une relation de son voyage en Guinée, qui le renseignerait sur les mœurs des indigènes, les curiosités et les productions de cette contrée, les inondations du Niger. Cette relation, dont Peiresc remercia chaleureusement son correspondant, l'assurant qu'il l'avait relue plusieurs fois « pour en comprendre et en savourer toutes les belles observations, » vient d'être publiée par le P. Ubald d'Alençon². Tous ceux qui s'intéressent aux questions africaines voudront connaître ce curieux document.

— A l'aide de la correspondance de Louis XVIII et du comte d'Ar-

¹ *Revue de Bretagne*, décembre 1905 — ² *Ibid.*, novembre 1905 : *Relation inédite d'un voyage en Guinée adressée en 1634 à Peiresc, par le P. Colombin de Nantes.*

tois, M. Ernest Daudet nous fait l'histoire de leurs longues infortunes à l'époque de la Révolution et de l'Empire¹. Élevés ensemble par la comtesse de Marsan, les deux frères avaient l'un pour l'autre la plus tendre affection ; mais la dissemblance de leur caractère provoqua entre eux des dissentiments souvent avivés par leur entourage et par l'éloignement. Après la mort de Louis XVI, le comte de Provence s'était proclamé régent et le comte d'Artois lieutenant général, et d'un commun accord, les deux princes s'étaient partagé les territoires sur lesquels chacun devait exercer son pouvoir en France. La bonne intelligence cessa le jour où le comte de Provence devint le roi. Sans se départir du langage affectueux dont il a coutume d'user avec son frère, Louis XVIII prétend dicter ses volontés et blâme les initiatives qu'il n'a pas permises. Le comte d'Artois se défend en prétextant qu'il n'a en vue que les intérêts de la monarchie et que, plus près de la France, il en connaît mieux la situation exacte. Le peu d'empressement que mettait Monsieur à répondre aux appels des Vendéens, décidé à ne se montrer en France que suivi d'une armée étrangère, constitua le grief le plus réel de Louis XVIII contre lui et provoqua une brouille momentanée. Le remplacement de Puisaye, responsable en partie du désastre de Quiberon, et que Monsieur s'obstinait à soutenir, par Chalus, comme commandant en chef en Bretagne, amena encore de vifs démêlés entre les deux frères. Bientôt, en choisissant, contre le gré du Roi, Nantouillet comme gouverneur du duc de Berry, et surtout en s'entendant directement avec les ministres anglais, pour se faire octroyer le concours d'un corps de 20,000 Suisses qui devait seconder les armées russes en marche vers la France, et en établissant à Paris une agence rivale du conseil royal, Monsieur avait encore vivement blessé Louis XVIII. L'établissement du Consulat, qui rendait toute opposition vaine, rapprocha les deux frères. Les gouvernements européens, les uns après les autres, reconnaissaient Bonaparte. Paul I^{er}, dont la générosité avait jusque-là assuré un asile à Louis XVIII, traité en souverain sur le territoire russe, lui intima l'ordre, au commencement de janvier 1801, de quitter ses États dans les vingt quatre heures. Informé de la profonde détresse de son frère, le comte d'Artois s'empressa de lui envoyer 3,000 livres sterling, en attendant les secours qu'il demandait au gouvernement britannique. Cette sollicitude toucha vivement Louis XVIII et un échange de lettres plus tendres et plus confiantes s'établit entre les deux frères. Monsieur renonce à faire de l'opposition aux volontés de Louis XVIII

¹ *Revue des Deux Mondes*, 1^{re} et 15 février 1906 : *Louis XVIII et le comte d'Artois, récits des temps de l'émigration*. I. *Dissentiments et conflits*. II. *L'adversité réconciliatrice*.

et lui cède dès qu'il pense que sa résistance pourrait l'offenser. Il partage ses inquiétudes au sujet de la maladie du comte d'Araray. Réfugié à Varsovie, le Roi avait négocié avec son cousin le roi des Deux-Siciles, pour obtenir de lui un asile à Naples. Lorsqu'il crut ses démarches sur le point d'aboutir, il annonça au duc et à la duchesse d'Angoulême, qu'il aimait comme s'ils eussent été ses propres enfants, leur prochain départ. Son neveu et sa nièce durent alors lui déclarer que leur père leur avait enjoint de venir les rejoindre en Angleterre s'il partait pour Naples. Avec juste raison, le comte d'Artois estimait que l'Italie, où dominait le Premier Consul, offrait un asile peu sûr pour ses enfants. Des lettres émouvantes furent échangées entre les deux frères : Louis XVIII suppliant Monsieur de ne pas le priver de la présence de son neveu et de sa nièce qui sont « sa vie, » Monsieur protestant qu'en donnant à ses enfants l'ordre de le rejoindre, il a rempli « un ordre de politique autant que de sentiments. » L'obligation où Louis XVIII se trouva de prolonger son séjour en Pologne vint à propos clore le débat. Bientôt les malheurs privés qui assaillent les deux frères leur font oublier l'ajournement de leurs espérances et les poussent à se prodiguer de mutuelles consolations. Au mois de mars 1802, ils perdent leur sœur Clotilde de France, reine de Sardaigne. Dès 1803, le comte d'Artois commence à s'inquiéter de la santé d'une compagne tendrement aimée, M^{me} de Polastron, qui meurt le 27 mars 1804, vingt-quatre heures avant que la nouvelle de l'exécution du duc d'Enghien fût parvenue à Londres. Louis XVIII ne manque pas de s'associer au deuil de son frère, du prince de Condé et du duc de Bourbon.

— Dès le début de son règne, Louis XVIII manifesta à Pie VII son désir de rétablir, avec les modifications devenues nécessaires, le concordat de François I^{er} et de resserrer les liens qui, sous l'ancienne monarchie, avaient uni le roi de France et le Saint-Siège. M. Ph. Sagnac nous retrace, à l'aide de la correspondance diplomatique de l'époque, le détail des négociations qui aboutirent péniblement au concordat de 1817¹. Pour décider le pape à abroger le concordat de 1801, Louis XVIII fit valoir la nécessité de mettre fin à l'état de trouble et de division de l'Eglise de France. En réalité, il voulait abolir un acte signé par « l'usurpateur » et donner satisfaction aux intérêts de l'ancien clergé émigré. Le pape, à qui l'on avait fait espérer le rétablissement complet de sa puissance temporelle, autorisa le cardinal Consalvi à signer avec Blacas la convention du 25 août

¹ *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, décembre 1905 et janvier 1906 : *Le Concordat de 1817. Études des rapports de l'Eglise et de l'État sous la Restauration, 1814-1821.*

1816, stipulant l'abrogation des articles organiques et une dotation en biens-fonds et en rentes sur l'État pour les évêques. Avant l'échange des ratifications, les pourparlers reprirent, car les deux parties n'étaient pas d'accord sur les principes et n'avaient pas examiné les mesures propres à assurer l'exécution du nouveau traité. Le roi s'était, en effet, empressé de faire ses réserves et d'exprimer sa volonté de maintenir les libertés de l'Église gallicane. Les évêques qui avaient refusé d'obéir au pape en 1801 se décidèrent à lui faire parvenir leur démission, à l'exception toutefois des « évêques anglais » qui persistèrent dans leur refus d'obéissance. Le concordat fut enfin signé le 11 juin 1817. Pie VII recevait satisfaction pleine et entière, mais, suivant Richelieu, le roi s'était mis « à la merci de la cour de Rome. » C'est ainsi que le pape obtenait le maintien des évêques institués en 1802, une dotation pour les sièges épiscopaux, la conservation des seuls articles organiques qui n'étaient pas contraires à la doctrine et aux lois de l'Église (et dans sa pensée, aucun d'eux ne se trouvait dans ce cas), sans donner aucune assurance aux acquéreurs des biens ecclésiastiques. La mise à exécution du concordat commença aussitôt : une bulle établit la nouvelle circonscription des diocèses qui, de cinquante, étaient élevés à quatre-vingt-douze. Sur la proposition de l'ancien archevêque de Reims, Talleyrand-Périgord, Louis XVIII nomma aux cinquante-huit sièges non pourvus de titulaires des royalistes éprouvés, ennemis du gouvernement déchu, que le pape préconisa dans le consistoire du 1^{er} octobre 1817. Ce fut alors seulement que le pays apprit la conclusion du concordat, dont les négociations avaient été tenues secrètes par le roi et par Richelieu. Une furieuse campagne de presse pour et contre le concordat mit aux prises ultras et libéraux. Le ministre comptait sur son ascendant personnel sur les Chambres pour obtenir que le traité fût converti en loi d'État. La loi, préparée par Pasquier pour donner une sanction législative aux dispositions du traité qui en étaient susceptibles, modifiait le concordat dans le fond et dans la forme. Tandis que le pape se plaignait de l'intervention des Chambres et réclamait l'abrogation explicite des articles organiques, l'opinion publique se prononçait pour le maintien de ces mêmes articles. La publication d'une lettre du pape à Marcellus, membre de la commission du concordat, pour l'exhorter à combattre le projet de loi, eut pour résultat d'augmenter le nombre des opposants. Dès lors la loi était condamnée : Louis XVIII ordonna de surseoir au rapport qui devait être fait à la Chambre et entreprit de nouvelles négociations avec Rome.

— Les traités de Vienne avaient établi que la région septentrionale de la Savoie participerait à la neutralité de la Suisse et qu'en cas de guerre entre les puissances limitrophes, les troupes fédérales de-

vraient l'occuper. En 1860, ce principe, dont l'application n'avait jamais été réglée, provoqua des incidents diplomatiques que M. Ed. Rossier nous retrace d'après la correspondance des agents diplomatiques de la Confédération helvétique¹. Les remaniements territoriaux que faisait prévoir la guerre de 1859 avaient créé, en Suisse, un mouvement d'opinion pour transformer en possession effective le droit d'occupation passager du Chablais et du Faucigny. Lorsque le gouvernement suisse apprit (fin janvier 1860) la prochaine réunion à la France de la Savoie et de Nice, il fit demander à Napoléon III la cession de territoires au sud du lac Léman, qui garantissent sa neutralité. L'Empereur, qui s'était engagé à céder le Chablais et le Faucigny, ne tarda pas à revenir sur sa promesse en présence de l'attitude agressive de la Suisse et sur la pression de l'opinion publique, nettement hostile à une idée de partage. La théorie des frontières naturelles, invoquée par la France, n'avait pas été sans inquiéter la Prusse et l'Allemagne ; mais c'était surtout en Angleterre que les annexions avaient excité le plus de jalousie et de mauvaise humeur. L'opposition saisit ce prétexte pour attaquer le ministère Palmerston. Ne pouvant, pour cette question secondaire, rompre son alliance avec la France, le gouvernement résolut d'encourager du moins les réclamations de la Suisse et de « greffer sur la protestation helvétique tout un plan de résistance. » Cavour, sollicité d'intervenir, s'y refusa et se contenta d'engager le conseil fédéral à provoquer des manifestations en Savoie. Les représentants de la Suisse à l'étranger, excités par les agents anglais, engagèrent le conseil fédéral à réclamer l'intervention des puissances signataires des traités de Vienne. Cependant, la population savoisiennne, consultée, avait accepté sa réunion à la France et Napoléon III, qui ne voulait pas qu'une conférence tranchât le différend, proposait à la Suisse une rectification de frontière à son profit. Tout à coup, le ministre des affaires étrangères anglais Russell changea d'attitude : l'opposition avait cessé en partie ses attaques et le peuple anglais était nettement opposé à toute idée de guerre ; il conseilla une entente directe avec la France. D'ailleurs, l'Europe se désintéressait de plus en plus de l'affaire de Savoie. N'osant plus renouer les négociations rompues avec la France, le conseil fédéral dut laisser tomber l'affaire (juillet 1860) et se résigner à son échec. La Suisse ne tarda pas à comprendre que le gouvernement anglais, n'ayant en vue que son propre intérêt, l'avait habilement jouée. Les rapports fréquents de la France et de la Suisse empêchèrent que, de part et d'autre, on conservât longtemps le souvenir de

¹ *Revue historique*, janvier-février 1906 : *L'affaire de Savoie en 1860 et l'intervention anglaise*.

cette brouille momentanée ; mais, par contre, l'Angleterre ne pardonna point à la France l'annexion et, depuis 1860, conserva une attitude défiante à son égard.

— Placée sur une des grandes routes qui sillonnaient l'Alsace, Soultz posséda dès le ^{xiii}^e siècle un hôpital et une maladrerie dont M. A. Gasser nous retrace l'histoire à grands traits. Ces établissements jouirent jusqu'à la fin de l'ancien régime d'une certaine prospérité. La léproserie de Soultz disparut à la fin du ^{xvii}^e siècle et ses revenus furent réunis à ceux de l'hôpital. Soultz possédait encore deux fondations charitables : l'aumône perpétuelle établie par Jean-Léonard Haller, prévôt à Soultz, de 1576 à 1589, et la fondation du sire de Schauenbourg (1593) dont le revenu devait être distribué annuellement à six pauvres femmes ¹.

— Des documents inédits conservés aux archives du Nord ont permis à M. J. Finot de mettre en lumière le rôle joué par Thierry Gherbode, secrétaire et conseiller de Philippe le Hardi et ensuite de Jean sans Peur, dans les négociations qui aboutirent aux préliminaires de paix signés devant Arras le 4 septembre 1414 et au traité définitif du 29 juin 1415 ².

— Dans la seconde partie de son *Essai sur l'histoire du duché de Nemours de 1404 à 1666*, M. André de Maricourt nous fait connaître les juridictions de ce duché et le mode de nomination des officiers qui en faisaient partie, dresse la liste des prévôtés et des principales châtelainies et justices qu'il renfermait et la liste de leurs officiers pour la deuxième moitié du ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle, étudie les conflits de juridiction qui éclatèrent entre Nemours et Château-Landon et indique l'état des revenus du duché et leur mode de perception ³.

— Dans une intéressante notice sur *Ambroise Paré* (1510-1590), M. le docteur J.-M. Raulin s'attache surtout à nous retracer la belle conduite de l'illustre chirurgien dans la campagne de 1552 ⁴.

— Une notice de M. J. Duffour sur la situation de l'Astarac à la fin du ^{xvi}^e siècle précède sa publication du procès-verbal de séance des États généraux du comté assemblés à Masseube en 1582 ⁵. Ce document témoigne de la part active que les divers ordres du comté prenaient aux affaires de leur pays. D'après l'auteur, les conclusions de ces États peuvent se ramener aux suivantes : « imposition de la taille, refus de s'associer à certaines charges extraordinaires imposées par le roi, rejet des doléances d'un receveur de tailles, réalisation

¹ *Revue d'Alsace*, janvier-février 1906 : *L'assistance publique à Soultz*. —

² *Annales de l'Est et du Nord*, janvier 1906 : *La paix d'Arras* (1414-1415). —

³ *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, 4^e trimestre de 1905. — ⁴ *L'Austrasie*, juillet 1905. — ⁵ *Revue de Gascogne*, janvier 1906 : *Les États d'Astarac de 1582*.

d'économies par la suppression de plusieurs postes d'offices. »

— Les lettres de J.-B. Le Brun-Desmarettes à Baluze, que publie M. J. Nouaillac, nous montrent avec quel soin et quelle conscience ce modeste érudit prépara son édition de Lactance et poursuivit ses recherches sur les rites et les usages liturgiques des diverses Églises de France et nous fournissent d'intéressants détails sur les habitudes de vie et le caractère de son illustre correspondant ¹. Elles nous donnent une nouvelle preuve de l'inépuisable complaisance de Baluze, qui non seulement répond à tous les renseignements que lui demande son ami, mais encore lui envoie les livres de sa bibliothèque et se charge même de ses commissions auprès des libraires. Le Brun le payait de retour en lui adressant du beurre de l'Orléanais et des fromages que l'on faisait du côté d'Olivet, envois auxquels Baluze, fort ami de la bonne chère, devait être sensible.

— La publication par M. l'abbé Uzureau des *Comptes rendus de visites pastorales de Mgr de Champflour, évêque de la Rochelle : aux Cerqueux de Maulévrier, à Cholet, au Longeron, au May, à Mazières, Montigné, la Romagne, Roussay, Saint-André-de-la-Marche, Saint-Christophe-du-Bois, la Séguinière, la Tessoriale, Torfou et Trémentines*, jette une vive lumière sur la situation religieuse de ces paroisses, au début du XVIII^e siècle ².

— La Révolution s'occupa beaucoup du bourreau. M. René Bonnat nous montre dans une curieuse notice ce que ce personnage, devenu l'exécuteur des jugements criminels, gagna à l'avènement de la République ³ : l'administration départementale, jugeant ses gages insuffisants (ils étaient demeurés les mêmes depuis 1711), le paya pour ainsi dire aux pièces. La Convention fit mieux : elle lui donna un traitement fixe de 2,400 livres, et transforma ses indemnités de déplacement en une somme fixe ; puis, estimant que c'était encore trop peu pour les services qu'il rendait, elle réhabilita la fonction, et le « vengeur du peuple » devint un fonctionnaire important dont les agents du gouvernement cultivaient l'amitié.

— Nous signalerons dans le nouveau chapitre de l'étude de M. René Fage sur *les fêtes, cérémonies et manifestations publiques à Tulle pendant la période révolutionnaire*, les pages consacrées au vicaire épiscopal Jumel ⁴. C'est ce prêtre apostat qui, en qualité de président du club *la Société républicaine*, prononça le panégyri-

¹ *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, juillet-septembre 1905 : *Lettres inédites de Le Brun-Desmarettes à Baluze (1713-1718)*. —

² *L'Anjou historique*, novembre-décembre 1905, janvier-février 1906. —

³ *Revue de l'Agenais*, novembre-décembre 1905 : *L'exécution des jugements criminels pendant la Révolution*. — ⁴ *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, juillet-septembre 1905.

que de Marat lors de la cérémonie funèbre organisée en son honneur. Devenu le *Père Duchêne de la Corrèze*, le convoyeur des prisonniers de Tulle, il épousa, suivant le rite nouveau, la déesse Raison. Ce mariage fut la première et la seule cérémonie mémorable du culte de la Raison à Tulle.

— La lettre adressée le 24 floréal an IV, par M. Nouvion, architecte à Paris et ami intime de Romme, à J.-B. Tailhand, avocat et neveu du célèbre conventionnel, et que publie M. Armand Delpy, complète les divers récits du tragique suicide des derniers montagnards et signale pour la première fois les circonstances particulières qui ont donné naissance au bruit longtemps accrédité que Romme et Goujon avaient survécu à leurs blessures ¹.

— Sous ce titre : *les Établissements publics en Maine-et-Loire sous le Consulat*, M. l'abbé Uzureau publie un extrait d'un mémoire, adressé le 17 septembre 1802 au ministère de l'intérieur, par le préfet Montault, et relatif aux hôpitaux, aux enfants abandonnés, aux bureaux de bienfaisance et aux prisons ².

— M. Jules Schwartz commence la publication des lettres adressées par Malouet, préfet du Bas-Rhin, à son ami Mounier qui, en sa qualité de directeur de l'administration départementale et de la police, était en même temps son supérieur immédiat ³. Les premières lettres, datées de l'année 1820, contiennent d'intéressants détails sur les hommes politiques et les administrateurs de l'Alsace sous la Restauration.

— M. E. Réveil publie un rapport de Galerne, commissaire central de police de Lyon, du 20 novembre 1848, sur les clubs qui se formèrent dès le début du gouvernement provisoire ⁴. Ce rapport, accompagné d'extraits des séances des principaux clubs de Lyon, Petits-Pères, Tholozan, Sarron, du Bœuf, de la Montagne, faisait ressortir le danger de ces assemblées pour le gouvernement et pour l'ordre social. « Le socialisme, la république rouge avec le règne de la terreur — déclare Galerne — y sont toujours prônés avec succès.... et leur but est de renverser le gouvernement. »

ALBERT ISNARD.

II. — PÉRIODIQUES ALLEMANDS

M. Karl Johannes Neumann cherche à préciser l'origine de la cons-

¹ *Revue d'Auvergne*, septembre-octobre 1905 : *Romme le Montagnard*. —

² *L'Anjou historique*, janvier-février 1906. — ³ *Revue d'Alsace*, janvier-février 1906 : *Correspondance de Malouet*. — ⁴ *Revue d'histoire de Lyon*, janvier-février 1906 : *Rapport sur les clubs de Lyon et de sa banlieue*.

titution dite de Lycurgue¹. C'est la conquête qui a créé l'État spartiate ; la double royauté vient de ce qu'après avoir conquis la haute vallée de l'Eurotas, les Doriens se divisèrent en deux corps d'armée, chacun commandé par un Héraclide ; les conquérants, qui formaient d'abord trois tribus (φύλη), furent répartis en cinq, à cause des cinq villages dont était composée Sparte ; les cinq éphores sont les chefs des cinq tribus ; il est probable qu'il n'y en a pas eu avant 754, date à laquelle commence la liste que nous possédons, et ce serait à cette époque que remonterait cette constitution ; c'est immédiatement après la conquête du bas Eurotas que l'État spartiate a été constitué avec sa noblesse de conquérants, propriétaires et guerriers, et la population conquise réduite au servage.

— Depuis l'étude de Le Clerc : *Les journaux chez les Romains* (1838), divers érudits ont traité la question des gazettes officielles sous la République et l'Empire. M. Otto Hirschfeld la reprend à son tour². Il n'accepte, pour le texte connu de Suétone, ni l'interprétation contournée de Le Clerc ni celles de Mommsen ou de Kubitschek. Expliquant ce texte de la façon la plus obvie, il admet que César a le premier ordonné que les délibérations du sénat et du peuple fussent recueillies et publiées dans l'ordre des jours. En interdisant la publication des *Acta senatus*, Auguste entendit simplement proscrire la divulgation des procès-verbaux, des votes et des acclamations. Au temps de Trajan, on recommença de les faire figurer dans les comptes rendus du Sénat. Les chiffres, mis à côté des acclamations, n'indiquent pas, comme l'a pensé Mommsen, le nombre des sénateurs qui y ont pris part, mais le nombre de fois qu'elles ont été répétées ; ces acclamations multipliées ont passé dès le v^e siècle au moins dans l'usage ecclésiastique. La rédaction de la gazette officielle, qui sous la République dut être soumise à la haute direction et au contrôle des consuls, passa, sous l'Empire, aux mains de l'administration impériale ; on connaît notamment un *procurator Augusti ab actis urbis*.

— M. R. Pischel recherche l'origine du symbole chrétien du poisson³ ; il croit l'avoir trouvée dans l'Inde, et il déploie en effet un grand luxe d'érudition pour montrer que les Hindous, dans leurs légendes sacrées, tant brahmaniques que bouddhiques, ont fait du poisson grand usage ; il donne même de curieuses indications sur le caractère de symbole de salut et de gage de bonheur attaché au

¹ *Die Entstehung des spartiatischen Staates in der lykurgischen Verfassung : Historische Zeitschrift*, t. XCVI, 1^{re} fasc. — ² *Die römische Staatszeitung und die Acclamationen im Senat : Sitzungsberichte der kgl. preussischen Akademie der Wissenschaften*, 16 nov. 1905. — ³ *Sitzungsberichte der k. preussischen Akademie der Wiss.*, 11 mai 1905 : *Der Ursprung des christlichen Fischsymbols*.

poisson ; mais il ne nous paraît pas qu'il apporte aucune preuve ni même aucun commencement de preuve qu'il y ait un lien direct, une dépendance entre le symbole chrétien et le symbole hindou ; il dit bien que c'est dans le Turkestan, où ils se sont de bonne heure rencontrés avec les bouddhistes, que les chrétiens ont appris ce symbole ; mais ce n'est là qu'une hypothèse que rien jusqu'ici ne confirme.

— M. Wittig complète ses recherches sur sainte Sotère¹, par une étude sur son tombeau² ; il en fixe l'emplacement près de la voie appienne et de la crypte de saint Corneille ; les anciens itinéraires donnent sur ce point des précisions suffisantes. Le petit cimetière qui lui servit de sépulture possède un escalier qui descendait primitivement dans la crypte de Lucine, mais dont les dernières marches furent supprimées soit par les païens, soit par les chrétiens. La confiscation des cimetières chrétiens, sous Dioclétien, obligea les fidèles à creuser de nouvelles sépultures pour leurs morts. C'est alors qu'on aurait établi des deux côtés de l'escalier, — et ce serait peut-être l'œuvre de Sotère même, — les deux *cubicula* qui composent le cimetière de cette sainte. Mais de bonne heure l'emplacement exact de son tombeau fut ignoré, et M. Wittig pense qu'il est actuellement impossible de décider si le corps de la sainte repose réellement à Saint-Martin aux Monts, ou dans l'un des *loculi* encore intacts de la catacombe, ou ailleurs.

— Le même érudit essaie d'établir³ que l'église de Saint-Corneille, attribuée à Léon I^{er} par le *Liber pontificalis*, n'est autre que le monument voisin de Saint-Eusèbe et tour à tour appelé par les érudits Saint-Marc, Saint-Damase, Sainte-Sotère et Saint-Zéphyrin.

— La dalmatique, dont le P. Beda Kleinschmidt nous retrace l'histoire⁴, était primitivement une sorte de tunique flottante et à larges manches, originaire de Dalmatie, qui devint en usage à Rome, au moins comme vêtement d'intérieur, dès le second siècle de l'ère chrétienne. Le *Liber pontificalis* fait remonter au pape Silvestre (314-355) son adoption dans l'Église comme vêtement liturgique. De Rome, l'usage se répandit en province, et la dalmatique devint le vêtement propre du diacre. Ses manches, d'abord très courtes, s'allongèrent avec le temps ; au VII^e siècle, elles avaient la moitié de la longueur totale du vêtement. Au XI^e XII^e siècle, la dalmatique subit de ce côté des Alpes de profondes modifications ; elle se raccourcit,

¹ Cf. *Revue des questions historiques*, t. LXXVIII, p. 640. — ² *S. Soteris und ihre Grabstätte* : *Römische Quartalschrift*, 3^e trimestre 1905. — ³ *Die Basilica des hl. Cornelius* : *ibid.* — ⁴ *Theologisch-praktische Quartalschrift*, 4^e trimestre 1905 : *Die Dalmatik*.

s'échancra sur les côtés, rétrécit ses manches, les deux bandes dont elle était ornée se fondirent en une ; elle fut pourvue d'un petit collet ; plus tard, on l'orna de broderies. Constamment blanche dans les premiers siècles, on en trouve au XII^e siècle de couleur violette ; puis elle adopta les diverses couleurs liturgiques.

— Plusieurs érudits ont voulu voir dans le Michaëlion ou église consacrée par Constantin à saint Michel, dans les environs de Constantinople, un ancien sanctuaire païen où l'Église aurait substitué au culte d'une divinité salutaire, Sérapis, Asclépios, ou une autre, le culte de l'archange. M. K. Lübeck montre fort bien ¹ que la confusion qui est faite par ces érudits du Michaëlion de Sozomène et du Sosthenion de Malala, loin d'être fondée sur les textes, est contredite par eux, puisque les renseignements précis donnés sur la situation des deux sanctuaires prouvent qu'ils étaient notablement éloignés l'un de l'autre ; il établit également que nous en sommes réduits, pour l'origine et le sens du nom du Sosthenion, à de pures hypothèses.

— Le X^e siècle a une triste réputation dans l'histoire ; déjà Mabilon disait qu'un écrivain qui essayait de le défendre se discréditait lui-même. Le P. Beissel ² essaie de réagir contre cette opinion, au moins en ce qui concerne l'Allemagne : il lui semble notamment que les femmes allemandes, au temps de Henri I^{er} et des Ottons, n'offrent pas des figures méprisables à l'historien ; leurs vertus domestiques, leur culture, leurs talents politiques parfois, méritent l'estime. Il ne semble pas, d'ailleurs, à l'auteur que ces princesses soient simplement des étoiles qui brillent dans l'obscurité de la nuit. Des princes comme Otton le Grand soutiennent hardiment, à son sens, la comparaison avec n'importe quel souverain. Les princes de l'Église, abbés et évêques, donnent aussi des exemples de vertu et de sainteté ; plusieurs ont reçu les honneurs des autels. Sous leur impulsion, les couvents se relèvent de leur décadence et, d'une manière générale, le X^e siècle est plutôt pour l'Allemagne un siècle de progrès.

— C'est sur les bords du Lech que l'on a coutume de placer la grande victoire remportée en 955 par Otton sur les Hongrois. M. Dietrich Schäfer combat cette opinion ³ ; à la suite de Wyneken, dont il rectifie d'ailleurs des erreurs géographiques, il montre que la bataille n'a pu être livrée qu'au nord-ouest d'Augsbourg.

— Quelques paroles violentes contre la papauté, échappées à la plume de Coluccio Salutati, notamment pendant la lutte de Florence

¹ *Zur ältesten Verehrung des hl. Michael in Konstantinopel : Historisches Jahrbuch*, 4^e trimestre 1905. — ² *Deutschlands Glanz im finstersten Jahrhundert : Stimmen aus Maria Laach*, 1^{er} janvier et 7 février 1906. — ³ *Die Ungarnschlacht von 955 : Sitzungsberichte der k. preuss. Akademie der Wiss.*, 18-25 mai 1905.

avec les pontifes romains, ont fourni prétexte à quelques écrivains pour voir en lui un précurseur de Luther. M. Ehrhart¹ n'a pas de peine à montrer que c'est là une opinion injustifiée et qu'on ne peut rattacher à la Réforme un homme qui a donné maint témoignage d'attachement fidèle à la foi catholique, qui a écrit notamment que la fin de la vérité catholique serait la fin de toute vérité. Une analyse succincte mais suffisamment développée du *de Fato et fortuna* met en plein jour que cette œuvre de Salutati n'est pas, comme on l'a dit en se fiant trop au titre, un retour au paganisme, mais une véritable théodicée chrétienne.

— M. Johannes Müller nous donne une étude instructive sur le roulage bavaïrois et tyrolien dans le bas moyen âge². Le roulage s'organisa dans le XIII^e siècle en associations communales, qui transportaient moyennant un prix déterminé les marchandises. L'entretien des routes n'était pas à leur charge ; mais elles devaient avoir dans les stations des entrepôts. Au XV^e siècle, le roulage par eau sur le cours de l'Inn, du Lech et de l'Isar fut à son tour organisé. Dès le XIV^e siècle, le commerce entre l'Italie et l'Allemagne par les Alpes orientales prit un rapide essor. Sur une seule des deux routes employées pour le transport des marchandises, on constate le passage d'environ 1,300 à 1,400 voitures par an. Pour faire partie de l'association des rouliers, il fallait posséder au moins deux chevaux ou deux bœufs. Un contrôle était exercé sur les chevaux et les voitures, un expéditeur répartissait les marchandises entre les voituriers ; cet expéditeur, comme le peseur, qui parfois ne faisait avec lui qu'un seul et même personnage, était choisi par les rouliers eux-mêmes, sous réserve de l'approbation des autorités. Les droits exigés pour le transport augmentèrent progressivement, si bien qu'ils doublèrent dans le cours du XVI^e siècle. Malgré les réformes tentées pour améliorer le service du roulage, de plus en plus les marchands et fabricants tendirent à faire eux-mêmes leurs transports.

— L'insurrection des comuneros castillans en 1520-1521 n'est pas, à proprement parler, suivant M. Konrad Haebler³, un soulèvement des villes comme telles contre l'autorité, mais un simple mouvement insurrectionnel des masses populaires ; les villes n'y ont guère pris part, en effet, que lorsque le peuple y avait secoué l'autorité des pouvoirs établis et s'était emparé du gouvernement ; c'est ce qui explique l'incohérence des élections à la sainte junte, auxquelles le plus sou-

¹ *Historisch-politische Blätter*, 1^{er} septembre 1905 : *Coluccio Salutati*. —

² *Das Rodwesen Bayerns und Tyrols im Spätmittelalter und zu Beginn der Neuzeit : Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 2^e, 3^e et 4^e trimestres 1905. — ³ *Zur Geschichte der kastilischen Comunidades : Historische Zeitschrift*, t. XCV, 3^e fasc.

vent le clergé n'a pris aucune part, qui ont abouti à la nomination tantôt de deux délégués, tantôt de six, et qui ont envoyé à la junte en assez grand nombre des ouvriers.

— L'on a beaucoup discuté la question de savoir si le célèbre humaniste Beatus Rhenanus avait été, ou non, protestant. M. W. Teichmann en reprend l'examen à l'aide de la correspondance de Rhenanus ¹ et la résout définitivement par la négative. Si l'humaniste schlettstadtois a été en relations amicales avec plusieurs réformateurs, s'il a conservé avec quelques-uns ces relations jusqu'à sa mort, s'il n'a pas ménagé ses applaudissements aux premières démarches de Luther, il n'a fait en cela qu'agir comme beaucoup d'autres catholiques qui désiraient des réformes dans le sein de l'Eglise ; mais quand il a vu les choses poussées à l'extrême, quand il a vu les réformateurs ne pas reculer devant une rupture avec l'Eglise, il a refusé de les suivre ; il est demeuré simplement un catholique réformateur.

— L'introduction de la réforme à Nuremberg y rendit la situation des catholiques fort précaire ; l'ordre teutonique qui y possédait une église put, il est vrai, continuer à y exercer la religion, mais avec certaines restrictions ; encore le parti protestant profitait-il de toutes les occasions pour essayer de réduire à néant ce reste de liberté ; d'autre part, les catholiques ne pouvaient jouir d'aucun des droits de bourgeoisie ni posséder aucune maison en propre. A la fin du XVIII^e siècle, la situation s'était un peu améliorée, sinon en droit, au moins en fait ; et le conseil de ville en vint à discuter s'il serait avantageux ou non de faire place aux catholiques dans le sein de la bourgeoisie ; mais cette motion fut toujours repoussée. Quand Nuremberg perdit son titre de ville libre pour être annexée à la Bavière et que les possessions de l'ordre teutonique eurent été supprimées, on établit enfin une cure paroissiale pour les catholiques ².

— M. Stephan Ehses nous fait connaître de nouvelles lettres du cardinal Campeggio sur la diète d'Augsbourg ³. Elles vont du 11 août au 13 septembre 1530. A cette dernière était annexé un important procès-verbal des conférences tenues du 16 au 21 août par les délégués des électeurs et princes catholiques et ceux des protestants.

— Le P. C. A. Kneller ⁴ nous donne un exposé fort clair et instruc-

¹ *Die kirchliche Haltung des Beatus Rhenanus : Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 3^e trimestre 1905. — ² *Historisch-politische Blätter*, 1^{er} novembre 1905 : *Die Emanzipation der Katholischen in Nürnberg*, par Georg Schrötter. — ³ *Kardinal Lorenzo Campeggio auf dem Reichstage von Augsburg 1530 : Römische Quartalschrift*, 3^e trimestre 1905. M. Ehses croit que la graphie exacte du nom du cardinal est Campeggio et non Campeggio. — ⁴ *Zur Berufung der Konzilien : Zeitschrift für katholische Theologie*, 1^{er} trimestre 1906.

tif de la controverse soulevée depuis la Réforme, au sujet de la convocation des conciles. Aux arguments successifs des protestants, de quelques gallicans et des fébronien, qui contestaient le droit souverain du pape, les polémistes catholiques ont répondu par des arguments d'ordre tour à tour théologique et historique. Dès le xvi^e siècle, Bellarmin, Stapleton, Du Perron, développent avec force et habileté les arguments catholiques et la démonstration de Du Perron est d'autant plus remarquable que les documents pseudo-isidorien ne jouent guère chez lui aucun rôle.

— M. Stephan Ehses apporte une nouvelle preuve¹ du peu de fond qu'il faut faire sur fra Paolo Sarpi². Il rappelle les forts soupçons qui existent contre l'authenticité d'un prétendu journal du nonce Chiericato, allégué par le moine vénitien ; et il le surprend en flagrant délit de falsification d'une liste des *haereses et errores* communiquée au concile le 9 juin, mais qui ne fut pas discutée ; Sarpi fait aussi prendre la parole au dominicain Soto qui, précisément à cette époque, se trouvait non au concile, mais à Rome.

— Les doctrines impérialistes qui dirigèrent la politique de Ferdinand I^{er} et que défendaient les publicistes de son parti, rencontrèrent naturellement une vive opposition chez les princes. Aux affirmations de Reinking déclarant (1619) que l'Empire était une véritable monarchie tempérée par des institutions aristocratiques, Philipp Bogislaw von Chemnitz, sous le pseudonyme Hippolithus a Lapide, répondit par son manifeste (1640) qui reconnaissait à l'empereur une simple prééminence, faisait de l'Empire une aristocratie et réclamait l'*extirpatio domus austriacae*, l'anéantissement de cette *familia fatalis*, « plus tarquinienne que les Tarquins. » Le publiciste suédois s'en prenait aussi aux électeurs. Cela n'empêcha pas celui de Brandebourg de passer, en 1654, dans le camp de l'opposition princière, poussé seulement, semble-t-il, par des raisons d'ordre confessionnel, bien qu'il eût, parmi ses conseillers les plus intimes, le comte Georg von Waldeck qui songeait à réaliser les idées d'Hippolithus a Lapide. Bien que ses intérêts le liassent souvent à l'empereur, les causes de dissentiment ne manquèrent point. Le représentant du Brandebourg à la diète, Heinrich von Henniger, se distingua par ses écrits anti-impérialistes ; ses *Meditationes ad instrumentum pacis caesareosuecicum* (1706-1712), sans atteindre à la notoriété d'Hippolithus a Lapide, n'en devinrent pas moins un arsenal à l'usage des ennemis de l'Empire. Après la paix d'Utrecht, Frédéric-Guillaume abandonne décidément l'alliance avec l'empereur ; sa politique dans l'Allemagne

¹ Cf. *Revue des questions historiques*, t. LXXIX, p. 240-241. — ² *Nochmals Paolo Sarpi als Geschichtsquelle : Historisches Jahrbuch*, 1^{er} trimestre 1906.

du Nord, à laquelle les Suédois ne font plus contrepoids, inquiète la cour de Vienne; c'est alors qu'il proclame que l'empereur n'a qu'un dessein, celui d'opprimer tous les princes pour établir sa souveraineté. Les cours de Vienne et de Berlin se reprochent mutuellement de confondre la politique et la justice. Si le roi de Prusse cherchait à rendre nulle la puissance impériale, il ne se souciait guère de devenir empereur. Frédéric-Guillaume disait qu'il aimerait mieux mourir que d'être empereur et Frédéric II précisait qu'« un roi de Prusse doit plutôt s'efforcer d'acquérir une province que de se décorer d'un vain titre. » Frédéric II naturellement fut des plus ardents à faire battre en brèche par ses publicistes l'autorité impériale et celle du Conseil aulique. Les entreprises de Joseph II sur la Bavière, en 1778, donnèrent naissance à une nouvelle levée de boucliers des publicistes prussiens. Frédéric II rédigea un projet de ligue entre les princes d'Allemagne contre le despotisme impérial¹.

— On ne lira pas sans intérêt un mémoire de Niebuhr, que publie M. Friedrich Meinecke², dans lequel le célèbre écrivain appelle l'attention du roi de Prusse (24 octobre 1813) sur l'utilité que pourrait retirer le pays de l'établissement en Hollande d'un gouvernement fort qui servirait à la Prusse de boulevard contre la France; il expose ses vues sur la conquête du pays.

— La conduite du major von Stengel au combat de Limale (18 juin 1815) contre les troupes de Grouchy est jugée sévèrement par M. Julius von Pflugk-Harttung³, qui a renouvelé la question, à l'aide des documents conservés aux Archives de la guerre de Berlin. Il semble ressortir, en effet, de ces documents que Stengel a négligé d'occuper le pont de Limale, quand il aurait pu le faire assez aisément. Le peu qu'il a fait a été peine perdue, puisque c'est seulement la lenteur de la marche des Français qui les a empêchés d'agir vigoureusement contre l'aile droite de Thielmann et que ce retard est dû au hasard et non aux mesures de Stengel.

— Les rapports entre l'armée et la diplomatie prussienne furent assez tendus en 1815. La crainte du jacobinisme faisait redouter son infiltration dans l'armée. Les bruits couraient que le roi n'osait plus commander à l'armée, tant il craignait de n'être pas obéi; l'empereur Alexandre parlait de la possibilité d'un appel du roi de Prusse aux alliés pour le protéger contre son armée. Les attaques de Blücher contre les diplomates qui menaçaient, selon lui, de perdre tout ce

¹ Reinhold Koser : *Brandenburg Preussen in dem Kampfe zwischen Imperialismus und reichstädtischer Libertät* : *Historische Zeitschrift*, t. XCVI, 2^e fasc. — ² Niebuhr's *Denkschrift über die Eroberung Hollands aus dem Jahre 1813* : *ibid.*, t. XCV, 3^e fasc. — ³ *Das Gefecht bei Limale (18 Juni 1815)* : *Historisches Jahrbuch*, 1^{er} trimestre 1906.

que les troupes avaient conquis de leur sang, ont pu favoriser cette opinion qui gagna Frédéric-Guillaume III. M. H. Ulmann publie une lettre inédite de Blücher au chancelier d'État ¹, dans laquelle il se plaint amèrement du soupçon d'inobéissance lancé contre lui. Le mécontentement excité par Blücher, quand il arrêta de sa propre autorité la marche des troupes prussiennes, obligea Hardenberg à lui donner l'ordre formel de continuer sa marche ; en même temps, le ministre appelait l'attention du roi sur l'inconvénient qu'il y avait à souffrir « qu'on fasse de l'armée et de son chef un corps délibératif sur la politique et agissant comme bon lui semble ; cela mènerait directement à la dissolution de l'État. » C'est cette peur du « jacobinisme armé, » c'est le sentiment du besoin qu'il y avait de rétablir l'autorité en Prusse, qui provoqua des mesures comme l'interdiction du *Mercur rhénan* de Görres.

— Chef d'une maison de banque à Cologne, Ludolph Camphausen (1803-1890) avait été élu comme député libéral à la diète provinciale (1842), puis à la diète unie (1847) et il faisait partie, depuis février 1848, du comité permanent, quand Frédéric-Guillaume IV, après les événements de mars, crut devoir lui confier la direction des affaires. L'entente entre le nouveau cabinet et le souverain ne fut jamais complète ; la correspondance de Frédéric-Guillaume IV avec Camphausen, que publie M. Erich Brandenburg ², nous en apporte de nouveaux exemples. Il était d'ailleurs assez naturel que le roi conservât quelque méfiance contre l'un des chefs de l'opposition, quelque estime qu'il éprouvât pour son caractère et sa loyauté. Il est assez caractéristique que cette correspondance ait cessé dès la sortie du pouvoir de Camphausen, et que même les importantes fonctions dont il fut chargé à Francfort n'en aient pas amené la reprise. Le dissentiment entre le roi et ses ministres a le caractère aigu d'un conflit quand les questions militaires sont en jeu : c'est ainsi qu'il prend énergiquement contre le cabinet la défense du général de Colomb, après les mesures violentes ordonnées par lui en Pologne.

E -G. LEDOS.

¹ *Die Anklage des Jacobinismus in Preussen im Jahre 1815 : Historische Zeitschrift*, t. XCV, 3^e fasc. — ² *König Friedrich Wilhelms IV. Briefwechsel mit Ludolf Camphausen : Deutsche Rundschau*, décembre 1905, janvier, février, mars 1906.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — HISTOIRE GÉNÉRALE

L'Eglise aux tournants de l'histoire, par Godefroid KURTH. Nouvelle édition, revue et corrigée. Paris, Retaux, 1905, in-12 de viii-205 p.

Le titre de ce petit livre suffit presque à en résumer le sujet. Sur cette grande voie de l'histoire, où chemine l'Eglise, il y a des tournants dangereux : lancée en avant, maintes fois serait-elle tombée dans les précipices, si elle n'avait trouvé, au moment opportun, le point d'arrêt providentiel, qui lui permit de reprendre sa route et de s'orienter dans une direction nouvelle.

Quand on suit, avec M. Kurth, cette course émouvante, et que l'on voit l'Eglise naissante se dégager des étreintes du judaïsme, — l'Eglise, victorieuse du paganisme, soutenir l'assaut des Barbares et se les assimiler, en leur prenant les qualités nouvelles qu'ils apportaient au vieux monde, — l'Eglise, un instant confondue avec la féodalité, s'affranchir à temps de cette forme transitoire de la civilisation européenne, — l'Eglise triomphant de cette renaissance politique du paganisme, qui visait à faire d'elle la sujette du pouvoir royal, — l'Eglise enchaînant à son char cette autre Renaissance, qui parut sur le point d'étouffer la pensée et les

mœurs chrétiennes sous le poids de l'antiquité ressuscitée, — l'Eglise survivant aux vices de l'ancien régime, au scepticisme de Bayle, au rire de Voltaire, aux sophismes de Rousseau, à l'érudition de l'Encyclopédie, puisant dans le sang de la Terreur des forces inattendues, et, aujourd'hui encore, paraissant plus jeune, plus apte aux tâches nouvelles, que ceux-là mêmes qui la persécutent et l'oppriment, — on a le sentiment d'avoir assisté au plus grandiose, au plus tragique, mais en même temps au plus consolant spectacle que l'histoire puisse offrir.

Les deux cents pages dans lesquelles M. Kurth a condensé un sujet aussi vaste reproduisent six leçons données, en 1897-1898, dans un cours de jeunes filles. Il va sans dire qu'elles sont dépourvues de tout appareil critique : mais, quand on sait lire entre les lignes, on y reconnaît partout la très grande et très sûre érudition de l'auteur. Il est impossible d'être plus bref, plus brillant et plus solide que M. Kurth ne l'a été dans ce petit livre, digne en tout point des ouvrages plus considérables du célèbre historien belge.

Sera-t-il permis d'y signaler une lacune ? Il me semble que parmi les tournants les plus dangereux de l'histoire de l'Eglise furent les mouvements

sociaux, religieux et philosophiques qui aboutirent aux grandes hérésies. Un chapitre sur l'Eglise et l'arianisme, un chapitre sur l'Eglise et la Réforme, eussent achevé le tableau.

PAUL ALLARD.

Histoire de la formation particulariste, par Henri de TOURVILLE. Paris, Firmin-Didot, s. d., in-8 de viii-547 p.

Ce volume contient la reproduction exacte de trente articles publiés dans la *Revue de la Science sociale* par l'abbé de Tourville, de février 1893 à février 1903. Après la mort de l'auteur, ses amis ont eu la bonne inspiration de réunir en un volume ces intéressants articles, sans y ajouter autre chose qu'un sous-titre, *De l'origine des grands peuples actuels*, dont l'exactitude pourrait être contestée.

M. de Tourville a très bien étudié les questions dont il a fait le sujet de ses travaux. Il expose ses idées, souvent très neuves, d'une façon claire, intéressante, ou même saisissante. Par malheur, il est systématique à l'excès, et il invoque parfois à l'appui de ses conceptions personnelles des données historiques qu'il n'est pas possible d'admettre.

Il a visité avec curiosité les côtes occidentales de la Norvège, où une population clairsemée vit éparse sur un grand nombre de points tellement resserrés entre la mer et des montagnes abruptes, que souvent un seul ménage peut y trouver sa subsistance. On peut concevoir que cet état d'isolement soit de nature à développer dans l'homme certaines qualités spéciales. Mais M. de Tourville va plus loin : il voit la l'origine des peuples qu'il nomme particularistes, auxquels il attribue une grande supériorité

sur les autres nations. Thèse étrange ! car ce qu'il nomme particularisme serait plus exactement désigné par le titre d'individualisme, c'est-à-dire d'un vice essentiellement pernicieux dans une société civilisée.

Au point de vue historique, les Shetland, Féroé et l'Islande ont seuls été peuplés par les Nordenfields norwégiens. Contre toute évidence, M. de Tourville en fait sortir les Saxons ; de ceux-ci les Francs, puis les Saxons insulaires, ancêtres des Anglo-Saxons d'Angleterre et de l'Amérique du Nord.

Les Saxons ne peuvent être sortis de la Norvège occidentale, qui n'a commencé à se peupler d'une manière appréciable qu'au début de l'âge de fer, correspondant dans cette région avec le premier siècle de notre ère. Or, dès cette époque, Tacite désigne sous le nom de Chauques les Saxons comme un peuple nombreux et puissant. Ce qui faisait en réalité la différence entre les Saxons et les autres nations de race gothique riveraines de la Baltique et de la mer du Nord, d'une part, et les Germains du centre ou du midi de l'Allemagne, de l'autre, c'est que les premiers représentaient les tribus sédentaires dès longtemps fixées dans les mêmes contrées, et les autres les bandes de guerre qui s'en étaient détachées sous l'influence de l'esprit de rapine ou de conquête dont était animée une jeunesse belliqueuse. C'est pourquoi les premières populations étaient de sang gothique pur de tout mélange appréciable, tandis que les Francs et les Allemands des diverses tribus ne pouvaient être restés totalement étrangers à la race celtique, qui occupait avant eux les bassins du Rhin et du Danube. De même quand les Saxons, et plus tard les Danois, envahirent la

Grande-Bretagne, ce fut à l'état de bandes de guerre et non par une émigration nationale; c'est pourquoi ils s'allièrent largement à la population précédente. Il est digne de remarque que les peuples issus du mélange des races gothiques et celtiques ont généralement montré des qualités plus brillantes et produit de plus hautes intelligences que les branches de ces races restées à l'abri de tout alliage. Ce résultat est d'autant plus sensible que le mélange a été plus profond : c'est ainsi qu'on constate encore aujourd'hui la supériorité habituelle de l'Écossais sur l'Anglais.

Mais sans suivre M. de Tourville chez les autres peuples, arrêtons-nous seulement à ses réflexions sur l'histoire de France, et à quelques-unes des erreurs qu'il y commet. Il croit que la masse de la population agricole des Gaules, formée par les colons, est tombée dans le servage dès l'époque de l'invasion des Barbares. Cependant les Polyptyques du ix^e siècle, documents précieux et trop peu étudiés, prouvent que les colons, dont le sort ne s'éloignait guère de celui des métayers actuels, jouissaient alors sans contestation de la qualité d'hommes libres. Benjamin Guérard a pu en déduire que les serfs ne formaient alors que le douzième de la population. Il est vrai que dès le x^e siècle, beaucoup de colons ont été assimilés aux serfs, quoique d'une manière très inégale selon les différentes provinces. M. de Tourville s' imagine au contraire que c'est aux x^e et xi^e siècles que la liberté des personnes a commencé à se développer; il prend pour un progrès nouveau les restes affaiblis de l'ancien ordre de choses, et fait ainsi d'une époque désastreuse l'âge d'or de la féodalité. Ses explications sur l'origine du ré-

gime féodal sont également de nature à donner des idées fort peu justes, parce qu'il n'a envisagé cette révolution politique que par un côté restreint de son œuvre, l'indépendance illimitée de la grande propriété territoriale. Il constate que les anciens possesseurs de bénéfices de l'époque mérovingienne, ayant obtenu de grands privilèges, et enfin l'hérédité, ont acquis en dernier résultat une indépendance presque souveraine; il pense que cette transformation eut lieu dès le ix^e siècle, où l'autorité des comtes lui semble déjà anéantie. Il résulte cependant de tous les documents qu'au x^e siècle, toute la puissance était aux mains des grands vassaux de la couronne ou des comtes; ce ne fut que dans la seconde moitié du xi^e siècle que la classe des barons cessa de leur obéir.

M. de Tourville se trompe en parlant des *hótes* de ces mêmes siècles; il les regarde comme des hommes libres attirés dans les grands domaines pour y former le dernier rang de la féodalité militaire. Sans doute les hôtes pouvaient être libres, mais les concessions de terres qui leur étaient faites étaient trop minimes pour leur permettre de vivre en simples cultivateurs; en réalité, c'étaient des artisans. Jusqu'au début du xi^e siècle, tous les objets de première nécessité se fabriquaient dans les campagnes. Les habitants des villes, resserrés dans d'étroites enceintes, n'y admettaient pas volontiers de nouveaux arrivants. Ce fut l'insécurité toujours croissante des campagnes qui, en chassant la population industrielle, amena l'établissement des faubourgs et l'énorme accroissement des villes. Alors naquit le mouvement communal, et là où il ne se fit pas sentir, on n'en vit pas moins se développer

une riche et puissante bourgeoisie.

Nous ne citons ces diverses questions que pour faire comprendre combien l'abbé de Tourville, malgré des études approfondies et un esprit très ingénieux et très pénétrant, est un guide peu sûr en matière historique. Il est surprenant que doué comme il l'était, il ne se soit pas mêlé davantage de l'esprit de système et n'ait pas su se garder des appréciations trop précipitées.

L. DE N.

Les Cartes à jouer du XIV^e au XX^e siècle, par Henry-René d'ALLEMAGNE; ouvrage contenant 3,200 reproductions de cartes, dont 956 en couleur, 12 planches hors texte coloriées à l'aquarelle, 25 phototypies, 116 enveloppes illustrées pour jeux de cartes et 340 vignettes et vues diverses. Paris, Hachette, 1906, 2 vol. in-4 de xvi-504 et 640 p.

M. d'Allemagne, qui, dans ces dernières années, avait successivement consacré des volumes somptueusement illustrés à l'*Histoire des jouets*, aux *Sports et jeux d'adresse*, aux *Récréations et passe-temps*, vient de publier deux énormes in-4 sur les cartes à jouer.

Les trois côtés du sujet auxquels il s'est plus spécialement attaché sont : la description des cartes en usage, depuis l'origine jusqu'à nos jours, dans toute l'Europe, la législation et les détails généraux relatifs à la fabrication des cartes en France, enfin l'histoire des corporations de fabricants de cartes et celle de la fabrication des cartes dans les différentes provinces de la France. L'étude de cette dernière question remplit tout le second volume, celle des deux autres presque tout le premier, qui est complété par la discussion de

l'origine des cartes à jouer, servan d'introduction, et par deux chapitres, servant d'appendice, où l'auteur traite plus brièvement de la passion du jeu, des mesures répressives tentées contre elle, des différentes manières de jouer aux cartes, de la bonne aventure par les cartes, enfin des châteaux de cartes, « vain amusement des enfants, » comme disait Bossuet.

L'histoire des différentes combinaisons qui ont été imaginées pour jouer aux cartes pourrait, à elle seule, fournir la matière d'un volumineux travail, à coup sûr fort curieux, et qui serait sans doute assez difficile à écrire pour les époques anciennes. Il est à souhaiter que M. d'Allemagne nous le donne quelque jour; ici, il n'a fait que l'indiquer très légèrement.

Sur la question si controversée de l'origine des cartes, il n'a pas eu la prétention d'apporter du nouveau; il s'est borné à passer en revue les textes les plus anciens qui ont pu être découverts, à discuter les diverses opinions et à donner son avis avec prudence. Hostile à l'origine orientale, il se prononce en faveur de la probabilité de l'origine allemande des cartes numérales, et il suppose qu'elles sont passées successivement d'Allemagne en France, puis en Espagne, puis en Italie. Mais tout cela reste bien problématique, et on aurait désiré que l'auteur eût discuté certains textes italiens, qui paraissent bien assigner aux cartes numérales une origine sarrasine. Une seule chose est certaine, c'est que les cartes étaient d'un usage courant en Europe dès la première moitié du xiv^e siècle.

Le chapitre de l'ouvrage qui sera certainement le plus apprécié du pu-

blic est celui qui est consacré à la description des cartes dans les différents pays de l'Europe, et qui offre surtout de l'intérêt pour la période la plus ancienne, celle où ni les enseignes ni les types n'étaient encore rigoureusement fixés, et où un assez grand nombre de cartes ont une valeur artistique très appréciable.

L'histoire de la fabrication des cartes en France eût été une histoire fort unie si, à la fin du xvi^e siècle, on ne s'était pas avisé de soumettre les cartes à l'impôt, dans le but de lutter contre la passion du jeu. Ce droit fiscal ne donna pas pendant longtemps de bénéfices bien sérieux; il fut, à diverses reprises, supprimé, puis rétabli; pendant un certain temps, il fut concédé à l'hôpital général, à une autre époque à l'école militaire; mais son effet le plus clair fut de donner lieu à une fraude énorme, en sorte que le fisc se trouva obligé d'inventer toutes sortes de mesures défensives, qui générèrent beaucoup la fabrication, rendirent souvent la condition des fabricants très précaire et engendrèrent des difficultés sans nombre. Toute cette histoire compliquée a été étudiée par M. d'Allemagne avec le plus grand soin, le plus grand détail et la plus riche documentation.

Mais le texte, si abondant et si considérable qu'il soit, n'est qu'une partie de la publication; il sert de support à une immense illustration, dont le décompte imposant est donné

dans le titre, cité en tête de cet article. Ce qui en fait le fond, ce sont d'innombrables reproductions de cartes de tous les temps, de tous les pays, de tous les genres, y compris les cartes historiques, satiriques, facétieuses, etc. A cette masse, déjà énorme, l'auteur a joint beaucoup de reproductions de ces enveloppes de jeux, qu'avait rendues et que rend encore nécessaires le contrôle fiscal, et dont pas mal recevaient autrefois une décoration intéressante; puis il a reproduit des tableaux, dessins et estampes où sont représentées des scènes de jeu de cartes, ce qui rehausse singulièrement l'intérêt artistique de l'illustration, laquelle est enfin complétée par les vues des villes de France où l'on a fabriqué des cartes, par les portraits des personnages qui ont travaillé à la réglementation fiscale des cartes, et par bien d'autres images se rapportant plus ou moins directement au sujet.

Si celui-ci, au premier abord, paraît un peu bien disproportionné avec deux volumes aussi monumentaux, à la réflexion on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'importance sociale des cartes à jouer, instrument d'innocent délassement pour une multitude, source sans fond de ruine et de désastres pour un trop grand nombre, justifie cet ample labeur, et on ne peut que remercier grandement M. d'Allemagne d'avoir su le mener à terme avec tant de courage, de patience et de soin. GUILHERMOZ.

II. — ANTIQUITÉS. ORIGINES CHRÉTIENNES

Les conflits de la science et de la Bible, par l'abbé E. LEFRANC. Paris, E. Nourry, 1906, in-12 de xii-323 p.

Le titre du livre n'est pas en rap-

port avec son contenu. Le vrai titre de ce travail aurait dû être : *Les conflits de la science et du concordisme*. Car les nombreux conflits que M. l'abbé Lefranc passe en revue

n'atteignent nullement la Bible, mais un simple système d'interprétation. Le concordisme a fait faillite : à l'heure actuelle, il n'est plus un exégète sérieux qui songe à le défendre. Mais la Bible n'est ni responsable ni solidaire du discrédit du concordisme. L'auteur, au tempérament combatif, rompt bien des lances ; mais l'ennemi qu'il poursuit est un fantôme. A la lecture du titre, on se fût attendu à trouver la Bible elle-même engagée dans cette lutte ; en réalité, on n'y trouve que le concordisme. M. l'abbé Lefranc ne me paraît pas avoir eu une idée bien exacte du sujet qu'il entreprenait de traiter. Certes, le réquisitoire est terrible, et même fondé, mais, encore une fois, ce réquisitoire n'a aucune efficacité contre la Bible ; il ne porte que contre cette école d'exégètes qui s'est acharnée à voir dans le Recueil sacré un système de données scientifiques. Quant à ceux qui pensent que la Bible n'est qu'un livre religieux, ils ne sont aucunement alarmés des attaques de M. Lefranc. Sans doute l'auteur s'en prend parfois à la Bible elle-même, comme, pour citer un exemple, dans ce chapitre où il nous parle des *Esquisses zoologiques de Job*. Malheureusement, on a tort de demander à des descriptions poétiques la rigueur scientifique que l'on est en droit d'attendre d'un ouvrage technique.

Après avoir signalé ces confusions et ces malentendus, il ne m'en coûte pas de reconnaître les mérites de l'ouvrage. M. Lefranc connaît bien — chose assez rare parmi les ecclésiastiques — les diverses sciences dont on a voulu lier le sort à celui des livres saints. Il énumère avec une certaine complaisance toutes les conquêtes de la science, et l'on constate avec plaisir qu'il est maître de ce ter-

rain. Mais y a-t-il des tableaux sans ombres ? Certes, je n'ai pas la prétention d'être aussi compétent que l'auteur dans le domaine des sciences naturelles. Me sera-t-il cependant permis de souligner certaines conclusions hâtives ? La génération spontanée et la descendance animale de l'homme sont encore des hypothèses. Il faudra probablement encore du temps pour qu'elles deviennent des certitudes scientifiques. Sans doute ces hypothèses simplifient beaucoup le problème de la vie en comblant tous les hiatus et en établissant une chaîne continue dans la nature ; mais le plus commode n'est pas toujours vrai ; et l'on se risque trop à prendre un ton dogmatique dans des questions sur lesquelles les savants de profession, c'est-à-dire les spécialistes, sont divisés.

Je suis plus à même d'apprécier l'aspect exégétique du livre. Je viens de dire que le titre manque de justesse. Il est aussi facile d'y relever des inexactitudes de détail. Ainsi, à propos du premier récit de la création contenu dans le premier chapitre de la Genèse, on nous parle de l'éloïste. C'est là du vieux style. Celui qui a écrit ce premier chapitre n'est pas l'éloïste, mais l'auteur du *Code sacerdotal*. Il est regrettable que M. Lefranc ne soit pas aussi bien au courant de l'état actuel de la critique biblique qu'il l'est des sciences. Ses références sont aussi trop sommaires, et ne répondent pas à la précision que l'on exige aujourd'hui. Toutefois je n'ose pas trop insister, car nous n'avons, en somme, affaire qu'à un ouvrage de vulgarisation.

L'étude de M. Lefranc sera cependant utile. Elle contribuera à attirer sur ces délicates questions l'attention des catholiques, qui sont trop sou-

vent portés, hélas ! à s'endormir dans une fausse sécurité et à se désintéresser du travail de la critique. Il ne faut jamais avoir l'imprudence de se confiner désespérément dans un système. Ne sait-on pas que les systèmes changent et se succèdent les uns aux autres ? On a eu tort de regarder le concordisme comme une position définitive. Le livre de M. Lefranc nous tire fort à propos de cette illusion. N'aurait-il que ce mérite, il aurait rendu des services à la cause de la vérité.

V. ERMONI.

Il mito degli Argonauti nella poesia greca prima d'Apollonio Rodio, studio critico, per Antonio BOSELLI. Padova, tipi della *Rivista di storia antica*, 1905, in-8 de vii-64 p (numérotées de 518 à 582).

M. Boselli a fait paraître dans l'excellente *Rivista di storia antica* (VIII^e année, n^o 3-4 ; IX^e année, n^o 1-3), que dirige le professeur Tropea, un travail présenté d'abord comme *dissertazione di laurea in lettere* à l'Université de Bologne ; il nous en donne ici le tirage à part. Cette étude intéresse plutôt la littérature grecque que l'histoire. L'auteur passe en revue, dans un ordre qui est à la fois chronologique et méthodique, toutes les œuvres en vers antérieures à Apollonius de Rhodes, dans lesquelles le thème des Argonautes est traité : anciens poèmes épiques, poésies lyriques, tragédies, épopées alexandrines. Les textes sont reproduits et commentés avec le plus grand soin ; la bibliographie indiquée dans les notes est abondante et précise. La lecture de ces pages très documentées laisse deux regrets. Pour-

quoi M. Boselli n'a-t-il pas étendu son enquête à la prose ? Cela lui aurait permis de dégager de ses observations particulières, trop morcelées, quelques conclusions générales et de retracer dans son ensemble l'évolution du mythe, depuis les origines jusqu'au temps d'Apollonius. Pour quoi, d'autre part, n'a-t-il pas traité la question essentielle qui domine tout son sujet et qui donne seule à ses recherches de détail un réel intérêt, c'est-à-dire la question des rapports d'Apollonius de Rhodes avec ses devanciers ? Il importe de savoir quel usage le poète des *Argonautiques* a fait de ses sources. M. Boselli déclare en terminant qu'il n'a pas osé aborder ce problème délicat ; du moins ses relevés consciencieux faciliteront-ils grandement la tâche de ceux que n'effarouchera pas la difficulté de la matière.

MAURICE BESNIER.

Bibliothèque Marasli, V. N. G. POLITIS : Μελέται περί τοῦ βίου καὶ τῆς γλώσσης τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ. Παράδοσις. *Recherches sur la vie et la langue du peuple hellénique. Traditions* (en grec moderne). Tomes I et II. Athènes, Beck et Barth, 1904, in-8, 1,348 p.

M. Politis s'est voué à l'étude du *folklore* hellénique. On lui doit la publication d'un *Corpus* monumental des *proverbes grecs*, qui compte déjà quatre volumes. Son recueil des *traditions populaires* doit comprendre trois tomes. On trouvera, dans le premier, le texte de mille treize légendes classées en trente-neuf chapitres par ordre méthodique de matières (traditions relatives à l'histoire ancienne, aux diverses régions, villes, montagnes, rivières et ruines de la

Grèce, aux divinités du paganisme, au Christ, à la Vierge, aux saints, aux phénomènes naturels, aux démons, aux animaux, etc.) ; ces documents ont été recueillis de la bouche des paysans par M. Politis et ses informateurs ou extraits d'ouvrages antérieurs ; l'éditeur leur a conservé scrupuleusement leur forme originale, en dialecte ; le nom des localités d'où ils proviennent est toujours indiqué. Le tome II nous donne le commentaire détaillé des vingt-quatre premiers chapitres (844 numéros) ; comparaison entre les différentes formes des mêmes légendes, rapprochements avec le *folklore* des pays étrangers, essais d'interprétation, recherches sur l'origine et le développement de ces fables. Le troisième volume renfermera, outre le commentaire des trois cent soixante-neuf derniers numéros, une introduction générale sur l'histoire et la valeur des traditions populaires helléniques ; il sera nécessaire d'y ajouter des tables multiples, pour faciliter le maniement d'un ouvrage aussi compact, où toute classification est forcément arbitraire. Signalons dès à présent l'intérêt des légendes relatives à quelques personnages ou épisodes célèbres de l'histoire du peuple grec dans l'antiquité (Homère, le combat de Marathon, Alexandre, Pyrrhus). Six planches de photographies représentant des paysages et des ruines illustrent le tome second.

MAURICE BESNIER.

Der erste punische Krieg im Lichte der livianischen Tradition, von Dr. Max SCHERMANN. Tübingen, H. Laupp, 1905, in-8 de 120 p.

M. Schermann n'a pas voulu, dans

cette dissertation inaugurale, écrire l'histoire de la première guerre punique, mais seulement essayer de reconstituer la substance des livres perdus de Tite-Live qui s'y rapportent. C'est donc un travail de critique des sources qu'il nous offre, travail d'ailleurs très bien informé et conduit, précis, exact, et d'une bonne méthode ; on regrette toutefois l'absence d'une table des matières et d'un index des noms propres. Nous ne connaissons les livres XVI-XIX de Tite-Live que par le témoignage sommaire des écrivains postérieurs. En utilisant les textes des auteurs d'abrégés ou d'histoires universelles de langue latine et les ouvrages des Grecs, on peut cependant retrouver la série des faits survenus entre les années 264 et 240, et fixer maints détails. Les divergences que l'on constate entre les sources dérivées de Tite-Live (les *Periochae*, Festus, Eutrope, Cassiodore, Orose, etc.) et les sources d'origine purement hellénique (Polybe, Diodore de Sicile, Dion Cassius, Zonaras), nous renseignent sur le caractère et les tendances du récit original qui nous manque. M. Schermann a présenté les résultats de son enquête sous forme de tablettes chronologiques : année par année, il énumère tous les événements et discute, chemin faisant, les questions controversées qu'il rencontre (époque du commencement de la guerre, sens et valeur de l'inscription de la colonne de Duilius, ambassade de Régulus, etc.). Les Fastes consulaires et triomphaux lui permettent de rétablir au commencement et à la fin de chaque chapitre les noms des consuls et des triomphateurs de l'année ; entre ceux-là et ceux-ci prennent place les incidents divers des campagnes militaires

ou diplomatiques et de la politique intérieure. Les indications données en conclusion (p. 119-120) auraient gagné à être développées davantage. L'auteur estime que la « tradition livienne » relative à la première guerre punique ne saurait être admise sans précautions; Tite-Live n'a fait que reprendre docilement, sous une forme littéraire, les données des anciens annalistes; le récit des historiens grecs, dérivés de Polybe, est de beaucoup supérieur. Cette « contribution à l'étude de la manière d'écrire l'histoire chez Tite-Live et ses successeurs, » comme dit le sous-titre, fait honneur au séminaire de M. le professeur Kornemann.

MAURICE BESNIER.

Les Druides et les dieux celtiques à forme d'animaux, par H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Paris, Champion, 1906, in-12 de viii-203 p.

Ce nouveau volume de M. d'Arbois de Jubainville, reproduction d'un cours professé au Collège de France en 1904-1905, comprend trois parties d'inégale étendue :

1° Une étude sur les druides, divisée en quinze chapitres (p. 1-142). M. d'Arbois de Jubainville ne cite pas le dernier travail d'ensemble consacré à cette question (Callegari, *Il druidismo nell' antica Gallia*, Padoue, 1904, 115 p.), d'ailleurs pure compilation sans originalité. Il s'attache à exposer avec force ses vues personnelles sur les points les plus importants : comparaison des druides avec les *Gutuatri* et les *Uatis*; origine goidélique ou gaélique des druides, introduits en Gaule après la conquête de la Grande-Bretagne

par les Gaulois; preuves linguistiques de cette conquête; destinées des druides dans la Gaule indépendante, sous la domination romaine (il n'aurait pas été inutile de mentionner, à la page 64, G. Bloch, *L'interdiction des sacrifices humains à Rome et les mesures prises contre le druidisme*, dans les *Mélanges G. B. de Rossi*, 1892, p. 251-262, et à la page 78, J. Toutain, *Les prétendues druidesses gauloises du III^e siècle après Jésus-Christ*, dans les *Mélanges Boissier*, 1903, p. 439-442) et après la chute de l'Empire romain, particulièrement en Irlande; leur enseignement et leur doctrine.

2° Quelques indications générales sur les dieux celtiques à forme d'animaux, suivies de la traduction de deux morceaux épiques irlandais où l'on voit des dieux prendre cette forme (p. 143-190). Pour plus de détails, M. d'Arbois de Jubainville renvoie au travail récent de M. Salomon Reinach sur la même matière (*Cultes, mythes et religions*, 1905, I, p. 30-78). A propos des enseignes romaines qui représentaient des images d'animaux (p. 151), il fallait rappeler le livre de Ch. Renel, *Cultes militaires de Rome : les Enseignes*, dans les *Annales de l'Université de Lyon*, 2^e série, II, fascicule 12, 1903 (voir *Revue*, t. LXXVI, p. 652).

3° En appendice (p. 191-200), sous ce titre : *Jules César et la géographie*, la réimpression d'une note insérée dans les *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions* de 1904, p. 223-228 (*Le début du De Bello Gallico*). César, dans un intérêt politique et pour faire croire aux plébéiens de Rome qu'il avait conquis toute la Gaule, toute la Celtique, a restreint abusivement le sens de ces deux mots; il appelle *Gallia omnis* la seule *Gallia*

comata, et *Celtica* le pays situé entre la Seine, la Marne et la Garonne, alors qu'il y avait des Gaulois au delà du Rhin et au delà des Alpes,

et que la *Κελτική* des Grecs allait du Pont-Euxin à la péninsule ibérique.

MAURICE BESNIER.

III. — MOYEN AGE

L'imperatore Eraclio. *Saggio di storia bizantina*, per Angelo PERNICE. [Pubblicazioni del Istituto di studi superiori pratici e di perfezionamento in Firenze. Sezione di filosofia e filologia.] Florence, 1905.

Ce fut une grande époque pour Byzance que celle du règne d'Heraclius. Sans doute, les querelles religieuses eurent une acuité redoutable et agitèrent singulièrement la société byzantine ; mais une magnifique efflorescence littéraire se manifesta alors, qui va faire date dans la littérature grecque du moyen âge. Sans doute, l'Empire court de sérieux dangers : il est envahi par les Perses et par les Avaro-Slaves, en attendant qu'il le soit par des Arabes ; mais aussi, et pour cette raison, l'administration se transforme, des guerres heureuses se déclarent. La vie circule abondante dans l'organisme byzantin, et l'on se rend bien compte qu'il y a encore dans ces populations, cependant si mêlées et si éprouvées, des richesses d'énergie qui sont loin d'être épuisées. C'est sous le règne d'Heraclius que la géographie historique de l'Empire se modifie, que les anciennes provinces romaines font place aux grands commandements militaires — aux thèmes, — et que de toutes parts s'élabore une lente transformation de la civilisation. Aussi valait-il la peine d'écrire l'histoire de cette époque. Déjà, nous avons un travail sur le

règne d'Heraclius, celui de Drapeyron ; mais sans lui faire de tort et sans préjudice pour personne, on pouvait recommencer, et c'est ce qu'a fait M. Pernice en un très bon livre. Ce n'est pas à dire que tout soit parfait dans ce travail, ni qu'il soit complet. Non. L'œuvre extérieure du règne — les guerres, — est la partie la mieux traitée. L'auteur, successivement, a retracé les expéditions militaires d'Heraclius contre les Perses, les Avars et les Arabes ; il a, soigneusement, tracé l'itinéraire de chaque campagne et relevé les détails qui pouvaient mettre en relief les efforts faits de part et d'autre. Mais l'œuvre administrative, les institutions, la civilisation (lettres et arts), sont déjà beaucoup plus sacrifiées, et c'est regrettable. Il y aurait eu plusieurs chapitres utiles et intéressants à écrire sur ce sujet. Quant aux affaires religieuses, elles sont complètement sacrifiées. L'auteur ne nous parle pas une fois de l'organisation ecclésiastique, et s'il consacre un petit chapitre au monothélisme, c'est pour y accumuler erreurs sur erreurs. Et cependant toute cette partie du règne d'Heraclius n'est pas une terre vierge. Des savants comme Felzer avaient tracé un chemin que M. Pernice aurait dû suivre et, si possible, élargir. Plusieurs travaux ont paru sur le monothélisme que l'auteur ne connaît pas, et qu'il aurait eu cependant profit à connaître. Son travail y eût gagné

en précision, en ampleur et en utilité. Néanmoins, tel qu'il est, l'*Heraclius* de M. Pernice est une œuvre sérieuse. S'il est incomplet sur un point, sur les guerres du VII^e siècle désormais il devra être consulté.

ALBERT VOGT.

Études byzantines, par Charles DIEHL. Paris, Hachette, 1905.

Il y a bien des manières d'être historien. On peut sagement collationner des manuscrits et publier des textes où aucune règle philologique ne sera enfreinte : et l'on est érudit ; on peut se servir de ces modestes et obscurs travaux, vraie et unique base de toute œuvre sérieuse, en dégager les faits pour les grouper et les expliquer : et l'on est historien. Double conception du métier, utile, à coup sûr, l'une et l'autre, et que le plus grand nombre de ceux qui s'occupent d'histoire peuvent, avec de l'effort, acquérir pleinement ; mais si c'est là être historien, ce n'est point là être écrivain de race, ce n'est point là la marque du véritable talent. Pour être de la lignée de ceux qui, en France, créèrent cette branche de la littérature française qu'est la grande et féconde histoire, il faut savoir unir les qualités de l'érudit et de l'historien à celles de l'écrivain, et c'est ce que M. Diehl fait depuis de longues années, dans chacune de ses publications, avec un art accompli. Qu'on ouvre ce nouveau volume d'*Études byzantines*, et l'on se rendra compte facilement, à propos de chaque chapitre, du talent de l'érudit. Les choses les plus arides se revêtent, sous sa plume, de vie et d'intérêt. Qu'il traite, comme dans les deux premiers chapitres, des questions pure-

ment bibliographiques, qu'il aborde des études de détail soit pour fixer la « date de certains passages du Livre des Cérémonies, » soit pour rechercher « l'origine du régime des thèmes dans l'Empire, » ou qu'il s'occupe de questions artistiques, toujours l'auteur saura tenir en éveil l'intérêt de son lecteur. Et cependant ce travail, fait d'études diverses parues en divers recueils périodiques, est une œuvre d'érudition. M. Diehl a voulu, en réunissant ces articles, disséminés çà et là, montrer ce qu'était, sous ses divers aspects, la civilisation byzantine. Tour à tour, il étudie dans trois paragraphes, — peut-être un peu maigres, — les institutions byzantines, grands fonctionnaires, cour impériale, gouvernement des provinces ; les rapports de Byzance avec l'étranger : Rome d'abord, puis Venise au XIV^e siècle ; la vie intellectuelle en certains centres monastiques, comme à Pathmos ; enfin le développement artistique dans ses origines et dans quelques-unes de ses plus belles expressions, comme Nicée, Saint-Luc, Katrici-Djami. C'est donc, on le voit, Byzance à toutes ses époques, qui revit à nos yeux. Elle revit pour le savant d'abord, qui trouvera dans ce volume des renseignements qu'il ne peut négliger ; elle revit pour l'artiste, qui comprendra mieux quelle richesse de talent, d'imagination et de goût enfermait l'âme grecque jusques en sa décadence ; elle revit pour l'homme simplement cultivé, qui se rendra compte combien calomniée fut cette histoire byzantine qu'on nous représente encore de temps à autre comme un chapitre sanglant et accessoire du moyen âge occidental. Et c'est aussi un des charmes de ce livre, qui en compte bien d'autres, que de suivre

l'idée directrice qui l'a inspiré. Nulle part, assurément, le lecteur n'a l'impression de lire un plaidoyer, mais ce que j'affirme, c'est qu'il ne fermera pas le livre avec l'esprit prévenu qu'il avait peut-être en l'ouvrant. Sous les apparences vieillies qu'elle revêt encore dans les pays qui l'ont conservée, comme sous la sécheresse des textes qui seuls rappellent ce qu'elle fut, la civilisation byzantine lui apparaîtra comme la fille très digne de la Grèce et de la Rome anciennes, comme la dispensatrice, à travers l'Europe du moyen âge et de la Renaissance, de l'héritage de l'antiquité, et comme la citadelle, enfin, qui longtemps arrêta le flot barbare, pour le plus grand bien des jeunes États modernes.

J'aurais mauvaise grâce maintenant à vouloir relever l'une ou l'autre omission que j'ai pu remarquer. Ce sont là des choses si minimes, d'un détail si insignifiant, qu'il ne vaut pas la peine d'en parler. M. Diehl signale l'édition des lettres de Photius publiée par Papadopoulos Kerameus. Peut-être aurait-il bien fait de dire que la plupart de ces lettres n'ont rien à voir avec le patriarche. Comme le savant russe l'a lui-même reconnu, ce sont des lettres d'Olympiodore. De même, je n'ai pas trouvé mention du livre de Skabalanovic sur l'Église et l'Empire byzantin au ^x^e siècle.

ALBERT VOGT.

L'Église byzantine de 827 à 847, par le R. P. J. PARGOIRE. Paris, Lecoffre, 1905, in-12 de xx-405 p.

A la différence de toutes les autres Églises connues probablement, l'Église byzantine n'avait, jusqu'à ce jour, jamais trouvé d'historien. Tan-

dis que nous avons sur toutes les grandes communautés chrétiennes de l'Occident de nombreuses monographies, sur l'Orient nous n'avons pour ainsi dire rien. Cela s'explique par la raison que, d'une part, les grands faits qui caractérisent ces Églises se trouvent racontés dans des ouvrages d'ensemble (en admettant que la chose soit exacte) et que, de l'autre, devenues schismatiques, ayant perdu toute vie et toute activité, enserrées dans les fers turcs et arabes, ces Églises nous paraissent peu dignes d'intérêt. Ce qui est sûr, c'est que, jusqu'à ce jour, elles n'ont pas existé — ou à peu près — pour les historiens. Le P. Pargoire a voulu briser la coutume établie et faire revivre devant nos yeux l'Église autrefois chrétienne, depuis byzantine et aujourd'hui simplement orthodoxe. La tâche était lourde : il fallait s'aventurer sur des chemins peu fréquentés, que d'aucuns disaient impraticables, et en tous cas fort longs. Malgré ces difficultés, le P. Pargoire n'a pas hésité. Il s'est mis en route, et c'est la première étape de son voyage qu'il raconte au public dans ce volume. Il y avait deux manières d'écrire cette histoire. Ou bien il fallait coordonner les faits extérieurs, présenter l'histoire de l'Église byzantine, depuis Justinien, dans ses manifestations les plus tangibles et les plus certaines ; ou bien il fallait supposer ce cadre connu et chercher à faire revivre la vie intime, religieuse, de l'Église en cette première époque. C'est ce dernier point de vue que le P. Pargoire a adopté et, à dire vrai, je le regrette. Sans doute son travail, très minutieux, est du plus haut intérêt ; mais n'est-il pas forcément un peu subjectif ? Nous avons, pour retracer cette histoire intime, si peu de documents, et ils sont si sujets à caution !

Peut-être eût-il été préférable de donner la première place, dans un travail de ce genre, à l'histoire extérieure, encore très mal connue. L'auteur aurait fixé par là, et définitivement, les grands points de l'histoire de l'Église byzantine; il aurait révélé au public toute une grande période encore très peu connue, celle des luttes iconoclastiques — et, subsidiairement, étudié les institutions et l'œuvre intime de l'Église. Mais c'est là, en vérité, une façon assez personnelle de concevoir les choses. Tel qu'il est, le volume du P. Pargoire est de tout premier ordre. Il se divise en trois grandes parties : de l'avènement de Justinien I^{er} à l'écrasement de la Perse; de l'écrasement de la Perse, en 628, à l'apparition de l'iconoclasme, en 725, et de cette époque à la mort de saint Méthode, en 847. Chacune de ces parties, fort intelligemment subdivisées, nous renseigne sur toutes les questions d'ordre intérieur que nous pouvons connaître : administration de l'Église, rapports avec Rome, vie religieuse, etc. L'auteur s'arrête à la veille des premiers événements qui vont amener le schisme de Photius. Pour qui connaît les travaux antérieurs du P. Pargoire, il est bien inutile de dire que son ouvrage repose avant tout sur les documents de première main. Le P. Pargoire connaît admirablement les sources de l'histoire byzantine et il les met en œuvre comme un homme du métier. Les Vies de saints lui ont été d'un précieux secours pour l'étude interne du christianisme byzantin. Sans se laisser rebuter par la monotonie du travail, courageusement il a étudié chacune de ces biographies pour en tirer toutes les indications possibles. Évidemment, c'est là une façon très neuve et très intéressante de pré-

senter le tableau d'une époque. Si la peine a été grande, le résultat est excellent. La vie circule dans ces pages et se colore de traits de mœurs parfois charmants, toujours très instructifs. Mais, précisément parce que l'auteur a voulu adopter un plan peut-être discutable, il n'a pas pu éviter certaines faiblesses que très amicalement je crois devoir signaler. Les paragraphes sur la littérature byzantine sont vraiment par trop la traduction de la *Littérature* de Krumbacher. Il me semble que, connaissant ses auteurs comme il les connaît, le P. Pargoire aurait pu nous donner quelque chose de plus personnel, et cela eût été et très utile et très intéressant. De même ses paragraphes sur l'art byzantin. Je crois qu'ils auraient pu sans difficulté être supprimés. A les lire, on se demande si le P. Pargoire est toujours parfaitement « au point. » Enfin, peut-être bien trouverions-nous de ci de là des généralisations un peu hâtives. Le P. Pargoire fait un abus qui me semble inquiétant de l'œuvre de Bahaman pour la période qui se termine en 847.

Je suis presque contrit de relever ces quelques taches dans le beau travail que vient de nous donner le P. Pargoire. Le lecteur pourra du moins voir par là que si je l'ai fait, c'est que le livre en vaut la peine et qu'ensuite mes critiques ont quelque chose de très subjectif. Ce sont des réserves qui ne portent nullement sur le fond des choses, mais seulement sur la façon de traiter le sujet.

Une excellente bibliographie ouvre le volume; une table fort bien rédigée le termine. Peut-être y aurait-il eu quelque utilité, dans un ouvrage de vulgarisation comme celui-ci, à ne pas arrêter la biographie à la nomenclature des « sources. » Le lecteur au-

rait été heureux de trouver l'indication des meilleures monographies écrites sur chacune des parties de cette histoire. J'ai cherché en vain dans la bibliographie l'indication des listes épiscopales éditées par Parthey et Gelzer, ainsi que la mention de la chronique de Georges le Moine.

ALBERT VOGT.

La hiérarchie épiscopale, provinces, métropolitains, primate en Gaule et Germanie depuis la réforme de saint Boniface jusqu'à la mort d'Hincmar (742-882), par M. l'abbé LESNE, professeur à l'Institut catholique de Lille. Paris, Picard, 1905, in-8 de xv-350 p.

Les professeurs des Facultés catholiques de Lille ont eu l'heureuse idée de publier un recueil de mémoires et de travaux. Un premier fascicule, qui vient de paraître, est l'œuvre de M. l'abbé Lesne, professeur d'histoire à la Faculté des lettres. C'est celui que nous présentons aux lecteurs de la *Revue*. L'auteur s'attache à montrer le développement du pouvoir des métropolitains au viii^e et au ix^e siècle dans l'Empire franc.

On peut dire que l'organisation des provinces ecclésiastiques existait à peine dans la Gaule mérovingienne. Les décisions conciliaires qui s'y rapportent n'eurent aucun résultat pratique. Il en allait tout autrement par delà la Manche : les diocèses de la Grande-Bretagne étaient fortement hiérarchisés. Comme le restaurateur de la discipline dans les Églises franques, saint Boniface, était originaire de ce pays, il s'efforça de les soumettre à une organisation analogue. Mais l'autorité archiépiscopale dont il fut investi fut toute personnelle : on ne songeait pas à la fixer à un siège.

Charlemagne et le pape Adrien I^{er}, qui travaillèrent de concert au rétablissement de la hiérarchie, ne s'en firent pas une idée bien nette. Cette restauration se termina sous le gouvernement de Louis le Pieux. Le métropolitain, élu par les évêques de sa province, n'eut qu'à solliciter du souverain pontife le *pallium* pour devenir leur chef hiérarchique. L'autorité archiépiscopale attribuée aux chefs de chaque province ecclésiastique, sans que nul parmi eux ait à revendiquer une autorité supérieure à celle des autres, rend plus difficiles les empiètements du pouvoir impérial. Le rôle du métropolitain se précise alors. Il intervient surtout dans les élections épiscopales et abbatiales, dans la correction des abus et dans le fonctionnement des conciles. Personne n'a fourni plus qu'Hincmar de Reims des renseignements circonstanciés sur la hiérarchie ecclésiastique de son temps. M. Lesne y recourt sans cesse, mais cela le met en face d'une difficulté sérieuse et intéressante. La doctrine de l'archevêque de Reims est, sur ce point, en contradiction avec celle des *fausses décrétales*. Les auteurs de ce recueil réagissent contre les attributions des métropolitains, qui leur semblent excessives et qui pourraient favoriser l'intrusion du laïcisme dans l'Église. Ce qui porte M. Lesne à chercher l'origine de cette compilation dans le voisinage d'Hincmar, parmi les clercs ordonnés par son prédécesseur Ebbon, et qu'il eut à déposer. Quelques évêques de ses suffragants, en révolte contre lui, ne furent pas étrangers à la rédaction. Les raisons alléguées par M. Lesne pour appuyer son sentiment paraissent convaincantes.

Le règne de Louis le Débonnaire et

de ses successeurs immédiats marque l'apogée de la puissance archiepiscopale. Elle ne tarda pas à s'éclipser pour laisser plus en évidence l'autorité du pape sur les Églises de l'Empire franc. Si les *fausses décrétales* ne furent pas sans influence sur cette nouvelle orientation des esprits, elles ne pourraient à elles seules l'expliquer. Un grand pape, Nicolas I^{er}, eut une part très active à cette évolution dans la hiérarchie; les événements politiques prêtèrent à son action personnelle un concours efficace. Les métropolitains, fortement appuyés dans l'exercice de leur autorité par les empereurs, sentirent leur influence diminuer du jour où les divisions survenues entre les descendants de Louis le Pieux affaiblirent la puissance impériale.

Le travail de M. Lesne est l'une des meilleures études parues en ces dernières années sur l'histoire du droit ecclésiastique. Elle inspire confiance dans les publications que nous font espérer ses collègues des Facultés catholiques de Lille.

J. BESSÉ.

A History of mediæval political theory in the West, par R. W. CARLYLE et A. J. CARLYLE. T. I. *The second century to the ninth*, par A. J. CARLYLE. W. Blackwood, Edimbourg et Londres, 1903, in-8 de xvii-314 p.

M. R. W. Carlyle exposera, dans un second volume, les idées politiques des écrivains des xi^e, xii^e et xiii^e siècles. Le premier volume, dû à M. A. J. Carlyle, essaie d'en démêler les sources et d'analyser les éléments, de provenance diverse, qui formeront les théories politiques du moyen âge. C'est une ample introduction, embrassant l'étude non des

institutions, mais des conceptions philosophiques ou religieuses qui touchent à la politique, depuis le n^e siècle jusqu'au ix^e. Comme l'indique le titre général de l'ouvrage, il n'est question ici que de l'Occident.

L'auteur passe d'abord en revue la philosophie politique ou sociale de Cicéron et celle de Sénèque, c'est-à-dire la philosophie politique ou sociale de la fin de la République romaine et du commencement de l'Empire : assez semblables l'une à l'autre, et bien supérieures, dans leur ensemble, aux conceptions égoïstes et particularistes de l'hellénisme, telles qu'elles se résument dans Aristote. — A partir du n^e siècle de notre ère, les théories politiques n'ont plus les philosophes ou les écrivains pour organes : on ne voit guère qu'elles préoccupent Épictète ou Marc-Aurèle. Ce sont les grandes écoles des juriconsultes romains qui les étudient, les approfondissent, les contrôlent par les faits, et expliquent ou justifient les faits par elles. Ils établissent, avant tout, la distinction entre le droit naturel, interprète abstrait du juste et de l'injuste, et le droit des gens, qui est le droit naturel modifié par la coutume, et parfois altéré par les nécessités ou les convenances sociales. L'esclavage, qui est contraire à l'égalité primitive, mais qui constitue l'une des bases de la société antique, offre l'exemple le plus frappant de ces altérations, et de l'opposition existant trop souvent entre le *jus naturale* et le *jus gentium*. Les chapitres que M. A. J. Carlyle consacre à la théorie de l'esclavage sont parmi les plus intéressants et les plus « fouillés » du volume.

Le Nouveau Testament n'est pas un livre politique, et peu nombreuses sont les paroles de Notre-Seigneur

d'où l'on puisse tirer une théorie sociale. Mais toutes sont « esprit et vie, » et les Pères de l'Église, animés par cet esprit, préparés d'ailleurs, pour la plupart, par la forte culture de l'antiquité classique, ont pu vivre, plier aux nécessités d'une société renouvelée les théories des philosophes et celles des jurisconsultes. M. A. J. Carlyle ne fait pas assez nettement ressortir les points sur lesquels innovent les écrivains ecclésiastiques. Adoptant la distinction formulée par les penseurs antiques entre le *jus naturale* et le *jus gentium*, ils considèrent la propriété individuelle comme dérivant de ce dernier, mais ils la déclarent tellement liée à l'existence de toute société organisée, qu'elle demeure à leurs yeux intangible et sacrée : en revanche, si l'esclavage, nécessité passagère des antiques civilisations, dérive aussi pour eux du *jus gentium*, et s'ils ne l'attaquent pas directement, les idées et les sentiments qu'ils prêchent le ruineront peu à peu dans les faits. Pour eux, comme pour les philosophes et les jurisconsultes, le pouvoir civil paraît, à plus juste raison, une nécessité sociale, et à ce titre dérive du *jus gentium* : mais il est aussi voulu de Dieu, de qui le prince est le ministre pour le bien. S'appuyant sur l'enseignement du Christ lui-même, ils proclament la distinction du pouvoir civil et du pouvoir religieux, l'indépendance de l'un et de l'autre dans leurs sphères respectives : idée nouvelle introduite par le christianisme et l'Église, qui déplace absolument le point de vue où s'étaient placés jusque-là les théoriciens de la politique.

C'est ainsi que les idées romaines se précisent, se développent et s'accroissent au contact de la pensée

chrétienne. Mais un autre élément vient s'y joindre après la chute de l'Empire. La conception germanique du gouvernement n'est pas identique à la conception romaine. Le prince, dans la société nouvelle qui se fonde après les invasions, dépend davantage du peuple, et l'élection forme souvent entre lui et le peuple une sorte de contrat, qui permet de le déposer s'il manque à ses engagements ou à ses devoirs. L'idée de royauté devient moins absolue, le droit populaire, représenté soit par la foule, soit par les grands, laïques ou ecclésiastiques, acquiert plus de force. La tradition formée par les philosophes et les jurisconsultes, maintenue et améliorée par les Pères de l'Église, se continue : mais le pouvoir civil, tout en conservant son caractère sacré, se retrempe davantage aux sources populaires : l'esclavage, demeuré légal, s'adoncit de plus en plus par l'influence de l'Église, et l'on parle déjà de son abolition : la distinction des deux pouvoirs est plus souvent mise en évidence dans les faits et rappelée dans les textes. Le droit du ix^e siècle, auquel vient aboutir tout le travail des âges précédents, porte en germe la civilisation du moyen âge.

J'ai essayé de résumer les idées directrices de cet important ouvrage. Il est inutile de dire que tous les textes originaux qui les indiquent sont reproduits intégralement. En revanche, les travaux modernes ne sont presque jamais cités. On l'a reproché à M. A. J. Carlyle. Je ne me sens pas le courage de m'associer à ce reproche, tant j'éprouve de satisfaction à rencontrer cette chose rare : un historien qui pense par lui-même et qui ose marcher sans béquilles.

PAUL ALLARD.

Die Vertiefung des religiösen Lebens im Abendlande zur Zeit der Kreuzzüge. Franz von Assisi, par Gustave SCHNÜRER. Munich, Kirchheim, 1905, gr. in-8 de 136 p.

Dans la collection d'histoire populaire illustrée, publiée à Munich, chez Kirchheim, par MM. Kampers, Merkle et Spalm, vient de paraître la présente monographie consacrée à saint François d'Assise. Soixante-treize gravures superbes l'enrichissent. M. G. Schnürer a divisé son travail en sept parties. Dans la première, il traite de la jeunesse du fils de Bernadone, et successivement de la fondation et du développement de l'ordre, de la rédaction de la règle, de la maladie et de la mort du Poverello. Thomas de Celano, les trois compagnons et le *Speculum perfectionis* sont les principales sources du récit. Elles sont mises en œuvre avec une judicieuse critique et la plaquette de M. Schnürer, d'allure artistique et populaire, fait honneur à l'Université catholique de Fribourg en Suisse, à laquelle appartient le sympathique écrivain de *Franz von Assisi*.

Les notes sont rejetées à la fin du volume, qui se termine par la reproduction d'une carte d'Assise au xvi^e siècle.

P. UHALD D'ALENÇON.

Au temps de la Pucelle. Récits et tableaux. Le péril national, par Marius SEPET. Paris, P. Téqui, 1905, in-18 de vii-408 p.

Il appartenait à M. Marius Sepet, l'historien de Jeanne d'Arc, de nous retracer le fidèle et vivant tableau des années de détresse morale et de deuil national que vécurent nos ancêtres dans les dernières années du

règne de Charles VI et au début du règne de Charles VII. Dans sa préface, l'auteur se défend d'avoir voulu faire un livre de critique, ou même d'érudition, et, en effet, il ne discute point les témoignages qu'il invoque, et il ne nous révèle aucun fait nouveau. Allégée de toute discussion propre à intéresser les seuls érudits, l'œuvre repose sur un fond solide où se révèle, à chaque page, la main d'un érudit admirablement informé. Le procédé mis en usage dans ces récits est, à peu de chose près, celui qui avait inspiré naguère la collection intitulée : *Petits mémoires sur l'histoire de France*, et dont la Société bibliographique avait précisément confié la direction à M. Marius Sepet. C'est aux chroniqueurs du x^v^e siècle, ou aux rédacteurs des divers documents publiés sur cette époque, que l'auteur emprunte les principaux traits de ses tableaux, tantôt nous donnant un lumineux résumé de ces sources, tantôt laissant la parole aux auteurs eux-mêmes. C'est ainsi qu'il nous dit successivement : l'enfance de Charles VII, grandissant au milieu de la lutte des Armagnacs et des Bourguignons, la France divisée en trois tronçons : la France du roi légitime, la France bourguignonne et la France anglaise, les conséquences funestes du meurtre de Montereau, le dauphin dépouillé par le honteux traité de Troyes, les efforts tentés par les Anglais pour s'implanter définitivement en France, les intrigues de la cour de Bourges, les effets de la domination étrangère à Paris, les mœurs et les coutumes de cette époque de misère et de sang, les représentations théâtrales, reflet des préoccupations contemporaines, enfin la terre de France parvenue à ce point de détresse que, seule, une intervention providentielle

pouvait encore la sauver. Ce livre devrait être lu par tous ceux qui, à certaines heures, désespèrent de leur pays; il y trouveraient un enseignement et un réconfort.

A. ISNARD.

Le cardinal Louis Aleman, président du concile de Bâle, et la fin du grand schisme, par Gabriel Pérouse. Paris, A. Picard et fils, 1904, in-8 de xli-513 p.

Entré jeune dans les ordres sacrés, comblé de dignités et de bénéfices, grâce à l'influence de son oncle, François de Conzié, camerlingue de la sainte Église, Louis Aleman commença de jouer un rôle en 1417, lorsque, à peine âgé de vingt-huit ans, il fut envoyé au concile de Constance par son oncle, en qualité de vice-camerlingue. A ce titre, il eut à surveiller le conclave d'où sortit l'élection de Martin V, qui mit officiellement fin au schisme qui depuis près de quarante années déchirait l'Église chrétienne. A la cour de Martin V, où il continua ses fonctions de vice-camerlingue, il joua un rôle assez considérable; il collabora avec le pontife, qui lui témoignait une grande confiance, à l'œuvre de réorganisation de l'administration ecclésiastique et de rétablissement de l'ordre à Rome; à Bologne, où il exerça une délicate légation, il sut s'acquérir de durables sympathies, bien qu'il ait fini par en être chassé par la révolution.

Quoiqu'Eugène IV ne l'ait pas traité aussi honorablement que son prédécesseur Martin V, il ne semble pas que ce soit un sentiment de rancune personnelle qui l'ait jeté parmi les ennemis de ce pape quand

il voulut dissoudre le concile de Bâle à peine commencé. Le cardinal Louis Aleman fut de ceux qui se séparèrent du pontife romain pour défendre ardemment les droits du concile. Mais M. Gabriel Pérouse expose fort justement que la raison de cette attitude est dans la conception que toute l'éducation du cardinal, toute l'expérience de sa vie antérieure, le portaient à se faire de la doctrine conciliaire. Il avait vu la papauté disputée entre trois candidats, la chrétienté divisée, hésitante, incertaine, et l'unité ramenée seulement par l'effort d'un concile œcuménique. Le concile était pour lui chose sainte et intangible; sa supériorité sur la papauté, indiscutable. Ses idées l'aveuglèrent au point de ne rien voir autre: il se laissa entraîner jusqu'aux partis les plus extrêmes; président de cette assemblée incohérente, que déshonoraient les passions et les violences, il ne recula pas devant le schisme, lui qui avait assisté aux souffrances que le schisme avait déjà causées à l'Église, lui qui avait contribué à le terminer et à en réparer les maux. La fin de ce nouveau schisme fut presque aussi le terme de sa vie, et il ne passa que peu de temps personnellement dans cet archevêché d'Arles, dont il était titulaire depuis de longues années et que jusqu'alors il n'avait administré que de loin. Il est étrange que dans ce court espace de temps il ait pu conquérir assez les sympathies de ses diocésains pour qu'aussitôt après sa mort, son tombeau ait été le centre d'un culte que l'Église de Rome, oubliant dans sa largeur le schismatique de bonne foi pour ne voir que les vertus de l'évêque, ne tarda pas à autoriser et à confirmer.

Le livre de M. Pérouse, qui lui a

valu les honneurs du doctorat, ne nous renseigne guère sur le rôle de l'archevêque dans son diocèse; c'est son rôle comme camerlingue, comme légat et comme président du concile de Bâle qu'il a particulièrement étudié. Malgré cette lacune regrettable que la pauvreté des sources ne lui a

pas permis de combler, son livre n'en est pas moins intéressant et digne de retenir l'attention. Pourquoi M. Pérouse écrit-il Phillelfo au lieu de Fililelfo ou de Philelphe? Pourquoi dit-il l'évêque de Lissabon au lieu de Lisbonne?

E.-G. L.

IV. — RENAISSANCE. — RÉFORME

Saint François de Borgia (1510-1572), par Pierre SUAU. Paris, Lecoffre, 1905, in-12 de v-204 p. (Collection *les Saints*.)

De toutes les biographies de saints, celle de François de Borgia, troisième général de la Compagnie de Jésus, était une des plus travesties par les panégyristes et des plus négligées par la nouvelle école historique. M. Pierre Suau n'a pas fait une œuvre banale ni aisée en remontant aux sources et en disant toute la vérité. Rompant un silence deux fois séculaire et brisant avec un respect exagéré du nom de Borgia, — ce nom éclaboussé par des scandales partis de si haut, — il a montré le milieu ancestral du saint sans réticences ni faux-fuyants; puis, sa conscience d'historien libérée par ses aveux, il a abordé en érudit et en critique cette admirable histoire du plus austère des saints, qui n'avait aucun besoin des fleurs de la rhétorique pour paraître à nos yeux une page de la réforme catholique au XVI^e siècle.

Ami de Pie V et de Charles-Quint, François de Borgia fut un homme d'État avant d'appartenir à l'Église. M. Suau, qui a exploré les Archives de Simancas et celles du duc d'Ossuna, en a tiré des documents intéressants et neufs; ils lui ont permis de

mettre dans leur vrai jour son personnage et de reconstituer l'existence d'un grand d'Espagne, d'un favori de l'empereur, d'un gouverneur de Catalogne, devenu le directeur de sainte Thérèse et le principal organisateur, après saint Ignace de Loyola, de l'ordre des Jésuites.

HENRI CHÉROT.

Historia de la Compañia de Jesús en la Asistencia de España, por el P. ANTONIO ASTRAIN, de la misma Compañia. Tomo II: *Lainez-Borja (1556-1572)*. Madrid, impr. Rivadeneyra, 1905, in-8 de ix-671 p.

L'histoire des Jésuites de l'Assistance d'Espagne s'accroît d'un nouveau volume, grâce au labeur infatigable du P. Astrain. Le tome I^{er} s'arrêtait à la mort de saint Ignace; celui-ci comprend les deux généralats suivants et embrasse la période, féconde entre toutes pour la Compagnie de Jésus en grandes œuvres et en religieux éminents, qui vit les gouvernements du P. Jacques Lainez (1556-1565) et de saint François de Borja (1565-1572).

L'auteur a continué de puiser aux sources les plus authentiques, soit manuscrites, soit imprimées, son information sûre et précise. Le cata-

logue des nombreux recueils d'archives qu'il a soigneusement dépouillés figure en tête de son livre et donne quelque idée du travail auquel il s'est livré. Les érudits ne pourront que le féliciter d'avoir mis à contribution tant de documents de première valeur.

Mais sans cesser jamais d'être un érudit, le P. Astrain se montre surtout un historien, et un historien moderne. Ses excellentes synthèses répondent à des préoccupations ignorées des annalistes ses devanciers. C'est ainsi qu'il s'efforce de montrer l'évolution intime de l'institut et la transformation accomplie avec les années dans son administration et son organisation. Ces changements, comme il le remarque, échappent la plupart aux contemporains ; ce n'est qu'à distance, et quand leur accumulation a plus ou moins transformé la physionomie des milieux et des ensembles, que l'histoire s'avise de les observer.

Un autre de ses soucis a été de ne pas exposer le développement de l'ordre des Jésuites indépendamment de la vie générale du peuple espagnol, du mouvement des idées et de la marche des événements dans toute l'Europe, ainsi que dans les colonies. On comprend quel intérêt prennent à ce contact des faits que leur isolement au sein de la société ecclésiastique avait laissés jusqu'ici en triste et froide obscurité.

L'esprit nationaliste anime cet ouvrage, et la Compagnie de Jésus, ordre essentiellement catholique et universel, y apparaît sous des couleurs espagnoles très tranchées. Mais ce n'est pas la faute du P. Astrain si les deux premiers successeurs de saint Ignace de Loyola furent ses compatriotes ; il y aurait

donc mauvaise grâce à lui reprocher d'avoir débordé parfois son sujet, en rattachant à l'histoire de leur pays d'origine l'œuvre cosmopolite d'un Laynez et d'un Borja. Ce serait même d'autant plus injuste qu'il a consacré une part importante de son livre à suivre les Espagnols à travers les contrées étrangères, en Flandre, en Allemagne, en France et dans les missions portugaises. Je dois signaler particulièrement ici les chapitres consacrés soit au rôle de Laynez au colloque de Poissy, soit à celui de Maldonat à l'Université de Paris.

HENRI CASNOT.

The American Nation : a History. Vol. III : *Spain in America, 1450-1580*, by Edward GAYLORD BOURNE. New-York and London, Harper, 1904, in-8 de xx-350 p., gravure et cartes.

Sous le titre de « La nation américaine, » la librairie Harper a récemment entrepris, dans un format très maniable, la publication d'une série de volumes destinés à exposer, de manière précise et agréable à la fois, la suite de l'histoire des États-Unis depuis ses origines jusqu'à nos jours. Je dis *des États-Unis* et non pas *du Nouveau Monde*, car si quelques-uns des premiers volumes de la collection intéressent le continent américain tout entier, ce ne sont vraiment que des exceptions, des introductions développées préparant le lecteur à aborder ensuite avec profit l'étude de volumes exclusivement consacrés à l'exposé de l'histoire des États-Unis.

Tel est précisément le cas pour le volume de M. Edward Gaylord Bourne, professeur d'histoire à la Yale University, intitulé *Spain in America*. Se fût-il simplement agi

d'écrire l'histoire de l'intervention espagnole au xvi^e siècle dans ce qui deviendra plus tard les États-Unis, le savant auteur n'eût pas eu besoin d'un volume entier, à moins de composer un travail d'érudition critique ; pour un exposé d'ensemble du rôle joué par l'Espagne au Nouveau Monde, il en va tout autrement. Ce ne peut être qu'un résumé très condensé du sujet qu'un volume de 350 pages in-8, contenant non seulement l'histoire de la découverte de l'Amérique par les Espagnols et de leur établissement dans les différentes contrées du nouveau continent, mais aussi l'exposé du système gouvernemental, administratif, social et économique, introduit par les Castillans de l'autre côté de l'Atlantique et conservé par eux jusqu'en 1821 dans leurs colonies américaines.

M. Bourne a eu le grand mérite de faire ce résumé de manière très intéressante, très claire et très précise à la fois ; pour être très discret et réduit au strict indispensable, l'appareil critique n'existe pas moins d'un bout à l'autre du volume au bas des pages (cf. aussi le dernier chapitre : *Critical Essay on Authorities*), et inspire au lecteur un sentiment de sécurité qu'on éprouve trop rarement en prenant connaissance d'ouvrages de vulgarisation. Aucune question essentielle n'a été d'autre part omise, pas plus dans la première partie du volume, consacrée à l'œuvre espagnole d'exploration du xvi^e siècle (ch. I-XI) que dans la seconde, qui contient, après l'exposé de l'œuvre coloniale accomplie par les trois premières générations de colons castillans (ch. XII-XIV), un intéressant aperçu d'ensemble, très méthodiquement ordonné, du système constamment suivi par les Es-

pagnols au Nouveau Monde jusqu'à l'émancipation de leurs différentes colonies. Ainsi se trouve constitué, par conséquent, un véritable manuel, d'une indiscutable valeur, et qui fait le plus grand honneur à son auteur.

Sans doute, on peut, sur certains points, discuter avec M. Edward Gaylord Bourne. Je regrette, par exemple, que soit à la page 9, soit à la page 15, il n'ait pas fait siennes de manière formelle les conclusions formulées par M. Henry Vignaud dans ses ouvrages sur la date réelle de la naissance de Christophe Colomb et sur la correspondance de Toscanelli avec l'immortel Génois ; je regrette encore qu'il semble (p. 68) ne pas douter de l'authenticité de la célèbre carte de Juan de la Cosa de l'an 1500, qu'il ne soit pas plus net, après les travaux de MM. Guénin, Gravier et d'autres, sur l'impossibilité d'assimiler Giovanni Verrazano et Jean Florin (p. 143), qu'il n'ait pas renvoyé (à la note 2 de la page 179) au si curieux travail de M. Gabriel Marcel sur les corsaires français des Antilles au xvi^e siècle. Mais, pour ces quelques passages criticables et pour quelques autres encore, que de pages justes et vigoureuses, que d'aperçus très exacts et conformes à la saine méthode historique ! C'est pourquoi nous applaudissons à la publication du travail de M. Bourne, et souhaitons que toutes les parties de la collection dont *Spain in America* est un des premiers volumes ressemblent à cet excellent livre ; ce sera tout bénéfice, et pour les éditeurs, et pour la science historique !

HENRI FROIDEVAUX.

—

V. — DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

La Faculté de théologie de Paris, par l'abbé FERET, curé de Saint-Maurice. *Époque moderne*, t. IV : xvii^e siècle. Paris, Picard, 1906, in-8 de 446 p.

Le troisième volume de l'ouvrage de M. l'abbé Feret était relatif à l'histoire générale de la Faculté de Paris pendant le xvii^e siècle (voir *Revue*, t. LXXVII, p. 316). L'auteur abandonne aujourd'hui les grandes questions pour entreprendre la monographie des plus célèbres docteurs sortis de cette Faculté. La liste en est longue, et contient des noms illustres : les cardinaux de Richelieu et de Retz, des évêques, tels que les Harlay, Péréfixe et Habert ; des prédicateurs, comme Pierre de Besse, Pierre Sarazin ; des hommes qui ont occupé l'attention de leurs contemporains par les doctrines qu'ils ont embrassées et soutenues avec une constance digne d'une meilleure cause : Antoine Arnauld, Edmond Richer et Godefroy Hermant ; j'allais oublier l'abbé de Rancé, le restaurateur de la Trappe.

M. l'abbé Feret n'a pas eu la prétention de composer la biographie de tous ces personnages et d'un grand nombre d'autres ; dans chacun de ses héros il ne considère que l'écrivain, et il ne donne en fait de biographie que ce qui est nécessaire pour faire comprendre la raison d'être de chacun des écrits qu'il signale. C'est donc l'histoire bibliographique des enfants de l'*Alma Mater*, et rien de plus ; mais c'est déjà beaucoup, et je ne puis que rendre hommage à la science et à la conscience du très érudit curé de Saint-Maurice.

P. PISANI.

La Réforme catholique du xviii^e siècle dans le diocèse de Limoges, par J. AULAGNE. Paris, Champion, 1906, in-8 de xxxvi-652 p.

Henry et Raymond de la Martonie, François de la Fayette, Louis de Lascaris d'Urfé, évêques de Limoges au xviii^e siècle, ont été de bons ou même de grands évêques. Dans leur diocèse, un des plus étendus de l'Église gallicane, « les clercs surabondaient plus qu'en aucun autre de France, » et les instituts religieux y étaient aussi très nombreux. M. l'abbé Aulagne nous fait l'histoire de ce diocèse à l'aide de diverses relations manuscrites conservées au séminaire de Limoges et en tenant compte aussi des autres sources imprimées ou inédites, dont quelques-unes sont peu connues en dehors du cercle des érudits limousins. La marche de l'auteur est très simple. La première partie de son ouvrage nous retrace les œuvres des évêques de Limoges au xviii^e siècle. Après une notice sur leurs familles et leurs fonctions avant leur épiscopat, M. Aulagne nous fait connaître les collaborateurs dont ils se sont entourés, la part qu'ils ont prise aux événements publics, leurs relations avec la cour et les pouvoirs publics, avec leurs prêtres, les séculiers et leur peuple. Dans une seconde partie, sur la vie ecclésiastique et paroissiale en général, sont renfermés des détails fort intéressants sur les bénéfices et leurs modes de collation, sur l'administration des sacrements et les autres fonctions ecclésiastiques, sur le prosélytisme catholique, sur les principales con-

fréries de piété et enfin sur l'œuvre des œuvres, ou la Compagnie du Saint-Sacrement. On sait que la Compagnie de Limoges est la seule dont on ait retrouvé jusqu'ici les registres ou procès-verbaux, ce qui a permis à l'auteur de nous faire entrer un peu dans l'intimité de sa vie. Trois appendices et diverses additions complètent ou même rectifient certains points touchés dans le corps de l'ouvrage. Parmi ces appendices, nous signalerons le second sur les débats séculaires entre le chapitre et l'évêché de Limoges et le troisième sur l'instruction dans le diocèse de Limoges au xvii^e siècle. Enfin, pour être complet, nous ajouterons que l'ouvrage, très bien imprimé, se termine par un index très exact et est orné de six gravures.

Le plan suivi par M. Aulagne l'a exposé à quelques répétitions et à quelques longueurs. Il aurait pu sacrifier divers détails et, d'autres fois, rendre son récit plus attrayant en y incorporant mieux les documents dont il s'inspirait. Mais, tel qu'il est, l'ouvrage répond bien à son titre et nous fait bien connaître la réforme religieuse du xvii^e siècle dans le diocèse de Limoges. La nécessité de cette réforme est mise en relief par les détails attristants que M. Aulagne donne avec beaucoup de sincérité sur la situation religieuse qui suivit, dans le diocèse dont il s'occupe, les troubles de la Ligue. Le clergé des paroisses ou même des chapitres et des collégiales, du moins le clergé auxiliaire de ces grands corps, est trop souvent profondément ignorant; sa conduite extérieure est peu digne de son état, il apporte une grande négligence dans le soin de ses églises et la tenue du matériel sacré, des abus énormes dans l'administra-

tion des sacrements (deux exemples bien singuliers et, sans doute, rares sont cités p. 190 et 192). S'ils évitent une partie de ces reproches, les chanoines sont souvent en lutte avec les réguliers et les évêques, et pour des motifs qui nous paraissent aujourd'hui bien futiles (cf. p. 56, 178); mais, par là, ils arrêtent souvent les effets des sages mesures prises par les évêques. Bien des abus aussi à signaler dans les monastères, si nombreux à cette époque dans le diocèse. Naturellement le peuple, quoique très attaché à sa foi, se ressent de l'ignorance de ses prêtres.

Évidemment, la réforme s'est accomplie peu à peu, grâce surtout au zèle des divers prélats qui ont été, au xviii^e siècle, à la tête du diocèse de Limoges et l'ont ainsi fait passer « d'un état déplorable à cette perfection relative que comportent les conditions humaines du développement de l'Église. » Dès 1619, nous voyons Raymond de la Martonie exhorter, par un mandement en tête des statuts synodaux, ses prêtres à la sainteté de leur état en des termes que l'on croirait de M. Olier (p. 94). M. Aulagne nous fait connaître les diverses œuvres restaurées ou fondées pour la réforme du clergé : tenues régulières des synodes, établissement de conférences ecclésiastiques et surtout fondation du séminaire, confié en 1666 à Saint-Sulpice, après divers essais et tâtonnements. Pour le peuple, ce sont des missions données par le P. Le Jeune, par les Pères Jésuites, par l'évêque Louis d'Urfé lui-même; c'est un catéchisme unique; ce sont la réglementation et l'établissement de nombreuses confréries, etc.

Nous assistons aussi à la réforme de couvents soit d'hommes, soit de femmes, à l'introduction de nouveaux

instituts religieux, et nous voyons combien ils étaient nombreux par le refus que fait, en 1648, l'assemblée de la ville de Limoges de fonder un couvent de capucins parce qu'il « y avoit trop de religieux mendiants à Lymoges pour sa grandeur, à la besace desquels les habitants avoient assez de peyne à fournir, sans y en establir de nouveaux. » La seconde partie de l'ouvrage nous montre cette réforme à peu près réalisée dans le clergé paroissial et, à ce point de vue, nous recommandons la lecture des quatre pages (526-529) sur « le rôle des curés dans les communes limousines au xviii^e siècle. »

D'un autre côté, que de personnages intéressants dont il serait facile de faire le portrait à l'aide des détails contenus dans le livre dont nous nous occupons : tels ce Pierre du Verdier, abbé de Saint-Martial, dont la vie se passe à plaider contre ses chanoines et son évêque, et qui va jusqu'à se livrer à des voies de fait contre eux ; ce Villebois, prévôt de Saint-Junien, qui a eu plus de soixante procès ; ce fidèle disciple et panégyriste du P. Le Jeune, Gabriel Rubien ; ce saint prêtre Bourdon de Brun, « le Bourdoise » de Limoges ; ce Michel Bourdon, modeste mais si dévoué conseiller de Louis d'Urfé ! Mais, par-dessus tout, nous désirerions une biographie complète de ce Louis Lascaris d'Urfé, comte de Sommerville, qui quitte la cour à vingt-cinq ans pour entrer à Saint-Sulpice. Il n'accepte l'évêché de Limoges que sur les instances de son directeur, M. Tronson, et il ne fait rien sans prendre les conseils de ce maître qui les lui donne si aimablement et avec une si respectueuse liberté.

Quand il n'est pas à parcourir son

diocèse pour y prêcher, il fait de son séminaire sa demeure et se trouve toujours, le matin, à l'*oraison* avec ses séminaristes. Pendant ses dix-neuf ans d'épiscopat, il ne quittera son diocèse qu'une fois, pour aller en pèlerinage à Notre-Dame de Chartres accomplir un vœu, et aux instances de sa vieille mère qui le suppliera d'aller la voir à Paris, il répondra : « J'ai résolu de ne sortir de mon diocèse que pour porter ma pauvre âme en paradis. » Il voudra une fois en sortir, mais pour se retirer à la Trappe, auprès de son saint ami l'abbé de Rancé, qui lui opposa un refus catégorique. On pourra lire (p. 451-456) les extraits de six lettres inédites adressées par l'abbé de Rancé à Louis d'Urfé et contenant des conseils empreints de la plus grande sagesse. A ce prélat, porté aux mortifications extérieures et qui s'imposait des austérités effrayantes, Rancé recommande avant tout l'accomplissement des devoirs de sa charge. L'évêque suivit ces conseils et mourut saintement. De nombreux panégyristes célébrèrent ses vertus ; mais il attend encore un biographe définitif.

On le voit, les historiens pourront prendre bien des choses dans le livre de M. Aulagne ; ceux qui s'occuperont de l'histoire religieuse du Limousin au xvn^e siècle devront sans cesse l'avoir sous les yeux. Plaise à Dieu que chacun de nos diocèses trouve un historien aussi chercheur et aussi compétent que celui du diocèse de Limoges !

Th. Rouziès.

Abrégé du Journal du marquis de Dangeau, annoté par M. E. PILASTRE, Paris, F. Didot et C^{ie}, 1906, in-8 de 217 p.

C'est une idée aussi heureuse que

difficile d'exécution que d'avoir voulu résumer en quelques pages l'œuvre diffuse et proluxe de Dangeau, laquelle ne comprend pas moins de dix-neuf volumes dans l'édition définitive de MM. Soulié et Dussieux, qui remonte déjà à 1854. Que ce recueil ne puisse pas être comparé aux *Mémoires* de Saint-Simon, cela est si évident qu'il est impossible d'établir une comparaison. Le duc et pair, entiché de sa noblesse, prétend que Dangeau était « plat, fade, bouffi d'orgueil, de fadeuses ; » mais il ajoute que M^{me} de Montespan disait « qu'on ne pouvait s'empêcher de l'aimer et de s'en moquer. » Si pendant trente-quatre ans, de 1686 à 1720, le chroniqueur terre à terre n'a pas cessé un seul jour de nous raconter ce qui se passait à la cour de Louis XIV et à celle du Régent, il faut ajouter qu'il est toujours véridique et qu'il ne cherche pas les médisances, ne jugeant et n'attaquant personne. Les menus points le préoccupent plus que les grands événements ; mais il est précieux pour l'établissement d'une chronologie incontestable ; et Saint-Simon l'a presque constamment pris pour guide, dessinant à grands traits le personnage que Dangeau s'était contenté d'estomper.

Sans parler d'une biographie du marquis de Dangeau, élégamment présentée, M. Pilastre a divisé son travail en chapitres comprenant : la famille royale, les événements divers, la littérature et les mœurs, les matières religieuses ; puis, pour la Régence, le duc d'Orléans et son entourage, Pierre le Grand à Paris, les princes légitimés et les princes du sang, Louis XV enfant, les financiers Samuel Bernard et Law, l'abbé Dubois. Comme il renvoie toujours aux dates, il est facile de se reporter au Journal

lui-même, si on veut en savoir davantage ; et, de plus, il a eu soin de mettre à la fin un « index des principaux noms. »

Ce petit livre n'est pas évidemment un instrument de travail ; mais à ceux qui voudront se faire une idée de la vie des grands à la fin du xvii^e siècle et au commencement du xviii^e, il peut économiser beaucoup de lectures.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

Le surintendant Fouquet, protecteur des lettres, des arts et des sciences, par U.-V. CHATELAIN. Paris, Perrin, 1905.

Tout n'avait pas été dit sur Fouquet, même après M. Chéruel, même après M. Lair. A un point de vue nouveau, M. Chatelain vient d'envisager la vie et le rôle du malheureux surintendant, victime de la jalousie de Colbert. La culture de ces hommes du xvii^e siècle est une sorte d'énigme pour nous : fils d'un conseiller au parlement, Nicolas Fouquet, entré lui-même très jeune dans la magistrature, trouve moyen de tout connaître : les finances, le droit, la littérature, les arts, la poésie, la musique, aussi bien que la peinture et l'architecture ; et comme l'argent ne lui manque pas, il cultive tous ces nobles goûts en faisant travailler les artistes de l'époque, en sachant au besoin les diriger, en leur servant de centre. Le cardinal Mazarin, dont il fut l'ami et le plus ferme soutien, lui avait montré le chemin ; tous deux servirent d'exemple à Louis XIV, lequel eut la singulière bonne fortune de trouver en tout les voies ouvertes et de n'avoir qu'à les suivre en y appliquant son ferme bon sens et son

amour de sa royale fonction poussé jusqu'au fétichisme.

Nous devons à M. Chatelain la mise en relief d'une intéressante particularité : c'est le rôle de Pellisson, entré par M^{lle} de Scudéry dans la vie de Foucquet, et ayant exercé sur le surintendant une influence que la conformité de leurs goûts rendait facile. Le culte un peu précieux de la poésie n'empêchait pas Pellisson d'être un homme d'affaires consommé, très au courant des questions de finance et de politique, attirant des lettrés et des artistes chez son ami, comme La Fontaine et Lebrun, mais surtout fidèle collaborateur jusqu'à se compromettre pour son maître et oser présenter à Louis XIV une défense du disgracié, qui est en même temps un vrai morceau d'éloquence. La figure un peu effacée de Pellisson s'éclaire ainsi d'un jour nouveau.

Très pénétrante aussi est l'étude présentée par l'auteur sur le château de Vaux, ses merveilles, la direction donnée à tous les travaux par Foucquet, les réunions de l'élite de la société du temps qu'il y tenait, et jusqu'à ce récit nouveau de la fête fameuse donnée à Louis XIV et à sa mère et au cours de laquelle Molière joua pour la première fois sa pièce du *Fâcheux*. Tout en s'abstenant de rentrer dans la question politique, M. Chatelain observe le rôle assez peu noble du roi, accablant de compliments le malheureux qu'il doit faire arrêter quinze jours plus tard et lui laissant l'illusion que c'est une autre victime dont on prépare le sacrifice. La condamnation prononcée et tant de magnificence expiée par vingt ans de captivité, c'est encore aux lettrés et à la religion raisonnée et convaincue qu'on avait alors que

Foucquet put demander des consolations que l'ingratitude de ceux qu'il avait comblés de faveur ne lui donnait guère. La postérité, sans reviser son procès, peut constater, avec M. Chatelain, que son influence sur le développement du grand siècle fut très réelle et qu'il fut un moment le vrai roi des beaux esprits.

G. BAGUENAUT DE PUCHESSE.

Contributions à l'histoire de la politique française en Allemagne sous Louis XIV, par G. PAGES, docteur ès lettres, professeur d'histoire au lycée Carnot. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905, in-8 de 103 p.

Ces contributions seront utiles à qui voudra tenter le labeur énorme que supposerait une étude d'ensemble sur les rapports de Louis XIV avec les princes allemands. M. Pages pose une série de jalons qui seront pour les historiens de l'avenir des points de repère solides. Dans son mince mais compact volume, le rôle d'Abraham de Wicquefort, l'un des principaux agents secrets employés par le roi, est mis sous les yeux des lecteurs, grâce à de nombreux extraits de ses dépêches. M. A. Waddington avait naguère signalé ces pièces comme une gazette précieuse pour l'époque.

Nous voyons ensuite apparaître le prince Guillaume de Furstenberg, le futur évêque et cardinal de Strasbourg, non seulement agent officieux de Louis XIV, mais encore conseiller intime du ministre Hugues de Lionne, qui n'entreprenait rien sans le consulter.

Dans l'histoire des relations entre l'électeur de Brandebourg Frédéric-

Guillaume et Louis XIV, M. Pagès n'a pas rencontré moins de neuf envoyés français : de Lesseins, du Moulin, Colbert de Croissy, Millet, Vaubrun, Saint-Géran, La Vauguyon, Verjus et Rebenac. Sur chacun d'eux il donne une notice critique, mais avec le regret de ne pouvoir la rendre plus complète, le règlement des archives du ministère des affaires étrangères interdisant toute communication du fonds personnel, « même pour le xvii^e siècle » (p. 45).

Une très curieuse étude sur le rôle de l'argent de la France en Allemagne termine ce recueil de travaux. L'auteur conclut que « Louis XIV ne se montra peut-être pas aussi prodigue que l'ont cru ses contemporains, » et que subsides, pensions et cadeaux accordés aux princes ou aux électeurs ne suffirent pas à expliquer tous les succès de sa politique ni tous les triomphes de sa diplomatie. Avis à ses détracteurs !

HENRI CHÉROT.

Le Grand Électeur et Louis XIV, 1660-1688, par G. PAGÈS. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905, in-8 de xxvi-671 p.

Lorsqu'en décembre 1901, l'empereur d'Allemagne inaugurait, au milieu des cuirassiers de Breslau, le monument du Grand Électeur, il déclarait que, de tout temps, cet illustre personnage « avait fait preuve d'une confiance inébranlable en Dieu. » Ce n'est point précisément sous ce jour inattendu que M. Pagès nous montre Frédéric-Guillaume, l'un des fondateurs de la Prusse et même de l'Allemagne moderne, dans l'ouvrage considérable qu'il consacre aux vingt-

huit dernières années de son règne de quarante-huit.

Certes, il n'oublie pas de louer sa « foi très vive et très profonde » (p. 19), foi qui éclate en expressions personnelles et sincères; il signale même sa tolérance envers les catholiques de Clèves et son respect de la liberté de conscience, « les consciences appartenant à Dieu et aucun potentat sur la terre ne pouvant les forcer; » mais c'est surtout le souverain animé d'un esprit politique personnel et intéressé qu'il nous révèle et suit pas à pas.

Encore que les immenses dépôts des documents diplomatiques, à Paris et à Berlin, soient sa principale source, M. Pagès, qui regarde une étude purement diplomatique comme un « voyage au pays du mensonge, » a étudié son héros à l'aide de tous les renseignements historiques et des jugements fournis par les auteurs les plus divers. On en jugera par sa bibliographie méthodique, qui témoigne d'un travail immense d'information et de dépouillement. Son Frédéric-Guillaume nous apparaît donc tel qu'il fut et tel qu'il vécut, à travers un tiers de siècle de guerres et d'alliances, côte à côte ou face à face avec la Suède qu'il détestait, la Pologne dont il s'affranchissait, l'Empire qu'il jalousait, Louis XIV qui le pensionnait. De la paix d'Oliva (1660) aux deux traités de Saint-Germain (1679), le Grand Électeur, malheureux contre Turenne et impuissant dans l'élection de Pologne (1668-1669), ne connut rien de semblable aux triomphes de la France, alors partout et en tout prépondérante en Europe; mais il eut toujours le sens du réel et du possible, ne s'engagea à fond avec personne, parce que, dans ses États morcelés et dispersés, il était gardé à

veut par une foule de voisins dangereux, et, avec des ressources très limitées, sut faire grande figure et bonne besogne.

M. Pagès qui, sans verser dans le panégyrique, ne lui ménage pas les éloges convaincus et presque enthousiastes, a exposé cette carrière de souverain dans un livre compact, de science précise et positive, qui fait honneur à la puissance de travail de l'auteur et à la science historique française.

HENRI CHÉROT.

Une reine de douze ans, Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne, par Lucien PÉREY. Paris, Calmann-Lévy, s. d., 1 vol. in-8 de 11-604 p.

Cette reine de douze ans est Marie-Louise de Savoie, seconde fille de Victor-Amédée et d'Anne d'Orléans. C'est la sœur de cette charmante duchesse de Bourgogne qui sut dérider le front chargé d'ennuis de Louis XIV vieillissant, la femme du frère du duc de Bourgogne, le duc d'Anjou, appelé au trône d'Espagne par le testament de Charles II. Mais ce n'était pas un trône solide que celui sur lequel allait s'asseoir la jeune princesse. Les puissances européennes avaient refusé de reconnaître le nouveau souverain, et c'est les armes à la main qu'il avait, sinon à conquérir, comme son aïeul Henri IV, du moins à défendre sa couronne. A peine arrivée en Espagne, la reine de douze ans dut aider son époux dans cette tâche difficile. Elle préside des conseils, recueille des fonds pour les armées, écrit pour solliciter des secours et susciter des dévouements. C'est une enfant encore et c'est déjà une politique. Entre le grand roi qui

veut dominer et les Espagnols qui regimbent contre cette prépondérance française, il faut garder un équilibre bien malaisé et ne mécontenter personne. La petite princesse en vient à bout à force de bonté, de simplicité et d'adresse. Son mari l'adore au point d'avoir des « vapeurs » quand il est loin d'elle. Elle, de son côté, adore son mari et ne peut se passer de lui, ce qui ne l'empêche pas de le pousser de toutes ses forces à aller se mettre à la tête de ses armées en Italie ou en Espagne. Elle séduit Louis XIV, elle séduit même M^{me} de Maintenon; elle obtient d'eux le rappel d'ambassadeurs dont l'ingérence abusive offusque la fierté castillane, comme le cardinal d'Estrées ou le marquis de Louville; elle obtient même, ce qui est plus difficile, le retour de sa camerara mayor, la princesse des Ursins, disgraciée. Et cependant, à ce moment-là, sa situation est singulièrement délicate vis-à-vis de la cour de France, puisque son propre père, Victor-Amédée, a trahi la France et s'est allié aux ennemis de son mari. Les affaires sont presque désespérées, les armées espagnoles et françaises sont partout battues; les Anglais se sont emparés de Gibraltar; l'archiduc d'Autriche est en possession de la plus grande partie de la péninsule. Le roi et la reine ont dû évacuer Madrid; ils n'ont plus d'argent, plus de soldats; Louis XIV lui-même demande la paix et est prêt à accepter les conditions les plus humiliantes, l'abandon de l'Espagne par Philippe V. La petite reine, elle, ne s'abandonne pas; elle engage ses bijoux pour avoir des fonds; elle obtient de son grand-père l'envoi en Aragon du duc de Vendôme. La chance tourne, Vendôme est vainqueur à Villaviciosa; Phi-

lippe V reconquiert son royaume et le traité d'Utrecht lui assure la tranquille possession de l'Espagne. Mais tant de tribulations ont épuisé la pauvre Marie-Louise : au moment où elle va pouvoir enfin jouir en paix de la fidèle affection de son mari, de l'amour de ses sujets et du sourire de ses enfants, elle meurt à vingt-six ans, minée par la phthisie, que n'a pu vaincre le fameux docteur Helvétius, mandé trop tard.

Telle est cette vie, trop courte, mais si remplie, que M. Lucien Pérey vient de raconter à l'aide de documents puisés aux meilleures sources, aux archives des affaires étrangères, à celles d'Espagne, de Turin, du Vatican, à l'aide surtout de la correspondance même de la princesse : correspondance tour à tour naïve, tendre, fière, insinuante, toujours attachante. Il faut le remercier d'avoir si bien mis en lumière cette figure, trop laissée dans l'ombre et à laquelle une mort prématurée attache comme une auréole mélancolique, et d'avoir ainsi ajouté des pages charmantes à toutes celles qu'il a déjà consacrées à tant de héros et d'héroïnes du *xvii^e* et du *xviii^e* siècle.

MAX. DE LA ROCHESTERIE.

François Rákóczi II, prince de Transylvanie, 1676-1738, par Émile Horn. Paris, Perrin, 1906, in-8 écu de viii-438 p.

Les jugements que l'on porte au sujet de François Rákóczi II sont, sur l'une et l'autre des deux rives de la Leitha, diamétralement opposés entre eux. Misérable rebelle, disent les Autrichiens avec le prince Eugène de Savoie. Chef héroïque d'un peuple opprimé, répondent d'une seule voix les Hongrois, toujours fiers de leurs

luttres pour l'indépendance. Placé entre ces deux opinions extrêmes, l'historien soucieux d'impartialité se trouve en présence des plus graves difficultés. M. Horn s'est loyalement efforcé de les vaincre, tout en adoptant le point de vue hongrois.

La personnalité de Rákóczi est captivante. Sa vie est pleine de contrastes, sa carrière aussi brillante que tragique. Il a connu les grandeurs de la cour, les souffrances du cachot, goûté l'amertume de l'exil. Les champs de bataille témoignent de son courage, et son énergie a dompté des diètes orageuses. Il a été tour à tour acclamé, porté en triomphe, et puis abandonné et oublié. Capitaine, il se révèle aussi habile diplomate. et l'homme d'action est chez lui doublé d'un penseur, d'un écrivain. A Grosbois, le couvent des Camaldules l'attire, et cet allié de Louis XIV, respecté par le Régent, appuyé sur un sabre qu'il est toujours prêt à dégainer, s'en va mourir tristement à Rodosto. L'amitié de la Turquie ne lui a point porté bonheur. Dans cette âme ardente et contemplative, il y a un filon psychologique d'une richesse peu commune et qui mérite d'être exploité.

M. Horn s'est servi d'un travail allemand de son père sur Rákóczi, et il a fait des recherches personnelles. Peut-être un ouvrage aussi fouillé que celui de Maurer et les articles du P. Nilles méritaient-ils d'être cités de préférence à Salvandy, Capesigue et Gérando. J'insiste particulièrement sur Maurer qui, armé de preuves, présente le cardinal Kollonics sous un tout autre jour que ne le fait M. Horn. Et, pendant tout le règne de l'empereur Léopold I^{er}, ce cardinal a joué un rôle prépondérant.

PIERLING.

VI. — RÉVOLUTION

Histoire de Marie-Antoinette, par Maxime DE LA ROCHESTERIE. Nouvelle édition. Paris, Perrin, 1905, 2 vol. in-12. T. I^{er}, de xvi-596 p.; t. II, de 596 p.

M. de la Rocheterie a eu une excellente inspiration en rééditant sous un format commode sa remarquable histoire de Marie-Antoinette. On sait combien cet ouvrage, qui a obtenu une récompense de l'Académie française, se signale, tant par la sobriété élégante de son style que par l'exactitude de ses récits et par la justesse de ses appréciations. Mais comme, depuis quinze ans qu'il a été publié, il a paru plusieurs volumes de Mémoires et d'autres livres intéressants sur le règne de Louis XVI, l'auteur a révisé avec soin son œuvre pour la faire proliférer des renseignements nouveaux qui ont été mis en lumière.

Disons-nous que l'ouvrage de M. de la Rocheterie ne laisse plus rien à désirer? Nous ne pouvons aller jusque-là. Il y avait dans la première édition un défaut sensible qui subsiste tout entier dans la nouvelle : c'est un manque de proportions entre les différentes époques de la vie de la reine, dont il serait difficile de ne pas être frappé. Quand Marie-Antoinette a-t-elle exercé plus d'influence sur la marche du gouvernement royal qu'en 1787 et 1788? Cependant M. de la Rocheterie passe si rapidement sur cette époque, qu'on pourrait presque dire qu'il saute par-dessus à pieds joints. Combien pourtant devait-elle avoir des conséquences fatales pour la malheureuse reine? Louis XVI ne se montra plus désormais aussi disposé à écouter ses con-

seils, et ce fut alors que commencèrent à se répandre dans le peuple ces haines furieuses que les méchancetés mondaines n'auraient jamais suffi à provoquer.

Cette nouvelle édition a été augmentée de quatorze planches nouvelles; mais comme elles reproduisent des estampes en majorité médiocres, parfois même des caricatures répugnantes, on ne peut dire qu'elles ajouteront à son attrait.

L. DE N.

—
Louis XVII et le secret de la Révolution, par Ad. LANNE. 2^e édit. Paris, Dujarric, 1905, in-16 de 588 p.

Pour M. Lanne, Louis XVII, c'est Naundorf : voilà la thèse qu'il s'efforce de soutenir avec une extrême passion. Il débute par un sombre portrait du roi Louis XVIII, qu'il présente comme le plus affreux des monstres. Nous n'exagérons pas : il voit en lui l'auteur, le provocateur, le complice de tous les crimes les plus odieux de la Révolution. Des témoignages historiques, de l'opinion des contemporains, il n'a nul souci ; il ne se préoccupe que des besoins de la cause qu'il défend. Il cite cependant ses auteurs : c'est Montgailard, c'est le romancier Lamothe-Langon; mais il n'a aucune illusion sur leur valeur morale; il traite le premier surtout avec un mépris justement mérité. Mais il ne craint pas de reproduire une prétendue lettre de George III où le monarque anglais aurait disposé de la régence à la couronne de France en faveur du duc

d'Angoulême, encore mineur lui-même, afin d'adresser une insulte à l'oncle et au père de ce prince. Cette fabrication extravagante donne lieu à remarquer que Louis XVIII a toujours trouvé dans la famille royale d'Angleterre plus d'égards et de sympathies que chez les autres souverains de l'Europe, dont plusieurs étaient ses plus proches parents.

M. Lanne exerce son acrimonie sur la duchesse d'Angoulême elle-même, qu'il trouve bien coupable de n'avoir pas accueilli Naundorf comme son frère. Par quel prodige aurait-elle pu le regarder comme tel? Aucun être vivant ne pouvait témoigner de son identité : ce n'est ni contestable ni contesté. Naundorf lui adresse-t-il une lettre pour la première fois, c'est en invoquant le souvenir d'une scène qui se serait passée au Temple, une entrevue entre eux au moment du procès de Madame Élisabeth : de toute évidence, le fait est controuvé (p. 383). Plus tard, il fait mentionner par un émissaire l'existence d'une marque qu'il portait à la cuisse et qui ressemblait à un tatouage, comme s'il n'était pas naturel pour la princesse d'en conclure à une imposture manifeste (p. 217 n., 467 n.). Dira-t-on que Naundorf fut reconnu par une femme, autrefois au service du Dauphin? Mais Hervagault, Mathurin Bruneau, Richemont, avaient été tout aussi bien reconnus par d'anciens serviteurs de la famille royale. Invoquera-t-on une ressemblance physique avec les Bourbons? Tous ces personnages s'en targuaient également. Mais si elle semblait merveilleuse aux gens qui avaient foi dans leurs récits, elle restait le plus souvent imperceptible pour ceux qui ne partageaient pas cette confiance.

S'il fallait entrer dans le détail des

invraisemblances qui abondent dans les récits de M. Lanne, la tâche serait interminable. Bornons-nous à dire qu'il explique l'évasion de son héros par des substitutions d'enfants. Le Dauphin est caché dans le haut de la tour par Laurent, son gardien, vers le 1^{er} novembre 1794. Il est remplacé d'abord par un mannequin, puis par un enfant sourd-muet nommé Tardif. A la fin de février 1793, on substitue à celui-ci un enfant scrofuleux, fils d'une dame Gonnhaut-Leninger : c'est lui dont le décès est déclaré le 8 juin. Cependant le sourd-muet a été aussi caché dans le Temple. Cela ne suffit pas : Naundorf mentionne deux autres enfants comme ayant joué le même rôle (p. 100 et 303). Ainsi on nous demande de croire, sans pouvoir en espérer jamais aucune preuve, que la tour servait d'asile à quatre ou cinq faux Louis XVII. Si tel était le régime de cette prison, dans quel but prenait-on la peine de la garder? On pourrait aussi bien se demander si la royale victime n'avait pas succombé aux mauvais traitements de Simon avant le 19 janvier 1794, jour où celui-ci fut congédié du Temple, sans qu'il lui fût donné de successeur.

Naundorf dit avoir été enlevé du Temple, peu après le 8 juin 1795, par des amis; il ne nomme que le comte de Montmorin, sur lequel nous aurons à revenir. Pour les quatorze années suivantes de son existence, il ne fournit que des notions vagues et incohérentes. Il parle d'une femme qui lui a servi de mère, mais s'abstient de la nommer. Il assure avoir toujours été tenu en charte privée, même entre les mains de ses amis, et avoir subi des supplices atroces. Enfin il dit avoir été arrêté au commencement de 1804, tandis qu'il voya-

geait près de Strasbourg avec son ami Montmorin. Il est conduit à Vincennes, et plongé dans un cachot souterrain de cette forteresse, où il reste jusqu'à la fin de 1808. Il est arraché à cette cruelle captivité par des amis ; Montmorin seul est nommé : celui-ci parvient à l'emmener en Allemagne. Là, pendant la guerre de 1809, les deux fugitifs s'étant joints au corps franc du major Schill, se voient assaillis par un détachement de cavalerie ennemie ; Montmorin est tué, son compagnon grièvement blessé.

En l'absence de tout témoin subsistant qu'il pût ou voulût nommer, c'était, semble-t-il, une idée assez ingénieuse que de citer comme répondant un comte de Montmorin, car l'on sait que le ministre des affaires étrangères de ce nom était un des amis préférés de Louis XVI. Le malheur est qu'il n'y avait alors dans cette famille personne qui pût jouer le rôle qu'on lui attribue. C'est ce dont il est facile de s'assurer en consultant l'histoire très détaillée de cette ancienne maison (4 vol in-4), donnée à la bibliothèque de la ville de Clermont-Ferrand par la comtesse de Carneville, dernière du nom de Montmorin. Mais les partisans de Naundorf ne s'embarrassent jamais d'une difficulté de ce genre ; ils ont toujours une solution conjecturale prête à prendre la place d'une erreur constatée. Au lieu de Montmorin, il faudra lire Montmolin : c'est le nom d'un officier suisse dont la biographie est fort peu connue.

Naundorf, blessé et prisonnier, guérit et prend la fuite. Il se réfugie en Prusse où, grâce à la protection d'un agent supérieur de la police, de qui il tient ce nom de Naundorf, il s'établit comme horloger à Spandau en

1810, et vit en Prusse, tant bien que mal, jusqu'en 1813.

Quand songea-t-il à s'annoncer comme le captif du Temple échappé à la mort ? On ne peut guère douter que ce ne fût en 1816, à la suite du séjour que fit chez lui un Français, ancien militaire, auquel il donne le nom de Marassin : il y a quelques motifs de supposer que celui-ci pourrait être le même qu'on a depuis appelé Richemont. Ce qui est certain, c'est que la possibilité de se faire passer pour Louis XVII fut le sujet de leurs conversations. En effet, avec une rare inconscience, Naundorf nous apprend qu'il engagea Marassin à jouer ce rôle à son retour en France. Pour lui, il se borna à assaillir la famille royale de lettres, dont il semble vraiment avoir espéré quelque fruit. Aussi M. Lanne voudrait-il nous faire croire qu'elles avaient persuadé le duc de Berry, et que ce prince aurait été assassiné pour avoir manifesté des sympathies pour le prétendu Louis XVII. Il va plus loin : après avoir accusé de ce crime, comme de mille autres forfaits, le roi Louis XVIII, il transforme ce prince lui-même en partisan de Naundorf. Il aurait en mourant enjoint à son frère, par un pli contenu dans une cassette, de passer la couronne à l'horloger de Spandau. Ce conte ridicule a dû son origine à la connaissance vague d'une disposition secrète du roi, contenant uniquement une libéralité considérable en faveur de la comtesse du Cayla. Elle fut supprimée après que cette dame y eut donné de fort bonne grâce son assentiment.

Naundorf, se trouvant dans une situation précaire par suite de démêlés avec la justice prussienne, se décida à venir à Paris en 1833. Il y

connut d'abord les extrémités de la misère ; mais ayant réussi à former un petit groupe de partisans convaincus, il trouva dans leur dévouement d'abondantes ressources. Il en augmenta le nombre quand il se fut associé à Michel Vintras, prophète interlope d'une nouvelle religion : c'est un trait de sa vie sur lequel M. Lanne glisse fort adroitement. Cependant, quand Naundorf mourut en Hollande en 1835, il avait encore beaucoup moins de partisans que Richemont. Mais celui-ci mourut à son tour, une douzaine d'années plus tard, sans laisser de représentants ; il fut bientôt oublié. Le naundorfisme, patronné alors par quelques membres du parti révolutionnaire, commença à prendre une nouvelle vigueur. Depuis vingt ans surtout, son activité s'est déployée avec plus de zèle que de succès. Il s'est formé un groupe d'écrivains, parmi lesquels M. Lanne tient le premier rang, uniquement occupés à soutenir les thèses les plus surprenantes au profit de cette cause, qui ne trouve point en elle-même sa propre défense. Il faut reconnaître qu'ils y apportent une ténacité qu'aucune réfutation ne peut troubler, et que l'indifférence du public ne parvient pas à lasser.

L. DE NEUVILLE.

Louis XVII en Suisse, par E.-A. NAVILLE. Paris, Daragon, 1905, in-8 de vi-59 p.

La brochure de M. Naville a puisé tous ses éléments dans les récits d'une personne âgée, M^{lle} Marie Leschot, de Genève ; aucune pièce écrite qui s'y rapporte ne paraît s'être conservée : c'est dire qu'elle ne prétend à aucune valeur documentaire.

Suivant ce récit, le jeune garçon

qui devait devenir Naundorf aurait été caché, de 1797 à 1801, dans le Jura bernois, chez le docteur Barthélemy Himely, beau-père de M. Leschot dit Lebas. Un fils de celui-ci, Frédéric Leschot, aurait alors contracté une amitié dévouée avec le jeune réfugié, qu'il serait plus tard allé rejoindre en Prusse. Ce sont les aventures personnelles de cet oncle de la demoiselle Leschot qui remplissent sa narration. Les lignes suivantes méritent seules d'être retenues (p. 14) :

« Le dauphin portait alors le nom de sa mère adoptive, M^{lle} Perrin, et passait pour son propre fils, cette dame ayant eu un enfant du même âge dont la mort fut toujours ignorée ; elle-même disparut, sans qu'on ait jamais su ce qu'elle était devenue. » On sait que le marquis de Mirville a cru avoir acquis la preuve de l'identité du pseudo-baron de Richemont avec un sieur Perrin, né à Lagnieu (Ain). Y aurait-il eu confusion entre les deux rivaux, prétendus fils de Louis XVI, ou aurait-il existé entre eux des relations de vieille date qu'ils auraient trouvés à propos de ne pas laisser connaître ?

L. DE N.

Souvenirs de Léonard, colporteur de la reine Marie-Antoinette. Paris, A. Fayard, s. d., in-8 de 160 p.

Ces soi-disant Mémoires, dépourvus de toute authenticité, ne reproduisent qu'une partie de l'œuvre apocryphe publiée sous ce titre par on ne sait quel aventurier littéraire dans le premier quart du XIX^e siècle. C'est le début de la partie prétendue historique d'une élégante collection d'ouvrages amusants et brillamment illustrés qui paraît sous le titre de :

Moderne collection, historique et anecdotique. Comme elle ne se propose que de plaire à ses lecteurs, et qu'elle abonde en contes grivois, on peut regarder son succès comme assuré. Il n'en est que plus regrettable de voir débiter sous le vernis de l'histoire des fabrications mensongères à un public presque toujours trop ignorant pour distinguer le vrai du faux.

Ceci étant posé, il faut rendre justice à M. Jules Claretie, dont la préface ne cherche pas à faire illusion sur le peu d'authenticité des Souvenirs de Léonard. Il faut surtout reconnaître l'esprit de loyauté avec lequel ses deux collaborateurs, MM. Vitrac et Galopin, les ont annotés, signalant en toute occasion les erreurs manifestes dont ces récits sont émaillés. Ils ont fait tout ce qui dépendait de travailleurs éclairés et consciencieux pour mettre le lecteur en garde contre l'aliment frelaté qui lui est offert.

Un second volume, intitulé : *Mémoires sur l'impératrice Joséphine*, va sans doute reproduire l'œuvre du romancier Regnault-Warin. Ce dont on peut à bon droit faire l'éloge, ce sont les nombreuses illustrations, le plus souvent bien choisies et d'une excellente exécution, qui ornent tous les volumes de cette collection.

L. DE N.

La déportation et l'exil du clergé français pendant la Révolution, par H. MAILFAIT (Collection *Science et Religion*). Paris, Bloud, s. d., in-12 de 71 p.

Le sens du mot Déportation a varié pendant la Révolution : en 1792, il correspondait au mot bannissement ; les déportés, munis d'un passe-

port, étaient expédiés sur la frontière, et, émigrés involontaires, ne pouvaient, sans risquer leur vie, rentrer dans leur pays. A partir de la Terreur, les déportés étaient embarqués à destination des pays lointains : on choisit tout d'abord la côte d'Afrique, puis Madagascar, et enfin ce fut vers la Guyane que furent transportés les ennemis politiques ou religieux dont on voulait se débarrasser sans recourir à la guillotine. Enfin, lorsque les Anglais bloquèrent nos ports, les déportés furent enfermés à bord de vaisseaux à l'ancre dans les ports de l'Atlantique et, soumis à toutes les privations, aux mauvais traitements, à toutes les tortures qu'imaginait la rage de leurs persécuteurs, succombèrent en aussi grand nombre que si on avait pu les déposer sur un rivage inhospitalier de l'Amérique.

C'est cette histoire que M. l'abbé Maiffait résume en un volume de la collection *Science et Religion*. Pour les émigrés et exilés, il suit pas à pas les excellents travaux de M. Victor Pierre ; il eût pu utiliser avec profit les ouvrages de MM. Sicard, Forneron et Daudet : il a préféré s'en rapporter à M. V. Pierre, et il ne pouvait pas avoir de guide plus sûr. Pour la déportation proprement dite, il a consulté, outre le volume dudit M. V. Pierre, le livre de M. Manceau sur les déportés de l'île de Ré et de la région rochelaise : il l'a fait avec intelligence, et s'il n'a pas trouvé à se documenter sur les autres lieux de déportation, il faut lui savoir gré de son silence, car, en pareille matière, il vaut mieux se taire que de faire œuvre d'imagination. Je regrette que le volume ne se termine pas par une bibliographie même sommaire, qui eût mis les travailleurs sur la trace des sources à consulter. P. PISANI.

VII. — TEMPS MODERNES

Les articles organiques. *Étude historique et juridique*, par l'abbé J. RICHÉ. Paris, Bloud (Collection *Science et Religion*), in-18 de 62 p.

M. l'abbé Riché, vicaire à la cathédrale de Versailles, étudie, au point de vue historique et juridique, les fameux articles organiques ajoutés au Concordat. Il en résume nettement le caractère en disant (p. 7) : « Le Concordat avait été un acte bienfaisant qui permettait à deux pouvoirs également libres de faire leur œuvre et d'atteindre leur fin. Les articles organiques sont l'orgueilleux empiètement du pouvoir civil sur le pouvoir religieux. » Après avoir donné le texte des soixante-dix-sept articles, où il ne voit qu'un retour déguisé au principe schismatique de la Constitution civile du clergé et aux théories gallicanes, il démontre que leur valeur contractuelle, d'une part, leur valeur légale, de l'autre, est absolument nulle. Bonaparte voulut donner des garanties à l'anticléricalisme de ses contemporains, et, tandis qu'il déclarait à Paris se prémunir contre la cour de Rome, il s'efforçait de faire croire à Rome qu'il ne fallait voir dans cette réglementation qu'une simple précaution contre les corps politiques. Ces articles, n'ayant pas été débattus devant l'Assemblée législative, ne revêtaient pas la forme requise par la Constitution de l'an VIII pour la confection des lois et n'ont d'autre caractère que celui d'un simple règlement de police. Il faut, du reste, remarquer que la plupart d'entre eux demeurèrent inexécutés du temps même de l'Empire. Cette étude n'aurait plus guère qu'un

intérêt rétrospectif, s'il n'était trop évident que c'est justement des plus pernicioeux éléments de ces articles organiques que se sont inspirés les rédacteurs des nouvelles lois contre l'Eglise pour entraver son indépendance spirituelle en conférant à l'État une suprématie incompatible avec la liberté nécessaire au fonctionnement de la religion catholique.

G. P.

La Société française pendant le Consulat, par Gilbert STENOGR. IV^e série : *Les écrivains et les comédiens*. Paris, Plon, 1905.

Les titres des « livres » et des « chapitres » de ce volume indiquent bien le but poursuivi par l'auteur, et expliqueront à ses lecteurs, mieux qu'aucun commentaire, la matière intéressante des sujets abordés.

La littérature et les écrivains : 1^o Avant le Consulat ; 2^o chez Joséphine, rue Chantreine ; 3^o aux Tuileries et à la Malmaison. Dans ce cadre, on nous présente poètes et prosateurs, avec une large parenthèse sur les *groupes* littéraires, notamment celui de Morellet, celui des « amis » de M^{me} de Beaumont, celui des « idéologues », en y comprenant, par une anticipation un peu forcée : Maine de Biran, Royer-Collard et Ballanche.

Les théâtres et les comédiens. En commençant par les « critiques » et naturellement Geoffroy, l'auteur passe en revue les « spectacles » de l'an VIII à l'an XII ; il consacre deux larges chapitres aux actrices de comédie, de tragédie et de chant ; il insiste sur le

salon de M^{lle} Contat; il étudie de près les acteurs tragiques (spécialement Talma), les comiques (en particulier Molé et Fleury). Il termine par quelques pages sur divers « fournisseurs » de la scène française : Colin d'Harleville, Picard, Alexandre Duval.

Des citations, des anecdotes, des « mots », beaucoup de notes, de nombreuses références, des dates, apportent à cette étude une apparence et un mérite historiques; certainement M. Stenger possède ici particulièrement bien son sujet; on peut çà et là différer d'opinion sur des jugements en général très indulgents; tout le monde tombera d'accord pour reconnaître la variété de ses lectures et l'abondance de ses recherches.

G. DE G.

Les enfants du duc de Berry,
par le vicomte DE REISET. Paris,
Émile Paul, 1905, in-8 de viii-380 p.

Tout le monde connaît la mort tragique du duc de Berry sous le poignard de Louvel, dans une petite chambre de l'Opéra, le 14 février 1820. L'un des épisodes de cette scène douloureuse fut le moment où le prince repentant avoua l'existence de ses deux filles naturelles, et les confia à la bonté de la duchesse et à celle du roi, qui nomma les deux enfants comtesses d'Issoudun et de Vierzon. Elles devinrent par la suite la princesse de Lucinge et la baronne de Charette.

Leur mère était une Anglaise de grande beauté, qui rachetait par la dignité de sa vie sa faiblesse envers un prince qui ne connut pas de « cruelles »; elle se nommait Amy Brown. A la cour, dans le monde, cette histoire était connue; personne

ne doutait de la nature de cette liaison irrégulière que la sagesse royale avait régularisée autant qu'il était permis. Mais il y a deux ans, la question fut soulevée et la prétention émise par quelques écrivains en quête de scandale ou amis du mystère, qu'Amy Brown avait été légitimement épousée en Angleterre, pendant l'émigration, par le duc de Berry. Les conclusions historiques et politiques se devinent, et le problème était plus gros de conséquences que tout d'abord il ne paraissait.

Pour remettre les choses au point, M. le vicomte de Reiset a écrit divers articles et, en les rassemblant en un volume, il a ajouté des détails aussi curieux qu'intéressants. C'était à propos des *Souvenirs* de son aïeul, le lieutenant général de Reiset, que le débat s'était ouvert; il se trouvait qualifié particulièrement pour y parler. Avec beaucoup de sagacité et de persévérance il explique et raconte la liaison du prince, la vie assez obscure d'Amy Brown, il s'appuie sur les lettres de M. de Clermont-Lodève, les « Mémoires » de M. de La Ferronnays, il multiplie les recherches dans les archives de l'état civil d'Angleterre, et ne laisse guère de doutes possibles. Au reste, il publie à la fin de son livre deux documents qui lui sont confiés par Mgr le duc de Parme, et qui rendraient matériellement superflue toute autre démonstration : les testaments autographes du duc de Berry indiquaient ses volontés suprêmes en faveur de ses « filles naturelles. »

M. de Reiset profite de l'occasion pour reprendre une partie des aventures galantes du prince et donner des renseignements sur ses multiples prouesses amoureuses. La conclusion s'impose : ses mœurs étaient

déplorables et toute la bonne grâce de M. de Reiset ne parvient qu'à voiler discrètement les scandales d'une conduite méprisante même aux yeux les plus indulgents.

Des portraits, des fac-similés, une bibliographie très scrupuleusement précise, ajoutent à l'intérêt d'une étude qui paraît décisive sur ce point d'histoire curieux et.... acquis désormais.

G. DE G.

Les drames de l'histoire. par le comte FLEURY. Paris, Hachette, 1905, in-12 de 326 p. (avec 12 pl. hors texte).

Trois études d'importance et d'intérêt divers composent ce volume. La première, la plus courte, reproduit et résume les détails fournis par les contemporains sur Mesdames, filles de Louis XV, en exil à Rome et à Trieste, durant les dix dernières années de leur vie. La seconde met en scène M^{me} de Lavalette, née Beauharnais, qui, en arrachant son mari à la prison et à l'échafaud, devint, dans l'hiver de 1815, célèbre par toute l'Europe; on la suit ici depuis son union avec l'aide de camp favori de Bonaparte jusqu'à sa mort sous le second Empire.

La troisième, la plus développée, la plus originale, discute de nouveau le problème de l'identité de Gaspard Hauser. D'où venait cet être mystérieux, anémié de corps et d'âme, qui apparut un jour de 1828 et fut recueilli à Nuremberg, puis succomba en 1833 sous le poignard d'un assassin inconnu? M. Fleury établit que cet innocent était le fils légitime d'une autre Beauharnais, Stéphanie, femme du grand-duc Charles de Bade; qu'on le fit passer pour mort aussitôt après sa naissance, afin de

frayer le chemin du trône grand-ducal à des collatéraux qui ont réussi. Gaspard Hauser aurait donc été une victime de la raison d'État, de la réaction qui, en Allemagne, même avant 1813, s'attachait à tout ce qui tenait à la famille Bonaparte. Le mémoire du criminaliste Feuerbach, les aveux du major Hennenhofer en particulier, ont peu à peu soulevé le voile et font que l'énigme — après l'exposé si clair et si complet de M. Fleury — paraît aujourd'hui résolue.

P. 45, il faut lire, au lieu de *archevêque de Nice*, *archevêque de Nicée in partibus*, et p. 51, au lieu de *l'évêque d'Alth*, *l'évêque d'Acqs* (forme ancienne de Dax). L. P.

Chateaubriand. Études littéraires, par Victor GIRAUD. Paris, Hachette, 1904, in-16 de xix-323 p.

On sait le débat soulevé par l'intéressante thèse de M. l'abbé Bertrin sur la sincérité religieuse de Chateaubriand, et le malin esprit avec lequel la critique universitaire, et même, peut-on dire, presque toute la critique française, a, dans ces derniers temps, repris contre l'auteur du *Génie du christianisme* sa guerre sournoise de petits papiers. Il faut que Chateaubriand ait été un pur phraseur sans religion et même sans âme; il faut qu'il ait peint l'Amérique sans l'avoir visitée, un menteur et un plagiaire, etc.... C'est, en somme, le dénigrement de Sainte-Beuve qui continue d'avoir raison.

M. Victor Giraud remettra, j'espère, toutes choses au point, et nous donnera enfin la lumière décisive dans le grand ouvrage auquel il travaille depuis dix ans sur le *Christianisme de Chateaubriand et l'histoire des idées religieuses dans la littérature*

française des XVII^e et XVIII^e siècles. Et comme le distingué professeur de Fribourg est un normalien de la bonne époque, comme il s'est formé aux fortes méthodes critiques par ses travaux sur Pascal et sur Taine, comme ses études présentes déjà prouvent son investigation sagace et minutieuse, sa documentation précise, il aura toute l'autorité utile pour faire respecter un livre, qui sera, sans nul doute, tout chargé de vérité.

Déjà il devient impossible de ne pas le croire, quand, après avoir confessé qu'il a été, lui aussi, comme à peu près toute l'opinion du XIX^e siècle, « séduit, » « émerveillé » par l'ouvrage « si adroit, si persuasif, si ingénieux » de Sainte-Beuve, il le déclare, après étude approfondie, « aussi malveillant qu'habile, » fort incomplet, « vicié presque en toutes ses pages par un parti pris d'aigreur et d'antipathie, » « très superficiel en somme et d'une criante injustice. »

Et il prouve encore, M. Giraud, par ces études diverses, qu'il est lui-même armé aussi bien, et peut-être mieux que qui que ce soit, pour établir, sur les bases d'une érudition solide et scrupuleuse presque à l'excès, des appréciations littéraires ou morales qui ne manquent point d'envergure.

De son information et de sa recherche même de l'infiniment petit on jugera par les chapitres où il a recueilli, daté, classé et comparé des fragments dispersés ou inédits des quatre manuscrits des *Mémoires d'outre-tombe*, et des fragments perdus ou égarés des « deux éditions manquées » du *Génie du christianisme*; où il a relevé avec une patience vétilleuse, qui rappelle le travail opéré par les frères Glachant sur les autographes de Victor Hugo, les

variantes des deux éditions des *Martyrs*.... S'il ne résout pas tous les problèmes bibliographiques, du moins il les connaît tous. Et au catalogue de la correspondance éparse de Chateaubriand, dressé par le savant M. Biré, il a pu ajouter encore près de deux cents lettres *imprimées*, dont il a lui-même réédité une trentaine, plus difficiles à retrouver que les autres.

On jugera en même temps de la finesse ou de l'élévation de sa critique par le curieux chapitre où il étudie — à la loupe — tout ce que Victor Hugo, écrivant *l'Expiation*, a pu devoir d'images, de suggestions, d'émotions, à telle et telle page de la brochure *Buonaparte et les Bourbons* ou des *Mémoires d'outre-tombe*, et par le bel article où il a analysé le magnifique et puissant lyrisme de ces *Mémoires*.

Or, à de certains points de vue, on peut regretter que ce livre soit composé de morceaux assez disparates et écrits pour des revues fort différentes : les uns, travaux de laboratoire pour ainsi dire, relevant de la pure philologie et de la critique de textes; les autres, qui parurent à la *Revue des Deux Mondes* ou à la *Quinzaine*, plus littéraires et riches d'idées générales. Mais tout est instructif, et c'est un livre dont les curieux de Chateaubriand, amateurs ou travailleurs, ne sauraient se passer.

GABRIEL AUDIAT.

Lamennais, sa vie et ses doctrines. La renaissance de l'ultramontanisme (1782-1834), par M. l'abbé Charles BOUTARD. Paris, Perrin, 1905, in-12 de viii-389 p.

Après les publications de Blaize, de

Forgues, de M. l'abbé Roussel, il n'y a plus beaucoup de documents nouveaux à attendre sur Lamennais. Mais le moment semble venu de tracer du célèbre polémiste un portrait équitable, où les ombres et les lumières soient distribuées *sine ira et studio*. C'est ce qu'a voulu faire M. l'abbé Boutard, et ceux qui liront ce premier volume, — qui va de l'enfance de Lamennais jusqu'à l'an 1828, c'est-à-dire jusqu'au moment où d'enthousiastes disciples commencent à se réunir autour du solitaire de La Chesnaie, — penseront qu'il y a pleinement réussi. Tout ce qui, dans l'éducation de Lamennais, dans son hésitante et pénible vocation sacerdotale, dans l'orientation de sa pensée encore orthodoxe, mais déjà inquiétante, peut servir à expliquer le révolté futur, est indiqué dans ces pages avec une grande sûreté et une parfaite justesse de dessin. « On est en droit, certainement, écrit son nouveau biographe, de lui reprocher des erreurs et des fautes, pourvu que l'on reconnaisse que ses erreurs ont été sincères et que ses fautes ne furent pas sans excuse. » Mais surtout l'on admire, — et les nombreuses citations que M. l'abbé Boutard fait des écrits de Lamennais sont à cet égard singulièrement instructives, — comment cet homme, qui sut si peu conduire sa pensée, reçut d'elle tant de lueurs vraiment prophétiques, et comment, incapable de diriger sa vie et de comprendre le présent, il devina parfois et devança l'avenir. Nous attendons avec impatience la suite de ce remarquable ouvrage.

Je me permets de signaler à l'auteur, pour une prochaine édition, les nombreuses fautes d'impression qui déparent celle-ci. Elles se remarquent

surtout dans les noms propres : *Mgr Sura* pour *Mgr de Sura* (*Mgr Maret*), *M. de Laurentie* pour *M. Laurentie*, *Vitel* pour *Vitel*, *la comtesse de Swetchine* pour *M^{me} Swetchine*, etc. Par une distraction singulière, dans la liste des écrits de Lamennais publiée en appendice, et qui ne comprend pas moins de trente-quatre numéros, ont été oubliées les *Paroles d'un croyant*.

PAUL ALLARD.

Le maréchal Canrobert. Souvenirs d'un siècle, par Germain Bapst. Paris, Plon, 1904. T. II. In-8 de 576 p. T. III. In-8 de 453 p.

En rendant compte du premier volume consacré par M. Germain Bapst aux souvenirs du maréchal Canrobert (t. LXXII, p. 663), nous avons indiqué l'intérêt qui s'attachait à un pareil ouvrage. Les deuxième et troisième volumes sont au moins aussi attachants que le premier. Le deuxième conduit le lecteur à la cour de Napoléon III et sur les champs de bataille de la Crimée. En constatant les intrigues, les inconséquences, les légèretés des personnages qui exerçaient une certaine influence sur l'empereur, on comprend la genèse des fautes commises, tant au point de vue diplomatique qu'au point de vue militaire, par Napoléon et ses ministres. Et cependant Canrobert est porté à l'indulgence, sinon à l'admiration, quand il émet un jugement sur le souverain dont il fut le serviteur reconnaissant et fidèle.

Aucune expédition ne fut plus mal préparée que celle de Crimée, — sauf peut-être celle d'Italie. L'exécution des opérations prête autant à la critique que leur conception tactique.

De son cabinet des Tuileries, Napoléon III prétendait tout diriger, et il fallut au général Pélistier une énergie peu commune pour conquérir l'autorité nécessaire à l'exercice de son commandement. Quant au rôle de Canrobert dans cette campagne, il est exactement connu depuis la publication du bel ouvrage de M. Camille Rousset, et fait honneur au maréchal qui fut à la fois un vaillant soldat et un chef modeste.

Dans le troisième volume. M. Germain Bapst, narrateur scrupuleux et spectateur avisé, nous fait vivre de la vie de la Cour et de la capitale, pendant le laborieux Congrès qui aboutit au traité de Paris, glorieux pour la France, mais qui faussait quelque peu les ressorts de nos alliances naturelles.

M. de Seebach et M. Walewski, le duc de Morny et le prince Gortschakow, M. de Beust et M. de Bourqueney, évoluent de leur mieux pour seconder les vues de leurs gouvernements respectifs. M. de Cavour, avec une incontestable habileté, amène progressivement l'empereur à prendre des engagements formels à l'égard de l'Italie, tandis que les fêtes succèdent aux fêtes et que l'on admire, à la Cour et dans les salons aristocratiques, la beauté brune de la comtesse de Castiglione et la beauté blonde de la marquise d'Ely.

Napoléon III était décidé à faire la guerre à l'Autriche pour réaliser son rêve d'unité italienne ; mais dans la préparation de cette guerre, il fait preuve d'une insuffisance, d'une versatilité, d'une faiblesse de caractère, qui dépassent toutes les vraisemblances. Canrobert est chargé de commander les corps qui passent les Alpes et sont dépourvus de tout, même de cartouches. L'empereur

fait demander des plans de campagne à Thiers et à Jomini... On comprend les impatiences de Victor-Emmanuel et de Cavour.

Le Dieu des armées fut propice aux troupes franco-sardes ; les victoires de Magenta et de Solferino, gagnées miraculeusement, projetèrent sur nos armes quelques glorieux rayons, mais les fautes commises avaient atteint de telles proportions qu'un ministre de la guerre, le maréchal Randon, crut devoir faire disparaître des Archives de la rue Saint-Dominique une série d'ordres de marche et de documents....

Quant aux conséquences de la lutte, elles étaient graves et grosses de menaces. L'Europe avait prononcé contre nous un *Quos ego* qui avait brisé notre élan. L'Italie, unifiée grâce à la France, allait décider la Prusse à unifier l'Allemagne contre la France.

Comme appendice à son troisième volume, M. Bapst a publié plusieurs pièces importantes, telles que le plan de campagne de Jomini, le résumé des conventions militaires et financières signées les 14 et 16 décembre 1858, la lettre confidentielle du général de Martimprey au sujet du passage du Pô et plusieurs lettres et notes de Napoléon III au roi de Sardaigne.

ROGER LAMBELIN.

Bazaine fut-il un traître ?

Étude sur la campagne de Lorraine en 1870, contenant des lettres inédites avec fac-similé de l'ex-maréchal, par Élie PEYRON. Paris, 1904, Stock, in-8 de 171 p.

Cette brochure est plutôt un pamphlet qu'une étude historique. Sans doute, Bazaine ne fut pas un « traître »

tre, - si l'on entend par là qu'il vendit à l'Allemagne l'armée qu'il commandait et la place de Metz ; mais il commit de telles fautes militaires, il se laissa guider par des considérations si éloignées de son devoir de soldat, qu'il mérita la flétrissure et la condamnation que lui infligea le conseil de guerre chargé de le juger.

Pour défendre sa mémoire, M. Élie Peyron s'est surtout attaché à incriminer les autres généraux qui jouèrent un rôle en 1870. Il se montre sévère pour le maréchal Canrobert qu'il qualifie d'indiscipliné, et surtout pour le maréchal de Mac-Mahon. Il s'étonne que ce dernier n'ait pas été traduit devant une juridiction militaire pour répondre du crime même dont on accusa Bazaine ! A ses yeux, le duc d'Aumale, président du conseil de guerre, et le général Pourcet, rapporteur, se chargèrent d'exécuter les basses œuvres d'un parti politique qui voulait faire disparaître les derniers vestiges de l'Empire.

A l'appui de sa thèse, l'auteur invoque des témoignages qui ne paraissent guère impartiaux, des documents peu probants, et il prélève, dans tous les ouvrages publiés sur la capitulation de Metz, les affirmations de détail en faveur de Bazaine, en négligeant complètement les graves accusations qui le condamnent.

Dans son désir de glorifier son héros, il va jusqu'à comparer la défense de la capitale lorraine à celle de Gênes par Masséna.

Le général Bonnal fit paraître en 1904, dans la *Revue des idées*, un remarquable travail sur « le Désastre de Metz. » Sous prétexte que cette étude démontre la responsabilité de Napoléon III dans la fatale pensée d'immobiliser devant Metz l'armée

du Rhin, M. Élie Peyron prétend que l'ancien commandement de l'École de guerre partage son opinion.... S'il avait lu jusqu'au bout cette psychologie de Bazaine, il eût constaté que le général Bazaine, aux yeux du général Bonnal, fut aussi incapable qu'ambitieux, et qu'après avoir perdu son prestige et sa considération, il tomba « au rang de criminel. »

ROGER LAMBELIN

L'Assemblée nationale de 1871. Gouvernement de M. Thiers, par M. DE MARCÈRE. Paris, Plon, 1904, in-18 de III-334 p.

Dans un bref avant-propos, M. de Marcère a exprimé cette pensée : « Si je me montre sévère pour les partis et pour les hommes qui les mènent, on verra que je ne m'épargne pas moi-même. »

Après une lecture attentive de son œuvre, j'avoue ne pas avoir constaté cette méritoire sévérité à l'égard de soi-même... M. de Marcère regrette bien un peu d'avoir ouvert les voies à la République jacobine, dont M. Combes est la plus remarquable incarnation, mais il admire sans réserves le gouvernement, les idées, les actes politiques de M. Thiers — dont il fut, du reste, un des plus fermes soutiens. Il faudrait cependant reconnaître que la République conservatrice, telle que la concevait M. Thiers, devait aboutir fatalement à la République opportuniste et à la République radicale.

L'essai de résistance des forces conservatrices, tenté le 24 mai, ne pouvait avoir d'autre effet que de précipiter le mouvement démagogique.

Amusée et abusée par M. Thiers, la majorité de l'Assemblée nationale

manqua à sa mission. En ne rétablissant pas la monarchie au lendemain du 24 mai, en se bornant à nommer le maréchal de Mac-Mahon chef du pouvoir exécutif, elle consacra la République et commit « un acte incompréhensible et injustifiable, » dont les conséquences pèsent lourdement sur notre destinée.

Si nous différons d'opinion avec M. de Marcère sur les enseignements politiques à dégager de son étude historique, nous rendons volontiers hommage à la clarté et à la précision de ses récits. Sur les dernières journées de l'Assemblée à Bordeaux, sur l'arrivée à Versailles, sur l'état des partis, la Constitution Rivet, les lois militaires et fiscales, son livre contient des renseignements, des aperçus, des souvenirs pleins d'intérêt, et qui seront consultés avec profit.

ROGER LAMBELIN.

Souvenirs politiques (1871-1877), par M. le vicomte DE MEAUX. Paris, Plon, 1905, in-8 de iv-419 p.

Ces souvenirs politiques avaient déjà paru en grande partie dans le *Correspondant*, et apporté à l'histoire de l'échec de la restauration en 1871 et en 1873 la contribution la plus utile. On peut dire qu'avec le livre de M. Chesnelong ils en constituent l'historique définitif. La haute personnalité de l'éminent auteur nous dispensera d'en faire un éloge plus complet. Les opinions et les récits de M. de Meaux empruntent une autorité considérable à ce qu'il était à la fois un royaliste pur, on disait alors légitimiste, et en même temps un membre du gouvernement. Cette dernière qualité l'a empêché d'être confisqué par la théorie, par les idées vagues

et par les préjugés. Il a participé au gouvernement et il dit quelles ont été les nécessités et les difficultés. Il n'est, hélas ! pas difficile de se rendre compte, en le lisant, de ce qui a manqué à la France pour qu'elle fût sauvée. M. de Meaux restera dans l'histoire, au point de vue royaliste, le témoin du loyalisme de ceux qui furent ses collègues au ministère et surtout de celui qui fut le plus attaqué d'entre eux, parce qu'il était leur chef : le duc de Broglie.

Son récit et les conclusions qu'il en tire sont le contre-pied de la thèse de M. de Dreux-Brézé et de M. Hanotaux, qui attribuent l'échec de la restauration aux intrigues du centre droit, on disait alors : les orléanistes. Pour M. de Meaux, comme pour M. Chesnelong, le désir sincère de rétablir la monarchie dans la personne du comte de Chambord était certain de la part de toute la droite de l'Assemblée.

Ce qu'on a appelé les exigences parlementaires vis-à-vis du roi n'était que le résultat de la prévoyance d'hommes politiques qui connaissaient la France et qui voulaient lui assurer les bienfaits d'une restauration en lui évitant le bouleversement d'une révolution qu'elle n'eût pas supportée.

Le récit des événements qui ont accompagné la formation du ministère du 17 mai 1877 n'est pas moins intéressant. L'exposé des raisons qui ont déterminé le maréchal de Mac-Mahon à engager cette dernière campagne conservatrice et des causes de son échec est peut-être la partie la plus originale de l'œuvre de M. de Meaux. Depuis l'échec de la tentative de restauration de 1873, l'emprise des hommes de gauche sur le pays avait été si rapide et si pro-

fonde, et le découragement de la droite avait été si grand, que l'effort suprême du duc de Broglie et de ses collègues n'a été ni compris ni soutenu de la masse de ceux qui auraient dû le faire triompher.

Je veux encore signaler deux idées capitales qui se dégagent de l'œuvre de M. de Meaux et que l'historien doit retenir : M. de Meaux indique nettement comme une des causes de l'échec de la cause catholique les imprudences des évêques et les excès de la presse religieuse, « qui effarouchait l'opinion publique contre l'Eglise et s'acharnait à discréditer parmi les fidèles les hommes les plus capables de la servir. » Enfin il marque le parti républicain d'une manière ineffaçable en le montrant constamment l'allié du prince de Bismarck dans sa lutte contre la monarchie, puis contre le gouvernement du 16 mai. Il rappelle les paroles mémorables du duc de Broglie à la séance du 15 novembre 1877 : « C'est la première fois qu'on a vu intervenir dans nos délibérations intérieures la menace supposée ou vraie de l'étranger. Ce serait, si on y persistait, le signe de la décadence irrémédiable de la patrie.... J'ai voulu épargner cela à mon pays.... Je n'ai pas réussi ! » Depuis 1877, la République nous a, hélas ! habitués à la honte de semblables interventions.

EUÈNE GODEFROY.

Le comte Alexandre de Lambel, par Amédée de Margerie. Paris, Retaux, 1905, in-12 de iv-308 p.

M. de Margerie a donné le *bon à tirer* de ce livre huit jours avant de mourir. « On dira, disait-il aux siens, qu'il a été écrit sur un mort

par un mort. » On dira plus vraiment qu'il a été écrit sur un grand chrétien par un homme dont la foi et les vertus rivalisaient avec celles de son pieux ami. Et l'on admirera, en lisant cette touchante biographie, la jeunesse de l'âme et du talent conservée par M. de Margerie jusqu'à ses derniers jours. Non seulement, dans ces pages écrites au seuil de l'éternité, le style est aussi élégant, aussi vif, aussi précis que dans les ouvrages de sa jeunesse, mais il semble qu'on l'entende causer et raconter lui-même : car jamais peut-être la parole écrite d'un auteur ne ressembla autant à sa parole parlée que celle de M. de Margerie.

Quant au livre lui-même, il est de ceux qui ne se prêtent pas à l'analyse : il faut le lire, et je ne crains pas de me tromper en disant que, quand on l'a ouvert, on ne le ferme pas avant d'en avoir achevé la lecture. Bien plus que l'absurde roman de Fogazzaro, la biographie de M. de Lambel mériterait d'être intitulée : *Il Santo*. Un saint du grand monde, un saint de l'aristocratie, un saint qui habita un château, qui fut maire de sa commune, qui fut conseiller général de son canton, qui présida des comices agricoles, qui s'intéressa non seulement à toutes les œuvres de charité, mais encore à toutes les gloires de sa province, et leur consacra de bons livres : c'est là l'originalité, c'est là aussi la portée sociale du portrait si bien peint par M. de Margerie.

« Il y a surtout, écrit-il, un groupe de personnes à qui cette vie offre directement la leçon la plus nécessaire, un groupe très étendu et qui, s'il a perdu presque toute son importance politique, conserve, dans la mesure qu'il veut, presque toute son

importance sociale, un groupe qui demeure une des meilleures réserves de notre avenir si la société française est destinée à relever ses ruines. Ce groupe est celui auquel appartenait M. de Lambel, celui des privilégiés du rang, de la fortune, des traditions héréditaires. Il subsiste en dépit de toutes les révolutions. Il se rajeunit d'âge en âge par des accessions nouvelles. Subsistera-t-il comme un décor inutile, comme un objet d'envie pour toutes les convoitises égalitaires, comme un dangereux contraste entre les vices de jouissance sans travail et les vies de travail sans jouissance, ou au contraire comme une force bienfaisante et active, comme un patronage de frères aînés s'exerçant par toutes les formes de l'assistance, s'appliquant sans relâche à relever les conditions inférieures à la sienne, à éclairer, à moraliser, à christianiser le peuple des villes et le peuple des campagnes suivant que les circonstances le tiennent en contact plus habituel avec l'un ou avec l'autre, se préparant par de sérieuses études à tenir la tête de tous les progrès intellectuels ou économiques, non dans une pensée d'ambition ou de lucre, mais dans la vue désintéressée de l'utilité générale, prenant enfin sa part des affaires publiques afin que partout, s'il se peut, le règne des bons citoyens uniquement dévoués au pays succède au règne des politiciens sans scrupule?

Il en sera ce qu'il voudra. Et pour l'animer à vouloir ce qu'il doit, rien n'est meilleur que de proposer à son imitation ceux des siens qui ont su le vouloir. »

PAUL ALLARD.

La cité des Intellectuels, scènes cruelles et plaisantes de la vie littéraire des gens de lettres au XIX^e siècle, par Firmin MAILLARD. Paris, Daragon, s. d., in-12 de 526 p.

Livre amusant et de bonne humeur, mais, quand on regarde au fond, très triste. Comme le dit son titre, « scènes cruelles et plaisantes. » Elle est souvent peu gaie, la vie de ceux qui se sont donné pour mission d'égayer leurs contemporains ! Le livre s'achève par un chapitre navrant : *Au cimetière*. Combien de ces hommes qui firent du bruit en leur temps, qui eurent de la renommée, souvent du talent, allèrent au cimetière peu accompagnés, peu pleurés, ne laissant après eux ni regrets ni espérance ! Au moins, les « intellectuels » dont parle M. Maillard furent de simples gens de lettres, illustres ou obscurs : ils n'ont rien de commun avec les « intellectuels » prétentieux et malfaisants qui, depuis quelques années, ont, consciemment ou inconsciemment, travaillé à désarmer la France.

P. A.

VIII. — GÉOGRAPHIE. MONOGRAPHIES LOCALES

L'Ardenne belgo-romaine. *Étude d'histoire et d'archéologie*, par J. DEMARTEAU, professeur à l'Université de Liège. Liège, imprimerie Poncelet, 1904, in-8 de 249 p.

Étude très intéressante des con-

trées qui s'étendent entre la Meuse et la Moselle, et couvrent, avec notre département des Ardennes, le sud-est de la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Leur frontière, à l'est, pourrait être figurée par une

ligne allant de Tongres à Trèves, deux villes de grande importance l'une et l'autre à l'époque romaine. Ce qui fait pour l'historien l'intérêt de ces contrées, surtout à mesure que l'Empire vieillit, c'est qu'elles sont les plus exposées aux incursions des peuples germaniques. Très romanisées, ayant vu leurs forêts jadis impénétrables traversées par des voies militaires, et mises par l'administration en coupes réglées, leurs plaines autrefois marécageuses couvertes d'exploitations agricoles et de villas, elles finirent par être obligées de se défendre elles-mêmes contre les Barbares qui menaçaient leur civilisation. Trois des chapitres les plus curieux du livre de M. Demarteau sont consacrés à la description des nombreuses villas dont les ruines ont été retrouvées (p. 102-110, 114-126, 222-231) : beaucoup laissent reconnaître les bâtiments d'exploitation, entourant ou flanquant la maison seigneuriale : le luxe de celle-ci se devine quelquefois encore aux débris de peintures, de marbres et de mosaïques, aux bains et aux calorifères qui permettaient de braver les rigueurs de l'*hiems gallica*. Mais on y rencontre souvent aussi les restes des fortifications, les bases mêmes des tours que leurs possesseurs avaient élevées pour se protéger, eux et leurs colons, contre les envahisseurs. Les descriptions archéologiques du savant professeur de l'Université de Liège jettent un jour fort curieux sur l'histoire des derniers temps de la Gaule romaine.

PAUL ALLARD.

Notes et recherches historiques sur la paroisse d'Hugleville-sur-Seine, par Stanislas LE FILLEUL DES GUERROTS, publiées par Aymar LE FILLEUL DES GUERROTS. Rouen, Paul Leprêtre, 1905, in-8 de vii-163 p.

Excellente monographie d'une commune de la Seine-Inférieure. Un érudit de grand mérite, M. Le Filleul des Guerrots, mort il y a quelques années, avait rassemblé de nombreuses notes sur la région habitée par lui : ces notes viennent d'être publiées, avec beaucoup de soin et de goût, par un de ses fils. Sans doute, la paroisse d'Hugleville ne fut pas le théâtre de faits éclatants : mais le tableau d'un petit pays qui n'a pas d'histoire peut être aussi attachant qu'instructif. Une première partie résume ce qu'il est possible de savoir sur Hugleville, son église, ses curés, ses seigneurs. Puis vient l'étude des fiefs existant sur la paroisse : fief de Montpinçon, fief des Guerrots, fief de Longthuit, fief de Chamacourt, avec les détails les plus précis sur les familles, encore représentées dans le pays, qui les ont possédés, leurs châteaux, les chapelles y attenantes ou en dépendant, etc. D'intéressantes gravures, reproduisant les armoiries des familles nobles qui habitèrent Hugleville, sont publiées hors texte ou dans le texte de cet opuscule.

P. A.

Cenni storici sulla scuola del Tira e Battiloro, ora Gabinetto artistico A. Carrer San Stae-Venezia, par DOLCETTI. Venise, Callegarie Salvagno, 1905, in-12 de 59 p.

L'élégante plaquette du barbier-archéologue du Rialto contient une



description sommaire, — complétée par quelques phototypies assez bien réussies, — de la chapelle de la corporation (Scuola) à San Stae, et un court historique de la confrérie elle-même. L'auteur se défend d'avoir voulu faire une histoire complète de cette corporation, déjà donnée par Monticolo (*I capitolari delle arti Veneziane*). Il se borne à signaler et publier quelques documents qui la regardent et qui sont, du reste, tous d'une basse époque. C'est en 1709 que la corporation des tireurs et batteurs d'or (dont Dolcetti nous représente le métier en action dans deux images d'après Grevenborch) fait bâtir sa chapelle, achevée en 1712, après certaines difficultés financières. Elle servait aux réunions solennelles de la corporation, aux discussions des intérêts corporatifs, aux cérémonies religieuses et funéraires. Elle n'eut pas une destinée très heureuse. Parmi les créanciers de la corporation, dont les deniers avaient aidé à sa construction, un

certain Vido de Luca ordonne par testament la liquidation de ses biens pour une fondation pieuse à perpétuité. Son exécuteur testamentaire réclame énergiquement aux Tirabattioro la restitution des mille ducats à eux prêtés; ils sont obligés de le satisfaire en contractant un nouvel emprunt, dont jusqu'à la fin de la République ils eurent à payer les intérêts. La confrérie végéta obscurément, écrasée par ses dettes, jusqu'en 1796, fut légalement dissoute avec les autres en 1806. La chapelle fut adjugée au domaine, vendue aux enchères en 1814 à une dame Barbarrigo, puis en 1850 léguée à un institut religieux qui la loua comme dépôt de charbons, et enfin, en 1876, transformée en magasin d'antiquités. — L'histoire mélancolique de cette corporation et de sa scuola, — résidence religieuse et sociale, — fut celle de beaucoup d'autres *Arti* vénitiens, et c'est cette valeur représentative qui lui donne quelque intérêt.

L.-G. PÉLISSIER.

Le Gérant : L. PIQUET.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME VOLUME

LIVRAISON DU 1^{er} JANVIER 1906

Pages.	
5.	L'Essénisme. V. ERMONI.
28.	La vénérable Jeanne d'Arc prophétisée et prophétesse J.-B.-J. AYROLLES.
57.	Les derniers ministres de l'Albigéisme en Languedoc. Leurs doctrines J.-M. VIDAL.
108.	Un crime judiciaire de la Révolution. L'exécution des quatre Chapus du Bost (11 juin 1794) LOUIS AUDIAT.
137.	La propriété foncière du clergé et la vente des biens ecclésiastique dans la Charente-Inférieure. P. LEMONNIER.
153.	Le général Barbanègre (1772-1830) JEAN HURABIELLE.
178.	Mélanges : Le premier chef d'escadre des armées navales de Louis XV CH. DE LA RONCIÈRE.
184.	Quelques livres sur la Révolution française ALBERT ISNARD.
197.	La révolte du 26 décembre 1825 à Saint-Petersbourg, d'après des documents inédits C ^{te} MARC DE GERMINY.
207.	Venceslas Vladivoj Tomek H. HANTICH.
214.	Chronique E.-G. LEDOS.
225.	Revue des recueils périodiques : Français. ALBERT ISNARD.
236.	Allemands (suite). E.-G. LEDOS.
248.	Italiens PAUL ALLARD.
259.	Belges. C. CALLEWAERT.
264.	Bulletin bibliographique.

LIVRAISON DU 1^{er} AVRIL 1906

353.	Les responsabilités de la France dans le schisme anglican J. TRÉSAL.
------	--

Pages.

383.	Les esclaves en Italie du XIII ^e au XVI ^e siècle .	E. RODOCANACHI.
408.	La secrétairerie pontificale sous Paul IV .	RENÉ ANCEL.
471.	Les origines de la colonisation et la formation de la société française à Saint-Domingue.	PIERRE DE VAISSIÈRE.
567.	Les pensions ecclésiastiques sous l'ancien ré- gime et jusqu'au Concordat	E. DEDÉ.
584.	Un soldat d'autrefois. Bugeaud en 1815 . .	EUGÈNE WELVERT.
600.	Mélanges : La lettre du Christ tombée du ciel. Le manuscrit. 208 de Toulouse	ERNEST-M. RIVIÈRE.
605.	Pierre de Colmieu, archevêque de Rouen. Son pays d'origine	E. VACANDARD.
611.	La croisade des Albigeois	JEAN GUIRAUD.
615.	Du rang de Mme de Maintenon à la cour de Versailles après son mariage avec Louis XIV .	LÉON CHARPENTIER.
620.	Chronique	E.-G. LEDOS.
631.	Revue des recueils périodiques : Français .	ALBERT ISNARD.
642.	Allemands.	E.-G. LEDOS.
651.	Bulletin bibliographique.	

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

I. — *Bibliographie*

Meyer. Grosses Konversations-Lexicon. T. X et XI (E.-G. Le- dos)	264
Herder. Konversations-Lexicon. T. I, II, III, IV (E.-G. Ledos).	264

II. — *Histoire générale*

H.-F. Helmolt. Weltgeschichte. T. V (H. Froidevaux) . . .	266
G. Lomonaco. Trattato di diritto internazionale pubblico (P. L.-L.)	268
R. Lemaire. Le mariage civil (P. L.-L.)	269
P. Nourrisson. Essai sur la répression des outrages aux bonnes mœurs (P. L.-L.)	270
P. Vibert. La colonisation pratique et comparée (H. F.) . . .	272
A. Thomas. Mélanges d'étymologie française (H. G.) . . .	272
J. Ferrand. Césarisme et démocratie (H. Rubat du Mérac) . .	273
Miscellanea di Storia italiana. 3 ^e série. T. IX (L.-G. Pélissier).	274

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME VOLUME. 699

J. Rabory. Les Espagnols d'autrefois (G. Bernard)	275
G. Kurth. L'Église aux tournants de l'histoire (Paul Allard) . .	651
H. de Tourville. Histoire de la formation particulariste (L. de N.)	652
H. R. d'Allemagne. Les cartes à jouer du ^{xiv} ^e au ^{xx} ^e siècle (Guilhiermoz)	654

III. — *Antiquité. Origines chrétiennes*

R. P. Lagrange. Études sur les religions sémitiques (E. Bouvet)	276
J. Chamonard. Œuvres complètes de Flavius Josèphe. T. III (P. L.-L.)	278
H. d'Arbois de Jubainville. La famille celtique (P. L.-L.) . .	279
J. Dechelette. Les vases céramiques de la Gaule romaine (H. Leclercq)	280
P. Guiraud. Études économiques sur l'antiquité (Paul Allard).	283
V. Chapot. La province romaine proconsulaire d'Asie (Paul Allard)	283
A. Audollent. Carthage romaine (Paul Allard)	285
U. Giri. In qual tempo abbia scritto Vopisco (Paul Allard) . .	286
R. M. de la Broise. La sainte Vierge (R. L.)	287
D. W. Ommanney. A critical dissertation on the Athanasian Creed (C.)	288
V. Ermoni. Saint Jean Damascène (E. Vacandard).	288
E. Lefranc. Les conflits de la science et de la Bible (V. Ermoni)	655
A. Boselli. Il mito degli Argonauti nella poesia greca prima d'Apollonio Rodio (M. Besnier)	657
G. Politis. Recherches sur la vie et la langue du peuple hellé- nique. Traditions (M. Besnier)	657
M. Schermann. Der erste punische Krieg im Lichte der liviani- schen Tradition (M. Besnier)	658
H. d'Arbois de Jubainville. Les druides et les dieux celtiques à forme d'animaux (M. Besnier)	659

IV. — *Moyen âge*

A. Rastoul. Les templiers (J. Viard)	290
R. P. Mortier. Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs. T. II : 1263-1323 (J. Besse)	290
M. Scholz. Die Publizistik zur Zeit Philipps des Schönen und Bonifaz VIII (E. Jordan).	291
Jansen. Papst Bonifatius IX (1389-1404) und seine Beziehungen zur Deutschen Kirche (E. Jordan)	293
G. Coggiola. Diario del concilio di Basilea di Andrea Gattari (1433-1435) (E. Jordan)	294
H. Boehmer. Analekten zur Geschichte des Franciscus von Assisi (P. Ubald d'Alençon)	294

L. de Chérancé. La bienheureuse Jeanne-Marie de Maillé (P. Ubald d'Alençon)	295
U. Berlière. Institut historique belge de Rome. Inventaire analytique des « Libri obligationum et solutionum » des archives vaticanes, au point de vue des anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai (J. Besse)	296
U. Berlière. Les évêques auxiliaires de Cambrai et de Tournai (J. Besse)	296
R. Roussel. Histoire de l'abbaye des Célestins de Villeneuve-lez-Soissons (A. d'Herbomez)	297
E. Dupréel. Histoire critique de Godefroid le Barbu (A. d'Herbomez)	298
F. Boehmer. Codex diplomaticus Mœnoprofrancofurtanus. 2 ^e édition. T. II (A. d'Herbomez)	298
J. Tait. Mediaeval Manchester and the Beginnings of Lancashire (H. Froidevaux)	299
A. de Pellegrini. Enea Savorio di Porcia degli Obizzi. I primi da Prata e Porcia (1164-1335) (L.-G. P.)	300
G. Biadego. Per la storia della cultura veronese nel xiv secolo. Alberico da Marcellise, maestro di grammatica e cancelliere scaligero (L.-G. P.)	300
U. Assereto. La data della nascita di Colombo accertata da un documento nuovo (L.-G. Péliissier)	301
B. de Mandrot. Mémoires de Philippe de Commines (L. M.)	301
F. Macler. Histoire d'Héraclius, par l'évêque Schéos (A. Vogt)	290
A. Pernice. L'imperatore Eraclio (A. Vogt)	660
C. Diehl. Études byzantines (A. Vogt)	661
J. Pargoire. L'Église byzantine de 527 à 807 (A. Vogt)	662
E. Lesne. La hiérarchie épiscopale, provinces, métropolitains, primats, depuis la réforme de saint Boniface jusqu'à la mort d'Hincmar (742-882) (J. Besse)	664
A. J. Carlyle. A history of mediaeval political theory in the west. T. I. The second century to the ninth (Paul Allard)	665
G. Schnürer. Die Vertiefung des religiösen Lebens im Abendlande zur Zeit der Kreuzzüge. Franz von Assisi (P. Ubald d'Alençon)	667
M. Sepet. Au temps de la Pucelle. Récits et tableaux. Le péril national (A. Isnard)	667
G. Pérouse. Le cardinal Louis Aleman, président du concile de Bâle, et la fin du grand schisme (E.-G. L.)	668

V. — Renaissance. Réforme

M. Douel. Au temps de Pétrarque (L. Auvray)	302
J. Susta. Die Römische Curie und das Concil von Trient unter	

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME VOLUME. 701

Pius IV; Aktenstücke zur Geschichte des Concils von Trient (E. Jordan)	303
Baguenault de Puchesse. Lettres de Catherine de Médicis. T. IX : 1586-1588 (L. de N.)	305
P. Suau. Saint François de Borgia (1510-1572) (H. Chérot)	669
A. Astrain. Historia de la Compañía de Jesús en la Asistencia de España. T. II : Lainez-Borja (1556-1572) (H. Chérot)	669
E. Gaylord Bourne. The American Nation : a History. T. III : Spain in America (1450-1580) (H. Froidevaux)	670

VI. — *Dix-septième et dix-huitième siècles*

J. d'Aulon. Nécrologe des Frères Mineurs capucins de l'ancienne province d'Aquitaine (1582-1790) (P. Ubald d'Alençon)	307
Cœuvres de saint François de Sales. T. XIII. Lettres, vol. III (G. Péries)	307
G. Letourneau. La mission de Jean-Jacques Olier et la fondation des grands séminaires en France (Alfred Baudrillart)	308
V. du Bled. La Société française du xvi ^e siècle au xx ^e siècle. 4 ^e série : xvii ^e siècle (H. Chérot)	310
P. Boyé. La milice en Lorraine au xviii ^e siècle (A. Lesort)	311
P. Boyé. Les salines et le sel en Lorraine au xviii ^e siècle (A. Lesort)	312
J. Sottas. Histoire de la Compagnie royale des Indes occidentales (1664-1719) (vicomte de Noailles)	313
L. Ricaud. Un régime qui finit. Études sur les pays qui ont formé le département des Hautes-Pyrénées (A. Degert)	314
E. Daudet. Mémoires du comte Valentin Esterhazy (Pierling)	315
B. E. Young. Michel Baron, acteur et auteur dramatique (G. Audiat)	316
E. Gossart. L'auberge des princes en exil, anecdotes de la cour de Bruxelles au xvii ^e siècle (M. de la Rocheterie)	316
J. de Pange. Charnacé et l'alliance franco-hollandaise (1633-1637) (H. Froidevaux)	317
S. Hellmann. Aus den Briefen der Herzogin Elisabeth Charlotte von Orléans an Étienne Polier de Bottens (1684-1711) (Hyrvoix de Landosle)	318
D. Angyal. Geschichte der politischen Beziehungen Siebenbürgens zu England (P. Pisani)	320
A. O. Meyer. Clemens VIII und Jakob I von England (G. Péries)	320
G. Bonacci. Saggio sulla « Istoria civile » del Giannone (L.-G. P.)	321
A. Pilot. Ancora del broglio nella repubblica veneta (L.-G. P.)	322
F. Geier. Die Durchführung der kirchlichen Reformen Josephs II im vorderösterreichischen Breisgau (G. Péries)	322

T. Roosevelt. La conquête de l'Ouest. Des Alléghanys au Mississipi (1769-1777) (H. Froidevaux)	324
T. Feret. La Faculté de théologie de Paris. Époque moderne. T. IV : xviii ^e siècle (P. Pisani).	672
J. Aulagne. La Réforme catholique du xviii ^e siècle dans le diocèse de Limoges (Th. Rouziès)	673
M.-E. Pilastre. Abrégé du Journal du marquis de Dangeau (G. Baguenault de Puchesse)	674
U.-V. Chatelain. Le surintendant Foucquet, protecteur des lettres, des arts et des sciences (G. Baguenault de Puchesse)	675
G. Pagès. Contributions à l'histoire de la politique française en Allemagne sous Louis XIV (H. Chérot)	676
G. Pagès. Le Grand Électeur et Louis XIV (H. Chérot)	677
L. Pérey. Une reine de douze ans, Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne (M. de la Rocheterie)	678
E. Horn. François Rákóczi II, prince de Transylvanie (1676-1735) (Pierling)	679

VII. — *Révolution*

E. Daudet. Histoire de l'émigration pendant la Révolution française. T. II (M. de la Rocheterie)	325
F. Uzureau. Histoire du Champ des martyrs (M. de la Rocheterie)	326
E. Jolicler. Joliclerc, volontaire aux armées de la Révolution. Ses lettres (1793-1796) (E.-C. Gaudot)	327
L. E. Textor. A colony of émigrés in Canada (1798-1816) (H. Froidevaux)	328
M. de la Rocheterie. Histoire de Marie-Antoinette (L. de N.)	680
A. Lanne. Louis XVII et le secret de la Révolution (L. de N.)	680
E.-A. Navillè. Louis XVII en Suisse (L. de N.)	683
Souvenirs de Léonard, coiffeur de la reine Marie-Antoinette (L. de N.)	683
H. Mailfait. La déportation et l'exil du clergé français pendant la Révolution (P. Pisani)	684

VIII. — *Temps modernes*

J.-M. Meunier. Les passages du pape Pie VII dans la Nièvre (1804-1812) (G. Péries).	330
F. Uzureau. Les premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers (P. Pisani).	331
Napoléon et sa famille (G.)	331
E. de Budé. Les Bonaparte en Suisse (J. Meynier)	332
E. Picard. Bonaparte et Moreau (R. Lambelin)	334

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME VOLUME. 703

De Cugnac. La campagne de Marengo (R. Lambelin)	335
P. Coquelle. Napoléon et l'Angleterre (1803-1813) (R. Lambelin)	336
H. Houssaye. 1815. La seconde abdication. La Terreur blanche (R. Lambelin)	336
H. Houssaye. Napoléon homme de guerre (R. Lambelin) . . .	337
A. Grouard. La critique de la campagne de 1815 (R. Lambelin)	337
J. Morvan. Le soldat impérial (1800-1814) (R. Lambelin). . .	338
C. de la Jonquière. Journal de l'expédition d'Égypte, de Jean- Pierre Doguereau (R. Lambelin)	339
J. Tyszkiewicz. Histoire du 17 ^e régiment de cavalerie polonaise (1812-1815) (R. Lambelin)	339
Sauzey. Les Allemands sous les aigles françaises. Le contin- gent badois (R. Lambelin)	340
J. Wirth. Le maréchal Lefebvre, duc de Dantzig (1755-1820) (R. Lambelin).	340
A. Debidour. Le général Fabvier (R. Lambelin)	341
A. Terrade et H. Allorge. Le général Ordonneau (1770-1855) (R. Lambelin).	342
A. d'Hautpoul. Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration, publiés par le comte Fleury (R. Lambelin).	343
H. Prentout. L'Île de France sous Decaen (1803 à 1810) (vicomte de Noailles)	344
C. Auriol. La France, l'Angleterre et Naples, de 1803 à 1806 (G de Grandmaison)	344
A. Bonnefons. Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles (1768- 1814) (G. de G.)	345
J Chavanon et G. Saint-Yves. Joachim Murat (1767-1815) (G. de G.)	346
G. Monod. J. Michelet (E. G. Ledos)	346
J. Riché. Les articles organiques (G. P.)	685
G. Stenger. La société française pendant le Consulat. 4 ^e série : Les écrivains et les comédiens (G. de G.)	685
Vicomte de Reiset. Les enfants du duc de Berry (G. de G.) . .	686
Comte Fleury. Les drames de l'histoire (L. P.)	687
V. Giraud. Chateaubriand. Études littéraires (G. Audiat). . .	687
C. Boutard. Lamennais, sa vie et ses doctrines. La renaissance de l'ultramontanisme (1782-1828) (Paul Allard).	688
G. Bapst. Le maréchal Canrobert. Souvenirs d'un siècle. T. II et III (R. Lambelin)	689
E. Peyron. Bazaine fut-il un traître? (R. Lambelin)	690
De Marcère. L'Assemblée nationale de 1871. Gouvernement de M. Thiers (R. Lambelin)	691
Vicomte de Meaux. Souvenirs politiques (1871-1877) (E. Gode- froy).	692

A. de Margerie. Le comte Alexandre de Lambel (Paul Allard).	693
F. Maillard. La cité des intellectuels (P. A.)	694

IX. — *Géographie. Monographies locales*

Les régions de la France. Le Barrau-Dirigo. La Gascogne (J. Viard)	348
S. Charléty. Le Lyonnais (J. Viard)	348
A. Kleinclausz. La Bourgogne (J. Viard)	348
J.-D. Haumonté. Plombières ancien et moderne (J. Viard)	349
F. Uzureau. Andegaviana. 3 ^e série (J. Viard)	349
H. Stein et L. Le Grand. La frontière d'Argonne (843-1659); procès de Claude de la Vallée (1535-1561) (A. d'Herbomez).	350
J. de Dampierre. Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises (1492-1664) (H. Froidevaux).	351
J. Demarteau. L'Ardenne belgo-romaine (Paul Allard)	694
S. Le Filleul des Guerrots. Notes et recherches historiques sur la paroisse d'Hugleville-sur-Scie (P. A.)	695
Dolcetti. Cenni storici sulla scuola dei Tira e Battioro, ora ga- binetto artistico A. Carrer San Stae-Venezia (L.-G. Pélissier)	695

ERRATUM

Le lecteur aura sans aucun doute corrigé de lui-même l'erreur de la note 4 de la page 493, livraison du 1^{er} octobre 1905. On y dit que les ducs de Choiseul et Choiseul-Praslin étaient *frères*; ils n'étaient que *cousins*.

P. BLIARD.

**HOME USE
CIRCULATION DEPARTMENT
MAIN LIBRARY**

This book is due on the last date stamped below.
1-month loans may be renewed by calling 642-3405.
6-month loans may be recharged by bringing books
to Circulation Desk.

Renewals and recharges may be made 4 days prior
to due date.

**ALL BOOKS ARE SUBJECT TO RECALL 7 DAYS
AFTER DATE CHECKED OUT.**

FEB 29 1991

FEB. CIR.

AUG 29 '91

JAN 22 1991

AUTO DISC JAN 15 '91

JUN 25 1999

MAY 25 1999

LD21—A-40m-12,'74
(S2700L)

General Library
University of California
Berkeley

YD 13006

U.C. BERKELEY LIBRARIES



C031956165

D1
R5
v.79
151757

